

JACQUES FIERAIN

LES RAFFINERIES DE SUCRE
DES PORTS EN FRANCE
(XIXe - début du XXe siècles)

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE NANTES

- LE 28 SEPTEMBRE 1974 -

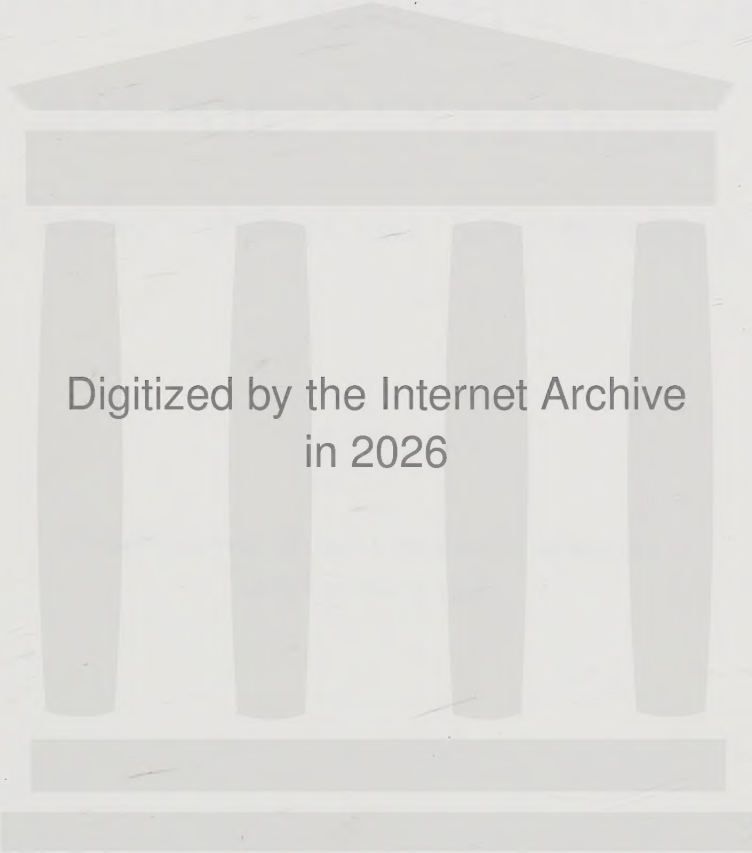
ATELIER
REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE LILLE III
LILLE

DIFFUSION
LIBRAIRIE HONORE CHAMPION
7, QUAI MALAQUAIS
PARIS

1976

COMPOSITION DU JURY

- M. François CROUZET, *Président, Professeur à l'Université de Paris IV,*
M. Paul BOIS, *Professeur à l'Université de Nantes,*
M. Georges DUPEUX, *Professeur à l'Université de Bordeaux III,*
M. Maurice LEVY-LEBOYER, *Professeur à l'Université de Paris X.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555022_0006

JACQUES FIERAIN

LES RAFFINERIES DE SUCRE DES PORTS EN FRANCE (XIXe - début du XXe siècles)



THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE NANTES

- LE 28 SEPTEMBRE 1974 -

ATELIER
REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE LILLE III
LILLE

DIFFUSION
LIBRAIRIE HONORE CHAMPION
7, QUAI MALAQUAIS
PARIS

1976



L'Atelier de Reproduction des Thèses décline toute responsabilité
touchant la qualité technique des documents qu'il reproduit.

La loi du 11 mars n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les «copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective» et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, «toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants-droit ou ayants-cause, est illicite» (alinéa 1^{er} de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

INTRODUCTION

Au XIX^{ème} siècle le sucre a joué dans l'économie française un rôle beaucoup plus important qu'aujourd'hui. Le souvenir de la prospérité sucrière de Saint-Domingue et le vaste courant commercial qu'elle a suscité, a laissé bien des traces dans les esprits. Cependant, dès 1815, l'histoire du sucre ne se confond plus avec celle des colonies. Certes, la culture de la canne s'y est encore développée mais le fait essentiel consiste dans la croissance de la raffinerie. L'apparition du sucre de betterave et son rapide essor à partir des années 1830 n'a rien changé à ce phénomène et il l'a même accéléré.

Notre travail est limité à l'étude des raffineries de sucre des ports en France au XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècles. A l'origine il avait été conçu plus largement puisqu'il avait pour objet toute l'industrie du sucre, les sucreries coloniales, les fabriques et les raffineries.

Cette tentative se heurta très vite à une difficulté majeure: les sources étaient rares, non seulement pour les sucreries mais aussi pour les raffineries. Seuls les ports offraient à la recherche un assez riche champ d'investigation. A Paris Lebaudy et Sommier ne possédaient plus d'archives comptables. Par contre, à partir de 1898 on peut suivre l'activité de Say. Chez Bouchon et chez Béghin où le raffinage avait débuté en 1895, la guerre a détruit l'essentiel.

A Nantes et à Marseille on a créé plus tôt qu'ailleurs des sociétés en commandite par actions, des sociétés anonymes à responsabilité limitée et des sociétés anonymes. C'est pour cela que les fonds d'archives sont plus nombreux. Pourquoi s'est-il produit une mutation des structures juridiques des entreprises, surtout à partir des années 1863/1867 ?

Commençons par formuler une hypothèse: les raffineries des ports appartenaient à un type d'économie principalement axé sur le commerce d'entrepôt et les relations maritimes. Ce système se défait peu à peu au XIX^{ème} siècle. Lui succède une économie plus continentale où le chemin de fer et le sucre indigène favorisent Paris. Le problème des raffineries des ports était de s'adapter à des conditions économiques nouvelles qui sont devenues contraignantes dans les années 1860.

Par le biais de la législation qui écrase presque les situations conjoncturelles, on a, dans l'industrie du sucre, une constante qui met en lumière les intérêts divergents des ports et de la capitale, mais cet écheveau n'est pas toujours commode à dé mêler.

Sur le plan technique un problème s'est aussi posé dans les ports. La technologie du raffinage dominée par la chimie est difficile à maîtriser. Paris, dès le début du XIXème siècle, a été un centre d'innovation. Les ports, à leur tour, ont-ils contribué au progrès du raffinage ou ont-ils adopté rapidement les procédés mis au point ailleurs? Cette question était vitale car le travail du sucre de canne constituait pour eux un handicap à surmonter puisqu'il procurait de moins bons rendements en raffiné que le sucre de betterave. Il y avait là un défi permanent et la réponse qui lui a été donnée explique sans doute bien des choses.

Le développement de la raffinerie parisienne a freiné et quelquefois brisé la croissance des raffineries des ports. La pression de Paris fut très forte dans les années 1880. Il ne restait plus alors qu'une seule raffinerie au Havre et quelques candiseries à Nantes qui fabriquaient du sucre pour les vins de Champagne. A Marseille l'avenir du raffinage était compromis et à Bordeaux, c'était la stagnation.

Toutefois à la veille de la guerre la production de Paris s'est stabilisée et malgré la disparition de l'industrie du sucre au Havre en 1898, les raffineries des ports ont connu un nouvel essor à des dates bien différentes, mais ce mouvement s'est pourtant accéléré à partir de 1897.

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées. Les raffineurs des ports ont-ils réussi à s'intégrer dans le circuit de production dominé par Paris et le sucre indigène? Ou alors des raffineurs n'ont-ils pas essayé de redevenir - comme au temps des années prospères du Second Empire - surtout des exportateurs, grâce aux relations maritimes et à l'exploitation des nouveaux débouchés? Des liens anciens avec le sucre de canne n'ont-ils pas été sauvegardés?

A vrai dire, ces hypothèses ne s'excluent pas et il faut se demander si certaines firmes n'ont pas développé leurs affaires grâce à leur dynamisme sur les marchés intérieurs et extérieurs. En effet on ne peut nier le progrès de l'exportation des sucres à Marseille et à Bordeaux. Le protectionisme français n'a donc pas empêché la conquête de solides positions à l'étranger. Pourquoi et comment cette stratégie commerciale s'est-elle imposée?

Jusqu'ici on a insisté sur les contraintes de la législation, des techniques et du marché mais dans le raffinage du sucre, il y a aussi les hommes. Au milieu du XIXème siècle le raffineur des ports était surtout un marchand. Qu'est-il devenu ensuite? Le matériel et la fabrication se sont transformés et l'on a eu besoin d'ingénieurs. Les a-t-on recrutés dans le groupe patronal? Quel fut leur rôle dans la gestion des firmes?

Le raffineur a pris aussi le visage du financier car on a manié de plus en plus d'argent, et de façon plus subtile. A qui finalement appartenait le pouvoir dans l'entreprise? A une personne ou à une équipe? Ce problème est au coeur de l'histoire des raffineries de sucre des ports et du capitalisme lui-même.

x

x

x

PREMIERE PARTIE

- LES FACTEURS DU DEVELOPPEMENT

DES RAFFINERIES DE SUCRE DES PORTS -

CHAPITRE I

LA LEGISLATION DES SUCRES ET L'APPROVISIONNEMENT.

De 1814 à 1902 la législation des sucres a été l'objet d'incessantes modifications parce que le législateur a cherché à équilibrer les divers intérêts en jeu. Pour le raffineur, elle se confondait avec le problème de l'approvisionnement en sucre brut et avec celui du soutien accordé aux exportations. Jusqu'en 1864, la "question des sucres", comme l'on disait au XIXème siècle, s'est posée dans le cadre de la législation nationale. Ensuite elle s'est internationalisée.

1- La question des sucres dans le cadre de la législation nationale (1814.-1864).

A- Les primes et le drawback.

Le retour au pacte colonial.

Dès 1814 la Restauration revint au régime économique qui existait en 1789. Elle rétablit le pacte colonial. La loi du 17 décembre prohiba l'importation des raffinés et le sucre colonial fut protégé par une surtaxe de 20 F. (1). La protection fut encore renforcée par la loi du 28 avril 1816. L'écart des droits entre le sucre colonial et étranger passa de 20 à 25 F. La garantie de l'exploitation du marché métropolitain par les colons était compensée par le rétablissement de primes à l'exportation, 90 F à la sortie de 100 kg de raffiné, c'est à dire l'équivalent de la taxe payée au principal sur 200 kg de sucre brut colonial. En 1817, on accorda aussi une prime de 60 F aux lumps (raffinés moins purs) et aux candis.

En fait, les colonies n'ont pas réussi à satisfaire tous les besoins. Malgré la surtaxe, la France importait toujours du sucre étranger. Aussi, pour encourager la culture de la canne à Bourbon, on alloua aux sucres au-delà du Cap une détaxe de 5 F qui at-

ténuait les frais de transport. La mesure fut efficace car elle assura l'avenir de la Réunion comme colonie à sucre. Pour faire face à la baisse qui s'accroissait depuis 1816, on augmenta en 1820 la surtaxe sur les sucres étrangers (5 F en plus) et la détaxe pour les sucres de Bourbon (2,50 F en plus). En contrepartie du nouveau tarif, les primes d'exportation passaient de 90 F à 110 F pour les pains de 6 kg et en-dessous, et de 60 à 80 F pour les pains au-dessus de 6 kg, les lumps et les candis. Même les mélasses exportées recevaient à leur sortie une prime de 12 F par 100 kg pour permettre aux Marseillais de lutter contre la concurrence américaine en Méditerranée (2). Il est certain que ces primes ne profitaient qu'aux sucres coloniaux, car elles étaient trop faibles pour compenser les taxes perçues à l'importation sur les sucres étrangers (65 à 125 F) mais elles excédaient de beaucoup les droits payés par les sucres de la Réunion ou des Antilles (37,50 et 45 F) auxquels on donnait ainsi une plus-value artificielle. Un des buts recherchés fut atteint. Le sucre colonial se substitua en partie au sucre étranger (cf graphique n° 1).

Mais cela n'empêcha pas l'effondrement des prix, car la baisse du sucre étranger continua, entraînant, malgré l'aggravation de la surtaxe, celle des sucres français (3). Néanmoins, en 1822, le gouvernement persista dans sa politique de protection et, une fois de plus, il majora les droits sur les sucres étrangers (de 5 F à 15 F par 100 kg).

La loi du 27 juillet 1822 avait aussi substitué le drawback (c'est à dire la restitution du droit) au système des primes fixes, et l'ordonnance du 15 janvier 1823 en régla l'application dans le détail. Les raffineries recevaient pour l'exportation de 40 kg de pains, un drawback égal au droit payé sur 100 kg de brut. Comme les rendements au raffinage étaient bien supérieurs, ils pouvaient livrer à bas prix, sur le marché intérieur, des vergeoises et des mélasses exemptées du droit. Cela empêchait, bien entendu, la vente directe des blancs et des terrés coloniaux consommés tels quels. Le drawback donna aussi naissance à un trafic de quittances. Le raffineur qui fondait des sucres passibles du droit le plus faible, achetait des quittances applicables à des sucres étrangers, pour se faire rembourser à la sortie le droit le plus fort. Ainsi, en apparence, les raffinés exportés se composaient presque uniquement de sucres étrangers. En apparence seulement, car la plus grande partie des sucres du Brésil et de La Havane passaient directement à la

consommation (4). Les raffineurs appréciaient beaucoup le drawback parce qu'il leur laissait la possibilité de choisir entre les sucres coloniaux et les sucres étrangers moins coûteux.

Au lieu de rectifier le rendement au raffinage, le gouvernement a préféré abandonner ce système pour revenir aux primes fixes. Il fit voter une loi en 1826 qui assurait aux sucres coloniaux un véritable monopole de l'approvisionnement des raffineries. On versait 120 F par 100 kg de candis ou de pains (de 7 kg au plus) exportés et 100 F pour les pains au-dessus de 7 kg. Ainsi la prime était calculée de manière à donner aux colons, en sus de la restitution du droit un boni qui compensait la différence des prix de vente entre les sucres étrangers et coloniaux. Le prix du sucre se stabilisa, quant aux sucres étrangers, ils ont pratiquement disparu du marché français.

Depuis 1816, la production coloniale avait fait un bond prodigieux. En 1827, elle dépassait 70.000 tonnes. Aux Antilles, à Bourbon et en Guyane, les colons abandonnaient le coton, le café et le clou de girofle pour planter des cannes à sucre (5). Cet énorme effort d'investissement n'avait pu se faire qu'avec l'aide des négociants de ports qui avaient prêté 75 à 80 M aux colons (6). Les bailleurs de fonds accordaient, avant chaque récolte, de nouvelles avances remboursables en consignations. L'argent du négoce des ports soutenait donc toute l'économie coloniale et la trame des intérêts communs unissait étroitement négociants et colons dans la défense du pacte colonial.

Dans l'ensemble de la France, la situation des raffineurs n'était guère prospère (7). Ils avaient constamment besoin de réaliser leurs produits et ils ne pouvaient le faire avec avantage qu'en les offrant à des prix basés sur le prix d'achat du brut (8). Or, la hausse des raffinés était toujours contrariée par l'arrêt des exportations dû à la cherté du sucre colonial.

Partout le négoce imposait sa loi. Comme l'offre de sucre restait inférieure à la demande, il en résultait des hausses fréquentes (9). De plus, la hausse du brut coïncidait avec les arrivages, car, pendant les mois d'hiver, les stocks s'épuisaient (10). Souvent mal approvisionnés, les raffineurs se concurrençaient pour les achats (11). Cette domination du capitalisme commercial freinait le développement des fabriques, à Marseille en particulier où

l'on manquait toujours d'approvisionnement. Ainsi, en 1825, les raffineurs (qui auraient pu fondre 17.500 tonnes) ne disposaient que de 5.603 tonnes de sucre des Antilles. Ils comblèrent en partie le déficit (11.896 tonnes) par de coûteux achats au Havre et à Bordeaux. Comme le prochain rétablissement des primes faisait croire à la hausse, ils se chargèrent de quantités considérables de brut (12). L'absence de hausse força les Marseillais à jeter (à perte) des masses de raffinés dans la région de Lyon qui recevait traditionnellement ses sucres de Bordeaux et de Paris. La raffinerie n'était donc pas encore assez puissante pour s'opposer avec succès au négoce.

D'autre part, les colons expédiaient de plus en plus de mauvais sucres (13), surtout à Marseille (14). Aussi les vergeoises difficilement écoulables à l'étranger devaient être refondues, d'où des frais de fabrication plus élevés. Cela joint à la cherté du brut fermait de nombreux débouchés d'exportation et les raffineurs de Marseille cherchaient alors à placer leurs produits à l'intérieur, ce qui accentuait la baisse des raffinés et les difficultés des entreprises. Pour éviter la faillite et peser sur les prix, les raffineurs cessaient leur fonte pendant quelques semaines et parfois pendant plusieurs mois (15). Peu à peu, l'augmentation des stocks aux mains de la spéculation entraînait une baisse du brut et dans les fabriques on rallumait les feux. Ainsi le rythme de travail n'était pas satisfaisant. L'entrepreneur vivait dangereusement. Pour les armateurs les fluctuations de prix étaient nécessaires et l'on ne pouvait pas empêcher la spéculation. Certains écrivaient même que le gouvernement ne pouvait pas sacrifier les colonies aux raffineurs de sucre, car il devait aussi tenir compte de l'intérêt des fabricants de sucre de betteraves (16).

En octobre 1828, le Ministre du Commerce exposa tous ces problèmes devant la commission chargée d'une enquête sur les sucres. Du 27 décembre 1828 au 10 février 1829, les colons ont tenté de démontrer qu'il n'était pas possible d'atténuer la protection - ce que réclamaient les raffineurs et quelques armateurs qui regardaient au-delà des îles à sucre (17). Ils affirmaient que des prix de 28 à 32 F leur étaient encore indispensables pour avoir un bénéfice de 6 à 8% (18). Cependant, des colons de bonne foi, reconnaissaient qu'au prix de 25 F, ils s'en sortaient. En effet, le nombre des noirs aux Antilles n'avait pas varié depuis 1822, tandis que la production de sucre était passée de 20.000 à 50.000 tonnes (19). De leur côté, les raffineurs réclamaient, outre l'augmentation des primes, la différence entre le droit payé sur le sucre étranger et celui payé sur le

sucres coloniaux ce qui leur aurait permis de briser le monopole colonial. Finalement le gouvernement proposa d'abaisser le droit sur les sucres bruts étrangers d'Amérique et de maintenir les primes à leur niveau, mais la Révolution de 1830 empêcha la modification de la loi de 1826.

Malgré certaines difficultés d'approvisionnement, les raffineurs avaient toutefois réussi à développer leur production (cf. Chapitre III). En 1828 un rapport signalait que l'on avait établi des raffineries comme on bâtissait des maisons dans Paris (20). Tout le monde tirait donc des avantages du pacte colonial.

Le rétablissement du drawback.

À la fin de l'année 1832, pour des raisons fiscales, le gouvernement proposa de rétablir le drawback. En 1831, les primes avaient absorbé environ 12 M et un peu plus de 19 M en 1832 (21). Le revenu net que le Trésor tirait des sucres diminuait progressivement et il risquait même bientôt de disparaître.

La loi du 26 avril 1833 plaçait les sucres français sur un pied d'égalité avec les sucres étrangers pour l'exportation après raffinage. Les droits sur les sucres étrangers étaient abaissés de 5 à 20 F par 100 kg, tandis que les bruts blancs coloniaux supportaient une augmentation de 10 F à partir du 1^{er} juin 1834 (22). Pour chaque sortie de 70 kg de sucre mélié ou de candi, ou bien celle de 73 kg de lumps, ou de tapé, le droit payé sur 100 kg de brut devait être remboursé. Ces taux furent portés à 75 et 78 % le 8 juillet 1834; quant à la prime d'exportation des mélasses, elle fut réduite à 6 F et définitivement supprimée le 2 juillet 1836.

La plupart des raffineurs refusaient d'admettre les rendements retenus par la loi, car, d'après eux, ils empêchaient pratiquement le travail des sucres étrangers pour l'exportation (23). Pour conserver les marchés extérieurs, ils réclamaient un drawback indirect (c'est à dire une prime de 12,10 F à 15 F). L'inquiétude était grande, surtout à Marseille où, en octobre 1832, les raffineurs ont envisagé de "s'arrêter en masse" pour protester contre le prix élevé du brut et les prétentions croissantes de la spéculation (24). Ils se plaignaient d'être sacrifiés aux "deux rochers des Antilles" et d'être obligés "de digérer" de mauvais sucres tandis que les beaux sucres étrangers prenaient le chemin de l'Italie. À cela, le négociant répondait que la raffinerie n'était pas dans la misère puisque sa fonte avait considérablement augmenté depuis 1820 et que son ambition

devait se borner "à raffiner tous les sucres de nos colonies" (25).

Au Havre, J. Clerc accusait la Monarchie de Juillet d'avoir "rape-tisser" la question des sucres et d'être restée fidèle au système adopté en 1816 et il dénonçait une Chambre des Députés aux mains de grands propriétaires fonciers (colons et fabricants de sucre) unis dans la défense de leurs intérêts communs (26). En effet, tous avaient repoussé l'idée d'un impôt (de 5 F) sur le sucre indigène, proposition cependant inscrite dans le projet de loi de 1832.

Il est certain que le gouvernement voulait freiner l'exportation pour conserver l'essentiel de l'impôt et où la fixation d'un rendement au raffinage très élevé. En compensation, il entendait réserver le marché intérieur aux raffinés. C'est pour cela qu'on assimila les sucres blancs aux terrés. La bonne fabrication était pénalisée et les colonies condamnées à faire des sucres chargés de mélasse (27). Ce n'est qu'en 1840 qu'on revint aux rendements de 1833 pour favoriser l'exportation.

Les effets de cette mesure furent lents à se manifester parce que le rendement légal coïncidait presque avec le rendement réel. Le problème pour le raffineur qui exportait était d'avoir du sucre au même prix que ses concurrents anglais, belges ou hollandais. Le trafic des quittances des droits (ou certificats) le lui permettait. Par exemple un raffineur de Marseille achetait des Antilles qu'en 1843 il payait 112,50 F (63 F + 49,50 F de droit). Avec un tel prix, l'exportation était impossible; aussi il se procurait au Havre des quittances de sucre étranger (prix moyen 9 F). La matière première lui revenait à 121,50 F, mais à la sortie de France (après raffinage) on lui restituait 71,50 F sur présentation de sa quittance de sucre étranger. Tout se passait comme s'il avait fondu des sucres à 50 F (121,50 F - 71,50 F) (28). A partir des années 1845 lorsque le rendement réel a dépassé le rendement légal les raffineurs des ports ont tiré de gros avantages du commerce des certificats. Ce fut une des bases de leur prospérité.

B- Les raffineurs et la lutte des deux sucres.

Les progrès du sucre indigène.

L'enquête sur les sucres de 1829 révéla à l'opinion l'ampleur du progrès du sucre indigène. Un nouvel élément apparaissait dans la question des sucres. La chute de Napoléon I^{er} avait brisé le démar-

rage du sucre de betterave. En 1815 quelques fabriques marchaient encore, mais ce n'est qu'à partir de la campagne 1819/1820 que le nombre des sucreries se multiplia (29). Dix ans plus tard il y en avait une centaine en activité (30). "L'essor donné depuis quelques années à cette industrie semble assigner la loi géométrique et à la propagation des fabriques, et à la production de sucre", déclarait Dubrunfaut (31).

Le préjugé défavorable qui existait alors à l'égard de ce produit n'était pas partagé par tous (32). Il est vrai que les meilleurs qualités que l'on mêlait toujours au sucre de canne, avaient un rendement égal à celui de la bonne quatrième (33). En 1837 la production de sucre de betterave atteignait près de 50.000 tonnes (34). Depuis 1830 les acquittements avaient augmenté de 800 % et durant les campagnes 1834/1835, 1835/1836, 1836/1837, les raffineries de Paris avaient reçu 12.000, 20.000 et enfin 25.000 tonnes de sucre indigène (environ la moitié de leur fonte) (35).

L'essor du sucre de betterave s'expliquait par le fait qu'il ne payait pas de droits. De plus, la législation, en maintenant de hauts prix pour le sucre colonial avait permis aux fabricants de développer leur production malgré des prix de revient élevés. (36). C'est ce que constatait en 1828, Crespel-Delisse : " Si la fabrication du sucre de betterave continue à recevoir du tarif des sucres des colonies, la même protection qu'elle a reçue jusqu'à présent, j'ai la certitude qu'avant 10 ans, elle pourra suffire à la consommation de la France" (37). Le prix de la bonne quatrième indigène a diminué (38) et, à partir de 1835, il a commencé à influencer celui du sucre exotique (39). Par la force des choses, les deux cours tendaient à se confondre; aussi les vendeurs de sucre colonial ont accordé un escompte de 5 % aux raffineurs parisiens et 2 % seulement à ceux des ports (40).

La crise coloniale.

La crise coloniale est sortie de cette situation. Elle s'est traduite par des difficultés réelles dans les colonies et par une campagne pour l'imposition du sucre indigène. Les raffineurs des ports ont soutenu l'action du négoce, mais ils se sont heurtés aux colons lorsque ceux-ci ont réclamé l'assimilation des sucres blancs aux autres sucres bruts.

Le gouvernement était placé devant une alternative. Il lui fallait, soit dégrever le sucre colonial, ou instituer une taxe sur

le sucre indigène. En 1831, 1832, 1834 et 1836, il tenta, mais sans succès, de faire triompher la seconde solution, mais il se heurta au comité des fabricants de sucre indigène, fondé en 1832 et qui, avec ses appuis parlementaires formait un groupe de pression efficace (41). En 1836, il s'orienta vers le dégrèvement avec un drawback limité au droit payé sur le sucre colonial (pour empêcher le trafic des quittances) et vers l'assimilation des sucres blancs aux autres sucres bruts. Mais lors de la discussion du projet, la Chambre vota le principe d'un droit de 15 F sur les sucres indigènes, applicable en 1838 et 1839. Rien par contre n'était changé au drawback et au régime du sucre blanc.

La politique du gouvernement avait suscité des protestations dans les ports où on dénonçait l'action occulte des riches propriétaires et fabricants de sucre du Nord (42). En 1838 les négociants et les raffineurs constituèrent des "commissions des sucres" (43) qui mirent en place à Paris la commission des délégués du commerce maritime. Elle était présidée par Michel Delaroche et J. Clerc en assumait le secrétariat (44). Ce conseil de défense lutta d'abord contre un nouveau projet de classement unique pour les sucres bruts. Les colons revendiquaient toujours le droit de fabriquer des sucres blancs avec l'espoir de les placer directement dans la consommation (45). Les raffineurs craignaient cette concurrence, quant au négoce, il pensait au fret perdu (46). Une fois de plus le gouvernement recula.

Dans les colonies, la crise s'aggravait. A la vente les colons retiraient au mieux 14 F de sucres dont le prix de revient était de 25 F par 50 kg (47). Aux Antilles, on manquait même de navires, car les négociants des ports avaient suspendu l'envoi de marchandises, les retours étant alors onéreux pour eux (48). On vit alors des sucres à 8 F (49). En 1838, les dettes des colons se montaient à 60 M (50) et rien qu'à Nantes, le commerce était créancier de 7 M (51). Ainsi les colonies étaient menacées d'une paralysie totale des affaires car les planteurs n'avaient pas assez de fonds pour organiser la nouvelle campagne (52).

Une solution rapide s'imposait. Le négoce des ports demandait un impôt égal pour les deux sucres (53). Mais les difficultés des colons n'étaient pas le seul élément du problème. A son tour le sucre indigène subissait les effets de la baisse. A la fin de la campagne 1837/1838, 42 fabriques avaient cessé leur activité à cause de l'impôt. L'année suivante, 129 usines marginales ont encore disparu (54). En 1839, par ordonnance, le gouvernement diminua de 12 F le droit sur le sucre colonial et de 15 F la taxe sur le sucre étranger. Pendant la campagne 1838/1839 la production de sucre indigène tomba à 39.000 tonnes et de nombreuses fabriques fermèrent leurs portes. Le comte de Morny demanda alors l'expropriation des sucreries avec indemnité (55). Dès 1840, on rétablissait l'ancien tarif (45 F) tandis que

pour le sucre de ~~betterave~~ était échelonné de 25 à 36,10 F; par contre, pour le drawback, on revenait au taux de rendement de 1833 (56).

La déception fut rapide. Dès 1841, une nouvelle crise couvrait dans les colonies et l'agitation renaissait dans les ports où on demandait l'égalité de l'impôt et souvent l'interdiction du sucre indigène (57). Les raffineurs parisiens, qui ne voulaient pas de cette suppression, épaulaient les fabricants et manoeuvraient pour empêcher la baisse (58). Finalement, le 2 janvier 1843, le principe de l'égalisation graduelle du droit (En 4 ans) fut adopté. Ce vote ne mit pas fin à la rivalité des deux sucres, mais il calma les passions pendant de longues années.

Le bilan de cette période pour les raffineurs des ports était positif. Le drawback avait été aménagé et en 1843, on avait encore rejeté l'impôt unique sur le sucre brut. Il est certain aussi que la baisse des prix avait favorisé la raffinerie. Dans l'ouest la consommation avait augmenté, surtout dans les "classes inférieures" et de nouvelles entreprises s'étaient créées pour répondre à la demande (59). Dans les ports, l'augmentation des acquittements (c'est à dire des sucres ayant payé les droits) traduit le progrès (60).

C- L'approvisionnement des raffineries jusqu'en 1860.

Le sucre employé.

De 1843 à 1860, les acquittements de sucre brut sont passés de 118.000 tonnes à 268.000 tonnes. L'accroissement était de 127 % - 44 % pour le sucre colonial, 385 % pour le sucre étranger et 265 % pour le sucre indigène (cf. graphique n° 1). Le droit de 45 F n'avait donc pas empêché l'essor du sucre indigène. Il faut noter seulement un léger recul en 1855, lorsqu'à la suite des ravages de l'oïdium, la production de vin et d'eau de vie s'effondra. La distillation des betteraves devint alors très rémunératrice et de nombreuses fabriques s'y adonnèrent temporairement. Moins nombreuses, mais plus puissantes, les sucreries se trouvaient surtout localisées dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Aisne, de la Somme et de l'Oise (61).

En 1845, la production de sucre colonial avait dépassé pour la première fois, 100.000 tonnes (62). La baisse du sucre brut avait poussé quelques colons à innover, mais les méthodes utilisées au temps du père Labat, dominaient encore (63). La petitesse des propriétés et le caractère artisanal des sucreries, qui en découlait, freinaient les investissements. Pour les rendre possibles, Daubrée préconisait la séparation absolue de l'agriculture et de l'industrie, c'est à dire la concentration de la production

de sucre dans 150 à 200 usines centrales qui remplaceraient les 1200 à 1500 sucreries existant dans les colonies et il demandait aux ports de créer de "gigantesques compagnies" pour sortir les colonies de la crise. En fait, l'initiative est venue des milieux financiers parisiens. La Compagnie des Antilles pour la fabrication du sucre, formée en mai 1843 par Adolphe Lebaudy, avec un capital de 6 M, projetait de construire des usines à la Guadeloupe (en 1845, elle en mit 4 en route) (64). L'affaire fut emportée par la Révolution de 1848, mais la véritable cause de son échec fut "l'impôt sur le progrès" qui frappait les sucres blancs (65).

Sur ce problème, d'ailleurs, les esprits avaient évolué. Ainsi, B. Dureau trouvait absurde de transporter "un produit parasite" comme la mélasse, que la raffinerie devait ensuite éliminer au grand préjudice de sa fabrication et de ses intérêts, car le fret était cher, et il lui fallait investir davantage pour travailler les mauvais sucres. En fait, les plus farouches défenseurs de la surtaxe se rencontraient parmi les armateurs, tandis que les raffineurs étaient acquis à un changement de législation. Beaucoup aussi, étaient partisans de l'abolition de l'esclavage et du rachat simultané, en France, des fabriques.

Les raffineurs regardaient toujours vers les colonies, mais avec des yeux bien différents de ceux du négoce. Ils craignaient de manquer de sucre brut. C'est pour cela qu'à Marseille, le marquis de Forbin-Janson décida d'en importer lui-même (66), tandis qu'à Nantes et à Bordeaux, des raffineurs avaient acheté du sucre indigène pendant la campagne 1847/1848 (67). La Chambre de Commerce de Bordeaux protesta contre l'égalité des droits, mesure inutile "pour empêcher l'envahissement toujours croissant de la production du sucre de betterave", et celle de Nantes réclama une détaxe de distance pour le sucre colonial (68). La demande d'établissement d'un entrepôt réel de sucre indigène faite en octobre 1847 par les raffineurs de Bordeaux (69), montrait qu'un fossé s'était creusé entre la raffinerie et le négoce.

En 1848, l'abolition de l'esclavage et l'abandon des plantations ont privé les raffineurs d'une partie de leur approvisionnement. Pour faire face à la crise, le négoce, malgré l'opposition des colons, demanda une diminution de la surtaxe sur les sucres étrangers (70). On vit même naître un Comité des délégués des ports de mer qui défendit le libre-échange (71). En 1850 le gouvernement proposa un dégrèvement pour les sucres coloniaux et une réduction de la surtaxe, mais en 1851, il se rallia à la solution de l'exercice exigée par les fabricants-raffineurs (72). A l'entrée des usines les sucres devaient être pris en charge pour leur rendement présumé grâce au saccharimètre et à la sortie ils payaient l'impôt sur le rendement réel. C'était la fin du drawback. La loi fut votée en juin, mais elle resta lettre-morte (73). Un décret en mars 1852 régla le nouveau régime des sucres. Il accordait une protection spéciale au sucre colonial. Le droit de 45 F

était maintenu pour les sucres indigènes, tandis que les sucres des Antilles obtenaient une détaxe de 7 F et ceux de la Réunion, de 10 F. Les sucres blancs ne payaient plus qu'une surtaxe de 3 F et celle sur les sucres étrangers était fixée à 12 F. En 1854, elle fut réduite à 8 F et en 1855, à 5 F. La loi de juin 1856 prorogea la détaxe coloniale jusqu'en 1858 et elle la conserva avec une échelle décroissante jusqu'en 1861. En même temps, elle élevait le rendement du drawback à 75 % pour les pains et à 78 % pour les lumps.

Cette législation plaçait les raffineurs des ports dans une situation privilégiée. A chaque fois qu'ils exportaient 75 kg de sucre raffiné, le Trésor leur remboursait les droits portant sur 100 kg de sucre brut, mais comme le rendement réel était en moyenne de 80 à 85 %, 5 à 10 kg de produits raffinés restaient dans la consommation sans payer de droits (74). Le montant de la prime était égal au 1/10 du droit sur les sucres bruts. Le raffineur avait, bien entendu, intérêt à présenter des quittances de sucre étranger importé par un navire français car le drawback était alors supérieur.

	Droits (avec deux décimes à partir de 1856)		Perte pour le Trésor ou prime pour le raffineur
Réunion	44 F		4,4 F
Antilles	47 F		4,7 F
Sucre étranger	1852 62,7 F		6,27 F
	1854 58,3 F		5,83 F
	1856 59 F		5,50 F

Ainsi la détaxe votée en faveur des colonies se transformait en une véritable prime pour le sucre étranger qui arriva massivement dans les ports. En achetant du sucre étranger (ou, à défaut, des certificats), les raffineurs des ports ont pu développer leurs exportations, tandis que le sucre indigène trouvait davantage de débouchés à l'intérieur. En 1850, les raffineurs de Nantes et de Bordeaux avaient encore acheté du sucre de betterave (75), et ceux de Marseille avaient demandé la création d'un entrepôt réel de sucre indigène (76). Dans les ports, on a de plus en plus manqué de sucre brut d'octobre à décembre. Le sucre des Antilles n'arrivait plus en quantité suffisante et les premiers voiliers de Bourbon ne touchaient la France qu'à la fin de décembre ou au début de janvier (77). A Nantes, pour faire la soudure, les raffineurs étaient obligés d'acheter des sucres à Paris et dans le Nord. Ils ont donc réclamé l'établissement d'un entrepôt réel de sucre indigène dans leur ville. En 1852, leur pétition se heurta à une vigoureuse protestation de la Chambre de Commerce (78). En 1853, 1854 et 1856, le négoce réitéra son opposition à cette création (79). Cependant à

Nantes, en 1858, la raffinerie utilisa plus de 4000 tonnes de sucre de betterave (80). En novembre 1859, une nouvelle demande échoua (81). Au Havre, un décret du 28 juin 1856 avait accordé à la ville un entrepôt réel de sucre indigène (82) et en 1859, celui-ci entraînait déjà pour 51 % de la fonte des Clerc-Kayser (83). La même année, plus de 10.000 tonnes de sucre de betterave avaient été acquittées dans les ports (84). Toutefois, à Bordeaux le décret du 16 février 1857, qui autorisait l'entrepôt réel n'avait pas été suivi d'effet (85). Enfin, à Marseille - à cause de la lourdeur des frais de transport (54 F par tonne à partir de Paris) - on n'employait que très rarement du sucre indigène (86). Dans tous les ports (à l'exception du Havre), le sucre de canne dominait l'approvisionnement.

Le développement des grands marchés d'approvisionnement.

Au début du XIX^{ème} siècle, tous les ports s'étaient lancés dans le commerce colonial, mais très vite, Le Havre, Nantes, Bordeaux et Marseille, grâce à leurs capitaux et aux liens anciens, avaient accaparé l'essentiel du trafic.

Dans tous les ports les transactions sur les sucres se faisaient sur la base de la bonne quatrième, un type de sucre brun à cristallisation presque nulle qui représentait alors une qualité très acceptable. Au-dessus on avait la belle 4^{ème}, l'ordinaire 3^{ème}, la bonne 3^{ème}, la belle 3^{ème} et en dessous la 4^{ème}, l'ordinaire 4^{ème}, la belle ordinaire, la bonne ordinaire, le beau commun, le bon commun, le commun, le bas commun et les plaques ou emplâtres (87). Chaque port avait ses échelles. La bonne quatrième de Bordeaux était identique à la bonne ordinaire quatrième du Havre; quant aux qualifications de Nantes, elles se situaient entre celles de Bordeaux et du Havre. Pour les sucres des Antilles, on avait tenté d'harmoniser les types mais sans succès. En 1844 et 1851, le syndicat des courtiers du Havre avait fait parvenir à Marseille des flacons contenant des échantillons des 5 types suivants: fine 4^{ème}, belle 4^{ème}, bonne 4^{ème}, bonne ordinaire et ordinaire (88). A Bordeaux la gamme des nuances était plus étendue; en effet, on distinguait la troisième, la fine 4^e, la belle 4^e, la basse 4^e, la bonne ordinaire, l'ordinaire, la bonne ordinaire qualité, l'ordinaire qualité, la basse qualité et l'emplâtre (89). Au-dessus de la bonne quatrième, pour chaque nuance, on payait (pour 100 kg) 3 F en plus et en dessous de la bonne quatrième, 4 F en moins, mais il y avait aussi des 1/2, des 1/3 et des 1/6 des nuances.

La bonne 4^e de Marseille valait toujours 2 F de moins qu'au Havre et à Bordeaux (par 50 kg), car elle correspondait, en fait, à la bonne ordinaire 4^e du Havre (90). A Nantes, pour les sucres des Antilles, chaque

nuance au-dessous de la bonne 4e, se réglait à 1 F en moins par 50 kg, et au-dessus de la bonne 4e, la première nuance seulement se réglait à 1 F en plus, les nuances suivantes se réglaient à 0,50 F.

Les sucres de la Réunion se vendaient acquittés. A Marseille, dans les années 1850, ils se traitaient avec une différence de 4 F par nuance au-dessus de l'ordinaire 4e et de 6 F en dessous, mais en 1854 on y a adopté les usages de Nantes, et les conditions de classement étaient les mêmes que pour les Antilles (91). Les sucres de Bourbon avaient toujours des nuances élevées, surtout ceux qui arrivaient de décembre à avril; quant aux chargements d'arrière-saison, imprégnés de mélasse, ils prenaient tous le chemin de Marseille (92). La bonne quatrième de la Réunion équivalait à la belle 4e des Antilles, aussi elle valait environ 2 F de plus que la bonne 4e des Antilles.

Pour les sucres de La Havane, de Maurice, de Manille et de l'Inde, on se servait de types numérotés dont la base était le n° 12 de Hollande (assez proche de la bonne 4e) et pour les sucres du Brésil, du n° 10 de Hollande (93). Seuls les sucres de Porto-Rico se réglaient sur la base de la bonne 4e du Havre (94). Enfin, depuis le 26 novembre 1829, les courtiers cotaient le sucre indigène à Paris au cristallisé et à la cuite. Pour chaque type il y avait quatre nuances: la belle 4e, la bonne 4e, l'ordinaire, le commun (95). Les transactions se réglaient sur la base de la bonne 4e. La différence pour les nuances était, depuis le 19/3/1851, de 1,50 F en dessus et en dessous de la bonne 4e qui valait alors 3 F de plus par 100 kg que la bonne 4e coloniale (96). Mais les raffineurs payaient de plus en plus cher le sucre indigène. Il valait en 1863 8 F de plus que le sucre des Antilles (97).

Pour l'achat des sucres coloniaux, on opérait de trois façons: à prix ferme au moment du chargement, à fret - le fabricant réalisait alors sa marchandise en France - et enfin, en consignation - l'armateur revendait au mieux les sucres à l'heureuse arrivée du navire. Tous les ports connaissaient la même activité au moment des arrivages. A Nantes, des équipes de portefaix avec des capuches en gros treillis sur la tête chargeaient les "cars" de sucres sur leurs épaules à l'aide de crochets et les disposaient en "zimes" (piles de 10 sacs). Des passages étaient ménagés pour permettre de prélever les échantillons nécessaires au classement: Le courtier sondait les balles et glissait le sucre dans un cornet, la "seille", séance tenante il comparait la couleur et appréciait la nuance par rapport aux types qu'il détenait dans des flacons (98). Au Havre, on versait le sucre type sur un papier bleu et on mettait à côté le sucre à expertiser (99). Avant de gagner les magasins, les sucres étaient contrôlés et reconnus par la douane. En même temps que la vérification, le courtier maritime s'assurait du poids

pour régler le fret. Les commis du dehors dirigeaient la pesée pour le compte des armateurs ou des propriétaires. Le sondage des boucauts était plus délicat. Le courtier prélevait par les deux bouts des échantillons pour le typage. Les "plaques" étaient sondées à part, et après avoir constaté les "tambours", il procédait à l'appréciation des avaries de route et des "couches".

Toutes ces opérations amenaient de multiples contestations, sauf au Havre, où les opérations de contre-arbitrage étaient rares. A Marseille, en particulier, les types se détérioraient vite à cause de la chaleur, et les raffineurs se plaignaient des règlements difficiles aux quels les classements donnaient lieu (100), la question des tares opposait aussi raffineurs et négociants. Il y avait la tare légale (13 % pour les boucauts) et la tare commerciale (15 % au Havre, Nantes et Bordeaux et 17 % à Marseille) (101). Enfin les conditions de vente différaient sensiblement d'un port à l'autre (102). A Nantes et Bordeaux, le terme de paiement était de 4 mois et 15 jours à partir du jour de l'achat en disponible, et à partir de la mise à la disposition de l'acheteur pour les marchés à livrer. Celui-ci avait la faculté d'escompter les 4 mois de terme à raison de 1/2 % par mois. A Nantes les 15 jours de livraison ne s'escomptaient pas à moins de convention spéciale, mais à Bordeaux on pouvait les escompter. En général, le sucre brut était payé comptant.

Malgré la diversité des usages commerciaux, il existait, dès le début du XIXème siècle, un marché national des sucres. Le rôle d'entrepôt que jouait Le Havre, y a contribué. En 1824, ce port a reçu 21.430 tonnes de sucre (1/3 des importations françaises) en partie revendu à Paris, en Normandie, dans le Nord et même en Alsace (103). Bordeaux réexpédiait aussi beaucoup de sucre à Marseille (104). Par contre, les envois par la Loire vers Orléans et Paris diminuaient régulièrement (105). Pour les prix, Paris, après avoir longtemps dépendu du Havre, imposa peu à peu sa cote comme base des transactions, grâce à la création d'entrepôts à partir de février 1832 et à l'utilisation massive de sucre de betterave par ses raffineurs. En 1840, la hausse du sucre indigène (à cause de l'impôt), a partout entraîné celle du sucre exotique (cf. graphique n° 9). Si, dans les années 1860, un embryon de marché à terme se développa à Paris (106), la plupart des arbitrages de prix ne se pratiquaient encore qu'en spéculant à la hausse ou à la baisse. Souvent, au moment d'une baisse générale, le négoce, dans un port, dominait la raffinerie non approvisionnée, alors les cours élevés se maintenaient, par contre, au moment d'une hausse générale, l'industrie bien pourvue de matière première faisait la baisse localement (107). Une certaine autonomie des marchés persistait donc.

Au Havre, les arrivages de sucre de canne sont passés de 32.856 ton-

nes en 1831 à 19.064 tonnes en 1837 (108) à cause de la concurrence du sucre indigène à Paris. A la même époque, Nantes a aussi décliné. Les importations y ont diminué de moitié, entre 1831 (20.741 tonnes) et 1835 (10.607 tonnes). A Bordeaux le progrès a été lent. On y a reçu 14.096 tonnes de sucre en 1826 et 23.111 tonnes en 1860.

Les sucres ont donc reflué vers Marseille. En 1844 les importations atteignaient déjà 38.158 tonnes (21.596 tonnes en 1831) et 55.336 tonnes en 1860. Mais depuis 1856, Nantes était devenu le premier marché français pour le sucre exotique. Dans les années 1840, le renouveau est sensible et en 1847, on y a débarqué 20.428 tonnes de brut. En 1860, ce chiffre avait presque triplé (58.986 tonnes). Une des raisons de cette prospérité est l'intérêt porté par les Nantais à l'Océan Indien. Les hauts prix du fret, l'augmentation de la production sucrière à La Réunion et Maurice, les fructueux voyages intermédiaires dans l'Inde, le trafic des engagés du Mozambique, y favorisaient les affaires (109). Par contre, les liens s'étaient relâchés avec les Antilles.

Origine des sucres débarqués à Nantes. (kg).

	1845	1850	1855	1860
Guadeloupe	2.455.722	767.995	3.553.125	7.162.984
Martinique	364.529	"	57.979	2.305.181
Réunion	13.913.008	6.807.813	26.119.973	35.799.532
Mayotte			"	843.599
Cayenne	789.443	54.175	"	33
	17.523.592	7.629.983	29.730.477	46.111.339
Havane	1.123.696	4.087.139	4.888.581	3.424.859
Maurice	"	"	3.772.340	8.173.532
divers (étranger)	79	154.388	135.566	1.276.788
	1.123.715	4.241.527	8.196.487	12.875.179
Total	18.637.277	11.871.518	38.526.964	58.986.518

Source: AD. LA. 1 M 2147, C C Nantes, juillet 1861.

A Marseille, les sucres d'Amérique (Antilles, Brésil) constituaient en 1855 l'essentiel des arrivages.

Colonies françaises (kg).		Etranger (kg).	
Guadeloupe	6.607.879	Angleterre	140.211
Martinique	99.587.288	Maurice	1.471.579
Réunion	7.170.363	Brésil	11.968.442
Cayenne	206.516	Cuba-Porto-Rico	11.058.330
		Egypte	252.944
		Divers	1.402.404
	23.572.146		26.293.910
Total général	49.866.056		

Source: Tessier, Histoire du commerce de Marseille, p. 254.

Mais peu à peu, les Marseillais se sont davantage intéressés à l'Océan Indien, sans négliger toutefois leurs approvisionnements traditionnels.

Sucres débarqués à Marseille en 1860 (kg).

Colonies françaises		Etranger	
Guadeloupe	6.571.600	Maurice	11.991.300
Martinique	10.591.700	Brésil	5.416.300
Réunion	11.217.300	Cuba-Porto-Rico	9.168.700
Cayenne	106.200	divers	243.400
	28.486.800		26.839.700
Total général	55.326.500		

Source: C C Marseille, S.C.I. , 1862.

L'arrivée massive de sucre exotique à Nantes et Marseille a coïncidé avec l'expansion du raffinage (cf. Chapitre III). Toutefois, vers 1860, il semble que l'on ait tiré le maximum du drawback. En effet, l'obligation de se servir exclusivement de navires français, entraînait un fret plus élevé et empêchait le raffineur de diriger ses opérations d'achat sur les lieux où les fluctuations de prix étaient favorables. Dès que les possibilités des récoltes coloniales étaient connues, il passait

des ordres. Il recevait ensuite de grosses quantités de sucre, d'où l'immobilisation d'un capital considérable, alors que des cargaisons flottantes mouillaient au large de Cowes, Falmouth, Barcelone et Cadix, mais comme le drawback n'était accordé qu'aux sucres importés par pavillon français, il ne pouvait pas les acheter. Les Hollandais, qui pouvaient importer des sucres sous tous pavillons, dominaient alors le commerce des raffinés en Méditerranée. Le maintien du pacte colonial freinait donc l'essor des grandes raffineries des ports.

D- L'abolition du pacte colonial (1860 - mai 1864).

La loi du 23 mai 1860 et le décret de 24 juin 1861.

Depuis 1858, les Chambres de Commerce ne cessaient de réclamer une réduction des droits sur les sucres (110). L'annonce d'un dégrèvement en janvier 1860 dans la fameuse lettre adressée à Fould, ne pouvait que rencontrer l'adhésion des raffineurs et du négoce. Pour les sucres, le gouvernement voulait à la fois accroître la consommation intérieure et favoriser l'exportation, car la nécessité de dégager le marché s'imposait. Cependant la raffinerie s'inquiéta très vite des modalités de la loi. En effet, le projet modifiait une fois de plus les taux des rendements pour l'exportation. On parlait de les porter à 80 et 83 % au lieu de 75 et 78 %. Les raffineurs risquaient ainsi de perdre la plus grosse partie de la prime contenues dans le drawback. Ils s'organisèrent alors dans un "Comité des Raffineurs de France" qui réclama le maintien du drawback à 75 % (III). Finalement le Corps Législatif s'en tint à 76 % pour les mélis et à 80 % pour les lumps. Par contre, il vota le droit unique pour les bruts et fixa à 25 F par 100 kg les droits sur les sucres indigènes et coloniaux (30 F avec les deux décimes).

L'augmentation attendue de la consommation n'a pas suivi le dégrèvement (112), d'où des pertes pour le Trésor; aussi pour peser sur les cours, le gouvernement fit appel au sucre étranger (113). Le décret du 16/1/1861 supprima la surtaxe de 3,60 F sur les sucres étrangers importés par navires français. Le 16 juillet, le Moniteur publiait un nouveau décret signé le 24 juin qui réduisait les surtaxes de pavillon à 2 et 3 F suivant les provenances et qui admettait au régime du drawback les sucres importés par des navires étrangers. On ne pouvait plus alors refuser aux colonies la liberté du commerce. La loi du 3 juillet 1861 abolit le pacte colonial.

Partout, même à Marseille, on a vigoureusement critiqué le dé-

cret du 24 juin (114). Mais, très vite, les Marseillais ont pris conscience des énormes avantages que leur apportait cette libéralisation des échanges. Dès août, la Chambre de Commerce s'est tenue à l'écart de l'action menée par les autres ports contre le décret (115). Le mouvement avait été lancé par Nantes et suivi par Le Havre et Bordeaux (116). Mais le Ministre du Commerce refuse de recevoir une délégation de ces ports (117). Le gouvernement se débattait alors avec de graves difficultés financières (100 M de déficit en 1800 - 140 M en 1861). Pour 1861, à cause du dégrèvement, rien que pour les sucres, la perte pour le Trésor atteignait 56,4 M (118). En juillet 1862, on décida alors un relèvement partiel du droit, mais le nouveau tarif (42 F avec les décimes) restait inférieur à ce qu'il était avant la loi de 1860.

En 1862, les effets du décret du 24 juin ont commencé à se faire sentir. Depuis 1860, l'importation des sucres étrangers en France avait plus que doublé et ils avaient surtout été dirigés sur Marseille qui était redevenu le plus grand marché du sucre exotique.

Sucres débarqués dans les ports en 1861 et 1862 (tonnes).

		1861	1862
Marseille	sucre colonial	26.450	28.204
	sucre étranger	33.505	71.024
		59.956	99.228
Nantes	sucre colonial	49.345	48.796
	sucre étranger	14.294	17.544
		63.639	66.340
Le Havre	sucre colonial	25.225	22.990
	sucre étranger	35.590	25.259
		60.815	48.249
Bordeaux	sucre colonial	12.818	12.520
	sucre étranger	8.972	15.877
		21.790	28.397

Source: CC Marseille et Nantes, S. C. I.

Les conséquences des modifications apportées au régime des sucres depuis 1860 apparaissaient en pleine lumière et elles posaient de graves problèmes. En effet, l'offre du sucre brut sur le marché dépassait largement les possibilités de vente de la raffinerie (119).

1 - Disponibilités (tonnes).

	sucres colonial	sucres étranger	sucres indigènes
1860	118.603	60.497	108.782
1861	123.415	95.803	140.902
1862	112.469	129.167	161.747

2 - Consommation - Exportation - Stocks (tonnes).

	Consommation	exportation	stocks au 31/12
1860	198.311	62.727	75.872
1861	235.617	68.223	113.013
1862	237.440	102.682	138.696

Source: J.F.S., 26/6/1864.

Les finances de l'Etat se trouvaient compromises par l'accroissement rapide des exportations (remboursement du drawback) et par l'introduction en franchise dans la consommation, des sucres provenant des excédants de rendement obtenus par les raffineurs. La loi du 2 juillet 1862, n'avait fait qu'aggraver le mal, car en élevant le droit, elle avait, par cela même, élevé le taux de la prime. Le nouveau tarif de 42 F représentait une prime de 4,20 F. De leur côté les fabricants de sucre indigène réclamaient un traitement identique à celui du sucre étranger - c'est à dire le bénéfice du drawback. Enfin, dans les colonies, les cours s'avisèrent surtout aux Antilles, à cause de la guerre de Sécession qui leur fermait le débouché américain.

Pour voir un peu plus clair dans tous ces problèmes, le gouvernement décida alors de confier au Conseil Supérieur du Commerce, une enquête en vue de la révision de la législation. Les travaux débutèrent le 16 décembre 1862 sous la présidence de Rouher (120).

La question des sucres en 1863.

Les Marseillais demandaient le rétablissement des types, le maintien des bases actuelles du drawback (à moins que le gouvernement ne parvienne un jour à s'entendre avec l'Angleterre, la Hollande et la Belgique pour l'adoption d'une législation identique), et surtout le maintien du décret du 24 juin (ce qui les opposait aux autres ports)(121). Ils attribuaient la désastreuse position des sucres coloniaux à "l'énorme développement de la production de sucre indigène" avantagée par le droit unique. La situation de Marseille ne permettait pas à ses raffineurs d'utiliser beaucoup de sucre de betterave, d'où la nécessité d'avoir recours au sucre étranger pour pouvoir exporter. La faculté de travailler ce su-

cre, reçu par tout pavillon avec drawback leur paraissait l'unique moyen de mettre les raffineries françaises "sur le pied d'une égalité réelle" avec leurs concurrents belges, hollandais et anglais. En fait, le décret du 24 juin (122) avait eu pour conséquence de faire de Marseille, le grand entrepôt de sucre brut de la Méditerranée. Deux raffineurs, Ch. Rostand et A. Grandval ont défendu le point de vue de Marseille devant la Commission (123).

Le Ministre des Finances, Fould, voulait avant tout limiter le montant des primes (124) et il proposa d'augmenter le rendement légal des sucres destinés à l'exportation. La Chambre de Commerce de Marseille protesta dès le 7 février (125). Le 22, poussée par Rouher, elle envoya une délégalation à Paris pour annuler l'effet produit par une visite des fabricants de sucre chez l'Empereur (126). La rencontre eut lieu le 2 mars (127). Les Marseillais en sortirent avec l'impression que Napoléon III n'avait pas encore arrêté sa position. Ils avaient, en particulier, fait ressortir que la crise pouvait cesser si le drawback n'était pas accordé au sucre indigène. L'intention du gouvernement était de porter les rendements à 80 kg pour les mélis et à 83 kg pour les lumps. Les délégués de Marseille proposaient, eux, 78 % pour les raffinés (128). Le 25, la Commission du Corps Législatif entendit H. Bergasse et A. Grandval (129) et le lendemain, ses membres recevaient une brochure qui reprenaient en détail les arguments exposés oralement devant elle, la veille (130). Elle adopta leur point de vue, tout en ne repoussant pas l'idée du drawback pour le sucre indigène (131). Il est vrai qu'à Marseille, un raffineur, Fl. Emsens, s'était déclaré partisan du drawback pour tous les sucres (132). Mais surtout la Chambre de Commerce de Nantes apportait un soutien direct aux fabricants en déclarant que si le décret du 24 juin était maintenu, il n'y aurait alors aucune raison sérieuse à faire à l'extension du drawback (133). La rupture des intérêts était consommée entre Nantes et Marseille et la polémique continua (134). Selon Marseille, l'importation exagérée de sucre étranger en 1862, était le fait d'importateurs qui espéraient faire un bénéfice de 12 F par 100 kg au moment de l'augmentation des droits. Pour Nantes, ces achats avaient pour cause le bénéfice de 4,20 F par 100 kg résultant pour les raffineurs du drawback accordé par le décret du 24 juin aux sucres étrangers importés par pavillon étranger. D'un côté on mettait en cause le négoce, de l'autre, la raffinerie. Il faut noter qu'aucun raffineur ne faisait partie de la Chambre de Commerce de Nantes.

Le dernier objectif du Conseil Supérieur était de rechercher les bases d'une tarification nouvelle. Sur ce problème de l'impôt l'unanimité était bien de régner dans le domaine du sucre. Les fabricants s'étaient partagés en deux camps: ceux qui ne faisaient que du sucre roux

(les moins bien outillés) et ceux qui utilisaient des appareils modernes pour obtenir des sucres blancs. Aux colonies, la même opposition se retrouvait entre les colons producteurs de sucre roux et les grandes usines qui fabriquaient du sucre blanc. L'ensemble des raffineurs était partisan des types, mais il y a eu aussi des notes discordantes. Enfin, certains proposaient l'exercice des raffineries car, avec l'impôt à la consommation, il n'était plus question de droit unique et de types. Le Conseil Supérieur devait donc indiquer au gouvernement la ou les solutions qui semblaient convenir le mieux, compte tenu des intérêts du Trésor et de la concurrence faite à la raffinerie française par les Belges et les Hollandais.

L'opposition d'intérêt entre les fabricants de roux et de blancs n'était pas conciliable. En effet, les premiers défendaient l'existence même de leur entreprise et ils se sont rapprochés des raffineurs. Pour les seconds, le droit unique était une machine de guerre contre la raffinerie; leur espoir était de placer dans la consommation de plus en plus de sucre blanc, ce qui deviendrait difficile avec les types (135). Pour la raffinerie, au contraire, leur adoption comme base de l'impôt signifiait l'élimination d'un concurrent dangereux.

" Adversaires du droit unique ... vous datez du temps du père Labat." (136). C'est en ces termes que J. B. Dureau, qui venait de fonder le Journal des Fabricants de Sucre apostrophait "l'ancien parti" composé presque entièrement de négociants des ports, d'armateurs "cosmopolites", de raffineurs émérites, de fabricants retardataires et de quelques intermédiaires plus ou moins importants", unis pour détruire la loi du 23 mai 1860. Malgré ce plaidoyer intelligent, une faible majorité (3 voix) s'est dégagée au Conseil Supérieur du Commerce, pour demander le rétablissement des types (137). Fait curieux, c'est le vote des délégués du gouvernement qui avait été décisif. Ainsi, Napoléon III laissait sans réagir, porter atteinte au régime instauré en 1860. Il acceptait cette politique sans doute parce que le rapport des forces dans le pays n'était pas en faveur du sucre blanc qui représentait l'avenir, mais dont les producteurs étaient peu nombreux.

Le Conseil Supérieur proposa aussi de substituer au drawback l'admission temporaire en franchise. Au lieu de payer les droits lorsqu'il recevait du sucre brut, le raffineur souscrivait une obligation cautionnée qui serait apurée soit par l'exportation, soit par le paiement du droit dans un délai déterminé. Le système évitait aux Finances d'avoir à faire des prévisions sur le montant du droit. Quant aux raffineurs, ils n'avaient plus à attendre la bonne volonté de la Douane pour les remboursements et ils recevaient même un véritable crédit de celle-ci.

Dans l'ensemble, l'Enquête de 1863 représentait une victoire pour la raffinerie des ports qui avait réussi - non sans mal - à imposer ses solutions. Ce retour prévisible au système des types contribuait à donner au raffinage du sucre un caractère plus commercial qu'industriel. J. B. Dureau l'a bien remarqué: "L'art du raffineur consiste, en très grande partie, dans le soin qu'on apporte au choix du sucre brut, et dans la juste proportion de chacune des nuances ou qualités qui font une moyenne, une commune, comme on dit à Nantes, ce pays d'habiles raffineurs." (138).

La loi du 7 mai 1864.

Le Corps Législatif s'était immédiatement saisi des propositions du Conseil Supérieur du Commerce. Cependant, en commission, on présenta deux contre-projets. L'un proposé par le porte-parole du Comité des Fabricants de Sucre, préconisait l'exercice des raffineries et l'impôt sur le produit livré à la consommation. L'autre, oeuvre de la Chambre de Commerce de Bordeaux, demandait l'emploi obligatoire du saccharimètre pour déterminer la richesse exacte des sucres (139). Mais bien avant l'ouverture des débats, fixée au 14 avril, les Marseillais ont entrepris le siège des membres de la Commission des Sucres, où ils ne pouvaient compter que sur Paulin Talabot qui fut seul au début à défendre leur point de vue (140). Ce dernier mena le jeu et autour de lui s'organisa un groupe de pression (141). Son influence fut déterminante auprès de Rouher et de Béhic (142), tandis que les Marseillais soutenus, il est vrai, par les Clerc, ralliaient Le Havre et Bordeaux au projet gouvernemental, considéré comme un moindre mal (143). Par contre, la Chambre de Commerce de Nantes publiait un violent manifeste contre le projet de loi soumis au Corps Législatif (144). Elle se prononçait pour le retour aux principes de la loi du 23 mai 1860, pour l'abrogation du décret du 24 juin 1861, pour un type unique, pour un drawback renfermant une prime suffisante, mais réservé exclusivement au sucre colonial et étranger importé par pavillon français, pour une augmentation de la détaxe coloniale, enfin pour un système d'admission temporaire appliqué uniquement à l'exportation des raffinés provenant du sucre étranger importé sous pavillon étranger, sans restitution de la surtaxe. Les gros producteurs de sucres blancs des Antilles et de la Réunion soutenaient exactement le même point de vue (145). De leur côté, les fabricants de sucre indigène roux, conduits par Kolb-Bernard faisaient chorus avec Marseille (146).

Finalement la balance pencha en faveur des Marseillais (147). L'ensemble du projet fut voté par le Corps Législatif par 228 voix contre 24. La nouvelle loi, adoptée définitivement par le Sénat le 7 mai, divisait

les sucres en six classes, fixait le montant des droits et les rendements d'exportation après raffinage.

Catégories de sucres et rendements d'exportation.

	Droits	Rendements
Sucres au-dessous du n° 10	42	78 et 79 %
Sucres du n° 10 au n° 13	42	80 et 81 %
Sucres du n° 13 au n° 16	44	83 et 84 %
Sucres du n° 16 au n° 20 inclus	44	{ Exclus du régime de l'admission temporaire
Poudres blanches au-dessus du n° 20	45	
Raffinés	47	

Les obligations cautionnées devaient être apurées dans un délai de 4 mois, soit par l'exportation après raffinage ou le sucre en entrepôt, soit par le paiement des taxes et surtaxes applicables aux sucres bruts soumissionnés. En 1865, ce délai fut réduit à 2 mois.

Dans l'immédiat, les raffineurs de Marseille, qui travaillaient des sucres d'assez basses nuances étaient assurés de conserver un approvisionnement bon-marché, d'autant qu'ils disposaient de plus en plus de sucre du Brésil et de Cuba (148), dirigés avant la guerre de Sécession vers les Etats Unis (149). A Nantes, au contraire, où l'on soignait la qualité, on avait intérêt à ce que les colonies livrent de beaux produits (d'où l'appui donné au droit unique) et l'on restait fidèle au sucre de la Réunion et de Maurice. Cependant depuis quelques années, les ravages causés par le borer, une chenille qui provoquait une maladie de la canne, s'étendaient, et, en 1864, on annonça que la récolte de la Réunion était estimée à la moitié de celle de 1862/1863 et qu'il ne fallait plus attendre de sucre de Maurice (150). Les liens privilégiés du négoce avec l'Océan Indien risquaient donc de mettre en danger l'approvisionnement des raffineries, à moins d'une révision rapide de la stratégie du commerce.

A plus long terme la loi du 7 mai 1864 créait une menace pour les raffineurs des ports. En effet, l'acton du drawback au sucre indigène permettait aux raffineurs parisiens d'exporter, à condition, toutefois, de trouver des débouchés.

x

x

x

Le développement des raffineries des ports entre 1815 et 1864 apparaît comme étroitement lié au pacte colonial et au drawback. L'expansion du raffinage d'exportation, en particulier, était quelque chose de fragile puisque Fould déclarait en 1863:

" En définitive, ce qui permet à nos raffineurs de vendre le sucre à bon marché sur les marchés étrangers, c'est la prime que contient le drawback. Et bien, la question est de savoir si le Trésor français doit faire un sacrifice pour procurer le sucre à meilleur marché aux Italiens et aux Turcs". (151) C'était le véritable problème. Depuis 1851 le gouvernement cherchait d'ailleurs à régler avec l'Angleterre, les Pays Bas et la Belgique le taux des rendements à l'exportation pour réduire la concurrence entre les raffineurs et retrouver dans ses caisses la plus grande partie des droits perçus sur les sucres. Les négociations finirent par aboutir en 1864 (152).

2- L'internationalisation de la question des sucres (novembre 1864-1914).

A- Le régime de la Convention du 8 novembre 1864 et les raffineries des ports.

La discordance entre la législation française et le drawback conventionnel.

L'accord du 8 novembre 1864 établissait pour les contractants un rendement provisoire et uniforme qui fut fixé définitivement en 1866. Cette échelle servait désormais à restituer l'impôt en cas d'exportation.

Bases de restitution de l'impôt

types hollandais	rendements	classement loi du 7/5/1864	
sucres 15-18	94 %		
sucres 10-14	88 %	sucres au-dessus du n° 12	80 à 81 %
sucres 7-9	80 %	sucres en-dessous du n° 12	78 à 79 %
sucres en-dessous de 7	67 %		

Le défaut le plus apparent était la discordance qui existait entre la législation intérieure française et le système du drawback conventionnel. En France, les importateurs souscrivaient une obligation d'admission temporaire et s'engageaient à payer les droits dans un délai de quatre mois, en versant les taxes ou en exportant une quantité de raffiné correspon-

dant légalement à la quantité de sucre brut mise en circulation. Mais la Douane n'exigeait pas que ce soit la même personne qui souscrive et acquitte l'obligation; on pouvait donc se libérer en fournissant des certificats de sortie, achetés par exemple, à Marseille.

Dans ce port, les raffineurs déclaraient, pour la consommation les sucres coloniaux (qui jouissaient alors de la détaxe) et les sucres étrangers les plus riches. Exportés sous forme de raffinés, ces sucres leur procuraient une masse de certificats qu'ils cédaient, avec un léger bénéfice, à leurs confrères du Nord, de Nantes et de Paris. Ceux-ci avaient intérêt évident à mettre en admission temporaire des 7/9, car le rendement réel de ces sucres était supérieur au rendement légal adopté en 1866 (80 %). Ils touchaient, de ce fait, une double prime; tout d'abord ils travaillaient du sucre indemne de droits, ensuite, ils présentaient à la douane des certificats dont la valeur moyenne en 1868-69 a oscillé autour de 47,50 F, même s'ils leur revenaient à 48,50 F (car ils ne profitaient pas des quatre mois de terme accordés par l'administration aux sucres déclarés pour la consommation) cela ne faisait qu'un débours de 38,50 F ($\frac{80 \times 48,50}{100}$) au lieu des 42 F d'impôt. Sur un achat de 80 kg de sucre brut, ils économisaient ainsi 3,50 F (153).

Cette prime, déjà importante allait être involontairement gonflée par le législateur lui-même. En effet, chaque pays membre de la Convention établissait comme il l'entendait, l'impôt sur les sucres bruts. En France pour des raisons fiscales, on l'a élevé en juillet 1871 et janvier 1872. Ces augmentations allaient se répercuter sur les prix des certificats et sur la prime. Lors de la campagne 1872/1873, les certificats ont valu 74,50 F et plus (soit, pour un rendement de 80 kg : 59,60 F, droit 63 F). La prime était donc au minimum de 3,40 F et elle a atteint quelquefois 4 à 5 F (maximum 5,88 F). (154). A l'origine, le commerce des certificats a été la source de gros profits pour les raffineurs des ports (114) - du moins, pour ceux qui exportaient. Mais, peu à peu, la raffinerie parisienne a placé une grande partie de sa production sur les marchés étrangers, 53 % de sa fonte en 1875, ce qui représentait 56 % des ventes françaises (155). Paris ne demandait plus de certificats, mais en offrait. Les comptes d'exploitation de Saint-Louis témoignent de cette évolution (156). Très vite, Nantes, Le Havre et Bordeaux sont devenus tributaires de Paris pour les certificats.

Le prix des certificats a monté et seuls, les raffineurs de Paris et de Marseille ont pu vraiment les utiliser avec avantage, puisqu'ils les recevaient en exportant. Aussi il devenait difficile de mettre des 7/9 de canne en admission temporaire. En Mars 1873, le certificat payé 76 F les 100 kg (soit pour 80 kg 60,80 F et 61,40 F pour tenir

compte de la perte de l'intérêt), ne procurait plus qu'une prime de 1,60F (157). Les raffineurs des ports n'étaient pas tellement portés à travailler ces sucres, car leur rendement était trop bas, aussi ils prenaient le chemin de l'Angleterre et de la Hollande. Par contre, les 7/9 indigènes donnaient un bôni appréciable et les raffineurs ont accepté de payer une prime de 1,50 F à 2 F aux fabricants qui s'engageaient à leur livrer des sucres en dessous du n° 10, colorés, mais très riches (158). Ceux-ci ont vite exigé davantage, et bientôt ces 7/9 furent payés 3 à 4 F plus cher que les 10/11 (159).

Pour les préparer, on épurait les jus, sans trop les clarifier, ou on cuisait de façon à fixer la mélasse au sucre (160). Souvent, lors de la cuite ou du turbinage, on mêlait du caramel ou du brun d'aniline aux sirops (161). La nuance n'avait plus grande signification, et, pourtant, elle servait toujours de base à l'impôt. Bientôt on fabriqua des sucres indigènes en-dessous de 7, mais d'une richesse très supérieure aux basses nuances traditionnelles (162).

Les raffineurs ont donc acheté, de préférence, des 7/9 indigènes, et pour cela ceux de Paris étaient les mieux placés. En effet, en 1871, on a révisé les types. Les nouveaux avaient pour le sucre indigène une richesse plus élevée que les anciens. La notation saccharimétrique atteignait en effet 91² 3 pour le n° 7, et 92² 5 pour le n° 10, contre 80² et 88². On avait classé abusivement dans la catégorie 7/9 des sucres qui auraient dû figurer dans les 10/13, d'où de vives réclamations dans les ports (163).

De plus, les fabricants pouvaient livrer en opérant des mélanges des sucres qui se tenaient à l'extrême limite des catégories légales de faire, car la Douane - malgré des demandes réitérées leur a toujours refusé de mêler leurs arrivages en entrepôt (164). Favorisée par sa situation géographique, la raffinerie parisienne a profité au maximum de tous ces avantages, parce qu'elle avait aussi réussi à imposer le système d'achat à l'analyse dans les transactions commerciales.

L'achat à l'analyse et ses conséquences .

C'est à partir de la campagne sucrière 1864/1865 que les raffineurs parisiens ont cherché à fixer lors des achats la richesse du sucre indigène au moyen de l'analyse mélassimétrique, pour imposer leur prix aux fabricants et à la spéculation (165). A cette époque, on achetait à Paris, comme dans les ports, à la nuance, le disponible ou les sucres à livrer. Le courtier-vendeur classait la marchandise et déterminait sa valeur en considérant la couleur, la sécheresse, l'humidité, la granulation, puis il procédait aux réfections d'usage. En cas de désaccord, un ou plusieurs courtiers arbitraient le différend; toutefois, les contes-

tations étaient très fréquentes, si bien que le marché à livrer fonctionnait assez mal (166). On y offrait trop de sucres chargés de mélasses qui perturbaient le travail des raffineries malgré le turbinage subi avant la fonte (167).

De 1865 à 1868, une âpre lutte dont l'enjeu était la domination du marché des sucres de Paris, a opposé les Say-Lebaudy-Sommier et autres aux fabricants et surtout à la spéculation. Après quelques escarmouches, la campagne 1866/1867 consacra la victoire de la raffinerie. Elle avait cependant mal commencé pour elle. Il manquait 40.000 tonnes de sucre indigène et colonial et les spéculateurs avaient pris position à la hausse en poussant en septembre 1866, le n° 12 à 61 F. Mais, étroitement unis, les raffineurs parisiens refusèrent, cette fois définitivement, de conclure des marchés à livrer aux conditions habituelles - les réfections ne compensant plus, d'après eux, la mauvaise qualité des produits. Tout allait dépendre de la résistance des fabricants. Ceux-ci, d'octobre à février, ont besoin de vendre leurs sucres au fur et à mesure qu'ils les traitent, pour payer les cultivateurs, leurs ouvriers et les fournisseurs. Aussi, malgré les appels de la "Sucrerie Indigène", qui leur demandait de warranter leurs stocks, la plupart d'entre eux ont fini par accepter les conditions de la raffinerie parisienne. Depuis janvier 1867, les courtiers ne cotaient même plus le n° 12. Cela n'avait pas d'importance, car les commis des raffineurs allaient voir chez eux les fabricants et prenaient leurs sucres à l'analyse. En avril, le n° 12 ne valait plus que 53,50 F, la spéculation s'était effondrée.

Les raffineurs de Paris dominaient maintenant le marché et la spéculation était réduite à se servir de l'analyse pour revenir à la Bourse car, pour moraliser définitivement les transactions, le commerce avait, sous la pression de la raffinerie, adopté des types nouveaux, le n° 2 (introduit le 31 août 1867) et le n° 3 (apparu le 16 octobre 1868). Les marchés à livrer redevenaient donc possibles, tandis que se précisaient les bases d'un véritable marché à terme (168).

La méthode mélassimétrique d'analyse (169) consiste à déterminer la quantité de mélasse contenue dans un lot de sucre brut. On note d'abord le titre saccharimétrique du sucre, ensuite on en brûle un échantillon additionné d'acide sulfurique. Puis avec une balance, on pèse, au milligramme près, les cendres sulfuriques obtenues. Pour savoir combien ce sucre peut donner de mélasse, on multiplie le poids des cendres par le coefficient salin en usage à Paris. Variable à l'origine - il oscillait de 4 à 5 - ce coefficient fut définitivement fixé à 5 en 1868 (170). "L'adoption de cette méthode a été une source de lumière et de gros bénéfices pour la raffinerie de Paris" affirmait Dubrunfaut. Il admettait

cependant que le coefficient 5 est injuste et préconisait de le ramener à 3,75. Certains défenseurs de la sucrerie étaient plus acerbes; l'un d'eux, N. Basset, n'hésita pas à qualifier de vol la "dépréciation exagérée" que le raffineur faisait subir au fabricant (171).

Dans les ports, on a suivi avec intérêt et sans inquiétude le jeu de la raffinerie parisienne. A Marseille, un raffineur, L. Massot s'en félicitait (172). Mais dans les ports, il n'était pas question d'adopter la mélassimétrie. Les sucres exotiques furent achetés à la bonne 4e jusqu'en 1875. "Pour un homme exercé, la nuance, le grain, surtout le plus ou moins de siccité, en un mot l'apparence suffisent pour apprécier la qualité des sucres" déclarait L. Levesque lors de l'enquête sur l'impôt en 1872 (173). Assez naïvement, sans se rendre compte de la portée de son intervention, il a exposé le grave problème de l'approvisionnement en sucre brut des raffineries de Nantes en montrant qu'on achetait d'abord des meilleurs sucres et qu'ensuite, pour assurer la marche des usines, on était obligé de se contenter des autres que l'on prenait avec une légère différence de 1 ou 2 F (174); alors qu'à Paris, 6 ou 8 F séparaient quelquefois les sucres de même nuance.

La production de 7/9 a augmenté (175). Cependant les raffineurs niaient les avantages qu'ils retiraient de leur utilisation. C. Clerc en 1873 (176), F. Raoul-Duval (177) en 1875, ont donné des exemples précis de contrats qui ne révélaient, d'après eux, aucune prime. Ils ont déclaré qu'ils achetaient leurs sucres à l'analyse et qu'ils les payaient suivant leur richesse. Donc, ils ne gagnaient rien quand ils recevaient des sucres trop riches par rapport au rendement légal, pas plus qu'ils ne perdaient quand les sucres étaient trop pauvres et que tout cela regardait le fabricant.

En fait, avec des 7/9 riches à 90 % ils jetaient sur le marché 8 kg de sucre sans payer aucun droit (178) et avec des 7/9 pauvres titrant 77-70 (cendres 2,69 %) ils touchaient encore un prime, car avec le coefficient 5 ils retrouvaient 3,77 kg de sucre qui n'avait pas été payé au vendeur et qui n'était pas soumis à l'impôt (179).

En quelques années, les raffineurs de Paris ont donc fait de la Convention de 1864 un instrument de domination. Ils ont imposé l'analyse mélassimétrique au fabricant et ils ont orienté sa production vers les sucres qui leur convenaient le mieux, car ils étaient les seuls gros clients de la sucrerie qui a lié par la force des choses, sa prospérité à celle de la raffinerie parisienne. De 1865 à 1875 les acquittements de sucre indigène ont augmenté de 109 %, ceux de sucre colonial de 11 %, tandis que pour les sucres étrangers il y avait une diminution de 17 %.

Le drame des raffineurs des ports, c'était le mauvais rendement des sucres exotiques qui ne pouvaient pas entrer en comparaison avec le

sucre indigène, surtout avec celui qui ne paraissait pas sur le marché et que les agents des raffineurs prenaient au pied levé en fabrique, sans que les commissionnaires puissent obtenir d'échantillon (180). Les raffineurs des ports manquaient de sucre, mais ils ne pouvaient compter que sur une partie dans la récolte coloniale, à cause de la concurrence anglaise et américaine (181) et des achats des raffineurs parisiens (182) et des épiciers (183).

A Marseille, on a continué à utiliser massivement du sucre étranger, mais aussi du sucre indigène, de même à Nantes (cf. tableau n° 5^a) où malgré la crise de la Réunion, le négoce réclamait toujours l'abrogation du décret du 24 juin. C'est pour cette raison, que l'armateur H. Polo a envisagé de donner sa démission de la Chambre de Commerce en juin 1872. Soucieux de l'avenir, il s'opposait aux idées rétrogrades de ses collègues qui ne voyaient dans le sucre étranger qu'un ennemi, alors qu'ils auraient dû l'attirer à Nantes pour aider les raffineries à vivre. Un ancien raffineur résumait ainsi les intérêts en présence: "comment voulez-vous que l'importateur puisse lutter lorsque le raffineur des ports viendra lui dire: "Non seulement vous devez subir l'infériorité sur votre concurrent, le sucre indigène, mais vous devez aussi m'indemniser de la différence de rendement en raison du droit qui est égal à la valeur de la marchandise ". Dans cette lutte, un des deux doit succomber; ou l'importateur subira la loi du raffineur et sera ruiné, ou le raffineur suivra le marché et dans ce cas ne pourra jamais, avec la concurrence parisienne, obtenir une marge rémunératrice ". (184).

Les perspectives offertes aux raffineurs des ports n'apparaissaient guère enviables. Ils n'étaient pas les seuls à se plaindre. Les fabricants de sucre, les raffineurs anglais, s'en prenaient aussi aux Parisiens (185). Les premiers leur reprochaient de mal payer leurs sucres, les seconds les accusaient de détruire leur industrie. Un peu partout on commençait à reparler de l'exercice des raffineries. "Pour sortir de cette impasse, il n'y a qu'une mesure possible, je suis fatigué de la dire, l'exercice des raffineries. Si vous ne la réclamez pas avec un énergie que l'on ne puise que dans le désespoir, si vous ne faites pas mettre immédiatement ce frein à la concurrence déloyale qui vous est faite, je vous le dis sans fard, préparez-vous à hisser le drapeau noir sur vos cheminées et à graver sur vos portes: "Passant, va dire à Sparte...", écrivait-on à H. Polo (186).

La campagne de la sucrerie pour l'exercice des raffineries (1872-1875).

Le 24 février 1872, le comité central des fabricants de sucre de

France priait le gouvernement d'ouvrir des négociations avec les pays membres de la Convention, en vue d'établir l'exercice des raffineries. (187). Pour faire le point, à la demande du Ministre de l'Agriculture et du Commerce, le Conseil Supérieur de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie chargea une commission spéciale de procéder à une enquête sur l'impôt à la consommation. Elle se déroula du 8 mai au 25 juillet 1872 (188).

Deux thèses se sont alors affrontées: celle des raffineurs et celle du comité. Les premiers, unanimes, se dressaient contre l'exercice. D'après eux, les inventaires faits en raffinerie ne pouvaient pas servir de base à l'impôt à cause de leur imprécision. L'arrêt des usines - solution commode - comportait trop de risques (189). De plus, les raffineurs déclaraient qu'ils n'avaient pas d'excédents ou très peu (190). Un véritable pacte liait les raffineurs de Paris et de Marseille. Les premiers ne devaient pas attaquer les sucres exotiques étrangers en dessous de 7 et les seconds devaient fermer les yeux sur les avantages titrés des 7/9 (191). Quant aux fabricants, ils ont proposé l'impôt à la consommation et l'exercice avec le contrôle de toutes les phases principales de la fabrication par le fisc.

Finalement, la commission formula des résolutions assez favorables aux raffineurs; conservation du système des types, corrélation exacte entre les types et le rendement en sucre raffiné, maintien des classes des sucres définies par la loi du 7 mai 1864, avec faculté de redressement à l'égard des sucres en dessous de 7 et de 7 à 9, emploi du saccharimètre en cas de doute sur la richesse saccharine. Le Conseil Supérieur adopta ces conclusions en y ajoutant, cependant, un amendement, voté sous la pression de Pouyer-Quertier, où il affirmait sa préférence pour l'exercice des raffineries et l'impôt à la consommation (192).

En août une conférence réunie à Londres les délégués des pays signataires de la Convention de 1864 (193). L'exercice y fut défendu par les Anglais et, du bout des lèvres, par les représentants français liés par les décisions du Conseil Supérieur du Commerce. Mais, très vite, ceux-ci se sont rapprochés des Belges, qui étaient contre, et des Hollandais qui le considéraient comme un pis-aller. Ensemble ils formulèrent des contre-propositions qui demandaient une corrélation exacte en France entre les droits de consommation et l'échelle des rendements à l'exportation, enfin, l'emploi pour le classement des sucres en douane, des procédés saccharimétriques et d'analyse "toutes les fois que la richesse effective d'un sucre paraîtra ne pas correspondre à sa nuance".

Lors de la discussion du budget devant l'Assemblée Nationale, le 20 décembre 1872, Pouyer-Quertier attaqua le système des types et un député du Pas-de-Calais déposa un projet de loi qui demandait l'établisse-

ment de l'exercice à partir du 1er avril 1873. Cette offensive rencontra peu d'échos auprès des Ministres des Finances et du Commerce qui voulaient la corrélation (pour tenir nos engagements diplomatiques) et un bon rendement de l'impôt (194). Mais en mars 1873, la commission des sucres de l'Assemblée Nationale demanda l'application immédiate de l'exercice en France, même sans entente diplomatique, par six voix sur onze. Peu à peu, dans les ports, les positions se sont précisées. A Marseille, A. Grandval estimait qu'il fallait choisir entre le projet gouvernemental (bien entendu amendé) et celui de la commission (favorable à l'exercice) (195).

Dans les ports, on s'inquiétait beaucoup de la saccharimétrie. Le commerce craignait les surclassements imprévus - ceux qui faisaient passer un sucre 7/9 au rendement de 80 % dans les 10/15 au rendement de 88° avec 6 F de plus à payer comme droit, alors que les fabricants de sucre indigène avaient toujours la possibilité de ramener leurs produits un peu en dessous des limites légales. Avec le saccharimètre, un armateur pouvait voir son fret disparaître entièrement sous une surtaxe de 60 F par tonneau, impossible à prévoir, puisque pour le sucre de canne on ne connaissait que les nuances (196). Les limites des classements paraissaient aussi trop rigides. En effet il était question de ne laisser dans la catégorie des 10/14 que les sucres dont le titrage net n'excéderait pas 91 à 92 %. La majeure partie des Réunion, tous les sucres de Maurice, Java et La Havane allaient donc de ce fait subir une surtaxe de 4,50 F par 100 kg (197). La Douane classait de plus en plus les sucres, non pas d'après les types officiels, mais d'après la richesse présumée. A Marseille, un employé plein de zèle surtaxa des 13/14 "sous prétexte que les cristaux étaient trop gros!". Dans ce port où l'on importait beaucoup de sucre en dessous de 7 la crainte de les voir passer dans les 7/9 rendait les affaires impossibles et les armateurs se tournaient vers Londres où les prix étaient plus rémunérateurs (198). Dès le 5 février, A. Grandval avait été reçu par le Ministre des Finances. Il lui exposa le point de vue des ports acceptation de la loi de corrélation sans la saccharimétrie comme mesure transitoire devant conduire à l'exercice, - étude immédiate avec les puissances signataires de la Convention de 1864 de l'exercice des raffineries et de l'impôt à la consommation - l'exercice ne devant entrer en vigueur que s'il était appliqué dans tous les pays. A la suite de cette visite, il faisait déposer par Clapier un amendement sur la saccharimétrie qui ne pourrait être utilisée qu'en cas de désaccord pour le classement des sucres qui formaient la limite extrême de chacune des classes, conformément aux usages du commerce (199).

La loi de corrélation était vitale pour les ports, car les poudres blanches utilisées par les raffineurs de Paris supportaient un droit faible (67,50 F), compte tenu de leur rendement (96 à 97 %). Il aurait

fallu au moins 75 F.

Après l'échec de la Conférence de Paris en avril 1873, une offensive des partisans de l'exercice se dessina. On proposa d'augmenter de 10 F le droit sur le sucre. Pouyer-Quertier demanda alors à l'Assemblée Nationale d'établir l'exercice à partir du 1er avril 1874, pour éviter ce nouvel impôt. D'avance, il balayait toutes les objections, en particulier celle de la difficultés des inventaires (pour gagner 2,8 ou 3 M par an, les raffineurs en faisaient bien) (200) et, avec véhémence, il affirmait: " Nous irons dans les caisses, dans les boîtes, dans les chaudières, nous irons dans les tuyaux et nous trouverons le sucre qu'ils contiennent." (201). Le gouvernement accepta le principe de l'exercice, mais, lié par la Convention de 1864 il ne pouvait pas, sans un accord préalable, modifier le système de perception de l'impôt, il lui était donc impossible de fixer une date précise. Conciliant, Pouyer-Quertier proposa le 1er juillet 1875. L'Assemblée Nationale, par 364 voix contre 267, se prononça le 20 mars pour l'amendement Pouyer-Quertier.

Le 20 mars, l'Assemblée Nationale s'était bornée à poser un principe: c'était au gouvernement de pourvoir par un règlement d'administration publique à son application. Celui-ci prépara donc un projet de loi qu'il soumit en décembre 1874, pour avis, au Conseil Supérieur de Commerce et de l'Industrie qui procéda alors à une enquête minutieuse (202). La majorité du Conseil Supérieur du Commerce s'opposa à une stricte application de l'exercice et elle émit l'avis qu'il devait reposer exclusivement sur des contrôles rigoureux à l'entrée et à la sortie des raffineries et qu'aucune intervention ne devait avoir lieu à l'intérieur des mairies. Elle n'admettait pas non plus, que l'exercice puisse être établi uniquement en France. Elle émit aussi le vœu que si l'exercice n'était pas adopté par nos partenaires, il y aurait lieu de solliciter de l'Assemblée la révision de la loi du 21 mars 1874 et de rechercher alors, dans l'emploi de la saccharimétrie, comme base de l'impôt, un terrain d'accord avec les pays de la Convention. Premiers pas vers la saccharimétrie, la commission du Conseil Supérieur proposa pour les poudres blanches, sucres bruts et verges de toute provenance, un droit de 72 centimes pour chaque degré de richesse absolue (203).

Le gouvernement engagea des négociations avec les pays membres de la Convention. Sa position fut conforme aux avis donnés par le Conseil Supérieur du Commerce. La Belgique, qui ne voulait ni de l'exercice, ni de la saccharimétrie, acceptait de faire certaines concessions; quant aux Anglais, ils s'engageaient à adopter l'exercice en cas de rétablissement des taxes. Les conversations continuèrent par voie diplomatique et elles aboutirent à l'accord signé à Bruxelles le 11 août 1875. La France et les Pays Bas acceptaient de soumettre à l'exercice leurs fabri-

ques et leurs raffineries, et en Belgique on conservait le régime de 1864 avec des aménagements. La durée de la nouvelle Convention était fixée à 10 ans à partir du 1er mars 1876 (204). L'Assemblée Nationale, par la loi du 29 juillet 1875, décida que l'exercice ne serait mis en pratique qu'à cette date.

La même loi modifia la législation en vigueur en introduisant pour les classements le recours aux procédés saccharimétriques dans le cas où la nuance paraîtrait ne pas correspondre à la richesse effective des sucres. Toutes les dispositions en vue de l'exercice furent prises: ce fut l'objet des douze premiers articles de la loi du 30 décembre 1875 qui stipulait cependant que leur application serait subordonnée à la ratification de la Convention sucrière signée à Bruxelles (205). Une disposition alternative prévoyait qu'en cas de non-ratification, la perception de l'impôt après le 1er mars 1876 continuerait à être effectuée conformément à la loi du 29 juillet 1875, c'est à dire avec les modalités suivantes:

Bruts de toute origine au-dessous du n° 13	65,52 F
" du n° 13 au n° 20 inclusivement	68,64
Poudres blanches assimilées aux raffinés, au-dessus du n° 20	70,20
Raffinés	73,32

Pour l'admission temporaire, on avait quatre classes:

1er	(n° 15 à 18 inclus)	titrant	92°	inclus à	98°
2e	(n° 10 à 14 ")	"	85°	"	92°
3e	(n° 7 à 9 ")	"	76°	"	85°
4e	(moins 7)				moins de 76°

En France et en Belgique, on approuva la Convention, mais elle fut repoussée par les Etats Généraux des Pays-Bas sous la pression des raffineurs hollandais (206). Les dispositions alternatives de la loi du 30 décembre entrèrent alors en vigueur et l'emploi de la saccharimétrie devint en fait la règle générale pour déterminer la catégorie dans laquelle les sucres devaient être rangés pour le paiement du droit et pour l'admission temporaire (207).

Le marché du 88° saccharimétrique, avec comme base, la cote officielle de Paris, a donc remplacé dans les ports les marchés à la bonne 4e; quant aux sucres 1er jet des Antilles dits "sucres d'usine", ils se sont traités sur la base du du n° 3 indigène de la Bourse de Paris (208). Chaque degré ou fraction de degré au-dessus de 88, et de 88 à 92, était calculé à raison de 1,50 F le degré. En-dessus de 92, chaque degré ou fraction de degré était compté à raison de 1,25 F seulement. Les échantillons étaient prélevés par le courtier vendeur et immédiatement placés dans des flacons. Deux chimistes désignés par les parties, ou ti-

rés au sort, les analysaient. On prenait les moyennes. Si l'écart était considérable, on faisait faire une troisième analyse et on prenait pour base la moyenne des deux analyses qui se rapprochaient le plus l'une de l'autre. On obtenait le rendement en déduisant du sucre cristallisable (notation polarimétrique) le chiffre de l'incristallisable (glucose) multiplié par 2, et celui des cendres multiplié par 5.

La saccharimétrie a eu pour conséquence de créer un véritable marché national des sucres. Les raffineurs des ports ont pu, alors, se livrer, comme leurs confrères parisiens, à de fructueux arbitrages. Mais elle présentait aussi un danger pour eux. En effet, elle liait tous les prix aux fluctuations de la cote du n° 3 de la Bourse de Paris - ce qui offrait aux raffineurs parisiens un magnifique terrain de spéculation (209).

Pour la corrélation, les raffineurs des ports n'avaient pas obtenu satisfaction puisqu'il y avait un classement pour la consommation intérieure et un autre pour l'admission temporaire. Aussi, le raffineur n'achetait que des sucres indigènes présentant une richesse supérieure à la moyenne de chaque classe. En 1878, le titrage moyen des échantillons classés 7/9 par la Régie s'élevait à 82°,32 au lieu de 80°; de même, le titrage moyen des sucres en-dessous de 7 atteignait 71°,76 (rendement légal 67°); il restait ainsi au raffineur, après l'exportation, soit 2,32 kg, soit 4,76 kg de sucre raffiné qu'il livrait à la consommation sans payer le droit (210).

Par contre, les sucres exotiques, fabriqués au loin et altérés par de longues traversées, arrivaient dans les ports à tous les degrés possibles de richesse. Le négoce a tenté d'obtenir la faculté de les mélanger en entrepôt (ce que faisaient les fabricants dans leurs usines). La Douane se serait alors bornée à composer un seul échantillon moyen pour tous les colis compris dans une même déclaration au lieu d'établir des catégories et de faire des subdivisions dans le même arrivage. L'égalité de traitement aurait été ainsi rétablie entre les sucres indigènes et exotiques. Les ports réclamaient aussi une tarification par degré suivant la richesse reconnue au titrage (211). Le Ministre des Finances refusa de prendre en considération ces demandes pour éviter de constituer au profit du sucre exotique une irrégularité plus sérieuse que celle - il le reconnaissait - qui existait au profit du sucre indigène (212).

Le régime de l'admission temporaire, tel qu'il était appliqué, combiné avec la saccharimétrie, a placé la raffinerie parisienne dans une position concurrentielle très favorable. Comme principal acheteur de sucre indigène, elle achetait des sucres ramenés à la limite supérieure de chaque classe, tout en continuant à tirer avantage de l'emploi dans les analyses du coefficient 5. Comme principal exportateur, elle

était la grande bénéficiaire du défaut de corrélation. Elle pouvait donc à la fois faire des sacrifices sur les marchés extérieurs (dumping) et dans le rayon des raffineries des ports pour s'assurer des débouchés.

La Convention de 1864 devait expirer le 1er mai 1876, mais la France provoqua en juillet 1876, la réunion, à Paris, d'une nouvelle conférence qui échoua, l'Angleterre s'opposant à toute mesure de défense contre les sucres primés des pays non-contractants (213). La France fit alors des ouvertures à l'Allemagne, à l'Autriche et même à l'Italie. L'accueil ne fut pas favorable. Le 5 février 1877 on reprit cependant, à Paris, l'étude de toutes les questions débattues en 1876 (exercice, saccharimétrie, sucres primés) tandis que dans les ports, on s'efforçait d'agir auprès des députés et du gouvernement, pour limiter la portée des engagements que pourraient prendre les délégués français (214). Le 8 mars, un projet de Convention fut toutefois signé avec comme base l'exercice pour la France et les Pays-Bas. En fait, le sort du traité se jouait à Londres où l'on désitait des concessions pour les sucres primés d'Europe, ce qui aurait permis aux raffinés anglais, produits avec des sucres bruts allemands, autrichiens ou russes d'entrer en France sans être surtaxés (215). Céder sur ce point, c'était aller au-devant d'un échec parlementaire. Aussi on se résigna au refus anglais et la Convention de 1864 fut dénoncée (216).

Les sucres allemands et autrichiens introduisaient un facteur nouveau dans la conjoncture sucrière européenne (217). En Allemagne et en Autriche, la législation fiscale avait favorisé le développement de la production. Dans les deux pays, l'impôt était prélevé sur le poids des betteraves travaillées. Ce mode de perception laissait au fabricant des sucres ne payant pas de droits. Ce système avait donc poussé les cultivateurs à rechercher des betteraves de plus en plus riches, et les fabricants à les travailler le mieux possible, tandis que les raffineurs, grâce à un drawback avantageux avaient conquis des débouchés en Angleterre et en Méditerranée, ce qui entraîna la chute de nos exportations à partir de 1876 (cf. Chapitre IV). Isolé, le gouvernement français chercha, sur le plan national, des solutions qui ont fini par aboutir à l'exercice des raffineries.

B- Vers l'exercice des raffineries.

La défense du sucre indigène et le rendement de l'impôt.

Soucieux avant tout des intérêts du Trésor, il abolit toutes les

primes (seuls les sucres destinés à l'exportation furent dispensés du paiement de l'impôt). Cette mesure fit l'objet de la loi du 19 juillet 1880 qui abandonnait le système des nuances et des classes, pour imposer les sucres d'après leur rendement présumé au moyen de l'analyse polarimétrique avec un coefficient à 4 pour les cendres (sous la déduction à titre de déchet de $1 \frac{1}{2} \%$ de ce rendement). Les droits étaient fixés à 40 F pour 100 kg de sucre raffiné (au lieu de 73,32 F) afin de stimuler la consommation. Les bruts importés des pays d'Europe étaient soumis à une surtaxe de 3 F.

La loi de 1880 a procuré aux fabricants de nouveaux débouchés (218); mais elle a eu aussi un contre-coup inattendu. En supprimant l'ancienne classification par type et en taxant les bruts de toute origine par degré, on favorisait désormais l'entrée de tous les sucres étrangers. Les primes de sortie dont jouissaient les sucres allemands et autrichiens ont facilité (malgré la surtaxe) leur vente en France, où l'on a expédié des produits spécialement fabriqués à cet effet - avec un bas titrage et un coefficient de cendres important, afin de payer le moins d'impôt possible (219).

On vit alors resurgir le vieil antagonisme entre le négoce et la raffinerie, qui de plus en plus, achetait du sucre étranger. Au Havre, un raffineur revendiquait même l'admission temporaire pour tous les sucres européens et demandait à la Chambre de Commerce de le soutenir, ce qu'elle refusa de faire (220). Par contre, celle de Bordeaux réclama l'admission temporaire avec le remboursement de la surtaxe en cas d'exportation après raffinage, d'où l'irritation de la Chambre de commerce de Nantes qui accusa le sucre primé allemand et autrichien, de faire une concurrence "déloyale" aux sucres coloniaux et indigènes (221). La situation de la sucrerie indigène était devenue critique. Depuis 1870, la production avait fortement augmenté, mais la demande ne suivait pas l'offre (222) et les prix s'effondraient (cf. graphique n° 9). Quant aux raffineurs, s'ils trouvaient dans le travail des mélasses (223), une compensation à la perte des bonis de fabrication, ils suivaient aussi la baisse qui se traduisait pour eux par une diminution de l'écart de raffinage (224).

Pour sauver le sucre indigène, la loi du 29 juillet 1884 bouleversa une fois de plus la législation. Elle donnait à tout fabricant la possibilité de contracter avec l'administration des contributions indirectes un abonnement, en vertu duquel les quantités de sucre imposables étaient prises en charge d'après le poids des betteraves mises en oeuvre. Le sucre restait la matière imposable (50 F par 100 kg) mais le sucre de betterave ne payait de droits que jusqu'à concurrence d'un rendement déterminé - au début 5 à 6 kg par 100 kg de betteraves suivant les procédés

de fabrication, 6 kg 250 à partir de 1887-1888 et une augmentation de 0,250 gr. pour chacune des trois campagnes suivantes - ce qui constituait une prime pour les fabricants qui avaient des excédents. En compensation les sucres des colonies importés directement en France avaient droit à un déchet de fabrication de 12 %. Enfin, la surtaxe sur les sucres importés d'Europe, était portée à 7 F et le rendement minimum pour le paiement du droit, fixé à 80 % ce qui fermait au sucre de betterave étranger, le marché français.

En 1884 et 1885 la loi n'a pas eu d'incidences sur les recettes fiscales, mais à partir de 1886, le produit de l'impôt fut inférieur aux prévisions budgétaires (cf. tableau n°10). Il ne pouvait pas en être autrement, car les fabricants, au lieu de payer les betteraves au poids, exigeaient qu'elles aient un minimum de densité. Pour chaque dixième de degré en sus, ils offraient une majoration de prix variant de 0,60 à 1 F. Les cultivateurs s'efforçaient alors de produire une betterave riche. Le taux des rendements du sucre indigène ne cessait de s'élever et un tiers de la production ne payait pas de droits.

Pour la campagne 1886-1887, on a estimé à près de 92 M le montant des primes à la fabrication, alors qu'en 1885-1886, elles n'avaient pas dépassé 45 M (225). Une action rapide s'imposait afin de sauvegarder les intérêts du Trésor. Ce fut l'objet de la loi du 27 mai 1887, qui établissait une surtaxe temporaire de 20 % sur les sucres imposables de toute origine, jusqu'au 31 décembre 1887, et qui soumit, jusqu'à la même époque, à une taxe spéciale équivalente payable au comptant, à la sortie des fabriques ou à l'importation des colonies (10 F par 100 kg de sucre raffiné), les sucres exonérés de droits à titre de déchets de fabrication ou d'excédents de rendement. Le consommateur payait ainsi l'augmentation de la prime. Enfin, à partir du 1er septembre 1887, le rendement légal par 100 kg de betteraves mises en oeuvre était augmenté (loi du 4 juillet 1887). On devait atteindre 7,75 kg en 1890-1891.

En 1887-1888 la prime représentait encore 68 M et l'impôt ne donnait en 1887 que 128 M au lieu des 168 escomptés. Le gouvernement fit alors voter la loi du 24 juillet 1888 qui aboutissait en fait, à un partage de la prime avec les fabricants. Elle ramenait le droit de 50 à 40 F, mais en même temps elle établissait une surtaxe temporaire de 50 % sur tous les sucres imposables.

En quelques années, la sucrerie indigène s'était transformée et la production avait augmenté (226); toutefois, malgré les surtaxes, les recettes sur les sucres restaient toujours inférieures aux prévisions budgétaires. Pour remédier à cette situation, le Ministre des Finances essaya de porter dans le budget de 1891 la taxe sur les excédents à 35 F

(ce qui aurait réduit la prime de 40 à 25 F par 100 kg de sucre). L'émotion fut très vive chez les fabricants de sucre qui, malgré le recul de Rouvier (il avait accepté sous la pression du syndicat des fabricants de sucre, de limiter à 30 F l'impôt sur les excédents), lancèrent pour riposter, une violente campagne contre les raffineurs.

Les modalités de l'exercice.

Le gouvernement, par la loi du 8 août 1890, entra alors dans la voie de l'exercice. Son but était d'empêcher les raffineurs de tirer des bonis de fabrication du traitement des mélasses (227). Extraire "le sucre de l'impôt" comme disait Rouvier, coûtait très cher. L'opération industrielle n'était pas rentable, mais le raffineur récupérait le montant total de l'impôt, ce qui se soldait par une prime nette de 8 à 9 F par 100 kg de raffiné obtenu à partir des mélasses (228). L'impôt était payé à l'entrée en raffinerie, pour la quantité de raffiné contenue dans les sucres bruts et déterminée par l'analyse polarimétrique, sur la base de 60 F les 100 kg. Un crédit de deux mois était consenti pour le régime de l'admission temporaire, en vue de l'exportation après raffinage. Il y avait un inventaire annuel et si, à la sortie, la balance du compte faisait ressortir un excédent, celui-ci était frappé du droit plein. Par contre les manquants ne donnaient lieu à aucune restitution de droits. Enfin une taxe de 8 centimes par 100 kg était perçue à titre de frais de surveillance.

L'exercice entraîna la fermeture des sucrateries et un ralentissement des exportations. Dans la pratique il donna peu de résultats. Les sucres exotiques bénéficiaient toujours de tares légales bien supérieures aux tares réelles. Les raffineurs pouvaient ainsi faire prendre en charge dans leurs usines un poids net supérieur à celui sur lequel ils avaient acquitté l'impôt (229). Enfin, les mélasses contenant moins de 53 % de sucre entraient directement dans la consommation.

En juin 1893, le directeur de Saint-Louis, P. Desbief étudia avec E. Cronier, directeur de Say, un projet de modification de l'exercice et, à la suite d'une démarche de J. Charles-Roux ce projet fut accepté par Peytral, puis présenté et voté par les Chambres (loi du 26 juillet 1893). L'exercice était simplifié. On constatait l'entrée des sucres, et à la sortie, on vérifiait avec les vergeoises et les mélasses le déchet dont le compte avait été chargé. H. Bergasse pouvait déclarer que c'était en fait l'abrogation de la loi du 5 août 1890 (230).

La loi du 5 mai avait porté à 30 F la taxe sur les excédents de rendement des sucres indigènes et coloniaux, mais c'est grâce à la loi du 29 juin 1891 et non à l'exercice, que le gouvernement donna aux recet-

tes une plus grande fixité en imposant un droit de 60 F sur la moitié des excédents au-delà du rendement de 10 kg. 5 (cf. tableau n° 10).

Les changements de législation n'avaient pas affecté les courants traditionnels d'approvisionnement des raffineries des ports. A Nantes, comme à Marseille, on utilisait surtout du sucre exotique (cf. tableau n° 5a etc). Cependant à Marseille, à partir de 1889, on a recouru davantage au sucre indigène, malgré des frais de transport à peu près égaux à ceux que supportaient les raffinés parisiens pour arriver dans le Midi (231). A Nantes, des problèmes ont surgi parce que les Marseillais, grâce à leurs vapeurs et au canal de Suez, accaparaient de plus en plus les sucres de la Réunion. " C'est au point que nous sommes obligés d'acheter ces sucres souvent au pair, quand, il y a un an, nous les obtenions avec une déprime de 1 F à 1,50 F les 100 kg" écrivait en 1887 le directeur de la raffinerie de Chantenay (232). De plus, à partir de 1892, les primes allouées aux sucres coloniaux ont donné naissance à un grand courant de réexportation vers l'Angleterre et la Belgique (233). En 1889, on avait rétabli l'entrepôt réel de sucre indigène supprimé en 1883 (234), mais la raffinerie restait tributaire du sucre colonial, qu'elle payait cher dans la mesure où elle travaillait surtout des Antilles vendus par le négoce bordelais (235), puisqu'on ne disposait plus de Réunion en quantité suffisante. Ceux-ci (10.000 tonnes débarqués en moyenne) étaient absorbés par la chocolaterie, l'épicerie et les Belges, quant aux 15 à 18.000 tonnes reçus des Antilles, les raffineurs devaient les disputer aux Anglais (236). Pour ces derniers sucres, il y avait le handicap de la voile (ils étaient transportés par de petits trois-mâts) et on craignait les ruptures de stock qui rendaient nécessaire l'achat de sucre de betterave à n'importe quel prix (237).

Il est certain que le sucre indigène n'avait pas trouvé dans les ports les débouchés qu'il espérait. Depuis 1884, allié au sucre colonial, il cherchait à chasser les sucres exotiques étrangers en les surtaxant comme les sucres européens. Paradoxalement, après bien des luttes, les raffineurs des ports et les fabricants ont fini par s'entendre et en 1897 ils ont lié leurs intérêts.

C- L'alliance du sucre indigène et des raffineries des ports.

Les attaques contre le sucre exotique étranger.

En 1884, la Chambre refusa d'appliquer aux sucres exotiques étrangers la surtaxe de 7 F. La question se reposa l'année suivante. En

effet, la surtaxe de 7 F sur les sucres d'origine européenne expirait le 31 août 1886. Les fabricants en réclamaient le maintien et cherchaient à la faire étendre aux sucres exotiques étrangers. Dès le 16 novembre 1885, les représentants du Nord et du Pas-de-Calais déposaient simultanément deux propositions de loi dans ce sens. Une commission entendit alors tous les intéressés (238).

A. Féraud parla au nom des raffineries des ports. Il démontra qu'elles ne pouvaient utiliser le sucre indigène pour leur travail d'exportation, parce qu'il était trop cher, en effet, à Londres, pendant la dernière campagne, le 88° avait été coté 32,20 F, tandis qu'il avait valu en France 38,65 F. Quant au sucre colonial, il ne leur parvenait qu'à certaines époques de l'année et il leur fallait donc disposer d'un approvisionnement plus large réparti d'une manière inverse pour les époques d'arrivages (sucre de Java par exemple). De plus, les colonies étaient loin de satisfaire à tous les besoins, ainsi du 1er septembre 1884 au 31 août 1885, sur les 101.000 tonnes importées, 21.000 tonnes avaient été livrées directement à la consommation, 18.000 aux raffineries parisiennes, et 63.000 à celles des ports, alors qu'elles avaient fondu 143.000 tonnes de brut, d'où le recours au sucre indigène et étranger.

Pour les fabricants, ces derniers sucres, grâce à l'entrée en franchise, venaient prendre la place des sucres français sur notre marché. Ils estimaient que le sucre produit dans les départements les plus éloignés des ports, ceux du Nord et de l'Aisne, revenait à meilleur marché que les sucres de canne et que, logiquement, l'intérêt commandait aux raffineurs des ports de s'approvisionner en sucre français (239). S'ils ne le faisaient pas, c'est qu'ils avaient des mobiles précis qui les amenaient à repousser la surtaxe. Ils trouvaient, en effet, dans le sucre extra-européen, des rendements supérieurs au rendement légal, grâce au coefficient 2 appliqué au glucose, et ils retiraient donc des excédents indemnes de droits. Il est certain que les frets de Java et de La Havane étaient plus élevés que ceux du cabotage (240) et que l'analyse polarimétrique appliquée à des sucres de bas titrage, était très avantageuse pour toutes les raffineries bien outillées (241).

La commission adopta donc le principe d'une extension de la surtaxe aux sucres exotiques étrangers, mais l'action de Rouvier et de Peytral à la Chambre brisa cette tentative (242). En 1887 et 1888 ils réussirent encore à faire écarter le danger qui menaçait l'approvisionnement des raffineries de Marseille.

De 1891 à 1895, la sucrerie indigène, appuyée par les représentants des colonies, continua à mener une offensive systématique contre le sucre exotique étranger. En 1891, au moment où l'on discuta du partage des excédents et des déchets de fabrication (243), la commission des

sucres reprit cette question de la surtaxe et décida d'en fixer le montant à 3 F. Cette fois, l'existence d'une majorité protectionniste à la Chambre rendait possible un vote favorable (244). Aussi, à Marseille, pour faire pression sur le gouvernement, on organisa une véritable mobilisation de la population, pour le libéralisme douanier (245).

Orchestrés sur place par A. Féraud (246) et le Comité des Intérêts commerciaux, industriels et maritimes de Marseille, les mots d'ordre contre la surtaxe se répercutaient immédiatement au Palais-Bourbon où J. Charles-Roux, le 8 et le 9 avril, prononça un violent réquisitoire contre Méline et ses amis. Il remit presque en cause l'unité nationale, en affirmant que le protectionnisme, c'était le triomphe du Nord sur le Midi. Pour lui, on sacrifiait le commerce et l'industrie à l'agriculture et cela appauvissait la classe moyenne et les ouvriers au profit de quelques intérêts particuliers, (ceux de gros betteraviers). Ce langage brutal, révolutionnaire, étonna dans la bouche du conservateur J. Charles-Roux, mais il montre bien l'exaspération des esprits. Marseille appuya ses députés par le dépôt d'une pétition signée par 25.000 personnes. Cette agitation se révéla payante, mais il y eut aussi des interventions plus discrètes - celles de tous les parlementaires des Bouches-du-Rhône et surtout l'activité prodigieuse déployée par A. Féraud (247). La victoire récompensa tous ces efforts, car, pour la cinquième fois, le Parlement vota contre la surtaxe du sucre de canne étranger.

La tension persista. Au début de l'année 1894, à la suite d'achats massifs de sucre brut effectués par la Raffinerie Say en Egypte et à Maurice destinés à appuyer un vaste mouvement de spéculation à la baisse, les députés demandèrent une fois de plus, l'extension de la surtaxe aux sucres exotiques étrangers (248). Les Chambres de commerce des ports se mobilisèrent pour réclamer le maintien du statu-quo (249). De son côté, A. Féraud, avec le soutien de J. Charles-Roux, entreprenait de nouvelles démarches pour faire échec à Méline, devenu le plus ardent défenseur du sucre de betterave (250).

Ce dernier déclara, lors du Congrès des fabricants de sucre en 1895, que la surtaxe accordée par la loi de 1884, qui avait pour objet de défendre la production de sucre indigène sur le marché intérieur et de le maintenir à des prix rémunérateurs, n'avait pas fonctionné à son profit, parce que les raffineurs pouvaient acheter des sucres de canne à l'étranger, alors qu'ils bénéficiaient entièrement de la surtaxe de 8 F sur les raffinés importés. Présent lui aussi, à ce Congrès, Ribot, député du Pas-de-Calais, alors président du Conseil et Ministre des Finances, annonça, mais avec beaucoup de prudence, que l'on allait compléter la loi de 1884 dans un sens favorable au sucre indigène (251). La formation

du ministère Méline en avril 1896, inquiéta donc les raffineurs des ports d'autant plus que la politique allemande et autrichienne d'augmentation des primes directes à l'exportation rendait nécessaire un nouveau changement de législation en France.

Le compromis d'Avril 1897.

Adroitement, Méline laissa les grands intérêts sucriers s'expliquer, n'intervenant dans la négociation que pour entériner les décisions adoptées par les fabricants et les raffineurs, ou pour inviter chacun à faire des concessions. Au début de juin 1896, une réunion de tous les raffineurs des ports s'est tenue dans la capitale et des contacts ont été pris avec le Comité Central des fabricants de sucre et les raffineurs parisiens. Les grandes lignes d'un compromis se sont vite dessinées - les ports acceptaient une surtaxe sur les sucres étrangers (ce qui privait Marseille d'une partie de sa matière première) et, en compensation, le gouvernement devait instituer une détaxe de distance pour les sucres indigènes qu'on leur substituerait. Cependant la raffinerie de Paris posa deux conditions: tout d'abord, que la détaxe ne soit accordée qu'aux sucres mis en admission temporaire et destinés à l'exportation et que, seuls les sucres embarqués dans les ports de la Mer du Nord et de la Manche soient admis à en jouir (252).

Dès le 9 juillet, le gouvernement déposa un projet de loi tendant à instituer des primes d'exportation ainsi que des détaxes de distance pour les sucres coloniaux et indigènes dirigés sur les raffineries des ports. Il avait pour trait caractéristique de n'imposer ni au Trésor, ni au consommateur, aucune charge directe. Les ressources nécessaires devaient être, en effet, fournies par une majoration du droit réduit applicable au sucre indigène et colonial représentant les excédents de rendement ou les déchets de fabrication, le droit normal restant fixé à 60 F (253).

Des difficultés de dernière heure ont malgré tout surgi. Les Marseillais se sont alors rendus une nouvelle fois à Paris, où, avec des représentants de Nantes et de Bordeaux, ils ont entrepris des démarches auprès de la Direction des Douanes et des Contributions indirectes. Les négociations ont abouti et, finalement, l'accord réalisé en juin n'a pas été remis en question. Toutefois, les fabricants n'acceptaient pas de financer indirectement les primes; une seule solution était donc envisagée: l'augmentation des droits pour trouver les ressources nécessaires à leur paiement (254).

Les Marseillais, malgré leur attachement au sucre de Java, avaient

saisi l'occasion la plus favorable pour négocier, car ils avaient la certitude qu'un jour ou l'autre, la surtaxe serait étendue aux sucres exotiques étrangers. Comme les importations de sucre colonial n'étaient pas extensibles, seul, le sucre de betterave pouvait assurer aux raffineries des ports un approvisionnement régulier.

La loi du 7 avril 1897 fixa à 9 F la surtaxe sur les sucres bruts étrangers et 16 et 10 F celle sur les raffinés (tarif général et minimum). Pour l'exportation elle accorda des primes au sucre brut (3,50 à 4 F par 100 kg d'après leur titrage) et aux raffinés (4,50 F par 100 kg). Pour le financement des primes elle établit un droit de raffinage de 4 F et un droit de fabrication de 1 F par 100 kg. Enfin, elle alloua une détaxe de distance aux sucres coloniaux, 2,25 par 100 kg pour les Antilles et 2,50F pour la Réunion; quant aux sucres provenant des fabriques de la métropole expédiés par cabotage des ports français de la Mer de Nord et de la Manche, à destination des ports français de l'Atlantique et de la Méditerranée pour être mis en oeuvre en vue de l'exportation, ils bénéficiaient d'une détaxe de 2 F par 100 kg, tout comme les sucres expédiés par voie ferrée des fabriques situées à une distance minima de 250 km de ces ports (255).

On avait longuement discuté à la Chambre et au Sénat pour savoir si les détaxes contenaient une prime, mais le prix exact du transport par mer n'avait pu être évalué avec certitude. Certains affirmaient que le prix du fret Dunkerque-Nantes ne dépassait pas 90 centimes à 1,10 F (tous frais compris), d'où une prime de 1,10 F à 90 centimes. Pour Bordeaux, la prime était de 98 à 86 centimes (fret 94 centimes à 1,14 F) et pour Marseille, elle atteignait encore 52 à 82 centimes (fret 1,18 à 1,48F). D'autres soutenaient qu'il fallait compter sur un fret de 2,03 F pour Nantes et de 2,43 F pour Marseille. Les parlementaires du Havre, en accord avec les représentants des colonies avaient déposé un amendement qui forçait les raffineries des ports à exporter à l'identique - c'est à dire d'apurer leurs obligations d'admission temporaire avec les seuls certificats d'exportation créés par eux-mêmes, ce qui revenait à supprimer presque tous les avantages qu'espéraient retarder Nantes et Bordeaux de la détaxe. Ils ne furent pas suivis, ce qui permettait aux raffineurs de Nantes et de Bordeaux, de livrer à la consommation des raffinés fabriqués avec des sucres détaxés, une partie de la détaxe revenant alors aux vendeurs de certificats.

La loi d'avril 1897 créait une solidarité entre les fabricants et les raffineurs des ports. A Nantes, Bordeaux et Marseille, le sucre indigène arriva massivement dans les entrepôts (cf. tableau n° 5 abc) (256). Elle présentait toutefois un inconvénient. Le marché français étant fermé, le prix des sucres était réglé par le cours de Paris et les raffineurs des

ports se trouvaient davantage à la merci des mouvements de la spéculation parisienne (257).

D- Le régime de la Convention de Bruxelles.

Les lois allemandes, autrichiennes et françaises de 1896 et 1897 avaient suscité beaucoup d'émotion à Londres. Certes, l'Angleterre profitait de l'avilissement des cours pour son approvisionnement, mais ses colonies sucrières et ses raffineurs subissaient de sérieux dommages du fait de la baisse des prix. En janvier 1898, les gouvernements belges et anglais ont donc invité les pays producteurs européens à participer à une conférence en vue de la suppression des primes d'exportation sur les sucres (258). Dès le 7 juin 1898, elle se tint à Bruxelles avec des délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de la Russie et de la Suède (259). La menace anglaise d'établir des droits compensatoires à l'entrée des sucres primés, inclinait des pays comme l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie à accepter l'idée d'une entente internationale qui aboutirait à la suppression des primes (260). Mais la France refusait de laisser mettre en discussion les primes de production résultant des bonis de fabrication. Bien entendu, les délégués allemands et autrichiens ont exigé que l'on fasse table rase de tous les avantages accordés à l'industrie sucrière, de façon à ce qu'aucune prime d'exportation ou de fabrication avouée ou déguisée, subsiste (261). Comme il était impossible de s'entendre, la conférence fut suspendue et la Belgique chargée de continuer les pourparlers par la voie diplomatique. Elle proposa alors à la France un système transactionnel qui lui aurait permis d'adhérer à un accord international sans renoncer à sa législation, mais la réponse tarda.

L'opinion anglaise rendit la France responsable de l'échec de la négociation et sous la pression des intérêts coloniaux et de la raffinerie, un groupe de députés anglais, réuni le 22 février 1899, demanda au gouvernement de négocier une convention avec l'Allemagne et les pays souhaitant abolir les primes. De plus, au cas où la France ne se joindrait pas aux discussions, il recommandait d'exclure nos sucres du marché britannique par le biais de droits compensateurs.

Ces menaces ont inquiété Delcassé qui s'est alors mis en rapport avec les Allemands et les Autrichiens pour leur notifier que le gouvernement français n'acceptait pas les formules transactionnelles transmises par les Belges, mais qu'il était disposé à renoncer en partie aux avantages résultant de la loi de 1884 et il proposait comme base de nouvelles discussions, la réduction des bonis de fabrication. Des négociations se

se déroulèrent à Paris et elles aboutirent à la signature du protocole du 22 octobre 1900. Toutes les primes directes étaient abolies, mais la France conservait une partie des avantages que lui assurait sa législation intérieure (262). La Conférence de Bruxelles pouvait donc reprendre, d'autant plus que, dans tous les pays, l'opinion publique se montrait très favorable à une entente.

La Convention du 5 mars 1902 et ses incidences fiscales.

A Bruxelles, la discussion porta tout d'abord sur le montant de la prime indirecte conservée par la France (4,95 F par 100 kg de raffiné) et sur la question des détaxes de distance. Beaudouin, administrateur délégué de la Raffinerie de Tirlemont estimait qu'elles constituaient un avantage pour les raffineurs français - le Trésor intervenant pour faciliter les expéditions de sucre vers les usines les mieux situées pour l'exportation (il redoutait la concurrence des marseillais en Orient) tandis que nos délégués considéraient qu'elles étaient une mesure d'ordre purement intérieur, un simple moyen d'aplanir les obstacles à l'exportation; sous la réserve que le taux de la détaxe ne serait pas augmenté, on admit cette dernière interprétation (263).

De leur côté, les Allemands et les Autrichiens ne s'opposèrent pas à ce que l'on parlât des surtaxes de douane et des cartels (264). Pour les Anglais, ces surtaxes ne servaient qu'à protéger les cartels et à imposer des sacrifices aux consommateurs et cela, pour eux, équivalait à une prime, car les fabricants de sucre exportaient à un prix en dessous du prix de revient. Aussi, le gouvernement britannique tenait absolument à ce que l'écart entre le droit de consommation et la surtaxe ne dépasse pas au maximum 5 F.

Cette question opposait d'une part, l'Angleterre, la France et la Belgique et, d'autre part, l'Allemagne et l'Autriche. Un délégué autrichien remarqua alors que si l'on devait modifier les taxes douanières, on devait aussi réviser le régime spécial accordé à la France. Une fois de plus on pouvait s'acheminer vers la rupture, mais l'attitude ferme des Anglais qui annoncèrent qu'ils n'adhéreraient à la Convention qu'au cas où l'écart entre le droit intérieur et la surtaxe n'excéderait pas 5 F fut déterminante, et cela, malgré un nouveau problème qui surgit à propos du moment de la mise en vigueur de la Convention. L'Allemagne et l'Autriche préféraient une date éloignée, tandis que l'Angleterre et la France préconisaient une date rapprochée; en effet, la production augmentant (10.850.000 tonnes en 1901-1902 contre 9.626.000 tonnes en 1900-1901) et avec des stocks évalués à 2 M de tonnes au 1^{er} septembre 1902; la suppression des primes risquait de provoquer la chute des prix et une grave

crise dans l'industrie sucrière européenne. L'Angleterre pressa les intéressés d'aboutir (elle fit même d'une conclusion rapide des négociations en cours, une seconde condition de son adhésion). Gros pays importateur, elle faisait la loi aux pays producteurs (tous craignaient, en effet des droits compensateurs).

Autrichiens et Allemands finirent par céder. Ils acceptèrent comme terme extrême la mise en application de la Convention le 1er septembre 1903 et une surtaxe limitée à 6 F qui, toutefois, pourrait être relevée au cas où les sucres d'un Etat contractant envahiraient les marchés d'une des Puissances signataires. La France conservait les détaxes de distance, mais elle abandonnait la partie de la prime indirecte que lui avait laissée le protocole de 1900 ; c'était une concession accordée à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie, pour qu'elles acceptent la dissolution de leurs cartels (264). La Convention était conclue pour 5 ans. A l'échéance de ces 5 années - c'est à dire en 1908 - elle devait rester en vigueur et se renouveler par tacite reconduction. Les contractants s'engageaient à soumettre au régime d'entrepôt, sous la surveillance permanente de jour et de nuit des employés du fisc, les fabriques et les raffineries de sucre, ainsi que les usines dans lesquelles le sucre est extrait des mélasses. Ils s'engageaient aussi à frapper d'un droit spécial à l'importation sur leur territoire, les sucres ordinaires de pays qui accordaient des primes à la production ou à l'exportation. La date limite pour le dépôt des ratifications était fixée au 1er février 1903 et une commission permanente devait surveiller l'exécution des stipulations contenues dans la Convention. Elle donnait aussi son avis sur les questions litigieuses et instruisait les demandes d'admission des pays qui voulaient adhérer à l'accord du 5 mars 1902.

Le but de la Convention fut de remédier à la situation créée par le système des primes, qui se caractérisait par la baisse des cours et la surproduction. Elle a donc cherché à égaliser la concurrence entre le sucre de betterave et le sucre de canne en Europe (265), mais elle ne s'est pas préoccupée de limiter la production (266), elle indiquait seulement le sens dans lequel les législateurs devaient s'engager, c'est à dire le développement de la consommation intérieure du sucre (267).

Les raffineurs des ports avaient suivi d'assez loin les négociations des Bruxelles. Seule, il est vrai, la question des détaxes de distance les intéressait (268). P. Desbief avait reçu l'assurance formelle que la raffinerie de Paris n'attaquerait pas la détaxe et, avec l'appui des fabricants de sucre, il espérait "que rien ne sera changé à l'état de choses existant". (269). Le gouvernement avait immédiatement déposé deux projets de loi, l'un pour la ratification de la Convention, le second pour modifier le régime fiscal intérieur. Le second projet prévoyait

de porter le droit intérieur de 60 à 40 F, la réduction de la surtaxe à 6 F (5,50 F pour le brut), le maintien de la détaxe de distance et le rétablissement de la prise en charge dans les fabriques d'après la production effective. Dans un nouveau projet, sous la pression des fabricants et des raffineurs, on réduisit le droit intérieur à 25 F. Une offensive qui tendait à supprimer la faculté de l'admission temporaire pour les sucres coloniaux étrangers et à limiter l'allocation de la détaxe de distance aux sucres placés en admission temporaire, que les raffineurs seraient en mesure d'apurer avec des certificats créés par eux-mêmes, échoua (270). Le 28 janvier 1903, la loi relative au régime des sucres fut votée par le Sénat. Elle devait entrer en vigueur le 1er septembre. La Convention de Bruxelles avait été approuvée la veille.

Enfin, la loi du 9 juillet 1904 complétée par le décret du 12 août soumit les raffineurs à la surveillance permanente des contributions indirectes, c'est à dire à un exercice strict. Le montant des droits était perçu ou garanti à l'entrée, mais définitivement liquidé à la sortie d'après la nature de tous les produits expédiés. Chaque année il y avait un inventaire (en septembre) et le travail était complètement arrêté dans les ateliers et magasins. Ainsi, les raffineries étaient de véritables forteresses, closes par des murs ou des palissades, avec des fenêtres extérieures garnies d'un treillis de fer à mailles et des agents de la Régie à chaque porte. Ces mesures étaient destinées à nos partenaires, car elles ne touchaient pas à l'essentiel (déchet de 1 1/2 %, coefficients, taxes etc...).

L'adhésion de la Russie et le retrait de la Grande-Bretagne.

En 1906, avec le succès électoral des libéraux, l'espoir que le gouvernement français avait toujours caressé de voir proroger par tacite reconduction la Convention de Bruxelles, s'évanouissait. Paradoxalement c'était le pays créateur de l'Union Sucrière qui, le premier, adoptait une politique susceptible un jour de la briser.

Dès le 1er juin 1907, la Grande-Bretagne avait fait connaître aux Etats contractants sa résolution de ne plus pénaliser les sucres primés. On sacrifiait donc les intérêts des colons et des raffineurs à ceux des consommateurs et des utilisateurs de sucre. A Bruxelles, la commission permanente examina la proposition britannique à la fin de juillet, et un projet d'acte additionnel où la volonté de maintenir la Convention fut signé le 28 août, mais avec une dérogation accordée au Royaume-Uni qui, à partir du 1er septembre 1908, était dispensé de pénaliser les sucres primés (271).

L'émotion fut d'autant plus vive parmi les fabricants que le gouvernement russe avait exprimé le désir d'adhérer à la Convention de Bru-

xelles, de même qu'à l'acte additionnel qui la complétait. La faculté d'importer des sucres primés accordée aux Anglais risquait ainsi de favoriser le sucre russe (272). La France, liée par son alliance avec la Russie et son entente avec l'Angleterre, n'était pas libre de son choix; de plus, il lui fallait aussi s'opposer à la reconstitution des cartels allemands et austro-hongrois et à un retour au système des primes à l'exportation (273).

L'accord s'était fait sur les bases suivantes (274). La Russie conservait sa législation fiscale et douanière sur les sucres et elle s'engageait à ne pas la modifier. En contre-partie, elle acceptait de limiter ses exportations jusqu'au 1er septembre 1913, à un contingent global de 1 M de tonnes. Le maximum fixé par le premier exercice était de 300.000 tonnes (campagnes 1907-1908 et 1908-1909) et pour les quatre autres de 200.000 tonnes. Cela voulait dire que les maxima ne pourraient être atteints, puisque leur somme donnerait 1.100.000 tonnes. Cependant les engagements ne s'appliquaient pas aux exportations vers la Finlande vers la Perse, pour les expéditions par la mer Caspienne et par la frontière terrestre et vers les autres pays d'Asie limitrophes de la Russie (à l'exception de la Turquie).

Toutefois, c'est in extremis que le Parlement français ratifia le projet qui lui était soumis, car pour obtenir ce vote favorable, Caillaux avait dû négocier et faire des promesses, comme en témoigne un communiqué du groupe inter-parlementaire sucrier qui prenait acte, "avec satisfaction", des déclarations faites par le Ministre des Finances à la délégation qui s'est rendue auprès de lui relativement au maintien intégral des détaxes de distance. Sous réserve de cet accord, le groupe avait décidé de soutenir le gouvernement (275). Et dans les deux rapports présentés, l'un à la Chambre, l'autre au Sénat, on a souligné le marchandage, pour lier, en quelque sorte, les mains de Caillaux (276).

Dès août 1911, les Russes ont demandé que leur contingent d'exportation fût porté de 200.000 à 500.000 tonnes, en raison de leur bonne récolte de betteraves et de la mauvaise campagne dans toute l'Europe occidentale (277). Ils possédaient, en effet, des stocks considérables (plus de 500.000 tonnes), alors que l'on manquait de sucre partout ailleurs. La commission permanente se saisit du problème le 26 octobre, mais les délibérations furent suspendues jusqu'au 8 décembre. Elle semblait décidée à accepter le principe de la proposition, pourvu qu'en arrive à une entente sur les conditions auxquelles la Russie continuerait à faire partie de la Convention (278), tandis qu'il était à peu près certain que l'Angleterre se retirerait de l'Union Sucrière (279).

L'arrivée massive du sucre russe à Londres inquiétait tous les fabricants européens (280). Le 24 novembre, la chambre syndicale des fa-

bricants de sucre de France joignant sa protestation à celle des Allemands et des Autrichiens, émettait le voeu que les délégués français repoussent la demande de la Russie (281). Pour des raisons de politique générale (c'est l'année d'Agadir), il n'en était pas question. De plus, le gouvernement désirait une baisse des prix (282). D'ailleurs, seule l'Allemagne s'opposait à la Russie car elle craignait que ses exportations (50% de sa production) pâtissent de la mesure envisagée (283). Mais, comme elle ne désirait pas vraiment la rupture, un accord finit par se faire le 10 février sur un contingent supplémentaire de 250.000 tonnes (284). La Russie exporterait 150.000 tonnes de plus jusqu'au 1er septembre 1912, mais pour les 100.000 tonnes qui restaient à écouler, l'Allemagne proposa de les reporter sur quatre ans. La France suggéra alors une proposition transactionnelle qui devint le Protocole du 17 mars 1912. La Russie bénéficiait d'un contingent extraordinaire de 250.000 tonnes réparti sur trois ans.

En contre-partie, elle s'engageait comme tous les Etats contractants (à l'exception de l'Angleterre) à prolonger pour un nouveau terme de 5 ans, la Convention (285). L'abstention anglaise laissait prévoir un retrait qui fut annoncé le 1er août 1912. Avec humour, le gouvernement britannique motivait sa décision par le fait que le protocole n'avait pas donné suffisamment satisfaction à la Russie qui réclamait une exportation supplémentaire de 300.000 tonnes (286). En fait, l'avenir de l'Union Sucrière ne dépendait plus de l'Angleterre, mais des pays producteurs de sucre, d'ailleurs les Anglais n'avaient pas agi brutalement, car ils avaient déclaré qu'ils n'avaient pas l'intention de se départir des principes fondamentaux de la Convention, en donnant des primes à l'exportation du sucre ou en octroyant un traitement préférentiel au sucre produit dans l'Empire Britannique (287). Aussi, tout en restant en dehors du système, ils en respectaient les principes.

De plus en plus, on prenait conscience que la Convention de Bruxelles avait constitué un succès considérable pour le sucre de canne. En 1902, le sucre de betterave représentait 58 % de la production sucrière mondiale et après une expérience de 10 ans, elle ne représentait plus que 46 % de cette production, le sucre de canne figurant pour 54 % (288). Les proportions s'étaient donc inversées. Comme prévu, les exportations de sucre français en Angleterre ont diminué et avec la concurrence allemande, autrichienne et russe, elles ont reculé en Orient (cf. Chapitre IV). La Convention de Bruxelles n'était pas à l'origine de ce phénomène qui était dû à la surtaxe de 6 F sur les sucres étrangers et au monopole d'approvisionnement donné au sucre français par la loi de 1897. Ainsi, le marché intérieur et les débouchés d'Afrique du Nord ne pouvaient que devenir l'enjeu d'une vive lutte entre les raffineries.

La contestation des détaxes de distance.

C'est dans cette perspective que se place l'offensive menée par J. Caillaux contre les détaxes de distance. Ministre des Finances dans le cabinet Clémenceau, du 25 octobre 1906 au 20 juillet 1909, Caillaux, dans son projet de budget 1908, tenta de les supprimer. L'année suivante, dans son projet de budget pour 1909, il revint à la charge, mais, cette fois, il se contenta de réclamer une stricte application des règlements par l'administration des douanes et l'adoption du système d'importation à l'identique .

L'exposé des motifs du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1908 constatait que le système des détaxes constituait une survivance de la législation antérieure à la réforme de 1903 qui devait permettre aux colonies de chercher de nouveaux débouchés et aux raffineries des ports de modifier sans secousses, leurs conditions d'approvisionnement. Le délai de 4 ans qui s'était écoulé ayant donné des résultats suffisants, le moment était donc venu de mettre fin à ce régime transitoire (289).

Cette initiative présentait tout d'abord un caractère désastreux pour les ports. C'était en quelque sorte, ériger l'industrie du raffinage du sucre en monopole au profit exclusif des raffineries de Paris. Elle condamnait aussi les fabricants et les consommateurs à subir la loi des Parisiens au cas où, l'article étant voté, l'approvisionnement des usines des ports serait gravement compromis (290).

Chez les intéressés la réaction fut immédiate. P. Desbief fit immédiatement adopter par la Chambre de Commerce de Marseille un rapport en faveur des sucres coloniaux et indigènes. La Chambre le convertit en délibération et décida de l'adresser aux Ministres du Commerce, des Colonies, de la Marine, des Finances, aux sénateurs et députés des Bouches-du-Rhône ainsi qu'aux membres des commissions du budget (291). En même temps P. Desbief entamait des démarches directes auprès de Caillaux, des députés et sénateurs et des administrateurs des douanes et des contributions indirectes. Un comité interparlementaire fut constitué avec un groupe à la Chambre et un autre au Sénat. Ils réunissaient les représentants des régions betteravières et des ports. Enfin, P. Desbief s'employa aussi à mobiliser le syndicat des armateurs de France (292).

Face aux groupes de pression qui s'organisaient, Caillaux espérait au moins satisfaire les Parisiens en limitant l'attribution de la détaxe de distance au sucre réellement exporté par les bénéficiaires (le raffineur ne pouvait y prétendre que pour les quantités correspondant aux obligations temporaires qu'il serait en mesure d'apurer avec ses propres obligations) (293). Le 24 juillet, la commission du budget rejetait la

proposition de Caillaux, motivant d'une part, son refus par le fait, que cela équivaudrait à l'établissement d'un impôt indirect de consommation puisque le produit de la taxe de raffinage (4 M) était rentré dans les recettes budgétaires et qu'il avait été décidé que les détaxes seraient payées par le budget. Elle affirmait, d'autre part, que les détaxes de distance avaient déterminé ou maintenu entre les raffineries des ports, l'agriculture betteravière française et la production coloniale un fort courant d'affaires et que l'abrogation des détaxes serait ressentie par toute l'industrie du sucre, à l'exception de la raffinerie parisienne (294). Caillaux fit alors étudier des moyens pour restreindre les effets de la détaxe (295). Ce fut l'objet des circulaires des 4 octobre et 6 novembre 1907. Tout d'abord, il n'était plus question d'accorder le remboursement des frais de transport de la fabrique au port d'embarquement (296). On aboutissait ainsi à diminuer la détaxe d'environ 0,50 F par 100 kg (297). Mais on menaçait encore plus directement les ports en excluant du bénéfice de la détaxe les sucres qui avaient séjourné en entrepôt. Comme le remarquait le président du conseil d'administration des Raffineries de la Méditerranée : " Exclure de la détaxe les sucres qui ont séjourné en entrepôt pour le compte du commerce, c'est priver la raffinerie des ports de la détaxe sur les 9/10es des sucres indigènes qu'elle emploie pour l'exportation" (298). C'était la même réaction à Saint-Louis : " C'est vouloir priver de détaxe de distance les sucres employés depuis la cessation du travail des fabriques jusqu'au commencement de la campagne , c'est à dire 9 mois sur 12". (299). Enfin, la nouvelle tombait au milieu d'affaires déjà conclues, car la décision prise le 4 octobre n'avait été connue que le 28 novembre (300). Du côté du syndicat des fabricants de sucre, du syndicat du commerce des sucres et du syndicat des armateurs, on protesta aussi énergiquement, si bien que le Ministre des Finances différa l'application de la circulaire jusqu'au 1er septembre 1908.

Il n'avait d'ailleurs pas le choix. Grâce au concours de J. Thierry, les réclamations des raffineurs des ports, dont les intérêts étaient identiques à ceux des fabricants de sucre, avaient été prises en considération par le groupe parlementaire du sucre et de l'alcool qui les avait chaleureusement appuyés auprès de Caillaux (301). Un marché avait été conclu, les députés du Nord et des ports avaient menacé de ne pas voter la ratification de la Convention de Bruxelles qui devait être absolument renouvelée et, en échange de leurs voix, Caillaux avait promis le retrait des récentes circulaires (302). En janvier 1908, P. Desbief constatait que la détaxe de distance resterait à peu de chose près ce qu'elle était en 1897 (303).

Lié par l'engagement pris en 1907, Caillaux ne pouvait pas sup-

primer la détaxe de distance, mais il était toujours décidé à en réduire les effets. Aussi l'exposé des motifs du budget 1909 dénonça une fois de plus les abus auxquels son allocation donnait lieu. De nouvelles instructions étaient données à l'Administration des Finances pour déterminer d'une façon précise le détail des frais de transport qu'il y avait lieu d'admettre au remboursement. Mais on insistait surtout sur le fait que la loi de 1897 avait manqué en partie son but, qui était d'allouer une détaxe aux sucres indigènes - en vue de l'exportation (et qu'elle était la condition nécessaire au droit à la détaxe). Or, pour chacune des dernières campagnes, les raffineries de Marseille et surtout celles de Bordeaux et de Nantes avaient bénéficié de la détaxe pour des quantités très supérieures aux quantités totales effectivement exportées par les ports où elles étaient établies (304).

Les raffineurs des ports - on le sait - achetaient des certificats d'exportation sur le marché de Paris, qu'ils se faisaient transférer par voie d'endossement et avec lesquels ils apuraient leurs comptes. Par ce moyen, une partie des sucres ayant bénéficié de la détaxe étaient livrés à la consommation intérieure et cela avait permis à Nantes et Bordeaux de mieux se défendre contre la concurrence de Paris (Marseille, aussi, avait par ce biais, conservé des positions menacées) et la volonté réaffirmée de Caillaux de décider expressément que les obligations relatives aux sucres détaxés ne pourraient dorénavant être apurées que par des certificats d'exportation délivrés au nom des souscripteurs mêmes, apparaissait aux yeux des ports et des fabricants comme une décision favorisant le monopole de la raffinerie parisienne.

La réaction fut la même qu'en 1907. P. Desbief s'était précipité à Paris dans le but de faire échouer le nouveau projet (305). Une entente fut conclue avec les groupes intéressés (syndicat des fabricants de sucre, syndicat du commerce des sucres (306), armateurs, etc...) pour engager une campagne contre la politique de Caillaux, et on essaya de convaincre les membres des commissions des finances de la Chambre et du Sénat de la nécessité du maintien du statu-quo. P. Desbief alertait aussi ses collègues de la Chambre de commerce par un nouveau rapport qui fut, comme celui de 1907, converti en délibération (307) et il s'employa à mobiliser l'énergie de tous les parlementaires des Bouches-du-Rhône (308) et celle d'hommes politiques comme Paul Doumer (309), rapporteur général du projet à la commission du budget de la Chambre, qui écarta toute modification concernant le mode d'allocation de la détaxe de distance (310).

D'autre part Caillaux s'était attaqué directement aux raffineurs des ports. En 1907, P. Desbief fut accusé de fraude par les contributions indirectes et Saint-Louis dut payer 280.000 F à titre de transaction. La

presse n'en parla pas "grâce à la haute situation de P. Desbief", mais l'affaire fut connue dans tous ses détails (311). A Nantes, les procès faits pour escroquerie aux raffineries de Chantenay et Billard et à leurs armateurs ont par contre reçu une large publicité. Il est certain que, du Nord à Nantes, la totalité des frais de transport n'atteignait pas 20 F par tonne, aussi pour toucher intégralement la détaxe, les raffineurs avaient intérêt à recevoir leur sucre par chemin de fer. Pour se procurer des sucres par mer, ils établirent alors avec l'armement des contrats fictifs où le fret était majoré. L'Administration porta plainte en 1907. Elle réduisit la détaxe à 1,70 F et demanda une justification de tous les frais (312). A Nantes, comme ailleurs, toutes les ventes de sucres indigènes étaient faites par des courtiers parisiens qui achetaient eux-mêmes aux fabriques à des prix qu'ils n'avaient pas à faire connaître à leurs clients. Au moment de la vente, les sucres pouvaient se trouver soit dans les fabriques, soit dans les entrepôts de ports (Nantes compris) ou de Paris, mais, alors même que les marchés spécifiaient qu'ils provenaient de telle ou telle fabrique, les courtiers les vendaient toujours pris dans un port de la Manche ou de la Mer du Nord (pour ceux transportés par voie maritime). Ces sucres avaient donc subi des frais, encore plus élevés pour ceux entreposés à Paris et surtout à Nantes, mais ces frais n'étaient jamais précisés dans le contrat de vente, et les raffineurs n'avaient pas la possibilité de les justifier. Toutefois, comme le Conseil d'Etat, dans une affaire similaire introduite par un fabricant-raffineur, avait statué favorablement sur les frais au remboursement à titre de détaxe de distance, la Douane et la Régie ont dû reverser la majeure partie des détaxes (313).

Cette querelle se calma et l'on ne parla plus de Caillaux que l'on avait accusé de faire la politique des chemins de fer contre le cabotage (314). De son côté la raffinerie parisienne ne souleva plus la question des détaxes de distance. Il est vrai qu'elle profitait d'une détaxe de transport qui lui était accordée par les Compagnies de Chemins de Fer. En particulier, celle du Nord attribuait une détaxe de transport de 20 % aux sucres bruts expédiés des sucreries sur les raffineries, soit directement, soit après leur passage en entrepôt et exportés après raffinage (315). En 1911, les fabricants qui s'inquiétaient des importations de sucre de canne étranger (316), exigèrent pour les sucres coloniaux, l'exportation à l'identique. A cette occasion, P. Desbief justifia une dernière fois la détaxe :

" Si maintenant on imposait aux sucres coloniaux français l'obligation d'être réexportés ou raffinés, ce serait leur fermer le marché intérieur. Ce serait du même coup priver les raffineries des ports de leur unique approvisionnement pour leurs ventes à

la consommation et amener à bref délai leur fermeture; l'exportation seule étant un élément et une source de bénéfice notablement insuffisante, étant données les conditions plus favorables dans lesquelles se trouvent les raffineries étrangères... Celui-ci (le marché français) serait dans les mains de la puissante raffinerie de Paris, qui pourrait dicter ses prix sans concurrence à la consommation française ." (317). Et cela mit un point final à la controverse.

Personne d'ailleurs n'avait intérêt à bouleverser la législation adoptée en 1897 et 1903. A Nantes le sucre indigène constituait l'essentiel de l'approvisionnement des raffineries. Pour la Raffinerie de Chantenay, il représentait 72,89 % des achats en 1906-1907 et 65,60 % en 1912-1913 (318). A Marseille, les raffineries de Saint-Louis ont presque toujours utilisé plus de sucre de betterave que de sucre de canne et seules, les Raffineries de la Méditerranée préféraient fondre du sucre exotique (319).

A Nantes, l'imprécision des statistiques ne permet pas d'apprécier le rôle exact des vieilles colonies à sucre dans l'approvisionnement du marché. En 1899, les Antilles ont envoyé 25.000 tonnes de brut et la Réunion, 12.000 (320). Ces chiffres ont encore augmenté en 1900 (321), (respectivement 30.000 et 15.000 tonnes). Par contre, en 1913, les arrivages de la Martinique n'ont pas dépassé 15.442 tonnes, ceux de la Guadeloupe 1728 tonnes et la Réunion et Mayotte ont fourni 15.558 tonnes (322). Jusqu'en 1903, le négoce a expédié de grosses quantités de sucre colonial en Angleterre et en Belgique, ce qui obligeait les raffineurs à le surpayer de 0,75 à 1 F par 100 kg pour l'empêcher d'être exporté.

A partir de 1904 les raffineries de Marseille ont absorbé une part de plus en plus importante de la production coloniale (323). Elles ont presque monopolisé celle de la Guadeloupe et souvent disputé avec succès à Nantes, le premier rang pour les achats de Réunion; quant au sucre indigène, tout restant leur principal approvisionnement, il a dû laisser au sucre de canne davantage de débouchés. En 1907, P. Desbief constatait que les entrées de sucre de betterave, qui ne représentaient que 8.003 tonnes en 1896, s'étaient élevés en moyenne à 79.681 tonnes pendant la période décennale 1897-1906 (que le chiffre de 97.383 tonnes avait été même atteint en 1902) et qu'ensuite, avec l'augmentation des importations de brut des colonies, ils avaient diminué (324). Le prix du transport a été déterminant. De Paris, par chemin de fer, il fallait compter 26 F la tonne (325) et par mer, aux dires du P. L. M., 17 F (326). Le cabotage l'emportait donc, mais il ne disposait pas, dans le Nord, d'un assez large rayon d'approvisionnement, d'où l'avantage conservé par le

sucres colonial (fret bas et envois à peu près réguliers). Toutefois, Marseille n'était plus un grand marché pour le sucre exotique. Celui que l'on débarquait sur les quais et qui servait à alimenter les raffineries, n'y venait que s'il était vendu d'avance, car les producteurs exigeaient que les contrats soient passés assez tôt pour qu'ils puissent eux-mêmes s'entendre sur les conditions d'affrètement avec les transporteurs. Pour s'assurer les sucres de la Réunion et des Antilles nécessaires à leur travail, les raffineurs devaient conclure des contrats environ un an avant la livraison, tandis que, pour le sucre indigène, lorsqu'il y avait abondance comme en 1913, les ordres étaient notifiés dans un délai de quelques semaines (327).

Quant au recours au sucre étranger, à Marseille, il ne fut pas prémédité. Saint-Louis acheta 5000 tonnes de Java en 1910 pour faire la soudure à l'approche de la campagne (328). C'était une conséquence de la spéculation de Santa-Maria et les raffineurs de Paris avaient, les premiers, montré la voie à suivre. D'ailleurs, P. Desbief avait fourni les apaisements nécessaires au syndicat des fabricants de sucre. Car le groupe sucrier du Parlement avait promis de combattre énergiquement une éventuelle proposition de suppression de l'admission temporaire sur les sucres exotiques étrangers. Mais l'habitude étant prise, la tentation fut trop forte d'échapper aux effets de la hausse, et Marseille, comme Nantes et Bordeaux reçut du sucre étranger en 1912 et 1913 (329). Ainsi, à la veille de la guerre, les conditions d'approvisionnement des raffineries des ports n'avaient jamais été aussi favorables.

x

x

x

La législation des sucres a eu des effets contraignants sur l'industrie du raffinage. Jusqu'en 1833, grâce au sucre colonial et aux primes, les raffineurs des ports ont été favorisés car le progrès du sucre de betterave n'a pas bloqué - comme on pourrait le croire - leur croissance. Ensuite, la baisse des prix du sucre colonial et surtout le drawback ont largement compensé les avantages que les raffineurs de Paris tiraient du sucre indigène. L'abolition du pacte colonial en 1861 même permit aux Marseillais de fondre en 1865 presque autant de sucre que les Parisiens.

Il ne faut pas oublier non plus que la Douane consentait aux raffineurs 4 mois de terme pour payer les droits. Ils disposaient donc d'un véritable crédit qui leur donnait la possibilité de fabriquer et de vendre

une grande partie de leurs produits avant de verser les taxes. "Une raffinerie mobilise ce qu'elle paraît immobiliser. L'immeuble et son contenu couvrent les cautions de douane, et ces cautions rendent au crédit procuré sur les droits, la disponibilité des fonds qui semblaient retirés au mouvement industriel. Ainsi, le fonds de roulement se trouve reconstitué sous une autre forme. A leur tour, les crédits commerciaux trouvent leur représentation dans la valeur des approvisionnements et des produits en fabrication " constatait l'un d'eux à Marseille (330).

A partir de 1864, la législation a joué en faveur des raffineurs de Paris. La mise en admission temporaire accordée au sucre indigène, la discordance entre la législation française et le drawback conventionnel, la réduction à 2 mois du terme pour payer les droits et enfin le système d'achat à l'analyse imposé aux fabricants, ont permis aux Say, Lebaudy et Sommier de payer moins cher leur matière première et de conquérir le marché anglais.

Ce n'est qu'avec l'abandon du système des nuances et des classes et l'imposition des sucres d'après leur rendement présumé au moyen de la saccharimétrie que les raffineurs des ports ont retrouvé en 1880 de meilleures conditions pour l'achat du sucre brut.

Toutefois, le sucre indigène restait trop cher pour eux et les colonies ne leur fournissaient plus assez de sucre de canne. Seul le sucre exotique étranger permettait la soudure. A Marseille où l'on entretenait de vieilles relations avec Cuba et Java cela était facile; mais à Nantes et à Bordeaux, on a souvent dû surpayer les sucres coloniaux.

La loi de 1884 et l'exercice adopté en 1890 n'ont pas eu d'effets majeurs sur l'activité des raffineries des ports. Par contre, la campagne pour la surtaxe sur les sucres exotiques étrangers inquiéta beaucoup leurs dirigeants, car ils risquaient de perdre un approvisionnement relativement bon marché et un moyen de peser sur les prix du sucre indigène et colonial.

Finalement en 1897, le protectionisme triompha. Fabricants et raffineurs des ports ont alors abouti à un compromis avec le système des détaxes de distance qui rapprochait le sucre indigène et colonial des raffineries des ports à qui l'on assurait ainsi, un approvisionnement régulier à des prix à peu près comparables à ceux consentis aux raffineurs de Paris. La Convention de Bruxelles sauvegarda les détaxes. En 1907 et 1908, à l'instigation des Parisiens, on contesta leur mode d'allocation, mais rien ne fut changé au système jusqu'à la guerre.

CHAPITRE INOTES

- 1 - Le recueil d'E. Légier, Les lois sucrières, donne tous les textes de lois et décrets jusqu'en 1909.
- 2 - AN F 12 2540. Raffineurs de Marseille à M. de Saint-Cricq, directeur général des Douanes, 24/1/1820.
- 3 - AN F 12 2540, prix moyen des sucres en entrepôt au Havre (50 kg) Havane, début 1816 : 100 F, fin 1822 : 42,50 F.
- 4 - AN F 12 2540. Président de la Chambre de Commerce du Havre au Ministre du Commerce, 24/4/1824, et Directeur général des Douanes au Ministre du Commerce, 9/7/1824.
- 5 - Commerce et Manufactures. Commission formée avec l'approbation du Roi, sous la présidence du Ministre du Commerce et des Manufactures pour l'examen de certaines questions de législation commerciale. Enquête sur les sucres, 1829, p. 234.
- 6 - AN F 12 2546, P V Conseil Supérieur du Commerce, 1/12/1832, Observations de la Chambre de Commerce du Havre sur le projet de loi relatif au sucre, 7/12/1832, 34 p. Chambre des Pairs, Séance du 1/4/1833.
- 7 - Colonies - sucres et raffineurs - Mémoire à la Chambre de Commerce remis par Ducoudray-Bourgault de Nantes; 10/1/1829.
- 8 - Enquête sur les sucres, op. cit. p. 97.
- 9 - Ibid. p. 13. AN F 12 2541, Raffineries de Marseille, 25/8/1827.
- 10 - Ibid. p. 92.
- 11 - Ibid. p. 102.
- 12 - AN F 12 2540 Marseille, 25/3/1826 - Ibid., Négociants de Bordeaux, 25/1/1826.
- 13 - Enquête sur les sucres, op. cit. p. 133.
- 14 - AN F 12 2540, Pétition P. Guerini, 16/5/1827.
- 15 - Enquête sur les sucres, op. cit. pp. 148 et 158. AN F 12 2541, Raffineries de Marseille, 25/8/1827.
- 16 - AN F 12 2540, Pierrefeu aîné et G. Chauvin fils. Observations présentées au nom des armateurs de Marseille faisant le commerce des colonies françaises, 32 p., 1829.
- 17 - Enquête sur les sucres, op. cit. pp. 88, 128 et 158.
- 18 - Ibid., op. cit. pp. 5 et 61 à 88.
- 19 - Ibid., op. cit. p. 100.
- 20 - AN F 12 2540, Rapport pour le Ministre, 30/4/1828.
- 21 - AN F 12 2545, Statistiques des exportations.
- 22 - Chambre des Députés, Séance du 31/12/1832. Projet de loi relatif aux importations et exportations de sucre. Chambre des Pairs, Séance du 1/4/1833.
- 23 - H. Rissel. Du projet de loi sur les sucres (et particulièrement de la substitution d'un simple drawback à la prime sur les sucres raffinés, Nantes, 1833, 30 p. AN F 12 2546, P V. Conseil Supérieur du Commerce, Séances du 10/11 et du 1/12/1832.

- 24 - AN F 12 2542, Raffineurs de Marseille au Ministre du Commerce et à la Chambre des députés, 14/12/1832.
- 25 - Ibid., Négociants aux capitaines au long-cours au Ministre du Commerce et à la Chambre des Députés, 21/12/1832.
- 26 - AN F 12 2548, J. Clerc à A. Thiers, 28/11/1833.
- 27 - AN F 12 2546, P V. Conseil Supérieur du Commerce, Séance du 30/11/1832
Depuis quelques années les colons faisaient des efforts pour améliorer la qualité de leurs produits. L'utilisation du noir animal et des filtres Dumont leur avait permis de fabriquer des sucres moins colorés analogues aux terrés.
- 28 - Chambre des Députés, Séance du 14/5/1843 (Berryer).
- 29 - DUBRUNFAUT, Art de fabriquer le sucre de betteraves - DUBRUNFAUT, Agriculteur Manufacturier, Liste alphabétique des fabriques de sucre en activité pendant la campagne 1829-1830, ou en construction, p. 133 et sq. sur les débuts du sucre indigène cf. E. LÉGIER, Histoire des origines de la fabrication du sucre en France -. Baron de WARENGHIEN, Histoire des origines de la fabrication du sucre dans le département du Nord et de l'Ecole spéciale de Chimie pour la fabrication du sucre de betteraves.
- 30 - Enquête sur les sucres, op. cit. p. 190.
- 31 - Ibid. p. 181.
- 32 - Ibid. pp. 154 et 161-162.
- 33 - Ibid. p. 188.
- 34 - R. VILLENEUVE pense (à juste titre) que la production de sucre indigène a été plus importante: le financement de l'industrie sucrière en France entre 1815 et 1850, R.H.E.S., 1960, n° 3.
- 35 - Archives Parlementaires, 1838, p. 585.
- 36 - Enquête sur les sucres, op. cit. pp. 175 et 186.
- 37 - Ibid., pp. 176-177.
- 38 - AN F 12 2546, Prix moyens des sucres à Paris (100 kg).

1834	137,89 F	1836	131,85 F	1838	120,8 F
1835	128,12	1837	122,21	1839	116
- 39 - AN F 12 2546, cc Paris, 15/5/1835.
- 40 - H. Rissel, Nouvelles études sur le rendement des sucres bruts...op. cit.
- 41 - Chambre des Pairs, Rapport du Comte d'Argout, 6/7/1837.- E. BOIZARD et TARDIEU, Histoire de la législation des Sucres (1664-1821).
- 42 - Lloyd Nantais, 17 et 18/2/1837.- F. Brabeix, raffineur de l'impôt des sucres, ou examen du projet de la loi des sucres.
- 43 - Ibid. 8/8/1838.
- 44 - Le Breton, 4/10/1838.
- 45 - AN F 12 2546, P V de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, 2/6/1839.
- 46 - Le Breton, 23/1/1838 - AN F 12 2546, P V de la Commission.... cit.
- 47 - Lloyd Nantais, 13/8 et 11/10/1838.
- 48 - A.D.L.A. 1 M 2132, lettre du 17/8/1838.
- 49 - Lloyd Nantais, 24/8/1838.

- 50 - AN F 12 2547, P V Conseil Supérieur du Commerce, 12/10/1838.
- 51 - Lloyd Nantais, 13/8/1838.
- 52 - Ibid. 7/2/1839.
- 53 - L. FOURNIER (membre du Conseil Général du Commerce). Le sucre colonial et le sucre indigène, 1839.- AN F 12 2544, P V Commission chargée d'examiner la loi des sucres, Séances du 12/6/1839 au 17/6/1839.
- 54 - BOIZARD et TARDIEU, op. cit. pp. 51-52.
- 55 - Ibid. p. 58.
- 56 - AN F 12 2547, P V Conseil Supérieur du Commerce, Commission pour la révision du rendement des sucres, 16/11/1838. Ibid., séance du 20/11/1838.
- 57 - Ibid. 2541, Nombreuses lettres et brochures.
- 58 - Plantations d'Amérique et papiers de famille, II DERMIGNY, l'industrie sucrière. Un exemple de modernisation, Correspondance de Jabrun, lettre du 21/1/1842.
- 59 - AD LA. 1 M 2132, C C Nantes, au Préfet, 17/8/1838.
- 60 - Cf. Chapitre III.
- 61 - BOIZARD et TARDIEU, op. cit. pp. 87-88.
- 62 - AN F 12 6983, Rapport du 23/2/1856.
- 63 - P. DAUBREE, Question coloniale sous le rapport industriel, Paris, 1841
B. DUREAU, La question des sucres considérée au point de vue scientifique, économique et industriel, Nantes, 1847.
- 64 - AN F 12 6731, Dossier de la Compagnie des Antilles. Laserre, La Guadeloupe, tome 2, p. 90.
- 65 - PELLETIER de SAINT-REMY, Le questionnaire de la question des sucres, pp. 39 à 41.
- 66 - TAILLEFER, Le commerce des sucres à Marseille (1815-1848), p. 107.
- 67 - A. CHEROT, Appel à l'Assemblée Nationale: Il faut sauver la Marine, Nantes, 1848.
- 68 - M. W. ARNOUS-RIVIERE, Question des sucres, Nantes, 1851.
- 69 - Bordeaux au XIXème siècle, p. 102.
- 70 - C C Bordeaux, E.P.L.M., H. Calos, 21/1/1850 et Lopès-Dubec, 9/4/1851.
- 71 - Ibid., H. Calos, 18/6 et 12/8/1850. A M Nantes F² Dossier 4, F. Bra-teix, 19/1/1851.
- 72 - A. LEQUIME, La question des sucres au point de vue des privilèges des raffineries libres, Valenciennes, 1851.- Question des sucres. De l'exercice des raffineries libres. Valenciennes 1851.
- 73 - BOIZARD et TARDIEU, op. cit., p. 107.
- 74 - Ibid., p. 110 sq.
- 75 - C C Bordeaux, E.P.L.M., lettres des 2 et 12/10/1850.
- 76 - AN F 12 6984, lettre du 30/10/1850.
- 77 - Importations des colonies (tonnes) de Coninck, Revue, 1855 et 1859.
- | | Antilles | Réunion |
|------|----------|---------|
| 1847 | 72.400 | 24.800 |
| 1859 | 52.300 | 58.600 |

- 78 - C C Nantes, C.E.T., 1852.
- 79 - Ibid. 1853-1854 et 1856, Lettres du 28/1/1853, 10/9 et 31/12/1856.
- 80 - Courrier de Nantes, 25/2/1858.
- 81 - AD. LA. I M 2369.
- 82 - Bulletin des Lois, n° 407.
- 83 - C C Le Havre, P V Délibération, 15/4/1859, fonte 97 000 tonnes (sucre étranger: 25 % - sucre colonial: 24 %).
- 84 - Sucre indigène acquitté pendant la campagne 1859 (Annales du Commerce extérieur, n° 1293, octobre 1860 : Paris (51.232 tonnes), Le Havre (6.773 tonnes), Honfleur (2528 tonnes), Bordeaux (332 tonnes), Rouen (465 tonnes).
- 85 - C C Marseille, lettre du 7/1/1884.
- 86 - Enquête Traité de commerce avec l'Angleterre, vol. VI, p. 51.
- 87 - AN F 12 2543, courtiers du Havre, 12/7/1829 et sucres cotés à Nantes le 18/7/1829.
- 88 - C C Marseille, courtiers, 30/8/1851.
- 89 - Ibid., Bordeaux, 21/11/1851.
- 90 - Ibid., Massot et Grandval 24/1/1861.
- 91 - Ibid., Syndicat des courtiers, 30/10/1852; Nantes, 15/6 et 8/11/1854.
- 92 - C C Bordeaux, E.P.L.M. 1856.
- 93 - Dictionnaire du Commerce et de la Navigation, tome II, pp. 1565-1566.
- 94 - C C Marseille, Le Havre, 17/11/1861.
- 95 - REMY, La question des sucres et le ravitaillement de la France pendant la période de 1914 à 1917, p. 76.
- 96 - C C Marseille, Paris, 23/3/1851.
- 97 - Enquête sur le régime des sucres, 1863, p. 341.
- 98 - B M Nantes, Fonds Eudel, Figures Nantaises (projets), Vieux Négociants.
- 99 - C C Marseille, Paris, 30/6/1861, Rapport sur les usages de la place du Havre relatifs au typage et au classement des sucres.
- 100 - C C Marseille, J. Grandval et Cie, 22/6/1857; ibid., Massot et Grandval, 31/12/1860.
- 101 - C C Marseille, Raibaud et fils, 28/11/1859.
- 102 - Ibid., Nantes, 31/10/1851.- Bordeaux, 21/11/1851.
- 103 - LE PICQUIER, Coup d'oeil sur les progrès du commerce maritime du Havre pendant l'année 1824.
- 104 - AN F 12 2540. Lettre des négociants de Bordeaux, 25/1/1820.
- 105 - AN F 12 2132, Lettre de Ducoudray-Bourgault, 27/2/1828.
- 106 - Infra, cf. Chapitre III
- 107 - A. CEZARD, Nantes et son commerce extérieur, pp. 42-43.
- 108 - Ch. Massias, Archives du Havre (novembre 1837, p. 20) et AN F 12 2546.
- 109 - J. FIERAIN, Nantes et la Réunion au temps du Second Empire, les origines de la maison d'armement Henri Polo et Cie (1856-1861). (Centre de Recherches sur l'Histoire de la France Atlantique et Documents, 1971.

- 110 - C C Le Havre, P V Délibération, Séance du 24/3/1858. C C Nantes, Mémoire sur la question des sucres, juillet 1858.
- 111 - Note pour le maintien du drawback des sucres raffinés à 75 %, Paris, 1860.
- 112 - Dès l'annonce du projet, les raffineurs ont ralenti leur fonte. Le sucre raffiné s'est donc fait rare et cher. CF. Enquête, Traité de commerce avec l'Angleterre, vol. VI.
- 113 - AN F 12 2550 A, Rapport Ozenne, 12/4/1863.
- 114 - C C Marseille, 26/7/1861.
- 115 - C C Bordeaux, E.P.L.M., 13/8/1861.
- 116 - AN F 12 6984, C C Nantes, 8/12/1861.
- 117 - Ibid., Paris, 19/12/1861.
- 118 - BOIZARD et TARDIEU, op. cit. p. 119.
- 119 - AN F 12 2550 A, Rapport Ozenne 22/4/1863.
- 120 - Enquête sur le régime des sucres, Paris 1863.
- 121 - Question des Sucres, Lettres de la Chambre de Commerce de Marseille à S. Ex. Le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics 6/12/1862 et 7/2/1863, 7 et 15 pp.
- 122 - Modifié par le décret de mai 1862 qui a maintenu une surtaxe pour le pavillon espagnol.
- 123 - Enquête 1863, Séance du 12/12/1862.
- 124 - Ibid., p. 21.
- 125 - C C Marseille, Lettre du 7/2/1863.
- 126 - Ibid., Paris, 22/2/1863.
- 127 - Ibid., Paris, 3/3/1863.
- 128 - Ibid., Paris, 23/3/1863.
- 129 - Ibid, Paris, 25/3/1863.
- 130 - Question des Sucres, Observations présentées à MM. les députés et conseillers d'Etat sur le projet de loi (J.B. Pastre, A. Courtet, J. Deville, A. Grandval, H. Bergasse).
- 131 - C C Marseille, Paris, 29/3/1863.
- 132 - Fl. EMSSENS, Considération sur la question des sucres, 1863.
- 133 - Question des Sucres, Lettre de la Chambre de Commerce de Nantes à son excellence M. Le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, et à MM. les Membres du Corps législatif et du Sénat, 21/3/1863.
- 134 - Question des Sucres, Décret du 24 juin 1861. Comparaison des importations par pavillons français et étrangers, 1862-1863, Marseille, 23/3/1863.- Question des sucres, Décret du 24 juin 1861. Note de la Chambre de Commerce de Nantes en réponse à la comparaison des importations par pavillons français et étrangers, publiée par MM. les délégués de la Chambre de Commerce de Marseille, Nantes, 27 mars 1863.-
- 135 - Enquête 1863, p. 53.
- 136 - B. DUREAU, La question des sucres devant le consommateur, Paris, 1863, p. 13.
- 137 - Enquête 1863, p. 635.

- 138 - J.F.S., 2/8/1863.
- 139 - C C Bordeaux, E.P.L.M., Séance du 2/3/1864.
- 140 - C C Marseille, A. Grandval à Pastré, 14/2/1864; *ibid.*, A. Grandval à Pastré, 15/2/1864.
- 141 - C C Marseille, H. Bergasse, A. Grandval, A. Courtot à Pastré, 22/2/1864.
- 142 - C C Marseille, H. Bergasse à Pastré, 19/2/1864.
- 143 - C C Marseille, H. Bergasse, A. Grandval, A. Courtot à Pastré, 23/2/1864; C C Marseille, Observations sur le projet de loi relatif aux sucres, 1864.
- 144 - Notes complémentaires à l'appui des conclusions remises le 26 février 1864 par MM. Téché et Goullin, délégués de la Chambre de Commerce de Nantes, à M. le Président et à MM. les membres de la commission du corps législatif chargée de l'examen du projet de loi relatif au régime des sucres. Cf. C C Nantes, Projet de loi relatif au régime des sucres, Session de 1864. Lettre à M. le Président et à MM. les membres du Corps législatif, février 1864.
- 145 - Question des sucres. A MM. les membres du Corps législatif, février 1864.
- 146 - C C Marseille, H. Bergasse à Pastré, 28/2/1864.
- 147 - C C Marseille, H. Bergasse à Pastré, 1 et 2/3/1864; *ibid.*, H. Bergasse à Pastré, 29/2/1864. *Ibid.*, A. Grandval à Pastré, 18/3/1864.
- 148 - Marseille avait reçu 22.145 tonnes du Brésil et 37.078 tonnes de Cuba et Porto-Rico en 1862 (cf. C C Marseille, S.C.N. 1862.).
- 149 - Observations de la Chambre de Commerce de Marseille en réponse à la lettre adressée par la Chambre de Commerce de Nantes le 21 mars 1863 à son Excellence M. le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, Paris, 26 mars 1863, p. 5. A. Chérot, La France, principal marché des sucres en Europe, 2ème partie, Saint-Nazaire, avril 1863, p. 10.
- 150 - Phare de la Loire, 9/1/1864 (Saint-Denis, 5/12/1863 et Port-Louis, 6/12/1863).
- 151 - Enquête 1863, p. 18.
- 152 - BOLZARD et TARDIEU, *op. cit.* p. 129-130.
- 153 - Méditerranée, C A, 12/9/1867.
- 154 - AN F 12 6973, H. Bernard au Ministre de l'Agriculture et de l'Industrie, 18/3/1873.- H. Bernard, La question des sucres en 1873 (janvier 1873.- *Id.*, La question des sucres en 1873 (février 1873)).
- 155 - AN F 12 6987 B.
- 156 - Saint-Louis, Compte d'exploitation: Bénéfices dûs aux ventes de certificats.
- | | | | |
|------|-------------|------|-------------|
| 1871 | 1.069.740 F | 1876 | 85.113 F |
| 1872 | 2.514.596 | 1877 | non indiqué |
| 1873 | 416.699 | 1878 | - 4.672 |
| 1874 | 65.880 | 1879 | 35.994 |
| 1875 | 108.709 | | |
- 157 - AN F 12 6986, C C Nantes à M. Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, 18/3/1873.
- 158 - AN F 12 6975, Note préparée au moment de la Conférence de La Haye (1869).

- 159 - A. A. HESSE, L'industrie sucrière en France et les premières tentatives de la législation internationale. (1864-1877), p. 90.
- 160 - Conseil Supérieur du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie. Enquête sur la question de l'impôt du sucre à la consommation, 1872, tome 4 p. 32.
- 161 - Ibid., tome 1 p. 147.
- 162 - Ibid., tome 1 p. 31.
- 163 - C C Nantes, E T. 1872, pp. 39-47.
- 164 - Chaque année, la Chambre de Commerce de Nantes posait cette question au Directeur des Douanes.
- 165 - E. CASTELLINO, La campagne sucrière 1866-1867, Etude sur la position des sucres du 1er septembre 1866 au 31 mars 1867, Paris, 64 p.
- 166 - J.F.S., 2/5/1867. DUBRUNFAUT, Les types et les sucres devant la saccharimétrie.
- 167 - Ibid., 29/8/1867. DUBRUNFAUT, La Sucrerie, la Raffinerie et le Trésor devant la mélassimétrie.
- 168 - Cf. Chapitre IV.
- 169 - J.F.S., 4/4/1867. DUBRUNFAUT, La saccharimétrie et les types.
- 170 - Les raffineurs considéraient le titre moyen de leurs mélasses (environ 50 % de sucre cristallisable), la quantité de sels qu'elles accusaient (auteur de 12 %), ce qui donnait le coefficient salin suivant : $\frac{50}{12} = 4,5$. J.F.S., 29/8/1867, DUBRUNFAUT, La Sucrerie...art.cit.
- 171 - BASSET, Guide pratique du fabricant de sucre, tome 2 (nouvelle éd. 1872). pp. 839-841.
- 172 - Méditerranée, CA, 4/12/1867. "Ce nouveau mode de titrage des sucres est parfaitement logique et favorable aux raffineurs qui ne peuvent plus être trompés sur la qualité des sucres qu'ils achètent, il est, par contre, défavorable aux producteurs et si l'usage s'en généralise, il est appelé à réduire dans une certaine mesure la production des indigènes, et cette modification sera surtout profitable à la raffinerie des ports".
- 173 - Enquête sur la question de l'impôt, op. cit. tome 1 p. 149.
- 174 - Ibid., op. cit. p. 143.
- 175 - Procès verbaux des Conférences de 1875, p. 54, Production des sucres 7/1 (tonnes).
- | | Sucres indigènes | Sucres coloniaux
et étrangers |
|------|------------------|----------------------------------|
| 1871 | 43.000 | 24.000 |
| 1872 | 88.000 | 54.000 |
| 1873 | 106.000 | 55.000 |
| 1874 | 125.000 | 70.000 |
- 176 - C. Clerc, Note sur l'emploi des sucres 7/9 en raffinerie (1873, 2p.
- 177 - Examen du règlement d'administration publique sur l'exercice des raffineurs et du projet de loi sur les sucres, 1875, p. 212.
- 178 - Question des sucres. Comptes de raffinage.- Les calculs de M. Clerc, raffineur, redressés par le Comité Central des fabricants de sucre de France, 1873, 20 P.
- 179 - Examen du Règlement op. cit. p. 231.
- 180 - Papiers H. Polo, Cassard à H. Polo, 17/9/1872.

- 181 - Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi sur les sucres. Annexe n° 716 (1886).

	Production des colonies (tonnes)	Sucre colonial acquitté en France (tonnes)
1871		77.882
1872		75.387
1873	117.000	80.983
1874	119.000	80.333
1875	116.000	92.552
1876	128.000	86.862
1877	144.000	83.069
1878	142.000	88.604
1879	136.000	87.921
1880	126.000	74.639
1881	132.000	74.618
1882	148.000	92.106
1883	131.000	76.186

- 182 - Enquête sur la question de l'impôt, op. cit., tome 1 p. 140.
Examen du règlement..... op. cit. p. 141.
- 183 - Enquête sur la question de l'impôt op. cit. tome 1 p. 433.
- 184 - Papiers H. Polo, Cassard à H. Polo, 17/9/1872.
- 185 - HESSE, op. cit. pp. 60-86.
- 186 - Papiers H. Polo, Cassard à H. Polo, 17/9/1872.
- 187 - Comité Central des Fabricants de Sucre de France, Extrait du procès verbal de la séance du 24/2/1872, 4 p.
- 188 - Enquête sur la question op. cit.
- 189 - Ibid., tome 1 pp. 168-169, 248-258.
- 190 - Ibid., tome 1, p. 231.
- 191 - Méditerranée, CA, 11/6/1872.
- 192 - BOIZARD et TARDIEU, op. cit., pp. 141-143.
- 193 - Procès-verbaux des Conférences Internationales tenues au Ministère des Affaires Etrangères à Londres, au sujet des drawback sur les sucres raffinés, Enquête 1872, tome 2 pp. 48-88.
- 194 - Papiers H. Polo, Doré-Graslin à H. Polo, 17/1/1873.
- 195 - C C Marseille, A. Grandval, 4/2/1873.
- 196 - C C Nantes, E. T., 11/6/1873.
- 197 - Papiers H. Polo, Talvande à H. Polo, 28/1/1873.
- 198 - C C Marseille, Grandval, 4/2/1873.
- 199 - Ibid., A. Grandval, 7/2/1873.
- 200 - Chambre des Députés, Séance du 27/2/1874.
- 201 - Ibid., Séance du 28/2/1874.
- 202 - Examen du règlement op. cit.
- 203 - Ibid., pp. 38-88.
- 204 - C C Marseille, A. Grandval, 30/6/1875.
- 205 - Ibid., A. Grandval, 7/7/1875; c'était le point de vue défendu par les Chambres de Commerce des ports et de Paris, par tous les raffineurs et par les fabricants de sucre roux.

- 206 - HESSE, op. cit., p. 110.
- 207 - C C Marseille, A. Grandval, 17/7/1875. C'était un projet de loi rédigé par C. Clerc.
- 208 - Exposition universelle de 1878. Exposition des Ports de Commerce, Commerce et industrie de Nantes. Notices sucres, pp. 3 à 10.
- 209 - Cf. Chapitre. IV.
- 210 - BOIZARD et TARDIEU, op. cit. p. 165.
- 211 - C C Marseille, C.R.T., lettre du 20/3/1878. C C Nantes, lettres du 6/4/ et du 28/11 1878.
- 212 - C C Nantes, E. T. 1878 et 1879, lettres des 23/8/1878 et du 17/11/1879.
- 213 - BOIZARD et TARDIEU, op. cit. , pp. 160-162.
- 214 - Papiers H. Polo, Thoinnet de la Turmelière à H. Polo, 19/2/1877. AN F 12 9683, Télégrammes Rouvier à Grandval et Boutin, 6/3/1877.
- 215 - Chambre de Commerce de Bordeaux, Marseille et Nantes, Note sur le projet de traité international des sucres, 9/3/1877;
- 216 - Sur les raisons du refus britannique: HESSE, op. cit. pp. 131-135.
- 217 - BOIZARD et TARDIEU, op. cit., pp. 178-182.- HESSE, op. cit. pp.123-135.
- 218 - L'augmentation de la consommation a été due, pour une large part, au sucrage des vins; BOIZARD et TARDIEU, op. cit. p. 177.
- 219 - Congrès Betteravier de 1882. Rapport de M. Mariage, I, p. 28.
- 220 - C C le Havre, C.R.T., Séance du 16/3/1883, lettre du 9/3/1883.
- 221 - C C Nantes, E. T., 31/8/1881,
- 222 -
- | | | |
|-----------|------------|---------------|
| Campagnes | Production | Acquittements |
| 1879-1880 | 277.911 | 270.861 |
| 1880-1881 | 330.869 | 281.689 |
| 1881-1882 | 393.268 | 299.687 |
| 1882-1883 | 423.193 | 333.888 |
| 1883-1884 | 473.675 | 322.365 |

Source: BOIZARD et TARDIEU, op. cit. p. 367.

- 223 - On ne traitait que la mélasse provenant du travail du sucre indigène (celle provenant du raffinage du sucre exotique était consommée directement). Le désucrage des mélasses n'était pas toujours très rémunérateur car les frais et la valeur de la mélasse dépassaient la valeur du sucre obtenu. Mais en augmentant cette valeur des droits que ce sucre ne payait pas, l'opération devenait rentable. Les raffineurs ont d'abord pratiqué l'osmose. Elle permettait de retirer par dialyse à peu près la moitié du sucre de la mélasse. D'abord exempts de tout impôt les sucres extraits des mélasses furent assujettis à un droit de 15 F (8/7/1871) porté ensuite à 25 F (20/12/1872). On a alors renoncé à traiter les mélasses. L'abrogation de la loi de 1872 (3/12/1875), a permis de remettre en marche des mélasseries que l'on a remplacées en 1880, par des sucrateries, où l'on formait des sucres décomposés ensuite par un courant d'acide carbonique.

224 -

	88°	Raffiné	Prix de revient de 100 kg de raffiné = 113,636 kg brut	Ecart
1881	58,67 F	73,22 F	66,66 F	6,56 F
1882	57,59	70,96	65,44	5,52
1883	51,88	65,44	58,93	6,69

Source: J.F.S., 23/7/1890.

- 248 - Méditerranée, CA, 11/9/1894.
- 249 - C C Marseille, Lettre adressée à M. le Ministre du Commerce par les délégués des Chambres du Commerce de Bordeaux, Marseille et Nantes, 11/6/1894.
- 250 - Saint-Louis, C A, 19/5 et 21/7/1894.
- 251 - J.F.S., 27/3/1895.
- 252 - Méditerranée, CA, 18/6/1896.
- 253 - Méditerranée, CA, 18/6/1896.
- 254 - Ibid., CA, 28/8/1896.
- 255 - Par extension, la détaxe a été accordée aux sucres bruts expédiés par fer ou canaux sur les raffineries de l'intérieur (c'était le cas de l'usine de Châlons-sur-Saône) par des fabriques situées à plus de 300 km en ligne droite de la raffinerie destinataire.
- 256 - Pour Bordeaux, cf. Chapitre VIII.
- 257 - C C Marseille, P. Desbief, 9/4/1897.
- 258 - Chambre des Députés, session extraord. séance du 1/12/1902, Annexe n° 523, Rapport fait au nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de la convention signée à Bruxelles le 5 mars 1902, et relative au régime des sucres, ainsi que du protocole de clôture, annexé à cette convention, par Maurice Berteaux, député.
- 259 - Conférence de Bruxelles, 1898, Procès-verbaux, Première séance, 7/6/1898
- 260 - A. FORET, L'industrie du sucre en France depuis la Convention de Bruxelles, p. 120.
- 261 - Conférence de Bruxelles, 1898, Procès-verbaux, séance du 11/6/1898.
- 262 - J. HEBERT, op. cit., p. 138.
C C Marseille, Rapport de P. Desbief présenté à la Chambre de Commerce de Marseille, le 30/9/1902.- Citant un article du "Berliner Tageblatt" du 5/6/1902, il écrivait: "La France n'ayant pas un réseau de chemin de fer très étendu, n'a pas d'autre moyen que les tarifs spéciaux pour donner à son industrie l'équivalent des réductions de tarifs concédés dans les autres pays exportateurs. Et il faut avouer que ces réductions, en Allemagne, constituent un plus grand avantage que les détaxes de distance en France".
- 263 - Edgard PARIS, Le régime des sucres. La Convention de Bruxelles. Les causes et conséquences, p. 92.
- 264 - F. PRIAUX, La question des sucres et les conventions sucrières de Bruxelles, p. 90.
- 265 - Ibid., op. cit., p. 70.
- 266 - E. PARIS, Le Régime des sucres ..., op. cit., p. 95.
- 267 - G. HEBERT, L'impôt du sucre..., op. cit., p. 192.
- 268 - Méditerranée, CA, 10/3/1902.
- 269 - Saint-Louis, CA, 22/6/1902.
- 270 - Saint-Louis, CA, 27/12/1902. C C Marseille, Séance du 13/1/1903, Rapport P. Desbief: Le régime des sucres et la Convention de Bruxelles devant le Sénat.
- 271 - S.I.C., 28/1/1908.

- 272 - Ibid., 14/1/1908.
- 273 - S.R.F., AG, 13/7/1907.
- 274 - Projet de loi déposé par le gouvernement - Exposé des motifs, 30/12/1907. J.O., 22/1/1908.
- 275 - S.I.C., 28/1/1908.
- 276 - Ibid., 4/2/1908.
- 277 - C.H., 27/8, 3 et 24/9/1911.
- 278 - Ibid., 29/10/1911.
- 279 - Ibid., 5/11/1911 et 25/2/1912.
- 280 - Ibid., 10/12/1911.
- 281 - Ibid., 26/11/1911. Les raffineurs étaient divisés, mais ils se sont ralliés à l'accord; S.R.F., AG, 22/11/1911.
- 282 - C.H., 24/12/1911.
- 283 - Ibid., 4/12/1911.
- 284 - Ibid., 18/2/1912.
- 285 - Ibid., 17 et 24/3/1912.
- 286 - Ibid., 4/8/1912.
- 287 - Ibid., 18 et 25/8/1912.
- 288 - Ibid., 21/1/1912.
- 289 - Chambre des Députés, Annexe au procès-verbal de la séance du 3 juin 1907.
- 290 - Saint-Louis, CA, 8/5/1907.
- 291 - C C Marseille, C.R.T., séance du 14/5/1907.
- 292 - Saint-Louis, CA, 30/5/1907.
- 293 - Ibid., CA, 9/7/1907.
- 294 - Rapport de J. Chailley fait au nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet de la loi portant fixation du budget général de l'exercice 1908.
- 295 - Saint-Louis, CA, 3/10/1907.
- 296 - Ibid., CA, 21/11/1907.
- 297 - Méditerranée, CA, 30/11/1907.
- 298 - Méditerranée, CA, 30/11/1907.
- 299 - Saint-Louis, CA, 19/12/1907.
- 300 - Méditerranée, AD, 26/3/1908.
- 301 - Ibid., CA, 17/12/1907.
- 302 - Ibid., CA, 24/1/1908.
- 303 - Saint-Louis, CA, 23/1/1908.
- 304 - S.I.C., 2/6/1908.
- | campagnes | Exportation (tonnes) | | | | | Total |
|-----------|----------------------|----------|--------|--------|---------|-------|
| | Marseille | Bordeaux | Nantes | Divers | | |
| 1902-1903 | 67.691 | 4.896 | 4.101 | 75.413 | 152.091 | |
| 1903-1904 | 63.446 | 4.084 | 4.567 | 71.825 | 143.922 | |
| 1904-1905 | 53.824 | 4.050 | 5.299 | 70.650 | 133.823 | |
| 1905-1906 | 84.806 | 4.572 | 6.191 | 81.194 | 176.765 | |
| 1906-1907 | 68.141 | 5.537 | 5.620 | 90.529 | 169.827 | |

304 - (suite)

campagnes	Sucres indigènes ayant bénéficié de la détaxe				
	Marseille	Bordeaux	Nantes	Divers	Total
1902-1903	78.868	18.062	15.621	8.224	120.775
1903-1904	98.081	17.936	17.026	14.635	148.178
1904-1905	64.734	14.768	13.314	17.304	110.120
1905-1906	97.547	17.666	18.248	21.114	154.575
1906-1907	62.043	17.792	5.861	17.707	103.403

305 - Saint-Louis, CA, 22/6/1908.

306 - S.I.C., 16/6/1908.

307 - C C Marseille, C.R.T., Protestation contre le projet de modification au Régime de l'Admission temporaire par la Chambre de Commerce de Marseille, 2/6/1908.

308 - Ibid., Lettres, de J. Thierry, 15/6/1908. A. Boyer, 15/6/1908; Peytral, 18/8/1908.

309 - Ibid., Lettre de P. Doumer, 19/6/1908, "... Vous pouvez être assuré que je tiendrai compte des vœux de la Chambre de commerce".

310 - S.I.C., 18/8/1908.

311 - AN F 12 8572, Préfet, 24/11/1909.

312 - Chantenay, Instruction affaire contre Raffinerie de Chantenay, G. Billard, raffineur à Nantes, Chevillote frères, armateur à Brest, R. de Bollard, agent à Nantes de MM. Chevillote frères, sur la plainte de l'Administration des Douanes de Nantes. Rapport des experts, 171 p.

313 - C.H., 21/5/1911; ibid., 11/6/1911.

314 - Le Petit Phare, 8/12/1907.

315 - Chantenay, Syndicat du Commerce des Sucres à Paris, Note sur les détaxes de distance, Ed. Moutard, 6/1/1908.

316 - C.H., 21/8/1910.- S.I.C., 23 et 30/8/1910. C.H. 1/1/1911.

317 - C C Marseille, P. Desbief au Ministre des Colonies, 12/4/1911.

318 - Chantenay, Contrats d'achat faits par Chantenay pour la campagne 1906-1907. Ibid., Meeus à Lemesle, 2/1/1913.

319 -	Saint-Louis	Méditerranée	fonte totale	dont exotiques	%
1902	-	-	117.519	-	-
1903	-	-	129.385	-	-
1904	-	-	131.249	43.209	32,92
1905	-	-	113.513	39.060	34,41
1906 I	65.905	21.905	142.003 ^x	54.152	38,13
Ex	38.068	16.084			
1907 I	48.598	12.504			
Ex	36.188	22.713	120.005	58.902	49,08
1908 I	55.549	12.092			
Ex	39.215	18.998	125.855	54.124	43,07
1909 I	60.150	13.124			
Ex	34.697	21.815	130.148	56.513	43,42
1910	-	-	104.213	-	-
1911 I	33.078	10.608			
Ex	57.908	23.495	125.081	81.893	65,47
1912	-	-	137.335	-	-
1913 I	61.060	22.142			
Ex	52.289	17.406	153.870	70.396	45,75

Source: Tableau général du commerce et de la navigation, notices

319 - (suite) Marseille.

x : dont 140 tonnes fondues par la Raffinerie Moderne.

I : indigènes - Ex : exotiques.

320 - C C Nantes, S.C.I., 1899.

321 - Ibid., ... 1900.

322 - Ibid., ... 1913.

323 - Importations des colonies (tonnes).

	Réunion	Martinique	Guadeloupe	Total
1899	19.138	4.273	11.288	35.779
1900	13.503	560	12.430	29.041
1901	12.048	2.174	15.595	31.952
1902	10.460	4.664	20.626	37.214
1903	22.813	7.969	20.148	53.270
1904	19.066	18.565	28.928	66.694
1905	12.699	11.882	13.385	39.318
1906	11.475	12.916	32.972	57.995
1907	17.595	15.135	27.810	61.240
1908	24.720	16.846	22.142	64.134
1909	17.020	17.006	14.944	49.571
1910	15.385	17.463	30.513	63.658
1911	21.513	15.239	25.876	62.957
1912	19.066	18.565	28.928	66.694
1913	14.248	18.744	20.275	53.380

Source : C C Marseille, S.C.I. Les sucres de Mayotte et d'Indochine sont compris dans le total.

324 - C C Marseille, C.R.T., 14/5/1907, P. Desbief, Rapport - Détaxes de distance en faveur des sucres coloniaux et indigènes.

325 - Ibid., C.R.T., 10/4/1909.

326 - Ibid., C.R.T., lettre du 16/7/1909.

327 - Méditerranée, AG, 30/3/1909.

328 - Saint-Louis, CA, 29/8.1910.

329 - C C Marseille, S.C.I., 46.957 tonnes en 1912 et 17.886 tonnes en 1913.

330 - M.C.S. Ch. Rostand, p. 11.

Nature des sucres acquittés de 1816 à 1913

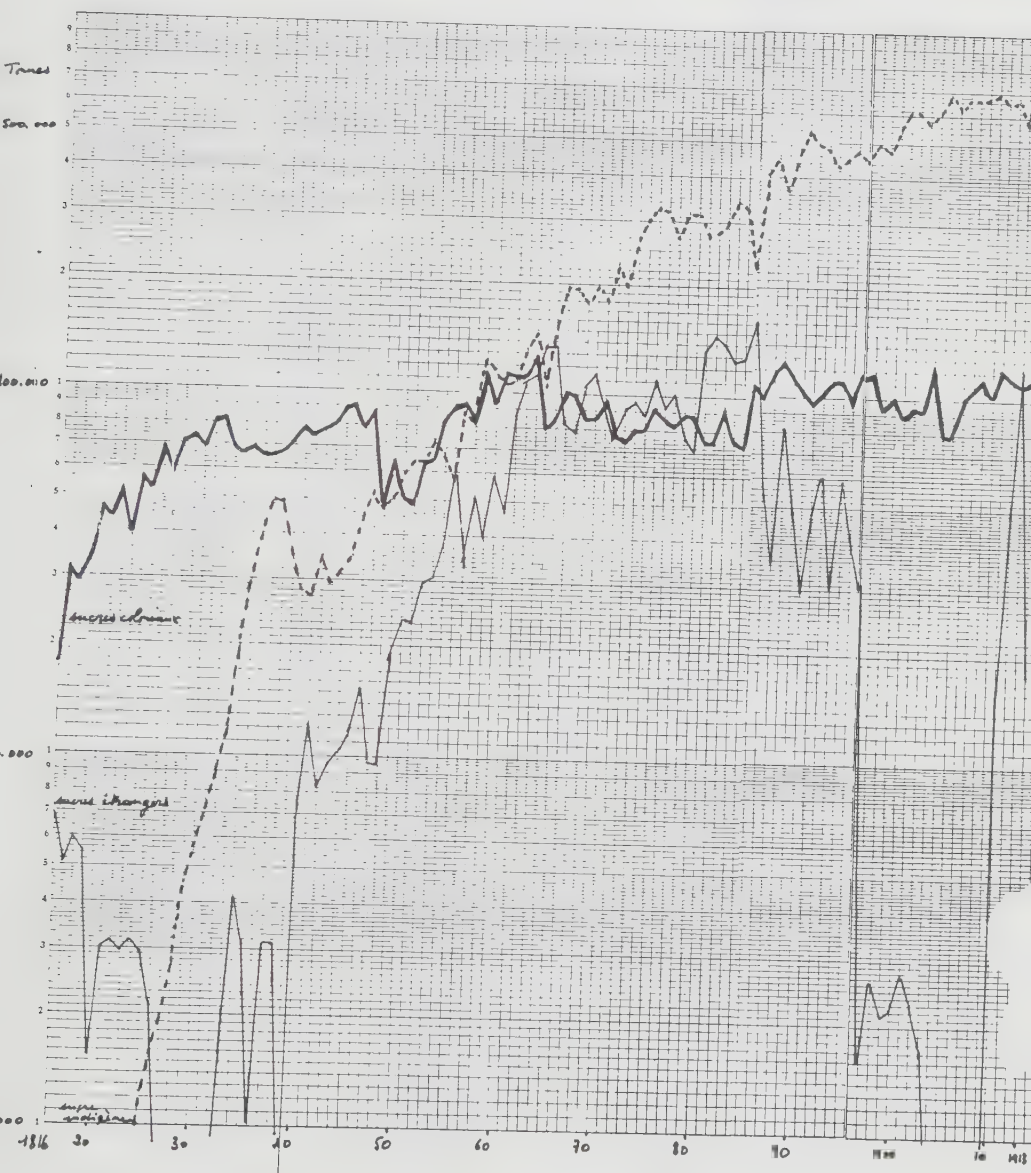


TABLEAU N° 1

Nature des sucres acquittés de 1816 à 1913 (tonnes).

Années	Sucres coloniaux	Sucres étrangers	Sucre indigène
1816	17.670	6.910	
1817	31.420	5.120	
1818	29.950	6.070	
1819	34.360	5.400	
1820	47.050	1.570	50
1821	43.370	3.070	100
1822	52.300	3.180	300
1823	38.500	3.000	500
1824	56.880	3.150	800
1825	53.190	2.900	1.000
1826	69.320	2.150	1.500
1827	59.370	640	2.000
1828	70.920	680	2.700
1829	74.010	530	4.400
1830	68.880	780	5.500
1831	81.290	450	7.000
1832	82.250	350	9.000
1833	19.920	1.590	12.000
1834	66.480	4.370	20.000
1835	69.340	3.290	30.000
1836	66.190	1.010	40.000
1837	66.490	3.340	49.000
1838	68.150	3.310	49.200
1839	71.610	660	35.000
1840	78.450	6.670	28.100
1841	74.510	12.040	27.200
1842	77.440	8.210	35.100
1843	79.460	9.610	29.200
1844	87.380	10.270	32.100
1845	90.960	11.540	35.100
1846	78.630	15.180	46.800
1847	87.930	9.630	52.400
1848	48.370	9.540	48.100
1849	65.350	18.980	50.100
1850	51.170	23.560	59.800
1851	48.450	23.400	64.100
1852	64.020	29.800	64.100
1853	65.680	30.900	73.800
1854	82.210	38.070	67.400
1855	90.750	59.650	56.500
1856	93.530	32.900	88.500
1857	84.960	51.280	81.100
1858	116.250	39.530	123.900
1859	93.290	59.650	111.700
1860	115.190	46.680	106.100
1861	113.330	85.430	109.300
1862	104.940	109.150	132.800
1863	127.460	112.900	144.900
1864	80.230	134.900	104.400
1865	84.440	134.780	157.200
1866	100.320	82.520	197.400
1867	99.440	78.400	194.400
1868	85.830	105.650	177.900
1869	86.050	115.730	198.100
1870	94.810	93.800	178.700

1871	77.650	79.690	229.000
1872	75.390	90.680	198.500
1873	80.990	99.210	270.100
1874	80.830	78.040	304.300
1875	92.550	112.000	329.000
1876	86.860	92.420	321.300
1877	83.070	101.770	271.400
1878	88.600	78.030	319.800
1879	87.920	71.460	316.200
1880	74.660	134.510	270.900
1881	74.520	147.030	281.500
1882	92.110	141.670	299.700
1883	76.190	124.500	333.900
1884	73.930	128.210	322.400
1885	109.690	159.550	225.900
1886	98.010	57.220	407.400
1887	119.240	35.170	452.600
1888	125.950	81.810	369.200
1889	110.410	48.250	456.900
1890	102.540	29.900	536.900
1891	95.300	48.120	495.600
1892	101.020	59.850	481.500
1893	110.740	31.160	430.200
1894	110.810	58.530	452.900
1895	95.420	41.940	474.800
1896	116.580	31.700	452.300
1897	118.950	1.600	491.110
1898	93.730	2.660	478.000
1899	104.270	1.770	547.040
1900	93.320	1.400	617.550
1901	96.330	1.470	601.190
1902	98.890	910	574.700
1903	129.570	940	607.670
1904	77.930	120	684.840
1905	80.660	120	623.580
1906	100.000	410	675.170
1907	107.390	10	672.250
1908	114.610	60	674.540
1909	103.600	500	693.200
1910	122.830	16.970	647.820
1911	115.990	48.180	674.440
1912	114.700	122.510	576.160
1913	93.830	16.770	812.760

Sources : AN F 12 2546 (1816 à 1830) - Chambre des Députés, Séance du 21/4/1886 (Annexes). - Documents statistiques publiés par l'Administration des Douanes. Annuaire statistique de la France, 1951, p. 260.

x Les quantités sont exprimées en sucre brut.

CHAPITRE II

LE PROGRES TECHNIQUE DANS LE RAFFINAGE DU SUCRE.

1- Les innovations fondamentales (début du XIXe siècle - vers 1860).

A- Le raffinage du sucre en France jusqu'aux années 1830.

C'est à la fin de l'Empire que les techniques du raffinage du sucre ont commencé à évoluer. A cette époque, le traité de DUHAMEL du MONCEAU (1) restait encore le livre de chevet de la plupart des raffineurs dont la tâche était d'achever l'épuration des sucres bruts.

L'évolution de la clarification et de la cuite.

Les sucres arrivaient dans des barriques qui étaient emmagasinées dans une vaste remise au sol dallé et en pente, où des canivaux rassemblaient dans un bassin le sirop qu'elles continuaient à perdre. Suivant les besoins, on vidait les boucauts dans un ou deux "bacs". Les sucres gras ou très colorés et les emplâtres qu'on devait briser à la hâche ou au pilon étaient mis à part. On procédait ensuite à la défécation ou clarification dans un atelier appelé quelquefois laboratoire. En 1815, la plupart des entrepreneurs pratiquaient encore l'ancienne méthode de raffinage (2). Ils faisaient couler de l'eau mêlée de chaux (1 volume d'eau pour 2 de sucre) dans une chaudière à clarifier - cylindre à fond plat, au diamètre à peu près égal à la profondeur, dont la bordure était très évasée pour empêcher la sortie des écumes. On allumait le feu, puis on brassait avec un mouveron le mélange d'eau et de sucre que des hommes apportaient dans des baquets, pour en activer la dissolution. Au bout de 3/4 d'heure, on versait dans la chaudière du sang de boeuf (environ 3/4 de litre pour 100 kg de sucre) et des blancs d'oeufs battus - cela pour faire monter les écumes à la surface. Il s'agissait en fait, de toutes sortes d'impuretés séparées par la chaux et prises ensuite dans la coagulation du sérum du sang et de l'alumine. Avec l'aide "d'écumeresses" on les réunissait dans la chaudière à écumes. Si la liqueur n'était pas assez limpide, on donnait des

"couvertures" - c'est à dire que l'on recommençait l'opération en ajoutant un peu de sang.

Ensuite, pour enlever au sirop ses dernières impuretés, on le faisait passer à travers un drap de laine, le "blanchet", qui tapissait la paroi intérieure d'un grand panier en osier suspendu par des barres de fer au-dessus de la chaudière à clairce.

La filtration achevée, se déroulait la partie la plus délicate du travail du raffineur: la cuite. Elle s'opérait dans une chaudière à cuire, qui ressemblait à celle à clarifier - moins l'évasement. Dans cet ustensile trop grand et surtout trop profond, les sirops étaient soumis à un chauffage qui durait trop longtemps et à un degré de cuite très élevé (85-86°). Souvent, ils montaient et donnaient des "cuites folles". On diminuait alors l'intensité du feu tout en jetant dans le jus un peu de beurre ou d'huile d'olive pour arrêter le boursoufflement de la masse en ébullition. Malgré ces précautions, les parties les plus exposées à la chaleur se caramélisaient fréquemment, d'où des pertes. De temps en temps le cuiseur soumettait le bouillon à la "preuve" (3). Enfin, avec des "puisoirs", on remplissait des bassines pour transporter à bras d'homme le sirop dans les rafraichissoirs. Pour épuiser les écumes provenant de la clarification et les impuretés qui restaient dans le blanchet, on les remettait avec de l'eau de chaux dans la chaudière à clarifier, puis on filtrait et cuisait le mélange.

Au début du XIXe siècle, une découverte - celle des propriétés décolorantes du charbon - et une invention - celle de la chaudière à bascule - vont ouvrir de nouvelles perspectives aux entrepreneurs. Dès 1791, le chimiste russe Lowitz avait montré que la poudre de charbon végétal permettait d'enlever les odeurs aux substances animales putrides et de décolorer des substances organiques. En 1811, Pierre Figuier, professeur de chimie à l'Ecole de Pharmacie de Montpellier, prouvait que le charbon animal obtenu en calcinant dans un creuset fermé des os de boeuf et de mouton, pouvait exercer une action beaucoup plus énergique que celle du charbon végétal. En 1812, son procédé fut expérimenté avec succès par Derosne dans une sucrerie de betteraves; mais dès 1805, Guilloa, raffineur de sucre à Orléans avait préconisé l'emploi du charbon en poudre pour décolorer les sirops. En 1810, installé à Paris, il perfectionna son procédé (4).

Il fallait 8 à 10 kg de noir fin par quintal de sucre. Peu à peu la chaudière à clairce, l'écumage et le passage au blanchet disparaissaient en même temps que se répandait l'usage des filtres Taylor mis au point en Angleterre de 1815 à 1824 (5). Ceux-ci se composaient d'une caisse, doublée intérieurement de cuivre; dans sa partie infé-

rière, elle était percée d'ouverture où l'on fixait des sacs. Le sirop arrivait dans la caisse et s'écoulait dans ces sacs qui jouaient le rôle de filtre. On isolait ainsi, le noir chargé d'impuretés (6). Cet appareil avait l'avantage de posséder une surface filtrante considérable sur un très petit espace. Le noir en poudre présentait cependant quelques inconvénients: il coûtait cher et ne pouvait être utilisé qu'une seule fois.. Il ne supprimait pas l'emploi du sang et la décoloration de la clairce restait imparfaite. On a essayé alors de la filtrer sur du noir fin, mais ce n'était guère rentable, aussi ce système fut-il rarement adopté par les raffineurs.

Par contre, celui, construit par Dumont en 1828 s'est rapidement généralisé. Il avait conçu des filtres cylindriques - beaucoup plus hauts que larges, munis d'un double fond perforé et remplis de noir en grains. Le liquide sucré passait à travers le "gros noir" en abandonnant les matières colorantes qu'il contenait (7). C'est peut-être d'ailleurs sa seconde découverte qui a consacré le succès de son invention. Dumont, en effet, a réussi à revivifier des noirs par une simple calcination; régénérés, purifiés, ils garnissaient de nouveau les filtres qui portent son nom.

Quant à la chaudière à bascule créée en 1810 par Astier, un pharmacien de l'Armée Impériale, et par le raffineur Guillon, elle permettait d'éviter en partie la caramélisation des sirops (8). En cuivre rouge, de forme ovale, elle avait peu de hauteur, mais un grand diamètre. Elle portait un bec et pouvait basculer sur son axe par le jeu d'une chaîne glissant sur une poulie. Son fond était presque entièrement exposé à l'action directe du feu (d'où une cuisson plus rapide) car l'ouverture de son fourneau était à peu près identique aux dimensions de la chaudière. Mais la chaleur et le contact des jus sucrés avec l'air, rendaient encore bien difficile le travail, et, surtout ce type de chaudière consommait beaucoup de charbon (9). Malgré ces désavantages son usage va se répandre dans presque toutes les raffineries de France (10).

La finition des pains de sucre dans l'empli et les garniers.

Les travaux de l'empli et des garniers suivaient la cuite. Depuis DUHAMEL du MONCEAU, les procédés n'avaient guère changé. L'"empli" était une pièce carrelée avec soin, en communication directe avec l'atelier des chaudières. On sortait le sirop des rafraichissoirs avec des "pucheux", pour le verser dans des bassines appelées "becs de corbin", qui reposaient sur des "canapes". Puis on remplissait les "formes"

- vases coniques percés d'un trou, à l'origine en terre cuite. La grandeur des formes était réglée par la qualité des sucres à recevoir. Les plus grandes étaient destinées aux produits inférieurs, les petites servaient aux belles sortes. Solution rationnelle, car les sirops les plus pauvres devaient être mis à cristalliser en plus grande masse, pour éviter la formation d'un magma épais, qui ne se purgerait pas des mélasses qu'il contenait (11). Vers 1840, l'usage des formes en tôle peinte s'est généralisé. Elles évitaient les longues et délicates préparations destinées à empêcher l'adhérence des pains et l'absorption des sirops par la poterie: remplissage avec de l'argile, nettoyage et bain dans l'eau des bacs à formes. Ensuite on pratiquait l'opalage: avec un grand couteau en bois, on détachait le sucre des parois des formes et l'on cherchait à répartir d'une façon égale les cristaux dans la masse. Par le "tracas", une chaîne sans fin (garnie de cercles de fer), distribuait les formes dans les greniers. Mais souvent, des hommes se passaient les formes de mains en mains, d'étage en étage.

Dans les greniers on ôtait la tape et on perçait la pointe du pain à l'aide d'une cheville de bois dur, la "manille". Ensuite les formes étaient placées sur un pot à fond large pour faciliter l'égouttage. Au début la mélasse s'écoulait avec abondance et au bout de 10 à 12 heures, la "patte" était sèche et virait du rouge brun au jaune clair. Après avoir ramené la température à 25°, on laissait purger. En 6 à 7 jours, chaque forme perdait environ le quart du poids de sa masse. C'était le sirop vert ou sirop d'égout de cristallisation. Pour ne pas que la chaleur nuise au sucre, on abaissait la température à 20°.

Dans les années 1830, on a perfectionné le travail dans les greniers en utilisant pour l'égouttage des planchers lits de pains. Dès 1861, en Angleterre, James Bell avait imaginé les rigoles d'égout, mais leur usage ne s'était pas propagé en France. Par contre, les planchers lits de pains inventés par Bayvet et modifiés par Leroux-Dufié, tous deux raffineurs à Paris, ont tout de suite été adoptés. Ils remédiaient en effet, aux inconvénients de la purge sur les pots qui exigeait beaucoup de temps et d'argent (12).

Le plancher lits de pains était une sorte de coffre de bois, dont la partie supérieure était percée de trous destinés à recevoir la pointe des formes. Le plancher, ou fond inférieur, enclavé en gouttière et doublé de lames de zinc, servait à conduire les sirops d'égout dans des conduits, dont certaines parties étaient mobiles, afin que l'on puisse changer la direction de l'écoulement vers des réservoirs particuliers à chacun des sirops (13).

Les manipulations étaient simplifiées, épargnant ainsi une main d'oeuvre coûteuse. Dans une raffinerie où l'ancien système nécessitait 60 ouvriers, 40 suffisaient avec les lits de pains. L'économie était de 50 F par jour et de 15.000 F par an. Pour fabriquer 10.000 pains, il fallait alors 14.000 pots (dont 4.000 de rechange). Ces pots coûtaient 9.500 F (soit à peu près un franc par pain). L'appareil Leroux-Dufié revenait environ à 1,50 F par pain, mais les frais d'entretien et de réparation n'excédaient pas 1 % par an, alors qu'avec la casse on renouvelait 11 à 12 % de la poterie. Il y avait donc encore économie (14). Enfin, la promptitude d'écoulement des sirops les empêchait de fermenter, ce qui arrivait presque toujours par suite du long séjour dans les pots. Ainsi les raffineurs ont tiré des avantages considérables du procédé.

Après la purge, les sucres étaient terrés. On "lochait" d'abord les pains, c'est à dire qu'on les détachait de la forme, en choquant la base sur un billot de bois. Ensuite, il fallait faire les fonds. Avec la lame plate d'un riflard, on grattait la croûte de la patte pour l'égaliser, puis on étendait une couche de sucre - sucre terré - et de débris du lochage, le tout pilé et criblé. Ce mélange était tassé avec une truelle ronde pour remplir la "fontaine" - vide produit par le retrait du sucre à la cristallisation. Pour terrer, la base du pain était recouverte d'une couche d'argile délayée dans de l'eau. Celle-ci s'écoulait lentement et saturait les fonds, formant un sirop blanc qui s'infiltrait sous le pain, dissolvant le sucre incristallisable, les matières étrangères solubles et colorantes, sans prendre le sucre incristallisable, puisqu'il était saturé. Chaque pain subissait deux ou trois terrages. Le sirop qui s'écoulait se nommait "sirop couvert". L'opération durait environ 24 jours.

Cela immobilisait des capitaux considérables. Aussi peu à peu, au terrage, s'est substitué le clairçage, procédé de lavage des cristaux, par une solution de sucre. La clairce était préparée d'avance à la température des greniers et non pas à chaud, car alors, elle contenait toujours du sucre incristallisable, qui risquait de détruire la cohésion du pain et de la faire "tomber" à l'état pulvérulent. Pour éviter ce danger, on appliquait ensuite une seule terre. On obtenait ainsi de beaux produits. Le clairçage demandait 8 jours, avec un terrage, cela faisait 16 jours. Le raffineur gagnait ainsi 8 jours dans sa fabrication, d'où une rotation plus rapide du capital.

Le clairçage terminé, on couchait chaque forme dans une petite caisse de bois doublée en laiton et destinée à recevoir les débris. Un

ouvrier égalisait et nettoyait la base du pain à l'aide d'un riflard. C'était le plamotage. Ensuite, on lochait quelques pains pour s'assurer qu'ils étaient bien égouttés, puis on détachait les autres des formes. Douze heures après, les pains étaient retournés et posés sur leur base, toujours avec leurs formes; pour faire redescendre le sirop de la pointe vers l'axe du cône et au bout de 24 heures, ils étaient remis sur la pointe. Ils restaient ainsi pendant deux ou trois jours et on les renversait encore pendant 24 heures, en ayant pris soin de placer sous chaque pain un carré de papier fort. Toutes ces manipulations avaient pour but de disséminer également le sirop resté dans la masse du pain. Enfin, on enlevait les formes. Les pains, recouverts d'un capuchon de papier pour protéger leur "robe" des saletés, demeuraient exposés à l'air pendant une journée, avant d'être portés à l'étuve.

C'était une construction carrée ou rectangulaire, sorte de cheminée qui s'élevait aussi haut que les bâtiments des greniers avec lesquels elle communiquait. Elle était compartimentée en petits étages formés par des liteaux en bois reposant sur des solives scellées dans les murs. Un tracas permettait d'arrimer les pains. Au rez-de-chaussée, un énorme poêle surmonté d'une plaque de fonte chauffait l'ensemble.

Chaque étuve contenait 2 à 4.000 pains. La dessiccation était une opération délicate. L'air devait être progressivement réchauffé, car il ne fallait pas de brusques changements de température: le froid fendillait la surface des pains, tandis qu'une trop grande chaleur détruisait la cohésion des cristaux et faisait tomber les pains à l'état pulvérulent. L'important dans l'étuve n'était pas la chaleur, mais le renouvellement de l'air. L'étuvage durait environ dix jours, ce qui entraînait de grosses dépenses de combustibles.

Une fois refroidis, les pains étaient transportés à la chambre à plier. Un tri et une pesée suivaient. Ensuite, les pains pour l'exportation étaient enveloppés avec un papier violet et ceux destinés à la consommation, avec du papier bleu. Enfin, ils étaient rangés dans des casiers pour l'expédition.

Les produits du raffinage.

Les beaux produits du raffinage étaient connus sous le nom de "sucre mélis", "quatre cassons" ou "raffinade". Les épiciers avaient l'habitude de couper les pains de sucre en 4 morceaux dans le sens de leur axe, d'où le nom de sucre des quatre cassons. Au XVIII^e siècle, on raffinait deux fois pour obtenir du sucre "royal", appelé aussi "double raffinade".

Les résidus de la fabrication des pains, sirops verts et sirops couverts, rentraient dans de nouvelles opérations de raffinage qui donnaient des produits inférieurs: les "lumps", les "bâtardes" et les "vergeoises". Enfin, après l'épuisement des sirops, il restait la mélasse.

Pour fabriquer des lumps et des bâtardes, le raffineur mêlait pour la fonte les sirops verts des mélis, les sirops couverts provenant du terrage de lumps et de bâtardes, les pointes brunes de ces deux sortes de sucre, le brut sirupeux du dépotage et, enfin, les gratture des emballages (15). Pour obtenir des lumps de première qualité, on ajoutait des sirops frais de première et seconde couverture de mélis. Ensuite se déroulaient toutes les opérations habituelles de raffinage, mais on utilisait moins de noir fin et de sang dans la clarification et le chargement des lumps était plus riche que celui des bâtardes. Après la cuite, les sirops cristallisaient dans de grandes formes. On n'opulait qu'une fois, mais on primait deux fois. Les lumps subissaient trois terrages (ou trois clairçages) tandis que les bâtardes ne recevaient que deux couvertures. On tranchait la pointe restée brune pour la refondre. Chaque terrage demandait une dizaine de jours. On distinguait les bâtardes blanches et les bâtardes vertes.

Les vergeoises étaient des produits de qualité inférieure, roux et pulvérulents. Elles étaient fabriquées avec les sirops verts et les sirops couverts des lumps de deuxième choix et des bâtardes. La cuite était plus serrée, et on n'opulait pas. La cristallisation était lente et on ne primait que deux jours après l'empli (2 ou 3 fois d'ailleurs). On laissait sans claircer la purge en vert durant 6 à 7 semaines (et il fallait maintenir une température de 40 °). Enfin, on lochait les pains, puis on les réduisait en poudre (pilage). Les vergeoises, le plus souvent, retournaient à la chaudière avec des sucres bruts.

A Marseille, les raffineurs préparaient du sucre tapé avec leurs plus belles bâtardes. Elles étaient râpées, ensuite, la poudre était tassée dans de petites formes de 3 KG, puis, on foulait avec un pilon. Ces pains étaient très appréciés en Grèce et en Orient (16). Toutefois, Forbin-Janson utilisait des mélis pour fabriquer du sucre tapé (17).

La durée du raffinage et les rendements.

La fabrication de tous ces produits demandait beaucoup de temps. Payen estime que dans les années 1820, il fallait 40 jours pour fabriquer un pain. Vers 1830, 24 à 32 jours suffisaient grâce au clairçage (18). Au début du siècle un raffineur avait besoin de 50 à 60 jours pour achever son travail (19). Ainsi, la rotation du capital s'était accélérée, mais la mise en oeuvre de lumps, bâtardes et vergeoises,

(sans parler des mélasses) encombraient les ustensiles pendant plusieurs mois et immobilisait d'importants fonds. Le problème essentiel du raffineur était donc celui du rendement des sucres bruts.

Dans les années 1820, celui-ci était encore très faible, surtout à Marseille (20), où l'on raffinait les basses nuances, mais dès 1826, cette infériorité du grand port semblait avoir disparu (21). A Nantes, vers 1823, le rendement moyen était comparable à celui de Marseille (22); mais au Havre en 1828, il était légèrement supérieur (23). Pour 1829 on a une estimation d'ensemble du rendement et du produit des 17 raffineries de Marseille (24).

				Prix de vente (F) (100 kg)	Total F
fonte	10.000 tonnes	%			
pains	4.000 -	40	225		9.000.000
lumps ou bâtarde	2.400 -	24	215		5.160.000
vergeoises	1.400 -	14	100		1.400.000
mélasse	2.000 -	20	22,5		450.000
déchet		2			
chiffre d'affaires					16.010.000
coût du sucre brut (10.000 tonnes à 140 F)			14.000.000	}	15.875.000
frais de fabrication (18,75 F par 100 kg)			1.875.000		
profit net					135.000

Dans les années qui ont précédé l'adoption de la cuite dans le vide, le rendement au raffinage n'augmentait plus. Il ne dépassait pas 42 % pour les pains, 20 à 21 % pour les lumps et bâtarde, 14 % pour les vergeoises et 22 à 23 % pour les mélasses et le déchet (25).

Vers 1830, la technique du raffinage se résume en une série de manipulations où l'ouvrier raffineur joue physiquement un rôle essentiel. L'aide de quelques ustensiles (peut-on parler de machines?), dont le type le plus achevé est la chaudière à bascule, n'empêche pas son art d'être encore bien artisanal. Seule, l'utilisation sur une grande échelle de procédés chimiques (décoloration par le noir animal), donne à son activité un caractère industriel. Le rythme de l'innovation semblait si lent, qu'en 1829, on écrivait que depuis 25 ans, les techniques étaient stationnaires et que " la plupart des raffineurs tripotent encore le sucre brut comme on le faisait jadis à Orléans et ne le raffinent point" (26).

B- La cuite dans le vide et ses conséquences.

Le problème de la mélasse.

Il est vrai qu'une partie du sucre cristallisé passait dans la mélasse, résidu en principe incristallisable qui se présente sous l'aspect d'un "gros sirop" coloré, gras et visqueux. On a beaucoup discuté de son origine et de sa formation. Dès 1789, deux thèses se sont affrontées. L'une prétendait que le sucre incristallisable persistait dans la canne, l'autre qu'il apparaissait sous l'effet d'une chaleur mal appliquée qui favorisait la fermentation des sirops (27).

Les sucres bruts proviennent de la cristallisation du saccharose dans une eau-mère impure. Mais ils contiennent aussi d'autres matières qualifiées de non sucre. Celui-ci comprend les cendres, les sucres réducteurs et le non-sucre organique. La quantité de sucre raffiné que l'on peut extraire de 100 kg de sucre brut dépend de la quantité de saccharose contenue dans le brut (d'ailleurs elle n'est pas totalement extractible puisqu'il reste une partie dans la mélasse) et de la quantité et de la nature du non-sucre et de celui qui aurait pu être ajouté, ou formé ou enlevé au cours du raffinage. L'affirmation de J. Paul, qu'aucune des nombreuses recherches et théories sur la formation de la mélasse n'a pu encore élucider ce problème", semble encore vraie aujourd'hui (28).

Toutefois, les progrès de la chimie ont montré que toutes les cannes à sucre contenaient une diastase: l'invertine. Il s'agit, en fait de sucres réducteurs, qui favorisent par leur présence, l'inversion, c'est à dire le dédoublement du saccharose en glucose et en lévulose. Le sucre cristallisable est ainsi transformé en sucre incristallisable. Le rendement au raffinage dépendait donc de la qualité de la matière première, mais la méthode de raffinage employée et le soin apporté à son application ont, peu à peu, joué un rôle déterminant dans le résultat. Vers 1830, les procédés rudimentaires de fabrication des sucres coloniaux fournissaient des produits difficiles à travailler et les techniques du raffinage n'étaient pas suffisamment élaborées pour empêcher la formation souvent excessive de mélasse.

Le raffineur s'est tout d'abord efforcé de préserver le sucre des altérations auxquelles l'exposait l'action prolongée du feu pendant la cuite. En Angleterre, dès 1815, TAYLOR et MARTINEAU ont construit un appareil où l'évaporation se faisait à l'aide de vapeur d'eau à haute pression, passant dans des serpentins de cuivre placés au milieu des sirops, dans une chaudière à air libre. Ce procédé favorisait une con-

centration rapide du sirop. Il ne brûlait pas les matières, mais la charge restait exposée à une trop grande température (de 100^a à 115^a) pendant une heure et demie. La masse cuite se colorait et il se formait encore beaucoup de mélasse. Néanmoins, l'économie réalisée demeurerait appréciable (277.500 F pour une fonte de 3.000 tonnes) (29). A Nantes, Louis SAY avait adopté ce système dès 1823 (30).

La cuite dans le vide.

C'est l'apparition d'appareils à cuire dans le vide les sirops à basse température qui a fait du raffinage du sucre une industrie de type moderne. Le raffineur Charles Howard appliqua ce procédé en Angleterre dès 1812 (31). Son appareil se composait d'une chaudière d'évaporation sphérique dont la partie inférieure était enveloppée d'une sphère concentrique formant un double fond où arrivait la vapeur. Le vide était produit par la condensation de la vapeur et entretenu par une pompe à air qui chassait la vapeur résultant de l'évaporation des sirops. La concentration des jus était rapide et elle s'opérait à l'abri du contact de l'air et à une température peu élevée. On atténuait la fermentation et, ainsi, la formation de la mélasse. Mais après l'opération, il fallait réchauffer la masse cuite jusqu'à 80^a pour la verser dans les formes (32).

En 1827, un jeune raffineur de Paris, Léon, à son retour de Londres, révéla l'immense supériorité du procédé. Pour un travail de 1.000 tonnes, le chiffre d'affaires passait de 1.710.000 F à 2.033.200 F, soit une différence de 323.000 F auxquels s'ajoutaient 58.120 F d'économie sur les frais de fabrication (33). La cuite dans le vide diminuait le taux de mélasse (pas plus de 14 %) et donnait au raffinage des produits de qualité supérieure (34). Mais cet appareil exigeait beaucoup d'eau et de combustible et sa pompe à air n'était pas vraiment au point (35). Howard a joué un rôle de pionnier, d'autres comme Roth, Pelletan, Degrand, Brame-Chevalier, Derosne et Cail surtout, ont ensuite perfectionné son invention.

C'est dans les années 1830 qu'en France la cuite dans le vide a commencé à se répandre, mais en 1834, la cuite à feu nu l'emportait encore un peu partout (36). Toutefois, les raffineurs de Paris et de Marseille ont très vite adopté le nouveau procédé; de même à Honfleur, dès 1833, Lacoudrais et Lecarpentier l'utilisaient (37).

A Marseille, en 1823, Degrand, un ingénieur, avait monté un système à cuire dans le vide chez les frères Reybaud, mais un de leurs associés, inquiet de la dépense, s'était opposé à l'achat d'une machine

à vapeur, aussi on chauffait l'appareil à feu nu (38). En vain, Degrand déplorait "l'espèce de puissance magique" que les raffineurs attribuaient à la chaudière à bascule. Il fallait attendre que les esprits se fassent peu à peu au progrès. En 1832, Grandval s'est équipé d'un appareil Roth et Degrand a pu installer le sien chez Reybaud. Il permettait de fondre 1.300 tonnes de sucre par an. Avec des bruts assez ordinaires, on obtenait de très beaux raffinés et des bâtarde et des vergeoises magnifiques. La mélasse était ni amère ni odorante comme celle fournie par la cuisson à feu nu. L'appareil coûtait moins cher que celui de Roth et il économisait 50 % de charbon. Tiers, Gavot et Gallamand ont aussi adopté la chaudière Degrand qui a donné chez eux de bons résultats. Or Grandval lui-même, en a commandé une et il a détruit celle de Roth, qu'il avait fait venir à grands frais de Paris (40).

Roth avait imaginé de condenser les vapeurs par une injection d'eau froide et il supprima la pompe à air (41). Mais son appareil consommait une trop grande quantité d'eau. Degrand avait voulu remédier à cet inconvénient en opérant la condensation par un commencement d'évaporation du sirop avant son entrée dans la chaudière (42). Cet appareil, comme tous ceux où le vide est produit par la vapeur seule, ne donnait pas encore de résultats suffisants (43). Trappe et Louvrier-Gaspard ont alors employé un condenseur barométrique permettant d'utiliser une pompe qui ne recevait pas d'eau chaude, ce qui évitait la dépression due aux substances solides qui s'incrustaient dans les organes (44). Le meilleur système de cuite fut néanmoins réalisé par MM. Derosne et Cail, en combinant les appareils d'Howard et de Degrand (45). Le vide était produit et maintenu dans la chaudière par une pompe à air et la vapeur était condensée par la transmission de la chaleur, au travers des parois d'un serpent, aux sirops qui s'évaporaient (46).

A Nantes, les raffineurs ont adopté plus tardivement la cuite dans le vide. En 1836, Les SAY et J. B. Etienne ont installé rue Grande Biesse deux chaudières Degrand modifiées par Derosne et Cail (47), mais ce n'est qu'en 1840, que Ch. Massion a reconstruit entièrement son établissement en l'équipant des machines les plus modernes - il avouait d'ailleurs qu'il aurait dû le faire depuis longtemps (48).

Les conséquences.

Pour J. B. Dureau, excellent observateur des choses du sucre, l'appareil à cuire dans le vide, fort contesté par les petits raffineurs "en tablier blanc de Nantes et de Bordeaux"... "dont l'usine aurait tenu dans le laboratoire d'un confiseur de la rue des Lombards" a été un

des facteurs déterminant de la concentration dans le raffinage du sucre (49). "Les raffineurs qu'on voyait humer l'air entre deux cuites, se montraient partisans féroces des poissonnières, bascules ou appareils à feu nu; pour eux le vide ne valait rien, les pains que l'on faisait avec ces sortes d'appareils n'avaient point de solidité et ne conviendraient jamais aux consommateurs. Voilà ce qu'on disait encore en 1840. Que sont devenus ces petits raffineurs? Ils se sont faits épiciers, rentiers, nous ne savons quoi! Qu'ont fait ceux qui ont accepté la cuite dans le vide? Ils sont devenus de puissants manufacturiers: les SAY, les Cezard, les Grandval, les Sommier, les Clerc-Kayser. Cela est indiscutable".

La généralisation de la cuite dans le vide s'est peu à peu traduite par une augmentation du rendement moyen, et par là-même, du profit. Les raffineurs ne niaient pas ce progrès; mais tous ont eu tendance à la minimiser afin d'obtenir un drawback plus avantageux. En 1838, J. Clerc considérait comme normal le rendement suivant: pains, 52%, lumps, 15%, vergeoises 12%, mélasse 19% (50), tandis qu'il paraissait exceptionnel aux Marseillais (51). Toutefois, en 1850, la raffinerie Massot indiquait un rendement de 50% pour les pains, de 26 à 27% pour les bâtardez, 8% pour les vergeoises et 12% pour les mélasses (52). En l'absence de comptes de rendement d'entreprises, il est difficile de comparer les vieilles méthodes et les procédés nouveaux. Toutefois, il est certain que les raffineurs qui avaient adopté la cuite dans le vide, obtenaient les meilleurs résultats, car, à Nantes et à Marseille, toutes les affaires qui ont disparu dans les années 1840 travaillaient à feu nu (53). Il s'agissait souvent de fabriques importantes. Ainsi, à Nantes, la raffinerie Rissel fermée en 1841 avait une fonte de 2 à 3.000 tonnes et à Marseille, celle d'A. Paraque qui a cessé son activité en 1844, travaillait 2.000 tonnes de sucre brut.

C- Le bilan des innovations dans les années 1860.

Le progrès d'expansion.

Au temps du Second Empire, comme le remarque B. GILLE, l'essor économique et l'unification du marché national grâce à l'achèvement des grands axes ferroviaires, posaient le problème de la dimension des entreprises (54). Une nouvelle phase de concentration et d'accumulation de capital a prolongé celle de 1840, mais elle s'est développée à un niveau plus élevé de production. La grande entreprise, en même temps qu'elle apparaissait comme une condition essentielle de la croissance,

semblait surtout en être une conséquence. Ainsi, compte tenu de l'évolution des procédés de fabrication, on peut distinguer des niveaux de concentration absolument nécessaires pour assurer la bonne marche des usines. Autour des années 1820, on aurait eu besoin d'une production de 500 tonnes - 10 ans plus tard de 1000 tonnes, entre 1840 et 1850, de 2500 à 5000 tonnes. A partir de 1852, la fourchette s'élargit. On pourrait la fixer de 10.000 à 30.000 tonnes (il faudrait réduire les limites pour le candi).

Cet effort d'équipement est difficile à suivre dans le détail. A Nantes, il s'était manifesté dès le règne de Louis-Philippe (avec une certaine lenteur), puis il s'est accéléré sous le Second Empire (55). De 1836 à 1847 on a installé dans les raffineries 13 chaudières et 4 machines à vapeur, et de 1852 à 1863, 41 chaudières et 8 machines à vapeur. Ailleurs comme à Nantes, tous les grands raffineurs ont systématiquement développé leur travail et perfectionné leurs appareils.

Dans les années 1860, beaucoup d'opérations du raffinage se déroulaient encore comme par le passé (56). Dans la fonte, la routine persistait. Seule innovation, elle se faisait maintenant dans une chaudière à barboteurs et ne durait que 50 minutes. A l'aide d'un mouveron, un ouvrier agitait la masse pâteuse, unie, bourbeuse, gluante, avec mille impuretés à sa surface, où l'on jetait toujours de l'eau de chaux, du noir et du sang étendu d'eau. Les chaudières à clarifier dominaient l'atelier de fonte, car l'emploi de monte-jus à vapeur permettait de placer le matériel lourd au rez-de-chaussée. Les sirops passaient d'abord sur des filtres à poches de toile (filtres Taylor modifiés). Les filtres Dumont, qui étaient devenus d'énormes cylindres d'environ 1,20 m de diamètre et de 11 m de hauteur, recevaient ensuite la claire pour achever la décoloration. Les grandes raffineries possédaient toutes des ateliers de revivification de noir animal, mais à Nantes ce n'est qu'en octobre 1844, que J. B. Etienne et A. Say ont monté leur propre usine de noir (57).

L'appareil à cuire dans le vide était considéré comme l'organe principal de la raffinerie, et la cuite comme l'opération essentielle. Les cuiseurs étaient toujours les hommes les plus experts, car leur travail exigeait une habileté qui ne pouvait s'acquérir qu'après une longue expérience. Ils devaient suivre les points de cuite au moyen d'un thermomètre, d'un manomètre et d'une lucarne garnie de cristal, l'appréciation directe des sirops pouvant ainsi corriger les instruments scientifiques de mesure. Ils disposaient aussi d'une baguette d'épreuve. Le succès de la "ronde" dépendait entièrement de leur vigilance. Le cuiseur versait la masse cuite dans des réchauffoirs où elle montait de 55° à 80° sous l'action de la vapeur introduite par le double fond. Un ouvrier

muni d'un grand mouveron agitait le liquide qui perdait ainsi, sous forme de vapeur d'eau, l'eau en excès. Quant à l'empli, il se déroulait avec des gestes identiques à ceux du début du XIXe siècle. Des hommes chargés d'une lourde bassine remplie de liquide bouillant parcouraient sans cesse la distance du réchauffoir à la salle d'empli. Presque toutes les raffineries utilisaient les appareils à cuire dans le vide mis au point par Degrand et perfectionnés ensuite par Derosne et Cail. Dans ces chaudières, qui consistaient en deux calottes sphériques assemblées, la déperdition du sucre par entraînement était assez forte. A partir de 1840, le chaudronnier Legal chercha à en modifier la forme. Il sépara les deux calottes par un cylindre dont il augmenta graduellement la hauteur. Avec d'autres modifications de détail, cela contribua à faire revenir dans la masse en ébullition les produits sucrés qui s'échappaient avec la vapeur d'eau. Tous les grands raffineurs de Nantes possédaient des chaudières Legal (58).

Dans les années 1860, une certaine uniformité technique prévalait dans le raffinage du sucre. Dans toutes les entreprises, on trouvait des appareils à peu près identiques. A Marseille, c'était le même ingénieur Aranaud, qui a construit les raffineries Grandval, Massot et Rostand (59). On recourait toujours beaucoup à la force de l'ouvrier, mais en même temps, le matériel devenait de plus en plus complexe, car l'on cherchait à substituer au travail de l'homme, celui de la machine.

Le turbinage.

A partir de 1849, l'emploi de la turbine (60) bouleversa les conditions de l'industrie du sucre. Elle était dérivée de l'appareil centrifuge inventé en 1837, par l'anglais Penzoldt pour sécher la laine et éviter ainsi le tordage des étoffes. C'est l'allemand Schöttler, qui en 1844, appliqua le premier la force centrifuge pour séparer la mélasse liquide du sucre blanc solide. L'anglais Lawrence Hardman déposa un brevet d'essoreuse dès 1843 - celui de Seyrig est daté de 1848. J. F. Cail l'acheta en 1849 (61). Jusqu'en 1856, la firme Rohlf, Seyrig et J. F. Cail soutinrent de nombreux procès en contrefaçon (62).

La turbine Seyrig se composait de deux éléments concentriques. L'un, rotatif (80 cm de diamètre et 30 cm de profondeur) était en bronze. Ses parois étaient percées de trous et doublées d'une toile métallique (63). Cette enveloppe était munie d'un ajutage pour l'écoulement des mélasses et des claires. L'axe tournait à 1.200 tours-minute. On a dégagé ensuite le tambour en installant les supports et le système de transmission au-dessus de l'appareil. Par l'effet de la force centrifuge, le sirop se distribuait verticalement autour des parois. Les par-

ties liquides traversaient la toile métallique et les parties solides restaient dans le tambour. Pendant la rotation on jetait de la clairce dans la turbine. Elle se répartissait aussitôt contre la couche verticale du sucre, filtrait au travers de celui-ci et sortait par l'ajutage. Dans l'espace de 8 à 10 minutes, on égouttait et on clairçait 3 fois le sucre. On évitait ainsi les altérations, l'utilisation des grands locaux, le chauffage prolongé des purgeries, d'où une meilleure rotation du capital et un meilleur rendement au raffinage.

Dès 1850, on a utilisé la turbine pour accélérer l'égouttage des pains de sucre (64). L'appareil était constitué d'un cylindre vertical (1,25 m de diamètre) tournant à une vitesse de 400 tours-minute. Il était percé de 3 rangées horizontales de 12 trous dans lesquels on plaçait les formes (65). Un deuxième cylindre fixe enveloppait le premier. On versait la clairce sur les pains et aussitôt on mettait la turbine en marche. Le sirop d'égout était projeté par les 36 pointes percées des formes sous l'effet de la force centrifuge. Le premier égouttage durait 1 heure et demie au lieu de 8 jours. Ensuite, chaque égouttage, après un clairçage, demandait une heure. En 5 ou 6 heures, l'opération était terminée. On économisait ainsi de la main-d'oeuvre et du temps. La durée du raffinage des pains pouvait ainsi être réduite d'environ quinze jours. Cependant il fallait encore déplacer les formes.

Le succès de la turbine fut rapide: en quelques années toutes les raffineries, grandes ou petites, l'ont adoptée. A Marseille, dès le début, J. Grandval a utilisé sur une grande échelle les appareils centrifuges Rohlf-Seyrig (66), mais il y a eu aussi des surprises - de nombreux accidents d'abord, et une faillite, celle de Zangronis qui fut en partie provoquée par leur mauvais fonctionnement. Des quantités considérables de sucre passaient dans la mélasse, qu'il fallait ensuite reprendre (67).

Les sucettes.

Pour compléter l'égouttage forcé, on a cherché à accélérer le clairçage, soit en faisant le vide dans les formes par la pointe, soit en comprimant la clairce par une pression sur la base à l'aide d'une pompe foulante. Mais ces opérations étaient difficiles à pratiquer et le matériel coûteux (68).

Malgré les inconvénients des premiers ustensiles, peu à peu, les raffineurs, pour achever l'égouttage, ont utilisé des "sucettes". Cet appareil était constitué par un gros tube collecteur horizontal qui communiquait avec une pompe à air. Ce tuyau supportait une série d'ajuta-

ges surmontés d'un robinet et d'un entonnoir garni de caoutchouc où reposait la pointe du pain (69). Après l'ouverture du robinet, on faisait le vide. L'air pénétrait dans le sucre et chassait les parties de sirop ou de clairce qui imprégnaient encore la masse. La sucette retirait environ 500 grammes de sirop par pain. Après, on devait "locher" les pains car les pointes restaient humides. On les remplaçait sur la base pour que la clairce se redistribue également dans la masse. Mais avec le perfectionnement des sucettes, l'égouttage par aspiration mécanique est devenu à peu près absolu. L'opération durait 5 ou 6 heures.

La diminution du prix de revient.

Toutes ces innovations ont eu un effet cumulatif dont les conséquences furent la réduction du raffinage, l'augmentation des rendements et la diminution des frais de fabrication. En 1861, il fallait 19 jours à M. Cezard pour travailler des sucres de Bourbon (70). En 1858, J. Clerc a obtenu 77 % de pains, 11 % de vergeoises, 10 % de mélasse avec 3 % de déchet (71). Ce rendement est comparable à celui donné par Payen: pains 80 %, vergeoises 11%, mélasse 11 % (72). La qualité finale de la fabrication dépendait surtout des débouchés. A Marseille, les exigences de la clientèle étrangère étaient réduites, aussi qu'on ne cherchait pas la perfection. A Nantes, par contre, on faisait des sucres d'"artiste" pour conserver les positions acquises en Suisse, dans le Sud-Ouest et le Sud-Est (73).

Quant à la diminution des frais de fabrication, elle est considérable. Au début du XIXe siècle, il fallait compter 38 à 40 F par 100 kg (74). En 1838, les frais ressortaient à 15 F à Paris et se situaient entre 18 et 20 F dans les ports où les usines étaient moins grandes et l'argent moins abondant (75). Dans la capitale, en 1860, ils ne se montaient plus qu'à 10-10,50 F (76). Pour les raffineries des ports, on peut supposer que l'écart était moins grand qu'en 1838. En effet, le vide appliqué au travail du sucre de betterave n'a pas donné satisfaction. Certes, on produisait des sucres peu colorés, avec moins de mélasse, mais leur grain était fin, pâteux et ils donnaient au raffinage un rendement en pains moins élevé et plus de mélasse que ceux fabriqués à la vapeur à air libre. La mélasse obtenue en moins se retrouvait alors au raffinage (77). Ce fut une des causes du ralentissement de la croissance de la raffinerie parisienne entre 1848 et 1860. Cette situation devait favoriser le développement des usines de Nantes et de Marseille qui utilisaient peu de sucre indigène.

■

x

x

Dans le raffinage du sucre, le progrès technique s'est traduit par des investissements de plus en plus coûteux. En 1809, l'armateur Th. Dobrée chiffrait le prix du matériel pouvant traiter 150 tonnes de sucre à 10.400 F (78), ce qui confirmerait l'optimisme de P. BAIROCH, lorsqu'il affirme que " l'étude même sommaire des conditions techniques et structurelles de l'industrie naissante permet de déduire la probabilité d'investissements peu importants" (79). Certes, au début du XIX^e siècle, la valeur d'une raffinerie est relativement faible, mais pour démarrer, Dobrée estime qu'il lui faut 125.000 F (capital fixe et circulant réunis) et un recours constant au crédit de 50.000 à 100.000 F. Le possesseur d'un tel capital et la certitude d'obtenir des avances n'étaient pas à la portée de tous les entrepreneurs. Il faut donc nuancer le point de vue de Bairoch.

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, deux types d'entreprise ont coexisté dans le raffinage du sucre. D'une part, on avait des ateliers, où les vieilles méthodes artisanales de travail se perpétuaient, de l'autre, des fabriques, qui s'équipaient peu à peu selon les procédés les plus modernes. Si pour les établissements les plus archaïques, le capital fixe restait le plus souvent dérisoire, dans les entreprises qui ont innové, les immobilisations tendaient à équilibrer et même à dépasser les capitaux circulants. A Paris, le fait se remarqua de bonne heure. En 1828, pour fondre 1375 tonnes de sucre, un raffineur avait besoin d'un capital fixe de 425.000 F et d'un fonds de roulement de 500.000 F, si le crédit était convenable - autrement de 600.000 F (80).

En 1841, une raffinerie bien équipée comme celle des Lacoudrais et Lecarpentier à Honfleur (fonte: 3.000 tonnes) est inscrite sur leurs livres pour une valeur de 600.000 F, mais elle a coûté réellement environ 952.000 F (80). Les fonds engagés dans l'affaire se montaient à 1.710.231 F (81). Le capital circulant l'emportait encore sur le capital fixe, mais de justesse. Pour Marseille, on dispose du coût des principales raffineries (82).

Usines	Montant des investissements	Période	Possibilité de fonte (tonnes)
Grandval	7.839.620 F	1848 à début 1864	36.000
Massot	2.700.000	1858 - 1859	14.000
Zangroniz	2.572.012	1858 - 1860	20.000
Rostand	2.740.290	fin 1862 - fin 1863	25.000 à 27.000
Rostand	3.812.561	fin 1862 - juin 1864	33.000 à 34.500
Maurin	3.740.000	1864 - début 1865	20.000

Ces chiffres permettent de poser tout d'abord le problème du coût moyen des investissements et, dans une perspective plus large, ce-

lui de leur financement. Si l'on s'en tient au premier (le second sera envisagé plus tard), on peut comparer entre eux les prix de revient des usines. Si J. Grandval a dépensé environ 217.000 F pour traiter 1000 tonnes de sucre brut, Les Massot n'ont engagé, eux, que 193.000 F, Zangroniz 128.000 F (83), Rostand 100.000 F (et un peu plus pour agrandir son établissement en 1864), enfin Maurin près de 190.000 F (84). Les anciennes raffineries, qui, pour survivre, ont dû s'adapter à l'évolution des techniques, ont coûté plus cher que celles montées au temps du Second Empire qui pouvaient tout de suite utiliser des appareils relativement au point. C'est le cas de J. Grandval et des Massot, qui ont dû transformer en partie leurs établissements et se procurer un nouveau matériel. A Nantes, N. Cezard a eu la chance de mettre la main sur deux usines inactives et, pour une fonte égale à celle de Grandval, il n'a immobilisé que 5 M (130.000 F pour 1.000 tonnes) (85). En 1863, le raffinage du sucre nécessitait, par tonne travaillée, une mise moins importante qu'en 1841 (300.000 F pour 1.000 tonnes à Honfleur), mais la taille des fabriques avait considérablement augmenté en 20 ans. En 1864, Ch. Rostand disposait même d'un outil capable de fondre 180.000 kg par jour. Ses investissements se montaient alors à 8.408.462 F (155.000f pour 1.000 tonnes) (86).

Ainsi, au XIX^e siècle, il a fallu de plus en plus d'argent pour devenir raffineur. L'entrepreneur, pour démarrer, avait besoin de sommes qui dépassaient souvent sa mise. A Nantes, en 1846 et 1847, F.Arnaud J. B. Dureau et Ch. Perdereau ont dépensé en bâtiments et matériel environ 500.000 F dans leur usine des Récollets, alors qu'ils ne disposaient que de 375.000 F au départ (87). A Marseille, en 1858, le capital de Massot n'atteignait que 2,2 M. Il était donc nécessaire de recourir au crédit, non seulement pour construire ou reconstruire les raffineries, mais aussi pour les faire marcher.

Dans une perspective plus large, le progrès technique dans le raffinage du sucre s'identifie-t-il à ce que l'on pourrait appeler la révolution industrielle dans l'industrie du sucre? Pour MARX, la machine-outil caractérise la révolution industrielle (88); c'est aussi ce que pense MANTOUX (89). A ne considérer que les machines, on pourrait, en effet adopter leur point de vue et voir, de 1825 à 1860, une sorte de révolution industrielle dans l'industrie du sucre. Cependant, comme le remarque P. LEON : " Le machinisme n'est pas à lui seul toute la grande industrie. Le perfectionnement technique comporte aussi une amélioration des procédés. L'influence de la Science pure, du Laboratoire ne concourt pas moins que l'invention des machines à transformer les pratiques industrielles " (90). L'évolution de la fabrication dans l'in-

dustrie du sucre en France confirme ce point de vue.

En effet, le problème fondamental du raffinage est d'épurer le mieux possible le sucre brut. La chimie du sucre est donc au centre de ce processus et la machine apparaît souvent comme subordonnée aux procédés élaborés par la Science. Si la chaudière à cuire dans le vide a été adoptée en France une vingtaine d'années après l'Angleterre, il ne faut pas oublier que les Français ont les premiers utilisé industriellement les propriétés décolorantes du noir animal et que beaucoup d'appareils n'ont été inventés que pour rendre plus efficace l'action de ce noir (les filtres Dumont par exemple); la cuite dans le vide a sans doute eu moins d'effet que l'emploi du noir sur la diminution des coûts de production car il a fallu attendre la cuite en grains (procédé chimique appliqué dans le raffinage dès 1865) pour que la machine puisse rendre le maximum.

De plus, la maîtrise des procédés n'était pas quelque chose de donné. Ainsi, la faillite Descroix et Girard, raffineurs à Marseille, en juillet 1848, est due à une mauvaise utilisation des noirs (91). Ils disposaient de 6 filtres Dumont, mais Descroix et ses associés connaissaient mal leur emploi: Ils lavaient les gros noirs à l'eau bouillante dans des caisses. Cette eau, imprégnée de sirop, servait à une nouvelle filtration; ensuite, ils mettaient les noirs dans une espèce de lavoir où ils barbotaient dans une masse d'eau courante. En fait, les noirs, à l'origine contenaient encore une quantité considérable de sirop, car, dans les caisses de lavage, ils se tassaient et toutes leurs parties n'étaient pas en contact avec l'eau. Dans l'opération qui suivait, ce sucre était entraîné par l'eau courante et perdu. Le premier inventaire se révéla catastrophique. Descroix s'avisa alors qu'il restait du sirop dans les caisses. Il fit pratiquer un lavage complet des noirs, et il obtint d'excellents rendements. Il était trop tard. Descroix et Girard s'étaient endettés et la banque Gay-Grandval abandonna l'affaire.

Du début du XIX^e siècle aux années 1860, l'innovation apparaît comme un phénomène continu que l'on retrouve dans les phases A et B (92) Elle a été marquée par l'emprunt des machines anglaises (toutefois les turbines Rohlfs-Seyrig sont de conception allemande) et par l'effort des raffineurs pour dominer leur fabrication par l'expérience et l'aide de la Science.

2- Le perfectionnement des procédés (vers 1860.- 1914).

En 1900 A. Aulard pouvait écrire : " L'art du raffineur n'a pas changé dans ses grandes lignes depuis 75 ans ! La mécanique et la chimie sont venues mieux coordonner les phases du raffinage, mais, au fond, c'est l'éternel vieux neuf que nous rajeunissons " (93). En effet jusqu'au tournant du siècle, on a sans cesse amélioré des procédés déjà connus et on a surtout perfectionné les machines déjà en service.

A- La fabrication du sucre blanc.

La fabrication du sucre blanc (poudres blanches, sucre en grains) date de 1859. Elle résultait de l'application simultanée de deux procédés industriels: l'épuration du jus par l'emploi de chaux à haute dose et la cuisson méthodique des sirops (cuite en grains).

Les nouveaux procédés d'épuration.

La propriété du sucre de s'unir à la chaux et de former un sucrate soluble avait été décrite, dès 1812, par BARRUEL qui avait aussi préconisé la décomposition de ce sucrate par l'acide carbonique. En 1858 KUHLMANN recommanda le procédé, mais sans succès. Son application industrielle fut donc le fait des frères Rousseau (94).

A partir de 1850, le procédé Rousseau (95) s'était répandu dans un grand nombre de sucreries (96). Il reposait sur le traitement des jus sucrés par la chaux caustique et hydratée. La précipitation des matières étrangères et colorantes suivait. Ensuite on faisait passer un courant d'acide carbonique, qui s'unissait à la chaux et formait un carbonate soluble, lequel en se précipitant, achevait la décoloration du jus. On économisait ainsi de grosses quantités de noir, mais des difficultés ont surgi. Souvent, une espèce de fermentation se produisait dans les masses cuites et, à chaque fois le rendement en sucre baissait. La cristallisation était plus confuse, le sucre moins sec et moins nerveux, et surtout le sirop contenait du glucose. Pendant la campagne 1863-1864 ces difficultés se sont généralisées (97) - ce qui était nouveau et c'est ce qui a déterminé les raffineries parisiennes à imposer l'analyse mélassimétrique (98).

La double carbonatation PERIER et POSSOZ semblait plus sûre. Elle reposait sur le principe de la défécation à froid ou basse tempé-

rature. L'épuration et la décoloration du jus étaient plus grandes et toute la chaux était éliminée. Avec ce procédé, on économisait aussi du noir et on produisait des sucres d'une qualité bien supérieure. Les raffineurs pouvaient accepter ce sucre sur la seule étiquette du sac (99).

La cuite en grains.

Mais c'est vers 1860 que l'introduction de la cuite en grains bouleversa complètement la technique sucrière (100). Jusqu'alors, les "sucres à procédés" obtenus avec des appareils à cuire dans le vide donnaient au raffinage un rendement moins élevé et plus de mélasse que les sucres cuits à la vapeur à air libre. Avec la cuite en grains on fabriquait des sucres blancs en gros cristaux, secs, nerveux et sans mélasse (101). Ce procédé fut découvert par hasard par un cuiseur des Antilles françaises. Il consistait à provoquer la cristallisation du sucre dans l'appareil à cuire en détruisant l'équilibre instable de la solution sursaturée par l'introduction brusque d'une charge de sirop vierge. Des cristaux microscopiques se formaient et ils étaient ensuite nourris par des introductions successives de sirop vierge. À la fin de l'opération, la masse cuite était constituée par des cristaux réguliers qui baignaient dans l'eau mère. D'après DUBRUNFAUT, la cristallisation en grains permettait de retirer en une seule fois, les $\frac{2}{3}$ ou les $\frac{3}{4}$ du sucre sous une forme qui comportait une purification facile, soit par le clairçage, soit par le turbinage (102). Le perfectionnement de l'appareil à triple effet accrut encore le rendement, de même la double carbonatation (103).

Le travail du sucre blanc en raffinerie.

Dès 1864, les raffineurs ont tiré parti de la cuite en grains. À Marseille, le directeur technique de Ch. Rostand, Arnaud, avait réussi à convertir directement en sucre raffiné des poudres blanches indigènes mêlées à des sucres exotiques plus ou moins épurés sans leur faire subir ni clarification, ni filtration ou cuisson. L'union des deux sucres (50% - 50% ou $\frac{1}{3}$ - $\frac{2}{3}$ suivant les qualités), était réalisée dans une chaudière à cuire dans le vide où fonctionnait un appareil composé d'un axe et de deux agitateurs à dents verticales, l'un fixe, l'autre tournant sur l'axe et tous les deux disposés horizontalement. Ainsi, le mélange subissait une sorte de mastication fondant ensemble toutes les parties à uniformiser. Au cours de l'opération, on assurait le degré de chaleur voulu et ensuite on rentrait dans les procédés du raffi-

nage ordinaire pour le clairçage et l'étuvage des pains (104).

A Nantes, on connaissait ce moyen économique d'élever des produits inférieurs en les combinant à un produit supérieur (105). La société Lebaudy a déposé un brevet le 3 décembre 1864 et Guillon, l'administrateur délégué des Raffineries Nantaises a pris le sien le 3 février 1865. A la différence de Ch. Rostand, MM. Lebaudy n'utilisait pas d'agitateurs, car il estimait que la cuisson suffisait à assurer une agitation suffisante. Dans le procédé nantais, le sucre était malaxé à froid dans un moulin avec un sirop, et, le mélange obtenu était simplement chauffé à la vapeur dans un réchauffoir. Ainsi, la fonte, la clarification, la filtration et la concentration dans le vide étaient supprimées. D'après Guillon, ce système produisait "des pains dont la blancheur, le grain et la compacité défient l'oeil le plus exercé" (106). J. Grandval estimait pour sa part que "c'était un procédé capable de donner de très beaux bénéfices mais à la condition de ne pas payer trop cher les sucres qu'il faut employer" (107). Le danger existait, car les quantités de sucre blanc offertes sur le marché en 1864-1865, restaient, malgré tout, limitées; une trop forte demande risquait de faire monter les prix, donc de réduire ou même, de supprimer tous les avantages escomptés de l'innovation. Appliqué sur une grande échelle depuis décembre 1864, le nouveau procédé a permis à Ch. Rostand d'augmenter sa fonte (près de 5000 tonnes par mois) (108), son rendement (89,13 % de raffinés, 4,13 % de bâtardes, 1,45 % et 4,46 % de mélasse en février 1865) et de ramener ses frais de fabrication en dessous de 7 F par 100 kg (109). Cependant, en mars 1865, il renonça à utiliser les poudres blanches devenues trop chères et revint aux anciens procédés de fabrication (110). En effet, tous les raffineurs s'étaient précipités sur les poudres blanches.

Grâce au droit de 45 F leur production passa de 10 à 12.000 tonnes en 1864 à 125.000 tonnes en 1875 (Cf Chapitre I). Elles entraient alors pour 25 % dans la fonte des raffineries de Paris (111) qui fabriquaient surtout des pains, tandis que les raffineurs des ports livraient toujours de grosses quantités de vergeoises et de mélasses et guère plus de 75 à 76 % de pains (112). Ainsi, la suite en grains combinée à l'achat massif de sucre blanc et de 7/9 contribua largement à la croissance de la raffinerie parisienne et au déclin des usines des ports.

B- Les progrès de l'affinage.

Le turbinage du sucre brut avant la fonte.

Depuis de longues années on cherchait aussi à améliorer les charges pour le raffinage. Vers 1840, Numa Grar, raffineur à Valenciennes, avait construit de grands filtres rectangulaires pour épurer ses sucres bruts par des clairçages méthodiques. Il obtenait d'un côté, des mélasses très brunes, de l'autre des cristaux très blancs, qui donnaient au raffinage des pains de qualité. Mais il abandonna son procédé pour les turbines (113).

L'application de la turbine à l'épuration des sucres bruts se répandit en France de 1865 à 1870. D'abord on délayait le sucre dans du sirop vert de pains qui dissolvait la mélasse et les sels qu'il contenait. Ensuite, on turbinait ce mélange pâteux et le sirop s'écoulait sans dissoudre le sucre. On achevait l'opération en clairçant la matière restée dans la turbine par du sirop couvert de pains. Le produit ainsi épuré était soumis aux opérations ordinaires de raffinage.

En fait, le turbinage remplaçait l'action du noir sur les sirops par un traitement mécanique du sucre brut. On l'appliquait aux sucres qui n'étaient pas assez purs ni assez blancs pour pouvoir donner une clairce suffisamment décolorée après un passage sur le noir. Ce procédé permettait de travailler des sucres de basses nuances sans être obligés d'avoir de nombreux filtres et d'employer beaucoup de noir, et par conséquent un grand matériel de revivification. Il économisait donc des frais d'installation et de main-d'oeuvre dans la filtration et le travail du noir. Il avait cependant un inconvénient. L'utilisation de beaucoup de sirop vert et couvert aboutissait à disséminer les impuretés du sucre brut dans un très grand volume de sirop, ce qui diminuait les rendements (114).

La turbine Weinrich.

La turbine Weinrich, inventée en Autriche améliora cette épuration préalable des sucres bruts (115). Elle agissait directement sur le sucre brut à sec, grâce à un jet de vapeur détendue mélangée d'air. La vapeur traversait la couche de sucre entraînant la mélasse et dissolvant les sels. Le sucre traité se rapprochait du sucre pur, et le sirop de la mélasse. Ainsi, avant la fonte, une grande partie des impuretés étaient éliminées, d'où un rendement supérieur au raffinage. Mais surtout cette turbine permettait de transformer rapidement, avec des frais assez faibles, des sucres de basses nuances en produits d'excellente

qualité, ouvrant ainsi un plus large champ d'approvisionnement à ceux qui l'utilisaient. Ainsi, à Saint-Louis, en introduisant des vergeoises dans l'opération, on poussait le rendement d'un mauvais sucre égyptien de 64,76 % à 92,36 % (116).

Le procédé Steffen.

C'est en 1890 que les raffineurs français se sont intéressés au procédé Steffen breveté en 1884 (117). P. Desbief parla de révolution dans le raffinage du sucre (118). En effet, les techniques mises au point par le fabricant et raffineur autrichien Karl Steffen, avec l'aide du chimiste Raymackers permettaient le lavage des cristaux de sucre brut et l'épuration presque complète du sucre cristallisable et de la mélasse. Elles servaient aussi à épurer directement les masses quites des sucreries. On dépensait moins en main-d'oeuvre et on supprimait les pertes entraînées par le traitement successif des bas-produits. Les frais de fabrication diminuaient et le rendement augmentait. L'idée était ancienne puisque dès 1778, les frères Boucherie de Bordeaux pratiquaient un affinage rudimentaire en terrant des sucres bruts dans un bac, puis en les évaporant à 85° dans des chaudières basses pour chasser la mélasse (119).

Par une seule opération, Steffen blanchissait le sucre cristallisable et le séparait aussi complètement que possible de sa mélasse avant la mise à la chaudière. Son système d'affinage était uniquement fondé sur le principe qu'une solution saturée de sucre pur, à une température donnée, si elle ne dissout plus le sucre, peut néanmoins dissoudre des substances étrangères et les entraîner. On épurait donc le sucre solide avec du sucre en dissolution. De plus, ce lessivage pouvait se faire à froid - ce qui évitait toute destruction par la chaleur.

Les sucres bruts étaient chargés dans des wagons d'acier appelés nutschs. Ces sortes de réservoirs possédaient un double fond, pour qu'on puisse faire le vide en dessous des sucres. On les groupait sur deux voies parallèles. Le sirop d'affinage circulait dans des noyères se déplaçant au-dessus des wagons. On utilisait d'abord un sirop proche de la mélasse; il s'écoulait à travers la masse de sucre par le seul effet de la pesanteur. Pour accélérer le mouvement, on faisait le vide. Ensuite on appliquait des sirops de plus en plus purs (120). Ainsi, Steffen éliminait par un simple lavage, méthodique des cristaux, la presque totalité des impuretés contenues dans les sucres bruts - celles qui adhéraient à la surface des cristaux, car les sels ne pouvaient être levés qu'après la fonte par un passage sur le noir.

Ce procédé remplaçait avantageusement les turbines Weinrich avec lesquelles on arrivait difficilement à dépouiller les cristaux de leur enveloppe d'impuretés. En effet, l'épuration risquait d'être insuffisante si l'action de la force centrifuge et de la vapeur surchauffée était trop faible. Si elle était trop forte, on fondait les cristaux. D'un premier turbinage on ne retirait guère que 70 à 85 % de sucre épuré. Les égouts contenaient toujours de petits cristaux qu'il fallait remettre au turbinage pour en expulser la mélasse - d'où des frais assez considérables. Avec l'affinage Steffen, on épurait et on blanchissait la totalité du sucre traité.

Le procédé Steffen n'a pas rencontré partout l'adhésion. Il nécessitait d'importants investissements - les brevets et l'outillage ont coûté 2.743.038 F à Saint-Louis (121). Certains sucres de betterave ne se prêtaient pas au lessivage (122), enfin, l'immobilisation du sucre sous forme de sirop aboutissait souvent à son altération (123). La conduite du procédé imposait donc un contrôle chimique rigoureux. Néanmoins Say, Saint-Louis et la raffinerie de Tirlemont en Belgique lui ont dû leur prospérité (124).

C- La fabrication du sucre en morceaux.

Au détail, les pains de sucre étaient le plus souvent vendus "cassés". Les raffineurs parisiens livraient traditionnellement leurs pains à des "casseurs" surtout à la maison François, qui, pendant près de 50 ans est restée la plus réputée des casseries. C'est en 1854 que l'épicier Eugène François a commencé à vendre du sucre en morceaux. Il sciait lui-même les pains en rondelles, puis les rondelles en lingots rectangulaires et enfin, les lingots en morceaux, et pour cela, il avait inventé un casseur mécanique perfectionné (125). En 1886, MM. François père et fils montèrent un établissement de caractère industriel, rue Riquet. Ils pouvaient y traiter 100.000 kg de pains par jour. Leur rôle dans la commercialisation s'est alors accru, ce qui porta ombrage aux grands raffineurs parisiens. Ceux-ci se firent à leur tour casseurs. Maîtres de la matière première, ils l'emportèrent. Aussi, les casseries, ont disparu les unes après les autres (126). Dans leurs ateliers, les raffineurs des ports ont imité les méthodes assez rudimentaires des casseurs parisiens. Les pains donnaient au sciage un énorme déchet (43 à 45 % de leur poids).

Les turbines Langen.

Cependant dès 1873, on utilisa à Paris des turbines Langen, construites par un raffineur de Cologne pour activer le clairçage et produire du sucre raffiné en tablettes (127). Rien n'était changé à la tête du travail (fonte, clarification). Ensuite, on versait la masse cuite en grains dans des moules carrés, ou en forme de pyramide tronquée. A l'intérieur on avait ajusté des séparations horizontales pour obtenir des tablettes d'épaisseur variable que l'on cassait, après dessiccation, en morceaux rectangulaires. Au bout de 12 heures, le jus étant suffisamment refroidi, on fixait alors 8 à 10 moules (que l'on ouvrait) dans l'appareil centrifuge pour un premier turbinage. On chassait ainsi les sirops verts sans addition de clairce ou de vapeur. Après le clairçage on turbianit à nouveau pour achever l'égouttage. Enfin, après un bref passage à l'étuve (24 à 48 heures suivant la saison), les plaquettes prenaient le chemin de la casserie.

Le système était avantageux. Il fallait 9 fois moins de moules que de formes. Dans les greniers, on gagnait l'espace jusqu'alors utilisé pour sécher les pains. On économisait la clairce (dans la proportion de 75 %). On évitait aussi de nombreux accidents et, par la rapidité de l'ouvrage, l'altération des sirops (128). Toutefois, les turbines Langen comme les turbines Schöbler nécessitaient une main-d'œuvre importante (129). On a donc continué à scier des pains.

Le raffinage du sucre en plaquettes.

Ce n'est qu'à partir des années 1890 que le pain en tant que producteur de sucre scié a commencé à disparaître pour laisser la place à divers procédés de raffinage en plaquettes (130). Le plus ancien, le procédé belge Adant, datait de 1887 (131). Il se caractérisait par l'emploi de la turbine du même nom comme moule direct. Le tambour de cette turbine était mobile et démontable. On coulait la masse cuite chaude dans les compartiments des moules placés radialement à l'intérieur de tambours (132). Après refroidissement à l'étuve jusqu'à 35° les cristaux étaient cimentés. Les moules étaient alors soumis au turbinage et au clairçage, puis on démontait leurs cloisons pour extraire les plaquettes d'environ 20 centimètres sur 40 centimètres et 2 centimètres d'épaisseur (133). Ensuite, elles étaient séchées et cassées. Deux turbines Adant produisaient en 22 heures de travail 18.500 à 20.000 kg de sucre raffiné. Dans une usine bien outillée, les frais de fabrication de la cuite à la mise en étuve, ne dépassaient pas 23 centimes par 100kg.

Certains estimaient, malgré tout, les frais à 29 centimes (134). Il fallait 7 à 8 hommes pour fabriquer 10.000 kg de sucre en morceaux et 20 avec les procédés ordinaires. Un système de 3 turbines pour fabriquer 10.000 kg par jour coûtait environ 150.000 F (135). Le matériel exigeait aussi un entretien constant car avec des turbines usées et des ouvriers peu habiles, la consommation de clai~~rce~~ augmentait et les déchets étaient importants (136).

Au lieu d'avoir un grand nombre de formes mobiles comme dans le procédé Adant, Schröder avait imaginé d'avoir simplement deux paniers, et Hübner n'en avait conservé qu'un seul. On gagnait ainsi beaucoup de temps. Dans le système Hübner (137), avant le turbinage, on réfrigérait la masse cuite avec addition de sirop couvert, puis on turbinait la masse refroidie, enfin on clairçait. En 22 heures de travail, la turbine Hübner produisait 4250 kg de raffinés; quant à la turbine Schröder, elle en r~~po~~duisait 9000 kg. Jusqu'à l'é~~t~~uve, les frais de fabrication re~~ve-~~naient à 26 centimes par 100 kg.

Avec les plaquettes, on obtenait 85 % de rangés en boîte, alors que les pains n'en fournissaient que 55 à 58 %. Le procédé Adant qui donnait le sucre en morceaux le plus beau s'est très vite répandu en France. De nombreuses sucreries ont alors monté une raffinerie. Un phénomène nouveau s'est produit dans l'industrie du raffinage. La concentration a cessé et les fabriques-raffineries se sont multipliées (138). Ces nouveaux établissements pratiquaient tous le raffinage du sucre en plaquettes, c'est à dire qu'ils fabriquaient du sucre en morceaux, sans passer par l'intermédiaire du pain et cela en 2 ou 3 jours, alors qu'il en fallait encore 15 dans les usines les plus modernes. Un journal spécialisé constatait "que la création d'une raffinerie nouvelle présente sur celle des usines installées à l'ancien système, par suite de la rapidité des clairçages et de la réduction du sé~~j~~our en é~~t~~uve, une économie considérable de matériel et de bâtiments et que son fonctionnement exige un capital de roulement beaucoup moindre ". (139). On se hasar~~d~~ait même à écrire qu'en simplifiant l'outillage, en rendant pratique et économique la production des cubes, seule forme admise par le consommateur, le progrès mécanique prononce la déchéance des grandes raffineries dans un avenir si prochain qui nous étonnera tous " (140).

La réalité fut différente. En 1898, on comptait 18 fabriques-raffineries, mais en 1913, elles n'étaient plus que 9 (141). Elles produisaient certes 16,16% du sucre raffiné (142); mais Paris et les ports avaient aussi adopté le raffinage en plaquettes (143). Il est certain que ce procédé ne suffit pas à expliquer le succès des nouvelles entreprises car un autre facteur a joué. En effet, l'écart artificiel maintenu entre

le brut et le raffiné par le Syndicat des Raffineries a favorisé le démarrage des fabricants-raffineurs et l'amortissement rapide des installations. En 1889, avec un écart de 12 F, les frais de fabrication n'étaient que de 5 à 6 F, il leur restait donc un beau bénéfice de 6 à 7 F par 100 kg (144), et cela a continué tant que le Syndicat a pu fonctionner normalement.

Le procédé de moulage par compression.

Il existait d'ailleurs une autre voie pour fabriquer des sciés. Depuis les années 1875-1880, on obtenait du sucre en morceaux à partir de lingots moulés (145). Le procédé Steffen a ensuite facilité le moulage par compression qui consiste à comprimer le sucre essoré et froid dans des moules en bronze ou en acier ou en nickel. Après un étuvage à 50° durant 6 à 8 heures les lingots passaient à la machine à couper. Les déchets de sciage et de cassage étaient moins importants qu'avec la turbine Adant et les rendements identiques (146).

x
x x

Peu à peu les usines ont changé d'aspect surtout à l'intérieur des ateliers car les raffineurs ont cherché à comprimer les frais de main-d'oeuvre en mécanisant le travail (147). On a mis en place le transport automatique du noir animal et on a réalisé l'emplissage mécanique des formes ce qui a fait disparaître la manutention de la masse cuite chaude dans l'empli. On a utilisé aussi de nombreux rails, wagonnets et charriots et très vite on a automatisé le chargement des chaudières. La transformation la plus spectaculaire commença chez Say dans les années 1820 (Cf Chapitre IV). Ce fut le signal d'un mouvement qui se généralisa partout à l'exception des confiseries où la technique de base resta manuelle.

Mais de plus en plus, on a eu recours à des procédés étrangers. Ces transferts s'expliquent sans doute par le fait que nos raffineurs s'intéressaient davantage à la chimie du sucre qu'aux machines. Après avoir perfectionné la cuite en grains, ils ont essayé de supprimer l'usage du sang et du noir fin dans la clarification, mais les résultats industriels n'ont pas été concluants (148). C'est pour cela que dans le raffinage du sucre en France, l'innovation apparaît étroitement liée à

la technologie allemande, autrichienne et belge. A la veille de la guerre cette dépendance persistait; les raffineurs s'équipaient alors de turbines anglaises Weston pour blanchir les sucres roux de Cuba et de Java (149).

La mécanisation de plus en plus poussée du travail a eu pour conséquence une augmentation du coût des investissements. La reconstruction de l'usine de Saint-Louis détruite par un incendie revenait en 1887 à 3.653.000 F (150). Pour une capacité de fonte de 35.000 tonnes, cela faisait à peu près 100.000 F pour 1000 tonnes. En 1914, pour la nouvelle usine de Chantenay, on avait dépensé 4.829.243 F soit avec une fonte de 32.000 tonnes, environ 150.000 F pour 1000 tonnes. Toutefois, il faut noter que l'ancienne usine (valeur: 2.017.177 F) n'était pas encore amortie (151) et qu'à Marseille, l'adoption du procédé Steffen et la modernisation de Saint-Charles par les raffineries de Saint-Louis ont coûté cher (Cf Chapitre IX).

Ainsi, le maintien d'une raffinerie en bon état de fonctionnement, l'augmentation de la production ou la réduction des frais de fabrication exigeaient de fortes dépenses, d'autant plus que pour être rentables, ces investissements devaient être réalisés rapidement. Cette nécessité a limité la croissance des entreprises qui n'ont pas réussi à dégager des ressources importantes au moment opportun, ou qui ont hésité à se lancer dans des transformations trop considérables. Cela posa aux firmes de délicats problèmes.

Chapitre II

NOTES

- 1- DUHAMEL DU MONCEAU, L'art de raffiner le sucre. 1ère éd. 1764; 2e éd. 1790.
- 2- On a utilisé les traités suivants: BLACHETTE et ZOEGA, Manuel du fabricant de sucre et du raffineur, 1ère éd. 1826; 2e éd. 1833; 3e éd. (par Julien de FONTENELLE) 1841. - POUTET, Nouveau manuel du raffineur de sucre, Marseille, 1826. - CHANDELET, Art du raffineur, ou traité théorique et pratique du raffinage de sucre de canne, 1828. - A. PAYEN, Traité de la fabrication et du raffinage des sucres (Extr. du Dictionnaire technologique, tome XX, 1832. - A. BAUDRIMONT, Dictionnaire de l'industrie manufacturière, commerciale et agricole, tome X, 1841. - N. BASSET, Guide pratique du fabricant de sucre, 3 v. 1872 et 1875. - H. LEPLAY, Chimie théorique et pratique des industries du sucre, 2 vol., 1883 et 1890.
- 3- C'était le grand secret du cuiseur. Il fallait avoir l'oeil et tendre l'oreille (bruit du bouillon). On pratiquait l'épreuve "au petit soufflé" qui consistait à plonger une écumoire dans la chaudière et à souffler au travers des trous. S'il se formait une sorte de mousse, le sirop était assez cuit. Dans la preuve "au boulé" on trempait un doigt mouillé dans le bouillon (ou le bâton de preuve). Si en roulant le jus sucré on arrivait à faire une petite boule, il avait le degré désiré. Enfin, dans la preuve du "filet", on pressait entre le pouce et l'index un peu de sirop, puis l'on séparait brusquement les doigts. Si le filet se cassait près du pouce, la cuite était réussie, dans le cas contraire, le liquide n'était pas assez concentré.
- 4- LEPLAY, op. cit., t. 2, p. 31.
- 5- POUTET, op. cit., p. 47.
- 6- Ces résidus appelés "noirs de raffinerie" ont été vendus, à partir de 1825, comme engrais, dans l'Ouest. Deux raffineurs de Nantes, Jolin et Rissel, ont revendiqué, chacun de leur côté, l'idée de l'utilisation du noir comme engrais (BOUSQUET, Notice historique et statistique sur le commerce du noir animal résidu de raffinerie de sucre depuis son origine jusqu'à nos jours, p. 86. On a aussi attribué la découverte des propriétés fertilisantes du noir animal tantôt à Ferdinand FAVRE, tantôt à PAYEN (A. BOBIERRE, le Noir animal, p. 5).
- 7- Dès 1819, Huard, un ancien raffineur de Rouen, aurait construit et vendu des filtres semblables à ceux de Dumont (HUARD, Idées nouvelles sur la fabrication du sucre de betterave, 1833).
- 8- POUTET, op. cit., p. 7. - B. DUREAU, La question des sucres considérée au point de vue scientifique, économique et industriel, p. 66.
- 9- 50% de plus que les anciennes chaudières.
- 10- CHANDELET, op. cit., p. 98.
- 11- BLACHETTE et ZOEGA, Manuel du Fabricant de Sucre et du Raffineur, 1841, p. 245.
- 12- BASSET, op. cit. t. 3, p. 614.
- 13- LEROUX-DUFIE, Exposé succinct de l'appareil Leroux-Dufié ou système de plancher-lits de pains fixes ou mobiles, 1834.

- 14- Extrait d'un rapport de PAYEN fait à la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, sur un appareil de M. Leroux-Dufié, raffineur destiné à recevoir l'égout des sirops de sucre, cité par BLACHETTE et ZOEGA, op. cit., pp. 257 à 263.
 - 15- BASSET, op. cit., tome III, p. 629.
 - 16- POUTET, op. cit. p. 118.
 - 17- AN F 12 2545, lettre du 1/7/1839.
 - 18- PAYEN, Précis de chimie industrielle, 4e éd. tome 2, p. 267; il fallait 50 jours pour les lumps et les bâtardes et 62 jours pour les vergeoises.
 - 19- Pap. DOBREE, 2 A 134 - Projet et estimation du coût d'une raffinerie de sucre à établir à Nantes.
 - 20- AN F 12 2540, MM. Les Raffineurs de Marseille à M. de Saint Cricq, Directeur général des Douanes, 24/1/1820.
 - 21- AN F 12 2542, Pétition des raffineurs de Marseille, 1826.
 - 22- F. de CONINCK, Le Havre, son passé, son présent, son avenir, 1859, p. 222.
 - 23- Enquête 1828, op. cit. pp. 156-157 (rendements d'après J. Clerc en %)
- | | pains | lumps et
bâtardes | vergeoises | mélasse | déchet |
|----------|-------|----------------------|------------|---------|--------|
| Cuba | 43 | 16 | 17 | 20 | 4 |
| Antilles | 43 | 15 | 16 | 21 | 5 |
| bonne 4e | | | | | |
- 24- DE VILLENEUVE-BARGE-MONT, Statistiques des Bouches-du-Rhône, tome IV p. 661.
 - 25- Courrier français, 29/2/1832 - Lloyd Nantais, 2/1/1833.
 - 26- Ed. HUARD, Réflexions sur le raffinage des sucres, p. 5.
 - 27- LEPLAY, op. cit. tome 2, pp. 2 à 6.
 - 28- J. PAUL, L'industrie de la raffinerie, p. 7.
 - 29- BLACHETTE et ZOEGA, op. cit., éd. 1826, pp. 268-270; éd. 1841, pp. 313-314.
 - 30- AD LA, 1 M 2884, AM Nantes I 2 162.
 - 31- Geoffrey FAIRRIE, Sugar, pp. 155 et 156.
 - 32- Encyclopédie Ch. FREMY, P. CHARPENTIER, Le Sucre, p. 162.
 - 33- LEON, Raffinage du sucre par la cuisson au bain de vapeur à basse pression et dans le vide, 1827.
 - 34- AN F 12 2548, Lettre de Clément et Desormes, 21/6/1834.
 - 35- Ch. QUILLARD, la sucrerie de betterave, p. 300.
 - 36- AN F 12 2548, Lettre de Clément et Desormes, 21/6/1834.
 - 37- L'Echo Honfleurais, 17/9/1864.
 - 38- E. DEGRAND, Raffinage du sucre. Des appareils pour évaporer les dissolutions de sucre à l'abri de la pression atmosphérique, et du nouveau procédé inventé par DEGRAND (Extr. des Annales des Sciences et de l'Industrie du Midi de la France, 1832, n° 11 (novembre).
 - 39- D'après POUTET (op. cit., p. 151) et CHANDELET (op. cit., p. 119).
 - 40- E. DEGRAND, Notice sur l'appareil à évaporer les dissolutions sucrées.
 - 41- Le vide était donc moins complet à la fin de l'opération (P. CHARPENTIER, op. cit., p. 166-167).

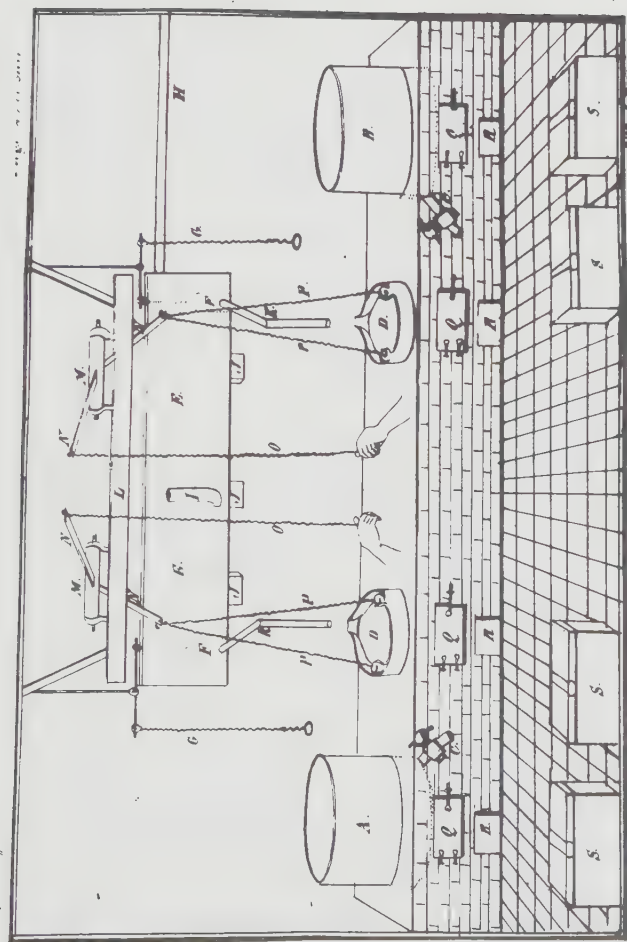
- 42- E. DEGRAND, Notice sur la concentration des jus sucrés et la cuisson des sirops, 1835. - Id., Fabrication et Raffinage du sucre, 1845.
- 43- P. CHARPENTIER, op. cit., pp. 166-167.
- 44- C. QUILLARD, op. cit., p. 300.
- 45- Ch. DEROSNE, Appareil pour la cuite des sirops dans le vide. Raffineries, sucreries des colonies, fabriques de sucre de betteraves, sirops de pommes de terre, etc., 1834.
- 46- P. CHARPENTIER, op. cit., p. 167-168.
- 47- AM Nantes, I 2 162, Etablissement de MM. Etienne et Say (1836-1869).
- 48- AD LA 1 M 2132, Ch. Massion au Préfet, 19/6/1840.
- 49- J.F.S., 26/6/1864.
- 50- AN F 12 2548, Lettre du 31/10/1838.- Ibid., F 12 2549, J. Clero, Note sur le rendement.
- 51- Ibid., F 12 2547, P V Conseil Supérieur du Commerce, Note des raffineurs de Marseille, 4/12/1838.
- 52- Mémoire par les sieurs Louis Daniel, arbitre de commerce, et Henri Salles, négociant, contre Gay, Grandval et Cie, banquiers. Mémoire en réplique par les sieurs Salles et Daniel, syndics définitif de la faillite Descroix et Girard fils contre les sieurs Gay-Grandval et Cie, lettre du 18/2/1850.
- 53- AD LA 1 M 2126 - AD B du R, M 1223.
- 54- B. GILLE, La fondation de la Société Générale, in Histoire des Entreprises, novembre 1961, n° 8, p. 9.
- 55- AM Nantes, I 2 162, Etablissements insalubres - A D L A 1 M 2884, *Id.*
- 56- Monde Illustré, 23/7/1864, Une visite aux raffineries de Nicolas Cezard à Nantes.
- 57- AM Nantes, I 2 162.
- 58- BOBIERRE. Rapport du jury local sur les produits agricoles, et industriels de la Loire-Inférieure admis à l'Exposition Universelle de Londres, 1862, pp. 18-19. - Elie, REMIGNARD, Dix visites à L'Exposition Nationale de Nantes, 1862, pp. 221-222.
- 59- Cf. Chapitre V.
- 60- G. FAIRRIE, op. cit., p. 168. - Application de la force centrifuge à la fabrication du sucre, par MM. Rohlf, Seyrig et Cie, 3p. s.d.
- 61- Brevets des 25/10/1848 et 27/7/1849.
- 62- Rohlf, Seyrig et Cie, Historique de l'appareil à force centrifuge appliqué à la purgation et au clairçage des sucres, et des débats judiciaires auxquels cette invention brevetée a donné lieu, 1854.
- 63- L'axe était mis en mouvement par un pignon engrenant avec une vis sans fin adaptée au bout de l'axe; J. Cail remplaça la vis sans fin par un cône tronqué formé de rondelles en cuir serrées entre deux plaques par un écrou. Une roue d'angle unie transmettait à ce cône le mouvement de rotation. On évita ainsi la détérioration rapide de l'appareil.
- 64- A. PAYEN, Société d'Encouragement pour l'industrie nationale. Rapport au nom du Comité des arts chimiques sur l'appareil de MM. Rohlf et Seyrig pour l'égouttage et le clairçage des sucres, et description de l'appareil, Paris, 7 P.
- 65- On a ensuite construit des turbines qui contenaient 92 formes et qui pouvaient faire égoutter 700 à 800 pains de sucre par jour. PAYEN,

- . op. cit. 4e éd. p. 265.
- 66- AD B-du-R. L H R 6 15.
- 67- J.M.C. 1861, Cour d'Aix, 14/11/1860.
- 68- A. BEAUDRI-MONT, Dictionnaire de l'industrie manufacturière, commerciale et agricole, 1841, tome 10, pp. 438-439. - VILLENEUVE, op. cit. tome IV, p. 661.
- 69- C'est Adrien Caron, contremaître chez Sommier depuis 1827 qui a conçu ce système. PAYEN, op. cit., 6e éd. p. 355.
- 70- L'Union Bretonne, 20/7/1861, Les usines de N. Cezard.
- 71- C C Le Havre, P V Délibérations, 15/4/1859, les lumps (5 1/2 %) étaient pratiquement assimilés aux mélis (71 1/2 %).
- 72- PAYEN, op. cit. 6e éd., tome 2, p. 151. On atteignait 85 % en refondant les vergeoises.
- 73- L'Illustration, 6/9/1862, La Raffinerie Etienne, p. 171.
- 74- AM Nantes F 2, Mémoire des raffineurs de Nantes, 25/1/1809.
- 75- H. RISSEL, Nouvelles études sur le rendement des sucres bruts et sur le remboursement des droits à la sortie des sucres raffinés et des mélasses, 1838.
- 76- Conseil Supérieur du commerce Enquête. Traité de commerce avec l'Angleterre, 1860-1862, vol VI pp. 18-19.
- 77- LEPLAY, op. cit. tome 2, pp. 21-22.
- 78- Pap. DOBREE, cf note 19.
- 79- P. BAIROCH, Révolution industrielle et sous-développement, p. 54.
- 80- Enquête; 1828, p. 143.
- 81- Pap. Dubourg, Mémoire Dubourg, 1841.
- 82- Pap. Dubourg, Comptes-courants au 31/1/1841.
- 83- Sources: Grandval (R.C.S., op. cit., p. 149), Massot (R.C.S., p. 154. Méditerranée, AG 19/12/1865), Zangroniz (T.C. Marseille, 5 Z. Dossier de faillite), Rostand (R.C.S., p. 35), Maurin (R.C.S. p. 154).
- 84- De 1861 à 1866, F. Emsens a investi plus d'un million pour porter la fonte de l'usine à 30.000 tonnes (T. C. Marseille, Dossier de faillite, 66 E).
- 85- Maurin a payé trop cher (838.000 F) le terrain nu (près de 20.000 m² sur lequel il a édifié son usine (R.C.S. p. 154). Au contraire, Rostand a pu acheter relativement bon marché (650.025 F) environ 15.000 m² et des bâtiments en bon état (R.C.S. p. 7).
- 86- Sémaphore, 12/12/1864.
- 87- R.C.S., C.S. P.V. 21/2/1865, pp. 60 s.q.
- 88- Projet de S.A. Raffinerie Nantaise des Récollets, 1848.
- 89- K. MARX, Le Capital, Livre premier, le développement de la production capitaliste, tome 2, p. 60.
- 90- P. WANTOUX, La Révolution industrielle au XVIIIe siècle. Essai sur les commencements de la grande industrie moderne, 1959, p. 16.
- 91- P. LEON, La naissance de la grande industrie en Dauphiné, tome 1, pp. 4-6.
- 92- Mémoire par les sieurs Louis Daniel ... cf note 52.
- 93- M. LEVY-LEBOYER, L'héritage de Simiand: prix, profit et termes d'échange au XIXe siècle, R H janvier-mars 1970, pp. 92 et 93.

- 94- A. AULARD, Etude comparée des différents procédés de raffinage, 1900 p. 30.
- 95- N. BASSET, op. cit., tome 2, pp. 724-725.
- 96- Brevet n° 8766, 17/8/1849, Le brevet fut exploité par la maison Cail.
- 97- H. LEPLAY, op. cit. tome 2 pp. 44-45.
- 98- Ibid., p. 47.
- 99- E. CASTELLINO, op. cit., p. 21.
- 100- H. LEPLAY, op. cit., tome 2, pp. 78-79.
- 101- Histoire centennale du sucre de betterave, p. 64.
- 102- H. LEPLAY, op. cit. tome 2, pp. 21-22.
- 103- J.F.S. 2/5/1867, Les types et le sucre devant la saccharimétrie.
- 104- H. LEPLAY, op. cit., tome 2 p. 82.
- 105- Brevet d'invention, 28/10/1864.
- 106- M.C.S. Ch. ROSTAND, Nicolas Cezard à Ch. Rostand, 7/3/1865, " Il y a 3 ans l'essai que vous avez réussi a été fait dans mon ancienne raffinerie; le procédé a très bien réussi; seulement à cette époque, nous n'avions pas le sucre indigène assimilé au raffiné, et les produits, quoique très complets, n'avaient pas la blancheur suffisante".
- 107- Ibid. lettre mars 1865.
- 108- Ibid. p. 28.
- 109- Ibid., P V C S 21/2/1865.
- 110- Ibid., P V C. S. 15/4/1865.
- 111- Ibid., p. 30.
- 112- Enquête sur la question du sucre à la consommation, tome 1, p. 313.
- 113- Ibid., pp. 252 et 253.
- 114- A. PAYEN, op. cit., tome 2, 4e éd. p. 260.
- 115- H. LEPLAY, op. cit., tome 2, pp. 224 et 225 - Ch. STAMMER, Traité complet théorique et pratique de la fabrication du sucre. Guide du fabricant, pp. 461-462.
- 116- Les brevets français datent des 26/5/1874, 10/11/1875 et 7/3/1876.- H. LEPLAY, Chimie des industries du sucre, tome 2 pp. 225-226 et 269-270. - J.F.S., 18/2/1880.
- 117- J.F.S. 15/10/1884.- LAGRANGE, Raffinage du sucre en fabrique.
- 118- J.F.S., 6/11/1889 et 8/1/1890. Le procédé Steffen. - Ch. QUILLARD, La sucrerie de betteraves, pp. 490-492, et surtout, A. AULARD, Etude comparée des différents procédés de raffinage, 1901.
- 119- Saint-Louis, CA, 14/6/1890, Rapport de P. Desbief sur le procédé Steffen.
- 120- J. PAUL, L'industrie de la raffinerie, p. 3.
- 121- L'opération était répétée 32 fois. Le passage d'un sirop durait 20 à 30 minutes. Son volume représentait 7 % de celui des sucres traités.
- 122- Saint-Louis, CA, 8/3/1894.
- 123- J.F.S. 11/5/1892, G. DUREAU, Le procédé Steffen.
- 124- Ch. QUILLARD, op. cit. p. 492.
- 125- A. AULARD, op. cit. p. 4.
- 126- F. CHARMY, Le Sucre, p. 62.

- 127- AN, 65 AQ. R 210, Raffinerie François, Historique.
- 128- J.F.S., 8/10/1884, P. Lagrange, Le raffinage du sucre en fabrique.
- 129- Chantenay, Dossier Langen, Brevets des 5/8/1872, 5/5/1873 et 2/2/1878.
- 130- J. Paul, L'industrie de la raffinerie p. 29. G. Fairrié, Sugar, pp. 104-105.
- 131- J.F.S., 25/12/1889, S.I.C., 5/1/1892, A. AULARD, Etude comparée des différents procédés de raffinage. Ibid., Seconde étude comparée des différents procédés de raffinage. J. Paul, L'industrie de la raffinerie.
- 132- Brevet du 7/10/1887. Pour la France, il avait été acheté par Mollet-Fontaine de Lille.
- 133- Il y avait 15 à 20 tambours par turbine et autant de wagonnets pour les transporter.
- 134- Chaque turbine possédait 56 moules. Chaque moule renfermait 475 kg de masse cuite donnant 375 kg de raffiné. On utilisait 75 à 80 litres de clairce - ce qui est peu.
- 135- S.I.C. 5/1/1892.
- 136- Méditerranée, CA, 30/5/1890.
- 137- Ch. QUILLARD, op. cit. pp. 499-500.
- 138- La turbine Hübner était montée par Fives- Lille.
- 139- L'Economiste français, 12/10/1901.
- 140- CH. 8/9/1889.
- 141- A. AULARD, Etude comparée... op. cit. pp. 26-27.
- 142- Annuaire sucriers.
- 143- S.R.F., Statistiques.
- 144- Chantenay, Prospectus Mollet-Fontaine, 13/8/1904.
- 145- CH 28/4/1889.
- 146- J.F.S., 8/10/1884, art. cit.
- 147- J. PAUL, L'industrie de la raffinerie, p. 29 - R. TEYSSIER, Manuel-guide de la fabrication du sucre, p. 328.
- 148- Cf. W. Gredinger, Die Raffination des Zuckers - G. Fairrié, Sugar.
- 149- Cf. Chapitre IV.
- 150- J.F.S., 6/1/1909. J. Fritsch, Traité de la fabrication du sucre, pp. 614 à 616.
- 151- Saint-Louis, CA, 15/2/1887.
- 152- Chantenay, Note sur les amortissements, s. d.

Planche n° 1



Atelier de la Clarification et de la Cuite.

Planche n° 2

2 - Travaux de l'empli.

- A Ouvrier qui plante les formes.
- B Formes inversées sur la base pour les plantes.
- C. Bassin terminé par un bec pour couler le sucre dans
 les formes (bec de corbin).
- D Grand rafraîchisseur dans lequel on réunit le résultat
 de plusieurs cuites.
- E. Petit rafraîchisseur.
- F Poêle qu'on allume en hiver.
- G Tuyau du poêle.
- H Mouveron.
- I Ouvrier qui mouve le sucre.
- J Ouvrier tenant le pucheux.
- K "Canap" ou chevalet servant d'appui au bassin.

POUTET aîné, Nouveau manuel du raffineur de sucre,
pp. 186-187.

Planche n° 3.

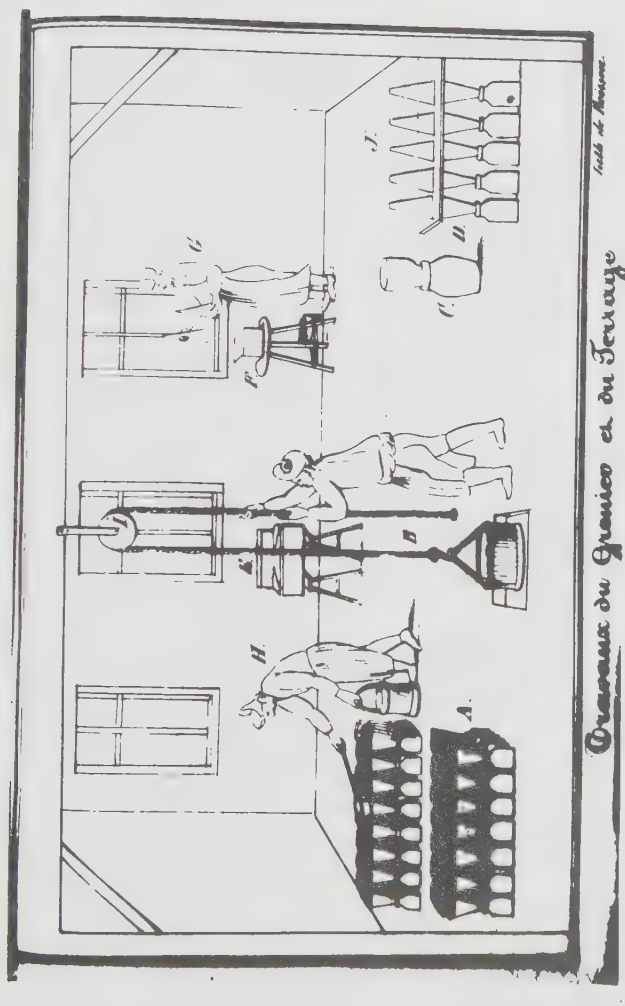
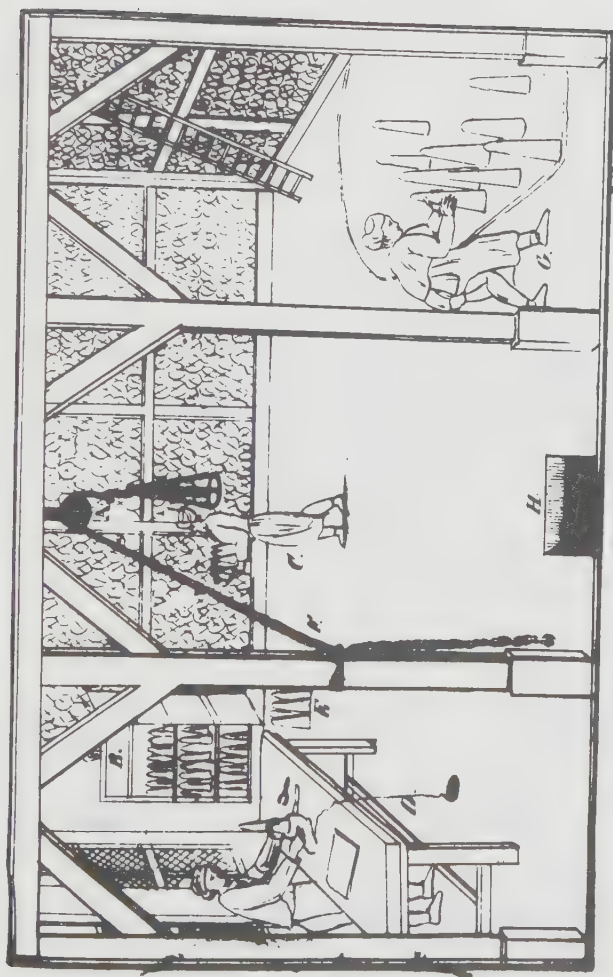


Planche n^o 3.

3 - Travaux du genier et du terrage.

- | | |
|---|---|
| A | Lit de formes plantées sur les pots pour terrer les pains. |
| B | Baquet de terre. |
| C | Grand pot où l'on vide le petit pot de sirop couvert ou non couvert. |
| D | Formes plantées sur pot. |
| E | Caisse à gratter. |
| F | Bloc pour locher les pains. |
| G | Ouvrier qui loche les pains. |
| H | Ouvrier versant la clairce. |
| I | Poulie du tracas. |
| J | Formes renversées pour raffermir la tête des pains avant de les locher. |

POUTET aîné, Nouveau manuel du raffineur de sucre,
p. 187.



Section de l'église, de la Chapelle à pieu et d'un pignon

Planche n° 4

4 - Portions de l'étuve, de la chambre à plier et d'un grenier

- A Poulie du tracas.
- B Fenêtre de l'étuve.
- C Ouvrier transportant les pains.
- D Ouvrier enveloppant de papier les pains et les ficelant.
- E Pains enveloppés et ficelés.
- F Corde pour monter les formes.
- G Ouvrier qui prend les pains dans les greniers pour les porter à l'étuve.
- H Trappe ou tracas.

POUTET aîné, Nouveau manuel du raffineur de sucre,
pp. 188-189.

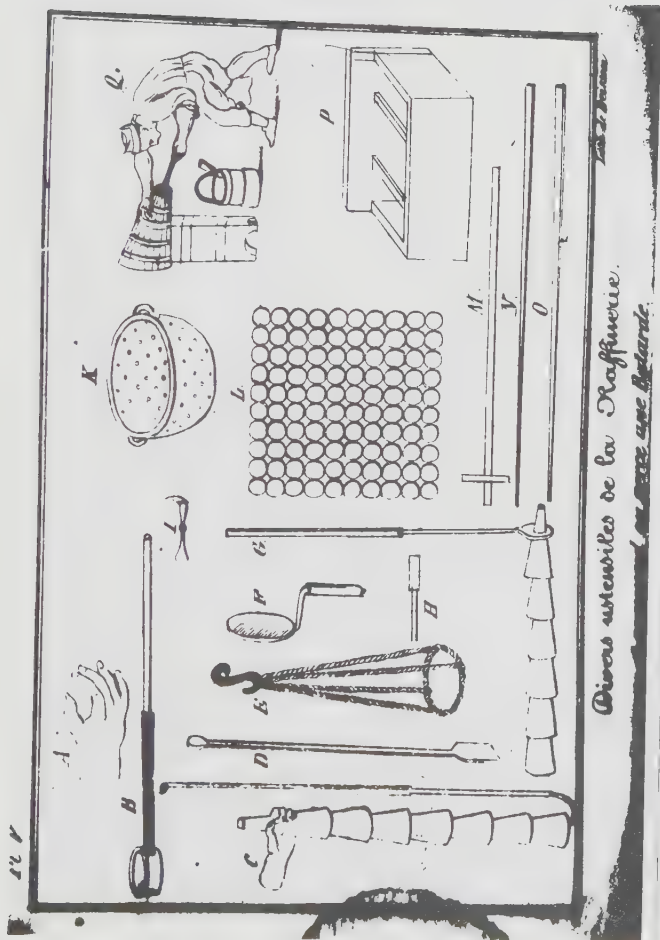
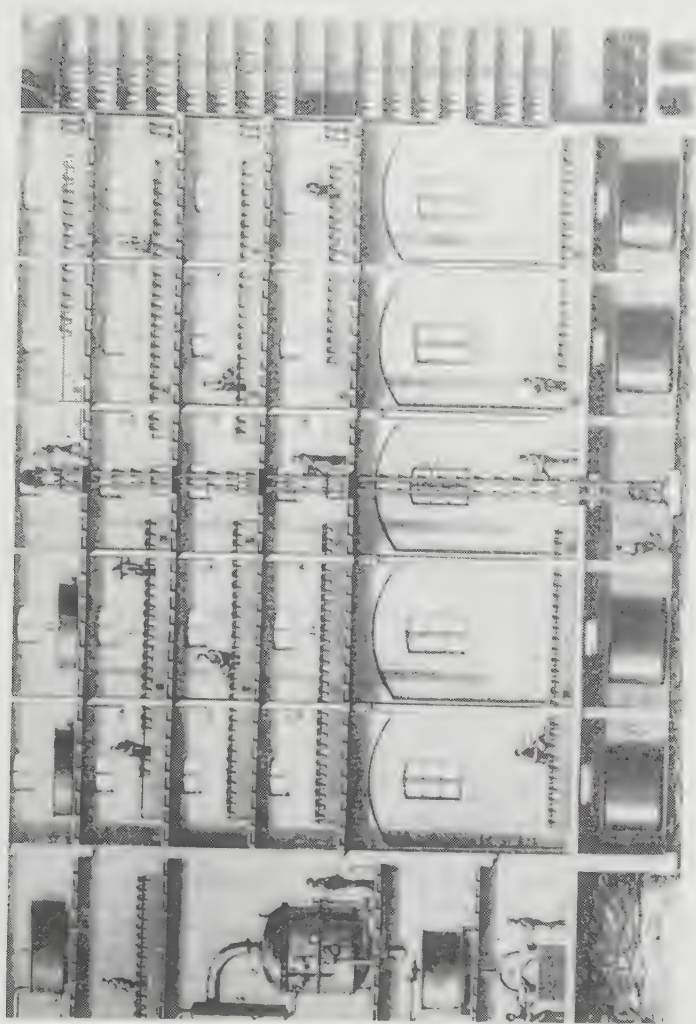


Planche n° 5

5 - Divers ustensiles de la raffinerie et comment on perce une bâtarde.

- A Main en position pour prendre la cuite ou preuve du sucre - la main est renversée car le pouce doit être en bas.
- B Pucheux.
- C Descente piles de formes dans l'eau du bac à l'aide d'un crochet.
- D Spatule servant à gratter le sucre adhérent au rafraîchissoir et à briser les vergeoises.
- E Bonnelet pour monter les formes dans le tracas.
- F Truelle pour faire des fonds.
- G Fait voir l'anneau dont on se sert pour redresser une pile de formes lorsqu'elle se couche dans le bac.
- H Poinçon pour percer les bâtardes et les vergeoises.
- I Fer à foncer.
- K Couleresse servant à passer la terre ou à remplir de mélis sur lequel on verse le sirop cuit de vergeoises.
- L Disposition formes par lits avant de les terrer.
- M Le Piqueux.
- N Mouveron.
- O Spatule de fer pour agiter le sirop à l'intérieur de la forme.
- P Caisse à gratter et à gruger les pains.
- Q Ouvrier qui perce une forme de bâtarde ou de vergeoise.



Pl. 26. — Vue en coupe des groiers et de l'empil d'une grande raffinerie.

Planche n° 6

L.E.G.E.N.D.E

(Coupe de l'empli et des greniers d'une grande raffinerie)

- 1- Réservoir à eau de pluie servant à condenser les vapeurs qui se dégagent de la chaudière à cuire (2). L'eau tombe par un long tuyau et se rend à l'égout (3).
- 2- Chaudière à cuire en grains les sirops dans le vide.
- 3- Egout.
- 4- Vase de sûreté de l'appareil à cuire dans le vide.
- 5- Tringle servant à régler l'arrivée de l'eau de puits.
- 6- Trois robinets de vapeur pour les serpentins de l'appareil à cuire dans le vide.
- 7- Arrivée des clairces, ou sirop de sucre blanc, qui servent à purifier les pains de sucre brut.
- 8- Lunette pratiquée sur la chaudière et qui permet de voir la cuite à l'intérieur de cette chaudière.
- 9- Soupape de vidange de la chaudière à cuire.
- 10- Réchauffoir en cuivre où le sirop cuit est reçu et maintenu chaud par la vapeur.
- 11- Calotte avec ses deux robinets. C'est là que les ouvriers porteurs de bassins prennent le sucre cuit et le versent dans les formes qui sont dans l'empli.
- 12- Empli, grande salle assez élevée pour que le cuiseur qui est placé près de la chaudière à cuire (2), puisse voir ce qui se passe dans cette salle. Les formes, remplies restent quelque temps en place, puis sont montées par la chaîne dans les greniers.
- 13- Chaîne ou monte-pains, actionnée par la vapeur et qui élève les pains aux greniers.
- 14- 1er étage des greniers, salles basses (2,50m environ) où l'on met les pains sur les lits-de-pains, la tête en bas. Le sirop vert s'écoule de ces pains.
- 15- Citernes à clairce, distribuant la clairce dans tous les greniers.
- 16- Tuyaux et robinets pour recevoir la clairce.
- 17- 2eme étage des greniers. Des ouvriers prennent la clairce dans des bidons, et la versent sur la base des pains.
- 18- 3eme étage des greniers. Des ouvriers enlèvent, avec des couteaux une partie de la base des pains et y impriment la marque de la maison.
- 19- Les pains sont égouttés, puis desséchés en les plaçant sur les sucettes (20)
- 20- Tuyaux des sucettes.
- 21- Caves renfermant de grandes cuves en tôle, où l'on reçoit et conserve les mélasses.
- 22- Etuves chauffées par la vapeur.
- 23- Tuyaux de vapeur chauffant les étuves.
- 24- Portes à glissoirs pour ouvrir chaque étuve.

CHAPITRE III

LA PRODUCTION DE SUCRE RAFFINE.

Dans la pratique, la fabrication de sucre raffiné ne se sépare pas de la production, mais au niveau des statistiques, des problèmes difficiles à saisir surgissent.

1- Les statistiques de la production.

A la fin de l'Ancien Régime le raffinage du sucre était concentré surtout à Orléans où l'on pouvait fondre 10.500 à 11.000 tonnes de sucre brut et terré (1), soit environ 50 % des sucres travaillés en France (2). Bordeaux, Marseille, Nantes, Le Havre venaient ensuite et dans presque tous les ports on pratiquait le raffinage (3). Pour le XIXe siècle, ce n'est qu'à partir de 1828 qu'on peut avoir une idée de la fonte des raffineries (4).

	tonnes	%
Paris	27.000	34,25
Marseille	10.000	13,70
Bordeaux	9.720	12,53
Nantes	8.100	10,28
Orléans	6.480	8,21
Le Havre-Dieppe-Honfleur-Harfleur	13.500	17,13
Fécamp-Rouen-Caen-Strasbourg-etc.	3.240	4,10
Dunkerque-Arras-Lille	3.240	4,10
Total	78.840	

En 1832, le chimiste Payen donnait des chiffres légèrement différents mais qui montraient aussi que depuis la Révolution, le raffinage du sucre s'était surtout développé à Paris et à Marseille (5).

	tonnes	%	nombre de raffineries
Paris	30.000	42,55	24
Marseille	14.000	19,86	10
Bordeaux	10.000	14,18	24
Nantes	5.000	7,09	9
Le Havre	4.000	5,68	7
Rouen	2.500	3,54	12
Orléans	2.000	2,83	12
Dunkerque, Lille etc.	3.000	4,25	69
Total	70.500		107

Il est très difficile, par contre, de tirer des grandes enquêtes industrielles de 1839-45 et de 1861-65 des éléments susceptibles d'être confrontés sur le plan national (6). Celle de 1839-45 ne donne que la valeur des matières premières et du produit fabriqué. De plus, la plupart des entrepreneurs ont refusé d'envoyer des renseignements et même au moment de l'enquête, on a mis quelquefois en doute la sincérité des déclarations faites : "Croyez-le bien, les tableaux qui vous seront envoyés parfaitement remplis ne seront pas conformes à la vérité parce qu'il n'est pas naturel de livrer le secret de ses affaires", écrit le raffineur Marais au maire de Nantes (7). En 1844, le préfet de la Loire-Inférieure n'a obtenu que deux réponses (contre 3 en 1840) et pour compléter ses informations il s'adressa au journaliste qui avait rédigé l'article "Nantes" dans le Dictionnaire du Commerce et de la Navigation de GUILLAUMIN (8). Pour Marseille, J. A. Lorent met en doute la valeur de l'enquête qui, après un faux départ en 1839-1840, s'est poursuivie jusqu'en 1852 (9). Ainsi, partout, on a mêlé des données qui s'évalent sur une dizaine d'années. L'enquête de 1861-65 présente aussi beaucoup d'inconvénients. Pour Bordeaux, nous avons la production des raffineries en 1863, pour Nantes, les chiffres correspondent à 1861, pour Le Havre à 1864 et pour Marseille, l'enquête ne retient que la situation à la fin de 1865 et, paradoxalement, la raffinerie marseillaise, dont la fonte a presque égalé celle de Paris, se trouve rangée derrière Nantes, Le Havre et même Bordeaux.

Il faut donc se servir avec prudence d'un travail comme celui de Moreau de Jonnés, qui utilise la statistique de la France pour démontrer que l'industrie du raffinage a vu sa production passer de 10.000 à 100.000 tonnes depuis 1788 et qu'elle a presque quintuplé sa valeur depuis soixante ans (10).

1788	30.000.000 F	d'après	Tolosan
1812	55.000.000	"	Cnaptal
Empire	52.000.000	"	Montalivet
1850	140.000.000	"	Statistique de la France

Pour la fonte le chiffre de 1788 ne peut être retenu et en 1850 il faut tenir compte de la production de Paris (11).

		%
Paris	65.500.000 F	31,88
Marseille	32.400.000	15,77
Nantes	25.200.000	12,26
Bordeaux	24.200.000	11,78
Le Havre	9.700.000	4,72
Honfleur	6.300.000	3,06
divers	42.200.000	20,53
Total	205.500.000	

Par contre, la statistique industrielle de 1874-1887, malgré bien des imperfections, permet, à un tournant décisif de l'industrie du raffinage, d'avoir au moins en pourcentage, des repères précis (cf. tableau n°2).

Evolution de la fonte %

	1873	1884	1886
Ports	51,26	28,92	35,12
Paris	44,79	67,70	61,40

D'une part, on a la montée spectaculaire de la raffinerie parisienne, de l'autre le déclin des ports. Dans le détail (cf. tableaux n° 2 a et b) cette courte série révèle l'effondrement du raffinage du sucre au Havre en 1880 et à Nantes en 1883, tandis qu'à Marseille de 1873 à 1886, la fonte augmente de 33,33 % et de 29,16 % à Bordeaux.

Enfin, à partir de 1903, on dispose des statistiques du Syndicat des Raffineurs de France (cf. Tableau n° 3) qui nous renseignent sur le travail de toutes les raffineries. Toutefois, nous n'avons que la production du sucre raffiné. Il manque celle des agglomérés (12) qui était souvent le fait des raffineurs dans les pays betteraviers, mais aussi à Nantes et à Bordeaux. Par rapport à la période 1873-1886, on remarque que la part de Paris a diminué (46,55 % en 1903-1904, et 42,58% en 1912-1913). On note un léger tassement pour les ports avec 31,07 % en 1903-1904 et 31,20 % en 1912-1913. Il est vrai qu'à la veille de la première guerre mondiale, les fabriques-raffineries et les raffineries indépendantes fournissaient plus du quart du sucre raffiné et qu'elles avaient retrouvé une prospérité perdue depuis le Second Empire.

Ainsi, on peut donc mesurer l'activité des raffineries de sucre des ports pendant de courtes périodes, mais pour avoir une vue d'ensemble des mouvements de la production, il est nécessaire de recourir aux séries de l'Annuaire Statistique de la France et à celles du Ministère des Finances (13) concernant les industries sucrières où l'on trouve les quantités acquittées pour la consommation et l'exportation (cf. Annuaire statistique n°2 et tableau n°4) De même, pour les ports (à l'exception du Havre) les publications des Chambres de Commerce, le Tableau Général du

commerce et de la navigation et des sources plus dispersées donnent les chiffres des acquittements (cf. Graphique n° 2 et tableaux n° 5 a b c).

2- L'utilisation des statistiques.

L'utilisation de ces séries pose néanmoins des problèmes. Les statistiques douanières ne sont pas parfaites. En effet, le commerce consentait à l'acheteur de brut une tare de 17 % pour le boucaut. La douane, elle, n'accordait que 13 %. Le raffineur disposait donc d'un premier boni, "le bon poids d'achat" auquel s'ajoutait "le bon poids de fabrication". Au départ, dans les comptes de rendement industriels, la quantité de sucre travaillée n'était que théorique (poids indiqué par la douane). Ce n'était qu'en fin de raffinage que l'on connaissait vraiment ce qui avait été fondu, car la tare de 13 % ne correspondait pas au poids réel de l'emballage. Pour le sucre indigène jusqu'en 1840, les chiffres de la Régie sont discutables. Ensuite, (jusqu'en 1851), il y a eu des fraudes dans les déclarations. De plus, l'évaluation des exportations en sucre brut a été faite par la douane à partir des rendements présumés des sucres au raffinage, suivant des taux fixés par le législateur. Or ceux-ci étaient inférieurs au rendement réel; ainsi, une partie des sucres déclarés pour l'entrepôt ou (à partir de 1864) soumissionnés pour l'admission temporaire n'étaient pas en fait, exportés (environ 5 %) et ils entraient dans la consommation sans payer de droits. Ainsi, jusqu'en 1880, les acquittements ont plutôt été minorés.

On ignore aussi l'état des stocks et leurs variations, ce qui accentue les écarts lors des crises ou des mouvements de spéculation. A cet égard, l'année 1912 est typique. Enfin, l'élaboration des séries peut se faire de différentes façons. Pour les sucres indigènes, les dates de la campagne ne coïncident pas avec l'année civile - elle se place du 1er septembre au 31 août. Bien entendu, les fabriques travaillent surtout en automne, mais leurs sucres ne sont pas immédiatement utilisés par les raffineurs (un délai de 3 à 4 mois est souvent nécessaire) aussi, il est normal de conserver comme référence pour le raffinage, l'année qui suit la campagne et d'imputer par exemple à 1913 les produits de la récolte 1912-1913 (14), d'autant plus que les raffineurs possèdent un stock en fin de campagne (1 à 2 mois de fonte) et qu'ils utilisent d'abord les "vieux sucres" qui restent dans les entrepôts (en moyenne 2 mois de consommation), car ils coûtent moins cher.

Enfin, à partir de 1896 dans la Statistique de la France, le poids des sucres consommés et exportés est exprimé en raffiné, aussi, pour avoir des séries homogènes, on les a reconverties en brut sur la base du coefficient de 96 % adopté par T. J. Markovitch (15). D'ailleurs les raffineurs raisonnaient toujours en fonction de la fonte du brut. De toutes façons, à moins d'assimiler le sucre blanc au sucre raffiné comme le fait Markovitch, il est impossible avec les acquittements de reconstituer une série correspondant exactement à l'industrie du raffinage (16). En effet, il serait nécessaire de calculer les quantités de sucre entrées directement dans la consommation. Ainsi, en 1826 et 1827, on a raffiné 50.000 tonnes de brut, tandis que la consommation en absorbait 15.000 (17). Le progrès de la betterave et la baisse du prix des verges ont peu à peu réduit la consommation directe de brut (mais, dans quelles proportions?). Par contre, la fabrication des poudres blanches en sucrerie a entraîné, dès le Second Empire, des ventes importantes de brut à de nombreuses industries alimentaires (chocolaterie, biscuiterie, brasserie, confiserie.. etc.), aussi le bilan est difficile à faire. A la veille de la première guerre mondiale la proportion du sucre blanc cristallisé atteignait près de 30 % dans la consommation (18).

Il n'en reste pas moins que c'est grâce aux acquittements que certains problèmes de l'histoire du raffinage du sucre apparaissent clairement.

Si l'on se réfère aux analyses de T. J. Markovitch sur l'industrie du raffinage (19), il est impossible de retrouver pour les ports - en l'absence de séries statistiques continues - la forte croissance des années 1815-1832 (9,8 % de taux annuel moyen). Il en est de même pour la période 1827-1866 (4,8 % de taux annuel de croissance). Cependant, pour Marseille, de 1828 à 1837 on a un taux annuel de croissance de 7%. A Nantes, on constate pour les acquittements des chiffres sensiblement égaux en 1831 et 1847; toutefois, de 1836 à 1847, le taux annuel moyen d'accroissement est de 7,8 % et pour les années 1847-1863 de 8,1 %.

A Bordeaux, de 1847 à 1867 les acquittements ont augmenté de 54,34 % et à Nantes de 279,06 % (jusqu'en 1863) tandis qu'à Paris la fonte est passée de 54.500 tonnes en 1847 à 80.200 tonnes en 1860 (20), soit 47,15 % de plus. Les débuts du Second Empire ont donc favorisé la raffinerie nantaise qui a alors atteint un niveau d'activité maximum qu'elle n'a retrouvé qu'à la veille de la seconde guerre mondiale.

A Marseille de 1859 à 1864, le taux moyen annuel de croissance est de 11,2 %, mais à partir de 1865, c'est la chute et si l'on néglige l'année 1871, le creux se situe en 1868. Ensuite, la reprise est len-

te. Elle ne se manifeste qu'en 1880 et ne s'affirme vraiment qu'à partir de 1897.

Dans le raffinage du sucre à Nantes un premier creux se place en 1864 mais surtout la production s'effondre en 1883/1884 et là aussi, il faut attendre 1897 pour avoir une croissance plus soutenue. Au Havre il y a eu progrès jusqu'en 1875 et ensuite s'est amorcé un rapide déclin. A Bordeaux, de 1868 à 1884, c'est la stagnation, puis on a une légère reprise qui ne dure pas, car en 1894 les acquittements se retrouvent à un niveau inférieur à celui de 1837 (10.914 tonnes contre 11.237).

Pour T. J. Markovitch la croissance des raffineries s'est ralentie de 1890 à 1913 (taux moyen annuel de 1,1 %). En prenant comme point tournant 1897 on a un chiffre légèrement supérieur (2,1%) qu'il est intéressant de comparer au taux moyen annuel de croissance dans les ports 1,4 % pour Nantes, 5,5 % pour Bordeaux (le calcul a été effectué à partir de 1895) et 2,4 % pour Marseille.

Si l'on schématise toutes ces données, on peut distinguer trois mouvements "longs" dans le raffinage du sucre des ports. On a un première phase de croissance qui s'accélère à Nantes et à Marseille jusqu'en 1864-1865 et qui se prolonge au Havre et à Bordeaux. Puis il y a arrêt, stagnation ou légère reprise jusqu'en 1895/1897. Ensuite, la croissance est modérée ~~mais sauf à Nantes~~, elle est plus forte qu'à Paris. Il apparaît qu'après bien des difficultés, les raffineurs des ports ont fortement augmenté leur production. Cette vue a le défaut d'être globale, mais elle est utile pour mieux comprendre le mécanisme de la croissance et les accidents de parcours.

x

x

x

Chapitre III

NOTES

- 1- G. LEFEBVRE, Etudes Orléanaises, tome 1, pp. 111 à 114, AN F 12 2420, Il y avait 34 raffineries.
- 2- J. A. CHAPTAL, De l'industrie française, t. II, p. 181, 22.500 tonnes en 1789.
- 3- P. BONDOIS, Les centres sucriers français au XVIIIe siècle, R.H.E.S., 1931.
- 4- AN F 12 2543, Mémoire de J. Clerc, raffineur de sucre à Ingouville (adressé au comte de Saint-Cricq le 16 décembre 1828). Un rapport du 20 avril 1828 (AN F 12 2540) estime la production de sucre raffiné à 50.000 tonnes, celle des mélasses à 10.000 tonnes et la capacité de fonte des fabriques à 80.000 tonnes, ce qui correspond aux chiffres donnés par J. Clerc.
- 5- PAYEN, Traité de fabrication des sucres et du raffinage - Dictionnaire du Commerce technologique, 1832, tome XX. p. 15. Pour le nombre des raffineries cf. AN F 12 2542.
- 6- Statistique de la France, Industrie, Paris, 1847-1852, et Statistique de la France, Industrie, 2e série, Nancy, 1873.
- 7- AD. L. A. 1 M 2132, Lettre du 29/10/1844.
- 8- Ibid., Lettre du 21/1/1845.
- 9- Provence Historique, 1963, n° 3. - Statistique industrielle à Marseille, pp. 287 et sq.
- 10- M. A. Moreau de Jonnés, Statistique de l'industrie de la France, p. 271.
- 11- Chambre de Commerce de Paris, Statistique de l'industrie à Paris, résultant de l'enquête faite par la chambre de commerce pour les années 1847-1848.
- 12- Sans être complexe, la fabrication des agglomérés demandait toutefois certaines précautions. On passait au moulin de beaux sucres bruts. On les mouillait avec de l'eau pulvérisée. Quelquefois on délayait la farine obtenue avec des claires. Ensuite, on pressait les sirops dans des moules. Enfin, on sciait ou on cassait les lingots. La qualité de tels sucres dépendait de la pureté des cristallisés employés. Sciage et cassage donnaient beaucoup de déchets, que l'on transformait, après passage au blutoir, en poudres. On avait alors dans l'ordre décroissant de grosseur: la semoule, les poudres et le sucre glace.
- 13- AN F 12 2546.
- 14- F. CROUZET, Un indice de la production industrielle française au XIXe siècle, Annales (E.S.C.), janvier-février 1970, p. 70 note 1. M. Wolf, Eléments pour la construction d'un indice de la production industrielle dans le Nord (1815-1914), Revue du Nord, Juillet-septembre 1972, p. 304. F. Crouzet attribue la production de chaque campagne à la première des deux années concernées. M. Wolf retient 80% pour la première et 20% pour la seconde.

- 15- Histoire quantitative de l'économie française, T. J. Markovitch, L'industrie française de 1789 à 1964, Analyse des faits, Cahiers de l'I.S.E.A., mai 1966, p. 180.
- 16- A priori, les archives publiques pourraient offrir au chercheur un large champ d'investigations pour l'élaboration d'une histoire quantitative du raffinage du sucre. En effet, les bureaux des douanes ont toujours dressé, pour le paiement des droits sur le sucre brut, des états détaillés fournissant le poids des sucres acquittés et le nom des acheteurs, et chaque mois des relevés nominatifs étaient faits. Malheureusement, toutes les archives des directions de douane de nos grands ports, presque toujours conservées dans les Chambres de commerce, ont disparu en 1944.
- 17- AN F 12 2540, Rapport du 20/4/1828.
- 18- S.R.F., PV, 21/2/1911.

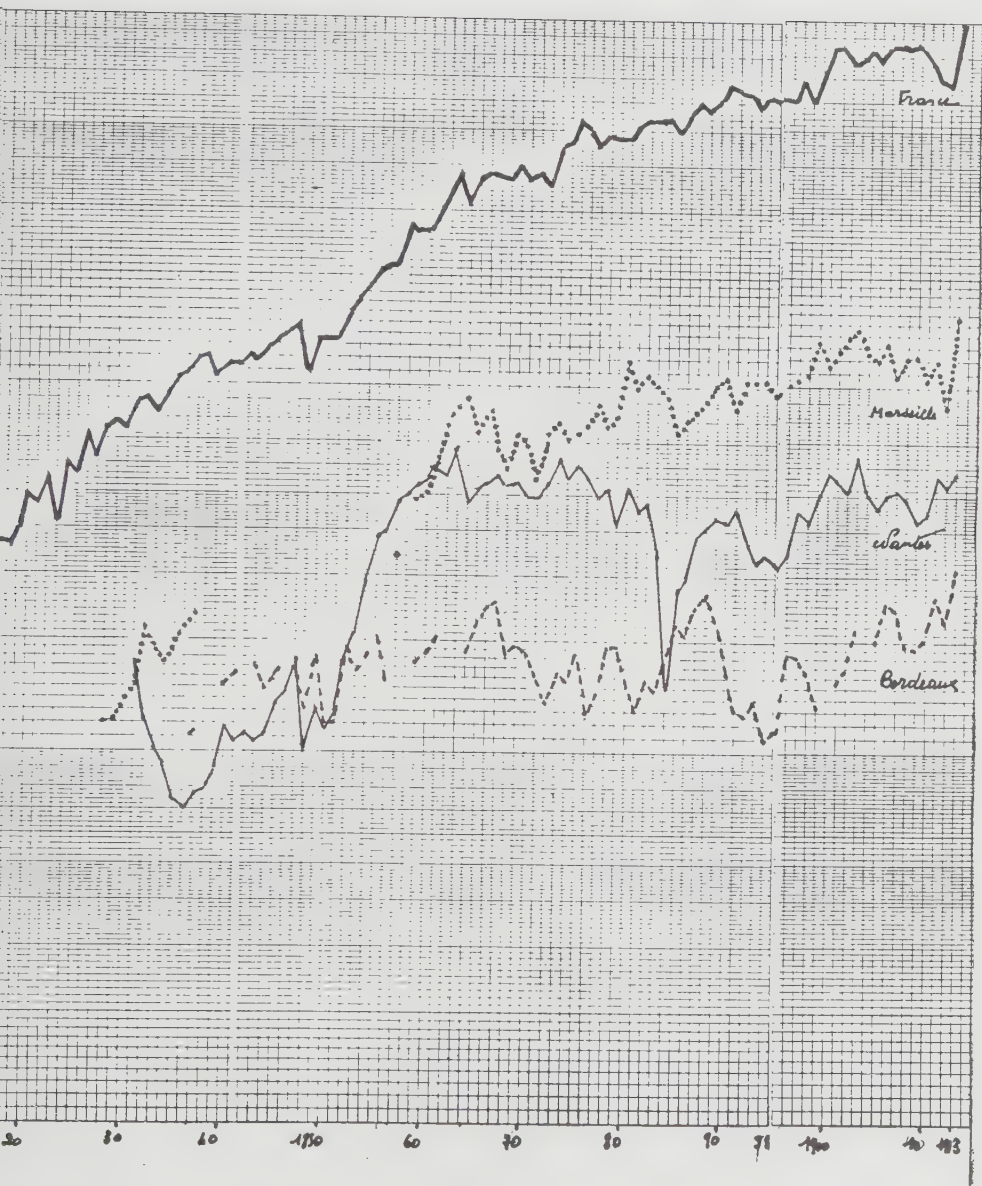
Ventes à la consommation

	1902	%	1910	%
sucre brut	76.889 tonnes	17,80	181.800 tonnes	29
sucre raffiné	355.103 " "	82,20	444.946 " "	71
	431.992 " "		626.746 " "	
campagnes	Raffiné	Brut	Total	% du brut
1904-1905	404.445	137.869	542.314	25,44
1905-1906	457.299	126.250	583.549	21,63
1906-1907	448.932	125.871	574.803	21,89
1907-1908	451.843	138.560	590.403	23,49
1908-1909	470.433	138.200	608.633	22,70
1909-1910	434.286	177.200	611.486	28,98
1910-1911	495.143	197.415	692.558	28,50
1911-1912	448.410	195.590	644.000	30,30
1912-1913	517.650	190.776	708.432	26,93

Source: S.R.F.

- 19- Histoire quantitative ... op. cit. mai 1966, pp. 179-209.
- 20- Chambre de commerce de Paris, Statistique de l'industrie à Paris, résultat de l'enquête faite par la Chambre de commerce pour l'année 1860.

Sucres acquittés en France et dans les Ports (1815 - 1913)



Tableaux n° 2

a - Production de sucre raffiné (tonnes).

	France	Paris	Ports	%
1873	313.424	140.400	170.680	54,45
1874	355.175	155.200	173.900	48,96
1875	380.778	165.500	193.500	50,81
1876	349.571	156.291	176.200	50,40
1877	413.458	228.450	168.000	40,63
1878	430.961	228.050	159.700	37,05
1879	384.276	210.000	164.700	42,85
1880	355.070	182.400	151.700	42,72
1881	333.810	149.000	154.275	46,21
1882	319.372	160.500	150.400	47,09
1883	386.121	235.000	143.600	37,19
1884	444.600	301.000	128.600	28,92
1885	375.370	238.750	130.500	34,76
1886	390.450	239.750	139.500	35,72

Source : Statistique de la France, nouvelle série, t. IV-XVII, Paris, 1877-1889.

b - Production de sucre raffiné dans les ports (tonnes).

	Le Havre	Nantes	Bordeaux	Marseille
1873	25.680	58.000	12.000	75.000
1874	28.900	55.000	12.000	78.000
1875	42.400	60.100	16.000	75.000
1876	30.000	50.000	16.200	80.000
1877	25.000	55.000	17.700	70.300
1878	35.000	50.000	17.700	57.000
1879	28.000	50.000	17.700	69.000
1880	8.000	49.000	16.700	78.000
1881	8.000	55.000	13.275	78.000
1882	8.000	55.000	12.400	75.000
1883	5.000	45.000	12.000	81.600
1884	5.000	30.000	12.000	81.600
1885	4.000	20.000	16.500	90.000
1886	4.000	18.000	15.500	100.000

Source : Ibid., Pour le Havre on a attribué à 1880 et 1881 le chiffre de 1882.

Tableau n° 3

Fonte des raffineries de 1903 à 1920 (tonnes).

	France	Paris	Nantes	Bordeaux	Marseille
1903/1904	586.840	273.213	34.057	18.510	129.860
1904/1905	546.353	259.805	29.318	19.359	106.171
1905/1906	608.209	276.470	30.754	19.300	134.406
1906/1907	593.794	265.278	32.538	25.138	118.059
1907/1908	610.504	278.103	30.690	21.806	123.636
1908/1909	621.070	279.422	28.795	23.543	122.711
1909/1910	585.389	267.630	26.749	23.416	99.386
1910/1911	619.520	269.859	29.886	25.434	119.383
1911/1912	623.321	277.083	31.503	25.783	130.495
1912/1913	673.501	286.789	36.380	30.254	143.557
1913/1914	534.838	262.048	36.396	28.508	140.282
1914/1915	461.201	247.634	34.302	20.183	129.989
1915/1916	469.126	254.247	31.906	18.435	140.527
1916/1917	338.907	143.844		38.825	134.109
1917/1918	229.420	93.284		26.487	92.799
1918/1919	245.778	115.186		20.933	92.681
1919/1920	339.185	162.322		33.024	115.405

Source : S.R.F. - J.F.S. (pour les campagnes de 1916/1917 à 1919/1920.

Tableau n° 4

Sucres acquittés de 1815 à 1913 (tonnes).

1815	16.900	1866	386.300
1816	24.600	1867	375.200
1817	36.500	1868	349.400
1818	36.000	1869	399.900
1819	39.800	1870	369.300
1820	48.700	1871	386.300
1821	46.500	1872	364.400
1822	55.800	1873	446.300
1823	42.000	1874	464.200
1824	60.800	1875	533.500
1825	57.100	1876	500.600
1826	73.000	1877	456.100
1827	62.300	1878	486.500
1828	74.400	1879	475.600
1829	79.000	1880	481.600
1830	75.100	1881	507.600
1831	88.800	1882	538.200
1832	91.600	1883	539.400
1833	83.500	1884	542.900
1834	90.800	1885	502.900
1835	102.600	1886	567.200
1836	107.200	1887	610.600
1837	118.800	1888	578.800
1838	120.700	1889	617.600
1839	106.600	1890	680.900
1840	114.100	1891	650.000
1841	113.700	1892	643.800
1842	120.800	1893	573.700
1843	118.300	1894	623.200
1844	129.800	1895	613.400
1845	136.600	1896	612.500
1846	140.600	1897	693.700
1847	149.900	1898	608.500
1848	106.000	1899	736.500
1849	134.400	1900	847.200
1850	134.900	1901	840.200
1851	135.900	1902	765.600
1852	157.900	1903	790.000
1853	170.400	1904	828.300
1854	187.000	1905	774.800
1855	207.000	1906	841.800
1856	215.000	1907	848.300
1857	217.000	1908	839.700
1858	274.700	1909	853.200
1859	263.600	1910	785.500
1860	268.000	1911	797.300
1861	308.000	1912	765.100
1862	346.000	1913	989.600
1863	385.300		
1864	319.000		
1865	376.350		

Source : 1815 à 1830 : AN F 12 2546

1830 à 1913 : Annuaire Statistique de la France, Résumé
rétrospectif, 1951, p. 259 et 260.

Tableaux n° 5

a - Sucres acquittés à Nantes (tonnes).

Années	sucres coloniaux	Sucres étrangers	Sucre indigène	Total
1831	17.297	11		17.308
1832	12.553	7		12.560
1833	9.974	56		10.030
1834	9.284	62		9.346
1835	7.143	327		7.470
1836	7.123	16		7.139
1837	7.601	86		7.687
1838	7.878	17		7.896
1839	9.041	16		9.057
1840	11.282	684		11.966
1841	10.358	301		10.659
1842	10.178	905		11.084
1843	10.042	886		10.928
1844	10.783	581		11.364
1845	12.842	793		13.636
1846	12.062	2487		14.550
1847	17.945	635		17.581
1848	9.945	222		10.167
1849	10.711	1.880		13.592
1850	8.227	3.662		11.890
1851	9.748	2.692		12.441
1852	13.086	4.506		17.592
1853	15.137	5.776		20.913
1854	21.555	7.608		29.164
1855	29.391	8.917		38.309
1856	31.577	8.388		39.965
1857	33.838	13.875		47.714
1858	40.392	8.940		49.332
1859	33.124	19.315		52.439
1860	40.298	14.728		55.026
1861	45.277	13.880		59.157
1862	42.921	14.943		57.864
1863				66.468
1864				47.860
1865	46.177		5.867	52.044
1866	44.442		8.399	52.841
1867	45.014		11.276	56.290
1868	48.139		5.614	53.753
1869	38.516	10.371	5.176	54.040
1870	41.495	4.954	1.119	49.528
1871	40.026	14.037	8.120	49.478
1872	37.438	12.949	6.450	53.250
1873	34.985	16.325	14.856	62.765
1874	87.059	9.006	11.380	54.793
1875	38.521	10.592	13.140	60.181
1876	39.797	13.778	10.787	55.365
1877	24.551	14.471	8.718	49.436
1878	30.530	13.422	4.745	51.914
1879	23.469	10.929	6.122	42.393
1880	24.025	9.676	2.249	52.459
1881	24.170	9.477	8.279	45.718
1882	23.554	14.699	7.042	47.772

Années	sucres coloniaux	sucres étrangers	sucres indigènes	Total
1883	15.374	14.512	3.597	35.867
1884	14.939		372	15.312
1885	20.148	2.031	4.955	27.135
1886	27.473	1.678	450	29.603
1887	35.607	1.648	1.615	38.869
1888	37.621	3.648	202	41.474
1889	36.462	2.434	4.231	45.128
1890	33.923	438	7.905	42.086
1891	33.561	1.513	10.350	45.431
1892	33.747	1.062	3.161	37.981
1893	27.932	2.110	1.806	32.851
1894	24.365	6.104	4.511	34.803
1895	27.918	896	3.513	32.329
1896	29.579	862	4.486	34.930
1897	41.449	957	2.862	45.249
1898	26.836	1.460	14.127	42.424
1899	30.834	1.499	16.959	49.292
1900	36.686	756	24.684	57.111
1901	32.478	1.190	20.761	54.551
1902	34.751	654	16.285	51.580
1903	46.500	827	16.814	64.143
1904	27.848	90	22.750	50.689
1905	25.961	99	20.155	46.215
1906	28.137	208	21.219	50.565
1907	28.284	1	22.501	51.797
1908	29.586	42	17.445	48.972
1909	32.038	729	10.118	42.886
1910	27.311	14	18.144	45.419
1911	29.833	2.685	24.944	55.863
1912	25.481	7.854	20.092	53.428
1913	26.604	389	30.291	57.285

Sources : H. Valladier, Histoire de la Raffinerie de Nantes, pp. 117 et 189 (1831 à 1851) - C C Nantes, S.C.I.

b - Sucres acquittés à Bordeaux (tonnes).

Années	sucres coloniaux	sucres étrangers	sucres indigènes	Total
1837	11.231	656		11.887
1840	14.636	574		15.230
1841	13.944	2.517		16.461
1843	14.792	2.300		17.092
1844	12.740	2.196		14.936
1845	13.090	3.032		16.122
1847	15.240	1.583		16.823
1848	11.446	1.776		13.222
1849	14.987	3.220		18.207
1850	9.793	2.249		12.042
1851	10.126	2.526		12.652
1852	13.556	5.524		19.080
1853	13.024	3.447		16.471
1854	13.925	3.997		17.922

Années	sucres coloniaux	sucres étrangers	sucres indigènes	Total
1855	15.039	5.729		20.768
1856	12.289	3.334		15.623
1859	12.339	5.262		17.601
1860	14.403	4.273		18.676
1861	12.967	7.682		20.649
1864	9.748	9.105		18.853
1865				22.973
1866				24.429
1867				25.798
1868				18.298
1869				19.289
1870				18.748
1871				15.526
1872				13.700
1873				16.464
1874				15.574
1875				18.212
1876				12.519
1877				14.683
1878				19.359
1879				19.129
1880				15.382
1881				13.452
1882				15.639
1883				14.909
1884				17.464
1885				22.126
1886				20.871
1887				24.973
1888				26.082
1889				22.751
1890				17.224
1891				13.082
1892				12.783
1893				14.050
1894				10.914
1895				11.572
1896				18.482
1897			3.252	18.140
1898			5.855	16.659
1899			8.134	13.321
1900			?	15.715
1901			11.217	15.137
1902			12.447	16.895
1903			14.959	21.989
1904			?	17.375
1905			19.118	19.821
1906			19.560	25.618
1907			18.938	24.233
1908			8.530	19.508
1909			11.794	19.211
1910			6.616	20.211
1911			19.144	26.471
1912			14.259	22.358
1913			5.316	31.506

Sources: Brunet, Essai de complément de la Statistique de la Gironde, p. 111 (1840 à 1845). AN F 12 2546 (1837). Dictionnaire du commerce et de la navigation t. 1 pp. 364-365 (jusqu'en 1857). Bachelier, Histoire du commerce de Bordeaux, p. 359 (1856 à 1860). Tableau Général du commerce de la France, Notices. x Les chiffres des années 1900 et 1904 sont interpolés.

c - Sucres acquittés à Marseille (tonnes)

Années	sucres coloniaux	sucres étrangers	sucres indigènes	Total
1828				12.036
1829				12.047
1830				14.042
1831				15.275
1832				21.729
1833				19.092
1834				17.117
1835				19.881
1836	21.141	547		21.688
1837				23.142
1857				34.541
1859	27.753	20.496		48.285
1860	19.935	20.258		50.294
1861				60.424
1862				79.473
1863	33.072	54.088		87.160
1864	26.707	46.857	18.124	91.688
1865	18.929	36.764	18.415	74.108
1866	19.491	39.727	26.133	85.351
1867	19.179	26.552	21.996	67.727
1868	18.549	34.430	6.252	59.231
1869	20.323	47.044	7.506	74.873
1870	22.631	44.240	1.912	68.783
1871	13.394	22.610	15.396	55.400
1872	10.072	35.579	28.367	74.018
1873	17.864	35.993	25.935	79.792
1874	16.679	30.473	24.829	71.981
1875	20.759	27.543	26.118	74.420
1876	25.042	31.960	20.740	77.742
1877	37.352	31.269	20.022	88.643
1878	26.415	26.504	21.195	74.114
1879	36.944	23.830	21.753	82.507
1880	21.973	42.614	54.854	119.441
1881	24.812	42.404	31.113	98.329
1882	29.106	51.983	28.877	109.966
1883	38.540	30.819	30.820	100.179
1884	35.538	36.233	21.294	93.065
1885	22.358	39.964	3.296	75.618
1886	39.766	36.211	4.817	80.794
1887	55.813	26.480	2.425	84.718
1888	44.362	44.344	3.066	91.772
1889	37.645	38.258	26.701	102.604
1890	48.714	27.202	31.277	107.193
1891	38.962	37.890	11.074	87.926
1892	44.421	48.893	10.831	104.145
1893	61.219	27.025	16.946	105.190
1894	50.906	40.431	15.262	106.599
1895	49.500	30.103	16.552	96.155
1896	62.315	30.382	8.003	100.700
1897	68.645	1.064	36.183	105.612
1898	43.070	1.443	65.039	109.553
1899		36.789	95.561	132.350
1900		30.848	83.112	113.960
1901		33.183	93.925	127.008
1902		39.425	97.834	137.259
1903		56.257	90.693	146.950

Années	sucres coloniaux	sucres étrangers	sucres indigènes	Total
1904	41.149		83.203	124.350
1905	40.975		79.081	120.056
1906	58.373		72.639	131.012
1907	60.370		46.707	107.077
1908	63.841		56.459	120.300
1909	58.213		64.067	122.280
1910	69.584		35.359	104.943
1911	82.324		37.920	120.244
1912	60.370		28.903	89.273
1913	72.311		86.562	158.873

Sources : AN F 12 (1828 à 1837) - Bousquet et Sapet, Etude sur la navigation, le commerce et l'industrie à Marseille, p. 121 (1852 à 1855). Tessier, Histoire du commerce de Marseille, pp. 119-120 (1857 à 1860). C C Marseille, S.C.I.

CHAPITRE IV

LE COMMERCE DU SUCRE RAFFINE.

1- Les marchés:

Deux marchés s'offraient aux raffineurs: les débouchés extérieurs et la consommation intérieure. A priori, on pourrait penser que l'exportation était la vocation des ports. En tout cas elle a joué un rôle moteur dans la croissance des raffineries. En 1874 et 1875, les ventes à l'étranger ont absorbé plus de la moitié de la production (cf. graphique n° 3). Ensuite, comme le remarque T. J. Markovitch, cette tendance s'est renversée et le rapport entre la production et l'exportation, est devenu 3 : 1 vers 1900 et 5 : 1 à la veille de la première guerre mondiale (1). Toutefois, pour les ports ce rapport est resté élevé: pour Marseille, au moins 3 : 2 et pour Bordeaux 3 : 1 tandis qu'à Nantes avec environ 5 : 1 on se rapprochait de la moyenne nationale.

A- L'exportation.

Le rôle moteur de l'exportation.

De 1845 à 1863, la consommation de sucre a augmenté de 115 %, tandis que les exportations progressaient de 550 %. Le fait important est que cet essor concernait surtout les ports. L'exportation avait démarré en 1820 grâce à l'établissement de primes, mais l'adoption du droit drawback à partir de 1833 brisa son élan pour de longues années sauf à Marseille, qui monopolisa l'exportation française jusqu'au Second Empire. Les raffineurs marseillais, malgré la concurrence anglaise et hollandaise (2) s'étaient solidement implantés en Italie, en Turquie, et depuis 1830 en Algérie (3). En Italie, ils tenaient le nord du pays, les Anglais, le sud et le centre. En juin 1838, pour des raisons fis-

cales, le gouvernement Sarde avait retiré à ses raffineurs la faculté de ne payer que la moitié des droits sur le sucre brut, ruinant ainsi l'industrie locale naissante trop faible pour lutter contre la concurrence étrangère (4). Dans les années 1850-55, les Marseillais ont consolidé leurs positions en Méditerranée (5). Le marché italien était pratiquement dominé par Joseph Grandval. En mars 1852, il y réalisa la plus grande affaire d'exportation jamais conduite à Marseille, une vente de 4.000 tonnes de pilés et de 1.000 tonnes de pains (6). En 1865, Marseille plaça 34.169 tonnes de sucre raffiné en Italie.

En Turquie aussi les progrès dus aux efforts de J. Grandval furent spectaculaires (7). Il s'était emparé du commerce de transit vers la Perse par Trébizonde. En 1858, ce marché était encore dans les mains des Anglais et des Hollandais (8), mais en s'adaptant aux exigences des négociants arméniens, il avait vite imposé sa marque (9). En 1865, Marseille expédia en Turquie 17.398 tonnes de sucre.

C'est aussi à cette époque que commence la lente conquête du marché marocain, alors fief des Anglais (10). Peu à peu les Marseillais les ont refoulés grâce aux vapeurs de la Compagnie Générale de Navigation à Hélice créée en 1852, devenue ensuite la Compagnie Générale de Navigation à Vapeur (11). Toutefois, les achats marocains restaient bien faibles puisqu'en 1864, Marseille n'a expédié qu'environ 1.000 tonnes de sucre dans les Etats Barbaresques (Maroc, Tunisie, Tripoli) (12). Cependant, en 1862, Nicolas Paquet inaugurait une ligne régulière de vapeurs vers le Maroc. La Compagnie de Navigation Marocaine N. Paquet aîné et Cie (définitivement constituée en 1863), se doublait alors d'une maison de commission (la société N. Paquet frères) qui installa des bureaux et des correspondants dans les ports marocains (13). Des 1863, la raffinerie marseillaise a donc disposé d'un solide instrument de pénétration dans l'Empire chérifien.

Les pays de la Méditerranée et du Levant absorbaient la presque totalité des exportations françaises. Ainsi, en 1861, la France a envoyé dans ces régions 44.000 tonnes de sucre, tandis que nos concurrents y expédiaient 60.000 tonnes. A partir de 1862, de nouveaux débouchés vont être conquis aux dépens de la Belgique et de la Hollande, en Angleterre, en Allemagne, en Scandinavie et en Amérique Latine. En même temps, Belges et Hollandais perdaient du terrain en Italie et en Autriche (14).

Evolution des exportations de la France, de la Hollande et de la Belgique entre 1860 et 1863. (tonnes).

	1860	1861	1862	1863
France	51.654	52.836	79.509	103.416
Hollande	58.054	64.179	63.850	66.146
Belgique	20.597	23.642	20.177	18.005

Toutefois, l'exportation n'était pas un privilège de Marseille. A Nantes, elle passa de 590 tonnes en 1855 à 13.319 tonnes en 1863, au Havre de 6.000 tonnes en 1855 à 14.029 tonnes en 1862, tandis que Bordeaux et Paris restaient en dehors du mouvement (15). Finalement on peut considérer que les raffineurs de Marseille exportaient 80 à 90 % de leur production, ceux du Havre au moins 50 % et ceux de Nantes 25 à 30 %.

Le développement rapide de l'exportation s'expliquait surtout par la prime contenue dans le drawback qui permettait aux raffineurs de vendre à l'étranger leur sucre meilleur marché qu'en France. La loi du 24 juin 1861 leur donna encore de nouveaux avantages. Ils achetaient de préférence les sucres étrangers importés par les navires étrangers car, dans ce cas, les droits d'entrée étant plus élevés, ils touchaient lors du remboursement une prime plus forte (16). Enfin, il y a eu l'afflux de sucre brut de toutes provenances. Les grands raffineurs pouvaient facilement provoquer un ou plusieurs arrivages de sucre étranger et ralentir en même temps leurs achats de sucre colonial ou de betterave. Des navires anglais croisaient au large de Belle-Isle, de Falmouth et de Cowes, un ordre télégraphique suffisait et les sucres de Maurice ou de La Havane étaient offerts sur les places de Nantes ou du Havre. En mai 1863, à Nantes, les cargaisons flottantes ont annulé la hausse qui s'était produite en avril. Au Havre, en juillet et août 1863, les raffineurs arrêtaient la hausse de la même façon (17). Sur les côtes d'Espagne, au large de Barcelone, des navires attendaient les appels de Marseille. Aussi sur cette place les sucres valaient 15 % de moins qu'en Angleterre ou en Hollande (18).

Dans les années 1860, le raffinage des sucres dans les ports était devenu un raffinage d'exportation. Il y avait là un danger car cette orientation dépendait surtout de la législation mise en place de 1833 à 1861. Il suffisait donc qu'elle change pour que la bonne marche des entreprises soit compromise.

Le ralentissement de l'exportation des ports.

Une des conséquences les plus visibles de la Convention de 1864, fut le développement rapide des exportations françaises (cf. Graphique n° 3). Mais avec l'extension du drawback au sucre indigène les raffineurs de Paris sont devenus de gros exportateurs. En 1873, ils ont vendu 133.000 tonnes de sucre raffiné à l'extérieur (56 % des ventes) surtout en Angleterre, en Suisse et en Amérique Latine (19). Ils disposaient, il est vrai, d'une matière première relativement bon marché et

ils jouissaient d'une véritable prime à l'exportation. En effet, normalement, un droit de 46,85 F aurait dû être appliqué aux raffinés des pays de la Convention. Il s'est élevé en fait à 50,60 F puis à 48,85 F (à partir d'août 1868). Grâce à cette surtaxe, nos raffineurs ont pu vendre plus cher leurs produits à la consommation et faire quelques sacrifices à l'exportation. Malgré le prix du transport la cote des marques Say et Lebaudy était identique à Londres et à Paris (20).

L'accroissement des ventes de Paris s'est fait aux dépens des ports (seul Bordeaux n'a pas été touché). A Marseille, de 1865 à 1878, les exportations sont passées de 71.314 tonnes à 33.920 tonnes (soit une baisse de 52,5 %) Chassés du marché anglais, les Hollandais ont cherché dès 1867 des compensations en Méditerranée - en particulier en Italie (21), mais aussi en Grèce, en Egypte et au Levant (22).

Comme le blé manquait dans les pays du nord de l'Europe, des navires hollandais, anglais, prussiens, sont donc venus en chercher en Méditerranée et à l'aller ils transportaient des sucres. Ces opérations laissaient de gros bénéfices, ce qui a permis aux armateurs d'abaisser le prix du fret. En 1867, celui-ci était moins élevé de Rotterdam à Constantinople, que de Marseille à Constantinople. Le handicap de la distance ne jouait plus (22). De plus, les raffineurs hollandais grâce à Java, avaient des approvisionnements assurés et leurs pilés étaient moins chers. Mal épurés, mais très bon marché, ils avaient la faveur d'une clientèle rurale et urbaine qui ne disposait que d'un faible pouvoir d'achat; tandis que ceux de Marseille apparaissaient comme des produits de luxe et leur vente ne se maintenait qu'à Rome et dans les villes du Piémont.

Aussi Marseille regardait plutôt vers les marchés où la qualité de ses raffinés était appréciée: le Levant, la Perse, l'Afrique du Nord qui réclamaient des petits pains de 2 à 3 kg pouvant supporter de longs voyages en caravane. Dans ces régions les raffineurs de Marseille ont mieux résisté (sauf dans les ports du Levant) mais entre eux c'était la guerre, car, pour la Perse, l'Egypte et l'Afrique du Nord, ils proposaient deux fois plus de marchandises que ces pays ne pouvaient en absorber (23).

A Nantes, en 1866, ce fut l'effondrement et malgré une reprise dans les années 1870, l'exportation cessa pratiquement de 1883 à 1893 (cf. Tableau n° 7). L'Italie était trop loin et surtout il y avait la concurrence des Marseillais (24), des Belges et des Hollandais (25). De même, les Parisiens étaient mieux placés pour fournir des sucres aux Scandinaves et aux Anglais (26). Bordeaux, qui à partir de 1864, voit croître ses exportations a sans doute profité de l'effacement de Nantes et du Havre, mais aussi des nouveaux débouchés de l'Amérique Latine (27)

et de l'Afrique Noire (28).

Cependant, dès 1876 s'amorce un recul des exportations françaises tandis que celles de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie connaissent un rapide progrès (29). La raffinerie parisienne fut sévèrement touchée. En 1883, ses ventes à l'extérieur ne dépassaient pas 68.400 tonnes; Toutefois, à Marseille, depuis 1879, il y avait une légère reprise.

Le bilan était lourd. Les Autrichiens s'installaient au Levant. L'Italie était perdue. Les Allemands et les Autrichiens nous disputaient le marché suisse. La mer Baltique se fermait. En Angleterre on demandait de moins en moins de raffinés (30), car, grâce au sucre brut allemand, et autrichien, la raffinerie était de plus en plus prospère. Elle exportait même des vergoisses dans l'Ouest de la France (31). Malgré leur importance, l'augmentation des ventes en Amérique du Sud et en Afrique du Nord n'a pas suffi à enrayer la chute des exportations. D'ailleurs, dès 1884, il y a eu des difficultés au Chili (32).

Cette crise de l'exportation coïncide avec une baisse de l'activité des raffineries au Havre, à Nantes et à Bordeaux (cf. Chapitre III). L'hypothèse d'une compensation recherchée par les Parisiens sur le marché intérieur dans le rayon des raffineries des ports est donc à retenir.

La reprise de l'exportation des ports.

La loi du 29 juillet 1884 a admis, à la décharge d'admission temporaire les sucres en grains titrant 98°. A l'exportation ils se sont alors confondus avec les raffinés mais, il s'agissait en fait de cristallisés qui n'avaient subi aucune opération de raffinage. Aussi pour la période 1884-1913, on a continué à utiliser la série des sucres raffinés exportés (Douanes) de préférence à celle de la Statistique de France.

L'examen des graphiques et des statistiques révèle deux tendances. D'une part, il y a le marasme de l'exportation avec ses creux en 1885, 1891, 1895-1896 et 1910/1911 et si en 1913 la France a exporté 162.919 tonnes de raffiné on n'a même pas retrouvé le chiffre de 1879 (164.107 tonnes). D'autre part, il y a la remontée des exportations à Marseille. En 1878, le point le plus bas a été atteint avec 20,32 % des ventes à l'extérieur et 35.610 tonnes. En 1913, nous sommes à 57,26 % avec 93.291 tonnes et si l'on ajoute les vergoisses (33), on dépasse 160 % et les 100.000 tonnes. La raffinerie de Marseille avait donc ravi aux parisiens la première place pour l'exportation, d'autant plus que celle-ci s'était réveillée à Nantes et à Bordeaux (cf. Tableau n° 8).

Le recul de Paris (34) s'explique à la fois par l'exercice des

raffineries (fermeture des sucrateries), mais surtout par la concurrence victorieuse des sucres allemands, autrichiens et russes sur le marché anglais où nos ventes de raffinés tombèrent de 78.574 tonnes en 1900 à 6.537 tonnes en 1913 (35). De plus, la loi Méline du 11 janvier 1892, a provoqué dès 1893, des mesures de rétorsion qui se sont fait immédiatement sentir. La Suisse éleva une barrière protectrice contre les vins, les soieries et ses sucres de France. La raffinerie parisienne perdit alors un de ses principaux débouchés qui passa aux mains des Allemands et des Autrichiens (36). La Convention du 19 août 1895 termina cette guerre de tarifs, mais le mal était fait.

La raffinerie parisienne a dû alors reviser toute sa stratégie commerciale, et chercher de nouveaux débouchés en Méditerranée. En 1891, Les Lebaudy ont acheté une raffinerie à Ancône. L'Italie importait des sucres d'Autriche, il y avait donc là un marché potentiel. De même, en 1892, Henri Say fondait la Société Générale des Sucres de la Haute Egypte et en 1893, la Sucrerie-Raffinerie d'Egypte (37). En s'installant dans le Proche-Orient, H. Say et Cronier héritaient du marché de consommation égyptien. Toutefois, leur véritable but était de conquérir des débouchés dans le Golfe Persique, en Mer Rouge et au Soudan, afin de compenser le recul de Say en Angleterre. Ils n'avaient pas tellement l'intention de lutter contre l'Autriche qui dominait toute la Méditerranée orientale à partir de Trieste, mais surtout de disputer aux Marseillais une exportation rémunératrice et de gêner en même temps leur approvisionnement. Toutefois, pour les raffinés, c'est l'Afrique du Nord qui est devenue le plus important marché d'exportation.

Les ventes de sucre raffiné dans le Maghreb (tonnes).

	Maroc	%	Algérie	%	Tunisie	%	Total
1899	13.039	9,68	15.567	11,56	5.594	4,23	25,47
1900	14.727	9,04	15.959	9,79	4.767	2,92	21,75
1901	20.935	12,92	15.461	9,56	5.775	3,57	26,05
1902	23.983	16,52	15.531	10,69	6.164	4,24	31,45
1903	95.302	19,91	18.299	14,32	5.728	4,48	38,61
1904	22.863	17,68	20.997	16,24	6.779	5,24	39,16
1905	23.640	18,55	25.802	18,68	5.093	3,99	41,12
1906	28.923	19,92	27.651	19,05	5.358	3,69	42,66
1907	26.998	19,02	29.228	20,59	6.376	4,49	44,05
1908	29.833	21,06	32.633	23,03	6.513	4,59	48,68
1909	31.755	24,71	34.143	26,37	6.637	5,16	56,44
1910	24.843	20,52	33.285	27,90	6.586	5,52	54,24
1911	28.950	24,12	37.052	30,88	7.210	6,00	61,00
1912	36.125	25,18	38.610	26,91	11.467	7,99	60,08
1913	52.215	32,04	42.272	25,94	9.765	5,99	63,97

Source : Documents statistiques publiés par l'administration des Douanes à = part dans le total de l'exportation de raffiné.

En 1889 le rétablissement du monopole de pavillon entre la France et l'Algérie consolida la position du sucre français. Il en fut de

même en Tunisie avec les décrets de mai 1898 qui accordèrent un régime préférentiel à nos importations. Au Maroc malgré la concurrence des Belges, des Allemands et des Autrichiens, le raffiné français et surtout marseillais s'imposa et, on constate une étroite corrélation entre l'activité des raffineries de Marseille et le développement des ventes en Afrique du Nord (cf. Chapitre IX). Le Maghreb joua donc pour Marseille le rôle qu'avait joué l'Angleterre pour Paris quelques années plus tôt. Enfin, un phénomène qui s'était produit au temps du Second Empire pour l'Italie se manifesta à nouveau. Nantes et Bordeaux trouvèrent des débouchés en Algérie et au Maroc car les Marseillais n'ont pas toujours pu faire face à toutes les demandes.

En apparence, il y a quelque chose de contradictoire dans l'échec de Paris en Angleterre et le succès de Marseille au Maroc. Mais il ne faut pas oublier que le sucre français était défavorisé par le taux élevé du fret et des tarifs de chemin de fer (38). De plus, il était très cher. Sur le marché, l'acheteur de brut a toujours trouvé une cote supérieure à la parité mondiale d'environ 6 F (39). Le prix du raffiné à l'exportation devait donc s'aligner sur celui des concurrents, ce qui limitait les exportations car le raffineur ne pouvait pas toujours se résoudre à vendre à perte pour conserver d'aléatoires débouchés comme ceux du Levant ou du Golfe Persique. Au Maroc le handicap du fret n'existait pas. Ce fut un des atouts des Marseillais.

B- Le marché intérieur.

Comme le remarque T. J. Markovitch, la consommation de sucre a augmenté à un rythme constant au cours de tout le XIXe siècle et le XXe siècle. Par habitant, elle serait passée de 2 kg à la veille de la Révolution, à 3 kg sous la Monarchie de juillet, à 5 kg sous le Second Empire, à 11 kg à la fin du XIXe siècle et à 15 kg dans les années qui précèdent la première guerre mondiale (40). Les raffineries ont donc travaillé davantage pour le marché intérieur que pour l'exportation.

La clientèle des raffineries des ports.

Les chiffres de la Statistique de la France qu'utilise T. J. Markovitch ne donnent que des moyennes qui, par leur nature, masquent certaines réalités. En 1858, la Chambre de commerce de Nantes constatait que l'usage du sucre était à peu près inconnu dans les campagnes et que les 175.000 tonnes consommées alors, l'étaient par 12 millions d'indivi-

dus à peine - ce qui établirait la consommation par tête à près de 15 kg (41). A Paris, à la fin du XVIIIe siècle, le sucre était devenu dans toutes les classes une denrée de première nécessité (42) et dans beaucoup de villes, il en fut sans doute de même.

Les raffineurs ont donc recherché les marchés urbains. Le rayon du sucre de Bordeaux, au début du XIXe siècle, s'étendait sur une grande partie de la France. On le trouvait dans tout le Midi, mais surtout à la Foire de Beaucaire, à Paris et en Suisse (43). Dès 1824, Nantes approvisionnait toute la Bretagne, le Maine, l'Anjou, le Saumurois, la Touraine, les pays limitrophes de la Loire jusqu'à Orléans, une partie du Poitou et de la Normandie. Les sucres nantais se vendaient aussi à Paris et ils s'exportaient en Belgique et en Suisse (44).

Malgré la multiplication des raffineries, 167 en 1828 (45), 122 en 1832 (46), il est difficile de parler de marchés cloisonnés, d'un rayon privilégié pour chaque centre de raffinage. Dans les années 1830, on offrait encore à Nantes des raffinés d'Orléans (47) et Lyon, qui recevait traditionnellement ses sucres de Bordeaux et de Paris, les achetait à Marseille, lorsque les prix étaient avantageux comme en 1825 et 1826 (48). En 1836, Guépin notait que Le Havre et Honfleur avaient enlevé à Nantes sa clientèle normande et même une partie de ses débouchés dans la Sarthe et la Mayenne. A la même époque, les Bordelais, tout en luttant contre Nantes, dans le Sud-Ouest, expédiaient leurs propres produits sur les marchés de la Touraine, du Poitou et de la Vendée, tandis que Paris fournissait souvent des sucres à Blois, quand le mauvais état de la Loire retardait l'arrivée des marchandises (49).

Le caractère urbain de la clientèle, la marche irrégulière des fabriques, les grandes variations locales de prix, la spéculation, expliquent que l'on pouvait vendre des raffinés nantais à Bordeaux, et du sucre de Bordeaux à Nantes.

Les campagnes et les classes les plus pauvres des villes achetaient surtout des sucres bruts. A Marseille, ceux de la Réunion et de Maurice allaient directement à la consommation (50). Il en était encore de même à Nantes dans les années 1870, pour les sucres exotiques de nuance inférieure (51). En dehors des villes, on consommait les 25 ou 30% de cassonades et de vergeoises que produisaient les raffineurs de province. Ainsi, la Bretagne offrait à Nantes un débouché considérable (52).

Les hauts prix du raffiné même après le dégrèvement de 1903 freinaient partout les ventes. Dans le Morbihan, les années de grande abondance de cidre étaient une véritable calamité pour le commerce, car le soir, en se réunissant, les paysans ne buvaient plus de café et la vente du sucre s'en ressentait. Il en fut ainsi, pendant l'hiver 1913-1914 (53). Il est certain que la décadence agricole du Sud-Ouest, la pauvre-

té de la Bretagne et la crise du vignoble dans le Midi n'ont pas favorisé la consommation de sucre d'autant plus que dans ces régions, la proportion de la population rurale est restée relativement élevée par rapport à celle de la France.

Il faut donc noter que la demande était peu élastique et que les baisses de prix n'ont pas toujours entraîné une augmentation sensible de la consommation dont le taux annuel moyen d'accroissement fut de 3,6 % de 1815 à 1913 et c'est dans la période 1815/1863, qu'il a atteint son rythme le plus fort (5 %), mais jusqu'en 1897 il n'a guère dépassé 2 % et 2,8 % pour les années 1897/1913. Le poids de l'impôt a freiné les achats de sucre et ce n'est qu'en 1904 qu'il a vraiment diminué (cf. Graphique n° 4 et tableaux 9 et 10). On remarque d'ailleurs qu'à partir de 1872, l'Etat a prélevé davantage d'argent sur le sucre vendu.

Le rôle des tarifs ferroviaires.

Le chemin de fer a bouleversé le marché des raffinés d'une manière brutale au début, d'une façon plus souple ensuite. Les Compagnies ont d'abord cherché des clients, puis elles ont aménagé les tarifs en tenant compte du tonnage transporté et du trafic le plus rémunérateur.

L'achèvement de la liaison Paris-Nantes en août 1851 coïncida avec une extension des débouchés des raffinés nantais. N. Cezard, concurrence avec succès les Parisiens dans tout le Sud-Est où leurs ventes furent complètement paralysées. Il s'était engagé à remettre au P.L.M. tous les sucres dont il avait la libre disposition avec un minimum de 500 tonnes (Traité du 23/2/1855). Il avait ainsi obtenu pour Lyon un tarif différentiel très avantageux (79 F la tonne à partir de Nantes). Les raffineurs de Paris qui payaient 50 F pour transporter leurs sucres à Lyon, ont protesté (54), car N. Cezard, pour ce même trajet, ne versait que 37,27 F (55). Le litige donna lieu à un procès contre le P.L.M., que celui-ci gagna (56). Dès 1853, les sucres de Nantes se vendaient à Sète, Montpellier et Nîmes en concurrence avec les produits marseillais et bordelais (57). En 1855, il s'écoulaient avec facilité à Lyon et à Toulon (58). En 1856, on les trouvait aux portes de Bordeaux et du Havre (59).

Pendant de longues années, la raffinerie de Bordeaux fut écrasée par les ventes de Nantes (60). Au nom des raffineurs de Bordeaux, MM. Abribat frères posèrent la question des tarifs spéciaux accordés par la Cie d'Orléans et du Midi aux Nantais. De Nantes à Angoulême il y a 406 km (Nantes à Tours, 195 km, Tours à Angoulême, 211 km) et de Bordeaux à Angoulême 133 km, soit une différence en faveur de Bordeaux

de 273 km, et cependant, les raffinés expédiés de Bordeaux à Angoulême, supportaient une taxe de 22,80 F par tonne, tandis que les sucres de Nantes ne payaient, rendus à Angoulême que 20 F. Protégés par ces tarifs les raffinés de Nantes empêchaient ceux de Bordeaux d'être consommés dans leur rayon naturel de vente, affirmait M^ll. Abribat. De même, l'exportation en Méditerranée était très difficile, car la Cie du Midi accordait au concurrent un tarif si bas que "les sucres de Nantes arrivent à Nice au même coût de transport que ceux partant de Bordeaux". En conclusion, les porte-paroles des raffineurs de Bordeaux ont demandé aux compagnies d'aménager pour tous, des tarifs proportionnels à la distance kilométrique (61).

Si justifiées qu'étaient les plaintes de Bordeaux, les tarifs des compagnies de chemin de fer devaient tenir compte de la rentabilité des lignes, c'est le point de vue que Solacroup, le directeur de la Cie d'Orléans, exposa dans sa réponse (62). "Donnez-moi des sucres de Bordeaux à transporter et vous aurez des tarifs plus intéressants", écrivait-il en substance, et il insistait sur le peu de raffinés confiés à son réseau par le commerce - 1400 tonnes par an, qui, d'ailleurs venaient en grande partie de Nantes par mer. A titre d'encouragement, il offrait cependant d'abaisser à 20 F le prix du transport d'une tonne de sucre de Bordeaux à Nantes et réciproquement. Cette proposition apparaissait aux Bordelais comme une fin de non-recevoir polie et ils exprimèrent avec une amertume pline de sous-entendus, leur désappointement. "L'aliment en sucre raffiné pour tout votre réseau ne pouvant vous échapper, soit qu'il parte de Bordeaux ou Paris, soit qu'il parte de Nantes, quel est donc l'intérêt de la compagnie à enrichir Nantes aux dépens de Bordeaux?" (63).

Par rapport à Paris, Nantes vers Bordeaux jouissait d'un traitement privilégié (64).

Paris-Bordeaux	577 km	37 F pour 1 tonne de sucre.
Nantes-Bordeaux	542 km	20 F " " " " "
	- 35 km	- 17 F

La Cie d'Orléans avait établi ce tarif pour concurrencer les bateaux à vapeur qui transportaient des raffinés de Nantes à Bordeaux (65). Elle luttait aussi contre le roulage et ce qui restait de la battellerie de la Loire. Le candisier Marais lui confia toutes ses expéditions de candi (au minimum 400 tonnes par an). Les tarifs étaient les suivants:

Nantes à Orléans {gare à gare}	24,88 F la tonne
Nantes à Paris { " " }	34,64 F " "

S'il employait un autre moyen que le chemin de fer il devait payer au P.O. le double de cette taxe. L'engagement était valable un an. Marais

pouvait compléter les envois de candi par 40 tonnes de mélasse (66).

La baisse d'activité des raffineries de Nantes et le développement de celles de Paris, ont eu des répercussions sur les tarifs. Dès 1878, le P.O. a favorisé l'expédition des raffinés parisiens dans l'Ouest (67).

Paris à Cholet	396 km	28 F par tonne
Nantes à Cholet	114 km	11,50 F par tonne

Avec une base kilométrique identique, le tarif Paris à Cholet aurait dû atteindre 39,80 F. De même la P.L.M. fermait l'accès du Sud-Est et de la Suisse à Nantes (68). Les raffinés expédiés de Nantes à Genève (807 km) payaient 51,65 F par tonne :

De Nantes à Saincaise	(Orléans)	396 km	26 F
De Saincaise à Genève	(P.L.M.)	411 km	25,65 F
		807	51,65 F

Les sucres en pains payaient de Paris à Genève (624 kilomètres) : 38,90 F. La différence était de 12,75 F, mais elle était en rapport avec celle des parcours. A partir de juillet 1878, le P.L.M. a soumis les raffinés de Nantes à son tarif général, soit 40,55 F (Saincaise à Genève). L'écart de prix ressortait donc maintenant à 27,45 F et Nantes pouvait difficilement lutter avec Paris. L'ancien tarif fut toutefois rétabli en septembre 1879 après une série de démarches de la Chambre de commerce. De toute façon, le recul des exportations en Suisse avait commencé en 1869 et il n'était plus question de débouchés dans le Sud-Est et le Midi.

Dans ces régions on favorisa aussi Paris. Le 20 septembre 1885, la direction du P.L.M. appliqua de nouveaux tarifs sur la ligne Paris-Marseille. Elle augmenta le prix du transport des raffinés pour les courtes distances et le diminua pour les plus longues (69). Ce nouveau barème permettait à Paris de placer davantage de sucre dans le Midi. Par rapport à l'ancien tarif, la remise faite variait de 1 à 2 F par 100 kg et elle était d'autant plus élevée qu'on se rapprochait de Marseille. Quant aux Marseillais, même avec la réduction consentie par le P.L.M. au-delà de Lyon, ils n'avaient pas la possibilité d'atteindre la région parisienne, à moins de vendre à perte. Malgré les protestations répétées de la Chambre de commerce, les tarifs ne furent aménagés qu'en 1889.

De plus, pour les expéditions en vrac, le P.L.M. a accordé à Paris un tarif de faveur (70) et pour l'exportation, ses raffineurs jouissaient aussi d'un tarif spécial de 30 F par tonne (71), tandis que la Compagnie Générale Transatlantique épaulait leurs ventes en Algérie en leur consentant des frets inférieurs à ceux payés par Marseille (72). Le P.O. et la Cie de l'Etat offraient aussi à la Cie Générale

Transatlantique une diminution de tarif pour toutes les marchandises à destination de Londres. Les raffineries de Paris profitaient de ces facilités et d'un fret bas pour exporter. Par contre, à partir de Nantes, le taux de fret était tellement élevé que les raffineurs n'utilisaient qu'exceptionnellement les services de la Cie Générale Transatlantique (73). Ainsi, les combinaisons de tarifs de transport ont favorisé Paris.

Depuis 1890, les raffineurs de Paris s'efforçaient de pénétrer plus avant dans le Sud-Ouest, grâce aux tarifs consentis par le P.O. (74). La tonne de sucre expédiée à Toulouse (750 km) leur revenait à 35 F (base kilométrique : 0,046 F) (75), tandis que sur le trajet Marseille-Toulouse (402 km), le prix du transport restait toujours fixé à 27 F la tonne (base kilométrique : 0,067 F). La baisse était sensible sur tout le parcours :

Paris-Tours	233 km	15 F	Paris-Agen	650 km	33 F
-Angoulême	444 km	25 F	-Rodez	663 km	33 F
-Montluçon	325 km	17 F	-Montauban	720 km	33 F
-Périgueux	498 km	27 F	-Albi	708 km	34 F
-Marmande	657 km	33 F	-Toulouse	750 km	35 F

La Cie du Midi a finalement refusé de s'engager dans une guerre de tarifs. "Si nous baissions nos taxes, n'est-il pas à craindre que la Cie d'Orléans, qui a certainement cédé, en formulant les propositions qui nous occupent, au désir des raffineries de Paris d'étendre leurs débouchés dans le Midi, ne vienne une seconde fois à baisser ses prix? ... Je crois donc devoir vous faire connaître que nous ne sommes pas disposés à suivre la Cie d'Orléans dans les réductions qu'elle a cru ou qu'elle croira pouvoir proposer pour les sucres à destination de Toulouse". écrivait-on à la Chambre de commerce de Marseille.

Le P.O. baissa une seconde fois son tarif à partir du 1er juillet 1898. De Paris à Toulouse on payait 25 F pour le transport d'une tonne de sucre (par wagon complet de 5 tonnes) au lieu de 35 F. A Marseille on protesta contre la réduction de l'écart (10 F auparavant, 6,75 F avec le nouveau tarif). De Marseille, le prix pour Toulouse avait été en effet, abaissé de 25 à 18,25 F. Les raffineurs auraient voulu une base kilométrique égale, ce que refusa le P.L.M. (76).

Paris - Toulouse (P.O.)	750 km	25,97 F	0,03462 F
Sète - Toulouse (Midi)	223 km	7,80 F	0,03497 F
Marseille - Sète (P.L.M.)	160 km	11,00 F	0,06875 F
Marseille - Toulouse (P.L.M. - Midi)	383 km	18,80 F	0,04490 F

(base kilométrique)

Cette fois, le Midi avait été obligé d'aménager son barème. Mais les négociations entre Marseille et le P.L.M. s'étaient peu à peu enlisées (77), malgré les promesses faites par Noblemaire (78); le différend ne fut réglé qu'en 1903. L'accord fut conclu sur la base de 15,50 F la tonne pour Marseille - Toulouse (79).

Le tarif de la Cie du Midi ramenait aussi la taxe de Toulouse à Bordeaux de 14,20 F à 7,60 F (80). Dans l'Ouest on protesta contre les avantages concédés à Paris et à Marseille (81). Le Midi refusa cependant d'aménager les tarifs à partir de Nantes en les combinant avec ceux du P.O. en faisant remarquer que Nantes pouvait concurrencer Paris dans le Sud-Ouest.

Nantes à Toulouse (631 km) par envois de 5 tonnes	
Nantes - Bordeaux	16,20 F
Bordeaux - Toulouse	7,60 F
	23,80 F
Paris - Toulouse (P.O.)	24,85 F

Sur la demande des raffineries de Nantes, la direction du réseau de l'Etat a alors soumis à l'homologation une réduction de prix entre Nantes et Bordeaux, ce qui motiva la protestation des Parisiens. La Chambre de Commerce invita le député Sibille à appuyer la demande auprès des comités consultatifs des chemins de fer, dont il était membre. Il obtint satisfaction (82). On donna aussi aux Nantais des facilités vers la Bretagne et aux Bordelais des compensations vers Toulouse et le Massif Central (83).

Malgré cette bonne volonté tardive, la diminution des tarifs de chemin de fer, systématique depuis les années 1880, a surtout aidé les raffineurs de Paris à consolider leurs positions dans la vallée du Rhône et dans le Sud-Ouest, tandis que ceux de Marseille marquaient quelques points vers Toulouse. Par contre, Nantes et Bordeaux n'avaient pas assez de marchandises à transporter pour influencer la politique des compagnies, ou alors dans des secteurs très limités.

C- Les concurrents.

Les raffineries des ports ont toujours rencontré la concurrence des raffineurs parisiens. En 1827, il y en avait 34 (84). En 1847, il n'en existait plus que 18. A Paris même, 9 usines avec 425 ouvriers avaient fondu 19.500 tonnes de sucre et réalisé un chiffre d'affaires de 23,5 M. Dans la banlieue, 600 à 700 personnes réparties dans 9 établissements avaient utilisé environ 35.000 tonnes de brut. Le chiffre des ventes se montait à 42 M. Paris expédiait ses produits à Rouen, Amiens, Tels, Metz, Strasbourg, Besançon, Lyon, Moulins, Châteauroux et Tours. Pour l'ensemble de la capitale, en 1848, la fonte n'avait pas dépassé 45 à 48.000 tonnes (85). La crise avait accéléré le mouvement de concentration et en 1856, 12 raffineurs produisaient 60.000 tonnes de sucre (86). On les retrouve en 1860, mais avec une fonte de

86.200 tonnes (87).

De 1825 à 1850, par suite des pertes éprouvées, 33 raffineurs avaient été obligés de renoncer à leur industrie (88) mais, peu à peu les fabricants-raffineurs du Nord soumis à un exercice rigoureux ont décliné. Avant 1852, ils travaillaient 10 à 12.000 tonnes de sucre et en 1860, guère plus de 4.000 tonnes (89). Ailleurs aussi, leur situation était difficile. A Bourdon, l'affaire montée par Morny fut liquidée en 1866. Depuis 1852, elle avait perdu 30 M (90). Dans le Nord, les raffineries libres s'étaient spécialisées dans la fabrication du candi mais elles ont aussi éprouvé des difficultés. En 1860, il en existait 9 donc 5 mixtes (pains et candis) (91). Elles fondaient 10.000 tonnes de sucre indigène (soit environ 1/10 de la production). En 1863, sur les 4 raffineries spécialisées dans le candi, 2 étaient en chômage, une autre avait fermé ses portes tandis qu'un établissement mixte renonçait à en fabriquer (92). La concurrence belge explique cette crise. En effet, la candiserie d'Anvers pouvait vendre ses produits moins chers parce qu'elle obtenait sur le marché national des prix plus élevés pour les vergoises et la mélasse (93).

Le Nord éliminé à partir de 1864, le poids de Paris dans l'industrie du raffinage est devenu plus grand (Cf. Chapitre III). Cette croissance s'explique à la fois par une supériorité technique (l'outillage le plus moderne fut d'abord introduit à Paris), par la proximité de la matière première et enfin par les avantages procurés par la législation et les tarifs spéciaux ferroviaires. Jusqu'en 1875, l'exportation a absorbé la majeure partie de l'augmentation de la production. Ensuite les Parisiens ont cherché à placer davantage de sucre sur le marché intérieur et bien entendu aux dépens des usines des ports. A Paris, sur les 7 raffineries qui existaient à la fin de 1868, 4 seulement subsistaient en 1883 - sous leur ancienne raison sociale - celles de M. Say, Lebaudy, Sommier et Guillon. Une cinquième avait été reprise par G. Halphen en 1869. La raffinerie parisienne était donc relativement concentrée mais c'était encore un industrie de type familial où le rôle de l'entrepreneur restait fondamental.

Les Parisiens.

C'est en août 1832 que Louis Say avait fondu ses premiers sucres, boulevard de l'Hôpital à Ivry (94). En février 1834, pour en continuer l'exploitation, il mit sur pied une société (4) avec son fils Constant, un ami, Duméril et son cousin Michel Delaroche (95). A cette époque il traitait dans son usine 2 à 3.000 kg de sucre brut par jour

(96). En mars 1838, son fils Adolphe entrait à son tour dans l'affaire qui en fait, était dirigée par Constant depuis 1837.

Le décès de L. Say en mars 1840 entraîna la constitution d'une nouvelle société au capital de 625.000 F - aux anciens participants se joignait le plus jeune fils Say, Louis-Octave (97). Quelques années après, en novembre 1844, les frères Say restaient seuls à la tête de la raffinerie (98) qui finit en 1848, après la mort d'Adolphe et le retrait de Louis par passer entièrement aux mains de Constant, qui allait faire de son établissement le premier de France en poussant sa fonte à 65.000 tonnes (99).

La disparition de C. Say en août 1871 amena la fondation de la S.A. de la Raffinerie Say. Ce biais juridique sauvegardait les intérêts des mineurs Say, car Henri Say, âgé de 16 ans, le seul fils de Constant ne pouvait prendre légalement la direction de la société. Le fonds social de 14 M se trouvait partagé entre les membres de la famille et leurs plus fidèles commis (100).

Majeur, H. Say a laissé à ses directeurs J. de Forceville, puis à partir de 1877, Ernest Cronier, le soin d'assurer la gestion de la raffinerie. Très mondain, il a beaucoup plus fréquenté les salons et les champs de course que l'usine, qui devait, malgré tout, l'enrichir. En 1876, il a rencontré chez sa soeur une jeune américaine Marie Davis, mariée à un noble français, M. Taffin d'Heursel. Elle est devenue sa maîtresse. Cette liaison a provoqué quelques années plus tard de graves frictions au sein de la famille Say et, finalement elle fut la cause de la ruine de la branche parisienne des Say. Le véritable continuateur de l'oeuvre de C. Say fut donc E. Cronier (101).

Polytechnicien, puis ingénieur des Ponts et Chaussées, E. Cronier est entré chez Say en 1873 sur la recommandation de de Forceville. Cerveau encyclopédique, doué d'une remarquable intelligence, il déploya tout de suite une activité prodigieuse. Chargé à l'origine de la direction technique, il ne craignait pas à l'occasion de mettre les mains dans les machines. En mars 1877, il remplaça M. de Forceville, comme administrateur délégué. En 1878, la raffinerie Say fondait 300.000 kg de sucre par jour (80.000 tonnes par an) et elle employait 2000 ouvriers (102). Il avait réussi à créer l'outil le plus moderne de la raffinerie française. Avec lui, le rythme des investissements s'est brusquement accéléré (103). En 1877, les planchers en bois des greniers ont été remplacés par des planchers en fer. En 1878, on a installé l'osmose et on a augmenté le nombre des cuves à bas-produits. En 1880 et 1881, Cronier a acheté des turbines Langen pour fabriquer du sucre en morceaux. De 1881 à 1883, ses efforts ont porté sur la construction d'une sucraterie

pour extraire du sucre des mélasses par la strontiane et sur l'équipement de l'usine en turbines Weinrich.

En 1895, les dissentiments familiaux avaient abouti à la transformation de la SA de la Raffinerie Constant Say en société en commandite simple sous la raison sociale Henri Say et Cie (104). L'antipathie de la comtesse de Tredern pour Marie Davis, une brouille survenue en 1893 à propos d'un mariage (105) et surtout les divergences et l'opposition d'intérêts dans l'administration et l'exploitation de la raffinerie ont opposé le frère et la soeur, qui ont alors cherché à s'exclure mutuellement de l'affaire. Soutenu par la princesse de Broglie, H. Say força la comtesse de Tredern à lui vendre ses parts (le 12 janvier 1895). Il disposa ainsi de la majorité du capital (7.820.000 F sur 16 M).

A peu près en même temps, la Société Delori et Cie (sucrerie d'Ardres) qu'il commanditait de 1887 devenait la SA des Sucreries H. Say (capital 3,3 M) avec H. Say, Cronier et Delori comme administrateurs (106). L'année suivante, Cronier partait pour Vienne pour acquérir la raffinerie Chropin, mais le cartel des raffineurs autrichiens poussa les enchères et réussit à lui souffler l'établissement convoité (107).

Depuis la création du syndicat des Raffineurs, Crquier gagnait plus de 6 M par an, car ses frais de fabrication n'excédaient pas 3 F par 100 kg, au lieu de 4 à 7 F chez les autres raffineurs (108). En effet, Cronier avait fait de son usine un outil efficace sur le plan technique. Jusqu'en 1885, il a constamment agrandi la sucraterie et multiplié le nombre des turbines Weinrich. En 1886 et 1887, pour avoir plus de vapeur il avait fait monter d'énormes batteries de générateurs. Ensuite il a cherché à comprimer les frais de main-d'oeuvre en mécanisant au maximum le travail. Au cours d'une première étape, on a mis en place le transport automatique du noir animal (1888). En 1892, on réalisa l'emplissage mécanique des formes. Entre-temps (de 1889 à 1891), la raffinerie Say avait adopté le procédé Steffen, mais Cronier n'avait pas négligé pour autant des améliorations moins coûteuses comme l'installation de malaxeurs pour le travail des bas produits (1892). Commencée en 1890 la reconstruction de l'usine s'était achevée en 1896, mais dès 1895, les nouveaux ateliers pouvaient sortir 500.000 kg de sucre en tablettes par jour. Ainsi, pour mieux lutter contre les fabricants-raffineurs, Cronier avait choisi lui aussi la turbine Adant (il y en avait 42 en service). La direction congédia près de 1000 ouvriers italiens (109), alors que les effectifs atteignaient 2000 personnes en 1890 (110). En 1898 l'application pratique de l'épuration électrolytique des jus sucrés confirmait la primauté technique de la raffinerie Say, montée pour fondre 180.000 tonnes de brut (111).

Cependant dès 1897, l'état de santé d'H. Say laissait prévoir sa fin prochaine. Cronier a-t-il alors envisagé d'unir tous les intérêts français et égyptiens de Say dans une unique société? Le bruit en a couru, mais son projet final fut plus classique. Il forma la Société des Raffineries et Sucreries Say au capital de 32 M et on attribua à H. Say et Cie et à la SA de Sucrierie Say 43.200 actions de 500 F entièrement libérées (112), tandis que sous l'égide du Crédit Algérien, de la Société Marseillaise de Crédit, de la Société Française de Banque et de Dépôts de la Société Générale, Cronier menait de front deux opérations financières, d'une part la souscription de 20.800 actions contre espèces, de l'autre, l'émission de 60.000 obligations de 500 F à 4 % remboursables au pair en 40 ans.

La réorganisation du groupe Say avait commencé dès 1897 par la fusion de la Société Générale des Sucreries de la Haute-Egypte et de la Sucrierie-Raffinerie d'Egypte (11'). A L'origine la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte avait un capital de 10 M qui fut porté à 12,5 M en 1898. E. Cronier avait proposé à P. Desbief une participation dans l'affaire, mais celui-ci l'avait refusée (114). Cette offre moins dédintéressée qu'il n'apparaît, en entraînant Saint-Louis en Egypte l'aurait empêché de s'opposer à l'action de la firme au Maroc et en Perse. Avec l'aide de la Société Générale, Cronier se contenta de placer 52.000 obligations de 500 F à 5 % dans le portefeuille des rentiers français, ce qui donna beaucoup plus d'aise à sa trésorerie.

Avec la mort d'H. Say, survenue le 27 janvier 1899, l'Empire sucrier de Cronier prenait donc forme. Pour le rendre plus puissant, il racheta en 1898 la raffinerie Acher du Havre et, dès 1900, il se lança dans une grande politique d'intégration en France et en Egypte. Cela débuta par l'acquisition de la sucrierie de Saint-Just-en-Chaussée, située sur la ligne Creil-Amiens (115). Ensuite comme le tonnage de betteraves mis en oeuvre avait tendance à diminuer, Cronier décida la construction de nouvelles fabriques. Mais l'achat de la branche sucrierie de la Cie Fives-Lille entraîna l'abandon de tous ces projets (116).

La Cie Fives-Lille en contrepartie de commandes de chaudronnerie, s'était intéressée aux affaires qu'elle équipait (souscriptions d'actions, avances) et pour éviter les liquidations désastreuses, elle dû reprendre complètement les sucreries d'Abbeville, de Coulommiers, et de Neuilly-Saint-Front. Mais leur exploitation a pesé de plus en plus sur les résultats ; Aussi, Fives-Lille cessa de distribuer des dividendes. On proposa alors ces usines à Cronier qui les refusa à cause du prix demandé (117).

Grâce au soutien d'un groupe financier dirigé par la banque de

Paris et des Pays-Bas, une filiale, la Société des Anciennes Sucreries de la Cie Fives-Lille (décembre 1900) fut constituée. L'affaire n'avait pas bonne presse. On considérait que son capital (12,5 M) était trop élevé, les procédés de fabrication trop arriérés et son matériel trop ancien et usé. Cependant, les trois premiers exercices donnèrent des bénéfices, mais la campagne 1903-1904 fut désastreuse. Aussi on négocia de nouveau avec Cronier, qui, cette fois imposa sa solution: l'absorption pure et simple de la société.

En Egypte toute la stratégie de Cronier tenait au monopole de la production sucrière (118). En 1901, il loua à la Sugar and Land Company, l'usine de Baliara. Mais cela n'a pas empêché la raffinerie d'El Hawamdieh de traiter 25.000 tonnes de sucre de betterave importé. Aussi pour s'assurer localement un approvisionnement suffisant, la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte acheta en 1902, les 9 sucres de la Daïra Sanieh. En 1898, ce domaine avait été vendu pour 6.431.500 L.E. par le gouvernement égyptien à la Daïra Sanieh et Cie (société en formation). Le 10 novembre 1902 celle-ci cédait les sucres à la Daïra Sugar Corporation (en constitution) pour 984.800 L.E. en actions et espèces et 1.773.000 L.E. en obligations hypothécaires à 4%. A son tour deux jours après, la société anglaise les transférait à la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte par un traité de location-vente valable 25 ans. L'acheteur devait verser 48 semestrialités de 56.000 L.E.. Cronier avait échafaudé ce système de sociétés imbriquées les unes dans les autres pour éviter de sortir de grosses sommes d'argent dans l'immédiat.

Il assumait ainsi de gros risques, car les fabriques de la Daïra Sanieh et de la Cie Fives-Lille étaient vétustes. Pour les transformations, il fallait d'importants investissements. Or, les deux sociétés du groupe Say avaient un capital abusivement gonflé, qui devait néanmoins, être rémunéré afin d'éviter la baisse des actions en Bourse; de plus, elles devaient aussi payer les intérêts d'une masse considérable d'obligations.

De souche paysanne normande, Jean Lebaudy, venu à Paris sous l'Empire, y avait fait fortune dans le négoce. En 1825, il possédait déjà 700.000 F (119). Avec deux de ses fils, Guillaume et Adolphe, il menait une maison aux activités multiples: banque, commission. En 1824, il construisait une raffinerie à la Villette. En 1831, Guillaume la reprenait, tandis qu'Adolphe se lançait dans la banque.

En 1848, la raffinerie Lebaudy a failli disparaître, mais avec le Second Empire, son activité s'est rapidement développée. En 1860, Gustave et Jules Lebaudy, qui avaient succédé à leur père (120), ont

mis en oeuvre 10.000 tonnes de sucre brut (121). Ensuite, le rythme de croissance s'est encore accéléré. CHIRAC rapporte que les deux frères ont gagné jusqu'à 5 M par an et qu'à un certain moment leur notaire avait mission de placer 700.000 F par mois (122). Ces profits ne provenaient pas uniquement du raffinage, car les Lebaudy opéraient en grand à la Bourse des Valeurs et avec Cronier, ils avaient transformé la spéculation sur les marchés de sucre à livrer en véritable marché à terme. En 1892, J. Lebaudy a laissé à ses héritiers plus de 220 M (123).

La Société Lebaudy frères (capital 10 M) fut prorogée jusqu'en 1871, 1880, puis 1896 (124). A-t-elle envisagé de prendre la forme anonyme ? En mai 1898, le Journal des Fabricants de sucre s'est fait l'écho d'une information d'origine allemande, selon laquelle des pourparlers étaient sur le point d'aboutir entre les Lebaudy et un consortium de financiers lyonnais, belges et anglais. Ils auraient été prêts à céder leur raffinerie (estimée à 12 M) pour 35 M (ils gagnaient alors 3,3 M par an en moyenne). On parlait ensuite de la fondation d'une société au capital de 30 M, complété par l'émission de 20 M d'obligations. Mais ce projet n'a pas abouti et les Lebaudy ont exigé un démenti (125).

Le 30 juin 1889, Paul Lebaudy, fils aîné de Gustave, était entré dans la société (126), qui fut dissoute quelques mois plus tard par suite de la mort de son père survenue le 19 décembre. Une nouvelle association était alors reconstituée au capital de 20 M et pour une durée de 30 ans (127). J. Lebaudy demeurait seul gérant (128) et après son décès (le 30 mai 1892), son neveu Paul et son fils Jacques ont assuré la direction de l'affaire. Toutefois, en 1895, Paul et Pierre Lebaudy rachetaient les droits de leur cousin dans l'affaire (129). Ce retrait s'explique sans doute par le scandale de Max Lebaudy qui défrayait alors la chronique mondaine et judiciaire (130).

En 1900, les Lebaudy avaient esquissé une timide intégration en achetant la sucrerie de Roye dans la Somme (131). Il est vrai qu'ils entretenaient des rapports étroits avec leur beau-frère Charles Bourbon de Rouvre, grand propriétaire terrien, député de Chaumont et administrateur-délégué de la SA de Fabrique de Sucre (132). Enfin, en 1904, ils s'étaient débarrassés de la raffinerie d'Ancône (133).

Comme les Lebaudy, les Sommier ont monté une raffinerie à La Villette en 1824. Ils étaient originaires du Sénonais et Alexandre Sommier qui reprit l'usine en 1829 était le fils d'un boulanger (134). Aliés à différentes familles de raffineurs, les Pajot, les Onfroy, les Boivin - c'est avec ces derniers que les Sommier s'associèrent en 1862 pour donner plus d'ampleur à leur affaire (135).

Emile Boivin apportait dans l'entreprise des idées neuves à exploiter sur le plan technique. Secondé par Loiseau, un de leurs chimistes, ils ont supprimé l'usage de sang et de noir fin dans la clarification (136). Ils se livraient à un travail alcalin complet basé sur l'emploi de chaux à haute dose. On envoyait de la chaux caustique dans les sirops. Il se formait alors du sucrate de chaux, lequel, traité par un courant de gaz acide carbinique, donnait du sucrate d'hydro-carbonate de chaux. Ajouté au sucre brut en dissolution, ce sucrate l'épurait d'une façon remarquable - en enlevant les matières colorantes et organiques et une portion notable des sels.

Ce procédé permettait de travailler des sucres de toute qualité sans turbinage préalable. Il économisait aussi le charbon utilisé auparavant dans la clarification. Des spécialistes aussi éminents que DUBRUNFAUT et BASSET ont cependant mis en doute les résultats obtenus par Boivin et Loiseau (137). Leur méthode raffinage, il est vrai, n'a pas eu d'avenir. Les installations (fours à chaux, pompes à gaz) coûtaient très cher et surtout, leurs mélasses restaient trop riches. Ils ont bien monté une usine pour en extraire le sucre à l'aide du sucrate d'hydro-carbonate mais, ils ont échoué, et, en 1876, ils se sont tournés vers l'osmose.

Cependant, en 1866, Alexandre Sommier s'organisait une demi-retraite (138). Il disparaissait l'année suivante. Son fils Alfred et E. Boivin, avec un capital de 6 M ont continué son oeuvre (139). Dans les années 1868-1869, ils fondaient environ 25.000 tonnes de sucre brut et leurs raffinés étaient considérés comme les meilleurs de France (140). Le mariage d'Alfred Sommier avec Melle de Barante en 1872, l'achat du château de Vaux-le-Vicomte en 1875 ont définitivement consacré l'ascension sociale de la famille.

En novembre 1899, les Sommier ont fondé la SA de la Raffinerie Alfred Sommier (141). Ont-ils voulu imiter Say ? On l'ignore. Personnellement A. Sommier apportait les terrains et les bâtiments de la raffinerie pour 2,5 M et au nom de la société A. Sommier & Cie, c'est à dire avec son fils Edme, Emile et André Boivin, le fonds de commerce, la clientèle, le matériel et le mobilier industriel pour 4,5 M soit 7M pour l'ensemble des apports. En contre-partie, les associés se sont répartis 700 actions de 10.000 F et il restait à souscrire 400 actions en numéraire pour compléter le capital, qui avait été fixé à 11 M. En 1904 il fut ramené à 8,8 M sans doute à cause de la diminution des droits (142). Après le décès d'A. Sommier en 1908, son fils Edme est devenu le chef de la maison.

Sous l'Empire, les Guillon (père et fils) ont quitté Orléans pour s'établir quai de la Rapée. En 1848, Alexandre Guillon, le fils cadet, tenait encore une place honorable dans le raffinage du sucre parisien avec un chiffre d'affaires de 2,5 M (143). Ensuite, l'écart s'est creusé avec les autres raffineurs. Néanmoins chez Guillon, on a renoncé à l'emploi de sang et de noir fin pour clarifier les sucres (144). On les traitait en introduisant dans la chaudière du phosphate d'ammoniaque et de la baryte caustique. Les germes de fermentation qui existaient dans les sucres bruts et qui se développaient avec l'emploi du sang, étaient détruits par les alcalis mis en liberté, et les matières organiques étaient éliminées par l'emploi du baryte. Le progrès était réel, mais si le phosphate d'ammoniaque précipitait la chaux des sels de xiaux, il donnait aussi naissance à des sels ammoniacaux, qui favorisaient la formation de glucose. D'après Lagrange,, on obtenait des pains pesant en moyenne 11,30 kg au lieu de 10,50 kg soit 800 grammes de plus par pain et cela avec les mêmes frais de main-d'oeuvre, de vapeur et de combustible. La raffinerie Guillon cessa son activité en 1905.

C'est en février 1869 que Georges Halphen, un riche diamantaire, a lancé la SA de la Raffinerie Parisienne. Il reprenait l'exploitation d'une usine qui était gérée par Henri et Sigisbert Moitessier, commissionnaires, John Knight, négociant, et Auguste Guillemain. Le fonds social de 2,2 M était représenté par 305 actions d'apport et 135 actions souscrites en numéraire. (145). Dès 1870, le capital de la société fut porté à 2,5 M. On a aussi émis 825 obligations de 1.000 F (146). Mais, en février 1873 un incendie détruisait en partie la raffinerie. G. Halphen décidait alors de reconstruire une usine plus moderne à Saint-Ouen. En même temps, il créait une nouvelle société avec un capital de 6 M (147). En 1878, la raffinerie Halphen traitait 60.000 tonnes de sucre (148). Elle ferma ses portes en 1901.

Techniquement et financièrement, la raffinerie parisienne a atteint dans le dernier quart du XIXe siècle une puissance qui menaçait l'avenir des raffineries des ports. Sa pression était d'autant plus dangereuse qu'elle s'exerçait aussi par ses filiales en Méditerranée.

Cependant il faut noter que les conditions de la concurrence ont peu à peu changé. Les Parisiens ont dû d'abord renoncer aux sucra-teries et ils ont subi sur leurs arrières les attaques de fabriques-raffineries qui à partir de 1890 se sont rapidement développées.

La grande préoccupation des raffineurs était d'extraire de maximum de sucre des mélasses (149) - celles-ci en contenaient environ

45%. La législation en vigueur, avec des rendements qui ne correspondaient pas aux rendements officiels, les y poussaient naturellement. Les procédés d'extraction n'étaient pas toujours très rémunérateurs en eux-mêmes. Les frais industriels ajoutés à la valeur de la mélasse - dépassaient souvent la valeur du sucre obtenu. Mais en augmentant cette valeur des droits que ce sucre ne payait pas, l'opération devenait rentable (150).

Les raffineurs ont d'abord pratiqué l'osmose. Elle permettait de retirer par dialyse à peu près la moitié du sucre de la mélasse (151). Dans l'osmogène, on faisait circuler dans une série de chambres en bois séparées par des membranes en parchemin, deux courants marchant en sens inverse - l'un de mélasse, l'autre d'eau. Les sels minéraux traversaient les membranes plus facilement que le sucre et se dissolvaient dans les eaux d'exosmose. La mélasse, dite d'osmose, maintenant plus pure, sortait donc de l'appareil débarrassée d'une partie des matières qui empêchaient la cristallisation. Le coût peu élevé de l'installation explique peut-être l'adoption rapide de l'osmose par presque toutes les raffineries de la capitale.

Vers 1880, soucieux de tirer le maximum de leurs produits, les raffineurs de Paris ont imité leurs concurrents allemands, et ils ont monté à grands frais des sucrateries (152). Dès 1838, Péligot avait établi que le sucre pouvait s'unir aux bases alcalino-terreuses telles que la chaux, la strontiane et la baryte pour former des sucrales. Chez H. Say, on a utilisé le brevet à la strontiane Fleischer. Halphen a préféré celui de Scheibler (toujours à base de strontiane) (153). Quant aux Lebaudy, ils se sont fixés sur le brevet français DUBRUNFAUT - LEPLAY (à partir du sucrale barytique) (154). Dans tous ces procédés, on soumettait ensuite les sucrales à des lavages, soit à l'alcool, soit à l'eau. Puis on les décomposait par un courant d'acide carbonique qui s'unissait à la base et mettait le sucre en liberté. C'est ainsi qu'on a réussi à élever le rendement réel à un taux supérieur au rendement accusé par l'analyse.

Cependant, la généralisation des techniques de la sucraterie a coïncidé avec une importation massive de sucres allemands et autrichiens - volontairement et tacitement colorés (avec l'accord des acheteurs) pour frauder la douane et les contributions indirectes. Cela provoqua une vive réaction des fabricants de sucre et, à partir de 1887, on ferma les sucrateries.

La multiplication des fabriques-raffineries et des raffineries indépendantes.

Dans les années 1890, un phénomène nouveau s'est produit dans l'industrie du raffinage. La concentration a cessé et les fabriques-raffineries se sont multipliées. Ces nouveaux établissements pratiquaient tous le raffinage du sucre en plaquettes, c'est à dire qu'ils fabriquaient du sucre en morceaux sans passer par l'intermédiaire du pain. De nombreuses sucreries ont alors monté une raffinerie. On comptait 7 entreprises de ce type en 1891, 16 en 1897 et 18 l'année suivante. Le mouvement caractérisait surtout le Bassin Parisien, mais, le Nord, où le raffinage était en voie de disparition (en 1885, il n'y avait plus que 3 candiseries) a suivi.

Bourdon avait retrouvé une nouvelle jeunesse, comme d'ailleurs Châlons-sur-Saône, raffinerie indépendante qui travaillait du sucre indigène. De plus, l'achat de la raffinerie de la Biette par Jaluzot (en 1889), a encore renforcé le potentiel de production des régions betteravières. Après 1898, le nombre des nouveaux établissements s'est stabilisé. Il y a eu quelques changements dans les raisons sociales, quelques fermetures et créations comme à Briénon dans l'Yonne et à Vauciennes dans l'Oise. En outre, après la Convention de Bruxelles (mars 1902), et la rupture du syndicat (décembre 1902), on a fondé 4 raffineries indépendantes: la candiserie Castellet à Bouchinlès-Lille, la raffinerie de Tergnier dans l'Aisne, la Raffinerie François à Quessey située aussi dans l'Aisne, enfin la SA de la Raffinerie de Lyon, tandis que l'on remettait en marche la raffinerie de Denain (155).

Ainsi, "une troisième force " disputait à Paris et aux ports des débouchés pour ses sucres. Pendant longtemps, les fabricants-raffineurs et les raffineries indépendantes se sont contentés d'écouler leurs produits en France " à l'ombre du syndicat des grandes raffineries " (156) profitant avantageusement de l'écart artificiel fixé entre le brut et le raffiné. La rupture définitive du syndicat a marqué pour eux le début d'une période difficile. En effet, pour développer leur production, la main-d'oeuvre qualifiée manquait, et, surtout, la plupart d'entre eux ne disposaient pas d'une solide organisation commerciale (157). Certes il fallait produire, mais aussi vendre. Aussi, seuls, les plus grands (ceux qui ont rapidement dépassé une fonte de 5.000 tonnes) ont pu s'imposer et, non sans mal, les autres ont végété. De plus, en 1905 le krach des sucres a fait disparaître des affaires et en a ébranlé d'autres. L'avenir appartenait donc aux grandes entreprises en formation. En 1913, il ne restait plus que 9 fabriques-raffineries et 8 raf-

fineries indépendantes qui produisaient plus du quart des sucres raffinés français. L'histoire de Béghin est le symbole de la renaissance de la raffinerie du Nord, mais la croissance de Bouchon et de Sermaize moins voyante, a aussi contribué à réduire le rayon des Parisiens dans l'Ouest et le Nord-Est; quant aux François, leur cas fournit l'exemple des difficultés rencontrées pour créer une entreprise viable dans une région betteravière (158).

Les fabricants-raffineurs ont développé leur fonte et ils sont venus disputer la clientèle des Parisiens, d'où l'écrasement des prix et la nécessité pour les Say, Sommier et Lebaudy de s'ouvrir de nouveaux débouchés en dehors de leur rayon (159), en particulier dans l'Ouest, le Sud-Ouest et le Midi, ce qui explique le tassement progressif des ventes à la consommation des Marseillais (160). Finalement, il y a eu un ralentissement du rythme de la croissance des raffineries de Paris (161). Toutefois, Marseille avait une soupape de sûreté: l'exportation. Par contre, à Nantes, on a dû faire face, non seulement aux Parisiens, mais aussi à Béghin et Bouchon, sans pouvoir réussir à développer un grand courant d'exportation. Bordeaux résista mieux, car depuis 1897 l'exportation avait repris.

2- La "loi" du Marché.

A la lumière de ce qui précède (législation, tarifs préférentiels), il serait illusoire de parler de concurrence parfaite dans le raffinage du sucre, d'autant plus que le jeu libre des prix a souvent été faussé par l'action du patronat, par la spéculation et enfin, par l'expérience dirigiste qui s'est déroulée pendant et après la première guerre mondiale.

A- Les associations patronales.

La Réunion des raffineurs de Paris et les ports (1844-1869).

Les fabricants de sucre avaient formé un syndicat en 1832. De leur côté les raffineurs de Paris avaient souvent des assemblées qu'ils tenaient fort secrètes (162), mais ce n'est qu'en juillet 1844 qu'ils

ont créé un syndicat : " La Réunion de MM. les Raffineurs " (165). Ils cherchaient à sortir de la position fâcheuse où ils se trouvaient alors, du fait du prix élevé du brut et de la baisse du raffiné. Ils ont donc réduit simultanément leur fonte pour maintenir une marge suffisamment rémunératrice entre la matière première et le produit fabriqué. Seul, B. Delessert refusa sa participation (164) et malgré sa démission, les membres de la "Réunion" décidèrent de diminuer leur fonte d' $1/5$ du 29 juillet au 31 août (165), mais cette mesure ne fut pas prorogée (166). Courant 1846, les raffineurs réduisirent pendant un certain temps leur fonte du $1/4$. De leurs côtés, ceux des ports avaient aussi constitué un syndicat, puisqu'un des membres de la "Réunion des ports" proposa à celle de Paris de réduire le travail de moitié et de ne pas vendre à moins d'un liard en plus du prix actuel, ou, au moins 2 %, bien que ce moyen ne leur paraissait pas très légal. En même temps, les raffineurs de Paris avaient constitué un stock de 30.000 pains pour les exporter en Suisse et faire monter les cours (167).

La "Réunion" des raffineurs de Paris a donc constitué un groupe de pression défendant tous les intérêts de la profession (168), en accord, le plus souvent, avec les raffineurs des ports, qui ne semblent ne s'être groupés que lors des grands débats sur les sucres. À partir de 1845, la "Réunion" a eu un secrétaire qui la représentait quand le besoin s'en faisait sentir dans les ministères et les bureaux de l'administration et qui était autorisé pour ces démarches à réclamer l'aide des raffineurs des ports, mais sous sa responsabilité personnelle (169). Les questions de législation restaient la préoccupation majeure des membres du syndicat : dégrèvement, diminution de la surtaxe, suppression des types etc...). Les raffineurs de Paris avaient le souci de ménager, à la fois, le négoce des ports et les fabricants de sucre de betterave, aussi, à partir de 1846, lorsque le sucre colonial s'opposa de nouveau au sucre indigène, ils se tinrent avec prudence à l'écart du conflit.

Par contre, la "Réunion" mobilisa tous les raffineurs contre les fabricants-raffineurs du Nord. L'ordonnance du 24 août 1840 avait réglé le mode d'exercice des fabriques en fixant les bases de la prise en charge pour l'impôt à 1200 grammes de sucre par hectolitre de jus et par degré de densité des jus reconnus avant défécation. Toutefois, il existait une fraude qui consistait à faire disparaître les excédents de fabrication par une fausse évaluation des produits introduits dans le raffinage. D'où le progrès rapide de celui-ci dans les régions betteravières. Les fabricants-raffineurs du Nord entraient donc en concurrence directe avec la raffinerie de Paris pour l'approvisionnement (170). Mais la loi du 31 mai 1846 éleva la prise en charge à 1400 grammes et précisa

que les fabricants-raffineurs ne pourraient recevoir des sucres qu'après la défécation en l'enlèvement de leur propre fabrication.

La loi fut d'abord observée à la lettre, mais dès 1847, les fabricants-raffineurs purent faire l'inventaire de leurs résidus et les mettre ensuite sous scellés au lieu de liquider complètement les sirops et, après le raffinage, ils faisaient un inventaire. En 1848, ils avaient obtenu de faire deux inventaires, l'un avant, l'autre après le raffinage (toujours imparfaits, ils permettaient des fraudes); ainsi la formalité des scellés était supprimée, en violation de la loi de 1846 (171). La "Réunion" des raffineurs de Paris décida alors de multiplier les démarches auprès des autorités responsables. En février 1850, comme elles n'avaient pas encore abouti à quelque chose de positif, alors la Réunion engagea une campagne de presse et de brochures pour dénoncer la fraude et elle communiqua des faits patents à l'administration (172). Des contacts ont été pris avec les ports et une lettre a été envoyée au Ministre du Commerce pour lui demander quelles mesures il comptait prendre pour réprimer la fraude dans le Nord (173). La réponse fut très satisfaisante, car elle parlait d'exercer les fabricants-raffineurs (174). Cependant les fraudes ont continué (175).

Finalement le gouvernement a décidé d'exercer toutes les raffineries. D'une part, il y avait les fabricants-raffineurs (au nombre de 31) favorables à l'exercice pour tous; de l'autre il y avait tous les raffineurs "libres" (ceux de Paris, du Nord et des Ports) qui refusaient l'exercice. De plus ils n'étaient guère partisans de la saccharimétrie car ils entrevoient d'énormes difficultés pour son application (176). Sous l'égide de la "Réunion", la résistance s'est organisée (177). Une adresse signée par tous les raffineurs de France a été remise à l'Assemblée législative. Elle mettait en cause les fabricants-raffineurs, l'administration des contributions indirectes et se prononçait pour le statu-quo. Le Ministre du Commerce a été touché (sa position à l'égard de l'exercice était d'ailleurs ambiguë) et on a multiplié les visites auprès des parlementaires et des contacts ont même été pris avec des fabricants de sucre indigène (178). Malgré tous ces efforts, la loi fut votée le 13 juin 1851, mais on sait qu'elle ne fut conservée que pour les fabricants-raffineurs ce qui paralysa le développement du raffinage dans les régions betteravières jusqu'aux années 1890.

En 1860, au moment où l'on discuta de la modification du taux des rendements pour le drawback la "Réunion" demanda à tous les raffineurs de se concerter pour nommer des délégués pour suivre "de près" les délibérations du Conseil d'Etat et les prochains débats du Corps Législatif (179). Ainsi, se constitua un Comité Général de la raffine-

rie française qui n'eut d'ailleurs qu'une brève existence (180). A cette époque, s'il existait un Comité des raffineurs du Nord (181), il ne semble pas qu'il y ait eu un Comité des Raffineurs des ports - ce qui ne les empêchait pas comme à Nantes d'avoir des contacts suivis dans le cadre de leur métier (182).

La Réunion a disparu en juin 1869. En mai, les raffineurs parisiens avaient soumis à leurs confrères des ports et du Nord un projet de convention tendant à diminuer pendant trois mois la production d'un quart pour contrarier la baisse persistante des raffinés (183). En province, on refusa. A Paris, certains ont voulu malgré tout réduire la fonte, d'autres se sont opposés à cette mesure et cela entraîna la rupture du syndicat (184). Fut-elle vraiment effective ? Certes, à partir de 1869, il n'y a plus de procès-verbaux, mais les grands raffineurs ont sans doute continué à se rencontrer régulièrement.

Le premier Syndicat des Raffineurs (1883-1888).

La convention signée par les raffineurs de Paris le 30 novembre 1883 a marqué la naissance du Syndicat des Raffineurs de Sucre (185). La proposition d'entente est venue de G. Lebaudy (186), mais E. Cronier, le directeur d'H. Say a tout de suite fait sien le projet. Depuis 1875, on l'a vu, la conjoncture n'était plus aussi favorable pour les raffineries. L'exportation diminuant, les entreprises se sont tournées davantage vers le marché national. Elles se sont alors fait une vive concurrence qui a abouti à bien des ruines. En quelques années les raffineurs parisiens ont perdu des millions (187); aussi ils ont décidé de limiter leur production pour provoquer la hausse. Avec les bénéfices attendus de l'arrangement, ils espéraient récupérer une partie des pertes subies, et, à l'avenir s'assurer des profits appréciables.

Tout d'abord, les raffineurs de Paris ont décidé d'arrêter théoriquement leur fonte annuelle aux quantités suivantes :

Raison sociale	Fonte maxima (tonnes)
Constant Say	120.000
Lebaudy frères	100.000
A. Sommier	76.000
Raffinerie Parisienne (Halphen)	71.000
A. Guillon	13.000
	380.000

Puis ils ont fixé à 33 % de leur travail, et pour trois mois, le quota d'exportation obligatoire, ce pourcentage pouvant par la suite osciller de 25 à 36 %. Cela aboutissait en fait à diminuer la production car aucune usine n'avait la possibilité de placer à l'étranger 33 % de

sa fabrication (pour Paris, la part de l'exportation n'était plus que de 20 % en 1883). Comme les livraisons à la consommation ne pouvaient pas dépasser 67 % des sucres mis en oeuvre, les raffineurs pour maintenir l'activité normale de leur entreprise, devaient s'efforcer de vendre le plus possible à l'entrepôt, ce qui était d'ailleurs un des buts avoués du syndicat. D'autre part, pour éviter de remettre en cause une répartition toujours difficile à négocier, les raffineurs parisiens s'engageaient jusqu'au 1er janvier 1885 à ne pas prendre d'intérêt, soit directement ou indirectement dans aucune autre raffinerie en France.

Tout participant remettait au commissaire spécial du syndicat (choisi en dehors de la profession), des états mensuels pour les quantités achetées et fondues (188). Ce commissaire ou un contrôleur désigné par lui, pouvait même exiger la présentation des livres. Les renseignements sur la marche des usines devaient être fournis le premier jour du mois. On ne laissait que 10 jours, le mois suivant, pour régulariser les situations et les mettre en conformité avec les décisions du syndicat. Cependant, aucune mesure de contrainte n'était prévue à l'égard des membres qui n'observaient pas l'accord - L'article 7 de la convention se bornait à signaler que, si l'un des contractants ne respectait pas ses engagements, les autres avaient le droit de reprendre leur liberté. Ensuite, les raffineurs parisiens ont cherché à attirer leurs confrères de province dans l'association. En particulier l'adhésion des sociétés de Marseille était nécessaire pour assurer le bon fonctionnement du syndicat.

Dans les premiers jours de décembre, E. Cronier a donc proposé aux dirigeants de Saint-Louis et de la Méditerranée de se joindre à eux (189). Dans sa demande il insistait surtout sur les conséquences désastreuses de la concurrence qu se faisaient les raffineurs sur le marché français. Selon, lui seule l'entente permettrait d'obtenir des prix rémunérateurs à la consommation. Tout en invitant les sociétés de Marseille à se rallier à celles de Paris, il les menaçait, en cas de refus, "d'une lutte qui pourrait n'être pas sans dangers". A Marseille le principe de la participation n'a pas été discuté. A. Féraud, au nom du comité de direction de Saint-Louis, l'estimait préférable à une lutte, "qui pourrait exposer la société à des aventures". G. Boyer, pour la Méditerranée était autorisé à signer la convention, à condition d'obtenir une légère augmentation pour les livraisons à la consommation. Mais au cours des négociations, un désaccord a très vite surgi entre les deux hommes au sujet de l'attribution des quantités allouées à Marseille pour la consommation intérieure (190). Féraud voulait prendre pour base de la répartition entre Saint-Louis et la Méditerranée, la fonte de 1882 et

1883, tandis que Boyer exigeait un traitement de faveur, car, pendant ces deux années, les ventes de sa société sur le marché français n'avaient pas dépassé 10.000 tonnes : chiffre inférieur à celui des années précédentes. Il réclamait donc 12.000 tonnes. Toutefois, grâce à Cronier, la rupture entre les deux raffineries de Marseille fut évitée de justesse; et elles acceptèrent le 15 décembre, de signer une convention annexe, complétant celle de Paris (191). Les raffineurs de Paris avaient, il est vrai, exercé une "amicale pression" en vendant des sucres à Marseille, 5 F au-dessous des cours (192).

Saint-Louis obtenait 25.000 tonnes pour la consommation intérieure, tandis que la Méditerranée devait se contenter de 10.000 tonnes. Les vergeoises n'étaient comptées dans les livraisons à la consommation qu'au-delà d'une vente de 350.000 kg par mois (100.000 kg pour Saint-Louis 250.000 kg pour la Méditerranée). Dans l'article 1 de la convention, il était dit que Paris livrait 80 % de ses raffinés en France. Comme les raffineurs de Paris avaient fixé à 33 % de leur fonte le pourcentage à exporter, et qu'ils ne vendaient à l'entrepôt que 20 % de leur production, ils avaient réduit de 13/80 les livraisons à la consommation; en compensation, les raffineurs de Marseille consentaient à diminuer de 65/80 leurs ventes en France. Enfin, toute diminution des livraisons à la consommation de Paris devait être répercuté par moitié à Marseille. Chaque mois, lors de la réunion des syndicataires, un vote où chaque société disposait d'une voix par 10.000 tonnes de fonte (toute fraction inférieure à 10.000 tonnes comptait pour une voix) déterminerait le taux mensuel de réduction à adopter. Enfin, les derniers articles précisaient les modalités du contrôle syndical et la durée de l'engagement (12 mois et demie à partir du 15/12/1883).

Les grands raffineurs parisiens ont alors monté une vaste manœuvre spéculative en provoquant tout d'abord la baisse du raffiné à Londres afin d'y déterminer par contre-coup une baisse du sucre brut, baisse qui réagissait à son tour sur le cours du sucre brut en France (193). Le succès de l'opération fut complet. L'écart des prix notés pour les raffinés à Paris et à Londres, qui était presque insignifiant au 1^{er} décembre 1883, s'élevait, en février 1884 à 5,95 F les 100 kg. Sur le marché de Paris, l'écart entre le prix des raffinés et celui des sucres bruts 88 ° passait en même temps de 6,38 F à 10,13 F. Ainsi, le syndicat avait rapidement atteint son objectif essentiel : l'augmentation de la marge de raffinage.

Conçu à l'origine comme une entente étroite entre Paris et Marseille, il a par la force des choses, tendu à regrouper dans son sein tous les raffineurs français. A Nantes, après la faillite des raffine-

ries E. Etienne et Cezard en 1883, les 4 candiseries en activite n'intéressaient pas Cronier; par contre, la réouverture de la raffinerie de Chantenay par E. Souques ne le laissait pas indifférent. En effet, derrière lui, on trouvait la famille Cail avec la veuve de J. F. Cail, son gendre Charles Hebert, et leurs grands commis Lemesle et Maufrais. A la Guadeloupe, les intérêts de Souques se mêlaient étroitement à ceux des Cail-Hebert, qui possédaient encore plusieurs sucreries en France et en Russie. De plus, en septembre 1884, les Cail avaient remis en marche l'ancienne usine de P. Prevost arrêtée depuis juillet 1883. (194). Les Say, Lebaudy et Sommier ont alors acheté la raffinerie Etienne à Nantes (195). La lutte qui s'annonçait n'eut cependant pas lieu. D'un commun accord, les deux camps ont choisi la négociation.

Souques et Bardin - l'homme de paille des raffineurs parisiens - ont adhéré le 30 octobre 1884 à la convention de 1883 (196). La fonte théorique des deux sociétés était la suivante :

	Chantenay	Les Ponts (Etienne)
Raffinés (tonnes)	9.000	22.000
Vergeoises "	2.000	4.000

Toutefois Bardin s'engageait à ne pas remettre l'usine des Ponts en activité avant le 1er janvier 1887; quant à H. Moitessier (anciennement P. Prevost) on lui accordait 17.000 tonnes, ce qui portait le total théorique de la fonte parisienne à 397.000 tonnes (197). A la même époque, Acher, le dernier raffineur du Havre se liait au cartel pour 13.000 tonnes (198), et les entreprises de Bordeaux suivaient sont exemple. Ainsi, à la veille du renouvellement de l'association, à l'exception de quelques établissements du Nord et des candiseries de Nantes, toutes les raffineries françaises appartenaient au syndicat. Malgré les inévitables difficultés de la période de démarrage (199), le syndicat a tout de suite fonctionné de façon normale.

Cependant, l'unanimité fut de courte durée. Les raffineries de Saint-Louis et de la Méditerranée, pour des raisons différentes vont quitter le syndicat. Quelques mois ont, en effet, suffi pour détériorer leurs rapports avec Paris. Les premières difficultés se sont produites en avril 1884. L'initiative de négociants marseillais - qui offraient aux épiciers des raffinés parisiens sortis de l'entrepôt avec un rabais de 2 F par 100 kg (200) - a entraîné une vive protestation de Boyer et une démarche de Grandval auprès de Cronier et des Lebaudy (201). Peu désireux de fournir des éclaircissements, ceux-ci ont contre-attaqué en rapportant dans leur réponse des propos alarmants sur la nouvelle offensive déclenchée par les fabricants de sucre qui réclamaient une fois de plus l'application de la surtaxe de 7 F à tous les sucres étrangers.

Orchestrée en sous-main par les grands raffineurs de Paris, cette campagne était un avertissement sérieux pour Marseille (202).

Aussi, les dirigeants marseillais envisageaient plutôt l'avenir avec inquiétude, car ils exportaient la plus grande partie de leur production et cela leur rapportait beaucoup moins que les sucres livrés à la consommation. Par contre, la raffinerie parisienne, avec les gains élevés qu'elle tirait de ses ventes en France, pouvait faire des sacrifices à l'exportation. Déjà, en Afrique du Nord, sa concurrence était sensible. Constatation qui poussa Boyer à exprimer ses craintes en plein conseil de la Méditerranée : "Si après nous avoir chassés de nos débouchés d'entrepôt, il plaisait aux raffineurs de Paris de ne plus nous admettre à la convention, la situation serait critique pour la société" affirma-t-il (203).

Un événement imprévisible, l'incendie, qui a ravagé dans la nuit du 4 au 5 septembre 1884, l'usine de Saint-Louis, a précipité la rupture entre Marseille et Paris. La Méditerranée soutenue par Cronier, et Lebaudy, a voulu remettre en cause la convention annexe de 1883. Elle exigeait une augmentation du quota de livraison à la consommation aux dépens des Raffineries de Saint-Louis (204) et cherchait à reprendre le premier rang dans l'industrie du sucre à Marseille; quant aux Parisiens, ils désiraient réduire la puissance de leur principal adversaire. Avec la seule raffinerie de Saint Charles (fonte maxima : 40.000 tonnes), Saint-Louis devait, soit ralentir la vente à la consommation, soit, momentanément, sacrifier des débouchés à l'étranger. Il ne pouvait pas être question, pour se plier aux désirs de Boyer et de Cronier, d'abandonner les solides positions détenues en France; aussi, le conseil d'administration unanime a approuvé la proposition faite par H. Bergasse de se retirer du syndicat (205). Après quelques tergiversations, et tout en essayant de rejeter les responsabilités de la rupture sur Saint-Louis les raffineries de la Méditerranée ont refusé à leur tout de participer à sa reconduction (206). Alors, en décembre, les raffineurs de Paris, mettant à exécution leurs menaces, ont commencé les hostilités dans le Sud-Est en y jetant leurs produits à bas prix (207). Ils ont offert des pains à 6 F puis à 7 et 8 F au-dessous du cours de Marseille (208). Ces ventes ont provoqué un certain désarroi dans le Midi où par contre-coup, Chantenay n'arrivait plus à placer de vergeoises (209).

En dépit du retrait des Marseillais, Cronier et les Lebaudy ont réussi - non sans mal - à maintenir la cohésion du syndicat. A Nantes, Texier, le directeur de Chantenay, pressait Maufrais d'imiter Marseille (210). Mais, de Paris, on ne voyait pas exactement le problème comme lui. Souques, Mme Vve Cail et les Hebert voulaient en effet sauvegarder

l'avenir de la raffinerie Moitessier et écarter d'une façon définitive toute mesure de réouverture de l'usine des Ponts (211).

Cependant la lutte contre les Marseillais tournait court (212). Les raffineurs parisiens avaient sous-estimé la capacité de résistance de Saint-Louis et de la Méditerranée qui se défendait en contr-attaquant avec énergie. Le syndicat pouvait décréter les régions du Sud-Est zone d'exportation, les assimilant ainsi à l'étranger (215), cela n'empêchait pas les ventes de raffinés marseillais de progresser dans des secteurs tenus auparavant par Paris (214). Dans l'ensemble, les gains compensaient très largement les pertes (215).

Dès janvier 1885, les livraisons de la Méditerranée à la consommation ont augmenté de plus de 1.100 tonnes (216) et pour l'exercice 1885, celles de Saint-Louis sont passées de 23.800 à 27.800 tonnes (217). Excellents stratèges, H. Bergasse et P. Desbief ont choisi comme terrain de manoeuvre, le marché français où les marges étaient plus fortes et, par nécessité, ils ont négligé les débouchés extérieurs plus facilement récupérables. D'ailleurs, Saint Charles, en attendant la reconstruction définitive de Saint-Louis, n'arrivait pas à fournir suffisamment de produits pour répondre à toutes les demandes de la clientèle.

Certes, il y eut des moments difficiles - en juillet 1885 H. Bergasse a même proposé à A. Grandval de reprendre la discussion avec le Syndicat sur les bases acceptées par les deux sociétés en décembre 1883. Il s'est heurté à un refus hautain (218). Les hostilités avec Paris, qui se doublaient d'une sourde et âpre concurrence entre Marseillais ont donc continué et le Syndicat a dû renoncer au principal objectif qu'il s'était fixé à l'origine : l'augmentation de la marge entre le brut et le raffiné.

Le Syndicat des Raffineurs, après bien des hésitations (219), avait été renouvelé en octobre 1886 sur des bases identiques à celles de 1883 (220). Chantenay n'avait pas obtenu le droit de fabriquer des can-dis en dehors du quota imposé, mais l'usine des Ponts restait fermée (221). Mais en janvier 1888, Chantenay cessait à son tour de faire partie du syndicat (222) qui, réduit aux seuls Parisiens, devenait moribond. En 1888 l'écart de raffinage tomba à un niveau où il n'était plus possible de faire des bénéfices normaux (223).

	Cours du sucre roux (100 kg)	Cours du raffiné (100 kg)	Prix de revient du raffiné (113,636 kg de brut)	Ecart
1884	39,35 F	60,17 F	44,71 F	15,46 F
1885	40,28	54,63	45,28	8,95
1886	31,40	46,48	35,68	10,80
1887	31,25	42,77	35,51	7,26
1888	37,41	46,87	42,51	4,36

Le Syndicat des Raffineurs apparaissait comme un cartel d'exportation, mais il assurait aussi à chaque société une zone déterminée d'activité en France par le biais d'une entente verbale sur les prix. Les raffineurs de province proposaient en effet leurs sucres avec un écart de 2 F (en moyenne) au-dessus de la cote de Paris. Le coût du transport déterminait ensuite, presque automatiquement, le rayon de vente des différentes entreprises. Il y avait, bien entendu, des régions de monopole et des zones frontalières mal définies où une certaine concurrence continuait à se manifester. Officiellement, on affirmait cependant que chacun restait "parfaitement libre de vendre les prix qu'il veut sur le marché intérieur" (224).

Le Second Syndicat des Raffineurs (1888-1891).

Dès le mois d'avril 1888, P. Desbief s'était rendu à Paris pour discuter de la participation de Saint-Louis à un nouveau syndicat, groupant toutes les raffineries de France. Comme en 1884, il s'agissait d'accroître au maximum les exportations, mais, cette fois, on soumettrait au même régime tous les raffineurs. Le pourcentage des quantités qu'ils devaient livrer hors du marché français ou renoncer alors à produire, était identique pour tous les participants. Ce quota serait fixé lors de réunions périodiques. Ainsi, Cronier et les Lebaudy ne considéraient plus le cas spécial des raffineries de Marseille, en grande partie tournées vers l'exportation (225).

Toutefois, un double désaccord opposait toujours d'une part, Marseille à Paris, et d'autre part, Saint-Louis à la Méditerranée. Les Marseillais estimaient que le syndicat ne leur avait pas attribué une production conforme à la réalité. De toute façon la Méditerranée exigeait 44,5% de la part attribuée à Marseille. On négocia, mais sans résultat.

P. Desbief rencontra une nouvelle fois Cronier. Il lui expliqua la situation et le refus d'adhésion de Saint-Louis. Début, l'impasse était totale (226). Cependant, courant mai, P. Desbief et G. Boyer parvenaient à un accord (227). Ce dernier a fini par accepter de n'avoir que 41% de la fonte théorique attribuée à Marseille. Cette proportion comprenait 4.000 tonnes de bâtarde, livrables à la consommation - qui ne pouvaient en aucun cas être remplacées par des raffinés -. Saint-Louis obtenaient 59 %. Dans ce pourcentage figuraient aussi 1.000 tonnes de bâtarde que P. Desbief s'engageait à ne pas livrer en raffiné. Les Marseillais pouvaient maintenant entamer des négociations sérieuses avec les Parisiens.

Les raffineurs de Paris proposaient comme base de négociation à

ceux de Marseille, la fonte de 1887, mais ils entendaient, eux, conserver celle de 1884. De plus, s'ils accordaient à Saint-Louis et à la Méditerranée le monopole des ventes en Corse et en Algérie, en contre-partie, ces raffineries devaient réduire de 18.000 tonnes leurs livraisons à la consommation. Les Marseillais repoussèrent de telles offres (228). La lutte continua.

A Nantes, Cronier cherchait à connaître les possibilités de résistance de Chantenay, car, dans l'Ouest, la pression de Paris n'aboutissait pas non plus à grand chose. Dans la capitale même, Guillon se tenait à l'écart (229).

Par l'intermédiaire d'A. Rey Paris renoua le dialogue. Cronier, Lebaudy, Halphen et Sommier proposaient maintenant une réduction de 18.000 tonnes à 14.000 tonnes pour les livraisons à la consommation. Les dirigeants de Saint-Louis se sont alors divisés. Les banquiers, Rey, Bonnaspe penchaient pour l'acceptation. Le conseil se donna alors un délai de réflexion de 48 heures. Le 19 juillet, A. Féraud, en l'absence d'H. Bergasse, défendit une position dure (230). Après avoir constaté que la guerre menée par Paris était vaine, il mit surtout l'accent sur les risques que la société courait en abandonnant une clientèle acquise au prix de longs et patients efforts, pour des avantages sans doute aléatoires. En effet, le monopole offert en Corse et en Algérie ne comportait aucune garantie. Saint-Louis restait à la merci d'un changement de législation ou de la concurrence d'une raffinerie française non syndiquée. A ce propos, A. Féraud rappelait que la seule importation de 2 à 3.000 tonnes de raffinés par Paris contraignait Marseille à vendre dans ces contrées 9.000 tonnes de sucres à bas prix. Le syndicat pourrait donc maintenir des cours rémunérateurs en France, mais, à l'exportation, il ne pourrait pas empêcher une dépréciation du raffiné à cause des ventes à l'étranger, d'où la nécessité d'un large marché de consommation. H. Bergasse cabla à ses collègues qu'il votait contre l'adhésion. La majorité du Conseil se rangea alors derrière le comité de direction.

La continuation de la lutte enlevait maintenant toute possibilité de profit réel aux entreprises (231). Pendant les 6 premiers mois de l'année 1888 Saint-Louis n'avait gagné que 169,298 F et, encore, H. Bergasse ne cachait pas à ses collègues que ces résultats n'avaient pu être atteints "qu'en évaluant au plein cours du jour les quantités en stocks". Cependant, les discussions avec Paris se poursuivaient; Saint-Louis écartait toujours la référence à la fonte de 1887 et demandait que son contingent de livraison à la consommation française soit déterminée sur la base de 59 % de 92.000 tonnes de sucre brut. L'obstination d'H. Bergasse et d'A. Féraud, la diplomatie de P. Desbief chargé des contacts

avec Cronier, assurèrent enfin la victoire de Saint-Louis (232). Paris accepta les vues de Marseille : Le 15 septembre, le syndicat était définitivement réorganisé. Tous les raffineurs (à l'exception des candisiers) y participaient. Le nouveau contrat liait les raffineurs du 10 septembre 1888 au 10 septembre 1892.

Cependant, dès décembre 1889, Chantenay rompait avec le syndicat. Une demande active, la volonté de ne pas laisser les raffineurs parisiens pénétrer plus loin dans le rayon de Nantes, ont entraîné la rupture (233). Toutefois, pendant de longs mois, Paris n'a pas cherché une issue au conflit, et Chantenay a résisté assez facilement à la concurrence de Say et des Lebaudy qui menaient un combat sans grande vigueur; seule la raffinerie Bardot en a pâti (234).

Mais en novembre 1891, à Marseille on a remis en cause les bases mêmes du syndicat. Avant d'envisager sa prolongation, Saint-Louis demandait que Paris lui fasse de nouvelles propositions (235). En même temps, le différend qui l'avait opposé si souvent à la Méditerranée renaissait, car Boyer demandait à son tour sa part dans l'augmentation de fonte que Cronier semblait vouloir concéder à Saint-Louis (236). H. Bergasse avait rappelé à ses collègues qu'en 1888 la Méditerranée avait été admise pour une production de 37.700 tonnes - ce qui représentait sa puissance maxima de fonte, tandis que celle de Saint-Louis avait été arbitrairement fixée à 54.300 tonnes malgré un outillage capable d'en traiter 84.000. Or depuis trois ans, en dépit des entraves imposées par le syndicat, le travail de Saint-Louis était passé de 64.000 à 72.000 tonnes, et, pendant le même laps de temps, aucune des autres raffineries syndiquées n'avait atteint le chiffre théorique fixé par l'accord. Ainsi Boyer n'avait jamais fondu plus de 35.000 tonnes. Cependant avec un quantum moyen de 35%, il pouvait livrer 56 % de sa production à la consommation, tandis que Saint-Louis n'arrivait à placer sur le marché intérieur qu'environ 40 % de la sienne. Aussi, pour faire fonctionner ses usines dans des conditions de frais convenables, Saint-Louis était obligé d'écouler une grosse partie de ses sucres à l'étranger, avec un bénéfice très faible et souvent nul, alors que beaucoup de raffineurs réalisaient, sans peine et à l'abri du syndicat, des profits considérables. Dans un esprit de conciliation, le conseil accepta la conclusion d'un nouveau contrat pour 4 ans si, toutefois, on retenait pour Saint-Louis, le chiffre minimum de 70.000 tonnes (237).

P. Desbief assista à une première réunion du syndicat le 23 novembre. Boyer, malgré la ferme pression de Cronier, resta sur sa position. - c'est à dire non-participation si sa société ne recevait pas une augmentation proportionnellement équivalente à celle de Saint-Louis.

Le 26 une seconde réunion eut lieu. Dans l'intervalle, P. Desbief avait négocié avec les grands raffineurs de Paris et ceux-ci, pour sauver le syndicat avaient admis le chiffre de 64.000 tonnes pour Saint-Louis. La négociation semblait en bonne voie quand Guillon fit savoir qu'il refusait de faire partie du syndicat et qu'il reprendrait sa liberté en septembre 1892. Après des échanges de vues assez vifs, on décida la dissolution à partir de janvier 1892. Cronier avait fait jouer une clause de la convention de 1888 qui prévoyait la dissolution du syndicat, s'il se montait une raffinerie travaillant à elle seule plus de 10.000 tonnes, ou plusieurs fondant ensemble plus de 15.000 tonnes de sucre. Or depuis septembre 1888, quelques petites usines s'étaient créées dans le Nord. De plus, la raffinerie Bardot et celle de Châlons-sur-Saône (entreprises non syndiquées) avaient considérablement développé leur production et, depuis un an, ces indépendants avaient été rejoints par Chantenay. Seul Halphen vota contre la rupture du syndicat (238). Partout les hostilités ont repris. Dès la fin de décembre, on offrait des raffinés dans le Sud-Est avec une baisse de 3 à 4 F (239). A Nantes, Chantenay réduisait sa fonte (240), tandis que la Raffinerie de L'Ouest cessait momentanément son activité (241). Le retour à une concurrence " au couteau " avait entraîné une fois de plus, l'amenuisement de l'écart de raffinage.

	Cours du sucre roux (100 kg)	Cours du raffiné (100 kg)	Prix de revient du raffiné (113,636 kg de brut)	Ecart
1890	32,11 F	45,21 F	36,48 F	8,73 F
1891	35,63	46,08	40,46	5,62
1892	37,64	44,16	42,77	1,39

Depuis 1884, les exportations n'avaient pas augmenté. Par contre, le marché intérieur absorbait davantage de sucre. A Marseille, on avait donc l'impression d'avoir fait un marché de dupes.

Le Troisième Syndicat des Raffineurs (1892-1898).

Cependant Chantenay, malgré certaines résistances (242), avait entamé des négociations avec les Parisiens (243). A cette occasion, les raffineurs de Nantes (à l'exception des Cossé-Duval et d'Hubert) ont fait communiquer à G. Lebaudy un projet d'accord. Ils revendiquaient une base théorique de fonte de 36.000 tonnes avec réduction forfaitaire de 25 % sur les raffinés, et ils réclamaient une entière liberté pour les vergeoises. Enfin, ils n'acceptaient par an, qu'un seul contrôle de leurs livres, le système des réductions variables mensuelles offrant trop d'inconvénients pour les petites raffineries (244).

Paris refusa de prendre en considération le point de vue de Nantes. La guerre continua donc. Cependant, Chantenay supportait de moins

en moins bien la lutte. Pendant les 6 premiers mois de 1892, la raffinerie avait fondu 2.000 tonnes de moins qu'au premier semestre de 1891 et les stocks s'accumulaient dans les magasins (245). La soumission s'imposait. Au début de juin, le conseil d'administration donna carte-blanche à Maufrais pour traiter sur la base de 18.000 tonnes avec réduction maxima de 40 % (246) et le 1er juillet 1892, les raffineurs de Paris, de Nantes et du Havre signaient un nouveau traité (247).

Il était conclu pour huit ans. Il fixait tout d'abord les quantités de sucre brut que les contractants pouvaient théoriquement mettre en oeuvre.

Groupe Parisien		Groupe Nantais		Le Havre	
Say	124.000	Chantenay	18.000	Acher	14.000
Lebaudy	104.000	Raffineries			
Sommier	80.000	de l'Ouest	6.500		
Raffinerie		Pellerin	4.800		
Parisienne	75.000	Corhumel	4.800		
Guillon	14.000				
Total	397.000		34.100		14.000

Les raffineurs de Paris s'étaient partagés la production de Moitessier (17.000 tonnes). Chacun des grands avait reçu 4.000 tonnes et l'on en avait donné 1000 à Guillon. En contre-partie, Chantenay doublait sa fonte, tandis que l'on concédait seulement 500 tonnes à Acher. En fait, Chantenay avait subi un échec car on avait attribué aux petits raffineurs nantais une partie de la fonte de l'usine des Ponts qui fut, il est vrai totalement démantelée. Enfin, le contrôle des livres continuait à s'exercer suivant les modalités de la convention de 1883 (avec un agent du syndicat à demeure dans chaque ville). De même on devait déterminer mensuellement le quota d'exportation lors des réunions prévues chaque mois à Paris.

À Marseille, depuis quelque temps, l'exportation était devenue plus rémunératrice et le problème d'une adhésion au syndicat ne se posait plus exactement comme en 1888. En particulier, l'Algérie et surtout le Maroc demandaient de plus en plus de sucre, d'où la hausse des prix à l'entrepôt. Par contre, les ventes à la consommation semblaient moins avantageuses que par le passé. Ainsi, au nom du comité de direction, H. Bergasse proposait une attitude ferme.

Avec les débouchés que la société tenait en Orient et en Afrique du Nord, elle était en mesure de résuier sa marge sur le marché intérieur, à condition d'augmenter les ventes pour diminuer les frais de fabrication. Le rayon de Marseille - au sens large - comprenait les départements du Midi, du Sud-Est, du Centre et du Sud-Ouest dont la population comptait 10 millions d'habitants qui ne consommaient que 8 kg de

sucres par tête et par an, alors que la moyenne française s'élevait à 10 kg. Ainsi, Marseille aurait pu théoriquement, écouler en France 81000 tonnes de raffiné compte tenu de la différence qui jouait en sa faveur pour le transport (248).

Tranches de consommation		Différence en faveur de Marseille pour le transport (100 kg)
1.	14.100 tonnes	3,40 F
2.	22.600	2,53
3.	14.100	1,51
	<u>50.800</u>	<u>2,47</u> (moyenne des trois premières tranches)
4.	30.200	0,62
Total	81.000	1,77 F (moyenne globale)

Comme Saint-Louis n'expédiait que 25 à 29.000 tonnes à l'intérieur, la société avait donc la possibilité d'y développer largement ses ventes. Aussi H. Bergasse restait optimiste : "Comme d'un autre côté, la raffinerie de Marseille peut acheter des sucres bruts au même prix que la raffinerie de Paris, on est fondé à envisager sans effroi la situation nouvelle qui, si elle doit avoir pour effet de limiter les bénéfices pendant la période aiguë de la lutte, ne saurait compromettre gravement les intérêts qui nous sont confiés".

Après une accalmie en février-mars 1892, une lutte sévère a repris en avril-mai sur le marché intérieur. Mais la baisse pratiquée par Paris dans le Midi n'a pas empêché le progrès des ventes de Saint-Louis (249). D'ailleurs, en juillet, Cronier confirmait à P. Desbief que ses confrères acceptaient de porter le chiffre de base de Saint-Louis à 70.000 tonnes (250). Ce n'était toutefois qu'une simple promesse, l'accord définitif devant être signé par les deux sociétés marseillaises. Boyer, de son côté avait reçu quelques apaisements. Il disait les raffineurs de Paris prêts à concéder quelque chose à la Méditerranée, à condition que Saint-Louis consente à "un partage équitable de l'augmentation" (251). Le front commun des marseillais était rompu et les dirigeants de Saint-Louis envisageaient sérieusement de prendre "les mesures nécessaires pour faire aboutir le plus vite possible la combinaison projetée", c'est à dire de déclencher les hostilités sur le plan local (252).

La résistance de la Méditerranée empêchait ainsi le fonctionnement normal du syndicat. Jusqu'en décembre la guerre des raffineurs a continué sans ébranler la volonté de Boyer et de ses amis (253). Nantes souffrait beaucoup plus que les marseillais de la détérioration de la situation commerciale (254). En janvier 1893, quelques raffineurs s'étaient rendus à Marseille pour jouer les arbitres, mais leur démarche n'avait pas été couronnée de succès (255). Finalement, c'est Cronier, qui, sur place, rapprocha les deux sociétés ennemies. Son ultime conces-

sion fut de proposer 42.000 tonnes à la Méditerranée et 69.000 tonnes à Saint-Louis (256).

Boyer donna immédiatement son accord. Mais à Saint-Louis, le conseil se divisa. Ch. Gavoty attaqua avec vigueur le rôle des syndicats et il se prononça pour la rupture (257). Par contre, H. Bergasse et A. Féraud préconisèrent l'entente. La personnalité de Cronier, la résistance victorieuse de la Méditerranée, les faisait réfléchir. Cependant ils avaient surtout décidé la paix pour une autre raison. En effet il leur fallait reconstituer le fonds de roulement de la société en partie absorbé par l'installation du procédé Steffen. Ils désiraient une trêve pour remettre financièrement à l'aise Saint-Louis. Cette souplesse n'était que tactique et leur apparente soumission recélait bien des arrières-pensées (258). La majorité du conseil se rangea derrière eux et H. Bergasse signa le 12 février 1893 le traité qui liait les raffineries de Marseille au Syndicat pour 7 ans et 5 mois.

À l'exception des candiseries Cossé-Duval et Hubert, tous les raffineurs adhéraient maintenant au syndicat qui pouvait donc fonctionner dans des conditions presque parfaites et peu à peu l'écart de raffinage est redevenu satisfaisant.

	Cours du sucre roux (100 kg)	Cours du raffiné (100 kg)	Prix de revient du raffiné (113,636 kg de brut)	Ecart
1893	40,51 F	52,84 F	46,02 F	6,82 F
1894	30,78 F	44,16 F	34,97 F	9,19 F

Deux faits ont caractérisé l'évolution du syndicat jusqu'en 1898. Tout d'abord les affaires ont mal marché à partir de 1893 et les difficultés se sont prolongées jusqu'en 1895. Aussi pour beaucoup de raffineurs, les espoirs de bénéfices faciles s'évanouissaient, car la tendance était partout à la baisse, et le syndicat n'a pu, comme il le désirait, maintenir des cours élevés. De plus, la construction de nouvelles raffineries dans les régions bettaravières, dans les ports et l'apparition d'usines d'agglomérés à Nantes et à Bordeaux ont mis en danger bien des positions acquises.

Dès 1895, le comité de direction de Saint-Louis estimait que la situation imposée par le syndicat constituait un frein au progrès (259). Certes, elle avait pour effet de maintenir un écart artificiel de 5 F entre le prix intérieur et le cours à l'étranger, mais la société n'en profitait pas autant que ses concurrents car elle était toujours obligée d'exporter 50 % de sa production, sous peine de succomber sous le poids des frais généraux. Il lui fallait même sacrifier une partie des bénéfices réalisés en France pour conserver le marché algérien où les raffineurs déversaient le trop-plein de leur production. Au Maroc et dans le

ils glissaient à la provocation en offrant leur sucre 0,50 F au-dessous des prix pratiqués par les autres raffineurs. A Chantenay, on était donc bien décidé à mater ces adversaires gênants. Avec l'appui de Pellerin et de Corhumel, on comptait atteindre V. Cossé par "son côté sensible", en baissant de 5 F les candis en Champagne et en fabriquant des cristallisés candis à Chantenay. Contre Billard et l'Ouest, il n'y avait qu'un moyen, la baisse et le refus des certificats (273).

Cronier donna le feu vert. Les Parisiens prenaient même à leur charge la moitié des frais occasionnés par la lutte (1 F) sur les quantités vendues. Ils s'engageaient aussi à envoyer des sucres à Nantes (toutefois à la demande expresse de leurs confrères) pour combattre d'une manière encore plus efficace les non-syndiqués (274). La lutte dura 48 heures et se termina par la soumission de la Raffinerie de l'Ouest (275). Volontairement on oublia Cossé et Billard.

Pour Cronier, il y avait un problème plus grave, c'était la résistance de nombreux fabricants-raffineurs, qui n'hésitaient pas à poursuivre leurs attaques dans le rayon de Paris. En juin 1898, sous leur pression, le syndicat avait dû faire réduire la fonte, non sans provoquer de véhémentes récriminations à Nantes (276). Plus heureux, les Marseillais avaient fait disparaître la concurrence d'E. Verdet, fabricant-raffineur à Vedène. Depuis 1896, celui-ci offrait ses produits dans le Vaucluse, la Drôme, l'Ardèche, le Gard et même les Bouches-du-Rhône; mais en 1897, il a fini par louer son affaire (277).

Depuis 1883, le Syndicat des Raffineurs menait une vie difficile. Comme tous les cartels, il présentait bien des inconvénients. Il soutenait les cours à la consommation pour permettre à la raffinerie de réaliser de gros bénéfices. Il habitua par contre les clients étrangers aux bas prix. Mais ce dumping, qui s'insérait dans une concurrence internationale à base d'exportation primée n'était pas toujours rentable, d'où pour les firmes des amortissements différés et des charges trop fortes. Le syndicat parlysait ainsi l'essor des sociétés les plus dynamiques et prolongeait l'existence des entreprises marginales.

Si Paris et Marseille étaient parvenus à une sorte d'équilibre qui respectait grosso-modo le rayon respectif de chacun, l'Ouest, par contre était devenu une zone d'expansion pour les Parisiens (278). Leurs marques se vendaient maintenant partout et les Nantais ne possédaient, à vrai dire même plus de débouchés privilégiés en dehors de leur agglomération. Contenu dans le Midi, Paris cherchait des compensations aux pertes subies dans le Nord et l'Est du fait des fabricants-raffineurs.

La fin du Syndicat des Raffineurs.

Le terme de la convention avait été fixé - on le sait - au 31 juillet 1900. Après, tout riquait d'être remis en question. Aussi, dès novembre 1899, Saint-Louis adopta une position dure. Son conseil d'administration une fois de plus, se montrait hostile au renouvellement d'un accord qui ne ferait pas à sa société la part à laquelle sa puissance de production lui donnait le droit de prétendre, car, parmi les raffineries syndiquées, elle était la seule à être admise pour une fonte fictive, inférieure à la fonte réelle (279). Les fabricants-raffineurs réclamaient aussi un réexamen des quotas de fonte fixés par le syndicat. On engagea des pourparlers avec Béghin et Bouchon (280) et pour éviter la rupture, on prorogea l'entente jusqu'au 31 décembre 1900, avec l'espoir de trouver d'ici là un compromis satisfaisant pour tous (281).

Pour Marseille, le problème se posait toujours dans les mêmes termes. P. Desbief l'a résumé avec clarté devant ses collègues (282). En 1883 un rapport de 1 à 2 existait entre Saint-Louis et la Méditerranée pour les livraisons à la consommation (25.000 tonnes d'une part et 12.500 tonnes de l'autre). En 1888, on fixa pour ces deux raffineries la fonte théorique à 54.000 et 37.700 tonnes, avec un quantum moyen de 60 %, cela donnait respectivement 32.400 tonnes et 22.620 tonnes, soit une augmentation de 80 % pour la Méditerranée et de 30 % seulement pour Saint-Louis. En 1889, ces chiffres étaient devenus 69.000 et 42.000 tonnes (62,20 % et 37,80 %). P. Desbief voulait que l'on répare l'injustice commise et il demandait donc que l'on rétablisse l'ancien rapport 84.000 tonnes pour Saint-Louis et 42.000 tonnes pour la Méditerranée.

Il mena donc deux négociations, l'une à Paris, l'autre à Marseille. Bien entendu, Boyer refusa de telles exigences (283). On se retrouvait ainsi dans l'inextricable situation de 1889. Pour sortir de l'impasse, Cronier a alors suggéré de considérer l'Algérie et la Tunisie comme débouché de consommation. Saint-Louis accepta, mais à la condition expresse que ces deux pays soient attribués au groupe marseillais pour le chiffre de 40.000 tonnes minimum, qui s'ajouterait à la fonte actuelle des deux sociétés et dans ce cas seulement, on pourrait conserver le rapport 62,20/37,80 % (284). Les Parisiens trouvèrent que Saint-Louis avait les dents longues et Cronier en leur nom, est venu à Marseille proposer 30.000 tonnes et ses bons offices pour mettre d'accord P. Desbief et Boyer. Il échoua (285).

Le dialogue n'était pas rompu, mais les chances d'aboutir à quelques jours de l'échéance, paraissaient réduites. Cependant, un initiative de dernière minute dénoua l'affaire. Halphen abandonnait 5000 tonnes sur son quantum de 75.000 tonnes pour les céder aux Marseillais,

ce qui faisait un mieux de 35.000 tonnes. C'était l'ultime concession des Parisiens, d'ailleurs assortie de menaces. On discuta de ces modalités à partir du 27 décembre et le 29 P. Desbief et Boyer signaient la convention qui prorogeait pour 8 ans l'existence du syndicat (286). La fonte théorique des Marseillais passait de 111.000 tonnes à 146.000 tonnes (89.500 tonnes pour Saint-Louis et 56.500 tonnes pour la Méditerranée). Ils ont finalement renoncé à demander 40.000 tonnes, car ils craignaient qu'on leur concède de chiffrer, mais qu'on les oblige aussi à ne le placer qu'en Algérie et en Tunisie. Pour la Corse, ils ont fixé leur part respective de la façon suivante : Saint-Louis 61,50 %, Méditerranée 38,50 %.

De son côté, Bouchon a obtenu 10.500 tonnes (287). Il s'était engagé à ne pas vendre d'agglomérés dans la région parisienne, tandis qu'on lui réservait le marché normand (288). Par contre, à Bordeaux, Frugès refusa de se soumettre. Comme tous les syndiqués, il savait que la rupture de l'entente ferait perdre en 6 mois environ 6 M aux raffineurs, que depuis 8 ans on avait admis dans le syndicat 30.000 tonnes, qui s'ajoutaient aux 700.000 tonnes d'origine, que dans les 5 ans à venir on était prêt à en admettre encore 20.000 et qu'on préférerait cela à un manque à gagner annuel de 10 M. Pratiquant une sorte de chantage, Frugès pensait qu'il pouvait arracher une augmentation de sa fonte. Sa résistance eut pour conséquence de rapprocher Nantes de Paris. Chantenay, Corhumel et Pellerin ont, en effet adopté une attitude très ferme qui n'était pas sans arrière-pensée, car Frugès avait sérieusement entamé leurs débouchés dans le Sud-Ouest et une action concertée avec les Parisiens leur aurait donc permis de reprendre les positions perdues (289).

Le combat contre Frugès était difficile à mener à cause des autres raffineurs bordelais. Toutefois, malgré leur bonne volonté, les sucres parisiens ont envahi le Sud-Ouest tandis qu'on refusait des certificats à Frugès, Billard et Bertaut (un fabricant d'agglomérés de Bordeaux) (290). Ce dernier a d'ailleurs porté plainte, mais sans résultat (291).

D'ailleurs un problème beaucoup plus grave que la dissidence de Frugès a surgi en janvier 1901 avec la fermeture de la Raffinerie Parisienne. A bout de souffle (292), G. Halphen avait signé un accord conditionnel assez avantageux avec Say (293). Il cédait sa fonte pour 7,5 M. Cronier proposa ensuite à ses confrères un partage sur les bases de l'accord de décembre 1900. Chantenay a accepté (294), mais les Marseillais et les autres raffineurs ont refusé une opération, à leurs yeux, coûteuse et inutile (295), car ils savaient Halphen condamné (296), et ils

s'inquiétaient de la campagne de presse organisée par La Lanterne, La Petite République et l'Aurore contre les trusts, les cartels et la concentration à la suite des accaparements de Cronier et Jaluzot. L'opinion se mobilisait contre eux et la nationalisation de la raffinerie réclamée par Jaurès éveillait bien des échos (297).

Ces attaques ont accéléré la transformation du syndicat. En effet Cronier proposa à ses confrères de créer une association dont le but serait d'étudier et de faire adopter les mesures utiles à la profession (298). En même temps, on donnerait ainsi une forme légale à l'entente reconduite en décembre 1900 (299). Cette initiative, au moment où l'on parlait d'une conférence internationale sur les sucres, fut dans l'ensemble bien accueillie. Cependant, elle suscita des réticences à Marseille où l'on craignait de voir le nouvel organisme devenir un instrument de la raffinerie parisienne. Aussi, P. Desbief et Boyer, pour éviter qu'il puisse abuser de son autorité pour faire adopter des mesures administratives ou législatives qui lésaient les intérêts des ports, ont demandé et obtenu qu'on limite les voix des raffineurs parisiens à un chiffre inférieur à celui qui résulterait des quantités fondues par le groupe et que, pour toute décision grave, on convoque une assemblée générale qui aurait à décider à la majorité des 2/3, ce qui devrait être accepté par la Chambre Syndicale qui fut définitivement constituée le 20 décembre 1901 (300).

Chaque adhérent payait une cotisation d'un demi-centime par sac de 100 kg de sucre mis en oeuvre. Le bureau comprenait M. Sommier, président, P. Desbief et Lalouette, vice-présidents, Cronier, secrétaire, Paret, trésorier, Perrin et Bordes, membres. Une réunion mensuelle était prévue.

Cependant, en mai 1902, des discussions orageuses ont opposé Béghin et Cronier. En effet, Béghin ne semblait guère se soucier d'appliquer la réglementation syndicale sur les quotas de fonte et malgré les protestations, il fit la sourde oreille. Un malaise gagna alors les syndiqués (301). Au même moment la question si controversée des détaxes de distance a envenimé les rapports entre Paris et les Ports. En effet, Marseille avait exigé une réunion extraordinaire du syndicat pour qu'il puisse prendre fermement position en faveur du statu-quo. C'est ce qu'il fit à l'unanimité, mais les raffineurs parisiens avaient suivi sans enthousiasme pour éviter une cassure rendue presque inévitable par l'attitude Béghin, dont le mauvais exemple devenait contagieux. Toutefois, Cronier et ses confrères, grâce à leurs amitiés, à la Chambre et au Sénat, furent à l'origine d'amendements tendant à supprimer l'admission temporaire pour les sucres coloniaux étrangers et à restreindre l'allocation

de la détaxe de distance aux seuls sucres mis en admission temporaire que les raffineurs souscripteurs d'obligations ne pourraient apurer qu'avec leurs propres certificats d'exportation (302). Enfin, ils avaient aussi réussi à faire disjoindre du réexamen d'ensemble de la législation des sucres consécutif à la Convention de Bruxelles, la question des détaxes qui devait être discutée avec la loi de finances (303).

En représailles, Saint-Louis et la Méditerranée décidèrent de se retirer du syndicat et même de ne plus participer aux séances de l'organisme professionnel (304). Cependant, les deux sociétés ont également justifié leur sortie par le fait que certains raffineurs ne tenaient plus leurs engagements. On se contenta de prendre acte de leur départ, mais jusqu'à la guerre mondiale, Paris chercha à renouer le dialogue (305).

Vis à vis des propositions parisiennes les raffineurs français ont adopté deux attitudes. A Nantes et à Bordeaux on aurait bien aimé ressouder l'entente; à Marseille aussi Boyer n'était pas loin de penser la même chose, mais à Saint-Louis et dans le Nord surtout chez Béghin, on ne voulait plus en entendre parler. Tout se passait comme si les entreprises, sur la défensive, cherchaient une protection, tandis que les plus dynamiques acceptaient la loi du marché.

Tant bien que mal, le syndicat professionnel a maintenu son existence. Il discuta même d'un projet de cartel international des sucres, mais il ne pouvait plus s'engager au nom de tous les raffineurs, d'ailleurs, cette idée lancée par des fabricants de sucre de différents pays n'a pas eu de suite (306).

En avril 1904, P. Desbief fut pressenti pour participer à la reconstitution du syndicat. Comme condition première il posa l'augmentation de sa fonte, ensuite il préconisa de sévères pénalités pour ceux qui contreviendraient à leurs engagements. Enfin, il proposa une stricte répartition des marchés de consommation. Après quelques pourparlers, on se sépara sans avoir abouti (307). En 1905, Perrin, l'administrateur délégué de la raffinerie de Châlon-sur-Saône, vint prier Saint-Louis de réintégrer au moins le syndicat professionnel, mais il se heurta à un net refus (308). La hausse du brut inquiétait alors beaucoup de raffineurs et à défaut d'une solution acceptable par tous, certains ont tenté de se regrouper. Ainsi, à Nantes on a essayé - sans succès - de créer un syndicat local (309). De même Bouchon, avec l'appui de plusieurs de ses confrères de province, relança l'idée de négociation pour rétablir le syndicat (310).

Mais après la disparition de Cronier, il fallut attendre 1907 pour voir de nouvelles discussions s'engager. L'incertitude qui régnait alors dans les affaires, et l'appréhension de la concurrence firent envisager sérieusement une limitation de la production. Si la Méditerranée donna

son accord, Saint-Louis et Béghin, par contre ont refusé leur adhésion (311). Toutefois, en novembre 1908, les pourparlers ont repris à Marseille où Paret et Tessandier, au nom du syndicat en formation, ont rencontré P. Desbief et Boyer (312). Cette fois encore Saint-Louis opposa une fin de non-recevoir. Le motif invoqué était le manque de sanctions. Cela a surpris les autres raffineurs, car, dans le passé, Saint-Louis avait adhéré à des accords qui manquaient de sanctions. On avait même placé Peytel à la tête du syndicat avec l'espoir qu'il pourrait amener Saint-Louis à changer d'avis, mais pour convaincre P. Desbief, il aurait fallu lui offrir beaucoup sur le marché intérieur, car sa position au Maroc faisait qu'il n'était pas demandeur (313).

Cependant, ce refus n'empêcha pas Saint-Louis de négocier avec Say l'achat, puis le démantèlement de la raffinerie de Lyon (314). Le succès de l'opération incita la Raffinerie Say à faire de nouvelles démarches à Marseille. P. Desbief rencontra Peytel, mais avec le non de Béghin et les réserves de Lebaudy, rien ne sortit de cette confrontation (315). Peytel changea alors de tactique. Il inspira un long article de l'Information qui exprimait un grand pessimisme : " Ce n'est pas que les raffineurs méconnaissent les inconvénients du régime actuelle de ruineuse concurrence. Mais il se trouve que la capacité de production des raffineries françaises est largement supérieure à la capacité de consommation du pays. Or les principaux raffineurs, qui en dehors de la Raffinerie Say, sont la Raffinerie Lebaudy, la Raffinerie Sommier et la Raffinerie Saint-Louis de Marseille, réclament les mêmes quantums qu'autrefois... alors que de nouveaux venus veulent avoir la place à laquelle ils ont légitimement droit. Si bien, que personne ne se résignant aux concessions nécessaires, la surproduction sévit et la concurrence s'aggrave. Les raffineries travaillent avec une marge bénéficiaire dérisoire qui, à vrai dire, ne laisse guère de profits nets, si ce n'est aux affaires anciennes qui ont depuis longtemps amorti leurs installations et n'ont pas de charges financières fixes " (316). C'était un aveu de faiblesse plus qu'une ouverture, aussi P. Desbief resta sur ses positions (317).

Certes, Marseille subissait le contre-coup de l'offensive menée par les fabricants-raffineurs du Nord contre Paris, mais le débouché marocain servait de soupape de sûreté à Saint-Louis - ce qu'il absorbait compensait largement les sacrifices consentis sur le marché français, tandis que la pression exercée par Béghin et Bouchon était telle qu'ils venaient disputer aux Parisiens les débouchés de l'Ouest et du Sud-Ouest péniblement arrachés aux raffineurs de Nantes et de Bordeaux. Say et Sommier (alors en mauvais termes avec Lebaudy) étaient incapables de réduire les résistances par une guerre de prix. C'est pour cela que Peytel

effectua une nouvelle démarche à Marseille en février 1912 (318) et en janvier 1914, c'est Sommier qui rendit visite à P. Desbief et à Boyer, pour leur proposer un système de limitation des ventes, non seulement en France, mais aussi dans les colonies, chaque raffineur devant s'engager à ne pas dépasser les quantités livrées pendant une des trois années précédentes (1911-1912-1913). Le choix de l'année restait libre. La Méditerranée favorable en principe au projet, avait néanmoins subordonné son accord à celui de Saint-Louis qui refusa (319).

Say, il est vrai, avait eu le tort d'abattre ses cartes dans l'Information : " Dès lors que l'équilibre entre la capacité de consommation et la capacité totale de production des raffineurs ne sera rétabli ni par la disparition de la Raffinerie Say, ni par celle d'autres établissements, il semble que la seule solution rationnelle qui s'impose, soit le rétablissement de l'entente entre raffineurs par des concessions mutuelles. La marge bénéficiaire du raffinage pourrait ainsi être doublée. Dans ce cas, la Raffinerie Say, dont la vitalité et la puissance se sont affirmées au cours des dernières années, pourrait immédiatement, grâce à sa grosse production et à la perfection de son installation, rémunérer très convenablement à la fois ses actions ordinaires et ses actions privilégiées ...". On ne pouvait parler plus clairement.

En 1919, la question de la formation d'un syndicat fut de nouveau posée. Les raffineurs sinistrés des régions envahies avaient, avec l'appui des Parisiens, lancé un appel à la solidarité pour la reconstruction de leurs usines. Mais en fait, il s'agissait de reconstituer le syndicat qui avait existé depuis 1883 et qui, avec des fortunes diverses avait duré jusqu'en 1902. On voulait limiter la production pour la consommation afin de maintenir les prix et une marge suffisante pour faire des bénéfices. P. Massot et P. Desbief (convié bien que ne faisant pas partie du syndicat professionnel) ont participé aux premières discussions, mais ils se sont vite retirés (320).

La Chambre Syndicale a poursuivi l'élaboration du projet. On décida de réserver 15,78 % de la production aux raffineries sinistrées (moyenne de la fonte des années 1911, 1912 et 1913) (321). De plus, chaque entreprise aurait à verser 0,275 F par 100 kg au profit des sinistrés pour les aider à remettre en marche leurs installations. On n'avait pas tenu compte des observations formulées par P. Desbief dans une lettre datée du 19 mars, où il avait précisé sa pensée (322). Il proposait aux raffineurs du Nord de se regrouper et de reconstruire une seule usine et dans ce cas seulement il était prêt à contribuer au plan d'aide élaboré à Paris.

Saint-Louis refusa donc d'adhérer à la convention tandis que la Méditerranée acceptait, mais pour un an (323), au lieu de s'engager fer-

me pour 3 ans. P. Massot avait aussi exigé que les raffineurs cotisent sans exception et s'était déclaré hostile au principe qui exonérait de la cotisation les raffineurs dont la fonte serait inférieure de 10 % à la fonte moyenne des 3 années qui ont précédé la guerre (324).

Les pourparlers ont continué, mais P. Desbief n'a pas changé sa façon de voir (325). Dans une lettre datée du 23 Juillet, il reprit l'argumentation développée dans celle du 19 mars. La majorité des raffineurs décida alors de n'adhérer au syndicat que si tous les raffineurs en faisaient partie et on chargea Béghin de faire d'ultimes démarches à Marseille (326), qui d'ailleurs n'ont pas abouti (327).

La position de P. Desbief était claire et logique. Il s'opposait à ce que l'on reconstitue un syndicat comme celui qui avait été créé en 1883, à une époque où l'on avait cherché à sauvegarder les situations acquises en fixant un écart de raffinage suffisant pour faire vivre tout le monde, y compris, les entreprises marginales, ce qui donnait une véritable rente aux firmes les mieux équipées et les mieux placées sur les marchés de consommation. En 1919, pour lui, on risquait de retomber dans les mêmes errements en facilitant la reconstruction de toutes les petites raffineries du Nord. C'est pour cela qu'il proposa une concentration favorable à Béghin - qui ne laissait aucune chance de survie aux petits raffineurs, car ils n'auraient pas pu faire face au rétablissement d'une véritable concurrence, à laquelle Saint-Louis ne voulait pas renoncer.

B- La spéculation sur les sucres.

La spéculation a continué elle aussi à la déformation du marché concurrentiel. Par le biais des marchés au comptant ou des marchés à livrer, on a dès le début du XIXe siècle accaparé des lots de sucre brut (plus rarement de raffiné), pour les revendre. Le négociant a trouvé là une source de gros profits jusqu'aux années 1870. Il y avait d'une part, les "détenteurs" et ceux qui achetaient les sucres en deuxième ou troisième main. Le raffineur n'était pas absent du circuit et souvent, il pesait sur les prix du brut en offrant des raffinés, ou alors, il en exportait massivement pour maintenir les cours sur le marché intérieur (328). Pour toute cette période, on pourrait même affirmer que l'absence de spéculation traduit un malaise dans les affaires qui était surtout sensible aux lendemains des grandes fluctuations de prix. On a d'abord spéculé avec les marchés à livrer. Ensuite, vers 1865, on a commencé à utiliser le marché à terme, au début avec prudence, et peu à peu on a recouru à des arbitrages de plus en plus importants et cela dès les an-

nées 1880.

La spéculation sur les marchés à livrer.

Les années 1857 à 1859 fournissent un bon exemple de ce type de spéculation. En France, le recul de la production de sucre indigène en 1854-1855 avait épuisé les stocks et en 1856, les disponibilités avaient tout juste suffi à satisfaire la demande, car on transformait toujours de la betterave en alcool. De plus, le mauvais temps qui régnait aux Antilles retardait la récolte, aussi on prévoyait pour 1857 un déficit global de 20.000 tonnes. Mais c'est surtout la spéculation qui créa des conditions favorables à de brutales fluctuations de prix. Elle a accaparé des sucres pour les vendre en Angleterre et ensuite, elle a poussé les prix (329). Partout les stocks étaient faibles. Les Etats-Unis venaient de connaître de très mauvaises récoltes, car, sur les bords du Mississipi, le coton remplaçait la canne. Dans l'ensemble des colonies, la production de sucre était restée stationnaire et elle avait même diminué à Cuba, Porto-Rico, au Brésil, à Maurice et à Java, tandis que l'Australie et la Californie avaient importé davantage de sucre. La baisse avait donc été très vive à Londres (330).

Le Crédit Mobilier des Pereire a joué un grand rôle dans cette spéculation (331). A Nantes, elle fut menée par N. Cezard. Malgré les dénégations du Préfet de la Loire-Inférieure qui lavait celui-ci de tout soupçon d'accaparement (332), il y a les faits. " M. Nicolas Cezard a fait des siennes il y a 12 jours et en 48 heures quelque chose comme 80.000 sacs de sucre a changé de mains à 67,75 F. Quel homme ! et comme il marche avec hardiesse et prudence à la fois ! Je sais de source certaine qu'il a opéré ces énormes achats dans le plus grand secret pour ne pas allumer les vendeurs et qu'à l'instant où il traitait à 67,75 F des lots de 10, 20, 40 mille sacs, il refusait à 67,50 F des lots de 50 à 800 sacs, donnant à entendre qu'il n'avait pas besoin de marchandises et engageant à offrir des lots aux autres raffineurs " (333). En janvier 1857, la bonne 4^e des Antilles valait 67 F, en juin, elle atteignait 81,50 F et en décembre elle était tombée à 56,75 F (334).

Dans les derniers mois de l'année 1857, le resserrement du crédit arrêta les transactions commerciales à Nantes, où l'on manquait de numéraire, et les détenteurs de sucre ne pouvaient se procurer des fonds qu'en liquidant leur position (335). En vain, la Chambre de commerce demanda que la Banque de France assimile temporairement les warrants aux rentes sur l'Etat et aux actions de chemin de fer et qu'elle soit autorisée à faire des avances sur warrants appuyés sur la seule signature de présentation (336). Elle n'obtint que la création d'une agence

du Comptoir d'Escompte que le négoce et la spéculation boudèrent, aussi avec la baisse, la place subit de fortes pertes sur les sucres (337).

La hausse des sucres avait été cassée par les raffineurs de Paris, qui, pendant six mois, au prix de sacrifices énormes, n'étaient guère intervenus sur le marché (338). Ils profitaient maintenant de la baisse, d'où des achats massifs et un léger raffermissement des sucres de Maurice et de la Réunion dans les ports (les producteurs s'étaient empressés de les exporter pour réaliser de hauts prix) et la persistance des difficultés financières aux Etats-Unis, qui contribuait à refouler les sucres de La Havane sur l'Europe pesait sur les cours, malgré une situation statistique qui n'était pas mauvaise (339).

La spéculation jouait maintenant la baisse. Elle livrait du sucre exotique à bas prix et se jetait sur le sucre indigène (340). A Nantes, ceux qui détenaient le stock ont vendu et malgré les affaires traitées par Marseille au Havre (341), la débâcle se généralisa partout (342). A Nantes et ailleurs, les raffineurs largement approvisionnés pour deux ou trois mois, n'achetaient à la baisse qu'en vue de spéculer, les banques ne pouvaient plus aider le commerce, car les warrants ne procuraient plus que les 3/4 de la valeur des sucres en entrepôt. Comme les colons ne voulaient pas céder que les prix, des capitaines prenaient le parti de relever sur lest, et des armateurs désarmaient leurs navires. Les cours se sont alors relevés et la bonne 4e des Antilles passa de 58 à 65 F au Havre en octobre 1858 (343). On s'attendait ainsi à un déficit pour le sucre indigène. Considérant la diminution des stocks, on relança le mouvement de hausse. "Des ordres considérables furent passés, tant à La Havane qu'au Brésil, en prévision d'une hausse qui paraissait d'autant plus assurée qu'une grande spéculation avait été montée sur les sucres indigènes et exotiques par le Crédit Mobilier et la Compagnie Générale Maritime". (344). Mais il y a eu des aléas. Les expéditions des colons ont augmenté, la récolte de betterave fut plus forte que prévue. La guerre contre l'Autriche réduisit les exportations en Méditerranée, enfin, le manque de fruits (pour les confitures) amena un fléchissement des ventes de sucre en France. Tous les marchés se trouvèrent écrasés par des arrivages massifs, notamment Le Havre, où se produisit une baisse de plus de 20 %. Trop de navires s'étaient portés vers Maurice et la Réunion et s'y étaient fait une concurrence désastreuse. Le fret tomba à 25,50 F par tonneau et les sucres achetés trop cher ne laissèrent que des pertes (344). Par contre, pour les Antilles le fret demeura élevé, car il y avait peu de navires en charge, mais, là aussi, les résultats furent médiocres à cause de la baisse (345). L'année 1859 s'achevait d'une manière désastreuse pour le négoce des ports.

A la fin de l'année 1861, le négoce se jeta à nouveau dans la spéculation pour tirer profit de l'augmentation des droits. Des ordres d'achat presque sans limite furent passés dans les pays producteurs et en même temps le sucre en entrepôt fut acquitté. Le mouvement commença à Paris et dans le Nord, et les ports suivirent cet exemple (346). Les raffineries couvraient ainsi leurs ventes jusqu'en avril. A Nantes, dans les premiers jours de 1862, les entrepôts étaient pleins (16.500 tonnes au 31/12/1861) et cependant des arrivages de Bourbon commençaient à peine. Surpayés (la moyenne des prix s'établissait à 104,50 F les 100 kg), ces sucres ne pouvaient se liquider qu'à perte. Dès janvier, la perte théorique sur le stock détenu par le négoce atteignait 1.237.000 F. Les affaires étaient arrêtées car les raffineurs bien approvisionnés n'achetaient rien - ce qui ne les empêchait pas de vendre cher leurs produits fabriqués. D'autre part, les détenteurs ne croyaient pas à l'application de la loi pour le 1er juillet et ils attendaient une reprise. L'annonce du recensement des sucres acquittés, mesure qui annonçait la rétroactivité de l'impôt (en effet, la loi en retint le principe), jeta la consternation sur la place (347). Ce fut la baisse. A Nantes, le négoce livra en 1862, 46.000 tonnes de sucre en perdant 124 F par tonne (soit 5.735.000 F) et ailleurs 84.000 tonnes auraient été vendues à perte.

Le marché à terme.

La première mention que l'on possède d'une opération de couverture à la Bourse des marchandises de Paris remonte à 1865 (348). A Nantes, en 1869 on se référait déjà à la base constante que constituait le sucre indigène pour la discussion de la valeur d'une cargaison de sucre exotique (349). En 1866/1867, la raffinerie parisienne avait imposé l'achat à l'analyse aux fabricants. On avait alors substitué aux anciens marchés aux cristallisés et à la cuite, le n° 2 (31 août 1867) et le n°3 (16 octobre 1868) (350). C'était un premier pas vers la création de types rigoureux s'identifiant à une masse fongible, première condition pour qu'existe un véritable marché à terme.

Dès 1870 tout un langage d'initiés était devenu chose courante pour les sucres (351). On parlait de ventes "sur le 4 d'été", "sur les 4 chauds", "sur les 4 d'octobre", de "primes simples, doubles", de "déport", "réport", de "filières", d'"opérations à découvert", etc ... L'intervention la plus visible à la Bourse de commerce était la vente à découvert faite dans l'intention de provoquer la baisse. Pendant la campagne 1872-1873, et en 1875, la raffinerie parisienne a émis en masse des filières et elle est restée maîtresse du marché (352). En fait, ces opérations formaient souvent un des volets de ce qu'on appelle "l'arbi-

trage". Dans les années 1870, cette pratique demeurait occasionnelle et se mêlait plus ou moins à la spéculation sur les marchés à livrer. D'ailleurs jusqu'en novembre 1883, on traita les affaires sur la foi d'usages dont l'application donnait lieu à de fréquentes contestations sur la qualité de la marchandise au moment de la liquidation des engagements et ce n'est qu'à partir des années 1880, que l'arbitrage est devenu un mécanisme précis, que tous les raffineurs ont dû, par nécessité adopter.

Les raffineurs passaient généralement plusieurs mois à l'avance (quelquefois 1-2 à 3 ans pour le sucre de canne) des contrats avec les producteurs coloniaux ou les fabricants de sucre indigène. Pour le sucre de canne il était toujours spécifié que le prix d'achat de base serait déterminé par la cote du type n° 3 de la Bourse de Paris, la veille du jour de l'arrivée du navire porteur de la cargaison dans le port de destination. Pour le sucre de betterave, le cours du jour de livraison faisait loi. Ainsi, au moment de sa commande, le raffineur ne savait jamais à quel prix les sucres achetés lui seraient facturés.

Aussi dans les entreprises on cherchait à estimer le exactement possible la prochaine récolte de sucre indigène (l'abondance favorisait la baisse, tandis que la hausse était souvent provoquée par une récolte déficitaire). On supputait l'importance des stocks et l'on suivait les cours à livrer du n° 3 sur le 4 d'octobre; ceux-ci dépendaient de l'appréciation globale du marché, de la position de la spéculation et presque toujours ils accusaient un déport considérable, relativement au disponible offert en août et septembre. Il s'agissait alors de déterminer le moment idéal pour se couvrir, c'est à dire pour dénouer l'arbitrage.

Le mécanisme de l'arbitrage est assez simple. Au moment de la conclusion de son contrat, le raffineur achetait en bourse au cours du jour une quantité équivalente de sucre indigène livrable dans 3 ou 4 mois, à l'époque où il entrerait en possession des sucres commandés. En cas de hausse, il payait plus cher les sucres qui lui étaient livrés, mais il compensait cette perte par la vente des sucres achetés en couverture (sa base d'action étant le cours du jour du contrat). En cas de baisse il "gagnait" sur son achat, mais perdait sur l'opération d'arbitrage.

Tableau résumant le mécanisme de l'arbitrage.

	Valeur initiale de 100 kg de sucre brut	Nouvelle valeur de 100 kg en stock (baisse ou hausse)	Valeur raffiné	Ecart sans couverture	Bénéfice ou perte en bourse	Ecart avec couverture
En cas de baisse - 5 F	50 F	45 F	55 F	5 F	+ 5 F	10 F
En cas de hausse + 5 F	50 F	55 F	65 F	15 F	- 5 F	10 F

Le raffineur protégeait ensuite son stock contre les variations de cours en vendant à terme, le jour de la livraison, une quantité de sucre indigène égale à l'importance de son achat, et, au fur et à mesure de la vente de ses produits raffinés, il rachetait chaque semaine, ou même chaque jour, une quantité de sucre brut égale à celle des raffinés vendus. De même, un fabricant de sucre indigène qui achetait en février ou mars des betteraves récoltées en octobre et avec lesquelles il fabriquait du sucre pendant la campagne (d'octobre à décembre) ignorait le futur prix de vente de son sucre; cependant, il devait payer les cultivateurs, entretenir et moderniser son matériel; lui aussi, pour s'assurer un bénéfice, pratiquait la couverture en bourse.

A côté des raffineurs, des fabricants et des commissionnaires, la spéculation intervenait en bourse, elle empêchait souvent les baisses et les hausses trop brutales, mais elle servait surtout de contrepartie dans les marchés de couverture. Mais certains abandonnaient quelquefois le terrain de l'arbitrage pour se lancer dans la pure spéculation. D'ailleurs, en se couvrant en bourse, on esquissait souvent une manoeuvre spéculative en retardant ou en avançant l'arbitrage; on opérait aussi sur des quantités de sucre qui ne correspondaient pas toujours à une bonne gestion du stock. Dans la réalité, les différences entre l'arbitrage et la spéculation étaient donc faites de nuances bien difficiles à saisir.

Pendant la campagne 1876-1877 la raffinerie parisienne est intervenue avec force sur le marché à terme. Dès octobre 1876, au déficit de la récolte indigène prévu en Europe, s'ajouta la demande américaine à Londres (353). La France en ressentit vite les effets et la hausse se propagea avec une espèce de frénésie malgré la résistance des baissiers (cf. Graphique n° 5). Le 13 novembre on cota le n° 3 95 F et le 88° 85 F (354). Cependant, le 20 une réaction en baisse se produisit - le n° 3 est revenu à 88 F (355). En décembre elle s'accentua. On offrait alors des pains à 160 F (ils avaient atteint 175 F) (356). Au début de janvier 1877 les raffineurs ont ralenti leur travail. En même temps ils lançaient une campagne de presse alarmiste, dénonçant la spéculation à la hausse et le manque de matière première. La Raffinerie de Paris achetait alors du sucre colonial et faisait quelques emprunts aux fabricants, mais, surtout, elle vendait à découvert du sucre pour provoquer un déport dans les mois à venir pour démoraliser les détenteurs. Fin janvier le n° 3 était à 80 F (357).

En mai, les bruits de guerre en Orient amenèrent la reprise (358) mais en juin, les ventes à découvert pour juillet faites en dessous du disponible cassèrent définitivement la hausse. Fait nouveau, jamais les interventions sur le marché à terme n'avaient été aussi massives. En

une seule fois, un spéculateur avait vendu à découvert 200.000 sacs (359). Pour un initié trois raffineurs parisiens avaient mené le jeu (il ne donne pas leur nom) (360). Lors des campagnes 1879-1880 et 1880-1881, la spéculation accapara le sucre blanc pour étrangler le découvert (361). Ce n'était plus l'abondance ou la rareté de la matière première qui déterminait les prix, mais la position de la spéculation à la Bourse de Paris, où, tour à tour, haussiers et baissiers faisaient la loi.

La manipulation des cours du sucre brut en 1889 et 1893.

En 1889 et en 1893 la spéculation a exploité une situation statistique favorable due à une mauvaise récolte de betteraves et à la faiblesse du stock de brut. En 1889 le mouvement est parti d'Allemagne, où un syndicat à la hausse s'était formé à Magdebourg (362). A Paris, on a suivi et, de nouveaux, haussiers et baissiers se sont opposés (363). La hausse a débuté dès janvier et elle a atteint son maximum en juin. (cf. Graphique n° 6). De juillet à septembre, le syndicat de Magdebourg et les spéculateurs qui agissaient dans le même sens que lui à Paris et à Londres, ont tenté de maintenir de hauts prix (364), mais à la fin de septembre à la veille de la campagne, le syndicat a dû vendre son stock (365). Les baissiers l'emportaient donc (366). En 30 jours le sucre de filière avait perdu 30 F. La liquidation des engagements sur août s'était faite de 65 à 64 F pour le n° 3 et celle sur septembre de 35 à 34 F (367).

En 1893, c'est la sécheresse du printemps qui avait fait naître dans toute l'Europe des craintes pour la récolte des betteraves, et la spéculation en a immédiatement tiré parti (368). La hausse n'a toutefois pas revêtu la même ampleur qu'en 1889 (cf. Graphique n° 6).

Dans les ports, ces hausses ont coïncidé avec l'arrivage de la plus grande partie des sucres des Antilles, surtout en 1893 (369), ceux-ci ont donc été réglés à de hauts prix, et comme il était impossible de couvrir le plein de fabrique par des ventes à livrer (les épiciers achetaient au jour le jour), les raffineries ont dû réduire leur travail (370). afin de ne pas arriver au début de campagne avec des stocks trop importants, ce qui poussait les entreprises à se lancer dans des opérations d'arbitrage de moins en moins classiques, pour s'assurer un bénéfice (371). Enfin, la hausse perturbait l'exportation; Ainsi, en 1889, le prix élevé des pains avait arrêté la demande des pays pauvres qui s'approvisionnaient à Marseille (372). Les facilités données à la spéculation à Paris et ailleurs, (373), continuaient donc à fausser le jeu normal de l'offre et de la demande, et, par la force des choses, tendaient à faire de chaque raffineur un spéculateur virtuel. La baisse,

qui triompha sur les sucres à partir de septembre 1895, fut encore accentuée par des ventes à découvert faites par la Raffinerie Say (374).

Les accaparements de 1899 et 1900.

La loi de 1897 avait transformé radicalement les conditions d'approvisionnement des raffineries, en isolant le marché français des sucres, ce qui a facilité des manoeuvres spéculatives de grande envergure.

Depuis janvier 1899, Cronier était devenu le maître absolu du groupe Say. Coïncidence curieuse, il se lançait dès février dans la grande spéculation. A l'origine il ne pensait sans doute pas à l'accaparement. Il cherchait plutôt à maintenir de hauts prix à la consommation et sur le marché anglais qui était mal approvisionné. Ce n'est qu'en juin que son action s'est précisée. Il voulait maintenant étrangler le découvert (375), c'est à dire les vendeurs qui n'avaient pas de marchandises à livrer. Il avait réussi à pousser ses achats et à provoquer la hausse sans donner l'éveil (376). On notait cependant un déficit dans les arrivages de Cuba et une certaine faiblesse des stocks en Allemagne, mais en France les entrepôts étaient bien approvisionnés (377).

Sur le marché des sucres, haussiers et baissiers ont toujours eu le même objectif : se placer le mieux possible pour dénouer leurs engagements à l'achat ou à la vente. Mais pour qu'ils puissent le faire, il leur fallait une contre-partie. Or, les vendeurs étaient de plus en plus rares en juin 1899 (378). La position de certains spéculateurs est alors devenue difficile. Ils avaient vendu des sucres à découvert à Cronier et maintenant, ils devaient lui en racheter au prix fort pour honorer leur signature. Parfois Cronier leur cédait quelques milliers de sacs. La baisse s'ensuivait, mais quelques jours après, la hausse reprenait (379). Ainsi, au début de juillet, après avoir atteint 37 F, le n° 3 est revenu à 35,50 F, pour dépasser ensuite 37 F (380). En fait, la Raffinerie Say continuait à ramasser des sucres tout en ne vendant presque rien (381). A la fin du mois de juin, elle possédait déjà la plus grande partie du stock et elle avait encore à recevoir les gros achats faits sur juillet et août (382).

Les rumeurs les plus alarmantes circulaient. On disait que Cronier avait l'intention de continuer l'opération sur septembre pour profiter de la hausse du raffiné (l'épicerie étant dé garnie) (383). Comme prévu, la hausse s'accroissait en août (cf. Graphique n° 7). Malgré l'importance du stock et l'annonce d'une bonne récolte (384), le déport sur septembre a atteint 10 F. Le 15 on achetait le n° 3 40 F. Le 30 août,

La Raffinerie Say détenait aux Magasins et Entrepôts Généraux 1.653.900 sacs sur les 1.706.000 qui s'y trouvaient, soit 96,95 % du stock (385). Les baissiers avaient perdu la partie et ils subissaient la loi de Cronier.

A partir de septembre, Cronier chercha à maintenir les cours à un bas niveau (386). Le palier dura jusqu'en mars (cf. Graphique n° 7). Cependant, courant avril, l'action à la hausse d'un syndicat franco-anglais se précisa. Le découvreur prit peur et commença à acheter (387). Cette fois, c'était Jaluzot qui menait l'opération d'étranglement. Dès juin, il marquait des points (388). La réduction du stock facilitait, il est vrai, ses interventions sur le marché (389). Il semble toutefois que la position des baissiers était plus solide qu'en 1899, car, après l'effet de surprise, des courtiers avaient donné à temps le conseil de se couvrir (390); de plus un syndicat belge jouait la baisse (391). Pendant tout le mois de juillet, le découvreur procéda à de gros achats et le 28, le n° 3 cota 38 F.

Soudain un coup de théâtre se produisit: la défaillance d'un négociant, A. Brabant, courtier libre à Paris et exportateur de sucre brut, mit brusquement fin aux manœuvres de Jaluzot. Fin juillet, celui-ci détenait déjà 81,08 % du stock - soit 945.200 sacs sur les 1.165.665 déposés aux Magasins et Entrepôts Généraux (392). A. Brabant, vendeur de 300.000 sacs (à découvrir), avait le 1er août, annoncé en pleine Bourse qu'il ne livrerait pas les quantités vendues en juillet et qu'il déposait une plainte pour accaparement contre Cronier et Jaluzot. Pour faire face à ses engagements, Brabant aurait dû payer aux courtiers une différence d'environ 2 M (393).

Le Parquet a instruit l'affaire jusqu'à la mi-février 1901. Le 23 La Lanterne commençait la publication du rapport du juge Blanc. Ce fut le signal d'une violente campagne de presse contre les raffineurs. La fermeture de la Raffinerie Parisienne et son millier de chômeurs furent aussi exploités à fond. De son côté, la Chambre des Députés, à la suite de nombreuses interpellations, discuta à son tour des accaparements de Cronier et Jaluzot, mais, par 328 voix contre 214, elle repoussa la nomination d'une commission d'enquête (394). Sur le plan judiciaire, un non-lieu fut rendu en mai (395).

L'apparente facilité avec laquelle s'effectuaient les accaparements s'expliquait par les usages du marché de Paris où les opérations à terme se traitaient principalement sur le type n° 3 à 99 ° de polarsation (les sucres roux 88 ° se traitaient uniquement sur les 4 d'octobre - c'est à dire sur octobre, novembre, décembre et janvier - où sur les 3 de novembre - c'est à dire sur novembre, décembre et janvier). Le cours du n° 3 servait donc de base pour la cote du 88 ° et des sucres

exotiques. Au moment de la fabrication, le stock de blanc détenu par les Magasins Généraux et Entrepôts de Paris était considérable - il n'était pas alors question de l'accaparer. Mais, peu à peu les sorties permettaient à la spéculation de prendre position sur les 4 de janvier et surtout sur les 4 de mai (mai, juin, juillet et août).

En 1899, les ports ont durement ressenti la hausse, car, en 1898, deux maisons parisiennes de commission avaient accaparé les $\frac{3}{4}$ de la récolte de sucre colonial pour les réexporter après avoir touché la prime (396). Les raffineries sont donc restées absolument tributaires du sucre indigène pour leur approvisionnement. Par contre, en 1899 et 1900 le sucre raffiné n'a pas suivi les fluctuations des cours du n° 3 (cf. Graphique n° 7). Les raffineurs n'ont donc pas pu répercuter à la consommation, la hausse du brut, car ceux qui disposaient de sucre n'ont pas augmenté leur prix.

Le krach des sucres de 1905.

Jamais en France la conjoncture sucrière ne s'était prêtée aussi facilement qu'en 1904 à une spéculation et cette situation était en grande partie une conséquence de la Convention de Bruxelles car la disparition des primes avait considérablement ralenti la production de sucre indigène. Par contre, la consommation fut stimulée par la baisse du raffiné et par une magnifique récolte de fruits. La spéculation estima qu'elle ferait encore de progrès et que la production fléchirait - car les contrats de betteraves conclus aux environs de 17 F ne permettaient aucun espoir de bénéfice aux agriculteurs, qui, souvent, préféraient s'abstenir. Enfin, elle misa sur l'été sec et chaud qui contrariait le développement de la racine et laissait prévoir une faible teneur en sucre (397).

Mais la situation n'offrait rien de particulièrement alarmant pour la France (398). En effet, les ressources visibles dépassaient 1 M de tonnes (pendant la dernière campagne, la consommation s'était élevée à près de 700.000 tonnes et l'exportation avait exigé 240.000 tonnes). Cependant, dès février 1904, une certaine tension s'était manifestée sur le 4 d'octobre, qui avait coté alors 26,75 F. Toutefois, ce n'est qu'en mai que le mouvement de hausse s'accrut et la moyenne d'août s'établit à 28,75 F. Peu à peu on avait pris conscience qu'il y aurait une baisse de la production sur le plan mondial - ce qui n'était jusque là qu'une certitude d'initiés. Avec un déficit de 500.000 tonnes dans les stocks, cela faisait un total de 1.425.000 TONNES EN MOINS (399). Les conditions d'une grande spéculation étaient réunies et deux hommes vont s'y lancer, E. Cronier et J. Jaluzot.

A 65 ans Cronier se classait parmi les grands du monde des affaires (400). Sûr de lui, il dissimulait sous une froideur affectée deux passions: la spéculation et une ardente volonté de domination. En 1905, à la suite de l'action judiciaire intentée par la comtesse de Trédern en 1899, la succession d'H. Say n'avait pas encore été dévolue aux héritiers (401). L'enjeu du procès était, il est vrai, considérable. Il s'agissait, en effet, d'un patrimoine estimé à 31 M. Madame de Trédern contestait la légitimité du mariage de son frère avec Marie Davis et elle revendiquait par elle et la princesse de Broglie une fortune, qui devait, conformément aux volontés d'H. Say, revenir à sa femme et à ses enfants, Henri et Constant. Elle avait donc demandé aux tribunaux d'établir la nullité du testament rédigé par son frère le 3 août 1895. Déboutée, elle fit traîner le procès en longueur. La Société H. Say a donc continué d'exister avec, pour liquidateur E. Cronier en qui les de Broglie et Mme Vve Say avaient une entière confiance et ce qu'on appelait la liquidation d'H. Say & Cie a, en fait, fonctionné comme une véritable banque d'affaires privée. Son capital divisé en parts, servait à mener de véritables opérations financières, réalisées d'ailleurs, avec l'accord de la famille Say. Mais, bien vite, les ressources de la liquidation n'ont plus suffi à Cronier. Il utilisa alors les services de la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte, l'autre affaire du groupe Say.

La filiale achetait du matériel en France réglé par la liquidation H. Say & Cie, qui, en échange, recevait des acceptations avec lesquelles elle se procurait des fonds (402). Toutefois, le compte égyptien était toujours débiteur (parfois jusqu'à 15 M). Jusqu'en 1904 les traites de complaisance (sans contre-partie d'achat) n'ont pas dépassé 3 M. Mais en 1905, au moment de la crise marocaine, Cronier persuada ses collègues que la guerre allait éclater et qu'il lui fallait en main de gros capitaux pour agir sur le marché des sucres. On lui accorda alors 18 M d'acceptations (403). Cronier négocia ces traites chez des banquiers qui les escomptaient et fournissaient les fonds avant l'échéance. On remarque qu'il n'utilisait pas les services des grands établissements de crédit, mais ceux des banques plus fermées qui ne mettaient pas son papier en circulation. Au moment du krach, elles détenaient 23,9 M d'acceptations impayées (404).

Enfin, Cronier a détourné 20 à 22 M des caisses de la Raffinerie Say. En effet il signait des bons en tant que président du conseil d'administration et il les escomptait comme séquestre de la liquidation H. Say & Cie (405). De plus, personnellement Ch. Lafontaine lui avait consenti une avance de 5 M (406).

Cependant, les risques que prenait Cronier ne s'expliquent pas du tout par une sorte de manie démoniaque de la spéculation, mais par la nécessité de faire face aux difficultés que traversait le groupe Say et par la conserver la première place dans l'industrie du sucre en France

De Paris, La Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte semblait un très bon placement, car, depuis sa création, la masse des bénéfices se maintenait à un excellent niveau. La production de sucre brut et les ventes de raffinés avaient aussi atteint des chiffres records pendant les derniers exercices (407). Néanmoins, Cronier demandait de plus en plus d'argent aux actionnaires et à l'épargne. Le concours de la Société Générale assura en 1902 et 1904, la réussite de l'opération, mais on commença à s'étonner de ces nombreux appels au crédit public (408).

En fait, tout cela n'était qu'un gigantesque bluff monté et organisé par Cronier. Depuis 1900, l'affaire n'avait donné que des pertes (409). Mal approvisionnée (la canne reculait devant le coton), la raffinerie travaillait de plus en plus de sucre de betterave importé, d'où un gonflement des frais; au lieu de faire des économies, Cronier s'efforçait de moderniser son outil. Les transformations se succédaient, mais sans plan d'ensemble, et les prix de revient s'alourdissaient. Aussi, pour combler le déficit qui croissait d'année en année, Cronier opérait des arbitrages de plus en plus importants sur les grandes places sucrières. Grâce à d'heureuses spéculations sur les marchés à terme, il avait procuré près de 40 M à la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte, qui pouvait ainsi répartir des dividendes (410).

Pour Say, il est beaucoup plus difficile d'apprécier ce qui revenait à la spéculation dans les profits. La presse spécialisée a toujours déploré l'obscurité des bilans de la société (411) et mis en doute les bénéfices avoués dans les assemblées générales (412). Pendant ses six premiers exercices, Say aurait réalisé 31.646.387 F de bénéfices nets et fait 10.348.990 F d'amortissements. La masse du cash-flow dépassait donc 42 M, soit 7 M en moyenne par exercice (413). En 1904, une feuille boursière (414) conseillait de ne pas se laisser éblouir par les bénéfices annoncés, car ils dépendaient surtout de l'évaluation du plein de fabrique et elle ajoutait que, quels que soient les profits effectivement réalisés, le dividende serait maintenu à un chiffre élevé pour que la famille Say puisse se débarrasser du gros paquet d'actions qu'elle détenait encore.

En 1865, Jules Jaluzot avait fondé le Printemps grâce à la dot de sa femme (415). En juin 1881, après l'incendie qui ravagea son magasin, il le réédifia plus vaste et plus moderne et en réorganisa l'ex-

exploitation sur des bases plus larges. Pour cela il demanda 40 M au public qui lui en accorda 57. En 1882, d'importantes modifications des statuts eurent lieu. On autorisa le gérant à faire toutes les affaires industrielles et commerciales et même des opérations d'avances sur titres. Le Printemps devenait une véritable maison de banque. Jaluzot reçut donc des dépôts et des comptes-courants. En 1883 il créa un rayon d'épargne, et en 1890, il émit des bons à échéance fixe. Il plaça ses fonds dans les avances et dans des spéculations immobilières à Paris (416).

L'activité de Jaluzot était immense. Dans les années 1890, il se vantait déjà de faire travailler plus de 10.000 ouvriers (417). Grand propriétaire dans la Nièvre, où il avait monté divers établissements industriels, il s'intéressait particulièrement au sucre. En 1885, il avait acheté la distillerie et sucrerie d'Origny-saint-Benoîte et ensuite la raffinerie de la Biette, réunies plus tard dans la Société Agricole d'Exploitation des Etablissements J. Jaluzot & Cie au capital de 2,5 M. De plus, depuis 1889, il spéculait sur le marché des sucres de Paris. Bien entendu, en 1904 il a utilisé les pouvoirs exceptionnels qu'il détenait depuis 1882 en tant que gérant. Au moment du krach il était débiteur de 17 M (418).

Au printemps, Cronier, imité par Jaluzot, acheta une partie de la récolte sur ensemencement en la réglant au prix fort. Avec le déficit qui s'annonçait, les premières réalisations de sucre donnèrent de magnifiques bénéfices et ils se remirent à la hausse (419). Jaluzot opérait surtout en France (420), tandis que Cronier se manifesta surtout à l'étranger (en particulier à Hambourg) (421). En effet, depuis la mise en application de la Convention de Bruxelles, les marchés européens n'étaient plus clos et il devenait impossible de pousser les prix dans un seul pays à cause de la faiblesse des droits. La spéculation devait donc agir partout. Aussi, sur tous les marchés sucriers, les cours s'élevèrent simultanément (422). A Paris, de l'ouverture de la campagne au 17 novembre, soit en 6 semaines, la hausse du brut fut de 42 % et celle du raffiné de 16 % (423) Cette marche ascensionnelle rapide s'est poursuivie jusqu'en janvier 1905, culminant à 45 F le n° 3, le 10 et le 18.

Rien n'a freiné la hausse avant février, car elle fut aidée par les grosses maisons de courtage, à qui les raffineurs avaient l'habitude de s'adresser pour exécuter leurs ordres. Bien au courant de ce qui se tramait, attirées par l'espoir de gains faciles, elles sont sorties de leur rôle d'intermédiaires et se sont mises à faire la contre-partie des achats et ventes qu'on leur donnait. La spéculation s'est donc nourrie elle-même (424). De plus, le découvert a pris peur, aidant ainsi au

mouvement en avant (425). Enfin, les journaux spécialisés et les circulaires des courtiers ont contribué à la poussée de fièvre. On y a justifié le prix du brut, nié l'accaparement (426) et surtout incité les opérateurs à prendre position à la hausse (427). Certains escomptaient un cours de 50 F pour le n° 3 et ils pensaient qu'il pourrait même être dépassé (428). Mais en mars, les prix ont continué à fléchir légèrement (cf. Graphique n° 8), tandis que le stock visible se reconstituait par le jeu du stock invisible que le déport sur le 4 d'octobre se réduisait (429). Peu à peu la dégringolade se produisit malgré d'ultimes interventions sur le marché (430). La situation était telle que pour tenir les cours, il aurait fallu 100 M; or, l'escompte du papier devenait difficile (431). Ainsi, faute de moyens la spéculation n'a pu soutenir la hausse et "étrangler" le découvert. Elle réalisa son stock et provoqua ainsi la baisse.

Le krach lui-même s'est déroulé en deux temps. Le 1er août, on annonçait simultanément les suspensions de paiement des maisons de courtage: P. Leprou et Boudreau et Parvillers & Cie, et la défaillance de Jaluzot qui demandait un délai pour faire face à ses engagements. Il devait 1,5 à 2 M. Mais alors les courtiers ont exigé de lui, conformément au règlement de la Bourse de Paris, la liquidation de sa position sur le 4 d'octobre (432). Il finit par accepter cette décision, le gouvernement refusant de cautionner un arrangement suggéré par Lacaussade, président du commerce des sucres, et Viéville, président du Syndicat des Fabricants de Sucre (433). Le lendemain, on annonça encore de nouvelles suspensions de courtiers: Stavaux & Cie, Simon & Cie, Debayser frères (434); quant à Jaluzot, il était ruiné car son actif personnel ne suffisait pas à payer les différences dues aux courtiers (plus de 10 M) (435).

Une conspiration du silence s'est formée autour de l'affaire Jaluzot. On a parlé de sucre acheté entre 38 et 42 F et liquidé à 27-28 F (perte 15 M) (436)... de quelqu'un qui derrière Jaluzot, visait le Printemps (437)... On a dit aussi qu'après avoir fait subir de grosses pertes aux maisons juives allemandes, Jaluzot dut, pour maintenir la hausse, acheter massivement les sucres qu'elles jetèrent sur le marché et, comme il n'avait pu en prendre effectivement livraison, la manœuvre des baissiers l'aurait achevé (438).

Cronier et Jaluzot n'avaient pas partie liée. Opérant à la hausse chacun de son côté, ils s'étaient souvent opposés. Mais on savait Cronier menacé: "Aujourd'hui, c'est le Printemps, demain, ce sera peut-être le tour de la Raffinerie Say" écrivait-on dans le Globe (439). Le suicide d'E. Cronier dans la nuit du 27 au 28 août allait en effet, donner toute sa dimension au krach, car, là où Jaluzot avait risqué

20 M, Cronier, lui en avait joué 100 M (440). Une tentative fut faite pour accréditer la version de la mort par crise cardiaque (441), mais dès le 29, un communiqué laconique des Raffineries Say mettaient les choses au point : "M. Cronier s'était laissé aller à des spéculations faites pour le compte de la maison H. Say & C^{ie}. Ces opérations ont rendu cette dernière raison sociale débitrice de grosses sommes à la raffinerie ". (442).

Le même jour, le Conseil des Régents de la Banque de France se réunissait pour aviser des mesures à prendre pour sauvegarder la Raffinerie Say (443). En effet, les bruits qui circulaient menaient droit à une grave crise financière. Dorizon démentait que la Société Générale fut engagée pour 60 M (444). On parlait de 121 M engloutis dans la spéculation (445). Le Bulletin Financier jeta même en pâture au public le chiffre de 267 M "mangés " par Cronier (446). A son tour, Lacauassade, le président du Syndicat des Sucres avait déposé son bilan (447), la Bourse de Paris était devenue "le Monaco des sucres ", un lieu où il n'y avait plus de marché réel, mais uniquement un commerce de papier sans garanties.

L'échec de la spéculation de Cronier considéré au niveau des mécanismes n'a pas été à l'époque vraiment compris. Pour certains, sa débâcle aurait été précipitée par une demande d'éclaircissements formulée par la famille Say (448); c'est peu probable. Pour d'autres, le refus d'une traite de 1 M de la Raffinerie d'Egypte par l'Anglo-Egyptian Bank aurait été déterminante et c'est plus plausible (449). En dehors de 176.000 sacs détenus en entrepôt, Cronier était acheteur de 726.043 sacs à Paris, Hambourg, Anvers, etc... et vendeur de 372.404 sacs (450). Disposant de fonds considérables, il aurait pu dénouer ses arbitrages et malgré la baisse survenue fin juillet, tenir jusqu'au début de la nouvelle campagne. A Hambourg, où il était débiteur de 50 M (451), la Raffinerie Say, quelques semaines après son suicide, a fait face à tous ses engagements (452). Des journaux, comme le Bulletin Financier, l'Information, le Temps, ont révélé en partie la vérité. Le point de vue qu'ils expriment nous a été confirmé par Joseph Guérin qui travaillait alors à Londres et à Hambourg pour Cronier. Ce n'était pas la baisse des sucres qui, malgré les apparences, avait entraîné sa chute. En effet, il spéculait aussi à la Bourse des valeurs qui aurait de ce fait, supporté un plus grand choc que la Bourse du commerce (453). A chaque liquidation il prenait de très fortes positions à terme (454); en juin, on a parlé de 4000 Rio Tinto, de 14.000 Central Mining, de 420.000 titres de l'emprunt turc et 50.000 actions de mines d'or, sans compter les Suez et les Say sur lesquels il jouait (455). Surpris par l'effondrement de Jaluzot, il n'a pas pu se dégager à temps pour se retourner

vers le marché des sucres.

Une certaine politique de la Société Générale s'expliquerait a lors. On comprendrait mieux le doublement du capital effectué au lendemain du krach (456); cela sans doute, a aidé à renflouer la Raffinerie d'Egypte et Say. Il est probable que la Société Générale et des banques comme le Crédit Algérien, s'étaient fortement chargées de titres des deux Sociétés - de même, l'empressement de la Banque de France à faire quelque chose pour Say est significatif. Enfin, il y a eu aussi la formation d'un Syndicat destiné à équilibrer les cours à la Bourse des Valeurs (457).

Sur un autre plan, il est certain que les spéculateurs n'ont pas réussi à maîtriser la conjoncture sucrière. Leurs calculs ont été déjoués par le refus de la consommation de suivre le mouvement de hausse des sucres (458). Elle fit en effet preuve d'une "élasticité insoupçonnée". Au début de la mise en application de la Convention de Bruxelles, le commerce avait développé ses achats au-delà de ses besoins, et durant l'été 1904, le consommateur craignant la hausse, fit la même chose. "Par suite le total de 1903-1904 s'est trouvé grossi d'une partie de la consommation qui, normalement aurait dû s'alimenter sur les ressources de la campagne suivante". Cronier et Jaluzot n'avaient considéré que le stock visible et non l'importance du stock invisible de vieux sucres. La demande a donc fortement diminué pendant le cours de la campagne 1904-1905. La réduction fut de 22 %. Toute la stratégie des baissiers a été fondée sur cette constatation logique. De plus, la hausse a paralysé pendant de longs mois l'exportation.

L'annonce d'une forte production pour la prochaine campagne a pesé aussi sur les cours. La hausse, en effet, a poussé les fabricants à offrir aux cultivateurs des contrats supérieurs à 20 F, s'élevant parfois à 25 - 26 F. En France, les emblavures ont progressé de 29 % (en 1905 246.650 hectares, contre 189.160 en 1904). La spéculation a donc été obligée de soutenir le cours du nouveau sucre et de s'engager sur le 4 d'octobre pour freiner la baisse du disponible, dont elle n'a pu alors se rendre maîtresse (en août 1905, Cronier ne possédait même pas 1 M de sacs). Le contrôle du marché lui a échappé.

En Bourse, c'était l'effondrement. Introduite à 1000 F en 1899 (nominal 100 F), l'action Say ne valait plus que 370 F fin août 1905; celle de la Raffinerie d'Egypte se traitait alors à 47 F (nominal 100 F) Mais des forces puissantes ont agi. L'hypothèse d'un long chômage fut exclue après le prêt de 5 M consenti par la Société Générale moyennant une garantie personnelle des administrateurs à concurrence de 500.000 F pour chacun d'entre-eux (459). Cela assurait la marche des usines tandis que J. Peytel, directeur du Crédit Algérien préparait un projet de ré-

organisation de Say (460). Pour la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte, on procéda à une opération similaire sous l'égide de la Société Générale et du financier anglais Sir Ernest Cassel (461). En fait, c'était l'écclatement du groupe Say.

Dans les ports, on avait espéré la faillite pure et simple de Say sans d'ailleurs se faire trop d'illusions (462), car on a vite compris, que le gouvernement, avec l'aide des grandes banques, voulait sauver la Raffinerie Say (463).

Par ailleurs, les fabricants devaient faire face à de grosses difficultés. La liquidation des plus importantes maisons de courtage de la place de Paris s'était faite en partie à leur détriment, car ils n'avaient touché qu'une portion du montant de leurs ventes. De plus, les contrats de couverture, conclus sur la campagne 1905-1906, avaient été annulés, mais les fabricants restaient acheteurs de betteraves au prix fort. Des arrangements locaux ont quelquefois abouti à des compromis, mais les grandes fabriques ont préféré payer et perdre de l'argent pour détruire les petites usines (464). Le krach a donc accéléré la concentration dans l'industrie sucrière.

Certains fabricants ont cherché à se prémunir contre les effets d'un nouveau krach, et ils ont lancé le projet d'une Caisse de Liquidation pour assurer la sécurité des transactions - c'est à dire la parfaite exécution des contrats. De tels organismes existaient au Havre et à Roubaix. Simultanément, des négociants du Havre se sont mis en tête d'organiser un grand marché à terme des sucres dans leur ville et ils ont demandé la création d'un entrepôt réel de sucre indigène (465). "Les Havrais n'imaginent rien de moins que faire de leur place le Hambourg français des sucres " écrivait P. Sinceny, dans la Réforme Economique (466). Pour eux l'intérêt du producteur était d'avoir deux marchés à terme. Nouvel acheteur de sucre, le négoce du Havre alimenterait la spéculation en se couvrant en fabrique - c'est à dire en achetant le disponible pour le revendre à terme aux spéculateurs, comme cela se pratiquait pour le café et le coton. Son ambition était même de répartir l'approvisionnement en sucre indigène des ports de l'Atlantique et de Marseille. Tardivement, le Havre prenait ainsi conscience de l'importance du sucre, alors qu'il n'existait plus de raffinerie locale, ce qui rendait bien aléatoire l'établissement d'un marché à terme. Néanmoins, l'émotion fut grande à la Bourse de Commerce de Paris, où l'on mit en avant la nécessité pour la raffinerie parisienne d'acheter au moins 10.000 sacs de brut par jour (467), et le 22 décembre 1905, le Syndicat des Fabricants de Sucre décida de créer malgré l'opposition des courtiers, une Caisse de Liquidation à Paris.

Le 18 août 1905, le Ministre du Commerce avait chargé une com-

mission extra-parlementaire d'étudier des remèdes pour moraliser le marché des sucres, mais elle ne fut jamais réunie (468). De même, les projets envisagés au Havre et à Paris, ne devaient connaître aucun commencement de réalisation et ce n'est qu'en 1910 que les spéculations de Santa-Maria ont posé à nouveau le problème de la réglementation des marchés à terme.

Les spéculations de Santa-Maria.

Après le krach de 1905, le calme est revenu sur le marché des sucres, et, jusqu'en août 1909, les fluctuations du n° 3 à la Bourse de Paris ont été peu marquées malgré la légère tendance à la hausse qui s'est manifestée au printemps 1907 et 1908. Par contre, le mouvement de hausse qui s'est produit au début de la campagne 1909-1910 s'est prolongé pratiquement jusqu'en octobre 1912 et la spéculation a même réussi à pousser la cote à 64 F le 23 septembre 1911 par des bonds sans exemples dans la conjoncture sucrière. Ensuite, a succédé la plate campagne 1912-1913. Avec la faiblesse de ses variations de prix, elle contrastait singulièrement avec celles qui précédaient.

A l'origine de la hausse en 1909, on trouvait le Chilien multimillionnaire Frederico Santa-Maria, qui, en 1905, avait fait en partie la baisse. Depuis quelques années, il opérait surtout à Londres, sur les sucres, les blés et les alcools et cela n'était un secret pour personne (469). Il entraîna avec lui beaucoup de fabricants de sucre qui avaient intérêt à suivre la hausse et ce que le Berliner Tageblatt appelle "la grande spéculation française et belge" (470).

De mai à novembre 1909, Santa-Maria acheta 7 millions de sacs de sucre en Europe sur tous les termes de livraison de la campagne 1909-1910, sans oublier, en septembre, d'accaparer le stock de vieux sucre à Hambourg et à Paris, ce qui le rendait maître de fixer les cours (471). Lui-même (472) a expliqué le 21 mai 1910, sa stratégie : " J'ai spéculé sur les sucres comme sur les blés, c'est à dire, que, après des études, j'ai établi des prévisions qui se réalisent jusqu'à présent. J'avais si bien prévu l'élévation des cours que tous mes achats datent du commencement de la campagne; les derniers remontent à plus de six mois. Je n'avais pas caché mon sentiment à la Bourse et j'avais pris le soin de ne faire d'opérations qu'avec les fabricants de sucre ou avec les concurrents étrangers, c'est à dire avec des personnes que je savais solvables et à même d'exécuter les marchés, ce qui n'est pas le cas de tous les opérateurs. Le sucre est un marché international, il y a un lien très étroit entre toutes les places du monde et j'ai mis à profit mes renseignements et mes études pour opérer des arbitrages entre les

trois principaux marchés européens : Londres, Hambourg et Paris. J'ai prévu aussi la récolte déficitaire et je suis persuadé encore actuellement qu'il y aura pénurie de marchandises pour terminer la campagne... J'ai fait acheter à différentes reprises (au début de la campagne), environ 2 M de sacs de sucre à un prix variant entre 31 et 32 F ... Le cours est de 44,75 F. Je tiens les marchandises à la disposition des acheteurs qui ne se présentent pas, espérant m'acculer à une vente forcée et à bas prix, dans quelques semaines. Ces personnes spéculent aussi, leurs prévisions ne concordent pas avec les miennes. L'avenir dira si j'ai commis une erreur ".

" Je ne puis indiquer le montant de mon stock actuel à Paris (473). Les intérêts sont trop considérables pour que je risque de renseigner mes concurrents dans la lutte qui se poursuit. Je puis déclarer avoir exporté en Angleterre, depuis le commencement de la campagne, 150.000 sacs. Sous peu, je vais encore expédier 50.000 sacs, ce qui portera la totalité à 200.000 sacs. Le sucre fait complètement défaut en Angleterre qui n'est pas pays producteur... J'ai acheté au début de la campagne, 3.500.000 sacs à Hambourg et 1.500.000 à Londres. Les achats ont été faits dans ces deux places à une moyenne de 28 F ... Je ne puis donner le chiffre de mon stock de Hambourg et à Londres, mes adversaires me boycotteraient, je me défends ".

Malgré l'annonce d'un déficit certain, la raffinerie avait un moment espéré une campagne sans grandes variations de prix (474). En septembre, le nivellement des cours s'était fait rapidement avec à peine 1 F de déport (475); de plus, la spéculation semblait hésitante (476). Mais dans le courant de novembre, l'opération d'"étranglement" du découvert s'est amorcée, amenant un brusque ralentissement des ventes (477). Au début de janvier, à Bordeaux, E. Tessandier déposait son bilan (478). Il succombait à la hausse qui provenait du rachat du découvert. Le 6 avril Georges Berry signala au Garde des Sceaux Barthou, des faits d'accaparements qui avaient provoqué la hausse considérable des sucres. Celui-ci fit alors ouvrir une enquête (479). Même dans un organe comme l'Economiste français on écrivait : " L'immobilisation de la marchandise prend des proportions telles que, bientôt, le stock français sera détenu dans sa presque totalité par un seul opérateur, et cette situation menace de durer jusqu'à la prochaine récolte. Pendant de longs mois encore, le prix du sucre dans notre pays ne sera plus débattu entre producteurs et consommateurs. Une seule volonté s'imposera à 39 millions d'individus ". (480). L'enquête menée sur de Santa-Maria n'a pas eu de suites judiciaires. On a seulement estimé qu'il n'y avait pas délit d'accaparement, mais lutte entre baissiers et haussiers " (481). En effet, la cherté du sucre n'était pas exclusivement le fait de la hardiesse du

spéculateur, car d'autres facteurs avaient joué.

Dès la fin de février, les prévisions concernant l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Belgique, l'Angleterre et les Etats-Unis constataient une diminution des stocks par rapport aux années précédentes (482). Toutefois, on espérait un léger excédent de la production mondiale à cause de Cuba, où la récolte s'annonçait bonne. Ainsi, chaque année, Cuba devenait le régulateur des prix sur le marché mondial. Or, dès mars, ces prévisions optimistes furent contrariées par la sécheresse. On craignait maintenant un déficit et la spéculation en tira la conclusion qui s'imposait : la hausse. Partout les sucres ont augmenté. (483). En juillet, la hausse était de 50 % en France, de 40 % à Anvers et Hambourg, de 41 % à Magdebourg et Londres. Contrairement à 1905, le stock invisible semblait arrivé à son maximum d'épuisement, car il ne jouait aucun rôle de frein (484).

A la Chambre des Députés on a aussi dénoncé l'action de la raffinerie. Le ton fut donné par Victor Roret. D'après lui, la hausse qui s'était manifestée pendant les cinq derniers mois de 1909, s'est ensuite accrue sous l'influence des achats répétés des raffineurs. Ceux-ci qui avaient toujours cru à la baisse, qui l'avaient même escomptée, se seraient reportés vendeurs sur l'éloigné de toutes les quantités dont ils prenaient livraison en disponible et ils auraient ainsi créé un découvert qui aurait singulièrement facilité la manoeuvre de Santa-Maria (485). Delpierre, député de l'Isère, voulut démontrer que, pour jouer, il fallait au spéculateur chilien des partenaires et qu'il les avait trouvés chez les raffineurs. "Voilà les coupables autant et plus même que M. de Santa-Maria..." Il les accusait de s'évertuer par tous les moyens à acheter à des cours ne laissant aucun bénéfice au fabricant. Ainsi, au moment de la signature des contrats en mars-avril, le raffineur provoquait la baisse pour faire passer des contrats onéreux pour la culture et pour exiger plus tard de bas prix en sucrerie. Santa-Maria aurait ramassé tout ce qu'elle jetait sur le marché et même le découvert et ensuite, il fit la hausse. Ce qu'il leur reprochait, c'était de recourir à l'arbitrage : "Le rôle essentiel des raffineurs n'est pas de vendre du sucre brut, ils doivent acheter le sucre brut pour en faire du sucre raffiné; leur mission doit se borner là; ils doivent rester en dehors des spéculations et ne pas, comme cela se répète trop fréquemment affoler le marché par des achats à terme et par des ventes fictives".

L'action concertée et répétée des raffineurs à la Bourse de commerce quand le fabricant s'assurait de ses betteraves n'apparaît guère plausible (cf. Graphique n° 8). Delpierre oubliait de signaler qu'au moment où le fabricant fixait le prix à payer aux cultivateurs, il ven-

daît tout ou partie de sa production livrable sur les 3 ou 4 d'octobre et quelquefois même sur des époques plus reculées, contribuant ainsi à faire baisser les prix autant que le raffineur et sinon plus. Si la cote fléchissait, il rachetait les sucres vendus avec l'espoir de les revendre à un prix plus élevé et il renouvelait plusieurs fois dans l'année cette opération (dans certains contrats à l'écart, on faisait même intervenir le prix du sucre sur les mois de fabrication). Il était donc normal que les raffineurs se couvrent eux aussi par une opération dans le sens contraire en achetant des sucres indigènes pour se garantir une marge, d'où la multiplication des ventes et achats à terme à la Bourse du commerce.

Certes, il y a eu un étranglement du découvert à Paris, où, pendant tout le mois de septembre, le disponible est resté à 46,75 F. ⁴ A Hambourg, la spéculation n'a pu soutenir la cote au-delà d'août, et, en septembre, le recul des cours a continué. Sous cette influence, on a opéré en France des réalisations importantes et, malgré une nouvelle intervention de Santa-Maria, l'abstention de Londres et de Hambourg a installé le marché dans la baisse (486). Toutefois, ceux qui avaient vendu à découvert ont dû passer sous ses fourches caudines et souscrire à ses conditions (487).

Il faut noter que la consommation intérieure n'a pas diminué pendant la hausse, mais que le sucre cher (raffiné) a été momentanément remplacé par un sucre bon-marché (cristallisé), fourni par les fabricants-raffineurs dont la production a sensiblement augmenté (cf. Chapitre III). Comme en 1905, les stocks invisibles ont contribué à freiner les effets de la spéculation. Il ne faut pas, non plus, oublier que le prix du raffiné avait beaucoup baissé depuis 1902 et que le sucre en morceaux n'avait plus caractère de luxe. Enfin, les épiciers n'achetaient plus qu'au fur et à mesure de leurs besoins, et peu à peu, la fonte s'est modelée sur la demande. (488). Toutefois, les usines ont supporté des frais généraux considérables, et comme chaque année s'est posé avec plus d'acuité encore, le problème du déport sur septembre; comment réduire le plein de fabrique et s'assurer en même temps un approvisionnement en quantité suffisante et à un prix normal, pour travailler dans de bonnes conditions dès octobre. Cela dépendait, non seulement du savoir-faire et de l'imagination du raffineur, mais aussi de la nature de son entreprise, car les petites affaires travaillant uniquement du sucre de canne, comme les confiseries de Nantes, souffraient davantage de la spéculation. En effet, elles n'avaient pas de sucre indigène à recevoir au début de la campagne et elles ne pouvaient donc pas arrêter de prix ferme pour les livraisons pour octobre-novembre-décembre et janvier,

car on ignorait en juillet si les Réunion arriveraient en octobre ou novembre. Ne voulant pas s'engager à découvert, les candisiens n'osaient pas faire de ventes. Chantenay profitait donc de la hausse pour démontrer à tous leurs clients qu'ils n'avaient qu'une chose à faire, c'était changer de fournisseur (489).

C'était l'époque où l'Information annonçant la ruine de Tessandier, écrivait : "Cet incident témoigne de la gravité de la crise qui sévit sur l'industrie de la raffinerie et qui rend intenable la situation des établissements qui ne sont pas d'une parfaite organisation industrielle et d'une puissante trésorerie. Mais, en même temps, la disparition d'un concurrent est de nature à faciliter l'activité des raffineurs puisque le principal, sinon le seul obstacle à celle-ci est le trop grand nombre de producteurs" (490).

La spéculation de 1911 et 1912.

Au début de la campagne 1910-1911, la conjoncture sucrière s'est améliorée rapidement. Alors qu'en janvier 1909, le n° 3 sur les 4 d'octobre valait 32,25 F, en 1911, à la même époque, les affaires inscrites à la Bourse de Paris se traitaient aux environs de 30,25 F et cela au moment où l'attention allait se porter sur les contrats de betteraves. On considérait, toutefois, qu'en France, la production déficitaire aurait pour effet de maintenir les cours au-dessus de la parité de l'étranger pendant à peu près toute la campagne (491). Quant à la situation statistique générale, elle paraissait bonne (492).

Cependant, dès la fin de janvier, une certaine fermeté des cours s'est manifestée en Europe, qui contrastait avec la faiblesse du marché américain (493), mais en février, la hausse à New-York renforça la tendance. Le déficit constaté à Cuba (494) et à Paris, l'accaparement sur l'alcool, rendaient difficiles les contrats de betteraves pour 1911 (495). Le prix de l'alcool était passé à 60 F l'hectolitre, hausse justifiée en partie par la réduction de production de mélasse, par la mauvaise récolte de vin et par le développement des emplois industriels de l'alcool, mais, aussi rendue excessive par la spéculation. Les distillateurs offraient, pour une tonne de betteraves à 72° de densité, 28 et même 29 F. A ce prix, la sucrerie se trouvait à la veille de ne plus avoir de matière première (496).

Cette menace était grave, car le progrès de la consommation risquait de faire disparaître l'excédent des stocks visibles dans le courant de l'été. En effet, l'importance relative du stock européen était corrigée en grande partie par le déficit du stock américain, d'où la situation favorable à la hausse qui s'installait peu à peu sur le marché

(497). La spéculation proprement dite a commencé en mai à Hambourg et à Londres et Paris s'est immédiatement mis au diapason de ces places (498), d'autant plus que la consommation ne fléchissait pas (499). La hausse s'est accélérée au moment où avaient pour la plupart passé les marchés sur la prochaine campagne et ceux qui espéraient une récolte normale avaient vendu un sucre qu'ils ne posséderaient jamais, car ils étaient obligés de se racheter pour limiter leur perte future (500). Chez les autres la plus grande hésitation régnait quant aux risques à prendre (501). Enfin, la spéculation a tenté un nouvel étranglement sur septembre, et à la pointe de ce mouvement, on retrouvait Santa-Maria qui ces temps derniers, avait fait la baisse et qui achetait maintenant fortement à Londres et, comme on le remarquait, "s'il achète aux cours actuels, c'est qu'il escompte des prix plus élevés" (502). En effet, le mouvement s'amplifia - il ne pouvait plus en être autrement - avec le manque de betteraves qui provoqua en 1911-1912 un déficit de production de 44 % en Allemagne et de 27 % en France sur la précédente campagne (503).

Dès juillet, les raffineurs ne pratiquaient plus la cote officielle, et chacun cherchait à se débarrasser de ses stocks, même en faisant de très grosses concessions (504). La hausse sur août et septembre s'expliquait par l'impossibilité où se trouvaient les vendeurs à découvert de remplir leurs engagements en raison de la pénurie de sucre blanc n° 3 et c'est pour éviter de perdre des débouchés à l'extérieur, que la raffinerie de Marseille a usé de la faculté de la loi de 1897, qui prévoyait de placer sous le régime de l'admission temporaire du sucre brut en provenance des pays producteurs de canne pour les raffinés en franchise de droits - à la condition expresse d'en exporter l'équivalent à l'étranger (505) et on a recouru systématiquement à l'achat de sucre de Java et de Maurice (506). On a encore utilisé d'autres moyens pour s'assurer contre la hausse. Ainsi, la Méditerranée fit stipuler dans les contrats passés avec les sucreries coloniales que, si le cours du n° 3 était supérieur de plus de 3,50 F à celui du sucre roux (vendu au 88°) le prix à facturer pour les sucres blancs d'usine serait rétabli sur le prix des roux majoré de 3,50 F (507).

En 1912, Santa-Maria n'est pas intervenu sur le marché, mais d'autres spéculateurs nourrissaient l'espoir d'un nouvel étranglement du découvert à la fin de la campagne. Dans les derniers jours de septembre, Gaston Menier, sénateur et président de la Chambre syndicale des chocolatiers, déposait au nom de sa Chambre et de celle des confiseurs une plainte contre X.... pour accaparement (508). De son côté le raffineur Edme Sommier agissait de même (509). On confia l'enquête au commis-

saire qui avait instruit l'affaire Santa-Maria en 1910. Le bruit circulait que, dans le courant du mois d'août, 2 ou 3 agioteurs s'étaient emparés du stock et qu'ils détenaient encore 200.000 sacs de sucre (510).

On perquisitionna dans un établissement sucrier de Péronne, puis l'enquête s'est poursuivie dans les sucreries, raffineries des régions de Douai et de Lille (511). Enfin, l'expert fournit un rapport où il indiquait que des faits avaient été commis qui tombaient sous le coup de la loi (512). Il en résultait que M. Normand, directeur de sucrerie à Dreslincourt (Somme) opérant sous la raison sociale Dhilly & Cie, avait acheté et emmagasiné 380.000 sacs de sucre disponible à la fin du mois de septembre 1912 (513). Mais finalement, ce ne fut qu'en février 1914 que quatre inculpations furent prononcées (514).

Pour les raffineurs, le recours au marché à terme était une nécessité. La bonne gestion impliquait en effet, l'arbitrage pour se garantir contre les pertes éventuelles en se couvrant. D'ailleurs, dès 1876, on a vu de petits candisiers nantais intervenir à la Bourse de Paris pour s'assurer un prix (515). Ce marché à terme, dominé par la raffinerie parisienne présentait bien des dangers pour les raffineurs des ports. Ils pouvaient se laisser entraîner par les mouvements de spéculation dans l'espoir de réaliser des gains faciles. Cela s'est produit. Il est certain aussi qu'il faudrait mesurer les effets et les conséquences des grandes hausses de 1876/1877, 1879/1880, 1880/1881, 1889, 1893, 1904/1905, 1909/1910 et 1911/1912 sur la marche des entreprises car elles n'avaient pas toutes les mêmes possibilités de résistance et d'adaptation aux oscillations brutales et rapides des cours et l'on peut se demander s'il n'y a pas eu chez certains raffineurs la volonté d'écraser la concurrence au moyen de l'arme de la spéculation.

C- L'intervention de l'Etat pendant la guerre.

La hausse des prix fut sensible dès août 1914 et peu à peu, surtout à partir de 1916, on manqua de sucre brut. Par la force des choses l'Etat fut contraint d'intervenir pour contrôler les prix et répartir la matière première.

La hausse des prix et la pénurie de sucre brut.

Bien avant le début du conflit la crainte de manquer de sucre amena les consommateurs à effectuer de plus gros achats. Ce fut un des premiers facteurs de l'élévation des cours. En août, les réquisitions militaires et la priorité donnée aux transports de troupes et de maté-

riel ont sans doute contribué à la hausse (516), mais il ne faut pas oublier que depuis juin les raffineurs parisiens et surtout Say poussaient le n° 3 à la Bourse du commerce (517). Enfin, l'Angleterre se trouva privée de ses fournisseurs habituels: l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie - ce qui provoqua une tension des prix sur le marché international des sucres, d'abord à Londres, puis à New-York et ensuite à Paris (518). On suspendit toutes les transactions à terme dès le 28 juillet et seules les affaires au comptant ont continué à se traiter. De leur côté, les raffineurs annulèrent tous les marchés à livrer (519). On ne pouvait donc plus freiner l'élévation des cours.

En 1914, la hausse a atteint son point culminant en novembre et, après un palier de 2 à 3 mois, le mouvement a repris pour le brut en février 1915 et pour le raffiné en mars. L'écart entre le brut et le raffiné était passé de 7,52 F en janvier 1914 à 19,01 F en décembre. Les premiers mois de la guerre avaient donc apporté de gros bénéfices aux raffineurs. Tout le monde voulait du sucre, car on savait que les stocks étaient limités et que les arrivages de brut ne comblaient pas les vides dans les entrepôts et les magasins (520). Dans le courant de l'année 1915, la situation devint alarmante (521). Le sucre brut fut coté pour la dernière fois à la Bourse de commerce de Paris le 18 décembre 1915 (82 F le n° 3) et le raffiné le 20 (109 à 109,50 F les pains). En fait, ce prix était pratiqué depuis le mois d'avril et la cotation était devenue une formalité inutile.

Une certaine inquiétude gagnait le négoce. Les maisons de Bordeaux voulaient modifier les contrats de vente de sucre exotique en ce qui concerne les écarts entre les roux et les blancs. Il était d'usage de fixer le prix des blancs exotiques en prenant le cours de la moyenne des roux et des cuites à 88 ^e augmenté d'un écart de 3,50 à 3,75 F. A Bordeaux, on voulait porter celui-ci entre 5 et 7 F. Habituellement on payait les blancs exotiques 7 à 10 F de moins que le n° 3. Chantenay formula quelques objections en faisant observer que si le négoce voulait se baser sur la cote du n° 3, il fallait qu'il donne les mêmes avantages que pour le sucre indigène - c'est à dire en cas de déport, la possibilité d'une revente - ce qui ne pouvait pas se faire avec les exotiques puisqu'ils n'étaient pas admis à la filière. C'était un argument de principe, car l'écart n'était qu'une soupape de sûreté en cas de spéculation sur les sucres blancs indigènes et que cette question était sans importance puisque la cote du n° 3 était factice vu les quantités insignifiantes mises sur le marché. Finalement presque tous les raffineurs acceptèrent les conditions du négoce (522). La prudence l'emportait à un moment où la pénurie de sucre brut devenait une réalité.

Dès le mois d'octobre 1914, une commission de la Chambre avait étudié la question des approvisionnements de sucre et le rapporteur avait préconisé l'achat de sucre exotique étranger par l'Etat qui le recèderait ensuite aux raffineurs à un prix voisin du prix coûtant en leur imposant pour la revente une limite maxima. Ces conclusions furent vivement critiquées par le Syndicat du commerce des sucres et par le Syndicat des fabricants de sucre qui protestèrent au nom de la liberté commerciale (523). Le projet fut donc abandonné.

Cependant, la campagne 1914-1915 n'avait fourni que 302.960 tonnes de sucre indigène. A cela s'ajoutait un stock de 140.000 tonnes et 560.000 de sucre colonial soit, au total, 563.000 tonnes, d'où la nécessité d'importer environ 250.000 tonnes de sucre étranger pour satisfaire aux besoins de la consommation française et de l'Afrique du Nord (524). A Marseille, malgré l'augmentation du fret, on substitua le sucre de Java au sucre indigène (525). Nantes acheta du granulé américain et du brut danois (526). Mais on comptait surtout sur Cuba où la production a atteint 3 M de tonnes en 1915. Il se créa alors un syndicat qui finit par englober toutes les usines de l'île. Sous son influence et celle de la spéculation à New-York, les prix augmentèrent (527).

Dès le mois de mai, le gouvernement a tenté d'enrayer la hausse en mettant des sucres à la disposition des Chambres de commerce pour peser sur le marché (528). Ces interventions ont continué jusqu'en décembre. On offrait le brut à 75 F mais cela n'a pas empêché les prix de monter à 82 et 83 F. Le Ministre du Commerce attribua ce mouvement à la spéculation estimant que le cours mondial et le prix de revient français devait permettre de maintenir un prix maximum de 75 F. Il fit connaître au négoce que si ce cours était dépassé il se verrait contraint de recourir à la réquisition de tous les stocks existants (529). L'intervention de l'Etat paraissait inévitable (530).

L'achat de sucre brut par l'Etat.

Le 10 janvier 1916, on institua une commission chargée de contrôler le prix du sucre et de préparer les bases de la prochaine campagne. On avait consulté des représentants du négoce et de l'industrie au sujet des mesures à prendre pour prévenir la disette de sucre en France jusqu'en septembre 1916 (531). Il fallait importer 200.000 tonnes de brut et l'administration envisageait de les acheter elle-même, notamment à Cuba et de les faire raffiner à façon. P. Desbief proposa au Ministre le chiffre de 10 F par 100 kg majoré de 4 F pour les sciés comme écart entre le brut et le raffiné. L'administration tablait sur un

prix de 74 à 75 F. La production avait accepté et des assurances avaient été données par le négoce (532). Cela mettait le raffiné autour de 144,50 F.

L'annonce que le gouvernement français allait procéder à des achats provoqua une nouvelle hausse sur le marché américain. Le sucre centrifuge 96 * passa à New-York, de 60,11 F fin janvier à 79 F le 31 mars et le raffiné granulé de 74,49 F à 92,24 F (533). La demande anglaise y avait d'ailleurs largement contribué (534) et, pour modérer la spéculation, une entente avec Londres s'imposait. Aux termes de l'accord du 16 février 1916, le gouvernement anglais devait effectuer tous les achats de brut exotique de la France à la seule condition qu'elle supprime la liberté d'importation des sucres étrangers à l'exception de ceux achetés avant le 31 janvier. C'était la fin d'une concurrence désastreuse pour les deux pays, à New-York et à Cuba.

La Grande-Bretagne livra des sucres exotiques de mars à novembre 1916 à des prix très avantageux. Les premiers envois comprenaient 100.000 tonnes de granulé américain à 59 F les 100 kg et 75.000 tonnes de roux de Cuba à 49 F les 100 kg, le tout payable à Paris. Mais les achats suivants: 79.000 tonnes de granulé et 3.500 tonnes de roux furent plus onéreux. Le granulé fut payé 101,70 F et le règlement de ces sucres (à l'exception d'un lot de 5000 tonnes) devait se faire à New-York en dollars (536). Cette politique d'approvisionnement favorisa les raffineurs. En effet, grâce à la hausse des cours et à l'absence d'engagements à livrer, ils ont bénéficié de la plénitude de l'augmentation des prix pendant la plus grande partie de l'année sur les achats antérieurs à ces transactions (537), d'autant plus que, dès 1915, au risque d'être accusés de spéculation, ils avaient passé du moins à Marseille, de nombreux ordres à l'étranger (538).

Dès le mois d'août 1916, on acheta 220.000 tonnes de sucre étranger pour assurer la consommation jusqu'en mars 1917 et 10.000 tonnes en janvier pour faire la soudure jusqu'en septembre. La guerre sous-marine et la crise des transports limitèrent toutefois les arrivages de brut (539). La France était vraiment entrée dans une période de pénurie et, seules, les importations de raffinés ont permis de donner à chacun une ration moyenne de sucre jusqu'à la fin de l'hiver (540). Nantes et Marseille ont reçu de grosses quantités de sucre, mais l'approvisionnement des raffineries fut contingenté.

Le gouvernement chercha à intensifier la production de sucre indigène (541). On incita les cultivateurs à ensemercer leurs terres en betteraves et on poussa le fabricant à payer un bon prix la matière première. Ce fut la commission de contrôle et de taxation créée en 1916 qui fixa les prix de base pour l'achat de la betterave et la vente du

sucre. Elle retint le chiffre de 47 F comme prix minimum de l'achat de la tonne de betterave à 7¹/₅ de densité. Elle décida aussi que le prix du n° 3 ne pourrait pas dépasser 75 F les 100 kg pendant toute la durée de la guerre. Malgré ces mesures, les résultats obtenus furent décevants (542). Partout, on manquait d'engrais, de main-d'oeuvre et de charbon. Le prix moyen de la tonne de betteraves passa de 28,27 F en 1914 à 79,11 F en 1918, et la tonne de charbon de 36,95 F à 101,89 F.

Le gouvernement avait aussi obtenu des producteurs coloniaux qu'ils participent à l'accord conclu avec les betteraviers et les fabricants. Il avait offert de payer leur sucre sur la base du n° 3 (75 F) majoré de 10 F pour tenir compte de la hausse du fret, soit un prix de 85 F. (543). Malgré les progrès du sucre de canne dans le monde, les colonies, à l'exception de la Réunion, ont produit de moins en moins de sucres.

Engagé pour la première fois dans une expérience dirigiste, le Ministre du commerce s'est efforcé de donner aux raffineurs les moyens de continuer leur travail. Confrontés à de multiples problèmes, les services du ravitaillement ont fait face à la pénurie de sucre avec plus ou moins de succès. Il ne pouvait pas en être autrement, car le marché français dépendait encore plus étroitement qu'avant la guerre, du marché international, en particulier pour les prix et ceux-ci ont constamment augmenté à cause du déficit permanent des disponibilités qui n'a fait que croître. Pour la taxation, il a donc fallu suivre l'élévation des cours et ensuite mettre en place une répartition autoritaire du contingent accordé à chaque raffineur.

La réglementation des prix et des ventes.

La cession de 145.000 tonnes de sucre étranger fit l'objet d'un contrat en date du 1er avril 1916, signé le 5 avec les raffineurs. L'Etat établit les quantités à répartir d'après la fonte de 1915 et il donna à chacun la même proportion de roux et de blanc avec comme prix de base 75 F le n° 3 (100 kg), soit 78,60 F pour le granulé américain et 67,25 F pour le roux de Cuba (544).

Le décret du 13 mai 1916 taxa les sucres pour la première fois (545). Il fixa à 78,60 F le prix du sucre cristallisé ou granulé, et pour les raffinés, on eut l'échelle suivante :

116 F	les 100 kg	pour les morceaux irréguliers.
118	-	pour les pains.
121,50	-	pour les sucres rangés en boîtes de 5 kg.
122,25	-	- - - 1 kg.

Cela faisait un écart de 11,50 F pour les pains, de 16 F pour les boîtes de 5 kg et de 17,75 F pour celles de 1 kg.

Dès décembre 1915, Bordes avait demandé à Peytel un écart plus élevé pour les petits raffineurs (546). Son initiative rencontra des résistances dans le syndicat (547) - mais soutenu par ses confrères de Nantes et de Bordeaux, qui estimaient, que, dans le projet de taxation il n'avait pas été tenu compte pour la vente du sucre raffiné, de leur état d'infériorité (lourdeur du prix de revient) (548). Il obtint gain de cause et autorisa les petites raffineries à vendre leur sucre 3 F de plus que les grandes.

Un nouveau contrat fut passé avec les raffineurs au sujet de la rétrocession de sucres étrangers, indigènes et coloniaux, pour la période du 25 octobre 1916 au 25 mars 1917. L'Etat avait imposé aux fabricants, sous menace de réquisition, un prix d'achat de 75 F pour le n° 3, tandis qu'il le livrait 94 F aux utilisateurs pour compenser les pertes subies depuis qu'il s'était réservé toutes les importations. Le coût du raffinage restait fixé à 11,50 F mais le sucre fut vendu un peu plus cher à partir du 30 septembre 1916.

127,50 F	les 100 kg	pour les pains et les morceaux irréguliers
129	-	- pour les pains de 3 kg et au-dessus destinés à l'exportation.
131	-	- pour les sucres rangés en boîtes de 5 kg.
133,25	-	- - - - - 1 kg.

Les tentatives faites pour obtenir une augmentation de l'écart se traduisirent seulement par une majoration de 0,50 F par 100 kg (550) et, malgré un nouveau bond des prix au début de 1917 avec le pain à 142,50 F, la boîte de 5 kg à 156 F et celle de 1 KG à 148,25 F, il fallut la pression constante des raffineurs (551) et le décret du 3 juillet 1917, qui porta le sucre coupé en morceaux réguliers à 156,50 (552) pour atteindre un écart de raffinage de 16,50 F. En 1918, son prix de vente passa à 176,50 F, puis à 186,50 F et enfin à 190 F. Le 20 décembre 1919, il fut taxé 290 F (553). Le 16 septembre 1918 on avait autorisé une marge de 20 F pour la boîte de 5 kg. Les raffineurs demandaient 25 F et le rétablissement du marché à terme (554).

En effet, depuis le 6 juin 1919, ils pouvaient importer librement du brut, mais l'Etat continuait à approvisionner les usines et à fixer le prix du raffiné à la consommation familiale, ce qui créa un régime hybride avec deux marchés, l'un réglementé et l'autre libre (où les sucres coûtaient au détail 4,50 F à 5 F le kg). Ce n'est qu'à partir du 1er avril 1920 que l'Etat décida de ne plus faire de livraisons aux raffineurs. D'ailleurs, ceux-ci avaient passé des ordres d'achat important aux deux seuls pays en mesure d'y répondre: Java et Cuba, ce qui

contribua à provoquer une hausse considérable et des spéculations que la crise des changes aggravait (555).

En se retirant du jeu, l'Etat après avoir un moment envisagé de rétablir son monopole d'achat, laissa agir comme à la veille du conflit la loi de l'offre et de la demande et heureusement pour la raffinerie après la forte hausse survenue à la fin de juin 1919, une réaction en baisse se produisit avec la campagne 1920-1921 (556). Mais, en même temps, s'amorçait un retour au protectionisme. Dès le 16 octobre 1917, la France avait dénoncé la Convention de Bruxelles et annoncé son retrait de l'Union Sucrière à partir du 1er septembre 1918 (557).

La nécessité de compléter la réglementation des prix par un système de répartition des ventes s'imposa dès 1916. D'après un membre de la commission de taxation, les difficultés de ravitaillement dans certaines régions étaient telles qu'il fallait prévoir pour les raffinés un mode de répartition analogue à celui mis en place de 20 octobre 1916 pour le brut. Ainsi, la raffinerie parisienne qui fournissait 57% de la consommation serait chargée de ravitailler 57 % de la population (558).

Le décret du 2 janvier 1917 a fixé en quelque sorte les débouchés de la raffinerie. La France fut divisée en 6 régions et chaque département rattaché à un bureau groupant une ou plusieurs raffineries (cf. Carte n° 1). On attribua à Paris et au Nord théoriquement 52 départements (on n'avait pas tenu compte du front), et en plus l'Alsace et la Lorraine reconquises. Marseille devait desservir 23 départements, Châlon-sur-Saône 2, de même Bourdon; Bordeaux en recevait 3 et Nantes 4. Les comités départementaux créés en octobre 1916 étaient chargés de la distribution du sucre raffiné. Enfin, le carnet de sucre fut institué le 15 février 1917.

Grosso modo, le rayon privilégié des entreprises avait été respecté, mais le législateur ne s'était guère soucié des détails - c'est à dire des zones où la concurrence avait tracé entre les marques des frontières indécises (Bretagne, Sud-Ouest en particulier). Il apparaissait que les raffineurs de Paris et de Marseille, les plus forts et les plus écoutés, avaient réussi à réduire les autres à la portion congrue. Pour Chantenay, le décret de janvier remettait en question tous les efforts faits depuis 1905 en vue de reconquérir la Bretagne. Son directeur était intervenu auprès du Préfet de la Loire-Inférieure, mais en vain. Après la parution du décret, il ne put cacher son amertume : "Paris livre en Ille-et-Vilaine et surtout à Redon (70 km de Nantes), à Quimper et Quimperlé", déplorait-il (559). Des négociations se sont alors poursuivies à Paris où Chantenay présenta une défense adroite (560).

On avait accordé en octobre 1916 au groupe des raffineurs de Nantes 13.700 tonnes pour 6 mois, ce qui lui permettrait d'alimenter

à raison de 500 grammes par mois pour chaque habitant la population de 7 départements (Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Morbihan, Vendée, Finistère, Côtes-du-Nord, Ile-et-Vilaine, Deux-Sèvres). Cette population étant de 4.556.000 habitants, la consommation mensuelle atteindrait 2.278 tonnes, et pour 6 mois 13.668 tonnes, quantité inférieure au contingent de 13.700 tonnes. Finalement on accorda à Nantes l'Ile-et-Vilaine, le Finistère et les Côtes-du-Nord (561).

Les Parisiens, de leur côté, avaient soulevé le problème de l'Algérie où ils expédiaient de grosses quantités de sucre avant la guerre. Or les 2.800 tonnes expédiées la-bas chaque mois se décomposaient en 1917 de la façon suivante : Saint-Louis 2000 tonnes, Méditerranée 600 tonnes, Paris 200 tonnes. Ainsi, pratiquement, seuls, les raffineurs de Marseille étaient autorisés à exporter en Algérie où ils vendaient leurs pains avec un écart de 12 F par 100 kg (562). Avec les débouchés marocain et tunisien cela leur permettait de travailler à 80 % de leur fonte d'avant guerre. En compensation, on a offert aux Parisiens à partir du 1er novembre 4 départements (l'Ain, la Loire, la Haute Savoie et le Puy-de-Dôme pour les pains seulement). Toutefois, l'Ariège, le Gers, le Lot-et-Garonne et les Hautes-Pyrénées passèrent aux Bordelais (563).

Les raffineurs ont subi la réglementation des prix comme une nécessité imposée par les circonstances. Par contre, ils ont lutté avec acharnement pour obtenir l'élargissement de leur zone d'approvisionnement. Il est vrai que le découpage autoritaire de la clientèle par l'Etat risquait d'avoir des répercussions sur les ventes après la guerre. Nantes et Bordeaux ont consolidé leurs positions respectives en Bretagne et dans le Sud-Ouest, tandis que l'on a reconnu à Marseille un rayon qui avait été souvent contesté par les Parisiens. Enfin, et surtout, par la force des choses, les Marseillais avaient accaparé l'Afrique du Nord et, bien entendu, ce fut Saint-Louis qui tira le maximum de profit de cette situation. Certes, le député des Bouches-du-Rhône, Joseph Thierry, s'occupa du ravitaillement et de l'intendance du 26 août 1914 au 12 décembre 1916. Son action, si l'on considère le passé, n'a pu défavoriser ses concitoyens, mais il ne faut pas oublier que la France n'avait pas la possibilité de gaspiller des ressources précieuses en charbon et en moyens de transport pour soutenir d'une façon régulière une exportation de sucre à partir du Havre. L'intérêt national coïncidait avec celui de Marseille.

La limitation autoritaire de la fonte.

Le décret qui réservait à l'Etat le monopole des importations de sucre étranger a eu des conséquences immédiates sur la production

des raffineries, car, par suite du déficit de la récolte de betterave, leur fonte fut presque exclusivement alimentée avec des sucres de provenance étrangère - ce qui favorisa les ports.

En octobre 1916, de nombreuses raffineries étaient arrêtées et, à l'exception de Saint-Louis, aucune affaire ne marchait vraiment bien (564). On a alors envisagé la fermeture de toutes les raffineries pour économiser le charbon et la main-d'oeuvre. On y a renoncé à cause de la préférence des consommateurs pour le sucre raffiné, car on craignait que sa disparition ne sape le moral des Français (565).

Au début de 1917 on adopta un compromis. Le nouveau Ministre du ravitaillement, Ed. Herriot, décida de réduire le travail des raffineries des 2/3 à dater du 15 janvier pour réserver en priorité le charbon aux usines de guerre (566). Toutefois, il laissa entendre aux intéressés que cette mesure était momentanée dès que le charbon serait en quantité suffisante (dans la seconde quinzaine de février), le décret pourrait être reporté. Pour des raisons politiques et économiques la diminution de la fonte ne portait pas sur le sucre destiné à l'Afrique du Nord. En effet, le sucre était à la base de la nourriture des musulmans et dans un pays mal soumis comme le Maroc, sa cherté aurait pu provoquer des révoltes. Saint-Louis et la Méditerranée ont donc pu livrer par mois 3.800 tonnes de pains au Maroc et 2.600 tonnes en Algérie (567).

Le ministre avait accepté de disjoindre le cas de Nantes et de Bordeaux. Inquiet, Bordes demanda des précisions sur les bases retenues pour faire une distinction entre les petites et les grandes raffineries. En effet, pour certains établissements, le poids des frais fixes était tellement considérable qu'ils ne pourraient plus vivre s'ils étaient obligés de diminuer leur fonte des 2/3 (568). Cette mesure prorogée pendant plusieurs mois (569) ne s'appliqua finalement qu'aux Parisiens et aux Marseillais (pour la consommation). Par contre, on limita au 1/3 la réduction pour les autres (570). Toutefois, en février, le Ministre formula une exigence qui risquait d'entraver encore plus le travail. Il voulait cette fois, que l'on réduise des 2/3 la consommation de charbon. Les raffineurs ont alors affirmé que leur fonte ne dépasserait pas 20 % car une partie du combustible était employée pour maintenir les usines en état de fonctionnement et qu'au mieux, l'économie de charbon ne pouvait dépasser 50 % (571). Le 1er novembre 1917, la raffinerie parisienne retrouva une activité plus normale (60 % de la fonte d'avant-guerre). On l'autorisa même à expédier tous les mois 1.500 tonnes de sucre en Algérie et 500 au Maroc (572). Cependant, en 1918, la production s'est de nouveau ralentie (573).

L'activité des raffineries des ports pendant la guerre, confirme l'évolution déjà signalée (Cf. Chapitre III): maintien de la fonte en 1916 et poids de plus en plus grand dans la production française jusqu'à la fin des hostilités. Il apparaît néanmoins, que les décisions du gouvernement ont surtout favorisé Marseille.

x

x

x

La législation des sucres, le progrès technique dans le raffinage et les conditions dans lesquelles se sont vendus les raffinés ne sont pas les seuls facteurs qui ont influencé le développement des raffineries des ports. On aurait pu insister aussi sur la main-d'œuvre ou l'approvisionnement en charbon ou sur un élément plus directement lié au processus d'industrialisation des entreprises comme le rôle du crédit.

De toute façon, il est difficile d'isoler l'influence positive ou négative d'un facteur, car on se trouve en face d'actions réciproques de combinaisons (574). Ainsi, le mouvement du prix des sucres illustre bien ces interactions. Il s'imbrique étroitement avec la législation, car par le biais de l'impôt, celle-ci détermine en parité le prix du raffiné donc le niveau de la consommation, et, par contre-coup, celui de la production. Il est certain que le pacte colonial comme la loi protectionniste de 1897, ont freiné la baisse, mais le progrès technique et l'augmentation de la production ont entraîné vers le bas les prix du sucre, ce qui confirme les remarques faites par M. Lévy-Leboyer pour l'ensemble des prix industriels français au XIX^e siècle (575).

Donc, pour les sucres, le trend séculaire est à la baisse (cf. Graphique n° 9) avec un premier ralentissement de 1844 à 1857/1880, assez bien marqué de 1844 à 1857 et un second à la veille de la première guerre mondiale à partir de 1902. Pour les raffinés, le syndicat est arrivé à maintenir les prix de 1886 à 1902, mais, pour le brut, la résistance à la baisse ne se prolonge pas au-delà de 1880.

Certes, nos séries statistiques ne sont ni complètes ni homogènes - il est en particulier difficile d'apprécier la différence entre la bonne 4^e et le 88 %, qui lui-même tend peu à peu à se rapprocher du n° 3 - mais il faut bien admettre que les phases A et B n'apparaissent pas avec netteté dans les fluctuations de prix des sucres (576). Par

contre, les variations cycliques sont facilement réperables avec leur maxima (1823, 1832, 1846/47, 1857, 1864, 1871/72, 1877, 1889, 1893, 1905, 1910/12).

Il faudrait encore souligner que les cotations des courtiers ne donnent qu'une indication assez approximative des prix réellement payés par les acheteurs, car elles ne tiennent pas compte des quantités vendues; enfin, le recours de plus en plus systématique au marché à terme, et à l'arbitrage, permettait au raffineur de faire son prix de base et de vendre en conséquence.

La pénurie de sucre de canne sensible à partir de 1864-1865 ne se traduit pas non plus dans les séries de prix. Dans les ports, jusqu'en 1875, on paya la bonne 4e presque aussi cher que les 88° avec cependant un rendement bien inférieur à ces derniers. Les raffineurs savaient qu'ils surpayaient de mauvais sucres, mais ils n'avaient pas la possibilité de s'en procurer d'autres. Ils pouvaient seulement essayer de mieux les travailler, ce qui posait des problèmes d'investissement.

Dans les raffinage du sucre, on peut mesurer l'amélioration des coûts en considérant la marge entre le brut et le raffiné. Malheureusement, jusqu'en 1864 on ne possède pas ou peu de séries de prix pour les sucres en entrepôt (c'est à dire droit exclu). Toutefois, la diminution de la marge est parfaitement visible :

Marge entre les bruts et les raffinés (100 kg acquittés)

1820/1823	101,90 F	1832/1835	53,30 F
1824/1827	77,35 F	1836/1839	49,49 F
1828/1831	60 F		

Source : AN F 12 2546.

Marge entre la bonne 4e et le raffiné à Nantes (100 kg acquittés)

1827/1830	76,50 F	1843/1846	43,25 F
1831/1834	56 F	1847/1850	34,37 F
1835/1838	45,75 F	1851/1854	36,50 F
1839/1842	44 F	1855/1857	38,50 F

Source : Courrier de Nantes, 1/3/1858.

A partir de 1864, nous avons les marges suivantes avec comme base le 88° dont se rapproche le plus la matière première utilisée par les raffineurs des ports.

1864/1868	20,71 F	1889/1893	11,21 F
1869/1873	19,63 F	1894/1898	12,14 F
1874/1878	10,88 F	1899/1903	10,37 F
1879/1883	11,36 F	1904/1908	8,08 F
1884/1888	13,30 F	1909/1913	11,52 F

Source : Cf. Tableau n° 11 d.

Cependant, la marge contient aussi le bénéfice du raffineur et l'on se demande comment certains d'entre eux ont pu faire face au faible écart entre le brut et le raffiné à partir des années 1874/1878 et

comment avec des bénéfices réduits ou nuls, ils ont pu moderniser leur outillage.

Quant à la diminution de la marge (44,58 % par rapport à 1869/1873), elle s'explique par le travail de sucres de plus en plus riches grâce à la cuite en grains, par la concurrence de plus en plus vive qui a existé sur le marché, à la suite de l'éclatement de la "Réunion" et par les gains spéculatifs réalisés sur les marchés à terme qui ont compensé des bénéfices industriels plus réduits.

CHAPITRE III

NOTES

- 1 - T. J. Markovitch, L'industrie française de 1789 à 1964, Analyse des faits, n° 173, mai 1966, p. 206.
- 2 - AN F 12 2547, Conseil supérieur du Commerce, Raffineries de Marseille, 4/12/1838. Les Hollandais vendaient même des raffinés à Marseille.
- 3 - JULLIANY, Essai sur le commerce de Marseille, t. 3 pp. 221 et 222. Principaux débouchés des Marseillais (tonnes)
- | | 1833 | 1834 | 1839 | 1840 | 1841 |
|-----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Etats Sardes | 1.064 | 163 | 1.238 | 749 | 1.251 |
| Suisse et Savoie | 1.147 | 108 | 1.428 | 746 | 1.293 |
| Deux-Siciles | 1.116 | 16 | 576 | 2 | 355 |
| Toscane | 1.131 | 22 | 358 | 93 | 72 |
| Autres Etats italiens | | | 150 | 2 | 95 |
| Turquie | 800 | 1.045 | 1.025 | 520 | 1.524 |
| Algérie | 311 | 382 | 687 | 1.004 | 1.479 |
- 4 - C. C. Marseille, Gênes, 30/8/1838.
- 5 - Casimir B. USQUET et Tony SAPIET, Etude sur la navigation, le commerce et l'industrie à Marseille, p. 121. - Octave TETSIER, Histoire du Commerce de Marseille pendant vingt ans (1855-1874), p. 257.
- | | 1850 | 1851 | 1852 | 1853 | 1854 | 1855 |
|---------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Etats Sardes | 1.495 | 2.542 | 1.427 | 1.559 | 2.036 | 8.038 |
| Deux-Siciles | 231 | 1.514 | 1.360 | 2.126 | 2.036 | |
| Toscane | 418 | 274 | 421 | | 527 | |
| Etats Romains | 387 | 1.098 | 735 | 1.721 | 1.816 | |
| Turquie | 3.135 | 1.801 | 2.628 | 3.341 | 4.410 | |
| Algérie | 2.933 | 2.716 | 3.170 | 3.716 | 4.569 | 5.134 |
- 6 - Sémaphore, 5/3/1852.
- 7 - Vente de raffinés en Turquie (tonnes).
- | | France | Marseille |
|------|--------|-----------|
| 1850 | 7.651 | 7.429 |
| 1863 | 15.341 | 15.033 |
- Sources : J.P.S. 21/8/1864. C.C. Marseille, S.C.I.
- 8 - AN F 12 7162, Trébizonde, 1/1/1858.
- 9 - C.C. Marseille, Paris, 8/5/1862.
- 10 - J. L. NIEGE, Le Maroc et l'Europe (1830-1864) t. 2 p. 540.- En 1850, le Maroc a acheté 990.000 F de sucre et les ventes anglaises ont atteint 872.000 F.
- 11 - Pendant une douzaine d'années, des ports comme Tanger et Mogador ont été plus ou moins régulièrement desservis. En 1862, la maison Claude Clerc & Cie reprit ce service jusqu'en 1865.
- 12 - C.C. Marseille, S.C.I.
- 13 - J. L. NIEGE, op. cit. pp. 431 à 441.

- 14 - AN F 12 2715 B.
- 15 - En 1855, Paris a vendu à l'étranger 5.000 tonnes de raffinés (Le Havre, 6.000). L'exportation ne constituait qu'un pis aller pour les Parisiens. Elle n'avait lieu que lorsqu'il y avait encombrement ou baisse dans les prix (Note sur la question des sucres, 1856). En 1860, Paris ne s'intéressait encore qu'au débouché suisse (Chambre de commerce de Paris, Statistique de l'industrie à Paris résultant de l'enquête faite par la Chambre de commerce pour l'année 1860.) C C Le Havre, C R T, 17/4/1863.
- 16 - RAULT, Réforme des lois sur les sucres (octobre 1863).
- 17 - Ibid., p. 15.
- 18 - C C Marseille, Lettre circulaire Maurin, 1863.
- 19 - Ventes de sucre raffiné (tonnes).
- | | | |
|------------|------|--------|
| | 1861 | 1875 |
| Angleterre | 1921 | 90.468 |
| Suisse | 7052 | 15.224 |
| Chili | 17 | 12.225 |
| Argentine | - | 5.790 |
- Sources : AN F 12 2550 A - C C Marseille, S.C.I. 1862.
- 20 - Enquête sur la question de l'impôt .. op. cit. p. 94.
- 21 - Méditerranée, CA, 12/9/1868. CA, 26/2/1868 et AG, 12/3/1868.
- 22 - Ibid., CA, 11/12/1867 et AG, 12/3/1868.
- 23 - Ibid., CA, 11/12/1869.
- 24 - Sémaphore, 21/10/1868.
- 25 - Ceux-ci, grâce aux tarifs préférentiels accordés par les compagnies françaises de chemin de fer, ne payaient pour leurs sucres que 20 F par tonne de Bordeaux à Marseille, tandis que le raffineur de Nantes devait dépenser 41,20 F pour expédier une tonne de sucre par le même itinéraire. C C Nantes, S.C.I. 1868.
- 26 - Principaux débouchés des raffinés nantais (tonnes)
- | | Italie | Angleterre | Scandinavie | Espagne | Suisse |
|------|--------|------------|-------------|---------|--------|
| 1865 | 4.181 | 2.194 | 2.451 | - | 1.188 |
| 1866 | 449 | 677 | 1.563 | - | 1.128 |
| 1867 | 1.361 | 928 | 1.105 | - | 675 |
| 1868 | 1.624 | 995 | 1.439 | - | 1.824 |
| 1869 | 3.524 | 2.166 | 1.007 | - | 648 |
| 1870 | 1.259 | 2.629 | 241 | - | 394 |
| 1871 | 1.385 | 1.598 | 1.818 | 267 | 399 |
| 1872 | 416 | 3.581 | 3.938 | 549 | 921 |
| 1873 | - | 4.061 | 4.704 | 532 | 849 |
| 1874 | 43 | 5.133 | 2.890 | 682 | 753 |
| 1875 | 20 | 6.359 | 2.144 | 850 | 543 |
| 1876 | 10 | 4.686 | 2.033 | 975 | 123 |
| 1877 | 8 | 3.301 | 815 | 1.025 | 184 |
| 1878 | 10 | 3.920 | 372 | 1.051 | 195 |
| 1879 | 14 | 2.277 | 100 | 1.234 | 92 |
| 1880 | 21 | 5.228 | 98 | 775 | 67 |
| 1881 | - | 4.688 | 120 | 971 | 446 |
| 1882 | - | 1.058 | 1 | 816 | 242 |
- Source : C C Nantes S.C.I.
- 27 - M. BARBANCE, Vie commerciale de la route du Cap Horn au XIXe siècle L'armement A. -D. BORDES et fils, pp. 144-165.

- 28 - R. PASQUIER, Le commerce de la côte occidentale d'Afrique, de 1850 à 1870 p. 131.

- 29 - Exportation des raffinés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie . (tonnes)

	Allemagne	Autriche-Hongrie
1870	13.685	14.944
1875	5.313	30.324
1883	73.525	124.547

Source : AN F 12 6997 B.

- 30 - 44.066 tonnes en 1883.

- 31 - J.F.S. 11/4/1883.

- 32 - M. BARBANCE, Vie commerciale..., op. cit., p. 219.

- 33 - En 1913, Marseille avait vendu 7055 tonnes de vergeoises sur les 7637 exportées par la France.

- 34 - Répartition de l'exportation en 1884 et 1885.

	1884	%	1885	%
Paris	69.973	62,80	43.133	63,10
Marseille	37.313	33,50	22.794	33,34
Bordeaux	3.630	3,70	2.176	3,56
Nantes	10		194	
Le Havre	463		68	

Source : Chambre des Députés, Annexe, Séance du 21/4/1886.

- 35 - Sources : Documents statistiques publiés par l'administration des Douanes. C C Marseille, S.C.I.

- 36 - C C Marseille, P. Desbief, 20/9/1895. Les ventes françaises de sucre sont tombées de 20.972 tonnes en 1890 à 1.390 en 1894.

- 37 - Le Pour et le Contre, 15, 22, 29/5/1901 et 6/10/1901.

- 38 - Prix du transport par tonne de ... Hambourg.....Paris...Différence

À Londres	6,96 F	14,49 F	7,56 F
- Liverpool	6,30 -	20,79 -	14,49 -
- Hall	8,40 -	15,75 -	7,35 -
- Goole	8,40 -	15,75 -	7,35 -
- Manchester	8,19 -	23,20 -	15,01 -
- Cardiff	16,38 -	20,16 -	2,78 -

Source : A. FORET, L'industrie du sucre en France depuis la Confédération de Bruxelles, p. 118.

- 39 - S.C.I. 24/12/1908 Jules HELOT, Le commerce des sucres en Orient (rapport présenté à la Chambre de commerce de Cambrai). De 1903 à 1913 l'examen des cotes du 88^e sur les marchés sucriers européens (publiées chaque semaine par la C.N.) est révélateur à cet égard. Cf. aussi : S.R.F. 23 et 30/8/1910. Note de Delerue Frères.

- 40 - H.J. ARONOVITCH, L'industrie française de 1789 à 1954. Analyse des faits. L.C.N. mai 1960, p. 247.

- 41 - Mémoire sur la question des sucres, 1858, p. 37.

- 42 - A. LATHIEZ, La vie chère et le mouvement social sous la Terreur, p. 29 sq.

- 43 - C. VIENNET, Une enquête économique dans la France impériale: le voyage du hambourgeois Ph. A. Nennich (1809) p. 98.

- 44 - Feuille commerciale et maritime, 7/7/1824.

- 45 - Enquête sur les sucres (1829) p. 143.

- 46 - AN F 12 2542.
- 47 - Cf. Feuille commerciale et maritime.
- 48 - AN F 12 2540, Négociants de Bordeaux, 25/1/1826. Marseille, 25/3/1826, d'octobre 1825 à février 1826, les raffinés de Marseille se sont vendus 15 à 20 F de moins par 50 kg que ceux de Bordeaux.
- 49 - A. GUEPIN et E. BONAMY, Nantes au XIXe siècle, pp. 407-408.
- 50 - AN F 12 2540, Marseille, 25/3/1826.
- 51 - Enquête sur la question ... op. cit., tome 1 p. 433.
- 52 - Ibid. tome 1 p. 253.
- 53 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 29/4/1914.
- 54 - S.R.F. (Réunion), 16/2/ et 10/3/1855.
- 55 - Ibid., 16/6/1856.
- 56 - Ibid., 27/2/1856, 7/6/1858 et 18/7/1859.
- 57 - AD L.A. 1 M 2147, Lettre du 28/7/1853.
- 58 - AD L.A. 1 M 2147, lettre du 19/7/1855.
- 59 - LE BOEUF, Le commerce de Nantes, p. 321.- L.A. 1 M 2147, lettre du 23/7/1856.
- 60 - AD G M 7015, lettres des 23/4 et 20/5/1864.
- 61 - C C Bordeaux, E.P.L.M., lettre du 1/6/1864.
- 62 - Ibid., lettre du 14/6/1864.
- 63 - Ibid., Lettre du 18/6/1864.
- 64 - Ibid., lettre du 30/10/1865.
- 65 - Ibid., lettre du 2/11/1865.
- 66 - Cossé-Duval, Etat du matériel, 1852-1865, Combat du 20/1/1853.
- 67 - C C Nantes, S.C.I., 1878.
- 68 - Ibid., E.T. 1878 et 1879.
- 69 - Méditerranée, AG, 25/3/1886. C C Marseille, C.R.T. 1888 et 1889.
- 70 - Pour les sucres en vrac, les raffineurs de Paris payaient 26,50 F la tonne jusqu'à Lyon et ceux de Marseille 54,50 F (28,25 F d'après Noblemaire, le directeur du P.L.M.). En juin 1886, la Chambre de commerce transmettait au P.L.M. une protestation de Saint-Louis rappelant que le tarif de 28,25 F ne s'appliquait qu'aux sucres emballés. A cela Noblemaire rétorquait que l'on taxait Paris 25 F pour les envois d'au moins 8 tonnes et Marseille seulement 19,75 F. Il trouvait donc que les raffineurs marseillais étaient dans d'excellentes conditions en ce qui concernait les frais de transport pour expédier leurs produits à Lyon. Ce dialogue de sourds continua jusqu'à l'homologation de tarifs plus favorables à Marseille en 1889. C C Marseille, C.R.T., 1886 à 1889.
- 71 - Méditerranée, AG 25/3/1886.
- 72 - Ibid., AG, 25/3/1886 et AG, 17/3/1887.
- 73 - C C Nantes, S.C.I. 1891.
- 74 - C C Marseille, C.R.T. 1890, Lettre du 11/12/1889 au directeur de la Cie du Midi.
- 75 - Ibid., lettre Cie du Midi du 11/1/1890. Lettre du directeur du P.L.M. 9/1/1890.

- 76 - Ibid., Lettres des 18 et 20/5/1898 et du 16/11/1898.
- 77 - C C Marseille, C.R.T., le P.L.M. proposa un prix ferme de 16 F la tonne pour Toulouse (Paris, 14/3/1899), mais l'ancien tarif était maintenu pour les gares intermédiaires de son réseau. Mais la Chambre de Commerce protesta (Marseille, 28/3/1899 et 14/8/1899). Le tarif se décomposait ainsi :

Marseille - Sète	8,20 F	soit par km	0,05125 F
Sète - Toulouse	7,80 F	-	0,03497 F

0,08622 F

Le P.L.M. offrit ensuite un tarif ferme de 8,50 F (frais de gare compris) sur Marseille - Sète (Saint-Louis, 6/12/1900). Mais le Ministre des Travaux Publics refusa l'homologation (Paris, 10/1/1901). Noblemaire proposa ensuite un barème de 13,50 F pour les 300 premiers km en sus, 0,025 F de 301 à 700 km, 0,03 F de 701 à 800 km et 0,02 au-delà (Noblemaire, 15/6/1901). La Cie du Midi refusa (Paris, 31/7/1901).

- 78 - Méditerranée, CA, 6/12/1898.
- 79 - C C Marseille, C.R.T., lettres du 15/2 et 19/3/1902, et du 11/4 et 15/5/1903.
- 80 - C C Nantes, S.I.C., 1900, lettre, du 18/4/1900.
- 81 - Chantenay, Paret à Metzger, directeur de la Cie des Chemins de Fer de l'Etat, 6/5/1899.
- 82 - C C Nantes, S.C.I., 1900.
- 83 - Ibid., E.T., 1899 - Chantenay, Paret à P. Hebert, 17/6/1899. Le P.O. a aussi accepté une réduction de tarif sur le brut expédié de Paris.
- 84 - AN F 12 2541, Lettre des Raffineurs de Paris, 5/4/1827.
- 85 - Chambre de Commerce de Paris, Statistiques de l'industrie à Paris résultant de l'enquête faite par la Chambre de Commerce pour les années 1847-1848.
- 86 - Bayvet & Cie, Note sur la question des sucres, 1856, pp. 16-17.
- 87 - Chambre de Commerce de Paris, Statistique de l'industrie à Paris résultant de l'enquête faite par la Chambre de Commerce pour l'année 1860.
- 88 - BAYVET, De l'exercice des raffineries, 1851, p. 5.
- 89 - Comité sucrier de l'arrondissement de Lille, Observations sur le projet de loi des sucres, 1860, p. 11.
- 90 - Léon PRUGNARD, Le sucre de betterave en Auvergne, Bulletin Historique et Scientifique de l'Auvergne, 1911 et 1912.- Henri POINTUD, Le sucre de betterave en Limagne, Revue Agricole du Puy-de-Dôme.
- 91 - AN F 12 6984, Préfet, 27/3/1861.- Ibid., Bernard frères, 19/1/1864.
- 92 - Ibid., Bernard frères, 2/7/1864.
- 93 - Ibid., Note des délégués des raffineurs de candis sur la situation de leur industrie par rapport à la Belgique, 4/2/1864.
- 94 - Me GUYET-DESFONTAINES, 5/4/1832, La nouvelle raffinerie de la Jamaïque.
- 95 - Me FOUMET, 24/4/1840, a.s.s.p. 21/1/1834.
- 96 - C.H., 26/9/1905.
- 97 - Me FOUMET, 24/4/1840.

- 98 - Me POUJMET, 18/11/1844.
- 99 - G. VAPEREAU, Dictionnaire Universel des Contemporains, 4e ed., p. 706
- 100 - Me PITAUX, 23/7/1872, La première soeur d'H. Say est devenue duchesse de Brissac, puis comtesse de Tredern, la seconde, princesse de Broglie.
- 101 - AN F 12 6992 (D L H) .F 14 11470. PP. CRONIER BO 1027.
- 102 - J.F.S. 10/7/1878, La moitié de cette production allait à l'exportation et le reste à la consommation.
- 103 - L'industrie du sucre à l'Exposition Universelle de 1900 pp. 93 sq.
- 104 - Gazette des Tribunaux, 28/3/1901.
- 105 - Celui d'un fils du duc de Brissac.
- 106 - AN 65 AQ R 34, Sucrerie d'Ardres.
- 107 - Gazette des Tribunaux, 28/3/1901.
- 108 - J.F.S. 13/7/1898, Les bénéfices n'ont guère varié d'une année sur l'autre.
- 109 - Le Nouvelliste de l'Ouest, 31/8/1905.
- 110 - AN F 14 11470, Raoul-Duval, 4/10/1890.
- 111 - J.F.S. 1/5/1898, Le Temps, 4/9/1905.
- 112 - Me PANHARD, 26/6/1898.
- 113 - Le Pour et le Contre, 15-22-24/9/1901 et 6/10/1901.
- 114 - D'après Joseph Guérin.
- 115 - AN 65 AQ R 463. SA des Raffineries et Sucreries Say, AG 15/11/1900.
- 116 - Ibid., AG, 28/10/1904.
- 117 - Le Globe, 9/5/1901. La Vie Financière, 13/10/1904. L'Express de la Finance, 22/2/1901. Say, AG extraord. 27/12/1904.
- 118 - AN 65 AQ R 172, Raffinerie Egypte, AG 2/4/1902; ibid., AG extraord. 9/10/1902. L'Actualité Financière, 9/10/1905, L'Egypte, 18/10/1905. Jean MAZEUIL, Le sucre en Egypte, Etude de géographie historique et économique. p. 41.
- 119 - On suit ici B. GILLE, Recherches sur la formation de la grande entreprise capitaliste (1815-1848), p. 123, et : A. DAUJARD, La Bourgeoisie parisienne de 1815 à 1848, pp. 194-195 et 395.
- 120 - Journal général d'affiches, 7/5/1861, a.s.s.p. 29/4/1861. On ignore la date de la formation de la société Alfred Lebertre et Gustave Lebaudy (fils aîné de Guillaume). La société a toutefois été reconstituée en 1849 (Journal général d'affiches, 21/2/1849, a.s.s.p. 14/2/1849), et ensuite prorogée jusqu'au 1er avril 1852. (Journal général d'affiches, 21/11/1850, a.s.s.p., 13/11/1850) avec effet au 1/4/1852. Cette nouvelle association constituée entre A. Lebertre et G. Lebaudy devait prendre fin en 1856, année où a été formée la Société Lebaudy frères entre G. et J. Lebaudy (Journal général d'affiches, 10/4/1856, a.s.s.p. 31/3/1856).
- 121 - Conseil supérieur du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie. Enquête, traité de commerce avec l'Angleterre, vol. VI, p. 6.
- 122 - Les Rois de la République, Tome I, pp. 323-324.- Cf. PP Ba 1145.
- 123 - WADECK-ROUSSEAU, Plaidoyers, tome 1, p. 215.
- 124 - Journal général d'affiches, 20/9/1871, Me DELAPALME, 8/9/1871. Le Droit, 25/11/1877, Me DELAPALME, 15/11/1877.

- 125 - J.F.S., n° 8/6/1898.
- 126 - Le Droit, 20/6/1889, Me DELORME, 6/6/1898.
- 127 - Ibid., 17/1/1890, Me DELAPALME, 13/1/1890.
- 128 - Ibid., 1/2/1890, Me DELAPALME, 11/1/1890.
- 129 - Ibid., 16-17/8/1895, Me DELORME, 6/8/1895.
- 130 - WALDECK-ROUSSEAU, Plaidoyers, Tome 1 pp. 75-215.- A. BATAILLE, Causes criminelles et mondaines de 1896, pp. 91-219.
- 131 - D. J. LONGUET, Une organisation scientifique et industrielle de l'agriculture, Le domaine et la sucrerie de Roye-en-Santerre.
- 132 - A. BERTRAND, La Chambre de 1893, pp. 320-321. En série W, SA de Fabrique de sucre, 1893.
- 133 - C.H. 24/4/1904.
- 134 - DELAVENNE, Recueil généalogique de la bourgeoisie ancienne, tome 1 Sommier, p. 408.
- 135 - Me MARCQ, 31/10/1862.
- 136 - Brevet, n° 68.233 (20/5/1865) complété par le brevet, n° 69.835 (27/12/1865).
- 137 - N. BASSET, Guide du Fabricant de Sucre, tome III, pp. 638-669. DUBRUNFAUT, J.F.S., 10/3/1870: Examen des produits des raffineries de Paris; Sucrate d'hydrocarbonate de MM. Boivin et Loiseau.- Ibid. 13/3/1870 : Sur le sucrate d'hydrocarbonate.- Ibid., 26/3/1870 : Encore le sucrate d'hydrocarbonate . H. Leplay, Chimie des industries du sucre, tome 2 p. 270.
- 138 - Me MARCQ, 20/9/1866.
- 139 - M GAILLARD, 19/10/1869.
- 140 - Conseil Supérieur du Commerce , de l'Agriculture et de l'Industrie. Enquête sur la question de l'impôt du sucre à la consommation, 1872, vol. 1, p. 208.
- 141 - BN Série W, Statuts, Mes Rivière et Portefin, 20-22/11/1899.
- 142 - Ibid., Sommier, AG extraord. 29/2/1904.
- 143 - AN F 12 2317, Raffineries de Paris.
- 144 - P. LAGRANGE, Fabrication et raffinage du sucre. Mémoire théorique et pratique ayant rapport à l'action de la baryte et du phosphate basique d'ammoniaque sur les produits des plantes saccharifères, 1874.
- 145 - BN série W - SA de la Raffinerie Parisienne, 1869. Les statuts (a. s.s.p. 22/2/1869) et l'acte de souscription ont été déposés chez Me Moreau le 22/2/1869.
- 146 - Le Droit, 2/7/1870, Me MOREAU, 27/6/1870.
- 147 - BN Série W SA de la Raffinerie Parisienne, 1874. Me E. Baudrier, 23/2/1874.
- 148 - J.F.S. 30/10/1878, Halphen parlait alors de pousser la fonte à 90.000 tonnes.
- 149 - On ne traitait que la mélasse provenant du travail du sucre indigène; celle provenant du raffinage du sucre exotique était directement comestible et payée en conséquence.
- 150 - BOIZARD et TARDIEU, op. cit. pp. 191-192. D'abord exempts de tout impôt, les sucres extraits des mélasses furent assujettis à un droit de 15 F. (8/7/1871) porté ensuite à 25 F. (20/12/1872). On a alors renoncé à traiter les mélasses. L'abrogation de la loi de

1872 (3/12/1875) : a de nouveau permis leur travail.

- 151 - DUBRUNFAUT, L'osmose et ses applications industrielles, 1873.- Id., L'osmose et ses produits.- Id., L'osmose, l'industrie sucrière et l'agriculture, in : Le sucre dans ses rapports avec la Science, l'Agriculture, l'Industrie, le Commerce, l'Economie publique et administrative, pp. 251-290.
- 152 - Chambre des Députés, Séance du 21/4/1886.- Annexe n° 716. Rapport fait au nom de la commission des sucres.- Ch. QUILLARD, La sucrerie de betteraves, 1932, pp. 470-478.
- 153 - J.F.S. 8/30/1884.- LAGRANGE, Raffinage du sucre en fabrique.
- 154 - LEPLAY, Chimie des industries du sucre, tome II, p. 272.
- 155 - Annales Sucreries (publication du syndicat des Fabricants de sucre)
- 156 - CH, 8/9/1889.
- 157 - Histoire Centennale du sucre de betterave, p. 96.
- 158 - F. Béghin & Cie (Plaquette, 1956). - Sucreries et Raffineries Bouchon et Pajot (1867-1967). - AN, 65 AQ R 210, Raffinerie François. AN 65 AQ R 471, Raffinerie de Sermaize.

	Fonte des plus importantes fabriques (tonnes).			
	Béghin	Sermaize	Bouchon	François
1903/1904	18.937	16.890	11.687	7.399
1904/1905	20.003	18.464	12.230	4.265
1905/1906	25.278	21.971	12.845	9.606
1906/1907	27.269	22.208	12.947	14.632
1907/1908	31.454	21.319	14.951	15.510
1908/1909	34.839	21.305	16.001	18.756
1909/1910	35.945	21.045	16.975	16.073
1910/1911	35.919	22.495	16.002	18.889
1911/1912	35.625	20.556	14.049	16.320
1912/1913	43.580	22.894	16.706	16.689
1913/1914	-	20.160	14.259	-
		3.969	4.474	

Source : S.R.F., Statistiques.

- 159 - Saint-Louis, AG, 30/3/1909.

- 160 - Ventes à la consommation (tonnes)

1884	20.040	1896	48.100
1885	30.972	1897	49.743
1886	29.552	1898	53.114
1887	36.729	1899	60.000
1888	37.157	1900	58.000
1889	34.646	1901	58.000
1890	39.638	1902	58.000
1891	44.728	1903	58.000
1892	47.815	1904	58.000
1893	45.979	1905	50.000
1894	44.531	1906	50.000
1895	43.247	1907	50.000

Source : C C Marseille, S.C.I.

- 161 - Fonte des raffineurs parisiens (tonnes)
- | | Say | Lebaudy | Sommier | Guillon |
|------|---------|---------|---------|---------|
| 1903 | 131.199 | 60.337 | 50.628 | 7.496 |
| 1904 | 136.509 | 73.634 | 67.653 | 6.731 |
| 1905 | 132.310 | 62.834 | 64.287 | |
| 1906 | 140.147 | 61.647 | 60.852 | |
| 1907 | 139.228 | 75.601 | 65.562 | |

1908	136.610	76.637	58.116
1909	143.750	73.399	54.688
1909/1910	138.256	75.141	54.233
1910/1911	140.230	75.680	53.849
1911/1912	142.029	83.588	51.466
1912/1913	145.833	81.738	59.218
1913/1914	139.431	70.673	51.944

Source : S.R.F. **statistiques.**

En 25 ans la fonte de Say n'avait guère augmenté : 131.000 tonnes en 1890 et 135.000 en 1892 (Say, AG, 15/1/1900).

- 162 - Plantations d'Amérique et papiers de famille, II, Dermigny, L'industrie sucrière. Un exemple de modernisation, Correspondance de Jabrun, lettre du 21/1/1842.
- 163 - S.R.F. (Réunion), 10/7/1844.
- 164 - Ibid., 12/7/1844.
- 165 - Ibid., 19/7/1844.
- 166 - Ibid., 24/8 et 4/9/1844.
- 167 - Ibid., sans date, (entre le 4/3 et 21/9/1846).
- 168 - Lutte contre la patente (1844). Discussion des modalités de vente des raffinés avec les épiciers en gros et en demi-gros (1844). Diminution des frais de courtage (1845). Procès contre Degrand (1846) etc...
- 169 - S.R.F. (Réunion), 3/7/1845.
- 170 - Ibid., 28/4 et 20/6/1845.
- 171 - Ibid., 5/3/1849.
- 172 - Ibid., 28/2/1850.
- 173 - Ibid., 12/4/1850; certains fabricants-raffineurs possédaient deux modèles de formes pour les pains et ils ne montraient que les plus petites aux employés des contributions indirectes. Ils fraudaient aussi sur le poids. Ainsi, dans la région de Valenciennes, on transportait des sacs de sucre à dos d'homme de la fabrique à la raffinerie (pour 3 F par sac).
- 174 - Ibid., 10/8/1850.
- 175 - Ibid., 20/12/1850.
- 176 - Ibid., 13/4/1850.
- 177 - Ibid., 2/6/1851.
- 178 - Ibid., 5/6/1851.
- 179 - Ibid., 5/3/1860.
- 180 - Ibid., 14/3/1860.
- 181 - Ibid., 12/5/1860.
- 182 - Cossé-Duval, Pinet à Mme Vve Consé, 26/2/1862 : "... à Paris, les raffineurs ont un local où ils causent de leurs affaires et des perfectionnements de leur industrie; ici MM. Cezard, Massion ou Etienne s'entretiennent de ce qu'ils font mutuellement de mélasse. M. Massion était, il y a quelques jours, chez M. Cezard, pour examiner un appareil; ce sont de vieilles idées que celle d'une concurrence hostile....".
- 183 - S.R.F. (Réunion) 22 et 24/5/1869.
- 184 - Ibid., 21/6/1869.

- 185 - Chantenay (Dossier: Syndicat des Raffineurs). - Saint-Louis, C A, 13/12/1883. Cette première convention était valable jusqu'au 1er janvier 1884 (article 9).
- 186 - Chambre des Députés, 21/4/1886.
- 187 - J.F.S., 14/1/1885, Lettre de Viard du 20/12/1884. S.I. 27/8/1879.
- 188 - Le chiffre de fonte des adhérents éventuels devait être calculé sur les douze derniers mois du travail.
- 189 - Saint-Louis, C A 8/12/1883, Méditerranée, C A 7/12/1883.
- 190 - Méditerranée, C A 13/12/1883, Saint-Louis, C A 14/12/1883.
- 191 - Saint-Louis, C A 20/12/1883.
- 192 - J.F.S., 8/10/1884.
- 193 - BOUZARD et TARDIEU, op. cit. p. 186.
- 194 - AD Seine, Faillite Prévost, D 11 V3 C 1101.
- 195 - Chantenay, Adjudication du 22/11/1884.
- 196 - Ibid., Convention du 30/10/1884 (Nantes).
- 197 - Ibid., Convention du 30/10/1884 (Paris).
- 198 - Ibid., Copie d'adhésion.
- 199 - Ibid., Texier à Maufrais, 4/12/1884.
- 200 - Méditerranée, C A 15/5/1884.
- 201 - Ibid., C A, 25/4/1884.
- 202 - Ibid., C A, 9/5 et 4/6/1884.
- 203 - Ibid., C A, 3/10/1884.
- 204 - Ibid., C A, 8/10/1884.
- 205 - Saint-Louis, C A, 17/12/1884.
- 206 - Méditerranée, C A, 20/12/1884.
- 207 - Méditerranée, 20/12/1884.
- 208 - Chantenay, Texier à Maufrais, 22/12/1884.
- 209 - Ibid., Texier à Maufrais, 24/12/1884.
- 210 - Chantenay, Texier à Maufrais, 11/1/1885.
- 211 - Ibid., Texier à Maufrais, 25/1/1885.
- 212 - Saint-Louis, C A, 28/11/1885.
- 213 - Chantenay, Texier à Maufrais, 25/1/1885.
- 214 - Méditerranée, A G, 25/3/1886.
- 215 - Saint-Louis, C A, 9/10/1885.
- 216 - Méditerranée, C A, 24/1/1885.
- 217 - Saint-Louis, C A, 22/8/1886.
- 218 - Méditerranée, C A, 27/7/1885.
- 219 - Chantenay, Texier à Maufrais, 4/9/1886.
- 220 - Ibid., Dossier Syndicat des Raffineurs, Convention du 30 octobre 1886. L'engagement était conclu pour un an à partir du 1er janvier 1887. Chaque mois, on devait fixer les quantités à exporter.
- 221 - Ibid., Texier à Maufrais, 3/11/1886.

- 222 - Chantenay, Texier à Maufrais, 4/1/1888.
 223 - J.F.S., 27/3/1890.
 224 - Chambre des Députés, mai 1884 (Déclaration de F. Raoul-Duval.)
 225 - Saint-Louis, C A, 7/4/1888.
 226 - Ibid., C A, 16/5/1888.
 227 - Ibid., 22/5/1888.
 228 - Saint-Louis, C A, 26/6/1888.
 229 - Chantenay, Texier à Maufrais, 16/6/1888.
 230 - Saint-Louis, C A, 17/7/1888.
 231 - Saint-Louis, C A, 16/8/1888.
 232 - Ibid., C A, 14/9/1888.
 233 - Chantenay, Texier à Maufrais, 21/12/1889.
 234 - Ibid., Texier à Maufrais, 2 et 6/1/1890.
 235 - Saint-Louis, C A, 11/1891.
 236 - Méditerranée, C A, 16/7/1892.
 237 - Saint-Louis, C A, 5/11/1891.
 238 - Ibid., C A, 1/12/1891.
 239 - Saint-Louis, C A, 30/12/1891.
 240 - Chantenay, Texier à Maufrais, 27/1/1892.
 241 - Ibid., Texier à Maufrais, 27/2/1892.
 242 - Chantenay, Souques à Texier, 10/1/1892.
 243 - Ibid., Texier à Maufrais, 18/2/1892.
 244 - Ibid., Dossier Syndicat des Raffineurs, Accord du 15/3/1892.
 Attribution de la fonte théorique (vergeoises comprises) :
- | | |
|-----------------------|---------------|
| Chantenay | 22.000 tonnes |
| Raffinerie de l'Ouest | 6.000 " |
| Pellerin | 4.000 " |
| Corhumel | 4.000 " |
- Le projet retenait une production de 28.800 tonnes de raffinés (80 %) dont 75 % pouvaient être livrés à la consommation (21.000 tonnes) :
- | | |
|-----------------------|---------------|
| Chantenay | 13.200 tonnes |
| Raffinerie de l'Ouest | 3.600 " |
| Pellerin | 2.400 " |
| Corhumel | 2.400 " |
- 245 - Ibid., Texier à Maufrais, 2/8/1892.
 246 - Ibid., C A, 13/6/1892.
 247 - Ibid., Dossier, Syndicat des Raffineurs, traité du 1/7/1892.
 248 - Saint-Louis, C A, 30/12/1891.
 249 - Saint-Louis, C A, 24/2/1892. Ibid., C A, 4/7/1892.
 250 - Ibid., C A, 13/7/1892.
 251 - Méditerranée, C A, 16/7/1892.
 252 - Saint-Louis, C A, 13/7/1892.
 253 - Méditerranée, C A, 19/10/1892.
 254 - Chantenay, C A, 22/12/1892..

- 255 - Ibid., Texier à Maufrais, 24/1/1893, Saint-Louis, C A, 11/2/1893.
- 256 - Méditerranée, C A, 11/2/1893, Saint-Louis, CA, 11/2/1893.
- 257 - Saint-Louis, C A, 11/2/1893 : " Le principe même des syndicats est vicieux, puisqu'il est la négation de l'idée de progrès. Il a pour conséquence dans ses applications de fausser les conditions d'existence d'une industrie par les entraves qu'il met à sa faculté d'expansion. C'est un encouragement donné à la routine et à la paresse".
- 258 - Saint-Louis, C A, 23/2/1893.
- 259 - Ibid, C A, 13/2/1895.
- 260 - Chantenay, Texier à Maufrais, 19/2/1894.
- 261 - Ibid., C A, 22/7/1893.
- 262 - Ibid., Paret à Lemesle, 12/6/1895.
- 263 - Ibid., C A, 22/8/1894, 19/9/1894 et 21/11/1894.
- 264 - Ibid., Paret à P. Hebert, 1 6/5/1896.
- 265 - Ibid., Paret à P. Hebert, 4/3/1897.
- 266 - Ibid., Paret à P. Hebert, 18/3/1897.
- 267 - Ibid., Paret à P. Hebert, 5/6/1897.
- 268 - Saint-Louis, C A, 14/12/1897.
- 269 - Chantenay. Dossier Syndicat des Raffineurs. J. Corhumel et Ch. Pellerin à Paret, 23/12/1897.
- 270 - Ibid., J. Corhumel et Ch. Pellerin à Paret, 24/12/1897.
- 271 - Saint-Louis, C A, 7/1/1898.
- 272 - Chantenay, Dossier Syndicat des Raffineurs, Paret à P. Hebert, 23/12/1897.- Ibid., Paret à P. Hebert, 16/2/1898.
- 273 - Ibid., Paret à P. Hebert, 19 et 25/3/1898.
- 274 - Ibid., Dossier Syndicat des Raffineurs. Accord d'avril 1898.
- 275 - Ibid. Paret à P. Hebert, 9/4/1898.
- 276 - Ibid., Paret à P. Hebert, 24/6/1898.
- 277 - Saint-Louis, C A, 14/12/1897.
- 278 - Chantenay, Paret à P. Hebert, 18/13/1897.
- 279 - Saint-Louis, C A, 16/11/1899.
- 280 - Chantenay, Paret à P. Hebert, 23/9/1900.
- 281 - Saint-Louis, C A, 9/8/1900.
- 282 - Ibid., C A, 7/11/1900.
- 283 - Méditerranée, C A, 17/8 et 11/12/1900.
- 284 - Saint-Louis, C A, 13/12/1900 et Méditerranée C A, 15/12/1900.
- 285 - Méditerranée, C A, 19/12/1900 et Saint-Louis, C A, 7/1/1901.
- 286 - Saint-Louis, C A, 7/1/1901.
- 287 - Chantenay, Paret à P. Hebert, 4 et 8/12/1900.
- 288 - De ROUSIERS, Les Syndicats industriels de Producteurs en France et à l'étranger, p. 189.
- 289 - Chantenay, Paret à P. Hebert, 8/12 et /22/12/1900.
- 290 - Chantenay, Paret à Le Mareschal, 28/1/1901.

- 291 - AN F 12 6987 A, Bertault au Garde des Sceaux, 6/7/1899.
- 292 - Depuis 6 ans la Raffinerie Parisienne, n'avait distribué aucun dividende, ni même payé les intérêts de son capital (La Presse, 21/1/1901).
- 293 - Chantenay, Dossier, syndicat des Raffineurs, FV CA, Say, 11/2/1901. Convention Halphen, 12/2/1901.
- 294 - Ibid., Traité du 29/6/1901.
- 295 - Saint-Louis, C A, 6/5/ et 4/7/1901.
- 296 - Il aurait fallu 7 M à Halphen pour moderniser son usine (La Lanterne, 22/1/1901). J.F.S. 27/2/1901.
- 297 - La Petite République, 23/2/1901.
- 298 - Saint-Louis, C A, 28/11/1901.
- 299 - Méditerranée, C A, 14/12/1901.
- 300 - S.R.F., AG constitutive, 20/12/1901; Tout adhérent avait droit à 1 voix et, pour chaque fraction de 50.000 sacs travaillés à 1 voix supplémentaire, mais on ne pouvait disposer de plus de 25 voix.
- 301 - Chantenay, Paret aux administrateurs, 29/5/1902.
- 302 - Saint-Louis, C A, 26/6/1902.
- 303 - Méditerranée, C A, 15/12/1902.
- 304 - Saint-Louis, C A, 27/12/1902, et Méditerranée, C A, 15/12/1902.
- 305 - S.R.F., AG, 22/12/1902.
- 306 - Ibid., AG, 22/7/1903.
- 307 - Saint-Louis, C A, 28/4/1904.
- 308 - Ibid., C A, 13/9/1905.
- 309 - Chantenay, Paret aux administrateurs, 30/1/1905.
- 310 - Ibid., Paret aux administrateurs, 13/3/1905.
- 311 - Méditerranée, C A, 16/4/1907.
- 312 - Méditerranée, C A, 9/2/1902.
- 313 - Saint-Louis, C A, 29/11/1908 et Méditerranée, C A, 17/12/1908.
- 314 - Saint-Louis, C A, 11/3, 29/4 et 24/6/1909. En liquidation depuis environ 1 an, la Raffinerie de Lyon avait été adjugée au banquier parisien Hirschler, pour 673.200 F. Un groupe de raffineurs (dont Saint-Louis) projetait d'acquérir l'usine par voie de surenchère, à condition que le prix ne dépasse pas 850.000 F, Saint-Louis entrait dans la combinaison pour les 2/9èmes.
- 315 - Méditerranée, C A, 25/6/1909.
- 316 - L'Information, 8/1/1910.
- 317 - Saint-Louis, C A, 19/5/1910.
- 318 - Méditerranée, C A, 26/2/1912.
- 319 - Ibid., Méditerranée, 28/1/1914.
- 320 - S.R.F. AG, 11/3 et 18/3/1919. Méditerranée, C A, 4/3/1919.
- 321 - Ibid., AG, 15/4/1919.
- 322 - Ibid., AG, 13/4/1919.
- 323 - Ibid., AG, 13/5/1919.
- 324 - Méditerranée, C A, 16/5/1919.
- 325 - S.R.F., AG, 25/5 et 19/8/1919; Méditerranée, C A, 3/6/1919.

- 326 - Ibid., AG, 21/10/1919.
- 327 - Méditerranée, 2/12/1919.
- 328 - Enquête de 1863, p. 47.
- 329 - Courrier de Nantes, 16/5/1857. AD. LA. A M 2147, C C Nantes, 15/7/1857.
- 330 - Ibid., 21/7/1857.
- 331 - Ibid., 18/6/1857.
- 332 - AN F 12 5103, L H lettre du 15/5/1857.
- 333 - Pap. H. Polo; H. Polo à E. Rozier, 26/2/1857.
- 334 - De CONINCK, Revue pour 1857. Au Havre; la hausse a été de 43 % et la baisse de 48 %.
- 335 - AD. LA. 1 M 2368, C C Nantes, 8/9/1857.
- 336 - C C Nantes, S.C.I., 1857-1858.
- 337 - Courrier de Nantes, 17/12/1857.
- 338 - Ibid., 1/2/1858.
- 339 - Ibid., 30/1/1858.
- 340 - Ibid., 25/2/1858.
- 341 - Ibid., 13/2/1858.
- 342 - Ibid., 24/4/1858.
- 343 - De CONINCK, Revue pour 1858 (Sucres).
- 344 - Ibid. Revue pour 1859 (Sucres).
- 344 - AD. LA. 1 M 2147, C C Nantes, 4/4/1859.
- 345 - Ibid., C C Nantes, 3/9/1859.
- 346 - AN F 12 2550 A, Rapport Ozenne, 22/4/1863. F. Rault, Huit mois de crise à Nantes, octobre 1862.
- 347 - F. de La Brosse, Lettres sur la surtaxe des sucres déjà libérés de l'impôt. L'impôt rétroactif jugé par les auteurs du Code Civil, 1862.
- 348 - AN F 12 6987 A, Fl. Emsens à Périer, banquier, 10/8/1865 " Bonne note a été prise de la dernière vente que vous avez faite pour notre compte de 2566 sacs, sucre indigène ainsi que de l'arbitrage qui en a été fait. Il se peut que d'ici quelques jours nous disposions d'une certaine somme dans vos caisses; nous aurons l'avantage de vous informer à temps de nos intentions à cet égard".
- 349 - Pap. H. Polo, Cassard à H. Polo, 19/4/1865.
- 350 - H. REMY, La question des sucres et le ravitaillement de la France pendant la période 1914-1917, p. 76.
- 351 - S.I.C., 5/7/1870.
- 352 - S.I.C., Années 1872, 1873, 1875.
- 353 - J.F.S., 16/8/1876.
- 354 - Ibid., 15/11/1876.
- 355 - Ibid., 22/11/1876.
- 356 - Ibid., 13/12/1876.
- 357 - J.F.S., 24/1/1877.
- 358 - S.I., 24/4/1877.- J.F.S., 9/5/1877.

- 359 - J.F.S., 1/8/1877.
- 360 - LE PELLETIER de SAINT-REMY, Le questionnaire, de la Question des Sucres, op. cit., pp. 172-182.
- 361 - Cf. S.I. et J.F.S.
- 362 - C.H. 21/7/1889.
- 363 - Méditerranée, AG 20/3/1890.
- 364 - C.H. 7/7/1889.
- 365 - Ibid., 6/10/1889.
- 366 - Une grande raffinerie de Paris (Say ?) a vendu à découvert de grosses quantités de sucre, C.H. 1/9/1889.
- 367 - C.H. 8/9/1889. J.F.S. 9/10/1889.
- 368 - Méditerranée, AG 15/4/1894.
- 369 - Ibid., C A, 4/11/1893 et AG, 15/4/1894.
- 370 - Ibid., C.A, 6/9/1889 et AG, 20/3/1890.
- 371 - Ibid., CA, 16/11/1889. Boyer a perdu 325.000 F sur une seule cargaison.
- 372 - Ibid., C A, 14/6/1889.
- 373 - C.H., 7/4/1889, "On semble, en effet, sur notre place, perdre chaque jour davantage la notion exacte des quantités. Le spéculateur qui opérait autrefois sur 10.000 sacs, opère maintenant sur 100.000. Une transaction de 2.000 sacs était jadis une grosse affaire, celles de 10.000 sacs sont devenues presque journalières et il s'en est traité une de 60.000. Aussi a-t-on pu voir récemment une maison ne possédant aucun actif arriver à vendre - et à ne pas livrer - 150.000 sacs de sucre!".
- 374 - Méditerranée, C A, 19/10/1894.
- 375 - Le Petit Journal, 24/2/1901, Lettre de Lacaussade, 30/6/1899.
- 376 - La Lanterne, 3/3/1901, M. de Bouglise à Fichtel (Magdebourg), 29/5/1899).
- 377 - C.H. 28/1 et 20/2/1899.
- 378 - La Lanterne, 23/2/1901, Leprou et Boudreau, 20/6/1899.
- 379 - Chambre des Députés, Séance du 15/3/1901, lettre Lacaussade, 6/7/1899.
- 380 - C.H. 9/7/1899.
- 381 - La Lanterne, 23/2/1901, Lacaussade à Wouson, 12/6/1899.
- 382 - La Lanterne, 3/3/1901, Leprou et Boudreau à Desrateaux-Gouin (Nantes), 6/7/1899.
- 383 - C.H., 16/7/1899.
- 384 - Chambre des Députés, 15/3/1901, lettre d'un courtier, s.d.
- 385 - La Lanterne 23/2/1901.
- 386 - Chambre des Députés 15/3/1901.
- 387 - C.H. 15/4/1900.
- 388 - La Lanterne, 3/3/1901. Leprou et Boudreau à Ceineray (Nantes), 12/6/1900.
- 389 - C.H. 3/6/1900.
- 390 - La Lanterne, 3/3/1901, Heycke à Hayez, 25/6/1900.

- 391 - Chambre des Députés, séance du 15/3/1901 (Alexandre Zévaes).
- 392 - La Lanterne, 32/2/1901.
- 393 - C.H. 5/8/1900 et J.F.S. 8/8/1900.
- 394 - Chambre des Députés, séance du 23/2/1901.
- 395 - Le Siècle, 26/2/1901.
- 396 - Saint-Louis, AG, 23/3/1899.
- 397 - R. DUNAN, La crise du marché des sucres en 1905 et la question de la caisse de liquidation à la Bourse des Marchandises de Paris, 1907, pp. 32-33.
- 398 - Ibid., p. 33.
- 399 - CH, 6/11/1904 et J.F.S., 9/10/1904.
- Position des sucres bruts dans le monde au 20 octobre
(tonnes)
- | | 1904-1905 | 1903-1904 | Différence |
|---------------------------------|-----------|------------|------------|
| Sucre de betterave : Europe | 4.521.670 | 5.658.897 | -1.137.227 |
| Sucre de canne | 4.591.900 | 4.312.000 | + 278.426 |
| Sucre de betterave : Etats-Unis | 191.000 | 208.000 | - 17.135 |
| | 9.303.670 | 10.179.606 | - 875.936 |
- 400 - L'Echo de Paris, 29/8/1905. PP, Ba 1023, E.
- 401 - La gazette des Tribunaux, 20/6 et 4-5-20/7/1900, 28/3/1901, 16/7 et 6/8/1903, 29/1 et 8/11/1904, 13/1/1905.
- 402 - AN 65 AQ R 172, Sucreries et Raffinerie d'Egypte, Tribunal mixte de première instance du Caire, Premier rapport des experts, 4/10/1905.
- 403 - Le Temps, 21/9/1905.
- 404 - AN 65 AQ R 177, Sucreries et Raffinerie d'Egypte, op. cit., Deuxième rapport des experts, 18/10/1905.
- 405 - L'Egypte, 6/9/1905.
- 406 - L'Information, 14/9/1905.
- 407 - AN 65 AQ R 172, Sucreries et Raffinerie d'Egypte, AG.
- 408 - La Vie Française, 16/9/1904.
- 409 - AN 65 AQ R 172, Sucreries et Raffinerie d'Egypte, op. cit., Deuxième rapport des experts, 18/10/1905.
- 410 - Ibid., Troisième rapport des experts, Le Caire, 23/11/1905.
- Gains spéculatifs réalisés pour le compte de la Société Générale
et de la Raffinerie d'Egypte.
- | | | | |
|-----------|----------------|-----------|-----------------|
| 1895-1896 | 196.003,10 F | 1900-1901 | 5.814.646,79 F |
| 1896-1897 | 652.968,65 - | 1901-1902 | 7.376.888,54 - |
| 1897-1898 | 3.496.914,04 - | 1902-1903 | 5.419.841,38 - |
| 1898-1899 | 3.175.300,65 - | 1903-1904 | 8.106.740,10 - |
| 1899-1900 | 4.951.609,40 - | Total | 39.150.412,65 F |
- 411 - Le Temps, 30/8/1905.
- 412 - La Vie Financière, 2/10/1905.
- 413 - L'Economiste Français, 13/10/1905.
- 414 - Le Comptant et le Terme, 30/4/1904.
- 415 - Le monde des Affaires en France de Louis Philippe au Plan Monnet p. 402.

- 416 - La Gazette des Tribunaux, 12 et 13/1/1906.
- 417 - A. BERTRAND, La Chambre de 1893 p. 349.
- 418 - La Gazette des Tribunaux, 12/1/1906.
- 419 - Le Petit Parisien, 5/9/1905.
- 420 - Le Siècle, 27/8/1905.
- 421 - Le Journal du Caire, 8/8/1905.
- 422 - A. ... cit. n. 141.
- 423 - J.F.S., 30/11/1904.
- 424 - Le Journal du Caire, 8/9/1905.
- 425 - J.F.S., 5/11/1905.
- 426 - Ibid., 15/2/1905.
- 427 - Chantenay, P. Leprou et Boudreau, Circulaire, 2/2/1904.
- 428 - Flavy-le-Martel, Leclerc à Lemesle, 4/12/1904.
- 429 - J.F.S. 1/5/1905. n° 3 4 d'octobre déport
- | | | | |
|-----------|------|----------|---------|
| 14/1/1905 | 45 F | 36,125 F | 8,875 F |
| 11/3 - | 41 - | 34,75 - | 6,25 - |
| 29/4 - | 37 - | 33,135 - | 3,875 - |
- 430 - Chantenay, Meus à ... les Administrateurs, 31/7/1905.
- 431 - Le petit Parisien, 5/9/1905.
- 432 - Le Temps, 2/8/1905.
- 433 - J.F.S., 4/8/1905.
- 434 - Le Temps, 3/8/1905.
- 435 - Ibid., 4/1/1905.
- 436 - Le Comptant et le Terme, 2/1/1905.
- 437 - L'Egypte, 31/8/1905.
- 438 - Le Nouvelliste de l'Ouest, 1/8/1905, Le riche caillien Santa maria aurait réalisé 3 m de bénéfices.
- 439 - Le Globe, 17/6/1905.
- 440 - L'Egypte, 31/5/1905, "Cronier vendait et achetait plus de sucre en 8 jours qu'on n'en peut fabriquer en 3 mois dans le monde entier".
- 441 - Ibid., 5/9/1905.
- 442 - L'Econ de Paris, 28/8/1905.
- 443 - Le Temps, 29/6/1905.
- 444 - Ibid., 20/2/1905.
- 445 - L'Econ de Paris, 1/1/1905, Fortune personnelle : 25 m. Effets escomptés et acceptés par les Sucreries et raffinerie d'Egypte : 28 m. Raffinerie Say : 20 m. Liquidation Say : 23 m. Différences sur les sucres : 25 m.
- 446 - Le Bulletin Financier, 17/1/1905.
- 447 - Le Temps, 30/9/1905.
- 448 - Le Temps, 1/9/1905.
- 449 - Ibid., 1/9/1905.
- 450 - Le moniteur des Tirages Financiers, 30/9/1905.

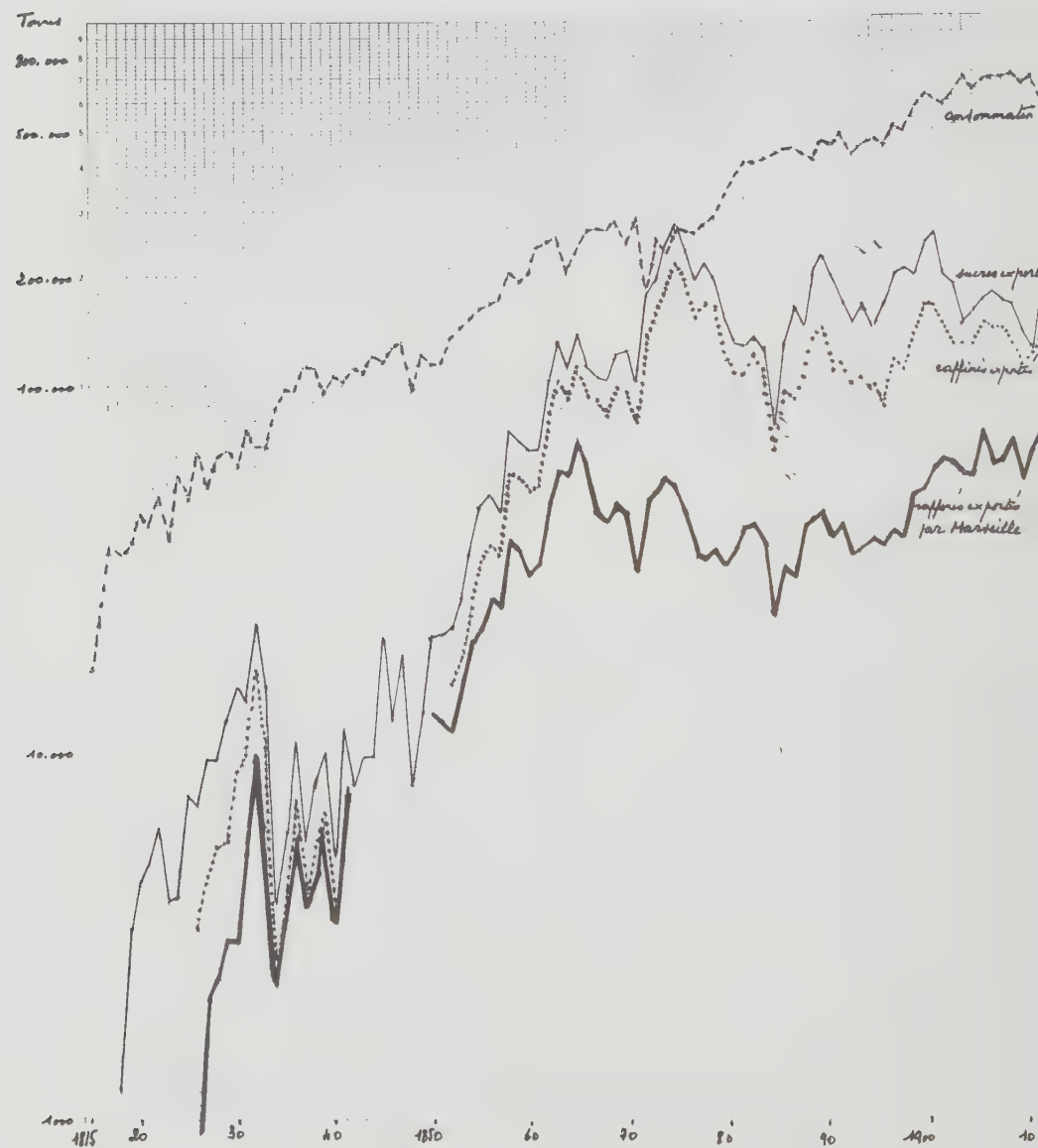
- 451 - Le Journal du Caire, 8/9/1905.
- 452 - L'Information, 6/9/1905.
- 453 - Le Temps, 29/8/1905.
- 454 - Le Bulletin Financier, 10/9/1905.
- 455 - Le Nouvelliste de l'Ouest, 30/8/1905.
- 456 - D'après E. Baldy (les Banques d'affaires en France depuis 1900, p. 84), C'est à la suite des difficultés de Say et des Sucreries et Raffinerie d'Egypte que la Société Générale a augmenté son capital de 100 M - émission garantie par la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui mit une partie des titres en portefeuille. De son côté, Lysis a violemment attaqué la Société Générale et en particulier Dorison, son directeur. Selon lui, 90 à 100 M ont été perdus par le public et la Société Générale a, moralement, assumé les plus sérieuses responsabilités (émissions d'obligations, prospectus affirmant la prospérité de la Raffinerie d'Egypte, alors qu'il y avait falsification des écritures et pertes (Contre l'Oligarchie Financière en France, p. 34. - Politique et Finance d'avant-guerre, p. 164.
- 457 - Le Bulletin Financier, 19/9/1905.
- 458 - R. DUNAN, La crise du marché des sucres en 1905 et la question de la caisse de liquidation, pp. 38-48.
- 459 - Société Générale, 1864-1904, p. 189.
- 460 - Le Petit Parisien, 30/8/1905. AN 65 AQ R 463, Sucreries et Raffineries Say, AG 10/10/1905.
- 461 - AN 65 AQ R 172, Sucreries et Raffinerie d'Egypte, AG, 30/11/1905.
- 462 - Chantenay, Meeus aux administrateurs, 28/8/1905.
- 463 - Ibid., Chantenay, Meeus aux administrateurs, 8/9/1905.
- 464 - R. DUNAN, op. cit., pp. 51-55.
- 465 - La Réforme Economique, 10/12/1905.
- 466 - Ibid., 1/11/1905.
- 467 - Ibid., 17/12/1905.
- 468 - R. VILLEMER, La réglementation de la Bourse de Commerce de Paris, p. 72.
- 469 - Chantenay, Circulaire du courtier Parvillers & Cie, 19/2/1909.
- 470 - CH, 25/9/1910.
- 471 - La Lanterne, 17/4/1910.
- 472 - Débats Parlementaires, Chambre des Députés, 9/12/1910, Interpellation de M. de Monzie.
- 473 - Ibid., Il possédait 972.600 sacs sur les 1.286.763 du stock des Entrepôts et Magasins de Paris.
- 474 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 23/10/1909.
- 475 - Ibid., Meeus à Lemesle, 29/9/1909.
- 476 - Ibid., Meeus à Lemesle, 2/11/1909.
- 477 - Ibid., Meeus à Lemesle 27/11/1909 et 1/12/1909.
- 478 - Infra, p.
- 479 - La Lanterne, 17/4/1910.

- 400 - L'Economiste Français, 7/5/1910.
- 481 - S.I.C., 31/5/1910.- Ibid., 7/6/1910.
- 482 - CH, 10/4/1910. Stock (tonnes) au 28/2 :
- | | | | |
|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1910 | 1909 | 1908 | 1907 |
| 2.948.691 | 3.374.137 | 3.428.285 | 3.526.840 |
- 483 - C.H., 1/1/1911.
- 484 - S.I.C., 31/1/1909.
- 485 - Chambre des Députés, 9/12/1910.
- 486 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 1/9/1910.
- 487 - C.H., 25/10/1910.
- 488 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 24/8/1910.
- 489 - Meeus à Lemesle, 12/7/1910.
- 490 - L'Information, 7/1/1910.
- 491 - C.H., 15/1/1911. Flavy-le-Martel, Lettre à Lemesle, 9/9/1910.
- 492 - Ibid., 22/1/1911. Stock général des sucres au 1er janvier (tonnes)
- | | |
|-----------|-----------|
| 1911 | 1910 |
| 3.767.000 | 3.215.000 |
- 493 - Ibid., 29/1/1911.
- 494 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 21/2/1911.
- 495 - Ibid., Meeus à Lemesle, 29/1/1911.
- 496 - C.H., 5/2/1911.
- 497 - C.H., 10/3/1911.
- 498 - Ibid., 14/5/1911.
- 499 - Ibid., 25/6/1911.
- 500 - S.I.C., 26/12/1911.
- 501 - Flavy-le-Martel, lettre à Lemesle, 31/7/1911.
- 502 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 1/9/1911.
- 503 - C.H., 31/12/1911.
- 504 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 28/7/1911.
- 505 - Saint-Louis, AG, 21/3/1912.
- 506 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 10/10/1911.
- 507 - Méditerranée, AG, 23/3/1912.
- 508 - C.H., 6/10/1912.
- 509 - S.I.C., 18/6/1913.
- 510 - La Lanterne, 5/10/1912. Il y avait alors à Paris en magasin 302.179 sacs de sucre.
- 511 - S.I.C., 1/12/1912.
- 512 - S.I.C., 28/5/1913.
- 513 - S.I.C., 18/9/1913.
- 514 - J.F.S., 25/2/1914.
- 515 - Pap. Eudel, Larrey à Eudel, 17/1/ et 30/10/1876.
- 516 - C.H., 25/10/1914.
- 517 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 17/6/1914. Ibid., 28/6/1914.

- 518 - C.H. 20 et 27/9/1914.
- 519 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 30/7/1914.
- 520 - Ibid., Meeus à Lemesle, 11/9/1914.
- 521 - REMY, op. cit., p. 109.
- 522 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 14/4 et 11/5/1915.
- 523 - REMY, op. cit., p. 97.
- 524 - C.H., 15/11/1914.
- 525 - C C Marseille, S.C.I., 1915. Le fret d'une tonne de Java était passé de 30 F (avant la guerre) à 230 F.
- 526 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 3/11/1914.
- 527 - REMY, op. cit., p. 131.
- 528 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 28/5/1915.
- 529 - S.R.F. AG, 21/12/1915.
- 530 - Ibid., AG, 18/1/1916.
- 531 - Saint-Louis, C A, 4/1/1916.
- 532 - REMY, op. cit., p. 137.
- 533 - REMY, op. cit., p. 131.
- 534 - C.H. 4/5/1915, Du 4 août 1914 au 31 mars 1915, ils avaient passé des ordres pour près de 1.300.000 tonnes.
- 535 - REMY, op. cit., p. 134.
- 536 - Ibid., op. cit., pp. 135-136.
- 537 - Méditerranée, AG, 29/3/1917.
- 538 - Saint-Louis, AG, 24/3/1917.
- 539 - REMY, op. cit. pp. 135 et sq.
- 540-- Chantenay, Note de la Raffinerie de Chantenay, 23/2/1917. Elle fut environ de 345 grammes de raffiné par habitant et par mois.
- 541 - REMY, op. cit., p. 141.
- 542 - Fernand ROUSSEL, L'évolution de l'Industrie sucrière française depuis la guerre de 1914-1918, p. 19.
- 543 - REMY, op. cit., pp. 146-147.
- 544 - S.R.F., AG, 18/4/1916. Ibid., AG, 20/3/1916.
- 545 - S.R.F., AG, 16/5/1916.
- 546 - S.R.F., AG, 21/12/1915.
- 547 - Ibid., AG, 4/3/1916, lettre des raffineurs de Paris, 2/3/1916, "Nous nous permettons d'observer que cette mesure constitue un avantage qui n'est accordé dans aucune autre industrie".
- 548 - Ibid., lettre des raffineurs de Nantes et de Bordeaux, 26/2/1916.
- 549 - Saint-Louis, C A, 28/9/1916.
- 550 - Méditerranée, AG, 29/3/1917.
- 551 - S.R.F., AG, 26/4/1917.
- 552 - Saint-Louis, AG, 26/3/1918.
- 553 - Méditerranée, AG, 27/3/1919 et Saint-Louis, AG, 25/3/1920.
- 554 - S.R.F., A I, 10.2.1919.

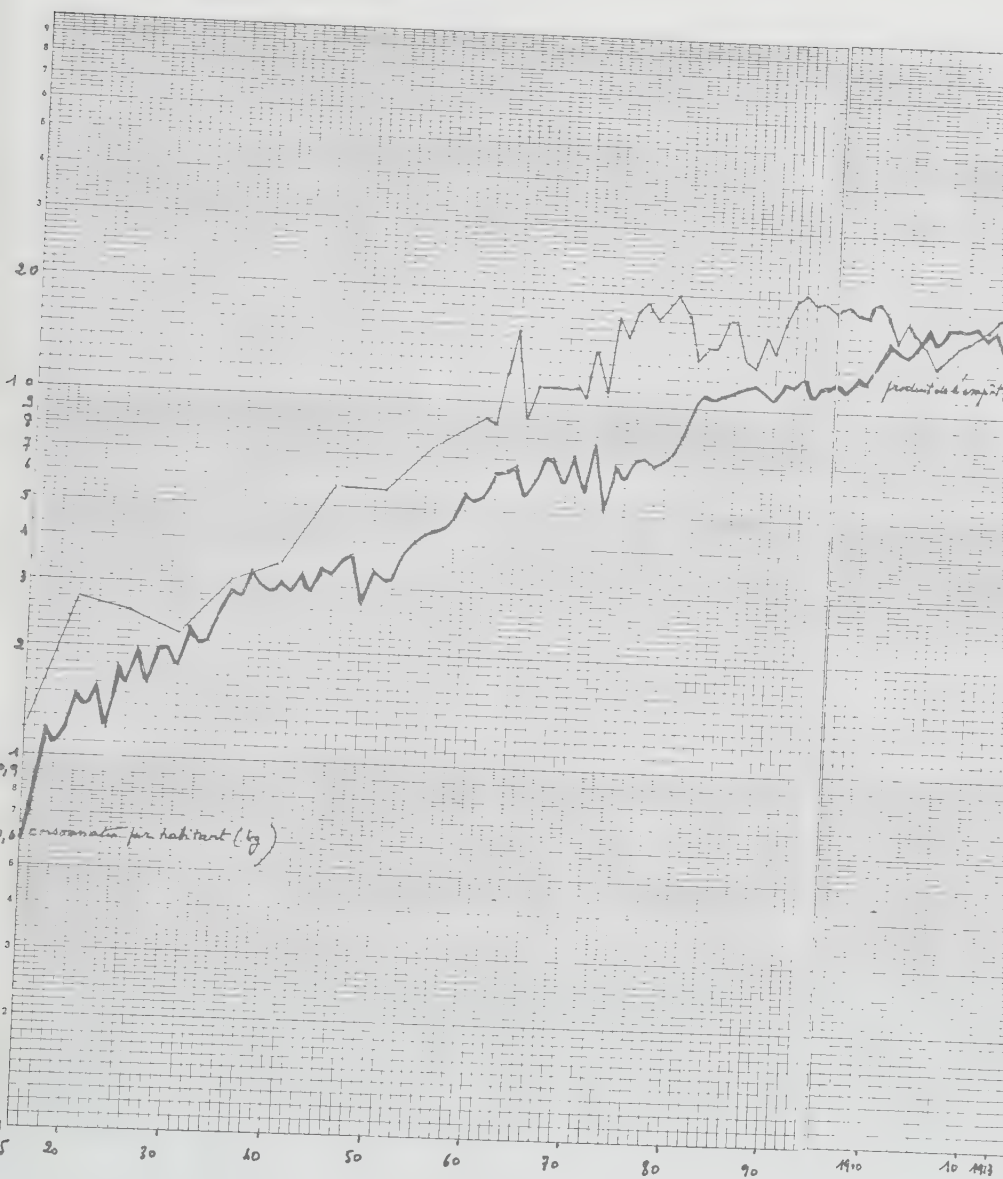
- 555 - Méditerranée, AG, 24/3/1920 et Saint-Louis, 25/3/1920.
- 556 - S.R.F., AG, 5/11/1919. Au début de la récolte de Cuba, les Américains n'avaient acheté que le 1/3 de la production, n'en accaparant pas la totalité, comme ils l'avaient fait avec les Anglais en 1918.
- 557 - Ibid., AG, 21/8 et 16/10/1916.
- 558 - S.R.F., AG, 19/12/1916. Les départements avaient été groupés en 6 régions: 1 Le Havre-Caen, 2 et 3 Paris, 4 Marseille, 5 Bordeaux, 6 Nantes). Chaque département possédait un comité départemental de répartition qui recevait toutes les demandes de sucre du commerce et de l'industrie. Chaque individu avait droit à 750 grammes par mois dont les 2/3 en raffiné. Les transactions restaient libres mais elles devaient être notifiées au comité départemental tous les 15 jours.
- 559 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 30/11/1916. Ibid., 9/1/1917.
- 560 - Ibid., Meeus à Lemesle, 23/1/1917; Ibid., Lemesle au directeur du ravitaillement, 16/1/1917.
- 561 - S.R.F., AG, 16/3/1917.
- 562 - Ibid., AG, 15/5/1917.
- 563 - Ibid., AG, 27/10/1917.
- 564 - Saint-Louis, C A, 30/9/1915. La fonte de septembre avait atteint 12.000 tonnes, classant Saint-Louis au premier rang des raffineries françaises.
- 565 - S.R.F., AG, 17/10/1916.
- 566 - Ibid., AG, 10/1/1917.
- 567 - Saint-Louis, AG, 23/3/1918.
- 568 - S.R.F., AG, 16/1/1917.
- 569 - Ibid., AG, 13/3/1917.
- 570 - Ibid., AG, 12/2/1917.
- 571 - Ibid., AG, 20/3/1917, lettre du 20/2/1917.
- 572 - Ibid., AG, 20/11/1917.
- 573 - Ibid., AG, 21/1/1919.
- 574 - F. CROUZET, En guise de post-face, p. 601, in L'industrialisation en Europe au XIXe siècle.
- 575 - M. LEVY-LEBOYER, L'héritage de Simiand : prix, profit et termes. L'échange au XIXe siècle, p. 91. R.H., janvier-mars 1970.
- 576 - Sur les phases interdécennales, cf. J. BCUVIER, Feu François Simiand? A.E.S.C., septembre-octobre 1973.

Consommation et exportation des sucres (1815 - 1913)



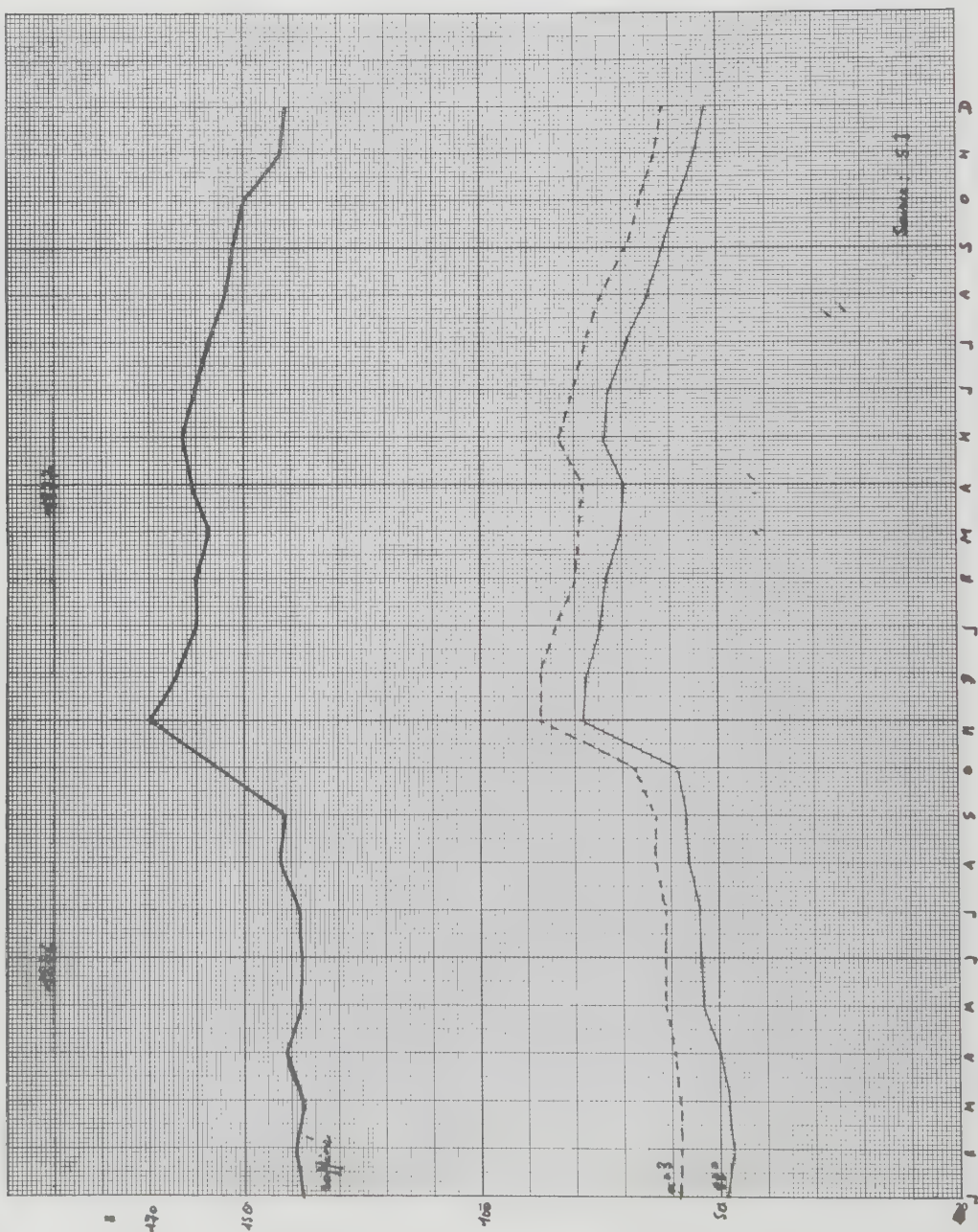
GRAPHIQUE N° 4

Consommation du sucre par habitant et produit de l'impôt (1815 - 1915)

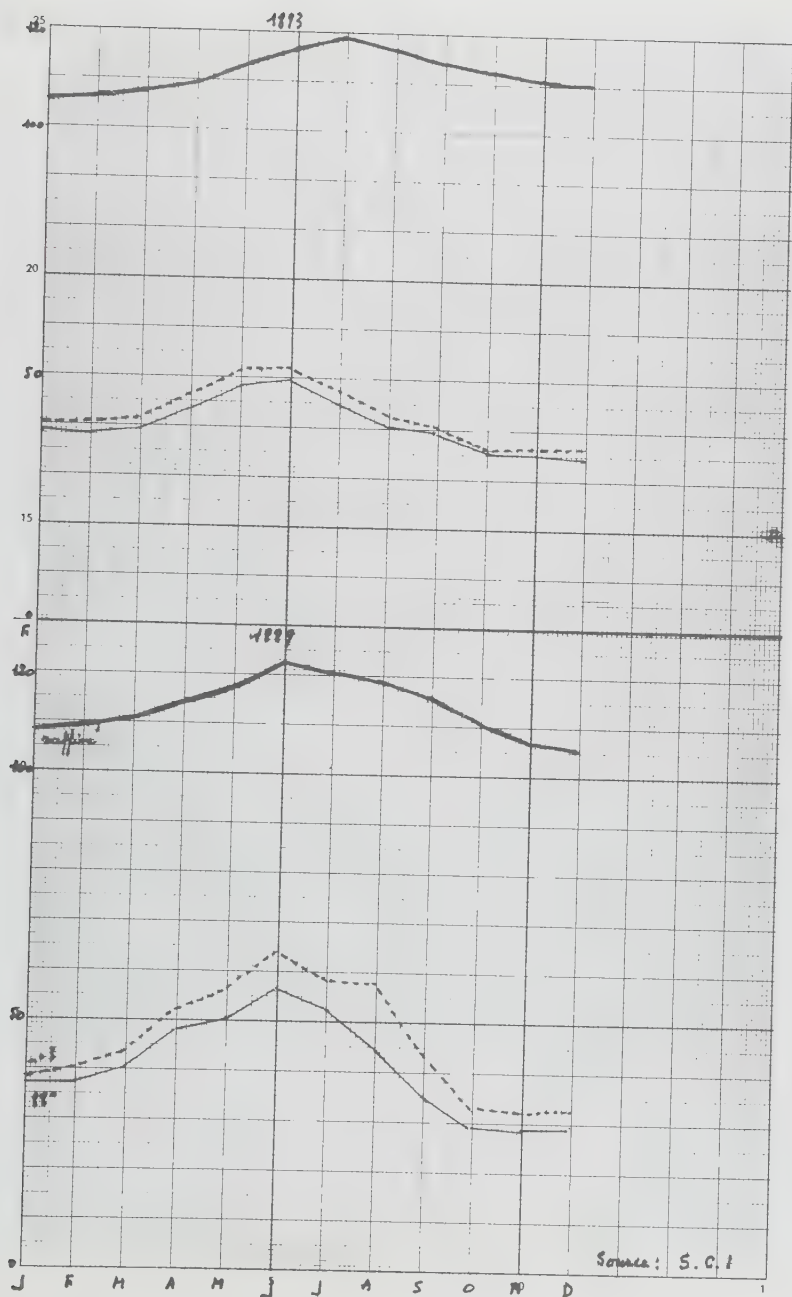


GRAPHIQUE N° 5

Cours du sucre en 1876 et 1877

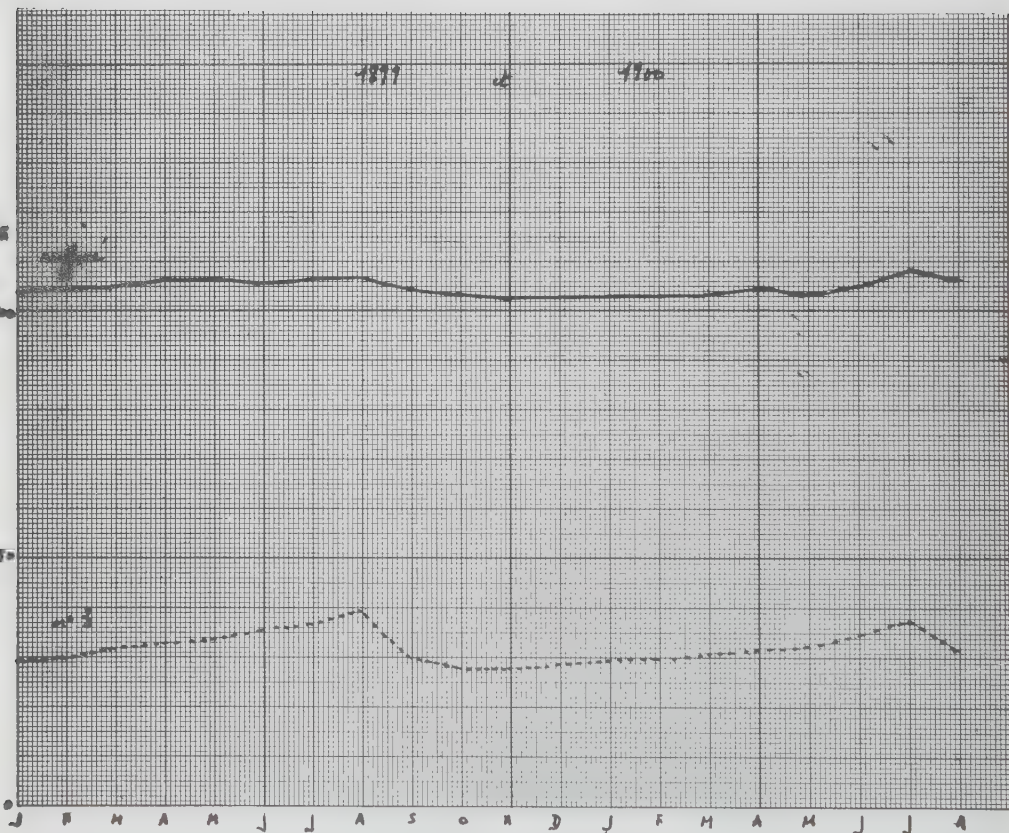


Cours du sucre en 1889 et 1893



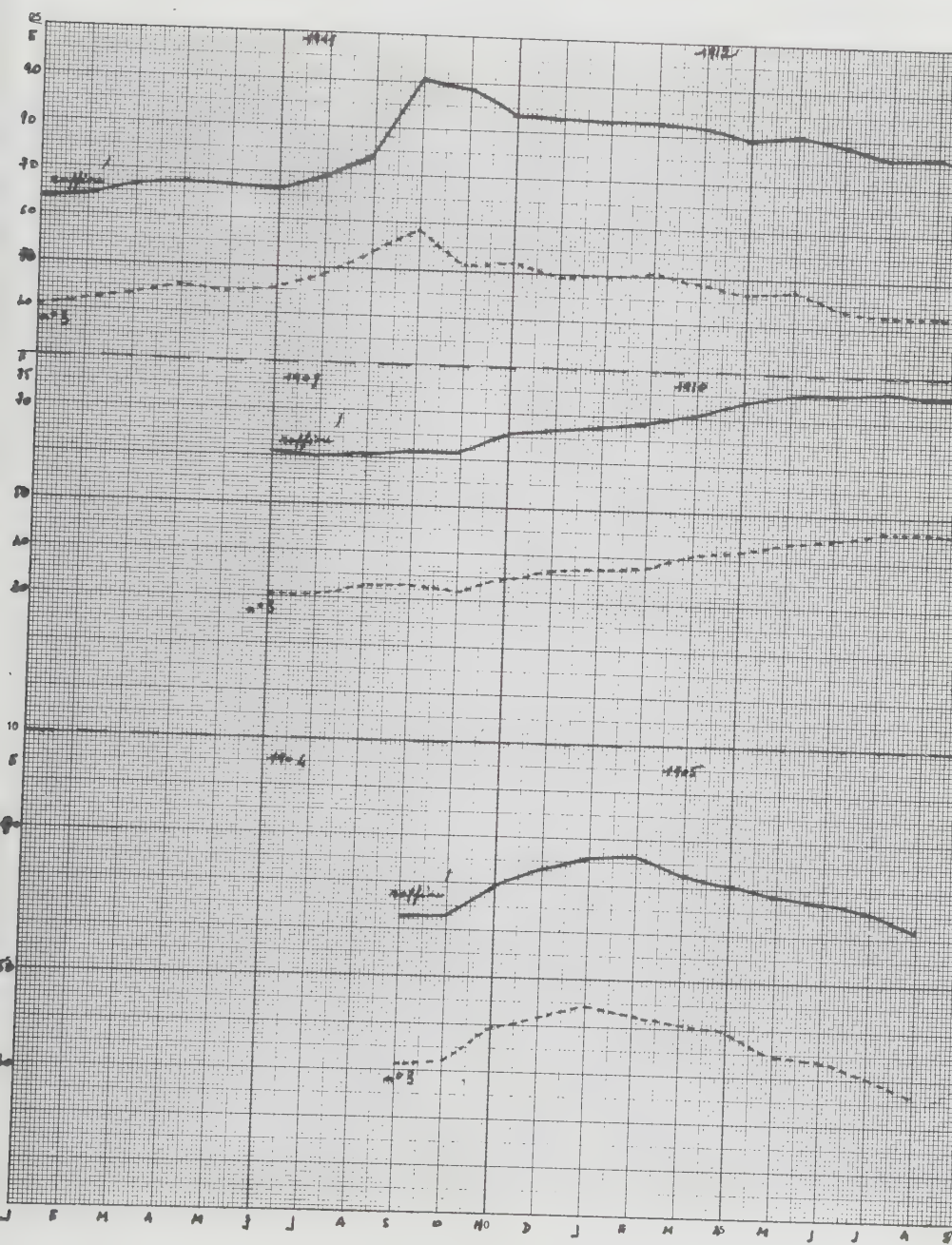
GRAPHIQUE N° 7

Cours du sucre en 1899 et 1900



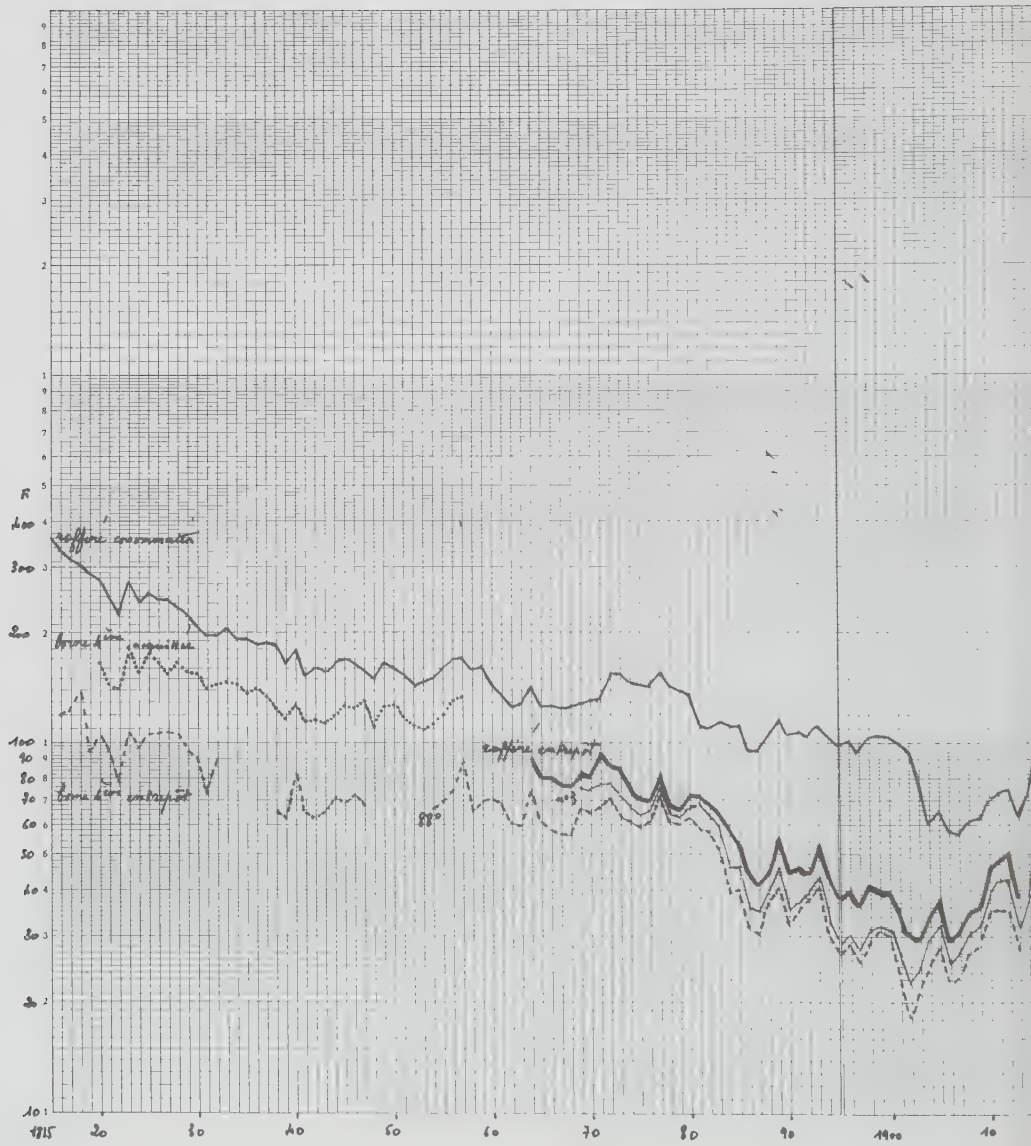
GRAPHIQUE N° 8

Cours du sucre en 1904/1905, 1909/1910 et 1911/1912



GRAPHIQUE N° 9

Cours du sucre de 1815 à 1920



Sources: Tableaux 11

Les DEBOUCHES des RAFFINERIES en 1917



TABLEAU N° 6.

Raffinés exportés : France et Marseille.
(tonnes)

Années	France	Marseille	%
1826	3.310	824	24,89
1827	4.588	2.101	45,79
1828	5.240	2.455	46,85
1829	5.702	3.052	53,52
1830	8.839	3.027	56,87
1831	9.918	5383	54,27
1832	16.878	9.799	58,05
1833	10.745	6.209	57,78
1834	2.745	2.561	93,29
1835	4.198	3.442	81,99
1836	7.423	6.486	87,37
1837	4.130	3.981	96,39
1838	5.537	4.613	82,56
1839	6.910	6.273	90,78
1840	3.608	3.505	97,14
1841	?	7.464	?
1850	?	12.933	?
1851	?	12.191	?
1852	15.330	11.310	75,08
1853	18.075	15.317	84,74
1854	24.914	19.457	78,09
1855	32.255	21.776	77,51
1856	36.329	26.080	71,78
1857	34.221	24.486	71,59
1858	56.378	37.743	66,59
1859	55.548	35.427	68,28
1860	51.654	30.276	58,61
1861	52.836	35.166	66,55
1862	79.509	47.055	59,18
1863	103.416	58.447	56,51
1864	91.486	56.539	61,80
1865	112.200	71.314	63,55
1866	93.100	58.975	63,34
1867	91.028	45.207	51,85
1868	82.092	42.964	52,33
1869	97.587	47.774	48,95
1870	96.341	44.214	45,89
1871	79.667	32.278	40,51
1872	158.593	47.011	33,92
1873	149.556	50.562	33,41
1874	184.792	56.077	30,34
1875	214.100	52.909	24,71
1876	185.676	44.183	23,80
1877	154.377	34.904	22,61
1878	166.936	33.920	20,32
1879	164.107	35.610	21,70
1880	123.912	32.358	26,35
1881	109.912	35.658	32,45
1882	109.243	40.670	37,23
1883	120.461	41.804	34,78
1884	111.494	37.324	33,47
1885	68.387	23.478	34,33

1885	96.219	31.346	32,57
1887	90.816	30.591	33,68
1888	105.347	41.390	39,28
1889	133.496	42.603	31,91
1890	142.745	44.864	31,42
1891	110.678	38.680	34,42
1892	116.677	42.557	36,48
1893	100.085	34.687	34,65
1894	106.098	35.926	33,86
1895	97.125	37.103	38,20
1896	85.699	36.025	37,64
1897	115.495	39.120	33,87
1898	109.537	37.760	34,47
1899	134.611	49.049	36,43
1900	162.875	50.154	30,79
1901	161.725	58.145	35,95
1902	145.163	60.702	41,61
1903	123.701	60.090	47,05
1904	129.249	50.208	43,48
1905	127.404	55.980	43,93
1906	146.134	72.871	51,20
1907	141.893	59.285	41,78
1908	141.653	61.657	43,52
1909	128.461	69.942	54,44
1910	111.300	53.527	44,78
1911	119.980	65.441	54,54
1912	143.435	73.147	50,99
1913	152.919	93.291	57,26

Sources : Julliany, Essai sur le commerce de Marseille, T. 3, p. 220 -
 2 : Marseille, S.C.I. - S.T.C.

TABLEAU N° 7

Les exportations de Nantes de 1852 à 1913.
(tonnes)

années	raffiné	candis	vergeoises	mélasse
1852	22			
1853	41			
1854	115			
1855	590			
1856	1.424			
1857	2.067			
1858	4.700			
1859	6.404			
1860	7.745			
1861	6.396			
1862	10.589			
1863	15.319			
1864	8.061			
1865	9.017			1.824
1866	3.951			1.310
1867	4.034			1.950
1868	5.827			887
1869	8.215			1.383
1870	6.122			1.295
1871	6.102			1.220
1872	10.782			1.735
1873	11.645			2.133
1874	10.962			2.411
1875	11.299			1.800
1876	8.236			2.866
1877	5.154			1.055
1878	6.147			963
1879	4.401			449
1880	8.403			236
1881	8.708			171
1882	4.260			90
1883	889		820	
1884	37		612	
1885	228		52	
1886	327			
1887	296			
1888	531			
1889	289			
1890	281			
1891	399			
1892	475	150		
1893	1.065	159		
1894	1.619	190		
1895	1.104	128		
1896	1.328	146		
1897	2.348	134		
1898	2.640	167		
1899	3.705	140		
1900	4.834	184		
1901	4.650	127	441	
1902	3.476	140	947	
1903	2.967	147	853	
			868	

1904	4.402	96	972
1905	3.792	130	570
1906	5.014	149	881
1907	5.276	176	1.052
1908	5.220	133	894
1909	3.217	117	809
1910	2.359	137	857
1911	3.576	211	248
1912	4.596	259	333
1913	6.431	233	359

Source : C C Nantes, S.C.I.

TABLEAU N° 8

<u>Les exportations de Bordeaux. (tonnes)</u>		
	Raffinés et bruts	Raffinés
1864	1.148	
1865	1.586	
1866	2.655	
1867	3.810	
1868	2.370	
1869	4.685	3.417
1870	5.215	
1871	2.348	
1872	5.945	5.020
1873	4.987	5.045
1874	8.221	7.841
1875	8.916	8.635
1876	6.383	5.835
1877	5.466	5.387
1878	7.399	
1879	5.996	
1880	5.311	
1881	5.619	5.278
1882	3.540	3.540
1883	6.390	
1884	3.809	3.630
1885	2.294	2.176
1886	3.103	
1887	3.201	
1888	6.496	
1889	6.915	
1890	5.935	
1891	2.472	
1892	2.667	
1893	2.135	
1894	2.931	
1895	3.163	
1896	4.934	
1897	3.993	
1898	3.592	2.565
1899	3.802	3.123
1900	6.386	3.802
1901	5.029	3.538
1902	5.693	3.723
1903	5.872	3.619
1904	5.119	?
1905	4.916	4.007
1906	5.284	3.495
1907	6.044	4.245
1908	8.011	5.421
1909	8.434	6.331
1910	7.701	6.064
1911	8.690	6.223
1912	6.044	5.531
1913	10.521	8.291.

Sources : Tableau général du commerce et de la navigation. C C Bordeaux
E.P.L.M.

TABLEAU N° 9

<u>Consommation de sucre par habitant (kg).</u>			
1815	0,6	1865	6,2
1816	0,8	1866	7,1
1817	1,2	1867	7,1
1818	1,1	1868	6,1
1819	1,2	1869	7,3
1820	1,5	1870	5,8
1821	1,4	1871	7,8
1822	1,6	1872	5,1
1823	1,2	1873	6,9
1824	1,8	1874	6,3
1825	1,6	1875	7,2
1826	2,0	1876	7,2
1827	1,6	1877	6,9
1828	2,0	1878	7,2
1829	2	1879	7,5
1830	1,8	1880	8,6
1831	2,3	1881	10,1
1832	2,1	1882	10,8
1833	2,1	1883	10,6
1834	2,6	1884	10,9
1835	2,9	1885	11,2
1836	2,8	1886	11,5
1837	3,3	1887	11,7
1838	3	1888	11,3
1839	2,9	1889	10,7
1840	3,1	1890	11,9
1841	2,9	1891	11,8
1842	3,3	1892	12,3
1843	3,1	1893	11,0
1844	3,4	1894	11,8
1845	3,3	1895	12,1
1846	3,6	1896	11,53
1847	3,7	1897	12,76
1848	2,7	1898	12,31
1849	3,4	1899	13,97
1850	3,2	1900	15,71
1851	3,2	1901	15,68
1852	3,7	1902	14,62
1853	4,0	1903	15,47
1854	4,2	1904	17,36
1855	4,4	1905	15,82
1856	4,5	1906	17,12
1857	4,7	1907	17,17
1858	5,6	1908	17,07
1859	5,3	1909	17,55
1860	5,5	1910	16,38
1861	6,4	1911	17,01
1862	6,5	1912	14,63
1863	6,7	1913	20,36
1864	5,5		

Sources : De 1815 à 1850, la consommation a été calculée à partir du tableau n° 2 - A partir de 1851, Cf. Statistique de la France, 1955 PP.259-260. Pour la période 1893-1913 on a aussi utilisé le tableau n° 2.

TABLEAU N° 10.

Produit et poids de l'impôt du sucre.			
	Impôt (en millions de F)	Impôt sur 100 kg de raffiné (F)	% de l'impôt dans le prix du raffiné
1815	12		
1820	27		
1825	25		
1830	22		
1835	31		
1840	35		
1845	57		
1850	56		
1855	45		
1860	92		
1861	87		
1862	122		
1863	155		
1864	91	52,36	36,56
1865	111	46,97	36,98
1866	111	46,43	36,41
1867	111	46,52	36,92
1868	111	47,98	37,77
1869	114	45,55	35,31
1870	103	49,82	38,03
1871	140	38,02	28,91
1872	107	68,83	44,29
1873	173	70,28	45,34
1874	152	73,68	49,78
1875	181	73,53	50,62
1876	190	72,60	50,60
1877	170	73,28	46,99
1878	190	73,47	51,32
1879	179	73,21	51,88
1880	179	64,71	46,75
1881	136	40,05	35,58
1882	148	40,75	36,92
1883	148	40,04	38,27
1884	171	44,16	42,73
1885	172	50	48,24
1886	138	50	36,68
1887	131	55,97	57,34
1888	159	60	56,67
1889	144	60	52,44
1890	172	60	57,02
1891	196	60	56,56
1892	204	61	58
1893	195	60	53,17
1894	196	60	57,60
1895	189	60	60,89
1896	193	60	59,81
1897	186	60	58,01
1898	182	60	58,29
1899	200	64	61,17
1900	184	64	61,57

1901	155	64	64,10
1902	180	64	67,86
1903	162	52,35	64,23
1904	152	27	44,06
1905	136	26,97	41,33
1906	146	28,01	48,91
1907	156	25,91	45,34
1908	159	25	41,33
1909	165	25,51	41,09
1910	167	25	34,91
1911	186	25,09	33,97
1912	184	24,51	32,58
1913	191	25	39,37

Sources : Pour le produit de l'impôt : J. HELOT, Le sucre de betterave en France de 1800 à 1900, p. 210 (jusqu'en 1867). Statistique de la France, 1906, p. 487. Pour le poids de l'impôt, cf. tableau n° 11.

TABLEAU N° 11

a - Cours moyen des sucres à Paris de 1815 à 1839.
(100 kg acquittés)

années	bonne 4e (canne)	raffiné	années	bonne 4e (canne)	raffiné
1815		360	1828	166,10	236,15
1816		330	1829	158,80	222,62
1817		315	1830	157,55	209,30
1818		304,30	1831	141,75	196,25
1819		287,27	1832	146,50	198,30
1820	163,85	279	1833	147,40	204,30
1821	144,90	249,47	1834	144,25	193,65
1822	140,80	234,82	1835	137,37	192,50
1823	181,20	275,10	1836	141,56	188,86
1824	158,50	241,10	1837	135,40	189,16
1825	174,70	253,55	1838	126	186,90
1826	166,40	244,60	1839	118,90	163,91
1827	175,25	244,95			

Source : AN F 12 2546.

b - Prix moyen de la bonne 4e au Havre (100 kg entrepôt) F

années	Antilles	années	Antilles	Porto-Rico
1816	120	1838	65,22 F	62,20
1817	123,75	1839	63,76	57
1818	139	1840	82,62	70,62
1819	95,50	1841	65,50	58,28
1820	104,50	1842	63,62	50,08
1821	95,25	1843	65,86	49,13
1822	78	1844	71,38	52,80
1823	108,50	1845	69,42	57,92
1824	96,50	1846	72,26	62,75
1825	106	1847	68,42	63
1826	107	moyenne	68,40	58,39
1827	108,25			
1828	107,50			
1829	94,50			
1830	91			
1831	73,50			
1832	90,50			
moyenne	102,30			

Source : AN F 12 2550 A.

TABLEAU N° 11

c - Cours moyen des sucres à Nantes de 1827 à 1857.
(100 kg acquittés)

années	bonne 4e	raffiné	années	bonne 4e	raffiné
1827	160	250	1847	130,50	158
1828	145	232	1848	111	150
1829	143	214	1849	128	166
1830	142	204	1850	129	162
1831	128	190	1851	119	156
1832	135	198	1852	112	146
1833	132	182	1853	110	148
1834	131	180	1854	113	150
1835	126	168	1855	120	160
1836	131	182	1856	131	169
1837	124	178	1857	133,50	171
1838	114	162	Source : Courrier de Nantes		
1839	113	158	1/3/1858.		
1840	128	180	1858		159,50
1841	115,50	152	1859		162
1842	116	160	1860		145
1843	115	158	1861		135
1844	120	166	1862		128,75
1845	127	170	1863		129,50
1846	126,50	166			

Source : Courrier de Nantes, moyennes calculées à partir des cours mensuels.

d - Cours moyen des sucres à Paris de 1854 à 1920 (100 kg)F

années	88 ²	n° 3	raffiné acquitté	raffiné (entrepôt)
1854	67,10			
1855	69,42			
1856	74,07			
1857	88,52			
1858	65,69			
1859	69,57			
1860	70,75			
1861	68,49		127	
1862	61,19		128	
1863	60,79		129	
1864	74,40		143,20	90,84
1865	60,70		127	80,03
1866	58		127,50	81,07
1867	57		126	79,48
1868	56,75		127	79,02
1869	66,25	75,94	129	83,45
1870	64,50	74,37	131	81,18
1871	67,50	77,07	131,50	93,48
1872	70,20	77,78	15,40	86,57
1873	62,80	72,08	155	84,72
1874	60,75	66,04	148	74,32

1875	58,75	63,89	145,25	71,72
1876	61,65	65,62	143,45	70,85
1877	72,30	75,10	155,95	82,65
1878	61,57	64,06	143,15	69,68
1879	60,20	63,06	141,10	67,89
1880	63,07	66,98	158,40	73,69
1881	58,83	68,35	112,55	72,50
1882	57,44	64,18	110,55	69,60
1883	51,86	59,04	104,60	64,56
1884	39,25	45,95	103,34	59,18
1885	40,28	45,55	103,63	53,63
1886	31,40	35,72	95,42	45,42
1887	30,88	35,15	97,60	41,63
1888	37,41	39,92	105,87	45,87
1889	40,72	45,99	114,41	54,41
1890	32,11	35,28	105,21	45,21
1891	35,63	36,88	106,08	46,08
1892	37,64	38,64	105,16	44,16
1893	40,51	42,62	112,84	52,84
1894	30,78	32,50	104,16	44,16
1895	27,05	28,62	98,53	38,53
1896	28,65	30,45	100,51	40,51
1897	25,66	26,79	96,19	36,19
1898	29,62	31,37	105,29	45,29
1899	31,02	31,89	104,61	40,61
1900	30,13	30,90	103,93	39,93
1901	22,52	26,08	99,83	35,83
1902	18,11	22,18	94,51	31,51
1903	22,21	25,48	81,50	29,15
1904	26,24	29,47	61,27	34,27
1905	28,53	32,44	65,75	38,76
1906	22,62	25,78	57,26	29,25
1907	23,97	26,88	57,14	31,23
1908	27,21	30,21	60,48	35,48
1909	28,60	31,82	62,07	36,56
1910	35,89	39,98	71,60	43,60
1911	35,85	42,48	73,85	48,76
1912	35,87	42,34	75,23	50,72
1913	27,29	30,86	63,20	38,50
1914		38,63	73,23	
1915		72,55	104,00	
1916		78,60	121,50	
1917		97,00	151,25	
1918		105,00	177,66	
1919		110,00	190,00	
1920		255,83	508,83	

Sources : S.I.C. et J.F.S. (en particulier, 26/5/1864 - 29/8/1877 -
23/3/1895 - 25/10/1916) cf. Boizard et Tardieu, p. 375.

DEUXIEME PARTIE

LES GRANDES ENTREPRISES FAMILIALES

CHAPITRE V

LA FORMATION DES GRANDES ENTREPRISES (DEBUT DU XIX^e SIECLE - 1864).

Dans le raffinage du sucre, la grande entreprise apparaît dans les années 1840 et s'affirme au temps du Second Empire. Toutefois, le rythme de la concentration n'a pas été le même partout. Au Havre, Nantes et Marseille, il y a eu jusqu'en 1847 à la fois accumulation du capital et concentration sur le plan local. A partir de 1852, l'accumulation du capital a continué, mais on a assisté aussi à la création de vastes fabriques bien outillées, tandis que les affaires artisanales disparaissaient définitivement. A Bordeaux, par contre, le mouvement de concentration a été lent, beaucoup de petites fabriques se sont maintenues et la formation de capital est restée faible.

1- Les raffineries du Havre.

A- Le raffinage du sucre depuis le début du XIX^e siècle.

Au Havre et à Honfleur s'est progressivement fixée une industrie présente au début du XIX^e siècle dans tous les grands ports de la Manche : à Dieppe, Fécamp, Caen, Cherbourg et surtout Rouen. Pourtant, en 1789, une seule raffinerie de sucre existait au Havre, celle de P. Duval-Monville (1), tandis que Rouen en possédait quatre (2). En 1825, la valeur de la production des 7 raffineries du Havre en activité était de 1.250.000 F (3). Le démarrage de la raffinerie au Havre a coïncidé avec l'installation de Joseph Clerc à Harfleur en 1828 et de Charles et Camille Saglio à Ingouville en 1834 (4). Toutefois, certains déplorait que les raffineries ne s'étaient pas "multipliées" à cause de la concurrence de Paris où Le Havre expédiait une grande partie de ses sucres bruts (5). Cependant, à partir de 1837, une foule d'entrepreneurs, surtout des épiciers en gros se sont lancés dans le raffinage (6). En 1857, les acquittements se montaient à 6.625.316 kg (7).

Le Havre l'emporta définitivement sur Rouen. Sans doute, le développement d'un grand marché exotique au Havre a attiré les raffineries. Mais surtout les difficultés de la navigation en Basse-Seine (8), la faiblesse des capitaux engagés dans l'industrie du sucre (9), un certain dédain pour les techniques nouvelles (10) et, enfin, les aléas propres à chaque entreprise, comme celle de Huard trop tôt engagée dans le travail du sucre indigène (11), expliquent ce déclin.

Dans les années 1840, les Saglio occupaient le premier rang dans le raffinage du sucre (12). Ils louaient toujours l'usine d'Ingouville (13). En 1839, ils fondaient une société pour exploiter celle de Harfleur cédée par les Clerc-Kayser (14). En 1848, il existait au Havre, 13 raffineries et à Rouen, il n'en subsistait plus que 2 (15). Pendant la crise, de nombreux petits raffineurs ont cessé leur fonte (16), de même les Saglio ont fermé Harfleur (17) pour se livrer à la fabrication du sucre candi dans leur usine de Graville (18). Dès 1851, 9 raffineries étaient de nouveau en activité (19).

Ainsi, la structure de la raffinerie du Havre ne s'est pas transformée depuis les années 1830; Les entreprises, grandes ou petites, s'étaient simultanément multipliées et la crise a frappé aussi bien les Saglio que les artisans-raffineurs; il n'y a donc pas eu vraiment, localement, de concentration. Le fait essentiel, par contre, fut la concentration géographique du raffinage du sucre au Havre qui s'est effectuée aux dépens de Rouen.

La véritable mutation a commencé avec le Second Empire. Dès 1852, un raffineur d'Anvers, J.P. Gevers montait une grande raffinerie. En 1856, un anglais, Edward John Knight, négociant à Anvers fondait la Raffinerie du Havre, société en commandite par actions, au capital de 750.000 F et il faisait construire une grande usine (20). Mais l'affaire étroitement liée à la Compagnie Franco-Américaine de Lyon (21), a sans doute pâti des difficultés de cette dernière, puisqu'elle n'a marché que pendant 6 mois (22). Mais rachetée par la Société Cor, Haentjens & Cie, elle n'est pas restée longtemps inactive.

Ainsi, le processus de concentration qui est d'amener une réduction du nombre des producteurs à mesure que la production grandit et que la demande s'accroît, ne s'est pas manifesté au Havre au niveau de la grande entreprise, puisqu'elles se sont multipliées - ce qui, d'ailleurs, n'a pas empêché la maison Clerc-Kayser, de prospérer. Cependant, il y a eu, malgré tout, concentration industrielle, dans la mesure où les petites raffineries ont disparu. Dans la mesure aussi, où à Rouen, l'industrie du sucre achevait de mourir. En 1861, trois sociétés travaillaient (dans 4 raffineries), plus de 26.000 tonnes de sucre brut (23) et ensuite

ce chiffre n'a pas sensiblement varié (24).

B- Les entreprises.

La Société Joseph CLERC-KAYSER & Cie.

En 1825, Clerc est devenu commissionnaire au Havre. Il était commandité et soutenu par le banquier parisien Paravey (25). Né à Belfort, le 14 octobre 1793 (26), il entra comme associé en 1822 chez Antoine Bruat négociant à Marseille (27). En 1823, il épousa à Strasbourg Alexandrine Kayser, fille d'un ancien négociant, parent des Saglio. Mais en avril 1828 la société Clerc a dû suspendre ses paiements à la suite du suicide de Paravey et de la liquidation de ses affaires (28). Pour échapper à la faillite, J. Clerc s'engagea alors à payer toutes ses dettes et ses créanciers lui firent confiance (29).

Avec l'aide de sa belle-mère et des Saglio (30), il s'est alors tourné vers le raffinage du sucre. Dès 1828, il a remis en marche une usine à Harfleur et son succès lui a permis, l'année suivante, de régulariser l'entente avec les Saglio (31). En 1834, on a prorogé l'association (32). Florent Saglio, député du Bas-Rhin et Théodore Humann (33), receveur général de Strasbourg, participaient aussi à la commandite qui atteignait 1,2 M. A la même époque J. Clerc installait à Paris un bureau pour l'achat et la vente des sucres indigènes.

Depuis 1830, la raffinerie d'Harfleur est restée la propriété indivise des quatre enfants de Mme Kayser (34): Alexandrine, Louis, Frédéric et Alexandre, négociant à Point-à-Pitre. Mais en décembre 1838, ce dernier dûit liquider ses affaires à la Guadeloupe. Pour éviter la saisie, les Clerc ont alors vendu leur établissement aux Saglio et, après la dissolution de la société (35), J. Clerc est parti pour les Antilles pour aider son beau-frère. A son retour en 1841, les Saglio lui ont alors cédé l'exploitation de la raffinerie d'Ingouville que leur louait depuis 1837, le banquier parisien Auguste Thurneysen (36).

Celui-ci avait repris en 1827 la suite de la maison Contard. Avec son appui, J. Clerc s'est de nouveau lancé dans le raffinage. En 1847, il travaillait 1.500.000 kg de sucre brut (37). A cette époque Thurneysen et le négociant francfortois Jean-Henry de Bary participaient directement à l'affaire. Après la crise, ils ont créé une société en commandite par actions au capital de 600.000 F qui s'occupait en plus de commission et d'armement (38).

Depuis 1844, J. Clerc siégeait à la Chambre de commerce du Havre et le 14 octobre 1853 ses collègues l'ont élu à la présidence. L'année suivante, il acheva de rembourser ses dernières dettes, la prospérité de sa maison était alors de notoriété publique (39). En 1856, le capital de la société Clerc fut porté à 1.500.000 F (40), pour étendre les opérations de la maison de commission de Paris confiées à un co-gérant, Alexandre Chamot, le beau-frère de Charles Thurneyssen, responsable de la banque Thurneyssen depuis 1849. Sa faillite prononcée par le Tribunal de commerce de Paris le 19 mai 1857 (41) permit aux Clerc-Kayser de devenir définitivement majoritaires dans leur entreprise. En prévision de la débâcle, dès septembre 1856, la société avait abandonné la forme de la commandite par actions pour redevenir une société en commandite simple (42). J. Clerc voulait éviter de nouvelles ventes d'actions à des gens étrangers à la société, car on spécifia dans la nouvelle rédaction des statuts qu'il ne serait plus émis d'actions et que les parts qui les remplaçaient devaient être offertes en priorité aux associés. A. Thurneyssen, dont la situation exacte dans la banque n'était pas très claire (associé ex nom collectif ou commanditaire ?), dut céder les 30 parts qu'il détenait au syndic de la faillite. Celui-ci les revendit à J. Clerc (43).

A la fin de 1858, A. Chamot renonça à la co-gérance (44), et il fut remplacé par Camille Clerc qui s'occupa de la gestion des raffineries du Havre, tandis que son père s'installait définitivement à Paris pour reprendre en main la maison de commission. Dès 1859, la société Clerc mettait en oeuvre 12.000 tonnes de sucre brut avec 250 ouvriers (45). Chaque année les initiatives se succédaient : location de la confiserie Saglio en 1859, augmentation du capital social porté à 1.700.000 F par l'entrée d'un nouvel associé co-gérant, Georges Pochet, de la banque De-guerre-Heuzey du Havre, en 1860, achat de 2 fabriques de sucre indigène à Frais-Marais et Roost-Warendin dans le département du Nord en 1863 avec la formation de la société Vavin & Cie au capital de 400.000 F dont 350.000 F fournis par les Clerc (47).

Ainsi, peu à peu, les Clerc ont réalisé une concentration verticale de leurs activités : achat, transport, vente de sucre exotique et indigène, fabrication de sucre de betterave, raffinage et assurances. De plus, J. Clerc et son fils siégeaient dans plusieurs conseils d'administration et de surveillance : on trouvait le premier à la Cie d'Assurance Maritime, à L'Equateur et surtout à la Cie des Docks et Entrepôts du Havre, et le second au Sous-Comptoir du Commerce et de l'Industrie. Toutefois, à partir de 1858, il semble qu'ils ont surtout misé sur le commerce du sucre plutôt que sur le raffinage (48).

La Société GEVERS & Cie.

C'est le 17 août 1852, que Pierre-Jean Gevers avait créé sa société en commandite par actions au capital de 1 M (1.000 actions de 1.000F) (49) pour monter dans une ancienne minoterie de Graville une raffinerie de sucre comme "d'après un système complet de procédés nouveaux" (50).

L'installation de Gevers au Havre donna lieu à une polémique. Un négociant, Larreguy lui reprochait d'être venu en France à cause du drawback (51). De son côté, Joseph Clerc avouait qu'il développait sa raffinerie en vue de l'exportation et que celle de Gevers en construction au Havre n'avait que cette perspective (52). Gevers contesta ces affirmations (53). D'après lui, les avantages que l'on pouvait retirer du drawback étaient balancés, d'une part, par les difficultés d'approvisionnement que rencontrait la raffinerie française (pacte colonial), d'autre part, les frais de premier établissement, les matériaux de construction, et le matériel était plus chers qu'en Belgique. En France, on dépensait aussi le double pour la main-d'oeuvre, le triple pour le charbon. Avec humour, Larreguy écrivait : "Tous ces avantages, dont M. Gevers pouvait jouir chez lui comme belge et raffineur, il les abandonne (ce qui n'est pas exact, car il possédait toujours une usine à Anvers) pour venir exploiter la misérable législation française". En 1853, Gevers n'exporta que 31698 kg sur une fabrication de 2.700 tonnes, mais selon Larreguy, "il s'agissait pour lui, uniquement, de peloter en attendant une partie plus sérieuse, celle à engager avec la législation anglaise, telle qu'elle devait être mise en vigueur au 5/7/1854". Il en a profité, puisque son usine pouvait traiter en 1859 6.000 à 7.000 tonnes de sucre et qu'en 1862 et 1863 il a dépensé plus de 450.000 F pour porter sa fonte à 12.000 tonnes par an (54). Un de ses mérites fut d'intéresser de nombreux négociants du Havre au raffinage du sucre (55).

La Société COR, HAENTJENS & Cie.

En juillet 1858, deux armateurs, Louis Cor et Henri Haentjens, ont acheté avec l'aide de quelques amis la raffinerie Knight (56) et ils ont fondé une société en commandite simple, la "Raffinerie du Havre" au capital de 1.500.000 F. La part des deux gérants se montait à 423.000 F et celle des commanditaires à 1.077.000 F (57). Depuis 1833 L. Cor exploitait la ligne Le Havre-La Havane. Quant à la société Haentjens frères elle tenait à Nantes une place honorable dans le commerce des sucres des Antilles (58). Les commanditaires de Cor et d'Haentjens étaient en majorité originaires de Paris.

Dès 1858, la raffinerie Cor & Haentjens mettait en oeuvre 6 à 7.000 tonnes de sucre brut, en 1860 8.000 tonnes (59) et 9.000 tonnes en 1861. Les possibilités offertes par la nouvelle législation des sucres ont conduit alors ses gérants à doubler la capacité de fonte de leur usine qui a atteint en 1866 20.000 tonnes, mais le travail n'a jamais dépassé 17.000 tonnes (60).

Toutes les raffineries de sucre du Havre ont eu pour origine les initiatives d'entrepreneurs étrangers à la ville. Aucune grande dynastie locale de raffineurs n'a surgi comme à Nantes ou Marseille. Le négoce normand boudait le raffinage du sucre et ne jouait qu'un faible rôle dans la commandite des sociétés. Aussi J. Clerc chercha chez les banquiers un appui financier - à Paris chez les Thurneysen et au Havre chez Heuzey - ; quant à la raffinerie Cor, elle utilisait les avances de la maison Haentjens de Nantes (61). Fait essentiel, il ressort que de 1859 à 1866, les raffineurs du Havre, à l'exception des Clerc-Kayser, se sont lancés dans d'importants investissements pour développer leur production afin d'exporter davantage.

2- La raffinerie de Honfleur.

A Honfleur, la première raffinerie de sucre fut montée en 1822 par Auguste Morin, négociant à Montivilliers. Elle semble avoir disparu très vite. La seconde fut créée en 1824 par Olivier Lecarpentier et son cousin Armand Nicolas Lacoudrais et son histoire se confond avec celle du raffinage du sucre à Honfleur (62).

La famille Coudre-Lacoudrais occupait à la fin du XVIIIe siècle la première place dans le négoce à Honfleur, mais elle fut ruinée par la Révolution et les guerres de l'Empire (63). En 1807, A. Lacoudrais a créé avec V. Bréard une banque à Honfleur où il a engagé les 12.000 F qui lui venaient de ses parents (64). Il a gagné dans cette affaire, 30.000 F. En 1814, il s'est associé avec son cousin O. Lecarpentier, épiciier en gros (65). Pendant quatre ans ils ont réalisé de forts bénéfices, mais, de 1818 à 1824, ils ont subi quelques pertes et ils ont alors envisagé de construire une petite raffinerie. Après quelques essais, en 1823, ils se sont décidés à envoyer à Paris un de leurs employés, Louis Goulley, pour étudier les meilleurs procédés de raffinage. Et en décembre 1824, ce dernier prenait la direction de la fabrication de l'établissement de la rue Bavolle (66). Le 24 décembre 1826, un incendie détruisait en partie

l'usine et les associés en profitèrent pour l'agrandir. A partir de 1830, le neveu d'A. Coudre-Lacoudrais, Victor François Dubourg aida à l'exploitation. La fonte ne dépassait pas alors 150 barriques par mois, mais en 1841, elle atteignit 700 barriques, et une distillerie de mélasse compléta les installations (67). Depuis 1824, la raffinerie donnait régulièrement des bénéfices.

Les profits de la raffinerie de Honfleur de 1825 à 1841.

Date des inventaires	Part d'A. Lacoudrais	Part supposée d'O. Lecarpentier
31/3/1825	10.000 F	:
31/12/1827	10.000	:
31/12/1828	28.000	:
31/12/1829	26.000	:
31/ 3/1831	42.000	: 400.000 F
31/ 3/1832	41.000	:
31/ 3/1834	20.000	: à
31/ 3/1835	85.000	:
31/3/1836	62.000	: 420.000 F
31/ 3/1837	55.000	:
31/ 3/1838	64.000	:
	443.000 F	
31/ 8/1839		131.000 F (totalité des
31/ 8/1841		161.000 F bénéfices)

Le tableau ci-dessus fournit un état approximatif des gains réalisés par Lacoudrais (68). Il a été établi par V. Dubourg, qui n'avait sans doute pas encore accès aux livres, car les chiffres avancés pour le dernier exercice diffèrent légèrement de ceux de l'inventaire du 31 janvier 1841 (69). Quant à Lecarpentier, si, en 1825, il possédait dans l'affaire un capital égal à celui de Lacoudrais (60.000 F chacun), en 1839 par contre, sa mise était plus faible. De toute façon, de 1825 à 1841, on voit croître régulièrement les profits. Ceux-ci étaient en grande partie réinvestis, mais, prudents, Lecarpentier et Lacoudrais ont amorti beaucoup de travaux neufs sur prix de revient (environ le tiers des dépenses effectuées dans la raffinerie (estimées à 500.000 F)).

Le renouvellement de la société en 1841 va poser la question de la place de V. Dubourg dans l'association (70). Il disposa de la signature sociale comme les autres associés (71): Lecarpentier et Lacoudrais ont fini par la lui accorder après maintes discussions. Le fonds social était de 1.700.000 F. La part de Lecarpentier se montait à 672.000 F, celle de Lacoudrais à 725.000 F, tandis que Dubourg apportait 303.000 F. Le tiers du bénéfice était distribué "au marc le franc" du capital social et le solde formait 60 lots : 23 pour Lecarpentier, autant pour Lacoudrais et 14 pour Dubourg. Enfin, l'entrée de Barthélémy Lecarpentier dans l'affaire était envisagée avec une participation financière de 100.000 F. Elle se

produisit en juillet 1846, et l'on fixa le capital à 1.837.610,48 F (71). Toutefois, B. Lecarpentier, s'il participait aux bénéfices, n'avait pas la signature sociale et il demeurerait exclu du partage de l'actif en cas de liquidation. En 1847, la raffinerie travailla pour 5,5 M de sucres bruts avec 180 ouvriers. Son chiffre d'affaires se montait à 6,3 M. En 1848, la production diminua de 50 % (72).

En 1852, après la disparition d'O. Lecarpentier (73), une nouvelle association réunissant MM. Lacoudrais, B. Lecarpentier, V. Dubourg et L. Goulley, admis "en reconnaissance de ses bons services", se substitua à l'ancienne. Elle disposait d'un capital de 2.300.000 F (74). Au raffinage du sucre, elle ajoutait aussi le commerce et le travail du bois (75). La raffinerie de Honfleur fabriquait son noir animal et elle possédait des bureaux de vente et des entrepôts à Rouen, Le Havre, Caen et Paris. A. Lacoudrais, aveugle depuis 1841, demeurait malgré tout le chef de la maison et pour la répartition des bénéfices, les associés restaient fidèles à l'esprit des actes antérieurs (76).

Le 19 septembre 1857, la mort de B. Lecarpentier amena une nouvelle liquidation à un moment où l'affaire était en pleine prospérité. Le capital engagé atteignait alors 3.856.716 F (77). De nouveaux magasins, l'utilisation d'un vapeur "Le Honfleurais" pour transporter les sucres bruts du Havre à Honfleur et, dans l'autre sens les produits raffinés, prouvaient la vitalité d'une entreprise dont la fonte oscillait entre 8 et 10.000 tonnes par an et que l'on considérait comme l'une des mieux montées et dirigées de France (78).

L'année 1857 a marqué cependant un tournant pour la raffinerie de Honfleur. Reconstituée en 1858 avec le capital porté sur les livres en septembre 1857, la société Lacoudrais devait payer en 2 ans et demi 1.035.287 F aux héritiers Lecarpentier. Le premier versement eut bien lieu en mars 1858, mais les autres ne purent se faire comme prévu et la société supporta jusqu'en janvier 1865 un intérêt de 7,5 % sur les sommes non remboursées (79). En 1856 A. Lacoudrais avait perdu sa femme, et, en 1858, il dût rendre à son beau-frère 445.312 F investis dans la raffinerie (80). Ces ponctions apparaissent donc comme une des causes des difficultés éprouvées par la raffinerie de Honfleur à partir de 1863. Dans les sociétés en nom collectif (ou en commandite simple) le montant du fonds de roulement peut donc brusquement diminuer et si les entreprises ne trouvent pas de capitaux pour combler le vide fait dans leurs caisses, elles deviennent plus vulnérables et surtout cessent d'investir.

En 1860, Lacoudrais, Dubourg et Goulley pères "satisfaits du zèle et de l'activité" de Victor-Armand Dubourg et d'Henri Goulley décidèrent de les intéresser aux résultats de la société et la répartition des bénéfices changea une fois de plus (81). Conformément à la tradition

de la maison, c'était un premier pas vers l'association; les fils Dubourg et Goulley ne pouvaient donner que leur avis pour la gestion car ils n'avaient pas encore la signature sociale. La disparition d'A. Coudre-Lacoudrais, survenue le 2 avril 1861, n'a pas affaibli cette fois la société, Mme Dubourg, sa nièce, étant la seule héritière (82). Toutefois, les inventaires d'août 1860 et de juin 1861 confirment une certaine stagnation de la raffinerie de Honfleur (83).

D'ailleurs, l'acte de société de juillet 1862 (84), limitait les prélèvements sur le fonds social en interdisant tout retrait dépassant le sixième des sommes laissées dans la caisse, tant que le capital n'aurait pas atteint 4 M. Il consacrait aussi l'égalité de tous les associés pour la signature sociale et les bénéfices. Mais en 1863, pour la première fois depuis 1824, l'inventaire de fin d'année a accusé des pertes (85) et en 1864 la fonte a diminué (86). L'activité de la raffinerie dépendait étroitement du Havre puisque depuis longtemps, l'apport d'alluvions avait détourné le grand trafic de Honfleur (87). Ce handicap n'était donc pas nouveau, aussi l'essoufflement de l'entreprise ne peut s'expliquer que par la concurrence des raffineries du Havre et de Paris.

3- Les raffineries de Nantes.

A- La concentration.

En 1788, 11 raffineries étaient en activité à Nantes. Elles produisaient 450 tonnes de raffinés avec 80 ouvriers. Elles ne vendaient leurs produits qu'en Bretagne car le reste du royaume leur était fermé à cause des forts droits payés à Ingrandes (88). En faisant sauter la barrière d'Ingrandes, la Révolution permit le développement du raffinage du sucre aux dépens d'Orléans, car pour atteindre cette ville, le sucre brut supportait des frais de transport qui augmentaient le prix de revient de 6,5 %. De plus, à Nantes, les raffineurs pouvaient acheter des sucres avariés sur lesquels ils faisaient les plus gros bénéfices. Enfin, l'ancienneté du raffinage à Orléans favorisait la routine (89).

En 1790, René Rissel créa une grande manufacture avec l'aide de "fonds considérables" avancés par des négociants. En 1802, elle travaillait plus de la moitié des sucres mis en oeuvre, mais avec la reprise de la guerre, la situation se dégradait peu à peu (90). En 1808, on a achevé de fondre les sucres en magasin sans avoir pu faire aucun achat et seuls, deux éta-

blissements sont restés ouverts. Comme ailleurs, on se tourna vers la betterave. A la fin de 1812, 5 sucreries fonctionnaient, 3 à Nantes et 2 hors de la ville, mais l'échec fut total. Louis Say transforma sa sucrerie en distillerie et Rissel perdit plus de 100.000 F dans sa Fabrique Impériale (91).

Avec la paix, la fonte des raffineries nantaises passa de 1000 tonnes en 1817 à 7000 tonnes en 1833 (92). En 1828, elles employaient 379 ouvriers, 5.000.000 F de sucre brut et elles produisaient 5.600.000 F de raffinés (93). Pour la période 1827-1832, Guépin estimait à 3.000.000 F les capitaux investis dans le raffinage du sucre et le mouvement d'affaires qu'ils suscitaient de 15 à 18.000.000 F dont 10 à 12.000.000 F pour les pains (94).

L'installation d'entrepôts intérieurs et la suppression des primes à l'exportation en avril 1833 ont porté un coup sévère à l'industrie du sucre de Nantes. Elle n'exportait plus et résista mal à la dure concurrence que se faisaient les raffineries sur le marché français (95). Nantes était encore mal reliée à l'intérieur. La route de Nantes à Poitiers par Clisson n'était pas achevée, de même celle de Châteaubriant à Laval. Les communications avec Lyon, Marseille et la Normandie étaient très difficiles. De plus Paimboeuf s'envasait et la Loire n'était pas toujours navigable. Les basses eaux, les crues, les glaces paralysaient souvent les expéditions vers Orléans (96). En 1837, la fonte des raffineries était au plus bas; 7 fabriques n'utilisaient que 3000 tonnes de sucre brut, mais en 1840, 18 en traitaient 7000 tonnes avec un capital de 5 à 6.000.000 F. Ce redémarrage était dû à l'adoption de la cuite dans le vide par certains grands raffineurs (97).

Deux affaires avaient distancé les autres : la Raffinerie des Ponts d'Achille Say et de Jean-Baptiste Etienne et celle de Richebourg dirigée par Alexandre Gouté, Jean-Jacques Gouté et Eugène Massion-Rozier. Cependant, en Mars 1844, Florent Saint-Omer et Théophile Barré ont monté avec l'aide d'Adolphe Serre, une société en commandite par actions au capital de 1.200.000 F (240 actions de 5.000 F) (98). Ils ont acheté l'ancienne raffinerie Rissel et transformé le vieil établissement de la rue de la Brasserie en une grande usine pouvant fondre 6 à 7.000 tonnes de sucre. "Elle y parviendra si les débouchés le permettent", écrivait en 1845, avec perspicacité, un observateur (99). En 1846, d'autres entrepreneurs, Arnaud, Perdureau et Dureau ont reconstruit et remis en route la raffinerie des Récollets (100). Le même Dureau pensait que les raffineurs de Nantes pouvaient très bien utiliser les 20.000 tonnes de sucre importées par le négoce et il écrivait : "L'industrie sucrière a pris à Nantes, depuis quelques années une extension qui lui permet de tenir le premier rang... L'absorption des petites fabriques par les grandes est un fait en

quelque sorte accompli, dès lors la lutte n'est plus dans la cité, elle prend un caractère nouveau. Il ne s'agit pas de savoir si les produits de telle ou telle maison auront la préférence, il s'agit de savoir si Nantes pourra soutenir la concurrence que lui font les autres centres de production *. (101).

Cependant, à la fin de l'année 1847, la crise frappait l'industrie du sucre à Nantes. En 1848, la production baissait de plus de 50 % par rapport à l'année 1844 (102). Les maisons les plus anciennes ont bien résisté à la dépression et dès 1849, elles ont profité de la fermeture provisoire ou définitive des autres fabriques (103). Par contre, F. Saint-Omer, Barré & Cie ont cessé leurs paiements en juin 1848 (104), et Arnaud Perdereau et Dureau ont fermé les Récollets presque au même moment. Les associés n'avaient pu effectuer entièrement leur apport et ils avaient investi au-delà de leurs possibilités financières (105).

Toutefois, la réouverture de l'usine de Launay en 1852 et de celle des Récollets en 1855 par Nicolas Cezard, un des plus grands négociants français de l'époque, a donné aux raffineries de Nantes un rythme de croissance plus rapide qu'ailleurs. En 1855, elles pouvaient fondre 30.000 tonnes de sucre (106) et l'année suivante elles disposaient d'une capacité de travail de 40.000 à 45.000 tonnes (107). De 1852 à 1863, les acquittements des raffineurs avaient plus que quadruplé (108).

Paradoxalement, on retrouvait 4 grandes raffineries (comme en 1847) et il existait encore 4 petites raffineries (autant qu'en 1847), mais qui, toutes étaient des candiseries. Il y a donc eu un véritable arrêt de la concentration. Cependant, toutes les raffineries se sont agrandies, la demande de sucre augmentant plus vite que la production des usines. D'autre part, l'étroite spécialité des candiseries leur assurait un marché en pleine extension. D'où cet équilibre dans la croissance entre la grande et la petite entreprise.

B- Les grandes entreprises.

Les SAY et les ETIENNE.

A l'origine de la raffinerie Say & Etienne, on trouve une sucrerie montée en 1812 par Michel Delaroche et Armand Delessert, négociants à Nantes et dirigée par Louis Say (109). M. Delaroche avait créé une maison de commission au Havre en 1802. A la suite du blocus du port par les Anglais, il s'installa en 1804 à Nantes. Les relations commerciales se maintenaient avec les Etats-Unis. Grâce aux consignations fournies par ses agents de New-York, il a gagné des sommes considérables (110). L'idée de

travailler du sucre de betterave à Nantes lui fut inspirée par Benjamin Delessert, son principal commanditaire (111).

Né à Lyon le 9 mars 1774, Louis Say était le quatrième fils de Jean-Etienne Say dont le grand-père, drapier à Nîmes, s'était réfugié à Genève, après la révocation de l'Edit de Nantes. Il avait acquis de solides connaissances et avait beaucoup voyagé en Angleterre avec ses frères Jean-Baptiste et Horace et son cousin M. Delaroche. Economiste, il eut des rapports amicaux avec Ricardo. L'oeuvre de son frère a éclipsé la sienne (112). Protectionniste modéré, il a cependant dénoncé le pacte colonial et on trouve chez lui une apologie de l'entrepreneur qui réussit grâce à ses capacités intellectuelles et véritable capital qui lui procure confiance et crédit. Il avait monté une fabrique de calicots à Abbeville, et une maison de commission qui travaillait de concert avec la filature de coton de J. B. Say à Auchy - Les Hesdins. Mais en 1811 la crise frappa durement l'industrie cotonnière et les Say abandonnèrent le textile (113).

Le 24 juin 1812, L. Say prit en location pour 3.000 F l'ancienne fabrique d'indienne Pelloutier et avec l'aide de Jacques Buchaud, un ouvrier raffineur expérimenté, (114) il la transforma en sucrerie. Toutefois les circonstances économiques l'obligèrent à se livrer surtout à la distillation de la betterave et, ce n'est qu'en mai 1814, après la chute de l'Empire, qu'il a fondé la Société Louis Say & Cie avec l'appui de MM. Delaroche et Delessert, qui lui ont fourni 85.000 F (115).

En 1820, lors du renouvellement de sa société (116), les capitaux investis avaient une triple origine : le négoce (les 50.000 F de Delaroche), l'accumulation des profits (les 60.000 F de L. Say) et le produit de la vente de biens de Mme Say et de son frère Isidore Maressal (20.000 F chacun). En 4 ans (de 1820 à 1823 compris) la mise de Mme Say lui a rapporté 33.143,24 F ce qui fait pour l'ensemble du capital un bénéfice de 232.619,30 F soit un gain moyen de 58.164 F par an (117) pour un travail d'environ 500 tonnes (118). Au départ le capital marchand a donc joué un rôle essentiel - ensuite l'accumulation des profits a permis le développement de la raffinerie.

En 1824, un désaccord a surgi entre L. Say et son beau-frère qui se retira de l'affaire en entraînant avec lui le contremaître Charles Hervieu. L. Say quitta alors le quartier des Ponts et s'installa dans les anciennes raffineries Coquebert et Alloueau, où le premier à Nantes, il utilisa la vapeur pour fondre ses sucres (119). En octobre 1826 un incendie ravagea la raffinerie (120), L. Say s'associa alors avec Jean-Baptiste Etienne, commis-négociant, fils d'un capitaine de navire et petit-fils d'un maître-perruquier) qui a investi 50.000 F dans l'entreprise en empruntant 24.000 F à un oncle (121). La part de L. Say se montait à 100.000 F (122).

Le 5 avril 1832 L. Say acheta la raffinerie de la Jamaïque à Ivry. En s'installant à Paris, il s'était rapproché des débouchés conquis par sa maison en Suisse (123) qui risquaient de tomber aux mains de concurrents mieux placés après la décision prise par le gouvernement d'autoriser l'ouverture d'entrepôts intérieurs à partir de février 1832.

En 1835 L. Say a cédé tous ses droits dans la société de Nantes à ses fils Achille et Gustave (124) qui achetèrent en 1836 avec J. B. Etienne les bâtiments Pelloutier, berceau de l'entreprise de 1812 à 1824 (125). Mais ce n'est qu'après le décès de L. Say en 1840 que l'association entre les trois hommes fut réorganisée sur de nouvelles bases (126). Le capital social, fixé alors à 1.000.000 F était réparti par moitié entre J. B. Etienne et les Say. De 1830 à 1840, la fonte de la raffinerie est passée de 1000 à plus de 3.000 tonnes (127) et, depuis 1836 on y utilisa la cuite dans le vide (128); J. B. Etienne et A. Say ont alors participé à égalité à la formation du fonds social qui se montait toujours à 1.000.000 F. En 1845, A. Say épousa Renée Etienne (129) et en 1849, le mariage de Louis Say et d'Euphémie Etienne (130) a encore renforcé les liens entre les deux familles.

De 1840 à 1844 la prospérité de la maison Say et Etienne s'affirma (131). En 1850 elle mettait en oeuvre 5.800 tonnes de sucre brut; à partir de 1852, elle profita de l'essor de l'économie et poussa sa fonte à 12.000 en 1855, puis à 25.000 tonnes en 1860 (132). Reconduite sous son ancienne forme en 1849, la société a accueilli en 1856 deux nouveaux associés: Emile et Gustave Etienne; quant à leur père il s'est retiré des affaires tout en restant associé commanditaire (133). Le capital social était fixé à 4.000.000 F, A. Say et J. B. Etienne ont fourni chacun 2 M, tandis qu'Emile et Gustave n'apportaient que leur industrie et leur travail. Le 27 novembre 1858 A. Say est décédé subitement. L'entreprise tomba alors aux mains de la famille Etienne car Edouard Say, le plus âgé des fils d'Achille n'avait que 8 ans. Ainsi fut rompue l'alliance de fait qui existait entre les raffineries Constant Say de Paris et A. Say & J. B. Etienne de Nantes.

Les Etienne réorganisèrent la société avec un capital de 3.000.000 F (134), mais sa production ne dépassa plus 25.000 tonnes (135). Il semble donc que les investissements se soient ralentis et le phénomène a coïncidé avec la disparition d' A. Say. En plus des 2 M de sa part de capital, celui-ci avait encore 1.190.026 F en compte-courant dans l'entreprise (136) et en 1865, la liquidation définitive de la communauté Say se montait à 5.080.522,98 F (137). A. Say avait donc gagné en 23 ans (de 1835 à 1858) dix fois plus d'argent que son père en 28 ans (138).

Ainsi, l'arrêt de la croissance de la raffinerie Etienne serait lié à une brusque diminution de son fonds de roulement. A Honfleur on a déjà remarqué quelque chose d'analogue. En période de grande expansion, le développement trop rapide des entreprises rend très vulnérables les sociétés de type familial car le maintien de ressources suffisantes dépend de plus en plus de la survie des associés. Dans les familles où les enfants sont nombreux - comme chez les Say et les Etienne - les héritiers qui connaissent les profits réalisés demandent intégralement "leur part" quand ils ne sont plus intéressés à l'affaire. La nécessité d'un plus large recours au crédit bancaire s'imposait donc.

Les MASSION - ROZIER.

A Nantes, existait rue Richebourg, une raffinerie plus ancienne que celle des Ponts puisque sa création remontait à l'Ancien Régime, mais ce n'est qu'en mars 1817 que Jean Colas l'a remise en marche (139). Depuis le début du XVIII^e siècle, les Colas tenaient une maison d'épicerie en gros. En août 1816, J. Colas et ses deux gendres Alexandre Gouté et Denis Rozier avaient fondé une société qui a réuni des activités allant de l'épicerie à la commission en passant par l'armement (140). Dès 1822, J. Colas cédait ses intérêts à ses gendres (141). E, 1828, D. Rozier prenait à son tour sa retraite. Son beau-fils Charles-Eugène Massion et le neveu d'A. Gouté Jean-Jacques, entraient alors dans l'association (142). Ch. E. Massion était originaire de Ménars dans le Loir-et-Cher où son père était notaire. J. J. Gouté était né à Tours où son père vendait des cuirs en gros.

On réduisit le capital de moitié avec le souci d'équilibrer les mises. A. Gouté s'était engagé à laisser dans les caisses tout l'argent en compte dans la société précédente, et ses associés d'y verser des fonds personnels à titre de prêt. L'association fut renouvelée en 1836 et 1848. Dans l'intervalle on avait reconstruit la raffinerie et doublé sa capacité de travail. En 1844 85 ouvriers ont fondu 3 M de sucre brut et ils ont fabriqué pour 3,5 M de raffinés (143). En 1856 J. J. Gouté se retira et Adolphe Desloges le remplaça (144), pour peu de temps d'ailleurs, car, en 1862, E Massion devenait propriétaire de l'établissement de Richebourg (145). Il fondait avec son fils Gustave et Henri Rougier-Lagane (146), une nouvelle société au capital de 1.800.000 F qui n'exploitait que la raffinerie, abandonnant à Desloges la maison de commerce du quai de la Fosse (147).

Comme pour les Say et Etienne, l'accumulation des profits a suffi à financer l'expansion de l'entreprise. En 1845, on estimait la fortune

ne de la communauté Colas à 843.444,76 F (148) et en 1847, la succession de J. Rozier se montait à 512.271,26 F (149). En 1828, A. Gouté disposait de 150.000 F et au début de 1854 son intérêt dans l'affaire atteignait 2.158.763 F (150) et à sa mort en 1868, il possédait une fortune de 4.310.110,50 F (151). J.J. Gouté qui vécut jusqu'en 1891 laissa 2.625.870,8 F (152). En 1891 aussi, les héritiers d'A. Desloges se partagèrent 1.099.548,26 F (154). Ces chiffres témoignent des importants gains réalisés par les Massion-Rozier qui en 1863, avec 190 à 200 ouvriers occupaient la troisième place dans le raffinage du sucre à Nantes (155), la première revenant aux Cezard.

Les CEZARD.

Nicolas Cezard (156) était né à Nancy le 12 juillet 1797. Son grand père était boulanger et son père Sigisberg Cezard, avait tenu pendant longtemps une petite mercerie. N. Cezard fréquenta le petit séminaire de Nancy. L'ayant remarqué par son intelligence et son aptitude au travail, son directeur le recommanda au comte d'Amerval, riche propriétaire lorrain installé au Brésil. Celui-ci lui offrit alors une place de gérant de plantation de sucre et de cage. N. Cezard s'embarqua pour Rio de Janeiro en 1816.

Mais son navire, assailli par une violente tempête, se brisa sur des écueils. Sauvés par un navire hollandais, les rescapés et, parmi eux, N. Cezard, arrivèrent au Brésil où M. D'Amerval ruiné et malade, ne put tenir ses promesses à l'égard de son compatriote. Celui-ci gagna alors Le Cap où un négociant lui proposa un emploi dans la maison Suermondt de Batavia. N. Cezard devint commis négociant à Java. Dès 1823, son sens des affaires lui valut une place de gérant dans la société et en 1827, à l'occasion de son mariage avec Sophie Petel, l'aînée des douze enfants de Charles Petel de Vaugarnie, principal commanditaire de la société Suermondt, son nom s'ajoutait à celui de l'ancienne raison sociale.

N. Cezard a développé alors les activités commerciales de sa maison dans tout l'extrême Orient et l'Inde et a expédié de plus en plus de marchandises vers la Hollande et la France. C'est surtout avec Nantes qu'il tissait des relations, en 1833, avec la société Dobrée (157) et plus tard avec l'épiciers en gros Houdet à qui il a vendu d'énormes quantités de café (158). A Java, N. Cezard faisait des avances de fonds pour 1, 2 ou 3 ans aux planteurs qui chaque année le rembouraient en consignations de produits coloniaux. Ainsi il était toujours assuré d'avoir une masse importante de marchandises sans supporter les aléas des récoltes. Les bénéfices réalisés dans ce genre d'activité se montaient en moyenne à 9 % pour les

créances, à 2 1/2 % pour les prises en commission et à 2 1/2 % pour le dueroire, soit au total 14 % (159). En même temps, et pour son compte personnel; N. Cezard était devenu armateur; il faisait des envois réguliers de café, de tabac, de poivre, de peaux et d'étain vers l'Europe, mais se livrait aussi au commerce sur les côtes de l'Inde, où il achetait surtout du riz pour Java, Maurice et Bourbon.

En 1837, il revint en France. La nostalgie de sa Lorraine natale et surtout la santé chancelante de sa femme l'ont incité à prendre une demi-retraite dans son hôtel de la place d'Alliance à Nancy (160). De ce curieux port de mer, il continua à diriger et à placer les produits envoyés par la société Sanier et Suermondt de Batavia. Après la mort de sa femme e, 1845, il se lança plus activement dans les affaires. Sa fortune se montait alors à 2.759.409 F (161).

Il s'est d'abord orienté vers la spéculation immobilière au Havre par l'intermédiaire de son fondé de pouvoir Frédéric de Coninck (162) et, en même temps, il donna une impulsion décisive à son armement. En 1856 13 navires portaient en poupe sa devise " Post Nebula Phoebeus ". A cette époque il continuait à se livrer à un commerce étendu avec Java-Singapour, la Chine, l'Inde et les îles de l'Océan Indien; mais avant de gagner l'Asie, ses bateaux déversaient régulièrement des centaines d'émigrants en Californie par le Cap Horn, ensuite, ils revenaient chargés de sucre et de café à Nantes et au Havre (163). En 1852 N. Cezard racheta la raffinerie Saint-Omer et Barré (164). On ignore pourquoi il est devenu industriel. Mais comme il avait gagné beaucoup d'argent depuis 1845, il cherchait sans doute une occasion d'investir - c'est du moins ce que suggère un article du New-York Herald qui estima en 1853 sa fortune à 16.000.000 F (165).

En 1855 la fonte de l'établissement de la rue Braaserie passa à 40.000 kg par jour (166), et en février, N. Cezard créait une société en commandite par actions pour son exploitation (167). Seul gérant responsable, il a conçu l'association dans le cadre étroit de la famille puisqu'il a réservé à ses enfants la totalité des actions à souscrire. Son apport personnel atteignait 2,4 M (48 actions de 50.000 F); quatre de ses enfants déjà majeurs, Jules, Alphonse, Sophie et Léonce, ont reçu chacun une action et les autres devaient jouir d'une action à leur majorité. Le 24 septembre 1855, la raffinerie a échappé de justesse à la destruction par le feu (168) et pour se protéger contre le danger d'incendie toujours latent, dans le raffinage du sucre, N. Cezard acheta l'usine des Récollets (169): en cas de sinistre, il pouvait répondre ainsi aux demandes de sa clientèle. Une émission de 1.040.000 F d'obligations (170) lui fournit les fonds nécessaires pour la remise en route de l'établissement et dès 1857, ses deux raffineries ont mis en oeuvre 24.000 tonnes de sucre (171).

En 1861, Launay et les Récollets pouvaient fondre 100.000 kg de sucre chaque jour en utilisant toute leur capacité de travail (172). Les deux raffineries vendaient 18.000 tonnes à la consommation et 6 à 8.000 tonnes pour l'exportation. Le mouvement de fonds suscité par les transactions de N. Cezard sur le sucre atteignait 60 M. En 1863, ses usines pouvaient traiter 150.000 kg de sucre par jour (173). N. Cezard résidait toujours à Nancy. A Nantes, ses affaires furent menées par des fondés de pouvoir tandis qu'à Batavia son fils Jules dirigeait l'ancienne maison Suermontdt (174).

N. Cezard apparaissait à ses contemporains comme "un des princes de l'aristocratie du sucre" (175) et sa fortune aidant, il mariait ses filles dans la noblesse (176). Devenu industriel, il demeurait avant tout un négociant. Ainsi, c'était le seul raffineur qui se livrait l'achat direct d'une partie de ses sucres (177). En 1858, F. de Coninck écrivait déjà de lui : "On a vu en France un négociant n'ayant pas d'associés, dont le nom est si universellement et si honorablement connu, faire depuis 20 ans avec ses seuls capitaux, plus d'affaires commerciales et industrielles que n'en a probablement fait aucun négociant anglais (178). Cependant, depuis 1855, il siégeait au conseil d'administration de la Cie Générale Maritime. Bailleur de fonds d'une filature de coton (179), gros importateur de café au Havre, il jouissait d'une grande renommée dans le monde du commerce et c'est un courtier de Paris qui déclarait en 1863 : "M. N. Cezard a la main très large et très forte, lorsqu'il touche à une marchandise, c'est par 8 ou 10.000 tonneaux" (180). Il faut souligner qu'il avait fait de Nantes le premier marché de sucre exotique de France, du moins jusqu'en 1861 ce qui entraîna un développement du raffinage plus rapide qu'ailleurs.

C- Les fabricants de sucre candi.

Le candi et les candisiers.

Les candis sont des sucres à gros cristaux, à facettes et à angles bien nets (181). On fabriquait alors des candis blancs, pailles et roux. Ceux-ci se consommaient en Belgique et dans le Nord de la France. Les autres candis servaient au sucrage des vins mousseux après le tirage et à la correction des goûts au moment de la fermentation.

Jusqu'à la cuite, le sucre brut était traité comme dans le raffinage ordinaire, mais les variétés de candi s'obtenaient par des points de

cuite différents. Avec la cristallisation des sirops commençait vraiment le travail du candi. Il fallait qu'elle soit très lente. Elle se faisait à l'étuve, dans des bassines en cuivre percées de petits trous (une vingtaine) réunis par des fils de lin ou de chanvre, car les cristaux ou ce qu'on appelait la "maille" se formaient plus facilement au contact d'un corps étranger. L'étuve à candi était hermétiquement fermée. On la chauffait pendant trois jours (jusqu' à 65 °) Les bassines y demeuraient ensuite pendant 9 jours. La température restait suffisante grâce à la chaleur dégagée par la cristallisation.

Ensuite, on enlevait les bassines. On brisait une partie de la croûte cristallisée, puis on décantait les eaux-mères. Il ne restait plus qu'à rincer les cristaux à l'eau tiède et à mettre les bassines à égoutter (on les maintenait renversées et inclinées) pour récupérer les sirops d'égout. Enfin, elles revenaient à l'étuve pour un premier séchage. Au bout de 2 jours on lochait le sucre. Il achevait alors de se dessécher à nu en 24 heures.

Suivant la grosseur et la forme des cristaux, on distinguait les candis, les maillettes et les frisés (blancs ou roux). Les candis étaient disposés dans la croûte et le long des parois des bassines. Sur les fils on avait des maillettes. Le candi était maille lorsque les cristaux apparaissaient volumineux et bien formés; s'ils étaient moins saillants, le candi était appelé raide; quand les facettes se présentaient en escalier on avait alors des candis tremblés ou frisés. Si les cristaux étaient petits et agglomérés, on avait des candis massés; enfin, pour obtenir des gros cristallisés, on attachait aux fils des cristaux bien réguliers dont le volume augmentait à l'étuve (maillettes factices). Tous les types de candi, suivant leur aspect, se subdivisaient en nombreuses sortes.

C'est en 1838 que les Cossé-Duval ont fondé la première candiserie de Nantes. André Cossé venait d'Angers. Placé chez Duval, un confiseur installé rue Casserie à Nantes, il lui a succédé après avoir épousé en 1828 sa fille (182). Il a d'abord commencé par fabriquer du candi pour la clientèle locale. En janvier 1837, un négociant champenois, Saturnin Irroy découvrit par hasard la qualité de ses produits et A. Cossé lui avoua que s'il était certain d'un débouché convenable, il n'hésiterait pas à monter une candiserie (183). Irroy parla de cette affaire en Champagne. A. Cossé vint à Reims avec des échantillons et partout on l'incita à se lancer dans l'aventure industrielle. Il acheta alors une ancienne filature rue des Olivettes, pour la transformer en raffinerie (184) et en janvier 1838 - commandité par sa veuve-mère - il fonda la Société Cossé-Duval & Cie (185) Il livra d'excellents candis et posséda bientôt une clientèle de choix à Reims et Epernay (186). Assez casanier, il ne rendait visite aux négociants

qu'une seule fois par an. Ses ressources et son installation étaient d'ailleurs insuffisantes pour satisfaire toutes les demandes. Peu à peu il a confié à Huet, un commissionnaire très estimé en Champagne, le soin de placer ses candies (187).

Cependant, dans la nuit du 18 juillet 1843, un incendie détruisit entièrement la raffinerie, les livres et la correspondance. Mal assuré, A. Cossé-Duval se retrouvait totalement ruiné et endetté. Pour sauver son entreprise, il accepta les conditions d'un négociant, Jean-Marie Marais. Les pourparlers avaient duré plusieurs mois; Marais a d'abord exigé un essai industriel sur une grande échelle (187). Il a aussi tenté d'obtenir que Huet participe aussi à l'affaire, mais celui-ci a refusé (188). Enfin, en mars 1844, A. Cossé reprenait sa fabrication dans une nouvelle usine, rue Daubenton.

Mais il n'exerçait plus que la gérance industrielle. Il perdait la signature sociale et abandonnait à Marais la gestion financière et commerciale de l'entreprise (189). Ce dernier apportait dans les caisses 75.000 F et deux commanditaires y versaient chacun 10.000 F, tandis qu'A. Cossé n'avait pu fournir que 5000 F. Il était spécifié que les gains serviraient à augmenter le fonds de roulement sans qu'ils puissent être palpés par les divers associés. Seul A. Cossé avait la possibilité de lever 3.000 F chaque année. L'affaire donna de beaux résultats (190). En 1848 la candiserie fondait 750.000 kg de sucre (191).

La société devait durer jusqu'en 1854, mais dans les premiers jours de 1852, Marais posa à Cossé la question de sa prolongation. Il voulait céder à ses gendres, Jules Hardy et Denis Pinet son intérêt dans la maison Marais fils et en même temps se les substituer ainsi que son associé Désiré Besnier, dans la raffinerie. Un grave conflit a surgi alors entre les deux hommes. Les fils d'A. Cossé, Victor et Dominique, plus tard ont parlé des "prétentions de M. Marais" et de "l'esprit conciliant" de leur père (192). Doit-on les suivre? A. Cossé-Duval a sans doute créé l'entreprise, mais c'est grâce aux capitaux de Marais qu'elle a survécu. Celui-ci désirait avant tout que sa famille continue à profiter de l'excellent placement qu'il a su faire en 1843. Par contre, chez les Cossé, un certain sentiment de frustration s'était développé, car ils considéraient toujours l'affaire comme la leur et Marais comme un intrus.

De chaque côté on a envisagé la rupture et la fondation de deux maisons rivales. L'intervention de Huet fut toutefois décisive. Il a critiqué la gestion d'A. Cossé et lui a reproché son amour-propre trop pointilleux, en le pressant de saisir les offres de Marais (193). Cossé céda; sa santé l'inquiétait, car, dès 1847, il avait retiré du Lycée son fils Victor pour l'initier le plus vite possible à ses secrets de fabrication (194).

La deuxième société Marais qui devait commencer en 1854 et durer jusqu'en 1864, constituait un compromis (195). Besnier, Hardy et Pinet avaient seuls la signature sociale. Mais si l'affaire continuait pendant 5 ans sous la raison sociale Marais fils, ce délai passé, elle reprendrait le nom de Cossé-Duval. De plus, A. Cossé obtenait l'insertion d'un article par lequel ses futurs associés renonçaient à partir de 1864, à s'occuper, directement ou indirectement, de l'industrie du sucre candi qui lui resterait en toute propriété.

Après l'accord Marais s'est retiré et a donné à ses gendres et à Besnier pouvoir pour gérer le "cabinet" de la candiserie. Cependant, le 22 juin 1852, un nouvel incendie a détruit une grande partie de la raffinerie, ce qui fit revivre à A. Cossé les tragiques heures de 1843. L'événement l'a marqué si profondément que, frappé d'une attaque de paralysie, il a laissé la direction industrielle de l'usine à son fils Victor; quant à Besnier, Hardy et Pinet, ils ont profité de son abatement pour le forcer à proroger d'un an la société mise sur pied en février (196).

La crise qui couvait entre les associés depuis 1852, éclata avec la brusque arrivée de Pinet (fin 1854). Celui-ci laissait derrière lui à Paris une situation passablement embrouillée (197). Marais, furieux, refusa alors de constituer le capital social de son gendre qui était ruiné et en novembre 1855, après le décès de J. Hardy, il émit la prétention de remplacer le père par le fils (198). Tuteur du mineur, il revenait donc dans l'affaire par un moyen détourné. Bien entendu, A. Cossé s'y opposa et un moment, Besnier fit cause commune avec lui (199). En effet, la part sociale de Hardy devait se répartir entre Besnier et Pinet, d'où le différend avec Marais. Mais celui-ci réussit à empêcher une entente plus étroite (200). Il renonça à pousser son petit-fils plus avant et avança de l'argent à son gendre car il ne tenait pas à l'éclatement de la société (201).

Besnier et Pinet ont alors proposé à Cossé la fusion de leur maison de commission et de la candiserie (202). Indécis, ballotté d'un côté par les événements, de l'autre sermoné par sa femme et ses fils (203), A. Cossé a senti grandir sa méfiance. Son avoué le pressa alors à voir au Greffe du Tribunal de commerce si les formalités de publication de l'acte de 1852 avaient été bien remplies. Volontairement Hardy n'avait pas déposé l'extrait des statuts (204). Il pouvait donc, à l'heure qu'il choisirait, obtenir la nullité de l'acte de 1852 et remettre en question les concessions faites à A. Cossé. Besnier et Pinet ont alors accepté toutes les conditions d'A. Cossé et le 4 août 1856, ils signaient l'acte constitutif de la société Cossé-Duval & Cie et prenaient l'engagement de ne plus s'occuper de la fabrication et de la vente de sucre candi après leur retrait (205). La famille Cossé était maintenant certaine de reprendre le

contrôle de la confiserie. A. Cossé n'a pas profité longtemps de son succès, car, épuisé, il disparaissait le 17 mars 1858 (206). Sa veuve confia alors la gérance industrielle à ses fils Victor et Dominique (207).

L'atmosphère balzacienne de ces rivalités ne doit pas cependant en masquer l'aspect le plus moderne : la lutte pour le pouvoir et l'argent dans l'entreprise.

En 1855 deux épicier en gros, Auguste Thébaud et Pitre Chenard, avaient loué un local pour fabriquer du candi (208). A. Thébaud avait déjà tenté sa chance dans le raffinage du sucre de 1837 à 1845 (209) et P. U. Chenard avait travaillé quelques années dans la raffinerie fondée par son oncle en 1840 (210). Montée à la vapeur ~~à~~ le départ, leur affaire a prospéré; en 1859, ils renouvelaient leur société; à cette époque ils avaient 40.000 F engagés dans leur industrie (211). L'année suivante, A. Thébaud, après l'achat de leur usine (212), se retira et en 1862, Chenard vendit sa confiserie à son contremaître, Eugène Boissel (213) qui forma alors avec un commis négociant, Isidore Bernard, une nouvelle société au capital de 140.000 F (214), somme trop faible pour faire marcher l'établissement, aussi P. Chenard leur prêta 120.000 F (215), tandis que A. Richard, un important armateur de la place, leur ouvrit un crédit de 102.000 F (216); A. Thébaud conservait aussi un compte-courant dans la maison (217). Sans recourir aux banques, les deux associés avaient donc réuni un fonds de roulement suffisant.

L'ouverture d'une troisième fabrique de candi a encore développé cette branche du raffinage. Il ne s'agissait pas d'une création, mais de la reconversion réussie de l'ancienne raffinerie Bouchaud. Au début du siècle, Jacques Bouchaud avait travaillé comme chef cuiseur chez Rissel, puis chez L. Say. En 1824, il créa sa propre affaire et à partir de 1838, il commandita une société formée par son contremaître Julien Gayet et son gendre Théodore Glatigny (218). En 1839 ceux-ci s'installaient en Grande Biesse (219). Après la mort de Gayet en 1844, Th. Glatigny resta seul à la tête de la raffinerie et ce n'est qu'en 1860 qu'il monta une confiserie avec son cousin le négociant Siméon Lasnier, et l'associé de celui-ci, Achille Larrey. Le capital de départ n'était faible, 112.000 F (220), mais ils avaient pu appliquer à leur usine les derniers perfectionnements des appareils employés dans la fabrication du sucre et marcher vite sur la trace de leurs concurrents (221).

Il est vrai, que sur le plan technique, le combat était quotidien et que certains entrepreneurs comme les Cossé-Duval l'ont mené avec acharnement.

Le passage de l'ancien au nouveau mode de raffinage chez les Cossé-Duval.

Avant l'incendie de juin 1852, André Cossé pratiquait encore l'ancien mode de raffinage (222). Certes, il possédait une machine à vapeur de 6 CV, mais il ne l'utilisait que pour chauffer les étuves et envoyer les sirops dans la chaudière à clarifier. Il clarifiait à feu nu, comme par le passé, dans une chaudière à barboteur; quant à la cuite, elle se faisait toujours dans 4 chaudières à bascule montées sur des fourneaux. Avec une telle installation, les sucres, insuffisamment épurés au départ, fermentaient au cours du travail et donnaient d'énormes quantités de bas-produits nécessitant des refontes (223).

Dès 1852, A. Cossé acheta 3 turbines Rolhfs-Seyrig (224), puis 2 autres en 1853 et une 5e en 1855. L'année suivante, ses fils l'entraînèrent à modifier complètement son travail. Il remplaça le barboteur de la chaudière à clarifier par des serpents. Mais surtout, on monta un générateur de 30 CV. Cela permit d'appliquer la vapeur à la fonte, à la clarification et à la cuisson des basses-matières. Elle chauffait aussi les étuves, la purgerie et les greniers pour les vergeoises.

Un appareil à cuire dans le vide fut installé en 1857, ainsi qu'une nouvelle chaudière pour les bas-produits. En 1858, un générateur de 50 CV augmenta encore la masse de vapeur disponible. En deux ans, la raffinerie Cossé-Duval venait de passer de l'ancien au nouveau mode de raffinage (225).

Toutefois, V. et D. Cossé avait conservé l'ancien système de clarification et de filtration. Une certaine fermentation avait toujours existé dans l'usine, mais depuis 1853, elle avait tendance à augmenter. En 1856 et 1857, le travail s'était amélioré, mais dès 1858, les mauvais rendements réapparaissaient. Les frères Cossé fabriquaient de plus en plus de mélasse et de moins en moins de candi, et en 1861 ils obtinrent une augmentation extrême de mélasse et un déficit énorme de candi qui semblaient coïncider avec des modifications apportées à la clarification en décembre 1860 (226). Depuis 1857, la marge se réduisait de plus en plus (227). En 1861, elle fut pratiquement absorbée par les frais de fabrication.

Dès août 1860, Dominique Cossé s'était rendu en Belgique pour se faire une idée des procédés de clarification et de filtration utilisés là-bas et, en décembre 1860, il avait visité plusieurs candiseries dans le Nord. Fin 1861, les deux frères avaient chargé un chimiste réputé, Adolphe BOBIERRE (228), d'étudier en détail leur fabrication. Ses recherches ont duré trois mois. Dans son rapport (229), il conseilla l'achat de noirs

de meilleure qualité, bien lavés et aussi, d'utiliser moins de sang pour la clarification. Mais surtout, il critiqua l'intervalle considérable laissé entre la chaudière à clarifier et les filtres trop petits et trop nombreux et, de plus, exposés à des changements de température en raison de leur faible volume. Il leur proposait donc de rapprocher la filtration de la clarification, de réduire le nombre des filtres et de les placer à température constante. D'après lui, les vices de fabrication et la mauvaise disposition du matériel avaient pour conséquence la formation de glucose d'où le taux élevé de mélasse.

A partir de février 1861, les Cossé ont commencé à réorganiser leur travail. Dans la chaudière à fondre ils ont substitué un serpentin au barboteur (celui-ci amenait dans les chargements des eaux de condensation salées). Ensuite, ils ont étayé leurs filtres pour les soustraire aux vibrations des turbines, puis pour empêcher l'entraînement des parties pulvérulentes tachées, ils ont installé des siphons au départ des filtres. En janvier 1862, ils ont demandé à leurs associés de placer ceux-ci dans une salle à température constante. Besnier et Pinet, reculant devant la dépense, ont refusé sans se soucier de l'inconvénient qui en résultait pour la fabrication (230).

L'effort des Cossé a aussi porté sur la préparation des noirs. Ils ont acheté à N. Cezard un "escargot" pour le lavage et mis en pratique le procédé adopté ailleurs, de laisser le noir dans des casiers pendant un certain temps avant leur emploi pour que se dégage complètement l'ammoniaque. Peu à peu ils ont préparé, puis revivifié leurs noirs fins. Enfin, ils ont réduit la dose de sang.

Toutes ces transformations ont provoqué une nouvelle tension entre la famille Cossé et leurs associés. Lors de sa tournée en Champagne, Pinet se plaignit de l'odeur détestable de certains barils (231), tandis que Besnier offrait à Mme Cossé son retrait de la société ainsi que celui de Pinet moyennant une compensation (232). L'offensive était concertée. Le 7 décembre, une lettre de Pinet mit le feu aux poudres (233). Sans doute il reprochait à V. et D. Cossé leurs innovations et plus sournoisement encore, il mettait en doute leur compétence. Mais pour ces derniers la clarification menaçait ruine, il fallait donc la remplacer. Ils demandaient aussi à Pinet d'être de bonne foi, de reconnaître que la qualité des sucres coloniaux était un handicap pour les fabricants de candi et d'admettre que certaines innovations avaient du bon (234). Mais ils refusaient l'ingérence d'un raffineur nantais dans leurs affaires (Pinet comme Besnier avait lancé l'idée d'un arbitre pris dans la profession). Ils réclamaient enfin que les filtres soient placés dans une salle spéciale et d'être mis en mesure de faire eux-mêmes les gros noirs. Pinet paraiss-

sait chercher la dissolution de l'affaire, ou au moins, il voulait inquiéter suffisamment les Cossé pour ensuite dicter ses conditions. Il discutait avec Massion, et on le voyait avec Chenard à la Bourse et ce dernier cotait partout les difficultés des Cossé (235).

Il affirmait que les mauvais rendements étaient dûs aux nouveaux procédés de fabrication et à "l'inexpérience" de la gérance industrielle (236), tandis que les Cossé rappelaient certaines de ses initiatives commerciales à Paris et dans l'Est, qui les avaient obligés à augmenter la production et à acheter du matériel. Ils retournaient aussi contre lui et Besnier le grief d'incompétence en insistant sur la diminution régulière des ventes depuis 1858. Pour la transformation de l'usine, ils soulignaient à la fois sa nécessité et la volonté d'innovation de leur père : " L'ENORME MATERIEL relatif dont nous sommes chargé résulte du nouveau système industriel mis en oeuvre par notre père ... c'est à ce système seul qu'est imputable la remarquable prospérité dans laquelle nous entrâmes après 1852... Le matériel actuel commencé par lui n'est que la rigoureuse conséquence du mode nouveau et, le prenant au point où il nous l'avait laissé, il était impossible de faire moins que nous n'avons fait depuis ..." (237). Ainsi, deux générations d'entrepreneurs se heurtaient l'une refusait le progrès technique tandis que l'autre cherchait à l'utiliser le plus rapidement possible. Pinet et Besnier conservaient une mentalité de négociants, tandis que V. et D. Cossé raisonnaient et agissaient comme des industriels.

Pinet cita alors Madame Cossé-Duval devant le Tribunal de commerce par l'organe de Me Waldeck-Rousseau qui exigea la communication du rapport BOBIERRE à son client et qu'on interdise aux frères Cossé toute transformation ou achat d'outillage non décidée à l'unanimité (238). Pinet fut débouté, le Tribunal refusant de se mêler de la gestion d'une entreprise. Avec l'aide de Besnier il passa alors à l'action directe et ils tentèrent de faire enlever les monte-jus de l'usine. Avec leurs ouvriers V. et D. Cossé s'interposèrent sauvant ainsi le système de clarification. Cependant, Waldeck-Rousseau proposa à tous les associés et gérants un compromis qu'ils finirent par accepter (239), désireux de couper court aux bruits fâcheux qui auraient pu circuler en Champagne. Les Frères Cossé d'une part, Besnier et Pinet de l'autre se reconnaissaient un droit de contrôle réciproque sur leur gestion et le plan de la nouvelle clarification était acceptée par tous. L'espoir de résultats meilleurs pour l'exercice 1862-1863 a sans doute contribué à rapprocher les points de vue. Dès avril 1862, le taux de mélasse a diminué et en juillet il tomba à 14,5 %, chiffre jamais encore obtenu (240).

Mais à l'usage, le noir fin a été la source de difficultés. Des

taches sont réapparues sur les candis. Les Cossé concluaient que les noirs fins, sans cesse renouvelés dans le travail étaient la principale cause de ces accidents (241). Il est certain qu'après avoir monté des filtres, ils cherchaient à clarifier le mieux possible leurs sirops. Ils tâtonnaient avec l'espoir de trouver un procédé susceptible de leur donner encore de meilleurs rendements. Inquiets, malgré tout, de quelques livraisons défectueuses, ils avaient envoyé leur frère Emile expliquer à leurs agents en Champagne les problèmes qu'ils avaient à résoudre (242).

La controverse avec leurs associés avait, bien entendu, rebondi. Après avoir rendu visite à Pilon, Besnier leur suggéra avec prudence de renoncer au lavage des noirs. Sans le dire nettement, il estimait que c'était la cause des difficultés qu'éprouvaient les Cossé à fabriquer les belles nuances de candi. (243). Pinet, de son côté, affirmait que les autres candiseries de Nantes obtenaient facilement de beaux candis, à volonté et économiquement. D'après lui, Lasnier, Larrey et Glatigny auraient même renoncer à faire passer de l'eau tiède dans la colonne du filtre, avant d'y conduire la belle clairce, de peur que ce passage diminue le mordant du noir. Jamais, aussi les raffineurs de pain n'employaient de gros noir neuf, quoique leur clairce soit moins délicate que celle du candi. Il critiquait enfin l'utilisation de "l'essorage" (244).

Soucieux de la rigueur scientifique de leur travail, les Cossé ont de nouveau consulté Bobierre. Ils lui ont posé plusieurs questions à propos des noirs à employer, du lavage etc.... Bobierre acceptait l'emploi de noir revivifié pour le candi, à condition de choisir un charbon "n'ayant pas subi un trop grand nombre de calcinations". Mais il préconisait une fermentation et des lavages pour débarrasser les pores des matières organiques et des poussières qu'une calcination ne suffisait pas à dégager. Enfin, il défendait "l'escargot" (245).

V. et D. Cossé ont appliqué à la lettre les suggestions de Bobierre. Cela provoqua de nouvelles protestations de la part de leurs associés (246), qui avaient, de leur côté, consulté Massion-Rozier et N. Cezard. Ce dernier pensait comme les Cossé (247); quant à Massion, il avait supprimé le lavage préalable; néanmoins, pour avoir des sucres d'un goût fin, il avait conservé le lavage du noir à l'eau chaude (cela était donc bon pour le candi). Seule consolation pour Pinet et Besnier, il condamnait l'emploi de "l'escargot" (248). Leur intrusion dans la fabrication en resta là. Les affaires marchaient bien (en décembre il n'y avait plus de candi à vendre) (249), et les résultats s'annonçaient magnifiques. Les investissements réalisés par V. et D. Cossé avaient donc été payants. Les frais de fabrication étaient passés de 12,65 F (par 100 kg) en 1861 à 9,94 F en 1862 (pour le premier semestre) (250). Malgré ces quelques incidents

de parcours, les Cossé avaient bien en main leurs procédés (251).

Dans une première phase, le sucre brut, fondu, clarifié et cuit rendait 33 % de candi applicable à l'industrie des vins de Champagne. Dans une seconde opération, les sirops, eaux-mères de ces candis (dits "égoûts" des candis) étaient traités de 4 façons différentes :

1	2
Cuite sans préparation préalable	Clarifiés, filtrés, cuits, le produit
candis bruns roux ou roux foncé	turbiné, est de qualité parfaite et
suivant la nuance plus ou moins	peut rentrer dans la fabrication des
élevée des candis.	plus beaux candis.

3	4
clarifiés, filtrés, ils produi-	clarifiés, filtrés et cuits, ils don-
sent du sucre en pain.	nent du candi de nuance paille .

Les sirops de ces 4 opérations (dits sirops de pièces fines) peuvent s'employer ensuite de 3 manières :

1	2	3
Filtrés après clarifi-	Filtrés après clarifi-	Cuits directement et
cation ils donnaient	cation, turbinés après	turbinés, ils donnaient
des candis foncés, sur-	la cuisson, on obtenait	un sucre égal en nuan-
tout si l'on ajoutait	un produit en plus beau	ce à la moyenne des su-
quelques sucres de qua-	-qualité au moins éga-	cres bruts employés
lité supérieure.	le aux sucres bruts em-	dans la fabrication.
	ployés pour les candis.	

Les trois opérations laissaient un sirop appelé "sirop de pièces communes" qui subissait encore deux autres opérations :

1	2
Clarifiés, filtrés, cuits, tur-	Clarifiés, filtrés, cuits, le pro-
binés, ils donnent du sucre qui	duit peut retourner dans les égoûts
peut rentrer aux candis si la	si l'on cherche des candis blancs,
nuance que l'on cherche est en	ou dans la clarification du sucre en
dessous du blanc.	pains si on veut se livrer à ce tra-
	vail.

Les sirops provenant des travaux précédents portaient le nom de "sirops de vergeoises". Ils étaient clarifiés, filtrés, turbinés et donnaient une poudre riche qui se vendait à l'épicerie. Elle pouvait aussi rentrer dans les chargements de candis, d'égoûts de candi et de sucre en pains. Enfin, on avait la mélasse. En règle générale, tous les produits pouvaient servir à faire de beaux candis. C'était au raffineur de saisir le moment du meilleur emploi et cela dépendait de la demande et des prix.

On peut comparer les procédés des Cossé à ceux de Chenard, qui avait, le premier appliqué la vapeur au travail du candi. Son 1er jet donnait 35 à 40 % de candi blanc, le 2e du candi roux, mais il était le seul à fabriquer des pains avec son 3e jet. Avec le 4e jet, claircé au turbinage, il avait des poudres à pilés. Le 5e, clarifié, cuit, donnait des vergeoises - obtenues sans clairçage aux turbines (252). Il semble donc que les Cossé arrivaient à épuiser d'une façon plus complète leurs sirops - d'où sans doute un meilleur rendement en candis. Chez eux l'empirisme faisait bon ménage avec la science et le laboratoire. L'innovation et le calcul du prix de revient étaient au coeur de leurs préoccupations, car ils ne raisonnaient pas seulement en terme de profit. Pour eux, l'investissement était un acte volontaire qui assurait la marche de l'entreprise. L'amortissement qu'ils introduit dans leur comptabilité en 1857 confirme cet état d'esprit.

En 1860, la candiserie nantaise venait au second rang en France, derrière celle du Nord où il existait alors 9 établissements produisant du candi (253). Au Havre, J. Clerc se livrait aussi à ce travail tandis qu'à Paris, seuls les confiseurs vendaient de petites quantités de candi. Les entreprises du Nord n'utilisaient que du sucre de betterave et ils ne fabriquaient que du candi roux pour la consommation. Par contre, Nantes et Le Havre fournissaient la Champagne et le Saumurois en candis blancs et pailles (obtenus à partir du sucre de canne) pour la préparation des vins.

En 1860, la maison Cossé-Duval a fondu 800 tonnes de brut pour en retirer 600 tonnes de candi. Elle employait alors 30 à 35 ouvriers. Si l'on considère que 20 personnes travaillaient chez Clatigny-Lasnier et Larrey, et 14 à 18 chez Chenard et Thébaud, on peut estimer à près de 2.000 tonnes, la production des candiseries nantaises (254). Chiffre faible comparé à celle des grandes raffineries, mais il faut tenir compte du fait que le candi rapportait beaucoup plus que le pain.

Les résultats.

Ainsi, malgré la relative faiblesse de leur production, les Cossé-Duval ont réalisé d'importants bénéfices à partir de 1852 (cf. Graphique n° 15 et tableau n° 22). La mise des associés figure en tête ou à la fin de la balance des comptes établie en fin d'exercice. Aux bénéfices que se sont partagés Besnier, Pinet et les Cossé-Duval, on a ajouté l'amortissement (pratiqué depuis 1857) (255) pour avoir le cash flow.

De 1857 à 1864, la maison Cossé-Duval a réalisé un chiffre d'affaires de 13.202.720 F (256). Rien qu'en Champagne elle a placé pour 9.577.525 F de candis. La prospérité de la société a dépendu pour une

grande part de l'évolution de ce marché. A partir de 1856, poussés par Pinet, les associés ont voulu élargir leur rayon (257). On a fabriqué des produits de consommation pour l'Est de la France et Paris. Mais la société s'est trouvée en concurrence directe avec les confiseries du Nord. Le résultat n'a pas été très satisfaisant, l'augmentation de la production ne s'étant pas traduite par un progrès des gains. On adonc renoncé à la conquête de nouveaux débouchés et à partir de 1859, les Cossé se sont contentés de travailler pour la Champagne, le Saumurois, Lons-Le-Saulnier et Tonnerre.

Cependant, la reprise des affaires en Champagne n'avait pas eu d'effets immédiats sur les bénéfices, sans doute parce que le matériel donnait des signes d'usure. Le pourcentage de mélasse a augmenté et des vices de fabrication ont entravé la bonne marche de l'usine, d'où la chute des bénéfices. Pour 1861, le compte de rendement détaillé des opérations industrielles et commerciales montre que la perte a été évitée de justesse (258). En dehors de cet exercice, la rentabilité est demeurée assez élevée (259). Toutefois, il faut noter que l'autofinancement restait limité à cause de la mésestimation qui régnait dans l'entreprise, la majeure partie des gains étant en effet distribuée aux associés. La relative faiblesse du capital engagé en 1862 et 1863 (du fait des retraits), n'a pas eu d'incidences sur les résultats, sans doute, parce que les Cossé ont trouvé des facilités de crédit à court terme.

L'histoire de la confiserie Cossé-Duval a une valeur d'exemple, car la mésestimation des associés permet de saisir la croissance d'une petite entreprise et de comprendre comment le problème essentiel: celui de l'innovation - s'est posé et a été résolu.

L'originalité de l'industrie du sucre à Nantes réside donc dans le développement simultané de grandes et petites raffineries.

4- Le raffinage du sucre à Bordeaux.

Bordeaux, après Orléans, a occupé à la fin du XVIII^e siècle, la seconde place dans le raffinage du sucre en France. En 1790, ses 26 raffineries ont fondu 10.000.000 livres de sucre brut et vendu 7.000.000 livres de produits raffinés (260), qui passaient pour être les plus beaux du royaume, car ils avaient une consistance et une finesse qui les rendaient très propres à être transportés (261). Pendant la Révolution, le déclin des raffineries a duré jusqu'à la paix d'Amiens. Réduites à 4 ou

5 elles avaient diminué leur activité du tiers ou de la moitié avec 150 ouvriers au lieu de 400 en 1789 (262).

La paix suscita comme partout de nombreuses initiatives chez les entrepreneurs, car 10 établissements s'ajoutèrent aux 24 qui subsistaient encore à cette époque. Mais la reprise de la guerre a touché si sévèrement Bordeaux (263) qu'un raffineur a même conçu un curieux projet d'étatisation partielle de l'industrie du sucre (264). Il avait été conçu par Dudevant dont la famille raffinait le sucre depuis 80 ans à Bordeaux. L'Etat devait faire travailler pour son compte les fabriques tout en interdisant l'importation du sucre étranger. Repoussée par le Bureau consultatif des Arts et du Commerce, sa demande témoigne surtout du découragement des raffineurs de Bordeaux qu'il exprime sans détours dans son mémoire : " Il est seulement quelques rares circonstances où celui qui a les plus grands moyens peut se trouver par hasard muni d'une plus grande quantité de sucre lorsqu'arrive une hausse dans les prix, car dans un temps courant, il faut 30 à 40 ans pour acquérir une médiocre fortune ". Comme au Havre et à Nantes, c'est la chute de l'Empire qui a permis le redémarrage des raffineries.

En 1832, on en comptait 24 (265), autant qu'à Paris et en 1839, JOUANNET parle de 35 établissements dont 25 fonctionnaient effectivement réalisant un chiffre d'affaires de 18.564.000 F pour une fonte de 12.000 tonnes avec des frais de fabrication n'excédant pas 11 F par 100 kg (266). En 1843 26 raffineries marchaient d'une façon régulière (267), mais en 1845, il n'y en avait plus que 20 (268); toutefois, le rendement du tramail s'était légèrement amélioré depuis une dizaine d'années (269).

Le raffinage du sucre à Bordeaux se caractérise par la multitude de petits établissements, s'apparentant beaucoup plus à l'artisanat qu'à l'industrie et dont le nombre resta à peu près stable pendant toute la première moitié du XIXe siècle. La crise de 1848 altéra à peine ses structures archaïques, car, si plusieurs maisons ont disparu définitivement, 18 entreprises subsistaient encore au début de 1849. Leur chiffre d'affaires atteignait 24.244.000 F et elles utilisaient 20,4 M de sucre brut (270). La Statistique de la France donne des chiffres supérieurs, mais il faut considérer que l'enquête a duré de longues années et que l'on a totalisé les produits des raffineries en activité et beaucoup de celles qui étaient fermées (271).

La plus importante fabrique était celle d'Etienne Ousteau dit Stephan Bertin (272). Il était venu très jeune travailler à Bordeaux chez son oncle Etienne Bertin, un ancien pharmacien qui, depuis 1819, gérait une raffinerie avec les frères Soulié-Joncas. La société Soulié-Joncas & Cie était commanditée par des négociants, les Delbos qui s'occupaient d'arme-

ment et de commerce des vins (273). E. Bertin avait uniquement apporté "son art particulier du raffinage" (274). En 1827 le feu détruisit leur établissement. La société acheta alors un vaste local et le capital fut porté à 740.000 F (dont 40.000 F fournis par les commanditaires) (275). En 1834, S. Bertin entra dans l'affaire que quitta J. J. B. Moulié-Joncas. Depuis 1828, la mise des associés en nom collectif avait diminué (250.000 au lieu de 340.000), par contre, la commandite Delbos était passée à 950.000 F (276). S. Bertin devait devenir en 1849 l'unique gérant de la raffinerie (277). Ainsi, ce n'est que tardivement que s'affirme à Bordeaux une véritable dynastie de raffineurs.

Avec la crise de 1857-58 le mouvement de concentration a repris (278). En effet, "... la raffinerie a subi en 1857 des pertes considérables par suite de la baisse des sucres bruts qui s'est déclarée rapidement, les ateliers approvisionnés de marchandises fabriquées avec des matières premières payées dans les plus hauts prix ont dû se résigner à des sacrifices..." (279). En 1860, il ne marchait plus que 13 fabriques et pendant quelques années ce chiffre n'a pas varié malgré des fermetures, compensées, il est vrai, par l'apparition de nouveaux entrepreneurs (280). On travaillait alors près de 18.000 tonnes de sucre (281) dont un peu plus du tiers dans deux établissements : ceux de Frédéric David et de Jules Faure. Le premier existait déjà en 1828 sous la raison sociale Dupuy & Cie. En 1839, Dupuy s'étant retiré, la gérance est revenue à F. David (282) qui est devenu en 1858, le premier raffineur de Bordeaux. Quant à Jules Faure, il gérait une fabrique pour le compte de la maison Faure et Cie (283). Pour expliquer leur médiocrité, les raffineurs de Bordeaux s'en prenaient surtout à la concurrence de Nantes, à laquelle s'ajoutait celle du Havre depuis 1860. Cependant il semble qu'ils n'ont pas vraiment cherché à mettre leurs fabriques au niveau de celles des autres ports. Bordeaux a bien adopté la vapeur et les nouvelles techniques, mais avec retard et sans conviction. Aussi le rythme de la production obéissait toujours aux impératifs anciens, et si le chômage en fin d'année au moment de la soudure entre le sucre des Antilles et celui de la Réunion a disparu dans les autres ports, il a persisté à Bordeaux. Le prix élevé de la matière première en cette période obligeait en effet la plupart des raffineries à fermer leurs portes quelquefois, durant deux ou trois mois (284).

Le raffinage du sucre s'est développé à Bordeaux, mais lentement. Ce freinage provient de l'absence d'une grande raffinerie. Toutes les tentatives faites pour en créer une ont échoué. En 1853, deux banquiers, François-Xavier de Ezpélata et Léopold Javal et un négociant, Ramon de Zangroniz qui tous les trois avaient des attaches à Bordeaux, ont suscité un projet de société anonyme "La Compagnie des Raffineries et Huileries

Bordelaises" (285). Les pouvoirs publics ont accueilli avec faveur cette tentative destinée à soutenir l'activité commerciale d'une ville trop tournée vers le vignoble (286). Dès le 12 octobre 1853, le Conseil d'Etat autorisa la création de la société. Le capital de 2.500.000 F divisé en 5.000 actions de 500 F se trouvait réparti entre 29 souscripteurs.

Cependant, malgré ces apparences favorables, la raffinerie et l'huilerie ne virent jamais le jour. En mai 1855, le Préfet de la Gironde confessait au Ministre du Commerce et de l'Industrie son ignorance des causes de l'échec. On peut toutefois avancer une hypothèse. Si le négoce de Bordeaux a largement répondu à l'appel des capitalistes parisiens, il n'a pas obtenu la place qui aurait dû être la sienne dans le Conseil d'administration composé de trois clans, celui des banquiers de Paris avec leur représentant à Bordeaux, X. de Ezpélata, celui de Zangroniz avec ses amis belges Ranscelot et Matthyssens, enfin, les Bordelais avec Rey, Fauché et Olanyer. Des difficultés ont-elles surgi entre certains actionnaires et les promoteurs? Les documents restent muets. Toutefois en novembre 1855, le clan parisien tenta de relancer la Cie des Raffineries et Huilerie Bordelaises avec l'aide des banquiers locaux, Samazeuilh, Pigneau, Rodrigues, Gomez Vaez (287). Ce second essai n'a pas abouti. En 1857, Zangroniz et Ranscelot qui venaient de fonder avec l'aide de la maison Gauthier de Lyon une raffinerie à Marseille et qui avaient déjà participé en 1856 à la formation de la société Knight au Havre, ont repris le projet d'une grande usine : "La Raffinerie Bordelaise" (288). Deux ans plus tard, un armateur, Auguste Assier, a cherché à convaincre les dirigeants de la Chambre de commerce des avantages que procurerait à la place la création d'une importante raffinerie et il leur demanda d'appuyer un nouveau projet (289). Aucune suite ne fut donnée à sa suggestion.

Ainsi, presque tous les négociants et capitalistes de Bordeaux refusèrent la grande entreprise; "Bordeaux est un peu resté en arrière parce que les habitudes du pays et le genre des habitants ne portent pas ces derniers à former des établissements industriels ou manufacturiers", écrit en 1862, sans d'ailleurs le déplorer, le Président de la Chambre de commerce au Préfet. Il est certain que la mentalité du négoce évolua lentement; à Bordeaux, on ne pratiquait pas le système des warrants et toutes les opérations commerciales se faisaient encore au comptant (290). Aussi les hommes de valeur comme Mirès et les Péreire ont quitté la ville, d'autres comme S. Bertin ont abandonné des activités que l'étroitesse du marché rendait sans avenir. En 1856, ce dernier a vendu sa raffinerie (291) pour se consacrer à la gestion de la Cie du Midi dont il fut "l'un des administrateurs les plus actifs" (292). Malgré la grande prospérité du raffinage du sucre entre 1852 et 1863, la raffinerie de Bordeaux, figée

dans ses structures archaïques, n'a pas beaucoup grandi.

Il est difficile de suivre P. GUILLAUME lorsqu'il écrit : "Le troisièmes bordelais de 250 tonneaux en moyenne est parfaitement adapté au commerce des Iles, comme il l'est au port et à la rivière qui ne permettent pas l'entrée de trop gros vaisseaux. Il y a un lien évident entre la faible dimension des entreprises bordelaises, le voids restreint des cargaisons et la dimension limitée des navires" (293). A Nantes, le tonnage moyen était de 380 tonnes le jauge nette par navire (294). Mais l'ensablement de la Loire ne permettait pas aux long-courriers de remonter jusqu'à Nantes. Les sucres étaient déchargés à Paimboeuf sur des gabarres, larges bateaux plats à faible tirant d'eau trainés par des chevaux ou tirés par des remorqueurs, d'où des frais et des difficultés supplémentaires, et pourtant la ville a connu une autre activité que Bordeaux. C'est donc au manque d'esprit d'entreprise qu'il faut en revenir (295).

En effet, pour l'ensemble du Sud-Ouest P. Cruzet explique l'échec de l'industrialisation par le caractère "largement terrien" de la bourgeoisie bordelaise beaucoup plus que par des conditions proprement économiques, manque de charbon ... etc... (296). Il insiste aussi sur la lenteur de la transformation du capitalisme commercial en capitalisme industriel; peut-être a-t-il exagéré l'absence de liens entre le patriciat qui continuait le trafic du XVIII^e siècle et l'industrie, car, dans le raffinage du sucre chez les Delbos et les Faure, ce lien existe. Mais dans cette branche comme ailleurs, le patronat apparaît timoré, surtout dans son opposition systématique à la grande entreprise. L'argent ne se développe que le Sud-Ouest a été désavantagé au point de vue des voies de communications ne doit pas être retenu (297). En effet, tant que les transports se sont effectués par route, l'industrie du sucre a conservé une certaine importance, mais dans les années 1850, le chemin de fer les a brutalement en contact des fabriques du nord (la plupart étaient à vapeur), avec des concurrents mieux armés. La raffinerie n'a pas résisté à la confrontation - paradoxalement, c'est le chemin de fer qui peu à peu a bloqué la croissance.

5- Les raffineries de Marseille.

A- la concentration et la multiplication des grandes entreprises.

Avant 1849, le midi de la France venait au troisième rang après

Orléans et Bordeaux pour le travail du sucre (298). Si Marseille l'emportait avec 11 raffineries 400 ouvriers et une fonte mensuelle de 450 à 460 tonnes de sucre raffiné (299), d'autres établissements existaient aussi à Beaucaire, La Ciotat et Montpellier (300). Mais comme partout, la Révolution aperturbé l'activité des fabriques et au moment de la paix d'Amiens il ne restait plus que 7 raffineries occupant 150 ouvriers et livrant 240 à 250 tonnes de produits par mois (301). La reprise des hostilités en 1803 accentua le déclin de la raffinerie et en 1809, une seule entreprise marchait normalement (302). Mais à partir de 1816, les arrivages de sucre brut ont redonné vie à l'industrie du sucre qui s'est concentrée alors à Marseille où l'on comptait déjà en 1820, 11 établissements (303). Leur nombre a augmenté puisqu'en 1821, il y en avait 14 (304), et 18 en 1824. A cette époque les raffineries de Marseille travaillaient environ 12.000 tonnes de sucre (305); en 1825, elles pouvaient traiter 35.000 barriques soit 17.500 tonnes (306).

En 1827 et 1828 les raffineurs ont eu des difficultés à se procurer des sucres bruts (307). Mais de 1831 à 1832 leurs acquittements surexcités par les menaces qui pesaient sur le système des primes sont passés de 15 à 25.000 tonnes (308). Le rétablissement du drawback en 1833, les a inquiétés et ils n'ont pas hésité à exprimer brutalement leurs craintes. D'après eux les 2/3 des 1215 ouvriers employés par les 22 raffineurs de la ville auraient été congédiés - il n'en restait plus que 467 dans les 5 ou 6 usines en activité quelques semaines après le vote de la loi du 31 août et en novembre ils n'étaient pas plus de 300 (309). Ce pessimisme exagéré n'a pas duré et la plupart des entreprises ont repris leur fonte. Les mises en consommation n'indiquent d'ailleurs qu'un léger fléchissement du travail des raffineries (cf. Chapitre IV.).

Vers 1844/1845, les raffineries de Marseille travaillaient 30 à 35.000 tonnes de sucre (310), mais le nombre des entreprises avait fortement diminué, puisque dès 1838, il n'existait plus que 7 fabriques (311). En 1844, ce nombre n'avait pas varié (312). En 1845, le mouvement de concentration s'est accéléré dans le raffinage du sucre. Les maisons Tiers-Gallamand et Vergnes de Guerrini ont fermé leurs portes, tandis que le marquis de Forbin Janson louait l'usine de Joseph Grandval, réussissant ainsi dans ses mains la gestion des deux plus importantes raffineries de la ville (313).

Raffineur depuis 1839, (314) Forbin Janson avait peu à peu engagé sa fortune dans le sucre (315). En 1836, il avait fait construire une sucrerie dans sa vaste propriété de Villelaure sur les bords de la Durançe et il avait joué un rôle de pionnier dans l'introduction de la culture de la betterave à sucre dans le Midi. Elle ferma ses portes en 1840 et dans

cette tentative prématurée il perdit plus d'un million. Cependant, en 1845 au retour d'un voyage d'études en Angleterre, en Belgique et en Hollande, il décidait de doubler la capacité de son usine et de renouveler tout son matériel. J. Grandval a-t-il craint de ne pouvoir supporter la concurrence d'un établissement mieux équipé que le sien? Il s'effaça tout en devenant, par l'intermédiaire de la maison de banque Gay-Grandval un des bailleurs de fonds de Forbin-Janson (316).

Tout l'effort du marquis se porta sur l'exportation. En 1845, la consommation intérieure absorbait encore les 2/3 des sucres raffinés produits à Marseille, mais, rapidement, la vente de sucre français dans les pays méditerranéens passa de 7-8.000 tonnes à 14.000 grâce à la politique d'exportation de Forbin-Janson (317). Sur le plan financier, le résultat ne fut guère brillant car, en juin 1847, au moment où la crise toucha Marseille, Forbin-Janson devait 2.827.392 F à plusieurs dizaines de créanciers et pour éviter sa faillite ceux-ci ont consenti à devenir ses commanditaires dans une nouvelle société créée le 29 juin 1847 (318). Malgré cette aide du négoce, Forbin-Janson n'arriva pas à rétablir la situation de son affaire et la faillite fut déclarée le 17 décembre 1847 (319). Il avait perdu toute sa fortune.

La crise a provoqué une autre faillite en juillet 1848 - celle de la raffinerie Descroix (neveu de J. Grandval) et Girard (320). Fondée en octobre 1846, au capital de 80.000 F, cette société n'a commencé à fondre des sucres qu'en mars 1847 (321). Financièrement elle dépendait étroitement de la banque Gay-grandval et Cie où étaient concentrés tous les mouvements de fonds de l'entreprise. Devant le Tribunal de commerce, Descroix a accusé Grandval de ne pas l'avoir mis suffisamment tôt au courant des vices de fabrication de son travail (322) et d'avoir ainsi retardé la faillite pour diminuer le découvert accordé par la Caisse Centrale du Commerce de Marseille à la raffinerie (323). Ces fermetures ont servi les intérêts de J. Grandval qui, dès le mois d'avril 1848, a remis en marche la raffinerie du Boulevard des Dames, totalement transformée depuis 1845 et pourvue des appareils les plus modernes par son locataire. Les investissements réalisés par le marquis de Forbin-Janson allaient constituer le point de départ de sa fortune.

A partir de 1852, c'est la reprise à Marseille. Les affaires qui avaient résisté à la crise - celle de Grandval, des Massot, des Roux et Bernabo, de Mouren et Couret - ont eu à lutter contre de nouveaux concurrents qui, presque tous ont disparu au bout de quelques années. Le 20 avril 1858, Mouren et Couret déposaient leur bilan (324), mais leurs cré-

anciers ont aidé F. Couret et J. Offand à fonder la "Raffinerie Phocéenne", société en commandite par actions au capital de 500.000 F réduit ensuite à 400.000 F (325). C'était toutefois un événement mineur comparé à la création en février 1857 de la Société Franco-Belge au capital de 2,5 M (326).

L'idée de construire à Marseille une usine moderne pouvant fondre 20.000 tonnes de sucres est venue de négociants parisiens, lyonnais et belges. Dès 1856 Ramon de Zangroniz, John Knight et les Gauthier avaient envisagé de créer les "Raffineries Françaises", société en commandite par actions au capital de 6 M pour monter et exploiter des raffineries de sucre au Havre, Bordeaux et Marseille (327). Le projet n'a pas abouti, mais J. Knight, au Havre, Zangroniz et Ranscelot à Bordeaux et Marseille, se sont efforcés de reprendre séparément, mais en restant liés, leur ancien plan: une raffinerie dans chaque grand port.

Deux mois après la constitution de la Société Franco-Belge, son capital fut porté à 3 M (328), et en mai 1857, Zangroniz achetait, pour édifier son usine, un terrain dans le quartier Saint-Louis (329). À la fin du premier exercice, en décembre 1858, la société avait investi en bâtiments et en matériel 2.284.946 F et malgré la conjoncture peu favorable, elle annonçait un bénéfice de 1.133.425 F (330). Au début de 1859, le capital social est passé à 5 M (331), mais le 3 décembre, à la surprise de tous, la Société Franco-Belge suspendait ses paiements. La faillite déclarée le 29 juin 1860 révélait un passif de 5.123.646 F, l'actif se montait à 3.342.876 F, soit une perte probable de 1.780.770 F. Le procès de Zangroniz fit apparaître des fautes de gestion. On accusa le gérant d'avoir distribué un dividende et des intérêts non réellement acquis. Cependant, les créanciers touchèrent finalement un dividende de 39,675 %.

La fermeture de la Société Franco-Belge avait bouleversé les audacieux projets de Zangroniz et de Ranscelot. Celui-ci, en septembre 1859, s'était entendu avec MM. Roux et Bernabo pour leur acheter leurs usines (332) et fonder une nouvelle affaire de raffinage de sucre; la Société Belge-Marseillaise (333). Mais le négociant et les capitalistes marseillais se sont fait tirer l'oreille pour souscrire. À l'origine, Ranscelot avait prévu un capital social de 4 M mais il ne put réunir que 2 M. C'est d'ailleurs avec un fonds de roulement encore plus réduit qu'il commença son exploitation, car beaucoup de souscriptions étaient fictives (334). Après quelques semaines de travail, la Société Belge-Marseillaise avait dû cesser son activité, faute de ressources, et, sans être mise en faillite, elle fut liquidée.

Les activités de Zangroniz et Ranscelot avaient jeté dans les es-

pris un certain trouble, aussi le négoce se déroba lorsque MM. Roux et Bernabo ont voulu, en janvier 1860, créer la "Raffinerie du Midi", une société en commandite par actions au capital de 2 M (335). A cette époque, seuls, les Grandval sont restés fidèles à la structure familiale de l'entreprise, car, depuis novembre 1858, la raffinerie Massot, la plus ancienne de la place, s'était transformée en société en commandite par actions. Les Roux et Bernabo, eux seront bien entendu, obligés de reprendre leur exploitation dans le cadre familial étroit qui caractérisait leur affaire en 1859. Les réticences du négoce à l'égard du raffinage du sucre continuaient d'ailleurs à se manifester. Personne à Marseille ne voulait acheter l'usine de Saint-Louis, magnifique outil entièrement neuf qui avait coûté 2.572.012 F (336). Offerte en janvier 1861 pour 1.200.000 F sans résultat, sa mise à prix en juin fut fixée à 700.000 F et après l'échec d'une seconde tentative de vente, J. Grandval, pour empêcher un Belge d'Anvers, Florent Emsens de l'acquiescer, poussa jusqu'à 1.151.000 F, mais elle finit malgré tout, par tomber aux mains d'Emsens à la suite d'une surenchère. Payée 1.270.000 F, elle se trouvait déjà amortie de moitié (337).

L'année 1861 a marqué un tournant pour la raffinerie marseillaise. La loi du 24 juin 1861 incitaient les industriels à l'optimisme; ils ont poussé leur fonte à un niveau jamais atteint (cf. Graphique n° 2) et jamais il n'y avait eu autant d'ouvriers au travail (338). En 1862, la "Raffinerie Phocéenne" disparaissait, mais en décembre Charles Rostand décidait de construire une nouvelle usine. Elle fonctionna dès juin 1863 et ce n'était qu'un début puisqu'en décembre 1863, Auguste Maurin faisait construire une sixième grande usine qui devait donner à Marseille le premier rang dans le raffinage du sucre en France.

B- Les vieilles dynasties de raffineurs de sucre.

A Marseille en 1863, il existait dans l'industrie du sucre deux types de sociétés, d'un côté celles qui avaient un long passé et qui appartenaient aux vieilles dynasties de raffineurs, les Massot, les Grandval, les Roux et Bernabo, d'autre part, celles qui sont nées d'une spéculation sur la conjoncture, les nouvelles créations des Emsens, Rostand et Maurin.

Les GRANDVAL.

La forte personnalité de Joseph Grandval (339), le "Napoléon de la cuite", comme l'on disait à Marseille, domine l'industrie du sucre dans le grand port méditerranéen. Né à Ajaccio, où son père était médecin militaire, J. Grandval fréquenta l'Ecole des Frères de la Doctrine Chrétienne, puis entra en 1811 au séminaire. En 1816, il quitta la Corse pour Toulon où il étudia un an la pharmacie, puis à Marseille, il monta une distillerie pour transformer des résidus sucrés jetés à la mer qu'il récupérait et en 1820, il s'associa avec Antoine Girard pour exploiter une minoterie; les quelques bénéfices qu'ils ont réalisés leur ont permis de louer une fabrique de noir animal.

Cette affaire donna de bons résultats pendant dix ans (340), aussi en 1831, J. Grandval persuada Girard d'acheter une raffinerie de sucre (341). Ne disposant pas d'un fonds de roulement suffisant pour assurer la marche des deux fabriques, ils eurent recours aux services du banquier Lauront qui les cautionna et leur ouvrit un crédit. Chaque soir J. Grandval devait lui présenter les livres de la société. En 1839 Grandval et Girard ont élargi les bases financières de leur association en la transformant en société en commandite simple. Onze bailleurs de fonds apportèrent 317.000 F et les gérants fournirent 158.000 F (342). Avec ce capital de 485.000 F Grandval et Girard sont devenus les premiers raffineurs de la place. En 1843, ils ont remboursé 8 de leurs commanditaires et avec Blaise Benat, Raymon et Hippolyte Roux, tous négociants, ils ont alors prorogé leur société pour six ans (343).

Cependant, en 1846, J. Grandval fondait avec Léon Gay une banque: le Caisse Centrale du Commerce Marseillais (344); quant à la raffinerie, elle fut louée en novembre 1845 au marquis de Forbin-Janson. Les raisons profondes de cette rupture avec le sucre nous échappent. "En 1845, des circonstances particulières le portent à devenir banquier" écrit en 1852, le Préfet des Bouches-du-Rhône à propos de Grandval.. Mais en 1848, en pleine crise, il redevenait raffineur (345) sans doute à la suite des pertes subies par la Caisse Gay-Grandval en grande partie dues aux faillites Forbin-Janson et Descroix (346).

La société en commandite par actions J. Grandval & Cie, plus connue sous le nom de "Raffinerie Marseillaise" fut définitivement constituée le 3 mai 1848 (347). J. Grandval, pour son nouveau départ, n'a pu réunir qu'un million, mais l'établissement modernisé par Forbin-Janson ne lui a rien coûté. La répartition du capital social était la suivante : J. Grandval, 400.000 F, Caisse Marseillaise, 300.000 F Baudon & Cie (Caisse Centrale du Commerce et des Chemins de Fer) 300.000 F. Le gérant J. Grandval

apportait dans l'association la raffinerie et les banques fournissaient le fonds de roulement. Malgré la crise, la prospérité de la Raffinerie Marseillaise s'affirma rapidement. En 1856, les Grandval en sont devenus entièrement les maîtres. En effet, J. Grandval racheta à la Caisse Centrale de Commerce Marseillais les 30 parts qu'elle détenait et grâce à l'argent gagné depuis 1848 (348), il créa avec l'unique concours de ses fils, Alphonse et Jules, une société en nom collectif au capital de 3 M (349).

Les trois gérants disposaient de la signature sociale mais il était prévu qu'en cas de divergence, la volonté de Grandval père prévaudrait. Celui-ci conservait d'ailleurs le droit de dissoudre la société "en tous temps quand il le jugera convenable, sans être tenu à en expliquer les causes". Ce paternalisme autoritaire, tempéré par l'affection que portait Grandval à ses fils, va contribuer à faire de leur établissement le plus important de France et d'Europe. En 1863, la raffinerie du Boulevard des Dames pouvait fondre 120.000 kg de sucre brut par jour et elle occupait 1.000 ouvriers. En 15 ans, J. Grandval avait investi près de 8 M dans son entreprise. Les bâtiments de la raffinerie valaient 1 M et le matériel 5.445.980 F. En 1850 il avait construit une fabrique de noir estimée à 519.000 F et en 1856, il avait monté une distillerie de mélasse où il avait dépensé 376.140 F (350). Son prestige était grand dans le commerce; peut-être parce que "son succès avait été lent et disputé pied à pied" (351) mais surtout parce qu'il avait réussi (352).

Les MASSOT.

Les affaires des Massot se sont aussi développées assez lentement. Pierre Marie (dit Marius) Massot naquit à Marseille le 19 août 1796 de parents inconnus. En 1821, il s'est lancé dans le raffinage du sucre avec Pierre Guérini (353). Deux ans plus tard, il a créé avec J. B. Pignatel une fabrique de savon (354). Mais pendant une vingtaine d'années, on ne peut guère suivre ses activités. Vers 1837 il s'est associé à Théodore Gillibert fils aîné & Cie qui exportait des draperies et rouenneries aux Indes. En 1842, leur capital s'élevait à 200.000 F (355) et en 1850 la société fut prorogée pour cinq ans avec un fonds social porté à 250.000 F (356).

En mars 1855, les fils Massot, Marius et Louis, sont devenus des associés en nom collectif. La mise totale se montait alors à 500.000 F (357). Toutefois, le décès de P. M. Massot survenu le 17 juin 1855 amenait dès juillet la transformation de l'affaire en société en commandite simple (358). Il laissait à sa femme et à ses sept enfants une fortune d'environ 1 M (359).

Mais en 1858, la crise allait obliger les frères Massot (360) à fermer momentanément leur usine (361). Ils ont alors modifié la structure de leur maison en créant avec l'aide d'amis et de capitalistes une société en commandite par actions au capital de 2,2 M (divisé en 4.400 actions de 500 F) (362). Définitivement constituée en mars 1859, la nouvelle entreprise scellait une alliance entre l'industrie, le commerce et la banque (363).

A côté des Massot on trouvait les Deville et les de Saint-Alary (364), qui possédaient des plantations aux Antilles et une maison de commission à Marseille. Le négoce était aussi représenté par des courtiers J. Julien, J. B. Seguiet, Ch. Baccuet, par V. Roux, agent des mines de la Grande Combe, par des armateurs, Heuzé et Laurent Déonno, administrateur de la Cie des Messageries Impériales et futur directeur des Forges et Chantiers de la Méditerranée (365). Deux banquiers, Ch. Lantelme et Hilarion Roux de Fraissinet participaient également à l'affaire.

L'usine Massot fut reconstruite par Arnaud, le meilleur ingénieur de J. Grandval. Le coût des travaux dépassa le chiffre du capital, mais de solides appuis financiers ont permis d'obtenir des paiements échelonnés et un crédit de douane de 2 M a aussi facilité le remariage de la raffinerie. En 1863, elle pouvait fondre 14.000 tonnes de sucre brut (366).

Les ROUX et BERNABO.

L'établissement des Roux et Bernabo avait été monté en 1825 ou 1826 par l'armateur François Toussaint Roux. Pendant 15 ans il s'en occupa seul et ce n'est qu'en 1842, qu'il s'associa avec un ancien capitaine de navire, Félix Bernabo (367). Ils ne manquaient pas de fonds car ils avaient versé chacun 400.000 F dans les caisses. A la même époque ils sont devenus commanditaires du fabricant d'huile Louis Frémond, beau-frère de Bernabo, en lui fournissant 120.000 F (368). En 1845, après le retrait de deux autres commanditaires, ils ont même augmenté leur participation dans l'huilerie (369).

En 1851, après la mort de F. Bernabo, sa veuve prolongea l'association avec Roux. Le fonds social fixé à 1 M était partagé d'une façon égale entre les deux associés qui, en dehors de la fabrication de sucre et d'huile, se livraient aussi à l'armement et à la commission (370). Cependant, en avril 1859, ils décidèrent de fermer leur usine et ce fut la vente à la société Belge-Marseillaise. Mais l'échec de Ranscelot et les perspectives offertes à l'industrie du sucre en 1860, les ont amenés à lancer une société en commandite par actions, la "Raffinerie du Midi". On sait que les réticences du commerce forcèrent alors les familles Roux

et Bernabo à reprendre au début de 1861 l'exploitation de l'ar établissement avec leurs propres ressources et en 1862, F. Roux et ses trois fils, François, Toussaint et André d'un côté, Mme Vve Bernabo et ses fils Léon, François, Alexandre de l'autre, prolongèrent une fois de plus leur association (371).

C- Les nouvelles entreprises.

La raffinerie EMSENS.

C'est en juillet 1862 qu'un négociant d'Anvers, Florent Emsens a racheté la raffinerie de Saint-Louis arrêtée depuis décembre 1859. Avec lui le négoce belge et hollandais soutenu par quelques maisons allemandes, s'est installé au coeur d'une place qui luttait de toutes ses forces contre l'invasion des sucres hollandais et belges en Méditerranée. Il semble que l'initiative d'Emsens s'explique surtout par le désir du commerce d'Anvers et d'Amsterdam de conserver - à partir de Marseille - les débouchés acquis et menacés par l'évolution récente de la législation française, devenue favorable à l'entrée des sucres exotiques étrangers.

Emsens reconstitua une société en commandite par actions au capital de 3 M (6.000 actions de 500 F) (372). Sa participation et celle de ses amis belges se montait à 1.808.000 F, celle de Louis Cramer d'Amsterdam et des hollandais à 1.192.000 F. Ecarté du conseil de surveillance (373), le négoce marseillais ne joua aucun rôle dans la nouvelle entreprise avant février 1864. Introduite à la Bourse en juin 1863, la société Emsens pouvait fondre 20.000 tonnes de sucre brut par an. Elle occupait donc la seconde place dans l'industrie du sucre du grand port.

La création de la Société CHARLES ROSTAND & CIE.

Charles Rostand était le quatrième fils de Bruno Rostand (374). Il avait pratiqué pendant quelques années la commerce des sucres à La Havane. A son retour à Marseille, il avait fondé une maison de commission et en décembre 1862, il offrait aux Marseillais les actions d'une société en commandite destinée à l'exploitation d'une grande raffinerie.

Le dynamisme de Ch. Rostand a vite entraîné les adhésions et sa société fut mise sur pied en janvier 1863. Au départ, il avait acheté une usine désaffectée et il reçut pour cet apport 1621 actions (710.500 F). Le reste du capital (2.289.000 F) fut souscrit à Marseille, Paris, Genève

et dans cette dernière ville par l'intermédiaire de la Banque Commerciale de Genève. Au conseil de surveillance siégeaient H. Bergasse, M. Picaud, E. Darier et Vaisse et Lebeau; quant aux principaux actionnaires ils se recrutaient parmi les négociants marseillais et les capitalistes genevois (375). En possession de son capital, Ch. Rostand poussa la construction de son usine (376). Avec l'aide d'Arnaud il a réussi à édifier en 5 mois un outil doté des perfectionnements les plus modernes, capable de fondre 70.000 kg de sucre par jour. Introduites en mars 1863 à la Bourse de Marseille (le travail de l'usine ne commença pourtant que le 22 juin), les actions Rostand furent activement demandées et dépassèrent tout de suite leur nominal.

La fondation de Saint-Charles.

"Depuis la loi de juin 1861 qui admet au raffinage et au drawback les sucres de toutes provenances, importés par tous les pavillons, la position de la raffinerie marseillaise s'est améliorée dans de telles proportions qu'on peut presque dire que son avenir est sans limites". Ainsi s'exprimait A. Maurin dans un prospectus publié en 1863 où il annonçait son intention de réunir un capital de 5,5 M (7.000 actions de 500 F) pour traiter 25.000 tonnes de sucre (377). Mais sa société ne fut définitivement constituée qu'en mars 1864. Cependant, dès septembre ses actions étaient cotées en Bourse et en décembre il versait l'intérêt semestriel du capital (12,50 F par titre) (378), toujours sans avoir fondu un kilogramme de sucre. Il ne commença à travailler qu'à la fin de mai 1865 (379) et la construction de l'usine de Saint-Charles avait coûté 3.745.000 F (pour une capacité de fonte de 20.000 tonnes). (380). La bonne marche de son entreprise allait donc dépendre de son crédit.

Cette fébrilité de l'investissement dans le raffinage du sucre constituait un pari sur l'avenir mais elle était aussi l'expression d'une volonté d'entreprendre que renforçait la certitude de gains rapides assurés par une législation favorable à l'exportation. Il suffisait à A. Maurin d'affirmer qu'il pouvait faire un bénéfice de 35 % pour que l'argent afflue dans ses caisses comme il avait afflué dans celles d'Emment et de Rostand.

Depuis la Monarchie de Juillet, le développement des raffineries des ports avait été spectaculaire. A lui seul, J. Grandval travaillait 36.000 tonnes de sucre brut par an (381) alors que la fonte des 12 raffineries parisiennes ne dépassait guère 80.000 tonnes. En 1864, dans les ports il y avait encore 31 raffineries mais le degré de concentration n'était pas partout le même :

Nombre d'ouvriers	Nombre de raffineries	Localisation
1000	1	Marseille
500	1	Nantes
300 à 400	3	Marseille (2) Nantes (1)
200 à 250	2	Marseille (2) Le Havre (1)
100 à 200	6	Marseille (1) Nantes (2) Le Havre (2) Honfleur (1)
50 à 100	2	Bordeaux (2)
- de 50	16	Bordeaux (11) Nantes (3) Le Havre (1) Rouen (1)

Ce phénomène avait touché tous les ports sauf Bordeaux. La fabrique type avec 100 à 400 ouvriers travaillait alors 4 à 16.000 tonnes de sucre brut. Celles qui se situaient au-dessus de cette fourchette occupaient une position particulière sur le marché. J. Grandval ne vendait en France que 150 tonnes de sucre par mois - le reste étant exporté (382); quant à N. Cezard qui plaçait environ le tiers de ses raffinés à l'étranger, il venait jusqu'à Marseille satisfaire les besoins de la consommation à la faveur des bas tarifs consentis par le chemin de fer.

Ainsi, les ports grâce à l'achèvement des grands axes ferroviaires et à l'exportation avaient pu créer de grandes entreprises, mais leur croissance dépendait étroitement des marchés extérieurs et elle avait aussi coïncidé avec un développement relativement lent de la raffinerie parisienne qui s'était confinée dans le rayon qui était le sien en 1847 en rognant dans le Nord et l'Est les débouchés des raffineries "libres".

Cependant, dès 1863, on ressentait un certain malaise à Marseille où l'on se demandait si l'exportation n'avait pas atteint ses limites et l'on n'écartait pas l'hypothèse d'un accident conjoncturel pouvant réduire l'activité des usines (383). L'unification du marché national posait d'autres problèmes. Certes, pour Nantes, la concurrence d'Orléans avait disparu, comme celle d'Angers et de La Rochelle et l'on avait poussé vers Lyon, Bordeaux et le Midi. Au Havre on avait écrasé Dieppe et Rouen. Mais il y avait toujours le risque d'un réveil brutal de Paris dans la mesure où l'on parlait d'étendre le drawback au sucre indigène.

Dans les ports, de 1790 à 1863, plusieurs centaines d'hommes ont tenté leur chance dans le raffinage du sucre, mais seule une petite minorité a réussi à se maintenir; le plus grand nombre ont échoué et d'immenses capitaux ont disparu. Il faut tout d'abord constater un premier fait:

Le renouvellement presque total du patronat au moment et au lendemain de la Révolution. Partout, à cette époque, des hommes nouveaux ont installé leurs bassines et leurs fourneaux dans les ateliers qui chômaient. Ainsi, à Nantes, en 1794 il existe 11 raffineries (384) contre 15 en 1789 (385); quatre affaires sont encore menées par des gens qui exerçaient leur activité sous l'Ancien Régime, mais en 1817, sur 14 établissements, un seul est dirigé par un ancien raffineur. A Marseille, la rupture semble totale entre le XVIIIe et le XIXe siècles (386). Au Havre sur les 3 ou 4 entreprises d'avant 1789, une seule s'est maintenue (387). A Rouen 3 fabricants sur 6 ou 7 ont rallumé leurs feux dès la chute de l'Empire (388). Par contre, à Bordeaux, beaucoup de raffineries appartenant le plus souvent à des armateurs, ont survécu. C'est sans doute l'intérêt porté par l'armement à l'industrie du sucre qui leur a permis de traverser sans trop de dommages des temps difficiles (389). Au contraire, dans les autres ports, le négoce ne s'est pas soucié du raffinage, qui fut, comme le déclare HALGOUET pour Nantes, "plutôt source de mécomptes que de richesses" (390).

Ainsi, la reconstruction de la raffinerie nantaise (totalement arrêtée en 1809 s'est faite de 1816 à 1820. Une seconde période moins propice aux créations d'usines a suivi de 1821 à 1836. Enfin, en 1837, s'ouvre la grande époque des fondations d'entreprises - jusqu'en 1847, puis à partir de 1852, l'industrie du sucre est en plein essor à Nantes. On a rassemblé quelques données sur l'origine sociale des hommes qui ont assumé la gestion des raffineries de 1815 à 1863 (391).

Peu de patrons, entre 1815 et 1820, viennent directement de la terre. Seuls P. Lemerancier et L. Frémondrière font exception. La grande majorité se recrute dans le monde du négoce et de l'épicerie (392). De 1821 à 1836, la nouvelle génération d'entrepreneurs a conservé des liens étroits avec ces milieux. Toutefois, les fils de raffineurs sont plus nombreux à succéder à leur père, et des ouvriers comme Bouchaud et Hervieu ont réussi à monter leur propre affaire. Mais parmi tous ces hommes, il y a peu de traces d'attaches rurales (393). La troisième vague de chefs d'industrie - celle du démarrage de la raffinerie nantaise - s'identifie pour son recrutement aux deux précédentes. Le patronat vient toujours du négoce, de l'épicerie ou du métier (394).

Ainsi, pour la période envisagée, les deux-tiers des patrons sont issus du commerce et le quart a débuté dans le raffinage du sucre. Toutefois les incertitudes demeurent. On ne peut pas ranger tous les commis-négociants dans la même couche sociale : que de différence entre un A. Larrey, fils d'un artisan plâtrier, et J. B. Etienne! mais surtout, beaucoup de négociants et d'épiciers n'avaient pas vraiment l'intention de devenir

des raffineurs. Ils spéculaient sur les sucres et pouvaient quelquefois succomber à la tentation de monter une petite fabrique. C'était une expérience. En cas d'échec ces établissements disparaissaient très vite. Quant au partage des risques, il était très préquent, négoce ou épicerie d'une part, raffinage de l'autre, et le choix d'une activité unique, quand il avait lieu tardait bien longtemps.

Malheureusement, ailleurs, il n'a pas été possible d'envisager le problème de façon aussi complète. Au Havre, cependant, à la veille de la crise de 1848, sur 13 raffineurs, 7 s'occupent en même temps d'épicerie et les deux plus importants établissements (Clerc-Kayser & Cie et Saglio & Cie) appartenaient à des négociants. En 1863, sur 4 associés en nom collectif ou gérants, 3 venaient de l'armement, J. Clerc, L. Cor, H. Haentjens et le dernier J. P. Gevers dirigeait toujours sa raffinerie d'Anvers. De même à Honfleur, Coudre-Lecoudrais et Lecarpentier étaient les héritiers d'une solide tradition commerciale familiale.

A Marseille, le groupe patronal s'est aussi formé dans l'industrie du sucre ou le négoce. Les Grandval et les fils Massot sont des raffineurs; les Roux-Bernabo, Emsens, Rostand, Maurin, viennent de la commission, de l'armement ou de l'épicerie; Lebéfaude et les Ribert à Bordeaux, David, Delpech, Faure de même.

A Nantes, comme dans les autres ports, peu de raffineurs ont des attaches avec le milieu rural. A Paris même, à l'exception des Lebaudy, les origines paysannes des sucriers se perdent dans un lointain passé. On peut donc nuancer des affirmations comme celles d'A. Daumard et de P. Bairoch qui donnent trop d'importance au monde des campagnes dans le recrutement du patronat (395). Il faut remarquer aussi que dans le raffinage du sucre, le capital foncier n'a joué ni un rôle déterminant dans le démarrage des entreprises ni à plus forte raison dans leur développement. A Marseille, un seul raffineur, le marquis de Forbin-Janson a investi dans l'industrie du sucre les revenus que lui procuraient ses terres, mais son histoire est mal connue. Par contre, la réussite de J. Clerc et de J. Grandval ne s'explique pas uniquement par leur talent. Clerc s'est associé au banquier Thurneysen; quant à J. Grandval il a tout d'abord été aidé par le banquier Lauront et ensuite commandité par des négociants. La place tenue par les banquiers et les commanditaires pose donc quelques problèmes.

A Paris, les banquiers se sont très vite intéressés à l'industrie du sucre. Sous le Premier Empire, B. Delessert a monté une raffinerie à Passy et une autre à Paris, et les frères Périer en possédaient deux vers 1820, l'une à Paris et l'autre à Choisy-le-Roy. Cette alliance de la finance et du sucre n'a pas duré. Sous Louis-Philippe et au début du Second

Empire, les banquiers n'ont pas vraiment cherché à s'imiscer directement dans le raffinage du sucre. Le plus souvent, ils se contentaient de souscrire un paquet d'actions pour les placer ensuite dans leur clientèle. Ainsi, en 1848, la Caisse Générale du Commerce et des Chemins de Fer, en accord avec la Caisse Centrale du Commerce Marseillais a apporté son concours à J. Grandval pour fonder la Raffinerie de Marseille. Certes, la crise de 1848 a renforcé les liens entre Grandval-Banquier et Grandval-Raffineur, mais ce dernier, dès 1856 a échappé à la tutelle de la Caisse Marseillaise. De même J. Clerc a pu se libérer de l'emprise de Thurneysen en 1858. Malheureusement il est impossible de déterminer ce qui est dû à l'appui des banques dans le nouveau départ des raffineries Clerc et Grandval.

Pour le crédit à court terme, les banques et la monnaie de banque ont été davantage sollicitées. La société Descroix et Girard de Marseille pendant sa brève existence nous donne un exemple des liens qui pouvaient exister entre raffineurs et banquiers. Tous les mouvements de fonds passaient par les mains de Gay-Grandval & Cie qui faisaient des avances à 4 % l'an. La banque encaissait aussi les primes d'exportation et les portait à un compte spécial à 5 %. Elle touchait pour cela une commission de 1 %. Elle servait aussi de caution en douane à raison de 100.000 par mois (soit 400.000 F d'engagement, le délai de paiement des droits étant de 4 mois). En contre-partie Gay-Grandval & Cie bénéficiait d'une commission de 1 % sur tous les achats de sucre brut (valeur d'entrepôt). Toutefois, la banque se réservait le droit d'exiger la liquidation de l'affaire en cas de perte de la moitié du capital et pour contrôler sa marche, Marquis, beau-frère de Grandval, tenait les livres. En mai 1848, les avances à Descroix & Girard atteignaient 316.000 F (396). Il s'agit là peut-être d'un cas limite car les 4 mois de terme consentis par la douane étaient presque toujours cautionnés par des négociants.

En définitive, les banquiers ont pris peu de risques dans le raffinage du sucre. Bien entendu, on les trouve dans les conseils de surveillance - ainsi Lilarion Roux de Fraissinet chez Lassot - d'autres deviennent co-gérants comme G. Pocnet chez J. Clerc, mais ce n'est qu'au début de 1863 que la Banque Commerciale de Genève s'engage à fond dans le lancement de la société Charles Rostand à Marseille. A Nantes et Bordeaux, les banquiers se sont tenus à l'écart.

Par contre de nombreuses affaires ont démarré avec l'aide de commanditaires. Ce fut le cas de L. Say et de Cossé-Duval à Nantes, de J. Grandval à Marseille, de J. Clerc au Havre, de Soulié-Joncas à Bordeaux. Les apports provenaient soit de la famille, soit du négoce. Mais à Marseille, la plupart des sociétés créées jusqu'en 1840 ont eu des commandi-

taires, ailleurs on a préféré la société en nom collectif simple. Bordeaux et Nantes ont rarement adopté la société en commandite par actions, apparue cependant pour la première fois dans le raffinage du sucre à Nantes en 1844. C'est au Havre et à Marseille que ce type de société est devenu après 1848 la forme commune d'entreprise. Elle allait permettre aux raffineurs marseillais de réunir beaucoup plus de capitaux - d'investir et de pousser la production de leurs usines au niveau que l'on sait.

Les disponibilités que le négoce plaçait dans l'industrie avaient des origines variées, mais dans les ports où la grande source de profit est le commerce colonial, on a l'impression que les bénéfices qu'il rapportait se diffusaient lentement dans le raffinage du sucre, surtout à Marseille par le biais des souscriptions d'actions et des avances (397). Il ne faut pas oublier non plus la présence, dans quelques sociétés, d'hommes venus de la Martinique comme les Deville et Saint-Alary chez Massot, ou de Maurice comme Rougier-Lagane chez Massion-Rozier. La participation directe de négociants demeurant aux colonies est beaucoup plus rare (398). Enfin, à Nantes N. Cezard a réinvesti massivement dans le sucre des capitaux gagnés à Java et Sumatra. Mais ce cas reste unique, car il apparaît que l'argent gagné dans le commerce colonial n'a joué le plus souvent un rôle qu'après le démarrage des entreprises - du moins jusqu'au Second Empire. Il semble donc que la plupart des raffineurs ont financé le développement de leurs usines avec les bénéfices retirés de leur industrie (399).

Il faut souligner tout d'abord que la conception que les raffineurs avaient du profit restait simple. Elle ne procédait pas encore d'une analyse rigoureuse de leur prix de revient. Ils cherchaient avant tout à maximiser leurs gains. C'est du moins ce qu'exprime un raffineur parisien en 1860 : "On achète 100 F le sucre brut et on le vend 130 F, voilà comment on a calculé pour avoir un prix rémunérateur. Chaque fois qu'il n'y a pas 30 F entre le prix du sucre brut et le prix du sucre en pain, on peut arriver encore, mais cela devient difficile" (400). En 1822, un raffineur ajoutait 40 F au prix de la bonne 4e pour faire le prix de revient du sucre en pains et en 1869, il s'estimait heureux quand il obtenait un écart de 18 F avec un rendement moyen de 80 % (401).

Dans le cadre de leurs syndicats les raffineurs ont tenté d'imposer avec plus ou moins de succès des prix mais dans l'état présent de la documentation - c'est à dire avec les seuls procès-verbaux de la Réunion - il est difficile de dire s'ils sont arrivés à modeler les formes du marché ou si la loi de l'offre et de la demande a le plus souvent joué; toutefois l'action de puissance que les entreprises exerçaient sur la conjoncture explique en partie les gains des Say, des Etienne des Cezard et des

Grandval. Les petites fabriques, dans la mesure où elles se spécialisaient dans un produit rare et de qualité - par exemple le candi - étaient capables elles aussi d'obtenir des marges qui n'avaient aucune mesure avec celles des pains et qui laissaient de solides bénéfices (cas des Cossé-Duval).

Malheureusement le caractère fragmentaire de nos sources - leur dispersion, la rareté des séries quantitatives - ne permettent pas de suivre avec rigueur l'accumulation du capital dans le raffinage du sucre. De 1802 à 1809 à Nantes, les bénéfices de la raffinerie auraient atteint en moyenne $71\frac{1}{2}$ % du chiffre d'affaires (402). A la même époque, Th. Dobrée, en se plaçant dans les conditions les plus favorables de financement et de travail estime possible un rendement de 68 % et des bénéfices qui représentent près de 20 % du chiffre d'affaires (403).

La première appréciation est volontairement pessimiste. Il s'agit en effet, de renseignements communiqués à l'administration, quant à la seconde, elle paraît trop optimiste; cependant Th. Dobrée est convaincu qu'au retour de la paix l'établissement d'une raffinerie sera "un des moyens les plus avantageux pour l'homme à argent de le faire valoir". Beaucoup d'entrepreneurs ont pensé comme lui si l'on considère le nombre de raffineries créées à partir de 1815. Mais la rentabilité est restée inférieure aux pourcentages théoriques qu'il avait envisagés. En 1828, les 25 fabriques situées dans la Seine et la Seine-et-Oise ont réalisé un chiffre d'affaires de 31.719.776 F et un bénéfice global de 1.281.052 F soit 51.000 F par usine (404). et pour un capital moyen de 400.000 F investi dans chaque entreprise un rendement de $12\frac{1}{2}$ % (un peu plus de 4 % du chiffre d'affaires) (405). Depuis 1825, la conjoncture n'était pas favorable. La crise politique de juillet 1830 va encore aggraver le mal. En 1832, Le Lloyd Nantais estime que les bénéfices des raffineries sont nuls et qu'en temps ordinaire ils ne dépassent pas 2 à 3 % du montant des ventes (406).

Mais après ce creux, la formation du capital s'est accélérée. La crise de 1839 et la dépression qui l'a suivie n'ont pas vraiment entravé le développement des entreprises qui utilisaient la vapeur et la cuite dans le vide pour diminuer leurs frais de fabrication. C'est l'époque aussi où l'on a tiré le maximum du noir de raffinerie (407). A Honfleur, les bénéfices n'ont jamais été aussi importants. Enfin, à partir de 1852, le raffinage du sucre en est entré dans l'ère des gros profits. Dans les ports, la rumeur publique confirme leur importance. En 1854, parlant de la société Clerc-Kayser au Havre, le préfet de la Seine-Inférieure écrit : " Cette maison.... paraît avoir réalisé, par le grand nombre d'affaires auxquelles elle se livre depuis quelques années, des bénéfices considéra-

bles " (408). Dans la même ville, en 1855, J. P. Gevers a distribué, à la suite d'une heureuse spéculation, un dividende de 250 F à ses actionnaires (409). A Marseille J. Grandval avait parfois gagné plusieurs millions (410) et, en 1859, Zangroniz, après un exercice de 9 mois annonçait un gain de 1.324.225 F (411); quant aux Massot, en plus de l'intérêt du capital (110.000 F par an) ils ont versé pour les dividendes 19,65 F en 1861, 47 F en 1862 et 1863 (412). On perdait même de vue la réalité. A. Maurin, dans une brochure affirmait pour la raffinerie qu'il allait construire, un minimum de 35 % de bénéfices, sans avoir jamais fondu un seul kilogramme de sucre (413). A Nantes, les bénéfices des Etienne ont souvent dépassé le million (414). De même N. Cezard a accru une fortune déjà considérable. Comme le remarque P. Eudel "le sucre achève ce que le café avait commencé" (415).

Une estimation globale des bénéfices de la raffinerie française a été faite par Dubrunfaut (416). Elle se rapporte aux années qui ont précédé la crise. Pour un capital fixe et circulant de 70 M les raffineurs gagneraient approximativement 27 M soit un rendement de 38 %. Ce taux paraît élevé, surtout si on le compare aux 10 % que retireraient de leur industrie les fabricants de sucre indigène (127 M investis et 12,5 M de bénéfices). Mais la volonté de montrer l'infériorité de la sucrerie a peut-être poussé Dubrunfaut à exagérer l'importance des gains de la raffinerie et à minimiser ceux de la sucrerie.

L'accumulation de capital dans les entreprises est le signe le plus visible de leur prospérité, mais cela sous-entend toute une activité un combat quotidien pour l'approvisionnement et l'investissement qu'il est impossible de saisir dans le détail. Par contre, les crises apparaissent comme des moments décisifs pour la concentration (417).

Après l'élan des années 1817 et 1818 il y eut un premier mouvement de concentration (crise de 1819) - un second après celle de 1833, qui fut amplifiée par le rétablissement du drawback et un troisième après les difficultés de 1839. A partir de 1840 les raffineurs qui n'ont pas adopté les nouveaux procédés ont fermé leurs portes à Nantes et à Marseille; par contre, au Havre et à Bordeaux les fabriques artisanales ont résisté comme d'ailleurs en 1848 quand la crise a frappé durement les affaires qui avaient surinvesti - à Marseille, Forbin-Janson dès 1847; en 1848 Saint-Omer, Barré & Cie et Arnaud & Cie à Nantes, enfin, les Saglio au Havre. La crise de 1858 opéra une dernière sélection. Au Havre les épiciers-raffineurs ont disparu ainsi que l'usine Knight & Cie qui manquait de fonds pour achever de payer son matériel. A Marseille, il y a eu deux faillites, celles de Mouren - Couret et de Zangroniz & Cie et un abandon, celui d'Albrand-Prisé. De plus, en 1858, les Massot ont cessé quelques semaines leur

fonte et pour redémarrer, ils furent forcés d'élargir le cadre familial de leur entreprise. A Bordeaux, il y eut des pertes (418). A Nantes, on licencia des ouvriers et, la raffinerie des Récollets de N. Cezard arrêta son travail de mai à juillet 1859 (419). La crise a donc accéléré la concentration au Havre et à Marseille, mais elle n'a pas provoqué de changements dans la structure des entreprises (en dehors des Massot).

Toutefois, il faut souligner que Ch. Rostand et A. Maurin ont utilisé en 1863 et 1864, la commandite par actions. Un temps semblait donc révolu dans les entreprises de Marseille - celui du cercle étroit de la famille et des amitiés. L'existence d'un véritable marché des valeurs, où les titres des raffineries s'échangeaient facilement explique sans doute le succès de la formule; mais il y avait surtout la nécessité de réunir un capital au départ suffisant pour faire marcher une grande usine.

Chapitre V.

NOTES

- 1 - AN F 12 2420, lettre Duval, mai 1810. En 1789 Duval a fondu 150.000 kg de sucre. Sa raffinerie (située à Harfleur), a été construite en 1777 et elle a coûté 300.000 F.
- 2 - Ibid., Situation des raffineries de Rouen.
- 3 - F. CAMTIER, Notes statistiques sur l'arrondissement du Havre (1830) p. 64.
- 4 - AM Le Havre, Statistiques industrielles, Ingouville, 1807-1851. En 1834, les Saglio ont fondu 1600 tonnes de sucre.
- 5 - Charles MASSAS, Archives du Havre, novembre 1837, p. 20.
- 6 - AD Seine Maritime, Etablissements insalubres (sans cote).
- 7 - AN F 12 2546.
- 8 - H. VIGARIE, Les grands ports de commerce de la Seine au Rhin. Leur évolution devant l'industrialisation de l'arrière pays, p. 84. Les hauts fonds de Quillebeuf constituaient un véritable cimetière de voiliers.
- 9 - Ibid., p. 104. Rouen avait perdu ses armateurs ce qui a éteint l'esprit de spéculation et d'aventure.
- 10 - Seule, l'usine Morice utilisait la vapeur et la cuite dans le vide.
- 11 - Huard père avait remonté en 1802 une raffinerie. Elle fut liquidée en 1811. Huard fils ne réussit pas mieux en misant sur le sucre de betterave. En 1824, une nouvelle liquidation se chiffrait par une perte de 155.000 F. Maurice BERGUEEN-DUBAUX, J. F. Berpouën, 1743-1831 p. 20.
- 12 - AM Le Havre F 2 11, Enquête 1840, lettre de MM. Saglio frères 21/2/1840.
- 13 - Journal du Havre, 1/2/1837, Le Henry, 5/1/1837.
- 14 - Journal du Havre, 5/8/1839, Dissolution de la société entre Camille et Jules Saglio et formation d'une société au capital de 605.000 F entre Charles Saglio et 6 commanditaires (a.s.s.p. du 22 juillet 1839). La société sera renouvelée en 1846. Journal du Havre, 25/4/1846 (a.s.s.p. 11/4/1846).
- 15 - Statistique de la France, Industrie; 1847-1852.
Les Raffineries de sucre au Havre et à Rouen en 1848

	Raison sociale	Valeur matière première traitée (F)	Valeur produit fabriqué (F)	Nbre d'ouvriers	Force utilisée
Harfleur	Saglio & Cie	4.150.000	4.674.400	115	1 mV
Ingouville	Clerc, Kayser & Cie	1.600.000	1.800.000	33	2 mV
Graville	Bourgeoise	277.372	293.824	6	feu nu
	Bletel & Le Hadouey	350.000	402.148	8	"
	Blais	619.622	702.247	14	"
	Sautreuil	150.000	200.000	3	"
	Hauchecorne	99.000	107.650	3	"
	Hardouin	100.000	125.000	6	"
	Le Crosnier	180.000	191.000	5	"
	Lucas	90.000	95.813	5	"
Sanvic	Mouren	78.000	92.500	2	"

Le Havre	Blais	264.000	312.000	6	feu nu 1 MV
	G. Hardouin aîné	550.000	716.000	10	
		8.488.194	9.713.607	216	
Rouen	Ch. Malandrin	667.756	725.900	17	feu nu "
	J. Leroy	623.537	726.254	18	
		1.291.293	1.412.154	35	

Dans ce tableau, on a des éléments qui se rapportent à 1847, d'autres à 1848 et certains à des années antérieures. Les Saglio possédaient une seconde raffinerie à Graville. Elle était en chômage. En temps normal la fonte de J. Clerc était supérieure d'un tiers (AM Le Havre F 2 11, Statistiques industrielles).

- 16 - AM Le Havre F 2 11. Enquête sur les conditions du travail dans l'industrie en 1848. Lettre de L. Blais 26/10/1848. 7 raffineries (avec 94 ouvriers) étaient en activité, 5 étaient fermées (275 personnes avaient perdu leur emploi).
- 17 - Ibid., au début de 1849, la raffinerie de Harfleur n'occupait plus que 75 ouvriers au lieu de 150 en temps normal.
- 18 - Me Duval, 9/4/1852, Prolongation de la société Ch. Saglio & Cie au capital de 180.000 F.
- 19 - AM Le Havre F 2 11. Statistiques industrielles, 1835-1851.
- 20 - Me Roquefort, 5/7/1856, Dépôt a.s.s.p. 27/5/1856.- Ibid; 4/5/1857. dépôt a.s.s.p. 2/5/1857. Répartition du capital (1500 actions de 500 F); E.J. Knight (500), L. Mansilla (200), J. Prim comte de Reus (300), R. Bernay (100), Ch. Doyen (200), p. d'Argence (100), E. Lopez (100).
- 21 - Sur la Cie Franco-Américaine, cf AN F 12 6148 B et F. RIVET, La Navigation à vapeur sur la Saône et le Rhône (1783-1863) pp. 547-568. R. de Zangroniz, un des associés des frères Cauthier siégeait au conseil de surveillance de la Raffinerie du Havre.
- 22 - AM Le Havre F 2 11, Statistiques industrielles.
- 23 - AM Le Havre, F 2 11, Statistiques industrielles.
Raison sociale fonte (tonnes) Nombre d'ouvriers
Clerc-Kayser & Cie
 candiserie 800 22
 raffinerie 14.000 243
Cor, Haentjens & Cie 9.000 168
Gevers & Cie 5.500 120 à 130
- 24 - Statistique de la France, Industrie, 1861-1865.
4 raffineries (510 ouvriers) fonte 25.500 tonnes : 25.514.000 F
(valeur: 3.500.000 F) produit 24.180 " 27.325.000 F
- 25 - Journal du Havre, 28/2/1825, La Banque Paravey lui assurait une com-mandite de 100.000 F.
- 26 - Son père se livrait au commerce en gros de la quincaillerie.
- 27 - AD B.-du-Rh., TC Dissolution de la société Bruat; Clerc & Cie, 31/12/1824.
- 28 - M. LEVY-LEBOYER, Les Banques Européennes et l'industrialisation in-ternationale dans la première moitié du XIXe siècle, p. 480.- Gazet-te des Tribunaux 26-27/1/1829.
- 29 - AD S.-M. Dossier Légion d'honneur J. Clerc.

- 30 - Sur les Saglio : LEUILLOT, Activités économiques et financières en Alsace au début du XIXe siècle, R.H.E.S. 1951, n° 1 pp. 32-52; - LEUILLOT, L'Alsace au début du XIXe siècle, tome II, les transformations économiques, pp. 251 et sq.
- 31 - T C Le Havre, a.s.s.p., 13/5/1829. Mme Kayser (seule associée en nom collectif) couvrait la gestion de son gendre. Son apport était de 100.000 F. Jules et Bernardin Saglio ont fourni chacun 100.000 F.
- 32 - TC Le Havre a.s.s.p. 6/6/1834.
- 33 - F.F. FONTEIL, L'Alsacien, J. G. Humann, R.H.M. juill.-août 1937.- F. FONTEIL, La contrebande sur le Rhin au temps du 1er Empire.
- 34 - Journal du Havre, 21/5/1858. Me Marcel 26/4/1856, Origine de la propriété.
- 35 - T C Le Havre, a.s.s.p. 22/7/1839.
- 36 - Me Dufour, Cahier des charges 28/7/1879. En 1837 A. Thurneyssen a payé cet établissement 150.000 F.
- 37 - AL Le Havre F 12 11 Statistiques industrielles.
- 38 - Me Dufour, dépôt 23/3/1853, a.s.s.p. 20/2/1853. Le capital (120 actions de 5000 F) était réparti entre J. Clerc (300.000 F), A. Thurneyssen (185.000 F) et de Bary (115.000 F). J. Clerc s'est adjoint comme directeur technique son fils Camille entré à Polytechnique en 1848 (cf. AL F 14 2193, Dossier C. Clerc).
- 39 - AD S. m. Dossier Légion d'honneur J. Clerc : " Cette maison paraît avoir réalisé par le grand nombre d'affaires auxquelles elle se livre de puis quelques années, des bénéfices considérables " (lettre du Sous-Préfet, 31/1/1854).
- 40 - Me Dufour, Dépôt d'un a.s.s.p. du 24-27/5/1856. A. Thurneyssen et de Bary ont cédé une partie de leurs actions à des négociants de Francofort, de même J. Clerc avait distribué à ses enfants quelques-unes des siennes, aussi les détenteurs de titres étaient plus nombreux qu'en 1853, mais la famille Clerc et le groupe Thurneyssen se partageaient toujours également le fonds social.
- | | Ancienne répartition | Nouvelle répartition |
|---------------------|----------------------|----------------------|
| Joseph Clerc | 26 | 90 |
| Emile Clerc | 12 | 20 |
| Joséphine Clerc | 12 | 20 |
| Laroché-Lucas | 20 | 20 |
| Auguste Thurneyssen | 20 | 30 |
| Henry de Bary | 10 | 25 |
| Frédéric Kessler | 10 | 25 |
| Jacob Manskopf | 6 | 15 |
| Jacob Mayer | 8 | 20 |
| Jean Mayer | 6 | 15 |
| Alexandre Chamot | néant | 20 |
| Total des actions | 120 | 300 |
- 41 - AD Seine, D 11 U 3 C 236, Faillite Charles Thurneyssen. Il devait 402.500 F à la société Clerc-Kayser.
- 42 - Me Dufour, 26/9/1856, dépôt d'un a.s.s.p. du 18/9/1856.
- 43 - En 1860, le syndic de la faillite déclarait: " l'excellente position de la maison Clerc-Kayser nous devra rendre facile la cession de notre commandite". La vente a été réalisée le 20 mars 1861 pour 150.000 F.
- 44 - Me Dufour 8/9/1859, dépôt a.s.s.p. du 31/12/1858 et du 5/1/1859.
- 45 - GUILLAUMEIN, Dictionnaire du Commerce et de la Navigation, tome II (1861), pp. 38-39.

- 46 - Me Dufour, 12/9/1860, on avait créé pour lui 40 parts de 5.000 F.
- 47 - Me Dufour, 31/7/1866.
- 48 - Me Dufour, 11/10/1858, Procuration au sujet de la création d'un bureau à Dunkerque pour l'expédition par mer des sucres de betteraves.
- 49 - T.C. Le Havre, Me Marcel, 17/8/1852, Extrait de l'acte de société.
- 50 - GUILLAUMIN, Dictionnaire du Commerce et de la Navigation, tome II p. 38.
- 51 - LARREGUY, Législation des sucres en France et en Angleterre en 1854.
- 52 - C C Le Havre, P V Délibérations, 23/10/1852.
- 53 - P. J. GEVERS, Question des sucres en France, 1855.- Du drawback sur les sucres raffinés et des effets qu'il produit sur les divers intérêts engagés dans la question, 1855.
- 54 - Annonce insérée par Me Marcel dans les journaux locaux en 1865.
- 55 - Courrier du Havre du 2/10/1864, A côté d'Auguste Mandrot, son fondé de pouvoir, on trouve J. G. Schmidt, Hugues, Euler, E. Cahen, E. Elen G. et R. Quesnel, tous membres de la commission de liquidation nommée par l'assemblée générale du 31/10/1864 après le décès de Gevers.
- 56 - Courrier du Havre, 10/9/1858. Me Lemonnier, 8/7/1873. Cahier des charges. L'usine avait été saisie à la requête de MM. Séraphin (jugement du 3/6/1858).. Cor et Haentjens ont acheté la raffinerie 720.000 F payables en 4 mois.
- 57 - AD Seine, a.s.s.p. 21/7/1858 Me Lhuillier, 14/2/1865.
- | | | | |
|----------------------|-----------|------------------|-----------|
| Louis Cor | 187.000 F | Pierre Chapart | 54.000 F |
| Henri Haentjens | 236.000 " | Etienne Masrol | 75.000 " |
| Emile Ducatel | 218.000 " | Comte Klein | 43.000 " |
| Sigisbert Moitessier | 107.000 " | Georges Palm | 40.000 " |
| Emile Palm | 60.000 " | Poulain | 27.000 " |
| Vve Mathurin Cor | 54.000 " | Pupin | 27.000 " |
| Gustave Pasquier | 54.000 " | Pécarrère | 10.000 " |
| Hart & Cie | 54.000 " | Haentjens frères | 80.000 " |
| Detaillé | 67.000 " | Henri Coste | 107.000 " |
- 58 - H. Haentjens se livra d'abord à l'armement puis créa une maison de commission.
- 59 - Courrier du Havre, 10/9/1858 et GUILLAUMIN, Dictionnaire du Commerce op., cit. p. 36.
- 60 - DE CONINCK, Le Havre, son passé, son présent, son avenir, 2e éd. p. 330
- 61 - Jugement di Tribunal de Commerce du Havre du 9/4 et 23/6/1873.
- 62 - AM Honfleur, I 498.
- 63 - cf. Charles BREARD, Le vieux Honfleur et ses marins.
- 64 - Pap. Dubourg, Notes sur les résultats, 1841.
- 65 - Pap. Dubourg, a.s.s.p. 22/8/1814, O. Lecarpentier (50.000 F) et A. Lacoudrais (40.000 F). ibid., a.s.s.p. 31/12/1824, Capital minimum 120.000 F (-;000 f pour chaque associé).
- 66 - L'Echo Honfleurais, 17/9/1864.
- 67 - AM Honfleur, F 11 133 / Situation de la raffinerie en 1842 ou 1843.
 Fonte 3.000 tonnes de sucre exotique valant 3.300.000 F
 Produit 2.900 tonnes de sucre raffiné valant 3.500.000 F.
 154 ouvriers - 3 machines à vapeur et 7 fourneaux.

68 - Pap. Dubourg. Notes sur les résultats, 1841.

69 - Ibid. Inventaire du 31/1/1841 (F).

Associés	Fonds social au 31/8/1839	Retraits	Intérêts	Prorata bénéfices	Fonds social au 31/1/1841
Lecarpentier	663.422,43	53.638,56	45.734,47	19.914,18	675.442,52
Lacoudrais	696.399,11	36.626,80	49.482,90	20.453,45	729.708,17
Dubourg	284.254,95	9.419,27	20.612,62	9.631,87	305.080,17
Total	1.664.076,59		115.829,99	49.999,50	1.710.231,14

70 - Pap. Dubourg, a.s.s.p. 25/6/1842.

71 - Pap. Dubourg, a.s.s.p. 20/3/1847, Mises des associés au 30/6/1846: Le carpentier père, 613.298,23 F, Lacoudrais, 819.532,75 F, Dubourg 319.712,29 F, Lecarpentier fils, 85.067,21 F. Pour les bénéfices, seule la répartition des lots avait changé (16 chacun pour les anciens associés et 12 pour B. Lecarpentier).

72 - AN F 12 2317.

73 - Me Bréard, 1/4/1853, L'inventaire de la communauté Lecarpentier se montait à 828.877,35 F.

74 - Pap. Dubourg, a.s.s.p., 7/8/1852, Evolution du fonds social et des comptes courants.

Associés	13/9/1851		30/6/1852	8/8/1852
Lecarpentier	670.237,28	Lecarpentier	971.571,30	700.000
père				
Lacoudrais	674.132,82	Lacoudrais	933.171,54	800.000
Dubourg	512.559,43	Dubourg	649.078,97	550.000
		L. Goulley	272.509,24	250.000
Total	1.856.929,53			
Comptes courants				
Lecarpentier	251.846,18			
fils				
L. Goulley	245.856,25			
	2.354.631,96		2.826.331,05	2.300.000

75 - L. Goulley exploitait une scierie qui fut reprise par la raffinerie.

76 - Le 1/3 est toujours distribué au marc le franc du capital. Le solde est divisé en 60 lots à raison de 15 lots pour chaque associé. Les pertes sont supportées de la même façon et si elles atteignent 1/6 du fonds social, la société peut être dissoute.

77 - Pap. Dubourg, a.s.s.p. 20/1/1858, Succession Lecarpentier (1.035.287,76), A. Lacoudrais (1.139.631,57), V. Dubourg (1.001.655,53), L. Goulley (680.141,74).

78 - De CCNINCK, op. cit., 2e éd. p. 331.

79 - Pap. Dubourg, a.s.s.p. 7/3/1858 et 25/1/1865.

80 - Me Bréard 6/10/1858, Liquidation de Mme Lacoudrais.

81 - Me Desmarais, 2 août 1860. Un tiers est distribué au marc le franc et le solde est maintenant divisé en 120 lots - 30 pour les principaux associés et 15 pour Dubourg et Goulley fils.

82 - Me Desmarais, 26/8/1861.

83 - Me Bréard, 10/4/1867, Dépôt a.s.s.p. du 2/9/1862. Cet acte donne depuis 1842, les inventaires après le décès de chaque associé:

	2/8/1860	30/6/1861
A. Lacoudrais	524.135,26 F	1.488.515,55 F
V. Dubourg	942.697,61	794.766,32
L. Goulley	528.659,61	242.237,19
V.A. Dubourg	231.065,94	327.584,54
H. Goulley	329.683,20	

2.556.241,15 2.553.103,60

- 84 - Me Desmarais, 31/7/1862.
- 85 - Pap. Dubourg, lettre V/A. Dubourg à son père, 11/12/1868.
- 86 - L'Echo Nonfleurais, 17/9/1864.
Statistique de la France, Industrie, 1861-1865
Valeur de la raffinerie 550.000 F fonte : 8000 tonnes : 8.000.000 F
189 ouvriers produit : 7760 " : 8.350.000 F
- 87 - VIGARIE, op. cit., p. 83.
- 88 - AM Nantes F 2 Carton 22.
- 89 - HUET DE COETLIZAN, Recherches économiques et statistiques sur le département de la Loire-Inférieure - Annuaire de l'AN IX. Pap. Dobrée
Projet et estimation du coût et des bénéfices d'une raffinerie...
op. cit.
- 90 - AM Nantes F 2, Mémoire des raffineurs de Nantes, 25/1/1809.- AD LA
1 M 2125.
- | | 1802 | ouvriers | 1808 | ouvriers |
|----------------|------|----------|-------|----------|
| fonte (tonnes) | | | | |
| 4 raffineries | 325 | 51 | 92,75 | 23 |
| R. Rissel | 500 | 80 | 150 | 24 |
- 91 - AD Loire-Atlantique, 1 M 2010.
- 92 - LE BOEUF, Du commerce de Nantes, son passé, son état actuel, son avenir, 1857, p. 255, Illustration 6, 1862.
- 93 - AM Nantes, Liasse sans cote.
- 94 - A. GUEPIN et E. BONAMY, Nantes au XIXe siècle, p. 407.
- 95 - Ibid., Les auteurs payent de 3.000.000 F de sucres qui ne se vendaient plus à l'étranger.
- 96 - Gallois MAILLY, Résultats généraux, du commerce et de la navigation (1839-1842).
- 97 - AD LA AD Loire-Atlantique 1 M 2152 et 2147 et Procès-verbal des Travaux du Conseil Général, lettre de la chambre de commerce, 24/8/1841, 1842.
- 98 - Me Kusseau, 1/5/1844 - Dépôt d'un a.s.s.p. du 1/5/1844. La société pouvait être constituée avec 800.000 F. Les 61 actionnaires en ont fourni 805.000. La raffinerie a été payée 140.000 F (me Boiscourbeau 8/6/1844).
- 99 - VERGER.- Statistiques de la Loire-Inférieure (ouvrage manuscrit).
- 100 - AD Loire-Atlantique, a.s.s.p. 7/9/1846. Le capital social était fixé à 375.000 F. Arnaud apportait la raffinerie (117.500 F) et 122.000 F en espèces. Perdureau devait verser 55.000 F dans les caisses et Bureau 60.000 F.
- 101 - Courrier de Nantes, 4/3/1847.
- 102 - Statistique de la France, Industrie, 1847-1852, AD LA 1 M 2147.
- | | 1844 | 1848 |
|-------------------------------|--------------|--------------|
| Nombre des raffineries | 9 | 6 |
| Valeur de la matière première | 23.210.000 F | 10.800.000 F |

- | | | | |
|--|-------------------------------|--------------|--------------|
| | Valeur des produits fabriqués | 25.200.000 F | 11.834.000 F |
| | Nombre d'ouvriers | 558 | 300 |
- 103 - AD LA 1 M 2147, lettre du 11/4/1849 "D'après l'opinion publique, celles de nos raffineries qui ont pu résister ont dû et doivent encore donner de fructueux résultats".
- Evolution du nombre d'ouvriers
- | | | | |
|-------------------|------------|--------------------------|-------------|
| | 1844 | 1848 {SEPT} | 1849 (DEC.) |
| Say | 173 | { 240 | 207 |
| Gouté-Massion | 85 | | <u>105</u> |
| | <u>258</u> | | 312 |
| Autres raffineurs | <u>300</u> | 32 | |
| | 558 | Source : AD LA 1 M 2124. | |
- 104 - AD LA, a.s.s.p. 2/2/1850.
- 105 - Me Mongin, 10/10/1855, Vente Arnaud à N. Cezard. Les Récollets avaient coûté 500.000 F Raffinerie Nantaise des Récollets - Prospectus, 1848.
- 106 - AD LA 1 M 2147, lettre du 28/7/1853.
- 107 - Ibid., lettre du 15/7/1857.
- 108 - L. Bardot, Rapport annuel sur le mouvement maritime et commercial de Nantes et de ses avants-ports, 1864.
- Sucres acquittés par les raffineries (tonnes).
- | | | | |
|------|--------|------|--------|
| 1852 | 14.667 | 1858 | 44.481 |
| 1853 | 15.776 | 1859 | 44.480 |
| 1854 | 20.597 | 1860 | 49.203 |
| 1855 | 27.509 | 1861 | 59.157 |
| 1856 | 36.860 | 1862 | 59.864 |
| 1857 | 43.226 | 1863 | 63.322 |
- Ces chiffres représentent un minimum car ils ne concernent que les sucres exotiques.
- 109 - AD L. A. 1 M 2010.
- 110 - Horace Say, Notice sur M. Delaroche, Paris, 1854.
- 111 - AD L.A. 16 U 2 a.s.s.p. 15 et 20/5/1809. GUILLORY aîné, Mélanges d'Agriculture, Industries, Sciences et Arts, tome II, p. 12.
- 112 - 1618. Principales causes de la richesse ou de la misère des peuples et des particuliers.- 1822, Considérations sur l'industrie et la législation sous le rapport de leur influence sur la richesse des états et examen critique des principaux ouvrages qui ont paru sur l'économie politique.- 1836, Etudes sur la richesse des nations et réfutation des principales erreurs en économie politique.- 1827, Traité élémentaire de la richesse individuelle et de la richesse publique et éclaircissements sur les principales questions d'économie politique.
- 113 - Sur les Say, cf. DESHAZIERES, Louis Say, 1911. Valynseele, les Say et leurs alliances, L'étonnante aventure d'une famille cévenole, 1971. O. VICHET, Napoléon et l'Industrie française, p. 38.
- 114 - AD LA 1 M 2010, lettre du 19/11/1812.
- 115 - Ibid., 16 U 2 a.s.s.p. 27/5/1814.
- 116 - Me Poumet, 15/7/1840, Liquidation L. Say, a.s.s.p. 19/3/1820.
- 117 - Ibid., Depuis 1820 Mme Say avait aussi un compte courant de 8.281,17 qui lui a donné un intérêt de 2171,06 F.
- 118 - Congrès pour l'Avancement des Sciences, Nantes, 1875, p. 1375.
- 119 - An. Nantes, I 2 162 et A D L. A. 1 M 2884.

- 120 - Le Breton, 7/10/1826. L'Ami de la Charte, 8/10/1826.
- 121 - Me Perchais, 17/3/1827.
- 122 - Me Grizolle, Dossier de fusion des sociétés Etienne et Cezard, 1880. Notes sur l'origine de la propriété de la raffinerie des Ponts.
- 123 - AD L. A. 6 U 368, 1833. La Société Say réclamait à la Douane le paiement d'une prime de 12.542,50 F pour l'exportation en Suisse de 24 boucauts de sucre raffiné pesant 10.452 kg. En 1831, pour les primes Say a touché 152.370 F et en 1832, 334.139 F pour 11 mois (AN F 12 2542), soit, pour une production moyenne de 1.000 tonnes une exportation de 15 à 35 %.
- 124 - Me Poumet, 15/7/1840.
- 125 - Me Fruneau, 4/2/1836.
- 126 - Me Guesdon, 15/8/1840. G. et A. Say ont fourni chacun 250.000 F.
- 127 - AD L.A. 1 M 2126. SUCRE BRUT 3.120.000 kg 3.432.000 F
SUCRE RAFFINE 2.964.000 kg 3.922.000 F
Etienne et les Say vendaient surtout leurs produits entre Seine et Gironde, mais aussi dans l'Est et même à Paris.
- 128 - Me Musseau, 12/11/1841.
- 129 - Me Musseau, 29/4/1843.
- 130 - Me Mongin, 18/12/1849.
- 131 - Statistique de la France, Industrie 1847-1852.
Valeur du sucre brut, fondu : 6.210.200 F
Valeur du sucre raffiné : 6.700.000 F
- 132 - Congrès pour l'Avancement des Sciences, Nantes, 1875, p. 1375.
- 133 - Me Moulmier-Desplanchet, 27/12/1856.
- 134 - Ibid., 17/2/1859, J. B. Etienne a fourni 2 M et ses fils ont apporté chacun 500.000 F.
- 135 - Congrès pour l'Avancement des Sciences, Nantes 1875, p. 1375.
- 136 - Me Mongin, 21-22-23/2/1859, Inventaire après le décès d'A. Say.
- 137 - Me Bourcard, 21/10/1864, Inventaire après le décès de Mme A. Say.
- 138 - Me Poumet, 15/7/1840, liquidation de la succession de L. Say. Il laissait 497.655 F.
- 139 - Am. Nantes I 2 Etablissements classés.
- 140 - AD L.A. a.s.s.p. 22/5/1820.
- 141 - Ibid., a.s.s.p. 4/3/1822.
- 142 - Ibid., a.s.s.p. 17 et 20/3/1828, A. Gouté (150.000 F), J. J. Gouté (75.000 F) Ch. Massion (75.000 F).
- 143 - Statistique de la France, Industrie, 1847-1852.
- 144 - AD L. A. a.s.s.p. 24/12/1856.
- 145 - Me Gautron, 23/11/1862, pour 400.000 F.
- 146 - Rougier-Lagane était le fils de Félix Rougier-Lagane, négociant à Nantes et propriétaire de plantations à Maurice d'où il était originaire. Il avait pour beau-frère H. Haentjens, raffineur au Havre.
- 147 - Me Gautron, 28/11/1862, Ch. Massion (750.000 F), G. Massion (600.000 F) H. Rougier-Lagane (450.000 F).
- 148 - Me Gautron, 13/12/1843. Liquidation-partage J. Colas et Félicité Belloc.

- 149 - Me Gautron, 12/4/1847. Liquidation-partage F. Rozier et Félicité Colas
- 150 - Me Gautron, 3/2/1854. Inventaire après le décès de Marie-Louise Colas
- 151 - Me Fleury, 16/12/1868. Inventaire après le décès d'A. Gouté.
- 152 - Me Grizolle, 30/12/1886. Donation-partage J.J. Gouté.
- 153 -
- 154 - AD L.A. Mutations après décès (1891).
- 155 - 1D L.A. 1 n. 2127.
- 156 - On a utilisé les Mémoires inédits de sa fille, la comtesse de Molitor.
- 157 - Pap. Dobrée, Correspondance avec l'étranger, 1833-1844.
- 158 - Bn. Nantes, Fonds Eudel, Notes sur le négoce nantais.
- 159 - Alphonse Cezard, Aux actionnaires de la société du commerce de France, 1866.
- 160 - A Nancy, il menait une vie simple et bien réglée: messe tous les jours à 7 h, petit déjeuner à 8 h 15, déjeuner à 11 h 05, dîner à 5 h 30; ensuite il travaillait dans son bureau jusqu'à 9 h 30. Il recevait souvent la visite de négociants et de ses capitaines de navire. Avec sa femme, il organisait chez lui des représentations des pièces de Corneille et de Racine; il soigna tout particulièrement la mise en scène d'Athalie.
- 161 - Me Lallemand de Liocourt, 18/12/1845, Inventaire.
- 162 - On trouve plusieurs dizaine d'actes qui ont trait à ces affaires chez Me Lallemand de Liocourt.
- 163 - AD L.A. 1 n. 2413 et AN F 12 5103.
- 164 - Me Gautron, 5/7/1852.
- 165 - "New-York Herald, 6/6/1853," Mr. N. Cezard of Nancy, one of the most famous eminent merchants in France, both by his remarkable character and the variety of the entreprises as well as by the number of vessels of which he is owner. He left France for the East Indies as a simple trader and began by losing everything in a shipwreck. Since then he has been the sole architect without ever employed a clerk of his fortune which amounts to three millions of dollars".
- 166 - AD L.A. 1 n. 2413, N. Cezard employait 400 ouvriers et le mouvement d'affaires atteignait 25 M.
- 167 - Me Mongin, 28/2/1855, dépôt a.s.s.p. (Nancy) du 8/2/1855; N. Cezard apportait l'usine évaluée à 1.500.000 F et un fonds de roulement de 800.000 F à compléter par un versement de 400.000 F des commanditaires.
- 168 - Phare de la Loire, 25/9/1855.
- 169 - Me Mongin, 10/10/1855.
- 170 - Me Mongin, 13/11/1855, dépôt du P.V. de l'A.G. du 16/10/1855; elles ont toutes été souscrites par N. Cezard.
- 171 - AN F 12 5103.
- 172 - Union Bretonne, 20/7/1861.
- 173 - L. Cezard à B. Roy, 19/5/1828.
- 174 - Me Lallemand de Liocourt, 8/7/1852. Me Mongin, 16/3/1859. Ibid., 15/10/1859. Me Boucard, 15/9/1862. Ainsi Jules Roux a dirigé les raffineries jusqu'en 1859. Albert lui a succédé tout en restant placé sous l'autorité de Jules Cezard. A partir de 1862, Alfred Guillon, secondé par Louis Cezard, les a remplacés.

- 175 - Fonds Eudel, note sur le négoce nantais.
- 176 - M^e Lallemand de Liocourt, 29/5/1854; *ibid.*, 21/7/1857; en mai 1854, sa fille Sophie s'est mariée au comte de Frégevill^e, en juillet 1857 sa seconde fille Malvina épousa le comte de Molitor, fils du maréchal d'Empire. Lors de l'enregistrement du dernier contrat de mariage, quelqu'un s'est sans doute inquiété de l'importance de la dot, car on trouve en marge la note suivante : " ... la famille Cezard a augmenté considérablement sa fortune avec ses navires affrétés par l'Angleterre pour ses expéditions dans les Indes en 1856 et 1857, le caractère honorable de N. Cezard ne semble pas permettre de critiquer l'apport de sa fille et d'y rechercher une donation déguisée".
- 177 - C C Paris, 1856. Note trouvée dans un rapport à M. Père (détruit depuis)
- 178 - F. de CONINCK, Le Havre, son passé, son présent, son avenir, 1^{ère} éd. 1859, p. 96.
- 179 - M^e Lallemand de Liocourt, 18/12/1845. Par le biais d'une créance hypothécaire de 253.865 F qui était une véritable commandite accordée aux Forel, filateur de coton à Rupt.
- 180 - Enquête sur le courtage, Paris, 1864, p. 79.
- 181 - A. PAYEN, Précis de Chimie industrielle, 4^{ème} éd., tome 2, pp. 268-273 et 6^{ème} éd. tome , pp. 360-365.- G. FLOURENS, Etude sur la cristallisation du sucre et la fabrication du sucre candi (Extrait du Bulletin de la Société industrielle du Nord de la France), 1887, 36 p.
- 182 - M^e Laënnec, 21/7/1828; A. Cossé possédait 6000 F et sa femme 2000 F.
- 183 - Cossé-Duval, S. Irroy à M^e. Cossé, 9/1/1866.
- 184 - Note historique manuscrite de M^e. V. et D. Cossé.
- 185 - AD L.A., a.s.s.p., 1/1/1838. A. Cossé, gérant, apportait son matériel de confiseur et une somme de 7.786 F et sa belle-mère, 20.000 F.
- 186 - Cossé-Duval, Vve Clicquot à M^e. Cossé-Duval, 1/5/1843: " Confirmation d'une commande de 37.500 kg de sucre candi à 2,10 F le kilo rendu Reims et payable après livraison en remise sur Paris de 1 à 2 mois avec escompte de 3 % . Il est convenu expressément que le sucre fabriqué ne contient pas le moindre parcelle de sucre indigène. La livraison doit se faire par 1/3 en juin, juillet, août. Tout doit être rendu à Reims le 31 août 1843. 5 F seront retenus par jour de retard".
- 187 - *Ibid.*, S. Irroy à M^e. Cossé, 8/1/1866.
- 187 - *Ibid.*, Note historique ... *op. cit.* *Ibid.*, a.s.s.p. 27/11/1843.
- 188 - *Ibid.*, Huet à Cossé, 15/11/1843.
- 189 - AD L.A., a.s.s.p., 28/4/1844.
- 190 - Cossé-Duval, note soumise à la Cour dans l'intérêt de M^e. Cossé-Duval & Cie pp. 3 et 8.
- 191 - AD L.A. 1 M. 2126.
- 192 - Cossé-Duval, note soumise... *op. cit.* p. 2.
- 193 - *Ibid.*, Huet à A. Cossé, 11/1/1862.
- 194 - AD L.A. L H 246.
- 195 - *Ibid.*, a.s.s.p. 1/2/1862.
- 196 - *Ibid.*, a.s.s.p. 1/7/1862; " Le cauteleux, hypocrite et insatiable M. Hardy lui imposa cet acte ". Cossé-Duval, Dossier industriel 19-22 p. 6. En fait, A. Cossé restait à la merci de ses associés." Lors de l'incendie de la raffinerie en 1852, nous modifiâmes l'acte de société

- en obtenant une année de plus pour la durée; M. Cossé n'avait encore que 60.000 F dans la maison contre 600.000 F de fonds de roulement qu'il nous fallait déjà..." Ibid., Pinet à Huet, 25/2/1856.
- 197 - Cossé-Duval, Dossier industriel n° 19-22, p. 7.
- 198 - Ibid., Dossier industriel, n° 19-22, pp. 8-16.
- 199 - Ibid., V. Cossé à R. Cossé, 29/11/1855.
- 200 - Ibid., Mme Cossé à E. Cossé, 9/12/1855.
- 201 - Ibid., V. Cossé à E. Cossé, 13/12/1855.
- 202 - Ibid., A. Cossé à E. Cossé, 15/12/1855, "... et nous serions bien aise que vous soyez négociants,...".
- 203 - Ibid., E. Cossé à A. Cossé, 16/12/1855 : " L'éventualité terrible que la maison Cezard se put mettre à faire des candis ai rabais est une assez gratuite supposition. N. Cezard est riche, mais va-t-il à tort et à travers mettre des capitaux à l'édification d'une industrie dont tout l'avenir est basé sur les conditions spéciales de la clientèle et qui, pendant un certain temps du moins, n'aurait guère de débouchés en perspective. Si l'on ne vend pas le sucre raffiné à Nantes, on peut l'aller vendre à Alger ou Constantinople, mais si les candis ne s'écoulent pas en Champagne, où s'écouleront-ils? Dans le Nord, les candis de betterave leur feraient une terrible concurrence et ainsi considéré, fabriquer du candi à Nantes serait une triste spéculation. M. Cezard est riche, mais il lui faudrait comme à tout autre le temps pour se faire une clientèle en Champagne capable de compromettre vos affaires ".
- 204 - Ibid., Dossier industriel n° 19-22 et 23-24, note sommaire..., p. 7 A. Cossé à E. Cossé, 22/2/1856.
- 205 - AD L.A., a.s.s.p., 4/3/1856, A. Cossé versait la moitié du capital (montant non précisé).
- 206 - Me Ballot, inventaire 10/6/1858. A. Cossé laissait une fortune de 271657 F presque entièrement engagée dans la raffinerie (224.621 F au 31 janvier 1858).
- 207 - AD L.A. a.s.s.p. 29/3/1858.
- 208 - AD L.A. 1 m 2884.
- 209 - Ibid., a.s.s.p. 5/9/1837 et 4/7/1845.
- 210 - Ibid., a.s.s.p. 8/6/1840.
- 211 - Ibid., a.s.s.p. 4/10/1859.
- 212 - Me Rocher, 5/6/1860.
- 213 - Ibid., 17/2/1862, elle fut vendue 40.000 F payables en 7 ans (intérêt 5 %).
- 214 - Ibid., Me Rocher, 17/2/1862.
- 215 - Me Rocher, 25/2/1862, Prêt accordé pour 5 ans (intérêt 6 %).
- 216 - Me Gautron, 25/3/1862.
- 217 - Me Rocher, 1/3/1868, inventaire après le décès d'A. Thébaud, 40.000 F.
- 218 - AD L.A. a.s.s.p. 28/2/1838, le fonds social se montait à 136.000 F. Bouchaud laissa 60.000 F dans les caisses où Gayet devait en verser autant (il n'a pu fournir que 25.000 F) et Th. Glatigny apporta 16.000 F.
- 219 - Ibid., a.s.s.p. 28/2/1839, le capital ne se montait plus qu'à 65.000 f (Gayet 50.000 et Glatigny 15.000).

- 220 - Ibid., a.s.s.p. 5/9/1860, Lasnier 41.000 F, Larrey, 38.500 F, Glatigny, 32.500 F.
- 221 - REIGNARD, Dix visites à l'Exposition Nationale de Nantes, p. 223.
- 222 - L'entrée de Marais dans l'affaire avait paralysé tout progrès technique. "Pendant 13 ans, grâce à ses insuffisants moyens et à la progression des demandes, M. Cossé-Duval fut réduit à opérer dans les plus mauvaises conditions d'ordre et de propreté, toujours arrêté dans la production d'un type par un accident. On compterait les ordres qu'il a réussi à servir à jour fixe", Cossé-Duval. Examen par MM. V. et D. Cossé du rapport de M. Bobierre. cf. note
- 223 - Cossé-Duval, Dossier industriel, n° 19-20, pp. 43-46.
- 224 - Ibid., Etat matériel, 1852-1865.
- 225 - Ibid., Dossier industriel, n° 23, 24, 25 pp. 5 et sq.
- 226 -
- | | fonte (kg) | mélasse (kg) | % |
|--------------------------|------------|--------------|-------|
| 1854 | 618.055 | 149.694 | 24,22 |
| 1855 | 674.400 | 154.771 | 22,95 |
| 1856 | 972.187 | 171.000 | 18,10 |
| 1857 | 1.052.657 | 159.500 | 15,15 |
| 1858 | 1.449.324 | 284.184 | 19,60 |
| 1859 | 932.927 | 197.443 | 21,18 |
| 1860 | 874.050 | 199.390 | 22,80 |
| 1861 | 801.171 | 214.265 | 26,74 |
| 1862 (1er semes-
tr.) | 523.406 | 75.140 | 14,55 |
- Ibid., Dossier industriel, n° 29 (documents).
- 227 - Ibid., Inventaires, Marge : 1857 50,20 F 1860 36,70 F
1858 37,30 1861 (1^{er} sem) 23
1859 45,52
- 228 - Docteur ès Sciences, il était professeur de chimie à l'Ecole Préparatoire des Sciences de Nantes.
- 229 - Cossé-Duval, observations faites sur la demande de MM. Cossé frères et relatives à la fabrication du sucre candi dans l'usine Cossé-Duval & Cie (décembre 1861-janvier-février-mars 1862), in Dossier industriel n° 26, pp. 123 et sq. L'examen analytique du mémoire de M. Bobierre considéré au point de vue de la critique qu'il fait des agents employés dans la raffinerie de MM. Cossé-Duval, des appareils et procédés de MM. Cossé-Duval frères (27 pages). in Dossier industriel n° 23-24-25, pp. 148 à 156 et n° 26, pp. 159 à 184.
- 230 - Ibid., Pinet à M. Cossé, 7/1/1862.
- 231 - Ibid., Pinet à M. Cossé-Duval & Cie, 5/12/1861.
- 232 - Ibid., Besnier à M. V. et D. Cossé, 5/1/1861.
- 233 - Ibid., Pinet à M. Cossé-Duval & Cie, 7/12/1861.
- 234 - Ibid., M. Cossé-Duval & Cie à Pinet, 6/1/1862.
- 235 - Ibid., V. Cossé à Emile Cossé, 26/1/1862.
- 236 - Ibid., Pinet à Mme Vve Cossé (22/2/1862. (5 pages manuscrites et 3 tableaux).
- 237 - Ibid., V. et D. Cossé à Mme Vve Cossé, 12/3/1862 (8 pages manuscrites, lettre expédiée à Pinet.
- 238 - Ibid., Dossier industriel, n° 20, pp. 24 et sq.
- 239 - Ibid., Dossier industriel, n° 20, p. 120.

- 240 - Ibid., Compte de rendement, 1er semestre 1862.
- 241 - Ibid., V. et D. Cossé à Bobierre, 8/5/1863.
- 242 - Ibid., E. Cossé à V. Cossé, 30/6/1863.
- 243 - Ibid., Besnier à V. et D. Cossé, 2/4/1863.
- 244 - Ibid., Pinet à MM. V. et D. Cossé, 19 et 20/4/1863.
- 245 - Ibid., Bobierre à MM. Cossé frères, 15/8/1863.
- 246 - Ibid., Pinet et Besnier à M. V. Cossé, 17 et 19/6/1863.
- 247 - Ibid., Nicolas Cezard à MM. Cossé-Duval & Cie, 17/6/1863.
- 248 - Ibid., Massion-Rozier & Cie à MM. Cossé-Duval & Cie, 18/6/1863.
- 249 - Ibid., Cossé-Duval & Cie à Huet, 16/12/1863.
- 250 - Ibid., Compte de rendement 1861 et premier semestre 1862; il faut encore ajouter les frais d'expédition et ceux concernant les achats de sucres bruts (13,14 F en 1861 et 14,29 F en 1862).
- 251 - Ibid., Travail des sucres candis et des matières basses, s.d. (Note rédigée en 1865).
- 252 - L'Union Bretonne, 14/9/1861.
- 253 - AN F 12 6984, Candisiers de Lille, 30/1/1864.
- 254 - AD L.A. 1 M 2126.
- 255 - On déduisait automatiquement 5 % de la valeur du matériel et des ustensils et 3 % sur celle des nouveaux appareils. Bâtimens et terrains ne subissaient aucune dépréciation.
- 256 - Cossé-Duval, Cossé à Le Romain, avoué, 24/10/1863.
- 257 - Ibid., ,Note historique.... op. cit.
- 258 - Ibid., Compte de rendement, 1861.
- 259 - Cf. tableau n° .
- 260 - Malvezin, Histoire du Commerce de Bordeaux, t. 1 p. 113.
- 261 - GOURMAY, Tableau général du commerce, des marchands, négociants, armateurs etc... de la France, de l'Europe et des autres parties du monde, p. 140.
- 262 - AN F 12 2420.
- 263 - Paul BUTEL, Crise et mutation de l'activité économique à Bordeaux sous le Consulat et l'Empire, R.H.M.C., juillet-août 1970, p. 545.
- 264 - AN F 12 2420.
- 265 - AN F 12 2542.
- 266 - JOUANNET, Statistique du département de la Gironde, t. 2pp. 317 et 356-358.
- 267 - AD M 7008 L'emploi dans les raffineries en 1843.
- | | | | |
|----------------------|----|-----------------|----|
| Bertin & Cie | 11 | Bor | 18 |
| Soulié Joncas | 29 | Dupuy | 10 |
| Tourette aîné & Cie | 30 | Delpech | 10 |
| Bourgouin & Barateau | 15 | V. Serres neveu | 10 |
| Lebéfaude neveu | 20 | Cossat & Cie | 12 |
| Legas | 10 | Artiguet aîné | 10 |
| Marsisseau aîné | 10 | Bouldeyre & Cie | 10 |
| Serres & Cie | 12 | Limeau | 12 |
| Abribat fils & Cie | 12 | Beaudu Jeune | 10 |

Achard & Cie	15	Dumas	15
Robert & Cie	15	Ribert frères	10
Constantin aîné	10	Signet	10
Labrousse	14	Vaile	12

268 - Brunet, Essai de complément de la Statistique du département de la Gironde, 1847, p. 111.

269 - JUANNET, op. cit. p. 357 - BRUNET op. cit., p. 112.

	1837/1838	1845
bains	62 à 67 %	68 %
bâtardes	10 %	10 %
vergeoises	8 %	8 %
mélasse	20 %	6 %
déchet	-	6 %

270 - Les raffineries de sucre de Bordeaux au milieu du XIXe siècle.

	valeur matière première (F)	valeur produit raffiné (F)	Nbre ouvriers	force motrice
Abribat & Cie	1.200.000	1.502.000	20	
Bertin & Cie	2.500.000	2.900.000	45	vap.
Boulidoire & Cie	1.400.000	1.624.000	25	vap.
Boutin & Cie	1.300.000	1.508.000	25	vap.
Constantin aîné	200.000	232.000	8	-
David	1.200.000	1.592.000	20	vap.
Delpéch & Cie	600.000	696.000	13	-
Dumas	1.300.000	1.508.000	22	vap.
Faure & Cie	1.500.000	1.740.000	28	-
Fontebrière & Trouillet	1.000.000	1.160.000	28	vap.
Héland, Petit & Cie	600.000	696.000	13	-
Hourquebie & Cie	1.200.000	1.592.000	22	-
Jannesse & Cie	1.300.000	1.508.000	25	-
Lebêfaude & Cie	1.000.000	1.140.000	28	vap.
Marsisseau	800.000	928.000	15	-
Ploceau & moulinier	1.000.000	1.160.000	18	vap.
O. Serres & Cie	1.000.000	1.160.000	22	vap.
V. Serres neveu	1.300.000	1.508.000	25	vap.

Source : AD M. 7009.

271 - 37 raffineries; sucre brut: 25.447.100 F; sucre raffiné : 20.789.100 F

272 - FERRET, Statistique générale du département de la Gironde, III p. 481.

273 - Ibid., op. cit., p. 111.

274 - AD a.s.s.p. 1/2/1819, Vve Delbos et fils : 100.000 F; Jean-Joseph Bernard Soulié-Joncas : 30.000 F, Louis Soulié-Joncas : 30.000 F.

275 - Pap. Bobin, Circulaire 1/1/1828, Société Soulié-Joncas & Bertin & Cie.- AD G a.s.s.p. 10/1/1828, la cession en douane de machines à vapeur passait de 50.000 à 500.000 F.

276 - AD G. a.s.s.p. 1/1/1834, E. Bertin : 50.000 F et son procédé, L. Soulié-Joncas : 100.000 F. S. bertin : 100.000 F, 5 commanditaires : chacun 100.000 F.

277 - Pap. Bobin, Circulaire du 1/1/1849.

278 - Ibid., circulaire 20/4/1858, David a fusionné avec Jannesse.

279 - CC bordeaux, E.P.L.M., 1858, lettre du 17/7/1858.

280 - Les raffineries de Bordeaux en 1800/1801.

	fonte moyenne (tonnes)	1860 nombre d'ouvriers	1861
Abribat & Cie	2.000	30	27
F. Abribat	1.500	25	24
Chignet frères	30	2 à 4	6
F. David jeune	4.000	70	?
Delpech & Cie	800	20	18
Faure & Cie	2.500	55	28
Hélant, Petit & Cie	1.000	23	20
Vve Georges & Cie	1.000	29 à 30	28
Glène	1 à 1.200	19 à 20	20
Lebêfaude	900	25 à 30	28
Marsisseau	?	14 à 16	fermée
Redon & Cie	400	12 à 13	16
Sully-Ribert	1.500	38	28
AD G M 7010.			
281 -	Statistique de la France, Industrie, 1861-1865. valeur des établissements 1.380.000 F sucre brut employé 17.700 tonnes - valeur - 10 M production de raffinés 17.700 tonnes - valeur - 12,3 M.	Nombre d'ouvriers	386
282 -	Pap. Bobin, circulaire, 15 juillet 1859.		
283 -	FERRET, Statistique générale du département de la Gironde, III, pp. 240 et 241. - Jean et Bernard GUERIN, Des hommes et des activités autour d'un demi-siècle, p. 279.		
284 -	AD G M 7010.		
285 -	AN F 12 6731, Me Baudrier, 15/9/1855, statuts.		
286 -	Ibid., lettre du 9/7/1855.		
287 -	BN Série W, Statuts imprimés.		
288 -	Ibid., Statuts imprimés, il s'agissait, cette fois, d'une société en commandite par actions au capital de 1.500.000 F.		
289 -	C C Bordeaux, E.P.L., 1859, lettre du 5/4/1859.		
290 -	AD G M 7012, lettre du 25/4/1852.		
291 -	Pap. Bobin, circulaire du 1/2/1856, la raffinerie brûla en 1861.		
292 -	FERRET, Statistique générale du département de la Gironde, op. cit. pp. 481-4.		
293 -	Bordeaux au XIXe siècle, p. 192.		
294 -	Almanach administratif et commercial de Nantes, bâtiments inscrits au port de Nantes expédiés pour le long cours.		
295 -	Cf. GIRARD, La politique des Travaux Publics du Second Empire, p. 24/ "... ce n'est plus une ville d'initiative".		
296 -	F. CRUZET, Les origines du sous-développement économique du Sud-Ouest, Annales du Midi, janvier 1959.		
297 -	A. ARLENGAUD, A propos des origines du sous développement industriel dans le Sud-Ouest, Annales du Midi, 1960, et : A. Charles, L'isolement de Bordeaux, ibid., 1960.		
298 -	Sur les débuts des raffineries de Marseille, cf. le t. VI de l'histoire du Commerce de Marseille de G. RAMBERT et BONDOIS, Le raffinage du sucre à Marseille aux 17 et 18e siècles (Annales de Provence, 1922).		
299 -	AN F 12 2420.		
300 -	Ibid., 1502.		

- 301 - Ibid., 2420.
- 302 - O. VIENNET, une enquête économique..., op. cit., n. 141. JULIANY, op. cit., t. 3, n. 213.
- 303 - AN F 12 2540, Pétition du 24/1/1820.
- 304 - Mémoire de Mm. les Raffineurs de Marseille à la Chambre de commerce, 7/12/1821.
- 305 - AN F 12 2540, Mémoire des raffineurs de sucre du 22 juin 1824, Les raffineurs occupaient alors 775 ouvriers.
- 306 - Mémoire de Desbassin de Montbrun, 1827. AN F 12 2540, Pétition P. Guerini, 16/5/1827.
- 307 - Observations présentées par les raffineurs de sucre de Marseille, décembre 1828.
- 308 - AN F 12 2542, Lettre des raffineurs de Marseille, 14/12/1832.
- 309 - C.C. Marseille, lettre de Roubaud aîné, 11/11/1833.
- 310 - J. BERTAULT, Marseille et les intérêts nationaux qui se rattachent à son port, tome 2, p. 273.
- 311 - AN F 12 2547, Note du 4/12/1838.
- 312 - Statistique de la France, industrie, 1847-1852 et AD B. du Rh. M 12-13. Lettre au Préfet, 29/10/1844.
- | | valeur
de la
matière
première | valeur
des
produits
fabriqués | nombre
d'ouvriers | machines
à vapeur |
|--------------------------------------|--|--|----------------------|----------------------|
| Roux & Bernabo | 3.864.480 F | 4.100.000 F | 157 | 4 |
| Tiers & Gallanand | 3.950.000 | 5.110.000 | 152 | 2 |
| Verynes de Guerri-
ni & A. Gibert | 2.118.500 | 2.027.210 | 90 | fen nu |
| Pierre Reynard | 900.000 | 995.600 | 26 | fen nu |
| Grandval & Girard | 9.800.000 | 11.090.900 | 275 | 1 |
| De Forbin Janson | 4.320.000 | 4.051.200 | 100 | 1 |
| Massot et Gillibert | 3.544.000 | 3.793.800 | 84 | 4 |
| | 28.590.980 | 32.508.810 | 684 | |
- 313 - Le Delanrlade, 14/15/5/1848, La minute contient l'a.s.s.v. du 13/11/1845. Il s'agissait en fait d'une location-vente. Forbin-Janson doit verser 70.000 F par an aux propriétaires pendant deux ans et ensuite 60.000 F durant 8 ans. Il a l'intention d'acheter l'usine pour 850.000 F jusqu'au 30 septembre 1855.
- 314 - D'après BERTAULT, op. cit., n. 213 "M. Forbin-Janson ne s'est point contenté d'être le premier raffineur de France: il s'est fait exporteur et réalise des achats de sucre bruts dans les colonies".
- 315 - A. CHARRIER, Supplique à S. M. L'Empereur pour les droits de douane de M. le marquis de Forbin-Janson, 1852, elle se montait à l'époque de 4 m.
- 316 - Le Patoul, 2/9/1848. Gay-Grandval ouvre un crédit de 150.000 F Forbin-Janson pour 3 ans contre hypothèque de la terre de Villemaire.
- 317 - CHARRIER, op. cit., p. 4.
- 318 - Le Jeun, 17-29 juin 1847 et 1/7/1847, Forbin-Janson apporte au raffinage et le matériel de celle de Grandval (le tout à 1.400.000 F); les créanciers ont tout forcé en commandite 400.000 F les sommes qui leur sont dues.

- 319 - Forbin-Janson devait alors à la douane 2.733.650 F. CLAPIER, op. cit. p. 5. Le dossier de faillite Forbin-Janson n'existe plus au greffe du Tribunal de commerce de Marseille. Le passif de 10 à 12 M donné par Le Sémaphore du 17/6/1847 paraît donc excessif. P. GUIRAL, aspects de la crise et de la dépression de l'économie française au milieu du XIXe siècle; le cas d'un grand port de commerce, Marseille, p. 207 (Bibliothèque de la Révolution de 1848, tome XIX).
- 320 - T. C. Marseille, Dossier de faillite, D. 63, 1848, passif 856.234,29 F actif : 526.756,60 F.
- 321 - T. C. Marseille, Mémoires des Syndics de la Faillite.
- 322 - Cf. Chapitre II, supra p. .
- 323 - 234.677,50 F
- 324 - T. C. Marseille, Dossier faillite M 178, passif: 1659.734,36 F. actif: 1.108.267,42 F.
- 325 - Me Gavot, 15/3/1859 et 24/9/1859.
- 326 - Me Jean, 27/1 et 16/2/1857.
- 327 - BN Série W, Statuts des Raffineries françaises, 1856, déposés chez Me Roquebert.
- 328 - Me Jean, 25/3/1857, Emission de 1.000 actions nouvelles.
- 329 - Ibid., 12/5/1857.
- 330 - J.M.C. de Marseille (1861), jugements des 14/11/1860 et 27/5/1861. T.C. Marseille 5 Z 1860, Dossier d. la faillite .- Zangroniz a payé un dividende de 153,68 F; en juillet, il avait déjà versé un intérêt de 12,50 F alors que l'exploitation était à peine commencée. Mais le tribunal a reconnu que Zangroniz avait réalisé des bénéfices considérables, sans arriver à en déterminer le montant exact.
- 331 - Me Jean, 3/2/1859, Dépôt PV AG, 25/1/1859.
- 332 - J.J.M.C. de Marseille (1860) jugement du 12/3/1860, le prix de vente était de 1.200.000 F.
- 333 - Me Gavot, 21/9/1859 et 7/1/1860.
- 334 - L'acte de Me Gavot donne le nom des 28 souscripteurs et déclare aussi que Ranscelot a souscrit 599 actions pour le compte de diverses personnes. Deux actionnaires parmi les plus importants devaient régler leurs titres en charbon, noir animal, courtages ou en matériel. Cf. B.M. Marseille, Jugements imprimés du Tribunal de Commerce et de la Cour d'Aix, 2/2/1860 et 16/5/1860.
- 335 - BN Série W, Statuts imprimés.
- 336 - 152.274,55 F pour le terrain et 1.459.758,25 F pour l'usine.
- 337 - Saint-Louis, Procès-verbal de l'ordonnance d'adjudication en faveur de M.L. Bergasse, Bonnasse et consorts.
- 338 - AD B. du Rh. M 14-21 L'emploi dans les raffineries de Marseille en octobre 1861.
- | Sociétés | Nombre d'ouvriers |
|-----------------|-------------------|
| J. Grandval | 987 |
| Massot | <u>337</u> |
| Roux & Bernabo | 260 |
| Couret & Offand | 110 |
| Emsens | <u>100</u> |
| Total | 1.774 |
- J. Grandval occupait aussi 95 ouvriers dans sa fabrique de noir et les Massot 20 dans la leur.

- 339 - CAMPI, Notice biographique sur Joseph Grandval, Ajaccio, 1878 - Phare de la Loire, 14/10/1885.
- 340 - LACAINÉ et LAURENT, biographie des hommes marquants du XIX^e siècle, t. 9, p. 215.
- 341 - AD B. du Rh. T C a.s.s.p. 29/6/1831, d'après CAMPI, l'usine a coûté 300.000 F.
- 342 - Ibid., TC a.s.s.p., 23/4/1839, 29/6/1839 et 25/5/1841.
- 343 - T C a.s.s.p., 12/12/1845.
- 344 - Me Delanglade, 17/11/1846.
- 345 - AD B. du Rh. R 5 15 (1852). "Il fallait à cette époque avoir une certaine hardiesse pour songer à créer un établissement industriel alors que chacun retirait ses fonds des affaires, M. Grandval osa."
- 346 - Bli 4° W 14227, Caisse Centrale du Commerce marseillais, AG 18/2/1851.
- 347 - Me Delanglade, 14-15/5/1848, Alphonse Grandval remplaça son père à la tête de la banque (Me Delabglade, 18/5/1848).
- 348 - BN 4° W 14227, Caisse Gay-Grandval & Cie, A.G., 12/2/1855.
- 349 - Me Delanglade, 26/6/1856, Dépôt d'un a.s.s.p. du 10/5/1855.
- 350 - Mémoire des membres du Conseil de Surveillance de la Société Ch. Rosstand p. 149.
- 351 - Gazette du Midi, 16/5/1872.
- 352 - Répertoire des travaux de la Société de Statistiques de Marseille, t. 23 (1859), p. 147, Il "a débuté dans le commerce en achetant des mayures de sucre qu'il revendait à des marchands de sirop à 1 sou le verre"; ce biographe admiratif ajoutait: "il était arrivé à Marseille avec 50 écus pour tout avoir, aujourd'hui il est 8 à 10 millionsnaire".
- 353 - AD B. du Rh. T C a.s.s.p., 1/5/1821, ils ont apporté chacun 50.000 F.
- 354 - Ibid., T C a.s.s.p., 17/5/1823. Le capital engagé dans la savonnerie attribuait 80.000 F, Massot en a fourni la moitié.
- 355 - Ibid., T C a.s.s.p. 12/11/1842.
- 356 - Ibid., T C a.s.s.p. 23/1/1850.
- 357 - Ibid., T C a.s.s.p. 31/3/1855. P. Massot: 150.000 F, Th. Gillibert: 150.000 F, M. Massot: 100.000 F, L. Massot: 100.000 F.
- 358 - Ibid., T C a.s.s.p. 4/1/1855.
- 359 - Ibid., Mutation après décès.

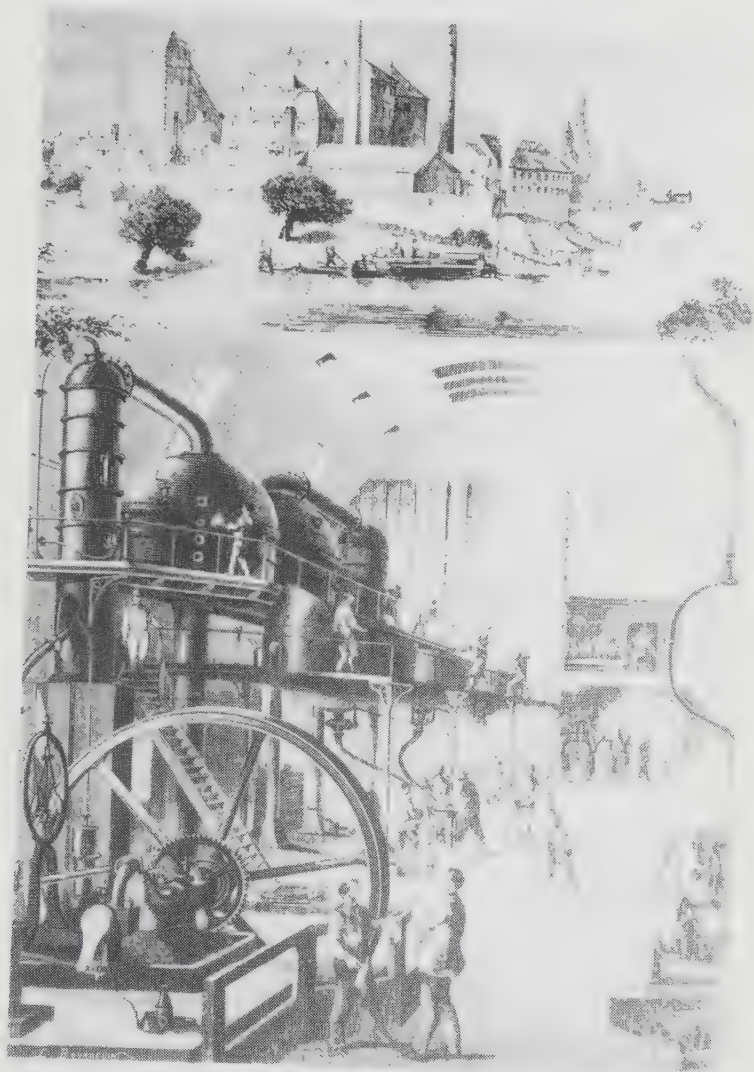
Evaluation des Massot	18/7/1855	Calcul de l'administration	11/8/1855
Valeurs mobilières	7.365 F		82.365 F
Valeurs immobilières	478.000 F		633.120 F
dont			
pour la raffinerie et la fabrique de noir	220.000 F	115.120 F	à ajouter à cette valeur
pour la savonnerie	70.000 F		
pour des immeubles	188.000 F	40.000 F	en plus pour les immeubles
		non	{ 75.000 F de dot (versés)
		déclarés	{ 200.000 F d'effets commerciaux
- 360 - Pierre-Marie Massot (appelé comme son père Marius) est né le 20 septembre 1821. Dans la raffinerie il a commencé comme simple ouvrier puis il a successivement gravi tous les échelons avant d'accéder à

la direction (Sémaphore, 4/7/1874). Quant à Pierre-Louis Massot, il est né le 14 juin 1826. En 1855 il a abandonné sa carrière d'officier de marine pour seconder les siens (Sémaphore, 25/1/1875.).

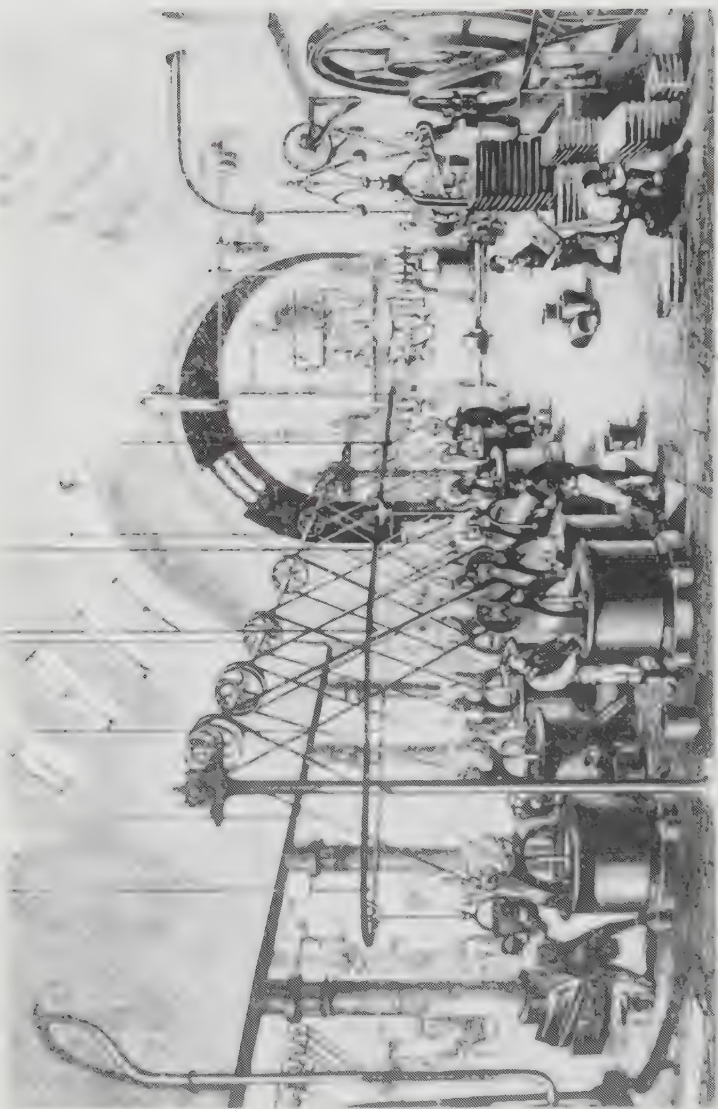
- 361 - AD B. du Rh. M 14-18 (1858 4e trimestre). Le préfet signale le chômage de la raffinerie de la place d'Aix.
- 362 - Me Pascal, 19/3/1859. Dépôt a.s.s.p. 12/11/1858.
- 363 - Ibid., 19/3/1859. Dépôt PV 1ère AG, 13/3/1859, 2e AG, 15/3/1859 et AG, 25/3/1859. M.P. Massot & fils s'étaient rendus acquéreurs, le 22/6 1859, de la raffinerie et fabrique de noir dépendant de l'Hoirie Massot pour 481.797,10 F, Méditerranée, AG, 19/12/1865. Souscriptions les plus élevées (F).
- | | | | |
|--------------------------|---------|---------------|--------|
| A. de Saint-Alary | 250.000 | J. Julien | 50.000 |
| M. Massot | 225.000 | A. Reynaud | 50.000 |
| L. Massot | 225.000 | Ch. Lantelme | 50.000 |
| Roux de Fraissinet & Cie | 180.000 | J.B. Segurier | 50.000 |
| L. Deonna | 140.000 | V. Roux | 50.000 |
| Heuzé jeune | 75.000 | Ch. Baccuet | 50.000 |
| Deville & Saint-Alary | 50.000 | L. Dalonville | 50.000 |
- 364 - DELAVENNE, op. cit., tome 1 p. 134 sq.
- 365 - Au XVIIIe siècle, les Deonna, protestants genevois d'origine hollandaise, ont réalisé une fortune dans le sucre aux Indes, puis à Maurice. M. DEONNA, la famille DEONNA et ses alliés.
- 366 - M.C.S. Ch. Rostand, P. 154
- 367 - AD B. du Rh. T C a.s.s.p. 15/4/1842.
- 368 - Ibid., T C a.s.s.p. 18/11/1845, elle fut portée à 180.000 F.
- 369 - Ibid., T C a.s.s.p. 15/4/1842.
- 370 - Ibid., T C a.s.s.p. 7/3/1851.
- 371 - Me Roubaud, 10/6/1862.
- 372 - Me Aucler, 5/9/1861, Dépôt d'un a.s.s.p., 5/9/1861, Fl. Emsens a souscrit pour 524.000 F d'actions.
- 373 - On y trouvait MM. A. W. Witsen, le baron Straalman, propriétaire à Soestayk, A. Van Sneroenberg, (négociant à Driebergen, E. Moormann & Cie de Batavia, J. Pinner avocat à Amsterdam, M. J. Hendrichs, J. L. Lessinders, L. Van de Poll, tous les trois négociants-armateurs à Amsterdam et enfin J. Van Ryckevorsel, industriel à Bois-le-Duc.
- 374 - Sur les Rostand: Gazette du Midi, 14/12/1860.- J. Matthias, Marseille Statistique et Historique.- 1879.- DELAVENNE, op. cit. t. 1 p. 383 sq.
- 375 - Me Aucler, 18/18163. Ibid., 25/1/1863, dépôt Ab, 22/1/1863, Ch. Rostand avait souscrit 1.121 actions et la Banque Commerciale de Genève 1500.
- 376 - On travailla la nuit sur le chantier.
- 377 - C C Marseille, Statuts imprimés et lettre circulaire jointe, il comptait 700.000 F pour l'achat d'un terrain, 800.000 F pour la construction de l'usine, 1 M pour le matériel et autant pour le fonds de roulement.
- 378 - Sémaphore, 13/12/1864.
- 379 - Ibid., 25/5/1865.
- 380 - M.C.S. Ch. Rostand, p. 150.
- 381 - Enquête 1863, p. 29.
- 382 - Ibid., p. 29.

- 383 - Ibid., p. 30.
- 384 - H. VALLADIER, Histoire de la Raffinerie nantaise, p. 49.
- 385 - GOURNAY, Tableau général du Commerce, 1790, p. 43.
- 386 - Les noms cités par BONDAIS (art. cit.) et repris par Julliany (op. cit., tome 3 p. 213) et RAMBERT (op. cit. tome VI pp. 384 et 385) n'apparaissent pas dans les pétitions des raffineurs au début du XIXe siècle.
- 387 - GOURNAY, op. cit., p. 332 P. Dardel, Commerce, industrie et navigation au Havre au XVIIIe siècle, pp. 164 et 219.
- 388 - AN F 12 2420.
- 389 - MALVETZIN (op. cit. tome III p. 115) donne pour 1790 le nom de 24 raffineurs.
- 390 - H. du HALGOUET Nantes. Ses relations commerciales avec les Iles d'Amérique au XVIIIe siècle. Ses armateurs, n. 252.
- 391 - Ces renseignements proviennent de diverses sources: état-civil, listes électorales, enregistrement (actes sous seing privé - actes civils et mutations après décès), actes notariés. Le dépeuplement des registres de l'enregistrement a été intégralement exécuté. Seul le cas des associés en nom collectif a été envisagé.
- 392
- | Origine sociale des raffineurs de Nantes de 1815 à 1820 | | | |
|---|---|--|---|
| Première activité
(24 cas connus sur 26) | | Profession du père
(19 cas connus sur 26) | |
| négociants et commis négociants | 7 | propriétaires - rentiers | 4 |
| épiciers en gros | 7 | marchands | 4 |
| raffineurs | 4 | épiciers | 3 |
| propriétaires | 2 | négociants | 2 |
| épiciers | 2 | raffineur | 1 |
| avoué | 1 | fabricant | 1 |
| fabricant | 1 | épicier en gros | 1 |
| | | notaire | 1 |
| | | huissier du roi | 1 |
| | | receveur des postes | 1 |
- 393 -
- | Origine sociale des raffineurs de Nantes de 1821 à 1825 | | | |
|---|----|--|---|
| Première activité
(32 cas connus sur 33) | | Profession du père
(21 cas connus sur 31) | |
| négociants ou commis négociants | 16 | négociant | 5 |
| raffineurs | 7 | raffineurs | 3 |
| épiciers en gros | 4 | épiciers en gros | 3 |
| épiciers | 2 | propriétaires - rentiers | 3 |
| contremaîtres | 2 | avocats - avoués | 2 |
| distillateur | 1 | notaire | 1 |
| | | capitaine de navire | 1 |
| | | épicier | 1 |
| | | fabricant | 1 |
| | | journalier agricole | 1 |
- 394 -
- | Origine sociale des raffineurs de Nantes de 1827 à 1832 | | | |
|---|----|--|---|
| Première activité
(45 cas connus sur 46) | | Profession du père
(32 cas connus sur 42) | |
| négociants ou commis négociants | 17 | raffineurs | 8 |
| raffineurs | 9 | négociants | 3 |
| épiciers en gros | 5 | marchands | 3 |
| contremaîtres | 4 | épiciers | 2 |
| propriétaires | 3 | boutiquiers | 2 |
| capitaines au long cours | 2 | propriétaires - rentiers | 2 |

- 403 - Pap. Dobrée, Projet et estimation d'une raffinerie ... op. cit.
 Capital engagé 125.000 F Prix de vente du sucre :
- | | | | |
|------------------------|-----------------|------------------------|------------------|
| Frais de fabrication : | | 40 % de pains à 2 F | 240.000 F |
| loyer | 1.000 F | 35 % cassonnade à 1,25 | 121.265 F |
| salaires | 6.300 F | 25 % mélasse | 18.750 F |
| charbon | 6.000 F | | |
| | <u>15.300 F</u> | | <u>380.015 F</u> |
- Prix du sucre brut et terré : 300.000 L 300.000 F
- | | |
|---------------------|----------------|
| Valeur matériel : | |
| avant amortissement | 11.400 F |
| après amortissement | <u>7.550 F</u> |
- Prix de revient 313.300 F 317.565 F
- balance 84.265 F
- 404 - AN F 12 2543, Mémoire du Conseil des colonies sur l'admission des sucres étrangers en France, Paris, 1828.
- 405 - De VAUBLANC, De l'importance du commerce des sucres ou examen des questions proposées par le Bureau de commerce de Paris, 1828.
- 406 - Lloyd Nantais, 18/12/1832.
- 407 - Société Statistique de Marseille, 1846, BOUSQUET, Notice Historique et statistique sur le commerce du noir animal résidu de raffinerie de sucre, depuis son origine jusqu'à nos jours, tome 9, pp. 86 à 126. G. BERTIN, Du préjudice causé à l'agriculture et au commerce par les changements introduits dans les procédés de raffinage des sucres, Nantes, 1850.
- 408 - AD SM, Dossier L.H. J. Clerc-Kayser, lettre du 31/1/1854.
- 409 - C C Le Havre, PV des Séances, 14/3/1856.
- 410 - CAMPI op. cit., p. 13.
- 411 - T.C. Marseille, Faillite Zangroniz (SZ).
- 412 - Bulletins boursiers du Sémaphore.
- 413 - Statuts et note Maurin, Marseille, 1863.
- 414 - J. BRISSONNEAU, Affaire des Raffineries, Rennes, 1884.
- 415 - P. EUDEL, Figures nantaises, tome II, Alphonse Cezard, n. 19.
- 416 - J.F.S., 23/5/1867, DUFRUNFAUT, Sucreries et Raffineries.
- 417 - Les crises dans le raffinage du sucre coïncident avec la chronologie donnée par T.J. Markovitch, Les cycles industriels en France, Mouvement social, Avril-juin 1968, pp. 11-39.
- 418 - C C Bordeaux, E.P.L.M., 1858, séances des 30/4 et 17/7/1858.
- 419 - AD L.A. 1 M 2126, C C Nantes, 4/4/1859.



GRANDES INDUSTRIES FRANÇAISES. — Vue extérieure et atelier principal de la raffinerie de sucre des Revellat, appartenant à M. Cezard, à Nantes.



GRANDES INDUSTRIES FRANCAISES - Ateliers principaux de la grande raffinerie de sucre de Launay, appartenant à M. Cézard, à Nantes.

CHAPITRE VI

LES DIFFICULTES DES GRANDES ENTREPRISES FAMILIALES. UNE CRISE DE STRUCTURE ?

A partir de 1864 des temps difficiles commencent pour les raffineries des ports. Leur développement est cassé, brutalement à Marseille où en deux ans la crise a balayé toutes les entreprises ; ailleurs le raffinage du sucre s'étiole. Partout s'amorce une baisse de production - avec des points tournants différents et l'industrie du sucre disparaît définitivement à Honfleur en 1877, au Havre en 1898. A Nantes, en 1883, il n'y a plus que des candiseries tandis qu'à Bordeaux l'activité des raffineries se réduit lentement. Crise de structure ? A première vue les grandes entreprises familiales et les sociétés en commandite par actions ont bien mal résisté aux chocs conjoncturels de la fin du Second Empire et du début de la III République. Toutefois certaines les ont surmontés pendant de longues années. Au niveau des firmes il y a donc eu un décalage.

1 - L'effondrement de la raffinerie de Marseille (1864-1866)

En 1864, à Marseille, on vivait toujours dans la fièvre de l'investissement. En 1865 les exportations de raffinés ont augmenté de 26,13 % mais la chute des acquittements (19,19 %) signifiait que la crise avait touché le raffinage du sucre (cf graphique n° 2).

L'accord GRANDVAL - ROSTAND (1864)

Au début de janvier 1864, Ch. Rostand annonçait à son conseil de surveillance qu'il avait conclu un accord avec J. Grandval (1). La société Rostand s'était engagée à acheter la raffinerie du Boulevard des Dames, la fabrique de noir du Boulevard National et la distillerie du quartier des Crottes, pour 5 M ; J. Grandval cédait sa clientèle et renonçait, comme ses fils, Alphonse et Jules, à toute participation dans une raffinerie (autre que celle de Rostand) pour 15 ans.

Les motifs profonds de la décision des Grandval restent inconnus, mais ils pensaient que l'exportation des sucres raffinés français ne se

maintiendrait pas au niveau atteint, car l'Autriche et la Russie développaient leur propre industrie (et la concurrence hollandaise étant toujours à craindre, les débouchés en Italie et en Turquie risquaient donc un jour de disparaître. Dès décembre 1862, l'un d'entre eux, Alphonse, déclarait : "que les marchés étrangers sont actuellement saturés ..., qu'en particulier Gênes regorgeait de sucre car on y a trop envoyé et que les raffineries engagées dans l'exportation ne trouvaient pas de compensation sur le marché intérieur, puisque le sucre indigène vient jusqu'à Marseille même remplir tous les besoins de la consommation" (2). Aussi, en 1864, les Grandval n'ont pas voulu risquer leur fortune dans la lutte sans merci qu'ils prévoyaient contre Ch. Rostand. La situation de leur usine, dans un quartier en plein développement (où le terrain était très cher) empêchait toute extension, donc toute modernisation de leurs installations. Aussi, en vendant leur affaire un bon prix à Rostand, les Grandval évitaient une guerre coûteuse avec une entreprise mieux outillée que la leur, et, en offrant leur aide financière et technique, ils participaient dans une large mesure aux bénéfices éventuels de la plus grande affaire de sucre de Marseille. Et, curieusement, J. Grandval adopta la même attitude qu'en 1846 : il fonda quelque temps après une banque (3).

Ch. Rostand accepta les propositions des Grandval et, malgré l'opposition d'Henri Bergasse qui voulait se retirer du conseil de surveillance mais il finit par entériner l'accord (4). Après quelques flottements, l'adhésion massive du négoce marseillais emporta toutes les hésitations. Les capitaux abondaient dans la ville et depuis 1863, la spéculation s'était portée sur les titres des raffineries (5). Introduites à la Bourse de Marseille, au pair, dès mars 1863, les actions de la Société Rostand n'avaient pas cessé depuis de monter. Fin 1863, elles se tenaient autour de 1.050 F. Leur hausse entraîna d'ailleurs celle des raffineries Massot et Emsens. L'achat de l'usine Grandval stimula encore le marché, et le 19 janvier 1864, les "Rostand" se négociaient 1.270 F, les Massot 740, et les Emsens 665 F.

La gestion de Charles Rostand

Les bruits favorables qui circulaient sur la marche de la société Rostand expliquent en partie l'engouement du public. Les résultats furent d'ailleurs conformes aux espérances. Mine de exploitation le 22 juin 1863, la raffinerie du Boulevard National avait traité 23.072 tonnes de sucre brut jusqu'au 31 mai 1864 (6) et ses bénéfices se montaient à 2.650.198 F (7).

Ces résultats provenaient tout d'abord d'une bonne appréciation de

la conjoncture. Le décret du 24 juin 1861 avait suscité à Marseille l'importation d'énormes quantités de sucre - de plus, l'annonce, en 1862, d'une augmentation des droits avait inquiété le négoce qui passa des ordres considérables d'achat à exécuter avant juin. Marseille a donc reçu en 1862 près de 100.000 tonnes de sucre. La raffinerie ne put les absorber ; les stocks ont alors pesé dangereusement sur le marché (25.605 tonnes au 31/12/1862) et la baisse s'installa toute l'année sur la place. Au début de 1863, l'abondance de la récolte de sucre indigène accentua encore le fléchissement des cours et brusquement, fin septembre, la perspective d'une récolte médiocre de sucre indigène et les mauvaises nouvelles de Bourbon et de Maurice déclenchèrent la hausse (8).

A partir d'avril 1863, Ch. Rostand avait acheté au plus bas ses sucres et en novembre il disposait d'un stock ne lui revenant qu'à 29,50 F (9). Ainsi la hausse qu'il escomptait depuis la mise en activité de son usine s'est produite pour lui dans les meilleures conditions possibles. Ses sucres en magasin subirent une hausse de 30 % qui se répercuta immédiatement sur le prix des produits vendus, et dans les premiers mois de 1864 la résistance à la baisse des raffinés accentua encore sa marge. De plus, son sucre était travaillé dans une usine neuve et bien conçue ; aussi, dès ce premier exercice les frais de fabrication furent bas (1.671.125 F soit 7,07 F par 100 kg de sucre fondu), tandis que chez les autres raffineurs de la place, ils oscillaient entre 8 et 11 F (10).

Ce magnifique succès, contesté il est vrai (11), a permis à Ch. Rostand de réaliser l'opération Grandval prévue depuis janvier 1864. Comme le lancement de sa société avait été largement facilité par la Banque Commerciale de Genève, il comptait encore sur son appui pour l'augmentation de capital qu'il préparait. Pour porter sa fonte à 150.000 / 160.000 kg par jour, il estimait nécessaire un capital de 12 M dont 5 M pour le fonds de roulement (12). Il annonça donc au cours de l'assemblée générale du 22 juin une augmentation de 9 M de son capital. Aux 3 M initiaux s'ajoutaient 2 M fournis par le dividende distribué en actions nouvelles et 2 M souscrits par les Grandval. Enfin, il demanda 5 M au public du 24 au 30 juin (13).

Cette souscription ouverte simultanément à Marseille, Paris, Lyon, Genève, Bâle, Zurich et Berne, dépassa toutes les espérances et on ne donna satisfaction qu'à 6 % des demandes d'actions. La Banque commerciale de Genève, la Banque Gay-Rostand de Paris et plusieurs maisons marseillaises ont fourni la majeure partie des souscriptions (14). Bien entendu, cette forte augmentation du capital a entraîné la baisse des actions à la Bourse (autour de 550 - 580 F), mais d'autres raffineries avaient sollicité à peu

près en même temps le marché.

Le second exercice de la société Rostand commença dans l'euphorie. Avec une capacité de fonte de 60.000 tonnes (15), un capital définitivement porté à 12 M (16) et un crédit presque illimité (17), Ch. Rostand dominait non seulement ses concurrents marseillais, mais se trouvait être aussi le premier raffineur de France. Fin juillet, les bénéfices de la société se montaient à 483.315 F et fin septembre à 731.292 F (18) et, dès octobre J. Grandval pouvait présenter au conseil de surveillance un tableau satisfaisant et prometteur de la marche de l'usine. "Les rendements des mois d'août et septembre sont bons et ont contribué à l'accroissement du profit réalisé, la situation est très prospère. Il n'en saurait être autrement dans une affaire bien conduite, où de bons achats, une bonne fabrication et de bonnes ventes se donnent la main pour assurer le succès de l'entreprise ..., avec les améliorations importantes qui sont à l'étude et après l'achèvement des travaux qui ne saurait tarder plus de 3 mois, l'usine Rostand sera sans pareille dans le monde par son importance, par la simplicité et le bon marché de ses procédés de fabrication. Quant à la situation financière, elle est des plus brillantes" (19).

A cette époque on poursuivait, Boulevard National, des essais sur un nouveau système de cuite en grain dans le vide qui se concrétisa par le dépôt d'un brevet en octobre 1864 (cf chapitre II).

En même temps, on cherchait à vendre davantage à la consommation intérieure, parce que l'exportation devenait difficile. En 1865, la raffinerie marseillaise avait exporté 71.314 tonnes de produits contre 56.000 en 1864, par contre, les ventes en France s'étaient véritablement effondrées, passant de 26.722 tonnes en 1864 à 14.904 en 1865 (20). Au début de 1865, les produits du Nord ont envahi le Midi. Ch. Rostand, Fl. Emsens, refusèrent la lutte et ont préféré se livrer à une guerre acharnée en Italie et en Turquie pour la conquête ou la défense de débouchés. Mais l'offre massive de raffinés faite par les commissionnaires des grandes usines de Marseille a fini par déprécier les prix (21) ; aussi l'exportation n'était plus rémunératrice et la concurrence usa le fonds de roulement des entreprises les rendant plus vulnérables à la crise.

La faillite de Charles Rostand (1865)

La société Rostand a payé normalement son coupon d'intérêt en février, mais le gérant devait faire face à la dévalorisation du cours de l'action à la Bourse des valeurs. A la fin de 1864, la Banque commerciale de Genève s'est débarrassée d'une grande partie des "Rostand" qu'elle dé-

tenait encore ; en mars 1865, elle réalisa le solde (22) et les porteurs suisses ont suivi le mouvement. Le titre tomba alors de 740 F (à la fin de janvier) à 605 F (au début de mars) (23), malgré les déclarations optimistes de Ch. Rostand devant son conseil de surveillance du genre de celle-ci : "Le travail auquel l'usine s'est élevée exige chaque jour environ 90 tonnes de charbon et le travail de 1.000 à 1.100 hommes. L'usine est désormais installée pour que son travail puisse être poussé jusqu'à 210.000 kg par jour ..." (24).

A la fin de mai 1865, la baisse des sucres raffinés créa un malaise sur la place de Marseille et on commença à s'interroger sur l'avenir même de l'industrie du sucre dans le grand port. Dans le Phare de la Loire, E. Audouard constatait qu'en 1863 la raffinerie travaillait à peine 200.000 kg de sucre brut par jour et que maintenant la seule usine Rostand atteignait facilement ce chiffre. En 1865, les possibilités de fonte des raffineries de Marseille oscillaient autour de 400.000 kg par jour (120.000 tonnes par an), "aussi y a-t-il eu excès de production et c'est le stock en fabrique qui pèse sur les cours" (25). En mai, la mise en activité de la raffinerie de Saint-Charles par Auguste Maurin a encore réduit la marge d'action des autres entreprises.

Ch. Rostand fixa son assemblée générale au 17 juin. Mais le 8 juin il n'avait pas encore fourni l'inventaire et les pièces justificatives au conseil de surveillance, et le 16 il reconnaissait qu'il se trouvait "personnellement engagé dans des opérations importantes sur les actions de la société, qui le constituait débiteur envers elle". Le même jour, des bruits circulaient à la Bourse et l'action Rostand toucha le pair. Le lendemain, à l'assemblée générale (un samedi) Ch. Rostand exposa brièvement la situation et affirma que le bilan donnerait un petit bénéfice ou une petite perte (26) ; cependant, le lundi matin, il révéla à J. Grandval, puis aux autres membres du conseil une perte de 3.500.000 F (27). Dès l'ouverture de la Bourse le titre baissa, des ordres de vente arrivaient de partout. Au moment de la clôture on cota les "Rostand" 120-125 F. En quelques heures l'action avait perdu 400 F. Dans l'après-midi la société annonça la suspension de ses paiements. Le 20 juin la débâcle fut complète et le titre tomba à 25 F. "Jamais de mémoire de spéculateur la Bourse n'avait présenté une animation pareille à celle de ces deux journées. Hier matin et ce jour, les affaires commerciales étaient complètement suspendues. La foule des négociants se pressait autour de la corbeille, dominant quelquefois par ses tressaillements les cris stridents des agents de change. Toutes les autres valeurs étaient oubliées et au milieu d'un tumulte effroyable, chaque cri de baisse était porté par des cris répétés d'un bout

de la Bourse à l'autre" écrivait un témoin (28).

La faillite ne fut effective que le 5 septembre, toutefois, dès le 31 août, le tribunal correctionnel avait condamné Ch. Rostand à un an de prison. Les débats judiciaires (29), et surtout les deux mémoires publiés, l'un par les membres du conseil de surveillance, l'autre par les principaux créanciers, permettent de mieux comprendre les circonstances du désastre. Le chiffre des pertes est énorme ; le bilan approximatif et provisoire dressé par le syndic de la faillite accusa en effet un passif de 23.244.006 F et un actif de 18.894.615 F qui, une fois réalisé, n'a donné que 10.158.927 F - on passe d'un passif réduit à 19.621.531 F par suite de la non-reconnaissance de certaines créances ; cela laissait malgré tout un solde négatif de 9.562.600 F et si le 12 août, en effet spécial, on arrivait à une perte totale de 11, 1.

Pour expliquer la faillite, certains ont invoqué la personnalité de Ch. Rostand, sa volonté de puissance et de monopole. Depuis janvier 1865, Ch. Rostand semblait en effet avoir poursuivi le projet insensé d'accaparer le plus grand nombre possible d'actions de la Compagnie, son rêve. Un jour il fit devant moi des calculs pour savoir combien il mettrait de temps pour arriver à son but, en cumulant toutes les actions qu'il possédait déjà et les revenus de la Compagnie. "Il faut arriver en 5 ou 6 ans", déclara à l'audience son témoin, "à la Compagnie". Mais en spéculant sur ses propres actions à la Bourse, il ne réussit pas tout à gagner de l'argent pour alimenter son projet. Au contraire, il eut une lutte sans merci contre les autres raffineurs parisiens, il est intervenu constamment sur le marché des sucres de la place pour gêner ses concurrents (31). S'attendant à une hausse en 1865, Ch. Rostand a voulu répéter la manœuvre qui lui avait si bien réussi en 1863 - il a acheté des milliers de tonnes de sucre indigène et d'importantes quantités de sucre de canne ; la baisse survenant, il se débarrassa de ses stocks blanches dans le Nord (32), mais il resta le vendeur en mai 1865 de 19.000 tonnes de sucre colonial payées trop cher (33).

Ch. Rostand utilisa trois moyens pour se procurer des fonds : la spéculation à la Bourse des valeurs, les warrants et montages, et la fraude en douane. La place remplie par sa famille pour les affaires et de nombreuses familles ont facilité ses opérations. En juin 1865, il possédait près de la moitié des actions de sa société, 3.000 à la Société du sucre et caisse, 2.687 en report chez cinq agents de change parisiens et 4.700 litres déposés en garantie d'avances des trois banques, deux à Paris et une à Marseille (34). D'une part, Ch. Rostand achetait le sucre de ses actions en les achetant et en les revendant par l'intermédiaire de plu-

sieurs agents de change, d'autre part, pour avoir de l'argent frais, il a eu recours systématiquement aux reports (tenus par le secret professionnel, les agents de change ignoraient les lourds engagements pris simultanément par leur client). Ch. Rostand offrait comptant ses titres et rachetait en liquidation. Le prêteur (l'agent de change qui agit pour d'autres clients ou en son nom personnel) lui prenait ses actions au comptant et les lui revendait à terme. Rostand déposait alors ses valeurs et en recevait immédiatement le prix, mais, comme il devait à son tour régler leur rachat à la fin du mois, il reportait l'opération pour une nouvelle période d'un mois en payant ou en recevant la différence entre les cours du comptant et du terme. D'où la nécessité pour lui d'être toujours présent sur le marché pour l'arbitrage de ses ventes et de ses achats. Avec l'aide de son beau-frère Léon Gay et du Crédit Industriel et Commercial, il constitua même plusieurs syndicats à la hausse (35).

La situation financière de Ch. Rostand s'est cependant détériorée. Partout, il a sollicité des prolongations de crédit qui se sont ajoutées aux emprunts sur warrants et nantissements accordés par le Sous-Comptoir du Commerce et de l'Industrie et le Crédit Agricole, et qui ont atteint en juin 5.855.000 F (36). Son fondé de pouvoir tenait une comptabilité spéciale pour ces prêts et le conseil de surveillance les ignorait. Son adresse était remarquable, car il avait réussi à fondre 4.000 tonnes de sucre sans payer à l'échéance les 1.600.000 F de droits dus (37). Il est certain que Ch. Rostand ne s'est pas livré par plaisir à toutes ses manœuvres et que la volonté de faire vivre à tout prix son entreprise l'a poussé à se servir de tous les artifices des techniques bancaires. Ce désastre ne peut donc être imputé totalement aux spéculations du gérant car les clauses et conditions de l'accord Rostand-Grandval de janvier 1864 ont contribué aussi à la faillite.

L'idée que l'on se fait habituellement à Marseille de J. Grandval est volontiers hagiographique. Correspond-elle exactement à la réalité ? La vente de la raffinerie du Boulevard des Dames à Ch. Rostand fait penser à la location-vente du même établissement au marquis de Forbin-Janson en 1845. Les circonstances sont presque identiques - une usine usagée cédée très cher, gêne une exploitation rendue difficile dans les deux cas par la crise économique. De plus la manière dont Gay et J. Grandval ont liquidé la société Girard-Descroix en 1848 fait apparaître l'image d'un Grandval plus âpre, plus dur en affaires, ce qui ne ternit pas la grandeur de l'entrepreneur. C'est Ch. Rostand lui-même qui a soulevé le problème du marché Grandval lors des débats correctionnels "le point de départ de toutes mes misères et de tous mes malheurs", a-t-il affirmé.

Après la faillite les Grandval se sont efforcés de justifier devant l'opinion publique le prix de cession de leur raffinerie qui se montait à 5 M. Ils sont partis du fait que les experts ont estimé les terrains de la raffinerie, de la fabrique de noir et de la distillerie à 2.395.640 F - eux-mêmes ont évalué leurs achats de matériel à 5.443.980 F et en tenant compte d'un amortissement annuel de 5 % (soit 1.496.000 F) ils pensaient que leurs installations représentaient au moins une valeur de 6.119.244 F qui dépassait largement le prix obtenu de Ch. Rostand (38). Depuis 1848 les Grandval avait en effet réalisé d'importants investissements, comme leurs concurrents ils avaient été obligés d'acheter, dans une période où l'industrie du sucre connaissait de grands progrès techniques, les appareils les plus modernes sans trop se soucier de leur rentabilité. Les immobilisations de capital fixe ont absorbé ainsi la plus grande partie des profits.

Pour Ch. Rostand, l'appréciation de la valeur des installations Grandval aurait dû être différente. C'est J. Grandval qui lui a proposé la vente. Pourquoi ? Certainement pour des raisons propres à son entreprise : pertes, baisse du profit ou plus simplement désir de ne pas investir dans une conjoncture trop défavorable. Arrêtée, une raffinerie de sucre ne vaut que le prix du poids du métal de ses ustensiles et des terrains sur lesquels elle est construite. Certes, l'usine du Boulevard des Dames n'avait pas cessé sa fonte en janvier 1864, mais l'offre de J. Grandval est une preuve de faiblesse. Subjugué par la personnalité du grand raffineur, pressé par le temps, Ch. Rostand n'a pas réfléchi et, malgré les avertissements d'Henri Bergasse, il s'est chargé d'une raffinerie qui a momentanément renforcé sa production, mais qui, au bout de quelques semaines, a fait apparaître la nécessité d'un fonds de roulement beaucoup plus important que le sien.

Pour diminuer son prix de revient, Ch. Rostand a concentré sa production dans son usine, mais il a dû acheter de nouveaux appareils (ceux de J. Grandval n'étant pas toujours utilisables) et finalement ses immobilisations ont atteint rapidement 8.050.000 F. En apparence il lui restait un fonds de roulement de 3.950.000 F, augmenté, il est vrai, d'un crédit de douane de 6 M. Les Grandval ont estimé que Ch. Rostand pouvait mener son affaire avec ces 10 M répartis de la façon suivante : plein de fabrique 4 M - approvisionnements 5 M (8.000 tonnes) - capital roulant 1 M (39). Cependant tous les mois Ch. Rostand devait acquitter 1,5 à 1,8 M de droits pour 4 à 5.000 tonnes de sucre et régler en même temps ses fournisseurs, soit 2,5 à 3 M. Mais son crédit de douane n'était pas quelque chose de direct - en contre-partie il lui fallait vendre des sucres

raffinés ou warranter les sucres bruts disponibles. Le calcul des Grandval ignorait donc la crise et ses séquelles - les pertes possibles et surtout l'augmentation des stocks qui risquait d'immobiliser une partie du fonds de roulement. Aussi Ch. Rostand a marché constamment sur une corde raide pour s'assurer des liquidités qu'il ne pouvait pas se procurer, par exemple, par la cession de l'usine du Boulevard des Dames hypothéquée, donc invendable, car il devait toujours 2 M à J. Grandval. Enfin, une dernière question se pose, celle de la réalité des bénéfices de l'exercice 1863-1864 - ont-ils été vraiment acquis ? Le tribunal n'a pas voulu se prononcer nettement et le doute subsiste (40). Si on ne retenait que l'hypothèse d'un profit moins élevé, cela confirmerait encore mieux les difficultés de trésorerie qu'a connues la société Rostand.

Le temps des incertitudes

"Ce désastre, dont l'importance est considérable, jette un grand trouble sur la place de Marseille", écrivait dès le 20 juin le Préfet au Ministre du Commerce et de l'Industrie (41). En effet, un malaise avait gagné presque tout le raffinage du sucre.

Depuis janvier 1864, A. Maurin offrait ses titres au public ; et, surtout, Florent Emsens, qui voulait doubler sa production a émis en mars 4.000 actions nouvelles de 500 F, ce qui porta son capital à 5 M (42). Cotées 600 F en janvier, les actions Emsens ont fait l'objet de vente précitées pour le compte d'Amsterdam et d'Anvers, et leur cours s'effondra à la fin d'avril - leur baisse s'arrêta autour de 225 F (43). C'est l'époque où des négociants de Marseille, comme Sébastien Vidal et A. Roncayolo sont alors entrés dans l'affaire (44). Le 5 septembre les actions Maurin furent introduites à la Bourse, mais elles restèrent cotées au-dessous du pair jusqu'en décembre (420 à 430 F), la raffinerie de Saint-Charles étant toujours en construction. En 1865, malgré un dividende de 12,65 F et des intérêts régulièrement payés, l'action Emsens plafonnait autour de 480-490 F (45). La spéculation se méfiait. Il est vrai que, depuis sa création, la société n'avait jamais fait de bénéfices et que tous ses bilans étaient truqués mais on ne le savait pas encore.

Seule la raffinerie Massot a traversé la crise sans dommage. En 1864, elle a versé un dividende de 47,50 F à ses actionnaires et 110.000 F d'intérêts (46). En 1865, le dividende atteignait 64,28 F (47). Les frères Massot ont agi avec prudence, ils ont réduit le travail de leur usine lorsque les sucres se vendaient mal et ils ne se sont pas lancés comme Rostand et Emsens dans une exportation démesurée et peu rémunératrice.

Auguste Maurin, lui, fut dans une certaine mesure victime de la faillite Rostand. Les actions de sa société avaient été introduites en Bourse en septembre 1864 (48) et en décembre il versait l'intérêt semestriel du capital (12,50 F par titre) (49), toujours sans avoir fondu un kilogramme de sucre. Il ne commença à travailler qu'à la fin de mai 1865 car la construction de l'usine de Saint-Charles avait absorbé entièrement le capital social (50). Une assemblée générale décida d'émettre 1.500 obligations de 1.000 F pour servir de fonds de roulement (51), mais le négoce bouda la souscription (52). A. Maurin convoqua alors une assemblée générale extraordinaire afin de discuter de la modification des statuts, de l'augmentation du capital social et surtout de la nomination d'un nouveau gérant (53). Après quelques mois d'exploitation, A. Maurin avait perdu 1.120.000 F (54). A la même époque, les Roux et Bernabo fermaient définitivement leur raffinerie et concentraient tous leurs efforts sur l'huilerie (55).

L'assemblée générale du 7 avril 1866 avait approuvé l'apport de Saint-Charles à la Société Auguste Lafon pour 2.500.000 F et en même temps elle a décidé que les anciens actionnaires verseraient 160 F par titre pour faire face aux pertes de Maurin (56). A. Lafon et ses amis ont alors complété le capital de la société avec 1.500.000 F en numéraire. Malgré ce viatique, la gestion d'A. Lafon n'a pas donné de meilleurs résultats que celle de Maurin, et en février 1868 l'usine a fermé ses portes. Le bilan accusait une perte de 755.350 F (57).

La faillite de Florent Emsens (1866)

En 1866 la remise en activité de l'usine Rostand par les Raffineries de la Méditerranée avait facilité la reprise (cf Chapitre II). Marseille donnait l'impression que la crise était terminée quand, en juillet 1866, la faillite de la société Emsens a remis en question l'équilibre du marché.

Pourtant, rien ne laissait prévoir une telle issue. Lors de l'assemblée générale du 16 avril, le gérant déclarait : "Nous occupons une honorable place dans l'estime et le crédit public". L'inventaire déposé sur le bureau accusait un bénéfice de 1.057.887 F. Le conseil de surveillance décida alors de distribuer un dividende de 48,45 F qui s'ajoutait aux 25 F d'intérêts du capital, soit en tout 73,45 F (14,69 % de la mise initiale). C'était trop beau : mis en paiement le 1er juillet, le coupon cessait d'être versé le 20, Emsens s'était enfui en Belgique, et la faillite était déclarée le 23 (58). En face d'un actif limité à 4.141.147 F, le passif se montait à 9.506.266 F, soit une perte de 5.365.118 F qui dépassait sensiblement le capital. L'examen des livres révéla que depuis

1861 Fl. Emsens n'avait jamais fait de bénéfices ; toutefois, il avait réussi à se maintenir grâce aux avances des maisons allemandes qui avaient contribué à lancer son entreprise. A partir de 1864, il avait aussi trouvé des facilités auprès de gros négociants de Marseille. Vidal et sa société avait accepté près de 2 M de billets d'Emsens. A. Courtot, le plus grand exportateur de sucre de Marseille, lui en prenait pour 500.000 F chaque jour ; Emsens lui livrait des raffinés en échange de ses reconnaissances de dettes et de factures de complaisance. Emsens entraîna dans sa chute les sociétés S. Vidal et A. Roncayolo. Il devait à la première 1.997.905 F et 918.002 F à la seconde. Les maisons d'Hambourg, de Magdebourg et de Stettin restaient créancières d'un peu plus d'un million, mais les Belges et les Hollandais s'étaient adroitement dégagés à temps.

La chute de Ch. Rostand avait bouleversé les esprits à Marseille. Les Grandval avaient laissé dans l'affaire plus de 3,5 M et Maximilien Pichaud, un gros importateur de sucre qui avait ramassé 1,2 à 1,4 M d'actions "Rostand" a eu quelques difficultés financières dont il a fini par sortir. Mais beaucoup de petits capitalistes avaient aussi perdu de l'argent (59). L'opinion a dénoncé l'impuissance des conseils de surveillance et mis en cause leurs membres "ce qui excite les réclamations énergiques de notre place, c'est la présence à la tête du conseil de surveillance de J. Grandval, l'homme le plus compétent en ces matières ..." écrivait un chroniqueur du Sémaphore (60). Au-delà des cas personnels, on attaquait surtout les structures mêmes des sociétés en commandite par actions. La débâcle d'Emsens a relancé la campagne (61) mais les fondateurs des Raffineries de la Méditerranée avaient déjà tenu compte du désaveu de l'opinion, et ils avaient abandonné la commandite par actions pour la société anonyme à responsabilité limitée.

2 - L'usure des grandes entreprises familiales à Nantes (1864-1883)

A Nantes, le mouvement de hausse des sucres bruts qui a débuté en octobre 1863 brisa l'essor de la raffinerie qui durait depuis 1852. En septembre, le prix de la matière première était encore à peu près égal à celui de janvier 1863, mais en décembre l'augmentation a atteint 40 à 45 % et pendant l'année 1864, les cours du sucre brut se sont maintenus à un niveau relativement élevé (62). Les acquittements ont diminué de 28 %,

L'exportation s'est essoufflée et les raffineurs ont réduit leur fabrication tandis que le chômage s'installait (63). L'entreprise la plus touchée fut celle de N. Cezard qui, en juillet travaillait toujours au ralenti.

A - L'échec de Nicolas Cezard et des Raffineries nantaises (1864-1878)

La transformation des raffineries Cezard en S.A.R.L. (juillet-août 1864)

La mauvaise conjoncture n'explique pas toutes les difficultés de la société Cezard ; elle a seulement révélé et amplifié l'inadaptation des structures juridiques et financières d'une affaire familiale. Depuis quelques mois, des bruits alarmants couraient sur la société Cezard de Batavia ; il est certain aussi que le nombre des navires armés par N. Cezard diminuait chaque année. Jules Cezard était devenu en 1855 le principal gérant de l'ancienne maison Suermondt. En 1856, il avait engagé avec témérité sa société dans une vaste spéculation sur tous les produits coloniaux. Il s'attendait à la hausse et il accorda d'importantes avances à de nombreux planteurs de canne à sucre de Java et de Sumatra. Ceux-ci, frappés par la crise de 1857-1858, n'avaient pas pu rembourser leurs créances et la société Cezard fut alors obligée de vendre les plantations, pour rentrer dans ses fonds, mais ne réussissant pas à trouver d'acquéreurs, elle dut les conserver. A son tour, elle fut forcée d'emprunter pour exploiter plantations et sucreries. Cependant cette nouvelle activité ne donna pas de bons résultats et les emprunts ne furent pas remboursés. Aussi la société tira des traites à découvert sur ses deux principaux correspondants en Europe, N. Cezard et Wilhem Ruys de Rotterdam, et désormais seul leur crédit lui a permis de vivre. En 1864, le découvert se montait à près d'1 M chez Cezard père et 471.000 F chez Ruys (64).

Le déclin de la flotte de N. Cezard était lié à l'évolution du prix du fret qui défavorisait l'armement français. Evoquant le commerce du Bengale, de Ceylan, de Singapour, de la Chine, de Manille, de Java, de Sumatra et même de Bourbon et de Maurice, son fils Alphonse, écrivait en 1862 : "Toutes ces relations commerciales ont disparu ou à peu près" et il affirmait que les importations de ces pays ne laissaient que des pertes considérables (65). En 1864, N. Cezard n'armait plus que trois navires.

Par la force des choses, les deux raffineries de Nantes ont pris de plus en plus de place dans les affaires de N. Cezard. Depuis longtemps

il avait fait de la caisse de la société une sorte de banque familiale qui s'occupait de tous les mouvements de fonds faits en son nom (66). A partir de 1857, la raffinerie a soutenu la société J. Cezard de Java ; de 1854 à 1862, elle versa 2.135.000 F de dot à 7 des enfants de N. Cezard (67), 100.000 F à ses belles-filles et des dons à plusieurs capitaines de navires (68). Elle régla aussi les dépenses de Malvina Petel, sa seconde femme, qui a gaspillé beaucoup d'argent (69).

A la fin de 1863, la raffinerie avait dû faire face à de nouvelles sorties d'argent, car N. Cezard approuvé les ambitieux projets de son fils Alphonse, à Saint-Nazaire, et il lui ouvrit un crédit de 2 M pour l'achat de terrains (70). En 1859, ce dernier avait participé au lancement de la Société des Docks-Entrepôts et Terrains de Saint-Nazaire montée par Adolphe et Louis Lebaudy, mais l'opposition du négoce nantais empêcha la réalisation des projets de la société qui fut dissoute en 1861 (71). A. Cezard reprit l'idée des Lebaudy et il fonda à Londres avec l'aide de l'"European Bank" et de quelques financiers marseillais, "The Saint-Nazaire Company Limited", et il mit aussi sur pied une affaire de travaux publics, la "Compagnie Immobilière de l'Ouest". Mais, dès ses débuts, l'existence de sa société fut compromise par des spéculations à la Bourse de Londres où se sont évanouies les faibles ressources dont elle disposait, tandis qu'à Nantes la crise paralysait peu à peu la marche des raffineries Cezard. Les sucres bruts et raffinés se sont entassés dans les magasins de la rue de la Brasserie et des Récollets et l'argent, engagé imprudemment à Saint-Nazaire fit défaut pour redresser la situation et N. Cezard transforma sa société en S.A.R.L. pour reconstituer son fonds de roulement.

En juillet 1864, le Phare de la Loire révéla que les raffineries de N. Cezard venaient d'être vendues à une nouvelle société et que le banquier Joseph Baillergeau s'occupait de former une entreprise ouverte au commerce, ajoutant aussi qu'une partie des armateurs de la place avaient pris une partie des actions (72). La création des Raffineries Nantaises S.A.R.L. au capital de 5 M a eu lieu le 16 juillet 1864 (73). Les fondateurs, Alfred Guillon, Louis Cezard, Noël Vincent, Ernest Haëntjens, Joseph Baillergeau, avaient tous, à des titres divers, des liens très étroits avec l'ancienne société. N. Cezard s'effaçait, mais son fils Louis conservait la direction de l'affaire.

Le nom des Cezard a d'ailleurs agi magiquement sur les places de Marseille et de Paris qui contribuèrent largement à la souscription du capital divisé en 11.000 actions de 500 F (74).

Répartition géographique des actionnaires

	Nombre d'actions	Montant des souscriptions	Nombre d'actionnaires
Nantes	6.149	3.074.500 F	109
Marseille	2.643	1.321.500 F	70
Paris	1.300	650.000 F	40
Divers	908	454.000 F	52
Total	11.000	5.500.000 F	271

Parmi les actionnaires on retrouve le nom de presque toutes les grandes maisons d'armement et de commission de Nantes et de Marseille tandis qu'à Paris les souscripteurs se recrutent surtout dans les milieux proches du Crédit Foncier Colonial. N. Cezard avait vendu ses usines pour 2.700.000 F. Elles avaient été estimées à 3.091.530 F (75) mais leur coût depuis 1852 atteignait 5 M (76). Apparemment l'outil n'avait pas été payé trop cher.

L'échec des Cezard

La clôture du premier exercice des Raffineries Nantaises se solda par une perte de 745.413 F, que le conseil d'administration expliquait dans son rapport par le faible écart qui avait existé entre le prix des sucres bruts et des sucres raffinés pendant les derniers mois de 1864. Ce fait a, en effet, marqué la conjoncture sucrière, mais il est évident aussi que les Cezard et Guillon n'ont pas su apprécier exactement l'état du marché. Pour assurer la marche des usines, N. Cezard a continué ses achats de sucre brut jusqu'en octobre, époque où il a cédé son stock (3.289 tonnes) à la nouvelle exploitation sur la base de 58 F la tonne 40. Ensuite Guillon et L. Cezard ont conclu de nouveaux contrats, et la société s'est trouvée fortement approvisionnée au moment de la baisse survenue en décembre, et, bien entendu, chargée d'une masse de sucres raffinés qui perdait chaque jour de la valeur. On réduisit alors la fonte et on a même envisagé la fermeture ; mais on se contenta d'arrêter le travail aux Récollets car on avait hésité à licencier un personnel expérimenté et à rompre "avec la clientèle de vieilles et solides relations difficiles à renouer" (77).

Sur le plan financier, l'échec de la société se dégage encore avec plus de netteté. Le fonds de roulement, diminué par un dernier paiement de 700.000 F à N. Cezard est devenu très vite insuffisant car beaucoup de souscripteurs n'avaient pas versé leurs versements. En fin 1865, ils devaient encore 925.000 F. Ainsi la société dû t'emprunter. Au 31 décembre 1864 les avances de J. Paillegreau se montaient à 1.056.447 F

mais l'augmentation du taux de l'escompte incita le banquier à réclamer de fortes commissions bien au-delà de l'intérêt légal de 6 %. Enfin, les actions des Raffineries Nantaises n'étaient pas encore cotées à la Bourse de Paris parce que le conseil n'avait pas voulu s'exposer à un échec avec un taux d'escompte qui avait atteint 8 % et qui rendait difficile les reports (78). Pour cette raison beaucoup de souscripteurs n'avaient pas pu "placer" leurs titres. Les Raffineries Nantaises avaient donc pris un mauvais départ que le commissaire aux comptes, H. Polo, ne pouvait que constater : "Les progrès incessants de la science, les changements fréquents de législation, font planer sur l'établissement tout entier une dépréciation d'ensemble qui doit se chiffrer par un large amortissement si l'on veut s'épargner toute déception".

En février 1865 L. Cezard et Guillon ont remis en marche les Récollets. La conjoncture était meilleure mais ils se sont encore approvisionnés à trop haut prix. Aussi leurs deux raffineries travaillaient toujours à perte, et le 6 juillet, la disparition du fonds de roulement força le conseil d'administration à liquider la position. On revendit la plus grande partie des sucres bruts, la reste passa à la chaudière et tous les achats furent interrompus. Les Récollets fermèrent le 5 août et Launay le 10 septembre. Les pertes en fin d'exercice se montaient à 1.400.284 F (79). Les mauvaises créances non recouvrées les portèrent à 2.204.174 F (80).

Le négoce prit soudain conscience de la gravité de la situation. En 1865, les possibilités (100.000 kg par jour) des deux raffineries Cezard étaient loin d'avoir été totalement utilisées, puisque la fonte de Launay n'a atteint que 16.290 tonnes et celle des Récollets 3.608 tonnes et leur fermeture, si elle devenait définitive, risquait de perturber encore plus le marché des sucres de la place. Des propositions ont alors été faites aux Cezard et quatre armateurs, Henri de Closmadeuc, Alexandre Viot, Henri Toché et Louis Flornoy entrèrent en octobre au conseil d'administration où ils remplacèrent les représentants du Crédit Foncier colonial et des grands propriétaires de la Réunion (81).

Les Raffineries Nantaises recherchaient des liquidités que ne pouvait plus leur procurer le terme de 4 mois accordé par la douane pour le remboursement des droits. En effet ce délai fut réduit à 2 mois par la loi du 8 juillet 1865 malgré les démarches d'A. Guillon et d'E. Etienne à Paris (82). On tenta alors d'effectuer un emprunt hypothécaire de 600.000 F sur Launay et de vendre les Récollets (83). En même temps on adressa une demande de prêt, mais sans succès, au gouvernement (84).

Les Cezard et Guillon, qui avait abandonné son titre d'administra-

teur délégué, ne voyaient pas d'ailleurs le sauvetage de la société comme les autres membres du conseil ; à partir de janvier 1866, ils n'ont plus participé à ses séances mais N. Cezard ne démissionna de son poste de président qu'en mars 1866 (85), J. Baillergeau, malade (il mourra en décembre 1866), ne pouvait plus prendre d'initiatives ; Charles Robin avait fait faillite en octobre 1865, l'European Bank et la London, Bombay and Mediterranean Bank qui n'avaient pas pu verser tous les fonds des souscripteurs marseillais étaient en difficulté. Une solution d'urgence s'imposait. On nomma un directeur général, Henri Cassard qui dès décembre engagea des négociations avec Félix de La Brosse, propriétaire à La Réunion et chef d'une importante maison d'armement de Nantes (86). Le temps pressait, car les raffineries du Havre s'implantaient dans le rayon naturel de vente de Nantes et livraient des sucres jusqu'à Angers (87).

La fin des Raffineries Nantaises

Au bord de la faillite, les Raffineries Nantaises ont pu cependant prendre un nouveau départ grâce au traité conclu entre ses dirigeants et F. de La Brosse en février 1866 (88). La maison de La Brosse (89) assumait la gestion industrielle et commerciale des usines. Elle apportait sans garantie 300.000 F dans la caisse pour servir de fonds de roulement. De plus, MM. de La Brosse renonçaient à tout traitement fixe, se contentant de 25 % des bénéfices après un prélèvement annuel de 100.000 F destiné à reconstituer le capital primitif. L'exploitation était contrôlée par le conseil d'administration où étaient entrés trois autres négociants : Louis Levesque, Frédéric Rouxeau et un Marseillais, Gabriel Hava.

Le travail fut concentré dans la raffinerie des Récollets qui en 1866 traita 7.953 tonnes de sucre brut ; pour la première fois depuis les origines de la société il y avait des bénéfices qui se sont montés à 290.935 F (90). Les avances des de La Brosse et de Levesque expliquent en partie ce résultat. Mais tout n'était pas positif pour l'entreprise. Les actionnaires devaient encore verser 268.850 F, l'entretien de Launay allourdissait les frais généraux, il n'y a pas eu d'amortissement ; quant aux investissements, ils n'avaient pas dépassé 3.818 F. Enfin, le conseil d'administration, poussé par F. de La Brosse, avait engagé de nombreux procès ; une instance avait été introduite pour obtenir la dissolution de la Société Ladmiraalt et Cie, une mélasse créée en 1865, des litiges opposaient aussi les Raffineries Nantaises à plusieurs fabricants de noir et à N. Cezard pour des turbines en mauvais état.

Fait plus grave, les vues du directeur technique ne coïncidaient

pas avec celle de F. de La Brosse. Celui-ci envisageait une reprise de la fonte à Launay, tandis que Cassard voulait accumuler les bénéfices des Récollets pour remettre en activité le grand établissement de la rue de la Brasserie le jour où le fonds de roulement serait redevenu suffisant (91). De toute façon, pour étendre les opérations de la société, les capitaux manquaient. Une émission d'obligations risquant de trop augmenter la charge déjà lourde des intérêts à payer, la majorité des actionnaires s'était prononcée pour une émission d'actions nouvelles, conformément aux recommandations de F. de La Brosse. On a donc offert 2.750 actions de 600 F qui devaient procurer 1.650.000 F. Chaque action représentait quatre fois la valeur des anciens titres de 500 F (cotés en Bourse 150 F). Elles étaient réservées en priorité aux actionnaires (1 pour 4). Mais le 12 avril il n'y avait que 878 actions retenues. Le capital n'étant pas entièrement souscrit, l'opération fut annulée (92).

En 1867 la société réalisa un bénéfice de 197.335 F, mais, en 1868, les profits sont restés faibles : 74.162 F (93). Au cours de ces deux exercices, la réduction de l'écart de raffinage avait entravé la marche normale de Launay. En 1867, Cassard avait réduit la fonte à 9.354 tonnes ; toujours en désaccord avec F. de La Brosse, il quitta Nantes en novembre pour Marseille. Les rapports entre les deux hommes s'étaient envenimés, F. de La Brosse avait demandé le renvoi du directeur technique, le conseil d'administration hésitait, mais Cassard prit prétexte de la vente des Récollets pour démissionner (94).

Cette vente, décidée en octobre 1867 (95), n'a pas abouti (96) et l'optimisme affiché à cette occasion par Louis Flornoy, le nouveau président du conseil, avait vite disparu "Nous nous considérons en ce moment comme en pleine crise", déclarait-il en mars 1868. Ce pessimisme se justifiait, il est vrai, par la situation financière difficile de l'entreprise qui ne vivait que grâce aux capitaux personnels de ses directeurs et au crédit de quelques négociants. Malgré cet appui, non désintéressé, les espoirs mis en Launay ne s'étaient pas réalisés, et on ajourna même à l'année suivante la discussion du bilan. Fin 1868, les avances des de La Brosse atteignaient 769.026 F et celles de Levesque 390.328 F.

En 1869, l'exploitation de la raffinerie de Launay n'a pas donné les résultats escomptés (97). Les pertes ont atteint 114.013 F malgré les prêts de la maison de La Brosse (895.900 F) et ceux de Levesque (410.366 F). F. de La Brosse n'avait pas réussi à vendre les Récollets (98), et le conseil d'administration se divisa. L. Flornoy, E. Haëntjens, de Closmadeuc, F. Rouxeau et L. Levesque désiraient fermer Launay et concentrer la fonte

aux Récollets. Ne voulant pas accepter cette solution, les frères de La Brosse ont préféré se retirer (99).

Mais une nouvelle combinaison s'est vite substituée à l'ancienne. L. Levesque, H. Polo et Ch. Pellerin ont assumé la gestion de l'affaire (100). C'est peut-être Cassard qui, involontairement, a contribué à cette rupture, car, en correspondance régulière avec Polo, il ne cessait de vanter l'outil négligé par F. de La Brosse. Il lui proposa même une association pour l'achat et la remise en marche de l'usine des Récollets - insistant sur les difficultés de la raffinerie de Marseille il pensait qu'il y avait une bonne place à prendre sur le marché à condition que l'affaire fût dirigée par des hommes et non par un conseil d'administration. Il voulait surtout démontrer à Polo que son activité de négociant n'était pas un obstacle, et il développa longuement son idée. "L'armateur doit éviter d'être industriel, l'industriel commet une faute lorsqu'il s'embarque dans l'armement, mais deux maisons avec leurs aptitudes et leurs intérêts distincts n'est pas une mauvaise combinaison, au contraire, elles se complètent et deviennent une soupape de sûreté réciproque ... Considérez donc le jeu d'un armateur qui importe du sucre et s'assure préalablement son placement à un raffineur à bonne arrivée du navire. Quelle facilité dans les agissements, quelle source de bénéfices réciproques, vous traitez vos affaires d'armement qui laissent souvent d'énervants loisirs et vous ne devenez raffineur que lorsqu'il s'agit de discuter la valeur d'un chargement, pour lequel nous avons une base constante, l'indigène !" (101). H. Polo finit par décliner ses offres et par s'entendre avec L. Levesque (103) et Ch. Pellerin (104).

La remise en état et les transformations des Récollets avaient duré de longs mois mais le chômage forcé des raffineries parisiennes, a permis aux gérants de faire des bénéfices : 223.749 F en 1870 et 230.818 F en 1871 (105). En puisant largement dans la caisse de Levesque, ils avaient eu la chance de faire de gros achats de sucre brut à des prix modérés. Ils ont aussi réussi à faire 252.238 F d'investissements et leur fonte a atteint 40.000 à 50.000 kg par jour. Avec beaucoup de légèreté le conseil d'administration décida de distribuer un dividende de 10 F malgré la nécessité de nouveaux investissements et la hausse lente, mais continue, du sucre brut. Au lieu d'amortir en partie des usines toujours portées au bilan pour leur prix de revient (106), on tombait dans la facilité pour rendre confiance aux actionnaires et on oubliait la véritable situation de la société qui ne vivait qu'avec les avances du négoce (107).

Les pertes des exercices 1872 et 1873 respectivement 520.191,75 F

et 119.028 F (108), ont montré une fois de plus la fragilité de l'entreprise. Déçu, Ch. Pellerin s'est retiré, laissant seuls Levesque et Polo (109). Financièrement, ceux-ci ne pouvaient ni assurer un rythme de travail suffisant, ni compléter le matériel et, en 1874, ils devaient avouer une nouvelle perte de 300.467 F (110). Découragé, Stanislas Loiret, directeur commercial de l'affaire depuis 1870 justifiait son départ en ces termes : "Depuis longtemps vous le savez, je ne nourris plus guère d'illusions sur l'avenir des Raffineries Nantaises. La prévision, trop bien justifiée, depuis, du résultat de l'exercice 1873 a tué la dernière. Les débuts de l'année 1874, la surtaxe nouvelle ou le régime nouveau entre lesquels l'industrie du raffinage est placé, la situation générale qui lui est faite dans les ports, dans celui de Nantes en particulier, l'insuffisance et les tiraillements de la direction industrielle des Récollets, l'état précaire de la société après tant d'essais finalement malheureux, tout cela n'est pas de nature à faire naître grand espoir" (111). Dès septembre, la fabrication avait été pratiquement arrêtée, tandis que Polo entamait avec MM. de La Brosse des négociations (112) qui ont abouti en novembre à un nouveau traité d'exploitation avec le conseil d'administration des Raffineries Nantaises (113).

Cependant l'année 1875 réserva à tous une déception. Le bilan n'accusait qu'un bénéfice de 39.387 F (114) ; par contre, en 1876 celui-ci se montait à 361.444 F (115), mais en 1877, les pertes atteignaient de nouveau 470.820 F (116) et, en 1878, on résolut cette fois de liquider définitivement l'affaire, les de La Brosse ne pouvant plus soutenir seuls la marche des Récollets (117). Après des discussions souvent difficiles, on décida de vendre la raffinerie (118). Elle figurait au dernier bilan pour 1.250.000 F et la mise à prix était de 250.000 F. Finalement elle fut achetée par H. Polo (119). Depuis 1864 les Raffineries Nantaises avaient perdu 5.460.536 F (120).

La transformation des raffineries Cezard en S.A.R.L. n'avait donc pas sauvé l'affaire. Il est certain qu'au départ les usines avaient été payées trop cher. Elles disposaient de peu d'espace (6.540 m² pour les Récollets - 15.805 m² pour Launay) et elles s'étaient développées dans un tissu urbain, au hasard des achats de terrains, de maisons et de magasins qui entouraient le noyau initial. Le chemin de fer ne les desservait pas - c'était un gros handicap, si l'on pense qu'au sucre s'ajoutaient 15.000 tonnes de charbon (121).

De plus, l'abandon de Launay pour les Récollets n'avait pas été un bon choix mais le négoce n'avait pas réuni suffisamment de capitaux

pour faire marcher l'établissement le plus important. Sans doute, aussi, la banque Baillergeau avait surestimé ses possibilités et elle s'était appuyée sur des officines dont le crédit était douteux. L'absence de solides structures bancaires continuait à se faire sentir à Nantes.

Enfin, l'opposition du négoce et des Cezard a poussé Louis Cezard à monter une raffinerie qui a vite récupéré une partie de l'ancienne clientèle de son père. Sur le plan commercial, ce fut très grave pour les Raffineries Nantaises. La courbe des profits traduit d'ailleurs bien le désarroi et le désordre de la gestion (cf graphique n° 10).

B - Les débuts de la Raffinerie de Chantenay (1866-1880)

En février 1866, L. Cezard avait acheté une huilerie à Chantenay pour la transformer en raffinerie (122). Avec l'aide efficace d'anciens employés des Raffineries Nantaises (123) il l'organisa pour travailler 15.000 kg de sucre par jour (124) et dès 1866, il réussit à en fondre 2.040 tonnes (125). Le succès de L. Cezard, attesté par la rumeur publique (126) s'est poursuivi jusqu'en février 1868, époque où les suites de la faillite de la Société du Commerce de France ont tout remis en question (127).

En 1865, L. Cezard avait participé aux côtés de ses frères Alphonse, Jules et Léonce, à la fondation de la Société des Crédits Généraux de Saint-Mazaire, devenue quelques mois plus tard la Société du Commerce de France qui fit faillite le 30 juillet 1866. Depuis, le syndicat tentait vainement de faire un peu de lumière sur les affaires d'A. Cezard et ce n'est que le 21 février 1868 qu'il a engagé des poursuites contre tous les administrateurs de la société en déconfiture. En particulier, il a requis une inscription hypothécaire sur tous les biens de L. Cezard au profit de la masse des créanciers. Le lendemain, la Banque, les Banques et le négoce lui refusaient tout crédit (128).

La société des Crédits Généraux de Saint-Mazaire avait décidé de se fonder avec la Saint-Mazaire Company Limited et d'acheter la société J. Cezard de Java pour le prix de 4,5 M. La Société du Commerce de France avec son capital de 10 M et ses 5 M d'obligations (129) avait d'ambitieux projets, presque tous sortis du cerveau d'A. Cezard. Elle devait non seulement tirer parti des terrains de Saint-Mazaire, construire des entrepôts, des maisons, mais aussi s'occuper de commerce ; le but final était de faire de Saint-Mazaire le Liverpool français : le grand

rival du Havre et de Marseille.

Manquant de fonds, menacé de saisie, L. Cezard fit appel à son père qui ne pouvait l'aider directement puisqu'il présidait le conseil d'administration de la Société du Commerce de France (130) mais en se servant de son fils Albert il empêcha la fermeture de Chantenay. Quatre jours après le début des poursuites, L. et A. Cezard formaient une société en nom collectif au capital de 600.000 F (131) ; le premier apportait la raffinerie estimée à 300.000 F et le second 300.000 F fournis par N. Cezard. De plus, ce dernier leur ouvrait un crédit de 150.000 F destiné à faire face au paiement des obligations de douane (132). La marche de l'entreprise était assurée, mais l'usine était toujours menacée. Aussi, les époux Cezard ont engagé une procédure en séparation de biens : une fois celle-ci obtenue, en accord avec leurs vendeurs la raffinerie de Chantenay fut mise en vente et rachetée immédiatement par Mme Cezard (133). En 1873, pour mettre un terme aux poursuites qui le gênaient, L. Cezard versa 145.000 F au syndic de la faillite de la Société du Commerce de France.

Le 26 mars 1868, l'association entre les deux frères avait été aménagée pour s'adapter du mieux possible aux circonstances. A. Cezard exploitait lui-même la raffinerie, qu'il louait 12.000 F par an (134). Il laissait 200.000 F dans la caisse de l'établissement, toujours dirigé par son frère Louis, auquel il donna une procuration générale (135). Celui-ci s'engagea à agir en toute prudence pour les achats et les ventes (ce qu'il n'a pas toujours fait de 1862 à 1865). Il promettait de prendre avis et conseil auprès de N. Cezard, et de s'entendre avec lui pour toutes les affaires importantes. Enfin, en cas de mésentente, les deux frères devaient se soumettre à l'arbitrage de leur père et s'en rapporter uniquement à sa décision. Le sauvetage de Chantenay fut la dernière initiative de N. Cezard. Après avoir brassé des millions, il allait consacrer les quelques centaines de milliers de francs qu'il possédait encore, à la marche de cette petite raffinerie.

Son développement fut d'ailleurs lent. En 1869, L. Cezard n'avait pas réussi à installer le système de revivification du noir promis en 1868 à son frère (136). En 1877, le bail de l'usine fut renouvelé avec un loyer de 20.000 F (137). L. Cezard ne pouvait donc pas encore se passer de l'aide de son frère et de la tutelle de son père (138). Depuis 1872, les Cezard habitaient le château de Thouaré (139), mais ils furent forcés de l'hypothéquer en 1878 (140), sans doute parce que leurs affaires n'allaient

pas très bien.

C'est l'époque où L. Cezard tentait de diversifier sa production. Il vendait alors du sucre cristallisé dans la Marne, et il a pensé un moment fabriquer du candi (141). La lutte sévère que se livraient les candiseries nantaises en Champagne l'incita à renoncer à ce projet. D'ailleurs, il cherchait plutôt une solution technique à ses problèmes. Pour répondre à la demande de sucre en morceaux, il a installé un atelier spécial pour le raffinage du sucre en tablettes avec 3 turbines Langen qui pouvaient traiter 2.100 tonnes de sucre brut (sa fonte ne dépassait pas alors 25.000 kg par jour). L. Cezard avait dépensé pour l'ensemble des bâtiments et du matériel environ 180.000 F et son frère s'était engagé à payer, pendant toute la durée d'exploitation du brevet, une somme de 30 centimes par 100 kg de sucre raffiné produit par le procédé Langen (142).

En 15 ans les Cezard n'avaient pas réussi à reprendre la première place dans le raffinage du sucre à Nantes car ils se sont heurtés aux mêmes difficultés que les négociants des Raffineries Nantaises. Comme eux, ils ont dû se contenter d'investissements médiocres, insuffisants pour atteindre un niveau de production qui aurait rendu possible des bénéfices réguliers.

C - Les difficultés des anciennes dynasties de raffineurs.

La disparition des Massion

Les Massion, par contre, ont toujours conservé d'importants capitaux. En 1867, une légère modification de l'acte de société a porté le pourcentage d'H. Rougier-Lagane dans les bénéfices à 4/12èmes et réduit celui d'E. Massion au même taux, les pertes devant être supportées dans les mêmes conditions. Chacun des trois associés avait maintenant une somme égale (600.000 F) dans le fonds social (1.800.000 F) (143).

Toutefois, avec la disparition, le 6 juin 1865, de la première épouse de G. Massion, et l'inventaire des biens de la communauté qui a suivi, on sait qu'il disposait, le jour du décès, de 463.261 F dans l'entreprise. S'il n'avait pu compléter sa part de capital (600.000 F), il avait, malgré tout, gagné, depuis son mariage, 439.261 F, soit un gain moyen mensuel de 35.000 F pour la raffinerie de Richebourg de mars 1862 à juin 1865 (144).

Les Massion et H. Rougier-Lagane produisaient 4.600 pains par jour (contre 6.000 pour Etienne et 4.000 pour les Récollets) (145). En

1875, ils ont utilisé environ 16.000 tonnes de sucre brut (146). L'argent ne leur manquait pas. Ainsi, en juillet 1874, le compte de M. Massion père dans la société s'élevait à 2.135.941 F (147).

Mais, le 4 août 1876, en fin d'après-midi, un incendie éclatait dans les bâtiments de la clarification. En moins d'une heure un vaste brasier dévastait l'usine, détruisant plus de 60.000 pains. Les dégâts se chiffraient à 5 M (148). La raffinerie de Richebourg ne fut pas reconstruite, car les Massion et Lagane n'ont pas voulu risquer leur argent dans une opération que l'âpre concurrence parisienne rendait plutôt aléatoire (149). Le sinistre avait touché, malgré tout, leur fortune. La liquidation définitive de la communauté Massion - Rozier en 1884 n'a donné qu'un actif de 2.015.161 F (150), alors qu'en 1874, l'inventaire dressé après le décès de Félicité Rozier révélait un patrimoine de près de 3 M. Quant aux époux Rougier-Lagane ils possédaient 760.993 F en 1887 (151).

En 1878, Gustave Massion a bien cherché à remettre en route les Récollets avec l'aide de H. Polo, mais ce dernier s'est dérobé (152). L'ancien raffineur a alors vécu de ses rentes dans son bel hôtel de la place Launay. En 1891 il laissa une fortune d'environ 2 M (153).

¹Les dernières années de prospérité des Etienne

De 1860 à 1875, la fonte de la raffinerie des Ponts a oscillé autour de 25.000 tonnes (154). Ce palier témoigne du malaise qui s'est installé progressivement dans l'industrie du sucre à Nantes, mais, jusqu'en 1872, il semble bien que les possibilités financières des Etienne soient restées grandes. En effet, pour quatre années d'exploitation (de juin 1867 à juin 1871) la masse des profits de l'entreprise se montait encore à 3.110.145 F, soit un peu plus de 775.000 F par exercice (155). Il est vrai que J.B. Etienne avait préparé avec soin l'avenir de ses fils et de la Raffinerie des Ponts.

L'article 16 de l'acte passé en 1859 entre J.B. Etienne et ses fils prévoyait qu'en cas de décès de l'un des associés, il ne pouvait être fait d'inventaire judiciaire, les survivants devant seuls établir la position financière de la société. J.B. Etienne voulait éviter qu'un désaccord entre ses héritiers aboutisse à la mise en adjudication de la raffinerie. Un tiers, homme de paille, en agissant pour le compte des autres héritiers aurait pu alors pousser les enchères et forcer ses fils à payer le prix fort pour disposer librement de l'usine.

Après le décès de J.B. Etienne, survenu le 10 mars 1866, conformément à cette stipulation, un jugement du tribunal civil de Nantes a déclaré

Emile et Gustave Etienne seuls propriétaires de la raffinerie, à charge pour eux d'indemniser leur soeur, Octavie Etienne, veuve de L. Say, et leurs neveux et nièces nés du mariage d'A. Say et de S. Etienne (156). On a donc estimé les Ponts à 760.829 F, chiffre bien faible, compte tenu des 1.340.782 F portés au bilan le 31 décembre 1866 (157) et du coût théorique de remplacement. Cette dépréciation concertée de l'actif immobilier, pratique courante dans les entreprises familiales au moment des partages, s'explique à la fois par l'impossibilité de calculer la valeur réelle de liquidation d'une affaire et, surtout, par la nécessité de sauvegarder le fonds de roulement de ceux qui restent à la tête de l'entreprise.

En 1859, J.B. Etienne avait assuré à ses fils une commandite de 2 M, mais, en 1866, son avoir commercial ne se montait qu'à 2.069.933 F, dont 507.219 F pour l'établissement industriel (il en possédait les $\frac{4}{6}$) et 1.562.714 F pour les produits en cours de fabrication, les approvisionnements, les créances, etc... Il est certain qu'E. et G. Etienne se sont arrangés pour que le total du compte de leur père ne dépasse guère 2 M en appréciant dans leur inventaire les sucres à un assez bas prix. Soucieux d'atténuer les conséquences d'un partage inégal, et pour apaiser un probable ressentiment de sa fille Octavie, J.B. Etienne avait prévu pour elle dans son testament une donation particulière de 300.000 F (158). D'ailleurs toute sa fortune n'était pas engagée dans la raffinerie (159).

Presqu'entièrement gagnée dans le sucre (160), elle n'a été cependant que pour une partie réinvestie dans le raffinage. En effet, J.B. Etienne a donné à sa femme l'usufruit de tous ses biens. Celle-ci a bien abandonné à ses enfants et petits-enfants la plupart des valeurs mobilières de la succession et la nue propriété de presque tous les biens immobiliers (161), mais ce n'est qu'en 1890 que le partage définitif entre héritiers a eu lieu (162). Mme Janvier de la Motte (Octavie Etienne s'était remariée en 1866) laissa des sommes importantes au compte-courant chez ses frères qui lui devaient ainsi qu'au Say plus d'un million.

La situation financière des Etienne apparaissait malgré tout assez solide pour leur permettre de supporter cette diminution de leur fonds de roulement. En septembre 1866, ils ont reformé une société en nom collectif au capital de 3 M, chacun fournissant 1,5 M (163). En fait, C. Etienne n'avait versé que 500.000 F, mais il a laissé aussi au compte les 1.000.000 F de bénéfices qui lui revenaient depuis 1859 (164). Ensemble les deux frères disposaient donc de plus de 4 M dont le tiers seulement était immobilisé.

Les liquidités de l'entreprise demeuraient importantes car en janvier 1868, les Etienne ont repris l'exploitation d'une confiserie rue

Conan-Mériadec avec l'aide de Théodore Glatigny et d'Eugène Bourcard. Ces deux derniers ont apporté chacun 100.000 F dans la nouvelle association, tandis que les Etienne leur consentaient une commandite de 200.000 F. Glatigny et Bourcard s'occupaient seuls de la gestion, mais ils devaient, pour tous les changements et améliorations importantes, consulter au préalable les commanditaires "à l'avis desquels ils seront toujours tenus d'obtempérer" (165). C'était l'amorce d'une nouvelle stratégie.

Les problèmes d'Emile Etienne

Cependant un destin malheureux a frappé d'une façon tragique la famille Etienne. Après le décès de sa femme en juillet 1871, Gustave Etienne, malade, a perdu la raison. Son interdiction fut prononcée par le tribunal civil de Nantes en janvier 1872 et il mourut le 22 septembre 1873. Son unique fils, Jean-Baptiste, âgé de 3 ans, héritait d'une fortune considérable, étroitement mêlée à celle de son oncle Emile, dans la raffinerie. Le bilan de liquidation dressé en septembre 1872 (166) restait, comme tous les arrangements de cette sorte, discutable, mais il montre bien le caractère strictement familial de l'affaire.

D'après J. Brissonneau, l'estimation de l'usine aurait été faite pour que son montant concordât autant que possible avec le forfait convenu d'avance entre J.B. Etienne et J. Voruz, le tuteur de Jean-Baptiste. De plus, il fallait aussi déterminer les intérêts de chacun dans la candiserie. Cette société avait été constituée sur des bases nouvelles en 1870, après le retrait de Glatigny (167). La commandite des Etienne était passée à 300.000 F et Bourcard, avec une mise de 100.000 F, avait droit à 50 % des bénéfices (168). Mais la marche de l'entreprise exigea des sommes beaucoup plus importantes et en 1872 les avances des Etienne se chiffraient à 1.333.575 F. Malgré ce soutien, l'exploitation de la candiserie n'avait donné que des mécomptes (169).

En octobre 1874, Voruz a cédé à Etienne la part de commandite de son petit-fils dans la société Bourcard pour 500.000 F (170), mais la transaction définitive n'est intervenue qu'en 1876 - après une contre-expertise qui a diminué de 91.985 F la somme due par Etienne (171). Sur les 1.633.575 F engagés dans l'affaire, les frères Etienne avaient perdu 669.777 F. Malgré ce mauvais début, la fabrication continua (172). En 1878 l'établissement traitait 1.800 tonnes de sucre de canne par an - livrant du sucre cristallisé dans les Charentes et des candis en Champagne. La société fut liquidée après le décès d'E. Bourcard en 1880 (173).

Voruz devait recevoir pour la candiserie 100.000 F tous les six mois à partir du 22 septembre 1875 (174). Mais Etienne n'a pu honorer ses

engagements dans les délais prévus, car il devait aussi verser 3.250.842 F pour la grande raffinerie. L'inscription hypothécaire prise contre lui au profit de son neveu en 1874 ne fut radiée qu'en novembre 1881, (175). La mort de son frère fut sans aucun doute une des causes de ses difficultés. En 14 ans, trois décès (ceux d'A. Say, de J.B. et de G. Etienne) avaient singulièrement amoindri les bases financières de l'affaire mais c'est en 1878 que sa situation s'est vraiment détériorée. En 1875, il avait encore acquis plusieurs métairies (176) et, en 1876, il avait consacré 360.694 F à l'achat des docks Wilson (177). Mais, deux ans plus tard il ne pouvait plus garantir par un acte public la caution de 200.000 F qu'il avait demandée à son neveu Edouard Say pour E. Bourcard (178). Il avait peur d'anéantir son crédit de douane si le bruit s'en répandait. Pourtant dans l'usine des Ponts 700 ouvriers travaillaient alors plus de 30.000 tonnes de sucre brut soit 25.000 tonnes de raffinés, 4.000 tonnes de vergesôses et de la mélasse. E. Etienne vendait en moyenne 12.000 tonnes à l'étranger dont 3.000 de pains cassés (179).

E. Etienne s'était cependant soucié de moderniser ses installations. Il a d'abord cherché à acheter les meilleurs sucres pour éviter les refontes et faciliter l'ensemble du travail (180). Sa grande idée était de fabriquer directement du sucre en morceaux sans passer par le stade intermédiaire du pain. Il voulait économiser du temps, de la main-d'œuvre, de la clairce, pour diminuer ses prix de revient (181).

En 1872, sa raffinerie produisait un nouveau type de pain de sucre. Il s'agissait d'un parallépipède pesant 25 kg. Mais le lochage d'un tel bloc présentait trop de difficultés. E. Etienne renonça pour un temps à son projet. Trois ans plus tard, il reprit ses expériences. On faisait couler jusqu'à 500 kg de masse cuite dans des caisses métalliques en forme de cube. Au moyen de cloisonnements intérieurs on obtenait des blocs de 1 à 50 kg. Mais il n'avait toujours pas résolu la question du lochage (182).

En 1876, E. Etienne breveta un système de lochage pour compléter son invention (183). Théoriquement, son procédé était avantageux, mais son application industrielle n'a pas donné de bons résultats. Le clairçage restait difficile et la couleur des blocs n'était pas toujours parfaite (184).

D'ailleurs, dès 1876, E. Etienne a préféré utiliser des turbines Weinrich. Il s'en est assuré le monopole exclusif pour Nantes et sa région (185). En 1880, 36 de ces appareils fonctionnaient dans son usine. Ainsi, il pouvait traiter avec efficacité les plus mauvais sucres des

colonies. Il a aussi songé à s'en servir pour fabriquer plus rapidement le raffiné destiné au cassage (186). Toutefois il n'a plus tenté de fabriquer directement du sucre en morceaux et il s'est davantage orienté dans la voie d'une intégration de plus en plus poussée de son travail pour trouver une solution à ses difficultés.

La mélasserie de Chantenay

E. Etienne, par la force des choses avait fini par contrôler la mélasserie de Chantenay. On sait que les raffineurs de Nantes utilisaient surtout des sucres de canne de qualité moyenne qui fournissaient parfois 25 % de bas produits (vergeoises et mélasses). Si les premières se vendaient assez facilement en Bretagne où le niveau de vie restait bas, la mélasse ne rencontrait plus les débouchés qui précédemment ne leur faisaient pas défaut. Et Cela parce que l'on consommait de plus en plus de sucre en pain. Aussi les raffineurs cherchaient depuis plusieurs années à placer en France et à l'étranger des mélasses de bouche plus riches en glucose et plus soigneusement épurées. Le succès rencontré par ces produits, en particulier dans le Nord de l'Europe, posa aux industriels de nouveaux problèmes.

L'installation de leurs usines et leur encombrement en période de pointe par des bas-produits nécessitant des refontes, ne permettaient pas toujours au raffineur de traiter ses mélasses en temps voulu, d'où des fermentations et des pertes. La clarification des mélasses présentait donc beaucoup d'avantages : simplification du travail, amélioration des produits, pertes évitées.

Sous l'influence de N. Cezard, les Raffineries Nantaises, les Etienne et les Massion-Rozier ont d'abord envisagé la création d'une société en commandite par actions au capital de 800.000 F (187), montée de façon à produire 8.000 tonnes de mélasse. Deux gérants, Paul Ladmirault pour la partie commerciale, et Eugène Bertholoney pour la partie industrielle, devaient s'occuper de la marche de l'usine tout en restant étroitement dirigés par les membres du conseil de surveillance. Cette première association n'aboutit pas, et, en juillet 1865, une société en nom collectif et en commandite au capital réduit à 600.000 F (188) commençait la construction de l'établissement dans un terrain à Chantenay. Les gérants apportaient 30.000 F et les trois grandes raffineries chacune 190.000 F, la part des Raffineries Nantaise étant avancée par les deux autres (189).

Les profits de la mélasserie de Chantenay sont restés importants jusqu'en 1875 (190). Toutefois, depuis 1874, P. Ladmirault manquait de

matière première (191). Aussi désirait-il introduire à Nantes des mélasses étrangères en admission temporaire. Dans sa demande, appuyée par Etienne, Massion et la Chambre de Commerce, il insistait sur le fait que, depuis 10 ans, la production de mélasse de canne avait diminué dans les ports. En effet, les raffineurs utilisaient davantage de sucres blancs cristallisés qui donnaient 4 à 5 % de mélasse, alors qu'on en retirait 10 % des basses nuances. Les débouchés étaient de plus en plus nombreux, pourtant le chômage menaçait Ladmirault car les raffineurs de Nantes ne lui assuraient que 2 jours de travail (192).

P. Ladmirault n'était que le porte-parole d'Etienne et des Massion, qui contrôlaient entièrement l'entreprise depuis septembre 1875 ayant acheté la part de capital des Raffineries Nantaises et reformé une nouvelle société (193). Ils se sont alors engagés à vendre au gérant toutes les mélasses brutes provenant de leur fabrication, au prix de 20 F les 100 kg (194). Toutefois, il était convenu qu'il ne serait fait aucune déduction pour les mélasses indigènes livrées avec les autres. Ainsi, malgré le nom donné à l'établissement "Société pour la clarification des sirops et des mélasses exotiques", on y traitait aussi des mélasses provenant du sucre de betterave.

En 1878, Etienne et son directeur allaient de nouveau s'efforcer d'obtenir l'importation de mélasses en admission temporaire (195). Cette fois, l'administration a envisagé d'une manière plus favorable leur requête (196). L'usine travaillait alors 7 à 8.000 tonnes de mélasse (197) et en exportait à peu près le tiers mais Ladmirault pensait pouvoir exporter 6.000 tonnes.

Ce changement d'attitude provoqua les protestations contre l'éventualité d'un travail en entrepôt des mélasses étrangères (198). Au Ministre qui leur garantissait que la douane constaterait à l'entrée et à la sortie la richesse absolue des mélasses (199), on répliquait que ce n'était pas la richesse saccharine qui constituait principalement la valeur des sirops coloniaux, mais bien leur bon goût (200). On savait que Ladmirault mêlait les mélasses indigènes et exotiques et qu'il voulait offrir massivement ses produits à la consommation. Ses confrères craignaient de ne pouvoir supporter sa concurrence.

A titre d'essai on l'autorisa cependant à recevoir des mélasses étrangères pendant un an (201), mais il devait les réexporter à l'identique une fois épurées. Tout mélange devenait donc impossible. Malgré l'intervention du député Laisant, ses démarches n'ont pas abouti (202). Il lui aurait fallu, en fait, deux usines, mais comme il cherchait surtout

à remplacer les mélasses que les raffineurs de Marseille ne voulaient plus lui fournir (203), la proposition de l'administration n'avait pas vraiment pour lui un grand intérêt car il ne cherchait qu'à faire baisser le prix des mélasses que lui refusaient les candisiers et L. Cezard (204). La mélasserie de Chantenay était donc condamnée (205).

Les sucreries de l'Ouest

C'est en 1873 qu'E. Etienne a commencé à s'occuper de la culture de la betterave à sucre dans l'Ouest (206). Encouragé par G. Massion, il s'est livré à des essais dans une de ses propriétés en Vendée, puis dans la région de Redon. Il a alors fondé en 1875 la "Société Sucrière de l'Ouest", axée sur un projet d'usine à Redon. Dans l'esprit d'Etienne, il s'agissait plutôt d'une expérience limitée, car cette sucrerie ne devait fabriquer que 1.000 tonnes de sucre brut (207). Le fonds social de 450.000 F était divisé en 450 parts de 1.000 F. Au conseil de surveillance devaient siéger G. Massion et L. Cezard. Mais les souscripteurs se dérobèrent. On renonça alors à constituer la société.

Mais l'année suivante, en 1876, Etienne reprit son projet sur des bases plus larges. Avec un comité de patronage formé d'un groupe de négociants, industriels et notables ruraux, il espérait recruter plus facilement des souscripteurs pour la S.A. des Sucreries de l'Ouest fondée pour 40 ans, au capital de 10 M (20.000 actions de 500 F) (208).

L'objet de la nouvelle société était double, tout d'abord l'introduction et le développement de la culture de la betterave à sucre dans 14 départements de l'Ouest (209), puis la construction et l'exploitation de plusieurs sucreries. Mais, une fois de plus, le public boudait les titres offerts. On a alors modifié les statuts et on a divisé le fonds social de 10 M en 10 séries de 2.000 actions. Ainsi, la société serait définitivement constituée dès qu'une première série d'actions aurait été souscrite. On devait émettre ensuite d'autres séries suivant les besoins (210).

Une intense propagande suivit. Dans des prospectus on montait en épingle les avantages de la betterave pour l'agriculture de l'Ouest, tout en reconnaissant que l'unique but de l'affaire était de faciliter l'approvisionnement des raffineries des ports (Nantes, Bordeaux, Le Havre, voire Marseille). On se réfugiait aussi derrière les hommes de science pour écarter des craintes justifiées sur le rendement (211). Tout cela restait donc théorique. En vérité, le succès de la betterave à sucre dans l'Ouest dépendait du paysan. Allait-il s'adapter du jour au lendemain à cette

nouvelle culture ? Etait-elle suffisamment rémunératrice pour lui ? Cela, on ne le disait pas.

Enfin, en juillet 1878, avec beaucoup de peine, on réunit un premier million, (212). Il n'y avait plus que 10 fondateurs (213) et de nombreux souscripteurs avaient posé des conditions. Néanmoins, le conseil d'administration (214) décidait sans tarder de mettre en chantier trois usines, l'une à Châtelaudren (Côtes-du-Nord), la seconde à Paimboeuf (Loire-Inférieure) et la dernière à Pons (Charente-Inférieure). Le 5 octobre 1879, la sucrerie de Châtelaudren commençait sa première campagne (215).

Mais, pour continuer les travaux à Paimboeuf et à Pons, l'argent manquait (216). On lança donc la souscription d'un deuxième million (217), et le banquier Albert Le Roux, de Morlaix, ouvrit un crédit de 500.000 F à la société (218). Par lettre-circulaire, la direction confirmait alors la mise en marche des deux autres fabriques pour septembre 1880. Il invitait les cultivateurs à préparer leurs terres pour ensemercer la betterave au printemps. Dans le moindre village, on pouvait obtenir des agents des sucreries, au moment de la remise des graines, des avances pour l'achat d'engrais (219).

Cependant, cette propagande n'avait pas été entendue. A Châtelaudren, la campagne 1879-1880 aboutissait à un échec total (220). On avait livré peu de betteraves à l'usine, d'où un prix de revient trop élevé pour le sucre. Un profond malaise était né entre le directeur et les cultivateurs. Ceux-ci voulaient être payés à la livraison (poids brut), l'usine ne réglait qu'après lavage (poids net), d'où des écarts parfois considérables. Ces paysans mettaient en cause les semences et les engrais. On leur répondait qu'ils avaient négligé les cultures (221). Ainsi, au bout de quelques mois, le démarrage des sucreries paraissait fortement compromis. Un nouvel horizon se bouchait pour E. Etienne.

Il se trouvait réduit à des expédients car ses sorties de fonds n'avaient pas été compensées par des gains industriels et il avait pris de gros risques avec la fabrication du candi, la mélasserie de Chantenay et le lancement des Sucreries de l'Ouest sans se soucier d'une étude prospective du marché. Isolé comme L. Cezard - il s'offrait une seule alternative aux deux plus importants raffineurs de Nantes : la fusion ou la faillite. La concentration de deux entreprises en difficulté n'était pas une panacée, mais c'était sans doute le seul moyen d'éviter le pire. Tout allait dépendre des conditions du rapprochement.

D - La fusion et la faillite des anciennes raffineries E. Etienne et Cezard (1880-1883)

La naissance de l'affaire

La formation de la Société Anonyme des anciennes raffineries Emile Etienne et Cezard a eu lieu à la fin d'avril 1880 (222). Mais, dès 1878, Etienne et Cezard avaient envisagé un rapprochement. Qui en prit l'initiative ? A Nantes, à l'époque, on a pensé que les propositions de fusion venaient de L. Cezard (223). Cependant, il est prouvé qu'E. Etienne a joué le principal rôle dans les négociations qui aboutirent à l'union des deux sociétés. En juillet 1878, c'est son ami Adolphe Bourcard, ancien notaire, qui va consulter à Paris un juriste, en vue d'une association des des raffineurs avec un groupe capitaliste, et, en janvier 1880, c'est encore un de ses familiers, Eugène Pageaut-Lavergne qui le met en relation avec le sénateur Jacques Palotte, président du Conseil d'Administration de la Banque de Prêts à l'Industrie (224).

Celui-ci lui proposa une combinaison financière qui se résumait en quelques chiffres. Les deux raffineries valaient 3.880.000 F, il fallait un fonds de roulement de 2.500.000 F et "on" voulait faire un bénéfice de 3.620.000 F. Donc, le capital de la société à créer devait être de 10 M (225). Derrière le "on" se dissimulaient deux hommes, Palotte et Lalou.

Jacques Palotte, né à Tonnerre le 28 août 1830, entra à l'Ecole Centrale en 1853 et en sortit ingénieur civil. Au début de sa carrière, il dirigea les Forges de Commentry et ensuite les houillères d'Ahun. Elu député de la Creuse en 1871, et sénateur en 1876, il est devenu le type achevé du parlementaire taré et sans scrupules qui cherchait dans les affaires un moyen d'enrichissement rapide (226).

En septembre 1877, il fonda la Banque de Prêts à l'Industrie au capital de 1 M et acheta, pour la soutenir, un journal, "Le Conseiller". Avec quelques centaines de milliers de francs au départ, il a réussi à porter en 3 ans le capital nominal de sa banque à 20 M. La Banque de Prêts à l'Industrie pratiquait un jeu dangereux, mais rémunérateur. Elle "poussait" sur le marché financier les sociétés qui végétaient, après les avoir momentanément regonflées en les transformant le plus souvent en sociétés anonymes. Elle rendait ainsi très attrayant pour le rentier moyen les titres les plus décriés. Elle n'hésitait pas d'ailleurs à opérer sur ses propres actions et sur celles des filiales qu'elle a engendrées, comme l'Union Immobilière et la Société Industrielle et Financière. La

banque-mère plaçait les titres dans le public grâce à son réseau d'agences qui couvrait toute la France. Le "Conseiller" épaulait le lancement des sociétés, et les filiales se livraient au "jeu de la raquette", achetant et revendant les actions. Cela aboutissait presque toujours à la faillite ; la Banque de Prêts à l'Industrie abandonnait alors le fruit sec, et recommençait la ronde avec d'autres naïfs.

L'extension des affaires de la Banque de Prêts à l'Industrie n'aurait pas été possible sans l'appui donné à Palotte par Charles Lalou, un aventurier de la finance de grande envergure (227). Il était né à Lille le 26 juin 1841. Son père, grainetier à Paris, fit faillite en 1848 et chercha ensuite dans la politique une compensation à ses déboires commerciaux. Il a joué un certain rôle dans le coup d'état du 2 décembre, et la faveur de Napoléon III l'a consacré inspecteur général des prisons. Ch. Lalou, grâce à sa protection, entra très jeune à la Préfecture de Police. Démissionné en 1871, il se lança alors dans les affaires. Il commença par vendre des charbons en gros et en même temps spécula un peu de tout, toujours en marge de la légalité. Toutes les sociétés qu'il monta tombèrent les unes après les autres en faillite, mais lui s'enrichit. En 1880, il présidait le conseil d'administration de la Banque Nationale et, comme administrateur délégué, il partageait avec Palotte, la direction de la Banque de Prêts à l'Industrie. Enfin, il contrôlait la Société Industrielle et Financière et pour sa propagande utilisait le journal "La France". Lié à Jules Grivvy, il soutint la campagne boulangiste et fut élu député de Dunkerque en 1889.

E. Etienne s'était laissé séduire par le projet esquissé par Palotte. L. Cezard le suivit sans aucune hésitation. Sans fonds de roulement suffisant, sans crédit, ils devaient tous les deux choisir entre la liquidation et une combinaison financière douteuse sauvegardant pour un temps leur entreprise et leur situation personnelle (228).

Au début de février 1880, les grandes lignes de l'accord entre Etienne et Cezard d'une part, Palotte, Bilange, porte-parole de Lalou, et Pageaut-Lavergne de l'autre, se sont dessinées. Les deux raffineurs apportaient leurs usines à la société en formation pour 7,5 M (soit 15.000 actions de 500 F) et la Banque de Prêts à l'Industrie comptait souscrire 2,5 M d'actions (5.000) pour compléter le capital. C'est du moins ce qui figurait dans l'acte notarié. Toutefois, E. Etienne et Cezard devaient reconnaître par écrit que leurs apports ne se montaient en réalité qu'à 3.880.000 F, donc s'engager à remettre 2.000 titres à Palotte, 837 à Bilange et Pageaut-Lavergne. Il était prévu enfin qu'un syndicat revendrait

au public les 20.000 actions du capital dont la valeur réelle ne dépassait pas en fait 6.380.000 F (3.880.000 + 2.500.000 F), soit 319 F par actions de 500 F et chaque vente laisserait donc un bénéfice de 181 F.

Le 12 février 1880, deux conventions préliminaires furent passées entre les fondateurs de la future société qui entérinaient, conformément aux engagements pris, le partage des actions et la création du syndicat. La première a réparti aussi les 7 postes d'administrateurs : 3 à Etienne avec pour lui la présidence du conseil d'administration, 1 à Cezard (celui d'administrateur-délégué), 2 à Palotte et le dernier pour Pageaut-Lavergne. La seconde précisait le calendrier et les modalités du placement des titres dans le public. Dans la première quinzaine de mars, Palotte est venu à Nantes régler le détail de l'opération (229) et, le 23 mars, l'accord définitif fut scellé.

Les statuts présentent, comme prévu, des apports gonflés pour justifier le capital de 10 M. Ceux d'E. Etienne paraissent les plus majorés, avec la raffinerie des Ponts comptés pour 3,5 M, ses brevets pour 500.000 F, sa clientèle, ses marques, ses relations commerciales, pour 1.566.000 F. La raffinerie de Chantenay fut estimée à 1 M, le droit d'exploitation des appareils Langen à 434.000 F, la clientèle, les marques et relations commerciales à 500.000 F (230). Le 31 mai 1880, la première assemblée générale déclara le capital entièrement souscrit, et nomma deux commissaires pour vérifier les apports et la sincérité du quart des versements en numéraire (231).

Le 4 juin, les deux commissaires, Joseph Brissonneau, ami personnel d'E. Etienne, et Raphaël Bilange, homme de paille de Lalou, ont présenté un rapport qui justifiait la valeur donnée aux apports (232). Plus tard, l'enquête judiciaire a révélé qu'ils avaient majoré le prix des usines de 1.549.712 F (233). Pour arriver à 7,5 M, ils avaient estimé un matériel de 10 à 20 ans d'âge au coût de remplacement d'un matériel neuf, en ajoutant encore 15 à 20 % pour la mise en place et le montage. De plus, ils avaient compté la clientèle pour 2.066.000 F, alors qu'elle est toujours négligée en cas de vente, enfin, l'évaluation des brevets était trop forte.

En dehors des 36 turbines Weinrich, l'outillage en place à l'usine des Ponts était en assez mauvais état. Les générateurs, appareils à cuire, filtres qui dataient de la période d'essor du Second Empire auraient dû être renouvelés depuis longtemps. Si la raffinerie pouvait mettre en oeuvre 100.000 à 115.000 kg de sucre brut par jour, les produits qu'elle offrait aux acheteurs ne correspondaient pas toujours aux qualités les

plus demandées (234). Etienne s'était peu à peu tourné vers la fabrication du sucre en morceaux (20.000 à 25.000 kg par jour), mais il se contentait de faire scier des pains à base carrée, ou de faire couper des tablettes de sucre comprimé (agglomération des poussières du sciage ou du concassage). La raffinerie Etienne fabriquait surtout des pains de sucre dont la vente en France et sur le marché d'exportation diminuait tous les ans, mais c'était pour Etienne le seul travail rentable. Cependant la fusion avec Cezard allait lui permettre de ne produire que du sucre en pain, tandis que Chantenay (avec les turbines Langen) se spécialiserait peu à peu dans la fabrication du sucre en morceaux (235). En 48 heures l'usine Cezard livrait des tablettes à la scierie alors qu'il fallait 15 jours à Etienne pour obtenir un pain de sucre ; aussi, pour une fonte de 25.000 à 30.000 tonnes, il employait 600 personnes, alors que Cezard, lui, n'en occupait que 80 pour une fonte de 7.500 tonnes.

Le bon départ de la nouvelle société allait toutefois dépendre de la reconstitution du fonds de roulement de l'entreprise. Les actionnaires ont versé dans les délais prévus 1.250.000 F, mais le solde de la souscription en numéraire ne fut disponible qu'en juin 1881, après la dissolution du syndicat. Les difficultés du placement des actions expliquent ce retard.

Le 16 octobre 1880, "Le Conseiller" annonçait la vente de 7.000 actions des raffineries E. Etienne et Cezard par la Banque de Prêts à l'Industrie. D'après le syndic de la faillite "Au moyen d'une publicité considérable et de prospectus d'une exagération flagrante, elle réussit à placer ses titres dans le midi de la France principalement". Dès le 3 octobre, Palotte écrivait à Etienne : "Nous avons ouvert le feu dans "Le Conseiller", il ne s'éteindra plus ! Tous les journaux entrèrent successivement en lice, mais il faut des projectiles pour alimenter le feu". Le 16, dans une autre lettre, il lui rappelle les buts du syndicat : placer près de 16.000 titres, 5.000 actions de capital, 2.837 titres abandonnés par Etienne et Cezard (dont 2.000 de prime pour les souscripteurs) et 8.000 actions d'apport cédées à 319 F par les deux raffineurs (5.937 par Etienne et 2.063 par les Cezard). Ainsi, une partie des valeurs que ceux-ci détenaient était maintenue hors du syndicat (3.088 pour Etienne et 1.075 pour les Cezard) ; de plus, ils perdaient 181 F sur chaque action vendue à la Banque de Prêts à l'Industrie.

"Le Conseiller" publia une description plus ou moins exacte des usines, parsemée de mensonges grossiers sur leur marche et leurs résultats (236). "Le Messager de Paris" et quelques feuilles de moindre impor-

tance reprirent les mêmes thèmes pendant plusieurs semaines. La fonte annuelle oscillait, suivant les articles, de 100.000 à 140.000 kg par jour, le chiffre d'affaires variait entre 40 M et 60 M, et dans tous ces journaux on lisait que les deux raffineries avaient gagné 1,5 M en 1879 (1,7 M avançait même *Le Messager*) et on ne pouvait donc pas attendre moins de l'exercice en cours.

Une correspondance retrouvée dans le dossier de la succession E. Bourcard (237) permet de suivre le mécanisme du placement des titres dans le public. Le 20 février 1881, Bilange lui annonçait la vente de 8.454 actions, le 30 avril le chiffre se montait à 9.696 ; enfin une dernière lettre l'informe du placement définitif des 15.837 actions du syndicat et de la dissolution de celui-ci. Bourcard n'avait engagé que 12.500 F et la vente de ses 70 actions (50 de souscription et 20 de prime) lui avait rapporté 35.000 F ; il devait, il est vrai, verser le solde de sa souscription, soit 12.500 F. L'opération sur le plan financier avait donné les résultats escomptés au départ.

La gestion de l'entreprise

Sur le plan commercial, E. Etienne et L. Cezard (238) ont d'abord cherché à rétablir la position de Nantes sur le marché anglais, et, malgré l'incendie des docks Wilson, ils ont réussi à vendre plus de 5.000 tonnes de produits à Liverpool, Bristol, Glasgow et Dublin. Pour reprendre pied en Scandinavie, ils ont suscité la création d'une nouvelle ligne de steamers entre Nantes et Hambourg ; de là leurs sucres gagnaient Kristiansand et Stockholm, mais les résultats obtenus ont été décevants. Ils tentèrent aussi de se maintenir en Espagne, mais la concurrence des raffineries de Marseille leur laissa vraiment peu d'espoir dans tout le secteur méditerranéen.

En 1880, et pour huit mois d'activité, le chiffre d'affaires a atteint 25.901.547 F, la fonte près de 20.000 tonnes et les bénéfices se sont montés à 760.547 F (239). H. Le Roy, le directeur, caressa même d'ambitieux projets. Dès juillet 1880, il a proposé, d'ailleurs sans succès, l'achat de la raffinerie de Honfleur (en liquidation) pour éteindre définitivement la concurrence du Havre, et, en décembre, il entama des pourparlers personnels avec L. Sarlin, un des administrateurs des Raffineries de la Méditerranée, au sujet d'une éventuelle fusion des deux sociétés. Mais, à Marseille comme à Nantes, personne, en dehors de Le Roy et de Sarlin, n'approuvait l'idée de ce rapprochement (240).

La trésorerie était sans doute à l'aise puisqu'en janvier 1881

le conseil d'administration a accordé une avance de 350 à 400.000 F à L. Cezard (241) mais en fin d'exercice le bilan accusa une perte de 598.306 F (242). La fonte n'avait pas dépassé 33.598 tonnes et les ventes 35.587 tonnes. Pour expliquer leurs pertes, Etienne et Cezard ont invoqué, dans le rapport présenté à l'assemblée générale, le faible écart entre les sucres bruts et les sucres raffinés. En effet, à partir de janvier 1881 et jusqu'en août, les haussiers ont poussé le cours des sucres blancs n° 3 à la Bourse de Paris, la spéculation chercha, comme en 1879 et 1880, à étrangler les vendeurs à découvert qui furent, d'ailleurs, forcés d'acheter fin juin - début juillet, le n° 3 à n'importe quel prix pour faire face à leurs engagements. Certains jours, le n° 3 se vendit avec un écart de 20 F par rapport au 88° et quelquefois même au-dessus du prix du sucre raffiné. Cette tension des prix a surtout coïncidé dans les ports avec l'arrivée du sucre des Antilles ; or, les sucres blancs des Antilles ou de La Réunion étaient facturés sur la base de la cote officielle du n° 3 la veille du jour de l'arrivée du navire, moins 1 F par 100 kg. Le directeur, H. Le Roy, responsable des contrats, n'avait pas exigé, lors de ses achats, comme il pouvait le faire, une clause stipulant un écart précis entre le n° 3 et le sucre 88° (l'écart normal à cette époque était de 6 F). Pendant six mois, la Société Anonyme Etienne et Cezard a donc payé très cher sa matière première ; en juillet, elle a même refusé de prendre livraison, sur la base du n° 3, de plusieurs centaines de tonnes de sucre arrivé au plus fort de la hausse. Poursuivie devant le Tribunal de Commerce, elle fut mise dans l'obligation d'exécuter tous les marchés (243).

La négligence d'H. Le Roy témoigne du malaise qui régnait dans le comité de direction de l'entreprise ; dès avril 1881, Pageaut-Lavergne discuta les chiffres provisoires des résultats, tandis que Palotte et Lalou critiquaient la gestion d'Etienne et de Cezard. Entre les deux hommes persistaient de vieilles rivalités, si bien que les investissements dans les usines se faisaient sans plan d'ensemble. L. Cezard a réussi à doubler sa production de sucres en morceaux grâce à l'achat de nouvelles turbines Langen, mais, en compensation, E. Etienne a obtenu l'assentiment du conseil d'administration pour monter une sucraterie dotée du système Manoury et destinée à traiter les mélasses. Il a démontré à ses collègues que, seule, l'adoption de ce procédé, jusqu'ici utilisé en Allemagne, pouvait permettre une lutte efficace contre les raffineurs de Paris dont tous les efforts tendaient à produire le moins de mélasse possible (244). Les frais d'installation de la sucraterie, estimés tout d'abord à 160.000 F par Etienne, ont atteint environ 1 M. De plus, les salaires des chimistes

employés dans la nouvelle usine ont augmenté considérablement les frais généraux. Enfin, ce système était conçu pour le travail des mélasses provenant du sucre de betterave et il n'était pas encore vraiment au point pour traiter les mélasses mixtes.

Tout en essayant de se maintenir sur le plan technique au niveau de leurs concurrents parisiens, Etienne et Cezard cherchaient en même temps à remettre un peu d'ordre dans les services commerciaux de la société. Le 18 mars 1882, le conseil, à la demande de L. Cezard, révoqua H. Le Roy et établit un nouveau partage des responsabilités : Cezard prenait la direction commerciale et financière de toute l'affaire, tandis qu'Etienne assumait la direction de la partie industrielle.

L. Cezard tenta d'abord de reconstituer son fonds de roulement en réalisant une partie des stocks de la société. Il liquida tout d'abord 1.500 tonnes de sucre cristallisé destinés à l'exportation anglaise, ensuite un vieux lot de 400 tonnes de sucre scié, oublié depuis 14 mois, et les noirs, engrais disponibles (245). Pour lui, la lutte contre la raffinerie Say sur le marché anglais était vouée à un échec et, surtout, elle n'était pas rentable ; aussi esquissa-t-il une politique commerciale plus souple pour résister à la concurrence parisienne. H. Le Roy avait, eu le tort, dans certaines localités, de maintenir, d'une façon rigide et constante, le prix des raffinés de Nantes 2 F au-dessus du cours de Paris ; la société avait donc perdu une partie de sa clientèle sur les franges de son rayon naturel de vente (246). De plus, les livraisons à la consommation étaient faites avec retard, la correspondance avec la clientèle était négligée, et personne ne contrôlait le zèle et l'activité des agents, aussi les produits des raffineries de Paris commençaient à pénétrer en Bretagne. Cezard envoya des inspecteurs dans les régions les plus menacées et, surtout, il mit en pratique des tarifs fondés sur la différence entre les coûts du transport Paris-Nantes et Marseille-Nantes. Malheureusement, cette nouvelle stratégie commerciale ne porta ses fruits qu'en 1883 et, alors, il était trop tard (247).

Dès avril 1882 la société a dû réduire ses achats de sucre colonial et elle ne pouvait plus acheter de sucre indigène (248). Aussi, en juillet 1882, L. Cezard a ébauché une combinaison pour se faire livrer des sucres allemands et autrichiens à Hambourg, en ne les payant qu'au débarquements à Nantes (249). Les premiers envois commencèrent en octobre, mais des difficultés de paiement surgirent, et Cezard dû, en décembre, se rendre en Allemagne. La société profitait largement de la reprise des ventes de sucre raffiné, mais celles-ci se traduisaient chaque

jour par la diminution régulière du stock, et, comme la place de Nantes était totalement dépourvue de sucres, les usines étaient donc, faute d'un approvisionnement suffisant, menacées de fermeture. Cependant L. Cezard réussit à faire expédier, avec le concours de l'agence du Comptoir d'Es-compte de Nantes, 20.000 tonnes de sucres allemands, en warrantant d'une façon astucieuse des sucres à Hambourg et à Nantes pour se procurer des fonds. Pour 1882, les pertes avouées se montaient à 237.702 F, mais E. Etienne insistait surtout sur l'augmentation de la fonte qui a atteint 36.486 tonnes, et sur la diminution des frais de fabrication, passés de 2.234.664 F à 2.103.210 F (250).

La faillite

En réalité, la société était dans une situation critique, et, en juin 1883, L. Cezard demanda par lettre à E. Etienne de réunir d'urgence le conseil d'administration, en lui affirmant que le fonds de roulement, absorbé par les pertes et par la création de la sucraterie n'existait plus. "Nous nous trouvons dans la presque impossibilité de continuer le travail de nos usines et pourtant les résultats actuels sont des plus satisfaisants" concluait-il et il proposait de se borner à épurer les sucres bruts à la turbine pour les revendre à Paris ou à l'étranger. ~ ~ ~

Le conseil décida, sur la proposition d'Etienne, d'emprunter 900.000 F au Crédit Foncier, mais renvoya à plus tard un projet de fermeture de l'usine des Ponts et de concentration de tout le travail de la société à Chantenay. Peu de temps après, malgré un rapport favorable des commissaires aux comptes, cette solution logique, mais tardive, fut définitivement repoussée par Etienne. La société avait, d'ailleurs, à résoudre des problèmes plus urgents : elle devait verser, en quatre mois, à la douane, 4.413.599 F dont elle ne possédait pas le premier sou et à Paris, les démarches de Palotte auprès du Crédit Foncier n'avaient pas abouti.

Toutefois, la société réussit à honorer les échéances de douane de juillet et d'août. Cezard fournit 300.000 F et Etienne emprunta sur ses biens 300.000 F à son neveu J.B. Etienne et 600.000 F à la banque Rousselot (251). Mais, après ce paiement, il fallait trouver, comme en 1882, des sucres à mettre à la chaudière, et Cezard tenta à Vienne la manoeuvre de Hambourg. Etienne, de son côté, s'entendit avec deux négociants de Nantes qui lui ont proposé 1.500 tonnes de sucre blanc avec caution ~~sa~~ douane et des facilités de paiement à la condition, acceptée, de pouvoir surveiller le travail de leurs sucres. A son retour d'Autriche, Cezard refusa ce contrôle ; mis en minorité au conseil, il préféra abandonner son

poste d'administrateur délégué (252). Ni lui ni Etienne ne pouvaient plus rien pour sauver l'affaire dont l'existence dépendait maintenant du paiement des droits dus en septembre. A Nantes, l'administration des douanes envisagea sérieusement une redevance journalière de 35.000 F, mais, à Paris, la Direction refusa de se départir de la règle des versements à échéances fixes et, le 11 septembre, la faillite de la Société Anonyme des Anciennes Raffineries E. Etienne et Cezard fut déclarée à la requête du receveur des douanes (253).

Nantes cessa alors d'être un grand centre de raffinage. En 1884 on y a acquitté moins de sucre qu'en 1852 (cf chapitre III). Les exportations de sucres raffinés sont devenues presque nulles, et, pendant 14 mois, seules les candiseries Cossé-Duval, Pellerin et Lasnier sont demeurées en activité. Si en janvier 1883, près de 1.000 ouvriers travaillaient encore dans les raffineries, en janvier 1884, ils n'étaient plus que 120. D'après un commissaire de police, l'établissement d'E. Etienne, avec ses 4 à 500 ouvriers, faisait vivre un nombre au moins égal de travailleurs (254). Déjà, en décembre 1880, la candiserie Bourcard avait fermé ses portes ; en décembre 1882, après l'achèvement de la sucraterie, on avait licencié les 100 personnes employées à l'usine de clarification de Chantenay. Dans l'ensemble, environ 2.000 salariés furent touchés par la crise de la raffinerie.

Enfin, la dissolution de la S.A. des Sucreries de l'Ouest avait précédé de quelques mois la faillite de la S.A. des Anciennes Raffineries Etienne et Cezard (255). Cette société possédait depuis 1879 une sucrerie en état de marche à Châtelaudren et, à la même époque, deux autres en construction à Pons et à Paimboeuf (256). E. Etienne, administrateur délégué de l'affaire, voulait faire de l'Ouest une grande région betteravière et, dès 1879, il envisageait de monter trois nouvelles sucreries à Morlaix, Nort et Nersac ; en 1880, il pensait en installer une dans le bassin de Rennes et, en 1881, une autre dans les environs de Château-Gontier (257).

La deuxième campagne de la société (1880-1881) donna des résultats décevants à Châtelaudren, et celle de 1881-1882 révéla encore plus nettement la mauvaise qualité des betteraves employées dans les trois fabriques alors en activité (Châtelaudren, Pons, Paimboeuf) (258). Malgré les importants investissements réalisés, l'exploitation des usines n'était pas rentable. En 1881, la société réussit encore à placer 1 M d'actions (259) et quelques obligations (260), mais, en février 1882, E. Etienne dut compléter le fonds de roulement des Sucreries de l'Ouest en leur ouvrant un crédit de 300.000 F (261). A la fin de la troisième campagne (1882-1883),

tous les capitaux engagés dans l'affaire étaient perdus, mais la faillite de la S.A. des Sucreries de l'Ouest ne fut déclarée qu'en janvier 1897 (262).

Ainsi, deux grandes dynasties de raffineurs disparaissaient de la vie économique nantaise, et les circonstances de leur chute ne sont pas entourées de mystère, car, après la publication du rapport du syndicat de la faillite, des actionnaires ont attaqué en justice les membres du conseil d'administration et les commissaires aux comptes. De 1884 à 1891, des procès se sont déroulés et ce n'est qu'en mai 1891 qu'E. Etienne, les époux Cezard, Albert Cezard, Bilange, Pageaut-Lavergne et Joseph Brissonneau furent définitivement condamnés à payer 792.599 F aux détenteurs de 4.379 actions (263) : le décès de Palotte en 1885 avait interrompu l'action judiciaire à son égard ; plus heureux, Lalou s'en était tiré, une fois de plus (264).

Cependant cet échec ne s'explique pas seulement par la valeur exagérée donnée aux apports. D'autres causes ont joué. En 1881, les achats faits par Le Roy ont largement contribué aux mauvais résultats des Raffineries Etienne et Cezard ; par contre, en 1883, les opérations commerciales ont été aussi bien menées que possible (265).

Moyenne des achats et des ventes à Nantes et à Paris

	Achats 88°	Vente des raffinés
S.A. Etienne & Cezard	54,55 F	68,822 F
Paris	52,45 F	66,313 F
Différence	2,10 F	2,509 F

Cependant, ces prix ne laissent qu'une mince possibilité de profit à Nantes comme à Paris ; aussi, les grands raffineurs de la capitale ont cherché à remplacer l'insuffisance de leurs gains industriels ou même leurs pertes, par des "bénéfices commerciaux". Ce terme ambigu employé dans un discours à la Chambre des Députés par Raoul-Duval désigne simplement l'arbitrage, ou couverture en Bourse, que commençaient à pratiquer d'une manière systématique, non seulement les raffineurs, mais tous ceux qui intervenaient sur le marché des sucres : fabricants, armateurs, commissionnaires, spéculateurs. Raoul-Duval démontra à ses collègues qu'avec des frais de fabrication de 6 à 8 F et un écart de raffinage moyen de 5,63 F comme en 1882, il fallait, pour survivre, trouver d'autres sources de profit que le travail industriel, et il ajoutait : "Il est certain que, pendant les deux dernières années, un homme qui aurait voulu se livrer à cette industrie en achetant et en revendant au cours du jour, et qui se serait contenté des bénéfices de sa fabrication, aurait

été amené à déposer comme la fabrique de Nantes, son bilan" (266). Pour lui, la faillite d'Etienne et de Cezard était surtout due à l'inexpérience.

Pourquoi Etienne et Cezard n'ont-ils pas utilisé le marché à terme ? Deux hypothèses peuvent être avancées. Achats et ventes en bourse passent obligatoirement par l'intermédiaire des grandes maisons de courtage de Paris, toujours bien renseignées sur la capacité de paiement des entreprises - une affaire sans crédit n'en trouve guère chez elles. L'espoir de gros bénéfices susceptibles d'améliorer leur situation financière a pu aussi inciter Etienne et Cezard à ne pas recourir à l'arbitrage. Les contrats spéculatifs conclus par Le Roy en 1881 confirmeraient ce point de vue. Ce calcul était mauvais, car le prix des sucres bruts comme celui des raffinés ont régulièrement baissé de 1881 à 1883, ainsi le stock des usines fut constamment déprécié.

Peu à peu, le rapport des forces entre les raffineurs de Nantes et ceux de Paris allait peser dangereusement en faveur de ces derniers. "Les véritables concurrents de nos raffineurs, ce n'est pas l'étranger, c'est Paris. Ce sont les raffineurs de Paris qui font les cours du brut et du raffiné et fixent dès lors l'écart de fabrication", constatait en 1884, la Chambre de commerce de Nantes (267). Plus tard, L. Cezard expliquera sa chute par l'offensive conjuguée des Say, des Lebaudy, des Sommier et de la Raffinerie Parisienne (268). Il n'y a certainement pas eu de coalition concertée entre les grands raffineurs de Paris, mais, une fois de plus, la dure loi de sélection du capitalisme concurrentiel a joué - les plus forts ont détruit les plus faibles. Chassés du marché anglais, Etienne et Cezard ont défendu le mieux possible leurs débouchés en France, sans pouvoir, toutefois, empêcher les sucres raffinés parisiens (qui pouvaient être vendus moins cher que les leurs) de pénétrer de plus en plus loin à l'intérieur du rayon de vente de leur maison. En septembre 1883, après la faillite, les raffineries Say et Lebaudy, suivies d'ailleurs par A. Acher, du Havre, ont installé des agences à Nantes pour vendre leurs produits (269).

La résistance de la S.A. des anciennes raffineries E. Etienne et Cezard fut encore amoindrie par les mauvais rendements obtenus dans le travail des sucres allemands et autrichiens qui avaient constitué, en 1883, l'aliment le plus important de leur fonte. Loiret, un courtier ami de Cezard, déclara, lors d'une séance à la Chambre de commerce, que leur mise en oeuvre n'avait donné "que des mécomptes dans le rendement, mécomptes dans la chaîne du travail et dans la qualité des produits" et il signalait que "les premiers jets allemands se travaillent facilement, à

peu près comme les nôtres ; mais si, en exécution d'un achat fait au 88°, on livre des arrière-produits, le travail au raffinage devient difficile et le rendement des plus incertains. Il y a, paraît-il, dans les allemands et autrichiens, deuxième et troisième jets, plus ou moins extraits par des procédés chimiques, des substances qui, à l'analyse, polarisent comme le sucre, mais qui, au raffinage, ne cristallisent pas". Il affirma même que, sans avoir été l'unique cause de la ruine d'Etienne et de Cezard, cela l'avait certainement précipitée (270).

Pour comprendre leur échec, il faut encore ajouter que la constitution de la société anonyme n'avait pas abouti à une véritable mutation des structures juridiques des deux raffineries. La fusion n'a jamais été vraiment effective entre les deux affaires. Malgré les meilleurs rendements obtenus par Chantenay, Etienne n'a jamais accepté d'y concentrer, même momentanément, la fonte. Attachement sentimental au vieil outil qui avait fait la fortune de sa famille, ou jalousie à l'égard de Cezard ? On ne peut savoir. De plus, les séances du conseil d'administration ne réunissaient le plus souvent que trois ou quatre membres, Etienne, Cezard, Pageaut-Lavergne et Voruz ; après la démission de ce dernier, l'essentiel du rôle de Pageaut-Lavergne fut d'arbitrer les différents entre le président et l'administrateur-délégué, quant aux actionnaires, ils habitaient presque tous le Sud-Ouest ou le Sud-Est. Paradoxalement, aucun négociant ou armateur nantais n'avait participé à l'affaire. Marqué par l'expérience malheureuse des Raffineries Nantaises, le négoce très atteint par la crise de l'industrie sucrière à la Réunion - se reconvertissait alors vers le trafic des Antilles et cette tâche l'a sans doute totalement absorbé. L. Cezard en évoquant le souvenir des de La Brosse, Levesque et autres, parlait des "notables incompétences", mais le commerce connaissait aussi la situation désastreuse des raffineurs et les circonstances troubles de la fusion de 1880. A Nantes, ce qui finalement apparaît, c'est le divorce entre le négoce et les industriels.

3 - Le déclin du raffinage du sucre à Honfleur et au Havre

Au Havre et à Honfleur, la hausse du sucre brut se déclencha comme partout à la fin de 1863. Toutefois, comme à Marseille, c'est en 1865, que le fond de la crise fut atteint. Ensuite, pendant une dizaine

d'années, les raffineries du Havre ont parfois connu un renouveau de prospérité, mais à partir de 1876 le marasme s'étendait progressivement (cf chapitre III).

La fin du raffinage du sucre à Honfleur

Dès 1863, la raffinerie de Honfleur a perdu de l'argent, de même en 1864 et 1865 (272). Cependant, le capital social des Dubourg & Goulley n'avait pas vraiment été entamé car il restait supérieur, au 30 juin 1865, à celui porté sur les livres en 1861 - 2.764.041 F contre 2.553.103 F (273). Cependant les gérants ont décidé de dissoudre leur société à partir du 15 avril 1866.

A cette date, le capital social se montait à 2.369.499 F, mais la raffinerie marchait depuis quelques mois au ralenti, car en 1865, d'un commun accord, les associés avaient retiré de la caisse 531.833 F. La liquidation a produit 1.870.059,08 F (274). La perte en capital se chiffrait donc à 493.440 F, mais elle était largement compensée par les retraits effectués en 1865 - par rapport à juin 1865, elle atteignait 362.148 F et 151.211 F si l'on considère juin 1861. La fortune des Dubourg et des Goulley fut donc sauvegardée, mais il ne faut pas oublier que, depuis 1852, ils exploitaient directement une grande scierie et importaient du bois du Nord. Aussi les bénéfices réalisés dans le bois dissimulent peut-être des pertes plus fortes sur le sucre.

Au moment de la fermeture de la raffinerie, l'avenir n'était pas envisagé de la même façon par tous les membres de la société. Dubourg père et Goulley fils, son gendre, voulaient reconstituer une société en commandite par actions pour raffiner de nouveau le sucre, tandis que Goulley père et Dubourg fils se dérobaient (275). Il y avait un choix à faire. La vétusté de l'outillage, la production insuffisante de l'usine (276) ne permettaient plus de réaliser des profits. Il fallait donc transformer l'usine et réunir des fonds. Certes, ils ne manquaient pas d'argent et Madame Dubourg pouvait les aider avec la fortune héritée de son oncle Coudre-Lacoudrais. Mais le goût du risque s'est émoussé chez les Dubourg et les Goulley comme chez beaucoup d'autres, et ils ont renoncé après un timide essai de redémarrage.

Avec l'aide d'un négociant d'Evreux, Gaston De Jean, Henry Goulley créa, en janvier 1867, une société en commandite par actions au capital de 2 M divisé en 2.500 actions de 1.000 F (277). La société Dubourg, Goulley et Cie en liquidation apportait la raffinerie pour 650.000 F payables jusqu'à concurrence de 300.000 F en espèces et pour le reste en actions.

Dubourg et Goulley pères avaient pris l'engagement de souscrire en commun et par moitié 350 actions (278).

Dans les brouillons d'une circulaire destinée aux éventuels souscripteurs, Dubourg père envisageait avec optimisme l'avenir. La raffinerie de Honfleur livrait des sucres dans le Calvados, la Manche, l'Orne, la Seine-Inférieure, l'Eure, la Sarthe, l'Ille-et-Vilaine et elle en exportait en Scandinavie et en Angleterre. Avec le matériel en place, il escomptait une production de 4.000 pains de 9 kg par jour, nécessitant 12 à 13.000 tonnes de sucre brut et il espérait au moins pousser le travail à 5.000 pains : chose facile d'après lui avec une dépense de 60.000 à 70.000 F (achat de 4 filtres à noir et installation de lits de pains dans les greniers non utilisés). Il avait établi aussi plusieurs comptes de résultats où il a retenu comme vraisemblable une fonte moyenne de 9.000 tonnes. Il estimait probable un bénéfice de 461.700 F à 528.200 F et cela avec des frais de 8,05 F par 100 kg (alors qu'à Paris, ils ne dépassaient pas 6,50 F). Les rendements se situaient d'ailleurs à un niveau assez bas (81 kg pour les pains, 7 kg pour les vergeoises, 10 kg pour la mélasse et 2 % pour le déchet). Nulle part il n'était question de sucre en morceaux.

Le mois de délai fixé pour la souscription de la totalité du capital expira rapidement. C'était un échec qui démontrait qu'on ne pouvait pas former à Honfleur une société dépassant le cadre de l'horizon familial et des amitiés, et on déclara que la société n'avait pas eu lieu (279). La raffinerie resta fermée pendant 5 ans, et ce n'est qu'en 1871 qu'elle fut remise en activité par un parisien, le gérant de la Banque de l'Union.

Jules de Boursetty a formé une société en commandite par actions réunissant 79 personnes et un fonds social de 1.500.000 F (3.000 actions de 500 F). Gérant, il a engagé 125.000 F dans l'affaire et le Crédit Foncier Commercial Suisse 900.000 F (280). Cette banque, en participant ainsi à la souscription, n'entendait pas vraiment immobiliser de l'argent à long terme. Elle servait seulement d'intermédiaire pour la constitution légale de la société et devait pour cela toucher une commission de 100.000 F (281). De Boursetty avait garanti un placement rapide et rentable des titres dans le public. Mais on ne vendit que 700 actions, les autres restèrent aux mains des Suisses qui après le premier versement du quart du capital étaient bien incapables de les libérer (282).

Malgré ce handicap, De Boursetty a commencé à transformer la raffinerie avec l'aide de la Maison Pommeraye de Nantes. Pour payer les réparations, le gérant exigea du Crédit Foncier Suisse des versements complémentaires et proposa aussi aux actionnaires de porter le capital de la

société à 2,5 M (283). Cette mesure ne signifiait pas grand chose, car d^e Boursetty et le Crédit Foncier Commercial Suisse, avec un conseil de surveillance à leur dévotion, disposaient de près de la moitié des actions, donc d'une majorité certaine lors des assemblées générales. Leur but non avoué était de se procurer de nouvelles ressources auprès de la masse des petits porteurs. Le gérant les plaçait devant l'alternative suivante : se borner à réparer le matériel ancien et probablement disparaître sous les coups de la raffinerie parisienne, ou reconstruire entièrement l'usine - ce que, pour sa part, il souhaitait. De Boursetty, engagé imprudemment dans le raffinage du sucre, se retrouvait en face des mêmes problèmes que les Gouley et Dubourg en 1866 - mais il n'avait ni leur fortune, ni leur sens du possible. En janvier 1872 et en février 1873 quand il voulut doubler son capital, personne ou presque ne souscrivit (284).

Toutefois, en avril 1873, d^e Boursetty a réussi à fondre 3.150 sacs de sucre, grâce à une avance de 400.000 F consentie par la Société Générale de Commerce (Moitessier). Mais un procès s'ensuivit avec Pommeraye, dont les installations donnaient, paraît-il, des mécomptes (285). Sans fonds de roulement, ébranlée par la faillite du Crédit Foncier Commercial Suisse, la raffinerie de Honfleur était, en juillet 1873, au bord de la catastrophe. Mais, en sous-main, d^e Boursetty et l'administrateur judiciaire de la banque suisse, recherchaient une combinaison pour relancer l'affaire (286). Les Moitessier acceptaient de continuer leur aide et un projet de réorganisation de la société, sous l'égide de la banque Vidal de Paris, avait pris corps. Le 20 novembre, une assemblée générale extraordinaire approuvait la dissolution et l'apport de l'usine à une société anonyme en formation. Mais le 22, L. Pommeraye et les Moitessier (cartés de la nouvelle combinaison) faisaient prononcer la faillite de J. d^e Boursetty par le tribunal de commerce de la Seine (287).

La raffinerie de Honfleur allait donc devenir l'enjeu d'une source de lutte entre les Moitessier et la banque Vidal. Achetée 250.000 F par la Caisse Générale du Commerce, elle fut en définitive acquise 530.000 F, après surenchères, par une société entièrement aux mains de Vidal (288), qui devint, en juin 1874, la S.A. de la Raffinerie de Honfleur (289). Très rapidement, le capital de la nouvelle entreprise passa de 1 à 3 M et le chiffre des actionnaires de 79 à 264 (290). Cette assise capitaliste relativement large était due à l'intense propagande faite par Jules Vidal dans son journal : Le Moniteur des Fonds Publics et des Valeurs Industrielles.

Cependant les fonds souscrits ne sont pas rentrés comme prévu. En décembre 1874 les actionnaires avaient à verser 2.150.250 F ; un an après il manquait encore 1.675.000 F. Avec trois mois d'approvisionnement on commença la fonte au début de 1876, mais elle fut vite interrompue, car les administrateurs n'avaient pas trouvé de caution voulant répondre en douane pour eux (291). Alors, en mai 1877, on liquida l'affaire (292), les pertes se montaient à 1.397.280 F (293). Quelques actionnaires tentèrent de faire proclamer la nullité de la société, mais le procès s'enlisait dans la procédure (294).

Dans ces séquelles de la crise du raffinage du sucre à Honfleur, il est difficile de mesurer la part de l'affairisme financier et de la volonté d'entreprendre. Certes, c'est le premier qui l'emportait mais de Boursetty a quand même tenté de moderniser son usine et Vidal a esquissé en 1875 la formation d'un groupe sucrier en lançant la Société des Sucreries et Distilleries de Sermaize au capital de 500.000 F (295) qui est aujourd'hui la principale usine du groupe Say. Ces banquiers étaient toutefois de trop petite envergure pour modifier par leur jeu le poids des contraintes dues à la différence du prix de revient entre Paris et Honfleur.

La disparition de la Société Clerc (1865-1879)

Les premières difficultés des Clerc ont commencé en 1865 et en février 1866 le banquier G. Pochet a renoncé à la co-gérance. La famille Clerc acheta alors 141 parts de la société pour 183.000 F - ce qui les mettait à 1.300 F, alors qu'elles valaient 5.000 F avant la crise (296). Au moment de la vente, les pertes dépassaient déjà 1 M et en mai, J. et C. Clerc reconnaissaient que l'actif de la société n'était plus que de 425.000 F (1.200 F pour chaque part) soit une perte totale de 1.275.000 F (297). Mais ils ont décidé malgré tout de ne pas réduire le capital. D'une part, la société Clerc-Kayser absorba les sucreries de Frais-Marais et de Roost-Warendin estimées à 400.000 F, d'autre part la famille Clerc, François Urbain et Manskopf ont apporté 875.000 F en numéraire. Les 1.700.000 F du fonds social antérieur étaient donc retrouvés.

Ce sont surtout les apports de la seconde épouse de C. Clerc et ceux de François Urbain qui ont permis de reconstituer le fonds de roulement. Veuf depuis 1863, C. Clerc s'était remarié en 1865 à Marie Dupret, fille d'un négociant établi à Moscou. Ce Dupret, originaire de Tournai, ouvrier tisserand, puis soldat de Napoléon, s'était battu à Wagram puis en Russie où, la paix revenue, il avait fondé un commerce de vins en gros. Comme son beau-frère, Charles Urbain, libraire à Moscou, il avait fait

fortune. F. Urbain, le fils de Charles, est devenu co-gérant. La famille Clerc possédait donc 304 parts de capital sur un total de 340.

Ce sauvetage est bien caractéristique d'un certain type de capitalisme. Le recours aux banques est exclu (puisque celle qui suait l'affaire se dérobe). On trouve alors une solution dans le cadre élargi de la famille mais la marche de l'entreprise est alors liée à la bonne volonté des nouveaux partenaires.

Toutefois, dans cette entreprise à multiples visages, il est difficile d'apprécier l'origine des pertes. Ch. Rostand était débiteur de 341.782 F et Emens de 25.000 F. D'autres faillites ont pu augmenter le montant des sommes dues car la société Clerc-Kayser avait l'habitude de traiter d'importantes affaires dans toute l'Europe Occidentale. De plus, les usines du Havre ont donné aux Clerc des soucis, puisqu'en accord avec F. Urbain, ils ont prévu la dissolution de la société si le seul inventaire de la raffinerie d'Ingouville accusait une perte de 300.000 F. En octobre 1868, J. Clerc s'est retiré laissant à son fils Camille et à F. Urbain la direction de l'affaire (298).

En 1869, les gérants ont cette fois prévu de dissoudre leur société s'ils subissaient une perte de plus de 300.000 F - sans d'ailleurs publier cette modification des statuts pour ne pas inquiéter la clientèle (299). Jusqu'en 1872 leur fonte n'a guère dépassé 12.000 tonnes pour les deux raffineries (300), toutefois en mars ils ont porté leur capital à 2,5 M et décidé de ne procéder à une liquidation qu'après épuisement des réserves (301). Les investissements ont donc repris : ils ont acheté un magasin et loué des terrains qui coupaient la raffinerie d'Ingouville en deux parties (302). L'établissement fut réorganisé et, en 1874, ils sont arrivés à mettre en oeuvre près de 18.000 tonnes de sucre brut (303).

En 1876, le décès de F. Urbain et en 1877 celui de J. Clerc ont posé de graves problèmes à C. Clerc. Les héritiers Urbain se sont désintéressés de l'entreprise et avec la mort de son père, une incertitude plana sur l'avenir des sommes engagées par la communauté Clerc-Kayser dans la société (304) car les désaccords qui sont nés à propos de la succession ont remis en cause l'équilibre financier de la firme.

Dès 1871, C. Clerc signalait les difficultés qu'il avait à se procurer du sucre de canne de qualité pour fabriquer du candi. Il devait le plus souvent en faire venir d'Angleterre, d'où une augmentation des frais de 3 F par 100 kg (305). A partir de 1876, sa candiserie ne travailla plus que par intermittence et en 1878 il renonça au candi (306).

Enfin, en mai 1879, il décida de fermer sa raffinerie et ses

bureaux du Havre (307). Son usine cessa de fondre des sucres en décembre, la perte avouée en capital se montait alors à 850.000 F (308). Avec un fonds social réduit de moitié, il a continué à gérer la maison de commission de Paris, tandis qu'il concentrait sa fabrication de sucre indigène à Frais-Marais, mettant en vente Roost-Warendin. Mais le 25 novembre 1882, il disparaissait, laissant derrière lui une situation difficile qui entraîna des procès entre ses héritiers (309). E, 1880 la liquidation s'est traduite par une perte de 670.000 F et finalement ce chiffre a atteint 2.011.424 F depuis 1872 (310).

L'outil que possédait la société Clerc laissait fort à désirer. Dans les deux fabriques, les bâtiments étaient vétustes et le matériel ancien (311). C. Clerc lui-même admettait qu'il ne pouvait travailler, compte tenu de l'organisation de sa grande usine, que des sucres de basse nuance (312). Construite à l'origine sur un terrain de 3.493 m², la raffinerie dite d'Ingouville disposait en 1872 de 6.253 m², surface insuffisante pour construire un nouvel établissement plus moderne. D'ailleurs, à cette époque, comme briser le cadre urbain qui enserrait l'usine ? Elle devait disparaître ou se déplacer. Mais l'absence de gros profits n'a jamais permis d'envisager cette solution (313).

Avec une telle installation, les rendements industriels étaient désastreux (314). C. Clerc se trouvait chargé de fortes quantités de vergeoises et de mélasses qui se vendaient de plus en plus difficilement, et dont la fabrication encombrait trop longtemps ses ustensiles. Il aurait pu facilement se procurer de meilleurs sucres, car sa maison de commission brassait encore de grandes affaires (315), mais les résultats n'auraient pas été meilleurs, à cause de l'outillage. Les Clerc ont toutefois cherché à améliorer leur travail. Ils se sont intéressés au procédé d'agglomération mis au point chez Ch. Rostand (316) et en 1868 on traita à Frais-Marais des sucrates (jus de betterave ou de canne solidifié par la chaux) avec l'espoir de se procurer ensuite une matière première bon marché, mais l'essai fut décevant (317).

Malgré sa formation, C. Clerc n'était pas vraiment devenu un industriel. Il appartenait encore à ce type d'entrepreneur du début du XIXe siècle qui s'affirmait d'abord négociant et considérait toujours un peu l'industrie comme la servante du commerce. Il dirigeait de trop loin ses raffineries et sucreries. Habitant Paris, il s'occupait surtout de l'achat et de la vente des sucres bruts. Il présidait aussi le Comité Central du Commerce des Sucres (318) et il a même siégé quelque temps au Comité des Fabricants de Sucre. C'est avec une véritable frénésie qu'il se jetait

dans toutes les discussions soulevées par les sucres. Sans cesse il écrivait, publiait des brochures, rendait des visites ; à lui seul il formait un véritable groupe de pression (319). En soi cela n'était pas mauvais, mais on a l'impression d'une trop grande dispersion d'activité qui l'a peut-être empêché de voir l'essentiel : c'est-à-dire le rapide développement des raffineries parisiennes dans les années 1870.

L'échec d'H. Haëntjens et de ses successeurs (1865-1881)

En 1865, la Raffinerie du Havre se transforma en société en commandite par actions (320) car à la fin de 1864 H. Haëntjens s'était retrouvé avec un capital réduit à 1.200.000 F. L. Cor se retira et lui laissa le soin de réorganiser la société. Les anciens associés ont souscrit au prorata de leur mise initiale 1.500 actions de 1.000 F (libérées jusqu'à 800 F). Le gérant se réservait la possibilité d'appeler encore 200 F, mais il était prévu pendant 10 ans un prélèvement de 30.000 F sur les bénéfices pour amortir les versements dus par les actionnaires. Ensuite ces 30.000 F devaient servir à l'amortissement des immeubles et du matériel qui était, en fait, suspendu. Le dividende était limité à 20 F et 50 % du solde des profits (après un prélèvement de 15 % pour le gérant, le conseil de surveillance et le personnel) devait être appliqué au remboursement des emprunts contractés, ou mis en réserve.

La création d'une société en commandite par actions bloquait pour l'avenir la plus grande partie des bénéfices dans les caisses de la société mais dans l'immédiat H. Haëntjens n'avait rien obtenu pour son fonds de roulement. La bonne marche de l'affaire était toujours liée aux avances de la maison de Nantes. Elles oscillaient en moyenne entre 7 et 800.000 F par an. Cependant, les exercices 1865 et 1866 furent assez favorables, car H. Haëntjens a pu constituer une réserve d'environ 380.000 F mais en 1867, les bénéfices n'ont permis que l'amortissement spécial de 30.000 F, et en 1868 les gains n'ont atteint que 67.000 F (321).

En 1869, la société Haëntjens n'a gagné que 2.400 F ; par contre, la période de dix-huit mois qui a suivi (1er janvier au 30 juin 1871) s'est révélée pour elle exceptionnellement bonne. La hausse du sucre, consécutive à la guerre, mais surtout le chômage forcé des raffineries parisiennes ont permis au Havre de reconquérir d'anciens débouchés, et même de mordre largement sur le rayon naturel de vente de Paris. H. Haëntjens a donc pu réaliser un bénéfice de 1.222.187 F dont il a appliqué les deux tiers à l'exercice 1870 et l'autre tiers à l'année 1871.

Soucieux d'assurer l'autonomie financière de son entreprise, il

proposa à ses commanditaires de créer un fonds de réserve de 1.500.000 F en accumulant dans un compte spécial la plus grande partie des profits. Le mécanisme ne devait jouer à plein qu'à partir de 1871, et pour 1870 il limita l'attribution à 200.000 F (322). Cependant, l'année 1871, contrairement aux espoirs, s'est terminée par une catastrophe. En décembre le capital social fut entamé de 100.000 F et toutes les réserves englouties. Le bilan accusait une perte de 1.053.629 F. Le fonds de roulement réduit à 59.000 F témoignait de l'ampleur du désastre (323).

Pour tenir, H. Haëntjens demanda aux actionnaires de porter le capital de la société de 1,5 M à 2 M. Cette solution rencontra peu d'écho. En février 1872, la perte en capital se montait à 417.000 F (324), en mai, elle atteignait 628.000 F (325). Le gérant, invoquant alors la dérobade des actionnaires, proposa et obtint la dissolution de l'affaire qui fut acceptée à l'unanimité.

La conjoncture a joué un rôle déterminant dans cette chute. Dès juin 1871, les raffineurs parisiens étaient progressivement réapparus sur le marché, entraînant une vive baisse des sucres raffinés. Surpris avec un stock trop important, qu'il ne pouvait plus écouler à bon prix, H. Haëntjens a tout d'abord perdu 195.000 F. Le retard de la récolte de sucre indigène a ensuite perturbé la marche de l'entreprise. La hausse du sucre brut qui en découlait, coïncidant avec la baisse signalée plus haut, a réduit la marge de raffinage, d'où une seconde perte de 239.000 F. D'autre part, un raffineur comme Haëntjens, qui exportait, vendait à ses confrères du Nord ou de Paris des certificats pour apurer leurs obligations d'admission temporaire. Or, en septembre et octobre 1871, il y a eu pénurie de 7/9, aussi on n'a pas demandé de certificats et ceux-ci se sont dépréciés. Cela a encore coûté 110.000 F à la société.

De plus, aux difficultés de la conjoncture se sont ajoutées celles dues uniquement à la gestion de l'entreprise. Le départ aux armées d'un personnel expérimenté, la hausse du prix du charbon, ont entraîné une augmentation sensible des frais de fabrication (9,40 F par 100 kg). Si, pendant le second semestre 1871, on a fondu dans l'usine 8.212 tonnes de produits, sensiblement plus riches qu'en 1870-1871, leur infériorité de nuance fut responsable de la baisse du rendement commercial passé pour les pains de 87,714 kg en 1870-1871 à 84,683 kg, soit un déficit de 3,131 kg et une nouvelle perte de 380.000 F. Ordinairement, H. Haëntjens travaillait surtout du sucre indigène et dès 1864, avec L. Cor, ils avaient pris le contrôle de la sucrerie de Mitry-Mory près de Meaux (326). En 1871, coupé des régions productrices de sucre de betterave par les opé-

rations militaires, mal approvisionné en Havane, il a acheté trop cher des sucres coloniaux d'un rendement incertain. D'où les aléas de sa fabrication.

Cette fermeture de la plus grande raffinerie du Havre entame le processus de désintégration de l'industrie du sucre dans ce port. Elle montre les difficultés d'accumulation du profit et le rapide vieillissement de l'outillage dans une affaire qui avait connu pendant de longues années la prospérité (327). D'autre part, elle met aussi en lumière l'incapacité d'une société en commandite par actions à résoudre les problèmes de l'investissement et du crédit. Le face à face d'un gérant et d'un conseil de surveillance qui n'assumait aucune responsabilité industrielle ou commerciale contribua beaucoup à affaiblir la position d'une entreprise sur la défensive comme la Raffinerie du Havre.

Elle fut toutefois remise en activité en septembre 1873 par la société Forcade dont les fondateurs avaient presque tous des liens avec la Havane : cubains, commissionnaires en sucre comme les Pedroso, Solar, Criado, Drain, négociants ou capitalistes parisiens en relation avec eux comme Forcade et les frères Merlin (328). La raffinerie Forcade a largement participé à l'essor des affaires au Havre en 1874-1875, mais son capital initial (1,5 M) s'est révélé insuffisant, aussi, en juin 1875, il fut porté à 2 M, tandis qu'on substituait la commandite simple à la commandite par actions (329).

Cependant, en novembre 1876, la vive hausse des sucres bruts qui coïncida avec une baisse brutale des raffinés, obligea Forcade à suspendre sa fabrication. En deux ans il avait porté à plus de 2 M la valeur de son usine, car il avait engagé 1.135.000 F de travaux neufs (330), mais ces investissements trop rapides ont immobilisé la totalité des capitaux disponibles, aussi il n'a pu résister aux manoeuvres des haussiers qui poussaient les cours à la Bourse de Paris. La société fut alors dissoute et l'usine mise en vente (331). Après l'échec de deux adjudications (332) la Société Générale offrit son aide.

Les raisons qui ont poussé la Société Générale à s'occuper de raffinage de sucre au Havre nous échappent. Cette banque s'est d'ailleurs montrée fort avare de renseignements sur cette initiative, car une seule allusion y fut faite lors de l'assemblée générale de 1878 (333). La S.A. de la Raffinerie du Havre a été fondée en décembre 1877 pour une durée de 20 ans (334) ; son capital de 2 M se répartissait entre la liquidation Forcade (2.600 actions pour l'apport de l'usine), la Société Générale et quelques administrateurs et clients (au total 1.400 actions souscrites en

numéraire).

La nouvelle société a disputé aux autres maisons de la place leurs débouchés traditionnels. Cependant la Raffinerie du Havre n'a pas retiré beaucoup d'avantages de cette lutte, car, dès mars 1880, son conseil d'administration décidait la dissolution de l'entreprise (335). La liquidation définitive a traîné jusqu'en 1881 et ce n'est qu'en 1883 que le matériel fut dispersé par Lapeyre, entrepreneur spécialisé dans la démolition des sucreries et raffineries (336). L'hypothèse d'une entente entre la Société Générale et les grandes raffineries parisiennes pour le démantèlement de l'usine n'est pas à exclure. Dans la capitale on mettait alors sur pied le syndicat des raffineurs et on avait intérêt à briser le plus grand nombre de concurrents avant qu'un accord ne fige le rayon des entreprises.

La stagnation de la raffinerie Acher (1866-1898)

En octobre 1864, la société Gevers avait été dissoute après le décès de son gérant (337). L'usine fut mise en vente pour 800.000 F, mais ce n'est qu'en mars 1866 qu'elle fut remise en route par l'armateur Louis-Anthime Acher (338).

Le nouveau gérant avait constitué une société en commandite par actions en décembre 1865, avec l'aide des liquidateurs de l'ancienne association qui ont apporté l'usine pour 500.000 F (339). Malgré la faiblesse de son capital social qui ne se montait qu'à 1.200.000 F (2.400 actions de 500 F), Acher, dans des conditions difficiles, avait réussi un assez bon démarrage grâce aux avances consenties par le Crédit Havrais (340). Pendant 5 à 6 mois, la remise en état des installations obligea le gérant à scinder le travail en deux : fonte et clarification la nuit, cuite le jour. Cela perturbé sérieusement la fabrication, car, sur les 10.327 tonnes mises en oeuvres, il fut faire refondre un chargement de 3.645 tonnes de bâtarde et de vergeoises de qualité défectueuse. Du 1er mars 1866 au 30 juin 1867, l'exploitation a donné un bénéfice de 201.254 F. Les frais de fabrication se montaient à 7,89 F par 100 kg.

Insistant sur la faiblesse du fonds de roulement, Acher demanda la création d'une réserve spéciale avec, comme noyau, les 42.752,27 F qui devaient normalement revenir aux actionnaires (341). Un différend a surgi, car un membre du conseil de surveillance estima que la société devait distribuer un dividende de 17,50 F. Toutefois, l'assemblée générale, par 98 voix contre 72, approuva le point de vue du gérant, mais les opposants portèrent alors la question devant les tribunaux et finalement obtinrent

gain de cause (342). Cet incident montre l'individualisme du négoce normand qui ne pense pas à l'avenir de l'entreprise et qui escompte surtout de ses placements industriels un bénéfice immédiat et l'impossibilité pour un gérant de mettre son fonds de roulement en harmonie avec les besoins de l'investissement (Acher avait engagé 121.000 F de travaux). Pour un chiffre d'affaires de 8.324.836 F la rentabilité ressortait à 2,41 % et par rapport au capital à 16,77 %.

La survivance de la raffinerie Acher au milieu de toutes les difficultés rencontrées par l'industrie du sucre au Havre pose un problème. A. Acher a certainement réalisé des bénéfices supérieurs à ceux de ses confrères, mais ils ne devaient pas, malgré tout, être bien considérables si l'on en croit les propos échangés, lors d'une séance de la Chambre de Commerce, entre Gustave Quesnel et Jules Siegfried. A ce dernier qui insistait sur les grands profits des raffineurs, Quesnel, membre du conseil de surveillance de la société Acher, répondit qu'il avait cru lui aussi à leurs gains mirifiques, mais que, depuis longtemps, il avait pu s'assurer de contraire (343). D'ailleurs, en août 1875, Acher, s'estimant insuffisamment rémunéré par sa gestion, a obtenu que son pourcentage dans les bénéfices soit porté de 10 à 20 % ; à la même époque, la prolongation de la société ne fut votée que par 92 voix contre 45. La situation de l'entreprise apparaissait donc assez saine (344). L'usine revenait à 69.073 F, cela voulait dire que l'amortissement forfaitaire de 50.000 F prévu par les statuts en 1866 avait pu être assuré chaque année (345). Le gérant affirmait aussi que de lourdes dépenses entièrement payées sur les profits, et portées au compte des frais généraux, avaient été effectuées, mais il n'en précisait pas le montant.

La société Acher se terminait normalement en décembre 1885 (346) mais le décès de son gérant le 16 janvier 1886 allait soudain poser le problème de l'existence même de l'affaire. L.A. Acher laissait, en effet, derrière lui une situation difficile.

La masse active de sa succession (347) se composait d'immeubles, d'avances à ses enfants et de 1.283 actions de la raffinerie qui, au moment du partage entre les héritiers ne furent comptées que pour 384.000 F soit une perte de 200 F par titre (soit pour la société 480.000 F) ; aussi on hésitait à prolonger l'association. On loua provisoirement l'usine à un raffineur de Paris (348), puis on décida de la vendre (349). Finalement, faute d'acquéreur, les membres du conseil de liquidation ont dû envisager d'en continuer l'exploitation. Le 4 juin, une assemblée générale extraordinaire ratifia à une faible majorité le projet d'apport de l'usine

à la société en commandite par actions F. Acher & Cie (350). La liquidation recevait 1.200 actions et le capital de 1 M devait être complété par la souscription en numéraire de 800 titres. La société fut définitivement constituée en septembre 1886 (351).

Le nouveau gérant Frédéric Acher avait l'expérience du métier, une solide culture scientifique (352) et beaucoup d'optimisme pour se lancer avec un aussi faible capital dans l'aventure du raffinage. Certes, depuis 1886, l'usine avait subi des transformations. On avait remplacé les 4 générateurs usagés par 6 appareils neufs, installé une scierie et construit des magasins. Tout le matériel, d'après Acher, était en bon état de service (353) et des opinions autorisées avaient encouragé ses espoirs. "La situation de la raffinerie lui assure ... des avantages considérables, l'égalité de prix pour l'achat du sucre indigène, une différence de 1 F par 100 kg pour l'achat des sucres exotiques, la même différence pour la vente des sucres raffinés dans le rayon et sur presque toutes les côtes de France, enfin une économie importante sur le coût du charbon", écrivait un journal spécialisé (354).

En 1895, au moment où on discutait de la prolongation de la société, F. Acher a présenté un bilan financier de sa gestion (355).

Tableau remis aux actionnaires

Exercices (au 30/6)	Amortissement	Intérêt et dividende		
		Total	par action	rendement
1887	25.000 F	50.000 F	25 F	5 %
1888	25.000 F	30.000 F	15 F	3 %
1889	25.000 F	65.000 F	32,50 F	6,5 %
1890	25.000 F	95.000 F	47,50 F	9,5 %
1891	25.000 F	50.000 F	25 F	5 %
1892	néant	néant	néant	néant
1893	25.000 F	30.000 F	15 F	3 %
1894	25.000 F	35.000 F	17,50 F	3,5 %
1895	25.000 F	50.000 F	25 F	5 %

Ces bénéfices qu'il qualifie d'"honorables" apparaissent toutefois assez médiocres, même si l'on tient compte des investissements amortis sur prix de revient (qu'il signale sans chiffrer leur importance), des sommes versées au gérant et au fonds de réserve. Un membre du conseil de surveillance a réclamé la dissolution de l'affaire et un autre a demandé la formation d'une société anonyme. Au premier, il a répondu que la situation était satisfaisante "et qu'on a bien le droit d'espérer

pour l'avenir de bons résultats" et au second que la forme anonyme est dangereuse.

A la Chambre de commerce du Havre on se faisait moins d'illusions et l'on dénonçait la concurrence de la raffinerie parisienne qui jouissait "en fait d'un monopole" et qui "grâce à sa puissance" était parvenue "à amoindrir peu à peu la raffinerie des ports, à la tenir en quelque sorte en échec" (356). Attaqué en Normandie, F. Acher écoulait en Bretagne des raffinés à 2 ou 3 F en-dessous du cours de Paris et cette politique systématique d'avilissement des prix causait une grosse gêne à Nantes (357) mais sa société fut prorogée par 102 voix (1.170 actions) contre 20.

Pour le transport du sucre brut la Cie du Nord traitait Acher comme les Parisiens. Par contre celle de l'Ouest lui appliquait sur les 84 km qui séparent Clères du Havre un tarif très élevé. Les frais par tonne au kilomètre atteignaient 2,25 F sur le réseau du Nord et 5,952 F sur celui de l'Ouest. Acher, par l'intermédiaire de la Chambre de commerce du Havre, avait bien demandé à être placé sur un pied d'égalité avec la raffinerie parisienne (358), mais les négociations ont traîné et les 3 F accordés par la Cie de l'Ouest ne lui ont pas donné satisfaction (359).

Mais plus graves pour lui furent les conséquences de la loi d'avril 1897 qui accordait une détaxe de distance au sucre indigène expédié à Nantes, Bordeaux et Marseille. En effet les sucres du Havre expédiés par bateau et vendus de Brest à Bayonne laissaient un gain substantiel, de même par chemin de fer grâce aux tarifs réduits de la Cie de l'Ouest. Acher livrait à bas prix des produits à Angers, Niort, Cholet et Vannes "villes où nous avons nos meilleurs débouchés", constatait le directeur de Chantenay (360).

Exclu du bénéfice de la loi de 1897 sous prétexte que Le Havre n'importait plus de sucre étranger et parce que d'importantes sucreries se trouvaient à proximité, Acher ne pouvait cependant pas se passer du sucre du Nord. En 1896, les 3 sucreries de la Seine-Inférieure, Auffay, Pointot, Bosc-le-Hard, et celle d'Etrepagny dans l'Eure, ne lui avaient fourni que 12.000 qx de sucre alors qu'il en avait travaillé 78.000, soit à peine le 1/6 de sa fonte. Paris, lui, en avait vendu 12.000 et le Nord 52.000. Cela tenait au fait que ces sucreries ne fabriquaient que du sucre blanc tandis qu'Acher avait surtout besoin de sucre roux. De Dunkerque au Havre, le fret d'une tonne de sucre se montait à 10-11 F. De Dunkerque à Nantes, il fallait compter 12,50 F. Avec la détaxe de distance (2 F par 100 kg) le prix du sucre indigène était à peu près le même dans les deux ports (361) ; Acher allait donc perdre l'avantage d'une matière

première bon marché ; en Bretagne et en Basse-Normandie on offrait maintenant des raffinés nantais valant 1 F de moins que les siens (362).

La position de la raffinerie Acher s'est rapidement détériorée. En mai 1897, les ventes à la consommation n'ont pas dépassé 230.000 kg alors que le Syndicat permettait une fonte mensuelle de 700.000 kg (363). Aux abois, Acher sortit enfin de son isolement. Il invita P. Hebert au Havre (364) et lui soumit un projet de réorganisation de sa raffinerie. Un moment hésitants, les dirigeants de Chantenay repoussèrent finalement l'offre (365). L'affaire fut alors dissoute en février 1898 (366) et l'usine acquise par la Société Henri Say en juin (367). Elle fut immédiatement démantelée.

Au Havre on avait peu à peu renoncé au travail du sucre de canne pour mieux soutenir la lutte contre Paris (368). Les résultats ont été catastrophiques, il est vrai, qu'on n'y avait guère le goût de l'innovation. Non seulement il y a eu peu de brevets déposés (369), mais l'outillage des usines n'a guère été modifié depuis le Second Empire. Les cahiers d'enchères et les adjudications en font foi.

Dans ce déclin ce qui frappe surtout c'est l'individualisme du patronat normand, son combat en ordre dispersé et son refus des ententes et des fusions. La tentative de rapprochement avec Chantenay esquissée en 1897 par F. Acher fut unique en son genre et encore il s'agissait d'un expédient.

4 - Le dépérissement des raffineries de Bordeaux (1864-1894)

A Bordeaux le raffinage du sucre a connu bien des difficultés jusqu'en 1894. Grosso modo la production a diminué de moitié depuis les années 1860.

Le raffinage du sucre de 1864 à 1894

Les raffineurs de Bordeaux écrasés jusqu'en 1864 par la concurrence du Havre et principalement de Nantes (370) ont bien résisté à la crise et les acquittements de 1865 à 1867 ont dépassé ceux de la période 1852/1863 (cf chapitre III). En effet grâce à la cessation du travail de quelques grandes usines dans les autres ports, ils ont pu reprendre d'anciens débouchés (371). En 1866 les 10 raffineries en activité arrivèrent même

à livrer des sucres dans le Midi à cause du chômage des établissements marseillais (372).

Cependant la crise va faire disparaître 7 fabriques sur 13 tandis qu'une concentration de la production s'opérait au profit de F. David qui employait - en dehors des pileries - le tiers de la main-d'oeuvre (373). Toutefois on reconnaissait à Bordeaux que les raffineries n'étaient pas assez puissamment organisées pour reconquérir la clientèle importante conservée par les concurrents dans le Sud-Ouest et que le progrès des ventes n'était dû qu'"à la rareté des expéditions des raffineurs du Nord" (374). Il y avait pourtant une place à prendre puisqu'à la fin de 1865, un exportateur déplorait de ne plus pouvoir répondre aux ordres par suite de la carence des raffineries locales. Nantes et Le Havre ne lui envoyaient plus assez de marchandises, et, bien que Paris lui en offrit, le coût du transport en rendait l'achat aléatoire à cause du tarif privilégié dont jouissait Nantes (cf chapitre IV).

Jusqu'en 1886 les raffineurs n'ont pas retrouvé leur niveau de fonte de 1863 (cf graphique n° 2). Le palier que l'on observe jusqu'en 1875 s'explique par la pression de Nantes et du Havre. C'est un leit-motiv qui revient constamment dans les rapports de la Chambre de commerce. Ainsi les négociants de Terrasson achetaient des raffinés à Nantes car le transport d'une tonne de sucre leur coûtait 32,85 F pour 614 km tandis qu'à partir de Bordeaux ils payaient 28 F pour 172 km. La Cie d'Orléans annihilait l'avantage que les raffineurs bordelais auraient dû détenir pour approvisionner les localités de leur rayon (375). D'ailleurs à une demande de renseignements sur les résultats financiers du raffinage du sucre en 1873, 1874 et 1875, Baour répondit : "Les raffineurs de Bordeaux passent pour n'avoir pas gagné pendant les années que vous citez. Il a pu y avoir telle spéculation à l'achat qui a réussi à tel ou tel industriel, mais en moyenne, comme raffineries, on ne croit pas qu'elles aient gagné", (376).

Il faut lier la reprise d'activité des années 1875/1880 aux difficultés du raffinage du sucre au Havre et à Nantes. De même, à partir de 1885 les conséquences de la faillite d'E. Etienne et L. Cezard se sont fait sentir et jusqu'en 1889 les acquittements traduisent une certaine reprise (cf chapitre III), mais une série de sinistres stoppa ce développement. Le 17 septembre 1889 un incendie dévastait la raffinerie Boutin (377) qui cessa définitivement sa fonte. Le 3 décembre 1891 l'établissement de Bazille et Michelot flambait à son tour (378) et le 6 janvier 1894 le feu détruisait encore la raffinerie Abribat (379).

Il est certain aussi que les Bordelais ont joué la carte de la qualité et que les années maxima de fonte ont coïncidé avec une forte exportation (cf tableau 8). Jusqu'en 1876, le sucre étranger a occupé la première place dans l'approvisionnement (380) ; dédaignant les basses nuances, la raffinerie n'achetait que les plus élevées et un établissement (on ignore lequel) ne travaillait que les sucres "d'usine" les plus beaux (381). En 1877, le sucre colonial l'a de nouveau emporté. La solide position occupée par le négoce bordelais aux Antilles à la fin du XIX^e siècle se dessinait déjà.

Sous l'impulsion d'A.D. Bordes, Bordeaux expédiait à Valparaiso des sucres achetés sur place, à Nantes et même à Paris (382). Il y transporta 10.000 barils de 92 kg en 1870 et 12.000 en 1871. En 1872, Bordes suspendit ses envois à cause de la hausse, mais pendant la campagne 1873-1874, il effectua de gros achats à Nantes, tout en traitant avec Sauvage et Bazille et, en mars 1875, il s'adressa à Atribat. En 10 mois et demi, il exporta 19.850 barils de sucre. La baisse du fret amena, pendant quelques années, le déclin de ce trafic avec le Chili, mais celui-ci redevint rémunérateur en 1883, la guerre civile du Pérou privant alors la raffinerie locale de sucre brut (383). Bordes conclut un contrat avec les raffineurs bordelais pour la totalité des sucres à expédier par voiliers à Valparaiso. En 1883, il y expédia 18 navires et 12 en 1884. Ce renouveau fut éphémère et il ne restait plus aux Bordelais qu'un débouché privilégié : l'Afrique Noire, qui absorbait encore peu de raffinés (384).

Les entreprises

En 1870, la faillite de Félix Atribat, déclarée le 27 septembre (385) avait créé des conditions favorables à la concentration. Tout semblait favoriser F. David (386) mais en 1874 il cédait son affaire à MM. Léopold Sauvage et Ernest Bazille, tandis que la raffinerie Garnier cessait son activité le 1^{er} juin 1876 (387) ; quant à la maison Joanne, elle ferma ses portes en janvier 1883 (388). Bordeaux ne conservait plus alors que trois fabriques.

La plus importante raffinerie était celle d'Alfred Atribat et de Nelson Bouquié. Elle employait en moyenne 100 à 110 ouvriers (Bazille et Michelot en avaient 90 et Boutin 50). Vers 1840, la maison Atribat exploitait une raffinerie, pilait des sucres, tout en s'occupant de la vente et de l'achat des marchandises de la place (sucres, huiles de graines, poissons salés, etc...) et même de transit et de commission. En 1846, Atribat père et son gendre, Hippolyte Ducot, séparèrent à l'amiable leurs intérêts.

Le premier conserva la raffinerie et l'expédition des pains (389) ; le second resta à la tête de toutes les activités commerciales (y compris les sucres pilés) (390). En 1857, Chevalier et Alfred Abribat prirent la suite de l'affaire de raffinage. C'était une société de fait, où H. Ducot, Sully Abribat (représentant de commerce), Nelson Bouquié (commis-négociant) entrèrent ensuite. Dissoute après le décès de H. Ducot, cette société n'en continua pas moins d'exister jusqu'en 1870 et même jusqu'en 1872, année où une nouvelle association fut formée entre MM. Chevalier, Alfred et Sully Abribat et Nelson Bouquié (391). Par suite de la mort de Ch. Abribat en 1879 (392) la raison sociale devint A. Abribat et N. Bouquié (393).

Ce qui étonne, c'est le peu d'empressement des intéressés à définir un cadre juridique rigoureux pour leurs activités. En effet, l'association Abribat frères fut dissoute en 1865, mais elle se perpétua pendant 7 années sans existence légale. Par la force des choses, les liens de famille et d'amitié suffisaient à donner à l'entreprise sa personnalité. Après le décès de N. Bouquié en novembre 1891, la Société Abribat et Bouquié avait été prorogée entre Alfred Abribat et Marie Bouquié (épouse Klecker) et deux commanditaires (394). En 1892, une société en nom collectif à l'égard de Daniel Abribat et d'Emile Klecker et en commandite simple pour les autres parties avait pris la suite de l'affaire (395). Son capital primitif de 600.000 F fut ramené à 420.000 F (396). A partir du 1er janvier 1894, deux employés de la raffinerie, Joseph Bordes et Théophile Cordes avaient remplacé E. Klecker dans l'association (397). Les structures de la société n'avaient donc pas évolué et les bases financières restaient bien modestes.

En 1876, Ernest Bazille et Emile Michelot ont deux sociétés : la première au capital de 8.000 F (entre Bazille et Michelot) n'avait pas d'objet précis (398). La seconde avait pour but l'exploitation de l'ancienne raffinerie David. Le fonds social atteignait 1.200.000 F (399). La part de Bazille et Michelot correspondait à leur mise dans la première (en rectifiant les chiffres), mais il faut se demander si ces 800.000 F ont été vraiment versés. En effet, lors du décès d'E. Michelot, survenu en 1879, sa fortune a été estimée à 223.481 F, montant discutable, car, quelques mois avant sa mort, il avait liquidé ses biens immobiliers ; de plus, dans l'inventaire, aucune somme ne figure dans un compte "raffinerie" (400). Bien entendu, la mise a pu être effective ; dans ce cas, Bazille et Michelot auraient subi depuis 1876 de grosses pertes, ce qui n'est pas exclu. Fait nouveau à Bordeaux, on doit noter la participation

directe de la Banque Piganeau à l'affaire.

Malade, J. Bazille s'était retiré en octobre 1889, laissant à J.B. Michelot, Marc Lannelongue et Joachim Thébeaux la direction de l'exploitation de l'ancienne maison David. Le capital de la nouvelle association se montait à 1.000.000 F (401).

Presque toute la fortune de Bazille (270.210 F) était engagée dans la raffinerie. Outre sa part de commandite, il avait aussi avancé des fonds à Thébeaux et Lannelongue (402). De même, la masse de la succession non liquidée d'E. Michelot équivalait à la mise de Mme Vve Michelot. Ainsi l'affaire se maintenait grâce aux sacrifices consentis par Bazille et les Michelot. La disparition de J.B. Michelot en janvier 1892 n'empêcha pas la société d'aller jusqu'à son terme et, en 1895, elle fut prorogée sous la raison sociale Lannelongue, Thébeaux & Cie, avec un capital ramené à 900.000 F (403). La structure de la société n'avait pas été modifiée mais la Banque Piganeau avait réduit sa participation et c'était à titre personnel qu'un de ses associés s'intéressait à la commandite.

A Bordeaux, le cadre fermé des affaires - l'outillage ancien des fabriques, accentuaient l'archaïsme d'une industrie sur laquelle s'était brisé toutes les tentatives de lancement d'une grande entreprise.

Les occasions manquées

Au début de 1864, Auguste Assier, malgré son échec de 1859, avait tenté de monter une usine pouvant fondre 15 à 20.000 tonnes de sucre brut. Il avait pris conscience du lourd handicap qui découlait d'une localisation datant du milieu du 18^e siècle. A cette époque, établies parallèlement au fleuve, les raffineries avaient longtemps profité de leur situation, mais, avec l'élargissement des quais, de nouvelles constructions les en avaient séparées. Mais surtout elles s'étaient laissées surprendre par l'urbanisation et elles étaient entourées de tous côtés par des maisons de grande valeur. Pour s'agrandir, les chefs d'entreprise ont bien acheté quelques-uns de ces bâtiments, mais rarement à proximité de leurs installations, aussi les raffineries "n'ont pu être transformées en usine à vapeur que dans des conditions défectueuses" (404).

Assier désirait établir son établissement à La Bastide, sur un terrain de 20.000 m² situé du bon côté du fleuve, là où le chenal existe et dans une zone bien desservie par la ligne d'Orléans. Pour construire l'usine et démarrer, il lui fallait au moins 3,2 M et il pensait réunir cette somme avec le négoce de Bordeaux. Pour le convaincre, il a cherché

à répondre à la principale objection qu'on pouvait lui faire : celle des futurs débouchés de la société. En effet, les raffineurs de Bordeaux n'écoulaient pas toujours les 15 à 18.000 tonnes de raffinés qu'ils produisaient ; que deviendraient alors les 15 à 20.000 tonnes supplémentaires ? A. Assier affirmait bien que la nouvelle raffinerie travaillerait surtout pour l'exportation, que les quantités livrées à la consommation n'égalleraient pas celles que vendaient alors Nantes et Le Havre dans le rayon de Bordeaux, qu'elle ne nuirait qu'aux entreprises de ces deux villes, enfin qu'elle redonnerait vie au marché des sucres de la place menacé par la disparition des consignations.

On peut se demander si Assier croyait lui-même à ces promesses purement tactiques. Il lui était, il est vrai, difficile de dire que la création de sa raffinerie signifiait la mort de toutes les autres. Au cours d'une réunion de négociants, Assier présenta son projet - en concurrence d'ailleurs avec celui du banquier Ch. Robin qui hésitait alors entre Nantes et Bordeaux, et qui finalement a choisi de soutenir les Raffineries Nantaises (405). Invités en juillet 1864, à souscrire pour 3,5 M d'actions de la Raffinerie Bordelaise (406), les négociants et les capitalistes de la ville se dérochèrent, et Assier dut rembourser les sommes versées. Le fait qu'il n'était pas raffineur de métier a contribué, semble-t-il, à l'échec de sa tentative.

Cependant, en juin 1865, six maisons de commerce et de banque, celles de MM. Bayssac et Gautier, A. Cabrol, Faure frères, Lamaud-Cortès & Cie, Piganeau et Fils, Sensine et Chalès, reprirent son projet (407). Toutefois, c'est à Paris que l'idée de cette nouvelle affaire fut conçue. H. Cassard, le directeur de la raffinerie Périer (en cours d'expropriation) avait entendu parler du terrain de La Bastide et des espoirs déçus d'Assier. Assuré de l'appui financier de MM. Périer frères, de l'aide du Sous-Comptoir du Commerce et de l'Industrie, il a fait des ouvertures aux maisons citées plus haut, et le 15 juin 1865, Lucien Faure, au cours d'une réunion tenue à la Bourse du Commerce, défendit le projet d'une S.A.R.L. au capital de 4 M pour l'exploitation d'une grande raffinerie de sucre à Bordeaux. Il parla d'abord du terrain de La Bastide, du rôle du Sous-Comptoir intéressé aussi dans des magasins généraux proches du futur établissement. Il n'oublia pas les bonnes dispositions des Périer qui avaient promis de céder leur matériel dans les meilleures conditions possibles, les relations de Cassard avec la Suisse, mais il insista particulièrement sur les conditions mises par le groupe parisien à sa participation : celui-ci avait demandé que Bordeaux souscrive 50 % du capital de la société.

L. Faure essaya alors de convaincre les négociants de sortir enfin de leur réserve. Il évoqua aussi la nécessité d'un "élan civique" tout en soulignant l'abondance d'argent sur la place, les profits rapides à espérer, le souci de Cassard de respecter les situations acquises par les autres raffineurs. Malgré le poids de sa personnalité, son appel ne fut pas entendu ; une fois de plus Bordeaux refusa la grande entreprise et il a fallu attendre 1893 pour que l'on reparle d'une grande raffinerie.

Le négoce importait alors chaque année environ 30.000 tonnes de sucre des Antilles et 10.000 tonnes de La Réunion, en partie expédiées directement ou réexpédiées à Nantes, Le Havre ou Marseille, l'industrie locale étant incapable d'absorber tous ces produits (408). Ainsi les maisons de Bordeaux fournissaient à Chantenay la moitié de sa matière première. L'installation d'une nouvelle raffinerie ne posait donc pas de problèmes d'approvisionnement. Enfin, il existait aussi des débouchés potentiels à conquérir car le Sud-Ouest consommait alors plus de sucre que n'en vendait Bordeaux et depuis 1889 Paris avait obtenu de la Cie d'Orléans un tarif très favorable pour exporter des sucres en Amérique du Sud par Bordeaux. En effet, le prix du transport était passé de 26 à 18 F la tonne (409).

L'initiative est venue de la maison Maurel et Prom qui exerçait ses activités en Afrique Occidentale. Les Maurel et Prom voulaient transformer leur distillerie de mélasse de Queyries en raffinerie. Disposant près de la Garonne d'un terrain de 11 hectares, ils avaient l'intention d'y monter un établissement pouvant fondre 20.000 tonnes de sucre brut, mais qui n'en travaillerait que 15.000, du fait des conditions imposées par le syndicat des Raffineurs (il y avait donc eu des négociations). Les experts de Fives-Lille estimaient le coût des travaux à 1.735.000 F. Des pourparlers avaient été engagés pour acquérir les brevets Steffen et on prévoyait l'utilisation de turbines Adant. Pour traiter la mélasse, on avait retenu le procédé Mathey et Scheibler. On escomptait, avec 6 F de frais de fabrication par 100 kg, 3,03 F de bénéfice brut, soit, pour 15.000 tonnes, 451.000 F (dont il fallait déduire 200.000 F pour l'intérêt et l'amortissement) ; le rendement était donc de 10,06 %. Avec le procédé Steffen, le gain brut attendu était de 5,03 F (d'où 750.000 F et 504.000 F de profit net). La rentabilité ressortait alors à 20,16 %. Ces calculs semblent bien optimistes car le coût de l'installation du procédé Steffen n'était pas précisé.

Les Maurel et Prom avaient fixé leur capital de départ à 2,5 M. Ont-ils hésité à s'engager à fond, ou se sont-ils heurté comme beaucoup

d'autres à l'indifférence des Bordelais pour les affaires industrielles ? Cela est possible, mais rien ne permet de l'affirmer. Finalement, leur projet n'a pas abouti, malgré les débouchés qui s'offraient en Afrique Noire où leur maison exportait beaucoup de sucre raffiné (410). Il est certain aussi que la conjoncture n'était pas favorable. La hausse qui s'est fait sentir à partir d'avril 1893 et qui a porté le n° 3 à 54 F en juin, donnait à réfléchir comme la baisse brutale de l'été qui a suivi. De plus, un autre fait a pu contribuer à leur abstention. Fin 1891, le syndicat des Raffineurs éclatait, tandis qu'en 1893, il s'était ressoudé. Une nouvelle raffinerie ne pouvait alors s'imposer sur le marché qu'en luttant contre lui. Une telle guerre risquait d'être coûteuse et pleine d'aléas pour une entreprise qui démarrait. La prudence bordelaise ne pouvait choisir cette voie dangereuse surtout au moment où l'innovation remettait en question le monopole des grandes raffineries (cf chapitre IV).

Bordeaux n'a pas connu les désastres qui ont frappé le raffinage du sucre dans les autres ports. Toutefois ses raffineurs n'ont pas pu profiter de l'effacement de Nantes et du Havre pour s'imposer dans les limites d'un rayon qu'une grande raffinerie aurait pu avantageusement exploiter. Ni la matière première, ni les débouchés ne faisaient défaut. Une seule chose a manqué : les hommes et leur volonté d'entreprendre.

X

X

X

Pour le raffinage du sucre des ports la crise de 1864 n'a pas été une crise comme les autres. Certes, comme en 1848 et 1857 il y a eu une forte augmentation des prix du sucre en 1863 et au début de 1864 - comme en 1848 et en 1858 la fonte des raffineurs a diminué en 1864 et 1865. Toutefois en 1857 la hausse du brut a atteint 20 % de janvier à juin et ensuite la baisse a été de 30 % jusqu'en décembre alors qu'en 1863 la hausse à peine sensible en août s'est brutalement accélérée en septembre et en décembre le sucre avait monté de 66 % - par contre la baisse qui a suivi fut très lente : 27 % pour l'année 1864 (cf graphique n° 11).

Ces fluctuations ont coïncidé avec l'arrivée dans les ports des derniers sucres des Antilles et avec ceux de l'Océan Indien. Les raffineurs se sont donc approvisionnés à un trop haut prix et avec la baisse du raffiné ils n'ont pas pu vendre leurs produits avec bénéfice. En 1857 ils avaient beaucoup contribué à provoquer la hausse - en 1863 ils l'ont

subie. La spéculation accapara le disponible et l'industrie, partout, se trouva démunie (411). Les détenteurs du stock poussaient très rapidement les prix. Ils n'avaient qu'à offrir des lots sur le marché et à les racheter plus cher (412), car partout la campagne s'annonçait mauvaise. Pour le sucre indigène on attendait un déficit de 20.000 tonnes (413). A La Réunion on ne se pressait pas de fabriquer le sucre car la récolte de canne était médiocre à cause du borer (414). De Maurice, les expéditions vers la France cessèrent dès décembre (415). Enfin pour les Antilles, la demande américaine à Londres amena un raffermissement des cours (416). La hausse dépassa donc toutes les prévisions.

Les vendeurs étaient rares, mais les raffineurs n'achetaient plus et réduisaient leur fonte (417). Comme il leur fallait se procurer des fonds pour payer les obligations de douane, ils jetaient sur le marché des raffinés à 4 ou 5 F en-dessous de la cote, pour peser sur les prix du brut (418). Dès janvier 1864, la raffinerie parisienne porta un premier coup à la spéculation. A Nantes on demanda près de 100.000 pains à 142 F sans escompte (ils étaient cotés 146 à 148 F) (419). Les petits spéculateurs n'avaient pas de ressources suffisantes pour tenir la hausse (du fait des restrictions monétaires) et comme ils ne pouvaient plus vendre à livrer, ils cédèrent leurs lots en baisse (420). L'action concertée des raffineurs se précisa, et avec l'annonce d'une belle récolte de betteraves, la spéculation fut définitivement mise en échec en juillet. "La baguette magique du commerce a fait jaillir le sucre de tous les points du globe", constatait avec amertume J.B. Dureau (421).

A partir de 1866 la demande intérieure a repris mais l'exportation s'est ralentie (cf graphique n° 3). Le développement des ventes sur le marché anglais n'a pas compensé le recul des ports en Italie car les Hollandais grâce au bas prix du sucre de Java ont pu supporter la baisse rapide des pilés (422). Finalement la crise a surtout touché les raffineurs trop engagés dans l'exportation - ceux de Marseille, du Havre et N. Cezard à Nantes. A Marseille, en juillet 1866, il n'y avait plus qu'une seule usine en activité. A Nantes, les Raffineries Nantaises ont pris un mauvais départ. La raffinerie de Honfleur a fermé ses portes et au Havre on a colmaté tant bien que mal le capital entamé.

Le raffinage d'exportation avait été brisé au moment où il était devenu difficile d'opérer un transfert des ventes sur le marché intérieur. Déjà en 1860 A. Cezard insistait sur le fait que les raffineurs qui utilisaient des sucres coloniaux payaient plus cher leur matière première que ceux qui travaillaient du sucre de betterave (423). L'écart entre le

brut et le raffiné était donc plus faible pour les raffineurs des ports mais la prime contenue dans le drawback jouait en leur faveur. Or en 1864 l'admission temporaire a remplacé le drawback et cela a eu de graves conséquences dans les ports (cf chapitre I).

De plus, le 25 janvier 1860 Rouher a interdit les tarifs d'abonnement qui avaient permis à Nantes de placer des raffinés dans le Sud-Est de la France et cela explique les ventes publiques faites par N. Cezard (424).

Enfin, à partir du 8 juillet 1865 le gouvernement a réduit à 2 mois le délai pour la libération des obligations souscrites pour les sucres mis en admission temporaire. Pour produire autant qu'avant avec un crédit diminué de moitié les raffineurs devaient trouver d'autres ressources - soit de nouveaux associés, soit faire appel aux banques. Au Havre, à Nantes et à Bordeaux, il n'existait pas un réseau de banques capable de soutenir le raffinage du sucre. Cette mesure s'est donc traduite par une baisse d'activité des entreprises.

Toutefois, les difficultés rencontrées dans la fonte du sucre indigène ont atténué les effets de la concurrence parisienne et ce n'est qu'avec l'apparition massive sur le marché des poudres blanches et de sucres riches artificiellement colorés que la marge entre le brut et le raffiné s'est trouvée brutalement réduite (entre 1874/1878). Favorisés à leur tour par la législation, l'achat à l'analyse et le marché à terme, les raffineurs de Paris ont dominé ceux des ports qui ne disposaient pas comme eux d'une matière première abondante et relativement bon marché.

Le rayon de la capitale s'est agrandi et en même temps le débouché anglais est passé presque entièrement aux mains des Parisiens. A Nantes, le négoce n'était pas favorable à une stratégie orientée vers l'exportation craignant que cela n'entraîne l'importation des sucres allemands et autrichiens (425). Fait lourd de conséquences, Paris a bloqué l'accès des Hollandais sur le marché anglais. Ceux-ci ont alors cherché ailleurs des compensations (426) et, dès 1867, ils se sont emparés d'une partie des débouchés marseillais en Italie (427). Les raffineurs hollandais tiraient un avantage considérable du classement de leurs sucres et de l'aigreur des types dont se servait la douane de Marseille. A Amsterdam, un sucre de Java de type 16/17 était facilement compris dans les 15/14 au rendement de 80%, alors qu'en France, les n° 15 à 19 (le n° 15 était à peine égal au n° 13 de la série hollandais) (428) étaient classés au rendement de 94%. Dans les ports on a protesté avec vigueur (429) mais ce n'est qu'en 1870 après une ultime démarche de C. Clerc que le directeur

du commerce extérieur décida de prendre les types hollandais comme base de classement (430).

Tous les raffineurs se sont donc repliés sur le marché intérieur où la concurrence a contribué à l'écrasement des marges. Le Havre a succombé et Nantes sur la défensive n'a pas retrouvé sa fonte de 1863. La lutte est encore devenue plus vive à partir des années 1880 lorsque les raffineurs français ont été chassés du marché anglais par les sucres allemands et de la Méditerranée par les sucres autrichiens.

Le déclin des raffineries des ports est donc lié à la concurrence et à la rapide croissance de la raffinerie parisienne, mais il a sans doute été accéléré par une véritable crise de structure. Les sociétés familiales comme les sociétés en commandite par actions ou une société d'exploitation comme les Raffineries Nantaises (à partir de 1866) n'étaient plus à même de faire face à la mauvaise conjoncture.

Dans les firmes quand le pouvoir a été laissé au gérant comme à Marseille - le système n'a abouti qu'à la faillite (cas de Ch. Rostand et de Fl. Emsens) - lorsqu'il a été discuté comme au Havre soit chez Haëntjens ou chez Acher il a usé les entreprises. Les sociétés familiales se sont mieux défendues mais le partage des héritages, les retraits d'associés ou leur éviction ont soustrait au fonds social des capitaux qui ont fait défaut pour l'investissement (à Honfleur et chez Etienne à Nantes). Les sociétés en commandite par actions n'ont pas davantage réussi à accumuler les sommes nécessaires au développement des usines car les commanditaires ont eu tendance à se comporter comme des rentiers. L'individualisme d'un patronat qui conservait le souvenir des années prospères et qui souvent en avait été l'instrument a freiné les rapprochements nécessaires.

A Nantes l'échec de la S.A.R.L. des Raffineries Nantaises et des Cezard a coupé les raffineurs du négoce (jamais d'ailleurs, ils ne s'étaient bien compris) et la création de la S.A. des Raffineries E. Etienne et Cezard ne fut qu'un sursis pour des affaires qui n'étaient plus viables.

Tout s'est passé comme si au Havre, Nantes et Bordeaux, on n'avait pas compris ce que représentait la puissance et l'efficacité de la raffinerie parisienne. Il est vrai que l'aspect traditionnel des sociétés a peut-être masqué cette force. Isolés, les raffineurs sont tombés les uns après les autres - sauf à Bordeaux où l'éloignement leur a permis de survivre. Cette hécatombe s'est étalée sur une vingtaine d'années - ce qui prouve que la victoire de Paris n'était pas inévitable. Il y a eu la crise de 1864, des difficultés en 1870/1873. Ensuite un grave coup a été porté

aux raffineries des ports par la spéculation de 1876/1877 (à Nantes et au Havre) et la crise financière de 1882 a hâté la fin des grandes raffineries de Nantes tandis qu'à partir de 1884 le syndicat des raffineurs a soutenu l'activité des entreprises marginales comme la maison Acher et les petites fabriques de Bordeaux.

X

X

X

CHAPITRE VI

NOTES

- 1 - M.C.S. Ch. Rostand, PV C.S. 15/1/1864 et AG du 30/1/1864, Ch. Rostand devait verser 2,5 M comptant en numéraire et 2 M payables par dixième en 10 ans. Les Grandval devaient aussi recevoir 1 M en actions et ils avaient la possibilité de souscrire 2 M d'actions lors d'une prochaine augmentation de capital.
- 2 - Enquête de 1863, op. cit. pp. 21-30.
- 3 - Me Delanglade, 30/8/1864.
- 4 - M. Cr. Ch. Rostand, p. 11 et M.C.S. op. cit. AG 22/6/1864.
- 5 - Sémaphore, 5/4/1863, Bulletin financier ; ibid., 1/12/1863.
- 6 - M.C.S., Ch. Rostand, PV, C.S., 16/11/1863, Conque tout d'abord pour traiter 70.000 kg, sa capacité quotidienne a atteint, en mai 1864, 110 à 115.000 kg.
- 7 - Ibid., PV C.S., 11/6/1864 et AG, 22/6/1864.
- 8 - C.C. Marseille, S.I.C. 1862 sq.
- 9 - M.C.S., Ch. Rostand, PV C.S., 16/11/1863.
- 10 - Ibid., PV AG 22/6/1864.
- 11 - M. Cr. Ch. Rostand, p. 18 "La société commence, elle a à peine une année d'existence ; son capital est de 3 M, elle a immobilisé d'après le bilan 3.821.000 F et elle va cependant distribuer un bénéfice de 2.650.198 F, soit 86 %, soit presque son capital primitif entier".
- 12 - M. CS, Ch. Rostand, Ch. Rostand à E. Darier, 10/4/1864.
- 13 - Ibid., AG 22/6/1864.
- 14 - M. Cr. Ch. Rostand, p. 49, Souscriptions les plus importantes et titres remis après réduction :

Ch. Rostand	6.000	360	Darier de Ruffio & Cie	4.175	250
E. Darier	10.000	600	E. Théric	2.500	150
Banque Commerciale de Genève	18.340	1.100	Conseil de Surveillance	2.000	120
Gay-Rostand & Cie	8.325	500	M. Pichaud	1.675	100
Syndicat des agents de change	8.325	500	J. Hesse	3.000	180
H. Fitch	6.450	387	Hesse & Cie	5.000	300
- 15 - Le matériel de l'usine Grandval a été transféré chez Ch. Rostand.
- 16 - M. CS, Ch. Rostand, Me Aucler, 1/8/1864
- 17 - Ibid., PV CS, 2/7/1864, la société Rostand a hypothéqué ses deux usines en faveur du Crédit Agricole qui, en contre-partie, lui consentait un crédit de douane de 6 M.
- 18 - Ibid., PV CS, 2/7/1864.
- 19 - Ibid., PV CS, 25/10/1864.
- 20 - C.C. Marseille, S.C.I. 1864 et 1865.

- 21 - Méditerranée, CA, 19/9/1866.
- 22 - M. CS, Ch. Rostand, AG Banque Commerciale de Genève, 26/1/1865 ;
ibid., AG, 22/3/1866.
- 23 - Ibid., Ch. Rostand à L. Gay, 11/3/1865.
- 24 - Ibid., PV C.S., 15/4/1865.
- 25 - Phare de la Loire, 21/6/1865, lettre de Marseille 19/6/1865.
- 26 - M. CS, Ch. Rostand, AG 17/6/1865, Sa fonte avait atteint 44.000 tonnes.
- 27 - Ibid., PV C.S., 19/6/1865.
- 28 - Phare de la Loire, 22/6/1865, lettre de Marseille 20/6/1865.
- 29 - T.C. Marseille, Dossier faillite Rostand 392 R.
- 30 - M. CS, Ch. Rostand, p. 44.
- 31 - Ibid., p. 101.
- 32 - Ibid., PV C.S., 19/6/1865.
- 33 - AN F 12 6777, Dossier Crédit Industriel et Commercial.
- 34 - M. CS, Ch. Rostand, p. 39
- 35 - Ibid., pp. 38-39.
- 36 - Ibid., p. 40.
- 37 - Ibid., p. 34, La douane était créancière au 31 mai 1865 de 8.701.745 F au lieu des 5.846.597 F portés au bilan.
- 38 - Ibid., p. 149.
- 39 - Ibid., p. 155.
- 40 - J.M.C., Marseille (1867) "... il est notoire que, pendant la première année de son existence, la société Ch. Rostand & Cie a réalisé des bénéfices considérables à cause de l'augmentation des prix des sucres, quoique son capital fût absorbé par les frais de construction et d'installation de l'usine, et qu'elle ait marché avec son crédit", (audience du 31/8/1865).
- 41 - AN F 12 6777, op. cit.
- 42 - Sémaphore, 22/2/1864.
- 43 - Ibid., Bulletin financier hebdomadaire.
- 44 - Sémaphore, 20/9/1864, Sébastien Vidal se livrait à un commerce très étendu avec l'Espagne, l'Inde, La Réunion et les Antilles. Il présidait le conseil de surveillance. Après son décès en avril 1864, A. Roncayolo lui succéda.
- 45 - Sémaphore, 22/6/1865.
- 46 - Ibid., 21/3/1865.
- 47 - Ibid., 21/2/1866.
- 48 - Ibid., 6 et 13/9/1864, Elle fut cotée 425 F.
- 49 - Ibid., 13/12/1864.
- 50 - Ibid., 30/5/1865.
- 51 - Ibid., 8/8/1865.
- 52 - Ibid., 29/9/1865.

- 53 - Ibid., 27/12/1865.
- 54 - J.J.M.C., Marseille, 1872, p. 166 sq.
- 55 - AD B. du Rh., T.C. a.s.s.p., 11/11/1865.
- 56 - J.J.M.C. de Marseille, 1872, pp. 84 sq et pp. 166 sq.
- 57 - FM Marseille, Copie de la proposition autographiée remise à MM. les actionnaires de la raffinerie de sucre A. Lafon & Cie, 1868.
- 58 - TC Marseille, Dossier de la faillite Emsens 66 F.
- 59 - AN F 12 6777, op. cit.
- 60 - Phare de la Loire, 28/6/1865, lettre de Marseille, 26/6/1865.
- 61 - Ibid., lettres de Marseille, 27 et 29/7/1866.
- 62 - C.C. Nantes, S.C.I., 1864 - AD LA 1 M 2147.
- 63 - Au début de 1864, la raffinerie Etienne chôma 2 à 3 jours par semaine ; chez Massion-Rozier les ouvriers ne travaillaient plus que 8 heures par jour au lieu de 12, seule la candiserie Cossé-Duval fut épargnée. Cependant, la persistance de la mévente força les chefs d'entreprise à licencier une partie de leur personnel. En février les frères Etienne n'utilisaient plus que 150 ouvriers (au lieu de 350 à 400 en temps normal), toutefois à partir d'avril leur nombre oscilla autour de 300. Les Massion-Rozier n'ont débauché personne, par contre N. Cezard a dû renvoyer 250 ouvriers à Launay et la presque totalité du personnel des Récollets.
- 64 - Alphonse Cezard, Aux actionnaires de la Société du Commerce de France, 1866.
- 65 - A. Cezard, Lettre à J. Voruz, Nantes, 1862, 80 p.
- 66 - Nombreux actes chez Me Mongin, Me Bourcard à Nantes et chez Me Lallemand de Liocourt à Nancy.
- 67 - Me Grizolle, 27/4/1882, Testament de N. Cezard.
- 68 - Me Lallemand de Liocourt, Actes divers.
- 69 - La tradition familiale des Cezard attache autant d'importance aux dépenses de Malvina Petel qu'aux mauvaises affaires de Saint-Nazaire et de Java, pour expliquer la ruine de N. Cezard. D'après l'inventaire de Me Lallemand de Liocourt, 22-23-24/10/1862, elle lui laissait encore à payer 228.076 F de meubles, robes, bijoux, etc...
- 70 - Sur les affaires de Saint-Nazaire, D 10 V 3 AD, Seine, Faillite de la Société du Commerce de France, et AD L.A. A 251.
- 71 - Compagnie des Docks-Entrepôts de Saint-Nazaire-Nantes (Mémoire, 15/1/1860). - Examen de la question des Docks (15/1/1860).
- 72 - Phare de la Loire, 19/7/1864.
- 73 - Me Mongin, 16/7/1864, Statuts, Il était prévu un intérêt de 5 % sur les bénéfices, un prélèvement de 5 % pour le fonds de réserve, 5 % pour l'amortissement, 10 % pour l'administrateur délégué, 3 % pour son mandataire (L. Cezard). Le solde devait être distribué aux actionnaires.
- 74 - Me Mongin, 17/8/1864, Acte déclaratif de souscription, Les souscripteurs auraient dépassé le capital demandé (Moniteur Universel, 4/8/1864). Dans le conseil d'administration, on avait comme président N. Cezard, comme administrateur délégué A. Guillon et MM. J. Baillergeau, N. Vincent, E. Haëntjens, L. Avril, G. Couturier, Ch.

- Robin, E. Chabrier. Le Coat de Kerveguen et Pointel. N. Cezard avait souscrit 2.160 actions et son fils 360.
- 75 - Me Mongin, 13/8/1864.
 - 76 - Sémaphore, 12/12/1864.
 - 77 - Raffineries Nantaises, AG 15/3/1865.
 - 78 - Sémaphore, 22/12/1864.
 - 79 - Raffineries Nantaises, AG, 15/3/1866.
 - 80 - Me Grizolle, 7/6/1882, Dépôt des pièces de dissolution.
 - 81 - Me Bourcard, PV AG ext. du 12/10/1865, MM. Robin, Chabrier, Le Coat de Kerveguen et Couturier.
 - 82 - C.C. de Nantes, E.T. 1865.
 - 83 - Raffineries Nantaises, AG 12/10/1865.
 - 84 - AM Nantes F 2 n° 21, A. Guillon au maire de Nantes, 12/11/1865 ;
ibid., Paris, 24/11/1865.
 - 85 - Pap. H. Polo, Flornoy à H. Polo 24/3/1866.
 - 86 - Ibid., Copie d'une longue lettre envoyée par Cassard le 12/2/1870
à Félix de La Brosse, qui retraçait l'histoire de ces négociations.
 - 87 - C.C. Nantes, S.I.C. 1865.
 - 88 - Me Bourcart, 19/2/1866 ; Raffineries Nantaises, AG 15/3/1866.
 - 89 - GUILLET de La BROSSE, Les de La Brosse, 1958.
 - 90 - Raffineries Nantaises, AG, 15/3/1867.
 - 91 - Pap. H. Polo, Cassard à F. de La Brosse, 18/2/1870.
 - 92 - BN Série W, Raffineries Nantaises, Prospectus des 22/3, 2/4 et
12/4/1867.
 - 93 - Raffineries Nantaises, AG, 14/3/1868 et AG, 15/3/1869.
 - 94 - Pap. H. Polo, Cassard à H. Polo, Paris, 16/4/1869 et lettre de F. de
La Brosse du 12/2/1870.
 - 95 - Me Bourcart, PV AG, 16/10/1867.
 - 96 - Ibid., PV Non adjudication 30/11/1867.
 - 97 - Raffineries Nantaises, AG 15/3/1870.
 - 98 - Me Bourcard, 16/4/1869, Cahier des charges et PV de non-acquisition.
 - 99 - Me Grizolle, PV AG extraordinaire, 15/3/1870.
 - 100 - Me Grizolle, 21 et 23/4/1870, Traité avec MM. Levesque, Polo et Pel-
lerin, Procuration du conseil d'administration à MM. Levesque, Polo
et Pellerin. Les trois directeurs souscrivaient chacun 300 actions
à titre de garantie. En outre ils s'engageaient à verser 100.000 F
chacun dans les caisses - cela pour cinq ans, moyennant un intérêt
de 6 %. On mettait à leur disposition, sans loyer, les deux raffi-
neries. Ils avaient droit aux 3/10 des bénéfices, et les actionnai-
res aux 7/10, mais ceux-ci supportaient toutes les pertes.
 - 101 - Pap. H. Polo, Cassard à H. Polo, 12/2/1870.
 - 102 - Ibid., lettre du 16/4/1869.

- 103 - Ibid., Cassard à H. Polo, 23/2/1870, "L'affaire est aujourd'hui presque entièrement entre les mains de M. Levesque".
- 104 - Charles Pellerin était épicier en gros, quant à H. Polo il était resté pendant dix-huit ans marchand de draps et ce n'est qu'en 1860 qu'il devint armateur, mais, depuis 1856, il commandait une maison de négoce et de commission. (cf J. FLERAIN, Nantes et La Réunion au temps du Second Empire ... op. cit.).
- 105 - Raffineries Nantaises, AG, 21/3/1871 et 15/3/1872.
- 106 - Launay pour 1.975.052 F et les Récollets pour 943.875 F.
- 107 - Avance des directeurs au 31 décembre
- | | 1870 | 1871 | 1872 | 1873 |
|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Levesque | 626.147 F | 772.370 F | 694.612 F | 892.498 F |
| Polo | 134.395 | 238.154 | 105.569 | 182.706 |
| Pellerin | 104.426 | 223.893 | 166.348 | 94.594 |
- 108 - Raffineries Nantaises, AG, 15/3/1873 et AG, 14/3/1874.
- 109 - Me Grizolle, Procuration à L. Levesque et H. Polo pour gérer la société. Chacun d'eux s'engageait à laisser au moins 150.000 F dans les caisses.
- 110 - Raffineries Nantaises, AG, 15/5/1875.
- 111 - Pap. H. Polo, S. Loiret à H. Polo, 10/3/1874.
- 112 - Ibid., S. Loiret à H. Polo, 29/9/1874.
- 113 - Me Grizolle, 30/10/1874, PV AG extraord. Me Grizolle, 13/11/1874, Traité d'exploitation avec MM. de La Brosse.- Me Grizolle, 30/12/1874 Procuration à MM. de La Brosse.- Les de La Brosse reprenaient, à partir du 1er janvier 1875, la direction des Raffineries Nantaises. On leur donna l'usine sans loyer et ils devaient constituer un fonds de roulement de 500.000 F. Ils avaient droit aux 3/10 des bénéfices. Les pertes étaient supportées par les actionnaires qui pouvaient demander la mise en liquidation de la société si elles atteignaient 300.000 F.
- 114 - Raffineries Nantaises, AG, 15/4/1876.
- 115 - Ibid., AG, 15/3/1877.
- 116 - Ibid., AG, 15/3/1878.
- 117 - Avances de MM. de La Brosse
- | | 1875 | 1876 | 1877 |
|--|-----------|-------------|-------------|
| | 713.706 F | 1.047.833 F | 1.190.403 F |
- 118 - Me Grizolle, 30/10/1878, PV AG extraord., 20/9/1878, H. Polo à J. Polo 30/9/1878.
- 119 - Ibid., 3/12/1878, Cahier des charges. Elle fut adjugée pour 250.000 F à la société L. Levesque et fils (Me Grizolle, 10/12/1876), mais celle-ci a déclaré command au profit de la société H. Polo et Cie (Me Grizolle, 11/12/1878).
- 120 - Me Grizolle, 7/6/1882. Dépôt des pièces de la dissolution, AG, 2/5/1882, En 1878 les de La Brosse avaient perdu 714.649 F.
- 121 - AM Nantes, F 2 n° 21, C.C. Nantes, 11/11/1865.
- 122 - Me Allégret, 7/10/1866, Elle fut payée 85.000 F dont 10.000 F comptant. Le solde devait être versé en trois annuités à partir du 1er janvier 1867.

- 123 - Me Grizolle, 1880, Dossier de fusion Etienne et Cezard, lettre de Bocquet à L. Cezard, 11/1/1866 : "Accordez-nous 300 F par mois et fixez vous-même l'intérêt que vous croyez suffisant pour vous attirer complètement des personnes avec lesquelles vous avez vécu et que vous connaissez. Nous vous le répétons, M. Devin se charge de conduire l'appareil à cuire et de tout le travail du raffinage, fonte, filtration, greniers, et de mon côté, mon concours vous est assuré pour la comptabilité tant industrielle que commerciale".
- 124 - Ibid., Etat et inventaire du mobilier industriel, 26/3/1868.
- 125 - BARDOT, Rapport annuel sur le mouvement maritime et commercial de Nantes et de ses avant-ports, 1866, p. 37.
- 126 - AD L.A. 1 M 2128, et Rapport du syndic de la faillite des anciennes raffineries Etienne et Cezard, 1884.
- 127 - AD Seine, D 10 V 3 6482, Dossier de la faillite de la Société du Commerce de France.
- 128 - Me Potier de la Berthellière, 24/2/1865, La société des Crédits Généraux de Saint-Nazaire était une S.A.R.L. au capital de 6 M.
- 129 - Me Potier de la Berthellière, PV AG 19/5/1865 et AG 20/10/1865.
- 130 - Mis hors de cause par un jugement du tribunal civil de la Seine du 16/7/1869, il fut, sur appel du syndic, déclaré responsable (à partir du 19/5/1865, date de son élection à la présidence "honoraire" du conseil). Une transaction intervint avec le syndic en 1879.
- 131 - Me Bourcard, 25/2/1868, A. Cezard disposait d'un délai de 2 ans pour compléter sa mise. Il ne pouvait, ainsi que son frère, prélever plus de 500 F par mois sur les bénéfices. Le surplus était accumulé pour augmenter le fonds de roulement. L. Cezard se chargeait de la direction industrielle et commerciale et touchait pour cela 12.000 F par an.
- 132 - Me Grizolle, Dossier de fusion Etienne et Cezard, Copie d'une lettre adressée à la douane le 26/2/1868.
- 133 - Me Bourcard, 29/7 et 6/8/1869. A. Cezard a prêté 105.000 F à Mme Cezard (Me Bourcard, 9/11/1869).
- 134 - Me Bourcard, 26/3/1868, Dépôt d'un bail du 23/3/1868, En fait l'essentiel de l'arrangement est contenu dans un bail daté, lui aussi, du 23/3/1868, mais non enregistré (Me Grizolle, Dossier de fusion Etienne et Cezard). Il s'agit d'un véritable traité qui limite étroitement l'action de L. Cezard. L. Cezard avait droit à une indemnité de 1.000 F par mois. Le contre-maître Nicolas conservait une participation aux bénéfices de 10 %, celle de Devin et de Sarrazin, le chef des greniers, était de 1 %. On avait prévu 15.000 F par an pour l'amortissement. Un prélèvement de 20 % sur les bénéfices devait servir à constituer un fonds de réserve de 300.000 F. Enfin, le solde du profit devait être partagé également entre A. et L. Cezard.
- 135 - Me Bourcard, 28/5/1868.
- 136 - Me Bourcard, 16/1/1869. Dépôt d'acte modificatif de bail.
- 137 - Me Grizolle, 14/5/1877, L. Cezard s'était réservé le droit de reprendre entièrement l'entreprise.
- 138 - Pap. Eudel, Larrey à Eudel, 24/11/1876. "L. Cezard est, vous savez, une cinquième roue à une charrette".

- 139 - Me Grizolle, 17-18/9/1872, Payé 103.820 F, l'achat ne fut définitivement soldé qu'en 1874.
- 140 - Ibid., 30/7/1878, Il s'agit d'un emprunt de 60.000 F à 5 %.
- 141 - Pap. Eudel, Larrey à Eudel, 7/6/1877.
- 142 - Me Grizolle, Dossier de fusion Etienne et Cezard, Désignation des appareils pour le système Langen. Chantenay, Dossier Langen, Traité entre A. Cezard et E. Langen, raffineur de sucre à Cologne, 15/3/1878, E. Langen avait le droit de visiter tous les six mois, et pendant quatre jours, la partie de l'usine où l'on mettait en oeuvre son procédé. Il avait aussi accès aux livres de fabrication. Il devait mettre gratuitement à la disposition d'A. Cezard tous les perfectionnements dont il dotait ses turbines.
- 143 - Me Gautron, 30/1/1867.
- 144 - Ibid., 1/8/1865. Inventaire de la communauté de M. et Mme G. Massion. Lors de la signature du contrat de mariage, G. Massion n'avait que 24.000 F en compte dans la société Massion-Rozier (Me Ducloux, Paris, 22/5/1862).
- 145 - J.F.S., 29/4/1885.
- 146 - AD LA 1 M 2124.
- 147 - Me Poisson, Inventaire après le décès de Félicité Rozier, annexé à l'acte du 28-29/9/1884.
- 148 - Journaux locaux.
- 149 - Pap. Eudel, Larrey à Eudel (s.d.) : "C'est une perte pour Nantes, car il est probable que, dans les circonstances actuelles, Massion fils et Lagane hésiteront à réédifier cette usine ...".
- 150 - Me Poisson, 28-29/9/1884, Liquidation-partage de la communauté Eugène-Charles Massion-Rozier.
- 151 - Me Sébilleau, 7/3/1889. Etat liquidatif ordonné par le tribunal civil de Nantes, le 15/8/1888, des valeurs de la communauté Rougier-Lagane-Chabosseau.
- 152 - Pap. H. Polo, H. Polo à J. Polo, septembre 1878 : "Massion me propose toujours d'entrer avec lui dans une société de quelques amis qui rachèterait les Récollets, mais cela ne me scurit pas du tout".
- 153 - Me Grizolle, 1/12/1891, Inventaire après le décès de G. Massion.
- 154 - Association française pour l'Avancement des Sciences de Nantes, p. 1.375.
- 155 - Me Grizolle, 1/2/1872. Inventaire après l'interdiction de G. Etienne, et Me Grizolle, 17/5/1872. Inventaire de la communauté de M. et Mme G. Etienne. Chiffres établis d'après le taux de l'amortissement (8 % des bénéfices) et les valeurs données successivement à l'usine.
- 156 - Me Bourcard, 23/4/1866, Inventaire de la succession de J.F. Etienne. Ibid., 15/4/1868, Règlement de la succession de J.F. Etienne. Ibid., 2/10/1866, Déclaration de transmission immobilière (jugement du 17/5/1866).
- 157 - Me Grizolle, 17/5/1872, Inventaire de la communauté de M. et Mme G. Etienne.
- 158 - Testament de J.F. Etienne, 1/12/1859.

- 159 - Depuis une quinzaine d'années, il avait opéré des placements mobiliers et immobiliers importants. Dès 1850, il avait acheté le domaine du Vigean dans la Vienne pour 786.100 F (853 hectares) et en 1862 la terre et le château de Jumilhac en Dordogne (1.487 hectares) payés 1 M. Depuis 1859, il s'était constitué un portefeuille d'actions et d'obligations valant 788.586 F, le jour de sa mort. Si l'on ajoute à tout cela les biens propres de sa femme, ceux dont il avait hérité et quelques propriétés et maisons appartenant à la communauté la fortune des époux Etienne dépassait largement 5 M.
- 160 - Union Bretonne, 13/3/1866. "Il laisse une immense fortune gagnée dans le raffinage du sucre".
- 161 - Me Bourcard, 20/6/1867, Donation de Mme Vve Etienne.
- 162 - Me Grizolle, 18/11/1890, Compte de séquestre (famille Etienne).
- 163 - Me Bourcard, 15/9/1866, E. et G. Etienne avaient droit à une indemnité annuelle de 30.000 F. Le taux de l'amortissement fut fixé à 8 %.
- 164 - Ce qui représente un profit de 4.800.000 F pour la raffinerie des Ponts du 27/11/1858 au 10/3/1866.
- 165 - Me Nidelet, 21/1/1868, E. Bourcard (le frère du notaire Adolphe Bourcard), ami intime des Etienne, s'occupait de la partie commerciale et Th. Glatigny de la fabrication.
- 166 - Me Grizolle, 21/9/1872, Partage entre E. et J. Etienne. Un avis donné par les jurisconsultes montrait qu'une licitation serait désastreuse pour tous (Me Grizolle, 13/8/1872).
- 167 - Me Nidelet, 21/1/1870. Dépôt a.s.s.p. 29/7/1869, Glatigny a perdu 16.516 F sur les 100.000 F qu'il possédait dans l'affaire.
- 168 - Me Nidelet, 19/7/1870, Acte modificatif de société.
- 169 - Me Grizolle, Dossier Bourcard. H. de la Peccaudière, avoué, à Me Grizolle, 13/5/1874, "Cette énorme avance a été en réalité un supplément de commandite, une avance volontaire faite par la maison Etienne pour soutenir une usine qui, sans cela, fut tombée ... Mettre en vente serait désastreux, nous avons les exemples récents de raffineries vendues - on saurait que l'usine n'est pas exploitable selon les errements du passé, puisqu'il y a au moins 500.000 F de perdus. Nous ne trouverions que le prix du terrain ou des métaux au poids. Il faut chercher autre chose ...".
- 170 - Ibid., 20/10/1874. Liquidation des comptes de l'intérêt de la candiserie.
- 171 - Ibid., 4/5/1876, Redressement relatif à la liquidation des comptes de l'intérêt de la candiserie. L'usine fut estimée d'un commun accord à 298.711 F, mais elle revenait en fait à 709.695 F (Dossier Bourcard, E. Bourcard à A. Bourcard, 13/5/1874).
- 172 - Ibid., 20/10/1874, Modification des statuts de la société E. Bourcard & Cie. Le nouveau fonds social était fixé à 1.000.000 F, dont les 7/8 représentaient la commandite d'Etienne (elle fut ramenée à 816.028 F après la contre-expertise; ibid., 4-5/12/1876).
- 173 - Ibid., 28/10/1880, Procès-verbal de licitation, E. Etienne a racheté l'usine pour 352.500 F.
- 174 - Ibid., 18/11/1881.
- 175 - Ibid., PV adjudication, 29/9/1884.

- 176 - Ibid., 31/12/1873, Me Reliquet 31/12/1873.
- 177 - Me Riom, 1/12/1876, On les destinait à servir d'entrepôt aux pains exportés en Angleterre.
- 178 - Me Grizolle, Dossier de fusion Etienne-Cezard. Lettre E. Etienne à E. Say, 10/2/1878. Il a dû lui accorder une garantie sur son steamer, le "J.-B. Say". Son neveu s'est alors porté aval-caution (a.s.s.p. 28/2/1878). E. Say, entré chez son oncle en 1872, avait été associé plus étroitement à la marche de la raffinerie en 1875. Me Grizolle, 17/7/1875. Traité entre E. Etienne et E. Say.
- 179 - J.F.S., 17/7/1878.
- 180 - J.F.S., 7/4 et 28/5/1870, Pour la première fois Cail et Moitessier ont livré aux Etienne des sucres des Antilles en sacs. Ce moyen d'expédition ne s'est pas généralisé, car il exigeait des produits parfaitement secs. Pour le raffineur l'économie était de 4,50 F par 100 kg.
- 181 - J.F.S., 30/3/1885, lettre de Viard (ancien chimiste des Massion), Il lui fallait encore 16 à 17 jours de travail pour un pain de sucre et à cause de la petite surface des pains on perdait toujours de la clairoe.
- 182 - Brevet n° 108.811 (13/7/1875).
- 183 - Brevet n° 113.122 (27/5/1876).
- 184 - On évitait l'emploi de turbines. Les dépenses de force motrice et de main-d'oeuvre restaient faibles. Le rendement au sciage était favorable (92 % de morceaux réguliers).
- 185 - Me Grizolle, 29/4/1880.
- 186 - Brevet n° 123.142, 12/3/1878, La masse cuite était versée dans des formes que l'on ajustait au panier de la turbine. L'essorage à la vapeur suivait.
- 187 - Me Bourcard, 13/3/1865.
- 188 - Ibid., 14/7/1865.
- 189 - Ibid., Raffineries Nantaises, PV AG extraord. 6/6/1865.
- 190 - Ils entraient pour une large part dans ceux des Raffineries Nantaises.
- 191 - C.C. Nantes, E.T. 1874, Ils n'avait épuré que 5.800 tonnes de mélasse.
- 192 - AN F 12 6989, Ladmirault au Ministre du Commerce, 24/8/1874 et 22/10/1874 ; ibid., E. Etienne et Massion-Rozier & Cie au Ministre du Commerce, 5/12/1874 ; ibid., C.C. Nantes, 16/12/1874.
- 193 - Me Grizolle, 20-30/9 et 4/10/1875 ; ibid., 30/10/1875, Le fonds social de 600.000 F était partagé entre Ladmirault (15.000 F), Etienne (292.500 F) et les Massion (292.500 F).
- 194 - Me Grizolle, 30/10/1875, Marché du commerce.
- 195 - AN F 12 6969, Ladmirault, E. Etienne, Massion-Rozier au Ministre du Commerce, 25/1/1878, Les mélasses achetées 20 à 22 F les 100 kg supportaient un droit de 25,40 F ; elles revenaient clarifiées à 57 F et ne pouvaient être vendues que 34 à 36 F.
- 196 - AN F 12 6989, Rapport du comité consultatif des Arts et Manufactures.

- 197 - C.C. Nantes, S.C.I. 1877, En 1877, la production s'est élevée à plus de 6.000 tonnes. La consommation en a absorbé les 3/4.
- 198 - AN F 12 6989, Protestation des raffineurs de Nantes (signée de MM. de La Brosse, Cezard, Pellerin, Corhumel, Cossé-Duval) au Ministre du Commerce, 23/4/1878 et 14/5/1878.
- 199 - Ibid., Ministre du Commerce à MM. de La Brosse, 15/5/1878.
- 200 - Ibid., Etude des raffineurs de Nantes, 20/5/1878. En quantité modérée, la mélasse indigène n'altérerait pas le goût de la mélasse de bouche.
- 201 - Ibid., Ministre du Commerce à Ladmirault, 14/9/1878.
- 202 - Ibid., Ladmirault à Laisant, 7/12/1878, transmise le 11/12 au Ministre, réponse le 26/12/1878.
- 203 - Saint-Louis, CA 10/2/1878, Le 19 août 1878, Saint-Louis a signé un traité avec G. Suzor un employé de la mélasserie de Chantenay. Ce dernier s'est engagé à communiquer à la direction les procédés de fabrication employés par Ladmirault. Il a aussi promis de former en trois ou quatre mois des ouvriers capables de transformer les mélasses brutes en mélasses clarifiées. D'après lui, les frais maxima ne devaient pas dépasser 4 F les 100 kg. En outre, il devait indiquer les principaux débouchés et le nom des clients de l'entreprise nantaise. En contre-partie, il touchait 8.000 F par an et une commission de 1 1/2 % sur les ventes pendant 18 mois. Méditerranée, CA, 1/9/1882, le conseil a refusé une proposition de Ladmirault tendant à traiter les mélasses en association (avec partage égal des bénéfices) et il a décidé de monter son propre système de clarification.
- 204 - AN F 12, Ladmirault au Ministre du Commerce, 5/9/1878 : "... les raffineurs de cette place se trouvant presque seuls vendeurs de mélasse brute de canne, profitent de notre position certainement peu favorable pour nous faire payer leurs mélasses à un prix élevé, si bien que nous n'avons aucun bénéfice ...".
- 205 - Les exportations languissaient ; aussi, en février 1880, Ladmirault estimait que sa position était désespérée. La consommation de mélasse de bouche en France, d'après lui, atteignait 17 à 18.000 tonnes. Il pensait en produire 10.000, mais les sirops faisaient défaut, Le Havre lui en fournissait 1.000 à 1.200 tonnes, Nantes 2.000 à 2.500 tonnes et Marseille 4.000 (AN F 12 6989, Ladmirault au Ministre du Commerce, 14/2/1880). Quelques mois plus tard, il annonçait que son industrie était menacée de ruine complète (Ladmirault au Ministre du commerce, 15/6/1880).
- 206 - AD LA LH, H. Le Roy au Préfet, 23/9/1874.
- 207 - Société Sucrière de l'Ouest, Prospectus, 27 pages.
- 208 - Mme Gouzé et Guitton, 30/6/1876, Il était question de porter rapidement le capital à 20 M.
- 209 - Loire-Inférieure, Vendée, Maine-et-Loire, Sarthe, Mayenne, Indre-et-Loire, Vienne, Deux-Sèvres, Ille-et-Vilaine, Morbihan, Finistère, Côtes-du-Nord, Charente et Charente-Inférieure.
- 210 - Mme Gouzé et Guitton, 18/5/1877.
- 211 - Pap. Bobin, Les Sucreries de l'Ouest, 1879 (deux brochures).
- 212 - Me Mauloin, 15/7 et 19/8/1878.

- 213 - De Broca, Bruneteau, Trottier, Voruz, Ch. Massion-Rozier, Etienne, Verger, Riom, de la Tullaye, Suser. C'est l'époque où la question des mélasses d'importation opposait Etienne à Cezard. (Ce dernier s'est donc abstenu). Il y avait au total 461 actionnaires appartenant pour la plupart aux professions libérales des régions de Nantes, Morlaix, et Pons (Rares étaient ceux qui avaient pris plus de 5 actions ; 182 en possédaient une, et 126, deux).
- 214 - Il y avait deux présidents d'honneur, le Marquis de Dampierre et Rieffel. A côté d'eux, on trouvait Bruneteau, président, Chesneau, ingénieur, Etienne, F. Gariou, maire de Paimboeuf, Hennau, ingénieur, de Kerjégu, député du Finistère, Macherez, ingénieur (Cie de Fives-Lille), Tanquerey, propriétaire et négociant à Lamballe, H. Toulouze, propriétaire à Nieul (près de Jonzac), Trottier, Voruz.
- 215 - J.F.S., 22/10/1879.
- 216 - H. Valladier, L'industrie sucrière en Loire-Inférieure, pp. 129 sq, l'installation de Châtelaudren avait coûté 700.000 F. Pour la sucrerie de Paimboeuf, il fallait compter 738.000 F (source non indiquée).
- 217 - Me Mauloin, 25/8/1879.
- 218 - Me Guilton, 12/3/1881, Il donne l'essentiel de l'acte de Me Ferrand (Morlaix) du 11/11/1879.
- 219 - J.F.S., 17/12/1879.
- 220 - H. Valladier, L'industrie sucrière ... op. cit. p. 132.
- 221 - J.F.S., 16/3/1879.
- 222 - Me Grizolle, 29/4/1880, Statuts.
- 223 - Pap. Cezard, Rapport du syndic de la faillite des Anciennes Raffineries E. Etienne et Cezard, p. 4. Le syndic insiste sur l'étonnement des amis et de l'entourage d'E. Etienne quand il décida de s'entendre avec Cezard qui "avait vu décroître assez rapidement les gains que sa raffinerie avait pu réaliser à certaines époques, son genre de vie luxueux, ses dépenses excessives ne pouvaient plus être soutenues par les résultats de son industrie".
- 224 - Me Grizolle, Dossier de fusion ..., op. cit., A. Bourcard à E. Etienne 9/7/1878, Etienne et Cezard ont reçu des propositions d'un groupe de capitalistes, mais ils se sont refusés à créer une société anonyme. Ils voulaient conserver l'entière propriété de leurs usines tout en cherchant le moyen de participer le plus avantageusement possible aux bénéfices de l'exploitation, Le projet n'a pas abouti.
- 225 - Jugement du Tribunal de Commerce de Nantes, 20/6/1885 (Pap. Cezard).
- 226 - Sur Palotte et la Banque de Prêts à l'Industrie, cf. VAPEREAU, Dictionnaire Universel des Contemporains, 5e et 6e éd. - Préfecture de Police, Dossier Ba 451 (Banque de Prêts à l'Industrie).- AN 65 Aq (Banque de Prêts à l'Industrie A 233).
- 227 - Préfecture de Police, Dossier Lalou, Ba 1138.- Dictionnaire des parlementaires français.
- 228 - Cf. Rapport du syndic ... op. cit. qui fournit l'essentiel de l'histoire de la fusion.
- 229 - Me Grizolle, Dossier fusion, op. cit., Palotte à E. Etienne, 18/3/1880.

- 230 - 11.132 actions étaient attribuées à E. Etienne, 2.000 à Mme Cezard et 1.868 à Albert Cezard.
- 231 - Me Grizolle, 31/5/1880, AG constitutive et 23/5/1880.
- 232 - Me Grizolle, 12/6/1880, Dépôt PV AG, 4/6/1880.
- 233 - J. Brissonneau, Affaire des Raffineries, Rennes, 40 p. (Pap. Cezard).
- 234 - AN 65 Aq R 12, Les usines de la S.A. des anciennes raffineries E. Etienne et Cezard, Paris, 1881.
- 235 - L'Union Bretonne, 16/10/1880.
- 236 - Le Conseiller, 9 et 16/10/1880.
- 237 - Me Grisolle, Dossier H. Bourcard, lettres des 20/2, 10/5 et 21/6/1881.
- 238 - Ibid., 14 et 15/6/1880, PV CA, 14 et 15 juin, A côté d'eux, on trouvait comme administrateurs Lalou, Palotte, Pageaut-Lavergne, Voruz et Auberjou (Raoul Say, neveu d'Etienne avait refusé de faire partie du conseil).
- 239 - Raff. Etienne et Cezard, AG 17/5/1881, Plus tard on contesta la réalité de ces bénéfices.
- 240 - Méditerranée, CA, 30/12/1881.
- 241 - Raff. Etienne et Cezard, PV CA 11/1/1881.
- 242 - Ibid., AG 15/5/1882.
- 243 - J.M.C. Nantes, 1882, pp. 96 sq, jugements du 17/8/1881.
- 244 - Raff. Etienne et Cezard, PV CA 16/2, 18/3, 20/4 et 15/5/1882, Le procédé allemand Manoury consistait à former un sucrate avec de la mélasse additionnée de cristaux de soude et de la chaux en poudre. Cette méthode permettait d'extraire environ 90 à 92 % du sucre contenu dans la mélasse.
- 245 - Pap. Cezard, L. Cezard à Loiret, lettre du 8/10/1883.
- 246 - Les usines de la S.A. des Anciennes Raffineries, op. cit. Nantes ne vendait guère au-delà d'une ligne qui, partant de Granville aboutissait à Sète par Rennes, Angers, Poitiers, Angoulême, Bordeaux, Agen, Montauban et Toulouse.
- 247 - C.C. Nantes, E.T. 1883, Un rapport signale l'extension du rayon de vente des raffinés.
- 248 - Pap. Cezard, L. Cezard à Loiret, 8/10/1883, d'avril à août 1882, Cezard n'avait acheté que 44.000 sacs de Réunion ... "Faute de capitaux suffisants, il m'était impossible d'acheter des sucres bruts indigènes dans le Nord de la France ou à Paris, car nos ressources ne me permettaient pas de disposer de 5 à 600.000 F représentant à peine une quantité de 15.000 sacs, soit à peu près 10 jours de fabrication".
- 249 - J.M.C. Nantes 1886, p. 248, et 1887, p. 22,- L. Cezard à Loiret 8/10/1883, Jugements des 28 mars et 17 décembre 1885.
- 250 - Raff. Etienne et Cezard, AG 1/5/1883, D'après le syndic, ce bilan est le plus inexact des trois. Les frais de fabrication pour 1881 se montaient à 6,58 F et à 5,75 F pour 1882. Le chiffre des investissements réalisés depuis le début de la société atteignait 1.284.293 F.

- 251 - Me Grizolle, 2/8/1883, *ibid.*, 23/8/1883, MM^e Rousselot, Voruz, Le Clerc et Barjolle ouvraient un crédit à découvert à E. Etienne, collectivement et par quart entre eux jusqu'au 21 février 1885. L'intérêt était de 5 %. Les hypothèques consenties par Etienne pour ces deux prêts portaient sur tous les biens immobiliers qu'il possédait encore (environ 1,7 M).
- 252 - Raff. Etienne et Cezard, PV CA 21/8/1883.
- 253 - AD LA 1 M 2309.
- 254 - AD LA 1 M 2130.
- 255 - Me Mauloin, 30/1/1883, PV AG Sucreries de l'Ouest 16/1/1883.
- 256 - J.F.S., 16/3, 22/10, 17/12/1883.
- 257 - BN Série W, Sucreries de l'Ouest, 1880 et J.F.S., 22/6/1881.
- 258 - J.F.S. 25/1 et 15/11/1882, Les rendements n'ont pas atteint la moitié et même quelquefois le tiers de ceux du Nord. D'après le Bulletin de la Station Agronomique de la Loire-Inférieure (1887-1888) : "Elle (la culture de la betterave) a succombé malheureusement sous l'influence de causes multiples, au nombre desquelles il y a toujours lieu de placer la défection des racines. Des années sont nécessaires pour amener le cultivateur à préférer la qualité à la quantité ; il n'a pas eu le temps de faire son éducation pendant la trop courte existence de la sucrerie de Paimboeuf".
- 259 - Me Mauloin, 21-23/3/1881, E. Etienne a dû souscrire 697 titres.
- 260 - On espérait obtenir 2 M.
- 261 - Me Guitton, 11/2/1882.
- 262 - J.M.C. Nantes, 1911, pp. 225 sq, Dès 1881, la gestion du conseil d'administration avait été mise en cause, cf *ibid.*; 1881 pp. 331 sq et 1888, pp. 137 sq.
- 263 - Pap. Cezard, Jugements : 4/4/1884, 20/6/1885, 12/7/1886, 19/2/1889, 3/1/1891.
- 264 - D'après un rapport de la Préfecture de Police (21/4/1884), l'influence de Grévy "qui a pour commensal fréquent M. Lalou", aurait été déterminante, il serait intervenu personnellement auprès du Garde des Sceaux pour faire classer l'affaire.
- 265 - Pap. Cezard, L. Cezard à Loiret, 8/10/1883.
- 266 - Chambre des Députés, Séances du 21/4/1886.
- 267 - C.C. Nantes, E.T., 1883, p 56.
- 268 - Pap. Cezard, L. Cezard à B. Roy, 29/5/1928.
- 269 - Almanach administratif et commercial de 1884.
- 270 - C.C. Nantes, E.T., p. 56 sq.
- 271 - L. Cezard à B. Roy, lettre citée.
- 272 - Pap. Dubourg, Lettre Dubourg fils à son père, 11/12/1868.
- 273 - *Ibid.*, a.s.s.p. 3/2/1870, Liquidation de la société Dubourg-Goulley.
- 274 - *Ibid.*, Liquidation du 3/2/1870 et a.s.s.p. du 21/6/1870.
- 275 - *Ibid.*, Projets de statuts et d'engagement pour le soutien de l'affaire entre F. Dubourg et L. Goulley.

- 276 - Ibid., 4 états de matériel avec un plan de la raffinerie, Les ustensiles étaient trop nombreux pour un travail moyen de 8.000 tonnes de sucre brut. L'installation comportait 6 chaudières à fondre, 5 à clarifier, 2 autres pour les écumes, 3 chaudières à cuire dans le vide, 4 machines à vapeur de 30 CV, 10 turbines (8 du type Cail et 2 du type Farinaux), 7 filtres Taylor doubles et 16 filtres pour gros noirs. La plus grande partie de ce matériel sera remplacé par les successeurs des Dubourg et Goulley. Les greniers et les étuves pouvaient contenir 80.000 pains et les magasins 2.000 tonnes de sucre brut.
- 277 - Me Desmarais, 31/1/1867.
- 278 - Pap. Dubourg, Copie d'un a.s.s.p. non daté.
- 279 - Me Bréard, 30/3/1867.
- 280 - Me Lefèvre, 9/9/1871. Statuts et état de souscription des actions.
- 281 - AN 65 AQ A 449. Statuts, Assemblées Générales. Coupures de journaux (surtout celles du "Conservateur"). Créé en 1864, définitivement constitué en 1867 par des négociants genevois, le Crédit Foncier Commercial Suisse fit de la France sa principale base d'opération. Il avait l'ambition de rivaliser avec le Crédit Foncier malgré son bien modeste capital de 6 M.
- 282 - Le Conservateur, 5/12/1875.
- 283 - Me Lefèvre, 30/1/1872, PV AG, 4/1/1872 et PV AG, 30/1/1872. La première assemblée générale a constaté la souscription intégrale du capital. La seconde a approuvé l'achat de la raffinerie Goulley (elle fut payée 350.000 F). Dans un rapport imprimé, les commissaires aux comptes avaient estimé l'usine à 858.784 F et son coût de remplacement à plus de 2 M (BN Série W). Une assemblée générale extraordinaire tenue le même jour accepta l'augmentation de capital (Me Lefèvre, PV AG extraord. 30/1/1872).
- 284 - BN Série W AG extraord. 30/8/1873 (imprimé).
- 285 - De Boursetty devait 422.000 F à la maison de Nantes.
- 286 - Le Conservateur, 23/12/1873.
- 287 - AD Seine, D 11 U 3 C 749, Faillite J. de Boursetty & Cie, L'actif se montait à 910.324 F (dont 500.000 F pour l'usine) et le passif à 1.120.789 F. Il existait deux créanciers hypothécaires : Goulley pour 65.663 F et les Moitessier pour 447.604 F. Mais des amis de J. de Boursetty ont obtenu une deuxième déclaration de faillite, cette fois à Pont-L'Évêque. Cette manoeuvre échoua et le gérant fut inculpé de banqueroute frauduleuse.
- 288 - Me Lavoignat, 24/4/1874, Statuts de la S.A. pour l'achat et l'exploitation ou la rétrocession de la raffinerie de Honfleur.
- 289 - Ibid., 13/7/1874, PV AG 25/6/1874, Modification des statuts, Le fonds social était partagé en 2.000 actions de 500 F mais on avait aussi 2.000 parts de fondateurs.
- 290 - Ibid., 14/9/1874, PV AG, 20/8/1874 (Constatation de la sincérité de la première souscription), PV AG, 28/8/1874 (Approbation de la création des parts de fondation), PV AG extraord., 28/8/1874 (Emission de 4.000 actions nouvelles), Ibid., 30/11/1874, PV AG, 19/11/1874 (Assemblée Générale constitutive).
- 291 - BN Série W, AG, 5/5/1876 (imprimé) ; Le Moniteur des Fonds Publics du 27/7/1876 signale la vente de 4.000 pains pour l'Angleterre.

- 292 - Me Lavoignat, 19/6/1877, PV AG extraord., 4/5/1877.
 293 - AN 65 A 9248, AG, 10/12/1880 (imprimé). Compte-rendu des opérations de liquidation.
 294 - BN Série W, S.A. de la Raffinerie de Honfleur. J.P. Barthabure contre J. Vidal & Cie. Note manuscrite annexée à l'acte du 19/6/1877.
 295 - Moniteur des Fonds Publics, 26/8/1875.
 296 - Me Dufour, 2/6/1866.
 297 - Ibid., 31/7/1866, Dépôt a.s.s.p. du 29/5/1866.

Apport en numéraire

F. Urbain	250.000 F	C. Clerc	75.000 F
Manskopf	101.250	Mme C. Clerc	250.000
J. Clerc	105.000	E. Clerc	1.900
Mme J. Clerc	67.900	Melle J. Clerc	23.950

Répartition des parts

J. Clerc	44	F. Urbain	50
Mme J. Clerc	47	Manskopf	24
C. Clerc	49	F. Chamet	5
Mme C. Clerc	57	Vve Chamet	2
Melle J. Clerc	57	Me Laroche-Lucas	5
E. Clerc	20		

- 298 - Ibid., 30/9/1868, Dépôt a.s.s.p. du 18/9/1868.
 299 - Ibid., 10/6/1869.
 300 - Enquête sur la question de l'impôt du sucre à la consommation pp. 248 et 349 ; AN F 12 6983, Lettre C. Clerc, 23/1/1873 :
 1869 12.021.939 kg - 1871 12.943.173 kg dont 12.198.900 pour
 1870 13.385.096 " - 1872 12.803.949 " Ingouville
 301 - Me Dufour, 30/3/1872, Dépôt a.s.s.p. 23-25/3/1872, On devait prélever 35 % sur les bénéfices pour constituer un fonds de 500.000 F.
 302 - Me Daussy, 17/1/1872 et 5/3/1872.
 303 - AN F 12 6983, Note sur le travail de la raffinerie de MM. Clerc, Urbain & Cie (1875).- Note sur les existences en raffinerie au moment de la mise en application de la loi sur l'exercice (1875).
 304 - Me Dufour, 21-20/6/1877. Liquidation et partage de la communauté Clerc-Kayser

	Nombre de parts	Capital	Compte-courant
Joseph Clerc	44	220.000	137.336,55
Mme Clerc-Kayser	37	185.000	299.818,20
	81	405.000	437.154,75

L'actif de la succession se montait à 1.098.878 F.

- 305 - Enquête sur la question de l'impôt ... op. cit. T 1 p 335.
 306 - AM, Le Havre F 2, Statistiques Industrielles.
 307 - Me Dufour, 29/5/1879, Dépôt PV AG, 25/5/1879.
 308 - Ibid., 27/7/1880. Dépôt a.s.s.p. 1/7/1880.

- 309 - Ibid., 3/1/1883, Inventaire après le décès de M.C. Clerc ; ibid., 21/3/1883 et 16/5/1883, Dépôt des pièces de dissolution de la société Clerc. (La liquidation avait été ordonnée par un jugement du tribunal civil de la Seine du 10/2/1883).
- 310 - Ibid., 10/6/1889, Dépôt du compte complet de liquidation. Les sucres, estimées en 1880 à 741.424 F (bilan), furent apportées en 1883 pour 150.000 F à la Société Groult & Cie.
- 311 - Ibid., 28/7/1879, Cahier des charges pour parvenir à la vente aux enchères de la raffinerie d'Ingouville, Description du matériel.
- 312 - AN F 12 6983, Note sur les existences en raffinerie au moment de la mise en application de la loi sur l'exercice, C. Clerc, 1875.
- 313 - Les trois discours de M. Pouyer-Quertier sur la question des sucres, prononcés les 26, 27/2/1874 à l'Assemblée Nationale (avec Annotation et rectifications en regard par C. Clerc) 1874, 166 p. Citant les propos du député de Rouen sur les bénéfices de certains raffineurs (2,8 à 3 M par an), il écrit, parlant de ses gains : "Ce n'est malheureusement pas un fait qui me soit personnel".

	Rendements industriels de la société Clerc (%)					
	1869	1870	1871	1872	1873	1874
sucres raffinés en pains	76,77	76,28	76,20	80,90	74,92	69,70
vergeuses	12,95	13,86	15,78	10,84	13,22	20,09
mélasse	9,05	?	6,64	7,09	10,23	9,72
Total	98,77		98,62	98,83	98,37	99,51

Sources : pour 1869, 1870, 1871, Enquête 1872, op. cit., p. 349 ; pour 1871, 1872, 1874, AN F 12 6983, Lettre C. Clerc, 23/1/1873 et note sur les existences en raffinerie au moment de la mise en application de la loi sur l'exercice.

- 315 - En 1871, C. Clerc a acheté 210.000 sacs de sucres indigènes pour l'exportation, dont 150.000 destinés à l'Angleterre (Enquête 1872, op. cit. p. 209). C. Clerc conservait à Marseille une grosse clientèle. L. Massot justifiait ces liens en termes élogieux : "M. Clerc fait des achats considérables pour Le Havre, Bordeaux, Nantes, l'Angleterre et l'Allemagne, il peut surtout, par des combinaisons de transport et des changements de destination, donner à ses commettants des avantages qu'ils ne pourraient obtenir eux-mêmes". (Méditerranée, CA, 14/9/1872).
- 316 - M.C.S., Raffinerie Rostand, J. Clerc à Ch. Rostand, 21/12/1864.
- 317 - J.F.S., 25/2/1869.
- 318 - S.I., 6/2/1883, "C'est grâce à sa profonde connaissance des affaires et à son esprit de conciliation que l'on a pu entreprendre les réformes du marché sucrier réclamées depuis si longtemps...". C. Clerc a, en effet, joué un rôle important dans les négociations qui ont préparé la réunion tenue le 19/10/1882 à la Bourse de Paris par 125 négociants et commissionnaires - confrontation qui devait aboutir en 1883 à l'élaboration d'un nouveau règlement pour le marché des sucres.
- 319 - C.C. Le Havre, PV Délibérations, 8/7/1875, "La Chambre a beaucoup fait, plus peut-être qu'elle n'aurait fait si elle ne s'était trouvée sous le coup des instances toujours plus pressantes de M. Clerc, lui laissant à peine le temps de la réflexion" déclarait J. Siegfried.

- 320 - Me Huillier, 14/6/1865, Dépôt d'un a.s.s.p., 6/2/1865 et PV AG du 14/2/1865.
- 321 - TC Le Havre, Jugements, 9/4/1873 et 23/6/1875, Courrier du Havre, 11/4/1873 et 25/6/1873.
- 322 - Ibid., AG, 31/7/1871.
- 323 - Ibid., AG, 12/2/1872.
- 324 - Ibid., AG Extraord. 19/3/1872 (inventaire du 24/2/1872).
- 325 - Ibid., Inventaire du 24/5/1872.
- 326 - BN, Série W, Statuts Me Jozon, 18/2/1864.
- 327 - En 1873, l'usine fut payée 675.000 F (Me Lemonnier, 8/7/1873, 10 et 11/9/1873).
- 328 - Me Lemonnier, 11/3/1873, Statuts et liste des souscripteurs.
- 329 - Me Duverdier, 30/6/1875, Dépôt du PV AG extraord.

Répartition du capital

	En 1873	En 1875
J.B. Forcade	530.000 F	700.000 F
Pedro Regulado Pedroso	350.000	675.000
Martin Pédroso	200.000	200.000
Martin Solar	100.000	100.000
Drain & Cie (La Havane)	100.000	-
Raphaël Criado	50.000	-
Gonzalve Merlin	50.000	125.000
Dieudonné Merlin	50.000	150.000
Ernest Detaille	50.000	50.000
Frédéric Ganneron	20.000	-
	1.500.000 F	2.000.000 F

- 330 - J.F.S., 28/2/1877.
- 331 - Me Delapalme, 26/2/1877, PV AG extraord., 2/12/1877.
- 332 - J.F.S., 28/2/1877 et 8/8/1877, Mise à prix 1.200.000 F en avril, la raffinerie fut proposée 600.000 F en août.
- 333 - Société Générale, AG 23/3/1878.
- 334 - Me Portefin, Statuts, 28/12/1877 et PV AG 29/12/1877, ibid., 9/1/1878, PV AG 4/1/1878, L'usine a été estimée à 1.092.317 F.
- 335 - Ibid., 2/6/1880, PV AG extraord. du 15/3/1880, Aucune date n'avait été fixée pour la liquidation. En février 1881, la Raffinerie du Havre, fondait encore des sucres (AM Le Havre, F 2 Statistiques industrielles).
- 336 - J.F.S., 5/12/1883.
- 337 - Courrier du Havre, 2/11/1864, Me Marcel, Extrait du PV de l'AG extraord. du 21/10/1864 ; ibid., 29/5/1864.
- 338 - A cette époque sa flotte comprenait 8 trois-mâts (2.875 tonneaux).
- 339 - Me Narcy, 24/4/1898, Cahier des charges (Me Marcel, 30/12/1865 et 20/1/1866), L.A. Acher a souscrit 500 actions.
- 340 - BN, Série W, AG 8/8/1867 (imprimé), D'après Acher, il fallait encore emprunter à l'avenir 300 à 400.000 F par an.

341 - Ventilation proposée des bénéfices

Amortissement	50.000 F	Solde :		
Intérêts	80.000 F	Gérance	10 %	7.125,43 F
		Actionnaires	60 %	42.752,27
		Réserve	30 %	21.376,90
	130.000 F			71.254,60 F

342 - J.M.C. Le Havre, 1868 p. 84, T.C. Le Havre, Jugement du 17/3/1868.

343 - C.C. Le Havre, PV Délibérations, 8/7/1875.

344 - Me Lemonnier, 2/10/1875, Dépôt PV AG extraord. 24/8/1875 et 19/9/1875.

345 - Cet amortissement fut supprimé en 1875.

346 - Me Duverdier, 8/12/1885, PV dissolution.

347 - Ibid., 23/9/1886, Liquidation-partage, L.A. Acher laissait 678.674 F.

348 - J.F.S., 4/8/1886 et Me Duverdier, 7/10/1886, La raffinerie fut louée 12.000 F par mois du 1er mars au 31 juillet 1886 (on ignore le nom du preneur).

349 - Me Duverdier, 29/4/1886, La mise à prix était de 500.000 F.

350 - Ibid., 28/10/1886, AG extraord., 4/6/1886.

351 - Me Duverdier, AG constitutive, 25/9/1886, Le nombre total des souscripteurs se montait à 67. On y trouve surtout un échantillon des relations commerciales de la raffinerie Acher. Le gérant touchait une indemnité de 15.000 F. On prévoyait un amortissement forfaitaire de 25.000 F par an et un intérêt de 5 % pour le capital. Le solde des bénéfices devait se répartir de la façon suivante : 60 % aux actionnaires, 30 % pour le fonds de réserve et 10 % pour le gérant.

352 - Polytechnicien, il était devenu fondé de pouvoir de son père en 1877.

353 - Me Duverdier, AG, 7/10/1886.

354 - J.F.S., 4/8/1886.

355 - Me Hellorin, 18/9/1895 et 21/10/1895, Dépôt PV AG extraord. des 13/8 et 29/8/1895.

356 - C.C. Le Havre, C.R.T. 1894, p. 141.

357 - Chantenay, Paret à Lemesle, 12/6/1895 et 16/7/1895.

358 - C.C. Le Havre, C.R.T. 1896, p. 291, lettre d'Acher, 26/6/1896.

359 - Ibid., 1897, p. 294, lettre d'Acher, 10/12/1897.

360 - Chantenay, Paret à Lemesle, 25/2/1898.

361 - Chambre des députés, Séance du 29 et 30/1/1897, - Sénat, Séance du 1/4/1897.

362 - C.C. Le Havre, C.R.T. lettre d'Acher, 16/7/1897.

363 - Chantenay, Paret à Lemesle, 16/6/1897.

364 - Ibid., Paret à Lemesle, 16/11/1897.

365 - Ibid., Paret à Lemesle, 25/2/1898.

366 - Me Nancy, 1/3/1898, PV AG extraord., 14/2/1898.

367 - Ibid., 24/4/1898 et PV adjudication, 21/7/1898, Elle fut payée 401.000 F.

368 - Sucres exotiques acquittés au Havres (tonnes)

1864	31.409	1871	16.720	1878	11.191
1865	23.557	1872	5.258	1879	12.517
1866	20.421	1873	4.776	1880	3.331
1867	14.381	1874	6.306	1881	2.895
1868	17.232	1875	12.200	1882	3.844
1869	18.002	1876	8.085	1883	4.461
1870	15.794	1877	6.767		

Source : Tableau général du Commerce et de la Navigation.

369 - H. Haëntjens : Brevet pour l'épuration des sucres bruts indigènes et exotiques aussi bien que des bas produits de raffinerie et de sucrerie, 16/6/1870, n° 90.387).

370 - AD Gironde M. 7015, lettre du 23/4/1864 et du 20/5/1864, "Les raffineries de Nantes tuent celles de Bordeaux".

371 - Ibid., M. 7016, lettre du 26/10/1865.

372 - Ibid., M. 7017, lettre du 6/12/1866.

373 - Ibid., M. 7019, L'emploi en mars 1868.

F. David	120	Boutin	50
F. Abribat	57	Joanne	30
A. Abribat	55	J. Garnier	10

Trois pileries avec 28 à 30 ouvriers préparaient des pains pour l'exportation.

374 - Ibid., lettre du 11/7/1866.

375 - C.C. Bordeaux, E.P.L.M. 1876, lettres des 11 et 22/9/1876.

376 - Ibid., lettre du 8/11/1876.

377 - La Gironde, 18/9/1889.- S.I.C., 24/9/1889, Le feu avait pris dans une étuve surchauffée. Les dégâts se montaient à près d'un million, mais la salle des machines a été préservée.

378 - Ibid., 4/12/1891, Les pertes ont atteint 6 à 700.000 F.

379 - Ibid., 8/1/1894, Les pertes dépassaient un million : le feu, attribué à la fermentation de matières sucrées s'était propagé dans la salle des turbines, de là il avait gagné les étuves où les "toutoures" (moules à pains) éclataient les uns après les autres. Une centaine d'ouvriers se trouvaient en chômage.

380 - C.C. Bordeaux, E.P.L.M. Cf statistiques.

381 - Ibid., 1871, Olanyer, 1/12/1871.

382 - Marthe BARBANCE, Vie commerciale de la route du Cap Horn au XIXe siècle. L'armement A.D. Bordes et fils, pp. 164-165.

383 - Ibid., pp. 219-220.

384 - R. PASQUIER, Le commerce de la Côte occidentale d'Afrique de 1850 à 1870 (Colloque : Les origines de la navigation à vapeur), p. 131.

385 - Méditerranée, CA 20/4/1871, J.F.S., 24/10/1872, On offrait l'usine pour 150.000 F.

386 - AD Gironde 1 M 7021, L'emploi en janvier 1870.

F. David	140	Boutin	40
F. Abribat	100	Joanne	23
A. Abribat	65	Garnier	20.

- 387 - Ibid., 1 M 7023 - J.F.S., 26/7/1876, Mise à prix : 20.000 F.
 388 - Ibid., 1 M 7036.
 389 - Pap. Bobin, Circulaire du 10/3/1846 (Atribat).
 390 - Ibid., Circulaire du 10/3/1846 (Ducot).
 391 - Petites Affiches de la Gironde. 28/1/1872, a.s.s.p., 8/1/1872.
 392 - Me Casteja, inventaire, 13/5/1879, Outre des biens propres (107.913 F) il laissait une fortune de 408.956 F.
 393 - Pap. Bobin, Circulaire Atribat et Bouquié, 5/2/1880, Deux commanditaires, Mme Vve Atribat et Sully Atribat ont fourni 200.000 F.
 394 - Petites Affiches de la Gironde, 1/3/1892, Prorogation a.s.s.p., 28/11/1891, Dissolution, 12/3/1892.
 395 - Ibid., a.s.s.p., 15/2/1892.
 396 - Ibid., 27/3/1892, 105.000 F pour chacun des gérants et 70.000 F chacun des trois commanditaires.
 397 - La Gironde, 8/1/1894.
 398 - Pap. Bobin, Circulaire, 12/5/1876, Me Rozier, 29/4/1876 (AD Gironde) Pour E. Michelot, cf. FERET, op. cit., p. 452.
 399 - Me Rozier, 13/5/1876. La raffinerie était louée 27.500 F (bail verbal). Répartition du capital : Michelot (500.000 F), Bazille (300.000 F), Banque Piganeau (250.000 F), Alfred Andrieu (150.000 F).
 400 - Me Blondeau, Inventaire, 30/1/1880, En 1889 certaines réintégrations ont été effectuées.
 401 - Me Momberol, 12/10/1889,

Répartition du capital

Gérants

J.B. Michelot	100.000 F
M. Lannelongue	100.000
J. Thébeaux	100.000

Commanditaires

J. Bazille	100.000 F
Liquidation Michelot	300.000
Banque Piganeau	200.000
L. Duchène	100.000

- 402 - Me Blondeau, Inventaire, 2/6/1890, Petites Affiches de la Gironde, 19/12/1897, Me Langlois, 6 et 10/12/1895.
 403 - Me Blondeau, Inventaires 17/1 et 7/6/1892,

Répartition du capital

Gérants

Lannelongue	150.000 F
Thébeaux	150.000

Commanditaires

Liquidation Bazille	75.000 F
Liquidation Michelot	225.000
Mme Vve J.B. Michelot	75.000
G. Piganeau	150.000
L. Duchène	75.000

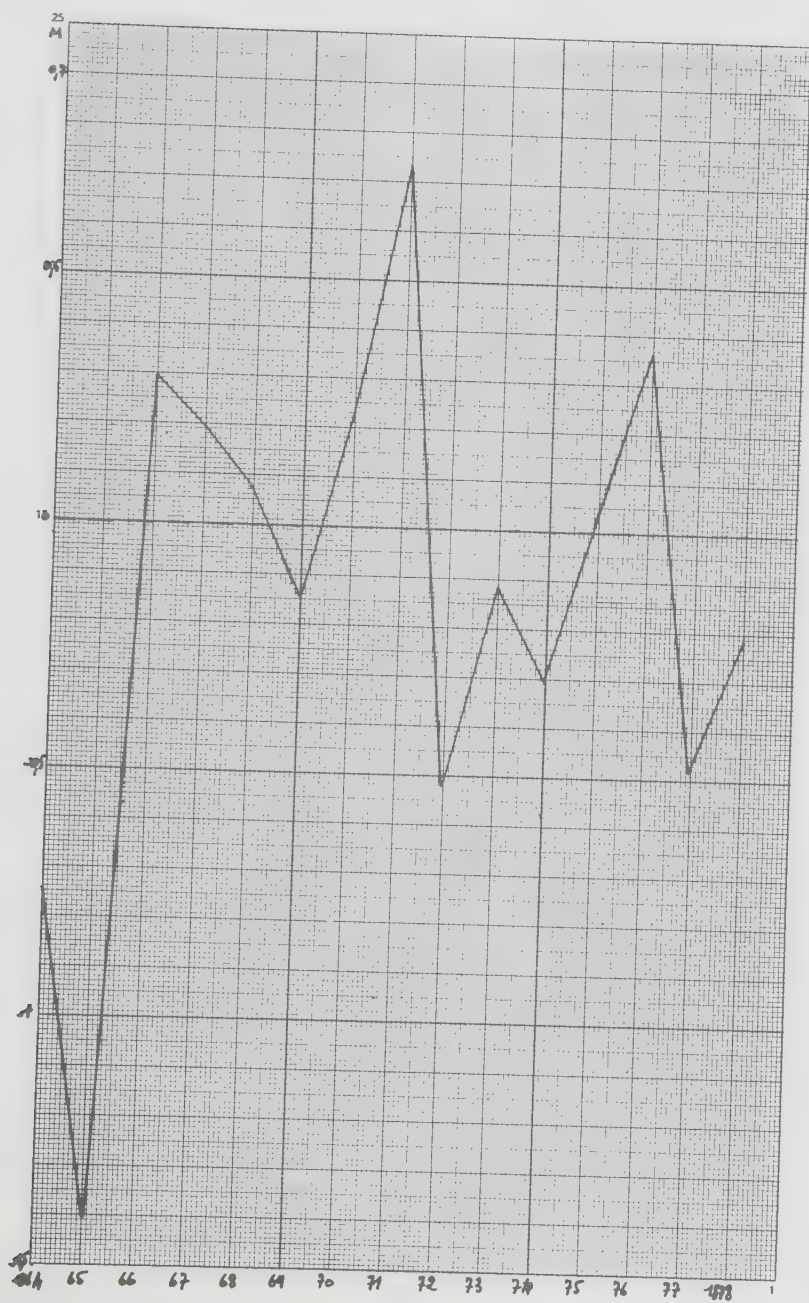
- 404 - A. Assier, Décadence du commerce maritime de Bordeaux, Moyens d'y remédier, 1864.
 405 - Sémaphore, 24/4/1864.
 406 - BN, Série W, Statuts imprimés, Il s'agit d'une société en commandite par actions au capital de 3,5 M (7.000 actions de 500 F).
 407 - AD Gironde, M 7016, Rapport présenté le 15/6/1865 par Lucien Faure.

- 408 - Mémoire sur le projet de transformation de la Grande distillerie de Bordeaux situé en Queyries appartenant à MM. Maurel et Prom et Maurel frères et de son exploitation en raffineries de sucre (Bordeaux, 20/2/1893). Les raffineurs bordelais absorbaient 20 à 23.000 tonnes de sucre, la consommation 3.000 et les autres ports 15.000. Les commissionnaires bordelais achetaient aussi du sucre de Java (cargaisons flottantes à ordre à Cadix, Belle-Isle et Falmouth). Enfin ils recevaient du sucre indigène par Dunkerque et le Tréport (fret 1,25 F par 100 kg) ou des entrepôts de Paris par chemin de fer (25 F la tonne).
- 409 - C.C. Nantes, E.T. 1889.
- 410 - H. BRUNSCHWIG, Mythes et réalités de l'impérialisme colonial français (1871-1914), p. 162.
- 411 - J.F.S. 20/11/1863.
- 412 - Courrier de Nantes, 2/11/1863, A Nantes, au début de novembre, la moitié des sucres de La Réunion était aux mains de la spéculation.
- 413 - J.F.S., 4/10/1863.
- 414 - Phare de la Loire, 9/1/1864.
- 415 - Ibid., 9/1/1864.
- 416 - RAULT, Réforme sur la loi des sucres, op. cit., p. 24.
- 417 - Courrier de Nantes, 14/11/1863.
- 418 - Phare de la Loire, 20/1/1864.
- 419 - J.F.S., 3/4/1864.
- 420 - Phare de la Loire, 16/4/1864.
- 421 - J.F.S., 10/7/1864.
- 422 - C.C. Marseille, S.C.I., 1867.
- 423 - A. Cezard, Le traité de commerce et la législation douanière, Nantes, 1860 p. 34.
- 424 - Journaux locaux, ventes publiques de 7.000 et de 5.000 pains les 21/9 et 4/10/1860.
- 425 - C.C. Nantes, E.T., 1883, "Le remboursement de la surtaxe n'a de vraie raison d'être que la facilité d'exportation. C'est, en fait, le seul motif sérieux invoqué à l'appui. Or, notre raffinerie, dont le débouché principal d'exportation était l'Angleterre, a cessé d'y vendre ses raffinés pour un motif bien simple. La marque Say vaut en Angleterre environ 1,50 F de plus, et, d'autre part, dans son rayon, notre raffinerie vend à la consommation intérieure 1,50 F environ au-dessus du cours de la raffinerie Say. L'exportation coûtait donc 3 F pour 100 kg à nos raffineurs. Ils ont dès lors étendu leur rayon et ont réussi à éviter l'exportation en Angleterre. La surtaxe n'a rien à y voir".
- 426 - C.C. Marseille, S.C.I. 1869 et 1872.
- 427 - C.C. Marseille, lettre du 10/12/1869.- Méditerranée, CA, 16/6/1869.- L. Massot estimait que les frais de fabrication étaient moins élevés en Hollande à cause de la qualité du sucre de Java.
- 428 - C.C. Marseille, L. Massot, 17/6/1869.

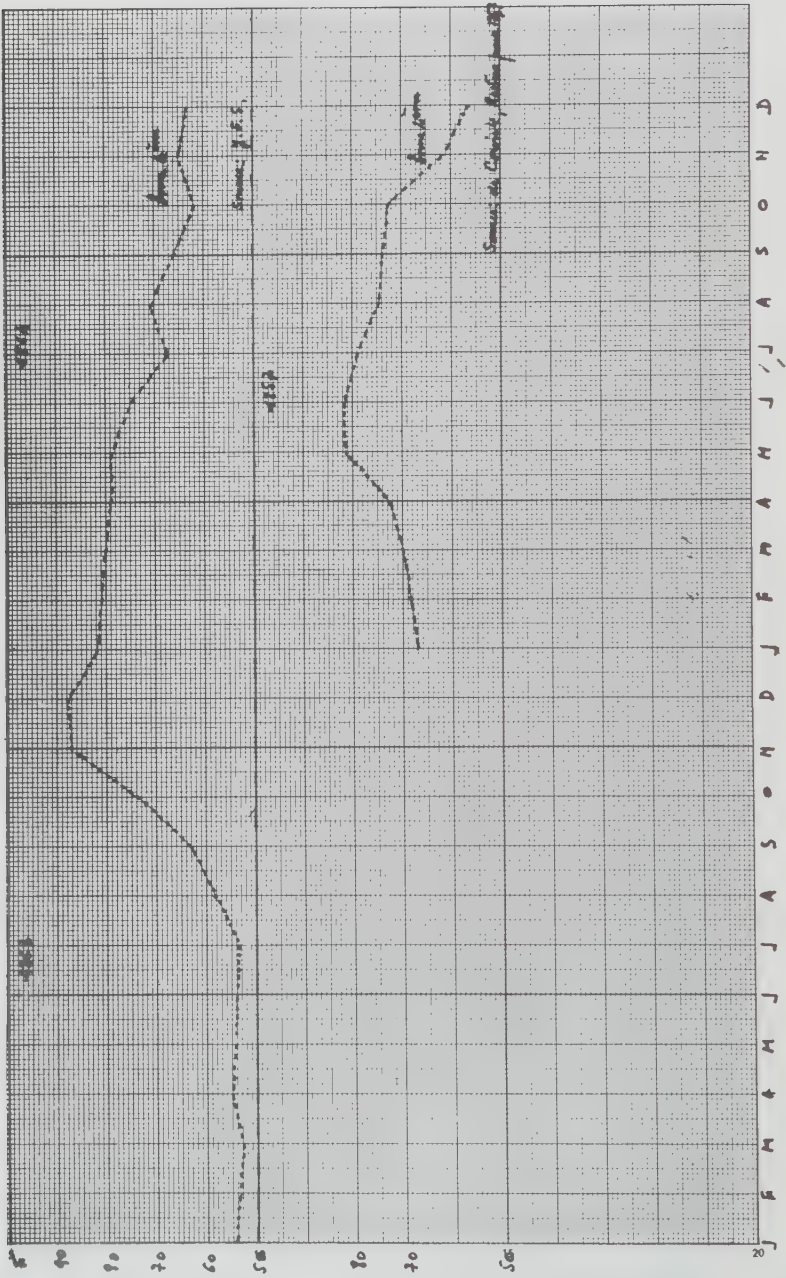
- 429 - C.C. Marseille, L. Massot à Amé, Directeur Général des Douanes, 27/5/1869 : "Vous devez comprendre que la concurrence hollandaise amènera fatalement la ruine de nos établissements si, par suite de types inférieurs, nous sommes assujettis à un rendement plus élevé que celui qui est demandé ailleurs pour les mêmes sucres, et même pour ceux de l'île de Java".- La Chambre de commerce de Marseille dénonçait à son tour l'altération des types (Marseille, 26/6/1869). Celles de Bordeaux et de Nantes annonçaient l'envoi de lettres à Paris (31/12/1869 et 10/1/1870).
- 430 - C.C. Marseille, C.R.T., 1870.

GRAPHIQUE n° 10

Les résultats des Raffineries Nantaises (1864 - 1878)

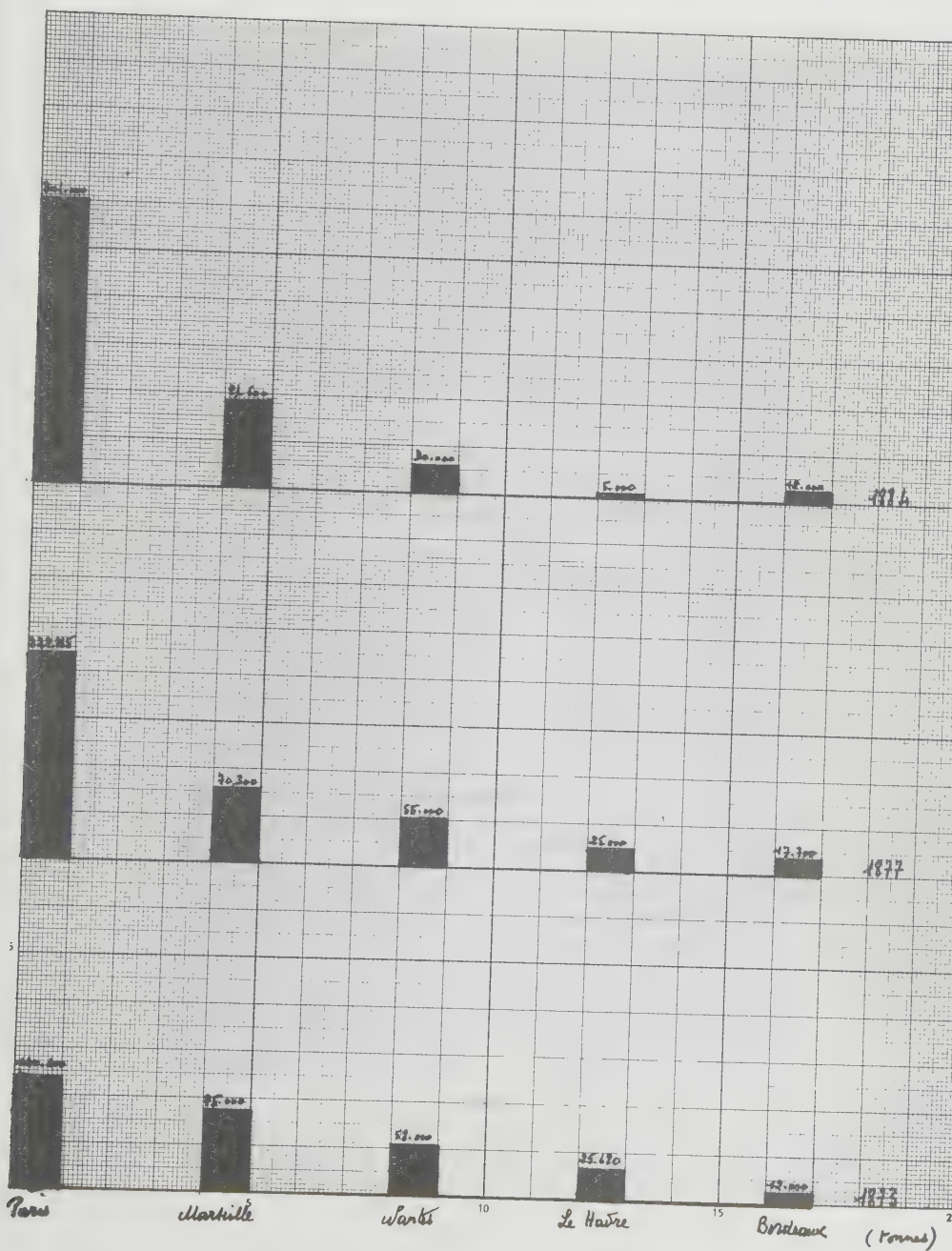


Cours du sucre en 1857 et 1863/1864

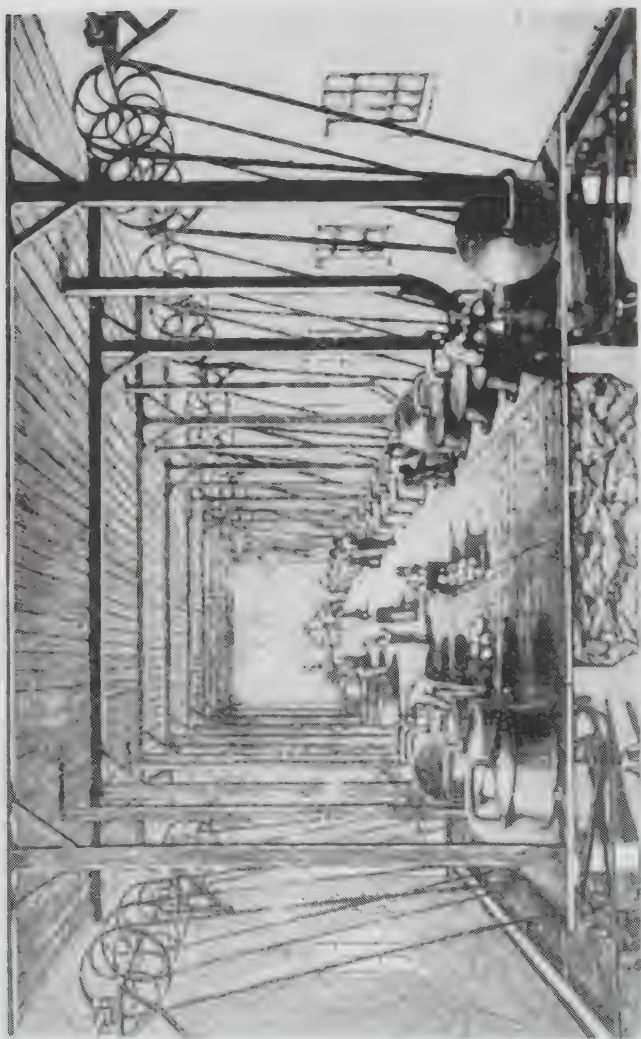


GRAPHIQUE N° 12

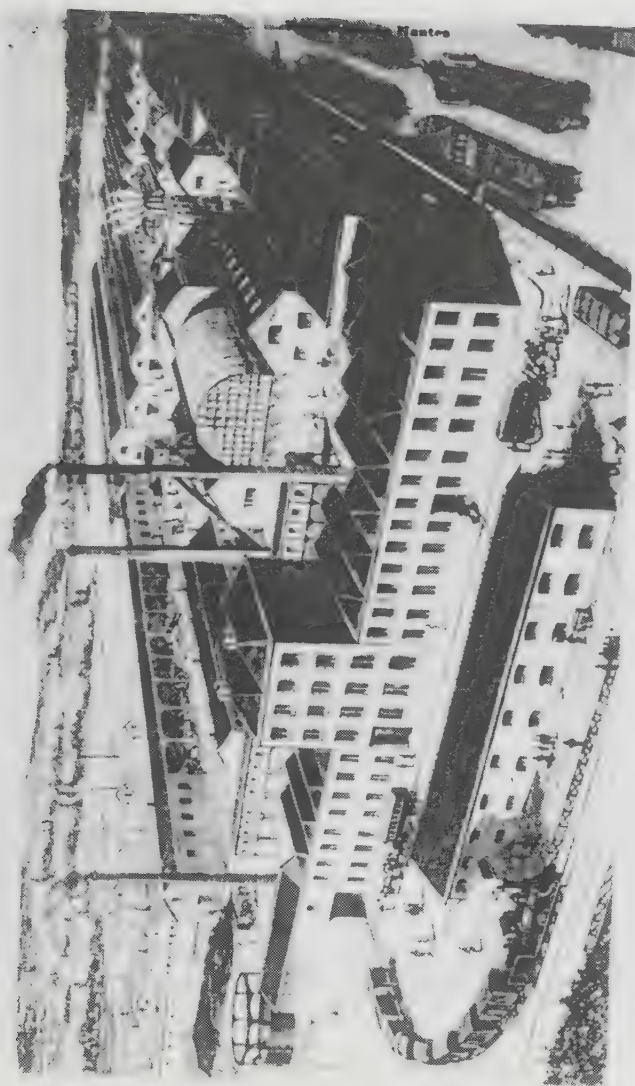
Fonte des raffineries de Paris et des Ports en 1873 , 1877 et 1884



Raffineries de Nantes

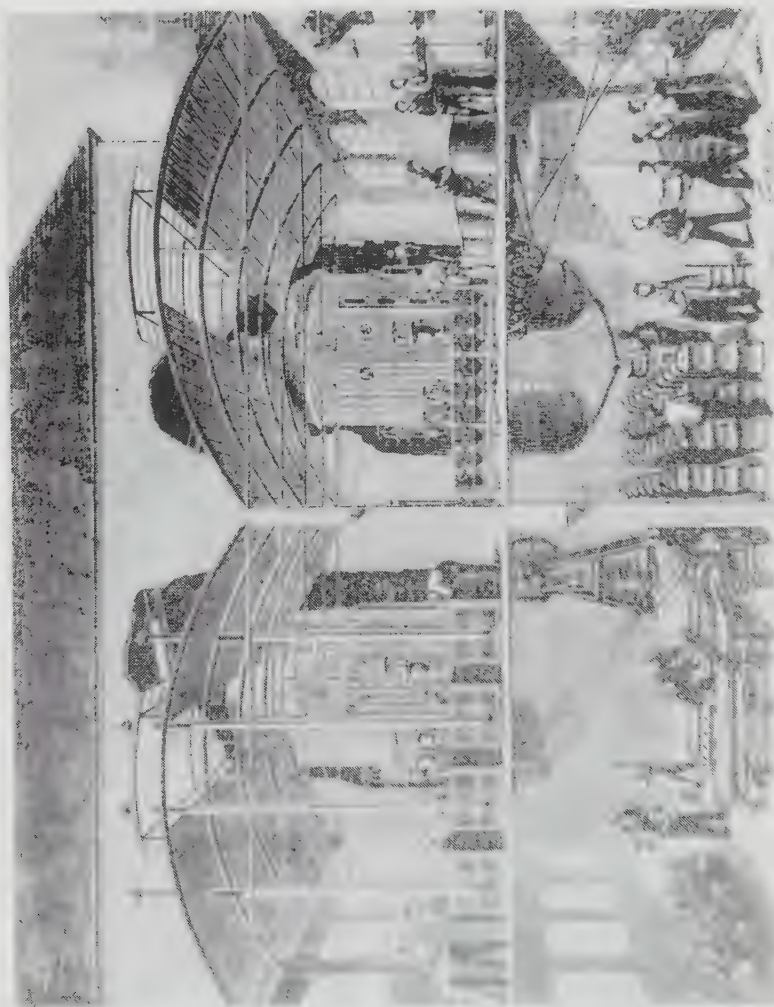


Atelier de purification des sures bruts (Procédé Warrick)

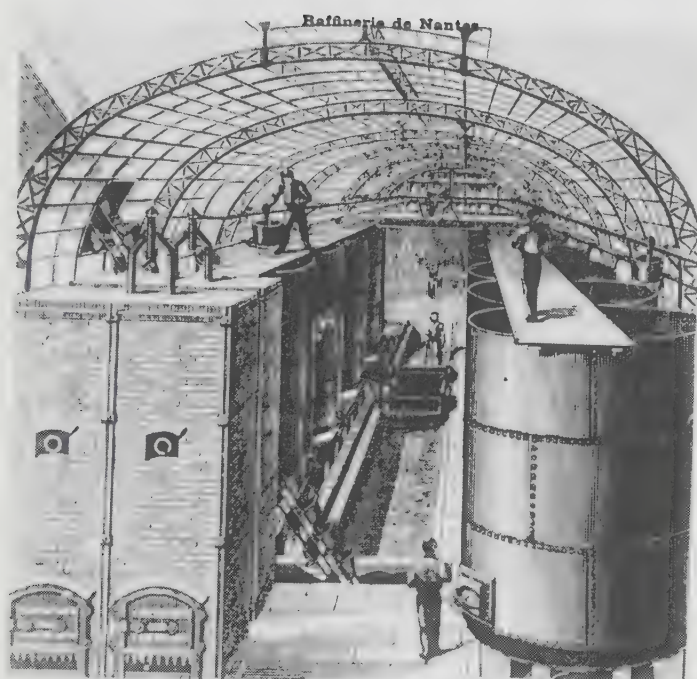


Acier de fonte, élimination et aigle

Raffineries de Nantes.



Voir de sucre scié de l'usine Césard.



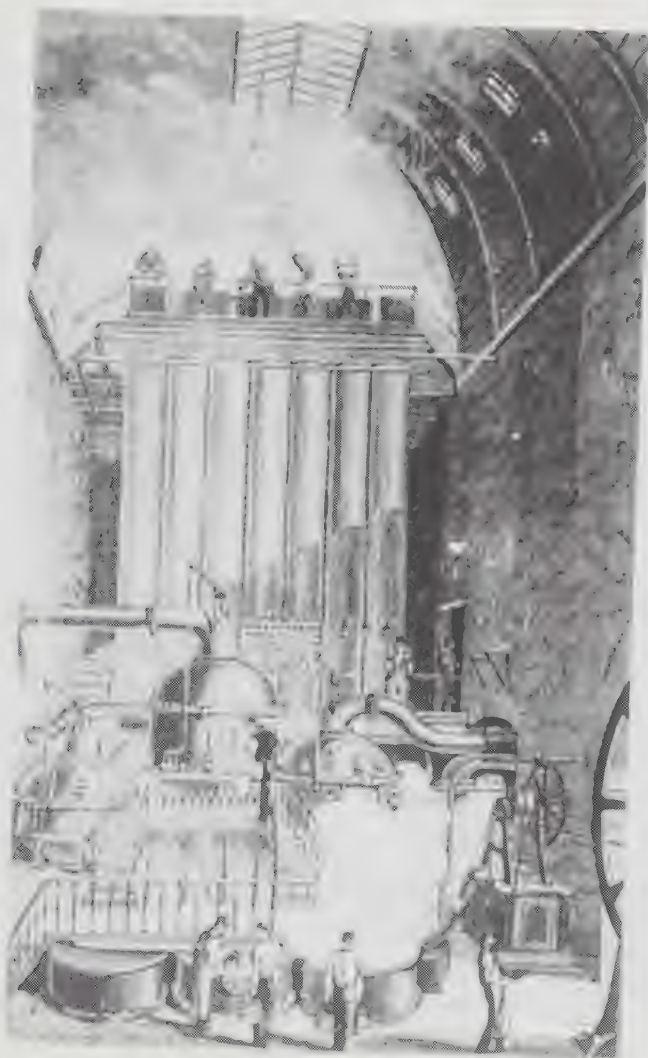
Atelier de revivification du noir animal.

Raffinerie de Nantes.



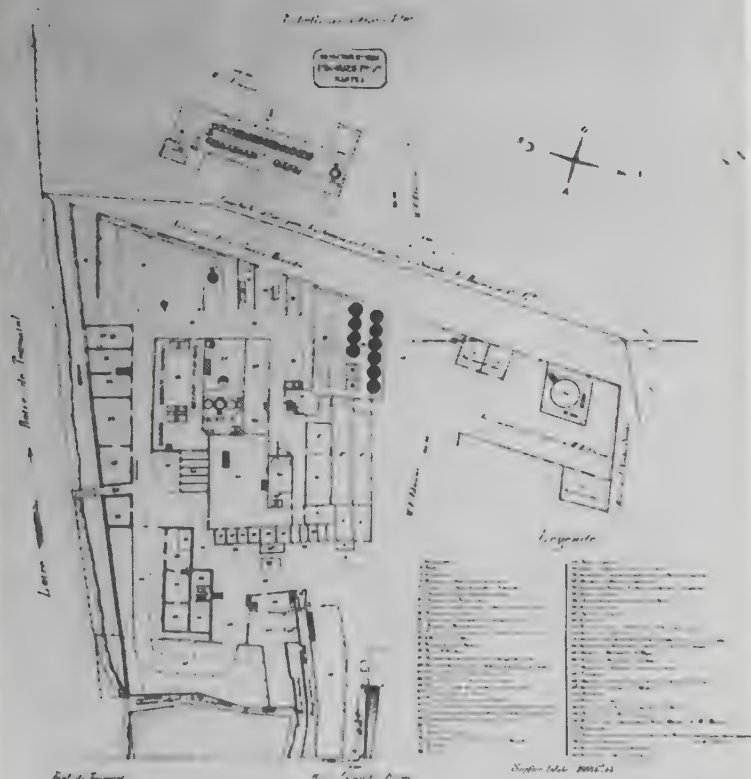
Machine à sécher et casser le sucre (Usine Cézard).

Raffineries de Nantes.



Vue à vol d'oiseau de l'usine Em. Fieffe.

RAFFINERIE DE M^r E ETIENNE A NANTES



Raffineries de Nantes.

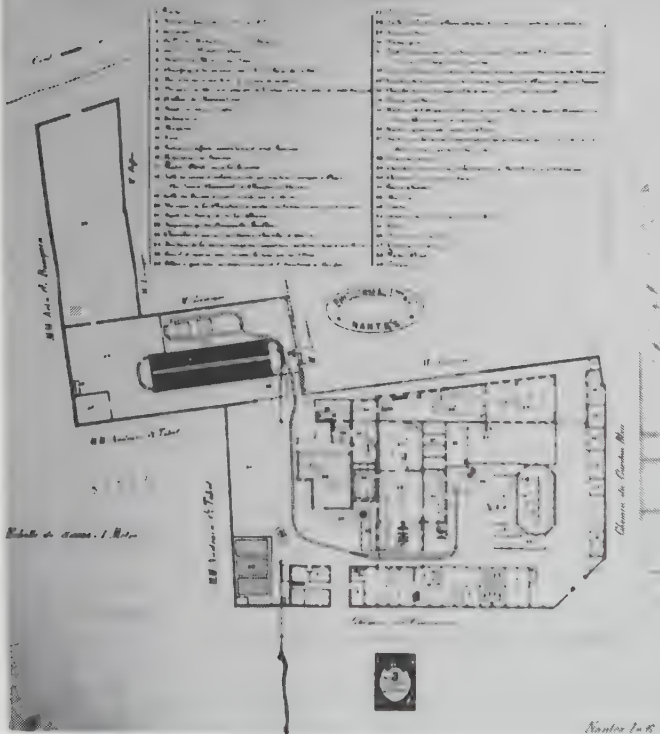
PLANCHE N° 16

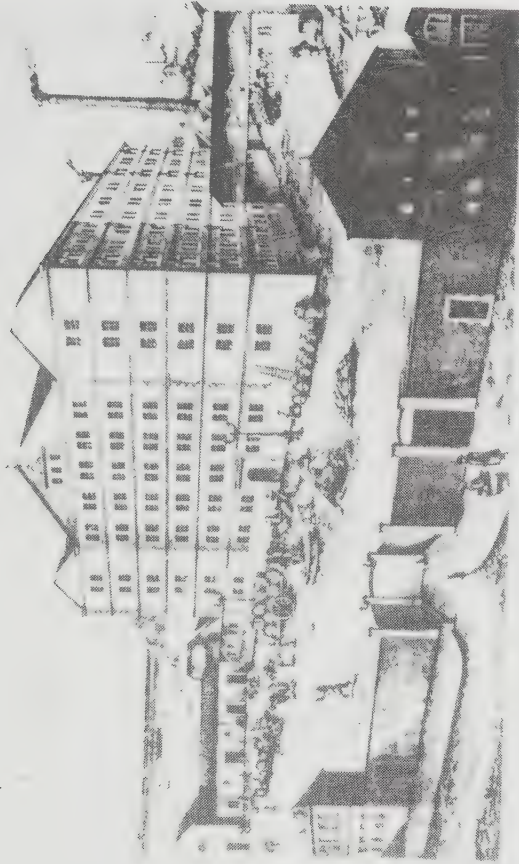


Vue à vol d'oiseau de l'usine Cézard.

RAFFINERIE DE M^r CEZARD A CHANTENAY-sur-LOIRE

Legende





LA RAFFINERIE SAINT-LOUIS APRÈS 1862 ET AVANT L'INCENDIE DE 1884
(Lithographie d'Adolphe AUBERT rue de l'Étoile)

TROISIEME PARTIE

--

LE NOUVEL ESSOR DES RAFFINERIES DES PORTS

Ainsi, dans les ports, les grandes sociétés familiales ont disparu. A Marseille le choc fut brutal et les faillites et fermetures n'ont épargné qu'une entreprise. Ailleurs on a une crise larvée qui prolonge celle des années 1864/1865. Il y a donc eu dans le temps des décalages dans l'effacement ou la ruine des firmes. Au Havre c'est même en 1898 que s'achève le lent processus d'usure qui a commencé en 1865.

A Marseille, le redémarrage a été rapide tandis qu'à Nantes ce n'est qu'en 1884 que l'on entre dans la phase de reconstruction et à Bordeaux, c'est seulement à partir de 1895 que s'amorce un développement. Il y a donc dans le nouvel essor des raffineries des ports des décalages dans la croissance qui ont pour cause ceux que l'on trouve dans la crise.

X

X

X

CHAPITRE VII

LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT DES RAFFINERIES DE NANTES

1 - Le redémarrage de la Raffinerie de Chantenay (1884-1920)

La reconstruction de la raffinerie nantaise s'est faite en plusieurs étapes. La plus importante fut la réouverture de la Raffinerie de Chantenay en 1884. Elle a abouti en mars 1886 à la constitution d'une société anonyme, mais une âpre lutte s'est, tout d'abord, déroulée pour la possession des deux raffineries, Etienne et Cezard.

Le 23 août 1884, l'usine du Cordon Bleu était adjugée au négociant L. Levesque, et celle des Ponts à P. Lapeyre, un entrepreneur de démolition. Sur surenchères, la première passait à Lapeyre, lié pour la circonstance à Ernest Souques, fabricant de sucre à La Guadeloupe, et la seconde à Stanislas Bardin, homme de paille du syndicat des raffineurs de Paris (1).

A - La structure et le contrôle financier de l'affaire.

La société E. Souques - Ses liens avec la famille Cail.

Dès le 16 octobre, Lapeyre a loué la raffinerie de Chantenay à Souques (2) qui l'a remise en marche le 5 novembre 1884 (3). E. Souques et sa famille avaient, depuis une vingtaine d'années, associé leur fortune à celle de Jean-François Cail (4). En 1864, c'était la formation de la Société Souques, J.-F. Cail & Cie pour l'exploitation de la Sucrerie de Beauport. En 1867, J.-F. Cail fondait la Cie Sucrière de la Pointe-à-Pitre, toujours avec le concours d'E. Souques (5).

Les établissements Cail avaient construit des centaines de sucreries en France, aux colonies et à l'étranger (6). Pour assurer des débouchés à ses fabrications, J.-F. Cail prenait des intérêts dans les sociétés qu'il équipait. De plus, par goût, il lança lui-même plusieurs affaires : en 1860, la Sucrerie de Trostianec (Ukraine) (7) ; en 1864, la Cie Sucrière du Puy de Dôme (8). Peu à peu il est devenu le plus grand producteur français de sucre colonial. Il possédait de nombreux intérêts dans la fabrication du sucre indigène et la commission et on peut dire qu'en 1871, l'acti-

tivité sucrière de J.-F. Cail l'emportait sur la chaudronnerie et la mécanique (9).

Le 22 mai 1871, J.-F. Cail disparaissait en laissant une fortune estimée à 42 M (10). Mais, très vite, la liquidation de ses affaires apportait de vives déceptions à ses héritiers (11). Ceux-ci ont bien cherché à se débarrasser de la plupart des actions des sucreries, mais personne n'en voulait. Les difficultés de l'industrie du sucre n'ont pas, il est vrai, facilité leurs calculs (12). Bon gré mal gré, ils ont donc dû organiser la gestion de leurs sociétés sur des bases nouvelles. En novembre 1875, la liquidation Cail fondait la S.A. de la Sucrierie de Sainte-Anne (13), et en décembre 1876, la S.A. de la Sucrierie de Port-Louis (14). Enfin, la branche métallurgie avait donné, elle aussi, des mécomptes. Pour sauvegarder plusieurs créances, la Société Cail & Cie avait dû prendre de nouveaux intérêts dans plusieurs sucreries. De son côté, l'usine de Bruxelles éprouvait des déceptions en Russie. Aussi, en 1882, ils ont vendu leur affaire (15).

Cependant, la liquidation Cail continuait à animer, avec l'appui de Souques, un groupe sucrier aux liens assez lâches, qui contrôlait en 1884, plusieurs sucreries à La Guadeloupe, Flavy-le-Martel, Trostianec, la Raffinerie de Chantenay et l'ancienne raffinerie Prévost à Paris, tandis que la Société Générale de Commerce (H. Moitessier & Cie) assumait toujours la consignation des sucres. Dès 1871, la famille Cail a envisagé de construire une raffinerie à Paris, mais la crise de 1871 a contrarié la réalisation du projet (16). En 1884, l'initiative est venue de Souques. Il échafauda des combinaisons avec H. Moitessier, à qui les sucreries de La Guadeloupe devaient de l'argent. Moitessier gèrerait la raffinerie Prévost avec des fonds avancés par Souques (1 M) et on appliquerait les bénéfices à l'extinction des dettes. Mais Souques n'a pu se procurer la somme promise, il s'est alors adressé à Mme Vve Cail qui a fait verser 600.000 F à Moitessier par le Crédit Lyonnais. Souques resta donc son débiteur (17).

La création de la S.A. Raffinerie de Chantenay.

Sous la direction de Texier et de Paret (18), l'exploitation de la raffinerie de Chantenay a bien démarré. Souques et la famille Cail ont alors décidé de constituer une société anonyme. Le 25 mars 1886 naissait la S.A. Raffinerie de Chantenay au capital social de 1,4 M (2.800 actions de 500 F). Lapeyre apportait l'usine pour 1 M. On lui attribua 2.000 actions entièrement libérées. Souques recevait 400 actions (200.000 F) pour les augmentations et améliorations faites à l'établissement - La construction d'une rhumerie - la clientèle et les relations commerciales qu'il

avait créées. En outre, il laissait à la nouvelle société les gains réalisés depuis janvier 1886 (19). L'estimation des apports était, d'après les commissaires, très raisonnable (20). Ce qui surprend, par contre, c'est la faiblesse des souscriptions en numéraire (200.000 F) (21).

Tous les actionnaires avaient des attaches avec Souques ou avec les familles Cail - Hebert (22), J. Maufrais, longtemps comptable de J.-F. Cail était l'homme de confiance de Souques ; G. Couturier, ancien gouverneur de La Guadeloupe et administrateur du Crédit Foncier Colonial, son ami, E. Solacroup, fils de l'ancien directeur du Paris-Orléans, avait épousé une fille de Ch. Hébert ; quant à J. Lemesle, c'était le fondé de pouvoir et le conseiller écouté de Mme Vve Cail et des Hebert. G. Couturier présidait le conseil d'administration avec autour de lui, P. Hebert, Maufrais, Souques et Turpin. Souques, qui venait d'acheter les 2.000 actions de Lapeyre, orientait la gestion de la raffinerie malgré de longs séjours à La Guadeloupe. Toutefois, la marche de Chantenay dépendait surtout de l'appui financier de Mme Vve Cail. Elle avait, en effet, donné son aval à un crédit de 1 M consenti par le Crédit Lyonnais et sa caution à l'administration des Douanes pour le paiement des droits (23).

L'entrée des Dehaynig dans l'affaire.

Moitessier a suspendu ses paiements en juin 1886. Dès le 2 juillet, Maufrais annonçait par circulaire que la liquidation Cail reprenait l'exploitation de la raffinerie Prévost. En fait, Souques devenait co-gérant et il le resta jusqu'à la dénonciation du traité les liant au syndic de la faillite Prévost (1er mars 1888). Pour Chantenay Mme Vve Cail avait envisagé en juin 1886 le retrait de son aval, mais Maufrais réussit à l'en dissuader (24). Mais peu à peu les rapports entre Souques et les Cail - Hébert se sont détériorés. Souques devait beaucoup d'argent à Mme Vve Cail et la gestion commune de l'usine Prévost avait amplifié les désaccords.

En juillet 1888, Mme Vve Cail a estimé que son aval n'était plus indispensable (25). Elle ne voulait pas entraver la marche de la raffinerie, mais seulement forcer Souques à rembourser d'une façon ou d'une autre ses dettes (26). Chantenay réalisait alors des bénéfices que Souques monopolisait presque avec ses 2.440 actions. Il a d'ailleurs accusé le coup avec optimisme (27), mais, en 1889, il acceptait l'émission de 3.000 obligations de 500 F (28). Déjà, en 1888, l'assemblée générale avait adopté une résolution instituant un fonds de roulement à prélever sur les 85 % des bénéfices disponibles - déduction faite des charges statutaires (29).

Le conflit entre Souques et la famille Cail - Hébert s'est apaisé

pendant quelques années. Mais deux faits - les prises de position aventureuses du directeur Texier à la Bourse de commerce de Paris en 1894 et 1895 et les graves difficultés de Souques à La Guadeloupe - vont le relancer.

En 1894, un procès opposa Souques aux héritiers de Mme Vve Cail. Le différend portait sur les deux exploitations communes de l'usine Prévost. Souques réclamait 1,8 M. Au bord de la ruine, ne pouvant rembourser les emprunts contractés pour assurer la marche de ses sucreries, il cherchait par tous les moyens à se procurer des fonds.

En effet, depuis 1884, l'économie sucrière de La Guadeloupe traversait une crise sans précédent (30). L'outillage des usines avait été transformé, mais, chaque année, les sociétés payaient 3 M d'intérêts aux banques. Depuis 1890, le malaise s'était accentué à cause de la sécheresse et de l'avilissement du prix du sucre brut. En 1894, la production diminua de 50 %. Souques, comme la plupart des Antillais a toujours vécu avec du crédit. En 1864, sa famille a dû abandonner Beauport pour payer le matériel acheté à J.-F. Cail. En 1876, la sucrerie de Beauport était encore grevée de deux inscriptions hypothécaires au profit de la société Cail et du Crédit Foncier Colonial (31). En 1890, le capital de la S.A. sucrière de Port-Louis (devenue Société des Sucreries de Port-Louis) était réduit à 1,2 M et cela malgré l'apport des deux habitations de Bellevue et Plaisance (32). Le Crédit Foncier Colonial conservait d'ailleurs sur l'ensemble une hypothèque pour sûreté d'un prêt de 1 M. Seule la Cie Sucrière de la Pointe à Pitre n'avait pas de problèmes.

Pour Chantenay, le dénouement a commencé en avril 1896. Souques dû alors faire délégation à la Banque de Consignation de toutes les sommes possédées ou à recevoir à la raffinerie (33). P. Hebert le somma alors d'abandonner le poste d'administrateur délégué qu'il occupait depuis le départ de Maufrais puisqu'il n'avait plus d'intérêt dans la société. Souques tergiversa, mais, en juillet, il démissionna après avoir vendu ses titres aux Hebert et à un nouveau groupe d'actionnaires, les Dehaynin pour 2.208.000 F (34). E. Solacroup assumait la présidence du conseil (35), tandis que P. Hebert devenait administrateur délégué (36). En 1897 Gabriel Dehaynin succéda à Solacroup (37). C'était le début d'une emprise qui peu à peu s'est affirmée.

Dès le Second Empire, les Dehaynin (38) ont eu des relations avec J.-F. Cail. Un Dehaynin a toujours siégé au Conseil de surveillance des Etablissements Cail (l'un d'eux en fut même le liquidateur). En 1882, Paul Hebert épousait Alice Monthiers, nièce d'Albert Dehaynin. Tous ces liens expliquent leur entrée à Chantenay. Avec eux, Albert Watel, gendre d'Albert Dehaynin, se glissait dans la société.

Dans les années 1820, on trouve les Dehaynin dans le charbon et la batellerie. A Paris ils vendaient des houilles en gros et dans le Nord ils ont créé une entreprise de transport fluvial. Entre 1840 et 1850, leurs activités se sont étendues grâce à Gabriel et Félix Dehaynin. Le premier était né à Paris le 10 mars 1815. D'abord avocat (1838), il quitta le barreau pour le négoce (1840). En 1843, il organisa des services accélérés à la vapeur sur les canaux du Nord, des Ardennes et du Pas-de-Calais, puis sur la Seine entre Le Havre et Paris. Il exploitait aussi en société plusieurs mines de charbon en France et en Belgique. Il était membre du Comité des Houillères. En même temps il équipa d'usines à gaz les villes du Nord de la France et de Belgique tout en se consacrant avec son père et ses frères à la fabrication d'agglomérés.

A vrai dire, rien ne le rebutait (39). Il possédait des usines de produits chimiques à Paris et à Anzin. Il s'occupait de chemins de fer, de sucre, de banque. D'ailleurs, depuis longtemps, les Dehaynin père et fils s'intitulaient banquiers-négociants. En 1848, G. Dehaynin participa à la fondation du Comptoir d'Escompte de Paris, en 1859, à celle du Crédit Industriel et Commercial et en 1864, il imposa la création du Crédit du Nord.

Son frère Félix a commencé sa carrière industrielle dans les charbonnages à Bénézet près de Commeny. Il a donné ensuite une grande extension au commerce de son père. Puis dans les années 1860, il est devenu le premier fabricant de briquettes de France et de Belgique. Il a monté encore une usine de distillation de houille à Aubervilliers et une distillerie de betteraves à Montevrain.

Le fils de Gabriel, Albert, né à Paris le 1er janvier 1841, entra en 1871 au conseil d'administration de la Cie des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris, vice-président en 1884, président en 1891, il a assumé désormais la conduite de cette grosse affaire. En 1877, les Dehaynin ont concentré l'exploitation de leurs usines à gaz et créé la Cie Française d'Eclairage et de Chauffage par le gaz (40). A. Dehaynin en était le vice-président et peu à peu on le retrouve comme administrateur dans les sociétés fondées par son père.

La dynastie des Watel a eu une ascension encore plus rapide. Louis Watel (41) était né à Leers le 24 mars 1822, d'un père tisserand. En 1840, il arriva à Paris où il travailla à la construction des fortifications. En 1842, il se lança pour son compte dans les travaux publics et en 1870 on pouvait le considérer comme un des plus grands entrepreneurs français. Plus tard, son fils Etienne a abandonné la branche travaux publics à son associé Hersent pour se consacrer à d'autres affaires (42). Son petit-fils Albert

(43) (qui a pris en 1900 le nom de Watel-Dehaynin) gérait la maison de banque Dehaynin, Watel & Cie de Bruxelles (44) et siégeait dans les conseils des sociétés contrôlées par les Dehaynin et Watel.

B - La gestion.

La plupart des problèmes concernant l'activité de la Raffinerie de Chantenay peuvent être saisis à travers quelques indicateurs.

De 1885 à 1913 la fonte a augmenté au rythme moyen annuel de 2,1 % - passant de 12.565 tonnes à 26.476 tonnes (cf graphique n° 13 et tableau n° 13). La production de raffiné (pains, sciés ...) s'est développée (176 % en plus) tandis que celle des vergeoises et de mélasse a diminué (75 % et 33 % en moins). Le rendement s'est donc amélioré. Néanmoins, il a fallu attendre 1910 pour que la fabrication de vergeoises diminue et que l'on abandonne un mode de travail qui s'apparentait davantage aux procédés des années 1860 qu'à ceux du XXe siècle. Cela a pesé sur les coûts qui sont restés relativement élevés jusqu'en 1912 (cf tableau n° 14).

De leur côté les ventes ont augmenté d'environ 150 % de 1885 à 1913 et les pilés ont reculé au profit des raffinés (cf tableau n° 15).

Les fluctuations de la fonte reflètent dans une certaine mesure les quotas imposés par le syndicat des raffineurs mais cette contrainte ne suffit pas à expliquer la chute de la production de 1893 à 1903 et le creux des années 1908 à 1912 car ce n'est qu'en 1913 que l'on retrouve un chiffre supérieur à ceux de 1890 et 1891. La croissance de Chantenay a donc été freinée par des difficultés internes.

Les résultats confirment d'ailleurs ces difficultés (cf graphique n° 14 et tableau n° 15a). La Raffinerie de Chantenay a subi de grosses pertes en 1894 et ensuite la rentabilité est demeurée assez faible. A partir de 1905 on a une période où les pertes cumulées pendant 6 exercices atteignent 2.730.205 F. Pour les 41 années considérées (1885-1919) elles se montent à 5.799.021 F en face d'un cash flow de 16.029.308 F qui se répartit en trois masses (5.059.866 F de 1885 à 1893 - 3.015.084 F de 1895 à 1904 et 7.954.358 F de 1911 à 1919).

Après un bon départ la Raffinerie de Chantenay s'est vite essoufflée, surtout si l'on calcule la rentabilité par rapport à l'actif total (cf tableau n° 15b). On a donc investi, mais il a fallu se procurer des moyens de paiement pour faire marcher l'affaire (cf tableau n° 16). A partir de 1909 le coefficient de ~~couverture~~ des immobilisations est devenu

franchement mauvais (cf tableau 17) et dès 1908 le fonds de roulement a dû être alimenté par de grosses avances. Les banquiers n'ont pas marchandé leur aide et c'est finalement ce qui a permis à Chantenay de se doter d'un nouvel outil de travail.

Une gestion spéculative (1884-1894).

Dès novembre 1884, Souques avait remis en marche la Raffinerie de Chantenay après y avoir fait effectuer quelques améliorations de détail (45). Il avait repris contact avec une partie de l'ancienne clientèle de Nantes et créé de nouvelles relations financières et industrielles (46). En particulier on avait construit une rhumerie et grâce à la garantie du Crédit Lyonnais, Texier avait pu compléter ses achats de sucre brut (47).

L'adhésion de Chantenay au syndicat posait de graves problèmes. En effet, l'usine était installée de façon à travailler aisément 15.000 tonnes de sucre brut, mais sa fonte théorique avait été fixée à 9.000 tonnes pour les raffinés et à 2.000 tonnes pour les vergeoises (48). chiffres bien inférieurs aux ventes réalisées en 1883 par Etienne et Gezard, et, si l'arrêt des Ponts facilitait le redémarrage, les contrats conclus avec l'épicerie par les Parisiens freinaient les ventes (49) ; aussi Texier dut rechercher des débouchés à l'étranger et se lancer dans la fabrication du candi (50).

La guerre que se livraient Paris et Marseille n'arrangeait pas non plus les choses. Partout on baissait les prix et Texier était à son tour obligé de réduire ses limites (51). Le départ de Souques pour la Guadeloupe le laissait seul maître de l'affaire (52) avec, il est vrai, un lointain contrôle de Maufrais qui cherchait surtout à harmoniser la stratégie de Chantenay avec celle de Moitessier (53). Malgré une fonte réduite (200 sacs par jour), les stocks augmentaient dangereusement, car les ventes étaient pour ainsi dire nulles (54). Texier était obligé de warranter des sucres bruts en magasin pour se procurer des fonds (55), mais cependant il appuyait l'offensive des Parisiens contre les Marseillais en livrant le maximum de vergeoise dans le Midi (56). Lorsque Maufrais envisagea de fermer l'usine pendant quelques mois, il s'y opposa en lui démontrant qu'il fallait patienter et attendre que les marchés en cours avec Paris soient terminés pour que la clientèle revienne - l'attrait de la marque dans l'Ouest devant alors jouer à plein (57).

A la faveur de la lutte contre Marseille, la raffinerie de Chantenay essayait de prendre pied en Algérie (58) et en Espagne (59), mais, par contre, elle perdait des débouchés pour ses vergeoises dans le midi (60).

La faiblesse de l'écart de raffinage et la mévente rendaient la situation financière de l'entreprise "un peu serrée" (61) - aussi, pour ne pas dépasser le montant de l'avance consentie par le Crédit Lyonnais, les achats de brut se faisaient presque au jour le jour (62). Quant au syndicat, c'était pour Texier une véritable entrave au progrès. L'obligation de travailler et de livrer, chaque mois, une quantité déterminée de sucre le gênait beaucoup. Il aurait préféré rester seul juge de sa production, tout en limitant sa fonte annuelle (63). Toutefois, il réalisa, grâce à d'heureux arbitrages, un bénéfice de 690.868 F pour son premier exercice.

De même, les profits de 1886 et 1887 (731.864 F et 1.118.410 F) ne résultaient pas seulement des opérations de raffinage ; ils comprenaient des opérations commerciales de toute nature : achats de cargaisons en gros à déprime et reventes de lots avec bénéfice (64), différences de cours au moment de l'inventaire, ventes de sucre pour les vendanges et rectification de mélasses vendues à des prix exceptionnellement élevés et, enfin, les gains sur les rhums (65).

En 1886, Texier avait réussi à placer 30.000 pains de 2 kilogrammes dans le Golfe Persique et en Mer Rouge par l'intermédiaire d'une maison de Londres ; au total il avait expédié, à partir de Marseille, 1.000 tonnes de sucre raffiné à destination de l'Orient et de l'Afrique du Nord. Mais, par caboteur, les envois sur Marseille étaient trop irréguliers, aussi il pressait Maufrais d'intervenir auprès de Solacroup pour obtenir une réduction des frais de transport pour les 3.000 tonnes qu'il pensait pouvoir exporter via Marseille. Il réclamait un tarif de 20 F par tonne au P.O. et au P.L.M. (La Cie des Vapeurs de Charge lui prenait alors 18 F, c'est-à-dire 20 à 22,50 F tout compris) (66). Chantenay souffrait de l'absence de liaisons régulières avec l'étranger. Paradoxalement, le fret manquait pour créer des services réguliers et il ne pouvait pas augmenter, parce que les vapeurs ne touchaient pas les ports de la Basse-Loire. Quant au marché de consommation de l'Ouest, il restait toujours soumis à la vive concurrence des raffineurs parisiens qui faisaient de grosses concessions aux acheteurs (67). Texier était obligé de suivre la baisse, aussi Souques et Maufrais le poussaient à fabriquer des candis sur une grande échelle.

Pour Texier ce choix menait à l'aventure dans la mesure où, d'une part, les Cossé-Duval - comme, d'ailleurs, les Pellerin et Corhumel - étaient solidement implantés en Champagne (68) ; d'autre part, la consommation de candis en gros cristaux tendait à diminuer, car ils n'étaient plus employés que pour la fabrication des vins des grandes marques et, encore, depuis quelques années, on commençait à employer des sucres cris-

tallisés-candis. Les grandes marques ne s'en vantaient pas, mais le faisaient tout de même, tandis que les maisons de deuxième ou troisième ordre employaient surtout du sucre en pain et des cristallisés exotiques. De plus, le Champagne sucré était moins en vogue, car on lui préférait le Champagne sec. Pour toutes ces raisons, la consommation de candi ne dépassait pas 2.000 tonnes par an, aussi l'amortissement d'une installation spéciale pour le candi paraissait à Texier, aléatoire. Enfin, il utilisa un dernier argument pour convaincre les dirigeants de Chantenay - et non des moindres - puisqu'il s'agissait de bases financières de l'opération. Il soulignait que les négociants de Reims ou d'Épernay avaient pris l'habitude de régler leurs factures quand cela leur faisait plaisir, d'où des découverts forcés de 12, 15, et même 18 mois pour les candiseries (69). Il fallait donc avoir de larges facilités bancaires pour tenir et il conseillait donc à Maufrais de se contenter de la production de cristallisés-candis. Cependant, il traita une affaire de 40 tonnes de candi gros grain. L'écart fut de 20 F. C'était insuffisant et pendant 25 ans, Chantenay renonça à fabriquer des candis, d'autant plus que le syndicat n'acceptait pas de les mettre hors quota (70).

Plus épineux pour Chantenay étaient les problèmes posés par la gestion financière de l'entreprise. L'affaire disposait d'un fonds social de 1,4 M, mais elle avait été formée sans autres ressources qu'un capital de 200.000 F en numéraire, lequel n'avait été versé qu'à concurrence de la moitié (71). La société vivait donc grâce aux avances consenties par le Crédit Lyonnais (1 M), moyennant l'aval de Mme Vve Cail qui fut réduit à 500.000 F en juillet 1887 (72). Cela signifiait que le Crédit Lyonnais risquait de revoir le montant du découvert accordé à Chantenay, d'où des difficultés prévisibles, surtout au moment des arrivages du brut (73). Souques, proposa alors de ne pas distribuer de dividende pour 1887 et, pendant quelques années afin de constituer avec les sommes ainsi gelées un fonds de manœuvre de 3 M. Mais il se heurta à l'opposition de la famille Cail-Hebert (74), et, comme entre-temps Mme Vve Cail avait supprimé son aval, Souques finit par accepter un compromis (75).

Comme il n'était pas question de donner des garanties hypothécaires au Crédit Lyonnais, ni d'émettre des obligations (Souques s'y opposa), le conseil d'administration décida tout d'abord de ne point faire de distribution de bénéfices et de créer, au moyen du dividende réservé et des profits ultérieurs, un fonds de roulement jusqu'à concurrence de 1,5 M ; ensuite, comme il était possible que Chantenay ait besoin, soit de certains concours financiers, soit d'influences pour se procurer des fonds, on dé-

cida aussi (à la demande des Cail-Hebert) que le conseil d'administration pourrait être composé de 5 à 7 membres au lieu de 5.

En 1888 la rupture du syndicat réduisit les bénéfices à 126.240 F. Chantenay avait cependant bien résisté à l'offensive de Paris et Texier avait même établi des agences à Laval et Alençon. Isolé, Souques dût se résigner à la création de 3.000 obligations de 500 F à 5 %. Conformément aux propositions du conseil d'administration, un dividende de 50 % (250 F) fut réparti au moyen des obligations créées (76). Les actionnaires de Chantenay devenaient ainsi leur propre banquier. La société y trouvait une plus grande sécurité et bénéficiait de la différence de taux existant entre les conditions de la banque et l'intérêt légal qui leur était servi.

La période 1888-1892 correspond à l'existence de ce que l'on a appelé le deuxième syndicat des raffineurs, que Chantenay a quitté en décembre 1889, ce qui a provoqué une forte augmentation de la production en 1890 et 1891. Les Parisiens n'ont réagi qu'en janvier 1892, mais durement ; aussi Maufrais se soumettait dès juillet. Mais la paix entre Paris et Marseille ne fut conclue qu'en février 1893, ce qui retarda la reprise et incita peut-être Texier à se lancer dans de dangereux arbitrages.

En effet, il aimait spéculer. C'est en 1889, au moment des manœuvres du syndicat de Magdebourg sur les marchés européens, qu'il a commencé à prendre de gros risques à la Bourse de commerce de Paris. Le 30 juin, ses bénéfices se montaient déjà à 782.089 F "avec des évaluations calculées pour parer à tous les mécomptes possibles" (77). Il avait eu la chance d'acheter quelques cargaisons avant la hausse. Largement approvisionné, il a ainsi gagné des sommes considérables. Mais, comme il trouvait la hausse exagérée et qu'il s'attendait à "une dégringolade" en fin de campagne, il a cherché à alléger ses positions (78).

D'ailleurs, les livraisons à la consommation étaient loin d'être actives, car les épiciers étaient surpris de voir la hausse du brut coïncider avec une faible variation du prix du raffiné, et ils préférèrent vendre toutes leurs marchandises avant d'en acheter d'autres (79). Toutefois, Texier estimait que l'épicerie allait bientôt se jeter sur les raffinés et produire elle-même la hausse ; aussi, malgré la mévente, il n'avait pas réduit sa fonte. Selon lui, il y avait moins de danger à avoir un stock des marchandises fabriquées susceptibles d'un écoulement immédiat à la première occasion favorable qu'à garder du sucre brut. La baisse de juillet l'a donc surpris, mais il réussit à dénouer ses arbitrages en bourse avec bénéfice (80), et il pensait pouvoir gagner, "à moins d'un événement extraordinaire" plus d'1 M (81). A partir de septembre la baisse

s'est accentuées (82). L'inventaire ne donna que 469.193 F de bénéfices (83). Il est vrai qu'après avoir cru à la hausse, il avait mis ensuite sur la baisse (84) et retardé ses achats de brut et ses opérations de couverture (85) - et il n'avait pas eu la possibilité de se débarrasser de son stock.

L'exercice 1894 se traduisit par une perte de 1.368.735 F provenant uniquement des spéculations faites par Texier avec la complicité plus ou moins tacite de plusieurs courtiers en sucre parisiens (86). Maufrais accusé de négligence démissionna (87), G. Couturier aussi (88). Texier, lui, tenta de se suicider. On parla de poursuites (89). Vite, le conseil a pris les décisions qui s'imposaient pour assurer la continuité du travail en nommant de nouveaux responsables (90), mais le rôle joué par l'agence du Crédit Lyonnais de Nantes dans cette affaire provoqua des difficultés sur le plan financier (91). Elle avait, semble-t-il, accordé trop de confiance à Texier, d'où des froissements et même un procès entre Chantenay et le Crédit Lyonnais (92). La banque s'inquiétait, à juste titre, de l'avenir de la raffinerie et voulait surtout diminuer l'importance de ses avances. Heureusement le Comptoir National d'Escompte proposa ses bons offices et aida Chantenay à franchir le mauvais cap de 1895 (93) et lui fournit même un nouvel administrateur G. Martin (94).

La remise en ordre (1895-1904)

En 1895 on décida alors d'affecter 856.182 F de réserves à l'extinction d'une partie des pertes (95) mais de nouvelles spéculations de Texier avaient fait perdre encore 419.473 F à la société. Les bénéfices réalisés en fin d'exercice ont servi entièrement à diminuer le compte profits et pertes (96). Sur le bénéfice de 1896, on déduisit le solde débiteur au 31 décembre 1895 et on préleva 133.730 F à verser aux courtiers (97). En 1897, un dividende de 72 F par action fut reporté. Le conseil décida d'amortir 150 obligations et surtout en vue de réduire le montant d'intérêts à payer, de rembourser les 1.988 obligations à 5 % encore en circulation, et de les remplacer par 2.000 obligations à 4 %. Enfin, Chantenay céda 430 actions de la Société du Rhum des Ilets fondée le 18/3/1896, après libération complète des titres. Toutes ces mesures rendaient la gestion de l'entreprise plus efficace. La rigueur financière était une nécessité car il n'y avait pratiquement plus de réserves et le crédit de la société était ébranlé. Le Comptoir d'Escompte s'était vite dérobé et les avances des actionnaires n'étaient pas suffisantes (99). La famille Cail-Hebert introduisit alors les Dehaynin dans l'affaire. A cause de leur

fortune le Crédit Lyonnais consentit à renouer avec Chantenay.

Par contre, des problèmes continuaient à se poser sur le plan technique et commercial. Ainsi la fonte avait considérablement baissé. On fabriquait encore beaucoup de vergeoises. Mais avec l'outillage ancien dont on disposait, il n'était pas possible de tirer de meilleurs rendements des sucres mis en oeuvre. D'ailleurs, en soi, le travail n'était pas mauvais puisqu'il y avait toujours des excédents. On utilisait à la fois du sucre de canne et du sucre de betteraves (surtout du roux) (100), mais il était impossible de les travailler en même temps, quand ils titraient 90° au moins, sans nuire aux vergeoises. Si bien que Chantenay devait avoir en magasin d'importants stocks (warrantés) dont il fallait fixer les prix, d'où des dépenses supplémentaires (101). Pour le matériel et les bâtiments, on avait limité les investissements à l'essentiel, c'est-à-dire aux réparations et aux améliorations de détail (102). Les ventes avaient aussi tendance à plafonner. Un effort a cependant été fait pour produire des sciés, la demande de sucre en morceaux augmentant plus vite que celle des pains. Chantenay avait continué à utiliser le procédé Langen. Maufrais s'était déclaré prêt à racheter toutes les redevances dues depuis 1884 et celles qu'il pourrait avoir à payer jusqu'au 2 février 1893, pour 90.000 F. Langen accepta et le traité fut signé le 28 octobre 1888 (103).

En 1889, le rayon de vente de Chantenay se délimitait en gros par une ligne Morlaix, Rennes, Le Mans, Poitiers, Limoges, Angoulême, Périgueux, Bergerac, Villeneuve-sur-Lot, Bordeaux. Au-delà de cette zone privilégiée existaient des dépôts importants, au Havre (pour répondre aux attaques d'Acher), en Bretagne, Castres, Pau et à Epernay (pour les cristallisés-candis) (104). Toutefois, les Parisiens mordaient sur cette clientèle idéale et à partir d'Alençon et de Laval, ils s'étaient infiltrés jusqu'à Guingamp (105) (carte n° 2). Dès 1894, Chantenay a abandonné des positions avancées dans le Sud-Ouest (106) et en 1898 ses sucres "se vendaient surtout à l'intérieur d'une ligne Brest, Vannes, Angers, Cholet, Niort, véritable réduit de la marque". Ailleurs, elle menait un combat d'arrière-garde à Rochefort, Laval et Mayenne (107).

Quant à l'exportation, elle n'a pas compensé ce recul, malgré quelques affaires réalisées avec le Golfe Persique et le Sénégal (108). En 1892, l'exier avait pu exporter 1.280 tonnes, mais Nantes marquait toujours de lignes régulières à vapeur pour établir des relations directes et suivies avec les pays d'Europe et d'Afrique du Nord. Vers l'Angleterre elles existaient, mais alors que la Cie Générale Transatlantique consen-

tait des tarifs avantageux aux raffineurs parisiens à partir du Havre - elle exigeait des tarifs tellement élevés à partir de Nantes ou de Saint-Nazaire que les raffineurs ne pouvaient utiliser qu'exceptionnellement la voie maritime (109). Texier s'obstina. En 1893, Nantes exporta 4.000 tonnes de sucres raffinés surtout en Angleterre (3.500 tonnes), le reste fut expédié aux Antilles, en Afrique Noire et quelques lots à titre de nouvel essai au Maroc et en Perse. Mais les prix de vente étaient désastreux ; ils ne couvraient même pas la marge de fabrication. Toutefois, Chantenay chercha à maintenir et à développer sur le marché anglais pour écouler son trop plein de fabrication et réduire ses frais généraux (110).

Le 18 mai 1899, le conseil d'administration proposa le remboursement anticipé des obligations créées en 1888 au moyen d'une augmentation du capital-actions et de l'emploi de la réserve existante pour l'amortissement de ces obligations (111). Il existait alors 1.867 obligations en circulation représentant une valeur de 933.500 F pour laquelle la société servait environ 80.000 F d'annuités. Certes, le conseil voulait annuler cette charge, mais il s'agissait surtout de redistribuer les profits à l'intérieur de l'affaire. En effet, les Hebert et G. Dehaynin qui possédaient la quasi-totalité du capital-obligations ne touchaient que 4 % pour les sommes qu'ils avaient ainsi engagées. En transformant les obligations en actions, tous les capitaux vont donc avoir une égale rentabilité. A l'origine, le capital social devait être porté à 2,2 M. Mais on se contenta de créer 1.200 actions nouvelles de 500 F émises à 666,67 F, soit une prime de 166,67 F par titre, dont le montant (200.000 F) fut porté à un compte-réserve. A cela s'ajoutait l'emploi de 124.500 F de la réserve pour l'amortissement des obligations, et seul le nombre d'actions considérées donnait le droit de souscrire aux actions nouvelles. En fait, cette augmentation de capital n'apportait qu'un 100.000 F d'argent frais à Chantenay (112) qui, depuis le mois d'avril 1889, avait comme président du conseil d'administration Albert Dehaynin (113), tandis que les Hebert conservaient la majorité du capital (114).

L'exercice 1899 s'annonçait mal. L'accaparement des sucres coloniaux par la spéculation allait priver Chantenay d'aliment d'avril à septembre (115). Fâcheuse coïncidence, le courtier Léon Giard, de Valenciennes, qui s'était engagé à fournir 200 sacs de sucre indigène par mois à partir d'avril et jusqu'en août (116) se suicida à la suite d'arbitrages malheureux (117). La suspension de paiements de sa maison entraîna la dénonciation des contrats avec les sucreries (118). Cependant, le développement pris par les exportations vers le Maroc avait permis d'augmenter la fonte. Paret avait aussi fabriqué quelques candies pour offrir les Corré-

(119), mais, pour lui, le gros problème, avec la hausse du sucre brut et la baisse des raffinés (120), était d'alléger son stock (121). Son objectif était de se présenter en septembre avec 500 tonnes de brut, alors que la fonte de juillet (déjà réduite) atteignait 1.000 tonnes car les sucres de la nouvelle campagne valaient 6 F de moins que le disponible (122). Pour y arriver il travaillait les sucres au fur et à mesure de leur arrivée et livrait immédiatement les raffinés (123). Pour les achats de sucre exotique, il avait recours aux contrats en usage à Nantes, qui fixaient un écart forfaitaire entre les roux et les blancs (124). La grosse spéculation a pris fin au début de septembre. Avec 332.976 F de bénéfices en fin d'exercice, Paret s'estimait heureux (125).

Les résultats de l'année 1900 furent plus décevants (139.778 F de bénéfices). La hausse du charbon et les mauvaises conditions dans lesquelles Chantenay avait dû s'approvisionner pendant les mois de juillet et août (à la fin de l'accaparement de Jaluzot) expliquent la chute du profit (126). Paret, cette fois, fut surpris par la baisse (127), alors qu'il croyait encore à la hausse (128). En 1901, malgré la diminution de la fonte, les résultats furent meilleurs (89.855 F en plus) grâce à la réduction des frais généraux et aux bonnes opérations de la rhumerie, et, surtout, pour sauver le syndicat, les raffineurs avaient maintenu un écart entre les bruts et le raffiné bien supérieur à celui de 1900 (129). Les exercices suivants, 1902 et 1903 furent assez satisfaisants (325.612 et 361.116 F de gains) (130). Paret, il est vrai, éprouva des difficultés à se procurer du sucre indigène à bon prix - les certificats étant plus rares - aussi il travailla davantage de sucre colonial (131). Les affaires marchaient bien dans le rayon (132) ; par contre, au Maroc, le bénéfice était nul (133).

Paret s'occupait de la gestion industrielle ; par contre, le conseil d'administration exerçait son contrôle sur les achats de brut et les arbitrages. Pour la matière première, on laissait au directeur beaucoup de liberté, mais il devait, pour les arrêts de prix, justifier à l'avance de ses choix et de sa stratégie qui étaient organisés avec soin ; en effet, personne à Chantenay n'avait oublié l'affaire Texier. En 1901, P. Hebert s'était rendu en Russie pour régler de graves problèmes survenus à Trostianec et, comme son absence devait durer de longs mois, Joseph Le mesle l'a remplacé comme administrateur délégué (134).

En 1904 Paret poussa la production au maximum de ce que le matériel pouvait supporter, mais le rendement fut mauvais malgré l'importance des sucres blancs travaillés. Il plaçait ses sucres au Sénégal, en Algérie

et surtout au Maroc mais l'absence de liaisons régulières avec ces pays l'empêchait de donner l'extension désirée à toutes ces affaires et ce n'est qu'à partir de 1904 que la Oldenburg-Portugiesische Dampfschiffs-Rhederei (O.P.D.R.) desservit régulièrement, à partir de Nantes, Tanger et Mogador, ce qui rendit plus facile la lutte contre les Marseillais (135).

En France, le rayon de Chantenay se limitait toujours à la Bretagne, à la Vendée, aux Charentes avec quelques positions plus ou moins solides dans les Pays de Loire et le Sud-Ouest (136). Paret, appuyé par la Chambre de commerce s'efforçait d'obtenir des tarifs plus favorables des compagnies de chemin de fer. Pour la Bretagne, les démarches ont réussi (137), mais dans le Sud-Ouest, leur succès fut plus lent. Néanmoins, on peut considérer que l'équilibre rompu en 1898 par les tarifs accordés aux raffineries parisiennes était rétabli en 1900 (cf chapitre IV).

En 1903, le bénéfice net par 100 kg de sucre fondu avait été de 2,52 F et en 1904 de 0,18 F seulement. En 1904, Chantenay avait perdu de l'argent. En effet, les estimations du plein de fabrique, habituellement minorées, anticipaient la hausse, certes prévisible, mais qui ne pouvait se situer qu'en dehors de l'exercice. De plus, des approvisionnements dont la valeur avait été passée aux frais généraux avaient été repris comme actif (138).

Pourquoi le conseil d'administration a-t-il préféré dissimuler les pertes ? Il n'était pas question de cacher quelque chose aux actionnaires - puisque en dehors des administrateurs et de quelques membres du personnel, il y en avait très peu - mais on préférait sans doute donner une image rassurante de la marche de la société à ceux qui avaient connaissance des bilans (banques, courtiers, et concurrents), d'autant plus que des fautes de gestion avaient été commises.

En 1904, les cours du sucre brut ont subi des fluctuations considérables et les mesures décidées par le conseil en prévision de la hausse n'avaient "malheureusement pas été exécutées" (139). En effet, Paret, avant la hausse subite des bruts survenue en novembre et décembre, a fixé au prix fort une quantité dépassant de plus de 20.000 sacs les ventes, d'où une perte de 150.000 F. Le conseil lui exprima "sa vive surprise et son mécontentement". Fatigué, il demanda la nomination d'un chef de service pour l'achat des bruts. On lui adjoignit Emile Meeus pour remplir cette fonction (140).

Déjà, en octobre, Paret, au lieu de fixer les prix des sucres achetés en fabrique - proportionnellement à la fonte - avait cru devoir laisser passer quelques jours - d'où un retard de 7.000 sacs dans les

arrêts. Le conseil lui avait alors intimé l'ordre de fixer tous les jours le prix de 600 sacs au cours du jour, quelles que soient les fluctuations et de compléter les arrêts de prix en retard de façon à toujours avoir 20.000 sacs à prix fixé (141). Au fur et à mesure que la spéculation se développait, le conseil revisait ses arbitrages. Fin décembre, il décidait de ne fixer que 20 % de la contre-partie des ventes journalières (142) ; au début de janvier, il cessa même tout arbitrage (143) et dans le courant du mois, il recommandait de fixer 50 % de la contre-partie des ventes (144). Paret était dépassé par les événements, il envoya sa démission. Le conseil l'accepta et lui donna comme successeur Meeus (145).

Les difficultés (1905-1909).

L'année 1905 marquait pour Chantenay le début d'une période difficile car jusqu'en 1911, la société allait perdre beaucoup d'argent. Meeus prenait une lourde succession (146). Ses premiers efforts tendirent à limiter les pertes entraînées par les manoeuvres de Jaluzot et de Cronier.

En avril 1905 l'état du marché se caractérisait par la baisse du brut et le ralentissement des ventes de raffiné. Il s'agissait donc de maîtriser cette conjoncture en apparence simple. Cependant, on ne pouvait écarter l'hypothèse d'une reprise de la hausse d'où des hésitations à miser sur la nouvelle tendance. Meeus devait à la fois s'assurer une marge suffisante, se débarrasser de la plus grande partie de son stock, surveiller ses concurrents, prendre position sur la prochaine campagne, tout en faisant face aux arrivages des Antilles, sans oublier de fixer les prix quelquefois au jour le jour.

Début mai, Meeus gagnait 2 F par 100 kg de pains vendus ; l'arrêt de la Raffinerie de l'Ouest, lui permettait, il est vrai, de tenir des prix plus élevés dans la région. Le déport entre le disponible et les 4 d'octobre n'était plus que de 2,75 F, aussi Meeus suggérait de saisir quelques lots d'exotiques pour fondre 1.000 tonnes par mois jusqu'en septembre (147). Par télégramme, Lemesle autorisa l'achat de 800 tonnes maximum, sans se couvrir par arbitrage (148). La baisse continuait et Meeus trouvait la situation "de plus en plus embrouillée". Toutefois il s'attendait à une reprise suscitée par les détenteurs des stocks (149).

La demande était assez active. Chantenay fondait en moyenne 600 sacs par jour et comme au 17 juin il ne restait que 35.500 sacs en stock et que les premiers sucres de la nouvelle récolte ne devaient arriver que le 15 octobre, il fallait assurer le travail pour 100 jours et disposer de 60.000 sacs - il en manquait au moins 20.000 - d'autant plus que Meeus

devait garder le blanc indigène pour fabriquer la semoule de cristallisés (150). A Nantes, on parlait même d'un étranglement possible sur juin, qui, s'il se faisait, amènerait un déport important sur juillet ; aussi Meeus donna l'ordre de reporter, soit 25.000 sacs sur juillet, si le report revenait à 0,125 F, soit, si le report restait à 0,625 F, 12.000 sacs en juillet et, avec 0,250 F de report, 13.000 sacs en août. Si un déport se faisait sur juillet, il vendrait alors des raffinés sur les cours de juin et se couvrirait sur juillet. Mais, dès le lendemain, il annonçait qu'un déport n'était plus à craindre sur juillet et, désabusé, il concluait : "chaque jour amène une modification de la veille" (151).

Chantenay marchait cependant avec bénéfice. En Bretagne, la récolte des pommes s'annonçait comme très mauvaise ; on commençait à dédoubler le cidre et, par conséquent, à le sucrer. Il fallait donc prévoir de ce côté une demande plus forte en raffinés et en vergeoises. On prévoyait aussi une vente assez active en août et septembre en raison de la loi nouvelle sur le sucrage (152). L'augmentation de la fonte (12.000 sacs par jour fin juillet) due en partie à la reprise de l'exportation (300.000 kg par mois), nécessitait quelques achats de certificats et de sucres blancs que Meeus essayait toujours de réaliser en dessous de la cote (153). Début août, devant la situation créée par la déconfiture de Jaluzot et la suspension de paiements de plusieurs courtiers, Meeus s'était rendu à Paris pour liquider les 13.000 sacs août (à 27,375 F, soit un gain de 92.000 F). La mesure s'imposait, car les cours s'effritaient.

Les stocks de brut de Chantenay étaient au plus bas (30.586 sacs au 1er août). Il manquait 8.414 sacs pour assurer une fonte de 65 jours à 600 sacs et pour être à l'aise, il aurait fallu 12 à 13.000 sacs ; aussi Meeus passa quelques ordres. Pour la prochaine campagne, il négociait (on lui avait déjà offert 1.000 tonnes exotiques à 0,50 F de déprime et 3,50 F d'écart) mais, comme il savait que Marseille avait traité 35.000 tonnes de sucre colonial, il proposa 1 F de déprime (154).

Meeus, après le départ de Paret, avait réussi à redresser une situation difficile, avec, pour le premier semestre, un bénéfice fictif de 26.730 F. Il estimait alors à 103.734 F les pertes subies pendant les 4 premiers mois (ventes à des cours en baisse à valoir sur des arrêts de prix à des cours plus élevés), lourdeur des frais fixes avec une fonte réduite (155).

Le suicide de Cronier bouleversa encore le marché. La baisse s'accentua et, afin de suivre la concurrence, Meeus fut obligé de "donner" ses sucres à 61,50, 61, 60,50 et même 60 F (156). Il vendait au jour le

jour en attendant les événements - fait préoccupant, il se trouvait avec des arrêts de prix à des cours supérieurs à ceux pratiqués depuis la mort de Cronier ; la Raffinerie Say, il est vrai, bradait ses pains à 58,50 F. Début septembre, les raffineries de Paris, vendaient toutes à 58 F base pains, et Meeus à 60 F (avec une moyenne d'arrêts de prix à 61 F). Le disponible (n° 3) était alors à 24 F. Chantenay perdait donc au moins 1 F par 100 kg. Jusqu'à la fin de l'exercice, Paris continua à réduire ses prix. On faisait des concessions de 1 - 1,50, et même 2 F sur la cote officielle, qui ne comptait plus (157).

Au niveau du conseil d'administration, Micard analysait avec lucidité la position de Chantenay sur le marché : "La nouvelle de l'affaire Cronier me semble devoir nous conduire à des résolutions plus complètes et plus promptes que je ne pouvais le prévoir il y a quelques jours. En effet, sans vouloir nous réjouir du malheur d'autrui, nous pouvons constater que la disparition de cette personnalité absorbante devra vraisemblablement orienter la marche de notre principal concurrent dans une voie moins agressive. La Raffinerie Say, en supposant que son activité ne soit pas momentanément entravée, n'aura, sans doute, d'ici longtemps, ni l'envie, ni les moyens de faire des sacrifices pour venir dans notre rayon. Elle a dû, d'ailleurs, s'approvisionner depuis longtemps sur 4 d'octobre à des prix très élevés. Nous pouvons donc prévoir une période de large fonte avec possibilité de relever l'écart dans notre rayon". Et il conseillait à ses collègues de larges achats de brut aux environs de 26-27 F, car il considérait la situation statistique mondiale comme exceptionnellement favorable : stocks visibles modérés et stocks invisibles probablement très réduits (158).

En mai 1905, A. Dehaynin avait pressenti Lizeray, ingénieur des Arts et Manufactures, attaché alors à la Société Say pour visiter la raffinerie et, éventuellement, en prendre la direction (159). Celui-ci s'était rendu à Nantes le 27 et en quittant Meeus, il ne lui avait pas caché que Chantenay ne pourrait pas tenir plus de 3 ou 4 ans avec une installation aussi défectueuse (160).

En fait, l'examen avait été rapide. Meeus, d'ailleurs, avait accueilli Lizeray avec une certaine méfiance (161). Le conseil hésitait encore malgré le résultat à peu près nul du dernier exercice. Il savait qu'il était dû à l'insuffisance de l'écart moyen entre les prix du brut et du raffiné, et celui-ci à la rupture du syndicat et à la mise en application de la Convention de Bruxelles. Cependant pour tenir la seule solution était de rechercher s'il était possible d'opérer à Chantenay une

partie des transformations réalisées dans les grandes raffineries parisiennes dans le but d'augmenter la production, d'améliorer la qualité des produits et, surtout, de réduire les frais de fabrication (162).

Dans l'usine, en effet, les incidents se multipliaient. Le chargement pour la cuite avait été remonté à 90/91°, malgré cela les sucres étaient presque toujours tachés. Il y avait aussi trop de déchets (163). A la fin de juin, un générateur était tombé en panne et les pompes fonctionnaient mal (164). La grève qui éclata le 27 mai dénotait un profond malaise parmi les travailleurs. Elle ne dura cependant que quatre jours. Trop nombreux et mal payés, les ouvriers réclamaient une augmentation de salaire, mais comme ils sentaient que leur outil était menacé et que leur propre sort était incertain, ils ont repris le travail (165). Avec intelligence et non sans logique, Meeus a d'ailleurs tiré de ce mouvement les conclusions qui s'imposaient : "Je suis de plus en plus ému en voyant la main-d'oeuvre élevée que nous avons. Je ne parle pas en ce moment des prix payés ; mais du grand nombre de personnes. Cette augmentation dans le personnel est due à la mauvaise disposition de nos bâtiments, des machines, etc... Notre raffinerie a été modifiée petit à petit, tantôt pour une chose, tantôt pour une autre et il en résulte que le commencement d'un travail se fait dans un endroit, la suite dans un autre et la fin ailleurs. C'est une complication de main-d'oeuvre extraordinaire. ... En résumé, je vais faire quelques économies dans la main-d'oeuvre, par suite de suppression de certains ouvriers et, dans un demi-mois, en tâchant d'imposer de nouvelles bases de prix ; mais la première économie est, selon moi, de refaire le matériel et de le disposer autrement. Ceci, Messieurs ne dépend plus de moi ..." (166).

Le 22 septembre 1905, le conseil décidait de transformer la raffinerie afin d'en augmenter la puissance et d'en assurer la marche normale et économique (167). L'avis de Lizeray avait été déterminant. Dans son rapport, remis au mois d'août (168), il chiffrait les premiers frais à engager à 700.000 F. Il s'agissait tout d'abord de supprimer le sang dans le travail du sucre indigène (environ les 2/3 de la fonte), d'utiliser l'affinage Steffen pour le noir (50 % d'économie d'après lui) et enfin d'accroître la surface de chauffe. Il concluait ainsi : "Au prix très onéreux auquel travaille Chantenay, la lutte est inégale à ce point qu'il vaudrait mieux liquider de suite que de travailler en allant à la ruine certaine à brève échéance. A des prix de 2 F au-dessous, l'écart n'est plus tel avec les grandes raffineries que votre société ne puisse affronter la lutte et réaliser encore des bénéfices suffisants pour distribuer

aux actionnaires un dividende normal et constituer des réserves afin d'achever les transformations dont les principales auront permis d'approcher les résultats espérés".

Prenant en considération les constatations relatées dans son rapport, le conseil l'invita à le compléter par un programme d'ensemble avec une indication précise des modifications à introduire suivi d'un devis détaillé. Le 30 décembre, Lizeray soumettait son plan de reconstruction de la raffinerie (169). Les dépenses à faire étaient les suivantes :

1 ^o augmentation de puissance		265.000 F
2 ^o amélioration des produits	233.000 F	} 738.000 F
3 ^o transformations diverses en vue de réduire les frais de fabrication	505.000 F	
		----- 1.003.000 F

L'idée de base du projet était simple et logique. Il s'agissait de passer de la fabrication de sciés (à partir des pains) à celle du sucre en morceaux à l'aide de turbines Adant (il en prévoyait 3 au départ). Cela amènerait la disparition presque complète d'une grande partie du vieux matériel, mais aussi une redistribution de tout le travail et donc la construction de nouveaux bâtiments. Satisfait, le conseil s'était adjoint Lizeray le 30 décembre et deux mois plus tard celui-ci fut nommé administrateur délégué (170).

Le conseil estima qu'une réduction de capital se rapprochant du chiffre pour lequel le vieux matériel figurait à l'inventaire s'imposait, et, à l'unanimité, il décida de convoquer une assemblée générale extraordinaire des actionnaires en janvier 1906 et fixa à 800.000 F la réduction à proposer (200 F pour chaque action), et qu'il avait lieu de demander à la même assemblée que le capital social soit ensuite augmenté de 1.050.000 F (3.500 actions nouvelles de 300 F) pour financer la modernisation de l'usine. L'assemblée entérina ces propositions et, le 5 avril, l'augmentation du capital était définitivement réalisée (171). Avec la nomination de MM. A. Watel-Dehaynin et Ch.-E. Solacroup comme administrateurs, le conseil comptait maintenant 7 membres (172).

La transformation de l'usine avait commencé en mars 1906. Très vite Lizeray s'est trouvé confronté au problème majeur : celui de faire fonctionner le mieux possible l'usine tout en construisant les nouvelles installations. De plus, il avait mal apprécié la conjoncture. Le suicide de Cronier lui est apparu comme une chance inespérée et débordant d'optimisme, il a voulu tirer le maximum de l'outil qu'il avait en main et, tout de suite, il a poussé la production et la fabrication de sciés pour

reprendre des marchés à Say (173). La fonte, en 1906 et 1907, a atteint des niveaux records.

En 1906, Lizeray avait perdu 54.044 F, et, en 1907, 635.712 F. Malgré la mauvaise qualité de l'eau - conduites enterrées près du sol et prenant à la Loire trop de vase - il avait réussi à diminuer ses frais en 1906 (6,37 F par 100 kg) ; mais, en 1907, la situation était redevenue catastrophique. La raffinerie avait cependant toujours maintenu ses écarts sur la cote des raffinés réellement pratiquée par Paris. Elle les avait même relevés en 1907 ce qui prouvait que, même vendant rendu en Algérie, en Tunisie, au Maroc et en Egypte, la partie commerciale tenait un compte exact de tous les frais. Malheureusement, les prix des mélasses se sont abaissés de 20/25 F à 12/10 F, en raison de leur couleur foncée et de leur mauvais goût, bien qu'elles fussent plus riches qu'en 1906. Quant aux déchets produits en plus grande quantité, ils ont été vendus un peu partout, en Angleterre, en Belgique, dans le Golfe Persique et en France aux confiseurs et distillateurs de Nantes, Angers, Tours, Blois, Orléans ; mais Paris et le Nord venaient en vendre jusqu'à Nantes au prix du brut (174).

Pour Meeus, le mauvais résultat de l'exercice devait donc être attribué à une trop grosse fonte pour un matériel défectueux. Pour cela, il avait fallu n'employer à peu près que des blancs et laisser de côté des roux qui ont perdu du poids et du titrage. Enfin, l'écart entre les bruts et les raffinés n'avait pas été, non plus, suffisant (175). Le conseil fit siennes ces conclusions (176). Il ne pouvait guère escompter la mise en marche de la nouvelle usine avant le printemps de 1908 et, sans doute, il s'inquiétait aussi de certaines intentions de Lizeray qui, malgré les protestations de Meeus, avait acheté de grosses quantités de brut en octobre 1907 (177).

Le conseil s'adjoignit deux autres administrateurs, MM. Albert Mortureux et Gaston Micard et, lors de l'assemblée extraordinaire qui suivit l'assemblée ordinaire de juillet 1907, il annonça sa décision de porter le capital de Chantenay à 3.300.000 F par l'émission de 3.500 actions nouvelles de 300 F (178), assimilables aux anciennes à partir du 3 décembre 1908. Il fallait, en effet, continuer l'oeuvre de rénovation amorcée en 1906 ; jusqu'alors, Lizeray, avec les ressources dont il disposait, n'avait pu acheter que les terrains et n'exécuter qu'une partie des travaux prévus. Il restait à achever les constructions de bâtiments pour installer 5 turbines Adant (au lieu de 3), le devis primitif ayant été dépassé par suite du coût élevé des fondations (le sol était mouvant) et de la hausse survenue sur les matériaux de construction, le fer et le cui-

vre. Il fallait aussi déplacer la rhumerie et transformer une notable partie de la vieille usine, raccorder l'ensemble avec le chemin de fer, et enfin, mettre le fonds de roulement en harmonie avec le développement de la fonte et des affaires. Mme Vve Ch. Hebert, les Dehaynin, Watel et Watel-Dehaynin ont souscrit plus des 2/3 du capital (179).

Ainsi, la nouvelle usine, dont le prix ne devait pas dépasser 1.200.000 F et être prête à fonctionner en 1907, avait déjà coûté plus de 1.500.000 F. Chantenay perdait chaque jour de l'argent (180) et le découvert en banque s'accroissait (181). Des dissensions ont éclaté au sein du conseil, entraînant la démission de ceux qui avaient recommandé Lizeray à A. Dehaynin, d'une part MM. J. et G. Micard, de l'autre MM. E. et Ch. Solacroup (182). Après le décès d'A. Dehaynin, survenu le 8 juin 1908, Albert Watel-Dehaynin présida le conseil ou entra aussi Mme Vve Ch. Hebert, le nombre des administrateurs se trouva donc réduit à cinq, puis à quatre en 1910 (183).

Le sauvetage (1909-1914).

Avec A. Watel-Dehaynin, la situation de Chantenay fut examinée avec soin. Lemesle, grâce à ses relations avec le directeur général de Fives-Lille, obtint l'envoi à Nantes de l'ingénieur Prangey, qui se livra à un examen approfondi des installations déjà réalisées et des projets futurs de Lizeray (184). Entendu ensuite par le conseil, il critiqua tout ce qui avait été conçu et exécuté par l'administrateur délégué (185). Lizeray se défendit, mais son rapport fut considéré par Lemesle comme absolument insuffisant, car il ressemblait davantage à un cours de raffinage qu'à un véritable programme de travaux (186). Le 15 avril 1909, A. Watel-Dehaynin lui signifia qu'il devait se démettre de sa fonction d'administrateur délégué et il fut remplacé par J. Lemesle, déjà chargé de la gestion de Flavy-le-Martel et de la fortune des Hebert. On décida aussi de confier l'achèvement de l'usine à la maison Mollet-Fontaine de Lille. En effet, Lizeray avait eu beaucoup de mal à faire monter les turbines Adant et, malgré la qualité du matériel, le rendement n'avait pas été amélioré ; quant aux frais de fabrication, ils n'avaient jamais été aussi élevés.

Sur le plan financier, les résultats étaient déplorables. Les pertes se montaient à 617.092 F pour 1908 et à 807.317 F pour 1909. "Il est probable que vous conclurez avec moi, d'après le bilan 1909, qu'il faut que la Raffinerie de Chantenay ait parmi ses actionnaires des gens qui mettent leur point d'honneur à la faire marcher", écrivait Loiret à Ch. Landois, son agent de Marseille. Le total des frais de fabrication lui

semblait "effrayant", puisque dans certaines raffineries de Paris bien organisées, il n'atteignait pas 4 F. Cela justifiait son pessimisme. "Si la raffinerie cessait de travailler pour une cause ou pour une autre et entraînait en liquidation, sa liquidation ne pourrait être que désastreuse", concluait-il (187).

Lemesle nomma Guillemot (le contremaître général) directeur de la fabrication (188), mais, après le départ de ce technicien pour l'étranger, il le remplaça par le cuiseur Marchand - avec le titre de sous-directeur de la fabrication (189). La présence à Chantenay d'un ingénieur de Mollet-Fontaine, facilita beaucoup la mise au point du matériel Adant. Le 20 avril 1910, Pierre Tugault, ingénieur des Arts et Métiers, le remplaça comme directeur technique (190). Dans une lettre sévère à Meeus (qui espérait la direction générale), Lemesle précisa ses intentions : "N'auriez-vous pas compris qu'en raison de l'importance de l'effort financier consenti par quelques-uns de ses membres pour arriver au relèvement de la raffinerie, le conseil d'administration représenté par son Président ou son administrateur délégué tient à conserver dans ses grandes lignes la direction générale de la Société, en s'assurant, pour l'exécution de ses décisions, les concours d'un directeur commercial et d'un directeur technique avec lesquels il se tiendra directement en rapport ?" (191).

En juin 1909 les turbiens Adant s'arrêtaient faute de pression (192). D'une façon générale, la nuance de la fabrication s'était améliorée, mais les sciés demeuraient très friables - ce qui dénotait un manque d'expérience des cuiseurs, car, avec les mêmes sirops, on avait tantôt des sucres durs et tantôt des sucres légers (193). Les installations de la nouvelle usine donnaient des déboires de plus en plus importants. Autrefois, l'appareil à bas produits, sa pompe à air et son condenseur étaient complètement isolés (on employait de l'acide sulfurique très dangereux pour les conduits). Maintenant les filtres, le condenseur et la pompe étaient si petits qu'ils ne fonctionnaient pas toujours et les eaux sulfureuses passaient dans toutes les colonnes qui se rongeaient et crevaient (194). Le 10 août le manque d'eau dans la tuyauterie du vide empêcha de cuire. "Non seulement nous produirons une quantité insuffisante, mais nous avons encore des produits qui laissent à désirer et les pains qui nous sont livrés en ce moment n'auront pas le don d'attirer à nous notre clientèle déjà si défiante" écrivait Meeus. Le lendemain il notait l'arrêt de toutes les pompes qui alimentaient les générateurs. Les trous étaient bouchés dans les conduits du vide, les clapets des pompes électriques n'étant pas en place (196). A la fin d'août les eaux sulfureuses crevaient une fois de plus le condenseur barométrique (197, etc...).

En dehors de ces incidents, deux problèmes urgents se posaient en 1910. La grosse question était de réduire les frais de fabrication qui dépassaient toujours l'écart entre le brut et le raffiné. D'après Meeus, cela ne pouvait être obtenu qu'avec l'achèvement complet de l'usine aboutissant à la suppression du travail de nuit (198). Par ailleurs, on travaillait surtout des sucres blancs, car l'installation défectueuse de la filtration ne permettait pas d'obtenir des rendements suffisants pour les roux. La fabrication des pains laissait encore à désirer (trop de taches), de même les sirops pour les tablettes présentaient les mêmes défauts. Ils n'étaient pas aussi blancs que ceux de Paris par suite du manque de force centrifuge provenant d'un mauvais réglage (199). Malgré les efforts de la partie technique, Chantenay perdit encore 622.873 F en 1910.

L'absence de profit rendait très délicate la gestion financière. En effet, des bruts étaient payables comptant pour les 9/10 et quelquefois il fallait attendre 18 jours pour les nantir, alors le découvert consenti par le Crédit Lyonnais augmentait (200). Début mars 1909, Chantenay devait à cette banque 1,6 M (la limite était de 1,2 M) (201). Le crédit de la Société paraissait atteint. "Nous tâcherons d'ici le 13 avril de warranter encore plus si c'est possible, mais vous savez que nous nous heurtons à ces difficultés presque insurmontables et que des personnes comme la maison Viot de Nantes, nous ont fait savoir ce matin, qu'elles exigeraient désormais le paiement comptant", annonçait Meeus (202). Toutefois, Louis Watel-Dehaynin put obtenir du Crédit Lyonnais qu'il laisse à Meeus jusqu'au 10 du mois de juin pour ramener le découvert à 1,2 M (203). La Compagnie des Entrepôts et Magasins généraux de Paris apportait, il est vrai, son soutien. Elle versa à la banque 400.000 F au compte de Chantenay par l'intermédiaire du Comptoir des Entrepôts et Magasins généraux de Paris et l'agence de Nantes reçut des instructions pour avaliser les traites et les obligations de la raffinerie, tandis que des pourparlers s'engageaient pour substituer en douane la caution du Comptoir à celle du Crédit Lyonnais (204).

L'attitude du Crédit Lyonnais agaçait visiblement A. Watel-Dehaynin, qui fit donner par Lemesle des ordres stricts à Meeus : "Le Crédit Lyonnais nous ayant averti qu'il ne nous consentirait pas un découvert dépassant 1.200.000 F, je vous rappelle, ainsi que je vous l'ai déjà dit de vive voix, qu'il ne faut sous aucun prétexte demander à dépasser ce découvert. Agir autrement serait porter atteinte non seulement au crédit de Chantenay, mais à celui de son président" (205). Malgré l'aide des Entrepôts et des Magasins Généraux et de la Société Watel-Dehaynin, Zynen

& Cie (206), le chiffre fatidique de 1.200.000 F se trouvait dépassé chaque jour, d'où les incessantes demandes d'argent à A. Watel-Dehaynin (207).

Finalement, A. Watel-Dehaynin et Mme Ch. Hebert ont offert des garanties au Crédit Lyonnais pour que la limite de l'avance soit portée à 1.600.000 F (208). Mais cela n'a pas suffi. Les plaintes de Meeus ont continué - la conjoncture sucrière, il est vrai, ne facilitait pas sa tâche -. "Je suis très ennuyé de toujours revenir sur cette question de fonds de roulement et je vous prie de m'excuser. Notre fonds de roulement est complètement insuffisant car, pour rester dans les limites fixées par notre banquier, il faut que j'ai exactement chaque jour la contre-partie des quantités entrant en raffinerie" (209).

Pour rassurer le Crédit Lyonnais et le négoce, une mesure urgente s'imposait. Aussi le conseil d'administration décida une nouvelle réduction du capital social (il passait de 3.300.000 F à 1.650.000 F) suivie d'une augmentation qui le portait à 3.870.000 F par l'émission de 7.400 actions de priorité de 300 F au moyen de l'échange de 2 actions anciennes contre une action nouvelle. Après réduction, 8 personnes seulement ont obtenu de nouveaux titres. Ces actions avaient droit, par préférence aux actions ordinaires, 1° à un intérêt de 5 % à prélever sur les bénéfices nets après la réserve légale, 2° au remboursement de leur capital (210).

Pour faire face à la demande croissante de la clientèle, le conseil décida une augmentation de matériel permettant de traiter chaque jour 1.500 sacs de brut. Les travaux ont été partagés en deux séries : 1° montage de 2 nouvelles turbines Adant et aggrandissement de la casse-rie (coût 350 à 400.000 F), 2° amélioration de la filtration et des fours à noir. La première tranche fut achevée en décembre 1913 donnant ainsi à Chantenay les moyens d'atteindre une production journalière de 65.000 kg de sciés rangés (211). La nouvelle filtration fonctionna à partir de septembre 1914. Tugault eut alors la possibilité de travailler une plus grande quantité de sucres exotiques (des roux par exemple) qui coûtaient moins cher rendus à Nantes que les sucres indigènes. Il s'agissait aussi de fabriquer davantage de "gros candis", produit très rémunérateur exigeant l'emploi exclusif de sucre de canne, car, après des essais qui avaient donné toute satisfaction, Lemesle avait décidé d'établir une véritable candiserie (212).

A partir de 1911, Chantenay a fait des bénéfices, mais ils n'étaient pas suffisamment importants pour s'engager dans la voie de larges amortissements, car l'entreprise demeurait handicapée par la faiblesse de sa trésorerie. L'aide du Comptoir des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris ne

lui a pas manqué (il porta, en effet, son ouverture de crédit de 1,6 à 3 M). Les conditions faites étaient pour l'essentiel plus avantageuses que celles du Crédit Lyonnais (213).

En septembre 1905, Meeus avait remis au conseil un rapport détaillé sur la situation commerciale de Chantenay (214) et indiqué sa volonté de reprendre pied dans des régions dominées alors par Paris, Béghin et Bouchon, à la condition, bien entendu que l'usine soit transformée (215). Dans sa stratégie prospective, Meeus estimait possible avec beaucoup de réclame, de voyages et d'habileté de vendre plus de raffinés. Rien qu'à la consommation, il chiffrait l'augmentation à 6.475.000 kg (1.620.000 kg pour les pains et 4.855.000 kg pour les sciés). L'effort principal devait porter sur la région de Nantes et les départements limitrophes. En Loire-Inférieure et en Vendée, ne voulant pas y gêner les candisiers, il proposait de ne pas les concurrencer pour les pains et de garder les 50 centimes de réduction prévus dans la transformation. Pour les sciés, par contre, une réduction du prix de vente s'imposait (1 F par 100 kg) de façon à gêner Béghin et à lui retirer l'envie de prendre davantage la clientèle de Chantenay.

Dans le Maine-et-Loire, on préférait en général Say, mais la position de Sommier était très solide à Cholet. La situation était donc plus difficile et là il fallait faire des sacrifices, surtout à Angers. Avec 0,50 F de moins sur les pains, Meeus pensait en vendre 400 de plus par semaine et pour les sciés, il envisageait 1 à 2 F de moins pour arriver à un résultat sérieux.

En Bretagne, Chantenay avait comme ailleurs perdu du terrain, même dans le Morbihan. Dans le Finistère, elle tenait encore Quimper, mais, malgré une différence assez sensible de transport en sa faveur, elle ne vendait presque rien dans les arrondissements de Châteaulin, Brest et Morlaix ; dans ce dernier, Béghin plaçait environ 400.000 kg par an, suivi par Lebaudy. En Ille-et-Vilaine, ce dernier venait au premier rang, ensuite Say, Sommier et Bouchon. Meeus voulait surtout reprendre Saint-Malo, Fougères et Vitré. Enfin, dans les Côtes-du-Nord, Sommier vendait le plus à Dinan, puis Lebaudy, Say, Bouchon et Béghin, à Guingamp, Lannion et Saint-Brieuc, Say dominait.

Au-delà de ce rayon traditionnel Meeus espérait retrouver des débouchés qui, dans le passé, avaient permis à Nantes une plus grosse fonte. Il voulait ramener une bonne partie de la vieille clientèle de la Charente-Inférieure et des Deux-Sèvres qui abandonnait de plus en plus Chantenay pour Paris. Dans l'Indre-et-Loire, la Sarthe, la Charente, la Vienne et

la Haute-Vienne, on touchait le marché parisien et même avec 2 F de concession le progrès des ventes était difficile.

A l'exportation, avec 0,50 F de moins sur les pains de 5 kg, Meeus espérait en placer 20.000 de plus par mois en Algérie, soit pour une année 1.440.000 kg, et y vendre également au moins 1.000.000 kg de sciés. En outillant graduellement l'usine pour travailler dans de meilleures conditions les petits pains pour le Maroc et la Perse, il pensait pouvoir arriver à une exportation de 8.000 à 10.000 tonnes. Ces quantités étaient approximatives et pouvaient se modifier suivant les circonstances. A son avis, il fallait donc prévoir au moins une fonte annuelle de 30.000 tonnes pour répondre à toutes les demandes.

Toutefois, le progrès de l'exportation a été plus lent que celui de la consommation. En 1913, Chantenay a exporté surtout au Maroc 5.836.810 kg de pains et de vergeoises (contre 4.265.205 kg en 1912) (216). Depuis 1905, la Compagnie Générale Transatlantique exploitait une ligne de Nantes à Alger, mais ce n'est qu'en 1912 qu'elle créa un service régulier entre Nantes et le Maroc. En 1911, la Cie Chevillotte expédia des navires en Algérie, ainsi que la Société Navale de l'Ouest en 1912 (en 1901, elle avait inauguré un service mensuel Anvers - Le Havre - Porto - Lisbonne - Tanger - Casablanca - Mazagan - Mogador).

Pendant 3 ans, de 1906 à 1908, Lizeray avait pu fabriquer et vendre des produits défectueux parce que la marque imposait encore confiance et que les clients croyaient aux promesses. Toutefois, comme le notait Meeus : "Leur patience bienveillante s'est lassée et malheureusement notre marque n'est plus imposée, mais délaissée. Abusé par une bonne fabrication de quelques jours, j'ai par trois fois promis de beaux sucres à notre clientèle. Quelques jours après nous recommençons à livrer des produits défectueux. De là un délaissement général de notre marque". Ainsi, la fabrication de pains de 5 et 6 kg fut particulièrement négligée, et Chantenay perdit le marché algérien (217).

Après le krach de 1905, la consommation s'est peu développée, aussi la raffinerie de Paris a fait des concessions de plus en plus importantes sur les prix, vendant presque toujours en dessous de la cote officielle (218), et comme Béghin des boîtes de 1 kg poids net (219). La tâche de Meeus était d'autant plus ardue que la qualité des pains laissait souvent à désirer. L'été de 1909 apporta quelques espoirs. "Nous avons des ordres mais ce n'est pas encore ce que je voudrais, et je me heurte à bien des difficultés pour reprendre notre place. Nous supporterons encore pendant longtemps les suites de la mauvaise fabrication que nous avons eue

pendant trois ans" (220). Cependant, les ventes augmentaient peu à peu (221), car les sucres de Chantenay commençaient à être beaux (222). En octobre, avec la hausse du brut et une demande active de raffinés, le retour d'anciens clients s'amorça (223). L'usine n'avait plus un seul gros pain en magasin, alors qu'elle devait en expédier 4.000 (224).

Le nivellement des cours des deux campagnes s'était fait rapidement - il y avait eu à peine 1 F de déport (225) et l'on escomptait toujours la hausse (226). La position de vendeur resta très favorable jusqu'en décembre (227). Meeus qui croyait à la continuation de la hausse, voulait toutefois réaliser son bénéfice. Il avait alors en raffinerie 17 à 18.000 sacs (à 32,50 F) dont il fallait arrêter les prix. "C'est donc une différence de 5 F que nous pourrions toucher en ce moment si nous vendons nos raffinés sans nous couvrir", suggérait-il à Lemesle (228). Malgré la chute de Tessandier, le conseil le suivit. Dès le 5, il accusait réception du télégramme suivant : "Cessez couverture partir demain" (229). L'année 1910 s'annonçait mieux que les précédentes. Mais l'accaparement de Santa-Maria dissipa vite les illusions. Après Lemesle, A. Watel-Dehaynin s'alarma du ralentissement des affaires (230).

En fait, Say, Sommier, Lebaudy et Béghin vendaient sur la campagne prochaine à 69 - 69,50 F (on cotait alors les pains à 73 F) pour tenter d'enrayer la montée des prix. "Il n'est pas possible que nous restions seuls sans faire de prix", soulignait Meeus (231). Tous les raffineurs se plaignaient de la mévente (232) mais Chantenay ne pouvait pas lutter en réduisant ses frais de fabrication car la nouvelle usine n'était pas encore complètement terminée (233). Pour Meeus l'essentiel était de réagir contre la mauvaise impression produite par des "livraisons abominables pendant plusieurs années" et il affirmait à Lemesle : "Pour cela, je ne vois qu'un seul moyen : faire ce que l'on appelle de la réclame, faire paraître tous les 2 ou 3 jours dans certains journaux de la région de petits articles de 2 ou 3 lignes de façon à faire entrer dans la tête des consommateurs comme un clou qu'on enfonce, que notre sucre est bon, et même supérieur aux autres" (234). Certains candisiers se débarrassaient de leurs Antilles (ils perdaient 2 F par 100 kg), d'autres continuaient à fabriquer en sacrifiant les prix. A Chantenay, on adopta une solution moyenne : travail des blancs et revente des roux, pour ne pas subir le déport d'août à septembre (perte 1,50 à 3 F) (235).

Tous les raffineurs de Nantes bradaient leurs sucres. La hausse sur la campagne prochaine décidait quelques grossistes à acheter et Meeus se réjouissait de prendre aux candisiers une grande partie des ordres de

leurs plus fidèles clients (236). Il n'était plus question, comme en 1905, de les ménager. Les candisiers s'abstenaient alors de vendre, car il leur était difficile de fixer leur prix. Mais au début d'août, le raffiné baisa, ce qui stoppa la demande. Le trimestre s'annonçait désastreux pour Chantenay et tous les petits raffineurs nantais (237) ; toutefois, il n'y avait aucun moyen d'éviter la perte ; en France Meeus plaçait toujours quelques sucres, mais il n'exportait rien (238). La marge restait inférieure aux frais de fabrication, d'autant plus que les raffineurs parisiens jetaient massivement depuis plusieurs mois leurs produits sur le marché (239).

Les épiciers n'achetaient plus qu'au fur et à mesure de leurs besoins (240). Meeus recevait cependant des compliments pour la qualité de ses sucres et la clientèle revenait (241). A Chantenay comme à Paris, on avait réduit la fonte des 2/3 (242) et souvent les détaillants manquaient de marchandise, mais ils hésitaient à en acheter craignant une nouvelle baisse (243) et brusquement, dans les premiers jours d'octobre, le marché est redevenu normal (244). La demande était telle qu'à Chantenay on travailla le dimanche (245). Mais la baisse du raffiné continua sous la pression de Paris. "Sur novembre nous serons obligés de suivre les Parisiens mais comme la demande va être très active, il est très probable que nous aurons un écart assez bon qui viendra en diminution de la perte éprouvée par la différence de prix sur notre stock", notait Meeus. Paris offrait alors des pains à 61 - 60 F (la cote était à 64 - 64,50 F) (246). La spéculation de Santa-Maria fit perdre 622.873 F à Chantenay.

En 1911, la lutte entre les raffineurs s'amplifia. Paris et Béghin faisaient toujours des concessions dans l'Ouest, tandis que Chantenay poussait ses pions dans la partie est de l'agglomération, mais n'arrivait pas à reconquérir Nantes, malgré ses bons prime et la campagne en faveur de ma marque menée dans Le Petit Phare (247). Tous les raffineurs travaillaient au maximum de leur capacité pour les seuls marchés français et algérien et les prix pratiqués demeuraient en dessous de la cote (63,50 - 64 F). A Nantes, Say, Lebaudy, Sommier, vendaient les pains 65,27 F (61 F + 2 F (taxe) + 2,27 F (transport)), et plus près de Paris 64,50 F - 64 F. Afin de ne pas laisser entamer sa clientèle, Meeus offrait les siens à 66 F - 65,50 F et même 65 F. A l'exportation, sa position était encore plus difficile. Ses concurrents tenaient leurs prix à 60,50 - 60 F et lui, faisait 62 - 61 F puisque son prix de revient tournait autour de 61 F.

Courant février, la stratégie de Meeus obtenait ses premiers résultats. A Nantes, les consommateurs demandaient au Chantenay et obligeaient

les épiciers à leur en fournir ; ceux-ci ne le faisaient qu'à contre-cœur et les candisiers assimilant les bons prime à une loterie, songeaient à porter plainte (248). Au même moment, la région d'Ancenis, fief de Pellerin tombait (249). Par contre, Say triomphait dans tout le Finistère, aussi bien à Quimper et Pont l'Abbé, qu'à Brest et pourtant, là, Chantenay vendaient ses sucres 2 à 3 F moins cher que Say (250).

Meeus cherchait les points faibles de ses adversaires. Il installait un agent à Bressuire pour attaquer Sommier dans la région d'Angers (251). A Bordeaux il s'en prenait à Tessandier et Bertault (252) et il développait son offensive contre les candisiers. "Nos petits confrères de Nantes ne font absolument rien et sont désolés de cette situation", écrivait Meeus (253). De plus, ceux-ci protestaient parce que Chantenay montrait une candiserie (254). Meeus expédiait aussi à Paris des boîtes d'un sucre de luxe "La belle Martiniquaise" et il pensait déjà à des ventes à bas prix sur les plages à partir de la fin du mois de juin (255). Il gagnait du terrain tous les jours, "beaucoup trop lentement" à son gré (256). Les raffineries de Paris (et principalement Say) pratiquaient des prix beaucoup plus bas qu'ailleurs dans l'Ouest, comme si elles voulaient essayer de rattraper une clientèle qui leur échappait (257).

Dès juin, tous les raffineurs, encombrés de sucre, désiraient s'en débarrasser à n'importe quel prix avant le départ. Toutefois, la consommation ne fléchissait pas. Ainsi Béghin offrait dans le rayon de Nantes des tablettes à 66,50 F franco client (258) et la raffinerie de Paris renforçait partout son réseau d'agents, elle en plaçait à Lorient, Cholet, Redon, La Roche-sur-Yon et même à Vallet (259), tandis que Cossé-Duval et Corhumel liquidaient leur stock (260).

La hausse du raffiné persista de juillet à septembre. Les cours montaient tous les jours - fin août Chantenay vendait en disponible 79 - 80 F et début septembre 87,50 - 88 F, ce qui donnait un bénéfice très appréciable (261), mais ce mouvement était freiné par Paris et les petits raffineurs qui, croyant à la baisse sur la campagne prochaine, ne se décidaient que difficilement à relever leur prix (262). Malgré l'arrêt des exportations et Béghin qui avait décidé de faire partout 0,50 F de moins que Chantenay, Meeus, grâce à ses marchés continuait à livrer dans son rayon, tandis que les candisiers se plaignaient amèrement de ne rien faire, même à Saumur. Pellerin ne travaillait plus qu'un jour sur deux parce que Meeus lui avait pris presque tous ses clients en Vendée. Il ne pouvait pas tenir les prix pratiqués par Chantenay (263). L'année 1911 se terminait dans l'euphorie avec un bénéfice de 767.932 F.

En 1912 comme en 1911, la crainte des raffineurs de se trouver en fin de campagne avec des stocks considérables et des cours en déport (tousjours à cause de la spéculation) a ralenti l'activité des usines, toutefois les ventes de Chantenay aussi bien à la consommation qu'à l'exportation ont augmenté. Il n'en a pas été de même pour les candisiers qui ont dû réduire leur fonte. En 1913, leur situation ne s'est pas améliorée ; par contre, Chantenay, malgré des conditions de fret toujours difficiles (264), a poussé sa production et ses livraisons à un niveau jamais encore atteint.

En janvier 1912, Meeus ne signalait qu'une augmentation très infime de son stock alors que les candisiers ne vendaient rien (265). Dès mars, l'offre massive de raffiné provoqua une réduction de l'écart et Chantenay vendit sans bénéfices ; toutefois, le stock de sciés baissa assez rapidement (266). Cependant, Meeus gagnait de l'argent au Maroc en livrant des petits pains, ce qui compensait largement les pertes en Algérie où Lebaudy bradait ses gros pains (267). Sommier, le premier, donna le signal de la baisse des prix dans tout l'Ouest (268), suivi par ses confrères du Nord et de Paris qui firent une guerre acharnée aux raffineurs nantais (269). Lebaudy et Béghin prirent le relais. Les candisiers qui supportaient de plus en plus mal la concurrence (270) cherchèrent à liquider au mieux leur stock (271). L'anarchie la plus grande régnait sur le marché des sucres et Sommier, en juin, finit par abaisser sa limite à 77 F, puis à 75,50 F alors que la cote officielle était de 77,50 à 80 F (272).

Une fois de plus Lemesle s'inquiétait, car il craignait que Chantenay ne se trouve, en fin de campagne, avec un stock relativement important de produits fabriqués (273), et, malgré la modicité des bénéfices, il félicita Meeus d'avoir su éviter le pire, d'autant plus que la baisse favorisait maintenant les candiseries (274). Pendant de longues semaines la grande préoccupation de tous les raffineurs demeura la vente du stock, mais, en raison de la baisse sur le disponible et sur septembre, les épiciers ne voulaient plus rien acheter et la situation devenait de plus en plus difficile. Depuis le début de juillet, Chantenay vendait en dessous du prix de revient et avait perdu 181.429 F au 30 septembre (275). En octobre, par contre, Meeus fut absolument débordé par la demande et il releva beaucoup le prix du disponible et du livrable ; néanmoins avec beaucoup de précaution (276). Chantenay avait conservé les débouchés reconquis, mais il y avait bien encore des résistances (277). Toutefois, Béghin et les candisiers avaient dû céder du terrain ; enfin, les ventes marchaient

bien au Maroc et dans le Golfe Persique (278).

La reprise favorisait Chantenay dans le Sud-Ouest où Meeus avait pris comme agent un ancien représentant de Frugès (279). Il attaquait aussi les Parisiens, surtout Say, à Angers et à Dinan (280). Dans l'ensemble de la Bretagne de nets progrès étaient enregistrés "Je suis arrivé hier soir de Bretagne, et je puis vous dire que notre marque s'impose de plus en plus, mais nous sommes fortement combattus par la concurrence. Malgré cela, j'ai la certitude que, dans un délai relativement court, notre marque sera implantée définitivement", écrivait Meeus (281).

Cependant, dès le mois de mai 1913, le marché des sucres s'est de nouveau détérioré. Les raffineries baissaient de plus en plus leur prix et Chantenay avait beaucoup de peine à obtenir des ordres. Sommier et Say offraient les pains à 61,50 F (cote officielle : 64 F). Quant à Bouchon, Béghin, François et Lebaudy, ils faisaient encore des cours moins élevés et tout particulièrement la lutte contre Béghin devenait impossible (282). En juin la situation ne s'est pas améliorée (283). Dans l'Ouest, Béghin commença à distribuer 1 kg de sucre gratuit pour 25 tickets primes et il livrait aux Sables d'Olonne des sciés à 65 F (Chantenay faisait les siens 67,40 F). Pour les pains, à Nantes, Say traitait à 59 F et Lebaudy à 58 F (la cote était de 61,50 - 60 F). Ainsi tous les raffineurs réduisaient leurs écarts et Meeus voyait son chiffre d'affaires diminuer dans certaines régions, à Angoulême, La Rochelle, Rochefort, Parthenay, Bressuire ainsi qu'à Fontenay, Niort et aux Sables, de même à Lannion, Saint-Malo et Loudéac (284).

Malgré les concessions de Béghin et la concurrence de Paris et des candisiers qui baissaient leur prix de façon à empêcher Chantenay de prendre des ordres, Meeus augmentait ses ventes en enlevant tous les jours des clients à ses confrères nantais (285). En mars 1914, les ventes se sont partout ralenties et une fois encore les petits raffineurs ont été les plus touchés. Ils ne pouvaient plus vendre leurs pains avec bénéfice ; quant à Meeus, il livrait les siens au prix de revient (286). Le malaise était général en Bretagne et dans le Sud-Ouest (287). On parla de l'arrêt de deux candiseries (Pellerin et Corhumel) (288), tandis que Béghin revenait en force à Rennes, Ploërmel, Vannes et Redon. Il se faisait dans toute la Bretagne une concurrence terrible entre les sociétés à succursales multiples et les épiciers en gros. Chacun voulait vendre moins cher que son voisin et gâchait les prix sur le sucre qu'il considérait comme un article de réclame. Avec sa marque maintenant bien imposée, Meeus tenait bon. Béghin reculait à Brest et à Morlaix où Chantenay expédiait des wa-

gous entiers de sucre, mais il résistait mieux dans les Côtes-du-Nord et en Ille-et-Vilaine (289). En juillet, les événements aidant la reprise amena une rapide diminution des stocks, mais cela n'empêchait pas Meeus de préparer une attaque à Caen dans le rayon de Bouchon (290). Ainsi, une partie des objectifs qu'il s'était fixés en 1905 avaient été atteints (291).

Chantenay pendant la guerre.

Tout d'abord, il y a eu des problèmes de trésorerie. En effet, le directeur de l'agence du Crédit Lyonnais refusait le papier, prétextant qu'il n'y avait plus de comptes créditeurs chez lui ; quant au comptoir d'Escompte, il exigeait de larges garanties en warrants ou autrement, si bien que Chantenay manquait d'argent pour payer les fournisseurs et les droits. Meeus demanda d'urgence à Lemesle quelques centaines de milliers de francs (292).

Ensuite, il y a eu comme ailleurs les conséquences de la mobilisation. A Chantenay il ne restait plus qu'une centaine d'hommes et 15 employés. On recruta des femmes, mais la demande dépassa l'offre. En cuisant de jour et de nuit, Meeus espérait toutefois arriver à fondre 60.000 kg de sucre par jour et 40.000 à 50.000 kg de sciés, mais il renonça très vite à fabriquer des petits pains et des candis (293). A Nantes, tout le stock de charbon fut gelé, aussi les Cossé-Duval et Pellerin, pris au dépourvu, ont menacé de cesser leur fonte. Les raffineurs étaient accablés de commandes et ils supportaient mal tout ce qui pouvait entraver les affaires. Mais assez vite des conditions plus favorables furent faites aux entreprises et les raffineurs s'entendirent pour se faire réserver une quantité suffisante de charbon pour marcher pendant 5 mois en réduisant, toutefois, leur fonte de moitié (294).

Dans le rayon de Nantes, les raffinés de Paris ont vite disparu car les wagons faisaient défaut pour les expéditions (295). Meeus demanda alors à ses collègues de baisser un peu les prix pour leur fermer définitivement tout débouché dans l'Ouest, mais il ne réussit à s'entendre qu'avec Billard, et encore uniquement pour les semoules. Il faut dire que, depuis le début de juillet, les consommateurs s'étaient rués sur le sucre et que les petits raffineurs profitaient au maximum de la conjoncture qui, à court terme, les favorisait. Malgré les bruits de réquisition, Meeus étendait ses ventes en Normandie, dans des centres comme Avranches, Granville, Coutances et Caen (296). De Lyon on lui passa aussi des ordres. Ainsi Chantenay faisait face à des demandes de plus en plus importantes,

ce qui n'était pas surprenant puisque Paris et le Nord ne pouvaient plus guère utiliser le chemin de fer à cause de l'avance allemande (297).

En novembre, Say livra cependant des sciés à 97 F base pains (en ajoutant la taxe de raffinage de 2 F et 2,50 F pour le transport, ils cotaient 101,50 F). Meeus ramena les siens de 105 à 102 F (298). La partie était donc loin d'être gagnée pour Chantenay, d'autant plus que l'exportation ne marchait plus très bien. Les navires étaient rares ainsi que les wagons utilisés pour transporter au front les milliers de chevaux du Canada débarqués à Saint-Nazaire. Seuls de petits vapeurs partaient pour le Maroc et l'Algérie (299). En mars 1915, la situation est devenue dramatique. Le manque de wagons empêchait la réalisation des ventes de Chantenay. Meeus en réclama au P.O. en menaçant de fermer ses portes et de licencier 600 à 700 personnes. On lui promit alors d'expédier 10 tonnes de sucre par jour (300), mais il éprouva des difficultés pour placer son candi dont la fabrication avait repris en janvier (301).

En mars, Meeus, avec des sucres exotiques à recevoir payés 62,25 F, chiffre auquel s'ajoutaient 27 F de droits et de taxe, plus 9 F de frais de fabrication, estimait son prix de revient à court terme à 98,25 F. Il vendait alors les sciés 102 F. Le 18, ils cotaient 105 F. Le 21, les livraisons se faisaient à 107 F. Début avril, Sommier vendait le sucre en morceaux 109 F et Say 110 F. Chantenay remonta les sciés de 1 F et les autres sortes de 2 F, et Meeus écrivait à Lemesle : "Il est probable que demain je remonterai encore de 1 F. En tenant compte de la différence de transport, nous devrions être à Nantes à 111,50 F les pains, alors que nous allons nous trouver ce soir à 109 et 110 F". Le 21, il fixait le prix des sciés à 115 F sur mai et à 116 F sur juin. Le 11 octobre la boîte de 1 kg se vendait à Nantes 120,50 F (302).

A Nantes, où l'on utilisait surtout du sucre colonial et indigène, des difficultés ont surgi. En se référant à la campagne 1914-1915, où il avait utilisé 270.000 sacs, Meeus constatait qu'il lui manquait 87.500 sacs pour 1915-1916 (303). Chantenay avait conclu des contrats portant sur 78.000 sacs d'Antilles (304), mais 20.000 sacs revinrent aux Marseillais (305). De plus, en juillet, il restait à recevoir 58.000 sacs de sucre indigène, et le conseil parlait alors de s'adresser aux services du ravitaillement pour assurer la fonte (306). Si Billard revendait du brut à Say, par contre, Pellerin et Corhumel manquaient de sucre. Ce dernier s'adressa à Meeus pour obtenir 100 à 150 tonnes de sucre blanc. Le Préfet, de son côté, demanda qu'on aide Corhumel et Pellerin pour qu'ils ne ferment pas. Chantenay refusa, mais Billard prêta 100 tonnes de Réunion

à Corhumel et en céda autant à Pellerin. Malgré cet ultime secours, Corhumel ferma ses portes en juin et Pellerin en juillet (307). Cela favorisait Chantenay car dès 1915, Meeus s'était lancé dans la fabrication en grand du candi. Il passa commande de 3.000 bassines et il envisagea à long terme la possibilité de faire 1.500.000 kg de gros candi (308).

Mais il a rencontré des difficultés pour obtenir le combustible, les matières premières : papier, ficelle, carton, dont il avait besoin pour maintenir sa fabrication. Ainsi, en janvier 1916, la Raffinerie de Chantenay fut menacée de fermeture parce qu'elle n'arrivait pas à se faire attribuer le cuivre nécessaire à la construction de condenseurs barométriques (avec leur tuyauterie) destinés à remplacer l'outillage en service complètement usé. Le problème le plus préoccupant restait celui des transports. Chantenay ne recevait plus de carton par suite de l'insuffisance du nombre des wagons, tandis que les livraisons étaient paralysées pour la même raison et Meeus devait arrêter le travail, pour la quatrième fois (309).

Peu à peu, les conditions d'exploitation des raffineurs se sont aggravées. En 1916, lorsque l'Etat a pris en charge l'approvisionnement, il a laissé aux entreprises une certaine marge de manoeuvre, car elles ont reçu les sucres promis par les courtiers - 15.800 tonnes pour Chantenay du 2 octobre 1916 au 31 mars 1917, des sucres exotiques et du sucre indigène en assez grande quantité (8.350 tonnes). Mais pour la campagne 1917-1918, tout changea. En raison des difficultés de transport, le gouvernement n'a pas autorisé l'envoi de sucre de betterave (7.000 tonnes) et en échange, on a accordé à Meeus du sucre roux cubain et colonial de qualité inférieure dont le rendement fut désastreux (310).

Certains administrateurs ont voulu fermer Chantenay. Mais, finalement le conseil a estimé que les tragiques événements qui bouleversaient la vie économique du pays ne pouvaient pas être de longue durée et il a décidé de ne pas arrêter la fabrication. La continuation du travail présentait un double intérêt : on conservait le personnel et on maintenait le contact avec la clientèle de la région, d'autant plus que les sucres exotiques arrivaient à Nantes en quantité supérieure aux besoins (311).

En 1919, par contre, la situation est devenue extrêmement critique. Meeus, qui n'avait pas reçu de sucre en février, a congédié une partie de son personnel. L'usine ferma ses portes en février, puis en avril et la reprise du travail ne s'effectua vraiment qu'à la fin de mai (312). Avec la paix, de nouvelles difficultés ont surgi. Le change augmentait tous les jours et le prix du brut variait en conséquence. Le sucre granulé améri-

cain, le seul que puisse se procurer Chantenay, valait 137 F caf. à Nantes le 22 mai et 143 F le lendemain. Par contre, les Parisiens et les Marseillais avaient pu acheter des vapeurs entiers de 5 à 6.000 tonnes de Java et de sucres du Pérou aux environs de 100 F (313).

Sur le plan commercial, à une stratégie de combat, s'est substituée en 1916, la morne livraison administrative. A Nantes on regrettait l'époque où l'on desservait 20 départements car en temps de paix la clientèle étaient extrêmement dispersée. A la question du prix de revient s'ajoutait celle du goût du consommateur et il n'était pas rare de voir une raffinerie écouler très loin ses produits dans le rayon d'un concurrent. En 1914 on trouvait encore du sucre de Bordeaux à Nantes et du sucre de Nantes à Bordeaux (314).

A partir du mois de septembre 1916 Chantenay limita ses ventes à l'exportation. Une légère reprise s'amorça en 1919. Chantenay expédia des pains au Maroc, mais Meeus n'a pu satisfaire tous les ordres à cause de la cherté du brut et des prix pratiqués par Saint-Louis (315). Il s'était d'ailleurs replié sur la Bretagne et les Pays de Loire, tout en cherchant à placer le maximum de candi et de cristallisés en Champagne (316). On se disputait le débouché, car les raffineurs de Nantes n'avaient pas eu l'autorisation d'y livrer 190 tonnes par mois, comme ils le demandaient. Les négociants de Reims et d'Eprenay, qui groupaient leurs ordres chez Cossé-Duval, ne facilitaient pas la tâche de Meeus, qui tenait avant tout à empêcher A. Cossé de dépasser son quota. On fixa finalement à 142 tonnes les ventes de Nantes et celle de Cossé à 30 tonnes. C'était un grand succès pour Chantenay (317). Dès juillet 1919, Say était revenu à Angers, suivi par Sommier en novembre, tandis que Meeus rétablissait des dépôts à Toulouse, Brive, Castres, Béziers, Nice et Lyon (318).

Pour Chantenay, l'approche du profit réalisé pendant la guerre présente bien des difficultés car on dispose de plusieurs séries de chiffres : ceux des bilans, ceux qui peuvent être tirés du résumé du compte profits et pertes, ceux du résumé général de l'opération de raffinage, enfin ceux établis par le fisc. En effet, la loi du 22 février 1916 imposa les bénéfices commerciaux à partir du 5 août 1914. Elle frappait d'une taxe progressive, pouvant aller jusqu'à 50 % pour les sommes atteignant ou dépassant 1 M, les excédents de gains constatés sur la moyenne des 3 années qui avaient précédé la guerre. Dès l'exercice 1914, on a prélevé sur les bénéfices la réserve de du croire - c'est-à-dire, que l'on a pratiqué en fait, une réduction de la valeur des stocks. En 1915, les frais d'entretien, que l'on peut considérer comme des investissements, se sont

chiffrés à 916.503 F, alors qu'en 1914, leur montant n'avait pas dépassé 48.969 F (319). Enfin, en 1919, on a déduit des gains les pertes de 1918. Le bénéfice avoué se montait en vérité à 4.844.713 F.

Dès février 1919 le conseil d'administration de Chantenay décida d'augmenter le capital (320). Le développement du chiffre d'affaires, la hausse constante des matières premières indispensables (sucre, charbon, papier) et celle, non moins considérable, de la main-d'oeuvre imposait cette solution d'autant plus qu'à cela s'ajoutait le besoin impératif d'apporter à la raffinerie des modifications nécessitées par l'emploi des procédés de fabrication les plus récents. Il s'agissait donc de gonfler le fonds de roulement pour consolider après la guerre la position de la société. Des pourparlers se sont engagés entre les Watel-Dehaynin et les Hebert et les futurs souscripteurs se sont contentés de venir au même rang que les actions de priorité précédemment créées, en ne demandant pas un intérêt supérieur à 5 % (taux inférieur à celui qui était alors pratiqué). L'assemblée générale réunie le 27 mars 1920 - après avoir modifié les statuts (321) - décida à l'unanimité de porter le capital de 3.870.000 F à 6 M par l'émission de 7.100 actions de priorité de 300 F (322).

Mais à la fin de l'exercice 1920 un véritable désastre se produisit. Au début de septembre le sucre blanc n° 3 cotait 380 F - le 15 novembre il dégringolait à 190 F. La baisse, que rien ne laissait prévoir, atteignait 50 % et tout le monde à Chantenay s'était laissé surprendre (on croyait plutôt à la hausse). Le plein de fabrique s'élevait à 85.000 sacs et aucun arbitrage ne garantissait la baisse. La perte se chiffrait à la somme énorme de 12.943.230 F (323) et seule l'aide du Comptoir d'Escompte évita le pire.

A. Watel-Dehaynin fit face et malgré les Hebert, défendit une nouvelle augmentation de capital de 6 M. Financièrement, il s'engagea à fond dans l'affaire. L'assemblée générale du 26 avril 1921 constata la souscription de 14.500 actions de priorité et de 5.500 actions ordinaires de 300 F (324).

Chantenay supporta pendant de longues années les erreurs de l'exercice 1920. On peut même dire qu'elles furent à l'origine des grosses difficultés subies par la société entre les deux guerres.

En 1919, A. Watel-Dehaynin avait gagné son pari. Il disposait à Nantes d'une raffinerie bien équipée pouvant travailler 40.000 tonnes de sucre brut mais cela avait coûté très cher.

Jusqu'en 1904 Chantenay avait largement distribué des bénéfices - 60 % de la masse du cash flow - tandis que l'autofinancement en recevait

40 %. Ensuite on a rénové l'outil et de 1911 à 1919 l'autofinancement l'emporta (64 % contre 36 %) (cf tableau n° 18).

Jusqu'en 1919 Chantenay a gagné environ 16 M et perdu 5.800.000 F. Le total du capital engagé dans l'affaire se montait à 6.500.000 F mais compte tenu des réductions de 1906 et 1911, il n'était plus que de 3.870.000 F en 1919 (s'ajoutait à cette somme un fonds d'amortissement des actions de priorité de 278.804 F). Si l'on considère les bénéfices distribués de 1886 à 1919 (7.367.935 F) cela laissait un peu plus d'un million de gain net aux actionnaires.

Au 31 décembre 1919 sur les 8.062.883 F consacrés à l'autofinancement, il ne restait plus que 836.412 F de disponibles après les amortissements réellement effectués (environ 2,5 M) et les réserves passées au compte pertes et profits. Cependant il y avait encore à amortir la nouvelle usine qui valait 5.036.024 F et 500.000 F pour l'ancienne.

Les pertes subies en 1920 ont brisé le fragile équilibre financier atteint pendant la guerre mais le gros apport d'argent frais fourni à la société en 1921 a de nouveau assuré un fonds de roulement suffisant. De plus, le pouvoir est passé entièrement à A. Watel-Dehaynin. Sa fortune lui a permis d'évincer les Hebert qui, à la suite de la nationalisation de la Raffinerie de Trostianec et de la vente de la Sucrerie de Flavay-le-Martel ne pouvaient plus soutenir Chantenay (325).

La direction à deux têtes de l'affaire (une à Paris et l'autre à Nantes) n'avait pas donné de bons résultats. En 1910 on sépare la direction commerciale de la direction technique. On installa ainsi en permanence le conflit dans l'entreprise et il fallut la catastrophe de 1920 pour que l'on repense toute l'organisation des responsabilités dans le sens d'une grande autonomie laissée à un seul directeur.

2 - La dernière vague des entrepreneurs nantais.

Les grands raffineurs de la capitale se sont aussi installés à Nantes, mais leur bref passage de 1885 à 1887 ne fut qu'une manœuvre dont les perspectives dépassaient l'horizon de la ville. Cependant, certains ont essayé de redonner une place plus importante au capital local dans le raffinage. Mais un seul essai, celui de G. Billard, fut couronné de succès.

La S.A. de la Raffinerie des Ponts devait exploiter la raffinerie Etienne avec un capital de 1.620.000 F. Le siège de la société se trouvait 19, rue de Flandres, c'était aussi l'adresse des Lebaudy. Le conseil d'administration se composait de trois membres : MM. Alfred Soummer, Henry Say et Paul Lebaudy. Le but réel était de menacer Chantenay d'une concurrence directe si ses dirigeants refusaient la fermeture de l'usine Prévoist. En fait, ils n'ont jamais fondu de sucres à Nantes et, après un accord avec le groupe Souques-Cail, la S.A. de la Raffinerie des Ponts fut dissoute en juillet 1887 (326).

La réouverture de la mélasserie de Chantenay n'a pas non plus abouti. Depuis l'incendie de 1876, G. Massion a toujours rêvé de redevenir raffineur. Déjà, en 1878, il avait proposé, en vain, une association à H. Polo (327). Le vide qui s'est créé à Nantes dans l'industrie du sucre lui a donné de nouvelles idées. De 1885 à 1888, il va patronner le projet de la mélasserie de Chantenay. Achetée 152.000 F par quelques négociants, elle devait être transformée en raffinerie (328). Les hésitations de Massion ont découragé ses amis (329).

Les nouvelles affaires.

Cependant, en mai 1886, un négociant, Alphonse Bardot, recommandait à fonder des sucres dans l'ancienne candiserie Bourcard. Il avait payé les bâtiments et le matériel 108.000 F et dès 1887, il procédait à quelques agrandissements (330). Avec l'aide de son gendre Félix Jamont et d'un entrepreneur de transport de Saint-Nazaire, Joast Van Duym, il cherchait surtout à vendre ses produits dans la clientèle de la raffinerie de Chantenay. D'après Texier, c'était une entreprise mal conduite et mal outillée (331). L'avenir lui donna raison, car, en 1890, Bardot ferma son usine et liquida la plus grande partie de son matériel.

Cela n'a pas empêché son gendre et Van Duym de lui racheter son établissement (332) et de fonder en décembre 1891 la S.A. de Raffinerie de l'Ouest, société au capital de 900.000 F divisé en 72 actions de 12.500 F (333). A côté des transporteurs, Van Duym, Nouteau et Grandjouan, on trouvait des négociants, Viot, Mourocq, Bolo, Dufour, Kerr, un assureur maritime, Simon, et des épiciers en gros, les Naud-Hardyeau, Desloges, Poupart. Robin-Langlois devait diriger la fabrication. Le conseil d'administration se composait de trois membres, MM. Van Duym et Jamont, administrateurs-délégués, et d'un représentant des Naud-Hardyeau. Enfin, la Raffinerie de l'Ouest absorbait la maison de consignation et de commission Jamont.

Cependant, l'affaire n'a pas répondu aux espoirs des fondateurs. En juillet 1895, en proie à de sérieuses difficultés, J. Van Duym proposait en vain une fusion à Chantenay (334). Il réussit quand même à se maintenir un peu plus de deux ans. Mais, à la suite des mauvais résultats de l'exercice 1896, les actionnaires ont décidé de l'écarter (335). Mais, malgré tous leurs efforts, ils n'ont pu le remplacer et en décembre 1897, la société fut dissoute (336).

Cependant, au milieu de l'année 1898, un négociant d'Angoulême, ancien raffineur de sucre à Bordeaux, Albert Bosselut, remettait en marche l'usine sous la raison sociale : Société Nouvelle de la Raffinerie de l'Ouest (Bosselut & Cie) (337). Le Comptoir National d'Escompte qui avait une hypothèque sur les immeubles de l'ancienne société, la cédait à un parent du locataire (338). Bosselut confiait la gestion de son établissement à H. Lemoine qui allait assumer une tâche bien difficile. En effet, son capital de départ n'atteignait que 400.000 F.

En 1903, A. Bosselut avait abandonné la gérance de l'affaire à H. Lemoine. Deux ans plus tard, elle cessait sa fonte. En effet, de 1903 à 1905, le comptable avait commis des détournements se montant à 372.437 F (339). Il encaissait des chèques signés par Lemoine, mais auparavant il les majorait. La Raffinerie de l'Ouest fut liquidée en 1906 mais dès 1905 sa disparition avait permis à Chantenay de tenir des prix plus élevés (340).

En 1895, Joseph Robin-Langlois avait quitté la Raffinerie de l'Ouest pour monter une fabrique de sucre aggloméré en morceaux dans l'usine des Récollets louée par H. Polo (341). Un ancien courtier, M. Paquereau, le commanditait, mais sans participer directement à l'affaire. Ils s'étaient tous les deux lancés dans une véritable aventure. Après l'achat de turbines Adant les fonds ont manqué pour compléter leur outillage, et personne ne voulait leur en prêter. D'après Texier, Robin n'était pas "un homme sérieux". Quant à Paquereau, "il a la plus détestable réputation sur la place de Nantes", notait le directeur de Chantenay, et il concluait : "Bref, à Nantes, on n'a pas bonne opinion de cette nouvelle industrie" (342). D'ailleurs, en 1896, le Tribunal de Commerce de Nantes prononça la faillite de Robin-Langlois.

Nullement découragé par cet échec, Emile Polo, commis du dehors de Chantenay a voulu reprendre le plus tôt possible l'exploitation des Récollets. Son oncle, H. Polo, le substitua aux lieux et place de Robin-Langlois dans le bail signé en 1895. Avec l'aide de Gustave Crouan, ancien courtier et de Jean-Baptiste Ollive, épicier en gros, Polo mit sur pied la S.A. "Nouvelle Raffinerie Nantaise" au capital de 500.000 F (343) mais

après un essai de fonte portant sur 600 sacs de sucre brut, les promoteurs renoncèrent à leur projet (344).

En 1897, Georges Billard, épicier en gros et fabricant de tapioca depuis 1890, montait à son tour une usine d'agglomérés. En avril 1898, la maison Naux-Hardyeau formait avec Aristide Mourocq, une société pour exploiter une fabrique d'agglomérés qui démarra en juin (345), quelques jours avant celle d'Halgan créée et commanditée par les Corhumel (346).

Seuls G. Billard et Halgan ont pu maintenir la fabrication de sucres agglomérés et Billard est même devenu raffineur, puis candisier. Mourocq, après l'incendie qui avait dévasté son établissement en février 1900, avait renoncé à son industrie (347). En octobre 1902, la Raffinerie de l'Abbaye lui succédait quai Magellan. C'était à l'origine une usine d'agglomérés, précédemment installée dans les locaux de l'ancienne Mèlasserie de Chantenay, fondée en juillet 1901 par deux employés de la Raffinerie de Chantenay, Emile Gicquiau et Fonteneau. L'affaire a disparu en 1905 ; elle raffinait des sucres depuis 1902 (348).

La réussite de Georges Billard (1897-1919).

G. Billard avait créé sa maison en 1879 avec l'aide d'Henri Normand, représentant en droguerie (349). Rien ne le destinait à devenir raffineur. Il était né en 1856 à Loché-sur-Indrois où son père tenait un petit commerce de bois. Il avait fréquenté l'école primaire jusqu'à 12 ans, puis on l'avait placé garçon épicier chez un oncle à Vierzon. Ensuite, à Nantes, il avait acquis de l'expérience comme commis du dehors chez Gaillard-Briand et ses successeurs. Sa qualité essentielle était d'être un excellent vendeur et il s'était lancé dans le travail du tapioca avec de faibles ressources. Il a d'ailleurs obtenu des résultats assez médiocres (350). Ainsi, il chercha à élargir la base de ses activités. Assuré du concours financier d'un négociant parisien F. Geisenheimer, il misa sur le sucre.

G. Billard, dès 1898, avait réussi à imposer ses agglomérés (351), grâce à la pénurie organisée par le syndicat (352). L'année suivante, il travailla au moins 25.000 sacs de brut (353) et en 1901, toujours avec l'appui de Geisenheimer, il réalisa des investissements considérables cette fois pour raffiner des sucres. L'affaire prospéra. Elle donnait régulièrement des bénéfices, malgré une gestion dangereuse. En effet, un grand désordre régnait dans la comptabilité et surtout G. Billard demandait trop au marché à terme où il spéculait d'une manière excessive.

Le profit et l'origine des fonds investis est impossible à déterminer. Le compte "Pertes et Profit" n'exprime qu'une simple balance comp-

table, car les dépenses concernant les bâtiments et le matériel étaient prélevées sur le capital disponible ou financées par des prêts à court terme et le solde négatif des exercices jusqu'au 30 juin 1903 s'explique par la construction de la raffinerie, quant au premier amortissement, il date de 1902. En 1905, G. Billard fut surpris par la débâcle des cours. Il avait imprudemment suivi la hausse (il était un de ceux qui croyaient que le n° 3 atteindrait 50 F) et un moment on parla de faillite (354). Ses pertes, au total, auraient atteint 400.000 F (355). Endetté, sans capitaux, sa situation était désespérée car il lui fallait immédiatement solder les différences dues aux courtiers qui avaient déposé leur bilan.

Il fut sauvé par son gendre, Louis Douet (356). Celui-ci se porta garant auprès d'un notaire parisien pour qu'il lui avance les sommes nécessaires au paiement des créances les plus urgentes. Certains courtiers et négociants qui pouvaient attendre convertirent leurs dettes en compte-courant. De son côté L. Douet fournit 120.000 F d'argent liquide pour éviter l'arrêt de l'usine, tandis que le négociant anglais Dracke del Castillo donnait son aval pour les mises de sucre brut en entrepôt. L. Douet contrôla la comptabilité et s'occupa des arbitrages. A partir de 1911, G. Billard fils dirigea la fabrication. Ingénieur de l'Ecole des Industries Agricoles de Douai, il avait fait un long stage dans une sucrerie de Bohême avant de se fixer à Nantes.

G. Billard a travaillé de plus en plus de sucre de 1907 à 1913 (cf tableau n° 19a). Pendant la guerre, comme Chantenay, il s'orienta vers la fabrication du candi. En 1907 il avait racheté le matériel de Vigneras un petit fabricant parisien et en 1911 la plus grande partie de celui de Corhumel (357). Enfin à partir de 1917, le tapioca compensa le manque à gagner de la raffinerie (cf tableau n° 19 b et c).

En dépit de la spéculation et grâce à la prudence de L. Douet, les bénéfices ont augmenté. En 15 ans leur masse a atteint 3.132.306 F, soit une moyenne annuelle de 208.120 F. Systématiquement ils étaient réinvestis dans l'entreprise d'où l'importance du capital engagé dans l'affaire à partir de 1918 (cf tableau n° 19 d). Il s'y ajoutait des crédits à court terme de plus en plus importants fournis par le Comptoir National d'Escompte (358).

Pour la fabrication, G. Billard utilisait indifféremment le sucre de betterave et le sucre de canne. Ses produits étaient d'une qualité moyenne, mais ils se plaçaient assez bien en Champagne, à Paris et même en Russie (359). Pour les autres sortes, il était solidement implanté en Bretagne (surtout dans le Morbihan et le Finistère), et en Vendée. Au-delà

d'Angers il était connu à La Flèche, au Mans, à Laigle et à Tours. Il avait aussi des clients à Poitiers, Vierzon, La Châtre et ses marques se vendaient dans tout le Sud-Ouest, à La Rochelle, Angoulême, Châtellerault, Confolens, Bordeaux, Agen, Montauban, Toulouse, Carcassonne, Pau, Tarbes et Bayonne. Enfin, il exportait quelques pains à Casablanca (360).

Ainsi, malgré la concurrence de Chantenay, de Paris, et des fabricants-raffineurs, Billard avait réussi à s'imposer. Son succès montrait qu'un capitalisme encore étroitement familial pouvait prospérer comme au XIXe siècle. Sa réussite s'explique à la fois par l'emploi de turbines Adant (il en possédait 2), par le maintien du syndicat des raffineurs, mais aussi par la valeur des hommes qui conduisaient l'affaire.

La percée de G. Billard inquiéta les candisiers pour qui le nouveau venu ne jouait pas le jeu en ne respectant pas la tradition, c'est-à-dire le travail exclusif du sucre de canne. C'est contre lui qu'ils protestèrent en mars 1911 à propos d'une circulaire du ministre de l'Agriculture datée du 19 décembre 1910, où on lisait qu'aucune distinction ne devait être faite entre les sucres de canne et les sucres de betterave en raison du peu d'importance qu'elle présentait alors. MM. Corhumel, Cossé-Duval, Hubert et Pellerin rappelaient au contraire que beaucoup de consommateurs faisaient une différence entre le sucre de canne et le sucre de betterave et qu'ils désiraient utiliser le premier - de même, certaines industries comme celle des vins de Champagne ne pouvaient employer que des sucres de canne et avaient besoin d'une garantie absolue d'origine (ce qui était faux). On leur répondit qu'il s'agissait d'un simple malentendu (361).

Néanmoins, les candisiers de Nantes rétorquèrent qu'on offrait au consommateur des boîtes avec des figurines exotiques imprimées, alors qu'il s'agissait vraisemblablement de sucre indigène, et il pouvait se laisser tenter. Le chef de service de la répression des fraudes prit acte sans plus de cette nouvelle protestation (362). Il est certain que chez Billard, comme à Chantenay, il y avait rarement travail distinct des sucres et le secret des affaires couvrait l'origine de la marchandise.

En 1916, G. Billard avait formé avec son fils et son gendre une société en nom collectif au capital de 350.000 F. Il apportait la raffinerie (230.000 F), 20.000 F en espèces et chacun des autres associés 50.000 F. Il se réservait 75 % des bénéfices et le reste était partagé également entre son fils et son gendre (363). On ramena à 90.000 F la valeur des bâtiments de l'usine, et à 89.250 F celle du matériel. G. Billard décida aussi de pratiquer des amortissements accélérés avec 25 % pour les

immeubles, 15 % pour le matériel et 10 % pour l'usure extraordinaire de guerre. En même temps il créait une réserve spéciale en couverture des baisses éventuelles de prix pouvant survenir après la guerre (30 % de la valeur du stocks, soit 103.345 F pour 1916). Mais en 1917, à la suite de l'établissement de l'impôt sur les bénéfices de guerre, G. Billard dut revenir à un taux d'amortissement de 2 % pour les immeubles, de 5 % pour le matériel avec en plus 5 % pour l'usure extraordinaire de guerre. Il réintégra même 503.624 F d'amortissements dans l'actif.

En 1921, G. Billard décida de prendre une demi-retraite (364). L'année précédente il s'était lancé dans une intégration vers l'aval d'un type nouveau. Il avait créé avec des négociants nantais et parisiens la Chocolaterie Armoricaïne. Cette expérience témoignait de la vitalité d'une société qui, malgré le retour en force des Parisiens dans l'Ouest, n'hésitait pas à prendre des risques.

3 - Le candi à Nantes de 1864 à 1919.

Pendant toute cette période Nantes est demeurée la capitale incontestée du candi.

A - Les candisiers.

Les Cossé-Duval.

Comme prévu, en 1865, la famille Cossé-Duval a repris le contrôle de sa confiserie. Les fils Cossé ont formé une société au capital de 1,6 M, partagé également entre eux (365). Victor et Dominique Cossé assumaient la gérance, Emile et Aristide se bornaient à les commanditer. Toutefois, Pinet, leur a fait, à partir d'avril 1865, une concurrence dangereuse à Saumur, en Champagne et à Tonnerre où il plaçait dans leur clientèle des cristallisés fournis par Massion.

En Champagne, il ne touchait que les maisons de second et de troisième ordre, qui fabriquaient des vins à bon marché. Mais ailleurs, la différence considérable de prix risquait d'attirer les acheteurs. Les candis roux Cossé-Duval valaient, rendus chez les négociants 180 à 190 F, les blancs 225 à 230 F, tandis que Pinet vendait ses sucres 170 F (366). Les

Cossé-Duval voyaient venir avec inquiétude le moment du tirage (en mars). Celui de 1865 avait été très défavorable, car les vins étaient trop sucrés, mais pour 1866, il s'annonçait très bon. C'est à cette époque que Pinet avait le plus de chances de réussir parce que les négociants cherchaient pour cette opération des sucres bon marché. Les Cossé livraient habituellement des candis roux pour corriger les effets de la fermentation qui s'opérait dans le vin. La menace était donc sérieuse pour leurs intérêts.

Installé à Epernay, Pinet, entamait la clientèle des Cossé, (367). Un de leurs agents ne leur cachait pas que toutes les commandes qu'on leur avait promises pour l'automne étaient suspendues et il leur conseillait d'attaquer Pinet devant le tribunal de commerce (368) car on achetait, pour le jager, le cristallisé de Massion (369).

Avant d'engager des poursuites, E. Cossé consulta le grand chimiste Pelouze, qui affirma catégoriquement que le sucre en question n'était pas du candi (370). Un procès sur le produit était donc plein de risques et les Cossé ont alors choisi de porter le différend sur le terrain d'une exploitation abusive de leur clientèle. Le 30 août 1865, MM. Cossé-Duval ont assigné Pinet devant le tribunal de commerce et demandé qu'il lui soit fait défense de s'occuper, soit directement, soit indirectement, de la vente de tout produit leur faisant concurrence, et que pour l'avoir fait, il soit condamné à leur verser 150.000 F de dommages et intérêts (371).

Le 9 septembre, le tribunal de commerce de Nantes donnait gain de cause aux Cossé, mais le 20, Pinet faisait opposition au jugement rendu contre lui par défaut. Le 5 mai 1866, le tribunal de commerce lui donna raison. Les Cossé étaient donc déboutés et condamnés aux dépens, mais ils portèrent l'affaire en appel. D'après Pinet, la clause prohibitive envisagée par ses adversaires n'avait qu'un sens restreint. Pour lui, elle ne s'appliquait qu'à la fabrication et à la vente du candi, donc il estimait avoir le droit de faire tout ce qui était en dehors de cela (372). Quant aux Cossé, ils soutenaient que Pinet exploitait uniquement leur clientèle (celle des sociétés précédentes) et que ses manœuvres tendaient à diminuer la valeur de ce qu'il avait indûment vendu. Ils revendiquaient donc le droit exclusif à l'exploitation de la clientèle sociale (373). La Cour d'Appel les suivit et le 13 août 1866, elle défendit à Pinet de faire directement ou indirectement concurrence à la maison Cossé-Duval & Cie (374).

En 1880, Emile et Aristide Cossé avaient cessé de commanditer leurs frères Victor et Dominique (375) qui reformèrent entre eux une société en nom collectif au capital minimum de 1.200.000 F avec faculté de l'élèver

au maximum à 1.800.000 F. Malgré leur bonne entente, ils prenaient certaines précautions pour assurer à leurs enfants un avenir dans l'entreprise. Ils pouvaient faire entrer dans l'affaire chacun deux de leurs fils, en les rétribuant sur leur part d'intérêt. La famille de l'associé décédé conservait tous ses droits et le survivant devait initier ses neveux à la fabrication du candi (376).

Ainsi après le décès de Dominique Cossé survenu le 13 juin 1892, Victor Cossé et sa belle-soeur Louise Ceineray ont établi une société en nom collectif à l'égard du premier et de ses fils, et en commandite à l'égard de la seconde et de ses enfants, conformément aux engagements pris en 1880. Le capital minimum était fixé à 1,6 M, mais il pouvait être porté à 2 M. V. Cossé et les associés commanditaires en fournissaient chacun la moitié. Gaston et André Cossé devaient consacrer toute leur activité à la raffinerie. Ce dernier, ingénieur des Arts et Métiers, se passionnait pour les problèmes techniques.

Toutefois la branche D. Cossé acceptait d'être écartée à l'avenir de l'affaire. A l'expiration de la société (le 31 janvier 1905), les associés en nom collectif pourraient, en effet, conserver tout l'actif social en prenant les immeubles et les produits en cours de fabrication aux dires d'experts - le matériel d'après le dernier inventaire - la clientèle pour 120.000 F - les approvisionnements au prix de facture et les raffinés à 10 % au-dessous du prix de vente mentionné sur les livres. V. Cossé assurerait ainsi à terme la propriété de la candiserie à ses enfants (377).

En novembre 1901, V. Cossé avait cédé à ses enfants les fonds qu'il détenait dans la Société Cossé-Duval & Cie (378). Décédé en 1903, il laissait alors une fortune de 2.632.861 F (379). En 1905, le capital de Cossé-Duval fut ramené à 1.500.000 F et la société prorogée jusqu'en 1919 (380). A. et G. Cossé demeuraient gérants et associés en nom collectif, tandis que leurs soeurs devenaient de simples commanditaires. Quelques années plus tard, en décembre 1909, A. Cossé imposa à Mesdames Mosneron-Dupin et Marie-Anne Cossé une nouvelle répartition du fonds social. Elles furent donc obligées de céder chacune 137.000 F à leurs frères et 37.500 F à un nouveau commanditaire, G. Rougier-Lagane (381).

Laurent Darbon, représentant de commerce à Saumur, devenait associé en nom collectif, mais sans participation à l'actif, avec seulement un droit aux bénéfices. Mesdames Mosneron-Dupin et Cossé se sont vigoureusement élevées contre les exigences d'A. Cossé, d'autant plus qu'il leur fallut subir une nouvelle répartition des bénéfices. Sur ceux-ci, MM. Cossé et Darbon s'attribuaient 5 % chacun en supplément d'appointe-

ments et une participation spéciale pour leur travail (9 % pour A. Cossé et 3 % pour G. Cossé et Darbon). Le solde, diminué de gratifications aux collaborateurs les plus proches, était partagé au prorata du capital engagé. Enfin l'article 26 permettait d'exclure les soeurs Cossé de l'affaire à l'expiration de la société - c'est-à-dire le 31 décembre 1917. Il était en effet stipulé que MM. A. et G. Cossé, ou le survivant des deux, auraient le droit de conserver l'actif social, à charge d'en payer le passif et de rembourser leur part aux commanditaires et que la liquidation serait faite par les soins du ou des gérants. Les structures d'éviction étaient donc en place. Une brouille bien entendu, a suivi (382). Elle fut la cause, quelques années plus tard, de l'effacement des Cossé.

Les autres candisiers.

Après l'incendie de leur raffinerie en octobre 1867 (383), Lasnier, Larrey et Glatigny se sont séparés. Glatigny s'est entendu avec les Etienne, tandis que les deux autres associés fondaient une nouvelle société au capital de 340.000 F. Lasnier avait fourni 185.000 F et Larrey 155.000 F. Ils ont fait construire une nouvelle fabrique rue La Tour d'Auvergne (384). Mais à la fin de 1873 un grave différend les a séparés (385). Rapidement il aboutissait à l'éclatement de l'association (386). Larrey a alors acheté la raffinerie (387) et Lasnier a installé une nouvelle candiserie. Cependant, en avril 1874, Larrey quittait Nantes après avoir revendu son usine à deux négociants Paul Eudel et Edouard Corhumel (388).

Ceux-ci avaient repris, en janvier 1863, la suite des opérations de la maison Victor Duquesne, spécialisée dans le trafic de Cayenne. Paul Eudel, à la fin du XIXe siècle, était surtout connu comme collectionneur et critique d'art, mais, très jeune, il s'était tourné vers le commerce. A 17 ans, il entra comme petit commis chez Thomas, courtier de navire, ensuite il passa chez l'armateur Gabriel Lauriol, puis chez V. Duquesne. En 1856, il s'embarqua pour La Réunion où vivait son oncle Charles Eudel, riche planteur à Saint-Pierre. Il revint à Nantes en 1858 (389) et devint l'unique employé d'Alphonse Cezard, qui allait peu à peu l'initier aux affaires. "J'étais caissier, teneur de livres, commis du dehors et chargé de la correspondance", écrit-il dans ses souvenirs (390). Très vite, il est devenu son fondé de pouvoir. En 1874, Antonio Carré entra comme associé dans l'affaire (391).

Cependant, Eudel n'est pas resté longtemps raffineur. Dès décembre 1876, Larrey lui proposa de fonder une maison de commerce à Paris (392). Désireux de se rapprocher des milieux artistiques et littéraires qu'il fréquentait, Eudel accepta et prépara soigneusement son départ, car il laissait

une partie de ses capitaux dans l'affaire (393). Le 1er janvier 1878, la société Corhumel & Cie démarrait avec un capital de 400.000 F (394).

Chez Corhumel on a aussi préparé l'entrée de la nouvelle génération dans l'entreprise. Lors du renouvellement de la société en décembre 1887, A. Carré reconnaissait à E. Corhumel le droit d'associer ses enfants à la gestion. En 1894, ce dernier cédait donc à son fils aîné Fernand 1/12e de son capital. L'année suivante, René recevait à son tour 1/24e de la part de capital paternel (395).

La succession d'E. Corhumel, décédé le 26 juin 1902, donna lieu à moins de difficultés que celle de V. Cossé. En exécution des clauses de l'acte de 1898, Fernand et René Corhumel ont reçu toutes les parts sociales de leur père, y compris l'intérêt qu'il détenait dans la Société Halgan (396). La fortune de la communauté Corhumel-Millerot se montait à 1.018.522 F et elle était presque entièrement investie dans la candiserie (397).

En 1910, la société fut prorogée jusqu'en 1920. Financièrement, la disparition d'E. Corhumel n'avait pas eu de conséquences fâcheuses car sa veuve avait laissé tous les fonds à la disposition de ses fils (398). Un fait annonçait cependant le déclin de l'affaire, car, en 1913, les Corhumel ont acheté à la fille de Th. Carré, la part de leur père décédé pour 60.400 F (elle était comptée pour 183.333 F en 1902). Le capital était donc entamé à la veille de la guerre (399).

Autres figures nouvelles dans la candiserie, Ch. Pellerin et François Chauvin, qui avaient succédé en mars 1874 à Boissel et Bernard, rue Beauséjour (400). Avec un capital de 600.000 F, ils fabriquaient des candis, mais pratiquaient aussi l'épicerie en gros et la commission (401). Boissel et Bernard, pour faciliter leurs débuts, avaient prêté 100.000 F (402). En 1879, le décès de Chauvin fit de Ch. Pellerin l'unique maître de l'entreprise (403). En 1885 il a séparé sa candiserie de sa maison d'épicerie en gros (404). Son fils Maurice et un jeune commis négociant, Albert Durand-Gasselín, employé chez lui depuis 1889, le secondaient dans sa tâche de raffineur. Intéressés verbalement à la marche de l'entreprise depuis 1894, ils ne sont devenus des associés à part entière qu'en 1901 au moment où l'affaire fut prorogée. Elle réunissait avec un capital de 1,5 M, Ch. Pellerin père, son fils Maurice, le directeur technique Ch. Giraud (ingénieur civil) et A. Durand-Gasselín, chargé de la partie commerciale (405).

Il faut noter que les Pellerin restaient majoritaires et qu'ils détenaient l'outil. En 1904, par suite de la réduction de droits qui a

suiwi la Conférence de Bruxelles, le capital fut ramené à 1,2 M (406) - les associés estimant qu'une partie du fonds de roulement était inutile. Cette décision, à priori, n'implique pas des pertes, mais elle n'est pas non plus un signe de vitalité de l'entreprise puisqu'on se contentait de consolider les positions acquises.

Enfin, la disparition de S. Lasnier en 1885 n'avait pas interrompu l'activité de l'établissement. Un ancien capitaine au long-cours, Louis Hubert, avait acheté son matériel et sa clientèle à sa veuve (407). C'était le paradoxe de la raffinerie nantaise. Avec sa petite usine, il faisait malgré tout des bénéfices. Son matériel (porté au bilan à 69.625 F en 1917) (408) était vétuste, mais pour le candi, le tour de main et les relations en Champagne suppléaient souvent au manque de moyens.

B - Les problèmes spécifiques du candi.

L'approvisionnement en sucre blanc.

Dès 1874, les difficultés d'approvisionnement ont surgi pour les confiseries. Gros consommateurs de Réunion, ils n'arrivaient pas toujours à se procurer à Nantes les sucres qui leur convenaient le mieux, ou alors ils devaient les payer au prix fort. De plus, ceux qui fabriquaient aussi des pains (comme Eudel et Corhumel, Lasnier, Pellerin et Bourcard) subissaient comme les autres raffineurs la concurrence de Paris, ce qui rendait plus aléatoire les achats de brut, car ils risquaient de se charger de sucres qui, au bout de quelques semaines n'étaient plus susceptibles de donner un bénéfice après raffinage.

A Nantes, seul le marché des Gol restait animé (409). Tout le monde en marchandait (410). La baisse des pains rendait les confiseurs très exigeants et ils ne prenaient guère que les blancs, et encore les plus belles nuances. Quant au négoce, il plaçait difficilement les autres sortes (411). Seuls, les Cossé ne s'étaient pas laissés emporter par le mouvement (412). L'évènement leur donna raison ; en effet, à la fin de novembre, la liquidation du stock des Raffineries Nantaises accentua encore le déséquilibre entre l'offre et la demande (413).

En 1875 et 1876, la chasse au Gol a continué. En juillet, la réaction en hausse qui s'était produite à Paris a eu des répercussions à Nantes, mais, dès août, les arrivages des Antilles ont entraîné un tassement rapide des cours (414). Tout en saisissant au jour le jour quelques lots, les confiseurs, craignant toujours un retour de la hausse s'approvision-

maient en sucre blanc pour l'hiver (415). Larrey pressait Eudel d'acheter des Réunion livrables fin septembre et fin octobre. Début octobre, celui-ci possédait déjà un stock de 150.000 kg de blancs pour aller jusqu'à fin mars, mais Larrey estimait qu'il lui en fallait encore 30.000 et il s'engageait à prendre des Gol, si toutefois le prix n'était pas "trop stupide" (416). Son consignataire en demandait 64 F, Eudel lui en offrait 62 F. L'écart était trop grand. Eudel acheta alors, en association avec Pellerin, 180 barriques des Antilles et 297 sacs de Réunion cristallisés. Larrey, finalement, conseilla à Eudel de conclure à 63 F car tous les candisiers désiraient du Gol pour éviter les turbinages (417).

La hausse du sucre qui s'annonça dès octobre 1876 inquiéta beaucoup les candisiers (418). Leur réaction fut intelligente, ils s'unirent pour mieux résister. D'une part Eudel et Pellerin ont tenté d'obtenir la consignation des sucres Lareinty commercialisés par la maison Castellino de Paris (419). Ils voulaient ainsi attirer du bon sucre "d'usine" à Nantes. D'autre part les candisiers ont formé un syndicat d'achat pour disputer la matière première aux grands raffineurs et à la spéculation. En octobre, les Cossé, Pellerin et Eudel ont réussi à conclure une importante affaire de Gol. Au même moment, Eudel achetait des Mayottes avec Pellerin (420).

En novembre et décembre, la hausse a pris d'énormes proportions. La satisfaction de Larrey s'est vite transformée en crainte. Il attendait la réaction en baisse qui suivait les hausses trop rapides. Pourtant, le sucre brut était rare et il fallait donc acheter, ce que l'on offrait souvent très cher, pour maintenir la fonte. Pellerin, qui manquait de sucre de canne, en avait emprunté à L. Cezard contre des n° 3 qu'il avait dû payer au cours du jour pour les lui rendre. Pellerin éprouva aussi une autre déception, l'affaire de consignation engagée avec Eudel n'avait pas abouti. Castellino préférait vendre le sucre Lareinty à Marseille. Amer, Larrey écrivait : "Je crois, mon Cher Paul, que Nantes est une vieille machine rouillée qui ne fonctionne pas comme ses rivales. A Nantes, il faut toujours les courtiers et tous les sacrements qui nécessitent des frais ; dans les autres ports, on marche avec des idées nouvelles et les commissionnaires s'occupent, sans doute, de tout sans courtier" (421).

Bien qu'attendue, la baisse a cependant surpris les candisiers, dès janvier 1877, le sucre était en pleine déroute. Avec les pains à 160 F, puis à 155 F, ils perdaient de l'argent avec des bruts achetés à 76 F. De plus, les Gol n'arrivaient pas (422). A l'exception des Cossé, tous les petits raffineurs étaient atteints, tout comme leurs grands

confrères, mais ils avaient sur eux un avantage : ils pouvaient vendre des candis et ainsi survivre.

Le mode de travail pratiqué par les Cossé (fabrication de candi et de vergeoises) leur assurait une certaine sécurité. Aux autres il restait surtout le marché à terme. Dès 1876, Eudel y a recouru et les Cossé, modérément, l'ont suivi dans cette voie mais comme le remarquait Larrey : "Pour faire un civet, il faut un lièvre, pour faire des candis, il faut du sucre brut convenable. Si vous manquez de sucre blanc et de Réunion cristallisé, suspendez purement et simplement la fabrication du candi. Aussitôt reçu le sucre Réunion cristallisé, vous le turbinerez et vous vous en servirez en attendant le Gol" (423).

Les débouchés.

Partout on consommait du candi en petite quantité mais les gros marchés se trouvaient dans le Nord, en Champagne, à Saumur et à Tonnerre. La fermeture des candiseries de Rouen et de celle du Havre (en 1878), les difficultés des candisiers du Nord qui résistaient avec peine à la concurrence des Belges et des Hollandais ont favorisé Nantes pendant de longues années.

En 1874, Eudel a repris contact avec l'ancienne clientèle de Larrey et il a recherché de nouveaux clients en Allemagne et à Londres pour vendre les excédents de sa production. En Champagne le vin était un peu dur, aussi Larrey s'attendait à des ordres nombreux pour le tirage (424). Eudel prospecta la Champagne, la Bourgogne et Saumur. Enfin, il prit pied à Neufchâtel et plaça des maillettes à Angoulême pour colorer les cognacs (425). Larrey l'aidait de ses conseils et il effectua même une tournée en Champagne. "J'y ai fait bien peu d'affaires et il ne faut pas se dissimuler qu'elles sont bien difficiles en ce moment", écrivait-il à Eudel. Les grandes maisons achetaient les candis chez les Cossé-Duval, tandis que Pellerin, Bourcard, Lasnier et les Belges d'Anvers faisaient des concessions sur les prix, ce qui avait forcé Larrey à diminuer ses prétentions pour emporter quelques ordres (426).

Malgré "la concurrence désordonnée" de Lasnier, Eudel avait réussi à s'imposer en Champagne (427) et il proposa même ses candis à Asti, toujours pour contrecarrer Lasnier. Un moment, il a pensé se lancer dans la fabrication en grand des cristallisés qui étaient de plus en plus demandés. Mais, d'après Larrey, cela risquait de nuire aux ventes de candi en Champagne et à Saumur. De plus, les seuls marchés avantageux pour les cristallisés, ceux de Jarnac, Cognac et Saintes, étaient aux mains de

Massion-Rozier (428).

Le moindre petit problème avait son importance. Ainsi, Larrey conseillait à Eudel de ne pas livrer à Mumm des candis communs trop beaux de peur que celui-ci abandonne ses achats de n° 2 pour les expéditions et se contente de numéros inférieurs s'ils lui paraissent convenables (429). En janvier 1875, il y eut un nouvel épisode de la guerre entre Eudel et Lasnier. Ce dernier attira chez lui le comptable d'Eudel, Larrey dissuada son ami de le retenir car il renseignait sans doute Lasnier sur les affaires de la maison. Pour lui, c'était un homme peu intelligent, devenu par routine un excellent comptable mais qui ne rendrait aucun service à Lasnier dans une raffinerie trop petite pour arriver vraiment à réduire les frais généraux (430).

Cependant, les candisiers vendaient aussi des pains. Pour eux, il s'agissait de les placer lorsque les cours étaient favorables, car leur prix de revient était plus élevé que celui des raffineries spécialisées. On en fabriquait lorsque la marge paraissait assez belle entre le brut et le raffiné, mais il fallait constamment surveiller les écarts pour réduire leur production en cas de hausse trop marquée du brut (431).

Toutes les ventes exigeaient d'ailleurs une connaissance approfondie des marchés. Ainsi, il y avait trois places pour la vente du candi commun : Paris, Lille et Londres. Lasnier avait choisi la plus mauvaise, Lille, alors qu'à Paris et à Londres, les prix étaient meilleurs (432). Le candisier devait connaître aussi la psychologie de chacun de ses clients. Pour une livraison à un acheteur qui n'était pas "bien difficile", Larrey conseillait à Eudel "de cuire du candi un peu serré afin d'avoir des bassines lourdes pour trouver un bénéfice dans cette affaire", et ensuite, en emballant, de "mettre, naturellement, tous les fonds et retirer les plus beaux filets" (433). Chez les Cossé-Duval, chaque négociant avait son type de candi (434).

Larrey pressait Eudel de se rendre tous les 3 mois en Champagne. De Paris, il éplait les passages des concurrents : ayant aperçu Lasnier, il a aussitôt avisé leur agent en Champagne, de passer dans la clientèle (435). Il entourait ses propres séjours là-bas de précautions. "Tenez mon départ bien secret pour que Peillerin et Bourcard ne le devancent", écrivait-il à Corhumel, à qui il recommandait d'envoyer un dépôt de sucre à Ay et à Epernay, en plein centre du vignoble, plutôt qu'à Reims situé en dehors (436).

L'année 1875 se terminait assez bien pour Eudel et Corhumel. La dernière tournée d'Eudel en Champagne et à Saumur lui avait permis de

placer 105 tonnes de candi, tandis que Pellerin n'avait guère réussi d'affaires (437). Mais certains signes laissaient prévoir des jours moins faciles. En Allemagne l'horizon se bouchait. Londres n'achetait plus rien. Saumur passait moins d'ordres et la mélasse ne trouvait plus preneur à Paris et à Orléans, de même le marché des pains se détériorait (438). Malgré tout cela, Larrey restait optimiste. Il espérait qu'Eudel parviendrait à vendre 250 à 290.000 kg de candi en 1876, à condition qu'il se rende en Champagne, début mars, pour devancer les Cossé et Lasnier (439).

En 1876, ce fut tout d'abord le chômage de Bourcard en mai qui suscita des espoirs chez Larrey. Ensuite, il y eut l'incendie de la raffinerie Massion. "Cela vous fera un peu de bien", écrivait-il à Eudel, et il ajoutait : "Il est possible que cette concurrence supprimée vous permettra de relancer un peu le prix des pains et puisque vous manquez d'agents, vous pourriez peut-être prendre ceux de Massion dans quelques villes où vous n'en avez pas, comme Poitiers, Béziers, etc...". Il considérait comme probable le placement de maillettes à Saumur et "autres", car Pellerin allait être débordé d'ordres en cristallisé. Enfin, c'était le moment d'essayer de vendre des cristallisés des Antilles, dans les Charentes (440).

Mais le grand événement de l'année fut la hausse des sucres. Eudel, qui possédait un stock élevé de pains, en profita dès août. En octobre, quand leur cours atteignit 160 - 165 F, Larrey le pressa de vendre car il craignait une réaction. Cependant, le mouvement de hausse persista et Eudel réalisa de grosses ventes de candis en Champagne, en particulier, il en plaça 17 tonnes chez Perrier, "un toqué de Cossé", et il pouvait travailler à plein pendant de longs mois sans craindre de voir augmenter son stock (441). Un grave problème se posait pourtant pour les candis : celui du prix de vente en Champagne. Eudel voulait à la fois élever ses limites et, pour les paiements, ramener le terme à 6 mois au lieu de 9. Larrey était réticent, car c'était dangereux de prendre des initiatives sans s'être mis d'accord avec les autres candisiens. Selon lui, la Champagne tenait beaucoup plus au terme qu'au prix et il ne se souvenait pas d'avoir augmenté les prix à cause d'une hausse du brut (442).

Il en parla à Pellerin. Celui-ci donna son accord pour ne rien vendre en dessous de 230 F, et il accepta même de s'entendre avec Eudel pour monter les prix de tous les numéros si la hausse continuait ; quant à Lasnier, Larrey pensait qu'il serait bientôt dans la nécessité d'élever les siens (443). Eudel n'était qu'à demi satisfait, car il voulait agir dans l'immédiat. Il caressait le projet de réunir les Cossé, Pellerin,

Lasnier et lui-même pour discuter d'une augmentation des candis et présenter un front uni en Champagne. Larrey conseillait toujours une grande prudence en lui exposant longuement ses raisons, "... par sa clientèle, par la préférence qu'on lui accorde, Cossé est très fort. Si vous vous engagez trop à vendre à un prix déterminé, c'est bien lui qui y aurait avantage, parce qu'il n'a pas besoin de faire des concessions pour vendre et que les engagements que vous prendriez vous empêcheraient d'en faire". Donc il fallait demander une augmentation de 10 à 15 F sans parler du prix de vente actuel. Eudel conserverait ainsi la possibilité de faire des concessions. Il lui reprochait surtout d'avoir écrit aux Cossé. Il aurait mieux valu parler. Si Cossé ne veut pas élever ses prix, il pourra dire en Champagne : "Voyez comme on me sollicite d'élever les prix et je refuse" (444).

Deux jours après cette semonce, Larrey fut encore plus direct. A son avis, un nouveau tarif ne se justifiait pas pour le moment, car les prix actuels étaient établis, non pas sur le cours du sucre blanc à 130 F, mais sur celui de 150 F. De plus, Pellerin avait 75 tonnes de candi en stock, les Cossé et Bourcard en avaient encore beaucoup plus et ils allaient donc profiter de la hausse pour écouler leurs produits sans augmenter les prix. En allant en Champagne, Eudel n'avait qu'à dire que la hausse le forcerait à revoir ses prix et offrir aux clients anciens des candis aux prix actuels - c'est-à-dire faire comme les autres candiseries (445).

Eudel s'était arrangé pour que Chantenay lui fabrique des cristallisés. Larrey n'y voyait aucun inconvénient, à condition que L. Cezard s'engage à vendre par l'intermédiaire d'Eudel (446). En fait, cette collaboration ne dura pas, car, très vite, Cezard créa son propre réseau d'agents (447). D'ailleurs, tout inquiétait Larrey ; par exemple le prix que faisait Pellerin pour le cristallisé (448). Il craignait toujours que les concurrents apprennent quelque chose qui se retourne contre leurs intérêts. Lorsque le bruit courut que Cezard allait faire des candis, il en rendit responsable Pellerin et surtout son ancien associé (449).

Le marché du candi était différent de celui du raffiné. Les relations personnelles, les habitudes avaient créé une sorte d'équilibre entre le négoce de Champagne et de Saumur et les fabricants. Peu à peu un partage s'était établi entre les Cossé et les autres candisiers. Aux premiers, personne ne contestait la qualité mais les seconds arrivaient à placer des produits qui ont permis de stabiliser les prix.

Pour le candi, la conjoncture est restée assez bonne jusqu'en 1891, malgré une diminution des ventes en 1889 (450). D'abord, écartés

du sucrage des vins par une interprétation peu libérale de la loi de 1884, puis enfin admis à y participer en 1887, les candiseries n'ont pas pu profiter de cet avantage, n'ayant pas eu connaissance en temps utile du règlement provisoire relatif au mode de dénaturation des candis. En 1888, la décision ministérielle qui les concernait ne leur a été communiqué que le 8 octobre. Or, les vendanges avaient commencé le 9, et comme il fallait 8 à 10 jours pour préparer le sucre et autant pour l'expédier, ils ont peu utilisé les facilités qu'on leur avait données et, l'année suivante, le gouvernement revint à une stricte application de la loi (451). Ensuite la concurrence des Belges et des Hollandais s'est fait sentir pour les cristallisés aussi bien en Champagne que dans le Saumurois (452).

En 1891, Nantes livrait en France 1.800 tonnes de candis, mais les Belges et les Hollandais en vendaient davantage (2.043 tonnes) (453). En Hollande le candi payait un droit de 60,62 F par 100 kg, mais le drawback était de 66,90 F, soit une prime de 6,23 F ; en Belgique la taxe était de 50,30 F et le drawback se montait à 59,60 F, soit une prime de 9,30 F. Aussi, les exportations de candi étaient passées de 3.820 tonnes en 1889 à 5.860 tonnes en 1890 (pour 11 mois). Les candisiers français étaient protégés par la surtaxe de 8 F sur les raffinés étrangers, dont l'effet se trouvait en grande partie annihilé par la surtaxe de 7 F imposée au sucre de betterave importé d'Europe qui réagissait sur le marché des sucres exotiques et en élevait les prix, tandis que les Belges et les Hollandais s'approvisionnaient librement sur toutes les places.

Les fabricants de candi demandaient que la surtaxe sur les candis soit portée à 15 F et qu'on accorde la faculté d'admission temporaire aux sucres de canne français destinés à la fabrication du candi pour les vins de Champagne et qu'on exonère de droits, ceux qui étaient contenus dans les vins mousseux exportés. A Nantes, les candiseries ont donc accueilli favorablement la politique de Méline, mais, jusqu'en 1894, ils ont continué à protester contre l'introduction des candis étrangers (encore 1.385 tonnes en 1892 et 509 tonnes en 1893).

A partir de 1903, les candisiers de Nantes ont rencontré en Champagne la concurrence de plus en plus vive de la part des Sucreries et Rafineries d'Egypte pour les produits de deuxième choix (454). L'Egypte n'avait pas adhéré à la Convention de Bruxelles et elle utilisait surtout des sucres primés russes pour fabriquer ses candis. En 1908, la Russie signa l'accord du 5 mars 1902, mais les exportations de brut restaient primées. Aussi les candisiers estimaient que la France devait frapper de droits compensateurs les candis égyptiens, d'autant plus que, jusqu'en

1908, la Raffinerie d'Egypte avait fourni des certificats d'exportation incomplets, et, ensuite, des certificats fantaisistes attestant que les bruts transformés en candis étaient bien des sucres égyptiens. Néanmoins, J. Caillaux décida que leur réclamation n'était pas susceptible d'être accueillie.

Il est certain que la position de Nantes se détériorait en Champagne. En effet, de nombreuses maisons s'étaient laissées persuader que la Raffinerie d'Egypte n'employait pas de sucre de betterave, et, surtout, les bas prix qu'elle pratiquait étaient tentants. En 1906-1907, l'Egypte avait livré 502.325 kg de candi en France et en Allemagne (455) et les petits candisiers avaient dû sacrifier une partie de leur bénéfice, alors qu'ils ne gagnaient de l'argent qu'avec le candi. Déjà handicapés par la nécessité de conserver un stock suffisant pour satisfaire la clientèle et celle d'acheter pendant les quelques mois d'arrivée l'essentiel de leur matière première, (ils devaient prévoir leurs besoins jusqu'à la prochaine campagne), ce qui n'allait pas sans risque car il leur arrivait de subir de grosses pertes avec les spéculations à la hausse qui poussaient toujours les cours pendant les mois d'avril à juillet, au moment où les sucres des Antilles arrivaient. Les gains ont diminué et cela rendait la gestion plus difficile, car le matériel des candiseries devait être considérable pour faire face en peu de temps aux commandes, et les capitaux très élevés étant donné les longs crédits consentis en Champagne et la nécessité de gros approvisionnements.

Le syndicat des Raffineurs ne semble pas avoir fait grand chose pour les candisiers. A. Sommier parlait de "creuser le problème" ; il redoutait aussi "des représailles" de l'Egypte en cas de démarches auprès du comité permanent de Bruxelles (456) et il recommanda enfin la conciliation (une entente qui donnerait satisfaction à tous !) (457). La Raffinerie d'Egypte avait proposé à Chantenay un partage de ce marché - à Nantes, on aurait pris l'engagement de ne pas fabriquer de gros candis - mais le conseil d'administration refusa de se lier les mains (458). Malgré les efforts de la Chambre de commerce et du député Sibille, le candi égyptien progressa. En effet à la veille de la guerre, les ventes moyennes de candi se répartissaient ainsi (459) :

Cossé-Duval	700 tonnes
Sucreries et Raffineries d'Egypte	700 -
Pellerin	500 -
Corhumel	400 -
Chantenay	200 -

Billard	100 tonnes
Hubert	100 -

C'est en mai 1911 que Meeus, pour donner satisfaction à Saumur décida de fabriquer davantage de candi cristallisé, et ce qui était nouveau, du candi proprement dit (460). Les candisiers réagirent en offrant leurs produits en baisse (20 F en dessous de la cote) (461). C'était un gros sacrifice, mais qui n'empêcha pas Chantenay de se constituer une solide clientèle dans le Saumurois qui achetait surtout du candi cristallisé. Meeus réussit même à prendre pied dans la région d'Eprenay. Pour 1911 le poids total des ordres atteignait 50.000 kg - ce qui correspondait à peu près à la production, aussi il projetait de la doubler et de commander 300 à 350 bassines (462).

L'initiative de Chantenay portait directement atteinte aux intérêts des candisiers qui, à l'avenir, allaient devoir se contenter d'un bénéfice moindre - ce qui les mettrait dans une situation difficile, car ils ne pouvaient guère compenser le manque à gagner sur les candis par des ventes de pains ou de sciés. Un processus était engagé et il risquait d'aboutir très vite à la ruine des petites entreprises familiales qui jusqu'ici s'étaient maintenues grâce au quasi monopole de la vente des candis (463) d'autant plus que la Raffinerie d'Egypte continuait à placer les siens en Champagne à un rythme accéléré (464). Ses prix étaient toujours inférieurs à ceux de Nantes et elle avait pour principe de refaire les marchés avant l'échéance de ceux qui avaient été traités antérieurement, de façon à lier continuellement les acheteurs (465).

Peu à peu Meeus imposa ses produits. Lanson passa un premier ordre de 1.600 kg (466). Mumm, le plus difficile des négociants de Champagne commanda 5.500 kg de gros candi (467) ; ensuite ce fut la Vve Clicquot qui en demanda 10.000 kg (468). Le matériel suffisait à peine et, malgré la mauvaise récolte de 1913, les positions de Chantenay ne se sont pas détériorées (469). Tous les candisiers dissimulaient mal leur inquiétude. Ils prétendaient que Chantenay n'aurait pas dû faire de candi et surtout ils déploraient les bas prix pratiqués. Ils ne cachaient pas leur intention de refuser leur adhésion à un syndicat non professionnel, si leur concurrent n'abandonnait pas cette fabrication. Il semble aussi qu'ils aient tenté de s'entendre sur les prix avec Meeus, mais sans succès (470). Gênée dans son rayon par les grandes raffineries parisiennes, Chantenay, à son tour, écrasait les petits raffineurs locaux (471). Coïncidence fâcheuse, au moment où la concurrence des grandes raffineries devenait dangereuse pour les candisiers, les débouchés en Champagne se sont amenuisés

à la suite des mauvaises récoltes qui, à partir de 1907, furent presque la règle (472).

Enfin, les tracasseries des Contributions Indirectes ne facilitaient pas la défense des petites entreprises. Début 1912, la Régie a cru que les Raffineries Hubert et Cornuél investissaient du sucre et le livraient comme mélasse afin d'éviter de payer les droits sur des excédents de rendement. Elle indiqua à L. Hubert que les lois en vigueur ne permettaient pas aux raffineries de sortir des sirops. Celui-ci refusa d'accepter la manière de voir de la Régie et de ses experts qui prétendaient qu'un sirop de sucre de canne susceptible d'être employé dans l'alimentation était un sirop et non une mélasse : d'où procès. Le jugement déclara l'Administration non fondée dans ses demandes. La Régie en appela ; la Cour d'Appel confirma le premier jugement ; la Régie alla jusqu'en Cassation, mais elle renonça ultérieurement à son recours (473).

Une fabrication encore artisanale.

Le travail du candi restait, il est vrai, encore artisanal. Tous les candisiers de Nantes avaient été formés de la même façon, par la pratique, D. et V. Cossé par leur père, Larrey par Boissel (474), Lasnier et Eudel par Larrey, etc... Dans la fabrication du candi, on appréciait toujours le tour de main, toutefois les Cossé, surtout Victor, ont approfondi leur métier et ainsi ils se sont séparés de leurs confrères. Leur technique est devenue plus rigoureuse, plus scientifique.

Au début, Eudel eut du mal à fabriquer des candis communs, les lavages étaient mal faits et les chargements ne convenaient pas, mais surtout les erreurs provenaient du noir des filtres (475). Enfin, il n'arrivait pas toujours à cuire les égouts en grains et les rondes étaient moins belles. Malgré une démonstration sur place de Larrey, Eudel continua à avoir des déboires avec les candis communs (476). De Paris, Larrey contrôlait son travail. Il lui recommandait d'éviter de donner des coups de feu pour ne pas dépenser trop de charbon (477), de ne pas cuire les égouts directement (478), de veiller à bien faire nettoyer la chaudière et le monte-jus pour la fonte des candis (479). Peu à peu, Eudel est devenu un candisier.

Manière d'opérer de Larrey (480) :

1. Ronde d'une semaine :

1 seule étude de frisés pour commencer et ensuite 5 études de n° 1 et 2 pour la Champagne.

2. Rond d'une semaine :

1ère semaine : 1 étude de frisés et 5 études de n° 1 et 2 pour la Champagne.

2e semaine : 6 étuves n° 1 pour l'Allemagne, Lyon, Saumur,
puis 1 ou 2 étuves de maillettes pour Saumur.

3. Ronde de 15 jours :

1ère semaine : comme d'usage.

2e semaine : candis n° 3, 4, 5 et 6 et communs.

Toutefois, Eudel avait une faiblesse. Il connaissait mal les sucres, et ses chargements ne s'amélioraient pas. Larrey lui reprochait d'utiliser des égouts blancs pour faire des candis communs (il ne réussissait pas à en faire autrement). Cela coûtait trop cher. Il fallait les mélanger, une fois turbinés, avec des Gol pour fabriquer des candis supérieurs (481).

V. Cossé, lui, était parvenu à préparer des cristaux de 2e et 3e cristallisation de proportion énorme, tout en leur donnant la limpidité (482). Il obtenait ce résultat par le clairçage à la vapeur sèche (483). C'est avec Brissoneau qu'il avait conçu un appareil pour claircer à la vapeur dégagée d'humidité, pour éliminer l'eau de condensation et d'entraînement provenant de la vapeur directe ou d'échappement employée au clairçage des sucres dans les turbines. Cette eau dissolvait une partie notable des sucres, adhérant au tambour de la turbine, ce qui provoquait une diminution du rendement. C'est cet inconvénient que les Cossé évitaient avec leur procédé.

L'art du candisier consistait d'abord à choisir le sucre brut qui convenait le mieux aux variétés qu'il voulait obtenir et compte tenu de la différence de prix entre les beaux candis et les sortes communes (jusqu'à 50 F par 100 kg) une erreur au départ risquait de diminuer ou même d'absorber la marge. Ensuite il s'agissait de tirer le maximum des 2e, 3e et 4e jets. C'est dans ces opérations que les Cossé excellaient.

En 1905, A. Cossé monta une confiturerie pour utiliser la vapeur qu'il avait en trop et tirer parti de ses déchets de sucre. Au même moment, il adaptait dans son usine le procédé Lagrange de cristallisation du sucre par sursaturation graduée (484). En 1908, il perfectionna encore la fabrication de ses candis (485) et en 1913, il jeta sur le marché un sucre de luxe dit "A la Perruche" obtenu en faisant un second grainage de la masse cuite de raffiné, pour avoir de gros cristaux brillants mêlés à des cristaux plus fins (486). "La Perruche" concurrença donc avec succès le "Sucre des Îles" lancé en 1910 par les Corhumel (487).

Avec le procédé Lagrange, rien n'était changé au travail jusqu'au 4e jet. On obtenait d'abord du candi (1er jet), puis, avec les sirops d'égout, on faisait des cuites de raffinés que l'on coulait dans des mou-

les Adant pour fabriquer des plaquettes (2e jet). Les sirops verts étaient de nouveau clarifiés et filtrés sur des colonnes de noir en grains. Ce 3e jet servait à faire des pains. Enfin, leurs sirops subissaient encore 2 cuites et 2 cristallisations successives avant d'en retirer la mélasse. Pour le 4e jet, la cuite durait 10 heures. L'égout recuit au filet était mis au cristallisateur dans les emplis pendant 1 mois avant de produire de la mélasse.

En utilisant le procédé Lagrange, A. Cossé simplifia toutes ces opérations. Il économisa du temps, du charbon et de la main-d'oeuvre. Il rationalisa son travail et augmenta ses rendements. Il portait le sirop du 4e jet à une très haute température (environ 120°) (488). Le sucre était précipité instantanément en malaxant la masse cuite et en la refroidissant méthodiquement (489). Au bout de 24 heures, la masse cristallisait. Ensuite on turbinait et après un clairçage à l'eau froide, on avait un sucre titrant 93°10 polarimétriques qui représentait 42 % de la masse du sirop traité. Si le malaxage durait 48 heures, au lieu d'une vergeoise domestible paille, on obtenait un sucre n° 3 titrant 99° polarimétriques dont on pouvait faire des pains ou des plaquettes.

Pour fabriquer des plaquettes, A. Cossé coulait la masse cuite dans des moules Adant, mis ensuite en turbine et avant la mise en marche on introduisait une première clairce. Puis on chassait la plus grande partie du sirop vert par l'air comprimé, puis le reste par la force centrifuge. On répétait l'opération. Une fois démoulées, les plaquettes contenant 3 % d'eau restaient 12 heures à l'étuve.

A. Cossé chercha aussi à améliorer les résultats de la cristallisation dans la fabrication du candi, où l'on obtenait toujours trois sortes de cristaux - ceux qui se disposaient sur les fils et qui constituaient des chapelets ou des bâtons (les plus estimés), ceux désignés sous le nom de croûtes, bords ou fonds de bassines, qui se formaient sur les parois du cristallisateur, dont ils épuisaient les contours intérieurs et enfin, au début de l'étuvage, naissait à la partie supérieure du liquide une mince pellicule de sucre sur laquelle venaient se fixer ultérieurement des cristaux relativement volumineux dénommés maillettes qui se vendaient moins cher que la première sorte.

Pour diminuer l'importance des maillettes, il suffisait d'empêcher la formation de la pellicule qui leur servait d'attache. Pour cela, on coulait à la surface de la clairce cuite de l'huile ou de l'eau et l'on y faisait aussi flotter un plateau de métal mince, si bien qu'aucune cristallisation ne se produisait sur le flotteur. De même, pour réduire la

quantité de croûtes, on employait chez les Cossé des cristallisoirs de formes spéciales (tronc de cône ou pyramides) dont les parois inférieures présentaient un rétrécissement ascendant progressif qui ne pouvait pas servir de point d'attache à la cristallisation.

C - L'évolution de l'industrie du candi.

Une production limitée.

En 1892, les Cossé n'ont fondu que 1.195.611 kg contre 1.515.440 kg en 1891 - depuis 1887 leur production était stationnaire, d'où des frais de fabrication assez élevés (490). L'abondance des vergeoises, un taux élevé de mélasse caractérisaient encore leur travail (491).

Les candisiers avaient particulièrement souffert de l'exercice. En effet, ils payaient des droits sur des manquants considérables - ce qui aggravait pour eux le poids de l'impôt. Mais surtout la matière première leur faisait souvent défaut, car ils employaient uniquement du sucre de canne qui grâce aux primes, s'exportait de plus en plus à l'étranger et, pour alimenter leurs usines, ils devaient surpayer les bons sucres (cf chapitre I).

Les fabricants de candi ont alors réagi. Ils ont augmenté leur fonte pour faire des pains et du sucre en morceaux. L'initiative est venue des Pellerin et de Corhumel qui vendaient beaucoup moins de candi que les Cossé. Mais, à leur tour, ceux-ci ont agrandi leurs installations (dès 1894) et ils ont acheté 3 turbines Adant et des lingoteuses. En 1897, ils ont acquis le matériel de Robin-Langlois et, au bout de deux ans, leur fonte a considérablement augmenté, ce qui a entraîné une diminution des frais de fabrication (492).

Pour Chantenay, cette nouvelle concurrence était dangereuse, car les bénéfices réalisés avec les candis permettaient aux Cossé de faire des sacrifices pour placer le raffiné de grande consommation. Une partie des débouchés perdus par Chantenay l'ont été au bénéfice des candisiers, d'où les efforts de Paret en 1898 pour les pousser dans le syndicat. La manoeuvre a réussi avec les plus faibles : Corhumel et Pellerin, mais les Cossé, grâce à leur solide position en Champagne et à leur fortune ont pu se tenir en dehors du système.

Ainsi, c'est l'existence du syndicat des raffineurs qui a favorisé la reconversion partielle des candiseries en raffineries dans la mesure où la production des pains et des sciés garantissait un bénéfice minimum grâce

à l'écart artificiel maintenu entre le brut et le raffiné, à un moment où l'utilisation des turbines Adant (ou d'appareils similaires) rendaient relativement bon marché des investissements autrefois coûteux.

L'écèlement du syndicat, la concurrence des Parisiens, la construction de la nouvelle raffinerie de Chantenay et enfin la guerre ont ralenti puis brisé ces tentatives de développement des petites entreprises (cf tableau n° 20).

L'exemple des Cossé illustre bien les problèmes des candisiers. Ils ont fondu beaucoup plus de sucre brut (cf tableau n° 21) et à partir de 1908, à cause des difficultés d'écoulement du candi en Champagne, ils ont augmenté leur production de sciés (493). Le chiffre d'affaires des sciés a fini par dépasser celui du candi mais les bénéfices dépendaient toujours du candi (494) qui leur rapportait de moins en moins, mais, pour maintenir un rythme de travail satisfaisant - afin de comprimer le prix de revient et utiliser plus complètement leur matériel - ils devaient fabriquer de plus en plus de sciés, malgré la faiblesse des gains et ils devenaient peu à peu des raffineurs comme les autres. Leur petitesse rendait alors inégal le combat avec les grands raffineurs. Ils ont perdu des positions dans le Sud-Ouest et même en Vendée, quant à l'exportation vers Mayence, Genève, Amsterdam, Anvers et Saint-Petersbourg, elle ne compensa pas ce recul.

A partir de 1916, A. Cossé a porté tous ses efforts sur le candi pour se saisir de la clientèle de Corhumel et Pellerin. Mais Chantenay et Billard ne lui ont pas laissé de répit et à la fin de l'année 1918 il avait perdu la partie. Une âpre lutte l'a opposé à Meeus qui lui reprochait de vendre trop cher ses vergeoises et de ne tirer que 35 à 40.000 kg de sucre raffiné des 112.000 kg de brut qu'il recevait par mois. D'ailleurs Paris lui avait fait savoir qu'on ne lui donnerait du sucre qu'à la condition de l'employer à faire des pains ou des sciés pour la consommation familiale (495), d'autant plus que le ravitaillement lui livrait des quantités supérieures à celles qui avaient été indiquées aux autres raffineurs (496).

Cependant A. Cossé avait demandé que les raffineurs de Nantes ne soient pas autorisés à dépasser leur production de candis d'avant la guerre (497) et il tenta de convaincre les services intéressés que Chantenay et Billard fabriquaient trop de candis et en même temps il agissait auprès du Ministre de l'agriculture et du ravitaillement à qui il aurait affirmé que l'on pouvait faire du candi sans charbon, avec du bois et que les autres n'avaient qu'à l'imiter, ajoutant même qu'on pouvait très bien se

passer de sucre raffiné et que, par conséquent, il n'y avait pas besoin de raffineries (498). Il était soutenu par le Syndicat des Vins des Fabricants de Champagne qui se plaignait de voir imposer à ses membres des candis défectueux (499). Certains acheteurs comme Moët et Chandon exigeaient absolument d'être livrés par Cossé (500). Le choix fait par A. Cossé en 1916 s'avéra désastreux pour l'avenir de l'entreprise.

Les résultats.

En 1873, Larrey et Lasnier ont gagné 10 à 12.000 F par mois (501). L'année suivante Lasnier aurait perdu 90.000 F et Eudel et Corhumel 2.500 F (502). Un an après la reprise de l'affaire (en juillet 1875) leur bénéfice ne dépassait pas 19.000 F (503) mais en décembre il se montait à environ 65 à 70.000 F (504). En 1876, grâce à la hausse, Eudel s'attendait à un gain de 150 à 160.000 F (505). En 1877, Eudel se trouvait encore avec trop de candis communs et de mélasse, toutefois il avait gagné 31.000 F à la fin de juin, juste avant son départ (506). Si l'on considère aussi les pertes de Bourcard (769.777 F de 1868 à 1873) on serait tenté de minimiser les profits tirés du candi mais il ne faut pas oublier qu'il s'agissait d'établissements qui fabriquaient surtout des pains.

Les Cossé-Duval ont obtenu de meilleurs résultats. Malheureusement les inventaires des années 1872-1879 ont disparu (507). Pour leurs bénéfices, on doit distinguer trois phases. De 1852 à 1891 il y a une hausse à peu près continue. Ensuite la tendance est à la baisse (le point tournant se place en 1902). Enfin, il y a une légère reprise jusqu'à la guerre (cf graphique n° 15 et tableau n° 22).

Si l'on considère les diverses sociétés qui ont existé entre les Cossé, on voit qu'à partir de 1880 chacune forme un tout pour la gestion. De même le mouvement du profit coïncide pratiquement avec leur durée. On peut donc résumer les résultats et l'investissement (cf tableau n° 23) de la façon suivante :

	Moyennes annuelles (F)		
	Investissements	cash flow	%
1864-1871	35.719	199.865	17,60
1880-1892	26.633	430.623	6,18
1893-1904	54.291	276.161	19,66
1905-1913	77.377	299.979	25,74

Il y a une période de démarrage de 1852 à 1879 où les investissements ont été importants. De 1880 à 1892 l'entreprise a atteint sa maturité. Elle accumule des bénéfices grâce à la marge élevée de ses produits.

Elle investit peu et n'a nul besoin de le faire car elle détient le monopole des candis de qualité. Pour les Cossé, les années 1880-1892 se marquent par une augmentation du cash flow et par un net ralentissement de l'investissement, qui, par contre, s'accélère à partir de 1893.

D'importants travaux ont été effectués jusqu'en 1913 pour fabriquer des pains et des sciés. Le profit s'est maintenu mais ses pointes ont rarement atteint les maxima des années 1880. La candiserie Cossé-Duval est devenue aussi une raffinerie et elle a donc subi les aléas du marché des raffinés, mais elle les a mieux supportés que les Corhumel (508). Néanmoins sa rentabilité a fortement diminué (cf graphique n° 16 et tableau n° 24).

L'année 1904 présente un caractère particulier. A. et G. Cossé sont devenus les maîtres de l'affaire et ils ont amorti (en réévaluant la valeur de leur stock) une partie des immobilisations. Le moment choisi était, il est vrai, très favorable puisque l'opération coïncidait avec les spéculations de Jaluzot et Cronier. Malgré les pertes subies en 1918 (au total 397.543 F), A. Cossé, assuré d'une fidèle clientèle en Champagne, pouvait redresser la situation mais des dissensions familiales l'en ont empêché.

Le déclin de l'entreprise familiale.

En 1916, les raffineries Corhumel et Pellerin ont fermé leurs portes afin d'éviter des pertes importantes (509). Déjà, en 1915, les candisiers avaient éprouvé des difficultés pour vendre leurs produits à un prix rémunérateur (510) et très vite ils ont manqué de sucre. A la même époque, André Cossé n'écartait pas l'hypothèse de céder un jour sa candiserie (511). Toutefois on ne peut expliquer les difficultés des candisiers nantais uniquement par les conditions d'exploitation dues à la guerre. Il y a eu aussi la concurrence de la Raffinerie d'Egypte (512) et celle de Chantenay et de Billard.

Après le décès de L. Hubert en 1917, ses deux fils Henri et Joseph ont continué l'exploitation de la candiserie. Il s'agissait d'une société de fait qu'aucun acte ne constatait. Dans son testament L. Hubert attestait que ses deux fils possédaient la moitié du capital et que pour en devenir totalement propriétaires ils devaient pour le reste verser à leurs frères et sœurs leur part d'héritage. Dans un codicille L. Hubert souhaitait que son fils aîné reste l'unique propriétaire du fonds avec son frère comme commanditaire : "Mon fils Henri connaissant les habitudes et usages des Champenois est seul capable de faire durer la raffinerie

écrivait-il" (513). En effet, la petitesse de l'affaire exigeait beaucoup de compétences même pour faire de modestes bénéfices (13.660 F de 1914 à 1916 et 26.748 F en 1917). Toutefois la production de masse mise en route par Meeus risquait bien entendu de changer les conditions du marché, d'autant plus que la Raffinerie de Chantenay avait pris en 1919 le contrôle de la candiserie Cossé-Duval.

En effet Mesdames Mosneron-Dupin et Marie-Anne Cossé ont obtenu la liquidation de l'affaire, en se référant à l'acte de société de 1909. L'article 15 stipulait que chacun des commanditaires (Mesdames Mosneron-Dupin et Marie-Anne Cossé), en cas de prédécès d'un des gérants (Gaston Cossé était mort en 1918) avait le droit d'exiger sa part, et si ce remboursement ne lui était pas effectué, la liquidation de la société, si les inventaires indiquaient une perte au total et au minimum de 200.000 F (514). Ce drame bourgeois où la rancœur aveuglait les intérêts bien compris condamnait irrémédiablement l'entreprise. A. Cossé ne pouvait plus poursuivre sa fabrication. Pour Chantenay l'occasion se présentait de mettre la main sur la plus ancienne candiserie nantaise, non pour la faire disparaître, mais pour en assumer d'une façon ou d'une autre la gestion.

Comme A. Cossé refusait d'entamer des pourparlers directs avec A. Watel-Dehaynin, deux intermédiaires : le courtier Pierre Ceineray, cousin des Cossé, et Georges Rougier-Lagane, négociant et industriel, originaire de Maurice, ont négocié avec lui en tant que représentants de ses soeurs et de Chantenay. A. Cossé demandait 1.800.000 F. Ses interlocuteurs lui en offraient 1.700.000 F (515). Il accepta en principe ce dernier prix, mais avant de conclure il voulait qu'on lui précise exactement sa position dans la nouvelle société (516). On lui avait promis un siège au conseil d'administration, mais pour quelqu'un qui espérait continuer à diriger la candiserie, ce n'était pas suffisant (517).

Le 22 juillet, Meeus rencontra A. Cossé chez P. Ceineray pour discuter de la formation de la société et lui imposer la solution mise au point par Lemesle. Il devait vendre son usine à P. Ceineray et à G. Rougier-Lagane pour 1.125.000 F et ceux-ci recevraient de la nouvelle société 400 parts de fondateurs (à partager entre les Cossé). C'étaient les conditions d'A. Watel-Dehaynin qui refusait de donner un capital trop élevé à la nouvelle société. De plus, A. Cossé s'interdisait d'exercer directement ou indirectement un commerce similaire à celui qui faisait l'objet de la maison Cossé-Duval & Cie. Meeus s'opposa aux contre-propositions des Cossé qui, inquiets, s'étaient momentanément rapprochés. En leur nom, A. Cossé affirmait qu'on ne leur rachèterait leurs parts de fondateurs que

si l'affaire marchait bien et qu'on les leur laisserait pour compte si les résultats étaient mauvais ; en effet, les Cossé ne pouvaient les céder qu'à la nouvelle société. Il préconisait donc la fondation par les Cossé d'une société au capital de 1,2 M et la revente des actions au groupe Watel-Dehaynin avec une majoration de prix. Mœus prit alors prétexte des attermoiements d'A. Cossé pour lui lancer un véritable ultimatum (518).

Les événements se sont alors précipités. Le 1er août, A. Cossé signait une promesse de vente à MM. Ceineray et Rougier-Lagane et le 13 octobre 1919, la Société Nouvelle de la Raffinerie-Candiserie Cossé-Duval (S.A.) voyait le jour (519). Le fonds social était fixé à 1.725.000 F divisé en 3.450 actions de 500 F à souscrire en numéraire. Le produit net de la société, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, y compris les amortissements, constituait les bénéfices sur lesquels il était prélevé 5 % pour la réserve légale et la somme nécessaire pour fournir 7 % d'intérêt aux actionnaires. Après ces prélèvements, le solde était attribué au conseil d'administration (10 %), aux parts de fondateurs (12 %) et le surplus aux actionnaires. Toutefois, sur cette dernière tranche, l'assemblée générale des actionnaires pouvait, sur la proposition du conseil d'administration, affecter à des fonds de réserve et de prévoyance, la portion des gains qu'elle désirait. Le 17, le commissaire aux comptes faisait approuver les apports et l'attribution des 400 parts de fondateurs et le 27, la Raffinerie-Candiserie Cossé-Duval achetait à A. Cossé son usine pour 1.125.000 F (520).

Le capital avait été souscrit par 12 personnes (521), comme prévu, A. Watel-Dehaynin détenait la majorité des actions et G. Rougier-Lagane présidait le conseil d'administration. On avait aussi une Société Civile des Porteurs de Parts de Fondateurs de la Société Nouvelle de la Raffinerie-Candiserie Cossé-Duval pour la gestion des parts revenant aux Cossé ; quant à la liquidation de Cossé-Duval & Cie, elle consacrait l'échec final d'A. Cossé.

Valeur de l'usine et du matériel	1.393.370,50 F
Amortissements	731.859,74 -
Actif (attribué au seul A. Cossé, suivant l'article	
26 de l'acte social de 1909)	661.510,76 F
Prix de vente	1.125.000 -
Bénéfice sur vente	463.489,24 F

En 1919, A. Cossé avait cédé son stock ainsi que le plein de fabrique à ses successeurs. Cette vente avait été portée au compte de l'exer-

eice qui avait donné un bénéfice de 247.507 F (dont 127.354 F pour A. Cossé). Si l'on considère les sommes dues à ses soeurs et à son neveu (731.350 F), il retrouvait à peine sa mise de 1909 (512.250 F) et perdait presque tout ce qui lui venait de son frère (256.250 F) (522).

De son côté F. Corhumel essaya en 1920 de remonter une candiserie avec l'aide de Tugault, l'ingénieur chargé de la fabrication à Chantenay, qui avait été congédié. Ensemble, ils visitèrent la clientèle de Chantenay en offrant de construire une candiserie. Ils prétendaient qu'avec les bénéfices réalisés sur le candi, ils pourraient amortir leur usine en deux ans. Ils fondèrent alors en Champagne une société d'étude au capital de 50.000 F divisé en 20 parts qui ne déboucha sur rien (523).

X

X

X

Malgré les atouts qu'ils possédaient les Cail-Hebert n'ont pas réussi à constituer un véritable groupe sucrier avec comme noyau Chantenay et leur raffinerie de Paris et c'est tout juste si cette dernière accepta de ne pas vendre de raffinés dans le rayon de Nantes (524). De son côté Texier avait refusé d'avoir les mêmes agents que Moitessier à l'étranger de peur d'être sacrifié (525). Enfin, le différend avec Souques n'a pas permis de sauvegarder les intérêts antillais des Cail-Hebert qui, finalement, se sont surtout intéressés à Flavy-le-Martel et à Trostaniec.

L'entrée des Dehaynin dans l'affaire ne bouleversa pas tout de suite la routine qui s'était peu à peu installée à Chantenay mais elle a sauvé la grande raffinerie de Nantes puisqu'en 1905 A. Watel-Dehaynin décida de construire une nouvelle usine. En 1910, il a même envisagé de créer une fabrique de sucre indigène à Evran dans les Côtes-du-Nord pour approvisionner Chantenay mais le projet n'a pas abouti car Fives-Lille n'a pas voulu participer au financement de la Sucrerie de Bretagne (526).

A Nantes les petits raffineurs se sont maintenus grâce au syndicat. Son éclatement en 1902 les condamnait à court terme. Dès 1909-1910, ils ont durement ressenti les effets conjugués de la concurrence de Chantenay et de Paris. La fonte de Pellerin et de Corhumel a diminué tandis que Cossé-Duval se maintenait grâce à la supériorité de ses candis. Mais pendant la guerre les candis communs fabriqués par Chantenay et Billard se sont imposés et en 1919 A. Watel-Dehaynin prenait le contrôle de la

Raffinerie-Candiserie Cossé-Duval.

La fermeture des usines Cosséet Hubert en 1935 améliora encore la position de Chantenay qui jusqu'à sa fermeture en 1968 réalisa la plus grande partie de ses bénéfices en Champagne. Le choix fait par Meeus en 1911 avait donc été décisif pour l'avenir de la firme. Certes, il avait aussi accéléré le déclin des petites raffineries. Mais pouvaient-elles survivre ? Il faut considérer qu'à partir de 1902 la marge entre le brut et le raffiné s'est amenuisée. Ce qu'avait pu faire Chantenay grâce à la fortune d'A. Watel-Dehaynin était impensable pour Corhumel ou Pellerin. Chez Billard on l'a aussi compris, en 1934, quand Say a repris la clientèle.

X

X X

CHAPITRE VIINOTES

- 1 - Me Grizolle, PV adjudication, 29/8/1884.
- 2 - Chantenay, Bail du 16/10/1884.
- 3 - Chantenay, Rapport du commissaire, 22/4/1886.
- 4 - L. CLOT, J.-F. Cail, 1856.- B. DUREAU, J.-F. Cail, Sa vie et ses travaux. - R. PROUST, Un constructeur mécanicien, J.-F. Cail (1804-1871).- B. GILLE, Recherches sur ... op. cit., p. 69. - M. LEVY-LEBOYER, Les Banques ..., op. cit., p. 348.
- 5 - Me Amy, 19, 21, 25, 27/9/1867.
- 6 - AN 65 Aq M 82, Exposition industrielle d'Anvers 1885, Notice sur les Etablissements Cail, Ils avaient construit environ 180 usines sur les 550 qui existaient alors en France. Ils en avaient aussi transformé une centaine. A l'étranger, ils avaient livré plus de cent sucreries.
- 7 - Pap. F. Hebert, Dossier de la Sucrerie-Raffinerie de Trostianec.
- 8 - Me Amy, 9/7/1864.
- 9 - Me Amy, 9/8/1871 au 20/4/1872, Inventaire après le décès de J.-F. Cail
- 10 - AN 65 Aq M 82, AG des propriétaires de bons de jouissance de la liquidation J.-F. Cail, 30/4/1883, Gagnée en 20 ans, elle représentait un chiffre d'affaire de 600 M.
- 11 - J.-F. Cail 1804-1871, épouse

en 1824	en 1834
Jeanne Moulinet	Marguerite Lefranc
+ 1828	? - 1890

Marguerite	Céline	Adolphe	Alfred
épouse en 1850	1836-1926	1838-1869	1839-1880
Alexandre Halot	épouse en 1856		
	Charles Hebert		
- 12 - AN 65 Aq M 82, AG des propriétaires de bons de jouissance de la liquidation J.F. Cail, 30/10/1873, 31/10/1874, 29/4/1876, 30/4/1885, En 1883, environ 10.255.000 F restaient investis dans les sucreries, en actions, obligations et compte-courants.
- 13 - Me Amy, 5 et 23/11/1876.
- 14 - Me Amy, 15/11 et 5/12/1876.
- 15 - Semaine Financière, 14/1/1882 et 1/7/1882, La maison Cail avait émis un trop grand nombre d'obligations à court terme, dont l'intérêt a en partie dévoré le fonds de roulement. Mais, surtout, elle a pris des participations dans des sucreries "qui ont mal ou à moitié bien tourné". Portées à l'actif, les actions de ces sociétés avaient une valeur contestable, car leur réalisation était impossible".
- 16 - AN 65 Aq M 82, AG des propriétaires de bons de jouissance de la liquidation J.F. Cail, 30/10/1873.

- 17 - Pap. Hebert, Dacraigne, Note en réponse pour Mme Vve Hebert, représentant de la succession de Madame Cail, contre M. Souques (1894). AD Seine O 11 V 3 C 1101, Faillite Prévost, 1883. - AN 65 Aq R 408, Raffinerie Prévost.
- 18 - C'était un ancien courtier en sucre parisien. Il était directeur. Paret était chargé de la fabrication.
- 19 - Me Amy, 25/3/1886, Statuts, La durée de la société était fixée à 30 ans. Sur les bénéfices on devait prélever 5 % pour la réserve légale, 5 % pour un fonds de prévoyance qui servirait à parer aux besoins journaliers et aussi de complément au fonds de roulement. Toutefois, il ne pourrait pas excéder 500.000 F ; 5 % pour le fonds d'amortissement jusqu'à concurrence de 500.000 F. Le solde était partagé entre les actionnaires 85 % et le conseil d'administration (15 %).
- 20 - Chantenay, AG des 20, 22, 29/4/1886.
- 21 - Me Amy, 14/4/1886, Souscripteurs des actions en numéraire
- | | | | |
|-------------------|----|------------------|----|
| Mme Vve Cail | 20 | Henri Moitessier | 20 |
| Charles Hebert | 60 | Joseph Lemesle | 20 |
| Paul Hebert | 40 | Alcide Léger | 10 |
| Emile Solacroup | 20 | Ernest Souques | 20 |
| Jacques Maufrais | 80 | Pierre Lapeyre | 10 |
| Julien Turpin | 40 | Joseph Texier | 20 |
| Gabriel Couturier | 20 | Louis Paret | 10 |
- 22 - Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, Jacques Hebert (originaire du pays de Caux) fabriquait des galons et des passementeries militaires à Paris. Son fils aîné est devenu agent de change. Cette charge a été ensuite reprise par son petit-fils Charles qui a épousé en 1856 Céline Cail. Ch. Hebert présidait le conseil d'administration de la société Le Nickel. E. Solacroup était administrateur de plusieurs sociétés métallurgiques et depuis 1889 du Paris-Orléans. Plus tard on le trouve dans les conseils des sociétés créées en France par A. Thyssen.
- 23 - Chantenay, Dossiers Crédit Lyonnais, 1884-1896 - Texier à Souques, 25/11/1884.
- 24 - Ibid., Texier à Maufrais, 25/6/1886.
- 25 - Ibid., CA, 2/7/1888.
- 26 - 600.000 F pour l'avance Moitessier et 603.000 F pour la vente de l'habitation de Bellevue, Me Amy, 3/9/1889.
- 27 - Chantenay, CA, 2/7/1888.
- 28 - Ibid., CA, 30/6/1889.
- 29 - Ibid., AG ord. et extraord., 1/10/1888.
- 30 - La question des sucres. Rapport adressé aux Chambres de Commerce et d'Agriculture de La Guadeloupe, par MM. Souques et R. Monnerot, 1884, 12 p.- Délégation de La Guadeloupe, mars 1895.- La crise sucrière.- Dr Hanne (Rapport), Souques (Procès-verbal), 8 et 14 p.
- 31 - Me Amy, 15/11 et 5/12/1876.
- 32 - Me Guilliod, 24/3/1890.
- 33 - Chantenay, CA, 6/7/1896.

34 - Ibid., Dossier d'augmentation du capital du 18/5/1899.

Vve Hebert	560	G. Dehaynin	300
P. Hebert	300	E. Heurteau	50
A. Dehaynin	200	J. Micard	100
A. Watel	100	E. Solacroup	230

La position de Souques continua à se dégrader. En 1901, Fernand Clerc acheta la Sucrerie de Beauport, à la suite de poursuites engagées contre Souques par le Crédit Foncier Colonial. La même année, Souques transformait la Cie Sucrière de la Pointe à Pitre en société anonyme mais en 1907, un groupe financier conduit par Jean Micard a pris le contrôle de l'affaire.

35 - Ibid., CA, 26/1/1896.

36 - Ibid., CA, 22/9/1896.

37 - Ibid., CA, 6/7/1897.

38 - AN F 12 5122 L.H., Gabriel et Albert Dehaynin - H. LAUZAC, Félix Dehaynin, 1861.- Dictionnaire de Biographie Française, Félix Dehaynin, tome X, p. 563.- G. DEHAYNIN, Pêchés de Jeunesse (Recueil de poésies avec, en introduction, les principales étapes de la vie de G. Dehaynin).

39 - C'est un des fondateurs de la Cie des Magasins Généraux de Bercy. Il a présidé plus tard la Société des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris. On le trouve à la Société des Hauts-Fourneaux du Pont-à-Mousson, à la Société des Machines Gramme, à la Cie des Mines et de Fonderies de Santander et de Quiros. Arthur MEYER ne tarit pas d'éloges au sujet de l'homme "qui savait être poète en même temps que calculateur", et il le qualifie de cerveau encyclopédique (Ce que mes yeux ont vu, 1912, p. 313).

40 - AN 65 Aq G 150, Me Mahot de la Quérantonais, 25/6/1877.

41 - GLAESER, Biographie Nationale des Contemporains, p. 819.

42 - On trouve les Watel dans les entreprises suivantes : La Confiance, S.A. Française de colonisation (Haut-Oubangui), Cie des Chemins de Fer de l'Est Algérien, Société du Petit Parisien, Bénédicte, Cie des Entrepôts et Magasins Généraux, Cie Générale Belge pour l'éclairage et le chauffage par le gaz, Cie Française d'éclairage et de chauffage par le gaz.

43 - Albert Watel-Dehaynin est né le 7 avril 1862 à Longwy.

44 - Me Van Halteren (Bruxelles), 19/7/1897.

45 - Chantenay, Rapport du commissaire, 22/4/1886.

46 - Ibid., Texier à Souques, 13/10/1884.

47 - Ibid., Texier à Souques, 15/9/1884.

48 - Ibid., Texier à Maufrais, 4/12/1884.

49 - Ibid., Texier à Maufrais, 19/12/1884.

50 - Ibid., Texier à Maufrais, 23/10 et 27/11/1882.

51 - Ibid., Texier à Maufrais, 26/11 et 2/12/1884.

52 - Ibid., Texier à Souques, 27/10/1884.

53 - Ibid., Texier à Maufrais, 15/9 et 8/12/1884.

54 - Ibid., Texier à Maufrais, 3/12/1884.

- 55 - Ibid., Texier à Maufrais, 11 et 16/12/1884.
- 56 - Ibid., Texier à Maufrais, 10/12/1884.
- 57 - Ibid., Texier à Maufrais, 19/12/1884.
- 58 - Ibid., Texier à Maufrais, 23/12/1884.
- 59 - Ibid., Texier à Maufrais, 16/1/1885.
- 60 - Ibid., Texier à Maufrais, 24/12/1884.
- 61 - Ibid., Texier à Maufrais, 8/1/1885.
- 62 - Ibid., Texier à Maufrais, 19/1/1885.
- 63 - Ibid., Texier à Maufrais, 18/1/1885.
- 64 - Ibid., CA, 29/9/1888.
- 65 - Ibid., AG, 1/10/1887 et 1/10/1888.
- 66 - Ibid., Texier à Maufrais, 22/5/1887.
- 67 - Ibid., Texier à Maufrais, 4/9/1886.
- 68 - Ibid., Texier à Maufrais, 16/10/1886.
- 69 - Ibid., Texier à Maufrais, 11/11/1886.
- 70 - Ibid., Texier à Maufrais, 3/11/1886.
- 71 - Ibid., AG, 1/10/1888.
- 72 - Ibid., Texier à Maufrais, 19/6/1887.
- 73 - Ibid., Texier à Maufrais, 16/3/1888.
- 74 - Ibid., CA, 2/7/1888.
- 75 - Ibid., AG ord. et extraord., 1/10/1888.- Ibid., Texier à Maufrais, 20/2.
- 76 - Ibid., AG ord. et extraord., 8/10/1889.
- 77 - Ibid., Texier à Maufrais, 26/3/1889.
- 78 - Ibid., Texier à Maufrais, 5/6/1889.
- 79 - Ibid., Texier à Maufrais, 22/5/1889.
- 80 - Ibid., Texier à Maufrais, 27/7/1889.
- 81 - Ibid., Texier à Maufrais, 14/8/1889.
- 82 - Ibid., Texier à Maufrais, 11/10/1889.
- 83 - Ibid., Texier à Maufrais, 7/3/1890.
- 84 - Ibid., Texier à Maufrais, 24/10/1889.
- 85 - Ibid., Texier à Maufrais, 28/10 et 27/1/1889.
- 86 - Ibid., Paret à Souques, 13/5/1895.
- 87 - Ibid., CA, 31/1/1895.
- 88 - Ibid., CA, 31/12/1895.
- 89 - Ibid., CA, 25/4/1895, Texier avait donné l'ordre de ne pas communiquer les livres à Paret. Le chef-comptable l'aidait dans sa fraude.
- 90 - Ibid., CA, 25/4/1895. Paret devenait directeur, Maurice Souques, directeur commercial, Chevalier, sous-directeur (spécialement chargé de la comptabilité) et E. Meeus, chef de la correspondance.

- 91 - Ibid., Dossiers Crédit Lyonnais (1884-1896), Le Crédit Lyonnais a suspendu sa caution en douane et limité le crédit en blanc accordé à la société à 225, 230.000 F. Après le versement de 450.000 F par les Hebert, la banque a rétabli sa caution (1 M) et promis un découvert de 200.000 F (Ibid., Paret à Souques, 29/3, 30/3, 1/4/1895) vite jugé insuffisant.
- 92 - Le litige tournait autour de 150.000 F. Le Crédit Lyonnais a gagné le procès.
- 93 - Ibid., Paret à Souques, 15/4 et 3/5/1895, Le Comptoir accorda un découvert de 500.000 F.
- 94 - Ibid., CA, 6/5 et 9/5/1895.
- 95 - Ibid., AG, 14/10/1895.
- 96 - Ibid., AG, 6/7/1896.
- 97 - Ibid., AG, 6/7/1897.
- 98 - Ibid., AG ord. et extraord., 28/4/1898.
- 99 - Ibid., CA, 16/4/1895.
- 100 - Ibid., CA, 25/4/1895.
- 101 - Ibid., CA, 16/4/1895.
- 102 - Déplacement de la fonte (25/ 8/1886)
 modification des turbines Langen (21/12/1886)
 modification des étuves construites en bois (6/ 4/1887)
 (diminution des risques d'incendie, économie calorifique)
 clarification refaite à neuf
 reconstruction de l'atelier de noir } (28/11/1889)
 achat d'un four à revivifier }
 modification des grilles des foyers des générateurs (17/12/1889)
 (pour brûler des poussières d'anthracite et
 des déchets de charbon à bas prix)
 travaux dans les greniers (3/ 6/1891)
 construction d'un bâtiment pour la fabrication }
 du sucre en pains } (4/11/1891)
 installation d'un troisième appareil à cuire
 les bas produits }
 transmission électrique pour 5 turbines Langen (octob/1894)
 (économie de force motrice et d'huile pour les
 courroies).
 transformation du bâtiment principal de l'usine (avril/1894)
 Les dates entre parenthèses sont celles des séances du conseil d'administration.
- 103 - Ibid., a.c.s.p. 28/10/1888, Traité Langen (dossier).
- 104 - Ibid., Inventaires (dépôts).
- 105 - Ibid., Texier à Maufrais, 20/2/1888.
- 106 - Ibid., Inventaires.
- 107 - Ibid., Paret à P. Hebert, 26/2/1898.
- 108 - Ibid., Texier à Maufrais, 27/11/1889.
- 109 - CC Nantes, S.C.I. 1891 (Sucres).
- 110 - Ibid., S.C.I. 1893 (Sucres).
- 111 - Ibid., AG extracrd., 18/5/1899.

112 - Ibid., Dossier augmentation de capital du 18/5/1899, Souscriptions

Vve Ch. Hebert	429	J. Micard	50
Ph. Hebert	188	J. Tupin	14
E. Solacroup	140	P. Tupin	14
A. Dehaynin	214	J. Lemesle	21
A. Watel	43	Le Mareschal	11
D. Paret	40	Dugout	15
E. Heurteau	21		
			1.200

113 - Ibid., CA, 27/4/1899.

114 - Ibid., CA, 28/7/1899, Feuille de présence à l'assemblée générale du 18/5/1899 :

Vve Hébert	1.429 actions	J. Micard	150
P. Hebert	410 -	Héritiers G. Couturier	20
Héritiers Ph. Hebert	300 -	Paret	80
E. Solacroup	450 -	Le Mareschal	22
A. Dehaynin	694 -	J. Lemesle	71
Héritiers G. Dehaynin	20 -	Dugout	50
A. Watel	143 -	J. Tupin	45
Fr. Heurteau	71 -	P. Tupin	45

115 - Ibid., Paret à P. Hebert, 7/10/1898.

116 - Ibid., Dossier Léon Giard et Paret à P. Hebert, 1/2/1899.

117 - Ibid., L. Dupont, (Valenciennes) à P. Hebert, 19/1/1899.

118 - Ibid., Dossier Léon Giard, Fiévez (huissier), 6/2/1899.

119 - Ibid., Paret à P. Hebert, 8/3/1899.

120 - Ibid., Paret à P. Hebert, 24/6/1899.

121 - Ibid., Paret à P. Hebert, 29/6/1899.

122 - Ibid., Paret à P. Hebert, 10/7/1899.

123 - Ibid., Paret à P. Hebert, 31/7/1899.

124 - Ibid., Paret à P. Hebert, 24/8/1899.

125 - Ibid., Paret à P. Hebert, 5/2/1900.

126 - Ibid., AG, 22/4/1901.

127 - Ibid., Paret à P. Hebert, 10/8/1900.

128 - Ibid., Paret à P. Hebert, 25/6 et 5/7/1900.

129 - Ibid., AG, 3/5/1902.

130 - Ibid., AG, 20/5/1903 et 30/4/1904.

131 - Ibid., Paret à Le Mareschal (secrétaire), 27/8/1902.

132 - Ibid., Paret à Le Mareschal, 12/9/1903.

133 - Ibid., Paret à Le Mareschal, 5/5/1903.

134 - Ibid., CA, 22/4/1901.

135 - P. GUILIEN, L'Allemagne et le Maroc ... op. cit., p. 379 et note 3.

136 - Chantenay, Inventaires.

137 - CC Nantes, S.I.C. 1899.

138 - Chantenay, AG, 30/5/1905.

- 139 - Ibid., AG, 30/5/1905.
- 140 - Ibid., CA, 23/2/1905.
- 141 - Ibid., CA, 22/10/1904.
- 142 - Ibid., CA, 14/11/1904.
- 143 - Ibid., CA, 10/1/1905.
- 144 - Ibid., CA, 19/1/1905.
- 145 - Ibid., CA, 23/3 et 20/4/1905.
- 146 - Ibid., Meeus aux administrateurs, 27-28/5/1905.
- 147 - Ibid., Meeus aux administrateurs, 2 et 7/5/1905.
- 148 - Ibid., Meeus aux administrateurs, 10 et 13/5/1905.
- 149 - Ibid., Meeus aux administrateurs, 16, 12, 25 et 19/5/1905.
- 150 - Ibid., Meeus aux administrateurs, 19/6/1905.
- 151 - Ibid., Meeus aux administrateurs, 21 et 22/6/1905.
- 152 - Ibid., Meeus aux administrateurs, 26/6/1905.
- 153 - Ibid., Meeus aux administrateurs, 24 et 25/6/1905.
- 154 - Ibid., Meeus aux administrateurs, 5/8/1905.
- 155 - Ibid., Meeus aux administrateurs, 9/8/1905.
- 156 - Ibid., Meeus aux administrateurs, 2/9.1905.
- 157 - Ibid., Meeus aux administrateurs, 31/8/1905, 13/9/1905 et 15/11/1905.
- 158 - Ibid., Micard à ses collègues, 31/8/1905.
- 159 - Ibid., AG, 25/1/1906.
- 160 - Ibid., Meeus aux administrateurs, 28/5/1905.
- 161 - Ibid., Meeus aux administrateurs, 1/6/1905, "Tout a été dit à M. Lizeray pouvant l'éclairer sur la fabrication, le matériel, etc., mais devant certaines questions touchant par trop à la partie commerciale et surtout à certains tours de mains particuliers à notre raffinerie, j'ai jugé inutile de répondre".
- 162 - Ibid., AG, 25/1/1906.
- 163 - Ibid., Meeus aux administrateurs, 2/5/1905.
- 164 - Ibid., Meeus aux administrateurs, 30/6/1905, "Depuis 20 ans, tous les étés, le travail est divisé (1/2 jour - 1/2 nuit), les pompes ne donnant pas assez par suite de la baisse de la Loire. C'est une dépense de vapeur et une main-d'oeuvre qu'il faut éviter".
- 165 - Ibid., Meeus aux administrateurs, 27, 28, 29 et 30/5/1905.
- 166 - Ibid., Meeus aux administrateurs, 1/6/1905.
- 167 - Ibid., CA, 22/9.1905.
- 168 - Ibid., Rapport de Lizeray, juin 1905.
- 169 - Ibid., CA, 30/12/1905.
- 170 - Ibid., CA, 22/2/1906.

- 171 - Ibid., Dossier augmentation de capital (1906), Me Amy, 17/3/1906, Souscripteurs :

Mme Vve Hebert	500	M. E. Lizeray	100
M. E. Solacroup	80	Mme Vve Corpet	200
M. E. Heurteau	62	M. Doublet	20
M. Monthiers-Dehaynin	135	M. L. corpet	30
M. A. Watel-Dehaynin	323	M. G. Wholay	75
M. J. Micard	326	M. F. Ogerau	100
M. J. Lemesle	40	M. Huet	35
MM. Pellerin & Cie	44	M. Ch. E. Solacroup	20
MM. Dehaynin, Watel & Cie	1.410		

- 172 - Ibid., AG, 3/7/1906, lettre du 30/6/1906.

- 173 - Ibid., Rapport Lizeray, 24/7/1906.

- 174 - Ibid., AG, 2/12/1907.

- 175 - Note jointe à l'inventaire de 1907.

- 176 - Ibid., AG, 9/12/1907 et 19/11/1908.

- 177 - Ibid., Meeus à Lemesle, 17/3/1909.

- 178 - Ibid., CA, 24/10/1907 et AG extraord. 2/12/1907.

- 179 - Ibid., Dossier d'augmentation du capital (1907), Me Amy, 26/12/1907, Souscripteurs :

Mme Vve Ch. Hebert	1.264	M. J. Micard	124
MM. Dehaynin, Watel et Cie	920	M. G. Micard	200
M. E. Solacroup	248	M. E. Lizeray	88
M. A. Watel-Dehaynin	217	M. J. Lemesle	49
M. A. Mortureux	200	M. F. Ogerau	46
Mme Monthiers-Dehaynin	134	M. Ch. E. Solacroup	10

- 180 - Ibid., CA, 10/11/1907.

- 181 - Ibid., CA, 24/10/1907.

- 182 - Ibid., CA, 9/7/1908.

- 183 - Ibid., CA, 24/6/1910, Après la démission de Lizeray.

- 184 - Ibid., CA, 19/2/1909.

- 185 - Ibid., CA, 27/3/1909.

- 186 - Ibid., CA, 5/4/1909.

- 187 - Loiret-Haëntjens, Loiret à Charles Landois, 14/4/1911.

- 188 - Chantenay, CA, 10/10/1909.

- 189 - Ibid., CA, 24/3/1910.

- 190 - Ibid., CA, 23/4/1910.

- 191 - Ibid., Lemesle à Meeus, 25/4/1910.

- 192 - Ibid., Meeus à Lemesle, 30/6/1909.

- 193 - Ibid., Meeus à Lemesle, 10/7/1909.

- 194 - Ibid., Meeus à Lemesle, 21/7/1909.

- 195 - Ibid., Meeus à Lemesle, 10/8/1909.

- 196 - Ibid., Meeus à Lemesle, 11/8/1909.

- 197 - Ibid., Meeus à Lemesle, 28/8/1909.

- 198 - Ibid., Meeus à Lemesle, 20/5/1910.
 199 - Ibid., Meeus à Lemesle, 16/6/1910.
 200 - Ibid., Meeus à Lemesle, 2/2/1909.
 201 - Ibid., Meeus à Lemesle, 1/3/1909.
 202 - Ibid., Meeus à Lemesle, 8/4/1909.
 203 - Ibid., L. Watel-Dehaynin à Meeus, 11/5/1909.
 204 - Ibid., Meeus à Lemesle, 8/4 et 10/6/1909.
 205 - Ibid., Lemesle à Meeus, 18/5/1910.
 206 - La maison Watel-Dehaynin, Zymen et Cie de Bruxelles (Dehaynin-Watel et Cie jusqu'en 1908) épaulait les gros intérêts des Dehaynin et Watel-Dehaynin en Belgique.
 207 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 14/6/1910 et 14/1/1911.
 208 - Ibid., Meeus à Lemesle, 23/1/1911.
 209 - Ibid., Meeus à Lemesle, 4/3/1911.
 210 - Ibid., CA, 12/5/1911. AG extraord., 29/7/1911. Dossier d'augmentation du capital de juin 1911.
- | | | | |
|------------------------|-------|----------------------------|-----|
| Mme Ch. Hebert | 3.441 | A. Mortureux | 134 |
| MM. Watel Dehaynin, | | J. Lemesle | 70 |
| Zymen & Cie | 1.942 | Turpin | 20 |
| Albert Watel-Dehaynin | 1.500 | MM. Pilon, Buffet, Durand- | |
| Mme Monthiers-Dehaynin | 285 | Gasselín & Cie | 8 |
- 211 - Ibid., CA, 7/2/1913 et AG, 22/3/1914. Meeus à Lemesle, 31/10/1912.
 212 - Ibid., CA, 25/8/1913.
 213 - Ibid., A. Watel-Dehaynin à Meeus, 25/1/1912.- Meeus à Lemesle, 26/1/1912.
 214 - Ibid., AG, 27/3/1914.
 215 - Ibid., Meeus à MM. les Administrateurs, 8/9/1905.
 216 - Ibid., Inventaire.
 217 - Ibid., Meeus à Lemesle, 17/3/1909.
 218 - Ibid., Meeus à Lemesle, 25/5/1908.
 219 - Ibid., Meeus à Lemesle, 6/4/1908.
 220 - Ibid., Meeus à Lemesle, 5/1/1909.
 221 - Ibid., Meeus à Lemesle, 12/8/1909.
 222 - Ibid., Meeus à Lemesle, 25/9/1909.
 223 - Ibid., Meeus à Lemesle, 14/10/1909.
 224 - Ibid., Meeus à Lemesle, 25/10/1909.
 225 - Ibid., Meeus à Lemesle, 29/9/1909.
 226 - Ibid., Meeus à Lemesle, 23/10/1909.
 227 - Ibid., Meeus à Lemesle, 2 et 27/11/1909 et 1/12/1909.
 228 - Ibid., Meeus à Lemesle, 4/1/1910.
 229 - Ibid., Meeus à Lemesle, 5/1/1910.
 230 - Ibid., Meeus à Lemesle, 13/1/1910. Lemesle à Meeus, 14/5/1910.

A. Watel-Dehaynin à Meeus, 19/5/1910.

- 231 - Ibid., Meeus à Lemesle, 18/5/1910.
- 232 - Ibid., Meeus à Lemesle, 14 et 15/6/1910.
- 233 - **Ibid.**, Meeus à A. Watel-Dehaynin, 20/5/1910.
- 234 - Ibid., Meeus à Lemesle, 26/6/1910.
- 235 - Ibid., Meeus à Lemesle, 16/6/1910.
- 236 - Ibid., Meeus à Lemesle, 21 et 27/7/1910.
- 237 - Ibid., Meeus à Lemesle, 9 et 10/8/1910.
- 238 - Ibid., Meeus à Lemesle, 24/8/1910.
- 239 - Ibid., Meeus à Lemesle, 27/8/1910.
- 240 - Ibid., Meeus à Lemesle, 24/8/1910.
- 241 - Ibid., Meeus à Lemesle, 4/10/1910.
- 242 - Ibid., Meeus à Lemesle, 27/9/1910.
- 243 - Ibid., Meeus à Lemesle, 1/10/1910.
- 244 - Ibid., Meeus à Lemesle, 5/10/1910.
- 245 - Ibid., Meeus à Lemesle, 7/10/1910.
- 246 - Ibid., Meeus à Lemesle, 3/11/1910.
- 247 - Ibid., Meeus à Lemesle, 14/1 et 1 et 2/2/1911.
- 248 - Ibid., Meeus à Lemesle, 14/2/1911.
- 249 - Ibid., Meeus à Lemesle, 17/2/1911.
- 250 - Ibid., Meeus à Lemesle, 2/3 et 13/4/1911.
- 251 - Ibid., Meeus à Lemesle, 25/3/1911.
- 252 - Ibid., Meeus à Lemesle, 22/4/1911.
- 253 - Ibid., Meeus à Lemesle, 8/5/1911.
- 254 - Ibid., Meeus à Lemesle, 10/5/1911.
- 255 - Ibid., Meeus à Lemesle, 15/5/1911.
- 256 - Ibid., Meeus à Lemesle, 15/5/1911.
- 257 - Ibid., Meeus à Lemesle, 7/6/1911.
- 258 - Ibid., Meeus à Lemesle, 12/6/1911.
- 259 - Ibid., Meeus à Lemesle, 26/6/1911.
- 260 - Ibid., Meeus à Lemesle, 24/7/1911.
- 261 - Ibid., Meeus à Lemesle, 4 et 30/9/1911.
- 262 - Ibid., Meeus à Lemesle, 19/11/1911.
- 263 - Ibid., Meeus à Lemesle, 2, 11, 13, 14/11 et 4/12/1911.
- 264 - CC Nantes, S.C.I., 1913, Pour le Golfe Persique, Meeus devait le plus souvent faire transiter ses pains par Anvers, Hambourg ou Londres.
- 265 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 11/1/1912.
- 266 - Ibid., Meeus à Lemesle, 7/3/1912.

- 267 - Ibid., Meeus à Lemesle, 8/3/1912.
- 268 - Ibid., Meeus à Lemesle, 8/2/1912.
- 269 - Ibid., Meeus à Lemesle, 29/3/1912.
- 270 - Ibid., Meeus à Lemesle, 11/3/1912.
- 271 - Ibid., Meeus à Lemesle, 14/5/1912.
- 272 - Ibid., Meeus à Lemesle, 5 et 25/6/1912.
- 273 - Ibid., Lemesle à Meeus, 16/8/1912.
- 274 - Ibid., Lemesle à Meeus, 22/8/1912.- Meeus à Lemesle, 7/11/1912.
- 275 - Ibid., Meeus à Lemesle, 14 et 19/9/1912 et 29/10/1912.
- 276 - Ibid., Meeus à Lemesle, 31/10/1912.
- 277 - Ibid., Meeus à Lemesle, 30/11/1912.
- 278 - Ibid., Meeus à Lemesle, 4, 13 et 28/12/1912.
- 279 - Ibid., Meeus à Lemesle, 4/12/1912.
- 280 - Ibid., Meeus à Lemesle, 10 et 14/12/1912.
- 281 - Ibid., Meeus à Lemesle, 26/4/1912.
- 282 - Ibid., Meeus à Lemesle, 16/5/1913.
- 283 - Ibid., Meeus à Lemesle, 7/6/1913.
- 284 - Ibid., Meeus à Lemesle, 2/8/1913.
- 285 - Ibid., Meeus à Lemesle, 20/3/1914.
- 286 - Ibid., Meeus à Lemesle, 24/3/1914.
- 287 - Ibid., Meeus à Lemesle, 26/3/1914.
- 288 - Ibid., Meeus à Lemesle, 2/5/1914.
- 289 - Ibid., Meeus à Lemesle, 4/5/1914.
- 290 - Ibid., Meeus à Lemesle, 23 et 27/5/1914.
- 291 - Ibid., Meeus à Lemesle, 2 et 24/7/1914.
- 292 - Ibid., Meeus à Lemesle, 30/7/1914.
- 293 - Ibid., Meeus à Lemesle, 3 et 4/8/1914.
- 294 - Ibid., Meeus à Lemesle, 10/8/1914.
- 295 - Ibid., Meeus à Lemesle, 3/9/1914.
- 296 - Ibid., Meeus à Lemesle, 30/9/1914.
- 297 - Ibid., Meeus à Lemesle, 12/10/1914.
- 298 - Ibid., Meeus à Lemesle, 17/11/1914.
- 299 - Ibid., Meeus à Lemesle, 8/3/1915.
- 300 - Ibid., Meeus à Lemesle, 19/3/1915.
- 301 - Ibid., Meeus à Lemesle, 27/1/1915.
- 302 - Ibid., Meeus à Lemesle, 13, 18, 21/3 et 7, 21, 11/4/1915.
- 303 - Ibid., CA, 18/2/1916.
- 304 - Ibid., CA, 5/6/1916.
- 305 - Ibid., Meeus à Lemesle, 3 et 4/7/1916.

- 306 - Ibid., CA, 29/7/1916.
- 307 - Ibid., Meeus à Lemesle, 1, 25, 27, 28/4/1916 et 18/5/1916.
- 308 - Ibid., AG, 26/3/1917, Meeus à Lemesle, 2 et 22/12/1915.
- 309 - AM Nantes, F 2, Raffinerie de Chantenay au Maire, 8 et 10/1/1916.
- 310 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 22/1/1916 et 10/10/1917, Note sur l'opération de raffinage de l'exercice 1918.
- 311 - Ibid., AG, 21/3/1919 et CA, 16/10/1918.
- 312 - Ibid., CA, 14/1, 7/2 et 10/3/1919, AM Nantes, F 2, lettres du 8/3/1919, Meeus à Lemesle, 12/5/1919.
- 313 - Ibid., Meeus à Lemesle, 22 et 23/5/1919.
- 314 - AM Nantes, F 2, Maire au Service de répartition des sucres, 11/9/1916
- 315 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 12 et 13/5/1919.
- 316 - Ibid., Meeus à Lemesle, 28/12/1916.
- 317 - Ibid., Meeus à Lemesle, 14, 22 et 23/2/1918.
- 318 - Ibid., Meeus à Lemesle, 8/7 et 19/11/1919, Inventaires 1919.
- 319 - Ibid., Rapport de Passani, expert-comptable, 8/2/1922.
- 320 - Ibid., CA, 14/2/1919.
- 321 - Ibid., AG extraord., 27/3/1920, Chaque sociétaire a droit à autant de voix qu'il possède d'actions.
- 322 - Ibid., Dossier d'augmentation du capital (27/3/1920), AG extraord. 30/4/1920, Me Jousselin, 17/4/1920, Souscripteurs :
- | | | | |
|--------------------|-------|-------------------------|----|
| A. Watel-Dehaynin | 3.132 | Ph. Monthiers | 34 |
| Mme Vve Ch. Hebert | 1.121 | Mme Vve Turpin | 27 |
| P. Hebert | 1.021 | Paret | 22 |
| Mme E. Solacroup | 770 | Whaley | 21 |
| E. Solacroup | 269 | Ch. Roux de Vence | 20 |
| A. Mortureux | 129 | E. Meeus | 11 |
| Mme P. Hebert | 91 | M. Huet | 10 |
| Mme de Saint-Just | 91 | A. Sallé | 10 |
| J. Lemesle | 90 | Ch. E. Solacroup | 8 |
| Durand de Villers | 59 | Ch. Haëntjens | 8 |
| Mme Vve Corpet | 58 | L. Corpet | 8 |
| Mme Vve Ogerau | 40 | Etablissements Kuhlmann | 8 |
| E. Heurteau | 36 | Melle Gras | 6 |
- 323 - Ibid., Résumé général de l'opération de raffinage, Exercice 1920. Note sur l'opération de raffinage de l'exercice 1920.- AG, 30/4/1921.
- 324 - Ibid., CA, 24/5/1921, Souscripteurs :
- | | | | |
|--------------------------|--------|-------------------|-----|
| A. Watel-Dehaynin | 17.768 | Lehideux | 100 |
| Edme Sommier | 700 | E. Heurteau | 100 |
| André Boivin | 325 | E. Meeus fils | 51 |
| M. Soulanges-Bodin Royer | 325 | J. Lemesle | 50 |
| Mme P. Hebert | 300 | Ch. Roux de Vence | 20 |
| E. Tabary | 150 | J. Chabrol | 6 |
| A. Mortureux | 100 | J. Perron | 5 |
- 325 - La moitié des revenus de la famille Hebert (4 à 500.000 F par an) provenait de Trostianec.
- 326 - AN 65 Aq R 417, S.A. de la Raffinerie des Ponts.

- 327 - Pap. Polo, H. Polo à F. Polo, 7/9/1878.
 328 - Me Nidelet, 19/11/1885.
 329 - Chantenay, Texier à Maufrais, 20/11/1888.
 330 - Me Robert, 26/1/1886 et 21/4/1887.
 331 - Chantenay, Texier à Maufrais, 16/8/1888.
 332 - Me Boulay, 31/12/1891.
 333 - Me Boulay, 4/12/1891, Statuts.- AG 8 et 12/12/1891 (Dépôt, 21/12/1891)
 Souscripteurs :

J. Van duym	15	G. Desloges	2
F. Jamont	14	E. Bolo	2
L. Noutreau	10	Ch. Maisonneuve	2
J. Grandjouan	8	L. Dufour	2
Naud-Hardyau	5	G. Gautier	1
J. Robin	4	H. Kerr	1
A. Mourocq	2	H. Poupert	1
Ch. Simon et A. Viot	2	M. Bouvet	1

- 334 - Chantenay, Van Duym à P. Hebert, 4/7/1895.
 335 - Ibid., Paret à P. Hebert, 23/2/1897.
 336 - Me Gaucher, 25/1/1907, Dépôt de pièces concernant la dissolution de la Raffinerie de l'Ouest.- AG, 10/11/1897 et 29/11/1897.
 337 - Me Boulay, 4/4/1898, Dépôt d'un a.s.s.p. du 9/3/1898, Répartition des 16 parts de 25.000 F : A. Bosselut (7), H. Lemoine (4), F. Jamont (2), Vve Parrain (2), Vve Despez (1).
 338 - Ibid., 12/4/1898.
 339 - J.M.C., Nantes, jugements des 2/2 et 19/6/1906.
 340 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 7/5/1905, La Raffinerie de l'Ouest avait travaillé 5.228 tonnes de brut en 1900 et 5.767 tonnes en 1901, Tableau général du commerce et de la navigation, Notices.
 341 - Me Mauloin, 30/4/1895.
 342 - Chantenay, Paret à Maufrais, 28/5/1895.
 343 - AN 65 Aq R 364. Statuts de la S.A. Nouvelle Raffinerie Nantaise.
 344 - Chantenay, Paret à Lemesle, 23/3/1897.
 345 - Me Boulay, 29/4/1898, J.F.S., 19/2/1900.
 346 - Me Grizolle, 3/5/1898.
 347 - Me Gaucher, 19/5/1900.
 348 - J.M.C., Nantes, jugement du 8.4.1903.
 349 - Me Guilton, 1.7.1879, Billard a fourni 15.000 F et Normand 10.000 F.
 350 - Billard, Inventaires :

	Pertes et profits	Investissements	Emprunts
1890 et 1891	21.615 F	81.117 F	53.335 F
1892	11.973	53.265	24.000
1893	- 18.475	-	-
1894	2.194	-	-
1895	9.150	-	-
1896	- 16.188	-	-

- 351 - Chantenay, Paret à P. Hebert, 19/3/1898.
 352 - Ibid., Paret à P. Hebert, 6/7/1898.
 353 - Ibid., Paret à P. Hebert, 26/10/1899.
 354 - Ibid., Meeus aux administrateurs, 2/8/1905.
 355 - Billard, Inventaires :

	Pertes et Profits	Investissements	Amortissements
1897	738 F	5.640 F	
1898	39.264	11.468	
1899	77.497	3.623	
1900	76.284	néant	
1901 et 1902 (jusqu'au 30/6)	- 1.407	331.986	
1903 (1/7/1902 au 30/6/1903)	- 15.512	35.877	13.405 F
1904 (1/7/1903 au 30/6/1904)	28.949	32.970	13.985
1905 (30/6/1904 au 30/8/1905)	- 248.549	20.196	néant

En 1905, L. Douet fit venir un expert-comptable de Paris pour mettre un peu d'ordre dans les comptes et créer une véritable comptabilité.

- 356 - L. Douet avait épousé Renée Billard en avril 1905. Il disposait alors d'une fortune d'environ 300.000 F (274.960 F d'après le contrat de Me Viaud, 27/4/1905). Né en 1877 à Nantes, il sortait d'H.E.C. De 1900 à 1905, il passa quelques mois chez un courtier en blé de Londres et fit - toujours dans la même ville - un stage dans une maison de transports maritimes, puis il devint le fondé de pouvoir à Paris d'une firme américaine spécialisée dans l'importation de produits alimentaires.
- 357 - Billard, Comptes-généraux, 1916 et 1917, et Chantenay, Meeus à Lemesle, 27/10/1916.
- 358 - Montant des avances au cours de l'année (F) :
- | | | | |
|------|---------|------|-----------|
| 1907 | 402.353 | 1910 | 214.483 |
| 1908 | 527.560 | 1911 | 1.030.796 |
| 1909 | 770.875 | 1912 | 1.349.832 |
- 359 - La Raffinerie Billard expédiait des candies au domaine des apanages de Abraou-Durso (Caucase) où l'on fabriquait du Champagne russe très sucré.
- 360 - Billard, Livre de vente n° 2 (1912 à 1915), Acheteurs.
- 361 - S.I.C., lettre à MM. Corhumel, Cossé-Duval & Cie, Hubert, Pellerin & Cie, 20/3/1911.
- 362 - Ibid., lettre du 27/4/1911.
- 363 - Me Girault, 17/4/1916.
- 364 - Me Fauconnier, 26/1/1921, Il conserva 25 % des bénéfices, son fils et son gendre ayant droit chacun à 37,50 % des gains.
- 365 - Me Billot, 2/4/1864.
- 366 - Cossé-Duval, Huet à MM. Cossé, 7/8/1865.
- 367 - Ibid., Kossakowsky à Cossé-Duval & Cie, 23/8/1865.
- 368 - Ibid., Huet à Pinet, 8/8/1865.

- 369 - Ibid., Huet à Cossé-Duval & Cie, 25/8/1865.
- 370 - Ibid., E. Cossé à V. Cossé, 2/9/1865.
- 371 - Ibid., Histoire manuscrite du procès, 8 p.
- 372 - Ibid., Jugement du 5/5/1866.
- 373 - Conclusion pour M. Pinet aîné contre MM. Cossé-Duval & Cie, 1866.
- 374 - Note sommaire soumise à la Cour dans l'intérêt de MM. Cossé-Duval & Cie contre Pinet aîné, 1866.
- 375 - Me Reliquet, 10/3/1880, Liquidation-partage.
- 376 - Ibid., 10/3/1880, Acte de société.
- 377 - Me Sébilleau, 18/11/1893 et 2/6/1896.
- 378 - Ibid., 5/2/1901, Donation-partage.
- 379 - Ibid., 30/10/1903, PV d'ouverture de liquidation après le décès de M. V. Cossé. Ibid., 5/11/1903, Etat liquidatif de la succession.
- 380 - Ibid., 29/5/1905, chaque associé apportait 375.000 F.
- 381 - Me Jamin, 31/12/1909, G. Cossé (512.500 F), A. Cossé (512.500 F), Mme Mosneron-Dupin (200.000 F), Mme Marie-Anne Cossé (200.000 F), G. Rougier-Lagane (75.000 F).
- 382 - Cossé-Duval, Arbitrage Tony Catta (un ami des Cossé), du 9/5/1923.
- 383 - Phare de la Loire, 23/10/1867.
- 384 - AD LA, a.s.s.p., 10.1.1868.
- 385 - Pap. Eudel, Larrey à Eudel, 12/2/1875, Le conflit a surgi à la suite d'un envoi de candies défectueux en Champagne fait en l'absence de Larrey.
- 386 - AD LA, a.s.s.p., 28/2/1874.
- 387 - Me Bougoïn, 20/3/1874.
- 388 - Ibid., 30/4/1874, Acte de vente, Larrey leur a demandé 115.000 F payables en 15 ans.
- 389 - Maurice THIERRY, Paul Eudel, Amiens, 1901.- H. CARNOY, Dictionnaire Biographique des Hommes du Nord, 1894.- Pap. Eudel, Vieux négociants.
- 390 - P. EUDEL, Figures Nantaises, tome II, pp. 19 sq.
- 391 - AD LA, a.s.s.p., 3/1/1877.
- 392 - Pap. Eudel, Larrey à Eudel, 31/12/1876.
- 393 - Ibid., Contrats des 1/6/1877 et 18/6/1877 avec Corhumel et Carré.
- 394 - AD LA, a.s.s.p., 31/12/1877, E. Corhumel apportait 400.000 F et A. Carré 200.000 F.
- 395 - Ibid., a.s.s.p., 17/12/1887, Me Grizolle, 2/2/1894 et 14/12/1895.
- 396 - Me Grizolle, 26/12/1902.
- 397 - Me Grizolle, 9/7/1902, Inventaire après le décès de M. Corhumel père, Actif : 1.035.914,39, - 17.391,41.
- 398 - Me Durand-Gasselien, 31/12/1910, Ce fut aussi le cas de la Société Halgan & Cie. - Ibid., 31/12/1910.
- 399 - Ibid., 9/11/1913, Partage de la succession de Mme Vve Corhumel.

- 400 - Me Jaouen, 24/3/1874, Ils ont payé la raffinerie 200.000 F.
- 401 - AD LA, a.s.s.p., 26/3/1874, Ch. Pellerin a engagé 350.000 F et Chauvin 250.000 F.
- 402 - Me Jaouen, 24/4/1874.
- 403 - Me Bernard, 4/7/1879.
- 404 - AD LA, a.s.s.p., 24/10/1885.
- 405 - Me Grizolle, 11/5/1901, Ch. Pellerin (375.000 F), M. Pellerin (450.000 F), Ch. Giraud (375.000 F), A. Durand-Gasselín (300.000 F).
- 406 - Ibid., 23/6/1904, Ch. Pellerin (300.000 F), M. Pellerin (360.000 F), Ch. Giraud (300.000 F), A. Durand-Gasselín (240.000 F).
- 407 - Me Clavier, 5/12/1885.
- 408 - Me Rousseau-Dumarcet, Inventaire après décès, 7/11/1917.
- 409 - Pap. Eudel, Larrey à Eudel, juillet 1874, Les gol (nom d'une plantation) étaient les sucres les plus appréciés de la Réunion.
- 410 - Ibid., Larrey à Eudel, août 1874.
- 411 - Ibid., Larrey à Eudel, novembre 1874.
- 412 - Cossé-Duval, D. Cossé à V. Cossé, 29/8/1874.
- 413 - Pap. Eudel, Larrey à Eudel, 20/11/1874.
- 414 - Ibid., Larrey à Eudel, 24/7/1875.
- 415 - Ibid., Larrey à Eudel, 15/8/1875.
- 416 - Ibid., Larrey à Eudel, 1/10/1875 et 29/12/1875.
- 417 - Ibid., Larrey à Eudel, 2 et 9/1/1876 - 3/2/1876 - 16 et 27/5/1876.
- 418 - Ibid., Larrey à Eudel, 19/10/1876.
- 419 - Ibid., Larrey à Eudel, 17/10/1876.
- 420 - Ibid., Larrey à Eudel, 24/10/1876.
- 421 - Ibid., Larrey à Eudel, 14 et 15/11/1876.
- 422 - Ibid., Larrey à Eudel, 21/1 et 25/1/1877.
- 423 - Ibid., Larrey à Eudel, 11/1/1877.
- 424 - Ibid., Larrey à Eudel, juillet et septembre 1874.
- 425 - Ibid., Larrey à Eudel, 20/1/1876.
- 426 - Ibid., Larrey à Eudel, 10/11/1874.
- 427 - Ibid., Larrey à Eudel, 12/2/1875.
- 428 - Ibid., Larrey à Eudel, 10/3/1875.
- 429 - Ibid., Larrey à Eudel, juin 1875 et août 1875.
- 430 - Ibid., Larrey à Eudel, 26/6 et 14/7/1875.
- 431 - Ibid., Eudel, Larrey à Eudel, 5/7 et 24/7/1875 - 10/8/1875.
- 432 - Ibid., Larrey à Eudel, 30/7/1875.
- 433 - Ibid., Larrey à Eudel, 8/8/1875.
- 434 - Cossé-Duval, D. Cossé à V. Cossé, 24/8/1874.
- 435 - Pap. Eudel, Larrey à Eudel, 24/7/1875.

- 436 - Ibid., Larrey à Corhumel, 28/8/1875.
 437 - Ibid., Larrey à Eudel, 1/10 et 19/12/1875.
 438 - Ibid., Larrey à Eudel, 22 et 29/10/1875 - 27/11 et 19/12/1875.
 439 - Ibid., Larrey à Eudel, 2/1 et 18/2/1876.
 440 - Ibid., Larrey à Eudel, 18/2/1876 et août 1876.
 441 - Ibid., Larrey à Eudel, 19/8 - 17/10 et 27/11/1876.
 442 - Ibid., Larrey à Eudel, 10/11/1876.
 443 - Ibid., Larrey à Eudel, 12 et 14/11/1876.
 444 - Ibid., Larrey à Eudel, 15/11/1876.
 445 - Ibid., Larrey à Eudel, 17/11/1876.
 446 - Ibid., Larrey à Eudel, 24/11/1876.
 447 - Ibid., Larrey à Eudel, 7/6/1877.
 448 - Ibid., Larrey à Eudel, 24/11/1876.
 449 - Ibid., Larrey à Eudel, 7/6/1877, cf chapitre IV.
 450 - CC Nantes, E. T. (1889).
 451 - Ibid., E.T. (1886 à 1889).
 452 - CC Nantes, E.T. (1891), Ibid., S.C.I., 1892 (Sucres).
 453 - Ibid., S.C.I., 1893 et 1894 (Sucres).
 454 - S.R.F. PV Ch. Synd., F. Corhumel, 29/1/1907 - Cossé-Duval, Pellorin, F. et R. Corhumel, L. Hubert. La Convention de Bruxelles et les importations de sucre raffiné étranger en France, Nantes, 1911, 42 pp., CC Nantes, Délibération, 26/1/1909.

Importation de candi en France (tonnes)

1897-1898	56	1902-1903	29
1898-1899	45	1903-1904	159
1899-1900	38	1904-1905	385
1900-1901	41	1905-1906	335
1901-1902	37		

- 455 - AN 65 Aq R 172, Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte, AG; 30/1/1908.
 456 - S.R.F., PV Ch. Synd., 21/2/1908 et 19/9/1909.
 457 - Ibid., PV Ch. Synd., 18/5/1909 et 22/6/1909.
 458 - Chantenay, CA, 6/2/1908.
 459 - Ibid., Meeus à Lemesle, 11/11/1918.
 460 - Ibid., Meeus à Lemesle, 11/5/1911.
 461 - Ibid., Meeus à Lemesle, 13/11/1911.
 462 - Ibid., Meeus à Lemesle, 23/12/1911.
 463 - Ibid., Meeus à Lemesle, 30/9/1913, "Il y a d'ailleurs une situation qui ne peut durer et nos confrères ne peuvent pas avoir la prétention de continuer à faire sur les sucres candis des bénéfices aussi importants que ceux qu'ils ont atteints jusqu'à ce jour".
 464 - Ibid., Meeus à Lemesle, 11/12/1911.
 465 - Ibid., Meeus à Lemesle, 26/6/1912.

- 466 - Ibid., Meeus à Lemesle, 4/7/1912.
- 467 - Ibid., Meeus à Lemesle, 25/4/1913.
- 468 - Ibid., Meeus à Lemesle, 9/1 /1913, Le bénéfice était de 20 F par 100 kg.
- 469 - Ibid., Meeus à Lemesle, 24/9/1913.
- 470 - Ibid., Meeus à Lemesle, 30/9/1913, "A mon avis une entente sur les prix du candi serait nous fermer toutes les portes de la Champagne, car avec les relations très anciennes qu'avaient ces Messieurs, il nous sera impossible d'augmenter la vente de ce produit si nous ne faisons plus une petite différence de prix. D'ailleurs, l'Egypte fait en dessous des Nantais, nous devons faire en dessous également".
- 471 - Ibid., Meeus à Lemesle, 11/12/1913.
- 472 - CC Nantes, S.C.I.
- 473 - Chantenay, Dossier : procès Régie / Hubert.
- 474 - Pap. Eudel, Larrey à Eudel, 4/6/1877.
- 475 - Ibid., Larrey à Eudel, novembre 1874.
- 476 - Ibid., Larrey à Eudel, 30/7/1875.
- 477 - Ibid., Larrey à Eudel, 14/10/1875.
- 478 - Ibid., Larrey à Eudel, 1/3/1875.
- 479 - Ibid., Larrey à Eudel, 18/2/1876.
- 480 - Ibid., Larrey à Eudel, 22/1/1876.
- 481 - Ibid., Larrey à Eudel, 1/10/1875.
- 482 - AD LA 1 M 426, L.H.
- 483 - Brevet n° 124.758, 30/4/1878.
- 484 - J.F.S., 11/7/1906, P. LAGRANGE, Cristallisation du sucre par sur-saturation graduée. Epuisement rapide des mélasses. Suppression des emplis en raffinerie et sucrerie.
- 485 - Brevet n° 390.976, 22/5/1908, A. Cossé-Duval, Perfectionnement apporté à la cristallisation en repos des dissolutions de toutes sortes.
- 486 - Cossé-Duval, Dépôt de la marque, 30/5/1913.
- 487 - Lettre de Mme C. Renoul (née Corhumel) du 7/7/1964.
- 488 - Pour ne pas altérer le sucre on alcalinisait les sirops par addition de lait de chaux. La cuite durait 35 minutes au lieu de 10 heures.
- 489 - La grosseur du grain dépendait de l'agitation et de la force du courant d'eau. Pour avoir des grains fins il fallait une agitation et un courant rapide.
- 490 - Cossé-Duval, Tableau comparatif des frais généraux entre l'ancien et le nouveau travail :

	Fonte (kg)	Moyenne	Frais	Moyenne	pour
1887	1.366.200	1.367.533	255.687 F	264.197	19,30 F
1888	1.326.200		248.243		
1889	1.251.000		257.059		
1890	1.368.828		269.640		
1891	1.515.440		290.317		

491 - Ibid., Compte de rendement (1890).

	Production (kg)	Ventes (kg)	Valeur des produits vendus
candis	875.000	854.914	1.770.539 F
pains	39.500	35.310	47.380
turbines	318.400	336.651	374.890
mélasse	148.700	106.302	49.814
	1.381.600	1.333.777	2.242.543 F

492 -	Fonte (kg)	Moyenne	Frais (F)	Moyenne	Frais pour 100 kg fondus
1898	2.996.781)	3.045.815	404.037)	421.932	13,85 F
1899	3.084.849)		439.827)		

La fabrication des tablettes et des pains revenait à 7,50 F.

493 - La fabrication de 1907 à 1909 chez Cossé-Duval (tonnes).

	1907	1908	1909
candis	813	422	398
cristallisés	218	167	150
pains et cassés	784	891	770
sciés	1.406	1.799	1.870
gros grain	136	148	133
vergeuses	381	389	686
malaxés	29	63	35
sirops	-	36	23
mélasse	150	227	180

Source : Grands livres.

494 - Structure du profit de Cossé-Duval (F).

	candis	cristallisés	pains et cassés	sciés
1906	352.169	25.124	1.950 (P)	31.321
1907	376.681	36.196	1.189	18.865
1908	219.321	10.521	525 (P)	21.964
1909	159.886	14.445	9.208 (P)	20.078
1910	129.463	3.561 (P)	8.732	50.052

Source : Grands livres. P = pertes.

495 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 15/6/1917.

496 - Ibid., Meeus à Lemesle, 20/10/1917.

497 - Ibid., Meeus à Lemesle, 22/8/1917.

498 - Ibid., Meeus à Lemesle, 27/11/1917.

499 - Ibid., Meeus à Lemesle, 18/1/1918.

500 - Ibid., Meeus à Lemesle, 14/2/1918.

501 - Pap. Eudel, Larrey à Eudel, 7/10/1875 et 6/6/1877.

502 - Ibid., Larrey à Eudel, 4/8/1875.

503 - Ibid., Larrey à Eudel, 10/8/1875.

504 - Ibid., Larrey à Eudel, 17/1/1876.

505 - Ibid., Larrey à Eudel, 1/7/1876.

506 - Ibid., Larrey à Eudel, 13/7/1877.

507 - Cossé-Duval, Registre - Brouillard, Pour les bénéfices, on a seulement une balance positive portant sur trois mois (mais on ignore lesquels).

508 - Me Grizolle, 8/8/1902, Dépôt de testament.

Bénéfices distribués (F)

1888	22.579	1891	79.999
1887	10.893	1892	37.836
1888	106.982	1893	6.038

509 - AM Nantes F 2, Carton 24, Meeus au Maire de Nantes, 28/8/1916.

510 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 26/6/1915.

511 - Ibid., Meeus à Lemesle, 25/10/1916.

512 - Ibid., Meeus à Lemesle, 3/6/1915.

513 - Me Rousseau-Dumarcet, Inventaire après les décès de M. et Mme Hubert, 7/11/1917 ; ibid., Liquidation-partage, M. et Mme Hubert, 27 et 29/11/1918.

514 - Cossé-Duval, lettre de Tony Catta, 9/5/1923.

515 - Ibid., Meeus à Lemesle, 13/6/1919.

516 - Ibid., Meeus à Lemesle, 27/6/1919.

517 - Ibid., Meeus à Lemesle, 30/6/1919.

518 - Ibid., Meeus à Lemesle, 22 et 23/7/1919.

519 - Me Jamin, 13/10/1919, Statuts et déclaration de souscription du capital.

520 - Me Jamin, 27/10/1919.

521 - P. Ceineray	242	E. Meeus	20
A. Cossé	340	A. Mortureux	100
A. Gander	199	G. Rougier-Lagane	369
P. Guyot	20	A. Watel-Dehaynin	2.000
P. Hermel	20	J. Watel-Dehaynin	20
J. Lemesle	100	L. Watel-Dehaynin	20

522 - Cossé-Duval, Inventaire 1919.

523 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 9/7 et 30/11/1920.

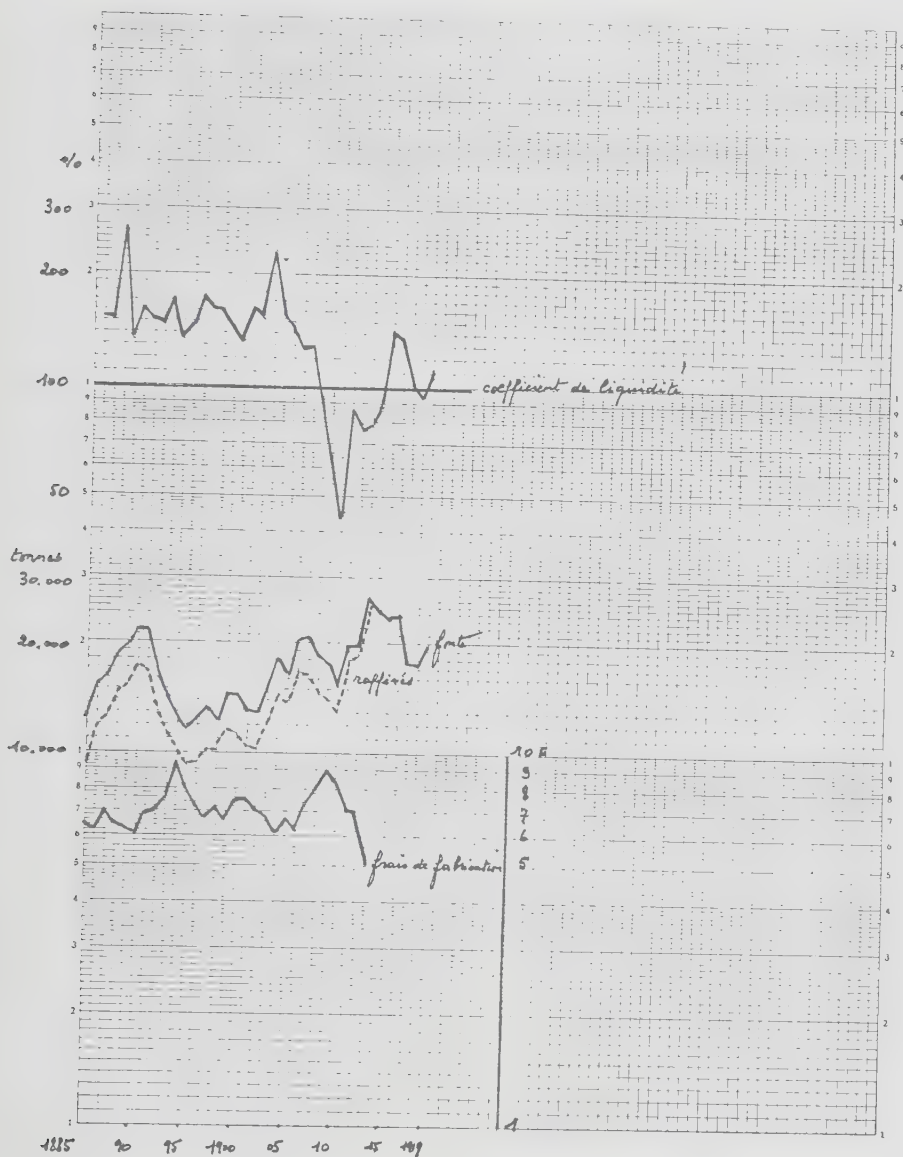
524 - Ibid., Texier à Maufrais, 8 et 22/12/1884.

525 - Ibid., Texier à Maufrais, 27/11/1884.

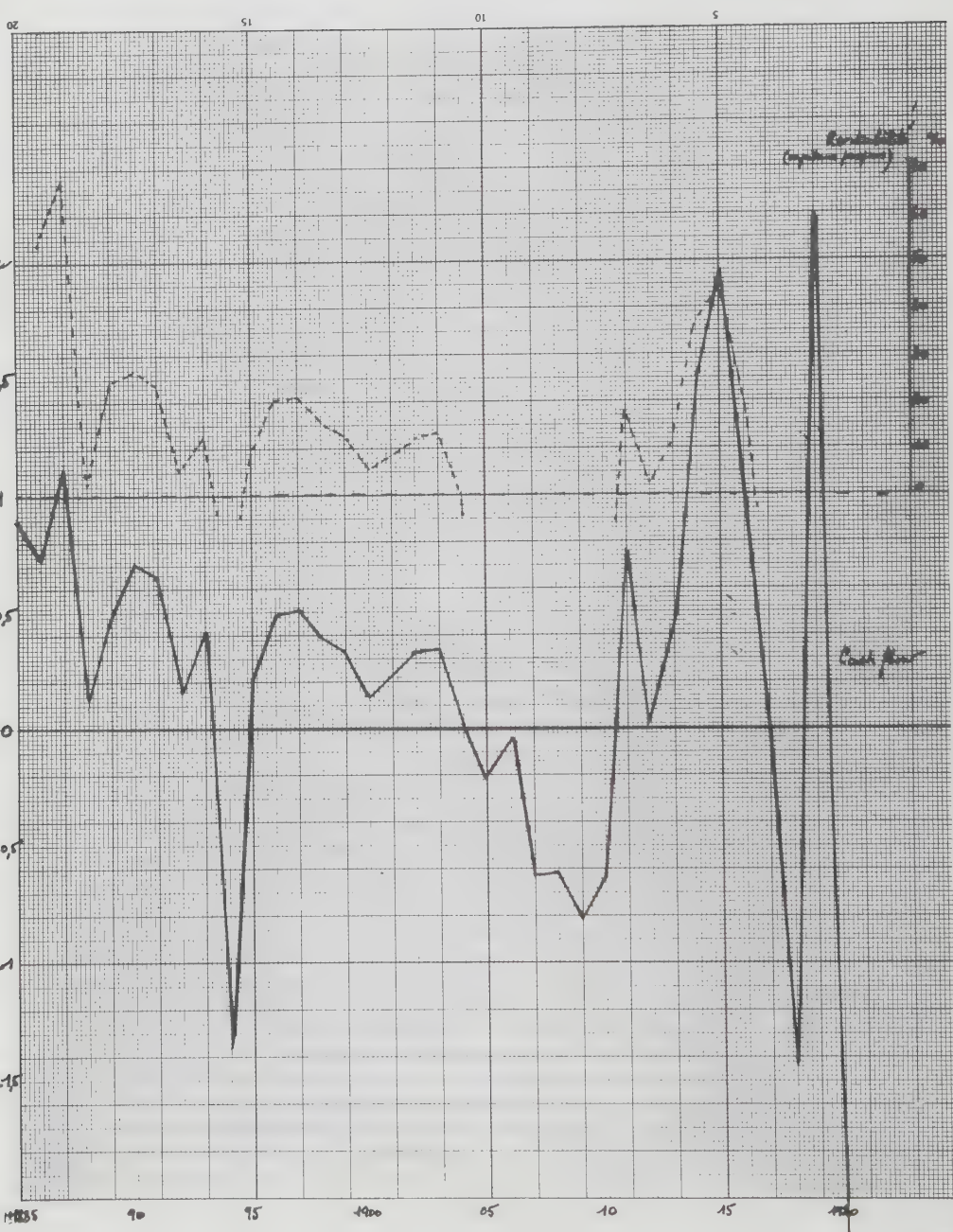
526 - Ibid., Dossier Sucrerie de Bretagne et correspondance Meeus.

GRAPHIQUE N° 13

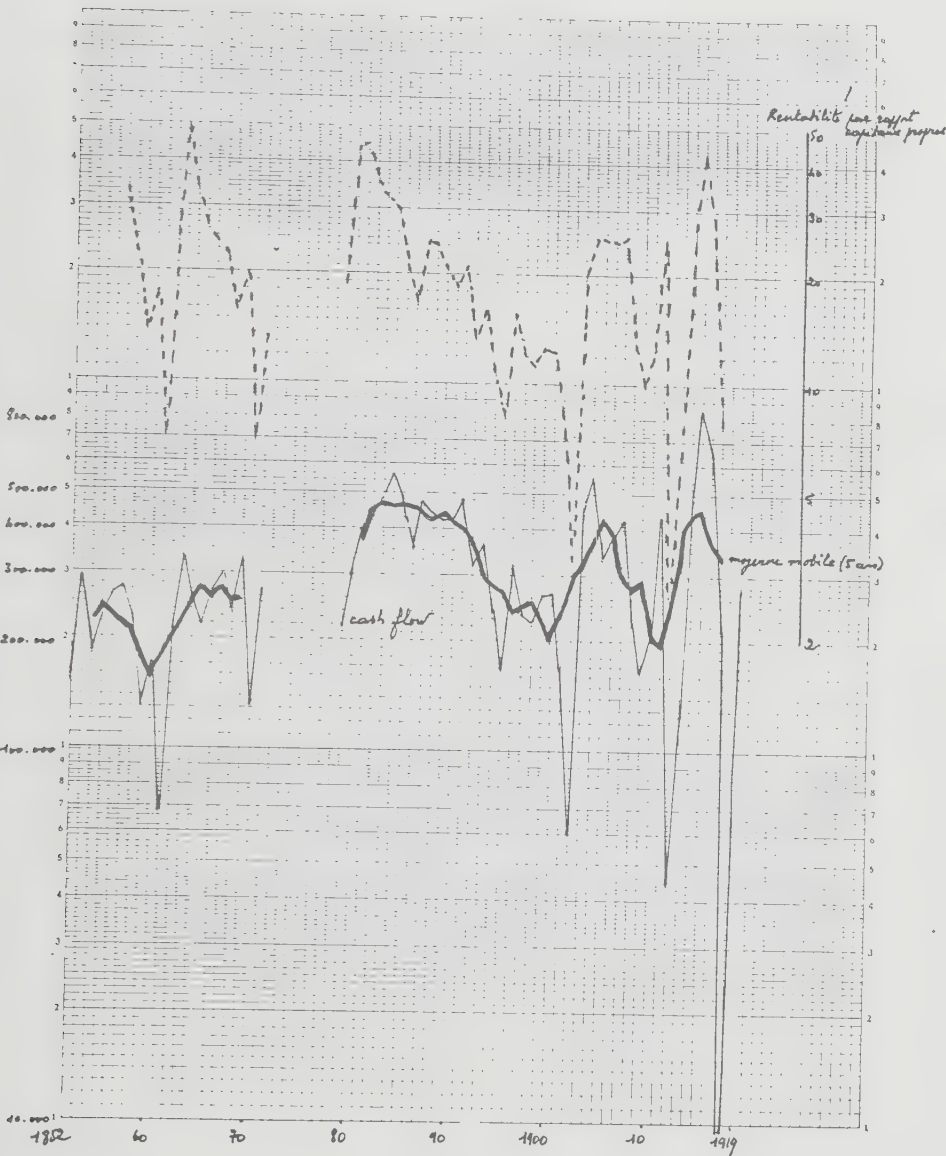
Fonte, frais de fabrication et coefficient de liquidité de la Raffinerie de Chantenay (1885 - 1919)



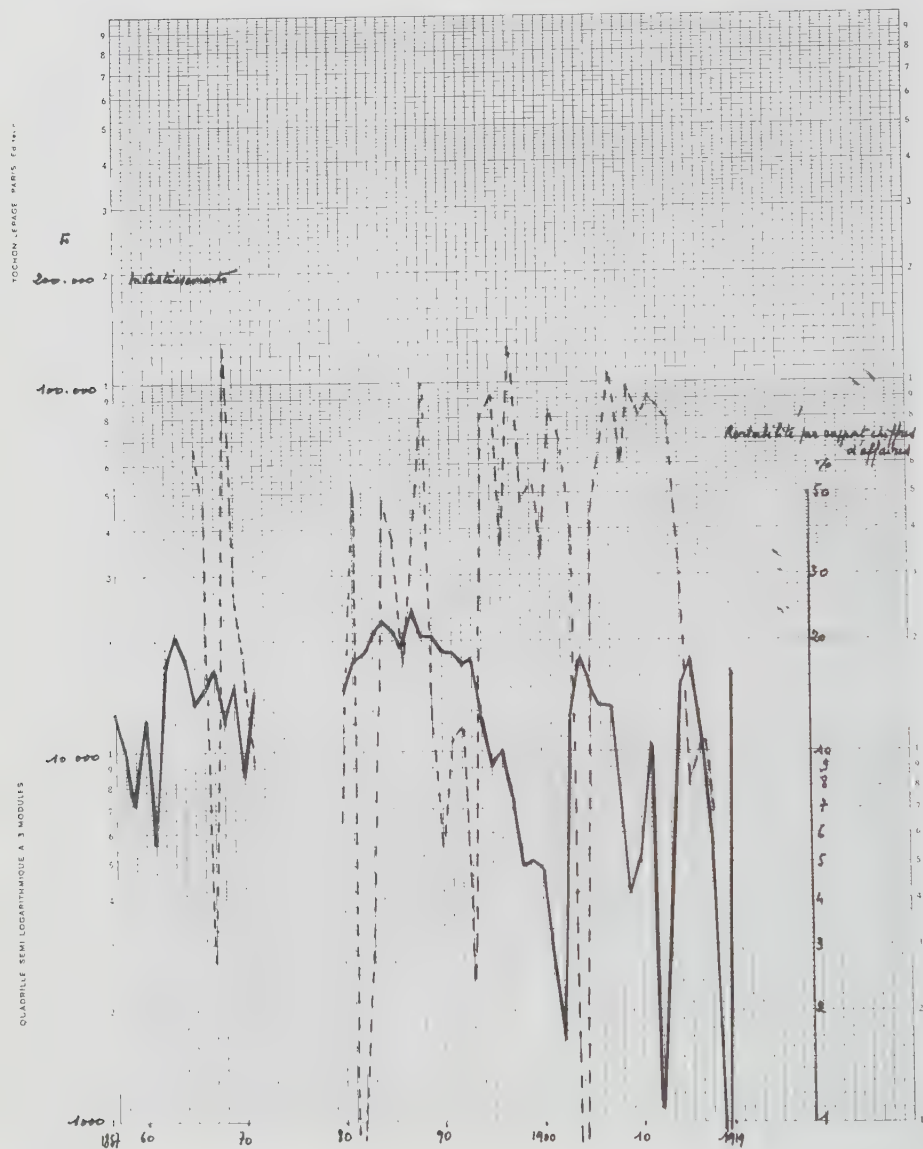
Rentabilité de la Raffinerie de Chantenay (1885 - 1919)



Rentabilité (I) de Cossé-Duval et Cie (1852 - 1919)



Rentabilité (II) et investissement de Cossé-Duval et Cie (1857 - 1919)



LOCALISATION des VENTES de SAINT-LOUIS
et des RAFFINERIES E. ETIENNE et CEZARD



Rayons de vente et principaux dépôts de Saint-Louis (en 1883)

Zone d'action des Raffineries E. Etienne et Cezard (entre 1880 et 1883)

Attaques de Paris

Le RAYON de CHARENTAY de 1884 à 1913



Limites du rayon privilégié - - -

Plus grande extension des ventes . . .

Attaques de Paris
et du Havre

50 100 150 200 km



Tableau n° 13 : PRODUCTION DE LA RAFFINERIE DE CHANTENAY (tonnes)

	Fonte	Raffinés	Vergeoises	Mélasses	Semoules
1885	12.565	9.321	2.874	348	
1886	15.375	11.801	3.116	424	
1887	16.243	12.504	3.329	392	
1888	18.691	14.920	3.228	492	
1889	19.813	15.197	3.875	689	
1890	21.793	17.062	4.284	512	
1891	21.631	16.944	4.053	583	
1892	17.161	13.313	3.419	440	
1893	14.413	11.453	2.532	425	
1894	12.833	10.299	2.176	372	
1895	11.705	9.145	2.184	439	
1896	12.475	9.328	2.662	508	
1897	13.034	10.145	2.506	413	
1898	12.266	10.099	1.177	405	
1899	14.542	11.760	2.352	446	
1900	14.369	11.438	2.516	433	
1901	13.121	10.427	2.371	372	
1902	12.709	10.406	2.131	231	
1903	14.774	12.139	2.424	272	
1904	18.082	14.624	3.168	373	
1905	16.312	13.381	2.605	396	
1906	20.278	16.913	3.225	347	
1907	20.476	16.241	3.919	836	
1908	18.276	14.820	2.752	843	
1909	17.818	14.222	2.562	953	
1910	15.128	13.172	1.602	394	
1911	19.699	17.860	1.122	391	1.896
1912	19.883	18.528	749	509	2.080
1913	26.476	25.769	712	232	1.833
1914	24.664	-	-	-	1.657
1915	23.398	-	-	-	1.238
1916	23.400	-	-	-	294
1917	17.721	-	-	-	-
1918	17.424	-	-	-	-
1919	19.934	-	-	-	-

Source : Inventaires.

(Le travail des semoules n'est pas compris dans la fonte).

Tableau n° 14 : FRAIS DE FABRICATION DE LA RAFFINERIE DE CHANTENAY (100 kg)

1885	6,59 F	1895	7,98	1905	6,71
1886	6,25	1896	7,27	1906	6,37
1887	7,05	1897	6,66	1907	7,56
1888	6,54	1898	7,20	1908	7,99
1889	6,37	1899	6,72	1909	8,96
1890	6,04	1900	7,46	1910	8,41
1891	6,83	1901	7,54	1911	7,12
1892	7,08	1902	7,20	1912	7,04
1893	7,53	1903	6,91	1913	5,50
1894	9,34	1904	6,05		

Source : Inventaires.

Tableau n° 15 : VENTES DE LA RAFFINERIE DE CHANTENAY (tonnes)

	Total	Raffinés	Pilés	Mélasses	Semoules	Candi
(1884	11.192	8.544	2.642	185		
(1885						
1886	14.778	11.184	3.184	408		
1887	15.903	12.184	3.326	392		
1888	18.487	14.970	3.040	476		
1889	19.441	15.382	4.058	743		
1890	21.721	16.970	4.286	465		
1891	21.080	16.838	3.766	475		
1892	17.459	13.203	3.708	547		
1893	14.058	11.145	2.587	365		
1894	12.696	10.129	2.177	388		
1895	12.913	10.334	2.174	404		
1896	12.336	9.205	2.647	483		
1897	13.174	10.074	2.554	544		
1898	12.168	10.019	1.718	429		
1899	14.211	11.583	2.290	337		
1900	14.607	11.659	2.543	403		
1901	12.727	10.210	2.338	177		
1902	12.911	10.256	2.207	447		
1903	14.674	11.935	2.427	311		
1904	18.138	14.811	3.029	297		
1905	16.182	13.222	2.544	415		
1906	19.492	16.024	3.122	345		
1907	21.004	16.888	3.471	645	1.164	
1908	18.592	14.804	2.996	791		
1909	17.815	14.028	2.509	1.278		
1910	17.020	13.293	1.589	422	1.715	
1911	20.916	17.425	1.225	275	1.989	
1912	22.867	19.311	829	538	2.001	
1913	27.798	-	-	-	1.892	
1914	27.294	-	-	-	-	200
1915	24.238	-	-	-	-	-
1916	24.124	-	-	-	-	-
1917	18.163	-	-	-	-	-
1918	16.423	12.544	700	2.534	-	643
1919	19.722	15.507	1.532	1.713	-	970

Source : Inventaires.

Tableau n° 15 a : RENTABILITE DE LA RAFFINERIE DE CHANTENAY (1)

	Capitaux propres	Cash-flow	%	Pertes
1885	?	690.868 F	-	
1886	1.355.388 F	731.864	53,99	
1887	1.656.471	1.118.410	67,51	
1888	2.580.386	126.240	4,89	
1889	1.907.505	469.193	24,59	
1890	2.689.562	704.997	26,21	
1891	2.763.032	656.949	23,77	
1892	2.771.208	153.733	5,54	
1893	3.267.682	407.612	12,47	
1894	3.258.682	-	-	1.368.735
1895	2.361.500	209.999	8,89	
1896	2.430.000	493.597	20,31	
1897	2.405.319	502.989	20,91	
1898	2.566.999	396.735	15,45	
1899	2.584.217	332.976	12,88	
1900	2.641.569	139.778	5,29	
1901	2.674.800	230.221	8,60	
1902	2.708.247	325.812	12,03	
1903	2.764.999	361.116	13,06	
1904	2.873.198	21.501	0,74	
1905	2.905.316	-	-	214.332
1906	3.955.316	-	-	53.044
1907	4.005.316	-	-	635.712
1908	5.005.316	-	-	617.092
1909	4.100.000	-	-	807.317
1910	4.100.000	-	-	622.873
1911	4.149.901	767.932	18,50	
1912	4.252.484	101.718	2,39	
1913	4.266.674	496.846	11,68	
1914	4.056.083	1.502.376	37,04	
1915	4.281.439	1.943.517	45,39	
1916	4.543.499	948.445	20,87	
1917	4.673.017	-	-	39.292
1918	4.706.412	-	-	1.440.624
1919	4.706.412	2.198.524	46,71	
Redressement opéré par le fisc :				
1914		2.337.486	57,62	
1915		3.594.211	83,94	
1916		321.360	7,07	
1917		708.454	15,16	
1918		-	-	1.311.872
1919		4.482.964	95,25	

Sources : Inventaires - A.G. et compte profits et pertes -
Rapport présenté à la commission chargée de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre, Nantes, 29/8/1921.

Tableau n° 15 b : RENTABILITE DE LA RAFFINERIE DE CHANTENAY (II)

Total de l'actif			%	Total de l'actif			%
1886	3.707.364 F	19,74	1903	4.212.131	8,57		
1887	5.061.672	22,09	1904	5.182.805	0,41		
1888	4.459.621	2,83	1905	4.576.241	-		
1889	5.127.317	9,15	1906	7.867.543	-		
1890	6.306.571	11,17	1907	7.198.345	-		
1891	6.723.556	9,77	1908	7.874.313	-		
1892	5.657.670	2,71	1909	7.749.481	-		
1893	6.486.089	6,28	1910	7.691.392	-		
1894	6.935.804	-	1911	10.847.423	7,07		
1895	3.682.049	5,70	1912	9.179.255	1,27		
1896	3.787.372	13,03	1913	10.164.112	4,88		
1897	4.736.540	10,61	1914	10.031.425	14,97		
1898	4.780.821	8,29	1915	9.044.517	21,48		
1899	5.059.292	6,58	1916	8.538.896	11,10		
1900	5.322.781	2,62	1917	9.903.421	-		
1901	4.988.587	4,61	1918	8.905.652	-		
1902	4.795.072	6,79	1919	21.624.877	10,16		

Chiffres d'affaires			%	Chiffres d'affaires			%
1910	11.483.127 F	-	1915	27.337.510	7,10		
1911	14.845.258	5,17	1916	31.592.270	3,00		
1912	17.413.696	0,58	1917	-	-		
1913	18.024.253	2,75	1918	27.657.201	-		
1914	21.123.587	7,11	1919	53.974.666	4,07		

Source : Résumé général de l'opération de raffinage.

Tableau n° 16 : COEFFICIENT DE LIQUIDITE DE LA RAFFINERIE DE CHANTENAY

	Fonds de roulement	Dettes à court terme	%
1885	-	-	-
1886	2.503.365 F	1.600.775 F	156,38
1887	3.627.449	2.350.559	154,32
1888	4.984.200	1.857.025	268,39
1889	3.628.967	2.736.148	132,63
1890	4.768.261	2.944.949	161,91
1891	5.050.880	3.318.895	152,18
1892	3.954.608	2.648.735	149,30
1893	4.785.326	2.771.423	172,66
1894	6.353.379	4.708.488	134,93
1895	2.246.698	1.517.120	148,08
1896	2.020.450	1.133.995	178,17
1897	2.969.618	1.828.476	162,40
1898	2.941.483	1.817.087	161,87
1899	3.174.116	2.175.765	145,88
1900	3.425.150	2.537.570	134,97
1901	3.077.433	2.090.197	173,17
1902	2.882.933	1.777.026	162,23
1903	2.289.179	982.871	232,90
1904	3.205.587	2.099.284	152,69
1905	2.474.905	1.674.933	147,76
1906	5.091.110	3.969.279	128,26
1907	3.680.777	2.826.577	130,22
1908	3.695.121	4.075.083	90,67
1909	3.039.423	4.741.061	64,10
1910	2.538.905	5.712.401	44,44
1911	5.237.793	6.013.631	87,09
1912	3.739.271	4.832.173	77,38
1913	4.307.728	5.426.653	79,38
1914	4.152.710	4.472.965	92,84
1915	4.209.922	3.016.010	139,58
1916	4.241.329	3.131.942	135,42
1917	5.246.745	5.007.773	104,77
1918	5.337.065	5.639.863	94,63
1919	16.588.853	14.719.938	112,69

Source : Bilans.

Tableau n° 17 : COEFFICIENT DE COUVERTURE DES IMMOBILISATIONS DE LA
RAFFINERIE DE CHANTENAY

	Actifs immobilisés	%		Actifs immobilisés	%
1886	1.290.031	105,06	1903	1.922.952	143,78
1887	1.434.223	115,49	1904	1.977.218	145,31
1888	1.475.421	1174,89	1905	2.101.336	138,26
1889	1.498.351	127,30	1906	2.770.433	142,76
1890	1.538.360	174,83	1907	3.517.566	113,86
1891	1.672.676	165,18	1908	4.179.190	119,76
1892	1.702.762	162,74	1909	4.710.037	87,04
1893	1.705.763	191,56	1910	5.152.486	79,57
1894	1.731.122	188,24	1911	5.609.629	73,97
1895	1.731.122	136,41	1912	5.439.984	78,17
1896	1.766.922	137,52	1913	5.856.383	72,85
1897	1.766.922	115,48	1914	5.878.714	69,00
1898	1.839.478	139,55	1915	4.834.595	88,55
1899	1.885.176	137,08	1916	4.297.567	105,72
1900	1.897.631	139,20	1917	4.656.676	100,35
1901	1.911.154	139,95	1918	5.009.211	93,95
1902	1.913.139	141,56	1919	5.036.024	93,45

Source : Bilans.

Tableau n° 18 : AFFECTATION DES RESULTATS DE LA RAFFINERIE DE CHANTENAY

	Bénéfice distribué	Autofinancement		Bénéfice distribué	Autofinancement
1886	525.827 F	238.208 F	1903	184.946	61.730
1887	191.648	936.772	1904	3.900	3.015
1888	107.162	19.078	1905	-	-
1889	403.037	66.156	1906	-	-
1890	605.444	99.653	1907	-	-
1891	564.320	92.629	1908	-	-
1892	131.958	21.675	1909	-	-
1893	350.140	57.472	1910	-	-
1894	-	-	1911	199.038	536.528
1895	-	209.999	1912	78.811	14.189
1896	14.637	424.633	1913	203.912	581.552
1897	280.563	285.574	1914	476.498	1.138.950
1898	260.533	127.224	1915	660.490	1.283.076
1899	273.516	59.459	1916	436.431	129.518
1900	125.138	31.479	1917	205.993	33.394
1901	201.405	45.983	1918	-	-
1902	158.596	46.925	1919	723.992	1.518.012

Sources : A.G. et compte profits et pertes.

Tableau n° 19

a - SUCRES TRAVAILLES PAR G. BILLARD (tonnes)

				Fonte
1907	5.712	1914	6.545	2.472
1908	6.069	1915	7.329	2.965
1909	6.305	1916	6.156	2.554
1910	6.664	1917	2.509	2.446
1911	7.234	1918	1.576	1.556
1912	7.164	1919	1.388	1.388
1913	7.823			

Source : Billard, Comptes généraux (pour la fonte cf aussi tableau n° 20).

b - PRINCIPALES VENTES DE G. BILLARD (tonnes)

	Raffinés	Candis	Semoules	Cristallisés
1907	2.166	1	2.257	1.307
1908	2.216	72	2.274	1.461
1909	2.356	89	2.495	1.399
1910	2.020	120	2.453	1.701
1911	2.272	99	2.518	2.297
1912	2.149	152	2.217	2.639
1913	2.374	174	2.543	2.657
1914	2.519	157	2.183	1.765
1915	2.673	119	1.898	2.211
1916	2.530	136	1.911	886
1917	2.116	201	42	20
1918	1.248	100	-	20
1919	885	210	-	-

c - RESULTATS BRUTS (P)

	Raffinés	Candis	Semoules	Cristallisés	Apioca
1907	17.024	221	4.822	11.208 P	38.779
1908	44.352	13.008	18.733	2.145 P	65.941
1909	14.364	12.528	17.363	628 P	91.884
1910	26.747	10.443	38.870	6.449	86.409
1911	24.253	27.835	58.627	76.785	91.590
1912	8.398	28.952	30.248	15.773 P	69.650
1913	30.321	37.773	24.895	12.721	107.514
1914	217.665	44.386	115.721	47.000	134.436
1915	180.888	23.412	97.513	101.993	157.672
1916	130.434	41.943	127.463	37.560	149.669
1917	56.207	132.965	3.268	2.812	292.351
1918	77.200 P	38.095	-	3.089	328.219
1919	42.741 P	132.039	-	-	305.135

Source : Comptes généraux (P = perte).

d - RESULTATS DE LA RAFFINERIE BILLARD (F)

	Bénéfices nets	Amortisse- ments	Rembour- sements	Cash-flow	Capital engagé	%
1905						
(à partir du 1/9)	31.655	} 6.853				
1906	27.565					
1907	16.468	20.847	29.800	67.115	491.379	13,65
1908	53.095	21.661	30.799	129.510	480.048	26,97
1909	39.691	21.736	53.799	115.226	596.537	19,31
1910	55.260	21.877	25.799	102.936	464.958	22,13
1911	209.072	22.684	33.799	265.555	502.927	52,80
1912	37.512	22.909	26.799	87.220	699.050	12,47
1913	94.138	23.083	10.000	127.221	708.804	17,94
1914	255.312	104.736	-	360.048	1.065.049	33,80
1915	218.018	176.970	-	394.988	1.325.603	29,88
1916	179.653	91.623	(103.345)	376.621	1.665.045	22,49
1917	388.011	54.192	-	442.203	1.318.109	35,54
1918	365.778	56.459	-	422.237	2.244.194	18,81
1919	141.358	34.535	-	175.893	2.111.143	8,33

Sources : Inventaires et comptes généraux.

(Jusqu'en 1913 il a fallu rembourser les dettes contractées en 1905.
Pour 1916, il s'agit d'une réserve spéciale).

Tableau n° 20 : FONTE DES RAFFINERIES DE NANTES (tonnes)

	Chantenay	Cossé-Duval	Pellerin	Corhumel	Billard	Hubert
1903	13.134	2.561	3.373	2.877	1.536	231
1904	16.249	2.331	3.932	3.110	1.851	263
1905	15.362	2.508	3.733	3.004	1.788	234
1906	18.966	3.226	3.812	3.696	2.132	221
1907	19.250	3.726	3.944	3.605	2.112	213
1908	16.225	3.931	3.829	3.642	2.251	120
1909	14.799	4.145	3.898	2.500	2.322	156
1909/1910	14.221	3.937	3.495	2.771	2.142	183
1910/1911	18.910	4.628	3.340	2.957	2.306	165
1911/1912	19.341	4.079	3.104	2.609	2.234	136
1912/1913	23.222	3.996	3.036	2.734	2.550	172
1913/1914	24.952	3.434	3.065	2.407	2.311	177
1914/1915	23.175	3.374	2.819	2.060	2.773	101
1915/1916	22.265	3.935	1.327	1.608	2.646	125

	Raffinerie de l'Ouest	Gicquiau	Gicquiau (agglomérés)	Billard (agglomérés)
1903	3.982	1.330	1.173	1.901
1904	4.369	2.106	469	1.905
1905	752	10	-	2.114
1906	-	-	-	725

Source : S. R. F., Statistiques.

(Les chiffres fournis par le syndicat sont toujours inférieurs à ceux des entreprises).

Tableau n° 21 a - FONTE DES COSSE-DUVAL (tonnes)

1898	2.996	1909	4.296
1899	3.094	1910	4.242
1900	3.093	1911	4.938
1901	-	1912	4.431
1902	-	1913	4.116
1903	-	1914	3.466
1904	3.093	1915	3.869
1905	4.314	1916	3.856
1906	3.655	1917	1.871
1907	3.351	1918	318
1908	4.185	1919	436

Source : Cosse-Duval, Inventaires.

b - VENTES DES COSSE-DUVAL (tonnes)

	Candis	Cristallisés	Pains et cassés	biens et rangés
1906	618	175	216	1.252
1907	734	243	249	1.449
1908	483	134	250	1.773
1909	457	174	254	1.887
1910	553	190	491	1.796
1911	498	216	704	2.425
1912	674	203	309	2.360
1913	571	189	144	2.177
1914	582	200	416	2.211
1915	264	60	229	2.035
1916	212	32	10	1.255
1917	231	77	6	311
1918	361	12	-	1
1919	26	2	6	2

c - STANCIERIE DU CULTEUR (tonnes)

	Candis	Cristallisés	Pains et cassés	biens et rangés
1905	1.000.000	200.600	300.000	1.500.600
1906	1.000.000	170.800	450.000	1.620.800
1907	1.052.378	341.587	470.000	1.863.965
1908	1.000.000	136.110	1.000.000	2.136.110
1909	1.000.000	170.000	1.000.000	2.170.000
1910	1.000.000	193.106	500.000	1.693.106
1911	1.000.000	225.160	1.000.000	2.225.160
1912	900.000	200.000	200.000	1.300.000
1913	800.000	187.704	200.000	1.187.704

Source : Grands livres.

Tableau n° 22 : LES RESULTATS DES COSSE-DUVAL (F)

	Bénéfice distribué	Amortissement	Cash-flow	Capital engagé	%
1852	154.000				
1853	292.122				
1854	182.440				
1855	234.982				
1856	265.688				
1857	267.609	6.131	273.780	820.565	33,36
1858	211.667	10.739	222.406	1.009.615	22,02
1859	121.964	9.745	131.709	944.036	13,95
1860	161.304	9.774	171.078	975.373	17,53
1861	57.413	10.266	67.679	963.455	7,02
1862	187.215	10.311	197.526	773.112	25,54
1863	321.516	10.532	332.048	699.609	47,46
1864	248.545	10.100	258.645	743.334	33,43
1865	204.555	10.021	214.576	799.037	26,85
1866	257.203	11.112	268.315	1.108.179	24,21
1867	287.580	12.251	299.831	1.349.627	22,21
1868	220.868	12.317	233.185	1.505.737	15,48
1869	308.211	16.000	324.211	1.619.582	20,01
1870	111.689	20.128	131.817	1.908.320	6,92
1871	258.842	16.717	275.559	2.065.240	13,34
1879			218.306	1.151.080	18,96
1880	295.923	18.353	314.276	719.564	43,67
1881	386.176	17.765	403.941	908.000	44,48
1882	414.372	19.150	433.522	1.210.405	35,81
1883	466.166	18.352	484.518	1.503.305	32,23
1884	531.517	28.548	560.065	1.859.286	30,12
1885	448.978	31.392	480.370	2.155.478	22,28
1886	334.815	22.300	357.111	2.105.320	16,96
1887	456.008	18.691	474.699	1.930.876	24,58
1888	421.972	18.819	440.791	1.834.530	24,02
1889	406.848	18.540	425.388	2.046.506	20,78
1890	408.294	18.053	426.347	2.283.687	18,66
1891	464.606	17.537	482.143	2.318.326	20,79
1892	297.418	17.537	314.935	2.415.825	13,03
1893	345.368	16.538	361.906	2.141.915	16,89
1894	223.700	15.804	239.504	2.259.818	10,59
1895	146.882	18.875	165.757	2.064.288	8,02
1896	299.879	19.727	319.606	2.036.307	15,69
1897	214.777	21.525	236.302	1.939.896	12,18
1898	199.211	24.909	224.120	2.020.109	11,09
1899	239.379	24.920	264.299	2.114.821	12,49
1900	241.640	26.276	267.916	2.165.180	12,37
1901	139.183	27.358	166.541	2.103.112	7,91
1902	30.920	32.062	62.982	1.944.989	3,23
1903	417.843	31.444	449.287	2.305.110	19,49
1904	247.604	307.999	555.603	2.215.720	25,07
1905	291.062	41.683	332.745	1.500.000	22,18
1906	343.927	35.650	379.597	1.541.683	24,62
1907	383.515	38.327	422.342	1.627.334	25,17
1908	186.274	40.877	227.151	1.614.966	14,06

1909	120.713	42.547	163.260	1.656.395	9,85
1910	165.615	45.462	211.077	1.699.618	12,41
1911	384.731	46.961	431.692	1.732.797	24,91
1912	1.820	43.667	45.487	1.779.659	2,55
1913	75.680	58.043	126.723	1.824.320	6,94
1914	439.432	52.724	492.156	1.875.364	26,24
1915	787.440	53.848	841.288	1.978.088	42,53
1916	582.830	56.997	639.827	2.425.946	26,37
1917	155.197	58.465	213.662	2.775.270	7,69
1918	284.624 P	112.919	-	2.182.225	-
1919	247.507	néant	275.909	2.270.644	12,15

Source : Inventaire. (P = perte)

(Jusqu'en 1904 l'exercice va du 1er février au 31 janvier. A partir de 1905 (11 mois) il coïncide avec l'année civile.

Tableau n° 23 : INVESTISSEMENTS REALISES PAR LES COSSE-DUVAL (F)

1864	néant	1896	36.171
1865	67.246	1897	123.696
1866	46.993	1898	47.495
1867	2.738	1899	53.327
1868	116.626	1900	33.573
1869	25.165	1901	82.983
1870	17.871	1902	68.062
1871	9.114	1903	36.239
		1904	néant
1880	6.429	1905	41.026
1881	54.188	1906	63.620
1882	230	1907	104.127
1883	3.010	1908	60.278
1884	47.723	1909	95.589
1885	36.034	1910	80.179
1886	17.036	1911	90.245
1887	39.714	1912	85.187
1888	99.234	1913	76.150
1889	12.297	1914	32.343
1890	5.571	1915	8.131
1891	10.692	1916	10.502
1892	11.658	1917	6.913
1893	2.416	1918	-
1894	78.911	1919	-
1895	91.036		

Source : Inventaires.

Tableau n° 24 : CHIFFRE D'AFFAIRES ET RENTABILITE CHEZ LES COSSE

Exercices	Chiffre d'affaires	% du cash-flow	Exercices	Chiffre d'affaires	% du cash-flow
1857	2.160.069 F	12,67	1892	1.841.481	17,10
1858	2.349.176	9,46	1893	2.038.907	17,75
1859	1.834.855	7,17	1894	2.001.346	11,96
1860	1.406.490	12,16	1895	1.824.439	9,08
1861	1.207.875	5,60	1896	3.185.324	10,03
1862	1.224.082	16,13	1897	3.242.185	7,28
1863	1.588.849	20,89	1898	4.494.773	4,98
1864	1.436.249	18	1899	5.210.559	5,07
1865	1.595.103	13,45	1900	5.399.407	4,96
1866	1.823.372	14,71	1901	5.335.806	3,12
1867	1.759.810	16,94	1902	3.766.580	1,67
1868	1.994.745	11,68	1903	4.020.886	11,17
1869	2.152.490	15,21	1904	2.953.384	18,81
1870	1.540.301	8,55	1905	2.303.282	14,44
1871	1.909.109	14,43	1906	2.793.808	13,58
			1907	3.177.417	13,29
1880	2.165.316	14,51	1908	3.176.213	7,15
1881	2.327.827	17,35	1909	3.472.627	4,20
1882	2.387.598	18,15	1910	3.840.967	5,49
1883	2.353.634	20,58	1911	4.130.498	10,45
1884	2.460.205	22,76	1912	4.119.067	1,10
1885	2.274.156	21,12	1913	3.221.372	3,13
1886	1.887.326	18,92	1914	3.183.507	15,45
1887	1.945.644	24,39	1915	4.737.811	17,76
1888	2.103.832	20,95	1916	5.996.802	10,66
1889	2.079.467	20,45	1917	3.746.065	5,70
1890	2.251.728	18,93	1918	1.324.089	-
1891	2.547.395	18,92	1919	1.677.158	16,45

CHAPITRE VIII

LE REVEIL DE LA RAFFINERIE A BORDEAUX

1 - Un démarrage tardif

Malgré les pertes subies depuis 1889 et un net recul d'activité en 1894/1895 (cf chapitre III) consécutif à l'incendie de la raffinerie Abrisbat, l'industrie du sucre allait faire peau neuve en quelques années. Tout d'abord le syndicat des Raffineurs a fonctionné comme une véritable assurance à l'égard de la Société Abrisbat (1). Il a réparti momentanément la production de l'usine sinistrée entre ses membres, à charge pour eux de payer 2 F par 100 kg à MM. Abrisbat, Bordes et Cordes qui ont pu ensuite aménager une usine bien outillée (2) dans les bâtiments de l'ancienne distillerie Saint-Rémi rue Achard. Elle disposait de turbines Adant et elle fut la première à Bordeaux à adopter le massage mécanique ce qui réduisit les frais de main-d'oeuvre (3).

Entre temps le raffinage du sucre, peut-être à cause de l'échec de Boutin (4) avait attiré Henri Frugès (5). Né à Grignols en 1833, il dirigeait une maison créée en 1810 par son père, spécialisée dans l'importation des denrées coloniales en gros (café, riz, sucre, etc...). Déjà, dans les années 1870, il exportait des pains de sucre au Sénégal (6) et en 1888, secondé par Pierre Edmond Baronnet (7), il créa une rizerie quai Sainte-Croix. En 1891, sa raffinerie était en construction place du Moulin, mais elle ne fut achevée qu'en 1893. Il possédait des turbines Adant et ne fabriquait que des sciés (8).

En 1898, un ancien courtier, Armand Bertault (9) avait monté une usine d'agglomérés dans des bâtiments en location ; en 1904, il s'installa quai de la Rivière à Tivoli où il fabriqua des sciés avec des cristallisés, d'abord filtrés mécaniquement, ensuite claircés à l'eau, puis, enfin, moulés directement en lingots (10). Malgré des heurts avec Gronier (11), son affaire se développa rapidement. Dès 1902, il était devenu raffineur. Au moment où le feu ravagea la plus grande partie de son établissement, le 8 mars 1910, il employait 180 ouvriers. Chez lui, deux équipes travaillaient jour et nuit ; il pouvait ainsi réduire ou augmenter faci-

lement sa production et utiliser au maximum son matériel (estimé à 300.000 F) (12). Il créa alors la Société A. Bertault & Cie (capital 240.000 F) dont il assumait seul la gestion et à laquelle il fit apport de son fonds de commerce pour une durée illimitée (13).

La permanence des structures caractérise les autres entreprises de Bordeaux. Après la mort d'Henri Frugès, survenue le 22 janvier 1905, son ami Edmond Baronet, qui avait obtenu d'ajouter à son nom celui de Frugès, continua à diriger la Raffinerie du quai Sainte-Croix. En 1913, son fils Henri devint son associé. La société formée à cette occasion devait durer 30 ans. En cas de disparition d'Ed. Baronet, sa veuve et ses ayants-droit ne pourraient exiger leur part de capital qu'à l'expiration de l'association et, seul, Henri Baronet-Frugès conserverait la propriété de la maison de commerce, de la raison sociale et de la clientèle. On sauvegardait ainsi l'entreprise familiale (14).

Quant à la Société Lannelongue, Thébeaux & Cie, elle fut dissoute en décembre 1901 et aussitôt reconstituée pour 3 ans sous la raison Thébeaux, Tessandier & Cie au capital de 825.000 F (15). Edmond Tessandier était ingénieur des Arts et Métiers. Avec son frère Georges, il forma en 1904, après le retrait de Thébeaux, la Société Ed. Tessandier & Cie (16).

Ainsi en quelques années on a assisté à un véritable démarrage de la raffinerie et de 1898 à 1913, la fonte a plus que doublé.

	Fonte (tonnes) (17)			
	Abribat Gordes Bordes & Cie	Lannelongue Thébeaux & Cie puis Tessandier & Cie	Frugès	Bertault
1898	5.100	4.400	4.400	-
1903	5.106	5.431	5.809	517
1904	6.256	6.666	6.802	967
1905	5.467	4.419	6.180	2.446
1906	6.035	6.683	7.218	2.316
1907	6.722	7.970	7.658	2.136
1908	6.201	6.503	7.619	1.744
1909	6.018	7.821	7.753	2.174
1909-1910	5.358	9.349	8.101	608
1910-1911	5.379	8.789	8.265	3.001
1911-1912	5.203	8.157	8.407	4.016
1912-1913	5.885	9.236	9.198	5.935
1913-1914	5.704	7.863	8.498	6.443
1914-1915	5.044	5.422	6.190	3.527
1915-1916	4.350	3.283	6.941	1.861

Toutefois, la maison Abribat a perdu du terrain avant la guerre et les progrès les plus spectaculaires ont été réalisés par Bertault qui

transformait aussi beaucoup de sucre brut en semoules.

L'exportation a joué un grand rôle dans l'essor de la raffinerie de Bordeaux (cf chapitre IV).

Raffinés exportés (tonnes) (18)

Période	Quantités	Moyenne annuelle
1892-1896	6.258	1.251
1897-1901	15.087	3.017
1902-1906	21.711	4.342
1907-1911	28.234	5.656
1912-1913	13.822	6.911

Pour les débouchés, le marché sud-américain était définitivement perdu, mais l'Afrique Noire, les Antilles et même l'Angleterre absorbaient de plus en plus de sucre bordelais. Le négoce et surtout la maison Maurel et Prom, servait les intérêts de la raffinerie locale, sans d'ailleurs lui réserver le monopole de ses ordres. Au contraire, il lui opposait volontiers Saint-Louis et Chantenay (19). Il vendait alors en moyenne 10.000 tonnes de sucre en Afrique (20). En 1913, Bordeaux a exporté 8.291 tonnes de raffinés et de vergeoises, dont 4.832 tonnes expédiées au Sénégal, 1.851 en Algérie, 102 en Tunisie et 158 en Angleterre (21).

Ed. Tessandier, en particulier, avait fait de gros efforts pour conquérir de nouveaux débouchés (22).

Ventes de Tessandier à l'exportation (kg)

	pains	autres sortes	total
1905	741.678	381.979	1.123.657
1906	1.528.302	488.033	2.016.335
1907	1.999.298	658.022	2.657.320
1908	2.523.500	663.075	3.186.575
1909	3.266.448	860.260	4.126.708

En 5 ans il avait presque quadruplé ses ventes, et il estimait pouvoir exporter 7.000 à 8.000 tonnes en 1910, par suite de la demande croissante de sucre sur les côtes de l'Afrique Occidentale (23). C'était, il est vrai, la seule raffinerie de Bordeaux à fabriquer toutes les variétés de pains. Ceux-ci allaient de 200 gr à 12 kg - aussi bien en grain fin qu'en gros grain, et il s'était spécialisé dans les sortes destinées à l'Afrique Noire, et ses marques - les premières introduites - y faisaient prime.

Toutefois, Ed. Tessandier manquait de capitaux pour pouvoir satisfaire tous ses clients. En effet, il recevait par cable de gros ordres qu'il devait charger dans les délais les plus courts. Il lui fallait donc avoir des stocks et produire en même temps très rapidement, ce qui n'était

pas toujours possible, car il ne pouvait pas immobiliser des stocks importants de brut, aussi il ne travaillait au maximum de sa capacité que par intermittence.

Aux Antilles, Tessandier avait expédié de fortes quantités de sucre jusqu'au cataclysme qui avait ravagé la Martinique, et ses pains y étaient encore les plus appréciés. En Algérie, il vendait beaucoup de pains de 5 à 6 kg, car ce type échappait à la concurrence que Paris et le Nord faisaient à Marseille sur les sucres cassés et les déchets (24). Il y envoyait aussi de petits pains, gros grain, destinés à être transportés par caravanes dans les oasis. De toute façon, ses expéditions étaient irrégulières ; de même, il a négligé le débouché marocain et tunisien, faute de capitaux pour produire davantage.

Chez Tessandier, comme chez ses confrères, l'outillage en place aurait permis d'augmenter le travail, mais les fonds de roulement étaient insuffisants. L'Afrique offrait cependant de larges perspectives. Ainsi, en vendant meilleur marché que les Belges et Say, Aribat s'était implanté à Boma près de Matadi (25).

Cependant, beaucoup plus qu'à l'exportation, c'est au système des détaxes de distance instauré en 1897 que les raffineries de Bordeaux ont dû leur progrès, car, en quelques années, le sucre indigène est devenu leur aliment essentiel (cf tableau n° 5 c).

Sucre indigène acquitté à Bordeaux (%)

1897	17,13	1906	76,35
1898	35,14	1907	78,15
1899	61,06	1908	43,12
1900	?	1909	61,39
1901	73,55	1910	32,73
1902	73,67	1911	72,32
1903	68,02	1912	63,77
1904	?	1913	16,87
1905	96,45		

Source : Tableau général du commerce et de la navigation. Notices.

En 1901, la consommation et la raffinerie se sont partagé 4.682 tonnes de sucre colonial sur les 6.533 reçues par le port (Guadeloupe : 1.453 - Martinique : 5.021 - Réunion : 52) (26). Par contre, en 1913, le sucre de canne venait surtout de La Guadeloupe (4.165 tonnes). La Martinique en avait expédié 2.411 et La Réunion 1.208 (27). Paradoxalement, les négociants de Bordeaux continuaient surtout à approvisionner Nantes et Marseille. Dès 1891, puis de nouveau en 1902, ils avaient réclamé la création d'un entrepôt de sucre indigène. Il s'agissait, en fait, de remettre en application le décret du 16 juillet 1857 qui était resté lettre

morte. Ils critiquaient, en effet, le monopole des raffineurs qui jouissaient de l'entrepôt fictif dans leur usine. Le décret du 3 avril 1913 autorisa finalement l'établissement de cet entrepôt (28).

Cependant, pour toucher la détaxe de distance, il fallait exporter, ou subir la loi des Parisiens. Ainsi, pendant la campagne 1906-1907, les raffineurs de Bordeaux ont bénéficié de la détaxe sur 17.792 tonnes de sucre indigène et, pendant la même période, ils n'avaient exporté que 5.537 tonnes de raffinés ; aussi les obligations relatives, au surplus des sucres soumissionnés avaient été apurées au moyen de certificats achetés à la raffinerie de Paris (29), d'où la pression exercée sur Frugès par ce biais en 1901 (30). A Bordeaux comme à Nantes, on a toujours vécu dans la crainte de voir substituer au système "à l'équivalent" le système dit "à l'identique".

Il est certain que le dynamisme de Bordeaux inquiétait les raffineurs de la capitale engagés dans une lutte sans merci contre Béghin et Bouchon. Les Bordelais s'étaient taillé une solide clientèle dans le Sud-Ouest où ils avaient stoppé une offensive de Chantenay. Celle-ci avait commencé en avril 1911. Meeus vendait dans leur région aussi bon marché que Tessandier et même Béghin, quitte à perdre 0,50 à 1 F pendant quelques mois (31). Après deux ans de sacrifices et quelques succès, il ne réussit pas à se maintenir car les Bordelais offraient leurs sucres à des prix si réduits que Chantenay ne pouvait les suivre à moins de perdre encore de l'argent (32).

Cependant, ce réveil n'était pas sans aléas. En décembre 1909, les frères Tessandier déposèrent leur bilan (33). Depuis l'été les raffineurs s'étaient fait une concurrence acharnée, car ils croyaient à une brusque baisse du raffiné. Ils ont donc cherché à liquider leurs stocks pour ne pas subir sur ceux-ci une perte sèche trop grande. L'offre massive a entraîné de nouvelles baisses puisqu'ils vendaient à livrer à des cours plus bas qu'en disponible et qu'ils recherchaient partout des ordres.

Tessandier a suivi le mouvement et surtout il n'a pas arrêté les prix des sucres qu'il avait en stock ou qu'il achetait, ni, d'ailleurs, celui du brut qu'il transformait, escomptant toujours la baisse. Or Santa-Maria est intervenu sur le marché pour accaparer le blanc n° 3 des Magasins et Entrepôts Généraux de Paris afin d'étrangler le découvert. Aussi, en août et septembre, le brut a valu 2 à 3 F de plus que celui travaillé par le raffineur de Bordeaux.

Au lieu de liquider ses engagements, il a - mal conseillé - reporté sur la campagne suivante l'équivalent des quantités qu'il aurait dû

arrêter à la fin de la campagne 1908-1909, mais la hausse ayant pris des proportions énormes, il a été dans l'impossibilité de continuer cette opération. Il avait alors vendu 300.000 sacs (qu'il ne possédait pas) à 30 F les 100 kg. Pour dénouer son arbitrage, il devait donc subir la loi de Santa-Maria et acheter plus cher qu'il n'avait vendu. Cela représentait au minimum une différence de 2 M qu'il ne pouvait verser (34). Il entraîna dans sa chute un courtier parisien, M. Massuet qui vint à Bordeaux et qui à son retour se suicida (35). Tessandier lui devait 1,5 M (36).

Les frères Tessandier s'étaient lancés dans une spéculation imprudente avec les trop faibles moyens d'une petite affaire, car ils n'étaient même pas propriétaires des bâtiments de leur raffinerie qui appartenaient, avec une partie du matériel, aux héritiers Plantade et David. Ils avaient voulu, aussi, tout faire en même temps, développer l'exportation et moderniser leur usine. En 1908, ils avaient changé toutes les machines, en service pour la plupart, depuis un demi-siècle, ce qui les obligeait à jeter les pains pour produire du sucre cassé. Ce procédé coûteux rendait la lutte impossible contre les concurrents. Ces investissements avaient été onéreux (700.000 F) et la mise au point de la nouvelle installation difficile car la main-d'œuvre s'était mal adaptée aux transformations. "La raffinerie étant une industrie où les tours de main occupent une place prépondérante, leur entrée est interdite, la plupart du temps, aux constructeurs eux-mêmes. Chacun règle les machines à sa façon, en s'efforçant de garder ses secrets de fabrication. En outre, lorsqu'il s'agit de dresser un personnel, on se bute à des difficultés très nombreuses, sans compter la résistance et le mauvais vouloir que cause chez l'ouvrier la crainte de voir diminuer la main-d'œuvre. Le sabotage occulte vient miner l'industriel et rend encore plus onéreux la mise au point" reconnaît ait Tessandier.

Le handicap de Tessandier était d'ordre financier. Dans une raffinerie, pour avoir des frais généraux normaux, le travail devait être régulier, mais cela nécessitait des approvisionnements importants en sucre brut. Les sucres coloniaux, les plus avantageux, devaient être achetés longtemps à l'avance et on les recevait par quantités très fortes pendant les mois de fabrication. De mars à mai, parfois jusqu'en juin on stockait ainsi le sucre des Antilles mis en œuvre jusqu'à la fin de septembre, et cela représentait un capital immobilisé relativement considérable. Pour recevoir les cargaisons et pour warranter les sucres dont on n'avait pas immédiatement l'emploi, les banques prêtaient un concours qui

se cantonnait toujours à d'étroites limites. Le rythme du travail dépendait donc du crédit à court terme qu'elles consentaient. Comme les ventes n'absorbaient pas de façon mathématique la production, il aurait fallu accumuler à certains moments des stocks de raffiné pour répondre à toutes les demandes. La raffinerie Tessandier ne pouvait le faire. Aussi, quand les ordres étaient nombreux, on y poussait la fonte jusqu'à 38.000 - 40.000 kg par jour et quelquefois on allait même jusqu'à 45.000 kg, mais l'usine n'avait jamais pu conserver longtemps ce rythme de marche par suite du manque de sucre brut.

Presque toutes les ressources étaient absorbées par le travail des pains. La vente a-t-elle été vraiment rémunératrice en Afrique Noire ? Le négoce n'a-t-il pas accaparé l'essentiel des profits ? De même, en Algérie, Tessandier vendait ses pains de 6 kg 3 F au-dessous du prix pratiqué par Chantenay (37). Il ne produisait que 7.000 kg de sucre cassé par jour, alors qu'il aurait pu en placer 10.000 kg de plus. Comme les autres raffineurs n'arrivaient pas non plus à satisfaire la demande de sucre en morceaux, Paris, Nantes et le Nord livraient ce que Bordeaux ne pouvait pas produire. Tessandier possédait 25 dépôts dans les villes du Sud-Ouest, mais ce qui comptait, c'était l'importance des stocks. Les acheteurs allant toujours chez celui qui leur fournissait immédiatement ce dont ils avaient besoin, Tessandier ne disposait pas partout des stocks voulus, d'où une désaffection de la clientèle.

De même, il n'arrivait pas à fabriquer suffisamment de semoules. Par rapport au brut, elles se vendaient alors avec un écart de 2 à 3 F par 100 (38). Le gain était donc facile, mais il fallait avoir de grands approvisionnements pour bien laisser sécher les cristallisés avant de les employer, sinon leur rendement n'était pas favorable. Il fallait aussi les choisir avec soin (tous ne convenaient pas) et les faire venir du Nord par vapeur et en grosse quantité pour que leur transformation puisse donner du bénéfice. Ainsi, les structures familiales de la raffinerie Tessandier empêchaient une exploitation rentable de l'entreprise. Les banques ne pouvaient pas prendre le risque d'aider une telle affaire.

Les frères Tessandier évitèrent la faillite et ils continuèrent à gérer leur établissement sous le contrôle d'un liquidateur judiciaire - tout en essayant de former une S.A. au capital de 1,5 M : la Raffinerie Sainte-Croix (Anciens Etablissements Ed. Tessandier & Cie) (39). Ils ne réussirent pas à convaincre les capitalistes bordelais et, en 1913, leurs créanciers décidèrent de vendre leur fonds de commerce et d'industrie (40). Aucun acquéreur ne se présenta (41) et ce n'est qu'en octobre

1914 qu'Armand Bertault l'acheta (42). Ainsi, une concentration s'esquis-
sait enfin, mais dans un certain malaise. En effet, les raffineurs de
Bordeaux ne vendaient presque plus rien à la consommation (à cause de la
concurrence de Paris et du Nord) et ils s'arrachaient, grâce à des bais-
ses de prix, tous les ordres d'exportation (43).

Le gros effort fait par Bordeaux aboutissait ainsi à une sorte
d'essoufflement. Frugès et Bertault conservaient néanmoins des atouts,
mais la guerre stoppa très vite le développement du raffinage.

2 - La guerre et ses conséquences

A Bordeaux, les difficultés ont commencé dès la campagne 1914-
1915. A. Bertault a considérablement diminué sa fonte. Pendant la guerre,
le port a reçu d'énormes quantités de brut pour le compte du ravitaille-
ment. Cela n'empêcha pas les raffineurs de manquer de sucre et de charbon.
Enfin, comme l'écart de raffinage fixé par l'Etat était trop faible pour
eux, ils ont perdu de l'argent ; ainsi, à diverses reprises, ils ont ar-
rêté leur travail pendant plusieurs mois (44). A. Bertault se contenta de
fabriquer des agglomérés dans l'usine de Sainte-Croix, et celle de Saint-
Rémi, qui avait été souvent réquisitionnée par le gouvernement, ferma ses
portes en avril 1918 (45). Dès 1917, l'exportation avait cessé et pour
les livraisons à la consommation, on avait assigné à Bordeaux un rayon
limité qui correspondait aux positions les plus solidement tenues en 1913
(46).

Livraisons des raffineries de février à novembre 1917 (kg)

	Abribat	Bertault	Frugès
Gironde	1.676.154	2.022.392	2.016.155
Landes, Basses-Pyrénées	791.520	1.678.400	1.658.380
Gers, Hautes-Pyrénées			
Lot-et-Garonne, Ariège			
	2.467.676	3.720.792	3.674.535

En 10 mois la Gironde avait absorbé plus de 50 % des ventes, mais
il faut considérer que Bordeaux n'a approvisionné le Gers, les Hautes-
Pyrénées, le Lot-et-Garonne et l'Ariège qu'à partir du 1er septembre (47).
La réduction de travail du 1/3 a augmenté les prix de revient et, sans

succès, Bordes a demandé la liberté de fonte pour les petits raffineurs (48). Le renouvellement du matériel ne fut pas assuré et Frugès rechercha en vain deux turbines Adant (49).

A Bordeaux, la S.A. de Saint-Rémi prit, en juin 1919, la suite des affaires de la Société Abribat, Cordes, Bordes & Cie (50). Elle disposait d'un capital de 2 M (divisé en 4.000 actions de 500 F). Mais, après l'acquisition de la raffinerie (51) mise rapidement en état de fonctionner, le conseil d'administration - qui réunissait MM. Joseph Besse, l'importateur de sucre brut, président, J. Bordes, administrateur-délégué, E. Baronet-Frugès, Ed. Châtel, commissionnaire à Paris, Emile Delor, Jean-Octave Dupuy, Gustave Lafon, négociants à Bordeaux et enfin, le courtier Amédée Labaylle - estima qu'il n'y avait pas lieu de reprendre le travail, la vente de sucre raffiné libre étant trop restreinte (52).

Ce n'est qu'en avril 1920, les approvisionnements en sucre brut étant jugés suffisants, que Saint-Rémi remarqua (l'usine était arrêtée depuis 1918). Le premier exercice se termina par un bénéfice de 540.014 F (53). La raffinerie, avec ses 140 ouvriers, pouvait alors fondre 7 à 8.000 tonnes de sucre (54). Cependant, dès août 1921, le bruit courait à Nantes que Say s'était rendue acquéreur des usines de Saint-Rémi, Tivoli et Sainte-Croix, et qu'une offre aurait été faite à Ed. Baronet-Frugès qui avait demandé un prix trop élevé pour être accepté (55). Effectivement, Say acheta, en mars 1922, Saint-Rémi (56), mais sa tentative d'implantation se limita alors à cette transaction.

Après le décès d'A. Bertault, le 12 mars 1921, son gendre et ses petits-fils avaient continué l'exploitation des raffineries de Tivoli et Sainte-Croix, sous la raison sociale Guignier-Bertault et fils (57). En mars 1927, Ed. Baronet-Frugès et son fils avaient formé la S.A. Henri Frugès au capital de 8 M (16.000 actions de 500 F) (58). Le dénouement se produisit en juin 1929. La S.A. Henri Frugès fit apport à la Société des Raffineries et Sucreries Say, à titre de fusion, de la totalité de son actif et de son passif (59). Dans le rapport du conseil d'administration de Say du 27 décembre 1929, on lit qu'elle était "dans une situation périlleuse" due à la concurrence de Saint-Rémi, dont la fonte, depuis 1922, était passée de 20 à 200 tonnes par jour (60). De leur côté, les Guignier-Bertault abandonnaient aussi à la grande société parisienne les raffineries de Tivoli et de Sainte-Croix (61). Say n'utilisa que l'usine de Saint-Rémi - les autres furent démantelées.

X

X X

Le raffinage du sucre à Bordeaux n'était plus qu'un rouage du groupe Say. Cet épilogue apparaît comme la conclusion logique d'un long passé d'individualisme qui avait refusé, après la guerre, de prendre conscience des véritables rapports de force et d'arriver à une concentration pourtant nécessaire. Elle avait fini par se faire, mais sous la direction de Paris.

CHAPITRE VIII

NOTES

- 1 - Méditerranée, CA, 15/3/1894.
- 2 - J.F.S., 19/2/1900, La Ville de Bordeaux s'était opposée à une reconstruction rue Sainte-Croix (La Gironde, 24/1/1894).
- 3 - LOPES DIAZ, op. cit., p. 94.
- 4 - Boutin n'avait pas réussi à mettre sur pied une société pour reprendre l'exploitation de son usine sinistrée (cf Raffinerie du Sud-Ouest, société en commandite par actions au capital de 1,5 M (3.000 actions de 500 F) créée pour 10 ans sous la raison sociale Boutin, Bosselut & Cie, BN, Série W, Statuts.
- 5 - Pap. Bobin, Historique H. Frugès - J. et B. Guérin, op. cit., p 306.
- 6 - CC Bordeaux, E.P.L.M., lettres des 5/2 et 6/3/1874.
- 7 - J. et B. Guérin, op. cit., p. 44, Né à Bordeaux en 1849, il est devenu le fondé de pouvoir, puis l'associé de Frugès.
- 8 - S.I.C., 9/12/1891 - LOPES DIAZ, op. cit., p. 94 - Chantenay, Paret à C. Hebert, 20/7/1895.
- 9 - A. et B. GUERIN, op. cit., p. 74.
- 10 - LOPES DIAZ, op. cit., p. 94.
- 11 - AN F 12 6987 A, lettre du 6/7/1899 (plainte de Bertault contre Gronier)
- 12 - La Gironde, 29/3/1919.
- 13 - Petites Affiches de la Gironde, 8/1/1911 (Me Peyrelongue, 24/12/1910), Ibid., 12/1/1911 (Me Peyrelongue, 24/12/1910), constitution de société). A. Bertault apportait le matériel de la raffinerie (190.000 F) et un commanditaire, 50.000 F en numéraire.
- 14 - Ibid., 19/6/1913, Me Blondeau, 31/5/1913.
- 15 - Ibid., 31/12/1901, Me Langlois, 18 et 19/12/1901, Dissolution,- Ibid., Me Langlois, 18 et 19/12/1901, Société Thébeaux, Tessandier Thébeaux (200.000 F), Tessandier (200.000 F), commanditaires (425.000 F).
- 16 - Ibid., 24/1/1905, Me Langlois, 27 et 28/12/1904, Dissolution - Ibid., Me Langlois, 27 et 28/12/1904, Société Ed. Tessandier & Cie. Elle était gérée par les frères Tessandier. Leur mise était de 300.000 F et celle des commanditaires de 525.000 F.
- 17 - Chantenay, Accord entre les raffineries de Nantes et de Bordeaux pour la répartition des frais du procès, 30/9/1898, - S.R.F., Statistiques.
- 18 - Sources : LOPES DIAZ, op. cit., p. 95,- Tableau général du commerce et de la navigation.

- 19 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 16/5/1911, Meeus a disputé à Saint-Louis une commande de 100.000 kg pour le Soudan à l'ordre de Maurel et Prom, et ne l'a obtenue qu'en baissant son prix de 1,25 F par 100 kg.- Ibid., Meeus à Lemesle, 30/11/1910, Il s'est rendu à Bordeaux pour visiter les maisons qui faisaient des affaires avec le Sénégal et voir son nouvel agent, longtemps associé avec un représentant de Frugès et qui connaissait bien toute la clientèle de ce dernier.
- 20 - Ibid., Meeus à Lemesle, 4/12/1911.
- 21 - LOISY, op. cit., P. 226.
- 22 - Pap. Bobin, Projet ayant pour but l'exploitation de la Raffinerie Tessandier, 1910.
- 23 - Ibid., Projet de la S.A. de la Raffinerie de Sucre Edmond Tessandier, 1910.
- 24 - De Bordeaux on obtenait des frets avantageux grâce à l'arrimage facile des sucres logés en sacs et au fait que les navires n'avaient guère que des fûts vides à transporter.
- 25 - CC Marseille, Matadi, 30/3/1905.
- 26 - HUYARD, op. cit., pp. 8 - 10.
- 27 - LOISY, op. cit., p. 225.
- 28 - CC Bordeaux, E.F.L.M., En particulier la pétition du 16/12/1902.
- 29 - S.I.C., 14/7/1908.
- 30 - Cf Chapitre IV.
- 31 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 22/4/1911.
- 32 - Ibid., Meeus à Lemesle, 4/6/1913.
- 33 - Ibid., Meeus à Lemesle, 2/11/1909, Dès novembre, des bruits de faillite couraient à Nantes - La Gironde, 4/1/1910, la liquidation judiciaire a été prononcée le 3 janvier 1910. Tessandier a tenté de justifier ses spéculations in : Projet de la S.A. de la Raffinerie de Sucre Edmond Tessandier.
- 34 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 5/1/1910.
- 35 - Le Temps, 7/1/1910.
- 36 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 4/1/1910.
- 37 - Ibid., Meeus à Lemesle, 4/1/1910.
- 38 - Les frais se montaient à 0,25 F.
- 39 - Pap. Bobin, Statuts. Raffinerie Sainte-Croix (Anciens Etablissements Ed. Tessandier & Cie. Pour désintéresser la liquidation, il fallait 1,2 M (250.000 F pour le matériel et le fonds de commerce et 950.000 F pour les approvisionnements). Ed. Tessandier ne prévoyait que 300.000 F pour faire face à l'achat des sucres. C'était peu, aussi il pensait porter très vite le capital à 2 M. En ce qui concerne les frais de fabrication, il prévoyait 4,40 F par 100 kg.

Frais généraux pour une fonte de 12.000 tonnes (F)

Main-d'oeuvre	{ hommes 144.000		report	339.000
	{ femmes 90.000	Impositions		25.000
Assurances	{ accidents 7.000	Charbons		100.000
	{ incendie 20.000	Divers		30.000
Bureau	60.000	Amortissements &	}	35.000
Loyers	18.000	Perfectionnements		
	<u>339.000</u>			<u>529.000</u>

- 40 - J.F.S., 19/2/1913, Mise à prix 100.000 F (Me Peyrelongue, 11/3/1913).
Chantenay, Meeus à Lemesle, 12/3/1913.
- 41 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 31/7/1913.
- 42 - Petites Affiches de la Gironde, 8/11/1914, Me Peyrelongue, 28/10/1914.
- 43 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 26/3/1914.
- 44 - P. COURTEAULT, La vie économique à Bordeaux pendant la guerre, p. 23.
- 45 - J.F.S., 11/6/1920.
- 46 - AD G 1 M 1188.
- 47 - Cf Chapitre IV.
- 48 - S.R.F., AG, 13/3/1917.
- 49 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 27/7/1917.
- 50 - Petites Affiches de la Gironde, 17/10/1919. - Pap. Bobin, circulaire, 24/6/1919, Me Brossier, "Dépôt d'un a.s.s.p. du 15/3/1919 ; ibid., Me Brossier, 16/6/1919, Souscription des actions ; ibid., Me Brossier, 24/6/1919, Constitution définitive de la S.A. de Saint-Rémi.
- 51 - Ibid., 8/7/1919, Me Brossier, 25/6/1919.
- 52 - Pap. Bobin, AG, 22/4/1921.
- 53 - Répartition des bénéfices :
- | | |
|---|---------------------|
| provision contre la baisse éventuelle des cours | 217.012,50 F |
| amortissements | 45.000 - |
| solde (réserve légale - intérêts et dividende) | <u>278.001,81 -</u> |
| | 540.014,31 F |
- 54 - J.F.S., 11/6/1920.
- 55 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 4/8/1921.
- 56 - Petites Affiches de la Gironde, 16/4/1922, Me Viénot, 30/3/1922.
- 57 - Pap. Bobin, lettre circulaire du 25/7/1923.
- 58 - Ibid., Statuts 1927, Petites Affiches de la Gironde, 13/4/1927.-
Me Sibille, 19/3/1927.
- 59 - Bulletin des Annonces Légales, 16/12/1929, Me Viénot, Dépôt a.s.s.p.,
21/6/1929.
- 60 - Say, AG, 27/12/1929.
- 61 - Bulletin des Annonces Légales, 16/12/1929, Me Viénot, Dépôt a.s.s.p.,
1/7/1929.

CHAPITRE IX

LA CROISSANCE DE LA RAFFINERIE DE MARSEILLE (1865-1920)

En 1865, en pleine crise, s'amorce un nouveau départ du raffinage du sucre à Marseille. Ce relèvement s'est opéré en trois temps. En décembre 1865, la S.A.R.L. des Raffineries de la Méditerranée a réuni l'exploitation des anciennes usines Massot et Rostand, et, en novembre 1867, la S.A. de la Raffinerie de Saint-Louis a remis en marche la raffinerie Em-sens. Dans l'intervalle, Auguste Lafon, en janvier 1866, avait remplacé A. Maurin à la tête de Saint-Charles, mais, en octobre 1868, Alexandre Bousquet lui succéda avec l'espoir de créer bientôt une nouvelle société anonyme.

1 - Les nouvelles structures

A - La création des entreprises.

La fondation des Raffineries de la Méditerranée (décembre 1865).

A partir de juin 1865, le sort de la raffinerie Rostand a occupé tous les esprits à Marseille. Dès juillet les principaux créanciers cherchaient encore à sauver l'affaire et leur choix se porta sur A. Grandval pour organiser une nouvelle société (1). Delahante proposa même à celui-ci l'aide de la Société Générale pour constituer une S.A.R.L. (2), avec Camille Clerc pour la direction industrielle (3). Malgré d'amicales pressions (4), A. Grandval se déroba, mettant en avant des raisons de santé et l'engagement pris à l'égard de Ch. Rostand de ne pas se livrer au raffinage du sucre pendant 15 ans. Il semble surtout qu'il craignait les critiques d'une opinion publique qui voyait assez mal la succession de Ch. Rostand assumée par un Grandval (5).

D'autres projets se sont alors ébauchés. A la Bourse, on a murmuré le nom de Joseph Clerc et de Constant Say (6). Mais l'on savait aussi qu'un groupe de négociants et de financiers marseillais avait l'intention de pousser les enchères. En effet, au sein du conseil de surveillance de

la raffinerie Massot, l'idée de "réunir dans des mains prudentes et expérimentées les raffineries de la place d'Aix et du Boulevard National" a fait son chemin (7). Marius et Louis Massot, Hilarion Roux, Laurent Deonna, Armand de Saint-Alary avec l'aide d'Amédée Armand et d'un grand brasseur d'affaires, Louis Sarlin, étaient décidés à acquérir l'établissement de Ch. Rostand. Le 18 novembre 1865 l'usine fut achetée 2.850.000 F par L. Sarlin (8).

La S.A.R.L. des Raffineries de la Méditerranée a été définitivement constituée le 14 décembre 1865 avec un capital de 8.500.000 F divisé en 17.000 actions de 500 F (9).

Répartition du capital

Apports : Usine Massot	3.000.000 F	6.000
Usine Rostand (Louis Sarlin)	3.100.000	6.200
Total	6.100.000	12.200

Souscriptions en numéraire

Banque Commerciale de Genève	940.000	1.880
Société Massot fils	1.100.000	2.200
Amédée Armand	110.000	220
Laurent Deonna	50.000	100
Hilarion Roux	50.000	100
Armand de Saint-Alary	50.000	100
Jules Deville	50.000	100
Adolphe Chappon	50.000	100
Total	2.400.000	4.800
Total général	8.500.000 F	17.000

En 1865, la Banque Commerciale de Genève a revendu quelques centaines de titres à la Bourse, L. Sarlin a cédé 2.200 actions à la Société Massot (10) qui, au moment de sa dissolution, distribua toutes les siennes aux anciens actionnaires. Peu à peu l'assise capitaliste de la société s'est élargie. En mars 1867, 70 actionnaires avec 8.843 titres assistaient à la première assemblée générale (11). Quatorze ans plus tard, celle de mars 1881, en réunissait 332 avec 11.296 actions ; cependant à cette époque, trois familles détenaient encore plus du tiers du capital de la société (12). Le marché financier marseillais a accueilli avec faveur les Raffineries de la Méditerranée car leur cours s'est tenu, en 1866, constamment au-dessus du pair. Cette confiance s'explique surtout par la personnalité des promoteurs de l'affaire. Laurent Deonna présidait le conseil d'administration et il était secondé par Amédée Armand (13).

Né à Marseille le 31 mai 1807, A. Armand s'était destiné à la carrière d'avocat, mais il l'abandonna très vite pour le négoce et l'in-

dustrie. En 1833, on le trouvait en Sicile dans le commerce du soufre, et il monta une société commanditée par la banque Lafitte tout en créant pour son propre compte une maison de commission à Palerme. En 1839, il s'intéressa au charbon et fonda la société des Mines du Rocher Bleu sous la raison sociale Michel, Armand et Cie. Ensuite de la commission, il a glissé à l'armement, et du charbon à la métallurgie, car il a fondé en 1847 les Forges de la Capelette. En 1853 il était au centre des négociations qui aboutirent à la formation de la Société des Forges de la Méditerranée. En 1855 il commanditait la Société des Ciments et Chaux hydrauliques de la Valentine. Enfin, il a participé au lancement de toutes les grandes affaires marseillaises : Cie des Docks et Entrepôts de Marseille en 1859, Société Marseillaise de Crédit et Société de Transports Maritimes à Vapeur en 1865.

Le banquier Hilarion Roux de Fraissinet tout en s'intéressant aux mines métalliques et de charbon, aux chemins de fer, aux assurances, siégeait aussi dans les conseils d'administration de la Cie des Docks et Entrepôts de Marseille et de la Société Marseillaise de Crédit. Adolphe Chappon était un des plus importants commissionnaires en sucre de la place et Armand de Saint-Alary représentait dans l'affaire les intérêts de la maison J. Deville, Saint-Alary & Cie. Enfin, les frères Massot s'occupaient de la gestion de la société ; Louis Massot s'est vu confier la direction de la partie commerciale, et Marius Massot fut chargé de la fabrication (14). Avec les Raffineries de la Méditerranée qui pouvaient fondre plus de 200.000 kg de sucre par jour, Marseille possédait en 1865 la plus importante raffinerie de sucre de France.

La formation de la S.A. de la Raffinerie de Saint-Louis (décembre 1866-novembre 1867).

En 1867, la réouverture de la raffinerie de Saint-Louis, qui avait interrompu sa fonte après la faillite de Fl. Emsens, a renforcé encore le potentiel de la raffinerie marseillaise qui totalisait alors quatre grands établissements en activité. L'investissement considérable que représentait Saint-Louis a tenté des négociants et des capitalistes. L'usine d'abord proposée pour 1 M, puis pour 700.000 F, a été achetée le 18 décembre 1866 pour le compte d'Henri Bergasse, de Joseph Bonnasse, de Pierre Carteirade et de Victor Julien (15).

Les dirigeants des Raffineries de la Méditerranée se sont divisés sur l'attitude à adopter. L. Massot a engagé des pourparlers avec J. Grandval qui était tout disposé à acheter et à rétrocéder Saint-Louis, mais les

négociations ont traîné sans résultat jusqu'à la vente. Après celle-ci, L. Sarlin proposait de racheter l'usine aux acquéreurs en accord avec A. Lafon, le gérant de Saint-Charles. La majorité du conseil d'administration se prononça contre ce projet (16). La plupart des administrateurs, surtout A. Armand, estimaient que le temps travaillait pour eux et pensaient qu'un jour ou l'autre, on leur ferait des offres de cession. Ils craignaient aussi de trop favoriser A. Lafon en s'associant avec lui pour exploiter ou fermer la raffinerie de la route d'Aix. M. Massot souligna, en effet, que Lafon avait profité de la faillite d'Emsens pour porter sa fonte de 80.000 à 100.000 kg par jour, et qu'il risquait, si Saint-Louis disparaissait, de l'augmenter encore (17). Toutefois l'abstention des Raffineries de la Méditerranée fut certainement due à la faiblesse de leur fonds de roulement, car, pour traiter 150.000 à 200.000 kg de sucre brut par jour, les frères Massot devaient solliciter l'aide des banques. Au début de 1867, L. Massot, toujours prudent, signala qu'un recours trop massif au crédit était dangereux et il proposa au conseil d'administration de diminuer la fonte des usines - dans ces conditions, un nouvel appel aux banques pour le rachat de Saint-Louis était exclu (18).

D'ailleurs, dès décembre 1866, Henri Bergasse, J. Bonnasse, P. Carteirade et V. Jullien ont décidé d'exploiter l'établissement qu'ils venaient d'acheter. Cependant la S.A. de la Raffinerie de Saint-Louis ne fut constituée que le 22 août 1867, avec un capital social de 3 M (19). Cette lenteur à mettre sur pied la nouvelle entreprise s'expliquait par le malaise suscité par les faillites Rostand, Emsens, et les difficultés d'A. Maurin à Saint-Charles. A côté d'H. Bergasse, de J. Bonnasse, de P. Carteirade et de V. Jullien, Gavoty de Philémon, Louis Beaudoin et Charles Salles ont participé à la fondation de l'affaire. Tous ces hommes jouissaient d'une solide réputation d'honnêteté et d'efficacité sur la place, mais parmi eux se détachait Henri Bergasse, le premier grand patron de Saint-Louis, un des plus actifs entrepreneurs du capitalisme marseillais (20).

Au XVI^e siècle, des Bergasse se livraient au commerce et rassemblaient des terres dans la région de Tarascon-sur-Ariège. Vers 1730, Joachim Bergasse quitta le comté de Foix pour Lyon où il s'établit marchand. Son fils aîné, Henri-Joachim, fonda en 1775 à Marseille une maison qui se spécialisa dans l'exportation des vins du Languedoc et de Provence dans les pays du Nord. Son fils, Henri Bergasse, lui succéda à la tête de ce négoce qui traversa assez péniblement le début du XIX^e siècle, mais en 1828, l'avenir de l'affaire était assuré ; elle fut alors transformée en

société en commandite par actions.

Quant à Henri Bergasse le créateur de Saint-Louis, il était né à Marseille le 14 juin 1821. Il n'a pas achevé ses études classiques au Lycée, car, dès 16 ans, il commença son apprentissage commercial dans la maison Puget. En 1840, il partit pour Londres où il resta six mois. Court séjour certes, mais qui fut pour lui une révélation. Tout en perfectionnant son anglais, il assimila les méthodes de gestion utilisées là-bas, et surtout il s'est pénétré de l'esprit pratique anglo-saxon. A son retour, il entra dans la maison paternelle. Sous son impulsion la société H. Bergasse & Cie, sans abandonner l'exportation des vins, se consacra davantage à des opérations de commission sur les denrées coloniales. Elle noua des relations avec l'Inde, la Chine, les Iles de l'Océan Indien et l'Amérique du Sud. En 1853, H. Bergasse succéda à son père comme gérant. Il se tourna alors vers l'armement au long-cours.

En 1859, sa vocation de grand industriel et financier s'est précisée, car on le trouve parmi les fondateurs de la Compagnie des Docks et Entrepôts de Marseille. En 1865, il participe à la création de la Société Générale de Transport Maritime à Vapeur et à celle de la Société Marseillaise de Crédit. En 1863, il a été placé à la tête du premier conseil de surveillance de la raffinerie Ch. Rostand. En 1867, il est devenu président du conseil d'administration de Saint-Louis. Chaque matin, pendant de longues années, après un coup d'oeil jeté aux intérêts de la société Bergasse, il s'est rendu de la rue Impériale à la rue Paradis, siéger dans ces conseils où il rencontrait presque toujours les mêmes hommes. L'interpénétration des affaires, grâce à leurs administrateurs, était déjà un des éléments originaux du capitalisme marseillais.

Les autres fondateurs appartenaient presque tous aux grandes dynasties bourgeoises de la ville. Joseph Bonnasse, comme H. Bergasse, devait sa réussite à lui-même (21). Il était originaire du Var. Son père, Jean-Gaspard Bonnasse vivait de ses terres et du négoce, mais il eut dix enfants et dès 16 ans J. Bonnasse se plaça chez un drapier de Marseille. En 1821, grâce à un petit héritage, il créa une banque qui prospéra. C'était la première fois que la Banque Bonnasse, et celle fondée par Charles Salles en 1865, apportaient leur concours à une affaire industrielle. L. Beaudoin exerçait le métier de courtier. P. Carteirade était chef d'atelier de serrurerie. V. Jullien vendait des sucres ; quant à Ch. Gavoty, c'était un tanneur de Brignoles qui possédait aussi d'importants vignobles (22).

H. Bergasse, J. Bonnasse, P. Carteirade et V. Jullien apportaient à la nouvelle société la raffinerie de la route d'Aix pour 1.300.000 F. En échange, ils recevaient 2.600 actions de 500 F entièrement libérées ; 3.000 actions, soit 1.700.000 F furent souscrites en numéraires pour 22 personnes (23). Cependant l'assise capitaliste de Saint-Louis, comparée à celle des Raffineries de La Méditerranée, reste étroite avec 26 actionnaires. Aux fondateurs se sont ajoutés quelques négociants amis, le plus important exportateur de sucre raffiné de Marseille, Adolphe Courtot, et trois banquiers : Olivieri, futur administrateur, E. Rondel, de la banque Droche-Robin & Cie, A. Couturier, du Crédit Foncier Colonial, ancien directeur de l'agence parisienne de l'European Bank. Jusqu'en 1879, Saint-Louis est demeurée une société anonyme très fermée, et ses titres ont rarement été cotés en bourse, tandis que ceux des Raffineries de la Méditerranée ont donné lieu dès 1866, à des transactions étoffées.

La répartition des profits n'offrait pas de notable différence dans les deux entreprises. Le montant des amortissements et des réserves était fixé par le conseil d'administration. Après le prélèvement de l'intérêt de 5 % du capital, le solde des bénéfices était partagé à La Méditerranée entre les administrateurs : 10 %, les fondateurs : 20 % et les actionnaires : 70 %, tandis qu'à Saint-Louis, les fondateurs touchaient 20 % et les actionnaires 80 %. Toutefois, si l'on considère la seule structure du fonds social, le capital de Saint-Louis était mieux équilibré que celui des Raffineries de La Méditerranée. En effet, l'usine de la route d'Aix inscrite dans le premier bilan pour 1.300.000 F valait plus de 3 M (24), et pour traiter un peu plus de 20.000 tonnes de sucre la société disposait d'un fonds de roulement de 1.700.000 F. Par contre, les Raffineries de La Méditerranée avait une trop grande partie de leur capital immobilisée dans leurs deux usines (6.100.000 F) et le fonds de roulement n'atteignait que 2.400.000 F pour un travail théorique de 60.000 tonnes.

À Saint-Louis, la fonte des premiers sucres commença le 21 novembre 1867. Après l'assemblée générale constitutive tenue le 5 septembre, celle du 3 octobre a mis aussi en place le conseil d'administration composé de MM. Bergasse, Falles, Baudoïn, Bonnasse, Carteirade, Cassard, Gavoty, Jullien, Olivieri, banque (Loulé). Le 3 octobre, le conseil nomma deux administrateurs délégués : Cassard pour la fabrication, et Olivieri pour la gestion commerciale (25). Deux difficultés ont retardé la mise en marche de l'usine. Un grave différend opposa tout d'abord H. Bergasse à Olivieri qui avait acheté, en accord avec Cassard, d'importantes quantités de sucre sans consulter le conseil comme le préoyaient les statuts.

H. Bergasse, toujours marqué par son passage au conseil de surveillance de la raffinerie Rostand, a exigé le respect scrupuleux de l'acte de société et a défendu d'une façon nette une direction collégiale et un contrôle étroit de l'activité des administrateurs délégués. Mécontent, Olivieri démissionna à la fin d'octobre ; H. Bergasse et Ch. Salles assumèrent alors la direction commerciale (26). D'autre part, le conseil éprouva des difficultés pour réunir une caution de douane suffisante pour le paiement des droits, mais après le départ d'Olivieri plusieurs négociants se sont portés garants de la société (27). Rien ne s'opposait plus au démarrage.

Le sauvetage de la raffinerie de Saint-Charles (1868).

La reconstruction de la raffinerie de Marseille s'est terminée en 1868 par la réorganisation de la Raffinerie A. Lafon par Alexandre Bousquet. C'était un épicier en gros de Montpellier, soutenu par le crédit de la maison Comolet de Sète (28). Il proposa aux actionnaires le 18 juin 1868, de verser dans la caisse de la société 608.750 F contre la remise de 2.435 actions de 500 F. Lafon abandonna 1.044 titres et les actionnaires 1.391 ; de plus, l'ancien gérant fournissait en espèces 496.000 F à la nouvelle exploitation. Devant certaines réticences A. Bousquet précisa son plan en juillet (29), il écarta l'augmentation de capital et se prononça pour la réduction de la valeur donnée à l'usine. Il pensait que la société pouvait fonctionner avec un capital de 2 M (600.000 F pour la raffinerie et 1.400.000 F pour le fonds de roulement) ; ainsi, n'ayant plus à desservir qu'un capital mort insignifiant, il deviendrait possible de constituer, sur les bénéfices, une forte réserve, et, si les circonstances y obligeaient, on pouvait réduire temporairement le travail "sans grand dommage" (30). Les actionnaires hésitaient encore à suivre Bousquet, car compter 600.000 F, ce qui revenait à 3 M, leur paraissait inacceptable.

L'accord définitif n'eut lieu qu'en octobre (31). On réduisit le capital à 3.500.000 F. C'était un compromis. La raffinerie de Saint-Charles conservait une valeur de 2.500.000 F. Quant à Bousquet, il compléta avec Lafon le fonds social. L'assemblée générale du 15 octobre 1868 approuva l'arrangement et nomma un conseil de surveillance composé de négociants (32). La société mise sur pied ne répondait pas exactement aux désirs d'A. Bousquet, qui aurait préféré une société anonyme et, surtout, des immobilisations moins lourdes, mais la reprise des affaires qui se dessinait porta sans doute le futur gérant à la conciliation. Enfin on tenta de remettre en marche la raffinerie Roux et Bernabo (33).

La fusion de Saint-Louis et de Saint-Charles (1872)

Le 21 mars 1871, A. Bousquet est décédé en laissant derrière lui un outil viable et des commanditaires désemparés. En 1869, il avait entamé le capital, mais l'exercice 1870 se soldait par un bénéfice de 894.004 F (34), vite englouti d'ailleurs par le nouveau gérant, Jacques Comolet. Avec un fonds de roulement réduit et des statuts qui empêchaient la formation d'une société anonyme, la dissolution s'imposait (35).

Saint-Charles est devenu alors l'objet de marchandages entre les actionnaires et les concurrents d'hier. Saint-Louis et les hommes de La Méditerranée s'observaient et faisaient des propositions. D'un côté, avec l'aide de Pastré, Grandval et Zafiropoulo, on jetait les bases d'une société "soeur" dirigée par les Massot et A. Grandval (36). On repoussait donc toute idée de fusion. H. Bergasse, lui, offrait l'achat et l'union étroite des deux établissements dans la même société (37). Pour Saint-Louis, l'enjeu était vital : si Saint-Charles échappait à son contrôle, le monopole de la Méditerranée risquait de devenir une réalité dans un avenir proche (38). Le 31 octobre, H. Bergasse triomphait. Les liquidateurs de Saint-Charles signaient un traité d'apport (39). On leur remettait 2.000 actions de 500 F entièrement libérées, mais estimées à 600 F (cours moyen de la Bourse). Pour chaque titre, les actionnaires de Bousquet pouvaient aussi réclamer ce montant de 600 F. Pour solder son acquisition, Saint-Louis a augmenté son capital de 1 M (par émission de 2.000 actions nouvelles) et, à partir du 1er janvier 1872, elle a pris le nom de S.A. des Raffineries de Saint-Louis (40). L. Massot pouvait minimiser le succès d'H. Bergasse (41), mais l'évidence s'imposait : Saint-Charles avait coûté plus de 3 M et Saint-Louis se l'appropriait pour 1 M. Cependant 1.829 actions sont restées en portefeuille, car les actionnaires de Bousquet se sont dérobés. Pour éviter une dépréciation, on ne les a pas vendues en Bourse. On les céda aux actionnaires de Saint-Louis.

B - La mutation des structures des sociétés dans les années 1880.

Ce premier renforcement des structures n'a pas suffi. Aussi Saint-Louis en 1878 et la Méditerranée en 1881 se sont donnés de nouveaux moyens pour se défendre contre Paris.

La Société Nouvelle des Raffineries de Saint-Louis (décembre 1878).

Il ne faut pas chercher dans la situation de Saint-Louis en dé-

cembre 1878 la cause de la formation de la Société Nouvelle des Raffineries de Saint-Louis : l'exercice en cours promettait de solides bénéfices. Il s'agissait surtout du rapprochement de deux groupes d'hommes qui voulaient unir leurs efforts pour donner à l'entreprise une assise financière plus large et une plus grande puissance (42). D'un côté se trouvaient A. Armand, A. Féraud, E. Darier, A. Rey, Th. Roccofort, soutenus par la Société Marseillaise de Crédit ; de l'autre, ceux qui assumaient la responsabilité de la firme : H. Bergasse, Ch. Gavoty, V. Jullien, J. Bonnasse. Le décès de Carteirade et la démission de Beaudoin avait d'ailleurs affaibli leur équipe, car ils ne parvenaient pas à mettre sur pied un nouveau comité de direction (43). A l'origine on leur avait proposé l'achat pur et simple de Saint-Louis - ce qui risquait de porter atteinte à leurs intérêts. Ils firent des réserves et le groupe Armand finit par consentir à se charger de la totalité de la situation industrielle et commerciale (à l'exception, bien entendu, des valeurs de caisse, portefeuille et créances diverses). Il acceptait aussi de réserver 5/8 du capital aux anciens actionnaires.

Quant aux raisons profondes du choix des dirigeants de Saint-Louis, elles apparaissent assez clairement. Après la perte enregistrée en 1877, un certain pessimisme s'était répandu chez eux : "La situation de l'industrie du raffinage n'est plus ce qu'elle était il y a quelques années, on ne peut plus compter pour l'avenir sur des résultats égaux à ceux du passé", déclarait H. Bergasse en novembre 1878 (44). En effet, la concurrence de la raffinerie Parisienne et la croissance de l'industrie sucrière européenne lui fermaient de nombreux débouchés. Surtout son fonds de roulement demeurait insuffisant et, seule, l'aide de la Société Marseillaise de Crédit lui avait permis de franchir le mauvais cap de l'exercice 1877. Définitivement constituée le 30 décembre 1878 (45), la nouvelle société possédait un capital de 4 M. On avait estimé les apports à 2,5 M (5.000 actions de 500 F) et 3.000 actions en numéraire avaient été souscrites par les trente personnes. Elles appartenaient toutes au monde du négoce et de la banque.

Le conseil d'administration était composé de 11 membres : MM. Armand (président), Bergasse (vice-président), Féraud (46), Gavoty père et fils, Jullien, Pondel, Bonnasse père et fils, Rey, Girard. Les quatre premiers administrateurs formaient le comité de direction et un secrétaire-général, Paul Desbief, les aidait dans leur tâche. Ce dernier était né à La Canée en 1850 et avait passé son enfance en Grèce, puis il a vécu à partir de 1862 à Marseille. Après son baccalauréat, il travailla dans une

maison d'armement. Cousin éloigné d'H. Bergasse, il entra à Saint-Louis en mars 1871. Successivement chef de la correspondance, puis des bureaux, sa nomination au poste-clé de secrétaire-général consacrait sa réussite et sa compétence (47).

Quelques actionnaires ont contesté la nécessité d'une dissolution anticipée de l'affaire, sans résultat d'ailleurs. Ils savaient fort bien que l'opération aboutissait en fait à un amortissement accéléré de l'outil. En effet, la valeur-bilan des usines passait de 3.702.549 F à 2.500.000 F. La liquidation des marchandises n'avait donné que 2.960.000 F, soit 5.460.000 F pour l'actif liquidé de l'ancienne société. Normalement, on aurait dû répartir 6.481.796 F (montant du capital et des réserves), mais le plein de fabrique avait été cédé à l'amiable à un prix inférieur à sa valeur réelle. On obtenait ainsi une différence d'un peu plus de 1 M qui représentait l'amortissement indirect. La faiblesse du fonds de roulement (1.500.000 F) qui pouvait surprendre, était donc relative, car le comité de direction avait la certitude de retrouver plus tard une masse de manœuvre plus large (48).

La Société Nouvelle des Raffineries de La Méditerranée (avril 1881).

La réorganisation des structures de Saint-Louis allait obliger à leur tour les dirigeants de La Méditerranée à transformer les bases de leur entreprise pour sauvegarder leur position. Leur énorme capital de 8,5 M pesait dangereusement sur la gestion financière de l'affaire. Il fallait verser chaque année 425.000 F d'intérêt. Quant à la raffinerie de la porte d'Aix, fermée et en partie démantelée, elle apparaissait cependant au bilan avec une valeur de 2.841.609 F. On ne pouvait donc songer à l'amortir. En novembre 1879, à l'instigation d'A. Grandval, le conseil d'administration avait envisagé de réduire le capital à 4.250.000 F en remboursant la moitié du prix des actions (49). Mais Sarlin, appuyé par Hilarion Roux et Boyer, a demandé que l'on protège les droits des fondateurs. Le projet n'avait donc pas abouti (50).

Cependant, en mars 1881, la Société Nouvelle des Raffineries de La Méditerranée voyait le jour (51). Les gros bénéfices réalisés en 1879 et 1880 avaient grandement favorisé l'idée d'une réduction de capital (52). Sur le plan financier on a procédé ainsi :

1. Capital

usines	6.661.956,75 F	}	1.838.043,25 F
fonds de roulement	1.648.043,25		
prix de vente de			
la distillerie	190.000,--		
	8.500.000,-- F		

2. Disponibilités

fonds de roulement	1.838.043,25 F
réserves	699.920,03
fonds d'amortissement	2.098.750,22
	4.636.713,50 F
bénéfice exercice 1880	1.267.815,35
	5.904.528,85 F

3. Valeur des apports

raffinerie		
Boulevard National	2.000.000,-- F	} 2.600.000 F
raffinerie		
Place d'Aix	300.000,-- F	} 2.600.000 F
fabrique de noir	300.000,-- F	

soit (2 + 3) 8.504.528,85 F

On a vendu à forfait pour 5,9 M l'actif de l'ancienne société à la société anonyme en formation et on lui apportait les usines pour 2,6 M. Les droits des fondateurs sur les bénéfices étaient réduits à 10 % et ils ne s'exerçaient plus que sur un capital de 4,250 M (8.500 actions de 500 F). Les membres du conseil d'administration s'étaient engagés à souscrire 3.300 actions en numéraire. Elles devaient ensuite être remboursées par le fonds de liquidation. Ainsi les actionnaires touchaient 5,9 M et pouvaient prétendre à 1 action nouvelle pour deux anciennes. L'ensemble de la réorganisation fut approuvé à une très large majorité (53).

Comme pour Saint-Louis, les produits accumulés servaient en fait à un amortissement extraordinaire des usines qui s'effectuait en apparence aux dépens des actionnaires. Mais on ne pouvait assurer l'avenir de l'entreprise qu'à ce prix. Pourtant l'opération apparaissait moins bonne pour La Méditerranée, car la raffinerie de la place d'Aix n'était plus en état de fonctionner, tandis qu'à Saint-Louis tout le matériel amorti restait créateur de richesse. Des divergences existaient aussi dans la gestion des affaires. La Méditerranée n'avait qu'un seul administrateur délégué, Gabriel Boyer (54) et elle n'avait plus de liens spéciaux avec les banques marseillaises, car elle utilisait alors les services du Comptoir d'Escompte de Paris (55).

L'opération faite par La Méditerranée était surtout comptable. Les mêmes hommes se retrouvaient à la tête de l'affaire tandis qu'à Saint-Louis des hommes nouveaux ont secondé les efforts d'A. Armand - décédé en 1881 - et d'H. Bergasse, qui lui a succédé à la tête du conseil. Depuis septembre 1880, Maurice Desbief (56), ingénieur civil, assumait la direc-

tion des deux usines à la place de Paret (57). Né à la Canée le 16 janvier 1853, il est entré à Saint-Louis comme chimiste en janvier 1876 ; en juillet, il est nommé chef de fabrication et l'année suivante directeur technique de Saint-Charles. Son frère Paul, dès mars 1881, entrait au conseil, puis devenait administrateur délégué et membre du comité de direction (58). En fait, la gestion de Saint-Louis lui incombait sous le contrôle de Bergasse, Gavoty père et Féraud.

Sur le plan financier, Saint-Louis a su aussi se donner des moyens car les disponibilités se révélèrent vite insuffisantes pour faire face aux débours permanents qu'exigeait l'approvisionnement des raffineries. Les administrateurs et les banques amies comme la Société Marseillaise de Crédit et Aynard & Rüffer de Londres, ne marchandèrent pas leur aide. Mais on a préféré mettre le capital de la société en rapport avec son activité (59). En août 1881, le conseil a donc pris l'initiative de porter le fonds social à 6 M et on a offert aux actionnaires 1 action de 500 F pour 2 avec une prime de 250 F qui devait grossir d'un million les réserves (60).

C - La direction des entreprises jusqu'en 1920.

La personnalité d'H. Bergasse a continué de dominer l'histoire de Saint-Louis (61). Royaliste et catholique militant il s'était tenu à l'écart du Second Empire et, après la mort du comte de Chambord, il se rallia au comte de Paris. Sous la IIIe République, il refusa, par principe, la légion d'honneur. Il participait toujours aux oeuvres catholiques et sociales de Saint-Vincent-de-Paul et de Saint-Laurent. Son travail quotidien était un véritable sacerdoce et le mot Dieu était toujours associé aux bulletins de victoire de Saint-Louis. L'homme était d'une générosité proverbiale. Chez lui, le sens des affaires se mêlait à une charité qu'il voulait universelle. Malade, pressé d'interrompre certaines de ses activités, il répondait : "C'est grâce aux situations que vous voulez me faire abandonner que je parviens à tirer d'affaires nombre de gens qui ont recours à moi, il m'arrivera ce que Dieu voudra, mais je ne m'en déchargerai pas". Ce portrait d'H. Bergasse est sans doute idéalisé, mais il révèle, néanmoins, un état d'esprit.

Dans les années 1890, l'activité d'H. Bergasse demeurait prodigieuse. Présent aux Docks de Marseille, à la Société Immobilière, dans les produits chimiques, les charbonnages, les huileries et les affaires

coloniales, il manifestait surtout un vif intérêt pour les Raffineries de Saint-Louis, la Société Marseillaise de Crédit et les Transports Maritimes à Vapeur où il se sentait vraiment chez lui. Chaque matin, après un coup d'oeil aux affaires de sa propre maison, il passait au siège de ces sociétés pour présider un conseil ou discuter avec les membres des comités de direction. Partout demandé, il fut nommé, bien malgré lui, administrateur des Messageries Maritimes et des Forges et Chantiers de la Gironde. Il avait le don et le talent d'indiquer la bonne solution. Il ne s'embarrassait pas de détails. Seules les vues larges qui ouvraient des perspectives retenaient son attention.

Homme du passé par ses goûts, son idéal des valeurs, tout en étant en avance sur son temps par sa conception de la gestion de l'entreprise, il restait à l'égard du problème ouvrier, prisonnier du paternalisme qui avait cours dans son milieu. Il aurait voulu rassembler patrons et ouvriers dans une sorte de communauté. "Que les ouvriers se décident à traiter directement avec leurs patrons de toutes les questions qui les préoccupent, ou les intéressent, qu'ils tiennent au large les politiciens et les révolutionnaires, qu'ils respectent loyalement la liberté de travail, qu'ils s'abstiennent de toute ingérence dans le renvoi ou le maintien du personnel et aussitôt il se fera dans l'opinion un tel retour en faveur des ouvriers, que les patrons seront encore plus entraînés à leur faire des concessions compatibles avec la situation de l'industrie", disait-il. Ces propos témoignent qu'il avait conservé en lui l'image d'une société hiérarchisée et immuable où la solution du problème social se trouvait dans "l'esprit chrétien".

Les dirigeants de Saint-Louis se recrutaient toujours à Marseille ; cependant, en 1885, après le décès de V. Julien, le commissionnaire parisien Paul Fortunet était devenu administrateur. Mais, comme il ne pouvait participer aux travaux du conseil, il démissionna (62). Deux fondateurs ont disparu, Ch. Gavoty de Philémon en 1886 et E. Rondel en 1890, tandis qu'une nouvelle génération avec A. Grawitz, M. Desbief (1887), N. Paquet (1890), prenait la relève. En juin 1891 A. Féraud abandonna son poste d'administrateur-délégué. P. Desbief restait donc le seul responsable de la marche de l'affaire ; aussi, il se déchargea sur son frère de l'administration et de la surveillance des usines (en conservant toutefois un droit de contrôle sur les opérations industrielles) et il se réserva plus particulièrement la conduite des affaires commerciales. Le comité de direction formé d'H. Bergasse, A. Féraud et de P. Desbief, se réunissait tous les jours de 11 à 12 heures (63) ; quant au secrétaire général, Jo-

seph Couelle (64), il maintenait les contacts indispensables entre les administrateurs, tout en préparant les dossiers.

A. Rey présidait le conseil d'administration de la Société Marseillaise de Crédit, tandis qu'H. Bergasse en assurait la vice-présidence. Parmi les administrateurs communs aux deux affaires on notait encore A. Armand, A. Féraud, E. Rondel, Th. Roccofort, gros actionnaire de Saint-Louis, siégeait aussi au conseil. Les liens demeuraient donc étroits entre Saint-Louis et La Marseillaise qui, cependant, pour le crédit, à court terme, ne jouait pas un rôle tellement plus important que la banque Bonnasse, l'essentiel des fonds pour les avances étant fourni par les administrateurs eux-mêmes, H. Bergasse et Ch. Gavoty surtout (65).

La mort, le 9 mai 1901, de celui qui avait été le créateur de l'entreprise fut douloureusement ressentie par tous (66) ; toutefois, comme la majeure partie des responsabilités était déjà exercée par P. Desbief, le problème de la succession ne se posait pas car le nouveau président, qui, après avoir été un disciple attentif, était devenu, depuis longtemps, le véritable inspirateur de la stratégie de Saint-Louis (67). En 1899, Saint-Louis avait perdu A. Rey (68), en 1903, L. Girard (69), et A. Grawitz (70), en 1904, E. Bonnasse (71), en 1909 M. Paquet (72), et le 20 mars 1911 A. Féraud (73). En mai 1913 disparaissait Maurice Desbief, chargé de la direction technique des usines (74).

Après le décès d'H. Bergasse, s'inspirant du système adopté par la Société Marseillaise de Crédit, on avait réuni dans les mêmes mains les pouvoirs du président et de l'administrateur-délégué (75). Toutefois, M. Desbief fut adjoint à son frère dès juin 1901 (76). Avec eux, Ch. Gavoty et A. Féraud constituaient le comité de direction et le secrétaire général, J. Couelle, assistait maintenant aux séances du conseil d'administration où entraient MM. Jules Charles-Roux (77), Edouard Gouin, vice-président de la Société des Transports Maritimes à Vapeur et le banquier Léon Bonnasse (78), tandis qu'Hippolyte Bergasse démissionnait pour convenance personnelle (79).

En 1903, cette équipe fut renforcée par Périclès Zarifi, chef de l'importante maison Zarifipoulo et Zarifi (80). En 1909, Paul Paquet remplaça son frère défunt (81) et en 1910, Auguste Grawitz (82) occupa le siège de Ch. Gavoty qui s'était retiré (83). A Saint-Louis, on procédait à un savant dosage entre les "rentiers" et les "techniciens" : ainsi, André Babeau, gendre d'H. Bergasse, représentait depuis 1908 les intérêts de la famille Bergasse qui possédait un nombre important d'actions de la raffinerie (84), mais pour assurer la relève après la disparition d'A.

Féraud, le comité directeur fit appel à A. Grawitz et à J. Couelle (85). Saint-Louis disposa alors de quatre administrateurs-délégués. C'est aussi l'époque où Joseph Guérin est devenu secrétaire général (86). Fondé de pouvoir de la société depuis 1909, il avait auparavant travaillé pendant plusieurs années dans différentes maisons de commission à Paris, Londres et Hambourg.

La disparition de J. Couelle (87), et, surtout, celle de M. Desbief ont posé un nouveau problème de succession. Il fut résolu à la fois par l'entrée au conseil de Paul Daher, gendre d'E. Gouin (décédé en 1912) qui tout de suite devint membre du comité de direction et vice-président en 1914 (88) ; et d'autre part, on confia à Jules Bourgougnon, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, qui avait acquis une grosse notoriété en réalisant le canal de Marseille au Rhône, la direction technique des usines (89). Ainsi, en 1914, la réalité du pouvoir n'appartenait plus aux familles détenant encore de gros paquets d'actions (les Bergasse et Gavoty), mais à des hommes cooptés pour leur compétence et leur efficacité. A Saint-Louis, un capitalisme de gestion avait succédé à celui des "grandes familles".

Paul Desbief est décédé en 1922, P. Daher lui succéda et son frère Eugène le remplaça au conseil (90). Albert Armand et Jules Charles-Roux avaient disparu, le premier en 1917, le second en 1918. Edmond Velten, vice-président de la Société des Brasseries de La Méditerranée (91), Hubert Giraud, directeur de la Société Générale des Transports Maritimes à Vapeur (92) et un peu plus tard Joseph Guérin, secrétaire général, ont pris la relève. Une nouvelle période de l'histoire de Saint-Louis commençait.

A La Méditerranée, les rangs des fondateurs se sont vite éclaircis. Après le départ d'A. Armand qui voulait rapprocher les deux raffineries marseillaises, A. de Saint-Alary présida le conseil. Ensuite la première équipe ne fut plus représentée que par G. Boyer et ce n'est qu'en 1899 que Pierre Massot fut nommé administrateur (93). Paul Peytral, son beau-frère, qui avait voulu discuter les statuts de 1881, n'avait pas été écouté (94). Cela, toutefois, ne l'avait pas empêché de défendre, comme député et ministre les intérêts de la raffinerie de Marseille. En 1883, Jules Deville avait été nommé administrateur pour remplacer A. de Saint-Alary et son beau-frère, G. Nablemaire entra au conseil en 1889 (95).

Comme président du conseil d'administration, La Méditerranée a eu successivement A. Grandval (de 1883 à 1889), et A. Pichaud (de 1889 à 1907). Le premier avait à Marseille une solide réputation d'homme

d'affaires et on le retrouvait, d'ailleurs, dans de nombreuses sociétés (96), et le second était un des plus gros importateurs de sucre brut de la place. Enfin, un peu à l'écart, L. Sarlin demeurait le plus gros actionnaire, celui à qui l'on faisait souvent appel à cause de sa richesse et de ses relations, mais on le voyait rarement à Marseille. Après sa mort, en décembre 1891, son fils Louis redevint administrateur (97). Enfin, Gérard, directeur des Salins d'Hyères, succéda à Rivoire, comme administrateur (98).

Après le décès d'A. Pichaud en 1907, le conseil chercha un président et son choix se porta sur Noblemaire, qui refusa - il habitait Paris et n'avait (disait-il) pas de connaissance spéciale du raffinage du sucre (99). Ce fut donc Gabriel Boyer, administrateur-délégué depuis 1881, et vice-président depuis 1903, qui reçut l'investiture suprême (il occupa la présidence pendant 12 ans). Toutefois, il perdit Commerson, responsable de la fabrication depuis 34 ans (à qui on substitua Roux son adjoint) (100). De temps en temps on combla aussi les vides. Massot succéda à Joast Alphandéry (administrateur depuis 1877) ; en 1902, Ch. Montfort, secrétaire général depuis 1881, remplaça M. Estrangin (au conseil depuis 1882) (101), tandis qu'Eugène Alphandéry héritait du siège de Ch. Gérard en 1907 (102) et que Fritsch-Estrangin, beau-fils d'H. Estrangin, était lui aussi nommé administrateur (103). Enfin, P. Massot démissionna en 1908 (pour s'installer au Maroc (104), tandis que Félix Chancel, le nouveau secrétaire général devenait administrateur (105).

Malgré la présence de J. Deville, La Méditerranée s'isolait des milieux d'affaires marseillais les plus dynamiques. Elle avait rompu tous ses liens avec la Société Marseillaise de Crédit (dont les exigences étaient onéreuses) et négociait la plus grande partie de son papier par l'intermédiaire de la Banque Courtois de Toulouse, ou par celui de la Banque Nègre, Bergeron et Bruneton de Nîmes (106). Peu à peu les hommes ont changé ; Fritsch-Estrangin (107) et Louis Sarlin (108) sont décédés. Robert Sarlin et Georges Faveraux sont entrés au conseil tandis que P. Massot y revenait (109). Toutefois, c'est le départ, en février 1919, de Gabriel Boyer, président du conseil d'administration depuis 12 ans et administrateur délégué depuis 45 ans, qui montrait qu'une page était tournée. Jules Deville avec Ch. Montfort comme vice-président et P. Massot comme administrateur délégué (110), lui succéda, tandis qu'Alfred Fraissinet devenait administrateur (111). Ce dernier était en mesure, par la nature et l'étendue de ses relations - il participait à un grand nombre d'affaires - d'apporter au conseil le plus utile concours, mais il n'en reste pas moins que La

Méditerranée ne disposait pas encore d'un réseau d'amitiés aussi dense que Saint-Louis et que les familles des fondateurs assuraient toujours la direction de la société.

Il faut noter qu'aucun ingénieur de l'usine n'a jamais participé directement à la gestion. Le pouvoir était en fait partagé entre plusieurs clans et depuis 1877 La Méditerranée n'avait jamais réussi à se donner un véritable chef et un comité de direction capables d'imaginer une politique industrielle à long terme. C'était une société qui vivait sans grand dessein.

D - L'implantation de sucreries dans le Midi par Saint-Louis.

Les sucreries de Laudun et d'Orange.

Dès 1884, l'éventualité d'un vote de la surtaxe sur les sucres exotiques étrangers par le Parlement avait amené le comité de direction de Saint-Louis à s'intéresser à la culture de la betterave dans le Gard et le Vaucluse. Divers essais avaient montré que celle-ci donnait des résultats au moins égaux à ceux des régions du Nord (112). C'est donc avec la certitude du succès que les Raffineries de Saint-Louis ont fondé en septembre 1889 une filiale au capital de 1 M, la S.A. de la Sucrerie de Laudun. Elle devait produire dans son usine de l'Ardoise (Gard) 25.000 sacs de sucre par an. Saint-Louis venait au premier rang des souscripteurs qui se recrutaient tous parmi les administrateurs des deux sociétés (113).

En novembre 1889, les engagements des cultivateurs portaient déjà sur 550 hectares. Pour faciliter l'approvisionnement de la fabrique, on décida de construire au-dessus du Rhône un câble aérien de 1.800 mètres pour transporter les betteraves de la rive gauche à la rive droite et pour retourner les pulpes (114). L'installation de la sucrerie ne posa pas de problèmes car E. Cronier avait proposé aux frères Desbief d'étudier en détail l'agencement de l'usine d'Ardres (115). Cela leur donna l'idée d'équiper Laudun avec le procédé de désucrage des mélasses dit "séparation Steffen". Le brevet fut acheté en juin 1890 pour 15 départements (116).

Pendant sa première campagne (1890-1891), l'Ardoise travailla 11.032 tonnes de betteraves récoltées sur 600 hectares, mais le directeur, G. Jullien avait reçu des offres de souscription pour des surfaces plus grandes ; aussi on décida de porter à 250 tonnes par jour (au lieu de 150) la capacité de la sucrerie et comme tout le capital avait été investi, il fallait trouver d'autres ressources pour acheter de nouveaux appareils et

mettre au point l'outillage, qui s'était parfois révélé défectueux. De même, sur le plan commercial, les résultats obtenus, supérieurs aux prévisions militaient aussi en faveur de l'expansion. En effet, à l'origine, on avait surtout envisagé la vente de brut aux raffineries de Marseille, mais grâce à l'installation Steffen, Laudun plaçait la plus grande partie de ses sucres dans l'industrie alimentaire (117).

Au lieu de procéder à une augmentation du fonds social, le comité de direction préféra dissoudre la société et fonder la S.A. de la Sucrerie de Laudun-L'Ardoise au capital de 1,5 M (3.000 actions de 500 F). Les anciens actionnaires reçurent 2.000 titres pour leurs apports et le solde fut souscrit en numéraire (118).

Pendant la campagne 1891-1892, Laudun-L'Ardoise traita 24.519 tonnes de betteraves et 30.760 tonnes en 1892-1893. L'empressement des cultivateurs éprouvés par la crise de la garance, celle du phylloxéra et la baisse du prix des céréales, fut tel qu'en 1891-1892, Laudun refusa de nombreux engagements. La matière première était donc maintenant trop abondante pour être travaillée en 3 mois. P. Desbief proposa alors de construire une seconde fabrique à Orange qui pourrait mettre en oeuvre 500 à 600 tonnes de betteraves par jour (119). Pour faire face à la dépense (2,5 M d'investissements prévus) on doubla le capital (une action nouvelle pour une action ancienne) et on a aussi émis pour 1,5 M d'obligations. Le cercle des actionnaires s'était un peu élargi (84 souscripteurs), mais parmi eux les administrateurs des deux sociétés l'emportaient encore largement (120).

Ces 3 M d'argent frais n'ont cependant pas suffi à assurer la bonne marche des deux usines, car en août 1895 le capital fut porté à 4,5 M (une action nouvelle pour deux anciennes) - 33 personnes avaient participé à cette seconde augmentation qui se caractérisait par une aide accrue apportée par le négoce marseillais, avec comme conséquence l'entrée de MM. Zarifi, Rodocanachi et Armand dans le conseil d'administration de Laudun-L'Ardoise (121).

En 1891-1892 les bénéfices avaient été pratiquement nuls, par contre, l'exercice 1892-1893 s'était traduit par un gain de 400.000 F, mais l'année suivante, une sécheresse exceptionnelle réduisit à 13.854 tonnes le travail, et les bénéfices à 100.000 F. On décida alors d'acheter plus cher les betteraves (23 F la tonne au lieu de 22 F), et d'étendre le rayon traditionnel d'approvisionnement. En 1894-1895, les sucreries ne reçurent que 17.555 tonnes de betteraves et celle d'Orange, montée pour travailler 60 à 70.000 tonnes, ne disposa que de 5.200 tonnes. La

campagne se termina avec une perte avouée de 50.000 F. La politique de Méline qui avait pour conséquence le maintien du prix du blé, rendait moins intéressante la culture des betteraves, aussi P. Desbief offrit de les payer 25 F la tonne. On passa alors 2.300 contrats au lieu de 800. Il espérait obtenir ainsi 55 à 60.000 tonnes, mais cet objectif ne fut atteint qu'en 1897-1898, et cela malgré un retour au prix de 23 F, justifié par la baisse des sucres.

Sur le plan financier, malgré l'augmentation de capital survenue en 1895, la situation s'était aggravée. En effet, la baisse du brut avait fait entièrement disparaître les bénéfices et P. Desbief n'avait pas caché à ses collègues que la sucrerie d'Orange nécessiterait de nouveaux investissements. L'affaire créée par Saint-Louis ne paraissait guère rentable ; cependant, un argument l'emportait sur tous les autres : celui de la sécurité que représentait la production de sucre indigène dans le Midi, dans la perspective d'une surtaxe sur le sucre exotique étranger. Dans l'immédiat, pour aider Orange et Laudun, Saint-Louis s'engagea, en mai 1895, à acheter 100.000 sacs de sucre à livrer lors des deux prochaines campagnes avec, comme prix, la moyenne de la cote officielle de la Bourse de Paris pendant la semaine d'expédition augmentée de 1,50 F par 100 kg. La maison-mère assurait ainsi à sa filiale un débouché privilégié. En même temps, elle mettait 100.000 F à la disposition de son comité de direction. Cette somme devait rester acquise, même si la quantité prévue de sucre brut n'était pas expédiée (122).

L'absorption de la Société de Laudun-L'Ardoise.

Malgré des conditions industrielles en apparence favorables, frais de main-d'oeuvre réduits et rendement en sucre élevé, la Société des Sucreries de Laudun et d'Orange n'était guère prospère. En 6 ans (du 1/7/1902 au 30/6/1908), elle ne distribua qu'un seul dividende de 12,50 F en 1905, car, malheureusement, du côté agricole, les espérances du début ne s'étaient pas réalisées (123). En effet, les deux fabriques de l'Ardoise et d'Orange pouvaient traiter 90.000 tonnes de betteraves par an. En 1901-1902, elles en ont travaillé 81.500 (et cela nécessita la remise en marche de l'Ardoise fermée depuis 1897) (124). Ce fut un maximum et ensuite le tonnage mis en oeuvre est demeuré fort en-dessous de la capacité de la seule usine d'Orange (cf tableau n° 25). On n'ignorait pas la cause de ces difficultés. Elles étaient dues à la routine des cultivateurs et au morcellement des propriétés. Les petits cultivateurs n'avaient aucun intérêt à s'attacher plus spécialement à telle ou telle culture qu'ils abandonnaient au gré de

la conjoncture économique du moment. Mais, surtout, ils n'avaient pas les moyens de se lancer dans l'élevage du gros bétail, qui, dans les grandes exploitations du Nord, était le corollaire indispensable de la culture de la betterave. Ils ne tiraient donc pas d'avantages du bon marché des pulpes. Pour modifier la psychologie du paysan, il aurait fallu faire les avances nécessaires pour les graines et le matériel et aussi augmenter l'importance des terres cultivées par la société, afin de vulgariser les meilleurs procédés culturaux et lutter contre les errements locaux.

Pour la fabrication, il y a eu aussi des aléas. En septembre 1899, Orange a eu du mal à recruter des ouvriers (125). Cela explique en partie les mauvais résultats de la campagne et, en particulier, le fonctionnement désastreux de la sucraterie. Avec des betteraves à densité plus élevée et contenant plus de sucre, le rendement avait été plus faible qu'en 1898-1899 (126). On ferma la sucraterie. Cet investissement coûteux n'avait pu être amorti. D'ailleurs, seules les avances consenties par Saint-Louis - à valoir sur les bruts vendus à la société - permettaient à la sucrerie de marcher (127). A partir de 1903, Orange a surtout livré du sucre blanc (cf tableau n° 26).

Le rôle de banquier était pour Saint-Louis un fardeau supportable, mais qui absorbait toutefois entre le quart et le tiers des ressources de trésorerie. Les bas prix du brut pendant la campagne 1905-1906 n'avaient pas arrangé les choses (128). Avec le n° 3 à 30 F les 100 kg⁹ rendus à Marseille, le bilan se traduisait par une perte de 80.000 F. Un effort exceptionnel de Saint-Louis pour aider sa filiale s'imposait donc. P. Desbief proposa donc alors de payer le sucre 32,50 F au lieu de 30 F afin d'équilibrer la situation passive et active de la sucrerie et, avec l'accumulation des bénéfices reportés, d'assurer le service de l'intérêt et l'amortissement des obligations émises en 1893. Pour A. Armand, cette solution n'était qu'un palliatif et comme seul remède efficace, il ne voyait que l'absorption d'Orange par Saint-Louis. Le conseil, après une énergique intervention d'A. Féraud, adopta la proposition de P. Desbief, mais il décida aussi la fusion des deux affaires (129).

Orange n'était plus en mesure d'amortir ses obligations (106.000 F pour chaque exercice) et il restait encore à rembourser 1.002.000 F. Le fonds de roulement était entièrement absorbé par les immobilisations et la société devait encore 500.000 F à Saint-Louis. Pour comprendre la décision du conseil - en dehors de l'attachement sentimental à une expérience qui avait donné beaucoup de soucis - il ne faut pas oublier que J. Caillaux avait inscrit une fois de plus la suppression de la détaxe de distance

dans son projet de budget 1908. Les Raffineries de Saint-Louis, obligées de subir le cours du marché de Paris auraient (si le Parlement avait suivi la politique du Ministre des Finances) eu à ajouter à leur prix d'achat 2 F de transport par 100 kg. C'était placer Marseille dans une infériorité manifeste vis-à-vis des raffineries parisiennes ; aussi, pour conserver une utile source d'approvisionnement, le comité de direction a choisi de sauver Orange. L'espoir d'une amélioration de la situation de l'industrie sucrière française, dont les difficultés étaient liées à l'application de la Convention de Bruxelles, a sans doute joué un rôle dans cette décision. Bien d'autres sucreries éprouvaient alors de grosses déceptions. Ainsi, Ardres (Say) avait perdu 306.000 F en 1906-1907, 414.511 F en 1907-1908 et 155.576 F en 1908-1909 (130).

Saint-Louis abandonna sa créance de 500.000 F et se substitua à la Société de Laudun-L'Ardoise pour procéder au remboursement anticipé des obligations. Enfin, les porteurs des 9.000 actions de la sucrerie reçurent 1.000 actions de 500 F des Raffineries de Saint-Louis (1 pour 9) (131). En échange, tout l'actif (!) revenait à la société-mère.

Bilan du 31/3/1907 (actif)

L'Ardoise - Usine et matériel	1.579.698,96 F
Orange - " "	4.657.924,66 -
Ferme du Pavillon	83.358,65 -
Ferme du Correnson	56.426,65 -
Travaux en cours	2.690,70 -
Total	6.380.099,62 F

Ce chiffre représentait le montant des sommes déboursées par la société sans tenir compte, il est vrai, des amortissements, des réparations et de la fermeture de l'Ardoise. L'opération se soldait donc par des pertes considérables pour les actionnaires (les plus importants étaient administrateurs de Saint-Louis), mais ce gigantesque amortissement donnait une seconde chance à Orange (132). De 1907 à 1914, Orange, malgré les spéculations et le manque de betteraves a maintenu sa production à un bon niveau. La gestion directe de l'affaire a permis à P. Desbief d'améliorer les rendements et surtout de réaliser enfin de substantiels bénéfices (cf tableau n° 25).

La campagne betteravière 1907-1908 ne fut pas satisfaisante (133). A Saint-Louis, on cherchait toujours à inciter les paysans à cultiver des betteraves et on eut recours aux services de Zachariwics, professeur départemental d'agriculture à Avignon qui jouissait d'une grande popularité parmi les populations agricoles du Vaucluse. Par voie de presse, dans des

brochures et dans des conférences, il donna des conseils pour mieux traiter la betterave (134). En 1909-1910, on râpa 43.645 tonnes de racines, mais le temps pluvieux de septembre en abaissa la richesse (135). Toutefois, F. Desbief, grâce à l'expérience acquise, sut tirer parti de la hausse pour vendre dans des conditions très favorables le stock de la Sucrerie d'Orange (136).

Celle de 1910-1911 se présentait moins bien en quantité et pour les prix (137). En décembre, le disponible cotait 30 F contre 46-47 F en août, mais, prévoyant une récolte définitaire, P. Desbief attendit l'été pour vendre la production d'Orange. Les faits confirmèrent son calcul et Saint-Louis profita de la hausse énorme de juillet 1911. Il liquida tout ce qui restait de la campagne et pour la récolte prochaine, il s'assura même d'un bon prix sur les 4 premiers de 1912. Mais le cours élevé du sucre amena les cultivateurs à réclamer le paiement des degrés au-dessus de 7° de densité à raison de 0,50 F par 1°, au lieu de 0,30 F. Cet alourdissement du prix de revient risquait d'être dangereux en cas de baisse brutale. Le comité directeur pouvait refuser de se plier à ces exigences en acceptant l'éventualité d'un arrêt de la fabrication pendant une campagne. P. Desbief avait alors prévenu ses collègues qu'il faudrait, dans ce cas, renoncer à tout espoir de rouvrir l'usine, car jamais on ne retrouverait des betteraves en quantité suffisante pour en assurer la bonne marche. On accepta donc les revendications des cultivateurs.

En 1911-1912, le rendement laissa beaucoup à désirer, et en 1912-1913, les ensemencements diminuèrent de moitié (1.011 hectares contre 2.027 l'année précédente) mais la forte densité des betteraves a permis un travail à peu près normal. Pendant ces deux campagnes, les bénéfices avaient été faibles mais en 1914, grâce à la vente du stock au début des hostilités, commençait une période de gros profits.

Ainsi, malgré le vigoureux redressement opéré depuis 1907, P. Desbief n'avait pas résolu le problème de l'approvisionnement régulier en betteraves. Orange n'apportait donc qu'un appoint dans la fonte. Comme au temps de Forbin-Janson, la volonté de l'industriel se heurtait à la routine et à l'immobilité des mentalités. Dans le Vaucluse, les petits propriétaires répugnaient toujours à se reconvertir et, pendant la guerre, le problème de la betterave n'a pas évolué. Le tonnage livré à Orange est constamment demeuré en dessous de la capacité de la sucrerie ; il est vrai que les prix restaient plus bas qu'ailleurs. Les rendements en sucre, bien qu'inférieurs à ceux de la campagne 1912-1913, ont eu tendance à se maintenir (cf tableau n° 26). Pour utiliser au mieux une main-d'oeuvre peu

qualifiée, on fabriqua à partir de 1916 et jusqu'à l'armistice uniquement du sucre roux (138). Jusqu'en 1919 la rentabilité de l'affaire ne posa plus de problèmes.

En 1918, P. Desbief repensa toute la stratégie sucrière de Saint-Louis. On acheta deux grands domaines en Camargue où de vastes espaces pouvaient être mis en valeur pour cultiver de la betterave afin d'alimenter Orange d'une façon plus régulière (139). Le premier, Méjanès, situé sur les bords de l'étang de Vaccarès, près de la ligne de chemin de fer Arles-Saintes-Maries-de-la-Mer, totalisait 1.000 hectares (100 cultivés, 300 susceptibles de l'être et le reste en marais), le second, Boisverdun, desservi par la ligne Arles-Salins-de-Giraud s'étendait sur 240 hectares (200 cultivés et 40 à conquérir). Enfin, en 1920, l'acquisition de la propriété des Jasses d'Albaron à proximité d'Albaron, augmenta encore le patrimoine foncier de Saint-Louis (140).

P. Desbief avait donc réussi à implanter la betterave dans le Midi. Certes les bénéfices réalisés depuis 1907 compensaient à peine les pertes subies depuis 1889, mais la sucrerie d'Orange existait.

2 - La production et les ventes.

A - Le mouvement des affaires.

Le nouveau départ du raffinage du sucre à Marseille se résume en quelques faits. La croissance caractérise une seule entreprise : les Raffineries de Saint-Louis (cf graphique n° 17 et tableau n° 27) tandis que la production des Raffineries de La Méditerranée a diminué de 1866 à 1913. Cette affaire a perdu rapidement le premier rang qu'elle occupait dans les années 1870.

Pour Saint-Louis la fonte a augmenté de 4 % par an de 1872 à 1883. Ensuite, jusqu'en 1901, il y a eu un ralentissement (2,2 % d'accroissement moyen annuel). Le syndicat des raffineurs contrôlait alors la production. Enfin, de 1902 à 1913, on a un taux de croissance de 2,8 % par an et c'est ce taux que l'on retrouve pour la période 1872-1913. Il faut donc expliquer à la fois le développement de Saint-Louis et le tassement de la fonte de La Méditerranée.

Le second problème est celui de l'évolution des ventes (cf tableaux

n° 28 et 29). Jusqu'en 1883-1884, les raffineurs de Marseille ont encore une politique commerciale surtout orientée vers l'exportation et ce n'est qu'au moment de la création du syndicat des raffineurs qu'ils se sont vraiment tournés vers le marché intérieur. A partir de 1899 (le syndicat étant alors en pleine crise) Saint-Louis redoubla d'efforts pour vendre à l'étranger et c'est cette stratégie qui a soutenu la croissance jusqu'en 1913.

Cependant dès 1880 les Marseillais avaient perdu le débouché italien et ensuite ils ont rencontré bien des difficultés en Orient. Toutefois le Maghreb a compensé ces reculs. En 1884 sa part était de 37 % dans l'exportation des raffinés marseillais (dont 6 % pour le Maroc). En 1913, Marseille plaçait en Afrique du Nord plus de 77 % de ses exportations et rien que le Maroc en absorbait près de 50 % (cf graphique n° 18 et tableau n° 30).

Le départ des nouvelles entreprises (1866-1883).

Au début de 1866, les affaires se sont améliorées à Marseille. La reprise favorisée par l'importance des stocks qui pesait sur les cours du brut et par une forte demande de raffinés pour la consommation et l'entrepôt a avantagé surtout les Raffineries de La Méditerranée. En février-mars, les frères Massot ont mis en oeuvre 140 000 kg de sucre par jour, la réouverture de Saint-Charles par A. Lafon en avril les a amenés à réduire leur travail à 100.000 kg (141), mais après la faillite d'Emsens, leur fonte a de nouveau atteint 120.000 kg et même 190.000 kg en novembre (142). La conjoncture, il est vrai, les aida beaucoup. Le sucre indigène baissait toujours et l'arrêt de Saint-Louis ne laissait plus que deux acheteurs sur le marché. Les raffineurs de Marseille qui s'étaient procuré en trois mois près de 20.000 tonnes de sucre de betterave sont alors devenus les maîtres des cours.

Le négoce a, bien entendu, réduit ses achats de sucre exotique, surtout à l'étranger, mais, accablé par les arrivages du Nord il n'a pu enrayer la chute des prix avant octobre. Malgré le manque d'ouvriers, le choléra et le mistral, les Raffineries de La Méditerranée ont fondu en 13 mois, 42.134 tonnes de sucre (143) tandis que Lafon en mettait à la fin de l'année 80.000 kg à la chaudière (144). Dès 1867, la reprise tourna court. Si le prix des sucres bruts a augmenté, celui des raffinés était en baisse sensible. La marge de raffinage avait diminué et les prétentions du commerce qui avait passé moins d'ordres outremer s'affirmaient malgré la résistance des raffineurs. Le sucre exotique est devenu rare en décem-

bre, mais, grâce au sucre indigène, les frères Massot ont pu fondre 37.162 tonnes (145).

Les premiers mois de 1868 prolongèrent pour les entreprises les incertitudes de 1867. Mais, à partir de mai-juin, la conjoncture s'améliora (146). Le sucre de La Havane, en baisse, chassa cette fois le sucre indigène. Cependant l'activité des Raffineries de la Méditerranée s'est encore ralentie (la fonte n'a pas dépassé 35.296 tonnes) car depuis décembre 1867, l'usine de la Porte d'Aix était fermée. L. Massot craignait en effet de ne pouvoir écouler tous ses produits à cause de la réouverture de Saint-Louis. Toujours obsédé par les faillites Rostand et Emsens, il se refusait, pour écraser son nouveau concurrent, à jeter massivement des raffinés sur le marché, sans tenir compte de leur prix de revient. Voulant faire des bénéfices, il épargna ses confrères (147).

Ce choix prudent a peut-être sauvé la Raffinerie de Saint-Louis qui est restée très vulnérable pendant de longs mois. Très rapidement, H. Bergasse et Cassard se sont heurtés. Le directeur technique avait participé aux achats de sucre faits par Olivieri (148), ce que lui reprochait H. Bergasse. Les premiers inventaires se sont révélés catastrophiques. Malchance ou incapacité de Cassard, les clients se plaignaient (149). Sur la pression d'H. Bergasse, on a rogné peu à peu les attributions du directeur technique qui, d'ailleurs, n'assistait pas aux séances du conseil. En mai, la crise qui couvait depuis six mois éclata. H. Bergasse a démissionné de son poste de président, mais, sollicité par ses amis, il revint sur sa décision, le départ de Cassard étant acquis (150). L'ancien raffineur Mouren, coiffé par un comité de direction comprenant L. Beaudoin, administrateur-délégué, H. Bergasse et V. Julien, prit la direction de l'usine (151). Il réorganisa le travail. Au cours d'un exercice de treize mois et demi, Saint-Louis avait fondu 31.842 tonnes de sucre (152). Comme dans toutes les raffineries, une partie des capacités de production demeurait inemployée et la remise en route de Saint-Charles en novembre 1868 donna encore plus d'âpreté à la concurrence des sociétés marseillaises en France et à l'étranger (153).

En 1869, les troubles de La Havane, où la spéculation retardait l'exportation, avaient entravé les affaires. Pendant plusieurs mois, l'écart entre les bruts et les raffinés était resté insuffisant ; à cela s'ajoutait le déficit de la récolte coloniale. Les raffineurs payaient très cher la matière première, mais, pour se débarrasser de leurs produits ils consentaient de fortes baisses sur le raffiné (154). Saint-Louis, en janvier, a réduit sa fonte à 70.000 kg par jour (155). Mais, en juin,

H. Bergasse comme A. Bousquet ont misé sur l'expansion. Ils ont acheté des sucres, tandis que L. Massot envisageait le chômage de son usine. Elle travaillait alors 100.000 kg par jour (ce que Saint-Louis et Saint-Charles mettaient en oeuvre). Les trois raffineries se livraient d'ailleurs à une lutte sans merci (156). L. Massot s'en inquiétait, car Paris envahissait les marchés méridionaux ; en outre, les Hollandais et les Autrichiens progressaient en Méditerranée (157).

Cependant, la guerre franco-allemande a diminué l'acuité de ces problèmes. Les opérations militaires ont paralysé l'approvisionnement de la raffinerie parisienne qui a cessé de produire de septembre 1870 à mars 1871. A Marseille, on a alors été débordé par la demande, les prix et les gains ont atteint des chiffres inespérés et les Massot ont remis en route l'usine de la Place d'Aix. Mieux pourvue en sucre, Saint-Louis, plus que les autres, a davantage profité de la situation. Sa trésorerie, maintenant à l'aise, lui a permis dès la fin de 1871, d'absorber Saint-Charles ce qui bouleversa le rapport des forces dans le raffinage du sucre à Marseille (158).

Dès la fin de 1871, Paris avait rétabli sa position sur le marché national (159), mais les raffineurs de Marseille, grâce à l'exportation, ont maintenu un rythme de travail satisfaisant jusqu'en 1875. En 1873, malgré quelques difficultés, ils ont pu tirer parti de la baisse des prix (160). Cependant la concurrence de la capitale devenait plus vive et, après avoir restreint le rayon de vente de Saint-Louis et de La Méditerranée en France, Paris s'attaquait, en 1874, à leurs débouchés à l'étranger (161).

En 1875, la diminution de la consommation, l'arrêt de presque toutes les ventes à livrer et la chute des exportations ont entraîné une baisse simultanée des bruts et des raffinés. Des stocks, qui se dépréciaient de jour en jour, encombraient les magasins (162). Le désarroi régna dans les entreprises, surtout à La Méditerranée où les décès des frères Massot ont momentanément désorganisé la gestion. Marius Massot était mort le 1er juillet 1874 et son frère disparaissait à son tour le 21 janvier 1875. Un comité de direction, composé de MM. G. Boyer, J. Deville et A. Grandval, leur succédait. Soucieux de l'avenir, A. Armand pendait maintenant à la fusion avec Saint-Louis. Mais son projet n'a pas abouti. Si H. Bergasse et lui-même acceptaient que l'on donne une valeur égale aux apports des deux sociétés (163), J. Deville, A. de Saint-Alary et la famille Massot exigeaient plus de la moitié des actions de la nouvelle combinaison pour La Méditerranée. Mécontent, A. Armand se retira en

mars 1876 et A. de Saint-Alary le remplaça (164).

Jusqu'en juillet 1876, les prix ont continué à baisser, mais, en août, la tendance a brusquement changé. On s'attendait maintenant à la pénurie, à Marseille comme ailleurs. La hausse n'a donc pas surpris les raffineurs. Ils s'étaient abondamment chargés de sucre en prévision, et, malgré une fonte réduite, ils ont réalisé de beaux bénéfices (165). Au début de 1877, Saint-Louis a vite reconstitué ses approvisionnements pour profiter encore de la hausse. Mais le calcul de H. Bergasse et de Baudoin était, cette fois, mauvais. La guerre d'Orient éclatait en avril et s'est prolongée jusqu'en mars 1878. Une grande partie des ventes de Marseille se trouvait ainsi bloquée et il n'était plus possible de liquider avec avantage les produits qui s'entassaient dans les usines (166).

Les prix des raffinés se sont effondrés (167). Pour la première fois Saint-Louis subissait d'importantes pertes (168). Le conseil décidait alors d'arrêter l'usine de Saint-Charles (169). Mais la crise fut surmontée grâce aux efforts des administrateurs et à l'aide apportée par la Société Marseillaise de Crédit (170). Cette banque avança de l'argent à Saint-Louis et à La Méditerranée pour payer les cargaisons, à un moment où la mévente empêchait les entreprises de reconstituer leur fonds de roulement. Peu à peu, le calme est revenu sur le marché des sucres. En 1878, une lente amélioration des affaires se dessinait, mais ce ne fut qu'en 1879 que celles-ci ont vraiment repris (171). L'accident conjoncturel de 1877 avait eu pour conséquence la formation de la Société Nouvelle des Raffineries de Saint-Louis en 1878 et par contre-coup celle de la Société Nouvelle des Raffineries de La Méditerranée en 1881.

Sur le plan de l'approvisionnement l'arrivage massif de sucre indigène à Marseille a posé des problèmes. L'achat au moment opportun d'une certaine quantité de sucre brut, auquel correspondait la vente à livrer d'une même quantité de raffiné, demeurait l'opération la plus délicate qu'ont assumée Saint-Louis et La Méditerranée. Leur choix dépendait non seulement des besoins de la fonte, mais aussi de la politique commerciale du négoce. Or les intérêts des raffineurs coïncidaient de moins en moins avec ceux des importateurs de sucre exotique. On a l'impression que ceux-ci ont, plusieurs fois, volontairement restreint leurs ordres pour faire monter les prix. D'où la fréquence des heurts entre L. Massot et J. Deville. Le premier, pour limiter ses frais de fabrication et affaiblir les prétentions du négoce, se tournait de plus en plus vers le sucre indigène, le second, au contraire, aurait facilement accordé un monopole au sucre de canne (172). Il est certain que le raffineur avait des frais généraux

fixes. Il préférait donc pousser son travail, car il devait satisfaire même à perte, sa clientèle marginale, celle que l'abstention pourrait jeter dans les bras des concurrents. Cela a parfaitement été compris à Saint-Louis, mais, à La Méditerranée, pas toujours, sans doute sous l'influence des Deville et Saint-Alary.

En 1872, la proportion de sucre indigène dans les arrivages atteignait 32,75 %, et en 1874 on en était à près de 50 %. Cependant, en 1876, s'amorce un recul (28,75 %). En effet, les détenteurs exigeaient d'être payés comptant. Il fallait donc envoyer de l'argent plusieurs semaines avant la réception des sucres. A Saint-Louis et à La Méditerranée on recourait alors aux avances des membres du conseil et des banques, d'où des charges supplémentaires d'agio (173). D'autre part, les frais de transport restaient lourds. Enfin, à la Bourse de Paris, les cours étaient déterminés par des mouvements orchestrés par une spéculation dont les initiatives ne correspondaient pas toujours aux désirs des Marseillais - ce qui compliqua leur tâche, car ils ont dû alors se lancer dans l'arbitrage pour s'assurer un bénéfice (174).

Par contre, les sucres exotiques étaient payables à 4 mois à l'entrepôt, sauf ceux de La Réunion qui se réglaient à l'acquitté. Les acheteurs remettaient aux vendeurs des billets à échéance de 4 mois après la livraison - ce qui laissait un délai suffisant pour la fabrication. Les banques qui escomptaient ces effets ou qui acceptaient les warrants accordaient ainsi aux entreprises un crédit moins coûteux. Le raffineur de Marseille avait donc intérêt à acheter des sucres de canne lorsque la qualité et les prix lui convenaient. De son côté, le négoce cherchait à compenser le déficit croissant des envois de Cuba. Il regardait de plus en plus vers l'Afrique et l'Asie. D'anciens courants d'importation se sont développés et de nouveaux sucres ont fait leur apparition sur la place. A Marseille, on alimentait la fonte des raffineries suivant un calendrier précis :

Période	Provenance des sucres
avril - août	Antilles - Havane - Egypte
août - novembre	Java - Brésil
novembre - avril	Réunion - Maurice - sucre indigène.

Toutefois on ne savait jamais à l'avance ce qui viendrait exactement de tel ou tel pays. Les aléas des récoltes, les événements politiques (ainsi, en 1882, l'Egypte n'a guère vendu de sucres), bouleversaient les meilleures prévisions. Dans l'ensemble on a manqué de sucre colonial.

Celui-ci arrivait grevé de frais de transport considérables qui variaient de 2,50 à 3,40 F par 100 kg, et cela permettait à Paris de conserver dans le Midi des débouchés qui auraient dû appartenir à Marseille (175). Saint-Louis et La Méditerranée se sont tournées vers Java et l'Egypte qui leur ont fourni des sucres à un prix intéressant tout en cherchant à accaparer la production de La Réunion. L'ouverture du canal de Suez n'avait pas eu de répercussions immédiates sur le commerce des sucres (176). Mais, vers 1880, l'emploi de navires à vapeur pour le transport du sucre de Java et de La Réunion a permis l'arrivée à Marseille de la récolte des deux îles dès les mois d'août et septembre. Les raffineurs devenaient ainsi moins tributaires du sucre indigène.

A La Méditerranée, le pourcentage de sucre indigène fondu a rapidement diminué. (177).

En 1881, sous l'égide d'Armand de Saint-Alary, naissait la Cie Marseillaise de Sucrierie Coloniale. Cette société avait pour objet l'exploitation, à La Guadeloupe, de l'usine du Blanchet et d'habitations appartenant à la famille Monnerot et à la Société Monnerot jeune & Cie. Le fonds social était fixé à 2,6 M. L'article 13 des statuts était particulièrement intéressant pour La Méditerranée. Il y était stipulé qu'Armand de Saint-Alary, ou ses successeurs immédiats auraient, pendant 20 ans, la position de commissionnaire exclusif de la société pour l'achat des approvisionnements, la consignation et la vente des produits de l'usine et des habitations (178).

A Saint-Louis, par contre, on a continué à utiliser assez largement du sucre de betterave, mais l'intense spéculation qui sévissait à la Bourse de Paris sur les sucres blancs a, peu à peu, amené les Marseillais à acheter d'autres sucres. Elle a aussi provoqué de vagues remous au sein du conseil d'administration de La Méditerranée qui ont même abouti à la démission d'A. Pichaud (179). Bien équipé pour traiter les sucres roux (avec les turbines Weinrich), M. Desbief a, dans la mesure du possible, réduit le travail des sucres blancs (180). A partir de 1881, il a même fondu des sucres roux allemands et autrichiens (181).

Ainsi, à Marseille, il n'existait pas un courant unique d'approvisionnement (comme à Paris). Il fallait connaître tous les sucres et savoir apprécier en toutes circonstances et à tous moments ceux qui convenaient le mieux. Enfin comme dans les autres ports, les achats de sucre à l'analyse se sont de plus en plus généralisés à partir de 1875. Les prix étaient alors traités aux 88° avec référence à la cote officielle de Paris. Mais tous les paiements se faisaient alors comptant, sous escompte de

1/4 %. Ainsi, peu à peu, c'est la totalité des approvisionnements des usines qui a posé des problèmes de financement aux dirigeants de Saint-Louis et de La Méditerranée.

En 1866 La Méditerranée avait cherché à étendre ses débouchés en France (182). L'arrêt de plusieurs usines avait, en effet, déséquilibré le marché des raffinés dans la moitié nord du pays ; la demande y dépassait l'offre, d'où des prix plus rémunérateurs qu'ailleurs. Cette tentative d'implantation au delà du rayon traditionnel n'a pas eu de suite : dès 1867, les raffineurs parisiens ont stoppé l'offensive marseillaise (183).

Fidèle à la prudence qui caractérisait toute sa gestion commerciale, L. Massot n'a pas insisté. C'est qu'il fallait non seulement vendre, mais aussi être payé. Au cours du premier exercice, les mauvaises créances se sont montées à 550.496 F. Après la faillite d'Ensens, L. Massot, pour rassurer l'armement, a décidé d'acheter tous ses sucres bruts au comptant (avec escompte de 2 %). La confiance est revenue, mais une lourde charge financière pesa sur sa société qui, pour faire face à ses engagements, a dû accélérer les rentrées d'argent. Aussi, La Méditerranée a réduit les facilités accordées aux clients, en exigeants sur les factures 50 % comptant ; le reste à terme avec l'escompte de 1 1/2 % et un délai de paiement ramené de 120 à 90 jours (184).

Mais une attitude aussi rigoureuse ne facilita pas les transactions, même quand la Méditerranée disposait d'un réseau serré d'agents. Pour les ventes à l'exportation, L. Massot utilisa surtout les services d'A. Courtot, l'ancien commissionnaire de Grandval. Celui-ci plaçait les raffinés, se portait du croire, en contre-partie il fallait, bien entendu, lui consentir d'assez longs crédits. En juillet 1866 il devait 2 M à la société, en octobre il était encore débiteur de 1.641.162 F, en novembre sa dette n'était plus que de 1 M, mais il avait livré moins de sucres. L. Massot s'inquiétait, car cela risquait de l'obliger à réduire la fabrication, aussi le conseil d'administration décida en novembre de lui accorder un plus large crédit (185).

L'entente étroite du commerce et de la raffinerie était d'autant plus nécessaire que l'ampleur de la concurrence hollandaise a surpris les Marseillais. Chassés du centre et du sud de l'Italie, fortement accrochés en Grèce, en Egypte et au Levant, ils analysaient avec lucidité les raisons du succès des Hollandais, et, dans une moindre mesure, des Belges (186). Les pays du Nord ont bradé des sucres en Méditerranée pour se procurer du blé. De plus, les raffineurs hollandais, grâce à Java, avaient

des approvisionnements assurés et leurs pilés étaient moins chers. Mal épurés, mais très bon marché, ils avaient la faveur d'une clientèle rurale et urbaine qui ne disposait que d'un faible pouvoir d'achat ; tandis que ceux de Marseille apparaissaient comme des produits de luxe et leur vente ne se maintenait qu'à Rome et dans les villes du Piémont. Aussi Marseille regardait plutôt vers les marchés où la supériorité de ses raffinés était appréciée : le Levant, la Perse, l'Afrique du Nord, qui réclamaient des petits pains de 2 à 3 kg pouvant supporter de longs voyages en caravane. Dans ces régions les raffineurs de Marseille ont mieux résisté mais entre eux, c'était la guerre, car, pour la Perse, l'Egypte et l'Afrique du Nord, ils proposaient deux fois plus de marchandises que ces pays ne pouvaient en absorber (187).

Pour mieux lutter contre la concurrence hollandaise les raffineurs ont exercé une pression constante sur le gouvernement et le négoce. Au premier ils demandaient la suppression de la surtaxe de 2 F sur le pavillon étranger, un classement plus équitable des Havane, l'abolition des plombs de douane, le droit de piler dans les usines et, enfin, la diminution des taxes d'octroi sur les charbons (188). Du second ils exigeaient un aménagement des usages de la place pour payer moins cher le sucre des Antilles. En décembre 1867, un compromis fut accepté par les négociants, mais les autres revendications des raffineurs n'ont pas abouti (189).

Peu à peu les sucres marseillais ont été refoulés d'Italie et de Turquie. La fabrication des pilés et même celle des pains ont été sérieusement touchées. Toutefois, à La Méditerranée, on a réussi à donner une meilleure allure aux bâtardes et vergeoises (190), d'où leur succès (cf tableau n° 31). Il y a eu d'abord la concurrence hollandaise qui s'est réveillée : chassés d'Angleterre par les raffineurs de Paris, les maisons d'Amsterdam ont redécouvert la Méditerranée. En Italie, l'unité politique a entraîné des initiatives économiques et on a créé des raffineries à Gênes et Livourne. Ce marché se fermait aussi bien aux produits français qu'autrichiens. Mais ceux-ci, grâce aux voies ferrées ont pénétré dans l'empire Ottoman tandis que Trieste, lié aux intérêts allemands, s'engageait par mer dans une lutte qui peu à peu l'opposa à Marseille dans toute l'Asie Mineure (191). Il y avait aussi la concurrence russe avec les raffineurs d'Ukraine qui portaient à la conquête du marché perse. Pour compliquer le jeu, ceux de Paris arrivaient en Italie par le Mont-Cenis et portaient aussi des coups sérieux à Marseille, en Algérie (192).

Face à l'offensive de l'Autriche, les deux sociétés marseillaises, malgré les efforts du négoce, n'ont pas réussi à s'entendre. En 1876,

Jules Grandval a proposé à G. Boyer de lui prendre toute sa production de pains de 3 kg 1er choix. En même temps, il a demandé à H. Bergasse de lui en fournir une quantité équivalente. Boyer a alors refusé de traiter, sous prétexte qu'en 1875 il avait envoyé 3.800 tonnes de petits pains à Poti et Trébizonde, alors que Saint-Louis n'en avait livré que 1.800. L'utilisation de la voie ferrée Poti-Tiflis-Bakou et une bonne desserte de la Mer Noire par les Messageries Maritimes donnait encore à Marseille un léger avantage en Perse. Mais tout dépendait de la bonne volonté du gouvernement russe pour le transit, car, à Trébizonde, les autrichiens l'emportaient déjà (193). En Italie, pour conserver une partie de la clientèle, A. Armand a voulu, dès 1872, créer une raffinerie en accord avec Saint-Louis. On ne l'a pas suivi (194). Plus tard, la question s'est de nouveau posée ; La Méditerranée a envisagé de s'installer à Gênes en 1878 (195) et Saint-Louis à Livourne l'année suivante (196). Mais ces projets n'ont pas abouti.

Les Marseillais ont cherché à compenser ce recul à l'étranger par l'extension de leur rayon de vente dans le Midi. En 1870, Paris livrait encore des sucres aux portes de Marseille, mais en 1871, Saint-Louis a envahi les régions de Tonnerre et de Besançon, saisissant au passage les clients des Parisiens et en 1879 H. Bergasse vendait le tiers de sa fabrication en France (197). Dès 1873, La Méditerranée tenait solidement Nîmes et Valence et pour les vergeoises et les bâtardes, elle s'était substituée à Nantes et au Havre dans tout le Sud-Est et le Sud-Ouest (198).

Malgré la concurrence de Paris (199), Saint-Louis a partout conquis de nouveaux débouchés. En France, son rayon s'étendait maintenant jusqu'à Toulouse et Carcassonne, dans l'arrière-pays de Nîmes et de Montpellier ainsi qu'aux régions de Valence, Vienne, Saint-Etienne, Mâcon et Besançon. Même Lyon était devenu son fief (cf carte n° 3). P. Desbief a aussi envisagé une poussée vers Bordeaux. Mais, à partir de Sète, les tarifs de la Cie du Midi pénalisaient les sucres de Marseille (200). A l'étranger, sur les marchés d'Espagne, du Maroc et de Perse, la société n'arrivait pas toujours à satisfaire la demande (201). Deux variétés étaient surtout demandées : les sucres sciés pour la consommation et les petits pains de 2 à 3 kg en pays musulmans. Par contre, pour les mélasses de bouche, Saint-Louis a renoncé à lutter contre les Anglais et, en 1882, on a fermé une distillerie montée en 1878 (202).

A l'exportation de nouveaux problèmes se sont posés. En Egypte, depuis 1881, la crise a paralysé les achats, et ailleurs des menaces se sont précisées. En Turquie, les pilés et les pains autrichiens ont payé à

partir de 1880 des taxes plus faibles que les produits similaires français (203). Enfin, en juin 1883, les russes ont interdit le transit par la voie ferrée Poti-Bakou malgré les plaintes des marchands arméniens. Les Marseillais ont alors tenté de faire prendre aux raffinés l'ancienne route de Trébizonde, mais les moyens de transport se sont avérés trop coûteux et insuffisants (204). Aussi, le négoce a commencé à expédier des sucres par la voie du Golfe Persique grâce aux réductions des taux de fret consenties par les compagnies de navigation anglaises (205). Débarqués à Bender Abbas, Bouchir, Mohammerah, puis à Bassorah, les pains de 3 kg gagnaient, par caravanes, Kerman, Chiraz, puis Hamadan et Téhéran, ou bien par le Tigre, ils allaient à Bagdad, et par terre à Kermanschah et au-delà (206). Pour Saint-Louis, la mesure russe n'a pas eu de conséquences fâcheuses, les envois en Perse ont même augmenté (207). Mais La Méditerranée s'est moins bien adaptée au nouvel itinéraire. Ses ventes ont fléchi (208).

A partir de septembre 1883 la situation commerciale s'est détériorée. L'accumulation des raffinés dans les magasins a immobilisé une partie du fonds de roulement et, à cause de la cherté des sucres en fabrication, aucune marge n'a pu être dégagée entre les prix d'achat et de vente. La position de La Méditerranée était particulièrement difficile. A l'exportation elle était en perte de vitesse et ses livraisons à la consommation s'accroissaient avec lenteur (209) tandis qu'à Saint-Louis, dès 1880, on avait réussi à vendre près de 50 % des raffinés sur le marché intérieur (cf tableau n° 28).

Un fait s'impose : le recul de La Méditerranée. Tout d'abord les Massot ont laissé échapper Saint-Charles et ensuite ils ont fermé leur usine de la Porte d'Aix abandonnant ainsi sans combat d'importants débouchés à Saint-Louis. Cette concentration de la production permettait d'obtenir une bonne rentabilité immédiate du travail mais on renonçait en même temps à toute augmentation de la fonte.

Enfin, la disparition des frères Massot a privé la Méditerranée d'une véritable direction industrielle et l'entreprise a été alors dominée par le négoce qui a favorisé l'emploi du sucre de canne - ce qui n'était pas un bon choix à un moment où le meilleur rendement du sucre indigène mettait partout en danger ceux qui utilisaient du sucre exotique (cf Chapitre I).

La période du syndicat des Raffineurs (1884-vers 1900).

On connaît déjà l'histoire des relations entre la raffinerie de

Marseille et de Paris - les longues négociations, les ruptures, etc... (cf Chapitre IV). De 1884 à 1898, deux faits caractérisent l'évolution des ventes de sucre faites par Marseille ; d'une part le palier des exportations, de l'autre le progrès des livraisons sur le marché intérieur (cf tableaux n° 28 et 29). Celles-ci ont augmenté de 165 % passant de 20.040 tonnes en 1884 à 53.114 tonnes en 1898 (210).

L'extension du rayon des Marseillais en France (que Paris voulait empêcher) est, paradoxalement, une conséquence de la création du syndicat. La bonne gestion conseillait en effet à Saint-Louis et à La Méditerranée (comme à tous les raffineurs) de vendre là où les prix et les écarts étaient les plus élevés, c'est-à-dire sur le marché national (211). Dès 1891, il apparaît que la lutte engagée entre les raffineurs de Marseille et ceux de Paris avait tourné à l'avantage des premiers, ce qui explique les concessions des seconds. Comme toutes les raffineries devaient utiliser au maximum leur matériel pour ne pas écraser les prix de revient, ils déversaient massivement sur les marchés d'exportation leurs produits hors quantum. On aboutissait ainsi à la baisse et à l'amenuisement des gains, sinon à leur disparition, dans des pays comme l'Algérie aussi les Marseillais se sont surtout efforcés de développer leurs ventes au Maroc et en Perse où ils offraient un produit très recherché que Paris ne fabriquait pas encore : les petits pains de 2 à 3 kg (212).

A propos du marché français comme le remarque P. Desbief : "De ce côté, la notoriété de la marque, l'activité et l'intelligence des agents ne jouent plus qu'un rôle secondaire, étant donné que les débouchés sont limités par le syndicat et que chacun des adhérents ne peut écouler que la proportion qui lui est attribuée. La seule habileté de la direction consiste uniquement dans le choix du moment où il convient d'assurer le placement des quantités à vendre". En gros, le rayon de vente restait le même qu'en 1883, mais les nouveaux tarifs accordés par le P. O. à Paris ont remis en cause, à partir du 1er juillet 1898, l'expansion de Marseille dans le Sud-Ouest. De Plus, la concurrence faite par les usines d'agglomérés qui livraient du sucre en morceaux sans passer par le raffinage (surtout celle de Verdet) inquiétait fort La Méditerranée. En effet, à la fin de l'année 1896, elle estimait son manque à gagner à 1.000 F par jour (213). Eugène Verdet, négociant à Avignon, avait eu le premier l'idée de cultiver la betterave dans le Vaucluse. Il pensait ainsi effacer les ruines laissées par la crise phylloxérique, la maladie du ver à soie, la mévente de la garance, le gel des oliviers à la suite des hivers rigoureux. Acquéreur des propriétés de Forbin Janson, il étudia les causes

de l'échec du marquis, voyagea aussi en Allemagne, en Belgique et dans le Nord de la France pour s'initier à l'industrie sucrière et, après de nombreuses analyses des terres présumées favorables à la betterave, il procéda en 1884 à des essais de culture mais ce n'est qu'en 1890 qu'il se décida à fabriquer du sucre. En 1896, il devenait fabricant-raffineur (214). Toutefois, dès 1897, il acceptait de louer son usine aux raffineurs de Marseille (215).

La croissance de Saint-Louis a continué. L'exportation s'est maintenue et les ventes à la consommation ont augmenté de 40 % de 1884 à 1898. A partir de 1899 P. Desbief misa davantage sur l'Afrique du Nord et surtout sur le Maroc (près de 30 % des exportations de raffinés de Marseille en 1898). Saint-Louis se portait sur le marché le plus rémunérateur au moment où la rupture de fait du syndicat réduisait la marge bénéficiaire en France. La même stratégie semble avoir été adoptée par La Méditerranée puisqu'en 1900 on retrouve un niveau de fonte qui n'avait été atteint qu'en 1866. Les Marseillais ont donc utilisé au mieux de leurs intérêts la conjoncture.

P. Desbief a participé à l'élaboration de la loi de 1897 mais durant les 2 ou 3 années qui ont suivi, il n'a pas toujours été facile de faire venir du sucre indigène à un prix permettant de résister à la concurrence des raffineurs de Paris. Après avoir pris de nombreux contacts avec des fabricants du Nord, P. Desbief demanda à la Chambre de commerce d'intervenir auprès du Ministre des Finances pour obtenir la possibilité de placer en admission temporaire, en vue de bénéficier de la détaxe de distance, les sucres indigènes passibles du demi-droit, dont la production dépassait le tiers de la récolte annuelle. Ces 250.000 tonnes de sucre brut échappaient aux raffineurs des ports pour le plus grand profit de ceux de Paris. De son côté, le député Thierry interrogea aussi le Ministre, mais sans succès. A Marseille on craignait de manquer de sucre de canne à cause de la spéculation et c'est pour cela que Saint-Louis a installé un bureau à Paris (216) ; de même, en 1899, La Méditerranée a acheté 26.000 tonnes de sucre indigène dans le Nord car les affaires d'exotiques devenaient de plus en plus difficiles à traiter puisqu'ils avaient des débouchés avantageux en Angleterre et en Belgique (217).

L'insuffisance du matériel dont disposait la Compagnie des Bateaux à Vapeur à hélice du Nord - la seule qui assurait un service régulier de cabotage entre Dunkerque et Marseille - avait de gros inconvénients pour les raffineurs (218). Ainsi, en octobre 1898, G. Boyer a dû faire arrêter le travail un jour par semaine, malgré une demande active (219). De son

côté, P. Desbief attirait l'attention des armateurs sur Calais, port bien outillé et mieux situé pour les expéditions en Méditerranée et, finalement, la nécessité d'organiser dans des conditions plus satisfaisantes le transport du sucre du Nord s'imposa. De décembre 1898 à avril 1899, Saint-Louis avait eu constamment entre les mains de la Compagnie des Bateaux à Vapeur un stock de brut d'une valeur de plus de 3 M, tandis que, faute de matière première, les usines de la société étaient sans cesse menacées de chômage, ce qui risquait de nuire à la bonne marche du travail et, selon P. Desbief, la réception de 90.000 à 100.000 tonnes de sucre indigène par an (60 à 70.000 tonnes rien que pour Saint-Louis) justifiait l'existence d'une nouvelle ligne régulière de navigation (220).

Un groupe avec, à sa tête H. Bergasse, se forma et sollicita la Société Marseillaise de Crédit de participer au lancement de la Compagnie des Vapeurs de Charge Français qui fut créée le 16 juin 1899 au capital de 2 M. Les fondateurs avaient souscrit la moitié du capital ; de plus, A. Féraud proposa que Saint-Louis contribue dans une large mesure à la constitution de l'affaire pour y exercer directement un contrôle - l'activité de plusieurs de ses administrateurs dans le futur conseil aurait ainsi pour effet certain de concilier de façon permanente les intérêts en présence. Saint-Louis prit donc 1.000 actions de 500 F et après quelques mois de fonctionnement le capital fut porté à 4 M.

La Compagnie des Vapeurs de Charge Français éprouva des difficultés puisqu'en 1902, elle négociait avec une compagnie en formation, l'Est Asiatique Français, la cession du vapeur Mira (en construction) pour la somme de 2 M payables en actions de 500 F. Elle devait ramener son capital de 4 M à 2 M et échanger avec ses actionnaires les 4.000 actions reçues contre 4.000 des siennes. Saint-Louis donna son accord, mais l'opération n'a eu lieu qu'en 1904. En 1910, sa flotte était constituée de 5 navires (10.100 tonneaux) mais, en 1912, elle les céda à la Compagnie de Navigation Mixte. Saint-Louis participa à l'augmentation de capital provoqué par l'absorption, car P. Desbief estimait qu'il était utile de ne pas se présenter seulement en chargeur, mais aussi comme un important actionnaire (222). La Mixte desservait alors l'Algérie et la Tunisie. Ainsi les détaxes de distance ont assuré à Marseille et surtout à Saint-Louis un approvisionnement abondant (223).

Le temps des grandes spéculations et de la guerre.

En 1900, les ventes de Saint-Louis ne dépassaient pas une ligne idéale Toulouse-Valence par suite de la concurrence de Bordeaux et de Pa-

ris (224). Après la désintégration du syndicat, il est certain que l'ancienne répartition des débouchés par région géographique a subi de sérieuses modifications sous l'influence de la lutte qui s'est établie entre raffineurs et au cours de laquelle, sans tenir compte du prix de transport, chacun s'efforçait d'atteindre des villes situées en dehors du rayon naturel d'action de son entreprise (225). Ainsi, P. Desbief, pour diffuser sa marque au-delà de Toulouse et de Lyon, a fait des sacrifices. C'est pour cela que les raffineurs de Marseille ont exigé des réductions de tarifs égales à celles accordées aux Parisiens (cf Chapitre IV).

La demande croissante de sucre en morceaux poussa Saint-Louis et La Méditerranée à en produire chaque jour davantage, mais d'autres concurrents apparaissaient dans leur rayon. Après Verdet, la raffinerie de Lyon devenait à son tour très dangereuse, et à Marseille même, des tentatives ont eu lieu pour monter de petites raffineries équipées de turbines Adant. L'offre a donc vite dépassé la demande, et, en présence de la surproduction, il n'était plus possible de maintenir un écart rémunérateur entre le brut et le raffiné, et, comme le remarquait A. Pichaud, la marge diminuait d'année en année (226).

La Raffinerie Notre-Dame (J. d'Argento), signalée en 1901, a eu une brève existence. Elle utilisait une turbine Adant. Par contre, la Raffinerie Coloniale, Notre-Dame de la Guadeloupe, a réussi à se maintenir pendant quelques années. Aménagée en 1903 par MM. Gabriel et Pierre Gérard, négociants en denrées coloniales et propriétaires du domaine du Centre de la Retraite à la Guadeloupe (227), elle n'a marché régulièrement qu'à partir de janvier 1904 et, au bout de quelques mois, la spéculation de Cronier la força à interrompre son travail (228). Ensuite sa fonte est restée dérisoire (330 tonnes en 1903, 759 en 1904, 329 en 1905, 127 en 1906 et 3 en 1907) (229). Elle ferma définitivement ses portes en 1907. Cependant les frères Gérard proposèrent à La Méditerranée d'acheter leur usine pour 1.200.000 F (230). La Raffinerie Moderne n'a pas eu plus de succès. Elle existait depuis 1905 ; elle se transforma en S.A. en 1907 avec un capital de 400.000 F. Il s'agissait en fait d'une fabrique d'agglomérés utilisant des procédés chimiques et mécaniques pour remplacer le noir animal comme décolorant. Au plus fort de son activité (1906), elle traita 140 tonnes de brut (83 en 1905). Elle manqua vite de fonds et ne dépassa pas vraiment le cadre artisanal (231). Quant à la Raffinerie de Lyon, l'action conjuguée de Say et de Saint-Louis régla son sort.

En 1901, le problème de l'écoulement des mélasses s'est aussi posé avec acuité. Elles étaient livrées brutes aux distilleries d'alcool

et aux fabricants de cirage, et raffinées aux brasseries et aux fabricants de pains d'épices, mais, par suite de la baisse du prix du sucre et des dispositions restrictives imposées par le décret du 30 mai 1899 à l'introduction des mélasses en brasserie, la consommation des mélasses raffinées avait diminué. A Saint-Louis, les ventes étaient passées de 1.200 tonnes en 1899 à 520 tonnes en 1900, et on n'espérait guère en placer plus de 375 tonnes en 1901. Ainsi, P. Desbief se trouvait dans la nécessité absolue de livrer 3.000 tonnes de mélasse brute aux distilleries. Le Nord, qui les achetait auparavant 5 à 6 F les 100 kg, les payait maintenant 4 F, aussi on préférait les vendre au distillateur marseillais Charles Berrut qui les prenait entre 5 et 7 F, mais celui-ci ayant fait de mauvaises opérations se trouvait obligé de procéder à une liquidation (232).

P. Desbief proposa à ses collègues - vu l'inconvénient de la disparition de ce débouché - de constituer une société en commandite simple pour prendre sa suite. Il s'était assuré du concours de Ludovic Sube, un fabricant de liqueur pour gérer ce qui devait devenir la Société de L'Ancienne Distillerie Berrut, L. Sube & Cie. Le capital social était de 150.000 F, Saint-Louis fournissait 125.000 F et L. Sube 25.000 F (233). Dans un premier temps, Saint-Louis cédait 2.700 tonnes de mélasse à L. Sube, au prix de 4,75 F, livrables de novembre 1901 à la fin de décembre 1902 (234). Ce choix souple d'intégration apportait une solution à la vente des mélasses et il donna de bons résultats (235).

En 1913 Marseille était sur la défensive en France. En effet, la raffinerie de Paris avait depuis quelques années conquis des débouchés vers le Midi en s'imposant des sacrifices qu'il lui était bien difficile de consentir indéfiniment, d'où ses efforts pour reconstituer le syndicat (236). Saint-Louis avait refusé systématiquement la création d'un nouveau cartel. La Méditerranée défendait l'entente avec Paris, mais en vain. En effet, elle supportait de plus en plus difficilement la concurrence de Paris qui se manifestait aussi en Algérie et en Tunisie. Il lui fallait constamment réduire ses prix (237). Saint-Louis subissait les mêmes attaques, mais P. Desbief a su compenser la perte de positions en France par l'exploitation de nouveaux débouchés au Maroc (238) et à partir de 1902 la fonte fut portée au maximum pour diminuer les frais de fabrication et satisfaire les ordres de plus en plus nombreux passés par les colonies et l'étranger (239). En même temps, P. Desbief déclencha la lutte en France en plaçant des sucres en dehors de son rayon naturel d'action pour gêner les Parisiens (240) et il sauvegarda l'essentiel de son rayon

(cf carte n° 4).

En 1906, pour la première fois, la fonte de Saint-Louis dépassa 100.000 tonnes, tandis que l'exportation compta pour les 5/8 dans les ventes (241). Cette stratégie ne fut pas modifiée. En France, P. Desbief limita les livraisons au Midi et choisit de faire les plus gros efforts au Maroc (242). L'exercice 1913 marqua le triomphe de cette politique avec des résultats exceptionnels "dus pour une grande part à l'extension graduelle et méthodique de l'organisation industrielle", et le conseil décida de porter la capacité des usines de 120 à 150.000 tonnes (243).

A partir de 1899 et jusqu'en 1912 l'industrie du sucre a été secouée par les spéculations à la Bourse de commerce de Paris. Les Marseillais, il faut le noter, n'ont jamais été accusés de spéculer. Il est vrai que dans les conseils d'administration on discutait rarement des opérations d'arbitrage. C'était un domaine réservé au président, du moins à Saint-Louis. D'ailleurs, il est difficile de mesurer leur importance car dans les livres de contrôle les résultats des interventions sur le marché à terme sont noyés dans les réductions ou les redressements des bénéfices. En 1905 et en 1910 les accaparements ont entraîné une diminution de la fonte de Saint-Louis. En 1904 la fabrication est demeurée normale jusqu'en décembre, mais ensuite on a ralenti le travail pour ne pas se charger de marchandises. En 1910 la production diminua de 21 %. C'était de la bonne gestion car on limitait ainsi les arbitrages destinés à maintenir la valeur du stock.

Dès août 1914, on assista à une profonde déorganisation du travail, mais, peu à peu, on s'installa dans la guerre. A Saint-Louis, la mobilisation enleva le directeur J. Bourgougnon, 4 ingénieurs sur 5, 80 employés et 519 ouvriers (plus de 50 % du personnel masculin) (244), et à La Méditerranée presque tous les contremaîtres et une centaine d'ouvriers (245). P. Desbief fut contraint de mettre en chômage ses deux usines pour procéder à une reconstitution de l'encadrement et des équipes. Il finit même par concentrer toute la production dans la seule raffinerie de Saint-Charles, car, avec le décret du 5 août qui interdisait toutes les exportations, la fermeture de celle de Saint-Louis apparaissait comme la solution la plus raisonnable (246). On manqua même de sucre brut à cause des réquisitions (247). Toutefois, sous la pression du préfet, on ralluma les feux de Saint-Louis le 19 novembre grâce au recrutement d'ouvriers réfugiés du Nord et à la mise en congé de J. Bourgougnon, d'un ingénieur et de plusieurs contremaîtres (248). En contre-partie, le Ministère de la Guerre et le Gouvernement Général de l'Algérie passèrent avec P. Desbief un mar-

ché pour raffiner à façon 17.000 tonnes de brut achetées par l'Etat pour ravitailler l'armée et l'Algérie. Enfin, cédant aux instances de Lyautey, le gouvernement autorisa de nouveau les exportations vers le Maroc. Ainsi, après une abstention forcée de quelques semaines, les Marseillais ont retrouvé leur principal débouché. Malgré la pénurie de combustible et l'insuffisance des moyens de transport, leur production a repris peu à peu un rythme normal (249), d'autant plus que, grâce aux facilités accordées par la place de Londres pour le paiement du brut de Java, Saint-Louis ne souffrait pas trop de la chute des expéditions de sucre indigène (250). L'usine de Saint-Charles alimenta des régions habituellement desservies par Paris (251).

Toutefois, La Méditerranée semblait s'adapter moins bien à la nouvelle situation (252). On avait obligé Boyer à fournir 1.500 tonnes de raffinés à des prix fixés à un cours inférieur à celui du jour de la livraison et à travailler 5.000 tonnes de sucre italien pour l'armée, d'où une diminution des livraisons à la consommation de 15.000 kg par jour. Il est vrai que la marge était de 11 F - ce qui, avec l'outillage de La Méditerranée donnait un faible bénéfice, tandis qu'à Saint-Louis on s'estimait satisfait d'une affaire qui aidait à comprimer le prix de revient (253). Il est certain aussi que P. Desbief, dès octobre et novembre 1914, n'avait pas hésité à faire de gros achats à livrer avec fret garanti par le vendeur et quand les effets de la hausse se sont fait sentir sur le marché il se trouva dans la situation de pouvoir vendre ses produits à un prix relativement modéré (254).

A Marseille le problème de la main-d'œuvre a été résolu. Saint-Louis a recruté plus de 600 Algériens, Kabyles en majorité - qui, au bout de quelques mois, sont rentrés chez eux pour revoir femmes et enfants et célébrer le Ramadan. Cette instabilité rendait précaire l'emploi de ces ouvriers ; aussi la société a acheté une propriété près de l'usine pour les inciter à s'y établir avec leur famille. C'était une sage mesure, car Algériens et Marocains ont alors donné pleine satisfaction (255). Cependant, à La Méditerranée, il y a eu une grève dure en juin 1917, qui a abouti au renvoi de nombreux ouvriers kabyles, d'ailleurs immédiatement remplacés par d'autres (256).

Par contre, les voies ferrées étaient souvent encombrées et les wagons rares et jusqu'à la fin des hostilités, il a fallu compter sur les aléas des transports. En novembre 1917, par suite du désastre de Caporetto, La Méditerranée dû cesser sa fonte pendant 7 jours (257). La pénurie de combustible amena Saint-Louis à s'intéresser à l'exploitation du li-

gnite (258). P. Desbief obtint de la Cie Générale d'Electricité de Marseille l'amodiation de la mine de Coudoux près de Velaux, sur la ligne de chemin de fer d'Aix à Rognac, de même, que la concession de celle de la Fare. La première fournissait alors 1 à 2 tonnes par jour, mais sous la direction de Bourgoignon, l'extraction fut portée à 50 tonnes. A la Fare, Saint-Louis avait acheté le domaine du Moulin du Pont et en avait commencé à creuser un puits. Deux sociétés avaient été créées, La Cie Houillère de la Fare (capital 2 M) et la Cie Agricole et Minière du Moulin du Pont (capital 1 M) qui devait s'occuper du Moulin du Pont et de la mine de Coudoux. Saint-Louis garantissait l'émission de la moitié du capital des deux sociétés. Ainsi se renforçait la tendance à l'intégration qui s'amorçait avant la guerre avec la création de sucreries, le contrôle de la distillerie Sube et Cie et le soutien accordé à la Cie de Navigation Mixte.

En 1915 et 1916 la fonte de Saint-Louis a dépassé celle de 1913 (7,7 % de plus) alors qu'elle était en baisse dans toutes les autres usines. Et cela malgré l'absence de méthode dans le ravitaillement des raffineries, car tantôt l'Etat livrait du sucre avec parcimonie, tantôt avec abondance et surtout il n'existait aucune coordination entre le travail assigné et le charbon fourni. L'absence de combustible qui se produisait inopinément a contraint, à diverses reprises, La Méditerranée à suspendre brusquement sa fonte, et Saint-Louis à réduire son activité. Les procès verbaux du conseil d'administration des deux sociétés forment une sorte de cahier de doléances où revient sans cesse le manque de sucre, de houille, de wagons, etc... Il en découlait une augmentation des frais de fabrication - beaucoup plus sensible à La Méditerranée qu'à Saint-Louis, car l'exportation permettait à P. Desbief de maintenir sa production.

En janvier 1917, la réduction au tiers de la fonte avait été appliquée aux Marseillais, mais seulement pour les livraisons à la consommation. G. Boyer devait recevoir 830 tonnes par mois pour alimenter le Sud-Est et 1.200 tonnes pour le Maroc et l'Algérie (259). Pour ces deux pays, la part de Saint-Louis était de 5.200 tonnes (260). En octobre, le Ministre du Ravitaillement ramena l'attribution de La Méditerranée à 1.425 tonnes (261). De partout les protestations ont fusé. "Nous n'avons plus, par conséquent, aucune initiative à prendre, mais, par contre, aucun risque à courir, ni pour les achats, ni pour les ventes, et notre rôle se borne à administrer aussi économiquement qu'il est possible de le faire, nos établissements industriels", affirmait-on à Saint-Louis (262). Le ton fut encore plus rude à La Méditerranée : "Ainsi l'Etat se substi-

tuant presque complètement à nous dans l'achat des sucres bruts, la production de l'usine et la vente des raffinés, paralyse l'initiative de notre conseil d'administration, qui se trouve dépossédé en partie de la direction effective de nos affaires" (263).

A partir de juin 1919, la marche des raffineries fut sérieusement perturbée. Le stock de Boyer ne dépassait pas alors 425 tonnes et il prévoyait une fonte de 960 tonnes (264) qu'il porta à 980 tonnes en septembre (265). P. Desbief de son côté, faillit manquer de sucre, mais, dès octobre, tout danger fut écarté (266), tandis que La Méditerranée continuait à travailler au ralenti malgré d'abondants arrivages des Antilles, et cela, une fois de plus, faute de charbon (267). De même, G. Boyer fut surpris, en juin 1919, par le retour à la liberté du commerce des sucres et la hausse mondiale des prix qui posa un redoutable problème de financement pour les approvisionnements (268).

Saint-Louis augmenta son capital dès juin 1920. Le prix du kilogramme de sucre passé de 0,70 F en 1914 à 3,05 F en 1920, le déficit de la production indigène et l'obligation de recourir pendant de longues années aux importations de sucre étranger, fit que P. Desbief envisagea un capital social de 38,5 M. En 1918, celui-ci était passé de 6,5 à 7,7 M (30.800 actions de 250 F) par suite du rachat des parts de fondateurs (269). En effet, pour assurer la fonte pendant un mois il fallait à Saint-Louis 12.000 tonnes de sucre brut valant 25 à 30 M au lieu de 5 à 6 M en 1914. Il fallait aussi songer à de nouveaux investissements pour étendre les ventes au Maroc. Le moment de mettre le fonds de roulement en rapport avec les projets et les buts du conseil était donc venu. On a donc offert 123.200 actions nouvelles de 250 F à souscrire en numéraire avec un droit de préférence réservé aux actionnaires (4 actions nouvelles pour 1 ancienne). Ce fut un triomphe. En effet, 1.647 actionnaires, possesseurs de 30.311 actions anciennes, souscrivirent 121.244 actions à titre irréductible, et à titre réductible 1 action nouvelle fut donnée aux porteurs de 7 actions anciennes (270). En 1921 La Méditerranée porta son capital à 10 M (271). Ces chiffres traduisent l'écart qui s'était creusé entre les deux firmes.

B - Les Marseillais en Orient.

En Turquie et en Perse, les Français avaient peu à peu reculé devant les Autrichiens et les Russes. A la veille de la guerre, l'Autriche

accaparait les trois quarts de l'importation du sucre en Turquie où la France ne conservait plus que des clients à Bassorah, à Cavalla et à Trébizonde. En Perse, la France, après avoir perdu les marchés du nord et du centre du pays, se contentait de vendre des pains sur la côte orientale du Golfe Persique, où, d'ailleurs, elle rencontrait, comme au Maroc, la concurrence de l'Autriche, de l'Allemagne de la Belgique et de la Russie. En 1906, la pression russe s'est relâchée, mais dès 1907 avec le retour au calme, le plus bas niveau des ventes depuis 1899 a été atteint. En 1909 il y a eu une légère remontée à cause du boycottage du sucre autrichien après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine en octobre 1908. Ensuite la guerre italo-turque n'a pas favorisé le commerce français. Par contre les guerres balkaniques ont permis aux Marseillais de placer davantage de pains à Trébizonde et dans le Golfe Persique. Les débouchés ottomans et perses appartenaient aux raffineurs qui livraient le meilleur marché (272). La qualité jouait un rôle secondaire dans ses pays pauvres qui s'accommodaient du concassé et du sucre sable autrichiens ou russes (273) d'où la chute des ventes en Turquie et leurs aléas en Perse (cf graphique n° 18). En 1900 elles représentaient encore 31,33 % de l'exportation mais seulement 14,07 % en 1913.

L'Asie Mineure et le Levant.

En effet, depuis 1876, le sucre autrichien s'était substitué au sucre français, de Constantinople à Beyrouth (274). Toutefois, en 1884, Saint-Louis s'était efforcé de regagner le terrain perdu au Levant (275). C'était d'abord une question de prix. L'écart entre les produits marseillais et ceux venant de Trieste avait constamment diminué, 15 % en 1886, 8 % en 1887, 2 % en 1888. Faisant des sacrifices, P. Desbief avait même offert à Beyrouth, en avril 1887, des sucres concassés à 39,25 F avec 2 % d'escompte (alors que les concassés autrichiens valaient 40,50 F) et, à la fin de l'année, ils plaçaient 2.500 caisses à livrer pour janvier et février à 52 F les 100 kg (contre 54 F à leur principal concurrent) (276). En 1888, le sucre français réapparaissait à Constantinople (277) et à Salonique (278), en juillet à Monastir et Samsoun (279), à Smyrne il refoulait le sucre autrichien (280) et il lui disputait Tripoli (281). Malgré la pression exercée par de nouveaux concurrents, les Russes et les Egyptiens, Marseille consolidait ses positions. Une part de ce succès revenait à la Cie des Messageries Maritimes, car c'était aussi une question de fret. Celui-ci avait été réduit à 1,50 F par 100 kg entre Marseille et Beyrouth, et à 2 F pour Tripoli, Alexandrette et Mersina (le Lloyd autri-

chien demandait 2,20 F pour Beyrouth) (282).

Toutefois, dès novembre 1888, le concassé autrichien revenait en force sur le marché de Constantinople et le mouvement d'exportation des sucres à partir de Trieste s'est développé au détriment de la raffinerie de Marseille qui a perdu les débouchés de la Méditerranée orientale (283). Ainsi, à Alep, où, autrefois, tous les pilés étaient fournis par Saint-Louis, la presque totalité des sucres venait d'Autriche ou d'Italie. Quant à l'origine des 20.000 tonnes de sucre vendus en 1894-1895 à Constantinople, elle se répartissait de la façon suivante : Autriche 84 à 87 %, Russie 4 à 6 %, France 3,5 à 5 % (284).

Un désaccord s'est alors produit sur la stratégie commerciale à adopter en Asie Mineure et au Levant. Les consuls constataient partout la cherté du sucre français, sa qualité, le fret favorable à partir de Marseille et ils se demandaient pourquoi nos raffineurs n'arrivaient pas à concurrencer les Autrichiens et les Russes. Ils reprochaient en particulier à Saint-Louis, de ne pas avoir suffisamment d'agents en Orient. A les entendre le monopole que la France gardait pour les pains (consommés par une clientèle riche) était même menacé par les Belges qui contrefaisaient l'habillage et la marque de Saint-Louis. Enfin, ils proposaient une solution simple. Il fallait pratiquer des prix comparables à ceux de nos rivaux (285).

Certes, le sucre français coûtait cher, mais il était différent des produits étrangers offerts sur le marché. Le sucre sable russe avait de plus en plus la faveur des consommateurs car il était très bon marché, de même le concassé autrichien. Or les raffineries de Marseille n'étaient pas outillées pour fabriquer ces produits. Elles ne disposaient pas non plus de la matière première nécessaire pour ce travail, compte tenu du cours élevé du sucre indigène. Elles ne pouvaient donc que céder un terrain où elles étaient bien mal armées pour se défendre. Toutefois, le commerce local leur demandait des concassés lorsque leurs prix étaient identiques à ceux des Autrichiens et pendant la campagne 1904-1905, par suite de la hausse généralisée, Saint-Louis expédia des pains à Smyrne, mais avec la baisse Trieste a vite repris le marché (286).

A ceux qui prônaient le choix de représentants pour vendre directement la marque de Saint-Louis (287), P. Desbief répondait que l'opération ne serait pas rentable. Il citait le cas de l'agent général de Beyrouth qui n'arrivait à conclure que des affaires peu importantes qui ne donnaient que des pertes, et il concluait : "Dès lors qu'on n'aura pas endigué le flot montant des impôts qui grèvent si lourdement notre indus-

trie, tant que les compagnies de navigation ne seront pas en situation de nous offrir des avantages dont bénéficiaient nos concurrents, nous ne saurions songer sérieusement à entreprendre des opérations suivies avec les Echelles du Levant, qui étaient, il y a 20 ans encore, un de nos principaux débouchés" (288). C'était une critique sévère de toute la politique économique et fiscale inspirée par Méline. La protection du sucre indigène par la surtaxe se répercutait à l'exportation (hauts prix) et là où la qualité n'était plus un atout suffisant (Maroc, Golfe Persique) ; les concurrents étrangers devaient logiquement l'emporter.

Dans un rapport présenté à la Chambre de commerce de Cambrai en juin 1908 (289), J. Helot, comme d'autres, n'était pas loin de penser que Marseille avait négligé un marché qui représentait une valeur de soixante millions de francs environ. D'après lui, le succès obtenu à Salonique où les 3/4 du sucre consommé provenaient des usines françaises prouvait que l'on pouvait lutter victorieusement contre la concurrence autrichienne et cela grâce aux détaxes de distance. Il reconnaissait que les compagnies de navigation autrichiennes consentaient aux exportateurs de Trieste un fret réduit, doublé d'une ristourne proportionnelle à la quantité de sucre embarqué pour faciliter l'exportation. Il réclamait donc plus de compréhension de la part des armateurs français. Mais, pour lui, l'essentiel était de faire des prix égaux à ceux des Autrichiens. Ainsi, à Erzeroum et à Jaffa, la vente du sucre marseillais avait augmenté - mais pas assez - alors que la qualité inférieure du sucre de Trieste devrait éloigner les acheteurs. Aussi il suggérait la formation d'un syndicat de vente (grouvant tous les exportateurs) qui organiserait un réseau de bons représentants dans les grandes villes et à qui on laisserait une initiative suffisante. Il conseillait aux raffineurs de s'adresser aux Chambres de commerce françaises et aux agents consulaires et de demander l'aide de la Banque Impériale Ottomane où prédominaient nos intérêts. Pour Saint-Louis, les données du problème n'avaient pas varié. Alors que les ventes dans le Golfe Persique reprenaient grâce à d'exceptionnelles concessions, il n'était pas question pour P. Desbief d'engager sa société dans une lutte perdue d'avance. D'ailleurs, il lui paraissait inopportun d'aller plus loin dans la voie des sacrifices. Mieux valait se borner à maintenir avec le Golfe Persique et Trébizonde des relations assez actives sans vouloir donner un plus grand essor à des transactions devenues onéreuses (290).

En 1913, le cristallisé d'Autriche et le sucre sable d'Odessa étaient toujours recherchés. Venait ensuite le concassé autrichien. Les raffineries de La Méditerranée et de Saint-Louis étaient représentées à

Alep, mais elles ne plaçaient que des pains (imités par les Autrichiens). A Caïffa, le sucre français ne se vendait pas à cause de son prix élevé. Quelques lots de concassé de Saint-Louis avaient fait leur apparition à Brousse en 1904-1905 et en 1908-1909, mais, depuis, ils ne trouvaient des clients que lorsque le sucre de Trieste était en forte hausse. En 1905, P. Desbief avait envoyé des pains à Samsoun et grâce au concours de la maison Paquet ce trafic s'est développé en 1906-1907, mais dès 1910, par suite de différences de prix très sensibles, la part de la France dans l'importation était devenue presque nulle et l'Autriche a alors enlevé presque toutes les affaires de sucre ; de même à Angora, Konieh, Kerasunde et Salonique. Seul le commerce avec Trébizonde faisait exception (291).

Trébizonde et le Golfe Persique.

Depuis la fermeture de la route du Caucase, le sucre russe s'était rapidement substitué au sucre français dans tout le nord de la Perse (292). Les difficultés, la lenteur et la cherté des voies restées ouvertes (celles de Trébizonde et de Bagdad) n'ont pas permis d'engager une véritable lutte et en moins de deux années les raffinés marseillais ont été exclus des provinces d'Azerbaïdjan, Gilan, Mazandéran, Khorassan, Arak. Par contre, ils ont maintenu leurs positions dans le sud et le centre de la Perse ; toutefois, les Russes avaient réussi à se glisser jusqu'à Ispahan (293).

Notre consul à Téhéran espérait beaucoup de l'ouverture de la route d'Akwaz à la capitale. D'après lui, elle pouvait fournir aux Marseillais l'occasion non seulement de se défendre, mais aussi de regagner, au moins partiellement, les avantages perdus au nord, à condition qu'un service direct de bateaux fonctionne entre Marseille d'une part, et Bouchir et Bassorah d'autre part, pour assurer un trafic régulier vers Akwaz et Bagdad. Les ventes françaises dans le Golfe Persique dépendaient alors uniquement d'un vapeur anglais qui s'arrêtait à Marseille en principe une fois par mois, en fait seulement quand son chargement était insuffisant, d'où les plaintes réitérées des raffineurs qui devaient réduire leurs expéditions, malgré de fortes demandes (294).

En Perse on consommait de plus en plus de sucre russe, non pas à cause de sa qualité - il fondait avec une lenteur extrême, suçait peu et son goût était désagréable - mais le prix en était bas ; d'ailleurs, pour l'imposer, on le vendait avec toutes les apparences extérieures du sucre français (marques, couleur du papier). En 1893, le recul de ce dernier

s'est accentué. P. Desbief jeta un cri d'alarme (295). Il parlait de l'arrêt presque complet des exportations par Trébizonde et le Golfe Persique et dénonçait le traitement de faveur accordé aux Russes par la Perse au point de vue douanier. La Chambre de commerce de Marseille demanda au Ministre des Affaires Etrangères d'intervenir à Téhéran pour le respect du traité de commerce du 12 juillet 1855 qui prévoyait pour la France la clause de la nation la plus favorisée (296). En fait, les progrès réalisés par Saint-Louis en 1892-1893 avaient pour cause l'épidémie de choléra qui régnait en Russie. La frontière nord de la Perse avait été fermée, et des commandes considérables passées à Marseille. Mais, peu à peu, les pains russes sont revenus sur le marché. Moins chers, parce que primés, ils ont de nouveau attiré la clientèle pauvre (297).

Il faut noter que P. Desbief paraît très mal renseigné sur les événements de Perse - ce qui s'explique peut-être par l'absence à Trébizonde, Bouchir ou Bagdad de représentants directs des raffineurs, ceux-ci traitant uniquement avec des commissionnaires locaux. En 1894, l'année a encore été mauvaise en Orient. P. Desbief s'en est fait l'écho (298). Cela a commencé par la baisse du kran, avec comme conséquence des difficultés en Irak. En effet, Bagdad servait d'entrepôt à une grande partie de la Perse. On y payait les européens en or, tandis que leurs clients réglaient leurs dettes en argent. Lorsque ce métal a subi une baisse en Perse, le négoce supporta une perte de change de 25 %, ce qui entraîna la hausse des marchandises et l'arrêt des transactions (299). A Marseille, pour maintenir le volume des exportations, on fit des sacrifices sur les prix à l'heure où de nouveaux concurrents se manifestaient (300).

Cronier avec la Sucrierie-Raffinerie d'Egypte s'est intéressé dès 1894 aux débouchés en Perse (301). A Bagdad, 1.000 caisses de sucre égyptien ont transité à destination de ce pays en 1896 et 2.000 en 1897. La filiale de Say pratiquant de véritables prix de dumping, 42,56 F les 100 kg fob tandis que le sucre marseillais se vendait 50,60 F - soit une différence de 8 F qui n'a pas empêché Saint-Louis de livrer en Perse 92.000 caisses de sucre en pain en 1897. Plus redoutable apparaissait la concurrence des Allemands. Ils avaient, en effet, installé un consulat à Bouchir pour faciliter l'entrée de leurs sucres en Perse où leurs ventes progressaient rapidement grâce au bon marché de leurs produits. De Téhéran, notre chargé d'affaires demandait l'envoi d'un inspecteur de Saint-Louis à Bouchir. A Saint-Louis on attendait peu de résultats d'une telle enquête, car le véritable problème était une question de prix et on ne s'estimait pas en mesure de lutter à armes égales contre la concurrence allemande à cau-

se des primes et de la cherté du sucre brut français. De plus, la rareté et l'irrégularité des moyens de transport entre Marseille et le Golfe Persique faisaient que de nombreuses affaires échappaient à Saint-Louis (302).

La Cie des Messageries Maritimes manifestait, en effet, une singulière indifférence pour ce trafic (303). Toutefois la pression exercée par le Ministre du commerce et la Chambre de commerce de Marseille aboutit à un voyage d'essai en décembre 1895. L'expérience se poursuivit en 1896, mais, dans de très mauvaises conditions. Le choix de Bouchir comme terminus, au lieu de Bassorah, n'était pas heureux ; de plus les Messageries ne délivraient pas de connaissance direct pour Bagdad (304). Enfin, le fret de 35 à 50 F par tonne proposé aux raffineries était trop élevé ; aussi Saint-Louis continua à utiliser les services des vapeurs anglais ou italiens. Après une année d'exploitation déficitaire la ligne des Messageries fut supprimée. D'ailleurs, P. Desbief avait fini par s'entendre avec l'Anglo-Arabian and Persian Steamship qui lui garantissait un départ mensuel et s'engageait à prendre toutes les marchandises que Saint-Louis serait en mesure de livrer (305).

De Londres à Bouchir ou Bassorah une tonne de sucre payait 50 F (306). A partir de Marseille le fret pour Saint-Louis était de 35 F et pour La Méditerranée de 42 F (307), car la part de Saint-Louis dans les ventes se montait à 80 % (308). On reprochait au sucre de La Méditerranée de fondre plus lentement et de laisser une légère mousse. La qualité servait Saint-Louis aussi Cronier, les Allemands (309) et les Italiens (310) n'ont pas entamé les positions de la grande firme marseillaise dans le centre et le sud de la Perse. Il ne faut pas prendre à la lettre le pessimisme presque toujours affiché par P. Desbief. C'était une attitude plutôt qu'une conviction profonde, car, même l'offensive des Russes, malgré les difficultés des transports intérieurs, avait été contenue à Ispahan. Toutefois, à Trébizonde le commerce de transit se détériorait, mais avec la consommation locale qui augmentait, le courant d'importation s'est maintenu et malgré un fret élevé, le français résistait victorieusement à la concurrence autrichienne (311).

L'absence de négociants français à Bouchir et Bassorah ne semble pas avoir été un handicap pour les Marseillais. Des maisons de Londres et de Bombay plaçaient le sucre de Saint-Louis dans le Golfe Persique (312), il en était de même pour les marchands arméniens à Trébizonde. Des commissionnaires venaient à Marseille pour y passer des ordres. D'après notre consul à Bagdad, "De mémoire d'homme on ne se souvient d'avoir vu à Bas-

sorah ou à Bagdad un commis-voyageur français, visitant le client et s'enquérant de ses besoins" (313). C'est une constatation, mais la situation de structures commerciales plus développées ne se faisaient pas encore sentir car on préférait les sucres de Marseille, même s'ils coûtaient à 3 F de plus que les autres et il fallait au moins 5 à 6 F d'écart pour que l'on se tourne vers ses concurrents (314).

Jusqu'en 1910, Saint-Louis a réussi tant bien que mal à vendre ses pains à Trébizonde (cf tableau n° 32). A partir de 1902 l'Autriche domina le marché (sauf en 1906) grâce aux concassés tandis qu'on reprochait aux Marseillais de ne pas en vendre (315). C'était toujours la même ignorance des conditions de la fabrication. Pour lutter contre Trieste, il aurait fallu construire de nouveaux ateliers et alimenter leur travail avec du brut bon marché - ce que la législation française ne permettait pas. En Perse, Ispahan et Yedz marquaient la limite extrême de pénétration des produits français, tandis qu'à l'ouest, délogés de Hamadan, ils n'allaient guère au-delà de Kermanschah. Marseille expédiait aussi des pains dans les ports du Golfe Persique, à Bender-Abbas, Bouchir, Bahrein et Bassorah. A partir de 1899, la Méditerranée a pris comme représentant à Bagdad la maison Berk et Putmann pour lutter contre le monopole de Saint-Louis (316). Ce fut un succès puisqu'en 1903, sa part dans les ventes avait considérablement augmenté (317).

Les principaux importateurs de sucre résidaient à Bouchir (318). Tous les mois des vapeurs anglais de la Cie Buknall Brothers Steamship Line limited (Persian Gulf Line) et de la Cie Strick (The Anglo-Arabian and Persian Company) faisaient escale à Marseille pour y prendre les pains destinés aux ports du Golfe Persique (319). Saint-Louis et La Méditerranée avaient passé des contrats de fret permanents avec eux (320). Pour cette raison et surtout à la suite de l'envoi du cargo russe Kornilov à Bouchir au printemps 1901, le Ministre du commerce chercha à susciter la création d'une ligne pour le Golfe Persique (321). L'initiative embarrassait la Chambre de commerce de Marseille, car l'expansion des opérations des navires britanniques dans cette région répondait aux besoins des raffineries, les principaux intéressés (322). En effet, ils avaient obtenu des départs réguliers, des taux de fret fermes et modérés, des connaissements directs pour Bagdad, aussi P. Desbief soulignait que c'était en partie au concours de l'armement anglais que nous devons le résultat acquis (323). D'ailleurs, la Cie des Messageries Maritimes, plusieurs fois sondée, avait décliné l'offre, craignant de ne pas trouver du fret au retour (324).

Bouchir avait tissé d'étroites relations avec Chiraz, le grand marché de la riche province de Fars qui redistribuait le sucre dans tout le sud de la Perse (325). Les maisons de gros passaient des commandes de pains de Saint-Louis, connus sous les noms de "San Lavi" ou d'"Ekzanjiré". Ces derniers avaient presque éliminé ceux de La Méditerranée, "Do-Zandjiré". De Bouchir à Chiraz ils étaient transportés à dos de mulet ou d'âne, en caisses ou en sacs. On achetait les caisses en hiver et les sacs en été, mais souvent le manque de mules forçait les marchands à utiliser des ânes qui ne portaient que des sacs.

La tentative faite par les Russes en 1901 n'avaient pas eu de succès car ignorant les exigences de la consommation locale, ils avaient expédié des pains trop lourds. De plus, leur sucre était moins pur (il laissait un dépôt d'écumes) et il se dissolvait lentement dans l'eau bouillante. Toutefois notre consul à Téhéran estimait que nous n'étions protégés de la concurrence russe que par les difficultés de communications existant entre le Nord et le Sud de la Perse que pour garder nos débouchés et tenter de vendre dans le centre vers Ispahan, il fallait à Saint-Louis un agent français à Bouchir et des vapeurs français dans le Golfe Persique (326). Les raffineurs de Marseille ne voyaient pas les choses de la même façon. Ils craignaient davantage les Belges, les Allemands et les Autrichiens que les Russes. Dès 1903, Alexandre, inspecteur des ventes de Saint-Louis s'était joint à une mission envoyée par le Comité de l'Asie Française à Mascate, Bahrein, Koweït, Bassorah, Bagdad, Mossoul, Kermanschah, Mohammerah Bouchir, Lengeh et Bender Abbas pour voir s'il n'y avait pas moyen de développer le commerce des sucres (327). En 1905, une nouvelle inspection avait eu lieu, car, en 1904, les transactions avec la Perse avaient fortement diminué à cause d'une épidémie de choléra (328). Alexandre confirma le fait et la profonde misère du pays (329) tandis que de Téhéran venaient toujours d'âpres critiques (330).

On notait la "rapidité inquiétante" des progrès de l'étranger et on déplorait le dédain que Marseille manifestait pour les cristallisés et même le manque d'initiative de Saint-Louis. P. Desbief rétorqua que les ventes russes avaient diminué et que le sucre cristallisé était fourni par les sucreries et non par les raffineries. Il énumérait aussi les avantages dont jouissaient les autres raffineurs : coût moins élevé de la main-d'oeuvre et du combustible, fret bon marché, soutien de leurs gouvernements, alors qu'en France la nouvelle loi sur la patente augmentait les charges des entreprises (331). En 1907 la concurrence des sucres Belges motiva un troisième voyage d'Alexandre qui montra que les pains de

Saint-Louis, malgré les apparences, n'avaient rien perdu de leur faveur (332). Mais cela n'a pas empêché la Légation de Téhéran, d'écrire que les Raffineries de sucre de Saint-Louis "convaincues de posséder le monopole de la vente du sucre dans le sud de la Perse ne faisaient rien pour rivaliser avec les maisons belges et même russes"(333).

Cette affirmation donnait une image entièrement fautive de la réalité. En effet, l'année 1906 fut celle de la grande offensive des Belges et des Allemands en Orient (334). Elle coïncida avec l'établissement d'un service de la Hamburg America Line pour le Golfe Persique avec un fret de 20 shillings (25 F), alors que les Anglais demandaient 30 à 40 shillings à partir de Marseille (335). La Méditerranée fut particulièrement touchée par l'extension subite des ventes belges (336) qui apparaissaient comme la conséquence de la lutte entre les compagnies anglaises et allemandes. Le sucre français représentait en moyenne un mouvement de 12 à 14.000 tonnes. C'était ce fret qu'il s'agissait pour les Allemands d'enlever avec l'aide des raffineurs belges.

L'écart considérable entre les prix des sucres français et des sucres belges favorisait ces derniers - en particulier à Bouchir et Bender-Abbas où on ne faisait pour ainsi dire aucune distinction de marque et où l'on recherchait avant tout des produits bon marché ; mais, les villes de l'intérieur achetaient toujours du sucre à Marseille. Ainsi, chaque année des caravanes d'Hérat arrivaient à Bender-Abbas avec de la laine pour prendre 2.000 caisses de pains français (337). Les Anglais avaient réagi en créant un cartel entre les trois compagnies qui desservaient le Golfe Persique de façon à limiter les voyages pour remplir les navires (338) et Saint-Louis avait consenti des baisses de prix. Mais ces mesures n'avaient pas suffi à enrayer le déclin des ventes. Le consul de France à Bouchir, conseillait de traiter directement avec la clientèle, de créer des dépôts dans tous les centres de consommation, de procéder aussi par voie d'échange avec les acheteurs et de consentir des facilités de paiement. Saint-Louis refusa d'assumer tous ces risques. Cette position n'avait d'ailleurs rien d'original puisque tout le monde faisait des affaires par l'intermédiaire de maisons de commerce européennes. En juin 1908, P. Desbief finit par se rendre à Londres pour rencontrer ses clients et les responsables des compagnies de navigation qui lui consentirent des conditions spéciales pour engager une contre-offensive (339). Saint-Louis pu alors faire des concessions que P. Desbief justifia en ces termes : "Ce sont là des sacrifices qui s'imposent si la Société veut reconquérir en Perse et en Mésopotamie son ancienne prépondérance en décourageant les

efforts de la concurrence belge et autrichienne qui, grâce à des sacrifices analogues avait réussi à répandre sa marque dans ces pays au grand détriment de Saint-Louis" (340). Quelques mois plus tard, on releva les prix (341). Ensuite la hausse du brut sur le marché mondial permit d'augmenter les livraisons, mais les Belges avaient également profité de la conjoncture (342).

En 1912, les ventes de Saint-Louis ont fortement diminué. P. Desbief reconnaissait que les transactions avec la Perse ne présentaient plus la même régularité qu'autrefois et que l'insécurité des routes, l'excédent de production que les Russes déversaient sur le pays à des prix extrêmement bas et enfin la concurrence belge rendaient vains les efforts français (343). La Perse importait alors 16.000 tonnes de pains pour une valeur de 60 M de krans, (1 kran = 0,45 F). La part des Belges était de 9 M; en 10 ans leurs exportations avaient été multipliées par 9. A Bouchir, ils offraient le batman (2,940 kg) à 4,40 F et Saint-Louis à 4,60 - 4,65 F. La France vendait 4,7 M de krans de pains et 150 tonnes de cristallisé sur les 12.000 qu'absorbait le marché (344).

Ainsi le caractère marginal du débouché perse s'accroissait. Toutefois, l'année 1913 fut magnifique. Marseille n'arriva même pas à satisfaire la demande et on vit Chantenay exporter 700 tonnes de pains dans le Golfe Persique (345). Il est vrai que, pour la première fois depuis de longues années, le n° 3 avait oscillé autour de 30 F. C'est grâce au calme qui a régné à la Bourse du commerce et au bas prix du brut que le sucre français avait pu regagner largement le terrain perdu (346). Mais ce n'était qu'un phénomène passager puisqu'avec la guerre les ventes ont de nouveau fléchi (347).

Le recul de Marseille en Orient, dans des pays grands consommateurs de sucre, de confitures et de pâtisseries, de toutes sortes - rahat lokoum, kesmé chaker, kelva, paklava - scandalisait nos agents consulaires toujours prompts à accuser les raffineurs. Le souvenir de l'ancienne domination du sucre français les obsédait à tel point qu'ils négligeaient l'aspect nouveau d'une concurrence contre laquelle une entreprise aussi dynamique que Saint-Louis ne pouvait rien faire, car, aux contraintes d'ordre industriel s'ajoutaient l'absence de lignes maritimes et surtout le dumping russe.

C - Le marché algérien et tunisien.

Jusqu'en 1888, les marchés algérien et tunisien sont demeurés aux mains des Marseillais malgré les tentatives faites par les Parisiens pour s'y tailler une place (348). Cependant, à partir de 1893, le fonctionnement normal du syndicat leur a permis d'accentuer leur pression (349), surtout en Algérie, où, d'ailleurs, les difficultés économiques freinaient les ventes. D'autre part, les Allemands et les Autrichiens s'attaquaient à Tunis (350). Trieste y exportait des sucres de qualité inférieure mais bon marché, tandis que les sucres anglais de contrebande pénétraient partout dans le sud, à Gabès, Gardhaïa et Figue (351). En Tunisie, les produits français payaient les mêmes droits que les produits étrangers, aussi, avec les primes de 2,50 à 5 F par 100 kg que touchaient les Belges, les Allemands et les Autrichiens, la lutte était difficile. En 1897, les régions sahariennes restaient l'enjeu d'une sourde rivalité entre Marseille et ses concurrents. De Trieste via Tripoli ou Malte (grâce aux navires anglais), les sucres autrichiens s'infiltraient vers Gabès et le sud algérien ; aussi Saint-Louis demandait une prime spéciale de 4 F pour les sucres envoyés en dehors de la zone douanière (352).

A cause des tarifs de faveur accordés par le chemin de fer et les compagnies de navigation pour l'exportation des raffinés parisiens, l'Algérie et la Tunisie ont reçu moins de sucre marseillais (353). En 1888, Marseille fournissait encore 86 % des sucres destinés à l'Algérie, 62 % en 1899 et 50 % en 1913. En Tunisie, on constatait la même évolution et à la veille de la guerre la part des Marseillais n'atteignait même pas 50 % des ventes françaises. Paris, Nantes et Béghin écoulaient sur ces deux marchés le surplus de leur production (354) et en 1905, lorsque la hausse força Saint-Louis à réduire sa fonte, ce fut en Algérie que P. Desbief limita le plus ses livraisons (355).

Dans ce pays les Parisiens ont baissé leurs prix, car ils bénéficiaient d'un fret égal et souvent moins élevé que les Marseillais (356). En effet, la Cie Générale Transatlantique consentait à partir du Havre, de Nantes et de Bordeaux, des tarifs exagérément bas pour Oran et Alger. "Il en résulte qu'à ce point de vue, la Raffinerie de Marseille ne retire aucun avantage de sa situation géographique et que des concurrents du Nord sont aussi bien placés qu'elle, en ce qui concerne les transports pour la vente de leurs produits en Algérie. De là, une concurrence qui devient de jour en jour plus vive", affirmait P. Desbief (357). Cette guerre de tarifs en Méditerranée avait pour origine la création d'une nouvelle ligne

par la Cie Havraise Péninsulaire (Munkergue - Le Havre - Nantes - Bordeaux vers l'Algérie et la Tunisie). Pour se défendre les compagnies de navigation maritime ont recherché du fret et fait des sacrifices (358) et c'est la raison pour laquelle une intervention de J. Charles-Roux auprès de la Cie Générale Transatlantique n'a pas abouti à une solution satisfaisante pour les Marseillais (359).

Le marché tunisien et algérien était considéré comme peu rémunérateur, car tous les raffineurs y faisaient des concessions sur les prix (360) pour y placer des gros pains et des sciés. Cela représentait 52.000 tonnes en 1913 - c'est-à-dire autant que les ventes au Maroc. Cette exportation permettait d'augmenter la fonte et de réduire les prix de revient. Ainsi la Tunisie et l'Algérie s'intégraient étroitement au marché intérieur français. En 1910-1911 P. Desbief préféra livrer à la consommation des raffinés qu'il ne pouvait pas vendre avec bénéfice en Algérie - ce qui entraîna partout la chute des cours (361) et en 1912 le marché fut encore perturbé par une manoeuvre des Lebaudy qui ont offert massivement des gros pains à Alger et à Oran (362). De même Tessandier et Chantenay faisaient des rabais pour imposer leur marque (363).

Les aléas de ce commerce n'ont pu qu'inciter les Marseillais à regarder davantage vers le Maroc car là, comme dans le Golfe Persique, ils proposaient un produit dont ils avaient presque le monopole : les petits pains de 2 à 3 kg.

D - Le débouché marocain.

L'intérêt de plus en plus grand porté par les Marseillais au Maroc est dû aux difficultés qu'ils ont rencontrées en Orient - déclin de leurs ventes en Turquie, fermeture de la route du Caucase vers la Perse - et aussi à la création du syndicat des raffineurs qui attira les Parisiens en Algérie et en Tunisie. Au Maroc, une conjoncture économique favorable et des liens commerciaux anciens avec Marseille ont facilité les importations de sucre. Dès 1892, l'Empire chérifien est devenu le premier client de Saint-Louis et de La Méditerranée.

La formation et la défense du marché (1884-1898).

Le rythme des ventes dépendait surtout de la conjoncture agricole locale. De 1877 à 1884, une série de mauvaises récoltes entrava le développement économique du pays (364). Par contre, l'année 1885 a marqué le

retour à une prospérité, qui a culminé en 1892. Ensuite, jusqu'en 1898, la disette, les famines ont accablé le Maroc (365). Néanmoins de 1884 à 1898 les ventes de Marseille ont augmenté en moyenne de 11,2 % par an et cela malgré la concurrence des raffineries allemandes qui à deux reprises ont essayé de s'implanter au Maroc (366).

La première tentative coïncida avec l'épidémie de choléra qui éclata à Marseille en juin 1884 et qui paralysa vite les exportations (367). Ainsi, de juillet à septembre, un seul vapeur de la Cie Paquet toucha Mogador (368), tandis que les navires étrangers relayaient les bâtiments français (369). Ce n'est qu'en décembre qu'un trafic régulier reprit (370). La raffinerie Charles Voss d'Itzehoe, près de Hambourg en profita pour expédier des petits pains de 2,5 kg par l'intermédiaire des maisons anglaises de Rabat, Casablanca, Mogador et Safi. Les sucres venaient directement de Hambourg et d'Emden par voilier, ou de Londres par vapeur (371).

Le désarroi du commerce, la contre-façon des marques (372), l'ap-pui fourni par les commissionnaires israélites facilitèrent alors la pénétration allemande (373). A cela s'ajoutait la rigueur traditionnelle du négoce marseillais qui exigeait le paiement comptant des marchandises à l'embarquement, tandis que les Anglais vendaient les sucres belges et allemands avec 4 ou 5 mois de terme (374). Par des facilités de crédit, les marchands de Londres essayaient de ranimer un courant d'exportation qu'ils n'avaient plus la possibilité d'alimenter avec leurs propres sucres. Cela inquiéta les consuls français qui étaient, d'ailleurs, assez mal informés. A tort, ils accusaient les Marseillais de ne pas se plier au goût de la clientèle (375) alors que ceux-ci l'avaient habituée aux petits pains de 2,5 à 3 kg, les seuls vraiment appréciés. En 1886, la part de l'Allemagne dans les importations de sucre au Maroc représentait 10 %, mais, dès 1887, elle tombait à 7 % et en 1889 elle n'était plus que de 1 % (376). Saint-Louis pratiqua une baisse de prix systématique (377) et, de son côté, la Cie Paquet réduisit ses taux de fret à 15 F la tonne à partir de Marseille alors que, pour le même poids, il fallait 25 F au départ de Hambourg (378).

La position de Marseille n'était donc pas vraiment menacée par le sucre allemand, d'autant plus que le négoce marocain vivait au jour le jour sur le crédit qu'on lui consentait à Marseille ou à Londres. Pour le maintenir, il se couvrait en marchandises auprès de ses correspondants. Ainsi, en contre-partie des sucres, on expédiait à Marseille, dès la réception des colis, des peaux de chèvres et de l'huile par le prochain vapeur. Grossistes et détaillants disposaient de stocks réduits, car ils travaillaient avec un petit capital, et leur crédit était nul ; aussi, en

1889, la hausse provoquée par les spéculations du syndicat de Magdebourg et de Jaluzot les a obligés à chercher du sucre meilleur marché là où ils le pouvaient (379), ce qui entraîna un fléchissement des exportations françaises en pourcentage. Elles passèrent en effet de 86 % à 84 % des achats marocains (380), mais les quantités expédiées ont malgré tout augmenté.

Les milieux d'affaires allemands ont tiré la leçon de leur demi-échec et ils ont établi des liaisons maritimes directes entre Hambourg et le Maroc (381). En décembre 1889, la Cie Woermann inaugurait une nouvelle ligne vers le Cameroun avec un départ mensuel et des escales à Gibraltar, Tanger, Casablanca et Mogador. Le moment choisi était favorable, car Marseille ne fournissait à ses clients que la moitié des sucres qu'ils réclamaient (382). Une seconde compagnie de navigation créée sous l'égide de la Deutsche Export Bank de Berlin, la Deutsche Portugiesisch - Marokkanische - Dampferlinie (Atlas Linie) prévoyait aussi, à partir de février 1890, le départ, tous les 22 jours, d'un vapeur à destination d'Anvers, du Portugal et de Mogador à l'aller, tandis qu'au retour il devait toucher Mazagan et Casablanca. Pour les Allemands, il s'agissait de saisir au passage les sucres belges transportés au Maroc par la compagnie anglaise Forwood, Brothers & Cie (383). Enfin, il faut rappeler que les bâtiments de la Sloman Linie faisaient régulièrement escale à Tanger depuis 1887. Les maisons de commerce ont suivi les navires. Entre 1889 et 1894 leur nombre passa de 6 à 17 et en 1897 on en comptait 22 (384).

Vers 1860 des Français avaient créé des affaires pour exporter des laines, des peaux, des grains et qui introduisaient au Maroc des marchandises européennes. Ces maisons tenaient alors la première place dans les échanges, mais peu à peu elles se sont cantonnées dans le commerce des grains qui leur apparaissait comme le plus lucratif. Elles faisaient des avances sur les récoltes. Ainsi se développe l'institution du "mochalat". Le fellah avait pris l'habitude d'emprunter même s'il n'en avait pas vraiment besoin et ainsi les négociants français étaient devenus de véritables associés agricoles. Leurs fils ou successeurs ont continué à leur tour ces opérations de prêts usuraires (385). Cette évolution affecta, gravement, nos intérêts, nos exportateurs ne trouvant plus d'intermédiaires pour distribuer leurs produits - ce qui explique le rôle croissant des maisons juives dans les affaires.

A Marseille on repensa tout le système de vente des raffinés au Maroc. En 1889, Jules Deville, l'un des plus gros importateurs de sucre colonial de la place, racheta le fonds de commission de David de Léon Co-

hen (386). Ses agents allaient vendre exclusivement les pains de sucre de La Méditerranée dont il était un des dirigeants - l'année suivante, Nicolas Paquet devenait membre du conseil d'administration de Saint-Louis (387). Le raffineur, le transporteur et le vendeur (la branche commerciale de la maison Paquet) unissaient leurs efforts pour faire face à la concurrence allemande. Enfin, en novembre 1887, Jaluzot avait installé une succursale du Printemps à Tanger. Dès 1889, il donnait une grande impulsion au commerce des sucres (388). La création, en 1892, de la Société Charles Gautsch & Cie et son implantation progressive dans tout le Maroc, allait lui fournir des moyens d'action encore plus considérables (389). Cependant, Jaluzot n'a pas réussi à entamer les positions de Marseille au Maroc, sans doute parce qu'il ne disposait pas d'une ligne régulière lui permettant d'expédier des raffinés. A la fin de l'année 1887, il avait demandé à la Cie Havraise Péninsulaire de desservir Tanger. Un navire fut envoyé à titre d'essai, mais l'expérience ne fut pas renouvelée (390).

A partir de 1890, les Allemands se sont de nouveau intéressés au Maroc, mais, dès 1892, cette poussée fut enrayée - bref recul - car, de 1894 à 1898 leurs envois de sucre ont augmenté et ils ont fait un effort considérable pour prendre solidement pied sur le marché marocain (391). Ils offraient des sucres belges à 72,50 F les 100 kg. Marseille vendait alors les siens 71 F. Au bout de quelques mois on cota les premiers 59 F et les seconds 60 F (392). C'était la conséquence de la lutte des tarifs qui opposait Woermann à Forwood pour l'expédition des sucres d'Anvers. En 1891, Mogador a accueilli 29 vapeurs de la Cie Paquet, 19 navires anglais et 23 bâtiments allemands. Cependant, Woermann s'occupait surtout du trafic avec l'Afrique Noire et ses navires délaissaient souvent les côtes marocaines. Par contre, l'Atlas Linie, malgré la perte de deux vapeurs, organisa 7 voyages par an, uniquement à destination du Maroc jusqu'en juin 1895 (393). Ensuite l'Oldenburg-Portugiesische-Dampfschiffs-Rhederei (O.P.D.R.) assura un départ mensuel avec les escales suivantes : Anvers, Porto, Lisbonne, Gibraltar, Tanger, Larache, Rabat, Casablanca, Mazagan, Safi, Mogador (394).

La vigoureuse résistance de Marseille poussa les exportateurs de Hambourg à imiter l'emballage des marques françaises, le Lion de Saint-Louis et le Chameau de La Méditerranée. P. Desbief protesta énergiquement et réclama la confiscation de ces pains par les autorités locales en vertu des accords pour la protection des marques (395). Cette pratique devenait inquiétante, car les Belges, les Autrichiens et même les Anglais ont recouru aux contrefaçons. Une action judiciaire engagée par Saint-Louis contre

la maison Ben Simon (de Marseille) spécialisée dans cette fraude donna de médiocres résultats (396). Deux firmes de Hambourg - Weiss und Maur et Simon Israël & Cie - inondaient aussi la région de Mogador avec des sucres étiquetés "Marseille" (397). En 1894, la légation de France fit saisir à Larache et à Rabat des pains expédiés de Hambourg par Robinow und Sohn et aussi par J. Schubačk. Cela provoqua un incident diplomatique avec intervention de l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, mais un accord prévoyant le respect des marques a été finalement conclu en 1895. Cette concurrence déloyale se calma, mais en 1897 on vendit encore des sucres allemands avec les marques de Saint-Louis (398). Cependant, malgré les efforts des Allemands et des Belges, la position des sucres français n'avait guère été entamée (399).

Importations de sucre au Maroc en 1896 :

Sucre français	78 %
- belge	12 %
- allemand	9,7 %
- anglais	0,3 %

C'est à Casablanca que la concurrence des Belges était la plus dangereuse mais ils progressaient lentement (400). Un seul port leur avait donné la préférence : Mazagan (401). A Tanger, Larache (402), Rabat (403) et Mogador (404), les Marseillais dominaient toujours le marché. Cependant les rapports de nos agents étaient presque toujours pessimistes. Certes, comme l'affirme le consul de Mogador en 1895 "... les Marocains reconnaissent la supériorité de nos produits, mais fixent uniquement leur choix d'après les prix, aussi serait-il à désirer que nos raffineurs fissent des efforts pour livrer le sucre aux mêmes conditions que leurs concurrents de Hambourg" (405). Il est certain que Marseille subissait des attaques venant de partout il des Belges et des Allemands avec leurs sucres primés, des Nantais avec Chantenay (406), et, enfin de Say installé en Egypte (407). En 1896 le Ministre du commerce envoya à Marseille un rapport de Tanger d'où il résultait que la France était sur le point de perdre le rang qu'elle occupait au Maroc pour la vente des sucres "au profit de la Belgique et de l'Allemagne, dont les produits sont d'un prix un peu moins élevé". On conseillait une réduction de prix, la livraison de pains spéciaux de 2 kg "condition de succès absolu" et enfin l'amélioration des services maritimes (multiplication des voyages, escales plus nombreuses). P. Desbief prit assez mal ces remarques. Il rappela les griefs de la raffinerie (l'exercice, l'application du régime douanier de 1892, l'augmentation de la patente, et même la loi du 5 avril 1897) et accusa le Minis-

tre de ne pas avoir le désir sincère d'aider la raffinerie de Marseille contre ses concurrents (contrefaçons) tout en rappelant que celle-ci avait introduit au Maroc les pains de 2 kg il y avait 25 ans (408).

En effet, si l'on considère le point de vue allemand, beaucoup de craintes apparaissent injustifiées. En effet, le bon marché du sucre français à partir de 1896, a incité les raffineries de Rhénanie à abandonner le marché marocain (409). Les pains allemands étaient trop gros et résistaient mal à l'humidité. Pour supporter de longs transports et servir de monnaie, c'était un handicap. Les raffineurs de Marseille, au contraire, jouaient la carte de la qualité, ne cherchant à augmenter les ventes que s'ils en tiraient un bénéfice suffisant. On peut dire qu'ils n'avaient que des préoccupations économiques et ils n'ont pas participé à la formation du "parti colonial" qui s'est constitué dans les années 1890. On peut d'ailleurs affirmer qu'ils n'avaient pas intérêt à voir la France pratiquer une politique plus active au Maroc. L'exemple du marché algérien étroitement soudé à la métropole sur le plan douanier ne les poussait pas au changement. Le Maroc, par contre, grâce aux Deville et Paquet, était pour eux une véritable chasse-gardée. Ainsi, la formation de groupes d'affaires marseillais s'intégrant au capital financier (liaison avec la Société Marseillaise de Crédit) comme l'a suggéré Suret-Canale lors d'un débat sur l'impérialisme, ne semble pas caractériser l'action de Saint-Louis et de La Méditerranée au Maroc (410). En effet, les deux firmes n'ont fait que continuer la politique commerciale pratiquée au temps du Second Empire par les Grandval et les Massot. Comme l'a bien montré Miège pour Casablanca, dès 1869, les Marseillais avaient monopolisé le marché du sucre et cela a duré jusqu'en 1884. Ensuite, la concurrence belge et allemande a ramené leur part dans les livraisons à 72 % (en 1891). Finalement ils sont sortis vainqueurs de la lutte en 1900 ils fournissaient près de 93 % des sucres vendus (411). Au Maroc la Société Marseillaise de Crédit n'intervenait pas dans le commerce des sucres car les maisons Deville et Paquet jouaient le rôle du banquier. Elles servaient d'intermédiaires aux négociants marocains pour le placement de leurs produits en France - le montant des ventes était inscrit au crédit d'un compte ouvert au client - de même, elles se chargeaient de leurs achats à Marseille, portés au débit du même compte. Ainsi, le compte-courant fonctionnait d'une manière permanente et n'était jamais soldé (412). Les mécanismes financiers mis en place dans les années 1860 suffisaient donc. La primauté du sucre marseillais reposait ainsi sur un véritable troc de marchandises : sucre contre céréales, laines et cuirs. Il n'y avait pas sortie de numéraire du

Maroc mais compensation à Marseille où les acheteurs de matières premières fournissaient la contre-partie des livraisons de raffinés.

La consolidation des positions (1899-1913).

Dès 1899, le commerce des sucres marseillais avec le Maroc a considérablement augmenté. En 1913, il avait plus que triplé. Le taux moyen d'accroissement annuel fut de 8,6 %. A partir de 1898, de bonnes récoltes ont favorisé la reprise économique (413) et les premières interventions françaises au Maroc oriental (en 1902) n'ont pas entravé les importations (414) et ce n'est qu'au début de l'année 1904 que la crise monétaire entraîna une diminution des ventes ; les affaires étant paralysées par la hausse du change due à la mise en circulation de pièces d'argent de titre inférieur qui provoqua de grosses pertes parmi les exportateurs (415). A cela s'ajouta deux mauvaises récoltes en 1904 et 1906 (416) enfin la grève de la Marine marchande de mai 1904 perturba le trafic de Marseille. Pour sauvegarder le crédit du gouvernement chérifien, on a alors lancé un emprunt de 62,5 M sous l'égide de la Cie Marocaine et de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Saint-Louis y participa pour 500.000 F (417).

La crise ouverte en mars 1905 par le débarquement de Guillaume II à Tanger inquiéta les Marseillais, d'autant plus que la fraude sur les étiquettes continuait à Marseille et à Mogador (418). Mais en 1905 les spéculations de Cronier et de Jaluzot ont davantage contribué au tassement des ventes que les événements politiques. D'ailleurs, la concurrence du sucre allemand n'était plus à craindre (2,7 % des ventes sur le marché marocain). Les pains expédiés de Hambourg ne répondaient pas aux habitudes de la clientèle locale (poids et qualité) qui acceptait de payer plus cher les produits français (419). Marseille bénéficiait aussi d'un taux de fret moins élevé (d'Anvers à Casablanca : 20,25 F la tonne contre 15 F de Marseille à Casablanca) ; ce qui empêchait les Allemands de pratiquer des prix encore plus bas (420).

On parla de négociations secrètes entre le Maghzen et les représentants d'une importante raffinerie pour signer une concession qui assurerait à la société en question (sans doute Saint-Louis) le monopole presque complet de l'importation de sucre au Maroc. Le Sultan et son entourage se seraient montrés favorables à cet accord, mais ils attendaient la fin de la Conférence d'Algérie pour conclure. Le principe du régime de la porte ouverte qui y triompha mit un point final à ces tractations (421). L'année 1906 fut meilleure pour les Marseillais et ce n'est qu'en novembre que l'anarchie politique paralysa les ventes. Les remises en couver-

ture rentraient mal, de sorte que les sommes dues par les acheteurs ont obligé La Méditerranée à leur refuser de nouvelles expéditions (422). En 1907, le massacre d'ouvriers européens à Casablanca et les désordres qui se sont étendus dans la Chaouïa n'ont rien arrangé. Sur place, le découvert augmentait sans cesse (423) et certains agents qui voulaient absolument placer leurs sucres ont eu des complaisances envers des clients de solvabilité douteuse (424). P. Desbief souhaita devant l'extension des troubles "que l'intervention française mettra bientôt fin à ce regrettable état de chose et permette de rendre aux exportations dans l'Empire Chérifien leur importance habituelle (425)". Point de vue strictement mercantile qui n'était en rien une conversion à l'idée coloniale. Dès octobre 1907, la situation s'est améliorée et Marseille n'a pu faire face que partiellement à la demande et il en a été de même en 1908 (426).

A partir de 1900 on a assisté à une première offensive des Belges, des Allemands et des Autrichiens. En 1901 la France vendait 71,83 % des sucres consommés au Maroc et 82,94 % en 1905. A la veille de la guerre, ce pourcentage a diminué à la suite d'une nouvelle offensive belge, autrichienne et surtout allemande.

Les Belges n'ont pas réussi à prendre pied à Casablanca et à Rabat (427), mais à Mazagan (428) et à Safi (429), ils l'ont emporté. Dans cette dernière ville, il est vrai, ne résidait aucun négociant français, aussi nos produits transportés par terre de Mogador ne pouvaient rivaliser avec les sucres allemands et belges qui arrivaient par mer. A partir de 1902, les Marseillais ont fait un gros effort à Mazagan pour reconquérir le marché (430). Le sucre belge appelé souvent "allemand" parce qu'il était transporté par des vapeurs de Hambourg, valait en moyenne 3 à 5 % de moins que le sucre français, et que les raffineurs d'Anvers consentaient des crédits de 4 mois alors que les Marseillais exigeaient un paiement comptant. Néanmoins, leurs pains se vendaient mieux tant qu'il ne dépassait pas de 4 % le prix belge, car la forme, le poids du pain, son caractère moins hygrométrique, enfin la couleur du papier bleu et de la ficelle qui l'enveloppaient avaient leur valeur auprès des indigènes et dans ces minuties Marseille excellait. Enfin la plupart des tentatives de pénétration du marché marocain par l'Autriche et l'Egypte (Say) se sont soldées par des échecs.

Des divergences sur la stratégie commerciale à suivre ont éclaté entre les milieux consulaires et les Marseillais. Les premiers auraient désiré que Saint-Louis et La Méditerranée baissent leur prix. Pour les y contraindre le Quai d'Orsay souhaitait l'établissement d'un service régu-

lier de vapeurs à partir de l'Ouest de la France pour donner à l'importation des sucres français un plus grand développement car les pains de Nantes et de Paris étaient meilleur marché. De même, on conseillait de placer des agents dans chaque port, à l'instar des concurrents étrangers, pour que la clientèle puisse plus facilement passer des ordres. De Rabat on faisait grand cas de l'introduction au Maroc de nouvelles marques autrichiennes dont le prix était plus bas que celles des Marseillais, du fait de l'organisation d'un service direct entre Trieste et des ports comme Tanger et Larache par la Cie à Vapeur "L'Adria". Saint-Louis offrait alors ses pains à 37,60 F les 100 kg (franco bord Marseille, paiement comptant avec escompte de 2 1/2 %), tandis que les commissionnaires de Hambourg et d'Anvers traitaient les autres à 36,50 F (franco bord - Tanger, soit comptant avec escompte de 2 1/2 %, soit à 120 jours net sans escompte). A Tanger, il est vrai, le sucre français avait reculé (431), mais à Larache, ce n'était pas le cas (432). A Mogador le sucre de Marseille avait aussi la préférence parce qu'il ne se cassait pas malgré de nombreuses manipulations et parce que sa résistance à l'humidité et son pouvoir sucrant étaient supérieurs (433). Mais cela n'empêchait pas notre agent consulaire de déclarer : "Le sucre, c'est notre commerce au Maroc, supprimez-le, il ne reste plus rien. Sachez que les Belges ont l'intention d'accaparer en grande partie le marché". En fait, la réalité était toute différente.

Loin de perdre du terrain, le sucre français en gagnait. C'est ce qu'affirmait P. Desbief, en notant un progrès des ventes de 50 % en 5 ans (434). Devant le développement croissant des débouchés, il s'était préoccupé au début de 1900 d'augmenter dans de larges proportions le nombre des moules en tôle pour fabriquer des petits pains, mais les fournisseurs n'avaient pas pu, malheureusement, exécuter la commande, et Saint-Louis avait dû maintenir ses prix pour éloigner des ordres impossibles à satisfaire et cela au profit de la concurrence autrichienne. Le matériel était maintenant livré. Il permettait une nouvelle offensive et P. Desbief souhaitait qu'une baisse de fret l'aide à soutenir la lutte. En 1904, la Société Générale de Transport Maritime à Vapeur inaugura une escale à Tanger. Les Marseillais obtenaient ainsi de nouvelles facilités pour y transporter leurs sucres (435).

De France, les attaques les plus sérieuses sont venues de la Raffinerie de Chantenay. C'est en 1898 qu'elle a commencé à vendre des pains de 2 kg au Maroc et en Tunisie. Chassée du marché anglais par les Parisiens, elle cherchait alors des débouchés pour son trop plein de fabrica-

tion (436). Elle plaça sa marque (un croissant avec une étoile) à Tanger et à Larache à 1,50 F en moyenne de moins que ceux de Marseille (fret et assurances compris). De plus, l'assurance couvrait les risques jusqu'au quai, ce qui, au Maroc, avec la barre, était appréciable. Ensuite, par caravanes, les sucres chargés à dos de chameau, empruntait des pistes jusqu'à Fez. De là on redistribuait une partie des arrivages dans les campagnes (437).

Les sucres belges firent les frais de cette opération ; trop friables, ils supportaient mal le transport, aussi, pour la vente au détail on devait les mélanger au sucre français. Toutefois, Chantenay arriva difficilement à maintenir les positions conquises. En 1903, Paret faisant le bilan de ses efforts ne dissimulait pas au conseil que les résultats n'avaient pas donné les espoirs que l'on attendait. Il vendait ses pains au même prix que les Marseillais, mais ceux-ci disposaient d'avantages considérables - un fret réduit, des services réguliers, des livraisons fermes de grosses cargaisons à des négociants qui trafiquaient directement avec le Maroc. Le bénéfice était donc faible et il ne pouvait pas en être autrement (fret élevé, agents locaux difficiles à contrôler (438). En 1902, la Société Navale de l'Ouest (Le Havre) avait créé une ligne à vapeur à destination Maroc avec escale à Nantes (439) ; en 1904, ce fut le tour de la Cie Havraise Péninsulaire (440), ce qui décida l'O.P.D.R. (Oldenburg-Portugiesische-Dampfschiffs-Rhederei) à toucher Nantes (441). Cependant le fret restait en faveur de Marseille (442).

Bouchon a expédié lui aussi des sucres au Maroc, tout comme Tessandier. De son côté, Béghin a tenté d'y introduire sa marque (Le Mouflon). Mais ces exportations n'ont jamais pris une grande extension par suite du manque de lignes régulières desservant les ports marocains de l'Atlantique. Dès 1905, les Marseillais avaient reconquis Safi (443) et rétabli leur monopole à Mogador (444). Ce port manquait toujours de relations rapides et régulières avec l'Europe, et, à l'exception de la Cie Forwood et de Paquet, quand la mer était mauvaise, les navires brûlaient l'escale. De même, à Mazagan, le sucre belge avait été éliminé (445).

A partir de 1909, une offensive conjuguée des Allemands et des Autrichiens s'est dessinée au Maroc et, de 1909 à 1912, la part de la France dans le commerce des sucres n'a cessé de décroître ; cependant, la forte expansion de la consommation marocaine a masqué le fait, car jamais pendant cette période l'exportation française n'avait atteint des chiffres aussi élevés :

Les importations de sucre sur le marché marocain (%)

	France	Allemagne	Autriche
1907	87,58	1,35	1,08
1908	86,23	2,37	2,78
1909	76,34	11,49	8,48
1910	67,19	20,41	6,23
1911	64,48	17,76	11,19
1912	65,92	14,75	8,77
1913	67,84	14,20	8,52

Source : CC Marseille, Rapport confidentiel sur le Maroc, Contrôle de la dette (446).

Comme le remarque A. POIDEVIN à partir de 1909, les importations allemandes ont augmenté, mais cet accroissement n'aurait pas empêché la baisse relative de la part de l'Allemagne dans le commerce marocain (9,13% en 1910 contre 7,89 % en 1913) tandis que la part de la France est passée de 46,85 % à 55,91 %, mais les sucres ont joué un rôle plus important dans les exportations de l'Allemagne que dans celles de la France (447).

Importations en 1913	de France (millions de F)	d'Allemagne (millions de F)
	129,3	12,2
sucres	19,75 %	43,86 %

Il ne semble pas que le climat consécutif à l'accord économique franco-allemand du 9 février 1909, soit à l'origine de ce regain d'intérêt pour le marché marocain. Tout simplement, l'Allemagne et l'Autriche ont bénéficié des meilleures relations établies entre les ports et l'intérieur. L'esprit et la lettre de la Convention d'Algésiras ont été respectés. Il ne faut pas oublier non plus que les spéculations de Santa-Maria ont entravé les exportations françaises en 1909 et 1910. A Marseille, l'inquiétude se concrétisa par la création du Comité marseillais du Maroc. Il est certain qu'à court terme, le protectorat n'a pas avantagé les raffineurs de Marseille.

En 1911, le conseiller du commerce extérieur à Rabat, déplorait que des négociants de Safi et de Mazagan aient dû renoncer à acheter du sucre à Marseille parce qu'il coûtait 16 % de plus que celui livré par Hambourg ou Dantzig et il écrivait même que les maisons françaises du Maroc avaient intérêt à en importer de Hambourg ou de Londres, plutôt que de Marseille ou de Dunkerque (448). P. Desbief, bien entendu, ne partageait pas cette opinion (449). A ses yeux, le fait essentiel était qu'au Maroc, Saint-Louis n'arrivait pas à répondre à la demande et que les envois de pains augmentaient chaque année ; quant à la différence de prix, il l'ex-

pliquait soit par la qualité inférieure des produits allemands, soit par une politique de dumping "qui ne saurait se maintenir indéfiniment". Pour lui, il n'y avait rien d'alarmant dans tout cela. Par contre, il demandait que l'on équipe les ports marocains pour donner aux compagnies de navigation les moyens de procéder à leurs opérations dans des délais normaux (450).

Presque au même moment, il faisait transmettre à la Chambre de commerce de Marseille une étude où l'on dressait un sombre bilan de la position du sucre belge au Maroc dont les ventes en 15 ans étaient passées de 3 à 1 M (451). D'ailleurs, en dehors de Tétouan, Tanger et Safi; ils achetaient surtout du sucre français (cf carte n° 6). Jusqu'en 1913 les Allemands ont concurrencé les Marseillais à Mazagan, port où, traditionnellement, on accaparait des sucres pour l'hiver en prévision de la mauvaise mer qui empêchait les débarquements (si le temps était clément, les spéculateurs vendaient alors leur stock à perte) (452). Mais, à partir de 1911, l'Allemagne et l'Autriche n'ont plus réussi à progresser. Leur pourcentage dans les ventes est passé, en effet, de 28,95 % en 1911 à 22,72 % en 1913, tandis que celui de la France remontait légèrement (67,84 % contre 64,48 %). "L'Allemagne, malgré l'active propagande de ses agents, malgré une adaptation très remarquable de sa production aux besoins indigènes, n'a pas obtenu au Maroc un résultat en rapport avec son effort", concluait une étude du contrôle de la dette.

En 1909, la maison Delmas de La Rochelle, inaugura un service à destination de l'Afrique du Nord, avec des vapeurs touchant Nantes, Bordeaux, Tanger, Oran, Alger et Tunis (453). Enfin, Chantenay passa en septembre 1912 un accord très satisfaisant avec la Cie Générale Transatlantique pour le transport de ses sucres vers le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Le fret était ramené de 30 F à 22 F la tonne, et la fréquence des escales augmentée (454). Dès décembre, la mesure portait ses fruits, et Nantes recevait d'importants ordres en provenance du Maroc (et en janvier 1913, le contrat qui liait Chantenay à la Cie Marocaine fut dénoncé (455). Seul, le manque de navires limita l'exportation (456). De même, à Marseille, la Cie Paquet n'arrivait pas toujours à répondre aux besoins (457). Le Maroc était devenu un marché pour tous les ports (458), mais on signalait aussi des exportations de pains de Paris (459), toutefois en 1913, les 2/3 des importations françaises se faisaient par Marseille. A Paris, une banque a envisagé, sans succès d'ailleurs, de lancer les Sucreries et Raffinerie du Maroc (capital 500.000 F) (460). Au printemps 1914, les Allemands, les Belges et les Hollandais ont mené une nouvelle offensive

contre Marseille mais une baisse de 2 à 3 F a enrayé l'attaque (461).

A la veille de la guerre, il semblait donc bien difficile d'entamer les positions des Marseillais au Maroc (462). Ceux-ci, d'ailleurs, étaient toujours prêts à réagir pour sauvegarder leurs intérêts. Ainsi, en juin 1914, le gouvernement marocain élabora un projet de dahir portant création d'un droit de consommation sur le sucre de 70 pesetas hassani (16 F par 100 kg) dans la zone française. Avec ce nouvel impôt, le sucre aurait supporté une taxe d'environ 50 % de sa valeur (droit de douane de 12 1/2 % compris). D'une part, cela risquait d'entraver le développement de la consommation dans le pays, d'autre part, comme il n'était pas question de faire payer cet impôt dans la zone espagnole, il n'aurait pas manqué de s'y créer un trafic considérable pour alimenter la contrebande. Le projet favorisait donc à la fois les Espagnols et la concurrence étrangère. J. Charles-Roux adressa directement une lettre au général Lyautey ; de leur côté, la Chambre de commerce et le Comité Marseillais du Maroc protestèrent énergiquement et, en même temps, J. Thierry multiplia les démarches à Paris (463). Finalement, Abel Ferry, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, lui annonça qu'on avait pris en considération les plaintes des raffineurs de Marseille - d'autant plus que le régime des capitulations ne permettait pas d'imposer d'autres sucres que les sucres français et que dans ces conditions, tout resterait en suspens jusqu'à leur suppression. Mais comme Lyautey persistait dans sa volonté d'établir la surtaxe, une nouvelle intervention de J. Thierry fut nécessaire (464).

En 1914, des raisons politiques et économiques ont poussé le gouvernement à rétablir les liens privilégiés des raffineries de Marseille avec le Maghreb. Au Maroc le sucre était aussi nécessaire que le pain, parce que le thé fortement sucré, boisson favorite de la population, était considéré comme un véritable aliment. Aussi Lyautey, pour éviter des troubles, appuya les revendications des Marseillais (465). En novembre 1914, on autorisa partiellement l'exportation vers le Maroc (466), et, en 1915, pour empêcher les Hollandais et les Egyptiens de se substituer à Marseille elle fut de nouveau déclarée libre (467). La Méditerranée réussit même à prendre pied à Mellila où on a toléré une exportation de 150 tonnes par mois. Saint-Louis obtint aussi d'y vendre des pains, mais le quota de 150 tonnes ne devait pas être dépassé, ce qui réduisit la part de La Méditerranée. Finalement, malgré les démarches de Neblemaire auprès du Ministre des Finances et celle de P. Massot auprès de Lyautey, les ventes au Maroc Espagnol furent interdites le 1er mai 1916 (468). Pour l'Algérie,

le niveau des exportations fut fixé par les autorités militaires (469). D'autre part, le gouverneur général acheta des quantités considérables de brut à La Réunion et les fit raffiner à forfait par Saint-Louis. Pour la Tunisie, on acheta des sucres à l'Italie. Dès 1915, La Méditerranée était en recul dans ces deux pays (470).

En 1918, Saint-Louis avait supplanté La Méditerranée au Maroc et en Algérie où l'administration, depuis 1916, fixait non seulement les quantités à importer, les ports de débarquements, mais s'occupait aussi de la répartition des marchandises livrées. Il semble que G. Boyer n'avait pas su s'adapter à ces exigences (471). Toutefois, à partir d'octobre 1919, La Méditerranée fit de gros efforts au Maroc - seul pays où elle pouvait écouler les sucres achetés sur le marché libre à des prix rémunérateurs (472). Ailleurs, les exportations avaient été sporadiques, et dès 1915 Marseille avait dû renoncer aux débouchés du Golfe Persique où Saint-Louis avait encore placé 3.766 tonnes de pains en 1914. La guerre avait permis aux Marseillais d'éliminer du Maroc leurs concurrents allemands et belges et à Saint-Louis d'écarter les Parisiens de l'Algérie (ils y revinrent en 1920). Le Maroc allait demeurer le principal client de Saint-Louis qui y livra en 1931 près de 120.000 tonnes de pains.

L'extraversion des ventes de Saint-Louis à partir de 1899 montre que P. Desbief a su déterminer la meilleure stratégie de croissance pour sa société. Dès bénéfices en hausse ont justifié le choix qui a été fait mais il est impossible de chiffrer ce qui a été gagné au Maroc et dans le Golfe Persique. On constate seulement qu'il valait mieux vendre du sucre en France de 1884 à 1898 et qu'ensuite l'étranger laissait une marge bénéficiaire plus grande.

La sensibilité des marchés n'était pas la même. En Turquie et en Perse les raffineries de Marseille luttaient avec difficulté contre leurs concurrents autrichiens et russes dans la mesure où le client recherchait avant tout un sucre bon marché. En Algérie et en Tunisie on demandait surtout des gros pains. Toutes les raffineries françaises pouvaient en fournir tandis que le travail des petits pains était une tradition de Marseille. Certes, on a fabriqué des pains de 2 kg à Nantes, Bordeaux et ailleurs, mais aucune firme n'a disposé comme Saint-Louis d'une usine entièrement conçue pour une telle production et cet élément a été décisif à cause du prix de revient.

On peut se demander, il est vrai, pourquoi les Marocains n'ont pas acheté de gros pains. L'habitude et la qualité n'expliquent pas tout et il est certain que le rôle joué par les petits pains dans les échanges a

beaucoup pesé dans les préférences d'un pays où de vastes régions n'avaient pas encore atteint le stade de l'économie monétaire. Enfin, il faut noter la corrélation qui existe entre les importations de thé et de sucre. Ce fait, déjà souligné par Miège, s'est amplifié au XXe siècle.

3 - Les résultats.

L'évaluation du profit comptabilisé a toujours posé des problèmes aux raffineurs.

La détermination du profit.

Les sources dont on dispose ne permettent pas toujours d'établir d'une façon rigoureuse le cash flow. Toutefois, le caractère fermé des Raffineries de La Méditerranée et de Saint-Louis fait qu'il existe dans les documents consultés de très fréquentes allusions aux travaux neufs portés au compte exploitation. Le cash flow comprend donc le profit distribué, les mises en réserve, les amortissements et, enfin, les investissements amortis sur prix de revient (473). Toutefois, dans le raffinage, il y avait un élément dont dépendait toujours le résultat. Il s'agissait de la valeur attribuée aux "existences", terme qui désigne l'ensemble des sucres se trouvant dans l'usine : sucres bruts, matières en cours de fabrication, raffinés en magasin, etc...

La tendance avait toujours été de minorer cet élément de l'actif mais avec les grandes spéculations, sur le marché à terme, on a fortement augmenté les provisions pour fluctuations de cours et, à la veille de la guerre, on a aussi pratiqué des provisions pour le renouvellement du matériel. Les provisions pour dépréciation formaient ainsi des réserves occultes qui souvent s'accumulaient d'année en année.

Les raffineurs éprouvaient bien des difficultés à dresser un inventaire à peu près exact du plein de fabrique et des marchandises en stock dans les usines. Chaque affaire avait son système. Les sucres des Raffineries de La Méditerranée étaient évalués au prix de revient (474). Chez Cossé-Duval, à Nantes, on affectait les cours du marché d'une décote variant selon les produits. A Saint-Louis la règle était d'apprécier les existences en dessous des cours du marché. C'était un acte de routine, avoué dans les rapports du conseil et que l'on considérait comme une sorte

d'assurance pour les mauvais jours. Partout l'estimation de la valeur du plein de fabrique satisfaisait rarement les responsables de la gestion. Ils la trouvaient toujours trop élevée. Ainsi en 1868, les bénéfices de La Méditerranée furent ramenés de 1.309.727 F à 1.249.776 F (475).

Chaque mois, à La Méditerranée, on faisait un inventaire et on dressait une balance provisoire. C'était le baromètre de la marche de l'entreprise. Mais jusqu'en 1872 aucune comptabilité industrielle ne permettait de suivre vraiment dans le détail la fabrication au jour le jour, d'où la prudence avec laquelle L. Massot maniait les données des inventaires (476). Sans cesse il parlait d'évaluation trop forte du plein de fabrique (477), de résultats exagérés, d'écritures qui ne donnaient pas la situation réelle des divers comptes (478). Sans arrêt, il soulignait des oublis, des erreurs (479). Il corrigeait souvent les appréciations des employés - lorsque, par exemple, une hausse brutale se produisait sur les sucres. Ainsi, pour l'exercice 1870, on a diminué la valeur du plein de fabrique : les bénéfices sont alors passés de 2.258.000 F à 1.944.899 F (480). L'année suivante les livres donnaient un bénéfice d'environ 1.886.000 F, mais les approvisionnements et les matières en cours de fabrication avaient été surestimés - pour les premiers on avait 76.947 F en trop, pour le reste, L. Massot relevait une différence de 673.000 F et A. Grandval, pour les mêmes produits, trouvait 799.000 F. Après une discussion approfondie, le conseil décida de prendre la moyenne de ces estimations et de ramener les gains à 1.112.211 F (481).

Peu à peu une méthode plus rigoureuse s'imposa. Ainsi en 1878, La Méditerranée ramena les produits en fabrication au cours du brut (482). La même année Saint-Louis revendit son plein de fabrique à la Société Nouvelle des Raffineries de Saint-Louis sur la base du titrage de l'inventaire de 1877 - c'est-à-dire au prix du brut (483). Malheureusement, la disparition des dossiers d'inventaire ne permet pas de chiffrer ces minorations. Quelquefois, d'ailleurs, comme en 1884, quand les Marseillais ont dû faire face aux attaques de Paris, les existences ont été calculées au cours du jour. D'autre part, pour dégager un bénéfice, on pouvait majorer la valeur du stock. C'est ce qu'a fait La Méditerranée en 1905.

Certaines dépenses de matériel étaient amorties sur prix de revient. A Saint-Louis en 1873 le compte d'entretien a payé 112.145 F d'outillage (484). En 1877, les améliorations des fours à carboniser les os, et à revivifier les noirs (82.782 F) ont été portées au compte d'exploitation (485). On a systématiquement retenu ces investissements et ils

figurent - s'ils sont signalés - dans le cash flow. Toutefois, jusqu'à la guerre, leur importance n'est pas très grande car les dépenses dépassent rarement 100.000 F (486).

A partir de 1899 les livres de contrôle de Saint-Louis fournissent d'utiles éléments sur la détermination du profit. Pour 1899 et 1900 il correspond à celui des comptes spéciaux car les réductions et les ajustements en hausse s'annulent. Ensuite apparaît le cash flow "potentiel" - c'est-à-dire le profit maximum qui pourrait être dégagé en fin d'exercice. Il est possible, en effet, de mesurer les réserves occultes de l'entreprise en ajoutant au bénéfice du bilan la différence entre les réductions et les augmentations du plein de fabrique, les travaux neufs et les dividendes des filiales (Distillerie Sube). On a donc un compte définitif d'exercice qui se présente sous cette forme.

Exercice 1904 (F)

bénéfice au 31/12	2.338.864,68	
+	362.105,15	(augmentation de 5 F sur 7.242.103 kg de raffiné)
	2.700.969,83	
-	459.414,16	(réduction de 5,80 F sur 7.920.944 kg de brut)
	2.241.554,97	
+	68.750	(dividende SUBE)
	2.310.304,97	
-	59.922,75	(travaux neufs et entretien)
	2.250.382,22	(portés au bilan).

Jusqu'en 1919 le solde des réductions a toujours été positif. En 1913, pour la première fois, on compte dans les réductions 1,2 M de provision pour travaux neufs et à partir de 1914, d'importantes sommes ont été imputées à l'exploitation pour les amortissements et les travaux neufs mais le bilan n'en porte aucune trace (487). Sur les bénéfices on a prélevé aussi des provisions pour l'impôt de guerre, mais son montant est difficile à apprécier car en 1918 on a réintégré 2.896.625 F dans les bénéfices nets (pour 1914 et 1915) après son règlement (488). Ainsi pour la détermination du profit, on entre dans une période de transition où un certain flou demeure puisque les règles du bilan fiscal n'ont pas encore été fixées (489).

Les ratios dans le raffinage du sucre.

Au XIX^e siècle les raffineurs n'utilisaient pas la méthode des ratios pour analyser leurs résultats. Toutefois ils établissaient certains

indicateurs. Ils calculaient toujours leur frais de fabrication par 100 kg de sucre fondu (cf tableau n° 34). Cette pratique remontait au XVIII^e siècle. Pendant longtemps l'appréciation du profit est restée surtout psychologique, mais une évolution s'est produite dans les années 1880 et à la vieille notion de la marge nécessaire entre le brut et le raffiné s'est peu à peu substituée une approche plus quantitative. On a alors chiffré le bénéfice par 100 kg de sucre fondu (cf tableau n° 35).

D'ailleurs, une longue habitude du travail avait donné aux raffineurs des réflexes économiques. Ils se méfiaient des immobilisations trop fortes, des crédits trop lourds. Ils savaient négocier le marché à terme et ils pratiquaient systématiquement une dépréciation de leurs stocks pour s'assurer contre les risques de baisse. Cependant leur stratégie apparaît souvent diluée, fragmentée et c'est l'insertion des ratios dans le cadre de cette étude qui lui restitue la longue durée et qui permet de mieux saisir les problèmes de gestion et finalement de faire une histoire plus vraie des firmes.

On a calculé la rentabilité des entreprises en l'exprimant sous forme de taux. On a d'abord rapporté le cash flow aux capitaux propres (cf graphiques n° 21 - 22 et tableaux n° 36 - 38). Ces derniers comprennent le capital social et les réserves - c'est-à-dire tous les bénéfices conservés pour assurer la marche de l'entreprise, y compris les provisions non utilisées du fonds d'amortissement. En effet, l'amortissement n'était pas systématique et l'on conservait longtemps au passif la contre-valeur des investissements.

Le calcul de la rentabilité par rapport au seul capital social a été écarté (490) car aux yeux des raffineurs le capital engagé formait un tout. A partir de 1890 et jusqu'en 1912 les raffineries de Marseille n'ont plus augmenté leurs réserves et leurs amortissements sont devenus plus réguliers. Toutefois, grâce au report d'une partie des bénéfices, elles ont disposé pour chaque exercice d'une réserve mobile que l'on a ajoutée aux fonds propres.

On a aussi rapporté le cash flow à l'actif total (cf tableaux n° 37 - 39). Le taux de profit ainsi obtenu est plus faible que le premier. Il montre, quand les comparaisons sont possibles, s'il y a une bonne gestion de l'actif. Certes les stocks sont presque toujours appréciés au-dessous de leur valeur mais il est probable qu'ils l'étaient dans les mêmes proportions. Enfin pour Saint-Louis et quelques exercices de La Méditerranée, on a établi le rapport entre le cash flow et le chiffre d'affaires (ce qui a été fait aussi pour la confiserie Cossé-Duval). On a

ainsi une mesure du rendement qui montre dans le chiffre d'affaires ce qui revient au bénéfice. C'était une notion très familière au raffineur dès le début du XIXe siècle.

On a ensuite isolé le bénéfice distribué de l'autofinancement qui se décompose en amortissements, réserves et provisions. Le rapport de l'autofinancement et du cash flow traduit la puissance d'autofinancement de l'entreprise (cf tableaux n° 41-42) et permet de voir si la gestion s'oriente vers l'investissement ou vers la distribution de dividendes.

D'autres ratios servent d'indicateurs économiques. Ainsi on a déterminé le coefficient de couverture des immobilisations (rapport des capitaux propres et des actifs immobilisés). Il y a danger s'il tombe en dessous de 100. Mais pour Marseille il ne faut pas oublier que La Méditerranée et Saint-Louis ont repris des installations déjà en grande partie amorties et qu'en 1879 et 1881 les deux sociétés ont procédé à d'importants amortissements indirects en réduisant leur capital. Le coefficient de couverture des immobilisations est donc toujours resté au-dessus de 100 (cf tableau n° 43 - 44). Par contre le taux de couverture des emplois fixes de la Raffinerie de Chantenay révèle à partir de 1908 les graves difficultés de la société (cf tableau n° 17).

Le rapport des dettes à court terme et du fonds de roulement (rapport de liquidité) fournit des renseignements sur la stratégie de l'entreprise. Le fonds de roulement a été obtenu par la somme du réalisable et du disponible (491). Dans les actifs des raffineries les valeurs disponibles (essentiellement les effets à recevoir) sont très faibles en raison du mode de paiement en usage (règlement au comptant et mobilisation des traites à l'escompte). Elles ne dépassent guère 5 % de l'actif.

Les dettes à court terme sont imputables au financement des approvisionnements qui ont un caractère saisonnier. Les achats de sucre des Antilles gonflent ce poste en avril-mai. Ensuite, jusqu'en octobre, il est moins important. En fin d'année, arrivent les sucres de La Réunion et les premiers sucres indigènes. Les stocks s'accroissent et les crédits à court terme atteignent leur maximum en décembre. Il est alors impossible pour un raffineur de financer son fonds de roulement par ses fonds propres. Le recours au crédit était donc nécessaire. On admet habituellement qu'il y a danger quand le crédit constitue dans le fonds de roulement une proportion dépassant le tiers. Actuellement dans le raffinage du sucre le crédit excède rarement le quart des ressources (492). Pour le XIXe siècle ce critère ne doit pas être retenu car les produits d'une raffinerie étaient rapidement mobilisables grâce aux crédits sur warrants. Un taux de 70 à

75 % paraît donc normal en décembre. Maintenant les crédits ont moins d'ampleur parce que les sociétés disposent d'importants capitaux permanents par rapport aux capitaux fixes.

Avant 1914 il faut aussi considérer la structure des firmes. Pour Saint-Louis, le crédit, à partir de 1887, fut accordé par les administrateurs à concurrence de 85 à 90 %. Un simple jeu d'écriture suffisait pour qu'une partie du bénéfice distribué se retrouve prêté à la société. Certes la Société Marseillaise de Crédit avait joué un grand rôle dans le lancement de la Société Nouvelle des Raffineries de Saint-Louis et de la Société Nouvelle des Raffineries de La Méditerranée, mais très vite elle n'a plus aidé Saint-Louis qu'occasionnellement.

Enfin, on peut mesurer l'indépendance financière des firmes avec au numérateur les fonds propres et au dénominateur l'endettement à court terme (cf tableau n° 47). Un taux au-dessous de 100 est toujours le signe d'une certaine tension, même si l'entreprise fait des bénéfices. C'est aussi le signe qu'elle prend des risques mais aussi d'un certain dynamisme. Nous entrons là dans un domaine bien différent de celui des ratios où nous rencontrons les choix et les décisions des raffineurs (493).

Le mouvement du profit.

Il faut d'abord considérer les données annuelles du cash flow et la rentabilité des entreprises. (cf graphiques n° 21 - 22).

En 1866 les Raffineries de La Méditerranée ont pratiquement détenu le monopole des ventes à Marseille. Les bénéfices ont atteint 2.146.535 F - chiffre qui ne fut dépassé qu'en 1919. Ensuite jusqu'en 1884 l'allure de la courbe est endents de scie. Les maxima se situent en 1868 (fermeture provisoire de Saint-Charles), en 1870 (guerre) et en 1879-1883 (reprise générale des affaires et baisse de l'impôt). De 1866 à 1883 la rentabilité moyenne fut de 11,60 %. Comme les autres raffineries, La Méditerranée a dû faire face à la rapide diminution de la marge entre le brut et le raffiné (environ 50 %). De 1872 à 1878 la rentabilité a donc fléchi, mais à partir de 1879 elle se relève.

A partir de 1884 et jusqu'en 1902 le cash flow demeure toujours au-dessus du million de francs et la rentabilité moyenne pour cette période est de 18,53 %. Le syndicat des raffineurs impose alors une forte marge entre le brut et le raffiné d'où le maintien du profit à ce niveau élevé. Cependant dès 1893 la rentabilité est en baisse et ce phénomène s'amplifie en 1903 (Convention de Bruxelles et bas prix du sucre à la consommation) et ce n'est qu'en 1911 que la tendance se renverse. Grâce

à l'exportation, un élan nouveau accentué par la guerre pousse le profit.

Après de difficiles débuts, Saint-Louis a réalisé de très gros bénéfices en 1870/1871, en 1873 et 1876 (hausse du brut). En 1877, engagée dans d'imprudentes spéculations, la société a perdu 595.892 F. La reprise est nette dès 1879 et la rentabilité moyenne s'établit à 21,09 % de 1868 à 1883.

Ensuite, avec le syndicat, la masse du profit a augmenté mais, contrairement à La Méditerranée, il n'y a pas de recul après 1903 - tout juste un léger creux de 1905 à 1910 qui coïncide avec un rétrécissement de la marge de raffinage et les grandes spéculations. La rentabilité moyenne (jusqu'en 1913) est passée de 16,44 % (1884/1901) à 15,84 % (6,63 % pour La Méditerranée) car la concurrence sur le marché intérieur était très vive. Néanmoins la masse du profit s'est gonflée. Aussi pour Saint-Louis la courbe du cash flow ne révèle pas de véritable baisse ou de brutale accélération et la montée du profit s'affirme depuis la création de l'entreprise.

Le tableau suivant regroupe les masses et les moyennes du cash flow :

Méditerranée	{ 1866 - 1883	17.716.829 F	984.268 F	
	{ 1884 - 1902	25.394.827	1.336.569	+ 35,77 %
	{ 1902 - 1913	5.838.960	530.814	- 60,33 %
Saint-Louis	{ 1868 - 1883	17.733.552	1.108.347	
	{ 1884 - 1901	35.473.315	1.970.739	+ 77,78 %
	{ 1902 - 1913	30.159.209	2.513.325	+ 27,56 %

Les moyennes mobiles du cash flow confirment les observations qui précèdent. On a en effet une légère baisse jusqu'en 1875 (Méditerranée) et 1876 (Saint-Louis). Les raffineurs de Marseille comme ceux de Nantes et du Havre ont subi la concurrence de Paris et surtout ils ont été touchés par le ralentissement des exportations (cf chapitre IV). Ensuite, la courbe est en hausse jusqu'en 1888 pour La Méditerranée et jusqu'en 1903 pour Saint-Louis. Enfin pour La Méditerranée la chute s'amorce puis s'accélère jusqu'au palier des années 1907/1909. La reprise se place en 1910. Par contre, la courbe de Saint-Louis ne s'infléchit que légèrement entre 1904 et 1908 et à partir de 1909 il y a une hausse très rapide.

Finalement on repère un trend ascendant pour le cash flow de Saint-Louis et trois phases pour La Méditerranée : une hausse de 1870 à 1888, une baisse de 1889 à 1909 suivie d'une nouvelle hausse plus courte, le point de retournement se situant en 1922.

Une première remarque s'impose. Pour Saint-Louis on ne retrouve pas les phases indiquées par J. Bouvier, F. Furet et M. Gillet pour le profit des charbonnages et de la sidérurgie dont le mouvement coïncide grosso-modo avec les périodes classiques d'accélération et de ralentissement de la production industrielle française (1855/1894 - 1895/1913 et 1885/1894) (494). Quant aux résultats de la Méditerranée, ils se rapprochent de ce schéma. Toutefois la résistance à la baisse se prolonge jusqu'à l'éclatement du syndicat et la mise en application de la Convention de Bruxelles. De même à la veille de la guerre, la hausse est tardive mais forte. L'hypothèse d'un simple décalage entre une industrie lourde et légère n'est pas à exclure. Il n'en reste pas moins, que d'une part, la conjoncture sucrière imprime son propre mouvement à la marche des affaires et que d'autre part, des entreprises subissent ou surmontent en les effaçant presque les aléas conjoncturels. C'est le problème essentiel qui se pose quand on compare le développement des deux grandes raffineries marseillaises.

En 1867 La Méditerranée pouvait produire dans ses deux usines trois fois plus de raffinés que Saint-Louis (60.000 tonnes contre 20.000). Cependant les frères Massot ont agi avec beaucoup de prudence et ils ont surtout cherché à assurer l'indépendance financière de leur firme alors que Saint-Louis a préféré s'endetter pour travailler davantage de sucre (cf tableau n° 46). Certes, il ne faut pas oublier qu'en 1865 la fonte de La Méditerranée atteignait déjà 14.000 tonnes et que les faillites de Ch. Rostand et de Fl. Emens ont profondément marqué tous ceux qui s'occupaient de sucre à Marseille. L'image de la crise se refléchit donc dans leurs choix.

Cette prudence se traduit aussi par un coefficient de couverture des immobilisations qui a toujours été supérieur à celui de Saint-Louis. A partir de 1885, il reste pratiquement toujours au-dessus de 200 % tandis qu'à Saint-Louis, après 1888, il dépasse rarement 150 %. Cela signifie que La Méditerranée a moins investi que son concurrent.

Il est vrai que cette politique a porté ses fruits car jusqu'en 1891 le rapport du cash flow au chiffre d'affaires reste presque toujours supérieur à celui de Saint-Louis (cf tableau n° 40). On avait volontairement limité le travail pour ne vendre que sur les marchés les plus rémunérateurs - c'est-à-dire à l'étranger. La création du syndicat des raffineurs a cristallisé cette stratégie et si les livraisons ont augmenté sur le marché intérieur, cela s'est fait au dépens de l'exportation.

L'examen des rapports de liquidité des deux sociétés (cf tableaux

n° 45 - 46) montre une véritable répugnance de La Méditerranée à recourir au crédit pour augmenter son fonds de roulement et bien entendu sa production. Il est certain qu'à Saint-Louis on a une gestion dont le but est l'expansion et qui assume des risques dans la meilleure tradition du capitalisme d'entreprise tandis qu'à La Méditerranée on s'efforce uniquement de conserver les positions acquises. Cette mentalité a paralysé les initiatives. On comprend mal que l'incendie de l'usine de Saint-Louis en 1884 n'ait pas été exploité quand on pense que pendant deux ans et demi H. Bergasse a dû abandonner une partie de ses débouchés en Orient et au Maghreb.

Dès les années 1890 et surtout après la rupture du syndicat, les prix du raffiné ont eu tendance à s'aligner sur le prix de revient des firmes les mieux outillées. La Méditerranée a alors été forcée de réduire ses marges ce qui a entraîné une baisse de la rentabilité car elle était incapable de compenser ce manque à *gagner* par une augmentation de production. Par contre, grâce au Maroc et malgré la pression parisienne dans le Sud-Est, Saint-Louis a développé sa fonte tandis que La Méditerranée, malgré ses efforts, n'a pas réussi à trouver un second souffle dans l'exportation.

C'est donc au niveau de la gestion financière des entreprises qu'il faut d'abord se placer pour expliquer la croissance de Saint-Louis et la stagnation de La Méditerranée. En effet, les deux sociétés n'ont pas adopté la même politique de répartition du profit.

La répartition du profit.

La répartition du profit a suscité bien des discussions dans les conseils d'administration. A La Méditerranée, L. Sarlin trouvait excessives les sommes allouées aux amortissements et aux réserves, et il proposa de réintégrer ces dernières dans la masse du profit à distribuer, la sous-estimation du plein de fabrique constituant, d'après lui, une "réserve" suffisante" (495). Il s'attira de vives répliques de ses collègues qui, à tour de rôle, ont développé des arguments sur les conditions d'une saine gestion financière de l'entreprise. L. Deonna déclara que "personne ne saurait blâmer une mesure de prudence qui tend à garantir notre compagnie contre les éventualités fâcheuses qui pourraient se produire". Et il souligna : "c'est parce que nous venons de traverser une année heureuse qu'il faut doter largement les comptes d'amortissement et de réserve". Ensuite A. Armand cita l'exemple de la société des Forges et Chantiers de La Méditerranée "qui a eu la sagesse de mettre en réserve des sommes importantes

qui lui ont permis d'agrandir le cercle de ses opérations sans avoir recours au crédit et sans augmenter le chiffre de son capital social". De son côté, L. Massot affirmait que le partage des bénéfices devait servir avant tout à renforcer le fonds de roulement qui était insuffisant ; quant à J. Deville, il pensait que les propositions du président étaient les seules qui sauvegardaient vraiment les intérêts des actionnaires en permettant d'éviter une augmentation du capital "qui n'aurait d'autre effet que de réduire la part proportionnelle des bénéfices en augmentant le nombre des participants". Ainsi La Méditerranée s'orientait vers une gestion logique et rationnelle de ses affaires.

Il en fut de même à Saint-Louis où des problèmes semblables se sont posés. Ils ont été résolus de la même façon. Quelques administrateurs voulaient affecter tous les bénéfices à la réserve et ne donner aucun dividende ; mais H. Bergasse, dans un souci de conciliation, a rallié la majorité du conseil à un compromis : la distribution d'un coupon de 3,22 F qui en 1868 s'ajouta à l'intérêt de 5 %, soit au total 35,17 F (496).

On a établi pour les raffineries de Marseille la masse et la moyenne des bénéfices distribués et de l'autofinancement.

Méditerranée		
	Bénéfices distribués (F)	Autofinancement (F)
1866-1883	12.515.151 (695.286)	5.098.530 (283.251)
1884-1901	17.412.024 (967.334) + 39,12 %	1.846.369 (102.576) - 63,79 %
1902-1913	6.042.116 (503.509) - 47,95 %	1.416.722 (118.060) + 15,09 %
Saint-Louis		
1868-1883	10.727.178 (670.448)	6.789.035 (424.314)
1884-1901	24.350.352 (1.352.797) + 101,77 %	9.762.840 (542.380) + 27,82 %
1902-1913	21.207.836 (1.767.319) + 30,64 %	8.338.328 (694.860) + 28,11 %

On constate que les raffineries de Marseille ont distribué d'amples dividendes et fortement rémunéré les parts de fondateurs tout en rétribuant largement leur direction, mais pour La Méditerranée cette pratique s'accompagne d'une diminution de l'autofinancement surtout de 1884 à 1901. (cf graphiques n° 23 - 24).

Pourcentage de l'autofinancement		
	Méditerranée	Saint-Louis
1866/1868 - 1883	28,94 %	38,75 %
1884 - 1901	9,58 %	28,61 %
1902 - 1913	19 %	28,22 %

Par contre à Saint-Louis on a élaboré peu à peu une véritable stratégie de l'autofinancement. H. Bergasse s'en est fait le défenseur et il inspira en 1882 une note qui déclarait qu'"il y aurait imprudence, étant admis qu'il n'y a plus à songer à une nouvelle augmentation du capital social, à abandonner brusquement le système des fortes réserves. Nous vous proposons de procéder, pour la répartition des résultats du dernier exercice, comme nous l'avons fait pour ceux des exercices précédents. L'expérience a justifié vos décisions. Votre société a grandi parce que vous avez su profiter des circonstances favorables pour vous mettre en réserve de larges ressources qui assurent l'avenir et dont vos actionnaires recueilleront plus de fruit qu'ils ne pourraient le faire d'une répartition qui enlèverait à votre société une partie de ces ressources au moment où vous venez d'autoriser des travaux importants et coûteux, et où vos opérations vont être accrues dans des proportions considérables" (497). Cette politique rencontra des oppositions. Pour 1881, Ch. Gavoty et E. Bonnasse, ont réclamé un dividende plus fort, V. Julien demanda 75 F tandis qu'H. Bergasse estimait suffisants les 50 F versés en 1880 et, à la rigueur, acceptait 62,50 F. Son point de vue ne l'emporta pas car en 1882, on donna 75 F, mais en 1883 on s'en tint à 60 F après avoir réduit de 300.000 F la valeur du plein de fabrique (498).

Après les résultats exceptionnels de 1884, le conseil s'est de nouveau divisé sur la question de la répartition des bénéfices (499). H. Bergasse, soutenu par A. Féraud, proposait un dividende de 92,50 F par action et cela avec beaucoup de réticences, tandis que Ch. Gavoty estimait qu'avec plus de 4 M de réserves le moment était venu de faire une plus large part aux actionnaires et il exigeait 110 F. P. Desbief, pour concilier les points de vue préconisa 100 F. Un vote mit en minorité H. Bergasse ; toutefois dans son souci d'apaisement, le conseil retint finalement le chiffre de 97,50 F. Mais, dès 1885, la rupture du syndicat servit de prétexte à une réduction du dividende qui en 1887 et 1888 fut fixé à 60 F.

Il est vrai que la société avait traversé des moments difficiles. Le 30 juin 1888, l'inventaire n'indiquait qu'un bénéfice de 169.298 F et, encore, H. Bergasse notait que ce résultat positif n'avait pu être obtenu

qu'en évaluant au plein cours du jour les quantités en stock (500). La question du dividende fut reposée en 1892 par A. Rey, le directeur de la Société Marseillaise de Crédit (501) ; cependant, en 1897, le conseil estimait que le moment n'était pas encore venu de l'augmenter d'une manière substantielle, malgré le ralentissement prévu des investissements. Il invoquait la crise qui touchait l'industrie française et le ravage fait par le chômage, mais surtout il s'inquiétait de ceux qui avaient exploité les "passions malsaines" au cours des débats parlementaires d'avril (502). Pour le dividende, on s'était donc contenté de revenir peu à peu au niveau de 1886 (soit 85 F).

Le clivage était net. D'un côté on trouvait les banquiers et les gros porteurs d'actions intéressés par la bonne tenue du titre en Bourse, de l'autre les membres du comité de direction (abandonné en 1881 par Ch. Gavoty) qui ont dû faire des concessions puisque de 1884 à 1901 la part de l'autofinancement a diminué. Ainsi les administrateurs-gestionnaires n'avaient pas encore le contrôle de l'entreprise.

En 1891 A. Rey recommande d'accélérer les amortissements (503). A. Féraud avait pris assez mal les critiques formulées par le banquier. Le taux de 10 % par an sur les constructions nouvelles, de 25 % sur le matériel la première année et de 10 % pour les autres lui semblait très normal (504). Cependant A. Rey, soutenu par Ch. Gavoty (505), restait ferme sur ses positions. Pour eux, 6 M de réserves, c'était un maximum. Il fallait donc que toute retenue faite en dehors des prescriptions statutaires fut déduite désormais des bénéfices avant tout prélèvement et portée au compte amortissement. H. Bergasse donna son accord, et, par 9 voix contre 3, le conseil entérina le projet d'A. Rey (506). En fait, comme on l'a vu, le solde reporté des bénéfices non distribués constituait un supplément de réserves. A. Féraud manifesta quelques mois plus tard sa mauvaise humeur en abandonnant son poste d'administrateur-délégué - mais il resta membre du comité de direction. On se souvenait de la situation de Saint-Louis en 1877, au moment où le conseil s'était trouvé dans la nécessité de procéder à une dissolution de la société pour ramener les immobilisations à un chiffre relativement bas et se procurer des liquidités. Le gros effort fait pour l'investissement a inquiété certains administrateurs et, en contre-partie de dépenses qu'ils jugeaient excessives, ils ont obtenu des mesures qui, en fin de compte, ont permis à la fois des amortissements plus rapides et la distribution de dividendes plus élevés 100 F à partir de 1899 et 110 F en 1912 et 1913).

Après la disparition d'A. Rey et d'H. Bergasse, P. Desbief pratiqua d'importantes réductions lors de l'évaluation des stocks et du plein

d'usine. Ainsi le cash flow potentiel se gonfla peu à peu et constitua d'abondantes réserves occultes. A la veille de la guerre, il généralisa aussi le système des provisions pour travaux neufs. Le capitalisme industriel l'avait définitivement emporté sur le capitalisme rentier.

A La Méditerranée cette mutation ne s'est vraiment amorcée qu'au début du XXe siècle. Comme à Saint-Louis, il y a eu des tensions entre certains administrateurs et les principaux propriétaires d'actions, mais les seconds ont pendant trop longtemps imposé leur loi - ce qui n'a pas favorisé le développement de l'entreprise.

De 1866 à 1883 l'autofinancement n'a pas été régulier. A l'exception du premier exercice, il ne dépasse la moyenne de la période (283.251 F) qu'en 1879 et 1880 car à l'instigation d'A. Grandval on a en 1881 procédé à une réduction de capital qui amputa les fonds de réserves et d'amortissement de 2.600.000 F. Les frères Massot ont donc dès 1867 succombé à la tentation des gros dividendes. Le décès de L. Deonna en 1868 isola A. Armand dans le conseil d'administration (qu'il quitta en 1875) et de n'est qu'avec la présidence d'A. Grandval (1875-1889) que La Méditerranée retrouva une direction industrielle. Sa forte personnalité et son expérience du raffinage sauva l'affaire d'un désastre.

Dès 1886, on peut considérer que l'établissement du Boulevard National est amorti. Les réserves correspondaient, en effet, à la valeur de l'usine (2 M). Aussi, à partir de 1889 (après le décès de Grandval), G. Boyer estima qu'il n'était plus nécessaire de les augmenter, puisqu'elles atteignaient alors un montant de 3 M. Il proposa donc de distribuer davantage de bénéfices, ce qui fut adopté (507). Le dividende fut porté à 100 F. Il le resta jusqu'en 1898. Chaque action avait reçu alors 1.575 F depuis 1881. A La Méditerranée on a donc lutté contre Saint-Louis à coup de dividendes et l'on a négligé l'autofinancement. Quelques personnes avaient même voulu refaire en 1890 ce qui avait été réussi en 1881 - réduire une fois encore le capital en amortissant l'usine et en distribuant le solde des réserves aux actionnaires. Le conseil, toutefois, s'y opposa, insistant sur le fait que la nouvelle société n'avait pu démarrer qu'avec le soutien des banques, certes qu'elle n'avait plus besoin de cet appui, mais qu'elle devait disposer de sommes énormes pour payer elle-même ses approvisionnements, car, aux cargaisons de quelques centaines de tonnes des voiliers, s'étaient substituées celles des vapeurs avec, bien souvent, quelques milliers de tonnes à payer, d'où la nécessité d'avoir un fonds de roulement considérable.

Après la rupture du syndicat, la faiblesse du cash flow laissa

une marge de manoeuvre très étroite à La Méditerranée. En 1905, le bénéfice réel fut de 71.454 F. On dégagea cependant un excédent de 516.073 F en annulant la provision pour le compte assurance-incendie et en faisant disparaître le solde des bénéfices (508). Pour amortir les travaux neufs le solde avait aussi fourni 70.000 F en 1901 (509) et 255.000 F en 1903 (510). En 1906, on se trouva dans l'impossibilité de payer le coupon d'intérêt du premier semestre. Craignant une dépréciation du cours des actions, G. Boyer décida de prélever sur les réserves l'argent nécessaire (511) et en 1908 elles ont encore fourni 212.760 F (512).

Ainsi, pour maintenir un dividende honorable pour que la société fasse bonne figure en Bourse, on sacrifia l'autofinancement. Cette politique se traduisit dans le rythme de l'investissement et ce n'est qu'en 1911 que l'on s'orienta vraiment vers la transformation de l'outil. Il y a donc entre La Méditerranée et Saint-Louis un décalage technique qui éclaire l'histoire des deux firmes.

4 - Les investissements.

A - La politique d'innovation et d'investissement des Raffineries de Saint-Louis.

L'amorce d'une stratégie.

La remise en marche de Saint-Louis laissa beaucoup à désirer. Une série d'accidents motiva de constantes refontes. On invoqua le mauvais état des noirs, l'inexpérience des cuiseurs et des contremaîtres. Les frais de fabrication ont atteint 9,40 F par 100 kg et les dépenses de combustible et de main-d'oeuvre ont dépassé toutes les prévisions (513). Une enquête démontra qu'il y avait à la fois des vices de fabrication (cuite, filtration) et incompétence de l'encadrement (514). L'ancien raffineur Mouren prit la direction de l'établissement et tous les ouvriers engagés par Cassard à Paris et à Nantes furent remplacés (515).

Cependant on décida de reconstruire l'usine à noir et d'améliorer la purgerie. Cela coûta 250.000 F dont 150.000 F pour le travail des bas produits (516). Mais la filtration n'était pas assez puissante. Elle permettait tout juste une fonte de 80.000 kg par jour. On a donc acheté les filtres Dumont de la raffinerie Roux-Bernabo. Puis on a réparé les plan-

chers des bâtiments de la clarification (517). Ces mesures d'urgence s'imposaient. Toutefois, les frais de fabrication restaient élevés et les produits assez communs. Consulté, Arnaud, l'ancien ingénieur de Grandval et Rostand, concluait à une transformation complète de la clarification et de la purgerie (518). De son côté, H. Bergasse réclamait la construction de nouveaux fours à revivifier le noir pour pousser le travail à 100.000 kg par jour. Ses collègues hésitaient à engager toutes ces dépenses. Ils auraient volontiers remis à plus tard la plupart des améliorations (519). Mais l'augmentation anormale de la proportion de mélasse (520) et les refontes de bas-produits invendables ont finalement entraîné la nomination provisoire d'Arnaud à la tête de l'usine (521).

Sous sa direction on a reconstruit la filtration (522), la purgerie et l'usine à noir. On a aussi modifié les générateurs pour économiser la vapeur (523). Dès 1870, Saint-Louis a livré des sucres qui, par leur blancheur et leur grain, se rapprochaient sensiblement des raffinés de Paris - assimilés sur tous les marchés de France aux meilleures marques, les pains de Saint-Louis dépassaient maintenant en qualité ceux de La Méditerranée (524). En 1874, Beaudouin a adopté un nouveau système de blanchiment et d'étuvage des pains de sucre (525). En 1875, un jeune ingénieur "très capable", E. Paret, a pris la direction des usines (526). On achevait alors le montage de quatre fours Blaise (527) et on mettait en chantier deux fours Brissonneau (528). On a cherché aussi à remplacer les turbines Cail par des engins plus récents, mais l'essai de turbines Duncan ne donna pas satisfaction (529). Enfin, on utilisa une machine perfectionnée pour couper le sucre en morceaux (530). En 1878, les frais de fabrication étaient de 7,23 F par 100 kg (cf graphique n° 17).

Un grand changement s'était produit dans le raffinage du sucre à Marseille. Une affaire avait délibérément choisi la qualité pour étendre son rayon sur le marché intérieur (531). Bien qu'ingénieur civil, Cassard (il avait dirigé l'usine Périer et les Raffineries Nantaises) appartenait encore à une génération qui considérait que l'achat du sucre brut avait plus d'importance que la technique, tandis que ses successeurs ont surtout cherché à réduire le prix de revient en améliorant la fabrication par une meilleure épuration des sirops grâce à de bons noirs.

De 1867 à 1878 les immobilisations sont passées de 1.300.000 F à 3.702.549 F soit un investissement de 1.402.549 F (la valeur de Saint-Charles étant déduite) auquel il faut ajouter 328.509 F de travaux neufs. Il n'y a pas eu d'amortissements et la majeure partie de l'autofinancement a donc servi à constituer le fonds de roulement. Toutefois, en 1878, on a

praticqué par réduction du capital un amortissement final et de 1.202.542 qui ramenait presque le coût des deux usines de la société à leur prix d'achat qui était très bas.

Le développement des moyens de production.

En novembre 1880, le directeur technique, Paret, démissionna. H. Bergasse le jugeait en ces termes : "Son activité et son initiative nous ont pas paru à la hauteur de cette tâche ; des négligences étaient commises, des inexactitudes constatées, il fallait remédier à cet état de choses". Cependant il rendait justice à "son expérience pratique de la fabrication" (532). En fait, à Saint-Louis, on cherchait un ingénieur capable d'innover et on donna à Maurice Desbief sa chance.

H. Bergasse affirmait que l'on utilisait au maximum le matériel et qu'il fallait augmenter la production pour conserver à la société tous ses débouchés (533). Sans arrêt, il revenait à la charge, insistant toujours sur l'urgence et la nécessité de nouveaux investissements (534). M. Desbief disposait donc de plus larges facilités pour effectuer de nouveaux investissements, mais il s'est gardé de toute précipitation. Le renchérissement des sucres blancs dû à la spéculation l'a, peu à peu, incité à utiliser de plus grandes quantités de sucre roux. Pour mieux les épurer, il a commencé à équiper Saint-Charles de turbines Weinrich, puis il s'est assuré le monopole du brevet pour les Bouches-du-Rhône. Fin 1882, 22 de ces turbines fonctionnaient déjà et on en acheta 36 autres en 1883 (535). Ainsi se développaient les possibilités de sciage des usines qui passaient de 30.000 à 42.000 kg par jour. On a donc augmenté le matériel de Saint-Charles pour pousser la fonte de 20.000 à 27.000 tonnes (536).

Pour jauger les concurrents, M. Desbief a entrepris, en juin 1887, un grand voyage d'information en France et à l'étranger (537). A Paris, il trouva porte close, mais en Allemagne et en Autriche, il a reçu le meilleur accueil. Sa préoccupation majeure était d'étudier l'emploi de la vapeur. Ses visites l'ont convaincu que les chaudières Galloway qui équipaient les nouveaux générateurs de Saint-Charles étaient les meilleures. Elles permettaient une économie de 20 à 25 % sur le combustible. Aussi, dans son rapport au conseil, il recommanda d'en généraliser l'usage. Il préconisa aussi l'achat d'un ou deux appareils à cuire à grande surface de chauffe - il les avait observés chez Langen à Cologne - pour appliquer la vapeur de retour à la cuite en grains et diminuer encore les dépenses de charbon.

Dans le domaine de l'épuration des sucres bruts avant la fonte,

allemands et autrichiens ne semblent pas lui avoir appris grand chose. Il a vu fonctionner de nombreuses turbines Weinrich, mais il en connaissait déjà les avantages. Cependant, il a noté avec intérêt leur utilisation pour la fabrication des pilés. Ce travail était peu répandu en France. On cuisait en gros grains des sirops verts et de turbinage. On coulait la masse cuite dans des cristallisoirs. Après prise complète, les blocs étaient divisés, malaxés. Ensuite la pâte était blanchie et durcie à la turbine. Par contre, les procédés de clarification du sucre de betterave, où le sang et le noir fin sont complètement supprimés, ont davantage retenu son attention. A son retour, il les a expérimentés sur le sucre de canne, mais il lui fallait compter alors sur la présence de glucose et de substances gommeuses. Malgré ce handicap, il a pu réduire, dans les usines, l'emploi du sang.

En Allemagne, un fait l'a aussi frappé : c'était la suppression de tout transport à bras dans le clairçage et le plamotage. Grâce à une combinaison savamment étudiée de wagonnets et d'élévateurs manoeuvrés par des femmes, toutes les opérations de finissage des pains se déroulaient facilement et sans efforts, alors qu'en France il fallait des ouvriers robustes, difficiles à recruter, pour exécuter toutes ces tâches. L'idée d'une mécanisation complète du travail des greniers va mûrir dans son esprit. Quelques années plus tard, il a réalisé quelque chose de semblable mais dès son retour, il a simplifié les manipulations à Saint-Charles.

Au terme de son rapport, M. Desbief déclarait : "En résumé, nous n'avons trouvé chez nos voisins aucun des progrès qui marquent une étape dans les industries, mais nous avons pu recueillir de précieux renseignements dont la mise à profit nous permettra de réaliser dans nos frais de fabrication des économies sensibles". Ainsi, ce premier contact avec la technique allemande a permis à Saint-Louis d'améliorer ses prix de revient.

M. Desbief ne négligeait rien pour renforcer la puissance des usines et l'efficacité du travail. En septembre 1882, on avait remplacé 30 filtres à la raffinerie de Saint-Louis (538) et en 1883 on a réussi à utiliser des sucres 2e jet de Java et des vergeoises égyptiennes - matières assez chargées d'impuretés mais bon marché à l'achat, et, grâce aux turbines Weinrich, l'opération a été très rentable (539). Tirant la leçon des voyages allemand et autrichien de son frère, P. Desbief demandait l'achat de générateurs et de turbines pour le même établissement (540). Ainsi, en 3 ans, M. Desbief avait renouvelé ou préparé la transformation d'une grande partie du matériel de la société. Néanmoins, P. Desbief estimait qu'il était indispensable pour soutenir la lutte contre les concurren-

rents d'armer Saint-Louis "d'un outillage sinon parfait, du moins complet et dont aucune partie ne soit défectueuse" (541).

Dans la nuit du 4 au 5 septembre 1884, un incendie éclatait à leusine de Saint-Louis, au 5^e étage des greniers (542). Il fut circonscrit au corps principal de l'usine et on réussit à sauver les machines et les magasins où les marchandises furent cependant endommagées par la chute des murs. Avec prudence, le conseil d'administration, sur la proposition d'Henri Bergasse, décida d'étudier d'une façon approfondie la question de la reconstruction de la raffinerie, qui ne pourrait, au mieux, fonctionner qu'en 1886 ; aussi, pour faire face à la demande de la clientèle, P. Desbief poussa au maximum le travail de Saint-Charles (543). Il voulait porter la fonte à 150.000 kg par jour (avec 500.000 F) et prévoyait de remplacer très vite les planchers en bois par des planchers de fer (coût 300.000 F) (544).

On envisagea deux hypothèses : agrandir Saint-Charles ou reconstruire Saint-Louis. Avec la première solution, le terrain restreint ne permettait pas à la société de dépasser une production de 60.000 tonnes et, en cas d'incendie, tout le potentiel industriel risquait d'être anéanti, et c'est pour cette raison que le comité de direction retint la seconde solution. A un moment, Saint-Louis défiait le syndicat parisien et La Méditerranée qui, à la faveur du sinistre tentait de reconquérir certains débouchés, il ne pouvait en être autrement. H. Bergasse, avec fermeté, exposa l'alternative (545). A l'unanimité, le conseil décida alors la reconstruction de Saint-Louis (546).

Le seul problème était d'éviter de voir trop petit ou trop grand. P. Desbief voulait un outil moderne susceptible d'atteindre par addition successive de matériel, une capacité de 50.000 tonnes. Le devis établi par son frère se montait à 2.997.760 F. Mais la nouvelle usine mise en service le 15 février 1887 coûta finalement 3.653.070 F. M. Desbief l'avait conçue d'une manière originale en y appliquant des systèmes mécaniques de fabrication de son invention (547).

A Saint-Charles, on installa de nouvelles turbines Weinrich (180.000 F) pour épurer les sucres bruts de bas titrage avant la mise en charge, et quatre générateurs Galloway à bouilleurs (548). En trois ans on y dépensa 868.801 F et la fonte passa de 30.897 tonnes à 43.039 tonnes soit une augmentation de 39,3 % (549).

Satisfait, le conseil nomma M. Desbief administrateur pour le récompenser de son activité et de son ingéniosité (550). L'année suivante, ce dernier mit encore au point un appareil à force centrifuge à effet

continu propre au clairçage des sucres. Au lieu de faire glisser la matière à essorer sur la surface filtrante pendant qu'elle était soumise à l'action de la force centrifuge, on donnait à la surface filtrante un mouvement d'avancement vers le point où devait s'effectuer la sortie de la matière essorée. On avait ainsi une production plus grande à égalité de surface filtrante, une réduction notable de la force motrice, car la continuité dispensait de perdre à chaque arrêt la puissance emmagasinée dans les turbines en mouvement. On supprimait donc tout travail manuel et enfin on obtenait une plus grande uniformité des produits essorés (551).

La reconstruction de Saint-Louis et les travaux faits à Saint-Charles ont permis de diminuer les frais de fabrication d'environ 1 F par 100 kg (soit une économie de 700.000 F). Pour le financement on préleva 2.392.000 F sur les réserves et les assurances remboursèrent 608.000 F, tandis que la Société Marseillaise de Crédit accordait des facilités pour le paiement des approvisionnements. La possession d'un outil très moderne était un atout pour Saint-Louis mais ce ne fut qu'une étape dans la voie du progrès car après un court répit dans les investissements, ses dirigeants vont se lanver dans un vaste programme de modernisation - qui, cette fois, touchait les procédés mêmes de fabrication.

L'adoption du procédé Steffen (1890-1895).

En mars 1890, P. Fortunet informait Saint-Louis que la raffinerie Say venait d'adopter un moyen d'épuration directe des sucres bruts, qui bouleversait les conditions de l'industrie du raffinage. Ce procédé de lessivage avait été breveté en 1884 par Karl Steffen, un fabricant et raffineur autrichien. Par l'intermédiaire de Fortunet et de Cronier, P. Desbief rencontra immédiatement Steffen à Paris. Le 25 mars, dans une lettre à H. Bergasse, il soulignait tout l'intérêt de cette innovation et se référant à Cronier, il affirmait "que l'on n'a rien trouvé encore qui, de près ou de loin, eut fait faire un tel progrès soit à la fabrication des sucres de betteraves, soit au raffinage de ces sucres" (552).

Tout de suite H. Bergasse s'est prononcé pour l'acquisition des brevets Steffen. Le temps pressait, car Jacques Siegfried, un des animateurs de la Banque Franco-russe avait déjà ébauché un syndicat dans le but d'acheter les brevets pour la France et de les revendre ensuite au plus offrant. Le début des pourparlers entre K. Steffen et P. Desbief avait entravé la formation de ce syndicat. Pour couper court à ces velléités, P. Desbief suggérait à ses collègues une promesse de contrat à K. Steffen et ratification après des essais concluants à Marseille. En

cas d'accord, il voyait deux possibilités, soit un partage des bénéfices, soit l'achat pur et simple du brevet avec un monopole d'exploitation pour 8 à 10 départements du Midi. Il y a eu des oppositions au sein du conseil où l'on voulait savoir si le procédé était valable pour le sucre de canne (cf Chapitre II).

La position de Steffen dans l'industrie sucrière autrichienne et la réputation de son commanditaire, le banquier berlinois Bleichröder, constituait déjà une garantie. Cependant, avant d'engager sa société, F. Desbief en compagnie de Fortunet visita la sucrerie-raffinerie de Scerenez où Steffen avait encore perfectionné son procédé. Au début du mois d'avril, les négociations aboutissaient. Steffen offrait ses brevets pour 1,750 M avec des facilités de paiement ou 1,5 M comptant. D'ici le 30 mai, on prévoyait des essais sur place. Une fois terminés, Saint-Louis devait se prononcer dans les dix jours. Pour toute contestation, Steffen proposait l'arbitrage unique d'E. Cronier.

L'expérience prévue dans le projet de contrat se déroula à Marseille du 23 mai au 6 juin. Elle portait sur 8 tonnes de sucre de Java, dont le rendement au raffinage était de 92,54 %. Après le lavage, les sucres ne contenaient plus de glucose et il y demeurait de faibles parties de cendres (553). Les cristaux étaient intacts et brillants. Pour le rendement, on arrivait maintenant à 94,25 %, 1,7 % en plus, soit un gain de 12,37 F par 100 kg. Avec ces sucres on pouvait directement obtenir des granulés ou des cubes, tandis qu'avec les moyens dont disposait Saint-Louis à cette époque, les granulés coûtaient aussi cher à fabriquer que les pains. L'installation "du Steffen" devait permettre une lutte efficace contre les produits similaires allemands et autrichiens. F. Desbief comptait sur un boni de 1°50, soit 1,20 F. A cela s'ajoutaient les économies de main-d'oeuvre, de charbon, de noir, pas inférieures d'après lui à 0,75 F par 100 kg (avec la turbine Weinrich, le blanchiment coûtait 0,27 F et 0,15 F avec le Steffen). En résumé, pour une fonte de 67.263.811 kg, il chiffrait l'avantage annuel à retirer à 1.309.000 F. Enfin, l'adoption du procédé simplifiait les approvisionnements. Saint-Louis pouvait acheter des sucres pauvres avec la certitude de pouvoir les transformer en sucres riches pour la fonte. Adroitement, Steffen diminua le prix de cession de ses brevets, 1,450 ou 1,375 M, avec ou sans facilités. En même temps il accordait un monopole d'exploitation pour 15 départements au lieu de 13 (554). L'accord fut alors définitivement conclu. Avec prudence, mais avec une claire vision de l'objectif à atteindre, celui de placer leur entreprise parmi les sociétés, les mieux outillées d'Europe, H. Bergasse et F.

Desbief ont bien manœuvré. Ils ont tout de suite lié Steffen, écartant ainsi l'éventualité d'un achat du procédé par La Méditerranée.

En juin 1891, le procédé Steffen était en place à Saint-Charles. En août, il démarrait à Saint-Louis (555). Grâce à Cronier, M. Desbief avait pu étudier son fonctionnement chez Say, ce qui lui avait évité beaucoup de tâtonnements (556). Au départ, son frère avait prévu une dépense de 500.000 F pour le matériel, mais ce devis initial fut assez vite dépassé. En septembre 230 wagonnets-sucettes étaient en service. Cela permettait de traiter, quotidiennement, 200 tonnes de sucre riche, ou 150-160 tonnes de sucre bas (leur épuration étant plus longue). La puissance de production de Saint-Louis atteignait alors 240-250 tonnes par jour. Ainsi le quart des sucres mis en oeuvre ne pouvait pas être lessivé. On a donc acheté 100 wagonnets supplémentaires. Les brevets et l'outillage ont finalement coûté 2.743.038,95 F (557). Le fond de roulement a été presque totalement absorbé. Saint-Louis n'en a pas souffert, car la Société Marseillaise de Crédit, la maison Aynard et Rüffer et le Crédit Lyonnais lui ont consenti de larges avances, ainsi d'ailleurs que plusieurs membres du conseil.

Le recours à l'emprunt grevait l'exploitation de frais d'agio très lourds. En 1893 ils ont atteint 492.000 F. Pour reconstituer le fonds de roulement on a écarté, sous la pression d'H. Bergasse et d'A. Féraud, les solutions qui risquaient d'affaiblir le crédit de l'entreprise - emprunts à moyen terme, émission d'obligations. On a préféré limiter le dividende et s'en tenir à la politique traditionnelle d'accumulation des profits et d'autofinancement. Le procédé Steffen procura des bénéfices supplémentaires, moindres que ceux prévus à l'origine, mais uniquement à cause de la limitation de fonte imposée par le syndicat des Raffineurs. Ainsi, en 1893, ils ont atteint 764.000 F.

	Bénéfices supplémentaires		acquis
	présumés		
	s/ 70.000 t.	à/66.000 t.	
Economie sur les frais de fabrication	525.000 F	495.000 F	308.000 F
Amélioration du rendement	495.000 -	448.000 -	456.000 -
Total	1.000.000 F	943.000 F	764.000 F

Cela représentait 28 % des sommes investies (23 % en déduisant l'intérêt de 5 %). D'année en année, les frais de fabrication ont diminué. Les prévisions de P. Desbief se sont donc peu à peu réalisées.

La mise en route du procédé Steffen a eu d'autres conséquences. En décembre 1891, le syndicat des Raffineurs éclatait de nouveau. Un mo-

ment, les dirigeants de Saint-Louis ont envisagé avec optimisme le reprise de la guerre contre Paris (558), mais ils ont finalement adopté une attitude plus souple (559). I. Desbief hésitait à rompre avec Grenier, mais surtout la société avait besoin de reprendre son souffle, après l'immense effort financier consenti depuis 1890. H. Bergasse aidé par A. Féraud imposa la paix. Un répit lui paraissait nécessaire pour amortir le plus rapidement possible l'installation Steffen (560). Ouvert en 1891, le compte Steffen allait être balancé en 1896 et Saint-Louis a repris une certaine indépendance à l'égard du syndicat (cf Chapitre IV).

La reconversion vers le sucre en morceaux.

Pour satisfaire la clientèle qui demandait de moins en moins de pains, M. Desbief s'est penché ensuite sur la fabrication du sucre en morceaux. Dès 1895, l'usine de Saint-Louis en produisait 6 à 8.000 kg par jour à partir de lingots. Ce système présentait de grands avantages, car il permettait d'obtenir 95 % de morceaux réguliers, alors que le procédé des plaquettes en turbine n'en donnait pas plus de 80 %. M. Desbief estimait qu'avec 60.000 F il lui était possible d'en fabriquer 10.000 kg de plus par jour en travaillant 10 heures. En fait, comme il songeait à une production supplémentaire de 25 à 30.000 kg, la dépense se serait montée à environ 165.000 F, mais, toujours soucieux d'amortir rapidement son matériel, il choisit de fabriquer ses 50.000 kg de sucre coupé en morceaux en ne dépensant que 65 à 70.000 F, ce qui le forçait à utiliser ses lingoteuses 24 heures sur 24 (561).

Fabrication de sucres coupés (kg)

1895	12.795.224	1897	16.053.829
1896	14.591.224	1898	20.110.290

Malgré le travail de nuit que nécessitait le sucre en morceaux, on enregistra jusqu'en 1898 une diminution des frais de fabrication.

Les frais spéciaux de Saint-Charles (3,95 F) dépassaient ceux de Saint-Louis (3,47 M). Pour les mettre en harmonie il aurait fallu investir près d'1 M. A. Rey en était partisan, mais P. Desbief estimait qu'il était plus sage de reconstituer auparavant la trésorerie de l'entreprise (562). En effet, en décembre 1895, le disponible n'atteignait que 3.115.000 F (3.771.000 F fin 1896), ce qui était insuffisant, mais le concours "d'amis" ne faisait pas défaut à la Société. Le conseil décida de substituer aux planchers de bois des greniers du fer et de modifier les chambres d'empli (coût : 480.000 F) (563). Cela s'ajoutait au remplacement de 8 chaudières qui dataient de plus de 30 ans par 6 générateurs

Galloway et à la transformation des deux appareils à cuire (coût : 211.981 F à amortir en deux ans) (564).

Cependant la demande croissante de sucre en morceaux décida le comité directeur à installer dans l'usine de Saint-Charles, où l'on sciait toujours des pains, un outillage plus moderne. Par précaution, M. Desbief, en compagnie d'Aulard, ingénieur-chimiste, se rendit en Allemagne, en Autriche, puis en Belgique, pour étudier le fonctionnement de la turbine Hübner. Dans le compte-rendu qu'il fit de sa mission au conseil, il insista sur le fait que, depuis quelques années, aucun progrès n'avait été réalisé dans les méthodes de fabrication, et que Saint-Louis n'avait rien à envier de ce côté à ses concurrents européens. A son avis, le sciage des pains était condamné à bref délai par suite des frais considérables qu'il entraînait et aussi de son faible rendement. La turbine Adant pour la production de tablettes était la plus connue, mais elle devrait céder la place à la turbine Hübner qui lui paraissait bien supérieure. Enfin on pouvait aussi adopter pour Saint-Charles le système utilisé avec succès depuis quelques années à Saint-Louis : la compression du sucre raffiné en lingots - qui donnait encore de meilleurs résultats. Mais avant de l'appliquer, M. Desbief conseillait de faire une expérience pratique avec la turbine Hübner, chose très facile, car la Cie Fives-Lille était disposée à prêter un appareil pendant quelques mois. Une fois de plus H. Bergasse fit ressortir la nécessité de suivre les concurrents dans la voie du progrès (565).

La mécanisation du travail.

Avec les difficultés du syndicat et l'amenuisement de la marge entre le brut et le raffiné, les frères Desbief ont décidé de comprimer leur prix de revient en remplaçant les hommes par des machines. Cette mécanisation du travail provoqua des réactions parmi le personnel. A la suite de la transformation des greniers de Saint-Charles, chacune des brigades de chantier des sucettes avait été réduite de 34 à 26 hommes et lors de la grève qui éclata à la fin de juin 1898, on revendiqua le rétablissement de l'ancien effectif. A leur tour les chantiers d'empli et de montée de pains ont débrayé, se déclarant solidaires de leurs camarades. Ces ouvriers craignaient de nouvelles réductions d'emploi après la mise en fonctionnement des wagonnets et ils avaient poussé à l'action les ouvriers des sucettes en pensant qu'ils feraient consacrer le principe qu'aucune diminution d'effectif ne pourrait plus désormais être la conséquence de l'amélioration de l'outillage et du matériel. Ce calcul naïf,

dicté par la peur du chômage technologique, se pesait guère en face de la volonté de compression des frais de fabrication exprimée par L. Desbief en plein conseil : "Souscrire à pareille exigence serait renoncer à tout progrès industriel" (566). On ferma les ateliers et cet arrêt fut mis à profit pour terminer les travaux de réparation de l'usine. Ensuite Saint-Louis réembaucha (après sélection) du personnel (567). Cet incident de parcours ne semble pas avoir nui à la stabilité de la main-d'œuvre ; en effet, l'élément flottant (moins de 3 ans de présence) n'atteignait pas le 1/3 de l'effectif (568).

Après la rupture du syndicat, la baisse du prix de revient s'avérera encore plus nécessaire car elle commandait le progrès des exportations (569). L'effort porta surtout sur l'usine de Saint-Charles où les frais demeuraient plus élevés (570). A cause de la hausse du charbon, M. Desbief généralisa partout l'emploi du lignite (571). A Saint-Charles, il réalisa un meilleur emploi de la vapeur en remplaçant les anciens moteurs et en adoptant la transmission électrique. Il augmenta le rendement en diminuant les frais du travail des bas-produits. Pour épuiser les mélasses et supprimer la recuite, il utilisa des appareils à cuire spéciaux et plusieurs réfrigérants à masse cuite. Il supprima aussi le stock des sirops en cuve par un traitement spécial des vergeoises. Enfin, il modifia le mode de production du sucre destiné à être transformé en lingots en substituant le turbinage de la masse cuite au râpage des pains. On produisait de la poudre en niche Steffen et on pratiquait le turbinage dans des turbines spéciales, ce qui réduisait les frais de fabrication (572).

Ces transformations ont entraîné un changement dans le rythme quotidien des activités ce qui provoqua des remous. En 1907, le travail fut suspendu pendant 10 jours en mai en juin. Les ouvriers demandaient 1/2 heure de plus de liberté à midi et 0,50 F par jour d'augmentation pour l'ensemble du personnel. La direction donna seulement l'assurance qu'il n'y aurait plus de salaires inférieurs à 3,50 F. La grève continua, d'ailleurs sans succès (573). En 1910, le mouvement commença le 9 février comme pour La Méditerranée avec sensiblement les mêmes revendications : élévation du salaire de 3,50 à 4 F par journée de 10 heures, réglementation de l'embauche, refus de travail à la tâche (qui permettait cependant des gains de 5 à 8 F). La direction, en accord avec G. Boyer, refusa la réunion d'un comité de conciliation (574), si bien que la fabrication fut paralysée pendant 86 jours (autant qu'à La Méditerranée, malgré le taux supérieur des rémunérations) (575). La grève ne cessa qu'avec le renvoi de plusieurs centaines d'ouvriers. Une seconde fois s'affirmait "l'auto-

rité patronale" contre la "tyrannie syndicale". Le mouvement n'avait guère entravé la marche de l'entreprise (576). On acheva très vite la fabrication des produits restés en souffrance et on accéléra la fonte et les livraisons à partir du mois de juin (577). On ignore malheureusement la réduction de l'effectif ouvrier et il est donc impossible de mesurer les gains de productivité.

Projets et perspectives de croissance.

Lors de l'assemblée générale de mars 1900, le conseil laissait prévoir - compte tenu des moyens dont disposait Saint-Louis - que les amortissements à faire dans l'avenir n'égalleraient pas ceux qu'il avait fallu constituer dans le passé (578). Toutefois, M. Desbief remania la casserie de Saint-Charles en vue d'augmenter la production de sucre coupé en morceaux réguliers (Saint-Louis avait déjà adopté un tel procédé de fabrication en 1898 (579)). La nouvelle casserie avait une capacité de 120.000 kg de sucre coupé par jour au lieu de 80.000, de quoi satisfaire ainsi à la demande de la clientèle (580). Elle fut achevée en 1902 (581).

Mais le développement de l'exportation dans les pays du Maghreb posa rapidement des problèmes et M. Desbief proposa d'augmenter en trois étapes la capacité de l'entreprise (582). Saint-Charles devait d'abord produire 36.000 tonnes de sucre (28.500 de coupés et 7.500 de pains de 5 à 10 kg), et la fonte de l'usine devait ensuite être portée à 46.800 tonnes. Les deux premiers projets qui se chiffraient à environ 408.000 F furent retenus et pour plus tard on envisagea la réalisation du troisième.

On commença par l'acquisition de formes pour les pains de 2 à 3 kg et l'aménagement des greniers disponibles de l'usine de Saint-Louis (583). En 1906, pour la première fois, la fonte dépassa 100.000 tonnes. En mars 1905 la production de Saint-Louis qui ne travaillait que pour l'exportation était totalement absorbée. D'urgence on aménagea au mieux les greniers du 6e étage et on suréleva les bâtiments d'un 7e niveau. Ces améliorations permettaient 27 cuites supplémentaires par semaine (soit 1.000 tonnes par mois). A Saint-Charles on poussa la fabrication de lingots par simple turbinage de la masse cuite pour éviter le râpage des pains et on réussit à dégager quelques greniers pour les gros pains destinés à l'Algérie (584). P. Desbief ne cacha pas à ses collègues que cela était insuffisant et qu'il fallait prévoir de nouveaux investissements pour empêcher la clientèle de s'adresser à la concurrence (585).

En 1907, les sorties des usines se décomposaient ainsi.:

	Saint-Louis	Saint-Charles
pains	33.326.225 kg	5.505.259 kg
coupés	1.801.618	24.902.403
sciés	1.846.343	3.219.549
Total	36.976.186 kg	33.627.211 kg
bâtardes	1.238.804 kg	1.249.850 kg
mélasse	323.890	175.120

Source : Dossier de l'inventaire pour 1907.

En 1908, malgré l'état troublé du Maroc, les transactions avec ce pays avaient pris une telle extension qu'il avait fallu à certains moments renoncer à exécuter toutes les commandes et les échelonner sur plusieurs mois, la marchandise faisant défaut. La puissance de l'usine de Saint-Louis, spécialement équipée pour fabriquer des petits pains, ne répondait plus aux besoins de l'expansion (586).

Les plus gros efforts d'investissements ont été faits en 1909-1910 (587). On développa surtout l'outillage du Steffen pour utiliser sur une plus large échelle les sucres de bas titrage dont l'emploi en raffinerie était plus rémunérateur que celui des sucres riches. On augmenta aussi le nombre des moules en tôle pour les petits pains et on hâta l'installation d'une machine motrice de 476 CV de force actionnant une dynamo de 300 kw pour fournir à Saint-Charles l'énergie électrique à un prix de revient réduit (588). Les sorties des usines en 1913 confirment la place qu'avait prise l'exportation :

	Saint-Louis	Saint-Charles
pains	56.768.243 kg	9.814.170 kg
coupés	1.613.376	27.789.030
sciés	663.466	2.065.187
Total	59.044.985 kg	39.668.387 kg
bâtardes	2.948.623 kg	917.910 kg
mélasse	3.159.380	673.830

Source : Dossier de l'inventaire pour 1913.

La situation paraissait donc bonne ; toutefois, en octobre 1912, on avait constaté que, du côté industriel, les moyens d'action ne permettaient plus de servir normalement la clientèle. Sur le marché intérieur il avait fallu mettre à la ration les acheteurs de sucres coupés en morceaux réguliers - facilitant ainsi l'introduction de raffinés parisiens dans des régions proches de Marseille, tandis qu'au Maroc 40.000 tonnes de pains étaient déjà vendus pour 1913. Alors, en accord avec le conseil, M. Desbief décida de porter la capacité de fonte de 120.000 à 150.000

tonnes dans les premiers mois de 1914 (589).

Sa disparition en mai 1913 l'empêcha de voir la réalisation de son projet qui fut d'ailleurs retouché (590). On limita en effet à 140.000 tonnes le programme et on donna beaucoup plus de souplesse aux investissements. Au lieu de 3 M de dépenses, on n'en prévoyait plus que 2,5 M consacrés surtout à Saint-Charles. Avec quelques travaux à Saint-Louis et une meilleure organisation du travail, on pensait augmenter la production de 10 %. A Saint-Charles on devait passer de 200.000 kg de coupés par jour à 250.000 kg, tout en permettant à l'usine de fabriquer suivant les besoins du sucre en morceaux ou des petits pains. La société pourrait donc ainsi faire face dans les conditions les plus favorables à la concurrence française et étrangère. Il s'agissait à la fois de conserver le marché marocain et de mieux se défendre sur le marché français. Dès 1913, on constitua une réserve de 1 M pour les premiers travaux.

Saint-Louis a renoncé pendant la surée des hostilités aux projets d'agrandissement décidés en 1914. Ils furent repris en 1919, mais sur la base d'un devis de 12 M, car il n'avait pas été possible d'effectuer d'importants travaux de réfection pendant la guerre (591). Les capitaux ne pouvaient même pas être utilisés, aussi, dès 1914, Saint-Louis a souscrit pour 2 M de bons du Trésor et 4 M de bons de Défense. Il est vrai, ceux-ci étaient négociables en banque et représentaient en fait de l'argent toujours disponible (592).

Toutefois P. Desbief préparait l'avenir en achetant des terrains destinés à l'agrandissement de l'usine de Saint-Louis. Leur valeur dépassait 2,5 M (593). De plus, en 1919 P. Desbief loua un hectare pour construire une distillerie moderne de mélasse (594). Dès 1915 la distillerie Sube avait été réquisitionnée par les autorités militaires (595) et après le décès du gérant le conseil avait opté pour la dissolution de l'affaire (596). Finalement, Adrien Artaud succéda à L. Sube avec la même raison sociale "Ancienne Distillerie Berrut" et un capital de 150.000 F (597). Si l'on ajoute à ces acquisitions les domaines de Camargue et les intérêts pris dans les mines de lignite, on a l'impression que P. Desbief s'est contenté d'entretenir ses usines (achat de quelques turbines et d'appareils à faire le vide) (598) et a attendu la paix pour définir un nouveau programme d'investissement.

Lorsque l'on compare le coût des investissements de Saint-Louis et les amortissements réalisés, le caractère exemplaire de la gestion apparaît. En 1902, le compte des travaux d'amélioration soumis à amortissement fut définitivement balancé. Il se montait à 5.442.893 F. Depuis 1879, on

pratiquait aussi chaque année des amortissements sur les dépréciations et créations nouvelles. En 1914, 8.515.240 F d'immobilisations avaient été réalisées. Les amortissements s'élevaient à 1.527.788 F, les virements aux valeurs neuves portés au compte d'exploitation de 1864 à 1901 et 1.527.788 F de 1902 à 1914.

Ainsi jusqu'en 1870 les investissements ont atteint près de 1.000.000 F, à défaut des 2,5 d'immobilisations du bilan 1870. Or, en 1870, les bénéfices nets s'élevaient à 6.380.009 F. Au bilan en fin d'exercice pour 1870, l'augmentation de l'actif fut en partie compensée par le report d'un montant de 1.527.788 F. L'actif net s'élevait à 1.527.788 F. En 1914, la plus grande partie de l'autofinancement avait servi à l'investissement et en 1914 il ne restait à amortir que 4.557.110 F.

B - La carence technique des Raffineries de La Méditerranée.

L'insuffisance des investissements.

Au début, on s'est contenté de remplacer les planchers des fours en substituant le fer au bois et de déplacer et reconstruire les atteliers de fonte des bas-produits et de revivification des noirs (599). Les frères Massot se sont engagés lentement dans la voie de la rénovation et du perfectionnement de leur outil. Ce n'est qu'en 1877 qu'ils ont acheté de nouvelles turbines et transformé les fours à revivifier les noirs (600). Parfois, en 1873, ils ont été tentés d'appliquer dans leur usine le procédé Lagrange utilisé chez Guillon à Paris (601). Avec ce système on clarifiait les sirops en introduisant dans la chaudière de la baryte caustique et du phosphate d'ammoniaque. On supprimait donc le noir fin et le saup. Si la méthode semblait parfaitement convenir au sucre de betterave, pour les sucres exotiques les résultats paraissaient moins probants. M. Massot était réticent car il trouvait les matières premières utilisées trop chères et après un voyage à Londres du directeur Commerson, pour étudier l'application du procédé au sucre de canne, on y renonça (602). Comme à Saint-Louis on a réduit peu à peu le coût des raffinés (603). On a économisé le combustible (604). Un contremaître a mis au point une machine à couper les pains (605). Enfin on a amélioré le travail des bas-produits (606). En 1877, le 1/4 des bénéfices aurait été dû à la réduction des frais de fabrication (607).

En août 1881, une discussion très âpre a opposé le président du conseil à l'administrateur-délégué (608). A. de Saint-Alary a reproché à G. Boyer la diminution des ventes au Maroc et en Perse, et il a proposé d'augmenter la fonte pour utiliser au maximum le matériel. Boyer, vexé, a répondu qu'il était prêt à laisser sa place à un plus habile. Toutefois, il a reconnu l'existence de vices de fabrication et, surtout, il a posé le vrai problème : celui des investissements. La société offrait, en effet, des produits souvent défectueux, alors que ceux de Saint-Louis étaient parfaits, mais, avec les installations dont elle disposait, elle ne pouvait pas rivaliser avec son principal concurrent. En juillet et août, le déchet de fabrication a atteint 2,38 % - chiffre anormalement élevé. A. Grandval s'est rendu immédiatement à l'usine et il a remarqué que les noirs étaient insuffisamment lavés. On y a remédié, et, à la suite d'une nouvelle visite, A. Grandval a admis que le mode de travail n'était pas mauvais, qu'il n'y avait aucune fermentation dans les sirops des filtres (609). Toutefois, s'il assurait ses collègues de la beauté des produits, il insista sur la nécessité de transformer l'outil (610).

A partir de 1882, La Méditerranée, sous son impulsion, s'est enfin orientée vers la rénovation de ses installations. Les efforts ont tout d'abord porté sur la modernisation des ateliers à noir et la filtration (611). Pour la revivification on a construit deux nouveaux fours Blaise, et, comme à Saint-Louis, les filtres à gros noir furent remplis avec des chariots que l'on poussait sur des rails. On évitait ainsi un travail pénible et coûteux. Un système de récupération des gaz provenant de la carbonisation des os a été adapté aux fours, ce qui permettait d'obtenir des sulfates d'ammoniaque - produit recherché par l'agriculture - dont la vente compensait la baisse du prix des noirs résidus et l'augmentation de la consommation d'os verts. On a aussi donné une plus grande extension à l'atelier de sciage (612).

Grandval aurait voulu remplacer les 5 appareils à cuire qui existaient dans l'usine, par 2 appareils d'un volume plus considérable, mais la majorité du conseil hésitait, et on a ajourné la décision (613). Il se contenta d'acheter d'occasion 10 turbines allemandes pour travailler les sucres roux (614). Ainsi, sur le plan technique, le retard de La Méditerranée par rapport à Saint-Louis s'accroissait. Cependant A. Grandval lutta pied à pied pour secouer l'inertie de ses collègues. On acheta de nouvelles formes pour les petits pains exportés au Maroc et en Perse (615) et sur sa proposition le conseil décida de remplacer les 5 vieux appareils à cuire trop petits et presque à bout de service, par 2 grands appareils

que Fives-Lille devait livrer en mai 1885. En même temps, pour diminuer les risques d'incendie, La Méditerranée renonça à l'éclairage au gaz et adopta la lumière électrique (616).

On changea aussi les générateurs dont l'entretien devenait de plus en plus coûteux et on économisa ainsi des frais de combustible (617). Devant les exigences des compagnies d'assurance, on remplaça les lits de pains en bois par des lits de fer et on recouvrit les boiseries des planchers de produits ininflammables (618). Enfin Boyer réclama et obtint l'achat de 2.000 cristallisoirs. En février 1887, les greniers s'étaient mis en grève. D'après Boyer, la résistance eut été possible si l'usine avait eu à sa disposition un nombre suffisant de cristallisoirs dans lesquels on aurait pu couler la cuite des raffinés, ce qui aurait permis de liquider avec un très petit personnel les sirops en caisses et dans les filtres (619).

En décembre 1888, Commerson se rendit à Bruxelles pour examiner la turbine Adant (620). Toutefois, un an et demi s'écoula avant que le conseil émette un vote favorable au principe de l'utilisation du procédé (621) et c'est sans doute l'adoption du Steffen par Saint-Louis qui amena les dirigeants de La Méditerranée à choisir les turbines Adant (622) et encore ils n'en commandèrent qu'une pour l'essayer à leur aise (623). Ils ont très vite reconnu la supériorité de l'appareil, mais ils le trouvaient coûteux (150.000 F pour un système de 3 turbines pouvant fabriquer 10.000 kg de sucre en morceaux par jour). Enfin, en janvier 1891, on en commanda deux autres (624). Malgré l'installation du raffinage en plaquettes - le secret qui entourait le procédé Steffen inquiétait Boyer et avec Commerson il fit un voyage en Allemagne pour le voir fonctionner (625). Ce fut une initiative sans lendemain et dès février 1894, on doubla le nombre de turbines Adant (coût : 210.000 F) ; en effet, le consommateur demandait de plus en plus de sciés et l'ancien atelier de sciage continuait à être utilisé au maximum (626).

Des aménagements secondaires avaient été aussi entrepris. En 1889 l'achat de 6.000 m² de terrain en face de l'usine permettait de construire un magasin de 3.000 m² pour les sucres bruts, car l'importance toujours croissante des cargaisons expédiées par vapeurs rendait indispensable l'établissement d'un vaste local (627). Grâce à Noblemare, le P.L.M. autorisa un embranchement particulier sur la voie ferrée Saint-Charles-La-Joliette (dépense : 100.000 F). On put ainsi charger dans la cour de l'usine les raffinés destinés à la clientèle et décharger le charbon (628). On consacra une somme de 10.000 F à l'électrolyse des sirops destinés à

la fabrication des bâtarde (système mis au point par un ingénieur de l'usine Roux) (629). On reconstruisit aussi la chambre de livraison (630) et enfin, pour les bruts, on acheta de nouvelles turbines actionnées par des moteurs électriques pour remplacer les anciennes qui dataient de la création de la raffinerie (631).

De 1866 à 1880 les investissements se sont montés à 829.628 F auxquels il faut ajouter 436.144 F de travaux neufs amortis sur prix de revient. En 1881 la valeur des immobilisations fut ramenée à 2.600.000 F et en 1901 elle était de 3.368.338 F. Avec les travaux neufs portés au compte d'exploitation (441.000 F) on a donc consacré en vingt ans 1.200.000 F aux investissements. C'est peu.

Il faut noter qu'il n'y a pas eu d'augmentation de la fonte et que l'on a surtout cherché à maintenir l'usine en bon état de marche en remplaçant les vieux appareils par des nouveaux. Le matériel pour la fabrication des pains n'a pas été utilisé à plein et malgré les turbines Adant La Méditerranée ne s'est pas reconvertie rapidement vers le sucre en morceaux car on a préféré continuer à distribuer de forts dividendes.

L'essai tardif de rénovation de l'outil.

Sur le plan technique, l'avance prise par Saint-Louis depuis l'installation du Steffen était indiscutable et c'est surtout sur l'augmentation de la production et de la rationalisation du travail que les efforts de M. Desbief ont porté, tandis qu'à La Méditerranée on hésitait encore sur le choix des améliorations les plus urgentes. G. Boyer n'a pas pu élaborer un véritable plan d'investissement. L'absence de moyens financiers et le manque d'imagination ont largement contribué à cet état de choses ; toutefois, il semble, et c'est le fait le plus grave, que les ingénieurs de La Méditerranée venaient tout juste, dans les années qui ont précédé la guerre, de réussir à maîtriser les problèmes de la fabrication.

Avec les turbines Adant installées depuis 1891 on obtenait 20.000 kg de sciés par jour - ce qui était insuffisant pour répondre à tous les ordres de la clientèle. Une augmentation de la production de sucre en morceaux s'imposait donc. L'obstacle majeur résidait dans le fait que l'usine du Boulevard National ne pouvait être agrandie. Limitée d'un côté par la voie de chemin de fer Saint-Charles-La Joliette et des trois autres côtés par des rues, toute transformation des ateliers aboutissait à remodeler ce qui existait. Déjà on avait regroupé rue Loubon tous les services qui n'intéressaient pas directement la fabrication (632).

Le conseil d'administration discuta alors de trois projets d'ex-

tension des installations de plaquettes (633). Le premier annexait la surface occupée par la livraison des bas-produits transportée au-dessus de la casserie. La dépense se chiffrait à 160.000 F pour une production journalière de sucre scié portée à 30.000 kg. Le second prévoyait en plus l'aménagement d'un hangar qui longeait la rue Loubon, mais il fallait alors acheter 3 nouvelles turbines et 80 moules (coût pour avoir 40.000 kg de sciés : 410.000 F). Le dernier projet, le plus ambitieux, envisageait le transfert de la fabrication des sciés dans les magasins de la rue Loubon - le déplacement de toutes les turbines Adant, d'un appareil à cuire et d'un gros générateur (coût : 600.000 F). En fait, c'était l'amorce de la construction d'une seconde usine. Les administrateurs ont choisi ce qui revenait le moins cher, c'est-à-dire le premier projet. Mais à la suite d'expériences faites par Roux, Boyer suspendit les travaux et la commande de moules : en effet, le matériel existant pouvait suffire, à condition d'utiliser des appareils de réfrigération pour alimenter de façon continue les turbines (634).

Cette politique d'investissement au jour le jour freinait le développement de l'entreprise, d'autant plus que, pour faire face à l'accroissement des commandes qui devait résulter de la prochaine diminution des droits, Boyer décida d'augmenter le matériel nécessaire à la fabrication des plaquettes et, comme prévu, d'élever un étage au-dessus de l'atelier de cassage (635). Contrairement aux prévisions la demande qui suivit le dégrèvement se porta sur les pains et la dépense engagée (75.000 F) ne procura aucun bénéfice (636). A La Méditerranée, on se cantonna de plus en plus dans de petits investissements qui répondaient à des besoins immédiats. Ainsi, pour satisfaire la clientèle du Golfe Persique, on construisit une 3e étuve (coût : 20.000 F) (637), et on commanda de nouvelles formes pour les pains de 2 à 3 kg (638). L'absence de larges perspectives dans la gestion technique s'explique en partie par les mauvais rendements du travail dans l'usine, car les problèmes qu'ils posaient ont presque entièrement absorbé l'activité de Commerson et de Roux.

Au cours du premier semestre 1901, le rendement industriel laissa beaucoup à désirer car on avait un déchet de 1,22 % alors que le déchet normal était toujours inférieur à 0,75 % (639). En 1902, il n'y a pas eu d'amélioration (640). On a retenu comme cause apparente : la formation d'incristallisable et la faible élimination des matières organiques (641). Roux fit exécuter certaines modifications et recherches, mais les mauvais rendements ont persisté et la direction technique avoua son impuissance (642).

En novembre 1903, après des expériences en laboratoire, on a cru enfin avoir trouvé une explication (643). La véritable cause des mauvais rendements semblait due aux eaux dont on se servait pour fondre les sucres et pour épuiser dans les filtres le sirop retenu dans les noirs. Par contre, avec de l'eau distillée ou préalablement filtrée sur des noirs, les sucres fondus résistaient davantage à l'inversion. On prépara alors des ustensiles pour faire passer sur un filtre à gros noir les 60 m³ d'eau chaque jour nécessaire pour la fonte et le lavage des filtres. Ce fut un échec (644). En fait l'inversion du sucre cristallisable se produisait pendant la fonte "... c'est-à-dire", d'après Boyer, "à un moment où il est impossible de l'attribuer à une faute de fabrication, car le sucre brut porterait en lui-même les matières qui favorisent son inversion" (645). Le diagnostic, cette fois, était bon, mais l'application de remèdes efficaces a tardé.

Tout d'abord, le désir manifesté par Commerson de se retirer produisit un certain flottement (646). Il fut remplacé par Roux en janvier 1908 ; P. Massot demanda l'adoption des procédés de fabrication employés par Saint-Louis. Il proposa en effet d'employer les réserves à l'achat du Steffen qui réduirait, d'après lui, les frais de fabrication de 8 à 4 F et tout au moins de liquider les immeubles et les terrains de la place d'Aix pour se procurer des fonds. Tout en reconnaissant la valeur du procédé Steffen, G. Boyer estima que son utilisation ne se justifiait pas dans une usine ancienne comme La Méditerranée, et ce n'est que peu à peu, d'une façon très empirique, qu'on arriva à un résultat (647).

Ainsi, on enregistra une amélioration du rendement avec l'emploi aussi rapide que possible des eaux de lavage des filtres et de noir fin pour la fonte (648). Cela donnait quelquefois moins de fermentation. Souvent aussi le travail souffrait de l'insuffisance de la vapeur ou de son trop faible degré de tension (649). Au début de 1909, la quantité de mélasse diminua, 1,25 % pour le premier trimestre, contre 1,82 % pour le dernier trimestre 1908 (650). Mais le progrès fut sans lendemain (651).

Finalement le conseil se divisa. Noblemaire s'en prit assez brutalement au Président. Il estimait en effet que les deux raffineries de Marseille se trouvaient au point de vue commercial dans une situation identique et que l'on ne pouvait alors expliquer les différences considérables constatées dans leurs profits que par une cause industrielle, et que l'on était obligé de conclure soit à l'insuffisance du personnel technique de la société, soit à un ou plusieurs défauts de son matériel et qu'il fallait donc changer les personnes ou le matériel (652). G. Boyer

mettait en avant les investissements réalisés. Il défendait son personnel et incriminait surtout la faiblesse de la marge depuis 1903 (653).

En janvier 1910, Roux proposa l'achat d'un appareil à cuire de grande dimension pour faire des cuites à gros grains qui, après avoir été malaxées donneraient au turbinage des sucres de rentrée plus riches et moins chargés en incristallisable, ce qui permettrait de mieux les défendre en les alcalinisant davantage. Mais la dépense se montait à 140.000 F et Boyer s'y opposa, aussi le conseil renvoya le projet pour une étude plus approfondie (654). A la fin de l'année le rendement était toujours aussi mauvais (655) et comme Roux demandait avec insistance de nouveaux appareils pour mieux travailler les sirops de retour, Boyer finit par accepter l'achat d'un appareil à cuire et de 5 malaxeurs (656).

On passa la commande chez Fives-Lille - la livraison étant prévue pour le 15 avril 1911 (657). Les premiers résultats furent loin d'être satisfaisants (658). Roux pensait que le rendement avait été influencé par la chaleur de l'été et que la manque d'eau froide avait augmenté la température lors de la cuite, mais il restait optimiste et, à condition de diminuer cette température, on pouvait espérer un meilleur résultat. On commanda de nouveaux appareils réfrigérants et on modifia les chaudières à clarifier afin d'avoir une température moins élevée pour la clarification (659). Les rendements ne s'étaient pas améliorés, mais les frais de fabrication avaient cependant diminué (660).

Les difficultés de La Méditerranée étaient de notoriété publique puisqu'un employé des Lebaudy proposa au conseil de réorganiser le travail (661). Mais Roux avait enfin trouvé la cause des mauvais rendements à la suite de la livraison d'un lot de sucre de La Réunion. Il avait compris (sans doute après une analyse) qu'une fonte faite avec des sucres d'une telle provenance donnerait un gros déchet et qu'une bonne filtration était impossible (662). Les sucres en question avaient été reçus sans protestation ni réserve car leur aspect ne les justifiait pas et ne faisait pas prévoir leur défaut qui était de contenir trop d'impuretés (663).

Roux reconsidéra en partie la fabrication. Tout d'abord on installa de nouvelles chaudières à fondre - ce qui permettait de mieux chauffer les sirops et d'éviter ainsi des risques de fermentation, mais surtout elles empêchaient tout contact entre les sucres fondus et les vapeurs d'échauffement. Pour la fonte on renonça à utiliser les eaux qui avaient passé par l'appareil à cuire et qui pouvaient contenir des matières organiques (664). Enfin on décida de turbiner tous les sucres bruts avant la

fonte. C'était le seul moyen de les épurer quand on n'utilisait pas le Steffen, et pour cela G. Boyer acheta 5 turbines supplémentaires (665).

Il est certain que la direction technique avait fait preuve d'incompétence (de routine au moins ...). La qualité et les défauts des sucres exotiques employés par La Méditerranée - Java, Guadeloupe, Réunion - étaient connus depuis longtemps. Bien d'autres raffineurs avaient su résoudre les problèmes que ce travail posait. A partir de janvier 1913, les rendements sont devenus normaux (666). Le taux de mélasse passa de 5,62 % (en septembre 1912) à 2,01 % fin décembre (667). On turbinait maintenant tous les sucres bruts (668) et en octobre, pour la première fois depuis 1891 (début de l'exercice des raffineries) la société paya 40.000 F pour ses excédents de rendement (669). La Méditerranée put alors, comme Saint-Louis, utiliser de plus grandes quantités de sucre roux, matière moins coûteuse et plus avantageuse que le sucre indigène (670).

G. Boyer et Commerson appartenaient à une génération pour qui la croissance n'était pas l'essentiel. Les gros investissements les effrayaient mais les mouvements de grève qui ont touché Marseille à la veille de la guerre les ont peu à peu amenés à mécaniser davantage le travail et il a sans doute fallu cette pression pour qu'ils acceptent beaucoup d'innovations. En août 1902 Roux leur proposa de construire, au-dessus de la chambre à plier et contre le mur des études, des balcons fermés par lesquels les pains étaient descendus mécaniquement au pliage. Il estimait la dépense à 48.000 F pour une économie de main-d'oeuvre de 24.000 F (Commerson, lui, parlait de 51.000 F et de 15.000 F). Le conseil approuva cette modification rendue nécessaire par l'adoption d'un projet qui consistait à faire plamoter les pains par des plamoteurs actionnés par l'électricité (coût : 25.000 F, économie : 57 à 62.000 F) (671). Ces travaux furent complétés par la livraison d'un pont roulant pour le lavage et le ringage des formes vides (672). La note finale s'éleva à 300.000 F, mais on avait réalisé une économie de main-d'oeuvre de 100.000 F (673). La mécanisation du travail évitait la refonte des sucres qui tombaient à terre lors du remplissage des formes avec des bidons et, surtout, réduisait le nombre des ouvriers (674). En 1904 et en 1905, le processus engagé continua ; partout on substitua des wagonnets et des élévateurs aux hommes. On acheta aussi de nouvelles sucettes pour réduire le nombre d'heures de travail (675).

Les licenciements d'ouvriers ont amené la formation d'un syndicat au tout début de l'année 1907 (676). Les ordres des contremaîtres furent de plus en plus discutés. En mai une équipe de chargeurs fut congédiée (677) et le refus de les réintégrer entraîna en juin une grève dans toute

l'usine (Saint-Louis connaissait à l'époque les mêmes difficultés). Une tentative faite pour continuer le travail avec les seuls contremaître échoua. Les ouvriers demandaient une augmentation de plus de 25 % de la masse salariale (soit 272.000 F) tandis que le conseil proposait de porter de 3 à 3,25 F le salaire moyen et d'accorder 0,25 F de plus aux car-tonniers et chauffeur. Ces propositions furent jugées insuffisantes, mais le travail reprit après la fin de la grève à Saint-Louis où les chargeurs avaient obtenu 1.500 F par an (678). Cependant la situation restait tendue et le peu d'empressement montré par une partie du personnel força Commer-son à réduire la fonte. L'inventaire du 30 juin avait donné une perte de 75.201 F (679).

En 1908, une nouvelle grève paralysa la raffinerie du 10 juin au 13 août (680). Le salaire minimum fut fixé à 3,50 F comme à Saint-Louis (681), mais un incident relança l'agitation. Un contremaître avait infligé une mise à pied de 8 jours à un ouvrier ; par solidarité des camarades débrayèrent. Le syndicat acceptait une sanction de 2 jours, tandis que le conseil proposait 3 jours (682). C'était l'épreuve de force inévitable. Le mouvement dura 65 jours. Il donna lieu à de graves incidents. Les contremaîtres et les ouvriers non-grévistes furent molestés et pendant plus de 2 mois tout travail utile fut empêché (683). En juillet une tentative faite pendant 3 jours pour rouvrir l'usine aboutit à un échec. Tous les jours les ouvriers allèrent manifester sous les fenêtres de Roux. Mais la lassitude et la crainte des grévistes de perdre leur emploi entraîna la reprise du travail. Saint-Louis, en effet, peu à peu, s'emparait de la clientèle (684). Les ouvriers renoncèrent aux augmentations de salaire, mais ils exigèrent que l'on réembauche tout le personnel. Ce qui fut fait à l'exception d'un meneur. Le bilan pour La Méditerranée était lourd. Au 30 septembre, il y avait 40.222 F de pertes (alors que le bénéfice était de 100.000 F au 31 mars (685). Les banques avaient consenti 1,4 M d'avances à des taux jugés excessifs, somme largement couverte par un stock de brut de 15.000 tonnes, mais qui avait été payé à un prix 2 à 3 F supérieur au cours moyen de septembre.

L'année 1909 fut plus calme malgré l'agitation sporadique de mai et juin. La fourniture de boîtes de carton de 1 kg avait abouti au renvoi de 30 femmes (économie de 15.000 F) (686). Par solidarité le personnel ralentit les cadences et ne livra plus que 1.000 boîtes de sciés par jour au lieu de 2.700 (687). G. Boyer vivait dans l'obsession de la grève. Il logea quelques contremaîtres dans l'usine pour liquider rapidement les sirops en cas d'arrêt de travail (688). Cette tâche éventuelle fut rendue

plus aisée par l'achat des 2 chaudières Babcock-Wilcox en mars 1909, en effet, le charbon arrivait automatiquement dans le foyer et les escarbilles étaient entraînées de même. On avait donc besoin de moins de chauffeurs. De plus, un seul homme suffisait pour les conduire, car il n'y avait qu'à surveiller le niveau d'eau et mettre les pompes en action quand il était nécessaire d'alimenter les chaudières, ainsi qu'à régler l'entrée du charbon suivant les besoins de vapeur. Enfin, toujours en prévision d'une grève, on décida d'avoir un générateur supplémentaire (689).

Le 9 février 1910, une nouvelle grève éclata à La Méditerranée (690). Le syndicat réclamait 50 % d'augmentation pour ceux qui gagnaient 3,50 F par jour. Il s'agissait soit de manoeuvres, d'ouvriers âgés, infirmes et malades que l'on gardait par "charité", ou alors d'ouvriers à la journée attendant une vacance dans les chatiers aux pièces où les salaires atteignaient 5 F. Les ouvriers français qui tentaient de reprendre le travail en furent empêchés par leurs camarades italiens ; toutefois, en 4 jours les contremaîtres liquidèrent les sirops et les pains en fabrication, tandis que la direction proposait de convertir le travail à la journée en travail aux pièces - ce que repoussa le syndicat. A Marseille l'industrie du raffinage resta paralysée jusqu'au début de mai (la grève touchait aussi Saint-Louis). Mais le 4, les 3 usines furent ouvertes sous la protection de la police et comme peu de monde s'était présenté, on embaucha des "arabes" et une main-d'oeuvre d'appoint sans qualification (691). Le 10, la direction avait déjà recruté 170 "arabes", ce qui poussa les grévistes à revenir en masse, car ils craignaient de perdre leur emploi. Cependant elle préféra en éliminer 200 pour conserver des hommes moins réceptifs aux mots d'ordre du syndicat (692) ce qui provoqua un drame. Le chef de chambre à plier, Cilia, un des plus anciens contremaîtres, fut assassiné par un ouvrier renvoyé (693). Cet événement tragique marqua la fin de l'agitation qui durait dans l'usine depuis 1907. En 3 mois La Méditerranée avait perdu 150.000 F (frais généraux et dépenses non compensées par des ventes) (694) et surtout la grève s'était produite au moment de l'accaparement de Santa-Maria. L'usine avait reçu 14 à 15.000 tonnes de brut payées fort cher, qu'elle n'avait pu écouler sous forme de raffiné au fur et à mesure de la réception. Toutefois, le maintien des cours après la reprise du travail limita la perte subie sur le stock à 300.000 F (695).

De 1902 à 1913 les investissements ont atteint 1.052.238 F et on a repéré 86.000 F de travaux neufs amortis sur prix de revient et en 1913 des dépenses non chiffrées - ce qui est nouveau, c'est qu'à partir de 1911 on a, à l'aide d'un compte pour installations nouvelles commencé à

pratiquer un véritable amortissement de l'usine. En 1915, les immobilisations ont été ramenées à 3.048.215 F.

La guerre a surpris La Méditerranée dans son effort de rénovation. Sur sa lancée G. Boyer a acheté 8 nouvelles turbines pour faciliter le travail des sucres bruts (696). Il remplaça aussi toutes les vieilles chaudières par 4 chaudières Babcock-Wilcox qui produisirent à meilleur marché que les autres la vapeur nécessaire au travail (697), et l'on substitua un seul appareil aux anciennes machines à vapeur (698). Les chaudières à grille et à alimentation mécanique furent complétées par des instruments destinés à réaliser de grosses économies de vapeur, tandis qu'en 1917, on a commencé à construire une centrale électrique actionnée par une turbine à vapeur qui, par une conception ingénieuse fournissait également la vapeur servant au fonctionnement de l'appareil à cuire, au chauffage des greniers et des étuves (699). Enfin, on installa des greniers lits de pains mobiles placés sur des chariots roulants sur rail. Cela économisait de la main-d'oeuvre : les formes remplies de masse cuite n'étant plus manipulée jusqu'au moment de la mise en étuve (700).

En 1919, le groupe turbo-moteur destiné à centraliser la distribution de force et à alimenter en vapeur l'usine n'était pas terminé. On manquait de matériaux. Il en était de même pour les greniers mobiles, mais les conséquences de ces améliorations étaient déjà sensibles dans les économies de main-d'oeuvre (701). Enfin La Méditerranée se procura 17 turbines Weston (702). Au bilan de 1919 figuraient 1.909.331 F d'installations nouvelles et pendant la guerre on avait prélevé 670.000 F de travaux neufs sur les bénéfices. Il restait alors à amortir 4.036.077 F. Jamais l'effort de modernisation n'avait été aussi grand mais il venait trop tard.

X

X 'X

La force d'expansion de Saint-Louis et la relative stagnation de La Méditerranée caractérisent le raffinage du sucre à Marseille depuis les années 1870. Le signe du développement n'est l'augmentation de la fonte de Saint-Louis. De 1868 à 1916 elle a sextuplé alors que La Méditerranée travaillait en 1913 moins de sucre qu'en 1866.

Le gonflement du chiffre d'affaires de Saint-Louis malgré la baisse du prix du raffiné et la forte rentabilité du capital engagé traduisait aussi la prospérité de la société. Toutefois on remarque que La Méditerranée a réalisé d'importants bénéfices jusqu'en 1902 et que si la

production a légèrement diminué depuis 1884 la rentabilité s'est maintenue à un niveau plus élevé que dans la période 1866/1883 et cela à cause de l'action du syndicat des raffineurs.

Ce qui apparaît fondamental dans l'histoire des deux firmes, c'est le comportement des dirigeants à l'égard de l'investissement. A Saint-Louis l'autofinancement a servi à moderniser et à agrandir l'outil tandis qu'à La Méditerranée il a alimenté le fonds de roulement car on voulait surtout réduire les avances des banques pour comprimer les frais financiers. Par contre Saint-Louis a préféré investir et demander au crédit des ressources pour faire marcher l'entreprise. Les frais de fabrication sont passés de 9,40 F en 1868 à 4,54 F en 1907 alors que La Méditerranée dépensait encore 8 F pour fondre 100 kg de sucre.

Ces différences de gestion correspondent en fait à deux mentalités patronales. D'une part on a un capitalisme rentier qui distribue d'amples dividendes - de l'autre un capitalisme vraiment industriel dont l'objectif est la croissance et dont la finalité dépasse singulièrement le profit immédiat.

La Méditerranée a sacrifié l'avenir au présent et ses efforts dans le Golfe Persique et au Maroc n'ont pas suffi à compenser les pertes subies sur le marché intérieur car elle fut obligée d'abandonner à Saint-Louis la plus grosse part de ces marchés. En effet la carence de l'investissement a entraîné une carence technique et ce n'est qu'en 1913 que La Méditerranée a travaillé davantage de sucre roux. Auparavant elle utilisait surtout du sucre blanc ce qui augmentait les coûts.

La guerre a toutefois consolidé la position de La Méditerranée et ce n'est qu'en 1929 qu'elle fut absorbée par Saint-Louis.

X

X X

Dans ce nouvel essor des raffineries des ports, on ne peut nier que le passage du capitalisme familial à un capitalisme plus ouvert a corrigé les principales faiblesses structurelles du raffinage à Marseille et à Nantes. Cette mutation du capitalisme n'était pas en soi une nécessité car à Paris les grandes affaires familiales ont continué à prospérer. De même, à Nantes et à Bordeaux, des petits raffineurs se sont maintenus parce qu'ils vendaient soit des produits chers comme les candies ou le sucre de luxe - soit des produits bon marché comme les agglomérés.

Mais il est certain que l'on retrouve dans cette croissance des facteurs qui ont partout exercé une influence positive. Le syndicat des raffineurs a facilité le redémarrage de Chantenay et il a en général entraîné une forte augmentation des profits. L'octroi en 1897 de détaxes au sucre indigène et colonial travaillé dans les ports en vue de l'exportation a favorisé l'approvisionnement des raffineries. Enfin la réduction de l'impôt en 1903 a gonflé la demande sur le marché intérieur.

Toutefois les entreprises n'ont pas tiré les mêmes avantages de ces facteurs. En effet, elles se sont trouvées à un moment ou à un autre confrontées avec le problème de la modernisation de l'outil. L'effort constant d'investissement a été une source de gros profits pour Saint-Louis tandis que les firmes qui ont investi peu ou trop tardivement ont gagné moins d'argent. Donc si l'on considère le développement des raffineries des ports depuis le début du XIXe siècle, on peut se demander si celui-ci n'a pas été déterminé essentiellement par le progrès technique.

X

X X

CHAPITRE IX

NOTES

- 1 - M.C.E., Rostand, p. 114.
- 2 - Ibid., Rostand, Lettre Delahante à A. Grandval, 29/7/1865.
- 3 - Ibid., Rostand, Lettre J. Clerc à A. Grandval, 4/8/1865.
- 4 - Ibid., Rostand, Lettre MM. Marcuard, André, Clerc, Dutfoy, Seillière à A. Grandval, 5/8/1865.
- 5 - Ibid., Rostand, Lettre A. Grandval du 8/8/1865.
- 6 - Phare de la Loire, 28/6/1865, lettre de Marseille, 26/6/1865.
- 7 - Méditerranée, AG, 19/12/1865.
- 8 - Phare de la Loire, 16/9/ et 22/11/1865, Lettre de Marseille du 14, du 18 et du 23.
- 9 - Me Pascal, 9/12/1865.
- 10 - Méditerranée, AG, 14/12/1865.
- 11 - Ibid., AG, 14/3/1867.
- 12 - Ibid., AG extraord. 19/3/1861, Les Sarlin, les Saint-Alary et L. Massot.
- 13 - Encyclopédie départementale des Pouches-du-Rhône, tome 9, (A. Armand) A.N.F. 12 5082, L.H. AD., B du Rh. T.C. Extraits d'actes de société.
- 14 - Méditerranée AG 14/12/1865 et CA, 25/12/1865.
- 15 - Me Reynaud, PV adjudication.
- 16 - Méditerranée, CA, 20/11/1866.
- 17 - Ibid., CA, 29/12/1866.
- 18 - Ibid., CA, 9/1/1867.
- 19 - Me Sifferman (suppléant de Me Reynaud absent) 23/8/1866.
- 20 - Sur H. Bergasse, DELAVENNE, Recueil généalogique de la Bourgeoisie ancienne. XXX., Henri Bergasse, 1902 - AD., B du Rh. T.C. Extraits d'actes de société.
- 21 - DELAVENNE, op. cit., et Encyclopédie des Bouches-du-Rhône, tome 9. J. Bonnasce était né le 7 décembre 1800.
- 22 - Ibid., op. cit., Ch. Gavoty naquit à Prignoles le 10 novembre 1810.
- 23 - Me Sifferman, 22/8/1867, Souscriptions en numéraire.

Souscripteurs	Nombre d'actions	Sommes versées	Raison sociale
H. Cassard	200	100.000	Directeur de Saint-Louis
Ch. Gavoty	533	266.500	Négociant
A. Magnan	50	25.000	Négociant
Ch. Salles	533	266.500	Banquier
L. Beaudoin	534	267.000	Courtier

L. Ranque	120	60.000	Fabricant d'huile
A. Ranque	120	60.000	id.
A. Rabateau	50	25.000	Armateur
Ch. Gros	60	30.000	Minotier
J. Moudet	20	10.000	Ingénieur
J. Crouzet	20	10.000	Chef d'atelier serrurerie
C. Astier	20	10.000	Directeur Forges de Capelette
E. Juéry	80	40.000	Négociant
H. Juéry	20	10.000	Négociant
J.-M. Labattut	100	50.000	Négociant
N. Olivieri	400	200.000	Banquier
E. Rondel	100	50.000	Banquier
A. Vassal	100	50.000	Banquier (Marseille)
A. Vassal (oncle)	100	50.000	Banquier (Paris)
J. Couturier	200	100.000	Banquier
A. Courtot	30	15.000	Armateur
Mme Ranque	10	5.000	Rentière
	3.400	1.700.000	

- 24 - Saint-Louis, AG, 5/9/ et 3/10/1867.
- 25 - Ibid., CA, 3/10/1867.
- 26 - Ibid., CA, 10/10/ et 21/10/1867.
- 27 - Ibid., CA, 10/10/ et 24/10/1867.
- 28 - Phare de la Loire, 24/9/1868, Lettre de Marseille, 22/9/1868.
- 29 - A Messieurs les actionnaires de la raffinerie A. Lafon, 12 juillet 1868 - Titre identique, 29 juillet 1868.
- 30 - A. Bousquet projetait de fondre 65.000 kg de sucre par jour. Il voulait aussi construire une distillerie de mélasse et remanier la fabrique de noir, "deux opérations indispensables pour arriver à un fonctionnement irréprochable".
- 31 - Phare de la Loire, 19/10/1868, Lettre de Marseille, 16/10/1868.
- 32 - Me Sabathier, 5/11/1868. Dépôt d'un acte modifiant les statuts de la société Lafon, et du PV de l'AG du 15/10/1868.
- 33 - Phare de la Loire, 10/3/1867.
- 34 - Sémaphore, 2/5 et 1/8/1870. J.M.C., Marseille, 1873, pp. 53 sq.
- 35 - Ibid., 11/4 et 6/9/1871.
- 36 - Méditerranée, CA, 30/10/1871.
- 37 - Ibid., CA, 2/11/1871.
- 38 - Saint-Louis, AG, 25/3/1872.
- 39 - Ibid., AG extraord., 30/11/1871.
- 40 - Ibid., AG extraord., 4/1/1872.
- 41 - Méditerranée, CA, 30/10/1871, D'après lui, Saint-Louis ne possédait ni les capitaux, ni les moyens d'action nécessaires pour assurer la marche des deux usines.
- 42 - Saint-Louis, CA, 19 et 20/11/1878, AG extraord., 30/11/1878.
- 43 - Ibid., CA, 20/10/1878.
- 44 - Ibid., AG extraord., 30/11/1878.

- 45 - Ibid., AG, 30/12/1878 - Me Reynaud, 10/12 et 13/12/1878, Sur les bénéfices on devait prélever 5 % pour l'intérêt du capital, 5 % pour les réserves légale. Le montant de la réserve supplémentaire et des amortissements était déterminé par le conseil. Ensuite, 85 % du solde des bénéfices devaient aller aux actionnaires, 16 % aux fondateurs (Armand, J. Bonnasse, Darier, Gavoty père et fils, Julien, Rey, Roccoffort, Beaudoin et Bergasse) et 4 % au conseil.
- 46 - Sur Augustin Feraud cf Encyclopédie des B.-du- Rh., tome XI, pp. 202-203. AD B du Rh, L.H.
- 47 - AN F 12 8572, L.H.- Encyclopédie des B. du Rh., tome XI, p. 165.
- 48 - Saint-Louis, PV de liquidation (1878-1883). Ibid., 1/2/1878, Vente du stock; ibid., CA, 20/11/1878.
- 49 - Méditerranée, CA, 11/11/1879.
- 50 - Ibid., CA, 24/11 et 3/12/1879 ; ibid., AG, 22/3/1880.
- 51 - Me Reynaud, 31/12/1880, Sur les bénéfices on prélevait 5 % pour les intérêts, 5 % pour la réserve légale - le montant de la réserve supplémentaire était fixé par le conseil -, 80 % du solde allait aux actionnaires, 10 % aux fondateurs et 10 % aux administrateurs.
- 52 - Méditerranée, AG ordinaire et extraordinaire, 19/3/1881.
- 53 - Ibid., AG constitutive, 11/4/1881.
- 54 - Ibid., CA, 17/5/1881.
- 55 - Ibid., CA, 23/5/1881.
- 56 - Sur M. Desbief cf. AN F 12 8572, L.H.
- 57 - Saint-Louis, CA, 29/11/1880.
- 58 - Ibid., CA, 30/3 et 3/5/1881.
- 59 - Ibid., CA, 10/8/1881, Rapport du comité de direction pour 1880. Les emprunts dépassaient d'une manière presque permanente 3 M.
- 60 - Ibid., AG extraord. 22/8/1881, Un syndicat constitué par la Société Marseillaise de Crédit a placé sans commission les actions non souscrites, ibid., AG, 16/3/1882.
- 61 - XXX., Henri Bergasse, op. cit.
- 62 - Saint-Louis, CA, 28/12/1885.
- 63 - Ibid., 13/6/1891.
- 64 - Ibid., CA, 6/1 /1891.
- 65 - En 1878, la Société Marseillaise de Crédit avait reçu une commission de 2 % "pour le concours donné à la création de la société et pour le patronage qu'elle s'engage à lui assurer pour l'avenir". Saint-Louis, CA, 30/12/1878. Toutefois, on ne peut suivre J. GANIAGE lorsqu'il affirme que la Société Marseillaise de Crédit contrôlait Saint-Louis (Les origines du Protectorat Français en Tunisie, 1861-1881, p. 585).
- 66 - Saint-Louis, AG, 20/3/1902.
- 67 - Ibid., CA, 5/6/1901.
- 68 - Ibid., CA, 16/11/1899, H. Bergasse lui succéda à la tête de la Société Marseillaise de Crédit.
- 69 - Ibid., CA, 25/3/1903.

- 70 - Ibid., AG, 24/3/1904.
- 71 - Ibid., CA, 28/1/1904.
- 72 - Ibid., CA, 25/11/1909.
- 73 - Ibid., CA, 7/4/1911, Il présidait depuis 1901 le conseil d'administration de la Société Marseillaise de Crédit.
- 74 - Ibid., CA, 29/5/1913.
- 75 - Ibid., CA, 5/6/1901.
- 76 - Ibid., CA, 17/6/1901.
- 77 - Ibid., CA, 5/9/1901, Sur J. Charles-Roux, cf. AN F 12 5262, L.H.
- 78 - Saint-Louis, AG, 20/3/1902.
- 79 - Ibid., CA, 8/8/1901.
- 80 - Ibid., CA, 1/4/1903, Sur P. Zarifi, cf. AD, B.-du-Rh. R 6 371, L.H.
- 81 - Ibid., CA, 25/11/1909.
- 82 - Ibid., CA, 19/4/1910.
- 83 - Ibid., CA, 7/1/1910, Il reprochait à ses collègues de ne pas augmenter le dividende. Dès 1908 il avait abandonné son poste de vice-président en raison des divergences qui l'opposaient à P. Desbief depuis quelques années. Ibid., CA, 19/8/1908.
- 84 - Ibid., CA, 30/4/1908, Il présidait le conseil de la Société Générale des Transports Maritimes à Vapeur.
- 85 - Ibid., CA, 7/4/1911.
- 86 - Ibid., CA, 6/5/1911 et CA, 30/12/1909.
- 87 - Ibid., CA, 10/4/1912.
- 88 - Ibid., CA, 29/5/1913 et CA, 25/3/1914, La Société de Navigation à Vapeur Daher & Cie desservait la Tunisie.
- 89 - Ibid., CA, 26/6/1913.
- 90 - Ibid., AG, 16/3/1922.
- 91 - Ibid., AG, 26/3/1918.
- 92 - Ibid., AG, 27/3/1919, Hubert Giraud était entré très jeune à la Cie Paquet. Il devint ensuite le gendre de Nicolas Paquet et son agent actif à Mogador. Plus tard il fit carrière aux Transports Maritimes à Vapeur.
- 93 - Méditerranée, CA, 9/1/1889, C'était le fils de Louis Massot.
- 94 - Ibid., AG, 11/4/1881.
- 95 - Sur G. Noblemaire, cf. Figures Contemporaines, tome II, et : Hommes et Choses du P.L.M., p. 109, Il dirigea le P.L.M. de 1882 à 1907.
- 96 - Il était administrateur et membre du comité de direction de la Société Générale des Transports Maritimes à Vapeur, administrateur de la Banque Transatlantique et de la Société Marseillaise de Crédit. On le trouve aussi au conseil de surveillance de la Cie Française de Navigation à Vapeur (Cyprien Fabre).
- 97 - Méditerranée, CA, 7/12/1891.
- 98 - Ibid., CA, 5/2 et 15/3/1886.
- 99 - Ibid., CA, 16/4/1907.

- 100 - Ibid., CA, 23/3/1907.
- 101 - Ibid., CA, 30/1/1902, Il fut nommé administrateur délégué.
- 102 - Ibid., CA, 9/2/1907.
- 103 - Ibid., AG, 26/3/1908.
- 104 - Ibid., CA, 26/5/1908.
- 105 - Ibid., AG, 30/3/1909, C'était un ingénieur des Arts et Métiers.
- 106 - Ibid., CA, 27/8/1909 et 24/2/1910.
- 107 - Ibid., CA, 8/2/1915.
- 108 - Ibid., CA, 30/3/1916.
- 109 - Ibid., CA, 4/8/1917.
- 110 - Ibid., CA, 4/2/1919, Toutefois il restait administrateur.
- 111 - Ibid., CA, 14/1/1920, La Cie Fraissinet (Nouvelle Cie Marseillaise de Navigation à Vapeur) avait pratiquement le monopole du trafic entre Marseille et la Corse. Elle desservait aussi la côte de l'Afrique Occidentale et les ports grecs, turcs, bulgares et roumains.
- 112 - Saint-Louis, CA, 2/8/1889.
- 113 - Me Raynaud, 10/9/1889 ; ibid., 11/2 et 18/9/1889 - Saint-Louis, Dossier historique, Sucreries.
- 114 - Saint-Louis, Dossier historique, Sucreries, Laudun, CA, 19/4/1894.
- 115 - Ibid., CA, 2/8/1889.
- 116 - Ibid., Dossier historique, op. cit., Laudun, CA, 21/6/1890.
- 117 - Ibid., Laudun, CA, 21/1/1891 - ibid., AG, 25/4/1891.
- 118 - Me Raynaud, 14/5/1891 et 20/5/1891.
- 119 - Saint-Louis, AG extraord., 3/7/1907.
- 120 - Me Raynaud, 23/9/1893, Laudun, AG extraord., 17/8/1893.- Ibid., 14/9/1893, On a offert 3.333 obligations de 450 F à 4 % remboursables à 500 F en 25 ans.
- 121 - Me Raynaud, Laudun, AG extraord., 28/8/1895.- Ibid., 18/9/1895.
- 122 - Saint-Louis, CA, 10/5/1895.
- 123 - Ibid., AG extraord., 3/7/1907.
- 124 - P. MASSON, Le mouvement économique, l'Industrie, Les Bouches du Rhône, Encyclopédie départementale, p. 245.
- 125 - Orange, P. Desbief à M. de Montguers, 25/9/1899.
- 126 - Ibid., P. Desbief à M. de Montguers, 8/2 et 3/3/1900.
- 127 - Saint-Louis, CA, 28/11/1903.
- 128 - Ibid., CA, 26/4/1906.
- 129 - Ibid., CA, 20/12/1906.
- 130 - L'Information, 8/1/1910.
- 131 - Saint-Louis, AG extraord., 8/8/1907. Me Cartier, 21/8/1907. Laudun-L'Ardoise, AG, 17/6/1907.
- 132 - Les réserves de Saint-Louis ont été amputées de 2 M. Toutefois, le capital a été augmenté de 500.000 F et à l'actif (exercice 1907) les sucreries de Laudun-L'Ardoise et d'Orange sont apparues pour 2 M.

- 133 - Saint-Louis, AG, 26/3/1908.
- 134 - Ibid., CA, 21/11/1907.
- 135 - Ibid., AG, 22/3/1910.
- 136 - Ibid., CA, 2/2/1911.
- 137 - Ibid., CA, 29/12/1910.- Ibid., 21/9 et 28/12/1911.
- 138 - Ibid., CA, 27/4/1916.
- 139 - Ibid., AG extraord., 26/3/1918.
- 140 - Ibid., AG, 17/3/1921.
- 141 - Méditerranée, CA, 18/4/1866.
- 142 - Ibid., CA, 3/10 et 7/11/1866.
- 143 - Ibid., CA, 13/6, 20/7 et 7/11/1866 ; AG, 13/3/1867.
- 144 - Ibid., CA, 29/12/1866.
- 145 - Ibid., CA, 17/7/1867 et 8/1/1868 ; AG, 12/3/1868.
- 146 - Ibid., AG, 11/3/1869 - Saint-Louis, AG, 2/3/1868 et 18/3/1869.
- 147 - Ibid., CA, 11/12/1867.
- 148 - Papiers H. Polo, Cassard à H. Polo, 16/4/1869.
- 149 - Saint-Louis, CA, 7/4/1868.
- 150 - Ibid., CA, 19/12/1867, 16/4, 26/6 et 13/8/1868.
- 151 - Ibid., CA, 30/5, 29/10, 2/12 et 24/12/1868.
- 152 - Ibid., CA, 20/6, 13/8 et 21/10/1868 ; AG, 18/3/1869.
- 153 - Méditerranée, AG, 11/3/1869.
- 154 - Méditerranée, AG, 12/3/1870, Saint-Louis, AG, 31/3/1870.
- 155 - Saint-Louis, CA, 18/2/1869.
- 156 - Méditerranée, CA, 5/5 et 10/11/1869, Massot proposait en vain à Saint-Louis et à Bousquet une réduction concertée de la fonte pour maintenir les prix. En 1870 il fit une autre tentative qui échoua, ibid., CA, 9/1/1870.
- 157 - Saint-Louis, AG, 15/3/1871 et CA, 19/1/1871 ; Méditerranée, AG, 11/3/1871.
- 158 - Ibid., CA, 30/3, 20/4 et 10/8/1871 ; AG, 25/3/1872.
- 159 - Ibid., AG, 25/3/1872 ; Méditerranée, AG, 30/3/1872.
- 160 - Ibid., AG, 31/3/1874, A partir d'août on a porté au maximum la fonte des deux usines. Ibid., CA, 14/8/1873. Méditerranée, AG, 14/3/1874.
- 161 - Ibid., AG, 31/3/1875.
- 162 - Ibid., AG, 30/3/1876 ; Méditerranée, AG, 30/3/1876.
- 163 - Méditerranée, CA, 25, 29/1 et 5/2/1875, H. Bergasse et A. Armand pensaient à un capital de 8,5 M.
- 164 - Ibid., CA, 11 et 12/3/1875, 9/3 et 12/4/1876.
- 165 - Saint-Louis, CA, 14/11/1876 ; AG, 20/3/1877.
- 166 - Ibid., AG, 26/3/1878.

- 167 - Méditerranée, CA, 11/1, 23/1, 10/4/1877 ; Saint-Louis, CA, 9/8/1877.
- 168 - Saint-Louis, CA, 7/2/1878.
- 169 - Ibid., CA, 6/12/1877.
- 170 - Ibid., CA, 19/1 et 7/2/1878.
- 171 - Ibid., AG, 12/4/1879, Méditerranée, AG, 25/3/1879.
- 172 - Méditerranée, CA, 16/6 et 5/10/1869 ; CA, 23/11/1870, 31/1/1871, 3/7/1872 et 6/5/1876.
- 173 - Saint-Louis, CA, 9/12/1872 ; Méditerranée, CA, 31/10 et 14/12/1872, La Société Marseillaise de Crédit a accordé un crédit de 2 M aux deux firmes.
- 174 - Méditerranée, AG, 31/3/1875 et 20/3/1877 ; CA, 7/11/1876 (premières allusions à l'arbitrage).
- 175 - Ibid., CA, 10/2/1879 ; AG, 18/3/1882.
- 176 - P. GUIRAL, Marseille et le Canal de Suez, Marseille, Revue municipale, octobre-décembre 1952, p. 10.
- 177 - Méditerranée, AG, 15/3/1884, 1881 - 37 % - 11.221 tonnes
1882 - 11 % - 3.625 "
1883 - 8,4 % - 2.600 "
- 178 - Me Allies, 17/10/1881.
- 179 - Méditerranée, AG, 18/3/1882, A la Bourse de Paris, la spéculation, pour étrangler le découvert, a poussé les sucres blancs à un prix souvent plus élevé que le raffiné. Dans les ports on en a supporté les effets, car tous les marchés de sucres blancs exotiques se traitaient sur la base de la cote de Paris, la veille de l'arrivée du navire ; Ibid., CA, 14/10/1881.
- 180 - Saint-Louis, CA, 18/1 et 14/2/1882.
- 181 - Méditerranée, AG, 18/3/1882.
- 182 - Ibid., CA, 18/4/1866.
- 183 - Ibid., CA, 19/12/1887.
- 184 - Ibid., CA, 31/6 et 17/8/1866.
- 185 - Ibid., CA, 17/10 et 7/11/1866.
- 186 - Ibid., CA, 12/9 et 26/2.1868 ; AG, 12/3/1868.
- 187 - Ibid., CA, 11/12/1869, Marseille plaçait dans ces pays 3 M de produits et ses trois raffineries en offraient 6 M.
- 188 - Ibid., CA, 12/9/1867 et 26/2/1868.
- 189 - Phare de la Loire, 26 et 27/12/1867, Le type de base n'était plus la bonne ordinaire du Havre (improprement appelée à Marseille "bonne quatrième") mais bien la bonne quatrième. Pour tout numéro au-dessus de ce type on payait 1 F par 50 kg au lieu de 1,50 F de la bonne quatrième à la belle quatrième et de celle-ci à la fine quatrième (au lieu de 1,50 F). Pour chaque numéro en dessous du type, on versait toujours 2 F en moins. En compensation, la tare de 17 % consentie par le commerce était réduite à 15 % ; quant au courtage il passa de 1/3 % à 1/4 %. Méditerranée, CA, 16/3/1868.
- 190 - Méditerranée, AG, 25/3/1879.

- 191 - Ibid., AG, 12/3/1870 et AG, 14/3/1874 ; CA, 3/7/1872, Les petits pains marseillais vendus en Syrie et en Perse devaient avoir un poids, un grain et une forme toujours identiques, car ils jouaient dans ces régions le rôle d'une véritable monnaie - s'échangeant souvent contre des produits d'Extrême-Orient (thé, soieries, porcelaines, etc...). On appréciait leur blancheur et surtout leur solidité qui permettait de longs transports (S.I., 10/7 et 5/8/1878). - P. PIERREIN, Le sucre marseillais et les routes de Perse à la fin du XIXe siècle, C.I.H.P., mars avril 1954, n° 2.- En 1869, les Marseillais ont effacé les marques anglaises sur leurs sucres. AN F 12 Tauris, 27/4/1869.
- 192 - Ibid., AG, 30/4/1872.
- 193 - Ibid., CA, 11/2/1876.
- 194 - Ibid., CA, 3/7/1872.
- 195 - Ibid., CA, 18 et 28/12/1878, 28/1 et 8/2/1879.
- 196 - Saint-Louis, CA, 13/6/1879.
- 197 - Saint-Louis, AG, 18/3/1880.
- 198 - Méditerranée, CA, 9/6/1873 ; ibid., AG, 30/3/1875.
- 199 - Saint-Louis, AG, 18/3/1880.
- 200 - Ibid., CA, 30/5/1881.
- 201 - Ibid., CA, 22/3/1883.
- 202 - Ibid., CA, 23/2/1884.
- 203 - CC Marseille, C.R.T., 1880, p. 166, Les sucres français payaient un droit fixe tandis que les sucres autrichiens étaient taxés sur le prix de facture.
- 204 - Méditerranée, AG, 15/3/1884.
- 205 - AN F 12 7192, Depuis 1863, il existait un service de bateaux à vapeur entre Bassorah et Bagdad. Il y avait un départ par semaine. En l'absence de concurrent, le fret restait élevé (75 à 87,50 F par tonne). Deux steamer de la Cie Stephen Lynch et quatre vapeurs de la Cie Gray Davies touchaient Bassorah les premiers tous les deux mois, les seconds tous les cinquante jours. Pour le transport, il fallait compter 50 F par tonne de Londres à Bassorah, et autant à partir de Marseille.
- 206 - Saint-Louis, CA, 23/4/1884.
- 207 - Ibid., CA, 11/3/1882.
- 208 - Méditerranée, AG, 15/3/1884.
- 209 - Ibid., CA, 18/9 et 12/10/1883.
- 210 - CC Marseille, S.C.I.
- 211 - Saint-Louis, AG, 20/3/1892, "Nous pouvons considérer comme un fait acquis l'extension de nos débouchés à l'intérieur". En 1894, les raffinés se sont vendus en France 5 F de plus qu'à l'étranger, ibid., CA, 13/2/1895.
- 212 - Ibid., CA, 14/4/1887.
- 213 - Méditerranée, CA, 22/4 et 21/10/1896.

- 214 - E. VERDET, Mémoire sur l'introduction de la betterave à sucre et de l'industrie du sucre dans le département du Vaucluse et la région du Sud-Est. Témoignages et documents, 1897.
- 215 - Méditerranée, CA, 12/8/1897.
- 216 - Saint-Louis, CA, 21/12/1898.
- 217 - Méditerranée, AG, 22/3/1900.
- 218 - Saint-Louis, CA, 21/12/1898, Tous les 6 jours un navire quittait Dunkerque pour Marseille, une escale était prévue à Bordeaux.
- 219 - Méditerranée, CA, 18/10/1898.
- 220 - Saint-Louis, CA, 19/5/1899 ; AG, 23/3/1900.
- 221 - Ibid., AG.
- 222 - Ibid., CA, 24/2/1902 et CA, 1/6/1912 - P. MASSON, op. cit., Le Mouvement économique, le Commerce, p. 416.
- 223 - Cf chapitre III.
- 224 - La Défense des actionnaires, 25/3/1900.
- 225 - Saint-Louis, AG, 24/3/1904.
- 226 - Méditerranée, AG, 24/3/1904.
- 227 - J.F.S., 27/4/1929.
- 228 - GC Marseille, Situation industrielle 1904.
- 229 - S.R.F., Statistiques.
- 230 - Méditerranée, CA, 17/12/1908.
- 231 - B.A.L., 4/11/1907 et 17/5/1909 ; S.R.F., Statistiques.
- 232 - Saint-Louis, CA, 11/11/1901.
- 233 - Me Bard, 12/11/1901.
- 234 - Saint-Louis, CA, 28/11/1901.
- 235 - Bénéfices de L. Sube & Cie jusqu'en 1913 (F)

	au 30/6	au 31/12		au 30/6	au 31/12
1902	35.128	60.076	1908	51.621	?
1903	60.326	125.961	1909	?	120.831
1904	?	138.428	1910	?	113.736
1905	45.541	114.797	1911	122.011	?
1906	?	106.250	1912	?	?
1907	48.510	103.036	1913	?	?

Source : Saint-Louis, CA.

- 236 - Saint-Louis, AG, 27/3/1913.
- 237 - Méditerranée, AG, 24/3/1904.
- 238 - Saint-Louis, AG, 23/3/1899 et 26/3/1900.
- 239 - Ibid., AG, 26/3/1903.
- 240 - Ibid., AG, 24/3/1904.
- 241 - Ibid., AG, 21/3/1907.
- 242 - Ibid., AG, 22/3/1910.
- 243 - Ibid., AG, 26/3/1914.

- 244 - Ibid., AG, 25/3/1915.
 245 - Méditerranée, AG, 25/3/1915.
 246 - Saint-Louis, CA, 27/8/1914.
 247 - Ibid., CA, 29/10/1914.
 248 - Ibid., CA, 26/11/1914.
 249 - Ibid., AG, 25/3/1915.
 250 - Ibid., CA, 22/8/1914.
 251 - Ibid., CA, 29/10/1914.
 252 - Méditerranée, CA, 22/12/1914 et AG, 25/3/1915.
 253 - S.R.F., AG, 25/1/1916.
 254 - Saint-Louis, AG, 30/3/1916.
 255 - Ibid., AG extraord. 24/3/1917.
 256 - Méditerranée, AG, 21/3/1918.
 257 - Ibid., AG, 21/3/1918 et CA, 6/12/1917.
 258 - Saint-Louis, AG, 26/3/1918.
 259 - Méditerranée, CA, 8/2 et 31/12/1917.
 260 - Saint-Louis, AG, 26/3/1918.
 261 - Méditerranée, CA, 31/10/1917.
 262 - Saint-Louis, AG, 24/3/1917 ; ibid., AG, 26/3/1918.
 263 - Méditerranée, AG, 21/3/1918.
 264 - Ibid., CA, 4/6/1918.
 265 - Ibid., CA, 10/9/1918.
 266 - Saint-Louis, AG, 27/3/1919.
 267 - Méditerranée, CA, 1/10/1918.
 268 - Ibid., CA, 23/6/1919.
 269 - Saint-Louis, AG extraord., 19/2 et 30/12/1918.
 270 - Ibid., AG extraord., 29/6/1920 et AG extraord., 30/11/1920.
 271 - Méditerranée, AG extraord., 5/7/1921, On distribua 2,5 M aux actionnaires pour amortir partiellement les actions (soit 125 F pour chacune).
 272 - S.C.I., 12/11/1913.
 273 - S.C.I., 22 et 29/3/1910 ; J.F.S., 22/3/1910. Le commerce des sucres français en Perse (Communication du ministre des Affaires étrangères au Syndicat des Raffineurs de Sucre de France) ; S.C.I., 5/11/1913, Le commerce du sucre en Turquie

Importation de sucre dans l'Empire Ottoman
 (14 avril 1910 au 18 mars 1911)

Autriche-Hongrie	74	%	Indes	2,1	%
Russie	10	-	Roumanie	1	-
France	3,3	-	Angleterre	0,5	-
Egypte	3,2	-	Hollande	0,3	-
Belgique	2,4	-	Autres pays	1,1	-
Allemagne	2,1	-			

Pendant cette période la Turquie avait importé 201.901 tonnes de sucre.

- 274 - CC Marseille, Beyrouth, 23/1/1888 ; AN F 12 7192, Beyrouth, 2/6/1885.
- 275 - J.F.S., 5/9/1888, J. DUREAU, Le sucre français en Orient.
- 276 - S.I.C., 24/8/1888.
- 277 - CC Marseille, Constantinople, 22/6/1888.
- 278 - Ibid., Salonique, 31/5/1888.
- 279 - J.F.S., 5/9/1888.
- 280 - Ibid., 24/10/1888.
- 281 - AN F 12, Tripoli, 6/1/1891.
- 282 - CC Marseille, Beyrouth, 23/1 et 13/6/1888 ; J.F.S., 5/9/1888.
- 283 - Ibid., Constantinople, 17/11/1888 ; ibid, Trieste, 20/2/1894.
- 284 - J.F.S., 8/5 et 26/6/1895.
- 285 - CC Marseille, Paris, 17/9/1903, Lettres de Larnica (Chypre), Mersina, Adana et Damas. Ibid., Smyrne, 19/8/1903.
- 286 - Ibid., P. Desbief, 11/8/1905.
- 287 - Ibid., Alexandrette, 2/1/1904.
- 288 - Ibid., P. Desbief, 22/6/1904.
- 289 - S.C.I., 21/7/1908.
- 290 - Saint-Louis, CA, 26/6/1909.
- 291 - S.C.I., 15 et 29/10/1913, Le commerce des sucres en Turquie.
- 292 - CC Marseille, Téhéran, 27/2/1890.
- 293 - AN F 12, Tauris, 20/6/1889.
- 294 - CC Marseille, C.R.T., lettres des 21/5/1889 et 28/5/1890.
- 295 - Ibid., Saint-Louis, 16/10/1893.
- 296 - Ibid., Paris, 18/11/1893.
- 297 - Ibid., Téhéran, 10/2/1894.
- 298 - Ibid., Saint-Louis, 2/5/1894.
- 299 - AN F 12 7192, Bagdad, 17/9/1895, Le kran valait 1,16 à 1,20 F avant la baisse.
- 300 - CC Marseille, Saint-Louis, 20/9/1895.
- 301 - Ibid., Bagdad, 31/12/1897 ; Ibid., Saint-Louis, 21/1/1898.
- 302 - Ibid., Téhéran, 23/12/1897 ; Ibid., Saint-Louis, 30/9/1897.
- 303 - Ibid., C.R.T., Messageries, 19 et 20/10/1894 et 19/10/1895.
- 304 - Ibid., lettre du 9/3/1897.
- 305 - Ibid., Saint-Louis, 13/2 et 13/3/1896 et 30/9/1897 ; ibid., lettre du 2/10/1897.
- 306 - Moniteur officiel du Commerce, 9/5/1900. Le commerce du Nord de la Perse.
- 307 - CC Marseille, Bagdad, 3/11/1906.
- 308 - J.F.S., 15/11/1898.

- 341 - Ibid., CA, 24/6/1909.
- 342 - Ibid., CA, 2/10/1909 ; CC Marseille, Téhéran, 1/2/1912.
- 343 - CC Marseille, P. Desbief, 27/3/1912.
- 344 - Rapports commerciaux des agents diplomatiques et consulaires de France n° 1079 (Perse 1912).
- 345 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 12/6 et 2/9/1913.
- 346 - Saint-Louis, AG, 26/3/1914.
- 347 - Ibid., CA, 28/5/1914.
- 348 - Méditerranée, AG, 17/3/1887.
- 349 - Saint-Louis, CA, 13/2/1895.
- 350 - CC. Marseille, Tunis, 5/2/1894.
- 351 - Ibid., Saint-Louis, 22/3/1894.
- 352 - Ibid., Saint-Louis, 23/12/1897.
- 353 - Méditerranée, AG, 25/3/1896, Les raffineurs parisiens ont obtenu du P.L.M. un tarif d'exportation (30 F la tonne) et de la Cie Générale Transatlantique une réduction sur les frets pour l'Algérie.
- 354 - Ibid., AG, 24/3/1904.
- 355 - Saint-Louis, CA, 25/5/1905.
- 356 - Méditerranée, AG, 26/3/1908.
- 357 - Saint-Louis, CA, 6/5/1911.
- 358 - Méditerranée, CA, 16/4/1907.
- 359 - Saint-Louis, CA, 6/5/1911.
- 360 - Méditerranée, CA, 17/6/1910 ; Ibid., CA, 17/6/1912 ; Ibid., CA, 19/7/1913.
- 361 - Chantenay, Meeus à Lemesle, 2/2/1911.
- 362 - Ibid., Meeus à Lemesle, 8/3/1912.
- 363 - Ibid., Meeus à Lemesle, 4/1/1910.
- 364 - J.L. MIEGE, Le Maroc et l'Europe, tome III, p. 417.
- 365 - Ibid., op. cit., tome IV, p. 87.
- 366 - L'expansion commerciale allemande a été étudiée par P. GUILLEN, L'Allemagne et le Maroc de 1870 à 1905.
- 367 - Méditerranée, AG, 21/3/1885, Saint-Louis, AG, 30/3/1885.
- 368 - AN F 12 7149, Mogador, 4/10/1884.
- 369 - Ibid., Mogador, 3/11/1884.
- 370 - Ibid., Mogador, 4/12/1884.
- 371 - Cf P. GUILLEN, op. cit. p. 61 et 154.
- 372 - Méditerranée, AG, 25/3/1886.
- 373 - CC Marseille, Ministre du commerce et de l'industrie, 18/12/1885.
- 374 - Ibid., Mogador, 17/8/1887.
- 375 - Ibid., Tanger, 18/5/1887.

- 376 - J.F.S., 24/10/1888, le commerce des sucres au Maroc ; cf P. GUILLEN op. cit., p. 156 et 432.
- 377 - Méditerranée, CA, 27/7/1887.
- 378 - AN F 12 7149, Mogador, 2/7/1886 ; J.L. MIEGE, op. cit, tome IV, p. 197 ; P. GUILLEN, op. cit., p. 155.
- 379 - AN F 12 7149, Mogador, 10/6/1889.
- 380 - J.L. MIEGE, Le commerce du sucre à Casablanca, in : Bulletin Economique et social, 1953, p. 7.
- 381 - J.L. MIEGE a abondamment traité de cette question (op. cit., tome IV, pp. 192-196), de même P. GUILLEN (op. cit., pp. 369-392).
- 382 - AN F 12 7149, Mogador, 12/12/1889.
- 383 - Ibid., Francfort, 5/2/1890 et Hambourg, 16/1/1890.
- 384 - P. GUILLEN, op. cit., pp. 393-415.
- 385 - AN F 12 7149, Casablanca, 10/9/1900.
- 386 - J.L. MIEGE, op. cit. tome III, p. 448.
- 387 - Saint-Louis, CA, 23/1/1890.
- 388 - CC Marseille, Tanger, 12/3/1890. AN F 12 7149, Mogador, 3/4/1890.
- 389 - P. GUILLEN, Les milieux d'affaires français et le Maroc à l'aube du XXe siècle. La fondation de la Compagnie marocaine, R.H., avril-juin 1963 ; J.L. MIEGE, op. cit., tome IV, pp. 239-249.
- 390 - AN F 12 7149, Tanger, Mouvement des navires français en 1887.
- 391 - P. GUILLEN, op. cit., pp. 155, 386, 432 et 434. J.L. MIEGE, op. cit., tome IV, pp. 120-121.
- 392 - CC Marseille, Mogador, 19/2/1890 et 25/4/1890 ; R.C. n° 14, Le commerce de Mogador en 1891.
- 393 - AN F 12 7149, Mogador, 9/12/1891 ; J.L. MIEGE, op. cit., tome IV, pp. 193-195 ; P. GUILLEN, op. cit., pp. 372-375.
- 394 - CC Marseille, Paris, 27/4/1895 ; P. GUILLEN, op. cit., p. 375-380.
- 395 - Ibid., Saint-Louis, 3 et 5/2/1894 ; J.L. MIEGE, op. cit., tome IV, p. 199 ; P. GUILLEN, op. cit., p. 433.
- 396 - Ibid., Saint-Louis, 28/3, 31/5, 19/11/1894 et 25/3/1896.
- 397 - Ibid., Saint-Louis et Méditerranée, 16/3/1895.
- 398 - Ibid., Saint-Louis, 9/4/1897 ; P. GUILLEN, op. cit., p. 433.
- 399 - J.F.S., 9/6/1897.
- 400 - AN F 12 7148, Casablanca (1891, 1892, 1895, 1897) ; R.C., n° 132 (1891 et 1892), n° 210 (1893).
- 401 - AN F 12 7148, Mazagan (1898).
- 402 - Moniteur officiel du Commerce, 25/8/1898, Larache (1897).
- 403 - AN F 12 7148, Rabat (1897).
- 404 - AN F 12 7149, Mogador, (1890, 1891, 1899), Moniteur officiel du Commerce 3/5/1900 (Mogador, 1898).
- 405 - CC Marseille, Paris, 27/7/1895 ; ibid., Saint-Louis, 27/6/1895.

- 406 - Chantenay, Paret à Maufrais, 22/5/1887, En 1886, Chantenay a expédié 1.000 tonnes de sucre. Mais l'irrégularité des escales des vapeurs à Nantes et la cherté des tarifs de chemin de fer (P.O. et P.L.M.) pour Marseille l'empêchait, à son avir, de tripler ses ventes. Des négociations engagées en 1887 avec la Cie Havraise Péninsulaire n'avaient pas abouti.
- 407 - CC Marseille, Tanger, 29/5/1895 et Saint-Louis, 27/6/1895, Cronier faisait courir le bruit que les raffineries de Marseille utilisant des os de porc pour fabriquer le noir, H. Bergasse fit remarquer à ses clients que la Raffinerie d'Egypte se servait aussi de noir animal pour clarifier ses sirops (contrairement à ce qu'elle affirmait) et que les os traités par Saint-Louis provenaient de Tunisie.
- 408 - Ibid., Paris, 24/3/1897 et Saint-Louis, 9/4/1897.
- 409 - P. GUILLON, op. cit., p. 434.
- 410 - Journée d'étude sur l'Impérialisme, I. Les origines et les traits particuliers de l'Impérialisme français au début du XIXe siècle (Les Cahiers du Centre d'Etudes et de Recherches marxistes, p. 89).
- 411 - J.L. MIEGE, Le commerce des sucres à Casablanca à la fin du XIXe siècle, art. cit.
- 412 - F. NATAF, Le crédit et la banque au Maroc, p. 35.
- 413 - P. GUILLEN, op. cit., p. 426.
- 414 - Saint-Louis, CA, 31/7/1902, P. Desbief augmenta la fabrication des petits pains. Ceux-ci portaient avec un certificat du Grand Muphti d'Oran affirmant que leurs procédés de fabrication n'étaient en rien contraires aux lois de l'Islam, ibid., CA, 26/6/1902.
- 415 - Ibid., CA, 28/1 et 29/12/1904.
- 416 - R. POIDEVIN, Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914, p. 403.
- 417 - Saint-Louis, CA, 24/3/1904, En 1902 (emprunt de 7,5 M) la participation se montait à 350.000 F.
- 418 - Méditerranée, CA, 17/2 et 27/12/1905, La Cie Marocaine livrait des sucres français avec des étiquettes presque semblables à celles de La Méditerranée.
- 419 - P. GUILLEN, op. cit., pp. 434-436.
- 420 - Moniteur officiel du Commerce, 27/12/1900, Casablanca, 1899.
- 421 - J.F.S., 10/1/1906 ; CH, 5/11/1911.
- 422 - Méditerranée, CA, 29/11/1906.
- 423 - Ibid., CA, 16/4/1907.
- 424 - Saint-Louis, CA, 21/11/1907.
- 425 - Ibid., CA, 8/8/1907.
- 426 - Méditerranée, CA, 31/10/1907 ; Saint-Louis, AG, 30/3/1909.
- 427 - Moniteur officiel du Commerce, 27/12/1900, 11/7/1901 et 4/9/1902. CC Marseille, Rabat, 31/8/1903, Notes sur l'importation des sucres.
- 428 - Ibid., 2/3/1905.
- 429 - Ibid., 30/8/1900 et 6/9/1902.
- 430 - CC Marseille, Paris, 9/3/1904.

- 431 - CC Marseille, Paris, 1/7/1904, Le Mouvement des sucres à Tanger en 1902.
- 432 - Ibid., Paris, 1/2/1904, Le mouvement des sucres à Larache en 1902.
- 433 - Ibid., Mogador, 11/8/1903, Le mouvement des sucres à Mogador en 1901 et 1902.
- 434 - Ibid., Saint-Louis, 7/3/1901.
- 435 - Moniteur officiel du Commerce, 28/5/1904.
- 436 - Chantenay, Paret à P. Hebert, 12/8/1898, La fabrication des petits pains coûtait cher car il fallait du matériel et davantage de main-d'oeuvre.
- 437 - AN F 12 7148, Fez, 7/2/1899, Les ventes de sucre à Fez (du 1/1/1898 au 1/2/1899)

	Quantités (kg)	Valeur (F)	Prix (F) par 100 kg	Qualité
Méditerranée	1.604.000	584.064	41,50	supérieure
Saint-Louis	1.420.000	587.170	-	-
Chantenay	<u>1.460.000</u>	550.800	39,50	bonne
	4.264.000			///
Anvers	844.200	425.017	38,50	médiocre

- 438 - Chantenay, Paret à MM. les Administrateurs, 5/5/1903.
- 439 - Moniteur officiel du Commerce, 4/9/1902.
- 440 - P. POIDEVIN, op. cit., p. 405.
- 441 - P. GUILLEN, op. cit., p. 379.
- 442 - S.I.C., 24/3/1908.
- 443 - Moniteur officiel du Commerce, 13/7/1907 ; R.C. n° 840, Mouvement commercial et maritime de Safi pour 1907 et 1908.
- 444 - R.C., n° 751, Le commerce de Mogador en 1906.
- 445 - Ibid., n° 724, Le mouvement commercial de Mazagan en 1907 ; n° 813, Le mouvement commercial en 1908.
- 446 - Valeur des sucres importés (F)

	Total	France	Allemagne	Autriche
1907	11.196.176	9.806.232	151.937	122.569
1908	15.593.662	13.438.200	370.768	433.909
1909	18.588.174	13.835.660	2.187.025	1.577.265
1910	18.562.465	12.473.499	3.790.641	1.158.560
1911	22.295.667	14.376.064	3.960.293	2.495.511
1912	29.328.472	19.333.990	4.326.225	2.577.768
1913	37.657.627	25.547.945	5.351.639	3.210.910

Valeur par port en 1913 (F)

	France	Allemagne	Autriche
Tétouan	47.099	281.563	5.841
Tanger	534.681	111.909	541.911
Larache	3.316.420	690.105	872.780
Kénitra	42.769	-	
Rabat	2.491.181	408.987	89.568
Casablanca	12.982.732	214.424	327.817
Mazagan	1.464.172	544.875	504.311

	Safi	949.866	2.388.676	862.572
	Mogador	3.719.045	509.603	6.610
447 -	R. POIDEVIN, Les relations économiques, op. cit., p. 650.			
448 -	CC Marseille, Paris, 21/12/1911.			
449 -	Ibid., P. Desbief, 3/2/1912.			
450 -	Saint-Louis, CA, 28/12/1911.			
451 -	CC Marseille, P. Desbief, 9/2/1912. Recueil consulaire belge de 1911, tome 153, 3e livraison.			
452 -	R.C., n° 886, Exportation, importation et navigation de Mazagan en 1909 ; ibid., n° 1088, Mazagan (1913).			
453 -	Moniteur officiel du Commerce, 18/3/1909.			
454 -	Chantenay, Meeus à Lemesle, 27/9/1912.			
455 -	Ibid., Meeus à Lemesle, 13/12 et 28/12/1912 ; Meeus à Lemesle, 7/1/1913.			
456 -	Ibid., Meeus à Lemesle, 25/4/1913.			
457 -	Méditerranée, CA, 26/12/1912.			
458 -	Ibid., 30/9/1912, Les acheteurs du Maroc payaient des prix plus élevés que les autres.			
459 -	AN F 12 7263, La situation économique du Maroc, 1908-1909.			
460 -	AN 65 AQ R 308, Sucreries et Raffinerie du Maroc, S.I.C., 5/3/1912, L'initiative venait de la Banque de l'Afrique Française.			
461 -	Méditerranée, CA, 16/5/1914 et Saint-Louis, CA, 28/5/1914.			
462 -	Saint-Louis, AG, 27/3/1913, P. Desbief avait déjà vendu 40.000 tonnes de pains à livrer en 1913.			
463 -	Saint-Louis, CA, 25/6/1914.			
464 -	Ibid., CA, 27/8/1914.			
465 -	Saint-Louis, AG, 30/3/1916 et 24/3/1917.			
466 -	Ibid., CA, 26/11/1914.			
467 -	Ibid., CA, 27/5/1915.			
468 -	Méditerranée, CA, 8/2 et 23/3/1915 ; AG, 30/3/1916 ; CA, 24/8/1916 et AG, 24/3/1917.			
469 -	Ibid., CA, 8/9/1914.			
470 -	Ibid., AG, 30/3/1916.			
471 -	Ibid., AG, 27/3/1919.			
472 -	Ibid., CA, 31/10/1919.			
473 -	Ibid., AG, 12/3/1868, L. Deonna justifiait la faiblesse des amortissements par l'importance des dépenses d'investissement financées par le compte d'entretien.			
474 -	Ibid., AG, 14/3/1867, L. Massot affirmait que les bénéfices considérables faits en 1866 provenaient en partie de ce mode de calcul.			
475 -	Ibid., CA, 19/12/1868 et 18/1/1869.			
476 -	Ibid., CA, 25/3/1872.			
477 -	Ibid., CA, 18/2/1869.			

- 478 - Ibid., CA, 5/5/1869.
 479 - Ibid., CA, 7/12/1869.
 480 - Méditerranée, CA, 10/2/1871.
 481 - Ibid., CA, 11/3/1872.
 482 - Ibid., AG, 25/3/1879.
 483 - Saint-Louis, CA, 20/11/1878 et a.s.p.p., 1/2/1878, Vente du stock.
 484 - Ibid., AG, 31/3/1874.
 485 - Ibid., AG, 31/1/1877.
 486 - Ibid., AG des 28/3/1895, 25/3/1896, 29/3/1897, 24/3/1898.

487 -	Travaux neufs et entretien	Réserve pour travaux neufs et amortisse- ments	Provision pour impôts
1913	131.674	1.200.000 F	-
1914	366.810	-	-
1915	486.808	2.038.286 F	-
1916	483.980	1.000.000 F	-
1917	783.110	-	3.810.963 F
1918	72.238	1.000.000 F	3.300.000 F
1919	152.141	1.948.943 F	5.700.000 F

- 488 - Saint-Louis, AG, 27/3/1919.
 489 - A La Méditerranée, dès 1915, on ne pensait qu'à la fin de la guerre et à la baisse de valeur des stocks qu'elle risquait de provoquer et jusqu'en 1918 on a vécu avec cette crainte. Pour conjurer ce danger, le conseil d'administration a donc fait subir d'importantes réductions de prix aux approvisionnements. On constituait ainsi une réserve indispensable pour parer aux effets d'une baisse que l'on considérait comme "inévitabile". Ce système n'a pas été accepté par la commission instituée pour l'établissement de l'impôt de guerre qui a donné aux stocks les cours du jour de l'inventaire. C'est ainsi que le fisc a exigé pour 1914-1915 (17 mois) la somme qualifiée d'énorme de 1.800.977 F (cf Méditerranée, CA, 25/10/1916 et AG, 30/3/1916, 29/3/1917, 21/3/1918 et 27/3/1919).
 490 - C'est la méthode utilisée par J. Bouvier, F. Furet, M. Gillet in Le mouvement du profit en France au XIXe siècle, pp. 20-21.
 491 - Banque de France, Direction générale des études et du crédit, Industrie du sucre, pp. 51-52.
 492 - Pour Chantenay, on a calculé le coefficient de liquidité, c'est-à-dire le rapport entre les dettes à court terme et le fonds de roulement (cf tableau n° 16). En dessous de 100, les firmes sont gravement menacées et l'on sait à quelles difficultés Chantenay a dû faire face avant la guerre (cf Chapitre VII).
 493 - La rotation des actifs de roulement (rapport du chiffre d'affaires sur les fonds de roulement) présente un grand intérêt pour comparer la gestion. Pour Saint-Louis on a des coefficients de 3 à 4. La rotation est donc assez rapide.
 494 - J. Bouvier, F. Furet, M. Gillet, op. cit., p. 270.
 495 - Méditerranée, CA, 16/2/1867.
 496 - Saint-Louis, CA, 21/1/1869.
 497 - Ibid., CA, 14/2/1882.

- 498 - Ibid., AG, 26/3/1884.
- 499 - Ibid., CA, 7/3/1885.
- 500 - Ibid., CA, 16/8/1888.
- 501 - Ibid., CA, 10/2/1892.
- 502 - Ibid., AG, 29/3/1897.
- 503 - Ibid., CA, 21/9/1890.
- 504 - Ibid., CA, 21/2/1891.
- 505 - Ibid., CA, 10/2/1891.
- 506 - Ibid., CA, 20/3/1891.
- 507 - Méditerranée, AG, 20/3/1890.
- 508 - Ibid., CA, 11/12/1906.
- 509 - Ibid., AG, 20/3/1902.
- 510 - Ibid., AG, 26/3/1904.
- 511 - Ibid., CA, 17/9/1907.
- 512 - Ibid., AG, 30/3/1909.
- 513 - Saint-Louis, CA, 7/4/1868.
- 514 - Ibid., CA, 28/4 et 2/5/1868.
- 515 - Ibid., CA, 20/5/1868.
- 516 - Ibid., CA, 20/6 et 13/8/1868, On loua aussi la fabrique de noir de Roux et Bernabo ; *ibid.*, 24/12/1868.
- 517 - Saint-Louis, CA, 31.5 et 10/6/1869.
- 518 - Ibid., CA, 23/9/1869.
- 519 - Ibid., CA, 30/9/1869.
- 520 - Ibid., CA, 12/10/1869, De juin à octobre 2 1/4 %.
- 521 - Ibid., CA, 30/10/1869.
- 522 - Ibid., CA, 19/1/1871.
- 523 - Ibid., CA, 20/7/1871.
- 524 - Ibid., CA, 19/1/1871.
- 525 - Brevet n° 100.432, 23/9/1874 et n° 108.540, 28/6/1875.
- 526 - Saint-Louis, CA, 3/12/1874 et 29/12/1875, Il avait dirigé l'usine de Bourdon près de Clermont-Ferrand.
- 527 - Ibid., CA, 21/1 et 3/8/1876.
- 528 - Ibid., CA, 6/9/1876.
- 529 - Ibid., CA, 14/6/1877.
- 530 - Brevet n° 122.726, 10/7/1877.
- 531 - Saint-Louis, CA, 19/1/1871.
- 532 - Ibid., CA, 29/11/1880.
- 533 - Ibid., CA, 5/9/1881.
- 534 - Ibid., CA, 18/1/1882.
- 535 - Ibid., CA, 23/2/1884.

- 536 - Ibid., CA, 18/1/1882.
 537 - Ibid., CA, 26/5/1882.
 538 - Ibid., CA, 18/9/1882.
 539 - Ibid., CA, 23/2/1884.
 540 - Ibid., CA, 20/5/1883, L'état défectueux des générateurs entraînait une déperdition de force et l'accroissement des dépenses de charbon. (ils avaient plus de 25 ans).
 541 - Ibid., CA, 18/9/1882.
 542 - Ibid., CA, 6/9/1884 ; Sémaphore, 6/9/1884, Le feu s'était propagé à cause des planchers en bois qui dataient de 1857.
 543 - Ibid., CA, 6/10/1884.
 544 - Ibid., CA, 9/12/1884.
 545 - Ibid., CA, 26/3/1885.
 546 - Ibid., CA, 28/3/1885.
 547 - AN F 12 8572, D.L.H., Maurice Desbief.
 548 - Saint-Louis, CA, 6 et 22/5/1886.
 549 - Ibid., CA, 14/4/1887.
 550 - Ibid., CA, 26/5/1887.
 551 - Brevet n° 194.460 du 30/11/1888.
 552 - Saint-Louis, CA, 14/6/1890.

553 - Les caractéristiques de ce sucre étaient les suivantes :

sucre cristallisable	96,76	Rendement au raffinage
glucose	$1,16 \times 2 = 2,32$	96,76
cendres	$0,38 \times 5 = 1,90$	- <u>4,22</u>
eau	0,75	92,54
matières organiques		+ 7,46 (mélasse)
inconnues	<u>0,97</u>	
	100,00	4,22
		100,00

Ce rendement était un maximum. Il supposait un travail sans fermentation et sans formation de sucre inverti impropre à la cristallisation d'où la nécessité d'un outillage en parfait état de marche et d'un personnel expérimenté - ce qui augmentait le prix de revient.

- 554 - Drôme, Isère, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Var, Vaucluse, Bouches-du-Rhône, Gard, Hérault, Ardèche, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme.
 555 - Saint-Louis, CA, 12/9/1891.
 556 - Ibid., CA, 19/9/1890.
 557 - Ibid., CA, 8/3/1894.
 558 - Ibid., CA, 30/12/1891.
 559 - Ibid., CA, 11/12/1893.
 560 - Ibid., CA, 23/2/1893.
 561 - Ibid., CA, 5/8/1895.
 562 - Ibid., CA, 1/3/1897.

- 563 - Ibid., CA, 1/5/1897.
 564 - Ibid., AG, 29/3/1897.
 565 - Ibid., CA, 31/3/1898.
 566 - Ibid., CA, 4/7/1898.
 567 - Ibid., CA, 19/8/1898.
 568 - Ibid., AG, 23/3/1902, Nombre d'ouvriers et ancienneté :

Hommes (1060)		Femmes (326)	
56 %	5 à 38 ans	60 %	5 à 27 ans
5 %	4 -	8 %	4 -
9 %	3 -	5 %	3 -

- 569 - Ibid., AG, 26/3/1903.
 570 - Ibid., CA, 15/2/1898 et 16/2/1901.
 571 - Ibid., CA, 9/8/1900.
 572 - Ibid., CA, 2/2/1905.
 573 - Ibid., AG, 26/3/1908 ; CA, 8 et 30/5/1907 et 8/8/1907.
 574 - Ibid., AG, 22/5/1910.
 575 - Ibid., AG, 16/3/1911.
 576 - Ibid., CA, 29/8/1910.
 577 - Ibid., CA, 1/2/1910.
 578 - Ibid., AG, 26/3/1900.
 579 - Ibid., AG, 28/3/1901.
 580 - Ibid., CA, 4/7/1901.
 581 - Ibid., AG, 26/3/1903.
 582 - Ibid., CA, 31/7/1902.
 583 - Ibid., AG, 26/3/1903.
 584 - Ibid., CA, 7/12/1905.
 585 - Ibid., CA, 20/9/1906.
 586 - Ibid., AG, 30/3/1909.
 587 - Ibid., AG, 16/3/1911.
 588 - Ibid., CA, 29/7/1909, Le coût était de 150.000 F et l'économie de 30.000 F par an.
 589 - Ibid., AG, 27/3/1914.
 590 - Ibid., CA, 29/5/1913.
 591 - Ibid., AG extraord., 29/6/1920 ; ibid., CA, 27/8/1914 et 24/6/1915.
 592 - Ibid., CA, 29/10 et 30/12/1914.
 593 - Ibid., AG extraord., 24/3/1917 et AG, 25/3/1920 ; ibid., CA, 31/8/1916.
 594 - Ibid., AG, 17/3/1920.
 595 - Ibid., CA, 26/8/1915.
 596 - Ibid., CA, 24/2/1916.
 597 - Ibid., CA, 29/6/1916.

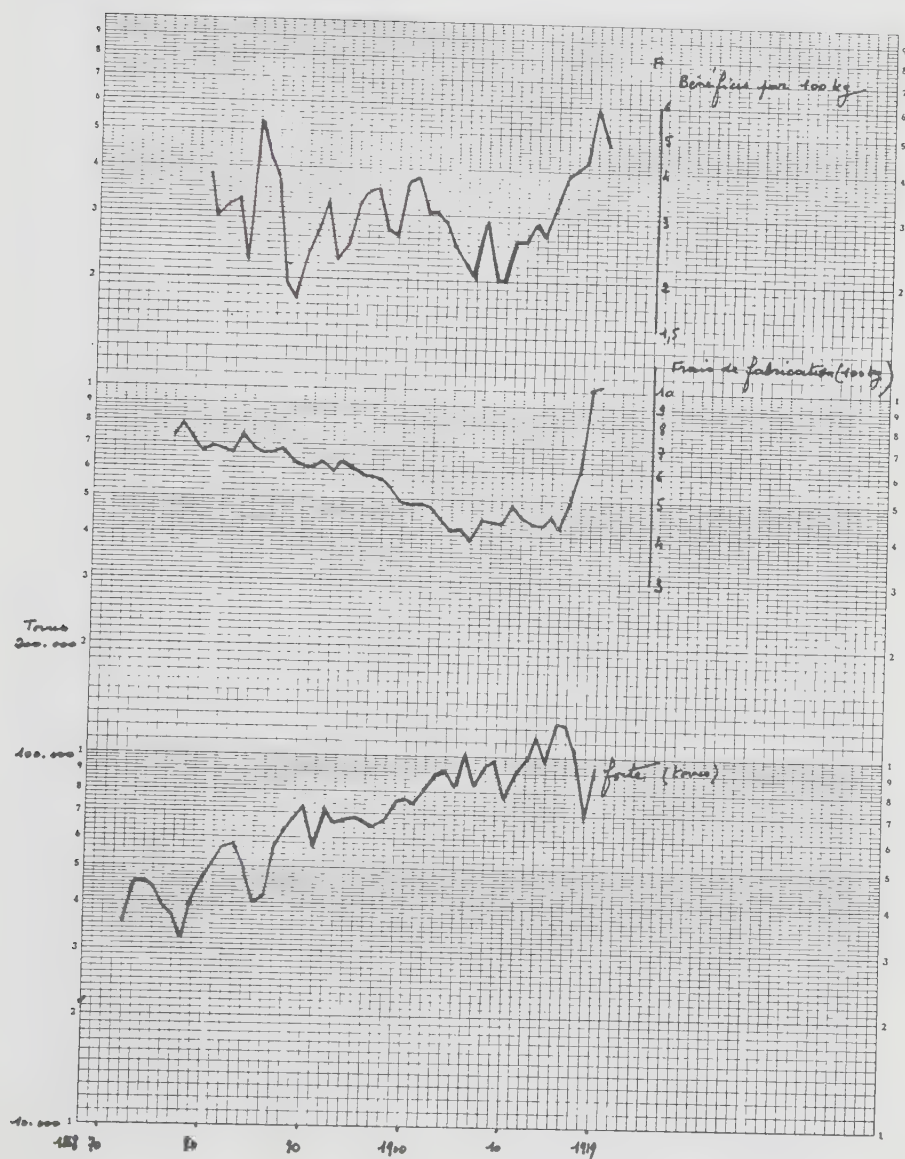
- 598 - L'utilisation de sucres de mauvaise qualité comme les roux de Cuba obligea Saint-Louis à se procurer des turbines Weston particulièrement bien adaptées à l'épuration des sucres bruts.
- 599 - Méditerranée, AG, 13/3/1867.
- 600 - Ibid., AG, 29/3/1873.
- 601 - Ibid., CA, 23/5/1873, Des contacts ont été pris avec la raffinerie Sommier qui utilisait ce système.
- 602 - Ibid., CA, 21/6/1873.
- 603 - Ibid., CA, 29/7/1874.
- 604 - Ibid., CA, 18/12/1874.
- 605 - Ibid., CA, 18/6 et 17/8/1876.
- 606 - Ibid., CA, 7/10/1878.
- 607 - Ibid., AG, 21/3/1878.
- 608 - Ibid., CA, 19/8/1881.
- 609 - Ibid., CA, 9 et 30/9/1881.
- 610 - Ibid., CA, 17/3/1882.
- 611 - Ibid., CA, 23/6/1882.
- 612 - Ibid., AG, 29/3/1883.
- 613 - Ibid., CA, 9 et 25/5/1883.
- 614 - Ibid., CA, 9/11/1883.
- 615 - Ibid., AG, 21/3/1885.
- 616 - Ibid., CA, 2/1/1885.
- 617 - Ibid., CA, 23/9/1896 ; AG, 17/3/1887 et 28/3/1888, Coût des 2 générateurs : 100.000 F.
- 618 - Ibid., CA, 13/3/1887.
- 619 - Ibid., CA, 23/2/1887.
- 620 - Ibid., CA, 31/12/1888.
- 621 - Ibid., CA, 30/5/1890.
- 622 - Ibid., CA, 22/7/1890.
- 623 - Ibid., CA, 30/5/1890.
- 624 - Ibid., CA, 15/1 et 23/4/1891.
- 625 - Ibid., CA, 19/1/1892.
- 626 - Ibid., CA, 17/3/1894 ; AG, 21/3/1895.
- 627 - Ibid., CA, 20/3/1890.
- 628 - Ibid., AG, 19/3/1891.
- 629 - Ibid., CA, 1/3/1895.
- 630 - Ibid., AG, 18/3/1897.
- 631 - Ibid., CA, 1/3/1898 et AG, 24/4/1898.
- 632 - Ibid., AG, 21/3/1901.
- 633 - Ibid., CA, 20/10/1900.
- 634 - Ibid., CA, 19/12/1900.

- 635 - Ibid., CA, 12/5/1903.
- 636 - Ibid., CA, 27/10/1903.
- 637 - Ibid., CA, 24/1/1901.
- 638 - Ibid., CA, 18/7/1901.
- 639 - Ibid., CA, 18/7/1901.
- 640 - Ibid., CA, 7/5/1902.
- 641 - Ibid., 26/8/1902.
- 642 - Ibid., CA, 27/10/1903.
- 643 - Ibid., CA, 24/11/1903.
- 644 - Ibid., CA, 18/8/1904.
- 645 - Ibid., CA, 7/9/1905.
- 646 - Ibid., CA, 20/3/1907.
- 647 - Ibid., AG, 26/3/1908.
- 648 - Ibid., CA, 18/4/1908.
- 649 - Ibid., CA, 30/3/1909.
- 650 - Ibid., CA, 29/4/1909.
- 651 - Ibid., CA, 25/10/1909.
- 652 - Ibid., CA, 10/12/1909.
- 653 - Ibid., CA, 26/1/1910.
- 654 - Ibid., CA, 26/1/1910, En effet la présence de trop grandes quantités d'incrystallisable dans les sirops de claire à cuire empêchait de les alcaliniser suffisamment pour les défendre contre l'inversion à cause de la couleur donnée par la chaux ou la soude lorsqu'elles se combinent avec le glucose - couleur que le clairage ne pouvait faire disparaître.
- 655 - Ibid., CA, 16/7/1910.
- 656 - Ibid., CA, 12/12/1910.
- 657 - Ibid., CA, 11/1/1911.
- 658 - Ibid., 19/10/1911.
- 659 - Ibid., CA, 19/12/1911.
- 660 - Ibid., CA, 26/2/1912, En 1907 ils étaient encore de 8 F par 100 kg.
- 661 - Ibid., CA, 24/5/1912.
- 662 - Ibid., CA, 23/3/1912.
- 663 - Ibid., CA, 25/5/1912.
- 664 - Ibid., CA, 7/6/1912.
- 665 - Ibid., CA, 30/9/1912.
- 666 - Ibid., CA, 21/3 et 12/4/1913.
- 667 - Ibid., CA, 23/1/1913.
- 668 - Ibid., CA, 8/9/1913.
- 669 - Ibid., CA, 30/10/1913.
- 670 - Ibid., CA, 17/12/1913 - AG, 26/3/1914.

- 671 - Ibid., CA, 26/8/1902.
- 672 - Ibid., CA, 28/11/1903.
- 673 - Ibid., CA, 24/3/1904.
- 674 - Ibid., CA, 17/12/1903.
- 675 - Ibid., CA, 23/3/1905.
- 676 - Ibid., 27/4/1907 et AG, 26/3/1908.
- 677 - Ibid., CA, 11/5/1907.
- 678 - Ibid., CA, 25/6/1907.
- 679 - Ibid., CA, 17/9/1907.
- 680 - Ibid., AG, 30/3/1909.
- 681 - Ibid., CA, 26/5/1908.
- 682 - Ibid., CA, 13/6/1908.
- 683 - Ibid., CA, 17 et 27/7/1908.
- 684 - Ibid., CA, 12/8/1908.
- 685 - Ibid., AG, 30/3/1909 et CA, 29/10/1908.
- 686 - Ibid., CA, 29/4/1909.
- 687 - Ibid., CA, 25/6/1909.
- 688 - Ibid., CA, 16/9/1908.
- 689 - Ibid., CA, 30/3/1909 et AG, 22/3/1910.
- 690 - Ibid., AG, 22/3/1910 et AG, 27/3/1911.
- 691 - Ibid., CA, 4/5/1910.
- 692 - Ibid., CA, 9/5 et 10/5/1910.
- 693 - Ibid., CA, 15/9/1910.
- 694 - Ibid., CA, 18/7/1910.
- 695 - Ibid., CA, 18/7 et 12/12/1910.
- 696 - Ibid., AG, 25/3/1915.
- 697 - Ibid., CA, 25/3/1915 et AG, 30/3/1916.
- 698 - Ibid., CA, 17/1/1916.
- 699 - Ibid., AG, 29/3/1917.
- 700 - Ibid., CA, 11/12/1916 ; Dépenses 316.000 F, économie 56.000 F.
- 701 - Ibid., AG, 2/3/1918 et 27/3/1919.
- 702 - Ibid., CA, 3/12/1918 et 7/1/1919, Coût 473.750 F.

GRAPHIQUE N° 17

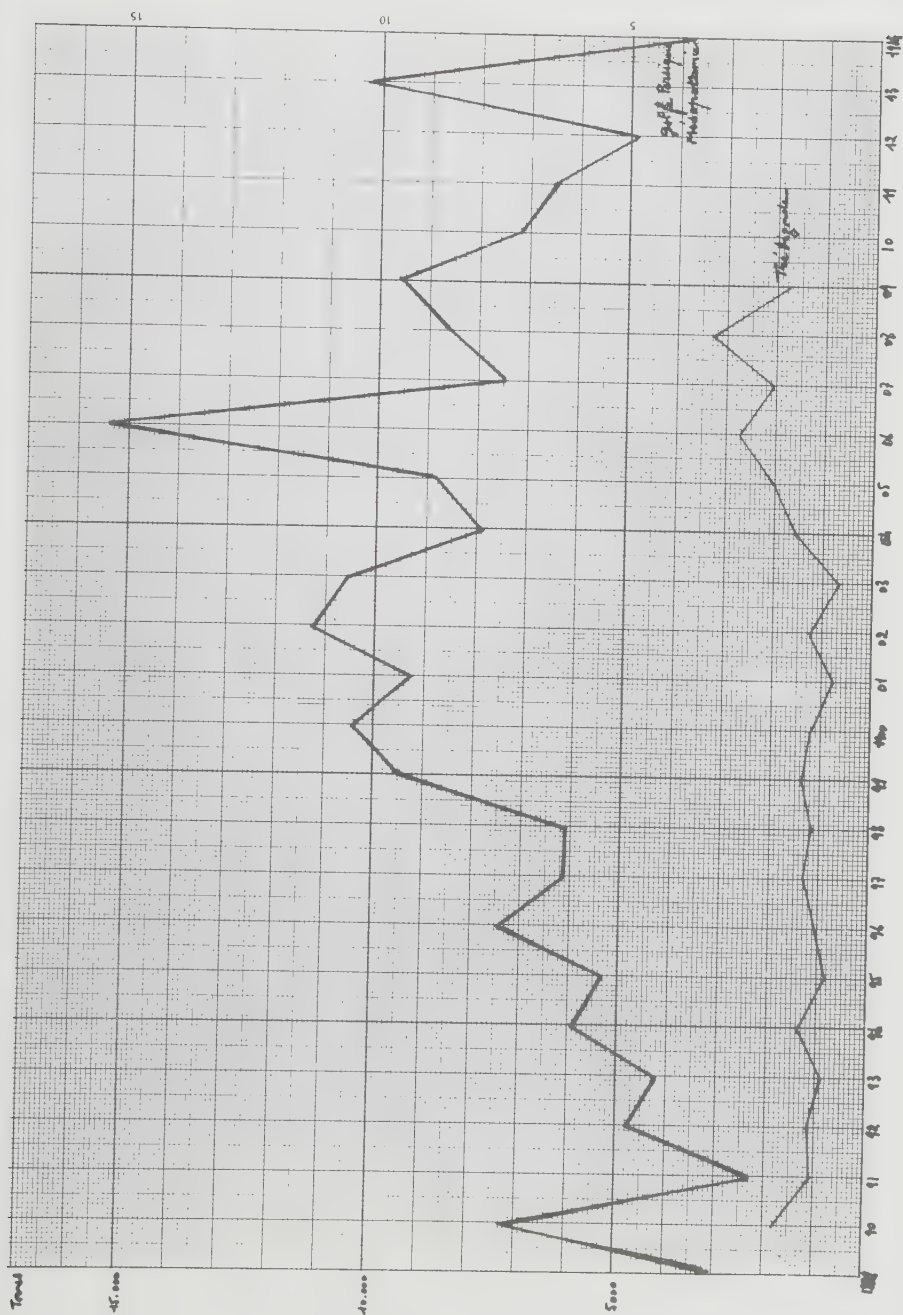
Fonte , frais de fabrication et bénéfices par 100 kg
des Raffineries de Saint-Louis



Principaux débouchés des raffineries de Marseille (1865 - 1919)

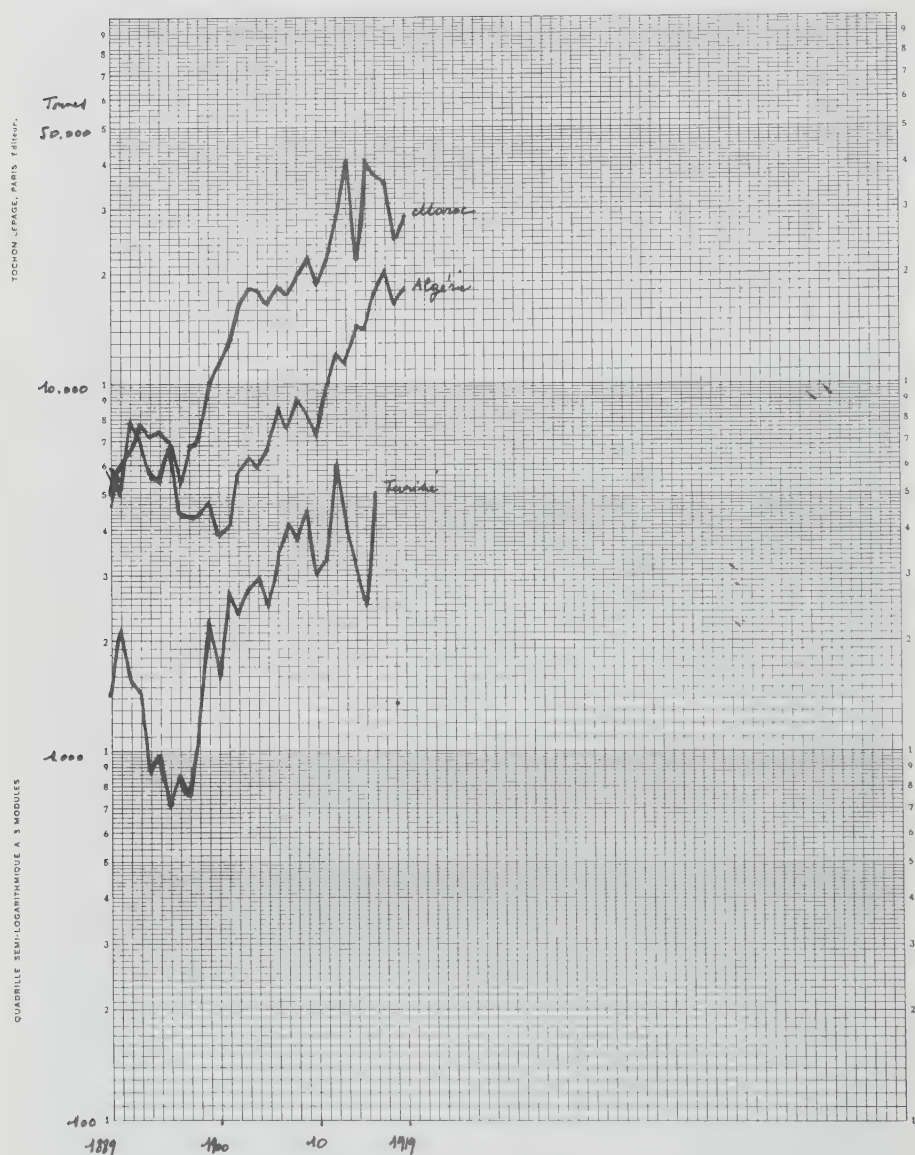


Raffinés vendus par les Raffineries de Saint-Louis
dans le Golfe Persique et à Trébizonde

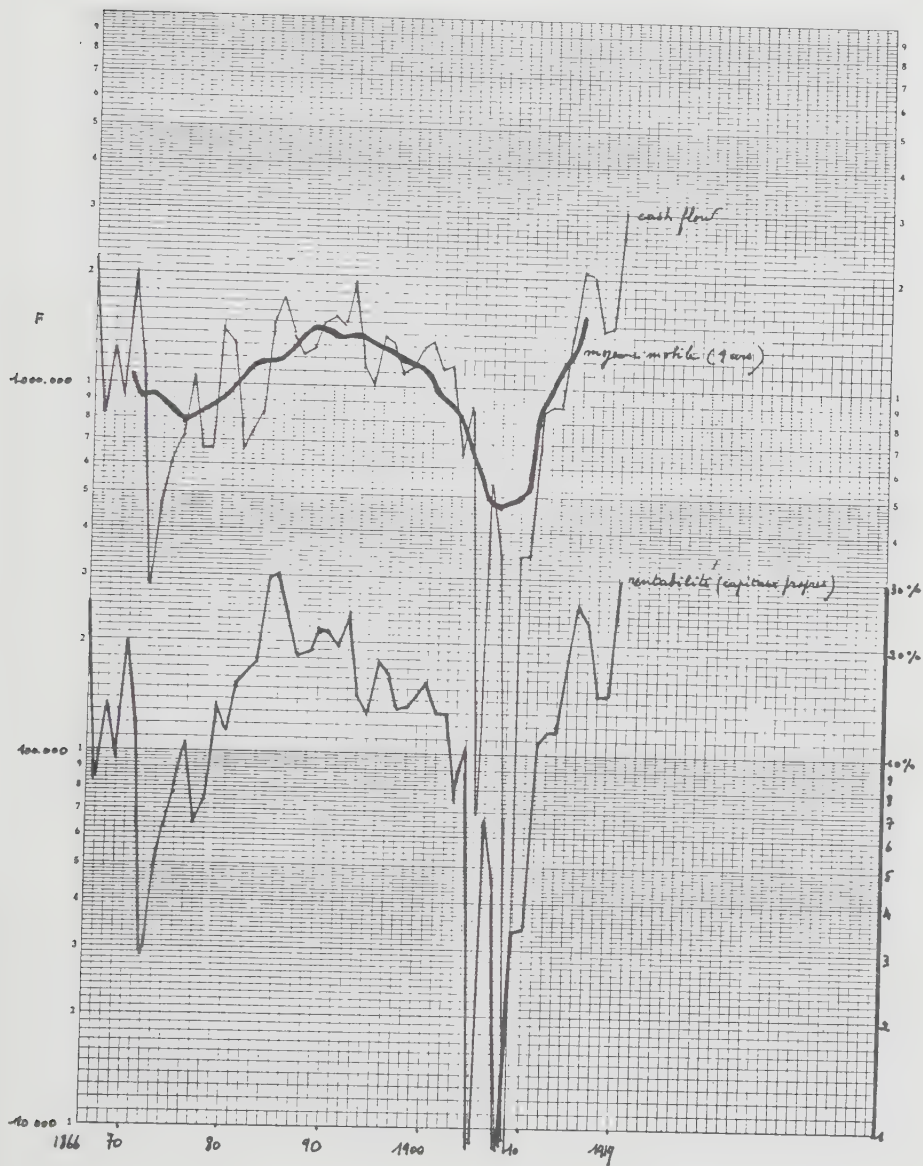


GRAPHIQUE N° 20

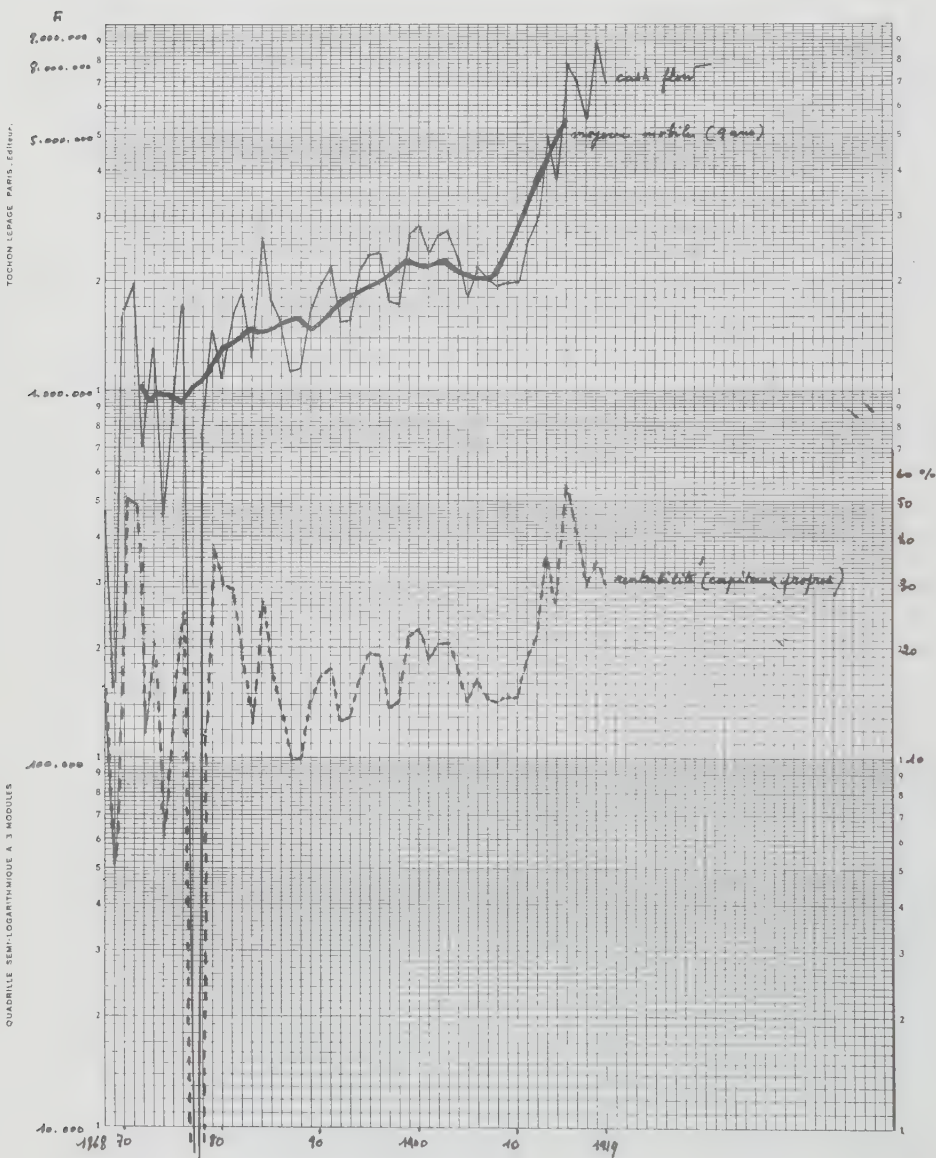
Raffinés vendus par les Raffineries de Saint-Louis dans le Maghreb



Rentabilité des Raffineries de la Méditerranée (1866 - 1919)

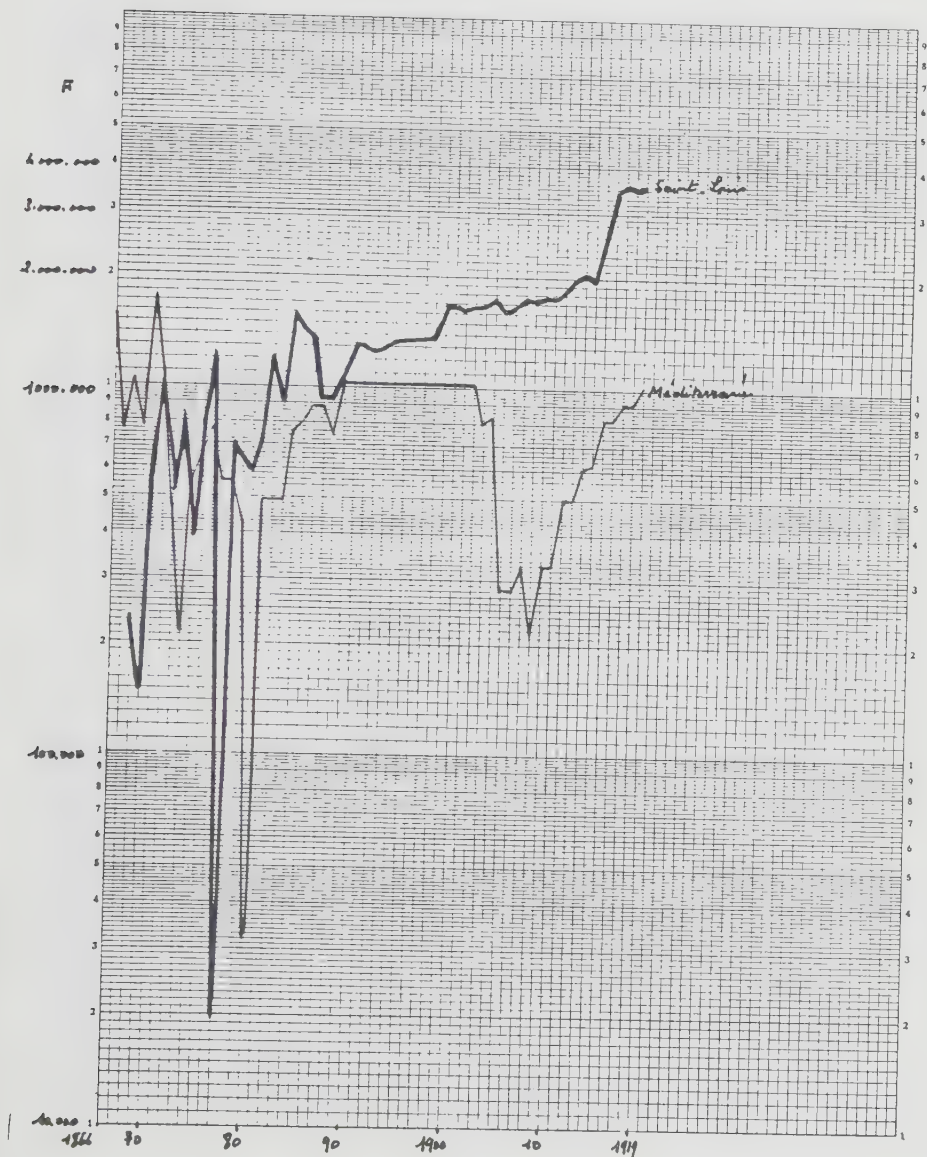


Rentabilité des Raffineries de Saint-Louis (1868 - 1919)

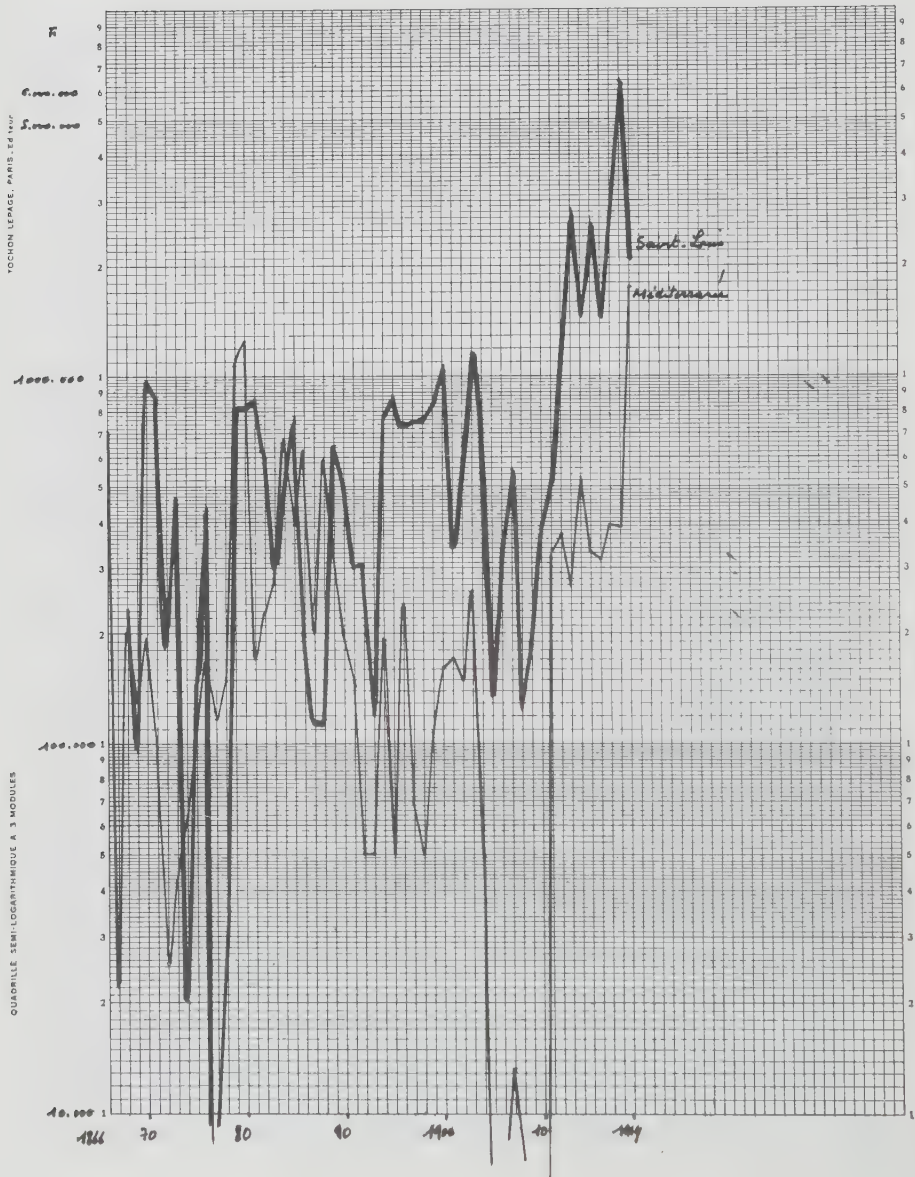


GRAPHIQUE N° 25

Bénéfice distribué des Raffineries de la Méditerranée
et des Raffineries de Saint-Louis

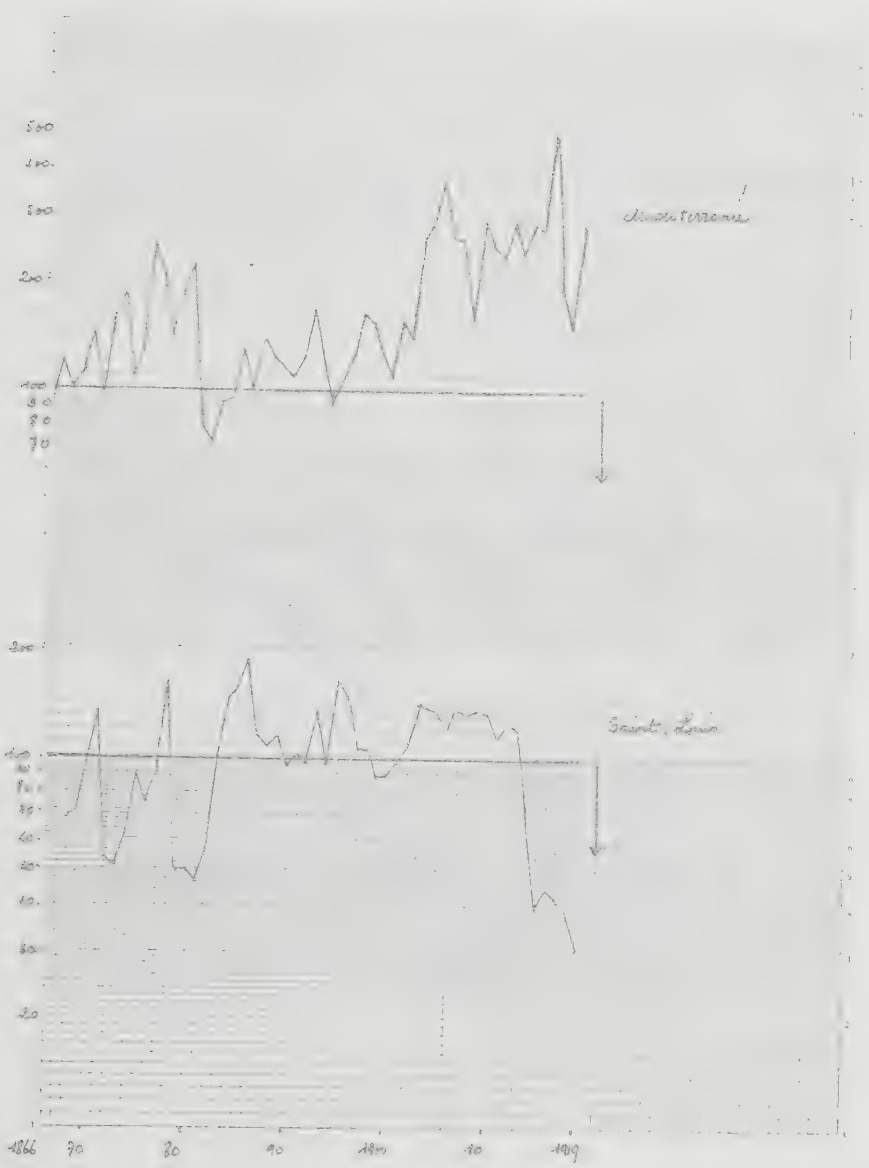


Autofinancement des Raffineries de la Méditerranée
et des Raffineries de Saint-Louis

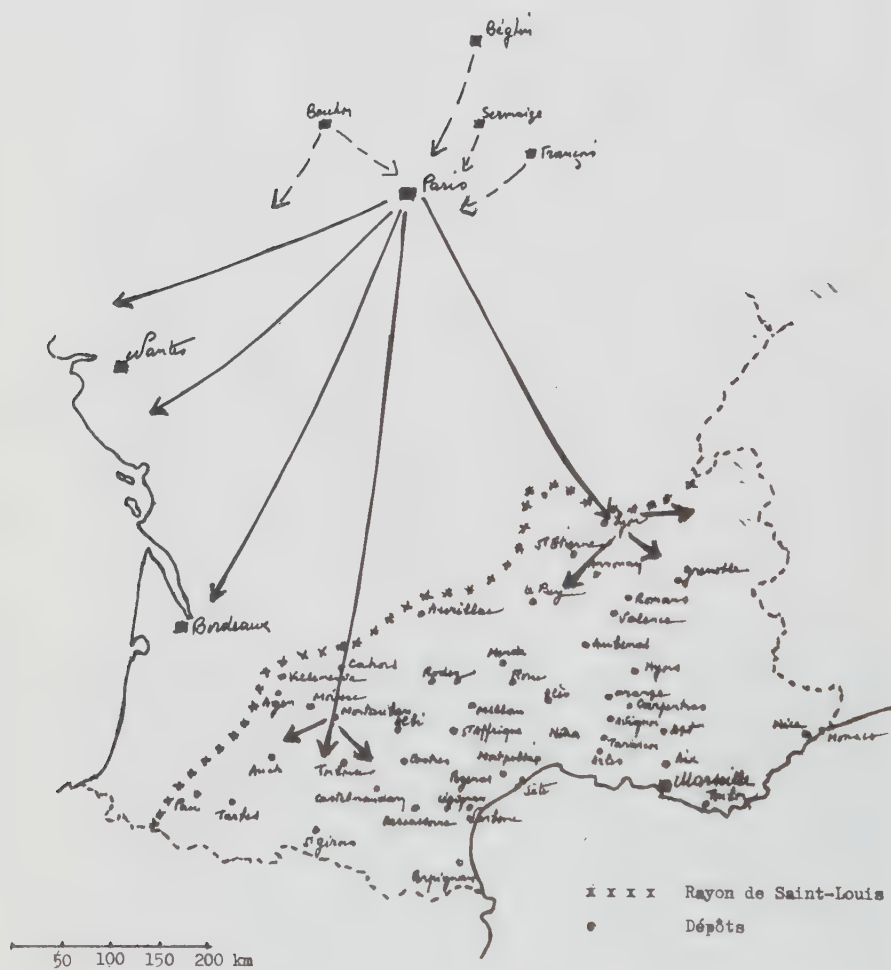


1866 1870 1880 1890 1900

Coefficient d'exploitation des raffineries de sucre



DEPOTS de SAINT-LOUIS en 1913



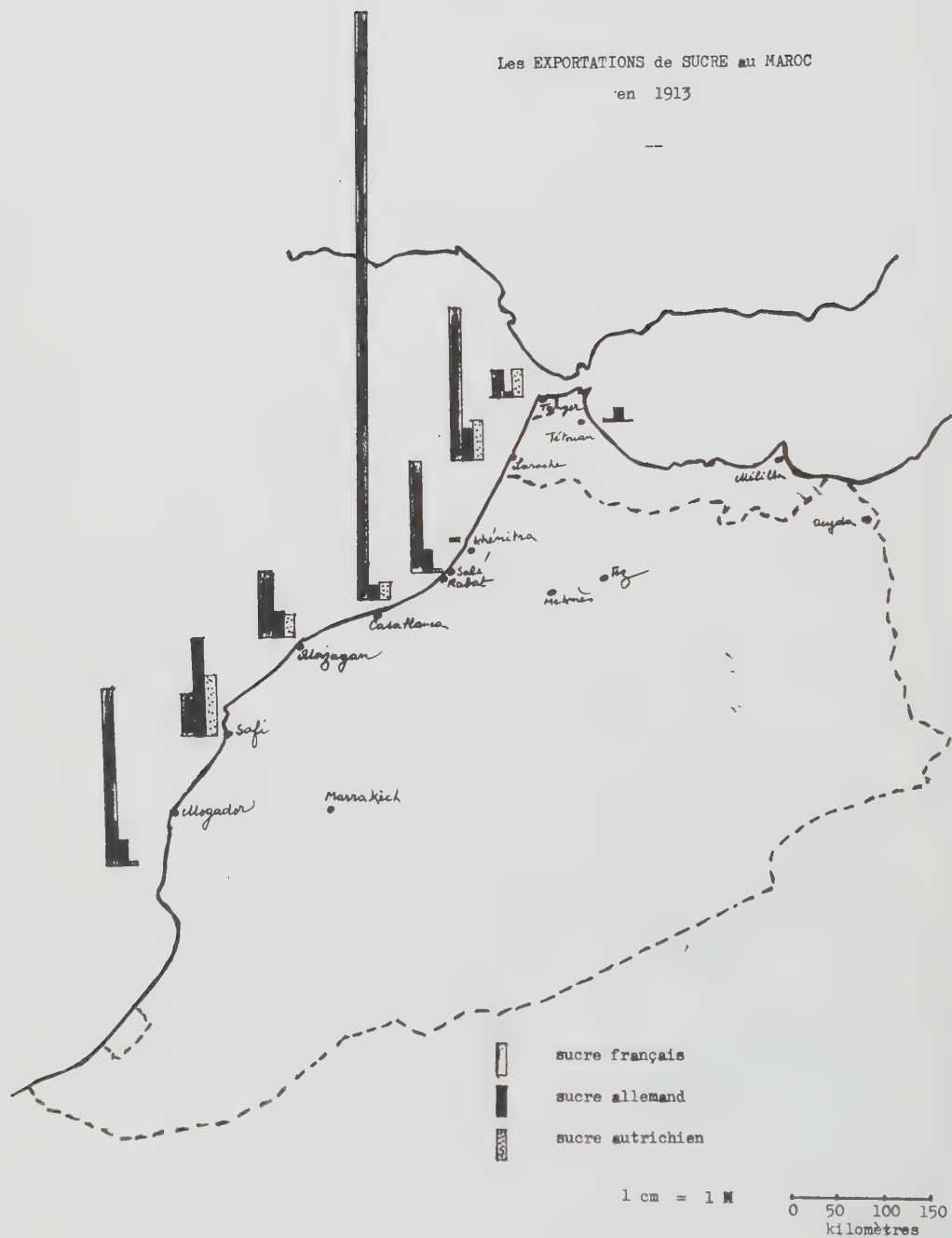
+++++
voie ferrée Poti-Bakou

----->
les routes du sucre



Le SUCRE MARSEILLAIS en ORIENT

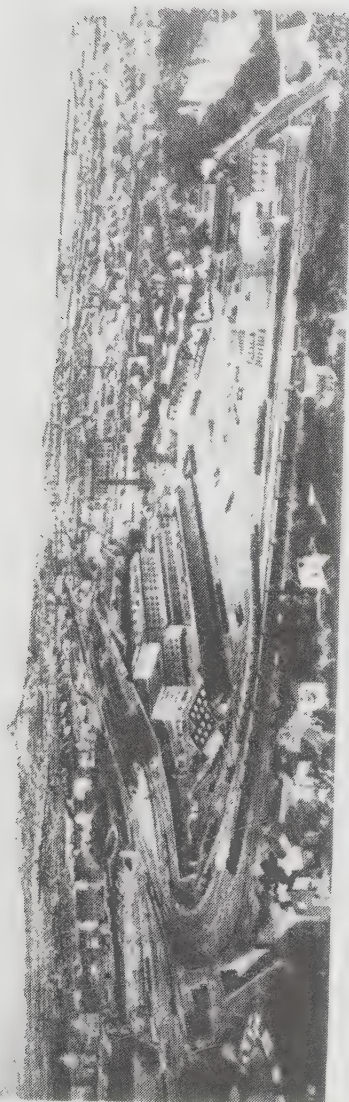
Les EXPORTATIONS de SUCRE au MAROC
en 1913





USINE SAINT-LOUIS





ESPLANADE SAINT-CHARLES

SAINT-LOUIS (Sucreries)

Tableau n° 25 : PRIX PAYES AUX CULTIVATEURS POUR DE LA BETTERAVE A 7°
DE DENSITE ET TONNAGE TRAVAILLE (tonnes)

Campagnes	Prix (F)	L'Ardoise	Orange
1890-1891	22	11,032	-
1891-1892	22	24,519	-
1892-1893	22	30,760	-
1893-1894	22	13,854	-
1894-1895	23	12,555	5,200
1895-1896	25	19,185	16,630
1896-1897	25	18,272	26,228
1897-1898	23	25,052	42,813
1898-1899	23	-	18,561
1899-1900	25	-	25,270
1900-1901	25	-	55,515
1901-1902	25	26,818	52,782
1902-1903	23	-	36,622
1903-1904	20	-	24,159
1904-1905	22	-	17,532
1905-1906	25	-	40,117
1906-1907	25	-	16,331
1907-1908	25	-	27,892
1908-1909	25	-	40,671
1909-1910	25	-	43,465
1910-1911	25	-	35,052
1911-1912	25	-	32,784
1912-1913	25	-	20,929
1913-1914	25	-	23,587
1914-1915	25	-	34,243
1915-1916	25	-	15,530
1916-1917	40	-	28,580
1917-1918	48	-	25,456
1918-1919	71	-	29,290

Source : Orange, Statistiques ; En 1914-1915 et 1915-1916, il y a eu une bonification de 5 F par tonne pour cause de guerre et à partir de 1916-1917, l'achat de la betterave s'est fait au poids sans conditions de densité.

PART D'ORANGE DANS LES RESULTATS DE SAINT-LOUIS (F)

		%			%
1908	110.272	5,70	1914	728.526	19,35
1909	81.090	4,07	1915	1.535.992	19,52
1910	341.506	17,09	1916	1.296.425	18,75
1911	396.062	15,79	1917	936.458	16,89
1912	32.943	1,10	1918	951.941	10,75
1913	?		1919	479.405	6,86

Source : Saint-Louis, Livres de contrôle.

SAINT-LOUIS (Sucreries)

Tableau n° 26

a - PRODUCTION DE SUCRE

Campagnes	Sucre en sacs (tonnes)	Blanc	Roux	Rendement en sucre % de betteraves
1895-1896	2.759			10,809
1896-1897	2.843			10,736
1897-1898	4.976			11,419
1898-1899	2.219			11,848
1899-1900	2.720			10,618
1900-1901	5.966			10,497
1901-1902	6.376	50,02	44,98	12,038
1902-1903	4.606	58,13	41,87	12,404
1903-1904	3.050	94,28	5,72	12,569
1904-1905	1.902	87,82	12,18	10,780
1905-1906	4.482	89,51	10,49	11,095
1906-1907	2.052	84,51	15,49	12,486
1907-1908	2.920	88,80	11,20	10,391
1908-1909	5.256	96,18	3,82	12,797
1909-1910	5.082	67,24	32,76	11,574
1910-1911	4.438	93,25	6,75	12,607
1911-1912	2.456	94,34	5,66	10,502
1912-1913	3.077	92,75	7,25	14,340
1913-1914	2.915	90,08	9,92	12,274
1914-1915	4.481	92,13	7,87	13,026
1915-1916	2.128	88,06	11,94	13,617
1916-1917	3.721	-	100	12,765
1917-1918	3.399	-	100	13,071
1918-1919	3.793	26,65	73,35	12,765

Source : Orange, Statistiques.

b - PRODUCTION DE MELASSE

Campagnes	Mélasses (tonnes)	Taux par 100 kg de betteraves
1901-1902	342	8,44
1902-1903	562	8,27
1903-1904	1.187	4,91
1904-1905	1.023	5,83
1905-1906	2.155	5,37
1906-1907	884	5,41
1907-1908	1.283	4,60
1908-1909	1.977	4,86
1909-1910	2.109	4,85
1910-1911	1.497	4,27
1911-1912	1.672	5,10
1912-1913	924	4,41
1913-1914	1.029	4,36
1914-1915	1.454	4,24
1915-1916	743	4,78
1916-1917	1.103	3,86
1917-1918	1.143	4,49
1918-1919	1.540	5,25

Source : Orange, Statistiques.

Tableau n° 27 : FONTE DES RAFFINERIES DE MARSEILLE (tonnes)

SAINT-LOUIS

1868	21.684	1895	68.630
-----	-----	1896	66.112
1872	35.161	1897	64.599
1873	45.545	1898	66.981
1874	45.904	1899	74.660
1875	44.230	1900	76.447
1876	39.954	1901	75.780
1877	37.319	1902	81.758
1878	32.687	1903	88.775
1879	39.207	1904	91.348
1880	47.669	1905	83.924
1881	51.372	1906	103.337
1882	56.283	1907	83.835
1883	56.610	1908	94.193
1884	50.422	1909	97.115
1885	40.220	1910	76.853
1886	42.257	1911	91.954
1887	56.574	1912	99.416
1888	63.944	1913	114.635
1889	67.263	1914	97.235
1890	72.339	1915	123.515
1891	66.324	1916	123.425
1892	72.637	1917	103.065
1893	66.367	1918	68.200
1894	67.908	1919	94.320

Source : Saint-Louis, Inventaires. (Le travail a commencé le 21/11/1867).

MEDITERRANEE

1865	42.134	1900	42.000
1867	37.162	-----	-----
1868	35.296	1903	39.337
-----	-----	1904	34.794
1874	35.580	1905	29.921
-----	-----	1906	36.300
1876	27.290	1907	33.846
1877	28.003	1908	29.947
-----	-----	1909	33.619
1880	28.342	1909-1910	26.302
1881	29.586	1910-1911	32.716
1882	32.594	1911-1912	32.614
1883	31.068	1912-1913	36.154
1884	32.644	1913-1914	35.984
1885	38.694	1914-1915	28.486
1886	41.475	1915-1916	24.006
1887	35.240		
1888	38.000		
1889	35.000		
-----	-----		

Source : Méditerranée, AG - S.R.F. (à partir de 1903).
(Le travail a commencé le 1/12/1865).

Tableau n° 28 : VENTES DES RAFFINERIES DE SAINT-LOUIS (tonnes)

	Raffinés	Exportation	%	Consommation.	%	Total des ventes
1880	38.776	19.931	51,50	19.044	48,50	46.677
1881	44.559	22.352	50,16	22.207	49,84	51.503
1882	49.947	25.856	51,76	24.091	48,24	54.916
1883	51.653	26.999	52,26	24.654	47,74	56.735
1884	45.998	22.156	48,16	23.842	51,84	50.434
1885	37.019	9.211	24,88	27.808	75,22	38.786
1886	39.521	13.736	34,75	25.784	65,25	41.547
1893	59.099	23.209	39,27	34.839	40,73	63.650
1894	60.321	26.516	43,95	33.804	56,05	64.589
1895	62.348	25.727	41,26	36.620	58,74	66.219
1896	59.146	24.236	40,97	34.910	59,03	65.770
1897	58.888	25.775	44,06	32.713	55,94	63.890
1898	61.221	25.764	42,08	35.457	57,92	66.831
1899	69.603	36.208	52,02	33.395	47,98	74.177
1900	69.868	36.352	52,02	33.516	47,98	75.483
1901		39.288		?		-
1902	78.204	45.420	58,07	32.784	41,93	-
1903	80.486	45.280	56,25	35.065	43,75	-
1904	89.223	46.223	51,80	43.305	48,20	-
1905	82.300	46.315	56,27	35.984	43,73	-
1907	68.136	37.831	55,52	30.305	44,48	-
1908	76.838	47.347	61,62	29.490	38,38	-
1911	64.449	36.985	57,38	27.463	42,62	-
1912	90.605	56.053	61,86	34.552	38,14	-
1913	100.453	72.388	72,06	28.065	27,94	-
1914	83.832	43.551		40.280		91.093 x
1915	92.267	54.893		37.276		104.602
1916						101.189
1917	51.936	31.622		20.314		100.216
1918	60.845	44.154		16.690		63.553
1919						86.352

Sources : Saint-Louis, CA (rapports du comité de direction de 1880 à 1900). Livres de contrôle. Dossiers de préparation des inventaires (à partir de 1907).

x - Y compris les sucres réquisitionnés.

Tableau n° 29 : VENTES DES RAFFINERIES DE LA MEDITERRANEE (tonnes)

	Exportation		Consommation		Bas-produit	Total des ventes (mélasse com- prise)
	Raffinés et bas-produits	%	Raffinés	%		
1874	25,984	83,77	5,031	16,23		
1875	25,897	83,22	5,251	16,78		
	Raffinés		Raffinés			
1876	20,293	78,04	5,710	21,96	1,286	
1877	16,600	71,83	6,509	28,17	4,876	
1878	19,406	75,08	6,438	24,92	6,348	
1879	17,600	74,67	6,360	25,33	6,390	
1880	13,700	63,42	7,900	36,58	5,440	
1881	14,186	60,52	9,254	39,48	3,587	
1882	16,757	63,63	9,575	46,37	4,807	
1883	16,433	63,99	9,244	46,01	4,160	
1884	16,927	64,00	9,521	46,00	3,907	31,953
1885	15,508	49,83	15,611	50,17	5,892	
1886	18,800	56,45	14,500	43,55	6,930	39,059
1887	11,300	40,25	16,770	59,75	6,800	34,116
Total des ventes de raffinés						
1888			29,500		7,300	
1889			26,600		6,650	

1891						36,440

Source : Méditerranée, AG.

Tableau n° 30 : PRINCIPAUX DEROUCHES DES RAFFINES MARSEILLAIS (tonnes)

Années	Italie	Turquie	Algérie	Maroc	Tunisie	Russie (tran- sit vers Perse)
1865	34,169	17,398	5,370			2,353
1866	27,682	14,483	5,183			2,524
1867	14,248	15,712	6,115			2,795
1868	13,539	14,659	5,560			1,663
1869	11,833	17,464	5,824		1,315	1,754
1870	11,843	12,761	6,804		909	1,883
1871	5,465	9,011	5,383		1,036	2,346
1872	11,635	13,476	6,164		1,319	3,452
1873	11,151	14,815	7,139		1,771	2,818
1874	13,406	17,188	7,134		2,105	5,011
1875	8,655	16,123	6,883		3,095	4,970
1876	7,591	9,547	6,745		2,886	5,926
1877	6,193	5,442	7,260		3,841	902
1878	1,581	7,908	7,021		3,740	4,324
1879	3,044	6,331	6,262		5,303	5,773
1880	429	4,463	8,531		3,320	4,751
1881	715	3,445	9,211		4,530	6,078
1882	423	4,686	9,914		4,737	7,282
1883	211	6,312	10,245		4,912	5,507

1884	10.163	11.281	2.240	463	
1885	6.359	7.198	3.974	448	
1886	12.388	6.409	5.632	622	
1887	6.920	9.171	6.358	1.119	
1888	11.517	11.043	6.842	1.521	Golfe Persique ^x
1889	8.835	9.890	7.918	1.426	
1890	11.810	7.292	9.015	2.512	
1891	5.864	10.647	10.670	1.800	
1892	10.500	11.569	12.924	1.752	
1893	8.184	10.133	10.327	1.131	
1894	8.417	9.340	12.347	1.592	
1895	8.854	11.684	12.116	999	2.197
1896	10.897	8.952	9.683	1.662	1.734
1897	11.468	7.972	11.029	2.801	2.695
1898	10.541	8.638	10.826	1.897	2.376
1899	10.193	9.616	13.271	2.954	3.196
1900	11.668	8.978	14.238	2.036	4.046
1901	8.375	8.703	19.616	3.597	4.116
1902	12.438	9.618	22.176	3.070	6.020
1903	8.145	9.917	24.828	3.520	6.523
1904	9.671	10.309	20.842	3.447	5.411
1905	8.645	11.276	21.798	2.954	4.089
1906	15.797	13.031	25.102	3.619	8.757
1907	7.337	13.820	23.343	4.606	4.373
1908	8.899	14.900	25.832	3.864	3.587
1909	7.861	15.845	28.887	4.701	6.474
1910	4.900	11.427	23.144	3.125	4.543
1911	4.372	17.637	27.962	3.712	5.253
1912	2.376	19.804	33.678	7.675	3.839
1913	4.615	21.283	45.899	4.821	8.416
1914	1.308	25.110	28.254	3.898	4.280
1915		25.344	58.203	3.596	
1916		24.464	46.652	5.797	
1917		23.465	47.719	-	
1918		18.857	31.766	1.722	
1919		21.077	47.345	-	

Source : CC Marseille, S.C.I. (x Bassorah exclu).

Tableau n° 31 : LES EXPORTATIONS DE VERGBOISES DE MARSEILLE (tonnes)

	Total	Algérie	Tunisie
1873	885		
1874	457		
1875	388		
1876	389		
1877	5.353		
1878	6.203		
1879	5.944		
1880	4.229		
1881	3.075		
1882	3.339		
1883	2.351		
1884	1.651	136	548
1885	2.081	755	581
1886	2.566	1.258	568
1887	3.824	1.168	705
1888	4.710	1.358	871
1889	4.471	1.636	251
1890	5.587	1.553	701
1891	5.282	1.655	1.001
1892	6.740	1.641	1.067
1893	4.600	1.476	682
1894	4.410	1.549	721
1895	4.612	1.845	747
1896	5.027	1.115	1.048
1897	5.018	1.419	942
1898	4.868	1.362	745
1899	5.197	1.408	901
1900	6.095	1.382	1.008
1901	5.127	960	874
1902	5.492	866	1.080
1903	7.376	1.149	2.074
1904	5.753	1.037	1.168
1905	5.431	943	902
1906	6.424	1.273	1.269
1907	8.512	1.459	1.620
1908	7.336	1.407	1.235
1909	8.135	1.376	1.691
1910	4.137	956	1.079
1911	5.031	1.196	1.500
1912	4.326	1.484	1.495
1913	7.055	1.580	1.916
1914	4.539		
1915	1.271		
1916	2.840		
1917	2.384		
1918	637		
1919	1.406		

Source : CC Marseille, S.C.I.

Tableau n° 32 : VENTES DES RAFFINERIES DE SAINT-LOUIS DANS LE GOLFE
PERSIQUE ET A TREBIZONDE (tonnes)

	Golfe Persique	Trébizonde
1889	3.610	-
1890	7.304	1.823
1891	2.412	1.078
1892	4.813	1.145
1893	4.258	899
1894	5.908	1.352
1895	5.327	823
1896	7.434	1.075
1897	6.191	1.307
1898	6.175	1.114
1899	9.492	1.341
1900	10.461	1.202
1901	9.236	748
1902	11.250	1.266
1903	10.558	672
1904	7.908	1.547
1905	8.837	2.014
1906	15.374	2.716
1907	7.461	2.052
1908	8.596	3.229
1909	9.594	1.775
1910	7.136	
1911	6.465	
1912	4.835	
1913	10.362	
1914	3.766	

Source : Saint-Louis, Statistiques (Bassorah compris)

S.C.I., 15/11/1910, Les sucres français en Perse.

Tableau n° 33 : SUCRES VENDUS PAR LES RAFFINERIES DE SAINT-LOUIS AU
MAGHREB (tonnes)

	Algérie		Tunisie		Maroc
	Raffinés	Vergeoises	Raffinés	Vergeoises	Raffinés
1889	5.976		1.402		4.621
1890	5.080		2.183		5.560
1891	7.939		1.585		6.614
1892	7.015		1.453		7.911
1893	5.620		886		7.252
1894	5.491	363	995	161	7.536
1895	6.798	347	729	240	7.028
1896	4.420	139	874	349	5.247
1897	4.352	57	744	413	6.836
1898	4.455	64	1.189	165	7.027
1899	4.804	94	2.302	166	10.009
1900	3.907	53	1.594	373	11.071
1901	4.134	62	2.743	271	12.764
1902	5.650	64	2.343	344	16.524
1903	6.212	67	2.761	591	18.202
1904	5.972	140	2.925	334	18.078
1905	6.681	148	2.534	274	16.681
1906	8.633	297	3.407	421	18.815
1907	7.578	289	4.197	386	17.554
1908	9.111	230	3.711	157	20.054
1909	8.185	553	4.540	300	22.588
1910	7.449	319	3.019	194	18.470
1911	9.694	599	3.266	336	22.700
1912	12.208	524	6.241	276	29.210
1913	11.316	640	4.200	565	40.103
1914	14.558	455	3.145	241	21.987
1915	14.338	123	2.523	13	40.781
1916	17.831	661	5.090	2	36.904
1917	20.659	272	-	-	36.148
1918	16.550	-	1.385	-	24.619
1919	18.345	-	-	-	38.942

Source : Saint-Louis, Statistiques.

Tableau n° 34 : FRAIS DE FABRICATION DES RAFFINERIES DE SAINT-LOUIS (100 kg)

1876	7,29 F	1898	5,37 F
1877	7,90	1899	4,87
1878	7,23	1900	4,83
1879	6,71	1901	4,89
1880	6,90	1902	4,76
1881	6,78	1903	4,37
1882	6,73	1904	4,11
1883	7,58	1905	4,39
1884	6,92	1906	3,92
1885	6,66	1907	4,54
1886	6,68	1908	4,37
1887	6,79	1909	4,33
1888	6,24	1910	4,85
1889	6,15	1911	4,51
1890	6,14	1912	4,37
1891	6,24	1913	4,30
1892	5,95	1914	4,54
1893	6,31	1915	4,19
1894	6,01	1916	4,96
1895	5,82	1917	6,19
1896	5,71	1918	10,11
1897	5,63	1919	13,54

Source : Inventaires.

Tableau n° 35 : RAFFINERIES DE SAINT-LOUIS (bénéfices par 100 kg)

1879	3,73 F	1900	3,68 F
1880	2,95	1901	3,04
1881	3,12	1902	3,08
1882	3,24	1903	2,85
1883	2,22	1904	2,46
1884	5,25	1905	2,21
1885	4,28	1906	2,02
1886	3,65	1907	2,88
1887	1,99	1908	2,02
1888	1,78	1909	2,02
1889	2,38	1910	2,55
1890	2,71	1911	2,55
1891	3,21	1912	2,84
1892	2,26	1913	2,66
1893	2,50	1914	3,18
1894	3,13	1915	3,91
1895	3,42	1916	3,98
1896	3,57	1917	4,23
1897	2,72	1918	5,89
1898	2,62	1919	4,74
1899	3,58		

Sources : Inventaires.

Tableau n° 36 : RENTABILITE DES RAFFINERIES DE LA MEDITERRANEE (I)

Années	Capitaux propres	Cash flow	%
1866	8.500.000	2.146.535	25,25
1867	9.109.120	813.246	8,90
1868	2.510.136	1.249.776	13,65
1869	9.718.136	915.855	9,42
1870	9.769.678	1.944.399	19,90
1871	9.965.678	1.112.211	11,16
1872	9.910.129	284.489	2,87
1873	9.936.353	470.107	4,73
1874	9.979.461	614.386	6,15
1875	9.927.633	769.969	7,75
1876	10.004.832	1.051.703	10,51
1877	10.196.417	670.642	6,57
1878	10.328.946	704.142	6,81
1879	10.490.545	1.434.756	13,67
1880	11.298.670	1.301.878	11,52
1881	4.250.000	664.080	15,62
1882	4.420.579	726.431	16,43
1883	4.650.000	837.224	18,00
1884	4.860.000	1.439.200	29,61
1885	5.535.000	1.703.895	30,78
1886	5.925.000	1.385.228	23,37
1887	6.550.000	1.236.349	18,87
1888	6.750.000	1.277.707	18,92
1889	6.900.000	1.497.601	21,70
1890	7.250.000	1.554.481	21,44
1891	7.783.653	1.481.055	19,02
1892	8.064.272	1.909.228	23,67
1893	7.926.970	1.155.725	14,57
1894	7.853.969	1.009.078	12,84
1895	7.679.532	1.383.437	18,01
1896	8.030.734	1.323.321	16,47
1897	8.326.451	1.093.472	13,13
1898	8.339.778	1.130.305	13,55
1899	8.393.544	1.227.472	14,62
1900	8.483.368	1.334.768	15,73
1901	8.626.121	1.117.160	12,95
1902	8.763.095	1.135.344	12,95
1903	8.632.170	650.006	7,53
1904	8.469.234	886.542	10,46
1905	8.050.000	71.574	0,88
1906	8.050.000	540.414	6,71
1907	8.050.000	359.100	4,46
1908	8.063.399	4.740	0,05
1909	7.848.399	344.523	4,38
1910	7.848.399	347.435	4,42
1911	7.848.399	858.298	10,93
1912	7.685.000	888.111	11,55
1913	7.685.000	888.217	11,55
1914	7.760.000	1.412.999	18,20
1915	8.100.594	2.073.139	25,59
1916	9.032.061	2.066.860	22,88
1917	9.931.269	1.432.457	14,42
1918	10.078.448	1.473.075	14,61
1919	9.952.975	3.038.094	30,52

Source : Méditerranée, Bilans, AG et CA.

Tableau n° 37 : RENTABILITE DES RAFFINERIES DE LA MEDITERRANEE (II)

Années	Actif	% cash flow	Années	Actif	% cash flow
1866	19.373.765	11,07	1893	15.312.716	7,54
1867	17.369.356	4,71	1894	17.392.066	5,80
1868	16.690.227	7,48	1895	16.273.277	8,50
1869	18.881.873	4,85	1896	16.799.177	7,87
1870	18.075.916	10,75	1897	14.589.589	7,49
1871	20.781.777	5,35	1898	14.897.903	7,58
1872	16.346.180	1,74	1899	16.125.277	8,59
1873	16.245.247	2,89	1900	17.601.480	7,58
1874	19.486.428	3,15	1901	15.384.838	7,26
1875	17.513.843	4,39	1902	16.112.582	7,04
1876	14.011.984	7,50	1903	12.631.020	5,14
1877	15.158.970	4,42	1904	12.342.993	6,92
1878	17.610.017	4,00	1905	10.808.799	0,66
1879	16.083.989	8,92	1906	11.665.318	4,67
1880	16.420.269	7,92	1907	11.563.842	3,10
1881	9.609.601	6,91	1908	13.128.782	0,03
1882	11.517.504	6,30	1909	10.967.686	3,14
1883	9.670.384	8,65	1910	11.204.200	3,10
1884	11.448.511	12,57	1911	12.082.713	7,10
1885	12.212.593	13,95	1912	11.133.505	7,97
1886	13.329.068	10,39	1913	11.835.229	7,50
1887	12.566.335	9,83	1914	11.787.846	11,98
1888	13.115.935	9,74	1915	12.798.624	16,19
1889	14.276.401	10,49	1916	13.661.020	15,12
1890	15.585.940	9,97	1917	16.353.363	8,75
1891	15.620.466	9,48	1918	18.186.957	8,09
1892	13.829.808	13,80	1919	23.216.347	13,08

Source : Méditerranée, Bilans (pour l'actif).

Tableau n° 38 : RECAPITULITE DES RAFFINEMENTS DE SAINT-LOUIS (I)

Années	Capitaux propres	Cash flow	¢	Pertes
1868	3.000.000 F	467.676 F	15,58	
1869	3.133.524	159.986	5,10	
1870	3.143.511	1.616.195	51,41	
1871	4.124.321	1.996.182	48,40	
1872	6.199.286	724.981	11,69	
1873	6.383.515	1.319.483	20,67	
1874	6.740.169	434.751	6,45	
1875	6.760.656	989.611	14,63	
1876	6.907.637	1.703.518	24,66	
1877	7.277.689	-	-	595.892
1878	6.481.796	758.026	11,69	
1879	4.000.000	1.465.781	36,64	
1880	4.792.252	1.410.231	29,42	
1881	5.563.427	1.606.801	28,88	
1882	9.349.326	1.828.948	19,56	
1883	9.868.510	1.251.492	12,68	
1884	10.085.651	2.649.362	26,26	
1885	10.548.151	1.778.966	16,86	
1886	11.248.151	1.546.020	13,74	
1887	11.361.151	1.126.564	9,91	
1888	11.361.151	1.142.055	10,05	
1889	11.361.151	1.604.015	14,11	
1890	11.600.000	1.966.550	16,95	
1891	12.140.156	2.134.447	17,58	
1892	12.649.033	1.641.630	12,97	
1893	12.710.872	1.660.232	13,06	
1894	12.975.589	2.129.959	16,41	
1895	12.314.515	2.352.086	19,10	
1896	12.414.223	2.361.969	19,02	
1897	12.697.257	1.759.268	13,85	
1898	12.330.442	1.757.479	14,25	
1899	12.469.118	2.679.797	21,49	
1900	12.633.512	2.818.289	22,30	
1901	12.687.915	2.364.627	18,63	
1902	13.064.227	2.658.726	20,35	
1903	13.379.271	2.737.361	20,45	
1904	13.254.275	2.309.604	17,42	
1905	13.310.410	1.880.529	14,12	
1906	13.330.392	2.197.267	16,48	
1907	13.933.672	2.025.661	14,53	
1908	13.660.328	1.934.030	14,15	
1909	13.676.052	1.990.471	14,55	
1910	13.682.544	1.997.988	14,60	
1911	13.557.457	2.508.305	18,50	
1912	13.675.636	2.946.503	21,54	
1913	14.186.966	4.973.464	35,05	
1914	14.232.969	3.764.106	26,44	
1915	14.250.560	7.868.257	55,21	
1916	16.820.657	6.913.489	41,10	
1917	18.694.715	5.544.009	29,65	
1918	19.767.634	8.852.547	44,78	
1919	17.893.913	6.983.156	39,02	

Sources : Saint-Louis, Bilans, AG, CA et livres de contrôle.

	Cash flow potentiel	%	
1901	3.355.463	26,44	
1902	3.819.048	27,99	
1903	3.201.520	23,92	
1904	2.407.614	18,16	
1905	2.647.550	19,89	
1906	3.259.096	24,44	
1907	2.222.772	15,95	
1908	2.175.502	15,92	
1909	2.240.767	16,38	
1910	2.475.193	18,09	
1911	3.324.306	24,52	
1912	4.321.746	31,60	
1913	6.166.586	43,46	
1914	8.855.965	62,22	
1915	17.446.725	122,42	} avant impôts
1916	8.561.191	50,89	
1917	9.298.498	49,73	
1918	11.696.079	59,17	
1919	12.906.292	72,12	

Source : Saint-Louis, livres de contrôle.

Tableau n° 39 : RENTABILITE DES RAFFINERIES DE SAINT-LOUIS (II)

Années	Actif	% cash flow	Années	Actif	% cash flow
1868	7.002.672 F	6,10	1894	28.478.644 F	7,47
1869	7.645.435	2,09	1895	22.266.644	10,56
1870	8.278.873	19,52	1896	23.273.509	10,14
1871	9.563.109	20,87	1897	26.180.909	6,71
1872	18.431.581	3,93	1898	25.570.170	6,87
1873	18.880.927	6,98	1899	27.423.109	9,10
1874	17.722.367	7,45	1900	29.539.305	9,59
1875	15.214.193	6,56	1901	29.006.386	8,15
1876	17.689.186	9,63	1902	37.492.922	9,67
1877	14.453.463	-	1903	25.463.517	10,75
1878	11.239.269	6,74	1904	35.230.961	9,15
1879	13.510.107	10,84	1905	24.986.773	7,52
1880	15.817.971	8,91	1906	26.513.633	8,43
1881	12.936.381	8,48	1907	26.057.705	7,77
1882	27.268.921	6,68	1908	25.867.149	7,47
1883	20.880.858	6,00	1909	25.627.891	7,80
1884	18.078.368	14,65	1910	26.030.966	7,67
1885	18.989.905	7,36	1911	27.823.881	9,01
1886	18.833.437	8,20	1912	27.376.051	10,76
1887	22.144.037	5,15	1913	29.029.410	17,13
1888	23.092.156	4,94	1914	21.933.563	17,16
1889	23.001.153	7,00	1915	54.847.808	14,34
1890	25.812.436	7,61	1916	59.569.605	11,60
1891	26.105.022	8,17	1917	66.726.827	8,30
1892	27.414.883	6,00	1918	76.654.667	11,54
1893	23.788.112	7,00	1919	82.686.590	8,44

Source : Saint-Louis, Bilans (pour l'actif).

Tableau n° 40 : RENTABILITE DES RAFFINERIES DE SAINT-LOUIS
ET DES RAFFINERIES DE LA MEDITERRANEE (III)

Années	Chiffre d'affaires	% cash flow	Chiffre d'affaires	% cash flow
1873	42.822.818	3,08		
1874	42.816.936	1,13		
1875	41.157.058	2,40	24.580.717	3,13
1876	35.388.799	4,81		
1877	41.427.852	P		
1878	34.857.639	2,17	31.643.072	2,22
1879	34.359.668	4,26		
1880	46.972.153	3,00		
1881	47.385.520	3,39	25.327.619	2,62
1882	49.936.221	3,66	28.019.369	2,59
1883	48.720.462	2,56	25.464.704	3,28
1884	52.483.234	4,41	23.892.446	6,02
1885	39.645.192	2,96	28.819.327	5,91
1886	39.766.145	2,57		
1887	50.982.376	1,87	25.659.321	4,81
1888	67.479.850	1,90	28.148.953	4,53
1889	72.222.038	2,67	29.448.090	5,08
1890	75.318.842	3,27		
1891	68.912.300	3,55	30.228.036	4,88
1892	74.580.972	2,73		
1893	72.958.747	2,76		
1894	67.802.521	3,54		
1895	66.682.512	3,92		
1896	65.035.607	3,93		
1897	62.034.763	2,93		
1898	68.478.088	2,92		
1899	76.196.878	3,51		
1900	77.843.493	3,62		
1901	75.324.841	3,49		
1902	77.914.029	3,41		
1903	72.960.151	3,75		
1904	57.056.707	4,04		
1905	57.077.738	3,29		
1906	62.495.046	3,51		
1907	52.746.386	3,84		
1908	64.841.512	2,98		
1909	68.192.805	2,91		
1910	58.994.800	3,38		
1911	70.054.447	3,58		
1912	81.377.861	3,62		
1913	82.456.485	6,03		
1914	77.657.595	4,84		
1915	127.422.323	6,17		
1916	147.989.860	4,67		
1917	161.894.682	3,42		
1918	125.897.955	7,03		
1919	197.109.986	3,54		

Sources : Saint-Louis, Inventaires. - Méditerranée, AG.

Tableau n° 41 : AFFECTATION DES RESULTATS DES RAFFINERIES DE LA
MEDITERRANEE

Années	Bénéfice distribué	Autofinancement	% cash flow
1866	1.436.845 F	709.690 F	33,06
1867	715.575	22.671	2,77
1868	1.037.143	208.000	16,64
1869	784.106	131.686	14,37
1870	1.742.617	196.000	10,08
1871	1.020.000	97.360	8,75
1872	469.500	26.224	9,21
1873	214.500	43.107	9,16
1874	550.026	60.719	9,88
1875	661.104	103.198	13,40
1876	778.191	271.585	25,82
1877	544.063	117.517	17,52
1878	544.063	159.605	22,66
1879	427.000	1.007.753	70,23
1880	34.043	1.267.815	97,38
1881	492.125	170.179	25,62
1882	492.125	229.421	31,58
1883	492.125	276.000	32,96
1884	757.750	675.000	46,90
1885	811.125	390.000	22,88
1886	890.062	625.000	45,11
1887	890.662	200.000	16,17
1888	757.750	593.305	46,43
1889	1.023.375	350.000	23,27
1890	1.023.375	200.000	12,86
1891	1.023.375	150.000	14,65
1892	1.023.375	50.000	2,61
1893	1.023.375	50.000	4,32
1894	1.023.375	192.161	19,04
1895	1.023.375	50.000	3,61
1896	1.023.375	240.000	18,13
1897	1.023.375	71.336	6,52
1898	1.023.375	50.000	4,42
1899	1.023.375	108.911	8,87
1900	1.023.375	161.500	12,09
1901	1.023.375	170.000	15,21
1902	1.023.375	150.000	13,21
1903	801.621	255.000	39,23
1904	829.622	50.000	5,63
1905	283.231	-	-
1906	283.231	-	-
1907	330.380	13.399	3,73
1908	217.500	-	-
1909	330.167	-	-
1910	330.167	-	-
1911	501.731	336.000	39,14
1912	500.669	377.323	42,48
1913	610.422	275.000	30,96
1914	622.014	530.000	37,50
1915	831.631	330.000	15,91
1916	832.171	316.000	15,28
1917	910.190	393.000	27,43
1918	910.190	381.000	25,86
1919	1.012.190	1.748.126	57,54

Sources : Méditerranée, AG et CA.

Tableau n° 42 : AFFECTATION DES RESULTATS DES RAFFINERIES DE SAINT-LOUIS

Années	Bénéfice distribué	Autofinancement	% cash flow
1868	236.966 F	230.710 F	49,33
1869	150.000	9.986	6,24
1870	635.000	980.810	60,68
1871	1.001.374	854.809	42,82
1872	518.637	184.228	25,41
1873	850.288	469.195	35,55
1874	389.263	20.487	4,71
1875	792.630	146.980	14,85
1876	1.250.725	452.833	26,58
1877	20.000	-	-
1878	722.026	36.000	4,74
1879	652.801	812.978	55,46
1880	592.314	817.916	57,99
1881	741.099	865.710	53,87
1882	1.228.798	600.149	32,81
1883	945.257	306.244	24,47
1884	1.598.690	550.672	20,78
1885	1.443.289	779.619	43,82
1886	1.340.863	195.174	12,62
1887	930.542	113.021	10,03
1888	930.484	113.492	9,93
1889	1.126.386	644.628	40,18
1890	1.320.301	511.249	25,99
1891	1.318.574	300.872	14,09
1892	1.268.409	307.534	18,73
1893	1.289.023	120.000	7,22
1894	1.335.995	763.963	35,85
1895	1.348.963	888.653	37,78
1896	1.348.597	724.990	30,69
1897	1.361.230	746.966	42,45
1898	1.361.275	744.727	42,37
1899	1.680.604	828.023	30,89
1900	1.698.695	1.080.359	38,33
1901	1.648.432	348.898	14,75
1902	1.674.196	650.049	24,44
1903	1.688.020	1.150.319	42,02
1904	1.760.038	540.736	23,41
1905	1.621.245	139.362	7,41
1906	1.645.486	348.500	15,86
1907	1.748.816	550.189	27,16
1908	1.741.820	126.506	6,54
1909	1.749.149	185.848	9,33
1910	1.747.278	375.797	18,80
1911	1.785.965	1.004.221	40,03
1912	1.996.092	389.070	13,20
1913	2.049.731	2.877.731	57,86
1914	2.014.479	1.492.076	39,63
1915	2.623.066	2.525.094	32,09
1916	3.435.450	1.483.980	21,46
1917	3.567.231	783.110	14,12
1918	3.533.281	6.400.000	72,29
1919	3.536.898	2.101.404	30,09

Sources : AG et CA.

Tableau n° 43 : COEFFICIENT DE COUVERTURE DES IMMOBILISATIONS DES
RAFFINERIES DE LA MEDITERRANEE.

Années	Actifs immobilisés	%	Années	Actifs immobilisés	%
1866	6.411.748	132,56	1893	2.868.273	276,36
1867	6.470.491	140,77	1894	2.952.666	266,00
1868	6.480.991	146,73	1895	2.965.666	258,94
1869	6.480.991	149,94	1896	3.100.486	259,00
1870	6.480.991	150,74	1897	3.149.592	264,36
1871	6.480.991	153,76	1898	3.164.504	263,54
1872	6.480.991	152,91	1899	3.223.515	260,38
1873	6.534.660	152,05	1900	3.176.657	267,05
1874	6.534.660	152,71	1901	3.368.765	256,06
1875	6.534.660	151,92	1902	3.451.023	253,92
1876	6.476.275	154,48	1903	3.614.288	238,83
1877	6.476.275	157,44	1904	3.838.338	220,64
1878	6.454.812	160,01	1905	4.044.487	199,03
1879	6.929.628	151,38	1906	4.157.954	193,60
1880	6.851.956	164,89	1907	4.171.353	192,98
1881	2.600.000	163,46	1908	4.079.448	197,65
1882	2.600.000	170,02	1909	4.330.058	181,25
1883	2.600.000	178,84	1910	4.427.728	177,25
1884	2.674.982	181,68	1911	4.348.625	180,48
1885	2.674.982	206,91	1912	3.906.669	196,71
1886	2.674.982	221,49	1913	3.648.215	210,65
1887	2.674.982	244,86	1914	3.398.215	228,35
1888	2.674.982	252,33	1915	3.048.215	265,74
1889	2.825.152	244,23	1916	3.048.215	296,30
1890	2.891.132	250,76	1917	3.816.334	260,23
1891	2.891.132	269,22	1918	4.140.419	243,41
1892	2.915.651	276,58	1919	4.854.077	205,04

Source : Méditerranée, Bilans.

Tableau n° 44 : COEFFICIENT DE COUVERTURE DES IMMOBILISATIONS DES
RAFFINERIES DE SAINT-LOUIS

Années	Actifs immobilisés	%	Années	Actifs immobilisés	%
1868	1.441.933	208,05	1894	8.494.400	144,97
1869	1.727.573	181,38	1895	8.837.393	139,34
1870	2.089.560	150,43	1896	8.911.811	139,30
1871	2.096.440	196,72	1897	8.973.831	141,49
1872	2.524.765	245,53	1898	8.950.456	137,76
1873	3.706.979	172,20	1899	8.995.939	138,60
1874	3.706.979	181,82	1900	8.875.939	142,33
1875	3.705.808	182,43	1901	8.755.939	144,90
1876	3.702.689	186,55	1902	8.635.939	151,27
1877	3.702.549	196,55	1903	8.559.875	156,30
1878	3.702.549	175,06	1904	8.000.003	165,67
1879	2.562.179	156,11	1905	8.000.003	166,38
1880	2.826.089	169,57	1906	8.000.003	166,62
1881	3.163.888	175,84	1907	10.000.003	139,33
1882	3.163.888	295,50	1908	10.000.003	136,60
1883	3.794.378	260,08	1909	10.000.003	136,76
1884	3.904.672	258,29	1910	10.000.003	136,82
1885	4.081.354	258,44	1911	10.000.003	135,57
1886	4.725.611	238,02	1912	10.000.003	136,75
1887	5.322.675	213,44	1913	10.000.003	141,86
1888	9.352.872	121,47	1914	10.000.003	142,32
1889	9.378.001	121,14	1915	10.000.003	142,50
1890	9.121.643	127,17	1916	10.000.000	168,20
1891	9.121.643	133,09	1917	11.496.088	162,61
1892	8.994.400	140,63	1918	12.385.238	159,60
1893	8.944.400	142,10	1919	12.869.311	139,04

Source : Saint-Louis, Bilans (pour l'actif immobilisé).

Tableau n° 45 : RAPPORT DE LIQUIDITE DES RAFFINERIES DE LA MEDITERRANEE (F)

Années	Fonds de roulement	Dettes à court terme	%
1866	12.962.017	9.177.646	70,88
1867	10.878.865	7.488.645	68,71
1868	10.209.236	9.255.314	91,63
1869	12.400.878	8.624.890	69,55
1870	11.594.925	6.796.339	58,52
1871	14.300.786	10.128.887	70,82
1872	9.865.189	6.364.060	64,51
1873	9.710.587	5.838.786	60,12
1874	12.951.768	9.506.967	73,40
1875	10.979.183	7.586.208	69,09
1876	7.535.709	4.007.122	53,17
1877	8.682.695	4.962.552	57,15
1878	11.155.245	7.231.011	65,26
1879	9.154.361	5.593.344	61,10
1880	9.568.313	5.121.578	53,52
1881	7.009.601	5.359.601	76,46
1882	8.917.504	7.096.925	79,58
1883	7.070.384	5.020.383	71,00
1884	8.773.529	5.148.810	58,68
1885	9.537.616	4.249.217	44,55
1886	10.654.086	5.861.319	55,01
1887	9.891.353	4.768.939	48,21
1888	10.440.953	5.426.155	51,96
1889	11.451.249	5.853.981	51,12
1890	12.694.808	6.632.418	52,24
1891	12.729.334	6.355.755	49,92
1892	10.914.157	4.856.306	44,49
1893	12.449.437	6.255.014	50,24
1894	14.439.400	8.595.017	59,52
1895	13.307.711	7.190.405	54,03
1896	13.698.691	6.400.241	46,72
1897	11.439.997	5.169.665	45,18
1898	11.735.299	5.427.821	46,25
1899	12.901.762	6.504.260	50,41
1900	14.444.823	7.783.342	53,95
1901	12.016.073	5.531.557	46,03
1902	12.661.559	6.214.141	49,07
1903	9.016.732	3.298.844	36,58
1904	8.504.655	2.987.216	35,12
1905	6.764.312	2.142.925	31,67
1906	7.507.364	3.074.904	40,95
1907	7.392.489	3.154.741	42,67
1908	9.049.334	5.060.642	61,95
1909	6.637.628	2.674.763	40,29
1910	6.776.472	3.008.365	44,39
1911	7.734.088	3.376.015	43,65
1912	7.226.836	2.646.393	36,61
1913	8.187.014	3.212.012	39,23
1914	8.389.631	2.695.266	32,12
1915	9.750.409	2.934.890	30,10
1916	10.612.805	1.898.098	17,88
1917	12.537.029	5.082.725	40,54
1918	14.046.538	6.635.432	47,23
1919	13.362.270	3.476.233	18,93

Source : Méditerranée, Bilans

Tableau n° 46 : RAPPORT DE LIQUIDITE DES RAFFINERIES DE SAINT LOUIS (7)

Années	Fonds de roulement	Dettes à court terme	%
1868	6.210.739	4.292.044	68,99
1869	5.917.922	4.326.056	73,10
1870	6.169.313	3.168.488	51,19
1871	7.466.749	3.091.522	41,40
1872	15.906.816	11.581.412	72,80
1873	15.173.948	11.477.411	75,36
1874	13.489.378	10.547.436	78,19
1875	11.508.385	7.463.924	64,85
1876	13.986.497	9.150.771	65,42
1877	10.750.914	7.711.667	72,28
1878	7.536.720	4.035.447	53,54
1879	10.947.928	8.065.057	73,66
1880	12.991.882	9.662.229	74,37
1881	15.772.499	11.845.954	75,10
1882	24.205.033	16.190.646	66,88
1883	17.086.480	9.760.864	57,12
1884	14.173.696	7.045.934	49,71
1885	14.908.014	6.723.361	45,09
1886	14.107.826	6.039.257	42,80
1887	16.821.362	9.656.321	57,40
1888	13.740.278	10.566.943	76,96
1889	13.623.152	9.868.985	72,44
1890	16.690.793	12.245.885	73,36
1891	16.983.379	11.830.418	69,65
1892	18.420.483	13.124.219	71,24
1893	14.843.712	9.417.207	63,44
1894	19.984.244	13.372.824	66,91
1895	13.429.251	7.600.042	56,59
1896	14.361.698	8.497.316	59,16
1897	17.207.078	11.724.384	68,13
1898	16.619.723	11.482.256	69,08
1899	20.427.170	14.274.193	69,87
1900	20.663.366	14.087.553	68,17
1901	20.250.447	13.011.511	64,25
1902	18.856.983	11.908.031	63,14
1903	16.903.642	9.554.039	56,52
1904	17.230.958	9.726.303	56,44
1905	16.986.770	9.813.843	57,77
1906	18.513.630	11.078.373	59,83
1907	16.057.702	10.098.370	62,86
1908	15.867.146	10.301.313	64,92
1909	15.637.888	9.992.839	63,90
1910	16.030.963	10.388.140	64,80
1911	17.823.878	11.919.273	66,87
1912	17.376.048	10.876.389	62,59
1913	19.029.407	11.786.112	61,92
1914	11.933.560	19.386.527	162,45
1915	44.847.805	35.755.900	79,72
1916	49.569.005	37.829.289	76,31
1917	55.230.739	43.670.442	79,06
1918	54.269.429	50.471.003	92,00
1919	59.817.269	59.315.621	99,16

Source : Saint-Louis, Bilans.

Tableau n° 47 : INDICATEUR FINANCIER : FONDS PROPRES
ENDUITES

	Méditerranée	Saint-Louis	Cherbourg
1866	92,51	-	-
1867	121,63	-	-
1868	101,65	69,89	-
1869	112,67	72,43	-
1870	142,96	99,21	-
1871	28,38	153,40	-
1872	155,72	53,52	-
1873	170,17	51,07	-
1874	104,96	63,90	-
1875	130,86	90,57	-
1876	249,67	75,48	-
1877	205,46	93,64	-
1878	141,86	160,62	-
1879	187,55	49,59	-
1880	220,60	49,59	-
1881	79,29	46,96	-
1882	62,28	57,74	-
1883	92,62	101,10	-
1884	94,39	143,14	-
1885	130,25	156,88	-
1886	101,08	186,25	84,67
1887	127,24	117,65	70,47
1888	124,39	108,12	153,49
1889	117,86	115,11	69,71
1890	109,21	94,72	91,22
1891	122,46	102,61	83,25
1892	166,05	96,37	104,62
1893	126,72	134,97	117,90
1894	91,37	97,02	69,20
1895	106,80	162,03	227,57
1896	125,47	146,09	214,28
1897	161,06	108,29	131,54
1898	153,64	107,38	141,27
1899	129,04	87,25	118,77
1900	108,99	89,67	104,09
1901	155,94	97,51	127,96
1902	141,01	109,70	152,40
1903	261,67	140,03	281,31
1904	283,51	136,27	136,86
1905	375,65	135,62	172,45
1906	261,79	120,32	99,64
1907	255,17	137,97	141,70
1908	159,33	132,60	122,82
1909	293,82	136,85	86,47
1910	260,88	132,82	71,77
1911	232,47	113,74	69,00
1912	290,39	125,73	88,00
1913	239,25	120,37	78,62
1914	287,91	73,41	90,67
1915	276,01	39,85	141,95
1916	475,84	44,46	145,06
1917	195,39	42,80	93,31
1918	151,88	39,16	83,44
1919	286,31	30,16	31,97

CONCLUSION

Le développement de l'industrie du sucre ne peut se séparer de l'évolution de la législation et de ses contraintes fiscales et commerciales. Toute l'histoire des raffineries des ports s'inscrit dans le cadre rigoureux des grandes lois sucrières - primes à l'exportation au début du XIXe siècle, drawback en 1833, admission temporaire en 1864. Lorsqu'à partir de 1880 la législation a moins influencé la marche des entreprises, le syndicat des raffineurs a, de 1884 à 1902, substitué aux contraintes du régime des sucres un cadre institutionnel aussi rigide.

Les raffineries de sucre des ports ont dû faire face non seulement aux problèmes rencontrés par toutes les industries - approvisionnement, fabrication, vente - mais en plus s'adapter aux conditions nouvelles que chaque changement de législation créait. Le progrès technique, moteur essentiel de la croissance, dut même se plier à la "volonté" du législateur qui, du jour au lendemain, pouvait bouleverser la "conjoncture sucrière".

Jusqu'en 1833 l'approvisionnement des raffineries dépendait étroitement du pacte colonial. En effet, le marché national protégé par des droits prohibitifs sur les sucres bruts étrangers était réservé au sucre colonial. Ce monopole était défendu par presque tous les négociants des ports car le commerce colonial constituait alors l'essentiel de leur activité. La raffinerie payait très cher sa matière première et ne survivait qu'avec les primes à l'exportation. D'ailleurs, dans les ports, le raffinage du sucre n'était pas vraiment indépendant car des armateurs ou des épiciers en gros avaient fondé presque toutes les raffineries. Ainsi le capitalisme industriel avait de la peine à se dégager du capitalisme marchand.

Néanmoins, le pacte colonial contribua à l'émancipation de la raffinerie parce qu'il favorisa la fabrication du sucre de betterave qui ne paya pas d'impôt jusqu'en 1840. Les raffineurs de Paris ont utilisé de plus en plus de sucre indigène et de moins en moins de sucre des colonies, dont le prix s'est progressivement aligné en baisse sur celui du sucre de betterave. Cette situation a permis par contrecoup le développement des raffineries des ports qui ont pu acheter davantage de sucre colonial.

A cause des dépenses occasionnées par les primes, le gouvernement revint en 1833 au régime du drawback déjà expérimenté de 1822 à 1826. Ce système consiste à restituer à la sortie du raffiné les droits perçus à l'entrée du brut. Toutefois pour déterminer ces droits il fallait fixer les rendements des sucres bruts au raffinage. Or le rendement légal resta toujours inférieur au rendement réel. Les raffineurs avaient donc intérêt à améliorer leur outillage pour obtenir des "excédents" qu'ils introduisaient sans taxes dans la consommation intérieure et comme les sucres étrangers payaient un impôt plus élevé, on en a importé davantage car, par le jeu du trafic des certificats, la restitution des droits s'opérait sur la base des tarifs les plus hauts et le raffineur recevait ainsi une prime plus forte. Donc le drawback a favorisé l'importation du sucre étranger aux dépens du sucre colonial.

A partir de 1848 à cause de l'abolition de l'esclavage et de la chute de la production coloniale, les raffineurs utilisèrent de plus en plus de sucre étranger, et davantage encore après le décret du 24 juin 1861 qui accorda au sucre étranger importé par des navires étrangers le bénéfice du drawback. Le drawback a non seulement libéré les raffineurs des ports de la tutelle du négoce, mais il a été le facteur essentiel de leur croissance. En effet, de 1828 à 1850, elle fut aussi rapide que celle de la raffinerie parisienne et ensuite jusqu'en 1864 beaucoup plus rapide. En 1860 les ports produisaient déjà 150.000 tonnes de raffinés et Paris 80.000 tonnes, soit respectivement 54 et 31 % de la production française.

En excluant du drawback le sucre indigène le législateur voulait faire du raffinage des ports une industrie d'exportation. Mais de 1833 à 1852 Marseille a pratiquement conservé le monopole de l'exportation parce que, d'une part les principaux débouchés se trouvaient en Italie et en Turquie et que, d'autre part, ce port s'était depuis longtemps tourné vers Cuba et le Brésil pour se procurer du sucre brut car les importations des Antilles étaient contrôlées par Le Havre et Bordeaux et celles de La Réunion par Nantes. Après 1848 ces trois ports sont devenus des acheteurs de sucre étranger et ils ont alors concurrencé les Marseillais sur les marchés méditerranéens et trouvé de nouveaux débouchés dans les pays de la Baltique. Enfin, le drawback a permis à certains raffineurs d'augmenter leurs ventes sur le marché intérieur en raison de la prime indirecte qu'il contenait. Ceux de Nantes, en particulier, grâce aux tarifs d'abonnements consentis par les chemins de fer jusqu'en 1860, ont livré massivement des sucres dans tout le Sud-Est, le Midi et le Sud-Ouest, aux dépens de Paris et de Bordeaux.

La législation mise en place en 1864 fut beaucoup moins favorable pour les raffineurs des ports. En effet, la loi du 7 mai 1864 substitua au drawback l'admission temporaire qui s'appliqua même au sucre indigène. Ainsi les acheteurs de sucre de betterave (essentiellement les Parisiens) pouvaient profiter désormais de la prime résultant de l'écart entre le rendement légal et le rendement réel. De plus, le défaut de corrélation entre l'échelle des droits intérieurs et celle des rendements au raffinage pour l'exportation, conjugué avec le système d'imposition d'après la nuance, donnait la possibilité d'apurer les admissions temporaires de sucres indigènes (riches et colorés) avec des certificats d'exportation. Ils obtenaient ainsi une prime supplémentaire.

Les raffineurs des ports qui utilisaient beaucoup de sucre de canne ont payé leurs approvisionnements à un prix plus élevé car ils ne pouvaient pas acheter le sucre exotique à l'analyse (c'est-à-dire d'après sa richesse). Autre désavantage pour ce dernier, il se trouvait rarement à la limite supérieure des classes qui servaient de base à la restitution de l'impôt, alors que c'était toujours le cas pour le sucre de betterave. Comme il était plus riche, il offrait de meilleurs rendements. Cette situation a duré jusqu'en 1876/1880. C'est en mars 1876 que l'usage du saccharimètre pour déterminer le classement des sucres se généralisa dans les ports et c'est à partir de juillet 1880 que le rendement présumé par l'analyse polarimétrique devint la base du calcul de l'impôt. La loi consacra ainsi l'égalité des deux sucres sur le plan commercial et fiscal. Ainsi disparaissait l'essentiel de la prime que procurait le sucre de betterave aux Parisiens, mais il leur restait encore les sucrateries.

Les raffineurs des ports, surtout à Nantes et à Marseille, utilisaient du sucre indigène pour faire la soudure entre les arrivages des Antilles et de l'Océan Indien, mais le prix du transport limitait ces achats.

Cette période 1864/1880 avait été très mauvaise pour les ports. En effet, la raffinerie parisienne était devenue à son tour une industrie d'exportation. En 1855 elle vendait 5.000 tonnes de raffinés (8,3 % de sa production) à l'extérieur et 120.000 tonnes en 1875 (53 % de sa production). Elle avait conquis le marché anglais, mais à partir de 1876 la concurrence des Allemands et des Autrichiens a entraîné son recul en Grande-Bretagne. En 1883 elle n'exportait plus que 68.400 tonnes (20 % de sa production). Aussi dès 1876 les Parisiens ont recherché des compensations sur le marché intérieur où ils ont élargi leurs débouchés aux dépens des ports. Ils ont refoulé et brisé les grandes raffineries du Havre et de Nantes. Par

contre celles de Marseille ont résisté et, grâce à la diminution de l'impôt survenue en 1880, elles ont même augmenté leurs ventes dans le Midi. En 1884 les ports ne produisaient guère plus de 28 % des raffinés français et les Parisiens près de 70 %, alors qu'en 1873 la proportion était de 51 et 45 %.

L'application de l'exercice aux raffineries (lois de 1890 et 1893) obligea les Parisiens à fermer leurs sucrateries où, à partir de la mélasse, ils produisaient des sucres non taxés. C'était une bonne chose pour les raffineries des ports mais c'est la loi d'avril 1897 qui marqua un grand tournant pour leurs usines. Cette loi s'insère étroitement dans le protectionnisme de l'époque.

Tout d'abord, aux primes directes allemandes et autrichiennes de sortie, le gouvernement français répondait par des primes directes à l'exportation qui s'ajoutaient aux primes indirectes concédées à la fabrication du sucre de betterave en 1884. Ensuite - et cela n'intéressait que les ports, à l'exception du Havre - il étendait la surtaxe d'importation aux sucres des colonies étrangères. Cette mesure fut compensée, il est vrai, par l'octroi de détaxes de distance non seulement au sucre indigène travaillé en vue de l'exportation, mais aussi à tous les sucres des colonies. Les raffineries des ports ont donc employé davantage de sucre de betterave puisque le prix du transport ne jouait plus. Le "roux" en particulier était bon marché, mais il nécessitait un matériel coûteux pour en tirer de bons rendements.

Il ne fait aucun doute que pour le sucre indigène expédié à Nantes et à Bordeaux par cabotage, la détaxe dépassait le prix du fret. Elle constituait donc en partie une prime qui a contribué au nouvel essor du raffinage dans ces ports. Toutefois les raffineurs des ports ne touchaient pas l'intégralité de la détaxe. En effet, pour les admissions temporaires, les droits devaient être apurés par des certificats d'exportation. Comme ils exportaient moins de raffinés qu'ils ne mettaient de sucre indigène en admission temporaire (sauf à Marseille à partir de 1906), ils devaient acheter des certificats à Paris. La commission versée diminuait ainsi le montant de la détaxe.

La demande de sucre colonial est donc restée forte. Les candisiers de Nantes et les Raffineries de la Méditerranée ont même surpayé le sucre blanc de canne parce qu'il était plus facile à travailler, tandis qu'à Bordeaux les raffineurs ont préféré utiliser du sucre indigène à cause de leur outillage et parce qu'avec le progrès de l'exportation, ils recevaient l'essentiel de la détaxe.

Ainsi, jusqu'en 1864 le drawback a favorisé le développement des raffineries des ports et de 1864 à 1880 l'admission temporaire a soutenu la croissance de la raffinerie parisienne. Enfin, à partir de 1897 les primes et les détaxes de distance ont avantagé les ports. Par ailleurs, de 1884 à 1902, à un moment où les effets de la loi de 1864 s'atténuaient, la formation du syndicat des raffineurs a créé dans le raffinage du sucre une conjoncture nouvelle.

Déjà de 1844 à 1869 la "Réunion" des raffineurs de Paris avait tenté, sans grand succès, d'unir tous les raffineurs de France pour organiser le marché. En 1884, les Parisiens n'étaient plus demandeurs et ils ont imposé leurs vues, d'autant plus que la lutte menée contre les raffineurs des ports avait coïncidé avec un effondrement de la marge du prix entre le brut et le raffiné qui avait réduit les bénéfices des entreprises. Paris a donc décidé de limiter les ventes sur le marché intérieur pour provoquer un arrêt de la baisse du raffiné, le surplus de la production devant être exporté.

Le syndicat a été accepté, non sans résistance, par les raffineurs des ports parce qu'il leur assurait des profits plus élevés que ceux qu'ils pouvaient normalement attendre, et finalement ils en ont tiré de grands avantages. En effet, les cartels allemands et autrichiens ont pratiqué sur le marché anglais un dumping qui a contenu celui des Parisiens. Par contre, les Marseillais, en se servant du chantage à la rupture (le syndicat ne pouvait fonctionner sans eux) ont jusqu'en 1898 augmenté leurs ventes sur le marché intérieur à cause de la forte demande et du maintien des cours du raffiné. En même temps ils ont joué la carte de l'exportation dans le Golfe Persique et le Maghreb et lorsque les marchés extérieurs sont devenus plus rémunérateurs (à cause des primes accordées en 1897), ils se sont tournés vers eux et surtout vers le Maroc pour y placer des petits pains dont ils avaient alors le monopole de la fabrication.

De plus, le maintien du prix du raffiné a sauvé les entreprises marginales de Nantes et de Bordeaux. Enfin il a eu aussi pour conséquence la création de nouvelles firmes. Dans le Nord, certains fabricants de sucre indigène ont monté des raffineries annexes et les profits réalisés dans le secteur aval (raffiné) ont compensé la faiblesse des résultats du secteur amont (brut). De même les candisiers et des fabricants d'agglomérés ont eu intérêt à vendre des raffinés.

Cette augmentation de la production a provoqué l'éclatement du syndicat en janvier 1902 et jusqu'en 1914 les Parisiens ont désespérément essayé de le reconstituer mais ils ont échoué. Le rapide progrès des

fabricants-raffineurs et l'accroissement des ventes de sucre blanc non raffiné ont abouti à la surproduction. En 1913 le pourcentage de fonte des raffineries françaises se répartissait ainsi : Paris 43,3 %, ports 31,4 %, régions betteravières 25,3 %. Sur le marché intérieur la demande est restée toujours inférieure à l'offre malgré la forte diminution des droits survenue en 1903. Certains ont alors cherché des profits dans la spéculation tandis que la concurrence est devenue très vive entre les firmes. Refoulés par les fabricants-raffineurs, les Parisiens ont, après la fin du syndicat, conquis de nouveaux débouchés dans l'Ouest, le Sud-Ouest et en Algérie. Les raffineurs de Nantes et de Bordeaux ont été les plus touchés par cette offensive commerciale mais les Marseillais ont aussi perdu des clients dans les régions de Lyon et de Toulouse. Toutefois les uns et les autres ont compensé ce recul par une extension de leurs ventes au Maghreb et en Afrique Noire.

x

x x

Toute la période 1883/1905, avec le syndicat et la grande spéculation sur le marché à terme, est en grande partie dominée par Ernest Cronier, le maître de la Raffinerie Say. Ainsi les entreprises sont au coeur de l'histoire du raffinage du sucre.

L'entreprise est à la fois une institution et un organisme vivant qui assume des fonctions économiques. En tant qu'institution, le capitalisme sucrier des ports présente une originalité, sauf à Bordeaux. Ses structures se sont transformées plus rapidement qu'à Paris. On constate en effet une usure précoce du capitalisme familial qui s'explique d'abord par d'importants retraits de capitaux lors des successions ou des départs d'associés. Ce phénomène est fréquent à Nantes chez les Say, les Etienne et chez les Massion. On le retrouve dans le déclin de la raffinerie de Honfleur. D'autre part; il y a ceux qui, comme J. Clerc et N. Cezard, pratiquaient à la fois le raffinage du sucre, la commission et l'armement. Les difficultés des Cezard à Java et leurs spéculations immobilières à Saint-Nazaire ont réduit leur fortune. A Marseille, jusqu'en 1858 les Masot ont fabriqué du savon et les Roux-Bernabo de l'huile jusqu'en 1866. A Honfleur les Dubourg et Goulley faisaient aussi le commerce des bois du Nord et exploitaient une grande scierie. On constate que les capitaux investis dans toutes ces affaires ont fait défaut aux entreprises pour assurer un fonds de roulement suffisant lorsque le développement rapide de la

production a entraîné l'immobilisation d'une grande partie des fonds disponibles.

En 1858 s'amorce à Marseille une mutation des structures du capitalisme familial avec la création de la Raffinerie de La Méditerranée - société en commandite par actions où le négoce et la banque locale étaient largement représentés. Ce type de société préfiguré par la Raffinerie Franco-Belge de R. Zangroniz (1857) s'est vite répandu avec Fl. Emsens (1860), Ch. Rostand (1863) et A. Maurin (1863) tandis que les entreprises familiales fermaient leurs portes - J. Grandval en 1864 et Roux-Bernabo en 1866. Au Havre ce processus avait commencé dès 1852 avec J.P. Gevers et s'était poursuivi avec J. Knight (1856) et H. Haëntjens (1858).

Il y a eu aussi des retours vers la société familiale. J. Grandval à Marseille et J. Clerc au Havre ont mis la main sur des sociétés en commandite en pleine expansion. Ainsi dans les ports au temps du Second Empire la structure des sociétés reflète la bonne marche des entreprises. Tant qu'elles sont prospères l'idéal reste une gestion familiale ou semi-familiale et lorsqu'il y a des difficultés, elles se transforment en sociétés en commandite par actions. Toutefois, les firmes nouvelles ont adopté cette dernière forme.

Très vite, d'ailleurs, la société en commandite par actions a révélé ses faiblesses car, le plus souvent, elle n'était qu'un substitut à l'affaire familiale. Au Havre les conseils de surveillance ont disputé le pouvoir aux gérants (chez Haëntjens et Acher) et les résultats ont été médiocres. A Marseille les gérants ont dominé les conseils et leur gestion s'est terminée par des faillites (celles de Zangroniz, de Rostand et de Emsens).

Aussi avec la crise de 1864/1868 la structure des sociétés s'est profondément modifiée pour assurer des bases financières plus solides aux entreprises. Dès 1864 les Cezard qui manquaient de liquidités ont créé la S.A.R.L. des Raffineries Nantaises avec l'aide d'importateurs de sucre et de banquiers liés à ce trafic. Dans cette affaire, qui, avec des fortunes diverses a duré jusqu'en 1878, les divergences entre les raffineurs et les importateurs de sucre sont demeurées insurmontables. Cet échec ainsi que l'absence de grandes banques à Nantes, explique l'isolement et la chute des Anciennes Raffineries E. Etienne et Cezard (1880-1883) et ce sont finalement des Parisiens qui ont formé la S.A. la Raffinerie de Chantenay (1886) tandis que le patronat sucrier local a continué à s'intéresser au candi. A Bordeaux, ce n'est qu'après la guerre que l'on a créé des sociétés anonymes et au Havre la Société Générale n'a même pas réussi de 1878 à 1881

à relancer le raffinage du sucre. Ainsi dans tout l'Ouest l'individualisme des hommes a retardé et presque toujours empêché la mise en place de structures capitalistes plus efficaces.

Par contre à Marseille, de 1865 à 1868, le raffinage du sucre a pris un nouveau visage avec la S.A.R.L. des Raffineries de La Méditerranée (1865) et la S.A. de la Raffinerie de Saint-Louis (1867) qui absorba en 1871 la Raffinerie de Saint-Charles. Marseille, il est vrai, disposait à la fois de grandes usines à vendre et aussi de capitaux qui, mis en confiance par la participation de banques locales, se sont investis dans les raffineries. Pour mieux résister aux Parisiens, les Marseillais ont créé en 1878 la Société Nouvelle des Raffineries de Saint-Louis et en 1881 la Société Nouvelle des Raffineries de La Méditerranée. Ces opérations faites sous l'égide de la Société Marseillaise de Crédit ont, par le biais d'une réduction de capital, entraîné l'amortissement d'une partie des usines et renforcé la base financière des firmes. Ainsi, il n'y a pas eu de véritable rupture entre la croissance des années 1830/1865 et le départ de nouvelles affaires comme Saint-Louis et La Méditerranée. Marseille, il est vrai, possédait un capitalisme qui se caractérisait par des liens étroits entre les hommes de l'industrie, du commerce et de la banque. L'effort de tous a sauvé les raffineries. Dans l'industrie du sucre le capitalisme familial était condamné mais à Paris ce n'est qu'en 1905 chez Say et en 1929 chez Lebaudy et Sommier qu'il est devenu collectif.

Dans les ports l'industrialisation du raffinage du sucre se confond avec la formation de grandes usines. Partout, sauf à Bordeaux, la concentration est sensible à partir des années 1830. Elle s'explique par la baisse du prix du sucre qui a commencé en 1816 pour durer pratiquement jusqu'en 1905/1907 (avec un léger ralentissement pour le raffiné de 1884 à 1900). Confrontés avec le problème du rétrécissement de la marge entre le brut et le raffiné, les raffineurs ont dû améliorer leurs procédés pour réduire leur prix de revient. Ils ont d'abord utilisé le noir animal pour mieux épurer les sirops. Enfin l'emploi de la vapeur et de la cuite dans le vide s'est généralisé. Ceux qui ont refusé d'investir ont disparu lors des crises de 1818, 1825, 1833, 1839 et 1848. Pendant la première moitié du XIXe siècle, le rythme de la modernisation n'a pas été partout le même. A Marseille le transfert de la technologie anglaise a eu lieu aussi vite qu'à Paris. Au Havre et à Honfleur l'acquisition des techniques nouvelles fut rapide. A Nantes elle fut lente et à Bordeaux on resta trop longtemps fidèle aux vieux procédés. Chez les raffineurs on remarque déjà un souci de rationaliser la gestion. Ils calculaient avec minutie les rendements,

le taux de mélasse et les frais de fabrication. Aidés par des contremaîtres expérimentés, certains sont devenus des gens du métier sans avoir jamais reçu de formation spéciale. Beaucoup de patrons des années 1860/1880 appartenaient encore à ce type d'industriel.

A partir de 1852, le développement des raffineries des ports s'est accéléré sous l'influence d'une forte demande intérieure et extérieure. On augmenta la capacité des usines et on en édifia de nouvelles tandis que les dernières entreprises artisanales fermaient leurs portes. Or la rentabilité de tous ces investissements ne reposait que sur les avantages que procurait le drawback. En 1864/1865 la rotation des produits et de l'argent n'a plus été assez rapide pour soutenir l'expansion. A l'origine de cette crise il y a donc le surinvestissement et la baisse de rentabilité des investissements. Les liquidités ont manqué et les banques n'ont pas pu faire face aux besoins de crédit. Les firmes les plus touchées produisaient toutes plus de 25.000 tonnes de sucre raffiné. Les autres ont mieux résisté. La faillite de Charles Rostand reste le symbole de la fièvre d'investissement de cette époque.

De 1864/1865 à 1875 l'activité des raffineries des ports s'est essoufflée, mais ce n'est qu'à partir de 1876 que l'on perçoit un net ralentissement des affaires. Les entreprises ont dû faire face à un écrasement de la marge entre le prix du brut et du raffiné qui n'a pas dépassé 10 à 11 F de 1874 à 1883 contre 20 F de 1864 à 1873. Le meilleur rendement du brut (cuite en grains) et la concurrence entre Paris et les ports en sont la cause. Les raffineurs qui n'ont pas réussi à comprimer leurs frais de fabrication ont disparu.

Au Havre après la crise, en dehors de la raffinerie Acher qui a tenu jusqu'en 1898, il n'y a pas eu de modernisation des usines. A Nantes les tentatives de rénovation ont été plus sérieuses. E. Etienne s'est procuré en 1876 des turbines Weinrich pour améliorer son travail et L. Cezard dès 1878, fabriquait du sucre en morceaux par le procédé Langen mais les capitaux, comme au Havre et à Honfleur, ont finalement manqué pour transformer complètement le matériel.

Par contre, dès 1868 les dirigeants de Saint-Louis ont décidé de réduire les coûts. Pour cette raison et aussi pour augmenter la production on a beaucoup investi surtout à partir de 1879 grâce à l'autofinancement pratiqué sur une très large échelle. De 1884 à 1886 une usine spécialisée dans la fabrication des petits pains pour le Golfe Persique et le Maroc a été construite et, à partir de 1892, les turbines Weinrich ont été remplacées par le procédé Steffen qui permettait de traiter des sucres roux

très bon marché.

Cette politique d'investissement a rencontré des résistances au sein du conseil d'administration car certains membres, gros porteurs d'actions, voulaient une augmentation des dividendes. Les banquiers de leur côté ont insisté sur la nécessité d'amortir rapidement les dépenses engagées. L'autofinancement est demeuré la règle mais dès 1890 Saint-Louis a adopté un mode de gestion comptable qui répondait aux besoins d'une grande entreprise en expansion. Autour de fortes personnalités comme Henri Bergasse et Paul Desbief s'est groupée une équipe d'ingénieurs et d'hommes rompus aux pratiques commerciales. A Saint-Louis on assiste donc à un transfert du pouvoir du capital à la compétence qui a su combiner le progrès technique et les avantages de la législation pour développer la production et conquérir de nouveaux marchés. Ainsi dès la fin du XIXe siècle - à Marseille - la "Managerial Revolution" de J. Burnham se trouvait déjà préformée.

Les Raffineries de La Méditerranée n'ont pas choisi la même voie. Elles fournissent l'exemple d'un capitalisme rentier qui n'arrive pas à définir une véritable politique industrielle. Au début, la capacité de production n'a pas été utilisée à plein et ensuite elle n'a jamais été augmentée. L'important était de distribuer des dividendes. L'autofinancement a donc servi à gonfler le fonds de roulement et on a peu innové. Les coûts sont donc restés élevés et l'affaire a dû se contenter d'une marge bénéficiaire réduite à partir de 1903. Cependant à la veille de la guerre on a corrigé certaines faiblesses de la fabrication mais il était difficile de faire plus car on manquait de moyens et d'hommes pour se lancer dans une politique de modernisation. Ainsi La Méditerranée n'a pas tiré des détaxes de distance les mêmes avantages que Saint-Louis. En effet, elle a surtout continué à travailler du sucre de canne (relativement cher) parce que son matériel ne lui permettait pas d'utiliser avec profit des sucres roux indigènes.

A Nantes la remise en marche de la raffinerie de Chantenay (1884) avait heureusement coïncidé avec la formation du syndicat et malgré l'ancienneté de l'outillage et la mauvaise organisation de l'usine, la société a fait des bénéfices. Au début des gains spéculatifs ont même donné un certain élan à une affaire qui disposait, il est vrai, du soutien financier de riches familles parisiennes comme les Cail-Hebert, Les Dehaynin et les Watel-Dehaynin. Cependant la rupture du syndicat en 1902 a placé les dirigeants devant la vérité des coûts. Il n'y avait plus qu'une alternative : investir ou disparaître. A. Watel-Dehaynin a donc décidé de

construire une nouvelle usine en 1905. Les travaux ont duré jusqu'en 1910 et ce n'est qu'en 1913 que les frais de fabrication ont fortement diminué.

Les petits raffineurs de Nantes avaient pendant longtemps bénéficié du monopole de la vente du candi et ceux de Bordeaux s'étaient spécialisés dans le sucre de qualité. Ensuite, grâce au syndicat, ils ont investi pour produire du sucre en morceaux. Mais la fin du cartel et les grandes spéculations les ont mis dans une position difficile. Chantenay a fabriqué des candis communs et a commencé à écraser juste à la veille de la guerre les candisiers. Seul G. Billard a bien résisté parce que ses candis et ses agglomérés étaient d'une qualité moyenne donc très bon marché. A Bordeaux les raffineurs n'ont pas réussi à dominer les marchés de l'Afrique Noire contrôlés cependant par des Bordelais et ils ont abandonné à d'autres le sucre des Antilles importé par leur port car le sucre blanc indigène convenait mieux à leur matériel. Leurs prix de revient sont restés élevés et c'est pour cela qu'Ed. Tessandier a cherché dans la spéculation des profits que ne lui donnait pas son industrie.

Il est malheureusement impossible d'avoir pour tous les ports une bonne image du profit dans le raffinage du sucre. Pour les grandes sociétés on a un gonflement des bénéfices jusqu'en 1860/1864, donc une phase de hausse qui chevauche les phases A et B traditionnelles puisqu'elle a commencé dans les années 1820/1830. Pour toutes les entreprises qui ont disparu, le rendement a été bien entendu décroissant. Pour les autres, les repères font défaut, cependant pour la candiserie Cossé-Duval les profits sont en hausse.

A partir de 1864 il y a eu une baisse du profit et de la rentabilité mais si ce phénomène est sensible à Nantes, au Havre et sans doute aussi à Bordeaux, il disparaît vite à Marseille où la hausse reprend en 1875/1878 et s'accélère avec la formation du syndicat. Il en est de même pour la candiserie Cossé-Duval qui a réalisé ses plus beaux résultats de 1862 à 1887. Les prix de monopole n'expliquent pas tout car la hausse du profit s'est amorcée avant 1884. Il apparaît donc que seule une stratégie tournée vers l'investissement a permis de faire de gros bénéfices. C'est vrai pour Saint-Louis, pour Cossé-Duval et même au début pour La Méditerranée.

Après 1887/1890 on entre de nouveau dans une période de baisse des profits. Le creux se situe entre 1899 et 1906 suivant les firmes, mais pour les Raffineries de Saint-Louis il n'y a eu qu'un léger ralentissement de la tendance à la hausse entre 1905 et 1910. Enfin la reprise des profits qui précède la guerre a duré jusqu'en 1920/1924. Toutefois pendant

les hostilités deux candiseries ont disparu à Nantes tandis qu'une troisième après avoir subi des pertes, passait sous le contrôle de Chantenay et qu'à Bordeaux une usine fermait provisoirement ses portes. Néanmoins de petites raffineries comme celle de G. Billard à Nantes ont réalisé d'importants bénéfices.

La rentabilité du capital pose quelques problèmes. Les fortes immobilisations de La Méditerranée ont pour conséquence sa relative faiblesse de 1866 à 1883. L'effort d'investissement de Saint-Louis pendant la période du syndicat se traduit par une rentabilité légèrement inférieure à celle de La Méditerranée qui s'effondre avec la rupture du cartel, tandis qu'à Saint-Louis le fléchissement est à peine marqué. D'une façon générale, la rentabilité du capital est en baisse parce que les frais de main-d'oeuvre se sont peut-être accrus. C'est une hypothèse qui n'a pu être vérifiée mais qui paraît confirmée par la tension sociale qui règne dans les raffineries à partir des années 1900. Mais pour Saint-Louis les gains de productivité ont compensé l'augmentation des coûts. \ \

Ainsi dans l'industrie du sucre, les Raffineries de Saint-Louis présentent un modèle idéal de croissance où les avantages tirés de l'économie continentale (approvisionnement en sucre brut indigène et ventes à la consommation) balancent ceux fournis par les relations maritimes (importation de sucre de canne et exportations). Aucune autre firme des ports n'est parvenue à un tel équilibre et à une organisation aussi rationnelle de sa gestion technique et commerciale. Nul doute que c'est l'effort créateur des hommes qui a fait de Saint-Louis une entreprise dynamique.

X

X

X

SOURCES

I - ENTREPRISES

A - ARCHIVES PRIVEES

- 1 - Archives d'entreprises (Arch. ent.)
- 2 - Papiers de famille (Pap. fam.)

B - ARCHIVES SEMI-PUBLIQUES

- Archives notariales (Arch. not.)

C - ARCHIVES PUBLIQUES

- 1 - Archives des tribunaux de commerce - extraits
d'actes de sociétés et actes de société -
dossiers de faillite - jugements (Trib. comm.)
- 2 - Publications concernant les procès (Publ.)
- 3 - Brochures des sociétés (Broch.)

1 - M A R S E I L L E

FORBIN - JANSON

ARCH. NOT., Acte de société Forbin-Janson et créanciers - Actes divers
(Me Jean) 1847).

PUBL., Clapier - Supplique à sa majesté l'Empereur pour les cautions de
douane de M. le marquis de Forbin-Janson, Marseille, 1853.

SOCIETE GRANDVAL (Raffinerie Marseillaise)

TRIB. COMM., Extraits d'actes de société, 1824-1831-1839-1841-1843.

ARCH. NOT., Actes de société et divers actes (Me Delanglade), 1848 -
1856-1862-1864.

SOCIETE DESCROIX et GIRARD Fils (1846-1848)

TRIB. COMM., Faillite Descroix et Girard Fils (1848) D 63.

PUBL. Mémoire de L. Daniel et Henri Salles, syndics de la faillite
Descroix et Girard Fils contre Gay, Grandval & Cie, banquiers
(1850).

IBID., Mémoire en réplique par les sieurs Daniel et Henri Salles, syndics
définitifs de la faillite Descroix et Girard Fils contre Gay,
Grandval & Cie, banquiers (mars 1850).

SOCIETE MOUREN, COURET et Cie

TRIB. COMM., Faillite Mouren, Couret (1858) - M 178.

RAFFINERIE PHOCEENNE

ARCH. NOT., Actes de société (Me Gavot) 1859.

SOCIETE FRANCO-BELGE ZANGRONIZ, RANSELOT & Cie
puis ZANGRONIZ & Cie (1857-1860)

ARCH. NOT., Actes de société et procès-verbaux de quelques assemblées
générales (Me Jean) 1857-1859.

TRIB. COMM., Faillite Zangroniz (1860) 5 Z.

RAFFINERIE BELGE-MARSEILLAISE (RANSELOT & Cie) (1859)

ARCH. NOT., Actes de société et procès-verbal d'une assemblée générale
(Me Gavot) 1859-1860.

RAFFINERIE DU MIDI (ROUX et BERNABO Fils aînés)

ARCH. NOT., Statuts (Me Gavot) 1860.

SOCIETE EMBENS & Cie (1861-1866)

ARCH. ENT., Archives Saint-Louis - Usine Saint-Louis - Procès-verbal
d'ordonnance d'adjudication en faveur de MM. Bergasse,
Bonnasse et consorts.

TRIB. COMM., Faillite Emsens (1866) 66 E.

BROCH., Statuts BN Série W 8° V 485 1861, 16 p.

RAFFINERIE DE SAINT-CHARLES

ARCH. NOT., Statuts de la Société Alexandre Bousquet & Cie (Me Sabathier)
1868.

BROCH., Société Auguste Maurin & Cie - Statuts et note imprimée
A. Maurin.

Ibid., A. Bousquet, A MM. les actionnaires de la raffinerie de
sucre Auguste Lafon et fils - 12 juillet 1868, 18 p.

Ibid., A. Bousquet, A MM. les actionnaires de la raffinerie de
sucre Auguste Lafon, 29 juillet 1868, 16 p.

SOCIETE CHARLES ROSTAND & Cie (1863-1865)

TRIB. COMM., Faillite Ch. Rostand (1865-1876) 392 R.

PUBL., Bertho (avocat) et Pélissier (avoué), Précis et pièces jus-
tificatives pour divers créanciers de la Société Ch. Rostand
& Cie contre les membres du conseil de surveillance des so-
ciétés Ch. Rostand & Cie, 1866, 163 p.

Ibid., A. Aicard, J. Onfroy (avocats, P. Massol d'André, A. Bergasse
(avoués) : Mémoires en réponse par les sieurs Henri Bergasse,
Emile Darier, Maximilien Pichaud, Victor Vaisse, Joseph Grand-
val, Edmond Hesse, membres du conseil de surveillance de la
Société Ch. Rostand & Cie, texte 208 p., Pièces justificatives
119 p.

Dans ces deux recueils on trouve les actes notariés, les bilans, les comptes d'exploitation, les procès-verbaux du conseil de surveillance, de nombreuses lettres et des pièces concernant le procès.

RAFFINERIES de SAINT-LOUIS

ARCH. ENT.

S.A. DE LA RAFFINERIE DE SAINT-LOUIS et S.A. DES RAFFINERIES DE SAINT-LOUIS

- 1 - Dossier de constitution (actes notariés, titres de propriétés, Procès-verbaux d'adjudication).
- 2 - Procès-verbaux du Conseil d'administration (1867-1878).
- 3 - Procès-verbaux des Assemblées Générales (1867-1878).
- 4 - Procès-verbaux de liquidation de la S.A. des Raffineries de Saint-Louis.

S.A. NOUVELLE DES RAFFINERIES DE SAINT-LOUIS

- 5 - Dossier de constitution (actes notariés).
- 6 - Procès-verbaux du Conseil d'administration (1878-1920).
- 7 - Procès-verbaux des assemblées générales (1878-1920).
- 8 - Inventaires (1878-1920).
- 9 - Inventaires + Dossiers de préparation (1907-1920).
- 10 - Livres de frais de fabrication (1876-1920).
- 11 - Grands Livres (1878-1920).
- 12 - Journal (1878-1920).
- 13 - Livres de contrôle (résumé des inventaires, évaluation et correction de la valeur des "existences" (à partir de 1897).
- 14 - Statistiques (exportations, fonte).
- 15 - Prix de revient des sucres fondus (1878-1920), Répertoire de tous les sucres achetés (lots, navires, titrages).
- 16 - Prix de revient de la cuite par chantiers (1908-1924).
- 17 - Rapports de fabrication (1863, 1884, 1896, 1906).

SUCRERIES DE LAUDUN L'ARDOISE ET D'ORANGE

ARCH. NOT. Actes de société (Me Raymond), (Saint-Louis ne les possède plus).

ARCH. ENT.

- 1 - Notes historiques et financières (dossier constitué par Saint-Louis).
- 2 - Registre de statistiques.
- 3 - Sucraterie de l'usine d'Orange :
 - Compte de rendement 1900-1901
 - Résumé général 1895-1902.
- 4 - Rapports divers.

RAFFINERIES DE LA MEDITERRANEE

ARCH. ENT.

- 1 - Dossier de constitution de la société P. Massot et fils (1859).
Actes notariés.

S.A.R.L. DES RAFFINERIES DE LA MEDITERRANEE

- 2 - Dossier de constitution (actes notariés).
3 - Procès-verbaux du conseil d'administration (1865-1881).
4 - Procès-verbaux des assemblées générales (1865-1881).

S.A. DES RAFFINERIES DE LA MEDITERRANEE

- 5 - Dossier de constitution (actes notariés).
6 - Procès-verbaux du conseil d'administration (1881-1920).
7 - Procès-verbaux des assemblées générales (1881-1920).

2 - N A N T E S

Les SAY et ETIENNE

Société L. Say & Cie (1812-1840) - Société J.B. Etienne et Say frères (1840) - Société J.B. Etienne et A. Say (1841-1856) - Société A. Say et E. et J. Etienne (1856-1858) - Société E. et J. Etienne (1859-1972).

ARCH. NOT., Actes de société : (Me Guesdon) 1840 - (Me Musseau) 1841 - (Me Moulmier-Desplanchet) 1856-1859 - (Me Bourcard) 1866.

Me Grizolle, 5 juillet 1880 - Origine de la propriété de la raffinerie Etienne.

Inventaires et liquidations après décès : LOUIS SAY

Me Poumet, 15 juillet 1840 - Liquidation de la succession de Louis-Auguste Say.

Me Poumet, 17 juillet 1840 - Acte de transaction et règlement définitif entre Me Vve Say et ses enfants.

ACHILLE SAY

Me Mongin, 21-22-23 février 1859 - Inventaire après le décès d'Achille Say.

Me Bourcard, 21 octobre 1864 - Inventaire après le décès de Mme Say.

Me Bourcard, 20 septembre 1865 - Tirage au sort entre les héritiers Say.

Me Bourcard, 18 décembre 1865 - Liquidation de la communauté de M. et Mme Say.

JEAN-BAPTISTE ETIENNE

Me Bourcard, 23 avril 1866 - Inventaire succession J.B. Etienne.

Me Bourcard, 2 octobre 1866 - Déclaration de transmission immobilière.

Me Bourcard, 15 avril 1868 - Liquidation succession J.B. Etienne.

GUSTAVE ETIENNE

Me Grizolle, 1 février 1872 - Inventaire après l'interdiction de G. Etienne.

Me Grizolle, 11 mai 1872 - Inventaire de la communauté de M. et Mme G. Etienne.

Me Grizolle, 21 septembre 1872 - Partage entre E. et G. Etienne.

EMILE ETIENNE

Me Grizolle, 18 novembre 1890 - Compte de séquestre famille Etienne.

Dossiers de clients :

Me Bourcard, Dossier succession Say - actes notariés divers.

Me Bourcard, Dossier succession J.B. Etienne : titres de propriété, actes notariés divers, baux.

Me Grizolle, Dossier E. Etienne : actes notariés divers, dossier candiserie.

RAFFINERIE DE RICHEBOURG (1817-1876)

Société J. Colas, D. Rozier et A. Gouté (1817-1822) - Société D. Rozier et A. Gouté (1822-1828) - Société A. Gouté, J. Gouté et E. Massion (1828-1856) - Société A. Gouté, E. Massion et A. Desloges (1856-1862) - Société E. Massion, G. Massion et H. Rougier-Lagane (1862-1879).

ARCH. NOT., Actes de société (Me Gautron) 1862, 1867, 1879.

Inventaires et liquidations après décès :

Me Gautron, 13 décembre 1843 - Liquidation-partage communauté J. Colas et F. Belloc.

Me Gautron, 12 avril 1847 - Liquidation-partage D. Rozier.

Me Gautron, 3 février 1854 - Inventaire après le décès de Louise Colas (apouse A.A. Gouté).

MMes Gautron et Fleury, 21-26 mars 1868 - Inventaire après le décès d'A.A. Gouté.

Me Fleury, 22 décembre 1868 - Liquidation-partage communauté A.A. Gouté-Louise Colas.

Me Grizolle, 30 décembre 1881 - Donation-partage J. Gouté.

Me Poisson, 28-29 septembre 1884 - Liquidation-partage communauté E. Massion - Félicité Rozier.

Me Grizolle, 1 décembre 1891, Inventaire après le décès de G. Massion.

Me Grizolle, 8 décembre 1891, Dépôt de compte "tutelle" rendu par G. Massion.

Me Sébilleau, 7 mars 1889, Liquidation-partage Rougier-Lagane-Chabosseau.

Les CEZARD

PAP. FAM., Mémoires inédits de la comtesse de Molitor (fille de Nicolas Cezard).

Société N. CEZARD & CIE (RAFFINERIE DE LAUNAY ET DES RECOLLETS) (1852-1864)

ARCH. NOT., Actes de Société et quelques assemblées générales et procès-verbaux du conseil de surveillance (Me Mongin, 1855, 1856, 1858, 1862, 1864).

Inventaires après décès :

Me Lallemant de Liocourt, 18 décembre 1845, Inventaire après le décès de Sophie Petel (épouse de N. Cezard).

Me Lallemant de Liocourt, 22-27 septembre 1862, Inventaire après le décès de Malvina Petel (seconde épouse de N. Cezard).

SAINT-NAZAIRE COMPANY LIMITED
SOCIETE DES CREDITS GENERAUX DE SAINT-NAZAIRE
SOCIETE DU COMMERCE DE FRANCE

ARCH. NOT., Actes de société (Me Potier de la Berthellière), 1865.

TRIB. COMM., Dossier faillite Société du Commerce de France, 1866-1880, AD Seine O 10 V3 n° 6462.

PUBL., A. Cezard, Aux actionnaires de la Société du Commerce de France, Paris, 1866, 24 p.

SOCIETE L. CEZARD & CIE (RAFFINERIE DE CHANTENAY) (1866-1880)

ARCH. NOT., Actes de société (Me Bourcard), 1868-1869.

Me Grizolle, 1 juillet 1880, Origine de la propriété de la raffinerie de M. Cezard.

Me Grizolle, Dossier de fusion E. Etienne-L. Cezard, 1880 : Actes notariés divers, baux, quelques lettres, état du matériel en 1868, Outillage Langen, plans.

RAFFINERIES NANTAISES (anciennes raffineries CEZARD) (1864-1878)
(LAUNAY ET RECOLLETS)

PAP. FAM., Correspondance Henri Polo (censeur, puis co-directeur de l'affaire de 1870 à 1873).

ARCH. NOT., Actes de société (Me Mongin), 1864 ; (Me Grizolle), 1878 ; Procès-verbaux des assemblées générales extraordinaires (Me Bourcard) 12/10/1865, 29/1/1866, 16/10/1867 ; (Me Grizolle), 30/10/1874, 20/9/1878, 2/5/1882.

Me Grizolle, 7 juin 1882, Dépôt des pièces dissolution de la société des Raffineries Nantaises (avec un résumé de l'exploitation).

BROCH., La série complète des assemblées générales ordinaires et des bilans (1864-1878) a été reconstituée à partir de trois sources : Bibliothèque Municipale de Nantes - BN (série W) - Papiers de G. Cezard.

SOCIETE ANONYME DES ANCIENNES RAFFINERIES EMILE ETIENNE ET CEZARD (1880-1883)

PAP. FAM., Extraits des procès-verbaux du conseil d'administration : 11/1/1881, 16/2/1882, 18/3/1882, 20/4/1882, 15/5/1882, 22/8/1883 - Copie lettre L. Cezard à Loiret 8/10/1883.

Jugements 1883, 1886, 1891. Assemblées générales et bilans.

ARCH. NOT., Actes de société (Me Grizolle) 1880.

Procès-verbal du conseil d'administration du 7 août 1883 (Me Grizolle).

Me Grizolle, Dossier de fusion E. Etienne et Cezard : Correspondance E. Etienne - Palotte. - Projets de Statuts, - Plans.

Me Grizolle, Dossier de succession E. Bourcard, 1880. (lettres échangées entre E. Bourcard et la Banque de Prêts à l'industrie).

Me Grizolle, Dossier, 21 février 1883 : Réalisation d'ouverture de crédit par M. Etienne au profit de H. Voruz et autres.

PUBL., Extraits du rapport du syndic de la faillite des Raffineries Etienne et Cezard (AN 65 Aq R 185, Pap. Cezard) - Mémoire Brissonneau, Rennes 1886 (Pap. Cezard).

BROCH., Les raffineries Etienne et Cezard, 1881, 56 p. - Rapport des commissaires aux comptes, 18 p.

SUCRERIES DE L'OUEST (S.A.) (1876-1883)

ARCH. NOT., Actes de société et quelques assemblées générales (Me Gouzé) 1876, 1877.- (Me Mauloin) 1878, 1879, 1881, 1882, 1883.

BROCH., Société Sucrière de l'Ouest, Nantes, 1875.

Les Sucrieries de l'Ouest (Prospectus, 1878), Pap. Robin (Bordeaux).

Les Sucrieries de l'Ouest (Prospectus, 1880), BN Série W.

RAFFINERIE DE CHANTENAY SOCIETE SOUQUES (1884-1886) S.A. "RAFFINERIE DE CHANTENAY" (1886-1920)

- 1 - Dossier de constitution de l'affaire.
 - " émission d'obligations (1889).
 - " " " (1898).
 - " augmentation de capital (1906-1907).
 - " " " (1911).
 - " " " (1920).

2 - Procès-verbaux du conseil d'administration (1886-1920).

3 - Procès-verbaux des Assemblées générales (1896-1920).

4 - Inventaires 1885-1920.

Jusqu'en 1889, inventaires au 31/3 - 30/6 - 30/9 et 31/12 ; ensuite, inventaires semestriels.

5 - Correspondance :

Directeur de l'usine au siège à Paris

Texier à Souques et Maufrais 15/9/1884 au 19/3/1895.

Paret à P. Hebert 23/9/1895 au 22/12/1900 ; ensuite jusqu'au 26/4/1905 les lettres sont adressées à l'ensemble des administrateurs.

Meeus à Lemesle 31/5/1905 à 1926 (La correspondance de la fin 1905 et de l'année 1906 a disparu).

Siège à l'usine

Volumes 7 - 8 - 9 - 10 (Copies de lettres 1906 à 1920).

Divers

Chevalier (sous-directeur) au siège 12/4/1895 au 1/7/1905.

Tugault (chef de la fabrication), Rapports au siège 20/4/1910 au 31/12/1920.

6 - Contentieux :

Crédit Lyonnais 1895-1896 (4 dossiers).

Affaire Giard 1897 (1 dossier).

Affaire de la Douane 1897-1898 (2 dossiers).

Chantenay et Billard contre l'administration des douanes - Détaxes de distance, 1907-1909 (4 dossiers).

Bénéfices de guerre (1919-1923).

7 - Dossiers divers :

Syndicat des Raffineurs.

Sucrerie de Bretagne.

Rapport Lizeray au conseil d'administration (août 1905).

Correspondance Van Duym (S.A. Raffinerie de l'Ouest).

Chauvet, Notes sur les opérations de raffinage 1911 à 1920.

Procès Raffinerie Hubert.

Famille CAIL - HEBERT

La Raffinerie de Chantenay a conservé les archives de la Sucrerie de Flavy-le-Martel.

PAP. FAM. HEBERT, Actes notariés concernant la famille Cail.

- Quelques lettres d'E. Souques.

- Dacraigne, Note en réponse pour Madame Vve Hebert, représentant de la succession de Madame Cail, contre Monsieur Souques (4 p.).

- Dossier de la Sucrerie et Raffinerie de Trostianec.

C O S S E - D U V A L

SOCIETE COSSE-DUVAL & CIE (1838-1844)

MARAIS & CIE (1844-1856)

COSSE-DUVAL & CIE (1856-1865)

1 - Inventaires 1855 - 1865.

2 - Correspondance 1855 - 1865 (une douzaine de lettres sont antérieures à 1855).

3 - Dossiers industriels, n° 19 à 26 (1852 à 1865).

4 - Etats du matériel, 1852-1865 - (Factures - lettres des fournisseurs).

COSSE-DUVAL & Cie (1865-1919)

- 5 - Inventaires 1865-1872 (Les années 1873 à 1879 manquent).
- 6 - Inventaires 1880- 1919.
- 7 - Etats du matériel 1865 - 1919.
- 8 - Fragments de correspondance.
- 9 - Grands livres 1905 - 1919.
- 10 - Registres divers, 1900-1919 : Banques - clientèle - livres de fonte - brouillards.
- 11 - Cartons renfermant des papiers divers : Actes de société - successions Cossé-Duval.

SOCIETE NOUVELLE DE LA RAFFINERIE - CANDISERIE COSSE-DUVAL (S.A.)
(1919 - 1934)

- 12 - Dossier de constitution.
- 13 - Inventaires 1919-1934.
- 14 - Grands livres 1919-1934.
- 14 - Registres divers 1919-1934 : Banques - clientèle.

RAFFINERIE BILLARD

La Raffinerie Billard a été créée en 1897, mais la maison d'épicerie date de 1867.

- 1 - Actes de société (1867-1934).
- 2 - Inventaires et bilans (1867-1934).
- 3 - Grands livres 1907-1934.
- 4 - Journal 1907-1934.
- 5 - Livres de clientèle 1907-1934.
- 6 - Registres divers (après 1920) : Livres de frais de fabrication - Livres de salaires (à partir de 1928).

RAFFINERIE BEAUSEJOUR

P. Chenard et A. Thébaud (1855-1860) - P. Chenard (1860-1862) - J.B. Boissel, I. Bernard (1862-1874) - Ch. Pellerin, F. Chauvin (1874-1879) - Société Ch. Pellerin & Cie (1879-1916).

ARCH. NOT., Actes de société (Me Grizolle) 1901-1904.

Me Bernard, 4/7/1879, Adjudication sur licitation de la raffinerie à Charles Pellerin.

RAFFINERIE DE LA TOUR D'AUVERGNE

PAP. FAM., Fonds Eudel non classé (Bibliothèque Municipale de Nantes).
Correspondance Larrey-Eudel 1873-1879.

ARCH. NOT., Actes de société (Me Grizolle) 1894, 1895, 1898, 1902 -
(Me Durand-Gassel) 1910.

Me Bougouin, 20/3/1874 - Liquidation de la société Lasnier-A. Larrey.

Me Grizolle, 9/7/1902 - Inventaire après le décès de M. F. Corhumel.

Me Grizolle, 8/8/1902 - Dépôt du testament et codicille M. F. Corhumel.

Me Durand-Gasselin, 9/4/1913 - Inventaire après le décès de Sophie Millerot (veuve F. Corhumel).

Société Halgan & Cie (fabrique d'agglomérés commandités par la Société Corhumel) - Actes de société (Me Grizolle) 1898 - Me Durand-Gasselin 1910.

RAFFINERIE HUBERT (Prairie d'Amont)

ARCH. NOT., Me Rousseau-Dumarcet, 7/11/1917 - Inventaire après les décès de M. et Mme HUBERT.

Me Rousseau-Dumarcet, 23-25/11/1918 - Liquidation-partage époux Hubert.

Me Giraud, 15 mai 1928 - S.A. "Raffinerie Hubert".

RAFFINERIE BOURCARD (rue Conan Mériadec) (1868-1880)

ARCH. NOT., Actes de société (Me Grizolle) 1868 - 1870 - 1874 - 1880.

Me Grizolle - Dossier Etienne, s.d. (Candiserie E. Bourcard) - Correspondance - Comptes divers et bilans - Projet d'acte à intervenir entre MM. Voruz et Etienne (20/10/1874), - Expertise close le 6 juillet 1876 (V. Gendron) - Projet de bail Moller.

Me Grizolle, 20/10/1874 - Cession part commandite Bourcard par M. Voruz à M. Etienne.

Me Grizolle, 4 - 5/12/1876 - Redressement relatif à la liquidation des comptes de l'intérêt candi entre E. Etienne et M. Voruz.

S.A. DE LA RAFFINERIE DE L'OUEST (rue Conan Mériadec) (1891-1898)

ARCH. NOT., Actes de société et quelques procès-verbaux d'assemblées générales (Me Boulay) 1891 - (Me Gaucher) 1897 - 1900 - 1903 - 1906 - 1907.

Me Boulay, 12/4/1898 - Prorogation de la créance Céron - S.A. "Raffinerie de l'Ouest".

SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LA RAFFINERIE DE L'OUEST (1898-1907) (Bosselut, Lemoine & Cie)

ARCH. NOT., Actes de société et quelques procès-verbaux d'assemblées générales (Me Boulay) 1898 - (Me Gaucher) 1906-1910.

SOCIETE MOURCQ & Cie (fabrique d'agglomérés)

ARCH. NOT., Actes de société (Me Boulay) 1898 - (Me Gaucher) 1900.

MELASSERIE DE CHANTENAY

P. Ladmirault, E. Bartholoney & Cie (1865-1875) - P. Ladmirault & Cie (1875-1883).

ARCH. NOT., Actes de société (Me Bourcard) 1865 - (Me Grizolle) 1875 - 1885.

COURTIERS DE NANTES

Les archives des maisons Ceineray & Cie - Loiret, Haëntjens & Cie ont été détruites en 1944.

Ceineray : Il reste des livres de courtage (1900-1909).

Loiret-Haëntjens : On a retrouvé quelques lettres de Landois, directeur du bureau de Marseille (1905-1913).

3 - L E H A V R E

SOCIETE J. CLERC-KAYSER & Cie
SOCIETE J. CLERC & Cie

ARCH. NOT., Actes de société et quelques procès-verbaux d'assemblées générales (Me Dufour) 1853 - 1856 - 1859 - 1866 - 1868 - 1872 - 1876 - 1879 - 1880 - 1883.

Me Dufour, 20 - 21/6/1877 - Liquidation-partage après le décès de M. J. Clerc.

Me Dufour, 3/1/1883 - Inventaire après le décès de M. C. Clerc.

TRIB. COMM., Extraits d'actes de société - 1825 - 1829 - 1833 - 1834 - 1839.

RAFFINERIE DU HAVRE
SOCIETE KNIGHT & Cie (1856)

ARCH. NOT., Acte de société et procès-verbal d'assemblée générale (Me Roquebert) 1856- 1857.

SOCIETE L. COR, H. HAENTJENS & Cie
puis : SOCIETE H. HAENTJENS & Cie (1865)

ARCH. NOT., Acte de société et procès-verbal d'assemblée générale (Me Huillier) 1863 (L'acte contient l'essentiel des statuts de 1858) - Cahier des charges (Me Lemonnier) 1873.

TRIB. COMM., Jugements du 9/4/1873 et 23/6/1873 (Le premier contient une histoire détaillée de l'affaire depuis 1865).

SOCIETE J. FORCADE & Cie

ARCH. NOT., Actes de société (Me Lemonnier) 1873-1875.

Assemblée générale de liquidation (Me Delapalme), 1876.

S.A. DE LA RAFFINERIE DU HAVRE

ARCH. NOT., Actes de société et quelques assemblées générales (Me Portefin) 1876 - 1877 - 1878 - 1880 (On a consulté les copies déposées au Havre (Tribunal de commerce - Me Duverdier)).

Nota : La Société Générale ne possède pas de dossier sur cette affaire qu'elle a lancée.

SOCIETE GEVERS & Cie (1852)

TRIB. COMM., Extraits d'actes de société - 1852 - 1862 - 1863 - 1864.

SOCIETE A. ACHER & Cie (1865)

SOCIETE F. ACHER & Cie (1886)

ARCH. NOT., Actes de société et quelques assemblées générales (Me Duverdier) 1875 - 1885 - 1886 - (Me Hellouin) 1895 - (Au procès-verbal de l'assemblée générale du 29/8/1895 est annexé un rapport du gérant sur l'activité de l'affaire entre 1887 et 1895 (Me Narcy) 1898.

TRIB. COMM., Extraits d'actes de société (Me Marcel) 1865-1866.

Ibid., Jugement du 17 mars 1868.

BROCH., Assemblée générale du 8 août 1867 - Rapport du gérant (BN Série W).

4 - H O N F L E U R

RAFFINERIE DE HONFLEUR (1824-1867)

(A. Lacoudrais, O. Lecarpentier, B. Lecarpentier,
V.F. Dubourg, D. Goulley)

PAPIERS DUBOURG

PAP. FAM., Actes sous-seing privé 1810 - 1814 - 1820 - 1824 - 1830 - 1842 - 1847 - 1852 - 1858.

Actes de société (Me Desmarais) 1860 - 1861 - 1862.

Divers actes - achats de terrains et bâtiments.

Compte des associés au 31 janvier 1841.

Note sur les résultats 1807-1841.

Mémoire Dubourg sur le projet de société de 1842.

Liquidation de la société en 1862 (dépôt Me Bréard, 10 avril 1867).

Dossier de liquidation - 1867 - 1870.

Dossier projet société 1867.

Inventaires et liquidations après décès :

- ARCH. NOT., Me Bréard, 1er avril 1853 - Inventaire après le décès d'O. Lecarpentier et de L. Lepoulteux.
- Me Bréard, 28 novembre 1854 - Liquidation-partage des époux Lecarpentier.
- Me Bréard, 13 novembre 1858 - Inventaire après le décès de B. Lecarpentier.
- Me Bréard, 30 décembre 1858 - Liquidation-partage B. Lecarpentier.
- Me Bréard, 5 octobre 1858 - Liquidation de la communauté d'acquêts entre M. et Mme Coudre-Lacoudrais.
- Me Desmarais, 26 août 1861 - Partage A. Coudre-Lacoudrais.
- Me Lefèvre, 17 mai 1870 - Liquidation-partage V.F. Dubourg.

RAFFINERIE DE HONFLEUR - SOCIÉTÉ J. DE BOURSETTY & Cie
(1872-1874)

- ARCH. NOT., Actes de société et quelques assemblées générales (Me Lefèvre) 1871-1872.
- TRIB. COMM., Faillite de J. de Boursetty - AD Seine, D V 11 V3 C 749.
- BROCH., Assemblée générale extraordinaire du 30 août 1873 (BN Série W).
- Ibid., AN Série 65 Aq A 449, Dossier Crédit Foncier Commercial Suisse - brochures - coupures de journaux.

SOCIÉTÉ ANONYME DE LA RAFFINERIE DE HONFLEUR
(1874-1879)

- ARCH. NOT., Actes de société et quelques assemblées générales (Me Lavoignat) 1874-1877.
- PUBL., J.P. Barthabure contre J. Vidal et Cie (BN Série W).
- BROCH., Statuts imprimés avec historique, 1874 (BN Série W).
Assemblée générale 25 juin 1874 (BN Série W).
Assemblée générale 5 mai 1876 (BN Série W).
- Ibid., Société Anonyme de la Raffinerie de Honfleur (AN Série 65 Aq R 248).

5 - B O R D E A U X

PAP. FAM., Papiers Bobin (Pierre Bobin, courtier en sucre).

- 1 - Constitution de sociétés - Modifications - Dissolutions successives des raffineries de Bordeaux, de janvier 1828 à 1880 (Lettres-circulaires des sociétés).
- 2 - Raffinerie Tessandier (note sur la situation de la raffinerie) - Projet de société anonyme - Statuts de la raffinerie de Sainte-Croix (1910).
- 3 - Statuts de la raffinerie Frugès 1927.
Historique. - Rapport des commissaires aux apports (1926).

S.A. COMPAGNIE DES RAFFINERIES ET HUILERIE BORDELAISE
(ZANGRONIZ ET RANSELLOT)

ARCH. NOT., Acte de société (Me Baudier) 1853.

RAFFINERIE DU SUD-OUEST (Bosselut)

BROCH., Statuts, 1891 (BN Série W).

BROCH., Mémoire sur le projet de transformation de la grande distillerie de Bordeaux située en Queyriès appartenant à MM. Maurel et Prom et Maurel frères, et de son exploitation en raffinerie, Bordeaux 1893, 16 p.

6 - CHAMBRE SYNDICALE DES RAFFINEURS DE SUCRE DE FRANCE

- 1 - Procès-verbaux des séances de la Réunion de MM. les Raffineurs de Paris, 10 juillet 1844-novembre 1869.
- 2 - Syndicat des Raffineurs de Sucre en France : Procès-verbaux de la Chambre Syndicale, 20 novembre 1901-16 novembre 1920.
- 3 - Rapport de l'administrateur, 22 août 1906-20 septembre 1906.
- 4 - Statistiques diverses 1902-1920.

II - ARCHIVES DIVERSES

A. ARCHIVES NATIONALES.

F¹² COMMERCE ET INDUSTRIE

- | | |
|--------------|--|
| 1501 et 1502 | - Sucres ; raffineries, confiserie, sirops, 1708 - An XIII. |
| 1565 | - Fabrication du sucre, An VIII-1814. |
| 1639a à 1640 | - Sucre raffiné et sucre de betterave (douane, fabrications) 1786-1814. |
| 2314 | - Sucre de betterave, 1811-1814. |
| 2316 et 2317 | - Sucre de betterave, 1812-1862. |
| 2397 | - Règlements industriels, An XI 1826. Sucre de betterave dans le Calvados. |
| 2416 | - Sucre de betterave, 1807-1852. |
| 2420 | - Raffinage du sucre, AN IX 1822. |
| 2446 | - Betterave à sucre, 1816-1813. |
| 2540 à 2550b | - Douanes : sucres, 1816-1888. |
| 1973 à 7000 | - Sucres : conférences internationales, législation française et étrangère, 1837-1921. |
| 6973 | - Conférences internationales, 1863-1872. |
| 6974 | - id. - 1872-1882. |
| 6975 | - id. - 1887-1888. |
| 6976 à 6979 | - Conférences internationales de Bruxelles (1902-1907) et conventions des 5 mars 1902, 28 août et 19 septembre 1907. |
| 6980 | - Application de la convention internationale de Bruxelles 1902-1918. |

- 6981¹ et 2 - Convention internationale de Bruxelles instituée par la convention du 5 mars 1902, 1903-1914.
 6982 - Législation française, 1903-1917.
 6983 à 6988¹ - Législation française antérieure à la convention de Bruxelles, 1837-1901.
 6988² à 6993 - Sucres et mélasses : tarifs douaniers, 1854-1918.
 6994 à 6997 - Sucres et mélasses pour l'alimentation du bétail et l'industrie, 1852-1921.
 6998 à 7000 - Commission du régime douanier des sucres : procès-verbaux des séances, affaires diverses, 1918-1919.
- 4476a à 6550 - Situation industrielle des départements, 1830-1888.
 6170 à 6175 - Statistiques industrielles et commerciales, 1869-1900.

F¹² COMMERCE EXTERIEUR

Rapports commerciaux des Consuls de France à l'étranger :

- 7148 et 7149 - Maroc (1875-1906).
 7186 et 7187 - Tunisie (1856-1902).
 7188 à 7190 - Turquie d'Europe (1870-1906).
 7191 - Turquie d'Asie (1870-1899).
 7192 à 7197 - Turquie d'Asie (1843-1906).
 7263 et 7264 - Maroc (1907-1920).
 7279 - Tunisie (1909-1915), Turquie d'Europe (1907-1918).
 7281 à 7283 - Turquie d'Asie (1907-1920).
 7388 à 7390 - Turquie : rapports consulaires et correspondance commerciale, 1904-1920.

Sur les raffineurs :

- 5080 à 5300 - Légion d'honneur accordée à des négociants, à des industriels.
 6635 à 6670 - Légion d'honneur : nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur d'industriels, de commerçants.

F¹⁴ TRAVAUX PUBLICS

- 2193¹ et 11470 - Anciens dossiers personnels de fonctionnaires.

Sur les entreprises :

F¹² SOCIETES ANONYMES

(ordonnances de création ou de modification des Statuts et documents annexes).

- 6731 - Compagnie des Antilles (société pour la fabrication du sucre fondée à Paris sur l'initiative de Lebaudy), Ordonnance du 2 février 1844.
 - Compagnies des raffineries et huilerie bordelaise, Décret du 12 octobre 1853.
 6777 - Société marseillaise de crédit industriel et de dépôts Décret du 2 octobre 1865.

Dossiers de l'Association des porteurs français de valeurs mobilières :

Série 65 Aq

On y trouve des statuts de société, des rapports annuels aux

assemblées générales, des brochures diverses et surtout des coupures de presse.

- R 34 - Sucrerie d'Ardres.
- R 98 - Raffinerie de Chantenay.
- R 172 - Société générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte.
- R 185 - Anciennes Raffineries E. Etienne et Cezard.
- R 194 - Anciennes sucreries de la Cie Fives-Lille.
- R 210 - Raffinerie François.
- R 244 - Raffinerie du Havre.
- R 248 - Raffineries de Honfleur.
- R 271 - Sucrerie de Laudun L'Ardoise.
- R 308 - Sucrerie et Raffinerie du Maroc.
- R 347 - Sucrerie de Nassandres.
- R 364 - Nouvelle Raffinerie Nantaise.
- R 368 - Sucrerie d'Origny Sainte-Benoîte.
- R 398 - Société Industrielle et Agricole de la Pointe-à-Pitre.
- R 404 et 405 - S A Sucrerie de Port-Louis.
- R 408 - Raffinerie Prévost.
- R 415 - Raffinerie Française.
- R 416 - Raffinerie Moderne.
- R 417 - Raffinerie des Ponts.
- R 439 - S A Sucrerie de Sainte-Anne.
- R 445 - Société Nouvelle des Raffineries de Sucre de Saint-Louis.
- R 463 - Raffineries et Sucreries Say.
- R 471 - Raffinerie de Sermaize.
- R 523 - Raffinerie de Tergnier.
- R 531 - Sucrerie de Trostianec.
- R 625 - Béghin.

Nota : A la BIBLIOTHEQUE NATIONALE, on classe peu à peu (Série W) des brochures (statuts, rapports aux assemblées générales, etc...), concernant l'industrie du sucre.

B. ARCHIVES du MINISTERE des AFFAIRES ETRANGERES

Ouverte jusqu'au 31 décembre 1896, la correspondance consulaire et commerciale, après quelques sondages, a été délibérément sacrifiée, compte tenu de l'exceptionnelle richesse des fonds de la Chambre de Commerce de Marseille.

C. ARCHIVES de la PREFECTURE de POLICE de la SEINE

On a recherché les dossiers des hommes et des sociétés liés à l'histoire du raffinage du sucre : SAY, LEBAUDY, E. CRONIER, BANQUE de PRETS à l'INDUSTRIE, etc...

D. ARCHIVES DEPARTEMENTALES

La Série M, COMMERCE et INDUSTRIE (Statistique industrielle, situation industrielle, correspondance, pétitions, établissements dangereux) fournit peu d'éléments pour les entreprises. Les renseignements sont fragmentaires et souvent répétés d'année en année. A Bordeaux, à défaut d'autres sources, elle permet cependant de suivre l'activité des raffineries de sucre. A Marseille, Rouen (pour Le Havre), Caen (pour Honfleur), il ne reste que quelques dossiers.

A Nantes on a consulté d'autres séries : 3 P Douanes, Sucres et 2 R, Ravitaillement 1914-1918, Sucres.

A Bordeaux, ce qui concerne le ravitaillement pendant la guerre est classé dans la série M.

On a tiré un plus grand profit de la Série Q (enregistrement). Les registres des actes sous seing-privé, ceux des actes civils et des mutations après décès, ont été dépouillés en totalité à Nantes. A Bordeaux, ils ont permis de compenser en partie l'absence des sources notariales.

Le Tribunal de Commerce de Marseille a transféré aux Archives des Bouches-du-Rhône les extraits d'actes de société - il conserve par contre les dossiers de faillite -. Les Archives du département de la Seine possèdent des extraits d'actes de société et des dossiers de faillite. Les premiers pour Le Havre et les seconds pour Paris, Honfleur et Nantes, présentent un grand intérêt.

E. ARCHIVES MUNICIPALES

On y a effectué toutes les recherches concernant l'état civil. La Série F^c a été mise à contribution à Nantes et surtout au Havre.

F. ARCHIVES des CHAMBRES de COMMERCE

Tous les dépôts ont été touchés en 1944. Au Havre et à Nantes, seuls les procès-verbaux des délibérations ont été sauvés. A Bordeaux, presque tout a disparu.

Les Chambres de Commerce des grands ports ont publié chaque année des documents imprimés sur leur activité, ainsi que des statistiques sur le trafic maritime et l'industrie : à Nantes depuis 1840 - Etudes et travaux, suivi à partir de 1852 d'une Situation commerciale et industrielle ; à Bordeaux, depuis 1850 - Extrait des procès-verbaux, lettres et mémoires de la Chambre de Commerce de Bordeaux ; au Havre - Compte-rendu des travaux - et à Marseille depuis 1862 - Compte-rendu des travaux de la Chambre de Commerce de Marseille, suivi d'un Compte-rendu de la situation commerciale et industrielle de la circonscription de Marseille.

L'intérêt de ces publications est variable. Au Havre on a négligé les sucres. A Nantes et Marseille on leur a donné une grande place. Pour Bordeaux il y a peu de statistiques, mais au XIX^e siècle, les lettres étaient presque toujours transcrites intégralement.

Toutefois, il faut faire une place particulière à la Chambre de commerce de Marseille. Elle a conservé, outre ses copies de lettres, la plupart des originaux des lettres reçues (en cours de classement). On a pu consulter ce fonds grâce à l'obligeance et au travail des archivistes. Sa richesse est très grande. Cette correspondance éclaire la "question des sucres" sous tous ses aspects et fournit même, grâce aux copies des rapports des consuls de France et aux réponses des raffineurs, une documentation de premier choix sur l'exportation des sucres en Perse et au Maroc.

BIBLIOGRAPHIE

A. LES SUCRES

SCULIER, A.J., Catalogue des ouvrages spéciaux de langue française concernant le sucre et l'industrie sucrière composant la bibliothèque de M.L.S. WARE, Paris, 1911, 340 p.

1. JOURNAUX, PERIODIQUES, ANNUIRES

L'AGRICULTEUR MANUFACTURIER (publié par DUBRUNFAUT), Paris, 1830 et 1831.

Le BULLETIN DES SUCRES FRANCAIS ET ETRANGERS, Paris, 1837 et 1838.

Le JOURNAL DES FABRICANTS DE SUCRE, hebdomadaire fondé en 1860 par J.B. DUREAU, Paris.

La SUCRERIE INDIGENE, revue hebdomadaire fondée en 1866 par H. TARDIEU, devenue en 1883 la SUCRERIE INDIGENE ET COLONIALE, Paris.

La CIRCULAIRE HEBDOMADAIRE (publiée à partir de 1889 par le Syndicat des Fabricants de Sucre de France), Paris. Le BULLETIN TRIMESTRIEL du SYMBICAT des FABRICANTS DE SUCRE DE FRANCE est inséré dans cette livraison (Il paraissait depuis 1887).

BULLETIN DE L'ASSOCIATION DES CHIMISTES DE SUCRERIE ET DISTILLERIE DE FRANCE ET DES COLONIES, revue mensuelle créée en 1883, Paris.

LISTE GENERALE DES FABRIQUES DE SUCRE, annuaire édité depuis 1869 par le JOURNAL DES FABRICANTS DE SUCRE.

2. OUVRAGES et ARTICLES de caractère historique

AYMARD-BRESSON, Gloires industrielles de la France. L'industrie sucrière indigène et son véritable fondateur, Paris, 1864, 176 p.

F. BEGHIN & Cie, plaquette, 5 juin 1956.

BILLIoud, J., Une industrie marseillaise, la Raffinerie de Sucre. Marseille, REVUE MUNICIPALE, n° 9 et 10 (s.d.).

BONDOIS, P., Les centres sucriers français au XVIIIe siècle, R. H. E. S., 1931.

CHARNY, F., Le Sucre, Paris, 1850, 125 p.

DEER, N., The History of Sugar, Londres, 1949, 2 vol.

DUREAU, J.B., L'industrie du sucre depuis 1860 (1860-1890), Paris, 1894, 263 p.

FIERAIN, J., La naissance d'une dynastie de raffineurs de sucre au XIXe siècle, Les Cossé-Duval de Nantes (1836-1865), ANNALES DE BRETAGNE, 1966, n° 2.

HELOT, J., Le sucre de betterave en France de 1800 à 1900. Culture de la betterave, Législation, Technologie, Cambrai, 1900, 220 p.

Histoire centennale du sucre de betterave, Paris, 1912, 178 p.

LERAT, G., Etude sur les origines, le développement et l'avenir des Raffineries Nantaises, Paris, 1911, 196 p.

MIEGE, J.L., Le commerce des sucres à Casablanca, BULLETIN ECONOMIQUE ET SOCIAL DU MAROC, 1952, tome 15.

MIEGE, J.L., Nantes et le Maroc, BULLETIN DU COMITE MAROCAIN DE DOCUMENTATION HISTORIQUE, n° 5.

PIERREIN, Le sucre marseillais et les routes de Perse à la fin du XIXe siècle, C. I. E. P., 1954, n° 2.

PRUGNARD, L., Le sucre de betterave en Auvergne. BULLETIN HISTORIQUE ET SCIENTIFIQUE DE L'AUVERGNE, 1911 et 1912.

SUCRERIES ET RAFFINERIES BOUCHON ET PAJOT, 1867-1967, plaquette, 15 juin 1967.

TAILLEFER, Le commerce des sucres, Marseille (1815-1848), D.E.S., Aix-Marseille, 1960.

VALLADIER, H., Histoire de la Raffinerie de Nantes. Le sucre et les raffineries nantaises (ouvrage dactylographié, s.d. Nantes).

VALLADIER, H., L'industrie sucrière en Loire-Inférieure (ouvrage dactylographié, s.d. Nantes).

VILLENEUVE, R., Le financement de l'industrie sucrière en France, R.H.E.S., 1960, n° 3.

3. OUVRAGES et ARTICLES généraux, Législation, Techniques, gestion

a. LEGISLATION

BQIZARD et TARDIEU, H., Histoire de la législation des sucres (1664-1891), Paris, 1891, 393 p.

LEGIER, E., Les lois sucrières, Paris, 1909, 1857 p.

TURQUIN et LAFONT, P., Manuel du service des sucres et des glucoses, Poitiers, 1905, 2ème éd., 507 p.

b. TECHNIQUES

BASSET, N., Guide pratique du fabricant de sucre, Paris, 3 vol.

1. Etude des sucres, culture des plantes sucrières, 1872, 792 p.

2. Fabrication industrielle du sucre, 1872, 858 p.

3. Fabrication industrielle du sucre (Raffinage), 1875, 848 p.

BARDY, Ch., Sucre de betteraves. Fabrication, raffinage et analyse, Paris, 1881, 312 p.

BLAUDET, L.; PELLET, H., SAILLIARD, Ch., Traité de la fabrication du sucre de betterave et de canne, Paris, 1894, 2 vol., 579 et 703 p.

BLACHETTE et ZOEGA, Manuel du fabricant de sucre et du raffineur, ou essai sur les différents moyens d'extraire le sucre et de le raffiner, Paris, 1826, 280 p.

BLACHETTE et ZOEGA, Manuel du fabricant de sucre et du raffineur, ou essai sur les différents moyens d'extraire le sucre et de le raffiner, 2ème éd. par JULIA de FONTENELLE, Paris, 1833, 442 p.

BLACHETTE et ZOEGA, Nouveau Manuel complet du fabricant et du raffineur de sucre. Nouvelle édition par M. JULIA de FONTENELLE, Manuels Roret, Paris, 1841, 491 p.

- CHANDELET, Art du raffineur, ou traité théorique et pratique du raffinage de sucre de cannes, Paris, 1828, 284 p.
- CHARPENTIER, F., Le sucre, tome X de l'ENCYCLOPEDIE CHIMIQUE de FREMY, Paris, 1889, 312 p.
- DUBRUNFAUT, P.A., Art de fabriquer le sucre de betteraves, suivi d'un essai d'analyse chimique, Paris, 1825.
- DUHAMEL du MONCEAU, Art de raffiner le sucre, 1ère éd. 1764, 2e éd. 1890.
- FAIRRIE, G., Sugar, Liverpool, 1925, 233 p.
- FIGUIER, L., Les Merveilles de l'Industrie, Industrie du sucre, tome 2, pp. 1 à 148, Paris, s.d.
- FRITSCH, J., Traité de fabrication du sucre de betteraves et de cannes, Paris, 1913, 2 vol.
- GAUTIER, L., Manuel pratique de la fabrication et du raffinage du sucre de betteraves, Paris, 1880, 207 p.
- GREDINGER, W., Die raffinaton des Zuckers, Vienne, 1909, 275 p.
- HORSIN-DEON, Traité théorique et pratique de la fabrication du sucre, Paris, 1900, 2 vol. 558 et 534 p.
- LEGIER, E., Histoire des origines de la fabrication du sucre en France, Paris, 1901, 926 p.
- LEPLAY, H., Chimie théorique et pratique des industries du sucre, Paris, 1883, 2 vol. 452 et 356 p.
- PAUL, J., L'industrie de la raffinerie, Conférence faite le 21 mai 1942 au Centre de perfectionnement technique, Maison de la Chimie, Paris, 39 p.
- PAYEN, A., Précis de chimie industrielle, Paris, 1855-1859, 4ème éd., 2 vol. (tome 2, Le sucre, pp. 555-644).
- PAYEN, A., Précis de chimie industrielle, Paris, 1878-1882, 2 vol. (tome 2, Le sucre, pp. 207-367).
- POUTET aîné, Nouveau manuel du raffineur de sucre, Marseille, 1826, 192 p.
- QUILLARD, Ch., La sucrerie de betteraves, Paris, 1932, 522 p.
- RONNA, A., Sucrerie, Paris, 1869, 77 p.
- SAILLARD, E., Betterave et Sucrerie de betteraves, Paris, 1913, 618 p.
- STAMMER, Dr Ch., Traité complet théorique et pratique de la fabrication du sucre. Guide du Fabricant, Paris, 3ème tirage, 495 p., suivi de deux suppléments : 1870-1871, 111 p. et 1875, 95 p.
- TEYSSIER, R., Manuel Guide de la fabrication du sucre, Paris, 1904, 425 p.
- WALKHOFF, L., Traité complet de fabrication et raffinage du sucre de betteraves, Paris, 2ème éd., 1874, 2 vol. 656 et 522 p.
- ZOEGA, F.S., Nouveau manuel complet du fabricant de sucre et du raffineur, Paris, 1868, 488 p.

c. GESTION

Banque de France, Industrie du sucre, décembre 1963, 60 p.

4. ENQUETES et DOCUMENTS DIPLOMATIQUES

a. ENQUETES

Commerce et Manufactures (Ministère). Commission formée avec l'approbation du Roi, sous la présidence du Ministre du Commerce et des Manufactures pour l'examen de certaines questions de législation commerciale. Enquête sur les sucres, Paris, 1829, 1 vol. 179-102 p.

Conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie. Enquête. Traité de commerce avec l'Angleterre, Paris, 1860-1862, vol. VI, Sucres raffinés (27-30 juillet 1860).

Conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie. Enquête sur le régime des sucres, Paris, 1863, XXIV, 742 p.

Conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie. Enquête sur la question de l'impôt du sucre à la consommation, Paris 1872, 2 vol. 628 et 366 p.

Conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie. Examen du règlement d'administration publique sur l'exercice des raffinements et du projet de loi sur les sucres, Paris, 1875, 540 p.

b. DOCUMENTS DIPLOMATIQUES

Conférences internationales pour le règlement uniforme des taxes sur les sucres bruts et du drawback sur les sucres raffinés (avril-mai 1863), Paris, 1863, 108 p.

Conférences internationales sur le régime des sucres, tenues à Paris, entre les délégués de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, Procès-verbaux, Paris, 1873, 100 p.

Convention sur le régime des sucres entre la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas (novembre 1875), Paris, 1875, 100 p.

Conférences internationales sur le régime des sucres tenues à Paris entre les délégués de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, Procès-verbaux, Paris, 1876, 188 p.

Conférences internationales sur le régime des sucres, tenues à Paris entre les délégués de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas. Procès-verbaux, Paris, 1877, 200 p.

Conférences internationales sur le régime des sucres. Documents diplomatiques. Ministère des Affaires Etrangères, Paris, 1888, 143 p.

Conférence internationale sur le régime des sucres. Session d'avril, mai et août 1888. Documents diplomatiques, Ministère des Affaires Etrangères, Paris, 1888, 433 p.

Convention internationale du 30 août 1888 sur le régime des sucres, Commission spéciale (mai-juin 1889). Procès-verbaux des séances et documents présentés à la commission, Paris, 1889, 166 p.

Convention internationale tenue à Bruxelles en juin 1898. Correspondances diplomatiques préliminaires. Compte-rendu in-extenso des séances. Annexes législatives et statistiques. Paris, 1898, 86 p.

Conférence internationale sur le régime des sucres, Bruxelles 1898, Procès-verbaux et documents (Session du 7 au 25 juin 1898), Bruxelles, 1898, 170 p.

Conférence internationale sur le régime des sucres, tenue à Bruxelles (décembre 1901-mars 1902). Correspondances diplomatiques préliminaires. Compte-rendu in-extenso des séances, Paris, 1902, 156 p.

Affaires étrangères, Primes sucrières, 1895-1902. Conférences internationales de 1898 et de 1901 (Livre jaune), Paris, 1902, 587 p.

5. LEGISLATION : Questions particulières

ARMAN, L., GALOS, H., et LOUEDIN, E., Dernières observations des Chambres de commerce de Bordeaux, du Havre et de Marseille sur la question des sucres, Paris, 1864, 8 p.

ARNOUS-RIVIERE, M.W., Question des sucres, Nantes, 1851, 16 p.

AULNIS de BOURROUILL, J. d', Les primes à l'exportation du sucre, Paris, 1889, 112 p.

AULNIS de BOURROUILL, J. d', La convention relative au régime des sucres conclue le 5 mars 1902 à Bruxelles, annotée d'après les pièces officielles, La Haye, 1902, 59 p.

BASSE, BLANCHY, etc..., Loi sur les sucres. Nouveau projet de loi présenté par les délégués de la Chambre de commerce de Bordeaux à titre d'amendement, Paris, 1864, 11 p.

BASSE, CORTES, etc..., Chambre de commerce de Bordeaux. Observation sur le projet de loi relatif aux sucres (session de 1864). A MM. les membres du Corps Législatif, Bordeaux, 1864, 20 p.

BAYVET. Question des sucres. De l'exercice des raffineries, Paris, 1851, 7 p.

BAYVET, Question des sucres. De l'exercice des raffineries, Paris, 1851, 16 p.

BAYVET, Note sur la question des sucres. Comparaison des législations anglaise, hollandaise et belge, Paris, s.d. (1856), 11 p.

BAYVET, etc..., Note sur la question des sucres, Paris, s.d. (1856), 17 p.

BEAUJOLIN, G., L'avenir de l'industrie sucrière, Alger, 1911, 154 p.

BERNARD, H., De l'exercice des raffineries libres ou de la perception de l'impôt du sucre appliqué à la consommation, Paris, 1851, 31 p.

BERNARD, H., La question des sucres (7 août 1871), Lille 1871, 12 p.

BERNARD, H., La question des sucres en 1873 (2ème note), Lille, 1873, 24 p.

BERNARD, H., La question des sucres. Lettres à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, 10 janvier 1873, Lille, 1873, 14 p.

BERNARD, H., Réflexions sur l'état de la question des sucres, Paris, 1875, 18 p.

BERTRAND, P., La Convention de Bruxelles et le régime fiscal actuel des sucres, Paris, 1910, 130 p.

BETTING de LANCASTEL, Clerc, J., etc..., Question des sucres. Les délégués du Commerce maritime de la France à MM. les membres de la Chambre des députés, Paris, 1843, 7 p.

- BETTING de LANCASTEL, Clerc, J., etc..., Question des sucres. Mémoire adressé par les délégués du Commerce maritime à MM. les membres de la Chambre des députés, Paris, 1843, 16 p.
- BOUGENET, SOUQUES, MICARD, Situation des colonies sucrières françaises, Paris, 1896, 16 p.
- BROSSE, F. de la, Lettres sur la surtaxe des sucres déjà libérés de l'impôt. L'impôt rétroactif jugé par les auteurs du Code civil, Nantes, 1862, 15 p.
- CASTELLINO, E., La campagne sucrière 1866-1867. Etude sur la position des sucres du 1er septembre au 31 mars, Paris, 1867, 63 p.
- CHALES, de BORD, Question des sucres, Bordeaux, 1863, 12 p.
- CHEROT, A., La France peut-elle devenir le principal marché de sucres européens ? Saint-Nazaire, janvier 1863, 24 p.
- CHEROT, A., La France principal marché de sucre en Europe. Deuxième partie. Les colonies. La Marine marchande. Le Trésor, Saint-Nazaire, avril 1863, 20 p.
- CHEROT, A., Nos relations de commerce et de navigation avec l'Espagne et ses colonies, Nantes, septembre 1863.
- CHEROT, A., Question des sucres. Aux gens embarrassés pour faire une loi. Lettre d'un auteur de plusieurs brochures sérieuses, estimées, mais enterrées, Paris, octobre 1863, 16 p.
- CHEROT, A., La question des sucres devant le Corps Législatif, Nantes, 1864, 36 p.
- CLAPIER, A., La question des sucres (Extrait de la REVUE BRITANNIQUE, février 1864), Marseille, 1864, 47 p.
- CLERC, J., Observations sur la loi des sucres, Paris, 1833, 30 p.
- CLERC, J., DELESSERT, B., etc..., Question des sucres. Note pour le maintien du drawback des sucres raffinés à 75 %, adressé aux membres du Corps Législatif et du Conseil d'Etat, par le Comité des raffineurs de France, Paris, 1860, 4 p.
- CLERC, J., Observations sur le traité de commerce conclu entre la France et la Hollande, Paris, 1841, 24 p.
- CLERC, C., Note troisième. Comptes de raffinage. Les calculs de M. Clerc. Note sur l'emploi des sucres 7/9 en raffinerie, Valenciennes, 1873, 2 p.
- CLERC, C., Les trois discours de M. Pouyer-Quertier sur la question des sucres, prononcés les 26 et 27 février 1874 à l'Assemblée Nationale, avec annotations et rectifications en regard de M. Clerc, Paris, 1874, 166 p.
- Considérations sur la question des sucres (brochure rédigée par Florent EMSSENS) Marseille, 16 p.
- DELAUNAY, J.-B., Question des sucres, Le Havre, 1837, 31 p.
- DUNAN, R., La crise du marché des sucres en 1905 et la question de la Caisse de liquidation à la Bourse des marchandises de Paris, Paris, 1907, 280 p.
- DUREAU, B., La question des sucres devant la consommation, Paris, 1863, 71 p.

- FAURE, L., BERTIN, etc..., Mémoire des délégués du commerce maritime sur la question des sucres. A MM. les pairs de France et des députés des départements. Paris, 1839, 20 p.
- FERNAND-ROUSSELLE, L'évolution de l'industrie sucrière française depuis la guerre de 1914-1918, Paris, 1928, 76 p.
- FORBIN-JANSON, marquis de, Examen impartial et solution de toutes les questions qui se rattachent à la loi des sucres. Paris, 1840, 234 p.
- FORET, A., L'industrie du sucre en France depuis la Conférence de Bruxelles, Paris, 1906, 231 p.
- FRUCHARD, P., GOULLIN, B., TOCHE, E., etc..., Question des sucres. Note présentée par des négociants et armateurs de la Place de Nantes, 1^{er} ment, sur le projet de loi concernant la surélévation des droits sur les sucres, 2^{ment} sur l'article 2 du décret du 24 juin 1861. Nantes, 1862, 31 p.
- FRUCHARD, P., TRENCHENT, E.G., etc..., Question des sucres. Décret du 24 juin 1861. Note de la Chambre de Commerce de Nantes en réponse à la comparaison des importations par pavillons français et étrangers publiés par MM. les délégués de la Chambre de Commerce de Marseille, Nantes, 1863, 4 p.
- FRUCHARD, P., TOCHE, E., Question des sucres. Lettre de la chambre de Commerce de Nantes à MM. les Ministres de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, et à MM. les Membres du Corps Législatif et du Sénat, Nantes, 1863, 11 p.
- FRUCHARD, P., TOCHE, E., Chambre de Commerce de Nantes. Projet de loi relatif au régime des sucres. Session de 1864. Lettre à M. le Président et à MM. les Membres de la commission des sucres, Nantes, 1864, 11 p.
- FRUCHARD, P., TOCHE, E., GOULLIN, B., Notes complémentaires à l'appui des conclusions remises le 26 février 1864 par MM. Toché et Goullin, délégués de la Chambre de Commerce de Nantes à M. le Président et à MM. les Membres de la Commission du Corps Législatif chargée de l'examen du projet de loi sur les sucres, Nantes, 1864, 13 p.
- GALOS, J., Observations soumises à la commission d'enquête sur la question des sucres, par le délégué de la Chambre de Commerce de Bordeaux, Paris, 1829, 42 p.
- GEVERS, P.J., Question des sucres en France, Le Havre, 1955, 11 p.
- GEVERS, P.J., Du drawback sur les sucres raffinés et des effets qu'il produit sur les divers intérêts engagés dans la question, Le Havre, 1855, 4 p.
- GRADIS, B., Du nouveau projet de loi sur le tarif des sucres, Paris, 1851, 16 p.
- GUYOT, Y., La question des sucres en 1901, Paris, 1901, 160 p.
- HANNE, Dr et SOUQUES, Délégation de la Guadeloupe, mars 1895. Crise sucrière. I. Rapport de la Délégation de la Guadeloupe sur la situation économique, industrielle et commerciale de la Colonie. II. Procès-verbal de la commission chargée de rechercher les moyens d'éviter les conséquences de la crise sucrière, Paris, 1895, 114 p.
- HEBERT, G., L'impôt du sucre de la loi de 1884 à la Conférence de Bruxelles, Paris, 1906, 231 p.

- HESSE, A., L'industrie sucrière en France et les premières tentatives de législation internationale (1864-1877), Paris, 1909, 162 p.
- HITTORF, H.B., La question des sucres au point de vue international, Bruxelles et Paris, 1875, 168 p.
- HOUSQUAINS, L., L'industrie sucrière en France et la Convention de Bruxelles du 5 mars 1902, Lille, 1904, 145 p.
- IMHAUS, Question des sucres. Note sur la taxe différentielle de provenance établie par l'article 9 de la loi du 13 juin 1851 à l'égard des sucres importés des colonies françaises au-delà du Cap de Bonne Espérance, Paris, 1851, 14 p.
- LANCASTEL, de, Discours prononcé le 26 décembre 1841 sur la question des sucres, Nantes, 1841, 4 p.
- LAPEYRADE, P., La question des sucres, Bordeaux, 1901, 106 p.
- LARREGUY, J., Législation des sucres en France et en Angleterre en 1854, Le Havre, 1854, 42 p.
- LARUE, PALMER et BOIS, N., Lettre à M. le Président et à MM. les membres de la Chambre des députés sur la question des sucres, Le Havre, 1838, 4 p.
- LAUNAY, J.B. de, Nouvelles réflexions sur la question des sucres, Le Havre, 1840, 26 p.
- LAUNAY, J.B. de, Réflexions sur la nouvelle loi sur les sucres, Paris, 1856, 14 p.
- LAURIOL, D., De la question des sucres, Nantes, 1851, 38 p.
- LECHEVALIER, Th., Le sucre de cannes et le sucre de betteraves, suivi d'un appendice. Pétition du commerce du Havre à MM. les Président et membres de la Chambre des députés, Paris, 1835, 67 p.
- LE MOAL, De la convention sucrière de Bruxelles de 1902, Rennes, 1905, 106 p.
- LE PELLETIER de SAINT-REMY, Le drawback du sucre indigène et la détaxe du sucre colonial, Paris, 1863, 29 p.
- LE PELLETIER de SAINT-REMY, Le questionnaire de la question des sucres, Paris, 1877, 117 p.
- LOIRET, S., Question des sucres. L'impôt unique et la sucrerie française, Nantes, 1882, 16 p.
- LOUEDIN, A., Réclamation du commerce du Havre à l'occasion du projet de relèvement de la taxe sur les sucres, Le Havre, 1862, 10 p.
- LOPES, B. DUBEC, BOSCH, etc..., Mémoire des délégués du commerce maritime sur la question des sucres. A MM. les Pairs de France et Députés des départements, Paris, 1839, 44 p.
- MALINVAUD, M., Les primes sucrières, Rennes, 1901, 108 p.
- Martinique, Assemblée générale des propriétaires sucriers, commissionnaires, négociants et industriels, Nantes, septembre 1863, 13 p.
- MAZURIEZ, A., Lettre - réponse à M. Féraud, à propos de la surtaxe sur les sucres étrangers, 15 février 1886, Paris, 1886, 31 p.
- Mémoire sur la question des sucres. Chambre de commerce de Nantes. Signé : A. GARNIER, P. FRUCHARD, Paris, 1858, 39 p.

- Mémoire sur la question des sucres et du privilège colonial, Chambre de commerce du Havre, Le Havre, 1829, 46 p.
- MICHELIS, G., Production du sucre de cannes par le travail libre, Bordeaux, 1848, 12 p.
- MIGNOT, J., Contribution à l'étude du régime des sucres : loi du 7 avril 1897, Lyon, 1900, 197 p.
- MONNEROT, R., Note sur la surtaxe. Question des sucres, Paris, 1886, 12 p.
- MOULIN, C., L'impôt sur le sucre depuis son origine jusqu'à nos jours, Paris, 1894, 163 p.
- MORLOT, Ch., Quatre lettres sur la tarification des sucres, Le Havre, 1843, 39 p.
- MORNY, A. de, Question des sucres, Paris, 1839, 46 p.
- Observations sur le projet de loi relatif aux sucres (session de 1864) à MM. les membres du Corps législatif. Chambre de Commerce de Bordeaux, Bordeaux, 1864, 20 p.
- Observations sur le projet de loi relatif aux sucres (session de 1864) présentées à S. Exc. M. le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, à MM. les Députés au Corps Législatif et à MM. les Membres du Conseil d'Etat, Marseille, 1864, 11 p.
- Observations présentées à Son Excellence M. le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics sur l'état de souffrance des industries de la fabrication du sucre et de l'alcool de betteraves par BERNARD frères, Lille, 1856, 12 p.
- PARIS, E., Le régime des sucres. La convention de Bruxelles, ses causes et ses conséquences, Caen, 1905, 167 p.
- PASCAL, A., BERGASSE, H., Question des sucres. Décret du 24 juin 1861. Comparaison des importations par pavillons français et étrangers, 1862-1863, Paris, 1863, 8 p.
- PASCAL, A., BERGASSE, H., GRANDVAL, A., Observations de la Chambre de Commerce de Marseille en réponse à la lettre adressée par la Chambre de Commerce de Nantes le 21 mars 1863 à Son Excellence M. le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, 26 mars 1863, Paris, 1863, 7 p.
- PASTRE, J.-B., FRUCHARD, P., BASSE, etc..., Question des sucres. Note remise à Sa Majesté l'Empereur par les délégués des Chambres de Commerce, Paris, 1860, 7 p.
- PASTRE, J.-B., ARMAND, A., Question des sucres. Lettres de la Chambre de Commerce de Marseille à M. le Ministre du Commerce et des Travaux Publics (6 décembre 1862 - 7 février 1863), Marseille, 1863, 15 p.
- PASTRE, J.-B., COURTOT, etc..., Question des sucres. Observations présentées à MM. les députés et conseillers d'Etat sur le projet de loi d'élévation du rendement pour l'exportation, Paris, 1864, 7 p.
- Pétition demandant l'égalité de l'impôt sur les sucres coloniaux et indigènes adressée à la Chambre des Députés par le Commerce de Nantes, Nantes, 1838, 8 p.
- PRIAUX, F., La question des sucres et les conventions sucrières de Bruxelles, Rennes, 1910, 154 p.

Question des sucres. A MM. les membres du Corps Législatif, signé par ROBIN, baron de LAREINTY, THIONVILLE, de PAYEN-BELLISLE, Paris, 1864, 7 p.

Question des sucres. Martinique, Assemblée générale des propriétaires sucriers, commissionnaires, négociants et industriels, Paris, 1864, 15 p.

RAULT, F., Huit mois de crise à Nantes, Nantes, 1862, 32 p.

RAULT, F., Réforme des lois sur les sucres, Nantes, 1863, 24 p.

REMY, H., La question des sucres et le ravitaillement de la France pendant la guerre 1914-1917, Paris, 1917, 172 p.

ROEDERER, H., De l'influence des réglementations sur la production et la consommation de sucre, Paris, 1909, 213 p.

ROMANET, R., La conférence de Bruxelles de 1901-1902 sur le régime des sucres, Paris, 1904, 133 p.

SAY, Louis, Exposé de la situation des sucres des colonies et des sucres de betteraves. Mesure à prendre immédiatement pour leur prospérité mutuelle, Paris, 1846, 12 p.

VAVIN, P., La crise sucrière, Paris, 1884, 7 p.

b. TECHNIQUE, questions particulières

AULARD, A., Emploi de l'acide sulfureux dans l'industrie sucrière, Paris, 1899.

AULARD, A., Etude comparée des différents procédés de raffinage. 1^o Raffinage en raffinerie, 2^o Raffinage en sucrerie, Paris, 1901, 30 p.

AULARD, A., Seconde étude comparée des différents procédés de raffinage Berlin, 1903, 28 p.

BASSET, N., Le Concretor Fryer et ses produits, Paris, 1868, 37 p.

BERTIN, G., Du préjudice causé à l'agriculture et au commerce par les changements introduits dans les procédés de raffinage des sucres, Nantes, 1850, 105 p.

BOBIERRE, A., Le noir animal, Paris, 1856, 156 p.

BOUCHERIE (frères), Description d'un brevet d'invention pour une méthode perfectionnée de raffiner les sucres (Extraits des ANNALES des ARTS, 1812, pp. 165-170).

BRAME-CHEVALIER, Fabrication et raffinage du sucre, Paris, 1834, 7 p.

COMMERSON, E., Guide pour l'analyse des matières sucrées, Paris, 1868, 79 p.

COMMERSON, E., et LAUGIER, Guide pour l'analyse des matières sucrées (2e éd.) suivi de "Analyse des cendres". Recherches sur les matières organiques, Paris, 1878, 338 p.

DAUBREE, P., La question coloniale sous le rapport industriel, Paris, 1841, 91 p.

DEGRAND, E., Raffinage du sucre. Des appareils pour évaporer les dissolutions de sucre à l'abri de la pression atmosphérique et du procédé nouveau inventé par Degrand, Marseille, 12 p. (Extrait des ANNALES DES SCIENCES et de l'INDUSTRIE DU MIDI DE LA FRANCE, n^o 11, novembre 1832).

- DEGRAND, E., Appareil à évaporer les dissolutions sucrées, Marseille (s.d.) 2 p.
- DEGRAND, E., Notice sur la concentration des jus sucrés et la cuisson des sirops, Paris, 1835, 79 p.
- DEGRAND, E., Fabrication et raffinage du sucre. Dissertation sur l'évaporation des liquides sucrés, Paris, 1845, 27 p.
- DEROSNE, Ch. et CAIL, De la fabrication du sucre aux colonies et des nouveaux appareils propres à améliorer cette fabrication. Deuxième partie : 2e section, Paris, Bruxelles, 1844, 128 p. et 152 p. (2e éd.).
- DUBRUNFAUT, P.A., Le sucre dans ses rapports avec la science, l'agriculture, etc..., ou études faites depuis 1866 sur la question des sucres, Paris, tome, 1873, 500 p., tome 2, 1878, 434 p.
- DUREAU, B., Etat de l'industrie du sucre (Exposition Universelle de 1867 à Paris). Rapport du jury international, Paris, 1867, 45 p.
- DUREAU, B., La question des sucres considérée au point de vue scientifique, économique et industriel, Nantes, 1847, 112 p.
- FLOURENS, G., Etudes sur la cristallisation du sucre et la fabrication du sucre candi (Extrait du BULLETIN de la SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DU NORD DE LA FRANCE), Lille, 1877, 36 p.
- HUARD, Ed., Réflexions sur le raffinage des sucres, Paris, 1829, 22 p.
- HUARD, Ed., Idées nouvelles sur la fabrication du sucre de betterave. Paris, 1833, 48 p.
- HUARD, Ed., Question des sucres. De la fusion des deux industries sucrières exotiques et indigène au point de vue des intérêts généraux. De l'administration en France. Du procédé Melsens et de quelques autres, Paris, 1850, 40 p.
- LAGRANGE, P., Fabrication et raffinage du sucre. Mémoire théorique et pratique présenté à l'Académie des Sciences le 24 novembre 1873, Paris, 1874, 66 p.
- LAMY, Rapport fait par M. Lamy au nom du Comité des Arts Chimiques sur un mémoire ayant pour titre : Fabrication du sucre candi par M. G. FLOURENS, Paris, 1879, 18 p.
- LEON, Raffinage du sucre par la cuisson au bain de vapeur à basse pression et dans le vide, Paris, 1827, 34 p.
- LEPLAY, H., Fabrication économique du sucre en cubes ou en morceaux dans la sucrerie, la sucraterie et la raffinerie, Paris, 1886, 26 p.
- LEROUX-DUFIE, Exposé succinct de l'appareil Leroux-Dufié, ou système de planchers-lits de pains fixes ou mobiles, Paris, 1834, 49 p.
- PAUL, J., Progrès technique dans l'industrie de la raffinerie (BULLETIN DE L'ASSOCIATION DES CHIMISTES, n° 10-12, octobre-novembre 1944, pp. 388-415).
- PAYEN, A., Société d'encouragement pour l'industrie nationale. Rapport au nom du Comité des arts chimiques sur l'appareil de MM. Rolhfs et Seyrig pour l'égouttage et le clairçage des sucres et description de l'appareil, Paris, 1850, 7 p.
- ROLHFS, SEYRIG & Cie, Historique de l'appareil à force centrifuge appliqué à la purgation et au clairçage des sucres et des débats judiciaires auxquels cette invention brevetée a donné lieu, Paris, 1854, 104 p.

B. OUVRAGES DIVERS1. STATISTIQUES

Statistiques de la France, Industrie, 4 vol., Paris, 1847-1852.

Statistiques de la France, Industrie, résultats généraux de l'enquête effectuée dans les années 1861-1865, Nancy, 1873.

Chambre de Commerce de Paris, Statistique de l'industrie à Paris, résultat de l'enquête faite par la Chambre de commerce pour les années 1847-1848, Paris, 1851.

Chambre de commerce de Paris, Statistique de l'industrie à Paris, résultat de l'enquête faite par la Chambre de commerce pour l'année 1860, Paris, 1864.

Statistique de la France, statistique sommaire des industries principales en 1873, Paris, 1874.

Statistique de la France, nouvelle série, tomes IV-XVII, Paris, 1877 à 1889.

Tableau général du commerce et de la navigation.

Documents statistiques publiés par l'administration des Douanes.

Annuaire statistique de la France, Paris, 1951.

M. A. MOREAU de JONNES, Statistique de l'industrie de la France, Paris, 1856.

2. JOURNAUX, PERIODIQUES, ANNUAIRESa. PRESSE ADMINISTRATIVE

ANNALES DU COMMERCE EXTERIEUR. Série "Faits commerciaux", Paris, 1843-1876.

BULLETIN CONSULAIRE FRANCAIS. Recueil des rapports commerciaux adressés au Ministère des Affaires étrangères par les agents diplomatiques et consulaires de France à l'étranger, Paris, 1877-1891.

Rapports commerciaux des agents diplomatiques et consulaires de France, Paris, 1892-1914.

LE JOURNAL OFFICIEL (en particulier les DEBATS PARLEMENTAIRES et le BULLETIN DES ANNONCES LEGALES).

b. JURISPRUDENCE COMMERCIALE et MARITIME

Des revues ont été publiées depuis les années 1860 à Marseille, Nantes, Le Havre et Bordeaux. Elles donnent l'intégralité de nombreux jugements.

c. PRESSE PARISIENNE

LE JOURNAL GENERAL D'AFFICHES, LE DROIT,
LA GAZETTE DES TRIBUNAUX.

d. PRESSE LOCALE

LE COURRIER DU HAVRE,	LE PHARE DE LA LOIRE,
LE JOURNAL DU HAVRE,	LA GIRONDE,
L'ECHO HONFLEURAIS,	LES PETITES AFFICHES DE LA GIRONDE,
LE LLOYD NANTAIS,	LE SEMAPHORE,
LE COURRIER DE NANTES,	

e. ANNUAIRES
.....

Sous des titres divers, on trouve dans les ports des Almanachs du commerce et de l'industrie.

3. BIOGRAPHIESa. GENERALITES
.....

DELAVERNE, Recueil généalogique de la bourgeoisie ancienne, Paris, 2 vol. 1954 et 1955.

GLAESER, Biographie Nationale des Contemporains, Paris, 1878.

KERVILLER, R., Répertoire général de bio-bibliographie bretonne, Rennes, 1836-1908, 46 fascicules.

LACAINE et LAURENT, Biographie des hommes marquants du XIXe siècle, tome 9, Paris.

VAPEREAU, G., Dictionnaire universel des contemporains, Paris, 3e, 4e, 6e éd., 1865 à 1895.

b. BIOGRAPHIES D'HOMMES D'AFFAIRES
.....

CLOT, L., J.F. Cail, Paris, 1856.

DEHAYNIN, G., Péchés de Jeunesse, Paris, 1892.

DESMAZIERES, A., Louis Say, Paris, 1911.

DUREAU, B., J.F. Cail, sa vie et ses travaux, Paris, 1872.

PIERRARD, P., Un grand bourgeois de Lille, Charles Kolb-Bernard (1798-1888). REVUE DU NORD, juillet-septembre 1966.

PROUST, R., Un constructeur mécanicien, J. François Cail (1804-1871). Chef-Boutonne, 1955.

SAY, H., Notice sur M. Delaroche, Paris, 1854.

VALYNSEELE, J., Les Say et leurs alliances, l'étonnante aventure d'une famille cévenole, Paris, 1971.

4. OUVRAGES sur quelques GRANDS THEMESa. LE PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION
.....

ACKERMAN, J., Structures et cycles économiques, 3 vol. Paris, 1955-1957.

BAIROCH, P., Révolution industrielle et sous-développement, Paris, 1963.

CROUZET, F., La formation du capital en Grande-Bretagne, in : Deuxième Conférence internationale d'histoire économique, Aix-en-Provence, 1962, tome 2, Paris-La Haye, 1965.

CROUZET, F., Agriculture et Révolution industrielle. Quelques réflexions. CAHIERS D'HISTOIRE, n° 1 et 2, 1967.

CROUZET, F., Un indice de la production industrielle française au XIXe siècle. ANNALES (E. S. C.), janvier-février 1970.

CROUZET, F., Encore la croissance économique française au XIXe siècle, Revue du Nord, juillet-septembre 1972.

GILLE, B., Recherches sur le problème de l'innovation. Perspectives historiques dans le cas français, CAHIERS DE L'I.S.E.A., n° 111, mars-avril 1961.

- GIRARD, L., La politique des travaux publics du Second Empire, Paris, 1932.
- IMBERT, G., Des mouvements de longue durée Kondratieff, Aix-en-Provence, 1959.
- LEON, P., L'industrialisation en France du XVIIIe siècle à nos jours. Première Conférence Internationale d'Histoire économique, Stockholm, 1960, Paris-La Haye, 1960.
- LEON, P., CROUZET, F., R. GASCON (sous la direction), L'industrialisation en Europe au XIXe siècle. Cartographie et typologie, Lyon, 7/10 octobre 1970, Paris, 1972.
- LEVY-LEBOYER, M., Les Banques européennes et l'industrialisation internationale dans la première moitié du XIXe siècle. Paris, 1964.
- LEVY-LEBOYER, M., Croissance économique en France au XIXe siècle, Annales (E.S.C.) juillet-août 1968.
- LEVY-LEBOYER, M., L'héritage de Simiand : prix, profit et termes d'échange au XIXe siècle. REVUE HISTORIQUE, n° 493, janvier-mars 1970.
- LEVY-LEBOYER, M., La décélération de l'économie française dans la seconde moitié du XIXe siècle, Revue d'Histoire Economique et Sociale, n° 4, 1971.
- LEVY-LEBOYER, M., Rapports de synthèse in L'acquisition des techniques par les pays non initiateurs, Pont-à-Mousson, 28/6 - 5/7/1970, Paris, 1973.
- MARKOVITCH, T.J., L'industrie française de 1789 à 1964, Analyse des faits. CAHIERS de l'I. S. E. A., mai 1966.
- MARKOVITCH, T.J., L'industrie française de 1789 à 1964, Conclusions générales, CAHIERS de l'I. S. E. A., novembre 1966.
- MARKOVITCH, T.J., Les cycles industriels en France. Essai d'élaboration préalable d'indices annuels de la production industrielle, LE MOUVEMENT SOCIAL, avril-juin, 1968.
- PERROUX, F., L'économie du XXe siècle, Paris, 2e éd., 1964.
- PERROUX, F., La pensée économique de Joseph Schumpeter. Les dynamiques du capitalisme, Genève, 1965.
- VILAR, P., Croissance économique et analyse historique. Première Conférence Internationale d'Histoire Economique, Paris-La Haye, 1960.
- b. LE PATRONAT
.....
- BOUDET, J., (sous la dir.), Le Monde des Affaires en France de 1830 à nos jours, Paris, 1952.
- COURTOIS, Des opérations de Bourse. Manuel des fonds publics et des sociétés par actions (huit éditions de 1856 à 1883).
- DAUMARD, A., La Bourgeoisie Parisienne de 1815 à 1848, Paris, 1963.
- GILLE, B., Recherches sur la formation de la grande entreprise capitaliste (1815-1848), Paris, 1959.
- LAMBERT, J., Le Patron, Paris, 1969.
- de ROUSIERS, P., Les syndicats industriels de producteurs en France et à l'étranger, Paris, 1912.

VITU, Guide financier. Répertoire des valeurs financières et industrielles, Paris, 1864.

c. La BOURSE de COMMERCE de PARIS et la SPECULATION

Conseil d'Etat. Enquête sur le régime du courtage, Paris, 1864.

DOLLEANS, E., De l'accaparement, Paris, 1902.

REPOUX, L., La Bourse des marchandises de Paris. Histoire, organisation, fonctionnement, rôle économique, Paris, 1909, 2e éd., 1910.

VILLEMER, R., La réglementation de la Bourse de Commerce de Paris, au point de vue juridique, technique et économique, Paris, 1939.

d. LE PROFIT

BADEAU, A., Le profit, Paris, 1969.

BOUVIER, J., FURET, F., GILLET, M., Le mouvement du profit en France au XIXe siècle, Paris-La Haye, 1965.

DALSACE, A. et THIBAUT, G., Théorie et pratique comptables, Paris, 1963.

LASSEGUE, P., Gestion de l'entreprise et comptabilité, Paris, 2e éd., 1962.

PETIT, L., Le bilan, Paris, 2e éd., 1961.

RIEBOLD, G., Les méthodes américaines d'évaluation des entreprises, Paris, 1973.

RIEBOLD, G., Le cash flow, Paris 1973 (3e éd.).

e. LES DEBOUCHES

CEZARD, Alphonse, Le traité de commerce et la législation douanière, Paris, 1860.

CEZARD, Alphonse, La situation actuelle du commerce et de l'industrie en France, Paris, 1861.

GANIAGE, J., Les origines du protectorat français en Tunisie (1861-1881), Paris, 1959.

GUILLEN, P., Les milieux d'affaires français et le Maroc à l'aube du XXe siècle. La fondation de la Compagnie Marocaine, REVUE HISTORIQUE, avril-juin, 1963.

GUILLEN, P., L'Allemagne et le Maroc de 1870 à 1905, Paris, 1967.

Journée d'étude sur l'Impérialisme. I. Les origines et les traits particuliers de l'Impérialisme français au début du XXe siècle. In : LES CAHIERS DU CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES MARXISTES, n° 8, Paris, 1970.

MIEGE, J.-L., Le Maroc et l'Europe (1830-1894), 4 vol., Paris, 1961-1963.

NATAF, F., Le crédit et la banque au Maroc, Paris, 1929.

PASQUIER, R., Le commerce de la Côte Occidentale d'Afrique de 1850 à 1870. In : COLLOQUE. Les origines de la navigation à vapeur, Paris, 1970.

POIDEVIN, R., Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914, Paris, 1969.

f. LES COLONIES

DEFOS DU RAU, J., L'île de La Réunion, étude de géographie humaine, Bordeaux, 1960.

DERMIGNY, L., L'industrie sucrière : un exemple de modernisation, corrépondance de Jabrun, In : Notes d'Histoire Coloniale, n° 60, pp. 61-68. Plantations d'Amérique et papiers de famille.

LASERRE, G., Une plantation de canne aux Antilles : la sucrerie de Beauport (Guadeloupe), CAHIERS d'OUTER-MER, tome V, 1952.

LASERRE, G., La Guadeloupe, 2 vol., Bordeaux, 1961.

g. DIVERS

GUILLAUMIN, V., Encyclopédie du commerçant. Dictionnaire du commerce et des marchandises, 2 vol., 2e éd., 1852.

GUILLAUMIN, V., Dictionnaire du Commerce et de la Navigation, 2 vol., Paris, 1859 et 1861.

GOURNAY, Tableau général du commerce, des marchands, négociants, armateurs, etc... de la France, de l'Europe et des autres parties du Monde. 1789-1790.

LEFEBVRE, G., Etudes orléannaises, tome 1, Paris, 1962.

RIVET, F., La Navigation à vapeur sur la Saône et le Rhône (1783-1863), Paris, 1962.

VIENNET, C., Le voyage du Hambourgeois Philippe André Nemnich, 1809. Une enquête économique dans la France impériale, Paris, 1949.

5. OUVRAGES et ARTICLES REGIONAUXa. MARSEILLE et le SUD-EST

XXX. Henri Bergasse. Villefranche-de-Rouergue, 1902 (non mis dans le commerce).

BERTEAUT, S., Marseille et les intérêts nationaux qui se rattachent à son port, tome 2, Marseille, 1845.

Les Bouches du Rhône. Encyclopédie départementale. Deuxième partie : Le Bilan du XIXe siècle : tome VIII. Le mouvement économique, l'Industrie, par P. MASSON, etc., Paris-Marseille, 1926. Tome IX, Le mouvement économique. Le commerce, par P. MASSON, etc..., Paris-Marseille, 1922. Tome XI, Biographies, par H. BARRE, Marseille, 1913.

BOUSQUET, Notice historique et statistique sur le commerce du noir animal résidu de raffinerie de sucre, depuis son origine jusqu'à nos jours. SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE MARSEILLE, 1846.

BOUSQUET, C. et SAPET, T., Etude sur la navigation, le commerce et l'industrie à Marseille, Marseille, 1857.

CAMPI, Notice biographique sur Joseph Grandval, Ajaccio, 1879.

CLAPIER, A., Marseille, son passé, son présent, son avenir, Paris, 1863.

Exposition spéciale des ressources du port de Marseille à l'Exposition Universelle de 1878. Conditions et usages de la place de Marseille, Marseille, 1878.

- GUIRAL, P., Quelques aspects de la crise de l'économie marseillaise à la fin du Second-Empire, Actes du 83e CONGRES DES SOCIETES SAVANTES, Aix-Marseille, 1958.
- GUIRAL, P., Le cas d'un grand port de commerce : Marseille. In : Aspects de la crise et de la dépression de l'économie française au milieu du XIXe siècle, 1846-1851, Bibliothèque de la Révolution de 1848, tome XIX, 1956.
- JOUHAM, E., Les opérations maritimes, commerciales et industrielles à Marseille. Comparaisons statistiques. Résultats économiques, Paris-Marseille, 1878.
- JULLIANY, J., Essai sur le commerce de Marseille, Marseille, 3 vol. 1842.
- MATHIEU, J., Marseille, statistique et histoire, Marseille, 1879.
- TESSIER, O., Histoire du commerce de Marseille, Paris-Marseille, 1878.
- PIERREIN, L., Marseille et le protectionnisme, ANNALES DE LA FACULTE DES LETTRES D'AIX, Aix, 1953.
- PIERREIN, L., Marseille et le Canal de Suez, ANNALES DE LA FACULTE DES LETTRES D'AIX, Aix, 1956.
- VILLENEUVE-BARGEMONT, de, Statistique des Bouches-du-Rhône, tome IV. Marseille, 1831.

b. NANTES

- BARDOT, M., Rapports annuels sur le mouvement maritime et commercial de Nantes et de ses avant-ports, Nantes, 1864-1865-1866 et 1867.
- BOBIERRE, Rapport du jury local sur les produits agricoles et industriels de la Loire-Inférieure admis à l'Exposition Universelle de Londres, Nantes, 1862.
- de la BROUSSE, G., Histoire et généalogie de la maison Guillet de la Brosse. Nantes, s.d. (non mis dans le commerce).
- CEZARD, Alphonse, Nantes et son commerce extérieur, Nantes, 1860.
- CEZARD, Alphonse, Lettre à J. Voruz, Nantes, 1862.
- CONGRES POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES, Nantes, 1875.
- EUDEL, P., Figures Nantaises, 2 vol., Rennes, 1909 et 1911.
- Exposition Universelle de 1878. Commerce et industries de Nantes, Notices, Nantes, 1878.
- GUEPIN, A., Essais historiques sur les progrès de la ville de Nantes, Nantes, 1832.
- GUEPIN, A. et BONAMY, E., Nantes du XIXe siècle, Nantes, 1836.
- HALGOUET, H. du, Nantes, ses relations commerciales avec les îles d'Amérique au XVIIIe siècle. Ses armateurs, Rennes, 1939.
- HUET, J.B., Statistiques du département de la Loire-Inférieure en l'an X. Paris, An X.
- HUET, J.B., Recherches économiques et statistiques sur le département de la Loire-Inférieure. Annuaire de l'an XI. Nantes, An XII.
- JEULIN, P., L'évolution du port de Nantes : organisation et trafic depuis les origines, Paris, 1929.

LE BEUF, E.B., Du commerce de Nantes, son passé, son état actuel, son avenir, Nantes, 1857.

LIBAUDIERE, F., Histoire de Nantes sous le règne de Louis-Philippe, 1830-1848, Nantes, 1900.

MAUGAT, E., Les relations maritimes et commerciales de Nantes avec l'Océan Indien au milieu du XIXe siècle, BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DE NANTES ET DE LA LOIRE-INFÉRIEURE, 1945.

REMIGNARD, E., Dix visites à l'Exposition Nationale de Nantes, Nantes, 1862.

VERGER, F.J., Statistiques de la Loire-Inférieure (manuscrit), Nantes, s.d. (vers 1850).

c. BORDEAUX

ARMENGAUD, A., A propos des origines du sous-développement industriel dans le Sud-Ouest, ANNALES DU MIDI, n° 1, janvier 1960.

ASSIER, A., Décadence du commerce maritime de Bordeaux. Moyens d'y remédier, Bordeaux, 1864.

BACHELIER, Histoire du Commerce de Bordeaux, Bordeaux, 1862.

BARBANCE, M., Vie commerciale de la route du Cap Horn au XIXe siècle. L'armement A.D. Bordes et fils, Paris, 1969.

DESGRAVES, L., et DUPEUX, G., (sous la dir.), Bordeaux au XIXe siècle, Bordeaux, 1969.

BRUNET, Essai de complément de la Statistique du département de la Gironde (pour 1843 à 1845), Bordeaux, 1847.

BUTEL, P., Crise et mutation de l'activité économique à Bordeaux sous le Consulat et l'Empire, REVUE D'HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE, juillet-août, 1970.

CHARLES, A., L'isolement de Bordeaux et l'insuffisance des voies de communication en Gironde au début du Second Empire, n° 1, janvier 1960.

COURTEAULT, P., La vie économique à Bordeaux pendant la guerre, Paris, 1925.

CROUZET, F., Les origines du sous-développement économique du Sud-Ouest, ANNALES DU MIDI, n° 1, janvier 1959.

FERET, E., Statistique générale du département de la Gironde, Tome III, Première partie, Biographie, Bordeaux et Paris, 1889.

GUERIN, J. et B., Des hommes et des activités au cours d'un demi-siècle, Bordeaux, 1957.

JOUANNET, F., Statistiques du département de la Gironde, Tome II, Bordeaux, 1839.

LOISY, A., Le rôle économique du port de Bordeaux, Paris, 1922.

LOPES-DIAZ, J., Enquête de la commission mixte du commerce et de l'industrie sur la situation économique du département de la Gironde et du port de Bordeaux (Rapport), Bordeaux, 1908.

MALVEZIN, T., Histoire du commerce de Bordeaux depuis les origines jusqu'à nos jours, tome IV, Le XIXe siècle, Bordeaux, 1892.

HUYARD, (Travail de Mr) sur les industries de la Gironde, Bordeaux, 1902.

d. LE HAVRE et HONFLEUR
.....

BREARD, Ch., Le vieux Honfleur et ses marins, Rouen, 1897.

de CONINCK frères & Cie, Revue pour 1852, 1857, 1858, 1859.

de CONINCK, Le Havre, son passé, son présent, son avenir, Le Havre, 1859.

de CONINCK, Le Havre, son passé, son présent, son avenir, 2e éd., Le Havre, 1869.

CARTIER, F., Notes statistiques sur l'arrondissement du Havre, Le Havre, 1859.

DARDEL, P., Commerce, industrie et navigation à Rouen et au Havre au XVIIIe siècle, Rouen, 1966.

FAURE, F., Le Havre en 1878, Le Havre, 1878.

LE PISQUIER, Coup d'oeil sur le commerce maritime du Havre pendant l'année 1821, Le Havre, 1822.

LE PICQUIER, Coup d'oeil sur les progrès du commerce maritime du Havre pendant l'année 1824, Le Havre, 1825.

MASSAS, Ch., ARCHIVES DU HAVRE, 5 vol., 1837-1839.

VIGARIE, H., Les grands ports de commerce de la Seine au Rhin. Leur évolution devant l'industrialisation des arrière-pays, Paris, 1964.

TABLE DES GRAPHIQUES, DES PLANCHES ET DES CARTES

GRAPHIQUES

- 1 - Nature des sucres acquittés de 1816 à 1913.
- 2 - Sucres acquittés en France et dans les ports (1815-1913).
- 3 - Consommation et exportation des sucres (1815-1913).
- 4 - Consommation du sucre par habitant et produit de l'impôt (1815-1913).
- 5 - Cours du sucre en 1876 et 1877.
- 6 - Cours du sucre en 1889 et 1893.
- 7 - Cours du sucre en 1899 et 1900.
- 8 - Cours du sucre en 1904/1905, 1909/1910 et 1911/1912.
- 9 - Cours du sucre de 1815 à 1920.
- 10 - Les résultats des Raffineries Nantaises (1864-1878).
- 11 - Cours du sucre en 1857 et 1863/1864.
- 12 - Fonte des raffineries de Paris et des ports en 1873, 1877 et 1884.
- 13 - Fonte, frais de fabrication et coefficient de liquidité de la Raffinerie de Chantenay (1885-1914).
- 14 - Rentabilité de la Raffinerie de Chantenay (1885-1919).
- 15 - Rentabilité (I) de Cossé-Duval et Cie (1852-1919).
- 16 - Rentabilité (II) et investissements de Cossé-Duval et Cie (1857-1919).
- 17 - Fonte, frais de fabrication et bénéfices par 100 kg des Raffineries de Saint-Louis.
- 18 - Principaux débouchés des raffineries de Marseille (1865-1919).
- 19 - Raffinés vendus par les Raffineries de Saint-Louis dans le Golfe Persique et à Trébizonde.
- 20 - Raffinés vendus par les Raffineries de Saint-Louis dans le Maghreb.
- 21 - Rentabilité des Raffineries de La Méditerranée (1866-1919).
- 22 - Rentabilité des Raffineries de Saint-Louis (1868-1919).
- 23 - Bénéfice distribué des Raffineries de La Méditerranée et des Raffineries de Saint-Louis.
- 24 - Autofinancement des Raffineries de La Méditerranée et des Raffineries de Saint-Louis.
- 25 - Coefficient d'indépendance financière des raffineries de Marseille.

PLANCHES

- 1 - Atelier de la clarification et de la cuite.
- 2 - Travaux de l'empli.
- 3 - Travaux du grenier et du terrage.
- 4 - Portions de l'étuve, de la chambre à plier et d'un grenier.
- 5 - Divers ustensiles de la raffinerie et comment on perce une bâtarde.
- 6 - Vue en coupe des greniers et de l'empli d'une grande raffinerie.
- 7 - Vue extérieure et atelier principal de la raffinerie de sucre des Récollets appartenant à M. CEZARD à Nantes.
- 8 - Ateliers principaux de la grande raffinerie de sucre de Launay appartenant à M. CEZARD à Nantes.
- 9 - Raffineries de Nantes : Atelier de purification des sucres bruts (Procédé WEINRICH).
- 10 - Raffineries de Nantes : Atelier de fonte, clarification et cuite.
- 11 - Raffineries de Nantes : Atelier de sucre scié de l'usine Cezard.
- 12 - Raffineries de Nantes : Atelier de revivification du noir animal.
- 13 - Raffineries de Nantes : Machine à scier et casser le sucre (Usine Cezard).
- 14 - Vue à vol d'oiseau de l'usine Emile ETIENNE.
- 15 - Raffinerie de M. Emile ETIENNE à Nantes.
- 16 - Vue à vol d'oiseau de l'usine CEZARD.
- 17 - Raffinerie de M. CEZARD à Chantenay-sur-Loire.
- 18 - La Raffinerie Saint-Louis après 1862 et avant l'incendie de 1884.
- 19 - Plan de la Raffinerie de sucre de CHANTENAY (1899).
- 20 - Raffinerie de CHANTENAY, plan général (1909).
- 21 - Usine Saint-Louis vers 1900.
- 22 - Usine Saint-Louis vers 1902.
- 23 - Usine Saint-Charles vers 1902.

CARTES

- 1 - Les débouchés des raffineries en 1917.
- 2 - Localisation des ventes de Saint-Louis et des Raffineries ETIENNE et CEZARD.
- 3 - Le rayon de Chantenay de 1884 à 1913.
- 4 - Dépôts de Saint-Louis en 1913.
- 5 - Le sucre marseillais en Orient.
- 6 - Les exportations de sucre au Maroc en 1913.

ABREVIATIONS UTILISEES

A (E. S. C.)	Annales (Economies, Sociales, Civilisations).
A D	Archives Départementales :
B R	Bouches-du-Rhône
G	Gironde
L A	Loire-Atlantique
S M	Seine-Maritime
A G	Assemblée générale.
A M	Archives Municipales.
A N	Archives Nationales.
B M	Bibliothèque Municipale.
C A	Conseil d'administration.
C C	Chambre de Commerce :
C R T	Compte-rendu des Travaux (Marseille - Le Havre)
E P L M	Extraits des procès-verbaux, lettres et mémoires de la Chambre de commerce de Bordeaux
E T	Etudes et Travaux (Nantes)
S C I	Situation commerciale et industrielle (Marseille - Nantes).
C H	Circulaire Hebdomadaire.
C S	Conseil de surveillance.
J. F. S.	Journal des Fabricants de Sucre.
J. M. C.	Jurisprudence maritime et commercial (Journal de ..., Revue de...).
M	Millions.
P.-V.	Procès-verbaux.
R. H.	Revue Historique.
R. H. E. S.	Revue d'Histoire économique et sociale.
R. H. M. C.	Revue d'Histoire moderne et contemporaine.
R. R. P.	Réunion de MM. les Raffineurs de Paris.
S. A.	Société Anonyme.
S. I.	Sucrerie Indigène.
S. I. C.	Sucrerie Indigène et Coloniale.
S. R. F.	Syndicat des Raffineurs de France.

X

X 'X

INDEX SELECTIF

- ABRIBAT (Alfred), 371, 372.
 ABRIBAT (Daniel), 372, 507.
 ABRIBAT & Cie (Raffinerie), 136, 137, 370, 371, 372, 507, 508, 510, 514, 515.
 ABRIBAT (Félix), 371.
 ACHER (Frédéric), 367, 368.
 ACHER (Louis-Anthime), 354, 365, 366.
 ACHER (Raffinerie), 144, 157, 164, 365, 367, 369, 379, 380, 680, 682.
 ARGENTO J. d' (Raffinerie Notre-Dame), 556.
 ARMAND (Amédée), 521, 522, 523, 525, 528, 533, 534, 545, 551, 595, 599.
 ARNAUD (A.), 90, 97, 281, 283, 601.
 ASSIER (Auguste), 273, 373, 374.
 AYNARD & RUFFER (Banque), 531, 607.
 BAILLERGEAU (Joseph), banquier, 326, 327, 329.
 BANQUE COMMERCIALE DE GENEVE, 283, 316, 317, 521.
 BANQUE DE PRETS A L'INDUSTRIE, 344, 345, 347.
 BARDOT (Raffinerie), ancienne candiserie BOURCARD, 162, 163.
 BARONNET-FRUGES (Edmond), 507, 508, 515.
 BARONNET-FRUGES (Henri), 508, 515.
 BAZILLE (Ernest), 371, 372, 373.
 BAZILLE & MICHELOT (Raffinerie), 370, 371.
 BEGHIN & Cie (Raffinerie), 1, 151, 169, 171, 172, 173, 175, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 511, 572, 582.
 BERGASSE (Henri), 24, 42, 158, 159, 161, 162, 164, 166, 283, 315, 321, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 529, 531, 532, 533, 544, 545, 546, 551, 555, 595, 596, 597, 598, 601, 602, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 683.
 BERNARD (Isidore), 263, 452.
 BERTAULT (Armand), 170, 434, 507, 514, 515.
 BERTAULT & Cie (Raffinerie), 508.
 BERTIN (Stéphan), 271, 272, 273.
 BESNIER (Désiré), 261, 262, 266, 267, 269.
 BILLARD (Georges), 167, 170, 437, 438, 442, 445, 446, 447, 448, 461, 468, 471, 684, 685.
 BILLARD (Georges) fils, 446, 447.
 BOISSEL (Eugène), 263, 452, 462.
 BOIVIN (Emile), 147.
 BONNASSE (Eugène), 161, 528, 533, 597.
 BONNASSE (Joseph), 522, 523, 524, 528.
 BONNASSE (Léon), 533.
 BORDES (Joseph), 171, 203, 206, 372, 507, 515.
 BOSSELUT (Albert), 444.
 BOUCHAUD (Jacques), 254, 263.
 BOUCHON (Raffinerie), 1, 151, 169, 170, 172, 173, 430, 436, 437, 511, 582.
 BOURGOUGNON (Jules), 534, 558, 560.
 BOUQUIE (Nelson), 371, 372.
 BOURCARD & Cie (Candiserie), 338, 352, 443.
 BOURCARD (Eugène), 338, 339, 348, 453, 455, 456, 457, 458.
 BOURSETTY (Jules de), banquier, 357, 358, 359.
 BOUSQUET (Alexandre), 520, 526, 545.
 BOUTIN, 370, 371.
 BOYER (Gabriel), 155, 158, 160, 162, 165, 166, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 529, 530, 534, 535, 545, 551, 554, 560, 561, 586, 599, 610, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 624.
 CAIL (Jean-François), 86, 87, 90, 157, 405, 406, 407, 408.
 CAIL (Mme Vve J.-F.), 158, 406, 407, 408, 413, 683.

- CAILLAUX (Joseph), 52, 54, 55, 56, 460, 539.
- CASSARD (Henri), 329, 330, 374, 375, 525, 544, 600, 601.
- CEZARD (Albert), 334, 353.
- CEZARD (Alphonse), 258, 326, 333, 377, 451.
- CEZARD (Jules), 258, 259, 325, 326.
- CEZARD (Louis), 326, 327, 333, 334, 335, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 353, 354, 355, 454, 682.
- CEZARD (Nicolas), 94, 136, 176, 253, 257, 258, 259, 267, 284, 288, 290, 291, 325, 326, 327, 329, 334, 340, 377, 378, 679, 680.
- CEZARD (Raffineries), 325, 326.
- CHARLES - ROUX (Jules), 42, 45, 533, 534, 573, 585.
- CHENARD (Pitre), 263, 266, 269.
- CLERC (Camille), 32, 246, 359, 360, 361, 378, 520.
- CLERC (Joseph), 10, 12, 243, 245, 246, 247, 248, 269, 286, 287, 360, 520, 679, 680.
- CLERC - KAYSER & Cie (Raffinerie), 244, 245, 246, 286, 287, 289, 359, 361.
- COLAS (Jean), 256, 257.
- COMMERSON (Emile), 536, 614, 616, 619, 621.
- COMPAGNIE DES RAFFINERIES ET HUILES BORDELAISES, 272, 273.
- COMPAGNIE FRANCO-AMERICAINE, 244.
- COMPAGNIE GENERALE MARITIME, 177.
- COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE, 415, 441, 443, 530.
- COR, HAENTJENS & Cie (Raffinerie) - puis HAENTJENS & Cie, 244, 247, 248.
- COR (Louis), 247, 286, 362, 363.
- CORDES (Théophile), 372, 507.
- CORHUMEL (Edouard), 451, 452, 453, 456, 466.
- CORHUMEL & Cie (Candiserie), 164, 167, 168, 170, 412, 434, 436, 438, 439, 445, 446, 447, 452, 460, 462, 463, 465, 468, 471, 472.
- COSSE (André), 260, 261, 262, 263, 264.
- COSSE (André), fils de Victor, 440, 450, 451, 463, 464, 466, 467, 468, 469, 470.
- COSSE (Dominique), 261, 263, 264, 265, 267, 448, 449, 450, 462.
- COSSE (Victor), 168, 261, 263, 264, 265, 267, 448, 449, 450, 462.
- COSSE - DUVAL & Cie (Candiserie), 163, 166, 167, 260, 262, 269, 270, 287, 352, 412, 417, 434, 437, 440, 447, 448, 449, 450, 453, 455, 456, 457, 458, 460, 462, 463, 465, 466, 467, 468, 469, 587, 590, 684.
- COURTOIS (Banque), 535.
- CREDIT ALGERIEN, 144, 190.
- CREDIT FONCIER COLONIAL, 327, 328, 407, 408, 525.
- CREDIT FONCIER COMMERCIAL SUISSE, 357, 358.
- CREDIT LYONNAIS, 406, 407, 411, 412, 413, 415, 416, 428, 429, 430, 437, 607.
- CREDIT MOBILIER, 176, 177.
- CRONIER (Ernest), 42, 133, 142, 143, 144, 145, 146, 154, 155, 156, 157, 158, 160, 161, 162, 163, 165, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 420, 421, 422, 468, 507, 536, 566, 567, 579, 605, 606, 607, 608, 679.
- DAHER (Paul), 534.
- DAVID (Frédéric), 272, 286, 371.
- DEGRAND (ingénieur), 86, 87, 90.
- DEHAYNIN (Albert), 408, 409, 417, 422, 426, 683.
- DEHAYNIN (Gabriel), 408, 409, 417, 683.
- DE LA BROUSSE (Félix), 329, 330, 331.
- DE LA BROUSSE Frères, 329, 332, 355.
- DELAROCHE (Michel), 12, 141, 253, 254.

- DELBOS, 271, 272, 274.
 DEONNA (Laurent), 281, 521, 595, 599.
 DEROSNE (Charles), 78, 86, 87, 90.
 DESBIEF (Maurice), 530, 532, 533, 536, 548, 602, 603, 604, 607, 609, 610, 611, 612.
 DESBIEF (Paul), 42, 50, 54, 55, 56, 57, 59, 101, 144, 159, 160, 161, 162, 163, 165, 167, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 200, 528, 531, 532, 533, 534, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 551, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 577, 580, 581, 583, 586, 597, 598, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 613, 683.
 DESCROIX & GIRARD fils (Raffinerie), 95, 276, 279, 287.
 DESLOGES (Adolphe), 256, 257.
 DEVILLE (Jules), 521, 545, 546, 547, 575, 578, 596.
 DEVILLE (Jules) fils, 534, 535.
 DEVILLE (Jules), SAINT-ALARY & Cie, 522.
 DOUET (Louis), 446, 447.
 DUBOURG (Victor, Armand), 250, 251, 356, 357, 679.
 DUBOURG (Victor, François), 249, 250, 356, 679.
 DUBRUNFAUT (Pierre-A.), 97, 149.
 DURAND-GASSELIN (Albert), 452.
 DUREAU (Jean-Baptiste), 14, 25, 26, 87, 252, 253, 377.
 EMSENS (Florent), 278, 282, 286, 317, 322, 323, 324, 360, 379, 522, 523, 544, 549, 594, 680.
 EMSENS (Raffinerie), 315, 323.
 ETIENNE (Emile), 255, 328, 336, 337, 338, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 682.
 ETIENNE (Gustave), 255, 336, 337, 338, 339.
 ETIENNE (Jean-Baptiste I), 87, 89, 252, 254, 255, 285, 336, 337, 339.
 ETIENNE (Jean-Baptiste II), petit-fils de Jean-Baptiste I, neveu d'Emile, 338, 351.
 ETIENNE (Raffinerie), 157, 335, 336, 340, 344, 346, 347, 370, 379, 405.
 EUDEL (Paul), 451, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 462, 463, 467.
 FAURE (Jules), 272, 274, 286.
 FAURE (Lucien), 374, 375.
 FERAUD (Augustin), 43, 45, 155, 161, 166, 528, 531, 532, 533, 534, 539, 555, 597, 598, 607, 608.
 FORBIN - JANSON (marquis de), 14, 83, 275, 276, 279, 286, 290, 541, 553.
 FORCADE (Jean-Baptiste), 364.
 FOULD (Achille), 21, 24, 28.
 FRAISSINET (Alfred), 535.
 FRANCOIS (Eugène), 101.
 FRUGES (Henri), 170, 507, 508, 511.
 FRUGES (Raffinerie), 436, 508, 514.
 GAVOTY (Charles), 166, 528, 533, 598.
 GAVOTY de PHILEMON (Charles), 523, 528, 531, 532, 597.
 GAYET (Julien), 263.
 GAY - GRANDVAL & Cie (Banque), (Caisse Centrale du Commerce Marseillais), 95, 276, 280, 287, 316.
 GERARD frères, Raffinerie Notre-Dame de la Guadeloupe, 556.
 GEVERS (Jean-Pierre), 244, 247, 286, 290, 365, 680.
 GIRARD (Antoine), 279.
 GLATIGNY (Théodore), 263, 338, 451.
 GOUIN (Edouard), 533, 534.
 GOULLEY (Henri), 250, 251, 356, 679.
 GOULLEY (Louis), 248, 250, 356, 357, 679.
 GOUTE (Alexandre), 252, 256, 257.
 GOUTE (Jean-Jacques), 252, 256, 257.
 GRANDVAL (Alphonse), 24, 157, 159, 280, 314, 520, 522, 527, 529, 534, 545, 588, 599, 615.

- GRANDVAL (Joseph), 87, 91, 94, 98, 129, 275, 276, 278, 279, 280, 284, 286, 287, 290, 314, 315, 317, 320, 321, 322, 324, 549, 601, 680.
 GRANDVAL (Jules), 280, 314, 551.
 GRANDVAL (Raffinerie), 90, 93, 276, 279, 286, 287, 314, 321, 322.
 GUERIN (Joseph), 534.
 GUILLON (Alfred), 98, 326, 327, 328.
 GUILLON (Raffinerie), 141, 148, 154, 163, 164, 614.
 HAENTJENS (Henri), 247, 362, 363, 379, 680.
 HALGAN & Cie, 445.
 HALPHEN (Georges), 141, 148, 149, 154, 161, 169, 170.
 HARDY (Jules), 261, 262.
 HEBERT (Charles), 157, 407, 414, 417, 683.
 HEBERT (Mme Vve), 426, 429, 441, 683.
 HEBERT (Paul), 369, 407, 408, 414, 417, 418, 441, 683.
 HUBERT (Candiserie), 163, 166, 447, 461, 462.
 HUBERT (Louis), 453, 462, 468.
 HUMANN (Théodore), 245.
 JALUZOT (Jules), 150, 171, 183, 184, 186, 187, 188, 189, 420, 421, 468, 575, 576, 579.
 KNIGHT (Edward, John), 244, 277.
 KNIGHT (Raffinerie), 273, 280.
 LACAUDRAIS (Armand), 86, 248, 249, 250, 251, 286.
 LACAUDRAIS et LECARPENTIER (Raffinerie), 93.
 LADMIRAULT (Paul), 340, 341.
 LAFON (Auguste), 323, 520, 523, 526, 543.
 LALOU (Charles), 345, 346, 349, 353.
 LANNELONGUE (Marc), 373.
 LANNELONGUE, THEBEAUX & Cie (Raffineurs), 373, 508.
 LARREY (Achille), 285, 451, 454, 455, 456, 457, 458, 462, 463, 467.
 LASNIER (Siméon), 352, 451, 453, 455, 456, 457, 458, 467.
 LASNIER, LARREY & GLATIGNY (Candiserie), 267, 269.
 LAURONT (Banquier), 286.
 LEBAUDY (Adolphe), 14, 145.
 LEBAUDY (Gustave), 145, 154, 163.
 LEBAUDY (Jean), 145.
 LEBAUDY (Jules), 145, 146.
 LEBAUDY (Raffinerie), 1, 31, 60, 98, 131, 141, 145, 146, 149, 151, 154, 157, 158, 160, 161, 162, 164, 173, 354, 430, 432, 433, 435, 436, 443, 620, 681.
 LECARPENTIER (Barthélémy), 249, 250.
 LECARPENTIER (Olivier), 86, 248, 249, 250, 286.
 LEMESLE (Joseph), 157, 407, 418, 420, 426, 427, 428, 429, 432, 435, 438, 469.
 LEVESQUE (Louis), 32, 329, 330, 331, 332, 355.
 LIZERAY (E.), 422, 423, 424, 425, 426, 431.
 MARAIS (Jean-Marie), 115, 137, 261, 262.
 MASSION (Eugène), 87, 252, 256, 267, 335, 336.
 MASSION (Gustave), 256, 335, 336, 341, 342, 443, 449.
 MASSION - ROZIER (Raffinerie), 288, 335, 336, 340, 456, 457, 679.
 MASSOT (Louis), fils de Marius MASSOT, 32, 280, 286, 322, 520, 522, 527, 543, 544, 545, 546, 549, 552, 588, 594, 596, 599, 614.
 MASSOT (Pierre), petit-fils de Pierre-Marie dit Marius MASSOT, 174, 534, 535, 585, 619.
 MASSOT (Pierre-Marie-Marius dit Marius) fils de Pierre-Marie dit Marius, 280, 286, 322, 520, 522, 523, 527, 543, 544, 545, 552, 594, 599, 614.

- MASSOT (Pierre-Marie, dit Marius, père de Louis et de Marius), 280.
- MASSOT (Raffinerie), 90, 93, 94, 276, 278, 287, 290, 291, 315, 322, 520, 521, 679.
- MAUFRAS (Jacques), 157, 158, 164, 407, 411, 414, 415.
- MAUREL et PROM (Société), 375.
- MAURIN (Auguste), 94, 283, 286, 291, 318, 322, 323, 520.
- MAURIN (Raffinerie), 93.
- MEEUS (Emile), 419, 420, 421, 422, 423, 425, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 461, 469, 470, 472, 511.
- MELASSERIE DE CHANTENAY (Société Ladmirault & Cie), 329, 340, 342, 343, 352, 443, 445.
- MELINE (Jules), 45, 46, 459, 538.
- MICHELOT (Emile), 372, 373.
- MICHELOT (Jean-Baptiste), 373.
- MORNY (comte de), 12, 141.
- MOUREN & COURET (Raffinerie), 276, 290.
- MOUROCQ & Cie, 445.
- NEGRE, BERGERON et BRUNETON (Banque), 535.
- NOBLEMAIRE (Gustave), 139, 534, 535, 585, 616, 619.
- PALOTTE (Jacques), 344, 345, 346, 347, 349, 353.
- PAQUET frères, 129, 565, 574, 576, 582, 578, 584.
- PAQUET (Nicolas), 129, 532, 533, 576.
- PAQUET (Paul), 533.
- PARAVEY (Pierre-François), 245.
- PARET (Louis), 171, 173, 406, 417, 418, 419, 420, 421, 465, 531, 582, 601, 602.
- PELLERIN (Charles), 331, 332, 452, 453, 454, 456, 457, 458, 466.
- PELLERIN & Cie (Candiserie), 164, 167, 168, 170, 352, 412, 434, 436, 437, 438, 439, 447, 460, 465, 468, 471, 472.
- PEYTEL (J.), 173, 190, 203.
- PEYTRAL (Paul), 42, 43, 534.
- FIGANEAU (Banque), 373, 374.
- PINET (Denis), 261, 262, 265, 266, 267, 269, 448, 449.
- POLO (Henri), 33, 328, 331, 332, 336, 444.
- POUYER - QUERTIER (Augustin-Thomas), 34, 36.
- RAFFINERIE DE CHANTENAY, 43, 57, 58, 105, 156, 157, 158, 159, 162, 163, 164, 167, 168, 170, 196, 204, 369, 375, 405, 406, 407, 408, 410, 411, 412, 413, 414, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 446, 447, 460, 461, 465, 466, 468, 469, 471, 472, 509, 511, 513, 571, 573, 577, 581, 582, 584, 591, 626, 680, 683, 684, 685.
- RAFFINERIE DE CHANTENAY (Louis Cezard), 333, 334, 344, 346, 347, 405, 458.
- RAFFINERIE DE HONFLEUR, 348.
- RAFFINERIE DE L'OUEST, 163, 164, 167, 420, 443.
- RAFFINERIE DE L'ABBAYE, 445.
- RAFFINERIES DE LA MEDITERRANEE, 55, 58, 155, 156, 157, 158, 159, 161, 162, 165, 166, 169, 170, 172, 174, 197, 205, 206, 520, 522, 523, 525, 527, 529, 530, 534, 535, 536, 542, 543, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 559, 560, 561, 567, 568, 570, 573, 576, 580, 585, 586, 587, 588, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 599, 600, 601, 604, 607, 610, 614, 615, 616, 617, 618, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 677, 681, 683, 684, 685.
- RAFFINERIE DE SAINT-LOUIS, 520, 522, 523, 524, 525, 527, 544, 545, 546, 547.
- RAFFINERIES DE SAINT-LOUIS, 42, 55, 56, 58, 59, 100, 101, 105, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 165, 166, 169, 170, 172, 173, 174, 205, 206, 440, 509, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 539, 540, 542, 543, 546, 548, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 576, 577, 579, 580, 581, 583, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595,

- 596, 597, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 613, 614, 615, 616, 617, 619, 622, 623, 624, 625, 681, 682, 683, 684, 685.
- RAFFINERIE DU HAVRE, 247, 362, 363, 364.
- RAFFINERIE DU MIDI, 278, 281.
- RAFFINERIE G. BILLARD, 57, 168.
- RAFFINERIE MODERNE, 556.
- RAFFINERIES NANTAISES, 325, 326, 327, 328, 329, 332, 335, 355, 377, 379, 601, 680.
- RAFFINERIE PARISIENNE, 148, 154, 164, 170, 183, 354.
- RAFFINERIE PHOCÉENNE, 277, 278.
- RANSCELOT (J.), 273, 277, 281.
- REY (Albert), 161, 528, 533, 598, 608.
- RISSEL (René), 251, 252.
- ROSTAND (Charles), 24, 94, 97, 98, 282, 283, 286, 287, 291, 314, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 324, 360, 361, 379, 520, 544, 594, 601, 680, 682.
- ROSTAND (Raffinerie), 90, 93, 315, 317, 323, 520, 523, 524, 526.
- ROUGIER - LAGANE (Henri), 256, 288, 335, 336.
- ROUHER (Eugène), 24, 26, 378.
- ROUSSELOT (Banque), 351.
- ROUVIER (Maurice), 42, 43.
- ROUX, BERNABO & fils (Raffinerie), 276, 277, 278, 281, 323, 526, 600, 679, 680.
- ROZIER (Denis), 256, 257.
- SAGLIO (Camille), 243.
- SAGLIO (Charles), 243.
- SAGLIO (Florent), 245.
- SAGLIO & Cie (Raffinerie), 244, 245, 286, 290.
- SAINT - ALARY (Armand de), 521, 534, 545, 546, 547, 548, 615.
- SANTA - MARIA (Frédérico), 192, 193, 194, 195, 197, 198, 511, 623.
- SARLIN (Louis), 348, 521, 523, 529, 595.
- SAUVAGE et BAZILLE (Raffinerie), 371.
- SAY (Achille), 89, 252, 255, 337, 339.
- SAY (Constant), 141, 142, 154, 255, 520.
- SAY (Henri), 133, 142, 144, 154, 185, 443.
- SAY (Louis), 86, 141, 142, 252, 253, 254, 255, 287.
- SAY et ETIENNE (Raffinerie), 253, 255, 256, 679.
- SAY (Raffinerie), 1, 31, 60, 101, 104, 131, 133, 141, 142, 143, 144, 149, 151, 157, 162, 164, 170, 173, 174, 182, 183, 185, 186, 188, 189, 190, 191, 354, 369, 422, 430, 432, 433, 434, 436, 438, 440, 472, 510, 515, 516, 556, 577, 580, 607, 679, 681.
- SOCIÉTÉ ANONYME DE LA RAFFINERIE-CANDISERIE COSSE-DUVAL, 470, 472.
- SOCIÉTÉ ANONYME DE LA RAFFINERIE DE HONFLEUR, 358.
- SOCIÉTÉ ANONYME DE LA RAFFINERIE DES PONTS, 443.
- SOCIÉTÉ ANONYME DE LA RAFFINERIE DU HAVRE, 364, 365.
- SOCIÉTÉ ANONYME DE LA SUCRERIE DE LAUDUN (puis S.A. de la Sucrierie Laudun L'Ardoise), 536, 537, 538, 540.
- SOCIÉTÉ ANONYME DE SAINT-REMI, 515.
- SOCIÉTÉ ANONYME DES ANCIENNES RAFFINERIES ÉMILE ETIENNE ET CEZARD, 344, 347, 349, 352, 353, 354, 379, 680.
- SOCIÉTÉ ANONYME DES SUCRERIES DE L'OUEST, 342, 343, 352.
- SOCIÉTÉ ANONYME "NOUVELLE RAFFINERIE NANTAISE", 444.
- SOCIÉTÉ BELGE - MARSEILLAISE, 277, 281.
- SOCIÉTÉ FRANCO-BELGE, 277, 680.
- SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, 144, 189, 190, 364, 365, 520, 680.
- SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES SUCRERIES DE LA HAUTE-ÉGYPTÉ, 133, 144.

- SOCIETE GENERALE DES SUCRERIES ET DE
LA RAFFINERIE D'EGYPTE, 144, 145,
185, 186, 189, 190, 191, 460, 461,
468, 566.
- SOCIETE MARSEILLAISE DE CREDIT, 144,
522, 524, 532, 528, 531, 533, 535,
546, 578, 592, 598, 605, 607, 681.
- SOCIETE NOUVELLE DE LA RAFFINERIE
DE L'OUEST, 167, 168, 444.
- SOCIETE SUCRIERE DE L'OUEST, 342.
- SOLAGROUP (Emile), 407, 408, 411.
- SOMMIER (Alexandre), 146, 147.
- SOMMIER (Alfred), 147, 443, 460.
- SOMMIER (Edme), 147, 171, 174, 197.
- SOMMIER (Raffinerie), 1, 31, 60,
141, 151, 154, 157, 161, 164, 173,
354, 430, 432, 433, 435, 438, 440,
681.
- SOULIE - JONCAS & Cie, 271, 272, 287.
- SOUQUES (Ernest), 157, 158, 405,
407, 408, 411, 414, 471.
- SUCRERIE-RAFFINERIE D'EGYPTE, 133.
- TALABOT (Paulin), 26.
- TESSANDIER (Edmond), 173, 193, 432,
434, 508, 509, 510, 511, 512, 513,
573, 684.
- TESSANDIER & Cie, 508, 511, 512, 513.
- TEXIER (Joseph), 158, 406, 408, 411,
412, 413, 414, 415, 416, 418, 443,
444.
- THEBAUD (Auguste), 263.
- THEBEAUX (Joachim), 373, 508.
- THURNEYSSSEN (Auguste), 245, 286.
- THURNEYSSSEN (Charles), 246.
- THURNEYSSSEN & Cie (banque), 248.
- URBAIN (François), 359, 360.
- VERDET (Eugène), 168, 553, 556.
- VIDAL (Jules), banquier, 358, 359.
- WATEL (Albert), a pris en 1900 le
nom d'Albert WATEL-DEHAYNIN, 410,
424, 426, 428, 429, 432, 441, 442,
469, 470, 471, 472, 683.
- WATEL (Louis), 408, 409, 426.
- ZAFIROPOULO, 527.
- ZANGRONIZ (Ramon de), 91, 93, 272,
273, 277, 290, 680.
- ZARIFI (Fériciès), 533, 537.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
<u>PREMIERE PARTIE</u>	
<u>LES FACTEURS DU DEVELOPPEMENT DES RAFFINERIES DE SUCRE DES PORTS</u>	4
CHAPITRE I - LA LEGISLATION DES SUCRES ET L'APPROVISIONNEMENT..	5
1 - <u>La question des sucres dans le cadre de la législation nationale (1814-1864)</u>	5
A - Les primes et le Drawback	5
Le retour au pacte colonial	5
Le rétablissement du drawback	9
B - Les raffineurs et la lutte des deux sucres	10
Le progrès du sucre indigène	10
La crise coloniale	11
C - L'approvisionnement des raffineries jusqu'en 1860	13
Le sucre employé	13
Le développement des grands marchés d'approvisionnement	16
C - L'abolition du pacte colonial (1860-mai 1864)	21
La loi du 23 mai 1860 et le décret du 24 juin 1861	21
La question des sucres en 1863	23
La loi du 7 mai 1864	26
2 - <u>L'internationalisation de la question des sucres (novembre 1864-1914)</u>	28
A - Le régime de la Convention du 8 novembre 1864 et les raffineries des ports	28
La discordance entre la législation française et le drawback conventionnel	28
L'achat à l'analyse et ses conséquences	30
La campagne de la sucrerie pour l'exercice des raffineries (1872-1875)	33
B - Vers l'exercice des raffineries	39
La défense du sucre indigène et le rendement de l'impôt	39
Les modalités de l'exercice	42
C - L'alliance du sucre indigène et des raffineries des ports	43
Les attaques contre le sucre exotique étranger ...	43
Le compromis d'avril 1897	46
D - Le régime de la Convention de Bruxelles	48
La Convention du 5 mars et ses incidences fiscales	49
L'adhésion de la Russie et le retrait de la Grande Bretagne	51
La contestation des détaxes de distance	54

Notes	61
Tableaux	75
CHAPITRE II - LE PROGRES TECHNIQUE DANS LE RAFFINAGE DU SUCRE	77
1 - <u>Les innovations fondamentales</u> (début du XIXe siècle - vers 1860)	77
A - Le raffinage du sucre en France jusqu'aux années 1830	77
L'évolution de la clarification et de la cuite ..	77
La finition des pains de sucre dans l'empli et les greniers	79
Les produits du raffinage	82
La durée du raffinage et les rendements	83
B - La cuite dans le vide et ses conséquences	85
Le problème de la mélasse	85
La cuite dans le vide	86
Les conséquences	87
C - Le bilan des innovations dans les années 1860 ...	88
Le progrès d'expansion	88
Le turbinage	90
Les sucettes	91
La diminution du prix de revient	92
2 - <u>Le perfectionnement des procédés</u> (vers 1860-1914) ...	96
A - La fabrication du sucre blanc	96
Les nouveaux procédés d'épuration	96
La cuite en grains	97
Le travail du sucre blanc en raffinerie	97
B - Les progrès de l'affinage	99
Le turbinage du sucre brut avant la fonte	99
La turbine Weinrich	99
Le procédé Steffen	100
C - La fabrication du sucre en morceaux	101
Les turbines Langen	102
Le raffinage du sucre en plaquettes	102
Le procédé de moulage par compression	104
Notes	106
CHAPITRE III - LA PRODUCTION DE SUCRE RAFFINE	112
1 - <u>Les statistiques de la production</u>	112
2 - <u>L'utilisation des statistiques</u>	115
Notes	118
Tableaux	120
CHAPITRE IV - LE COMMERCE DU SUCRE RAFFINE	128
1 - <u>Les marchés</u>	128

A - L'exportation	128
Le rôle moteur de l'exportation	128
Le ralentissement de l'exportation des ports	130
La reprise de l'exportation des ports	132
B - Le marché intérieur	134
La clientèle des raffineries des ports	134
Le rôle des tarifs ferroviaires	136
C - Les concurrents	140
Les Parisiens	141
La multiplication des fabriques-raffineries et des raffineries "indépendantes"	150
2 - <u>La "loi" du marché</u>	151
A - Les associations patronales	151
La Réunion des raffineurs de Paris et les ports (1844-1869)	151
Le premier syndicat des raffineurs (1883-1888) ..	154
Le second syndicat des raffineurs (1888-1891) ...	160
Le troisième syndicat des raffineurs (1892-1898)	163
La fin du syndicat des raffineurs	169
B - La spéculation sur les sucres	175
La spéculation sur les marchés à livrer	176
Le marché à terme	178
La manipulation des cours du sucre brut en 1889 et 1893	181
Les accaparements de 1899 et 1900	182
Le krach des sucres de 1905	184
Les spéculations de Santa-Maria	192
La spéculation en 1911 et 1912	196
C - L'intervention de l'Etat pendant la guerre	198
La hausse des prix et la pénurie de sucre brut ..	198
L'achat du sucre brut par l'Etat	200
La réglementation des prix et des ventes	202
La limitation autoritaire de la fonte	205
Notes	210
Tableaux	231

DEUXIEME PARTIE

<u>LES GRANDES ENTREPRISES FAMILIALES</u>	242
CHAPITRE I ^{er} - <u>LA FORMATION DES GRANDES ENTREPRISES</u> (début du XIX ^e siècle-1864)	243
1 - <u>Les raffineries du Havre</u>	243
A - Le raffinage du sucre depuis le début du XIX ^e siècle	243
B - Les entreprises	245
La société Joseph Clerc-Kayser et Cie	245

La société Gevers et Cie	247
La société Cor, Haëntjens et Cie	247
2 - <u>La raffinerie de Honfleur</u>	248
3 - <u>Les raffineries de Nantes</u>	251
A - La concentration	251
B - Les grandes entreprises	253
Les Say et les Etienne	253
Les Massion-Rozier	256
Les Cezard	257
C - Les fabricants de sucre candi	259
Le candi et les candisiers	259
Le passage de l'ancien au nouveau mode de raffi- nage chez les Cossé-Duval	264
Les résultats	269
4 - <u>Le raffinage du sucre à Bordeaux</u>	270
5 - <u>Les raffineries de Marseille</u>	274
A - La concentration et la multiplication des grandes entreprises	274
B - Les vieilles dynasties de raffineurs de sucre ...	278
Les Grandval	279
Les Massot	280
Les Roux et Bernabo	281
C - Les nouvelles entreprises	282
La raffinerie Emsens	282
La création de la société Charles Rostand et Cie	282
La fondation de Saint-Charles	283
Notes	292
CHAPITRE VI - LES DIFFICULTES DES GRANDES ENTREPRISES FAMILIALES.	
UNE CRISE DE STRUCTURE ?	314
1 - <u>L'effondrement de la raffinerie de Marseille (1864- 1866)</u>	314
L'accord Grandval-Rostand (1864)	314
La gestion de Ch. Rostand	315
La faillite de Ch. Rostand	317
Le temps des incertitudes	322
La faillite de Fl. Emsens (1866)	323
2 - <u>L'usure des grandes entreprises familiales à Nantes (1864-1883)</u>	324
A - L'échec de N. Cezard et des Raffineries Nantaises (1864-1878)	325
La transformation des raffineries Cezard en S.A. R.L. (juillet-août 1864)	325
L'échec des Cezard	327
La fin des Raffineries Nantaises	329

B - Les débuts de la Raffinerie de Chantenay (1866-1880)	333
C - Les difficultés des anciennes dynasties de raffineurs	335
La disparition des Massion	335
Les dernières années de prospérité des Etienne ..	336
Les problèmes d'Emile Etienne	338
La mélasserie de Chantenay	340
Les Sucreries de l'Ouest	342
D - La fusion et la faillite des anciennes raffineries E. Etienne et Cezard (1880-1883)	344
La naissance de l'affaire	344
La gestion de l'entreprise	348
La faillite	351
3 - <u>Le déclin du raffinage du sucre à Honfleur et au Havre</u>	355
La fin du raffinage du sucre à Honfleur	356
La disparition de la société Clerc (1865-1879) ..	359
L'échec d'H. Haëntjens et de ses successeurs (1865-1881)	362
La stagnation de la raffinerie Acher (1866-1898) ..	365
4 - <u>Le dépérissement des raffineries de Bordeaux</u> (1864-1894)	369
Le raffinage du sucre de 1864 à 1894	369
Les entreprises	371
Les occasions manquées	373
Notes	381

TROISIEME PARTIE

<u>LE NOUVEL ESSOR DES RAFFINERIES DES PORTS</u>	403
CHAPITRE VII - LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT DES RAFFINERIES DE NANTES	405
1 - <u>Le redémarrage de la Raffinerie de Chantenay</u> (1884-1920)	405
A - La structure et le contrôle financier de l'affaire	405
La société E. Souques. Ses liens avec la famille Cail	405
La création de la S.A. Raffinerie de Chantenay ...	406
L'entrée des Dehaynin dans l'affaire	407
B - La gestion	410
Une gestion spéculative (1884-1894)	411
La remise en ordre (1895-1904)	415
Les difficultés (1905-1909)	420
Le sauvetage (1909-1914)	426
Chantenay pendant la guerre	437

2 - <u>La dernière vague des entrepreneurs nantais</u>	442
Les nouvelles affaires	443
La réussite de Georges Billard (1897-1919)	445
3 - <u>Le candi à Nantes de 1864 à 1919</u>	448
A - Les candisiers	448
Les Cossé-Duval	448
Les autres candisiers	451
B - Les problèmes spécifiques du candi	453
L'approvisionnement en sucre blanc	453
Les débouchés	455
Une fabrication encore artisanale	462
C - L'évolution de l'industrie du candi	465
Une production limitée	465
Les résultats	467
Le déclin de l'entreprise familiale	468
Notes	473
Tableaux	493
CHAPITRE VIII - LE REVEIL DE LA RAFFINERIE ▲ BORDEAUX (1895-1919)	507
1 - <u>Un démarrage tardif</u>	507
2 - <u>La guerre et ses conséquences</u>	514
Notes	517
CHAPITRE IX - LA CROISSANCE DE LA RAFFINERIE DE MARSEILLE (1865-1919)	520
1 - <u>Les nouvelles structures</u>	520
A - La création des entreprises	520
La fondation des Raffineries de La Méditerranée (décembre 1865)	520
La formation de la S.A. de la Raffinerie de Saint- Louis (décembre 1866-novembre 1867)	522
Le sauvetage de la Raffinerie de Saint-Charles (1868)	526
La fusion de Saint-Louis et de Saint-Charles (1872)	527
B - La mutation des structures des sociétés dans les années 1880	527
La Société Nouvelle des Raffineries de Saint-Louis (décembre 1878)	527
La Société Nouvelle des Raffineries de La Méditer- ranée (avril 1881)	529
C - La direction des entreprises jusqu'en 1920	531
D - L'implantation de sucreries dans le Midi par Saint-Louis	536
Les sucreries de Laudun et d'Orange	536
L'absorption de la Société de Laudun l'Ardoise ..	538

2 - <u>La production et les ventes</u>	542
A - Le mouvement des affaires	542
Le départ des nouvelles entreprises (1866-1883) .	543
La période du syndicat des Raffineurs (1884- vers 1900)	552
Le temps des grandes spéculations et de la guerre	555
B - Les Marseillais en Orient	561
L'Asie Mineure et le Levant	562
Trébizonde et le Golfe Persique	565
C - Le marché algérien et tunisien	572
D - Le débouché marocain	573
La formation et la défense du marché (1884-1898)	573
La consolidation des positions (1899-1913)	579
3 - <u>Les résultats</u>	587
La détermination du profit	587
Les ratios dans le raffinage du sucre	589
Le mouvement du profit	592
La répartition du profit	595
4 - <u>Les investissements</u>	600
A - La politique d'innovation et d'investissement des Raffineries de Saint-Louis	600
L'amorce d'une stratégie	600
Le développement des moyens de production	601
L'adoption du procédé Steffen (1890-1895)	606
La reconversion vers le sucre en morceaux	608
La mécanisation du travail	609
Projets et perspectives de croissance	611
B - La carence technique des Raffineries de La Médi- terrannée	614
L'insuffisance des investissements	614
L'essai tardif de rénovation de l'outil	617
Notes	627
Tableaux	651
CONCLUSION	674
SOURCES	686
BIBLIOGRAPHIE	703
TABLE DES GRAPHIQUES, DES PLANCHES ET DES CARTES	721
ABREVIATIONS UTILISEES	724
INDEX SELECTIF	725
TABLE DES MATIERES	732

